

Université de Montréal

**LE FELD-MARÉCHAL ERICH VON MANSTEIN : UN OFFICIER PRUSSIE À L'OMBRE DE
L'IMAGE DE LA WEHRMACHT. ÉTUDE CRITIQUE DE L'HOMME ET DU SOLDAT**

par

Benoît Lemay

Département d'histoire
Faculté des arts et des sciences

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de
Philosophiæ Doctor (Ph.D)

Janvier 2004

© Benoît Lemay, 2004



D
7
U54
2004
v.001

Direction des bibliothèques

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Cette thèse intitulée :

Le feld-maréchal Erich von Manstein : un officier prussien à l'ombre de l'image de la Wehrmacht.
Étude critique de l'homme et du soldat

présentée par :

Benoît Lemay

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Louis Michel

.....
président-rapporteur

Paul Létourneau

.....
directeur de recherche

Samir Saul

.....
membre du jury

Pierre Jardin (CNRS) France

.....
examineur externe

Louis Michel

.....
représentant du doyen de la FES

Thèse acceptée le : 19 mars 2004

SOMMAIRE

La responsabilité politique et morale de la Wehrmacht durant la période nazie a été le plus souvent occultée à la faveur de la guerre froide et des impératifs du réarmement allemand dans le cadre de l'OTAN, qui nécessitait la réinsertion d'anciens militaires ayant servi dans l'armée de Hitler. Plus que n'importe lequel de ses camarades de la Wehrmacht, le feld-maréchal Erich von Manstein – considéré par la plupart des spécialistes comme le plus grand génie opérationnel de la Deuxième Guerre mondiale – a contribué après la guerre, par ses témoignages et ses mémoires, aux mythes selon lesquels l'armée allemande n'aurait été qu'une victime de la politique expansionniste nazie. Les officiers n'auraient fait que leur devoir en obéissant aux ordres, Hitler serait le seul responsable de la défaite militaire du Reich et la Wehrmacht n'aurait jamais pris part aux actions criminelles du régime national-socialiste.

Or, à l'instar de la plupart de ses collègues du corps des officiers, Manstein s'est pourtant fait le complice de l'entreprise hitlérienne d'agression et de destruction en Europe. Ainsi, non seulement a-t-il participé de plein gré à la planification et à la conduite des guerres d'agression en Pologne, en France et en Union soviétique, mais il a également cautionné les crimes de guerre de la Wehrmacht en Europe de l'Est, aux dépens des Juifs, des partisans et des populations des territoires occupés, des prisonniers de guerre polonais et soviétiques, et des commissaires politiques de l'Armée rouge.

Grand militaire, Manstein n'était pas un véritable nazi, mais un homme au sens politique peu aiguë. De ce fait, il est très représentatif de la caste militaire prussienne de son époque. À travers lui se profile ainsi le destin d'autres officiers de haut-rang ayant combattu lors de la Deuxième Guerre mondiale, en particulier sur le front de l'Est. De là l'importance de l'étude de ce personnage qui a servi son Führer jusqu'à la fin. L'analyse du comportement indulgent de Manstein envers les exactions nazies, pendant et après la guerre, nous aide aussi à comprendre davantage pourquoi l'armée allemande s'est fait volontairement l'instrument de la politique d'expansion hitlérienne.

Cette thèse veut combler une grande lacune dans l'historiographie militaire allemande : produire une étude critique de ce personnage complexe de descendance probablement juive et slave, dont les diverses facettes laissent place à des interprétations souvent divergentes. Une telle étude n'est pas seulement importante pour l'histoire de la guerre et pour la connaissance des opérations d'un stratège exceptionnellement talentueux, elle permet aussi de pénétrer dans le monde de la pensée, des conceptions et de la psychologie d'un officier de haut-rang qui a joué un rôle de premier plan dans les préparatifs et la conduite de guerres d'agression, ainsi que dans les actions contraires au droit de la guerre commises par la Wehrmacht pour le compte du régime national-socialiste.

ABSTRACT

The political and moral responsibility of the Wehrmacht during the Nazi period has systematically been overshadowed by the Cold War and by German rearmament in compliance with NATO requirements, which led to the reactivation of veterans of Hitler's army. More than any of his Wehrmacht comrades, Field Marshall Erich von Manstein – considered by most experts as the greatest tactical genius of the Second World War – contributed, through his post-war accounts and memoirs, to the myths that the German army was but a victim of Nazi expansionist policy, that officers were only obeying orders, as was their duty, that Hitler alone was responsible for the military defeat of the Reich and that the Wehrmacht never participated in the criminal activity of the Nazi regime.

Yet Manstein, more than most of his colleagues in the officer corps, was an accomplice to Hitler's enterprise of aggression and destruction in Europe. Indeed, not only was he a fully willing participant in the planning and execution of wars of aggression against Poland, France and the Soviet Union, but he also supported Wehrmacht war crimes in Eastern Europe at the expense of Jews, supporters and citizens of the occupied territories, Polish and Soviet prisoners of war and the political commissaries of the Red Army.

Manstein, however, was not a true Nazi, but rather a great soldier who lacked political instincts. In this sense, he is very representative of the Prussian military class of his era. Through him, one can therefore map out the fate of other high-ranking officers who fought during the Second World War, particularly on the Eastern front. It is for this reason that it is important to study this man who served his Führer until the end. An analysis of Manstein's indulgence, both during and after the war, of Nazi atrocities, allows us to more fully understand why the German army allowed itself to be the instrument of Hitler's expansionist policy.

This thesis fills a great void in German military historiography : a critical study of this complex persona, probably of Jewish and Slavic descent, whose diverse facets have often led to differing interpretations. Such a study is important not only for military history and for the understanding of an exceptionally talented strategist, but also affords entry into the thoughts, conceptions and psychology of a high-ranking officer who played a leading role in the planning and execution of wars of aggression and violations of the rules of war committed by the Wehrmacht for the benefit of the Nazi regime.

Keywords for this thesis : Prussian officer ; military class ; relations between the Wehrmacht and the Nazi regime ; wars of aggression ; war crimes ; military operations ; military resistance ; political and moral responsibilities of generals.

Mots clefs de la thèse : officier prussien ; caste militaire ; relations entre la Wehrmacht et le régime national-socialiste ; guerres d'agression ; crimes de guerre ; opérations militaires ; résistance militaire ; responsabilités politique et morale des généraux.

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE.....	III
ABSTRACT.....	IV
TABLE DES MATIÈRES	VI
SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	XIII
GLOSSAIRE DE TERMES ALLEMANDS	XIV
NOTE DE L'AUTEUR.....	XV
REMERCIEMENTS	XVI
INTRODUCTION.....	1
PREMIÈRE PARTIE.....	17
DU REICH DU KAISER AU REICH DE HITLER.....	17
CHAPITRE 1.....	17
DE L'ARMÉE IMPÉRIALE À LA REICHSWEHR.....	17
<i>Milieu familial et éducation.....</i>	17
<i>Des cadets à l'armée impériale.....</i>	18
<i>La Reichswehr du temps de la République de Weimar : un État dans l'État.....</i>	21
<i>Le réarmement secret de la Reichswehr et les préparatifs en vue de la prochaine guerre.....</i>	25
CHAPITRE 2.....	31
LA WEHRMACHT : L'ARMÉE DU III ^E REICH.....	31
<i>Le corps des officiers et Hitler : une vision du monde commune ?.....</i>	31
<i>L'introduction de la législation raciale dans l'armée et la protestation de Manstein.....</i>	36

<i>La « Nuit des longs couteaux » et le serment de fidélité prêté au Führer</i>	43
<i>La Wehrmacht et l'accélération du réarmement sous l'état-major général Fritsch-Beck-Manstein</i> ..	49
<i>La remilitarisation de la Rhénanie et les plans de concentration de Manstein</i>	55
<i>Le remaniement du haut commandement de la Wehrmacht : la fin d'un rêve pour Manstein</i>	58
<i>L'Anschluß : Manstein accouche d'un plan d'occupation à la onzième heure</i>	63
<i>La crise des Sudètes : Manstein va-t-en-guerre !</i>	65
DEUXIÈME PARTIE.....	71
LA CAMPAGNE DE POLOGNE : GUERRE D'AGRESSION ET D'EXTERMINATION.....	71
CHAPITRE 3.....	72
DE LA PLANIFICATION À LA CONDUITE DE LA CAMPAGNE MILITAIRE	72
<i>Le « plan blanc » : le produit des réflexions de Manstein ?</i>	72
<i>L'agression contre la Pologne : une guerre des généraux ?</i>	78
<i>Le retour à la guerre de mouvement : un succès redevable à Manstein ?</i>	85
<i>Une chance en or gaspillée par les Alliés de vaincre le Reich ?</i>	90
CHAPITRE 4.....	92
UN DÉFERLEMENT D'ATROCITÉS EN POLOGNE	92
<i>La perversion de la discipline militaire allemande</i>	92
<i>La compromission de Manstein dans les crimes de la Wehrmacht</i>	98
TROISIÈME PARTIE.....	102
LA CAMPAGNE DE FRANCE OU LE « PLAN MANSTEIN ».....	102
CHAPITRE 5.....	103
UNE GUERRE À L'OUEST : MAIS AVEC QUEL PLAN D'OPÉRATIONS ?.....	103
<i>Une offensive à l'Ouest dès l'automne 1939 ?</i>	103
<i>Un esprit de fronde chez les généraux ?</i>	105
<i>Les considérations stratégiques de Manstein sur la poursuite de la guerre</i>	109
<i>Le plan d'opérations de l'OKH</i>	111

<i>Les objections de Manstein concernant le « plan jaune »</i>	114
<i>Le « plan Manstein » ou l'idée du « coup de faucille »</i>	117
<i>Le plan de Manstein : un parachèvement de la pensée opérationnelle de Schlieffen ?</i>	120
<i>Un premier pas dans le sens des idées du « plan Manstein » ?</i>	125
<i>Un changement possible du point de concentration de l'offensive ?</i>	129
<i>L'opposition opiniâtre de l'OKH au concept opérationnel de Manstein</i>	130
<i>Le « plan jaune » tombe entre les mains de l'ennemi</i>	134
<i>La disgrâce de Manstein</i>	135
<i>La rencontre fatidique Hitler-Manstein</i>	139
<i>L'adoption du « plan Manstein » et le redéploiement des troupes sur le front de l'Ouest</i>	143
<i>Le « plan Manstein » : un concept opérationnel à l'abri d'un échec majeur ?</i>	145
<i>Le « plan Dyle » : le plan d'opérations des Alliés</i>	147
<i>L'auteur du plan « coup de faucille » : Manstein ou Hitler ?</i>	150
CHAPITRE 6.....	155
UN SUCCÈS OPÉRATIONNEL OU STRAGÉGIQUE ?	155
<i>Les forces en présence au début de l'offensive</i>	155
<i>Les armées alliées prises au piège</i>	157
<i>Le franchissement de la Meuse et la « seconde bataille de Sedan »</i>	159
<i>Une progression des unités de Panzer jusqu'à la Manche en un seul tenant ?</i>	162
<i>Le premier « ordre d'arrêt »</i>	165
<i>L'avancée des Panzer jusqu'à la Manche</i>	167
<i>Le second « ordre d'arrêt » et la bataille de Dunkerque : le premier revers allemand de la guerre</i>	169
<i>La première phase de la campagne : une victoire opérationnelle ou stratégique ?</i>	174
<i>Le 38^e corps d'armée de Manstein condamné à rester sur la défensive</i>	176
<i>La seconde phase de la campagne : le « plan rouge »</i>	179
<i>La marche vers la Seine et la Loire</i>	180
<i>Le « plan Manstein » ou la guerre des six semaines</i>	182
<i>Les promotions et les dons du Führer ou le renforcement de l'alliance avec ses généraux</i>	187
CHAPITRE 7.....	195
LE REICH DANS UNE IMPASSE STRATÉGIQUE ?	195
<i>L'opération « Lion de Mer » (Seelöwe)</i>	195
<i>Les considérations stratégiques de Manstein sur la poursuite de la guerre</i>	203

QUATRIÈME PARTIE	213
LA CAMPAGNE DE RUSSIE : GUERRE D'AGRESSION, DE DESTRUCTION ET D'EXTERMINATION	213
CHAPITRE 8.....	214
LA GUERRE À L'EST : CONSIDÉRATIONS STRATÉGIQUES OU IDÉOLOGIQUES ?.....	214
<i>Une guerre préventive ou d'agression ?</i>	214
<i>Le « plan Otto » : un plan précurseur au « plan Barbarossa »</i>	217
<i>Les germes de l'échec de l'opération « Barbarossa » : la faute à Hitler ou aux chefs militaires ?</i> .	223
<i>Manstein et le commandement du 56^e corps blindé</i>	227
<i>Le plan d'opérations allemand</i>	229
<i>La barbarie autorisée : les ordres criminels de la Wehrmacht</i>	233
CHAPITRE 9.....	248
LA CAMPAGNE DE CRIMÉE	248
<i>La situation à la prise du commandement de la 11^e armée par Manstein</i>	249
<i>Une bataille sur deux fronts : le forçement de l'isthme de Perekop et la bataille de la mer d'Azov</i>	252
<i>La réorganisation de la 11^e armée et le forçement de l'isthme d'Ichoun</i>	253
<i>La poursuite de l'ennemi en Crimée</i>	255
<i>La première attaque contre la forteresse de Sébastopol</i>	256
<i>L'échec de l'opération « Barbarossa » : le commandement de l'armée de terre à Manstein ?</i>	258
<i>Les débarquements soviétiques à Kertch et à Feodossia et l'affaire Sponeck</i>	262
<i>La contre-attaque devant Feodossia</i>	267
<i>La reconquête de la péninsule de Kertch : une bataille classique d'encerclement et d'annihilation</i>	269
<i>La prise de la plus puissante forteresse au monde : Sébastopol</i>	272
<i>La place de la campagne de Crimée dans la guerre à l'Est</i>	277
<i>Après la forteresse de Sébastopol, au tour de celle de Leningrad ?</i>	279
<i>Investir Leningrad et laisser sa population mourir de faim</i>	281
<i>La bataille du lac Ladoga</i>	283
<i>Manstein et le commandement de la 11^e armée</i>	284
CHAPITRE 10.....	287
MANSTEIN ET LA GUERRE GÉNOCIDAIRE EN RUSSIE	287
<i>La Wehrmacht et l'Holocauste</i>	288

<i>Les prisonniers de guerre soviétiques</i>	290
<i>L'« ordre sur les commissaires »</i>	292
<i>Les partisans et la « brutalisation » de la guerre à l'Est</i>	297
<i>L'ordre de Manstein du 20 novembre 1941 ou la nécessité d'éradiquer le « judéo-bolchevisme »</i> .	299
<i>Manstein et les crimes de guerre de la 11^e armée en Crimée</i>	311
<i>La responsabilité de Manstein dans l'extermination des Juifs</i>	330
CHAPITRE 11.....	336
LE VENT DE LA BÉRÉZINA : LA TRAGÉDIE DE STALINGRAD	336
<i>L'analyse de Manstein sur les causes qui ont mené à la tragédie de Stalingrad</i>	336
<i>La situation à la prise du commandement du groupe d'armées Don par Manstein</i>	341
<i>L'évaluation de la situation générale et les considérations stratégiques de Manstein</i>	344
<i>La question des renforts et le plan d'opérations pour dégager la 6^e armée</i>	349
<i>Rostov-sur-le-Don à la portée des Soviétiques ?</i>	351
<i>Les opérations « Tempête d'hiver » et « Coup de tonnerre »</i>	352
<i>Mourir en héros ? Le sacrifice de la 6^e armée</i>	360
<i>La perte de la 6^e armée : Manstein a-t-il une part de responsabilité ?</i>	363
CHAPITRE 12.....	365
LES BATAILLES DE L'HIVER 1943	365
<i>Le groupe d'armées du Caucase et la menace d'un second Stalingrad</i>	365
<i>Une rocade de l'est à l'ouest à défaut d'une manœuvre de repli suivie d'une attaque de flanc ?</i>	368
<i>Le début d'un retrait du Caucase ?</i>	370
<i>Le combat entre le Don et le Dniepr pour les lignes de communication de l'aile méridionale</i>	371
<i>Évacuer le bassin du Donets ou bien le perdre en même temps que le groupe d'armées Don ?</i>	376
<i>Manstein : le commandant suprême à l'Est ?</i>	379
<i>Le repli derrière le Mious</i>	384
<i>La rocade de l'est à l'ouest et la contre-attaque entre le Dniepr et le Donets</i>	387
<i>Manstein : un maître dans l'art de l'« attaque en retour » ou de la « seconde frappe »</i>	393
<i>Poursuivre la guerre à l'Est en vue de parvenir à une paix de compromis ?</i>	396
CHAPITRE 13.....	401
LE CHOC DES TITANS : LA BATAILLE DE KOURSK.....	401
<i>Manstein et Hitler : deux conceptions stratégiques différentes de la conduite de la guerre ?</i>	401
<i>L'« attaque en retour » ou l'« attaque directe » ?</i>	408
<i>L'opération « Citadelle »</i>	412

<i>Différends entre les généraux sur le calendrier de l'offensive.....</i>	413
<i>La plus grandiose bataille de chars de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale.....</i>	418
<i>Manstein et sa part de responsabilité dans l'échec de la bataille de Kursk.....</i>	423
CHAPITRE 14.....	427
MANSTEIN ET LA RÉSISTANCE MILITAIRE À HITLER.....	427
<i>L'attitude de Manstein à l'égard de la conspiration : la règle et non l'exception.....</i>	427
<i>Manstein appelé à jouer le rôle de Yorck von Wartenburg ?.....</i>	435
<i>La rencontre Stauffenberg-Manstein.....</i>	438
<i>La rencontre Tresckow-Manstein.....</i>	442
<i>La rencontre Schulenburg-Manstein et la correspondance Beck-Manstein.....</i>	445
<i>La rencontre Gersdorff-Manstein.....</i>	447
<i>L'entretien Rommel-Kluge-Manstein.....</i>	452
<i>Manstein : commandant suprême à l'Est ou généralissime de tous les théâtres d'opérations ?.....</i>	454
<i>La dernière rencontre Tresckow- Manstein.....</i>	457
<i>« Il en sera donc ainsi, mon Führer » ! La déclaration de fidélité de Manstein à Hitler.....</i>	459
<i>La destitution de Manstein.....</i>	462
<i>Le putsch du 20 juillet 1944 : Manstein à la recherche d'un alibi.....</i>	470
<i>Un domaine à Manstein à titre de cadeau du Führer pour accroître sa loyauté ?.....</i>	476
<i>« Manstein, sauve l'Allemagne » !.....</i>	485
CINQUIÈME PARTIE.....	490
MANSTEIN ET LA LÉGENDE D'UNE « WEHRMACHT HONORABLE ET INTÈGRE ».....	490
CHAPITRE 15.....	491
LE PROCÈS DE MANSTEIN POUR CRIMES DE GUERRE.....	491
<i>Manstein ou le devoir de défendre l'honneur et l'intégrité de la Wehrmacht à Nuremberg.....</i>	492
<i>Juger Manstein pour crimes de guerre ? Une décision politique embarrassante pour Londres.....</i>	498
<i>Vague de sympathie pour Manstein : considérations politiques dues au contexte international ?... </i>	511
<i>Le procès de Manstein ou la défense de l'honneur de la Wehrmacht sur fond de guerre froide.....</i>	515
<i>Les mémoires, la guerre froide et la légende d'une Wehrmacht « sans reproche ».....</i>	528

CONCLUSION : L'HOMME ET LE SOLDAT 531

SÉLECTION BIBLIOGRAPHIQUE 539

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

BA-B : *Bundesarchiv* (archives fédérales allemandes) à Berlin.

BA-MA : *Bundesarchiv-Militärarchiv* (archives militaires fédérales allemandes) à Fribourg-en-Brisgau.

GESTAPO : *Geheime Staatspolizei* (police secrète d'État).

MGFA : *Militärgeschichtliches Forschungsamt* (Office de recherche d'histoire militaire allemande) à Potsdam.

NOKW : *Nürnberger Oberkommando der Wehrmacht – Dokumente* (documents de Nuremberg sur l'OKW).

NSDAP : *Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei* (parti national-socialiste des ouvriers allemands).

OKH : *Oberkommando des Heeres* (haut commandement de l'armée de terre).

OKW : *Oberkommando der Wehrmacht* (haut commandement des forces armées).

OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

SA : *Sturmabteilung* (section d'assaut du parti national-socialiste).

SD : *Sicherheitsdienst* (service de sécurité de la SS).

SS : *Schutzstaffel* (section de protection du parti national-socialiste).

TMIN : Procès des grands criminels de guerre devant le Tribunal militaire international de Nuremberg (42 volumes).

GLOSSAIRE DE TERMES ALLEMANDS

Abwehr : service de renseignements et du contre-espionnage de la Wehrmacht.

Einsatzgruppe : groupe d'intervention du SD dans les territoires occupés.

Einsatzkommando : unité spéciale d'un *Einsatzgruppe*.

Geheime Feldpolizei : police militaire secrète de la Wehrmacht.

Gleichschaltung : « mise au pas » de la société.

Kriegsspiel : manœuvres militaires sur carte, à double action, c'est-à-dire avec un ennemi.

Lebensraum : espace vital.

Ostheer : armée allemande sur le front de l'Est.

Schwerpunkt : point de concentration de l'offensive.

Sonderkommando : unité spéciale d'un *Einsatzgruppe*.

Truppenamt : office des troupes.

Volksgemeinschaft : communauté nationale.

Weltanschauung : vision du monde.

NOTE DE L'AUTEUR

Dans le cadre de cette étude, l'équivalence des rangs militaires suivants a été utilisée :

<i>Reichsmarschall</i>	Feld-maréchal du Reich
<i>Generalfeldmarschall</i>	Feld-maréchal
<i>Generaloberst</i>	Colonel-général
<i>General (der Infanterie, etc.)</i>	Général
<i>Generalleutnant</i>	Lieutenant-général
<i>Generalmajor</i>	Major-général
<i>Oberst</i>	Colonel
<i>Oberstleutnant</i>	Lieutenant-colonel
<i>Major</i>	Major
<i>Hauptmann ou Rittmeister</i>	Capitaine
<i>Oberleutnant</i>	Lieutenant
<i>Leutnant</i>	Second-lieutenant

REMERCIEMENTS

J'aimerais remercier mon directeur de recherche, le professeur Paul Létourneau, dont la présence, les encouragements et les judicieux conseils ont facilité la réalisation de cette thèse de doctorat. Je tiens également à remercier la *Militärgeschichtliches Forschungsamt* (MGFA) (Office de recherche en histoire militaire) à Potsdam, le centre des *Bundesarchiv-Militärarchiv* (BA-MA) (archives militaires fédérales) à Fribourg-en-Brisgau, ainsi que les directeurs respectifs de ces instituts de recherche, Hans-Joachim Harder et Wolfram Wette. De même, je voudrais remercier le Conseil de recherches en Sciences humaines du Canada (CRSH), le Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale (GERSI) de l'Université de Montréal, le Centre canadien d'études allemandes et européennes (CCEAE) de l'Université de Montréal et la Faculté des études supérieures (FES) de l'Université de Montréal pour leur soutien financier. Enfin, j'aimerais remercier ma conjointe Claudine, autant pour son soutien moral que pour ses nombreux encouragements, ainsi que ma famille, mes amis et mes collègues d'études, en particulier Dominique Desrosiers, qui ont contribué, de multiples façons, à la réalisation de cette thèse.

À Claudine

INTRODUCTION

Le sujet de cette thèse porte sur le feld-maréchal allemand Erich von Manstein. Bien que considéré par plusieurs spécialistes comme le meilleur stratège de la Deuxième Guerre mondiale, la compréhension de son rôle dans l'histoire militaire allemande demeure encore aujourd'hui très limitée dans l'historiographie occidentale. La raison est que celle-ci semble avoir péché par un certain ethnocentrisme, en s'intéressant surtout au théâtre des opérations militaires de l'Europe de l'Ouest et de l'Afrique du Nord¹. Il va sans dire que la guerre froide a contribué sans doute à la consolidation de cette tendance historiographique. Des historiens britanniques et américains auraient cherché, en effet, à minimiser l'importance de la contribution de l'Union soviétique dans la victoire finale des Alliés sur l'Allemagne national-socialiste, en reléguant à l'arrière-plan la guerre germano-soviétique. Par conséquent, bon nombre d'ouvrages qui sont parus jusqu'à une date récente considèrent le débarquement de Normandie du 6 juin 1944 comme le moment décisif de la guerre. Les événements de juin 1994 entourant la commémoration du cinquantième anniversaire de cette opération amphibie accrédiétaient d'ailleurs cette thèse. Pourtant, le succès de l'invasion sur les côtes normandes a été rendu possible, en grande partie, par le besoin impératif du III^e Reich de conserver le gros de ses forces sur le front de l'Est, là même où des combats titanesques avaient cours depuis trois ans. Que la guerre se soit jouée sur ce théâtre des opérations, au prix de 25 à 27 millions de vies soviétiques dont celles d'environ 12 millions de soldats, et que le point tournant à partir duquel la Wehrmacht ne pouvait plus véritablement espérer gagner la guerre date du moment de l'échec de son Blitzkrieg (guerre éclair), à l'automne 1941, dans le cadre de l'opération « Barbarossa », sont des faits qui semblent être ignorés par une grande partie de l'opinion publique occidentale².

Or, comme la plupart des nombreux faits d'armes du feld-maréchal Manstein se sont déroulés sur les champs de bataille de la Russie bolchevique, les historiens anglo-saxons et français ne lui ont accordé que peu d'intérêt, comparativement au feld-maréchal Erwin Rommel, par exemple, dont les principales prouesses militaires ont été accomplies en France et sur le sol nord-africain. Toutefois, ce dernier a eu, toutes proportions gardées, des responsabilités militaires beaucoup moins importantes que celles de Manstein, étant donné que le sort de la guerre s'est joué sur le front de l'Est, où l'armée allemande a engagé la plus grande partie de son effort de guerre et subi approximativement 85% de ses pertes, faisant

¹ À ce sujet, voir Paul Létourneau, « Le maréchal Erich von Manstein : à l'ombre de l'image de la Wehrmacht », dans Paul Létourneau (dir.), « Armée et démocratie en Allemagne », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, vol. 30, no. 2 (avril-juin 1998), p. 127-135.

² Voir la préface de Gerhard L. Weinberg dans Rolf-Dieter Müller et Gerd Rolf Ueberschär, *Hitler's War in the East, 1941-1945. A Critical Assessment*, Providence / Oxford, Berghahn Books, 1997, p. vi-vii.

ainsi de la Russie « le tombeau de l'armée allemande »³. Même si cette donnée est reconnue par la grande majorité des chercheurs occidentaux, elle n'inspire pas nécessairement les analyses de leurs ouvrages, ce qui explique, dans une certaine mesure, pourquoi le rôle militaire de Manstein, par exemple, lors de la bataille de Stalingrad, à l'hiver 1942-1943, n'est pas encore bien cerné.

Il existe effectivement une polémique à ce propos. Le feld-maréchal Manstein est-il responsable, du moins en partie, du sacrifice et des souffrances de la 6^e armée du feld-maréchal Friedrich Paulus, de la destruction de cette armée et de la perte de près de 200 000 hommes ? Par obéissance inconditionnelle envers le Führer, qui refusait tout retrait de Stalingrad, Manstein a-t-il refusé de donner à Paulus l'ordre d'ouvrir une brèche, pour que celui-ci puisse s'extirper de la ville encerclée par l'Armée rouge et rejoindre les lignes allemandes ?⁴ Avait-il plutôt considéré que les effectifs militaires dont il disposait étaient tout simplement insuffisants pour secourir les troupes de Paulus, elles-mêmes trop affaiblies pour se dégager du front d'investissement soviétique ?⁵ En faisant durer le siège de Stalingrad, qui accaparait l'essentiel des forces de l'Armée rouge de la région, Manstein n'a-t-il pas plutôt cherché à sauver le groupe d'armées sud, composé d'un million et demi d'hommes, lui-même menacé d'encerclement dans le secteur méridional du front de l'Est et dont la destruction aurait très certainement précipité la défaite de l'Allemagne ?⁶

À ce débat portant sur l'épisode de la bataille de Stalingrad, s'en ajoute un autre relatif à la paternité de la célèbre manœuvre militaire de Sedan, à l'origine de la victoire foudroyante de la Wehrmacht sur l'armée française, en mai-juin 1940. Mieux connue par le terme « coup de faucille » (*Sichelschnitt*), cette manœuvre relevait d'un plan d'opérations audacieux et téméraire qui transférait le point de concentration de l'offensive (*Schwerpunkt*) du groupe d'armées B, à l'aile droite, au groupe d'armées A, à l'aile gauche. Ce dernier, en attaquant, avec la masse des unités blindées et motorisées, par les forêts des Ardennes, qui étaient considérées par les chefs militaires français et britanniques comme infranchissables, prit alors de revers l'aile gauche des armées ennemies qui s'était avancée au nord-est de la France et en Belgique afin de freiner la progression du groupe d'armées B à travers les territoires

³ Philippe Masson, *Histoire de l'armée allemande 1939-1945*, Paris, Librairie Académique Perrin, 1994, p. 474.

⁴ Martin Kitchen, *A Military History of Germany : From the Eighteenth Century to the Present Day*, Bloomington, Indiana University Press, 1975, p. 321 ; Joachim Wieder, *Stalingrad ou la responsabilité du soldat*, Paris, Albin Michel, 1983, p. 139-157 ; Alexander Stahlberg, *Die verdammte Pflicht. Erinnerungen 1932 bis 1945*, Berlin, Ullstein, 2002, p. 249-254 ; Anthony Beevor, *Stalingrad. The Faithful Siege : 1942-1943*, New York, Viking, 1998, p. 308-310 ; Bernd Wegner, « The War against the Soviet Union 1942-1943 », dans Horst Boog, Werner Rahn, Reinhard Stumpf et Bernd Wegner (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 6 : *The Global War. Widening of the Conflict into a World War and the Shift of the Initiative 1941-1943*, Oxford, Clarendon Press, 2001, p. 1135-1139.

⁵ Hans-Peter Sertl, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*, Rastatt, Der Landser : Ritterkreuzträger, 1961, p. 42-59 ; Alan Clark, *Barbarossa : The Russian-German Conflict, 1941-1945*, New York, W. Morrow, 1965, p. 120-122 ; R.D. Palsokar, *Manstein : The Master General*, Poona, The Berg Press, 1970, p. 91-104 ; David Downing, *The Devil's Virtuosos : German Generals at War, 1940-1945*, New York, St. Martin's Press, 1977, p. 119-129 ; Dana V. Sadarananda, *Beyond Stalingrad. Manstein and the Operations of Army Group Don*, New York, Praeger, 1990, p. 149-154.

⁶ Rüdiger von Manstein et Theodor Fuchs, *Manstein. Soldat im 20. Jahrhundert. Militärisch-politische Nachlese*, Munich, Bernard & Graefe Verlag, 1981, p. 157-170 ; Reginald Thomas Paget, *Manstein : His Campaigns and His Trial*, Londres, Collins, 1951, p. 48-55 ; Sertl, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 42-59 ; Clark, *Barbarossa...*, p. 120-122 ; Palsokar, *Manstein...*, p. 91-104 ; Downing, *The Devil's Virtuosos...*, p. 119-129 ; Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 149-154.

néerlandais et belges. S'attendant, en quelque sorte, à une réédition du fameux plan Schlieffen, où le gros des forces armées allemandes était passé, à l'été 1914, par la Belgique, le haut commandement français vit ainsi la plus grande partie de ses troupes enveloppées par le sud, dès que la percée allemande, dans le secteur de Sedan, fut orchestrée avec succès par le groupe d'armées A. Si pour les uns, Manstein fut l'auteur de ce plan appelé « plan jaune » (*Fall Gelb*)⁷, pour les autres, en revanche, ce serait Hitler qui en aurait eu l'idée⁸. Il y en a même certains qui attribuent la conception de ce plan d'opérations aux deux à la fois ; il serait le fruit d'une convergence de vues entre Manstein et Hitler⁹. Mais est-il possible que le Führer se soit approprié la paternité unique du plan à des fins de propagande, en venant même à se considérer de plus en plus comme un génie militaire, confondant ainsi son délire avec la réalité ?¹⁰

Quoiqu'il en soit, les historiens militaires de renom sont presque unanimes à considérer Manstein comme le plus grand talent stratégique et le plus habile tacticien de la guerre de mouvement chez les généraux allemands de la Deuxième Guerre mondiale. Sa compréhension de la dimension opérationnelle de la guerre moderne, impliquant notamment le binôme chars d'assaut et avions de combat, ainsi que celui de l'artillerie lourde et de l'infanterie, et sa capacité d'improvisation et de flexibilité, en cas d'imprévu,

⁷ Karl-Heinz Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair. La campagne de l'Ouest de 1940*, Paris, Belin, 2003, p. 77-115 ; Karl-Heinz Frieser, « Die deutschen Blitzkriege : Operativer Triumph – strategische Tragödie », dans Rolf-Dieter Müller et Hans-Erich Volkmann (dir.), *Die Wehrmacht. Mythos und Realität*, Munich, R. Oldenbourg Verlag, 1999, p. 191 ; Karl-Heinz Frieser, « Der Westfeldzug und die "Blitzkrieg" – Legende », dans Militärgeschichtliches Forschungsamt, Freiburg im Breisgau (éd.), *Ideen und Strategien 1940. Ausgewählte Operationen und deren militärgeschichtliche Aufarbeitung*, Herford / Bonn, Verlag E.S. Mittler & Sohn GmbH, 1990, p. 169-172 ; Günther Roth, « The Campaign Plan "Case Yellow" for the German Offensive in the West in 1940 », dans Militärgeschichtliches Forschungsamt, Freiburg im Breisgau (éd.), *Operational Thinking in Clausewitz, Moltke, Schlieffen and Manstein*, Herford / Bonn, Verlag E.S. Mittler & Sohn GmbH, 1988, p. 41-56 ; Günther Roth, « Operational Thinking in Schlieffen and Manstein », dans Militärgeschichtliches Forschungsamt, Freiburg im Breisgau (éd.), *Development, Planing and Realization of Operational Conceptions in World Wars I and II*, Herford / Bonn, Verlag E.S. Mittler & Sohn GmbH, 1989, p. 23-29 ; Stefan Martens, « La défaite française : une heureuse surprise allemande ? », dans Christine Levisse-Touzé, *La campagne de 1940. Actes du colloque : 16 au 18 novembre 2000*, Paris, Éditions Tallandier, 2001, p. 406-407 ; Ernest R. May, *Strange Victory. Hitler's Conquest of France*, New York, Hill and Wang, 2000, p. 232-237 ; Marcel Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein. Kritische Betrachtung des Soldaten und Menschen*, Mayence, Hase & Koehler Verlag, 2000, p. 89 ; Guido Knopp, *Hitlers Krieger*, Munich, Goldmann, 2000, p. 190-192 et 194 ; Nicolaus von Below, *Als Hitlers Adjutant 1937-1945*, Mayence, Hase & Koehler Verlag, 1980, p. 222-223 ; Basil Henry Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 1973, p. 42-43 ; F. W. von Mellenthin, *German Generals of World War II : As I Saw Them*, Norman, University of Oklahoma Press, 1977, p. 25-26 ; Downing, *The Devil's Virtuosos...*, p. 26-27 ; Lord Carver, « Manstein. Field-Marshal Erich von Manstein », dans Correlli Barnett (dir.), *Hitler's Generals*, Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1989, p. 226-228 ; Samuel W. Mitcham, Jr., *Hitler's Field Marshals and their Battles*, Londres, Leo Cooper Ltd., 1988, p. 243 ; Richard Brett-Smith, *Hitler's Generals*, Londres, Osprey, 1976, p. 222 ; Albert Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein », dans Michael Carver (dir.), *Military Commanders of the Twentieth Century. The War Lords*, Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1976, p. 235 ; William L. Shirer, *Le III^e Reich. Des origines à la chute*, Paris, Stock, 1990, p. 759-760 ; Gerd F. Heuer, *Die deutschen Generalfeldmarschälle und Großadmirale*, Rastatt / Baden, Erich Pabel Verlag, 1978, p. 91 ; Heinz Guderian, *Panzer Leader*, New York, Da Capo Press, 1996, p. 90-91 ; Andreas Hillgruber, « In der Sicht des kritischen Historikers », dans *Nie Ausser Dienst. Zum achtzigsten Geburtstag von Generalfeldmarschall Erich von Manstein*, Cologne, Markus Verlagsgesellschaft, 1967, p. 74.

⁸ Raymond Cartier, « Hitler ou Manstein ? La genèse du plan Sedan », *La Seconde Guerre mondiale*, vol. 1, Paris, Larousse, 1966, pp. 52-55 ; Raymond Cartier, *Hitler et ses généraux. Les secrets de la guerre*, Paris, Fayard, 1962, p. 119-120 ; David Irving, *Hitler's War*, London / Sydney / Auckland / Toronto, Hodder and Staughton, 1977, p. 81.

⁹ Hans Umbreit, « The Battle for Hegemony in Western Europe », dans Klaus A. Maier, Horst Rohde, Bernd Stegemann et Hans Umbreit (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 2 : *Germany's Initial Conquests in Europe*, Oxford, Clarendon Press, 1991, p. 238-253 ; Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 92-97 ; Hans-Adolf Jacobsen, *Fall Gelb : Der Kampf um den deutschen Operationsplan zur Westoffensive 1940*, Wiesbaden, F. Steiner, 1957, p. 153 ; Richard Humble, *Hitler's Generals*, Londres, Arthur Barker Limited, 1973, p. 43-47 ; John Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale*, Paris, Perrin, 1990, p. 61-64 ; Ian Kershaw, *Hitler. 1936-1945 : Nemesis*, Paris, Flammarion, 2000, p. 439-441.

¹⁰ Mellenthin, *German Generals...*, p. 27.

faisaient de lui le plus doué des officiers supérieurs de la Wehrmacht et le plus redouté par le haut commandement de l'Armée rouge. Maître dans l'art de mener des offensives audacieuses et téméraires, et des contre-attaques-surprises et foudroyantes, il l'était aussi dans celui d'orchestrer de vastes replis méthodiques et ordonnés.

Au cours des deux décennies qui ont suivi la fin de la guerre 1939-1945, Manstein est devenu une « figure de proue » emblématique qui a fait l'objet d'un véritable « culte militaire »¹¹. En Allemagne comme à l'étranger, on le tenait, en effet, pour le plus talentueux de tous les généraux de la Wehrmacht. Les experts militaires anglo-américains, en particulier, le considéraient tout simplement comme le « plus brillant cerveau opérationnel de la Deuxième Guerre mondiale »¹².

Dans son ouvrage *The Other Side of the Hill*, reposant sur des conversations et des correspondances avec des généraux allemands prisonniers de guerre après 1945, le très réputé historien militaire Basil Henry Liddell Hart écrivait :

« Le plus talentueux de tous les généraux allemands était probablement le feld-maréchal Erich von Manstein. C'était le verdict de la plupart de ceux avec qui j'ai discuté de la guerre, depuis [le feld-maréchal Gerd von] Rundstedt jusqu'au bas de la hiérarchie militaire. Il avait un sens superbe de la stratégie, combiné à une grande compréhension des armes mécanisées, et ce, plus que n'importe lequel des généraux qui ne provenaient pas, à proprement parler, de l'école des blindés. En outre, contrairement à certains enthousiastes qui ne pouvaient se concentrer que sur une seule chose à la fois, il ne perdit pas de vue l'importance d'améliorer d'autres armes et la défense. Il fut responsable, peu avant la guerre, du développement du canon d'assaut blindé qui, plus tard, se révéla inestimable »¹³.

Liddell Hart confirma ce point de vue, quelques années plus tard, dans son ouvrage monumental *Histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, en y soulignant notamment que Manstein « était considéré par ses camarades comme le meilleur stratège parmi les jeunes généraux »¹⁴.

Autre historien militaire de grande réputation, John Keegan estimait que le feld-maréchal Manstein « possédait l'une des intelligences militaires les plus remarquables de la Wehrmacht »¹⁵. Selon Christian Schneider, Manstein « était tellement brillant qu'il était reconnu à l'unanimité – tout autant par ses compagnons d'armes que par les experts militaires de l'Allemagne, ainsi que des pays vainqueurs et neutres – comme le général allemand le plus compétent de la Deuxième Guerre mondiale »¹⁶. Hitler, lui-même, considérait Manstein comme « le meilleur cerveau que l'état-major ait produit »¹⁷. « Le respect de Hitler pour le talent du général von Manstein frôlait la peur », allait jusqu'à déclarer David Irving¹⁸. Cette peur s'expliquait sans doute par les ambitions personnelles de Manstein et l'autorité dont il jouissait au

¹¹ Enrico Syring, « Erich von Manstein – Das operative Genie », dans Ronald Smelser et Enrico Syring (dir.), *Die Militärelite des Dritten Reiches*, Berlin / Francfort-sur-le-Main, Verlag Ullstein GmbH, 1997, p. 343.

¹² *Ibid.*, p. 325.

¹³ Basil Henry Liddell Hart, *The Other Side of the Hill. Germany's Generals. Their Rise and Fall. With Their Own Account of Military Events 1939-1945*, Londres / Toronto / Melbourne / Sydney / Wellington, Cassel and Company Ltd., 1951, p. 94.

¹⁴ Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale...*, p. 42.

¹⁵ Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale...*, p. 62.

¹⁶ Christian Schneider, « Denkmal Manstein. Psychogramm eines Befehlshabers », dans Hannes Heer et Klaus Naumann (dir.), *Vernichtungskrieg. Verbrechen der Wehrmacht 1941-1944*, Hambourg, Hamburger Edition, 1995, p. 402.

¹⁷ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 235. Voir aussi Guderian, *Panzer Leader...*, p. 241 ; Mitcham, *Hitlers Field Marshals...*, p. 241.

¹⁸ Irving, *Hitler's War...*, p. 81.

sein du corps des officiers. « Von Manstein », soulignait Albert Seaton, « était effectivement très ambitieux et un génie opérationnel, dont les compétences exceptionnelles étaient assombries par une attitude arrogante et suffisante. Il voulait avoir les pouvoirs d'un von Hindenburg et la gloire de von Moltke le Vieux, grâce à un haut commandement unifié qui serait placé sous son autorité »¹⁹.

Dans la préface du premier tome des mémoires de Manstein dans l'édition anglaise de 1958, Liddell Hart écrivait : « Le verdict des généraux allemands était que le feld-maréchal von Manstein s'était révélé le commandant le plus talentueux de leur armée et l'homme dont ils avaient voulu le plus comme commandant en chef »²⁰. Richard Brett-Smith abondait dans le même sens lorsqu'il disait de Manstein qu'il aurait été accepté par tous les généraux du front de l'Est, pour occuper le poste de commandant en chef, avec pleine autorité en matière opérationnelle. « Von Manstein », ajoutait-il, « était le plus grand des généraux allemands de la guerre et probablement le plus grand de toutes les nations belligérantes »²¹.

Cette opinion était également partagée par Gerd von Rundstedt, l'aîné des feld-maréchaux allemands, par Heinz Guderian, colonel-général et père des divisions de Panzer allemandes (les *Panzerdivisionen*), et par plusieurs autres, qui respectaient ses extraordinaires compétences militaires. Par exemple, le général Walter Warlimont disait de Manstein qu'il était « le plus brillant stratège de tous nos généraux », tandis que le général Siegfried Westphal affirmait :

« [...] de tous les officiers de l'état-major général, von Manstein possédait les plus grands talents stratégiques et militaires en général. Tourné vers les possibilités de l'avenir, ayant toujours plein d'idées nouvelles, bonnes et souvent brillantes, il était un génie de l'organisation, un subordonné difficile, mais un supérieur généreux. Il se trouvait aussi toujours parmi les premiers lorsque les intérêts de l'armée étaient en jeu »²².

Le feld-maréchal Wilhelm Keitel, qui éprouvait une profonde jalousie pour Manstein, corroborait ce point de vue, en écrivant à son sujet, dans ses mémoires, dans l'attente du procès de Nuremberg, ces mots forts révélateurs :

« J'ai moi-même, à trois reprises, recommandé à Hitler de me remplacer [en tant que chef de l'état-major général des forces armées] par von Manstein [...]. Mais, en dépit d'une admiration fréquemment exprimée pour le remarquable talent de Manstein, Hitler craignait manifestement de prendre une telle mesure et, à chaque fois, il la repoussa. Est-ce que c'était de la pure indolence de sa part ou d'autres objections inexprimées qu'il avait à son sujet ? J'en n'ai aucune idée »²³.

« Si quelqu'un avait pu mener avec succès une révolte militaire, c'était Manstein », soutenait Samuel W. Mitcham, en faisant référence à l'immense respect que le feld-maréchal s'attirait dans la Wehrmacht et en laissant sous-entendre, par le fait même, la raison pour laquelle Hitler le craignait autant²⁴. Ce faisant, Manstein n'était-il pas « indubitablement la personnalité la plus significative de

¹⁹ Albert Seaton, *The German Army 1933-1945*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1982, p. 215.

²⁰ Liddell Hart, « Forward », dans Erich von Manstein, *Lost Victories*, Londres, Methuen, 1958, p. 13.

²¹ Brett-Smith, *Hitler's Generals...*, p. 221.

²² Cité par *Ibid.*, p. 234.

²³ Walther Görlitz (éd.), *The Memoirs of Field Marshal Keitel*, Londres, William Kimber, 1965, p. 53.

²⁴ Mitcham, *Hitlers Field Marshals...*, p. 241.

l'Allemagne lors de la Deuxième Guerre mondiale », comme l'affirmait Andreas Hillgrüber, l'un des historiens militaires les plus distingués ?²⁵

De par ses nombreux faits d'armes, Manstein se méritait également le respect de ses adversaires, tels que les maréchaux soviétiques Rodion Malinowski et Kyrill Kalinov. Après la guerre, Malinowski parla de l'officier Manstein, en des termes forts élogieux :

« Nous considérons le détesté Erich von Manstein comme notre plus dangereux ennemi. Sa maîtrise technique de toutes, mais de toutes les situations n'avait pas son pareil. La situation serait peut-être devenue mauvaise pour nous si tous les généraux de l'armée allemande avaient été de son envergure »²⁶.

Pour sa part, Kalinov tint des propos fort similaires sur le feld-maréchal Manstein :

« Dans le club, nous avons souvent discuté de la valeur des plus hauts commandants allemands. Pour plusieurs d'entre nous, la canaille Erich Lewinski, alias von Manstein, était le plus redouté. Son groupe d'armées nous paraissait imbattable, ses qualités techniques incomparables et sa connaissance de notre pays exceptionnelle. Si tous les généraux allemands lui avaient été comparables [...] »²⁷.

Le magazine américain *Time. The Weekly Newsmagazine* consacrait au feld-maréchal allemand, le 10 janvier 1944, soit à un moment où la guerre battait son plein, sa page frontispice et un titre pour le moins historique : « Feld-maréchal Fritz Erich von Manstein : la retraite peut être magistrale, mais la victoire se trouve dans la direction opposée ». Il n'en fallait pas plus pour alimenter le mythe du génie militaire du feld-maréchal Manstein, produit de la très conservatrice caste militaire prussienne²⁸.

Pour certains, Manstein aurait réalisé son plus bel exploit militaire lors de la tragédie de Stalingrad, au cours de l'hiver 1942-1943. En évitant la destruction de toute l'aile méridionale du front allemand, sur laquelle étaient déployées les meilleures unités de la Wehrmacht, par une retraite ordonnée et méthodique, et en réussissant à regagner l'initiative stratégique, au moyen d'une puissante et prompte contre-attaque dans la région de Kharkov, il aurait non seulement empêché la débâcle et la destruction du reste de l'armée allemande à l'Est (l'*Ostheer*), ainsi que la fin prématurée de la guerre pour l'Allemagne nazie, mais aussi la domination de tout le continent européen par la Russie bolchevique de Staline²⁹.

Son grand talent de stratège lui attirait cependant animosité et jalousie de la part de plusieurs collègues aussi bien au sein de l'OKH, comme le commandant en chef, le feld-maréchal Walther von Brauchitsch, et son chef d'état-major général, le colonel-général Franz Halder, qu'à l'OKW, tels que le feld-maréchal Wilhelm Keitel, chef de l'état-major général, et le colonel-général Alfred Jodl, chef du bureau des opérations, ce qui l'empêcha d'accéder sans doute à des postes décisionnels plus importants au cours de sa carrière. Peu aimé dans le cercle des hiérarques du parti national-socialiste, que ce soit par le

²⁵ Cité par Carver, « Manstein... », p. 221.

²⁶ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 171 ; Heuer, *Die deutschen Generalfeldmarschälle...*, p. 87 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 10.

²⁷ *Ibid.*, p. 10-11.

²⁸ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 171.

²⁹ Hans Breithaupt, *Zwischen Front und Widerstand. Ein Beitrag zur Diskussion um den Feldmarschall von Manstein*, Bonn, Bernard & Graefe Verlag, 1994, p. 112.

ministre des Affaires étrangères, Joachim von Ribbentrop, le ministre de la Propagande, Joseph Goebbels, ou le chef de la SS et de la Gestapo, le Reichsführer-SS Heinrich Himmler, le feld-maréchal Manstein était néanmoins respecté et comptait de nombreux admirateurs, notamment chez les jeunes officiers supérieurs de la Wehrmacht, dont le plus connu était le colonel-général Heinz Guderian, l'un des plus illustres commandants de l'arme blindée allemande de la Deuxième Guerre mondiale³⁰.

Reconnu pour être apolitique, Manstein est resté loyal à Hitler jusqu'à la fin de la guerre, même s'il lui tenait tête à l'occasion. Malgré sa grande admiration pour les compétences militaires du feld-maréchal, le Führer redoutait néanmoins son indépendance d'esprit et sa force de caractère, ce qui explique pourquoi il refusa de lui confier le commandement de Brauchitsch, après qu'il eut démis celui-ci de ses fonctions, à la mi-décembre 1941, à cause de l'échec de l'opération « Barbarossa », ou d'unifier les commandements de l'OKH et de l'OKW sous ses ordres. D'ailleurs, c'est pour cette raison que le Führer lui retira, après l'une de ses plus belles opérations militaires, le commandement de son groupe d'armées, le 30 mars 1944. Cela dit, c'est seulement après la guerre que Manstein et la plupart de ses collègues officiers haut-gradés allaient prendre leurs distances avec Hitler, en protestant énergiquement de leur innocence et en insistant pour que l'on ne voie en eux que des soldats qui n'avaient fait que leur devoir.

Au-delà des campagnes militaires de Manstein, c'est un éclairage nouveau sur le caractère de la guerre, surtout celle sur le front de l'Est, contre l'Union soviétique, qui est le principal centre d'intérêt de cette étude sur ce feld-maréchal. L'historiographie dominante sur la Deuxième Guerre mondiale reconnaît, depuis un demi-siècle, que l'objectif de l'Allemagne hitlérienne, en déclenchant la guerre, était la conquête d'un espace vital (*Lebensraum*) à l'Est, aux dépens de l'URSS, et la destruction d'une partie de sa population, notamment les Juifs et les représentants du régime bolchevique. Cependant, ce n'est que depuis une dizaine d'années qu'elle fait siennes des études selon lesquelles la Wehrmacht aurait participé, en tant que membre à part entière de l'État hitlérien, aux préparatifs des guerres d'agression comme à leur conduite et aux opérations criminelles du régime national-socialiste. L'armée n'était donc pas une entité séparée de l'appareil nazi, mais bel et bien un instrument qui s'était mis volontairement à son service à titre d'allié.

Ces études, qui ont commencé à voir le jour à la fin des années soixante avec l'ouverture des premiers dépôts d'archives importants rapatriés en République fédérale d'Allemagne depuis les États-Unis, n'ont cessé, à partir de là, de prendre de l'importance aux dépens d'un courant historiographique apologétique de la Wehrmacht, au point où, depuis la fin des années quatre-vingt, elles dominent largement l'historiographie militaire allemande. S'inscrivant dans un courant qu'on pourrait qualifier de révisionniste, ces études ont même pris une nouvelle importance depuis la fin de la guerre froide : l'accès à de nombreux documents de la Wehrmacht provenant des dépôts d'archives soviétiques tend à consolider

³⁰ À ce propos, voir notamment Guderian, *Panzer Leader...*, p. 302.

d'avantage les preuves de l'implication déterminante des chefs militaires dans les guerres d'agression et de destruction du régime nazi³¹.

Il existait donc une communauté d'esprit toute naturelle entre la plupart des hauts dirigeants de l'armée et ceux du régime nazi. À l'instar des membres du parti national-socialiste, les militaires étaient contre le libéralisme, la démocratie, les socialistes, les communistes, les pacifistes et les Juifs. Ils avaient favorisé, d'une part, le retour en Allemagne d'un régime autoritaire fort en permettant à Hitler d'accéder au pouvoir et de renverser le système républicain et, d'autre part, la restauration d'une puissante armée dotée de capacités offensives. Ils avaient pour objectifs communs la destruction des entraves à la souveraineté allemande imposées par le traité de Versailles et la constitution d'une Europe allemande par l'annexion de l'Autriche (l'*Anschluss*), la disparition de la Tchécoslovaquie et de la Pologne et, surtout, la conquête d'un espace vital en Union soviétique, nécessaire pour faire du Reich allemand une grande puissance continentale autarcique. Ils étaient, en fait, des alliés partageant des préoccupations communes et des visions du monde tout à fait compatibles, notamment quant aux objectifs politico-stratégiques en Europe de l'Est. Bref, ils formaient une alliance de plein gré et devinrent de véritables complices.

Cependant, la responsabilité politique de la Wehrmacht durant la période nazie a été le plus souvent occultée à la faveur de la guerre froide et des impératifs du réarmement allemand dans le cadre de l'Alliance atlantique (l'OTAN), qui nécessitaient la réinsertion d'anciens militaires ayant servi dans l'armée de Hitler. Mais, au-delà du besoin de légitimer le réarmement allemand, c'est tout le processus d'intégration de la République fédérale d'Allemagne au sein du système des alliances des démocraties occidentales qui exigeait la préservation d'une image positive de l'armée allemande à l'époque du III^e Reich. D'ailleurs, il n'est pas étonnant que le maintien de personnes qualifiées dans les institutions étatiques de la RFA, comme l'administration, la justice, la police, les universités et, à partir de 1956, la Bundeswehr, ait entraîné une discrétion bien évidente, dès qu'il s'agissait d'établir les responsabilités politiques et pénales des acteurs de l'époque national-socialiste. Ce qui a permis évidemment à des

³¹ Parmi les principales contributions qui ont posé les fondements d'une réinterprétation des responsabilités politiques et morales de la Wehrmacht, notons les suivantes : Manfred Messerschmidt, *Die Wehrmacht im NS-Staat : Zeit der Indoktrination*, Hambourg, R.v. Decker, 1969 ; Manfred Messerschmidt et Fritz Wüllner, *Die Wehrmachtjustiz im Dienst des Nationalsozialismus : Zerstörung einer Legende*, Baden-Baden, Nomos, 1987 ; Klaus-Jürgen Müller, *Das Heer und Hitler : Armee und nationalsozialistisches Regime 1933-1940*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1969 ; Klaus-Jürgen Müller, *The Army, Politics, and Society in Germany, 1933-1945 : Studies in the Army's Relation to Nazism*, Manchester, Manchester University Press, 1987 ; Christian Streit, *Keine Kameraden : Die Wehrmacht und die sowjetischen Kriegsgefangenen 1941-1945*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1978 ; Helmut Krausnick et Hans-Heinrich Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges : Die Einsatzgruppen der Sicherheitspolizei und des SD 1938-1942*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1981 ; Omer Barov, *The Eastern Front, 1941-1945 : The German Troops and the Barbarisation of Warfare*, Basingstoke / Hampshire, Macmillan in Association With St. Anthony's College, 1985 ; Omer Bartov, *L'armée d'Hitler. La Wehrmacht, les nazis et la guerre*, Paris, Hachette Littératures, 1999 ; Theo J. Schulte, *The German Army and Nazi Policies in Occupied Russia*, Oxford, Berg, 1989 ; Hannes Heer et Klaus Naumann (dir.), *Vernichtungskrieg. Verbrechen der Wehrmacht, 1941 bis 1944*, Hambourg, Hamburger Edition, 1995 ; Hannes Heer et Klaus Naumann, *Tote Zonen : Die deutsche Wehrmacht an der Ostfront*, Hambourg, Hamburger Edition, 1999 ; Horst Boog, Jürgen Förster, Joachim Hoffmann, Ernst Klink, Rolf-Dieter Müller et Gerd-Rolf Ueberschär (dir.), *Germany and the Second World War*, vol 4 : *The Attack on the Soviet Union*, Oxford, Clarendon Press, 1998 ; Rolf-Dieter Müller et Hans-Erich Volkmann (dir.), *Die Wehrmacht, Mythos und Realität*, Munich Oldenbourg, 1999 ; Wolfram Wette et Gerd Rolf Ueberschär, *Kriegsverbrechen im 20. Jahrhundert*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2001 ; Wolfram Wette, *Die Wehrmacht*, Francfort-sur-le-Main, S. Fischer Verlag, 2002.

officiers haut-gradés, du temps de la Wehrmacht, en particulier à ceux qui ont participé à la levée des troupes de la Bundeswehr, de projeter une image apologétique de leur histoire³².

Plus que tout autre feld-maréchal ou général de la Wehrmacht, Manstein a contribué, après la guerre, par ses témoignages et ses mémoires³³, aux mythes selon lesquels l'armée allemande n'aurait été qu'une victime de la politique expansionniste nazie. Les officiers n'auraient fait que leur devoir en obéissant aux ordres, Hitler serait le seul responsable de la défaite militaire du Reich et la Wehrmacht n'aurait jamais pris part aux actions criminelles du régime national-socialiste. De la guerre d'extermination contre les Juifs, les cadres politiques de l'Armée rouge et les prisonniers de guerre soviétiques, dans laquelle il a pourtant joué un rôle fort actif, notamment en Crimée, il n'est point question dans ses mémoires, qui mettent plutôt l'accent sur les actions et les sacrifices des soldats durant la guerre. Lors du procès des grands criminels de guerre devant le tribunal militaire international de Nuremberg, les observateurs ont été nombreux à prétendre que Manstein s'était illustré « comme le plus brillant » témoin à prendre fait et cause pour le haut commandement militaire allemand³⁴. Son témoignage, joint à celui de plusieurs autres anciens combattants, a contribué fortement à influencer les chercheurs qui se sont inspirés de ce type d'ouvrages.

Manstein est ainsi devenu, après 1945, l'une des principales cautions morales de l'intégrité de la Wehrmacht, ce qui explique pourquoi il a été l'un de ceux qui, à la demande du gouvernement ouest-allemand, sous la direction du chancelier Konrad Adenauer, ont participé à la supervision de la reconstruction de l'armée allemande en 1956. Pourtant, auparavant, il avait été condamné à Hambourg, le 23 août 1949, par un tribunal militaire britannique à 18 ans de prison pour la responsabilité qu'il devait assumer en tant que commandant en chef d'une région de l'URSS, où des sévices graves avaient été commis contre des prisonniers de guerre. Il avait été ensuite relâché, le 7 mai 1953, un an après avoir reçu un congé pour raisons médicales. D'aucuns en Allemagne de l'Ouest pensaient alors qu'il n'avait été qu'une victime de la « justice des vainqueurs », purgeant une peine collective et non comme criminel de guerre en tant que tel. Or, le feld-maréchal « s'est porté garant de la Wehrmacht et de ses actions, se plaçant ainsi lui-même à l'ombre de l'image que l'on en retient »³⁵.

Ce mythe d'une armée allemande qui n'aurait été qu'une victime de la politique nazie s'est consolidé des années cinquante aux années soixante-dix, voire même quatre-vingt, grâce à une vaste littérature traitant de la résistance allemande, dont la plus efficace s'est révélée celle organisée par des officiers, lors de l'attentat contre la personne de Hitler, le 20 juillet 1944. Garante des véritables vertus de la tradition allemande, la caste militaire prussienne y est aussi décrite comme étant le principal rempart

³² Manfred Messerschmidt, « L'image de la Wehrmacht en Allemagne depuis 1945 » dans Paul Létourneau (dir.), « Mélanges d'histoire allemande », *Cahiers d'Histoire*, vol. 19, no. 1 (automne 1999), p. 8-10.

³³ Le premier tome des mémoires du feld-maréchal Erich von Manstein est paru en 1955 (*Verlorene Siege*, 16^e éd., Bonn, Bernard & Graefe Verlag, 2000), le second tome en 1958 (*Aus einem Soldatenleben 1887-1939*, Bonn, Athenäum-Verlag, 1958).

³⁴ Erich Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie aus dem Geist des Gehorsams. Deutschlands Generäle und Hitler – Erfahrungen und Reflexionen eines Frontoffiziers*, Bonn, Bouvier Verlag, 1998, p. 178.

³⁵ Létourneau, « Le maréchal Erich von Manstein... », p. 128.

contre la barbarie nazie. L'implication de la Wehrmacht dans des actions criminelles et dans des actes portant atteinte aux droits de la personne, de même que son rôle dans des mesures qui relevaient de la politique de l'Holocauste, sont laissés dans l'ombre. Il en est ainsi de sa participation aux préparatifs et à la conduite des guerres d'agression et d'extermination³⁶.

À cette historiographie, s'ajoutent, à cette même époque, de nombreux ouvrages relevant de la théorie du totalitarisme selon laquelle la société allemande, sous le III^e Reich, aurait été complètement contrôlée par la dictature du parti unique et que le Führer, chef tout-puissant, serait le seul responsable de la guerre et des crimes commis au cours de celle-ci. En insistant sur les contraintes structurelles d'un système totalitaire, ces ouvrages ont tendance à exprimer l'idée générale selon laquelle l'armée, qui serait demeurée une entité morale, en vertu de ses traditions et de son caractère apolitique, aurait eu les mains liées par le régime. En somme, elle aurait été rendue progressivement impuissante par la dictature national-socialiste, n'ayant pu échapper à la « mise au pas » (*Gleichschaltung*) de la société allemande, complètement sous l'emprise de la dictature du parti unique, de la terreur et de la propagande³⁷.

Quant aux ouvrages portant sur l'histoire militaire *stricto sensu*, ils s'appuient largement, et ce, jusqu'au début des années quatre-vingt, sur des sources secondaires, comme les mémoires des anciens officiers de la Wehrmacht, perpétuant ainsi l'idée d'une armée victime du régime national-socialiste. En relatant essentiellement les opérations militaires des commandants allemands, ils adoptent une approche tout à fait traditionnelle de l'histoire militaire, puisqu'ils laissent de côté la dimension politico-idéologique de la guerre à l'Est. Tout compte fait, dans la plupart des cas, on préfère insister sur la différence entre la Wehrmacht et les unités de la SS ou du SD, malgré l'abondance des preuves matérielles présentées aux divers procès de Nuremberg et découvertes, depuis lors, dans de nombreux dépôts d'archives³⁸.

En conséquence, la tendance prédominante de l'historiographie sur Manstein, si mince soit-elle, est encore aujourd'hui celle des ouvrages qui en font l'apologie, en traitant de ses nombreuses prouesses militaires et de ses glorieux faits d'armes. Ce courant néglige ainsi les aspects politiques et idéologiques du conflit, pourtant indispensables à la compréhension de sa véritable nature³⁹. Et, lorsque ces deux aspects sont traités, c'est généralement pour affirmer que le feld-maréchal ne doit pas être associé à la dimension criminelle de la guerre, car les faits démontreraient qu'il est à l'abri de tout soupçon⁴⁰. S'il y a un reproche qu'on pourrait lui faire, c'est d'avoir contribué à la poursuite de la guerre par ses succès

³⁶ Voir entre autres Gerhard Ritter, *The German Resistance : Carl Goerdeler's Struggle Against Tyranny*, Londres, G. Allen & Unwin, 1958 ; Hans Rothfels, *The German Opposition to Hitler : An Assessment*, Londres, Wolff, 1970 ; Peter Hoffmann, *Widerstand-Staatsstreich-Attentat. Der Kampf der Opposition gegen Hitler*, Munich / Zürich, R. Piper, 1985.

³⁷ Parmi les ouvrages les plus importants, on retrouve notamment : Hannah Arendt, *Le système totalitaire*, Paris, Seuil, 1979 ; Karl-Dietrich Bracher, *La dictature allemande : naissance, structure et conséquence du national-socialisme*, Toulouse, Privat, 1986.

³⁸ Voir par exemple Liddell Hart, *The Other Side of the Hill...* ; Alfred Philippi et Ferdinand Heim (dir.), *Der Feldzug gegen Sowjetrußland 1941-1945 : Ein Operativer Überblick*, Stuttgart, W. Kohlhammer, 1962.

³⁹ Sertl, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...* ; Palsokar, *Manstein...* ; Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*

⁴⁰ Paul Leverkuehn, *Verteidigung Manstein*, Hambourg, H.H. Nölke Verlag, 1950 ; Paget, *Manstein...* ; Manstein et Fuchs, *Manstein...*

militaires et d'avoir mal jugé les conséquences politiques entourant le conflit⁴¹. D'ailleurs, Manstein ne comptait-il pas comme critiques Himmler et Goebbels, qui lui reprochaient son désintérêt pour la cause nazie, ainsi que ses probables origines juives et slaves ? Mais la question pertinente n'est-elle pas de savoir si les exploits militaires du feld-maréchal sont dissociables des enjeux connus de la guerre sur le front oriental, c'est-à-dire d'une guerre d'extermination de la classe dirigeante « judéo-bolchevique » et d'une partie des populations slaves de l'URSS ?

Le feld-maréchal Manstein a toujours soutenu que l'armée allemande n'était pour rien dans les crimes nazis, puisqu'ils avaient été commis par les unités de la SS et du SD. Elle ignorait, en général, ce qui se passait à l'arrière du front, c'est-à-dire la nature et l'ampleur de ces crimes, mais lorsqu'elle avait eu connaissance de certains délits, elle avait manifesté sa réprobation. Pourtant, il ne fait plus aucun doute, aujourd'hui, que la plupart des officiers de haut-rang ayant servi sur le front de l'Est ont collaboré étroitement avec les unités policières du régime nazi chargées de l'élimination ou de la déportation des prisonniers de guerre soviétiques, des commissaires politiques de l'Armée rouge, des partisans et des Juifs. Les officiers supérieurs de la Wehrmacht, y compris le feld-maréchal Manstein, ne pouvaient pas ne pas savoir ce qui se passait réellement. Ayant été un commandant de premier plan sur le front de l'Est, une réévaluation des perceptions à son endroit s'impose.

En dépit du fait qu'il semble ne pas avoir été un officier haut-gradé convaincu du bien-fondé de la plupart des principes fondamentaux du national-socialisme, comme le feld-maréchal Walter von Reichenau ou le colonel-général Heinz Guderian, pour qui la campagne de Russie n'était rien de moins qu'une croisade contre le « judéo-bolchevisme », Manstein a donné néanmoins certains ordres qui encourageaient ses troupes à commettre des actions criminelles aux dépens des commissaires politiques de l'Armée rouge, des partisans et des Juifs. Par exemple, c'est à titre de commandant en chef de la 11^e armée en Crimée qu'il a intimé l'ordre à ses soldats, le 20 novembre 1941, d'appuyer énergiquement la politique d'extermination des Juifs en exigeant d'eux « de la compréhension pour le sévère châtement infligé aux Juifs, représentants spirituels de la terreur bolchevique »⁴². Que cette directive n'ait eu pour but que de rehausser le moral et la volonté de combattre de ses troupes, il n'en demeure pas moins que le feld-maréchal, en ordonnant une telle mesure, s'est rendu pleinement coupable d'actions contraires au droit de la guerre qui se sont produites dans des territoires soviétiques se trouvant sous son commandement militaire.

Même s'il s'est défendu, dans ses mémoires, d'avoir appliqué la directive de son Führer qui prescrivait l'exécution immédiate des commissaires politiques de l'Armée rouge, il n'en a pas moins

⁴¹ Breithaupt, *Zwischen Front und Widerstand...*

⁴² BA-MA, RH 20-11 / 519. Voir aussi TMIN, tome XX, p. 684-685 ; Jürgen Förster, « Securing "Living-Space" », dans Horst Boog, Jürgen Förster, Joachim Hoffmann, Rolf-Dieter Müller et Gerd Rolf Ueberschär (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 4 : *The Attack on the Soviet Union...*, p. 1215-1216 ; Jehuda Wallach, « Feldmarschall Erich von Manstein und die deutsche Judenausrottung in Russland », *Jahrbuch des Instituts für Deutsche Geschichte*, vol. 4 (1975), p. 462-464 ; Gerd Rolf Ueberschär et Wolfram Wette (dir.), « *Unternehmen Barbarossa* ». *Der deutsche Überfall auf die Sowjetunion 1941. Berichte, Analysen, Dokumente*, Paderborn, F. Schöningh, 1984, p. 289.

cautionné cette mesure criminelle, comme en témoignent de nombreux documents archivistiques. En fait, il semble s'être identifié, à tout le moins en partie, aux objectifs politico-idéologiques du régime national-socialiste en Europe de l'Est, en ce sens que s'il jugeait nécessaire pour l'Allemagne de conquérir un espace vital, aux dépens de l'URSS, il ne faisait, par contre, que s'accommoder de son corollaire exigeant la destruction complète du système « judéo-bolchevique » et de ses représentants.

Le feld-maréchal savait pertinemment qu'il était impossible de faire carrière dans un régime totalitaire sans se compromettre, à plus forte raison dans un régime que ses camarades de l'armée allemande et lui-même avaient décidé de soutenir en alliés, même s'ils n'approuvaient pas toutes ses politiques⁴³. Par conséquent, Manstein entendait respecter le serment de fidélité qu'il avait prêté à Hitler, une forme de soumission choisie délibérément et suggérée, à l'été 1934, par les dirigeants de la Wehrmacht, les futurs feld-maréchaux Werner von Blomberg et Walter von Reichenau. Tout au long de la guerre, Manstein fut conséquent et fidèle à l'esprit d'alliance qui liait l'armée au régime ; il resta cohérent avec le choix qu'il avait fait, c'est-à-dire celui de servir son pays et son Führer jusqu'au bout. Pour lui, le soldat était au service du politique et il était de son devoir de se cantonner aux questions militaires⁴⁴. On comprend alors mieux pourquoi le feld-maréchal refusa, en janvier 1943, de se joindre au major Claus Graf Schenk von Stauffenberg, chef de la conspiration militaire contre Hitler, puis de considérer, en juillet 1943, la proposition des feld-maréchaux Günther von Kluge et Erwin Rommel l'invitant, une fois débarrassé des nazis, à prendre la direction d'un gouvernement de salut national.

D'ailleurs, il faisait partie du groupe des officiers supérieurs talentueux qui furent grandement favorisés par la venue du régime hitlérien. Le réarmement massif et l'élargissement des contingents militaires avaient accéléré ses promotions. Dès les premières années du III^e Reich, les idées audacieuses en matière d'utilisation des blindés, en tant qu'arme opérationnelle, qu'il avait développées avec Guderian, avaient obtenu l'aval de Hitler. Son plan d'opérations à l'Ouest, qui rendit possible la victoire foudroyante de la Wehrmacht sur les armées française et britannique, avait été imposé au haut commandement de l'armée de terre par le Führer. Manstein était bien intégré dans le corps des officiers et participait manifestement à l'état d'esprit dominant. À ce titre, la lettre qu'il écrivit le 21 juillet 1938, durant la crise des Sudètes, au colonel-général Ludwig Beck, alors chef de l'état-major général de l'OKH, dans laquelle il insistait sur la nécessité de faire disparaître la Tchécoslovaquie, est significative et lourde de sens⁴⁵.

⁴³ Létourneau, « Le maréchal Erich von Manstein... », p. 133.

⁴⁴ Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie...*, p. 180, 192 et 202-203 ; Schneider, « Denkmal Manstein... », p. 414-415 ; Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 176, 226-229 et 241 ; Bodo Scheurig, *Spiegelbilder der Zeitgeschichte*, Oldenburg / Hambourg, Verlag Gerhard Stalling AG, 1978, p. 142.

⁴⁵ BA-MA, H 08-28 / 4. Voir aussi Müller, *Das Heer und Hitler...*, p. 335-337 et 656-665 ; Manfred Messerschmidt, « Ein Nachwort zum Beitrag », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 22 août 1981, p. 45 ; Manfred Messerschmidt, « Foreign Policy and Preparation for War », dans Wilhelm Deist, Manfred Messerschmidt, Hans-Erich Volkmann et Wolfram Wette (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 1 : *The Build-up of German Aggression*, Oxford, Clarendon Press, 1990, p. 659.

Grand militaire, mais homme au sens politique peu aiguisé, Manstein était très représentatif de la caste militaire prussienne et de la société allemande en général. Son influence dans la Wehrmacht dépasse de beaucoup les limites chronologiques de son existence. Très représentatif de toute une caste militaire prussienne, il fait comprendre le destin d'autres officiers de haut-rang ayant combattu lors de la Deuxième Guerre mondiale, en particulier sur le front de l'Est. De là l'importance de l'étude de ce personnage qui a servi son Führer jusqu'à la fin. En fait, l'étude du comportement indulgent de Manstein envers les exactions nazies, pendant et après la guerre, nous aide à comprendre davantage pourquoi l'armée allemande s'est faite volontairement l'instrument de la politique d'expansion hitlérienne.

Cette thèse veut combler une grande lacune dans l'historiographie militaire allemande : produire une étude critique de ce personnage complexe dont les diverses facettes laissent place à des interprétations souvent divergentes. Si le courant révisionniste sur l'armée allemande du III^e Reich prédomine depuis près d'une décennie dans l'historiographie en Allemagne, il n'en reste pas moins un grand travail de réévaluation à faire sur plusieurs aspects de la Wehrmacht et encore plus sur ses officiers de haut-rang en particulier. Cela est d'autant plus vrai en ce qui concerne les historiographies anglo-saxonne et française, qui demeurent un peu étrangères au courant révisionniste allemand sur la Wehrmacht et qui ont encore tendance à ne relater que les faits militaires et à oublier que la guerre à l'Est, de par son caractère idéologique et de par sa nature intrinsèquement criminelle, était totalement différente de celle menée à l'Ouest. Que les mémoires des hauts dirigeants de la Wehrmacht reçoivent toujours une grande attention du public est très révélateur. Le premier tome des mémoires de Manstein, *Verlorene Siege (Victoires perdues)*, paru en 1955 et portant essentiellement sur ses nombreux faits d'armes durant la Deuxième Guerre mondiale, en était, en langue allemande, à une 16^e réédition en 2000, et en langue anglaise, à une 11^e réédition en 1994. Quant aux mémoires de Guderian, *Erinnerungen eines Soldaten (Souvenirs d'un soldat)*, parus en 1951, ils en étaient à une 16^e réédition en langue allemande en 2000 et à une 15^e en langue anglaise en 1996.

Certes, au cours des dernières années, quelques publications de grande valeur ont remis en question l'image apologétique de Manstein, en faisant la lumière sur sa participation à la préparation et à la conduite de guerres d'agression, ainsi qu'aux actions criminelles de la Wehrmacht en Pologne et en Union soviétique, notamment dans le cadre de l'Holocauste des Juifs, de même que sur son attitude à l'égard des conspirateurs du 20 juillet 1944. Cependant, elles ne traitent que de certains aspects de la carrière militaire du feld-maréchal, en particulier de son rôle dans les crimes de guerre de l'armée allemande en Europe de l'Est ou dans la résistance militaire contre Hitler – et pas nécessairement de manière exhaustive –, laissant ainsi de côté d'autres volets indispensables à la compréhension de l'homme

et du soldat, comme sa responsabilité dans les préparatifs du déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale⁴⁶.

Cette thèse a aussi pour ambition de faire progresser les connaissances dans un champ historique de moins en moins étudié par les chercheurs occidentaux qui ne sont pas allemands. En fait, les ouvrages récents d'histoire militaire en langue anglaise ou française sont très peu nombreux, voire très rares, du moins si on exclut les traductions, qui sont elles-mêmes très peu nombreuses. Pourtant, plusieurs aspects relatifs à la Wehrmacht, que ce soit son rôle au sein de l'État national-socialiste ou dans le cadre de la guerre, demeurent encore controversés ; les débats en Allemagne ont même repris de l'ampleur depuis la fin de la guerre froide et l'accès à nombreux documents de la Wehrmacht provenant des dépôts d'archives soviétiques. Preuves en sont les échos importants produits dans tout le pays par l'exposition itinérante intitulée *Guerre d'extermination. Les crimes de la Wehrmacht de 1941 à 1944 (Vernichtungskrieg. Verbrechen der Wehrmacht 1941 bis 1944)* organisée par l'Institut de recherche sociale de Hambourg (*Hamburger Institut für Sozialforschung*) et inaugurée au moment des festivités marquant le cinquantième anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale⁴⁷.

Comme son titre l'indique, la thèse consiste en une étude critique de l'homme et du soldat Manstein, un officier représentatif de la caste militaire prussienne de son époque. Une telle étude n'est pas seulement importante pour l'histoire de la guerre et pour la connaissance des opérations d'un stratège exceptionnellement talentueux, elle permet aussi de pénétrer dans le monde de la pensée, des conceptions et de la psychologie d'un officier de haut-rang qui a joué un rôle de premier plan dans les préparatifs et la conduite de guerres d'agression, ainsi que dans les actions criminelles de la Wehrmacht, commises pour le compte du régime national-socialiste. De ce fait, elle analyse essentiellement les années déterminantes de la carrière du feld-maréchal, soit celles de la Deuxième Guerre mondiale.

Le premier chapitre aborde son éducation familiale et sa formation dans les cadets, son expérience de la Grande Guerre au sein de l'armée impériale et sa carrière d'officier de la Reichswehr durant la République de Weimar. Le deuxième chapitre traite de son ascension fulgurante dans la hiérarchie militaire, de son attitude envers le régime national-socialiste et ses politiques, ainsi que de son rôle de premier plan dans le réarmement et dans les préparatifs de guerre du III^e Reich. Les troisième et quatrième chapitres portent sur la campagne de Pologne, notamment sur le rôle de Manstein dans la conception du

⁴⁶ Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie...* ; Schneider, « Denkmal Manstein... » ; Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...* ; Wallach, « Feldmarschall Erich von Manstein... » ; Scheurig, *Spiegelbilder der Zeitgeschichte...* ; Knopp, *Hitlers Krieger...* ; Syring, « Erich von Manstein... » ; Bernd Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski, gen. von Manstein », dans Gerd Rolf Ueberschär (dir.), *Hitlers militärische Elite*, vol. 2 : *Vom Kriegsbeginn bis zum Weltkriegsende*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1998, p. 143-153 ; Oliver von Wrochem, « Rehabilitation oder Strafverfolgung. Kriegsverbrecherprozeß gegen Generalfeldmarschall Erich von Manstein im Widerstreit britischer Interessen », *Mittelweg* 36, vol. 6, no. 3 (1997), p. 26-36 ; Oliver von Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtverbrechen im Prozeß gegen den Generalfeldmarschall Erich von Manstein 1949 », *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, vol. 46, no. 4 (1998), p. 329-353.

⁴⁷ À ce sujet, voir l'ouvrage tiré de cette exposition : Heer et Naumann (dir.), *Vernichtungskrieg...* ; ainsi que Hambourg Institute for Social Research (éd.), *The German Army and Genocide. Crimes Against War Prisoners, Jews, and Other Civilians, 1939-1944*, New York, The New Press, 1999 ; Édouard Husson, *Comprendre Hitler et la Shoah. Les historiens de la République fédérale d'Allemagne et l'identité allemande depuis 1949*, Paris, PUF, 2000, en particulier le chapitre intitulé « L'exposition sur les crimes de guerre de l'armée allemande du III^e Reich », p. 239-253.

plan d'opérations, ainsi que dans les actions criminelles de la Wehrmacht contre les prisonniers de guerre, les élites et les Juifs de Pologne. Les trois chapitres subséquents se consacrent à la campagne de l'Ouest, plus particulièrement aux considérations stratégiques de Manstein avant et après celle-ci, de même qu'à son véritable rôle dans l'élaboration du plan d'attaque contre la France. Le huitième chapitre fait la lumière sur le feld-maréchal au moment des préparatifs de la campagne de Russie, en tant que guerre d'agression, de destruction et d'extermination. Le chapitre suivant se penche sur ses faits d'armes en tant que commandant en chef de la 6^e armée en Crimée. Le dixième chapitre aborde les crimes commis par ses troupes en Crimée contre les prisonniers de guerre soviétiques, les commissaires politiques de l'Armée rouge, les partisans et surtout les Juifs, ainsi que son rôle et sa responsabilité dans ces actions criminelles contraires au droit de la guerre. Dans le chapitre qui suit, sont mis en exergue les faits d'armes et les conceptions stratégiques de Manstein lors de la tragédie de Stalingrad. Les douzième et treizième chapitres examinent ses opérations lors du rétablissement de la situation militaire sur le front oriental, au printemps 1943, de même que son rôle dans la bataille de Kursk et sa responsabilité dans l'échec de celle-ci. L'avant-dernier chapitre concerne la position et l'attitude de Manstein à l'égard de la résistance militaire à Hitler, tandis que le dernier chapitre a trait à son procès pour crimes de guerre et à son apport dans la projection d'une image apologétique de la Wehrmacht après la guerre.

Quant aux sources, elles sont composées non seulement de monographies et de périodiques, mais aussi de documents officiels et d'archives. Pour ce qui est des monographies, on peut les classer en trois catégories : la première comporte des ouvrages généraux portant sur l'histoire militaire, l'armée allemande et la Deuxième Guerre mondiale ; la deuxième catégorie inclut des ouvrages plus spécifiques, abordant, entre autres, le haut commandement de la Wehrmacht et ses généraux, les relations entre le corps des officiers et le pouvoir politique, ainsi que les dimensions opérationnelles, politiques et idéologiques de la guerre ; la troisième catégorie est composée d'ouvrages portant intégralement sur le feld-maréchal Manstein, soit ses mémoires et les quelques biographies et chapitres de livre écrits sur lui. En ce qui concerne les documents officiels, ils proviennent du *Militärgeschichtliches Forschungsamt* (Office de recherche d'histoire militaire allemande) à Potsdam, tandis que les archives sont celles du *Bundesarchiv-Militärarchiv* (archives militaires des archives fédérales allemandes) à Fribourg-en-Brigau.

Compte tenu que les archives concernant Manstein et la dimension opérationnelle de la guerre ont été largement étudiées par de nombreux historiens, et ce, depuis plusieurs décennies, et que les grands débats qui subsistent encore aujourd'hui sont avant tout d'ordre interprétatif, les sections de cette thèse qui traitent de cet aspect reposent donc, en grande partie, sur des sources secondaires. En revanche, les archives concernant Manstein et la dimension criminelle de la guerre en URSS ont été très peu étudiées. Par conséquent, les sections de cette thèse qui abordent cet aspect reposent alors, dans une large mesure, sur des sources primaires.

PREMIÈRE PARTIE

DU REICH DU KAISER AU REICH DE HITLER

CHAPITRE 1

DE L'ARMÉE IMPÉRIALE À LA REICHSWEHR

Jusqu'à l'effondrement final du III^e Reich, le feld-maréchal Erich von Manstein resta loyal à Hitler, son Führer, à qui il avait prêté un serment de fidélité. Il refusa ainsi de rejoindre les rangs de l'opposition militaire qui voulait assassiner Hitler et renverser le régime national-socialiste afin d'éviter le pire à l'Allemagne. Certes, après la guerre, il se distança de son Führer. Mais il n'en continua pas moins à se porter garant de la Wehrmacht et de ses actions. Les origines familiales, l'éducation et la formation professionnelle de Manstein permettent de comprendre le comportement et l'attitude de ce personnage très représentatif de la caste militaire prussienne de son époque, dont il est le produit le plus accompli. Elles permettent également de mettre en évidence son indulgence pour les exactions du régime nazi et son acceptation de la politique d'expansion hitlérienne.

Milieu familial et éducation

Dès son plus jeune âge, Erich von Manstein était prédestiné à mener une vie de soldat, ne serait-ce qu'en raison de ses origines familiales et de son éducation. Né le 24 novembre 1887 à Berlin, il était le dixième enfant du général Eduard von Lewinski et le cinquième enfant de la deuxième épouse de celui-ci, Helene von Sperling. La sœur de cette dernière, Hedwig von Sperling, était mariée au lieutenant-général Georg von Manstein, avec qui elle n'avait pas d'enfants. Conformément à une pratique courante à l'époque, le couple Lewinski avait décidé de confier son prochain enfant au couple Manstein. Avant même sa naissance, il fut donc convenu entre les deux familles que Erich allait être adopté, lors de son baptême. Ainsi, le jour de cette cérémonie religieuse, Fritz Erich Georg von Lewinski prenait le nom de famille von Manstein.

Ses parents d'origine et ses parents adoptifs étaient issus de vieilles familles aristocratiques prussiennes ayant des traditions militaires qui remontaient à une époque fort éloignée. Elles comptaient dans leurs rangs des officiers qui avaient servi les rois de Prusse depuis de nombreuses générations. En fait, pour être plus précis, les traditions militaires des Lewinski et des Manstein dataient des chevaliers teutoniques¹. Certains des ancêtres de Erich gardaient ainsi les frontières de l'Europe au XIII^e siècle. Du côté des Lewinski, comme de celui des Manstein, seize de ses ancêtres étaient des officiers qui avaient

¹ Mitcham, *Hitler's Field Marshals...*, p. 241-242.

servi sous les armes, que ce fût pour le Kaiser ou pour le Tsar². À elle seule, la famille Lewinski avait fourni à l'armée allemande, au cours du XX^e siècle, pas moins de sept généraux. Le général Eduard von Lewinski, le père naturel de Erich, était un officier d'artillerie qui allait gravir les échelons militaires jusqu'au grade de commandant de corps d'armée. Son père adoptif, le lieutenant-général Georg von Manstein, était, quant à lui, un officier d'infanterie qui allait devenir un commandant de division. Les Sperling provenaient également d'une famille militaire distinguée issue de la noblesse prussienne. Le grand-père maternel de Erich, Oskar von Sperling, était un général, de même que le frère de ses mères naturelle et adoptive. En outre, la plus jeune sœur de ses mères d'origine et adoptive était l'épouse du futur feld-maréchal et président du Reich Paul von Hindenburg.

Bien que le père adoptif de Erich von Manstein appartînt à la noblesse prussienne, il n'était pas un propriétaire terrien. Néanmoins, Georg von Manstein vivait dans l'aisance depuis que sa famille et celle de son épouse avaient reçu une dotation pour les services rendus lors de la guerre franco-prussienne de 1870-1871, au cours de laquelle son père avait commandé un corps d'armée et son beau-père, occupé les fonctions de chef d'état-major d'armée. Votée par le Reichstag, cette dotation avait garanti aux Manstein et aux Sperling une indépendance financière en s'ajoutant aux salaires versés par l'armée³.

Le milieu familial du jeune Manstein le prédestinait ainsi à une carrière militaire, d'autant plus que son père allait lui donner une éducation issue tout droit de la tradition du corps des officiers prussiens. Comme il le souligna lui-même après la guerre, « un certain patrimoine héréditaire soldatesque lui avait été imparti »⁴. Il allait donc être élevé, à la maison comme à l'école des cadets, selon les traditions et l'éthique générale de la vieille caste militaire prussienne, ce à quoi il fallait ajouter un fort puritanisme luthérien⁵.

Des cadets à l'armée impériale

Erich von Manstein était un enfant de constitution délicate. Mais, après avoir étudié cinq ans au lycée de Strasbourg, là où son père était affecté, il entra, en 1900, soit à l'âge de 13 ans, dans le corps royal prussien de cadets, d'abord à Plön, puis à Berlin. Il y demeura six ans, période pendant laquelle sa constitution se renforça à un point tel que lors de son entrée dans l'armée, en 1906, il fut déclaré provisoirement apte pour le service actif. Durant son séjour à Berlin, qui dura quatre ans, il fut affecté, en tant que membre de la noblesse, au corps des pages à la cour du Kaiser Guillaume II.

Exerçant une influence importante sur la vieille armée allemande, le corps royal prussien de cadets fut fondé, en 1717, par le roi de Prusse Frédéric-Guillaume 1^{er}, qui avait décidé de combiner les diverses

² Downing, *The Devil's Virtuosos...*, p. 15.

³ Carver, « Manstein... », p. 222 ; Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 231 ; Syring, « Erich von Manstein... », p. 237.

⁴ Cité par Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 177-178.

⁵ Carver, « Manstein... », p. 222. Voir aussi Hillgruber, « In der Sicht... », p. 67.

académies militaires de Berlin en un seul corps de cadets pour les garçons de 11 à 18 ans et de le placer sous le commandement nominal de son fils, le futur Frédéric le Grand. Il va sans dire que l'admissibilité n'était réservée qu'à la noblesse. Cette institution avait ainsi pour tâche de procurer l'éducation nécessaire aux jeunes membres de la noblesse qui aspiraient à devenir officiers. Dans la formation qui y était dispensée, l'entraînement militaire n'était qu'une facette parmi d'autres, tel que l'enseignement des matières académiques ou du sens de l'honneur et du devoir. En fait, l'accent était mis sur le développement du caractère afin de créer un mélange harmonieux des meilleurs aspects ayant trait à l'éducation physique, académique et religieuse. La formation insistait évidemment sur la loyauté envers la personne de l'empereur. Le jeune Manstein et ses camarades de classe furent donc éduqués dans un environnement où primaient la loyauté inconditionnelle et chevaleresque envers l'Allemagne. Celle-ci était personnifiée par le monarque, le seigneur suprême de la guerre⁶. Dans le deuxième tome de ses mémoires, Manstein raconta ses années passées dans le corps royal prussien de cadets avec une certaine nostalgie. Le sens de l'honneur et du devoir, l'obéissance absolue et l'esprit de camaraderie étaient les principales valeurs qui lui furent inculquées et qui, selon lui, forgèrent positivement son caractère⁷.

Manstein était intelligent et capable de maîtriser un sujet très rapidement. Cependant, ses bulletins scolaires indiquaient qu'il pourrait obtenir de meilleurs résultats s'il s'appliquait davantage et mettait mieux à profit son talent⁸. En 1906, après avoir réussi ses examens pour entrer à l'école supérieure de cadets à Lichterfelde, il était nommé porte-étendard du prestigieux 3^e régiment de gardes à pied prussien. Stationné à Berlin et réservé presque exclusivement aux membres de la noblesse, ce régiment comptait dans ses rangs des officiers qui allaient jouer un rôle de premier plan dans l'histoire de leur pays, tels que le futur feld-maréchal Paul von Hindenburg, commandant en chef de l'armée impériale de 1916 à 1918 et président du Reich de 1925 à 1934 ; le futur lieutenant-général Kurt Freiherr von Hammerstein-Equord, commandant en chef de l'armée de terre de 1930 à 1934 ; le futur lieutenant-général Kurt von Schleicher, chancelier et ministre de la Reichswehr lors de la dernière année de la République de Weimar ; et le futur feld-maréchal Walther von Brauchitsch, commandant en chef de l'armée de terre de 1938 à 1941⁹. Âgé de 19 ans, Manstein commençait alors sa véritable carrière militaire. Toutefois, pour lui, être soldat était beaucoup plus qu'un métier. En fait, ce n'était rien de moins qu'une raison d'être intimement liée à sa vision du monde¹⁰.

L'année suivante, il était promu au grade de second-lieutenant et devenait, par le fait même, un officier de l'armée allemande. En 1913, il entrait à la *Kriegsakademie* (l'Académie de la guerre) de Berlin pour y suivre une formation d'officier d'état-major qu'il ne pût compléter en raison du déclenchement de

⁶ Mellenthin, *German Generals...*, p. 19-20.

⁷ Manstein, *Aus einem Soldatenleben...*, p. 22-23. Voir aussi Heuer, *Die deutschen Generalfeldmarschälle...*, p. 88.

⁸ Mellenthin, *German Generals...*, p. 20.

⁹ Carver, « Manstein... », p. 222 ; Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 231 ; Syring, « Erich von Manstein... », p. 327.

¹⁰ Schneider, « Denkmal Manstein... », p. 402.

la Première Guerre mondiale. « Le meilleur cerveau que l'état-major ait produit », comme le déclarerait un jour Hitler à propos de Manstein, n'allait donc jamais disposer, au cours de sa carrière militaire, d'une formation d'officier d'état-major en bonne et due forme¹¹.

Au début de la guerre, Manstein fut nommé lieutenant et servit en tant qu'adjudant au sein du 2^e régiment de réserve de la Garde, d'abord en Belgique, puis en Prusse-Orientale et, finalement, en Pologne. Dans cette unité de réserve, il prit part, sur le front de l'Ouest, à la bataille de la Marne et à la capture de Namur, et, à l'Est, à la bataille des lacs de Mazurie qui, avec celle de Tannenberg, freinèrent définitivement l'avance des Russes en Prusse-Orientale et apportèrent la renommée à son oncle, le feld-maréchal Hindenburg, alors commandant en chef de la 8^e armée. En novembre 1914, Manstein fut grièvement blessé, dans un combat au corps à corps en Pologne, par deux balles de fusil : l'une se logea dans l'épaule, l'autre dans le nerf sciatique. Mais il reprit du service dès la fin du printemps 1915. Affecté au groupe d'armées du général Max von Gallwitz, à titre d'officier d'état-major, il prit alors part aux offensives allemandes en Pologne septentrionale et en Serbie. Promu au grade de capitaine, à l'été 1915, il occupa ensuite les fonctions d'adjudant au quartier général de la 12^e armée. En 1916, il servit comme officier d'état-major, d'abord au sein de la 11^e armée, lors de la bataille de Verdun, puis dans la 1^{re} armée, durant la bataille de la Somme. L'année suivante, il devint officier d'état-major chargé des opérations de la 4^e division de cavalerie en Estonie et en Courlande qui, à ce moment-là, luttait contre les bolcheviques. À partir du printemps 1918, il exerça les mêmes fonctions pour la 213^e division d'infanterie déployée sur le front de l'Ouest. Il participa alors aux grandes offensives allemandes de mai et de juillet, ainsi qu'aux batailles décisives de Reims et de Sedan. Il servit sur ce théâtre des opérations jusqu'à la signature de l'armistice par l'Allemagne, le 11 novembre 1918.

Au cours de la guerre, le capitaine Manstein se vit décerner deux grandes distinctions militaires, la croix de fer de première classe et l'ordre de la maison des Hohenzollern¹². Bien qu'il n'eût commandé aucune troupe durant la guerre, il avait néanmoins eu l'opportunité de démontrer, dans le cadre de ses diverses fonctions d'officier d'état-major, un talent exceptionnel pour la tactique et une compréhension remarquable des exigences et des besoins du haut commandement au moment d'une offensive¹³. Déjà, lorsqu'il n'était qu'adjudant d'un bataillon de fusiliers, il avait prouvé à quel point son talent militaire était grand. « Il a été », déclara plus tard son commandant, « le meilleur adjudant que j'ai jamais eu »¹⁴.

De ses réflexions sur la Grande Guerre, il allait tirer comme conclusion la nécessité d'élaborer une nouvelle doctrine militaire, car l'usure des troupes, résultant des grandes batailles frontales et des pertes sévères de l'infanterie, décimée au cours de ses attaques par le feu de l'artillerie et des mitrailleuses de l'ennemi, était trop considérable pour espérer remporter la victoire¹⁵. Son expérience du feu allait

¹¹ Syring, « Erich von Manstein... », p. 327. Voir aussi Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 178.

¹² Mitcham, *Hitler's Field Marshals...*, p. 242.

¹³ Mellenthin, *German Generals...*, p. 20-21.

¹⁴ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 178.

¹⁵ Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 232.

d'ailleurs influencer grandement la conception de son plan d'opérations à l'Ouest qui permit à l'Allemagne de vaincre la France en mai-juin 1940¹⁶.

La Reichswehr du temps de la République de Weimar : un État dans l'État

En raison de leurs origines sociales et de l'éducation qu'ils avaient reçue dans les cadets – et aussi à la *Kriegsakademie* pour certains d'entre eux –, les officiers prussiens comme Manstein n'étaient pas en mesure de comprendre les véritables causes des événements qui se produisirent en Allemagne en novembre 1918. Que ce soit dans les cadets ou à la *Kriegsakademie*, leur éducation reposait essentiellement sur l'apprentissage de la tactique militaire, de l'histoire militaire, des armes, des fortifications, des chemins de fer, de la mathématique, de la physique, de la géographie et, enfin, de la discipline militaire. Peu de place était accordée aux autres disciplines, telles que les langues, l'économie, les sciences politiques ou sociales. L'éducation militaire allemande se révélait manifestement insuffisante pour les officiers à l'ère de l'industrialisation et, en particulier, des armées de masse et des guerres industrielles. D'une manière un peu paradoxale, la révolution industrielle, le socialisme et le parlementarisme étaient des phénomènes mal compris par les officiers, alors que, pourtant, les facteurs économiques, sociaux et politiques n'étaient pas sans conséquence sur la place des forces armées au sein de l'État et de la société. Ainsi, furent-ils incapables de comprendre les véritables causes des événements de novembre 1918, croyant plutôt que la guerre avait été perdue en raison de l'influence de facteurs qu'ils ne comprenaient guère et qu'ils avaient appris à honnir dans l'armée : le socialisme, le libéralisme, la démocratie, le parlementarisme et, derrière tout cela, les Juifs. Récusant le modernisme, se cantonnant dans un traditionalisme réactionnaire, le corps des officiers était demeuré un État dans l'État, c'est-à-dire une institution au service du roi et de son royaume, et étrangère aux partis politiques et à la société¹⁷.

À l'instar de ses camarades d'armée, Manstein fut ainsi profondément bouleversé par la chute de la monarchie des Hohenzollern. Pour les officiers, raconta-t-il après la guerre, celle-ci ne constituait pas seulement un simple changement de régime, mais elle provoqua l'effondrement de leur conception du monde. Comme ses ancêtres autrefois, Manstein avait prêté un serment de fidélité au roi de Prusse. Et c'est ce serment de fidélité au roi qui, à ses yeux, était le fondement de la loyauté et du sens du devoir du soldat, et non pas le concept abstrait de l'« État » ou du « peuple ». Jusque-là liée inconditionnellement à la personne du roi par un serment de fidélité, l'armée ne lui semblait donc plus concevable sans monarchie. Avec la révolution et l'armistice, écrivit Manstein, sa jeunesse militaire prenait fin. Plutôt qu'au Kaiser et

¹⁶ Alistar Horne, *To Lose a Battle. France 1940*, Boston, Little, Brown & Company, 1969, p. 150.

¹⁷ Manfred Messerschmidt, « German Staff Officers' Education since the Beginning of the 19th Century. Innovations and Traditions », *Militärhistorik Tidsskrift*, no. 187 (1983), p. 9-13.

au roi, ajouta-t-il, les soldats étaient tenus de prêter un serment au Reich, un concept qu'il qualifiait d'abstrait, voire même de mythique¹⁸.

De même qu'à la plupart des officiers, la République de Weimar allait demeurer étrangère à Manstein. La droite nationaliste allemande considérait ce régime politique comme un produit de la défaite et un corps étranger à la nation allemande imposés par les puissances victorieuses. Le discrédit de la République était renforcé par cette même droite conservatrice qui insistait sur le fait que l'Allemagne n'avait pas été vaincue militairement et qui, par le fait même, accréditait l'idée du « coup de poignard dans le dos » porté à l'armée par les sociaux-démocrates, les communistes et les Juifs. Tout comme ses camarades qui avaient servi pour le Kaiser, du moins ceux qui provenaient de la noblesse, Manstein allait rester nostalgique de la monarchie prussienne et de la place centrale détenue jadis par l'armée au sein du régime impérial¹⁹.

De la démocratie parlementaire, Manstein n'avait guère une opinion positive. Dans le deuxième tome de son autobiographie, il donna son avis sur l'État allemand à l'époque du régime de Weimar :

« Celui-ci se révélait, ni plus ni moins, que le jouet des partis et des groupes d'intérêts. Il incarnait moins une véritable autorité qu'un appareil de tous les bouleversements. De surcroît, sa forme ne prenait incontestablement pas sa source dans la volonté de la majorité du peuple, mais d'une conséquence de la défaite, d'un résultat du souhait des ennemis vainqueurs »²⁰.

À son avis, la démocratie parlementaire était donc synonyme d'instabilité politique, de régime politique qui ne pouvait faire prévaloir l'intérêt général et qui, en outre, péchait par un manque d'autorité. Après avoir assisté à une séance du Reichstag à titre d'invité, il révélerait même avoir été « dégoûté par les indignes chamailleries des partis »²¹.

Malgré son aversion profonde pour la République de Weimar, Manstein lui resta loyal, notamment durant ses premières années tumultueuses. À l'instar de la grande majorité de ses collègues du corps des officiers, il demeura fidèle au serment de fidélité qu'il avait prêté non pas au président de la République, mais à la Constitution. Ainsi, approuvait-il la décision de ses supérieurs qui s'étaient opposés à Wolfgang Kapp qui, en mars 1920, avait tenté un coup de force à Berlin, pour renverser le régime de Weimar, avec l'aide du commandant en chef des armées du nord, le général Walther von Lüttwitz, et du chef d'un corps franc de 6 000 hommes de retour de la Baltique, le capitaine Ludwig Erhard, et en accord avec le général Erich Ludendorff, jadis l'assistant du feld-maréchal Hindenburg lorsque celui-ci était à la tête du haut commandement allemand de 1916 à 1918. Gustav Noske, le ministre de la Reichswehr – le nom de la petite armée allemande issue du traité de Versailles –, qui avait réuni les généraux pour faire appel à leur aide, s'était alors attiré cette réponse du colonel-général Hans von Seeckt, commandant en chef de l'armée de terre de 1920 à 1926 : « La Reichswehr ne tire pas sur la Reichswehr ». À ce sujet, Manstein écrivait,

¹⁸ Manstein, *Aus einem Soldatenleben...*, p. 51-57.

¹⁹ Hillgruber, « In der Sicht... », p. 68.

²⁰ Manstein, *Aus einem Soldatenleben...*, p. 54.

²¹ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 182.

après la guerre, que soutenir le putsch de Kapp aurait été non seulement « totalement contraire à la tradition du soldat allemand, mais cela aurait compromis sérieusement la position de l'armée vis-à-vis du peuple ». Il expliquait également la décision de la Reichswehr de ne pas intervenir du côté des putschistes par la crainte de provoquer une guerre civile qui aurait pu entraîner en Allemagne le chaos et le bolchevisme²². Ces raisons, qui avaient motivé Manstein à s'opposer au putsch de Kapp, allaient être essentiellement les mêmes qui l'incitèrent à refuser de prendre part à la conspiration contre Hitler lors de la Deuxième Guerre mondiale.

Manifestement, à l'instar de la plupart de ses camarades officiers, il avait été profondément marqué par les troubles de la fin de la guerre, comme la révolution de novembre 1918, qui provoqua la chute de la monarchie des Hohenzollern, ou encore les révolutions des communistes du mouvement spartakiste à Berlin en janvier 1919 et à Munich au printemps de la même année. De cette expérience traumatisante, il était sorti animé d'un puissant anticommunisme qui, au cours de la Deuxième Guerre mondiale, allait l'amener non seulement à cautionner, mais aussi à participer activement à la guerre d'anéantissement et d'extermination entreprise par l'Allemagne national-socialiste en Russie bolchevique. Cela dit, à chacune des révolutions de 1918-1919, les corps francs ou l'armée étaient intervenus, à la demande du gouvernement provisoire, pour écraser ces mouvements révolutionnaires communistes. Dès lors, il était clair que l'existence de la jeune République de Weimar dépendait plus que jamais de la Reichswehr. Non seulement celle-ci apparaissait comme l'ultime recours, en cas de crises internes, mais aussi comme la garante de l'unité de l'État et de la nation.

Le colonel-général Seeckt, à qui avait été confiée l'armée de terre, s'était engagé à ne pas tenter de putsch, en autant que l'autonomie de la Reichswehr fut préservée au sein du nouveau régime, la République de Weimar, qu'il considérait comme une anomalie, puisque née de la défaite militaire et de l'effondrement politique, et portant, de surcroît, la marque du traité de Versailles. Il s'appliqua ainsi à y maintenir l'esprit de l'ancienne armée impériale, c'est-à-dire à faire de celle-ci un État dans l'État, indépendant du pouvoir politique. Il jugea donc nécessaire que la nouvelle armée conserve l'esprit monarchique de l'ancien corps des officiers²³.

À cet égard, le jeune officier Manstein pensait comme Seeckt que le fiasco du putsch de Kapp, qui avait été soutenu par les généraux Lüttwitz et Ludendorff, était la démonstration que le corps des officiers devait se tenir à l'écart de la politique et se préparer plutôt au jour où la sécurité externe serait confiée à une nouvelle armée. À l'instar de Seeckt – et il en allait de même pour la plupart de ses pairs –, Manstein considérait que la principale tâche du corps des officiers consistait à préserver l'armée en tant que garantie pour le maintien de la nation elle-même et pour l'éventuelle résurrection de l'Allemagne en tant que

²² Manstein, *Aus einem Soldatenleben...*, p. 77-84. Voir aussi Hillgruber, « In der Sicht... », p. 69-70.

²³ Deist, « The Rearmament of the Wehrmacht », dans Wilhelm Deist, Manfred Messerschmidt, Hans-Erich Volkmann et Wolfram Wette (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 1 : *The Build-Up of German Aggression...*, p. 376.

grande puissance²⁴. Durant la Deuxième Guerre mondiale, lorsque les conspirateurs l'approchèrent afin de pouvoir s'assurer de son soutien dans leur entreprise visant à débarrasser l'Allemagne de Hitler et du régime national-socialiste, Manstein leur opposa un refus net, en prétextant non seulement les raisons qui avaient motivé son comportement face au putsch de Kapp, mais en invoquant aussi l'argument selon lequel le soldat était au service du politique et qu'il était de son devoir de se cantonner aux questions militaires.

Obéissance, loyauté et sens du devoir allaient demeurer, pendant toute sa carrière militaire, les trois principales vertus de Manstein. Ainsi, décrivait-il sa profession selon les notions traditionnelles de simplicité et de chevalerie, de même que selon sa conception personnelle de l'honneur militaire. Il se voyait, en quelque sorte, comme un descendant de l'ordre monastique militaire des chevaliers teutoniques, fier de leur devise « chevalier sans peur et sans reproche ». Que ce soit pour son exactitude extrême ou pour sa discipline et ses convenances les plus strictes, il était le produit typique de son milieu. En fait, il était arrogant et intolérant par moments et, parfois même, impitoyable et intraitable en matière de discipline. Cependant, il était très intelligent et possédait une acuité, une clarté et une rapidité d'esprit exceptionnelles qui reposaient, en grande partie, sur l'intuition. Autoritaire, distant, froid et réservé, il était néanmoins un homme émotionnel qui maîtrisait bien ses sentiments. Par-dessus tout, il avait une grande force de caractère, refusant de s'incliner devant ses supérieurs lorsqu'il pensait qu'il avait raison et qu'eux avaient tort²⁵. Ainsi, il apparaissait, aux yeux de ses camarades dont le grade était plus élevé que le sien, comme un officier impertinent, insolent, irrespectueux et démesurément ambitieux. Mais, en même temps, ce trait de caractère l'aidait à se distinguer et à se faire remarquer au sein du corps des officiers. Pourvu d'une confiance en soi inébranlable et ayant le sentiment de sa supériorité sur les autres, autant au point de vue du talent que de la compétence, il se sentait d'ailleurs prédestiné, depuis le début de sa carrière, à occuper les plus hauts postes de l'armée allemande, pour des raisons de prestige, bien entendu, mais aussi pour des motifs relatifs à une profonde volonté d'assumer des responsabilités de première importance²⁶.

L'année du putsch de Kapp fut également celle du mariage de l'officier Manstein avec Jutta Sybille, fille de Arthur von Loesch, un aristocrate et propriétaire terrien de la région de Namslau en Silésie. Ils formèrent un couple heureux tout au long de leur mariage. Celui-ci dura jusqu'au décès de *Frau* Manstein, en 1966. Le couple eut trois enfants prénommés Gisela, Gero et Rüdiger. Lieutenant dans la Wehrmacht, Gero perdit la vie sur un champ de bataille en Russie, aux abords du lac Ilmen, lors de la Deuxième Guerre mondiale.

²⁴ Carver, « Manstein... », p. 223 ; Hillgruber, « In der Sicht... », p. 68-69.

²⁵ Carver, « Manstein... », p. 222-223. Voir aussi Syring, « Erich von Manstein... », p. 330-331.

²⁶ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 180.

Le réarmement secret de la Reichswehr et les préparatifs en vue de la prochaine guerre

En vertu du traité de Versailles du 28 juin 1919, la puissance militaire de l'Allemagne se trouvait anéantie, son armée étant réduite à 100 000 hommes dont 4 000 officiers. Constituée de 7 divisions d'infanterie et de 3 de cavalerie, réparties dans 7 districts militaires (*Wehrkreise*), cette armée était désormais conçue comme une simple force de garde-frontière ou de police chargée de maintenir l'ordre intérieur, d'autant plus qu'il lui était interdit de posséder de l'artillerie lourde, des chars d'assaut ou des avions de combat. En outre, elle se trouvait écartée de toute une partie du territoire national, c'est-à-dire de la zone démilitarisée qui comprenait la rive gauche du Rhin, qui devait être occupée jusqu'en 1935, et une bande de 50 kilomètres sur la rive droite. Force est de reconnaître que le désarmement ne fut jamais accepté par la majorité de la population allemande et de ses dirigeants politiques, et encore moins par le corps des officiers de la Reichswehr. Résultat du traité de Versailles, ce désarmement apparaissait comme une injure, comme une amputation de la souveraineté d'une grande nation. Il ne pouvait être que transitoire²⁷.

Il va sans dire que pour le corps des officiers, le Reich devait pouvoir recouvrer sa puissance militaire le plus rapidement possible, et ce, afin de favoriser la révision du traité de Versailles et le rétablissement de sa position d'avant-guerre. Par le traité de Versailles, l'Allemagne était amputée d'un dixième de son territoire et de sa population : l'Alsace-Lorraine était rendue à la France ; les cantons d'Eupen et de Malmédy étaient revenus à la Belgique, en 1920 ; la Sarre relevait pour quinze ans de la Société des Nations et la France obtenait, pendant cette période, la propriété des mines de charbon sarroises en attendant un référendum sur son statut définitif ; la Rhénanie, où la rive gauche du Rhin et une bande de 50 kilomètres sur la rive droite étaient démilitarisées, devait être occupée par les troupes alliées pendant cinq ans dans la région de Cologne, dix ans dans celle de Coblenche et quinze ans dans celle de Mayence ; à l'Est, l'Allemagne était amputée, au profit de la Pologne, de la Posnanie, de la Prusse-Occidentale et, en 1921, d'une partie de la Haute-Silésie, en dépit d'un plébiscite favorable à l'appartenance au Reich, alors que la ville de Dantzig était déclarée, en 1922, ville libre et que Memel (Klaïpeda) était prise par la Lituanie, en 1923, à la suite d'un coup de force. Autre réserve de taille, l'*Anschluss* de l'Autriche et de l'Allemagne était interdite. Enfin, tenue pour l'unique responsable de la guerre, l'Allemagne était contrainte d'assumer seule la charge des dommages causés, sous la forme de réparations d'une valeur de 132 milliards de marks-or.

En raison de ses aptitudes militaires exceptionnelles, Manstein fut parmi les 4 000 officiers retenus pour préserver les traditions de l'ancienne armée impériale. En fait, il avait été appelé par le major-général Fritz von Loßberg, le président de la commission chargée de concevoir les plans d'une armée réduite à 100 000 hommes, pour l'assister à Berlin dans sa tâche. Ancien chef d'état-major de la 1^{re}

²⁷ Deist, « The Rearmament of the Wehrmacht... », p. 376-377.

armée, Loßberg avait beaucoup d'estime pour le talent naturel de Manstein depuis que celui-ci avait travaillé sous sa direction, lors de la bataille de la Somme²⁸. C'est dans la perspective d'un redressement, de la reconstitution d'une armée nationale, libérée de toute entrave, que les officiers oeuvrant au sein de cette commission exercèrent leurs fonctions. Pour eux, la nouvelle armée devait d'abord constituer une élite, une armée de cadres. Parmi les 40 000 officiers de la Reichswehr provisoire de 400 000 hommes, née au lendemain de la défaite sur les ruines de l'armée impériale, ils n'eurent aucun mal à désigner les 4 000 officiers de la nouvelle armée de 100 000 hommes. Ceux-ci étaient choisis en fonction de leur droiture, de leur autorité et, surtout, de leur compétence.

Le colonel-général Seeckt, en sa qualité de commandant en chef de l'armée de terre, s'efforça de pallier, sur le plan de l'organisation, certaines contraintes imposées par les vainqueurs. La création du *Truppenamt* (l'office des troupes) avait pour objectif de remplacer, d'une manière camouflée, l'état-major général qui avait été dissous par le traité de Versailles. Manstein n'avait pu compléter sa formation d'officier d'état-major à la *Kriegsakademie* de Berlin et ses seules véritables qualifications, pour une admission à l'état-major général, étaient l'expérience qu'il avait acquise, durant la guerre, dans divers états-majors. Mais, avant toute chose, il lui était indispensable d'acquérir une expérience sur le plan du commandement. De 1921 à 1923, il commanda ainsi la 6^e compagnie du 5^e régiment d'infanterie prussien à Angermünde, en Poméranie. À la fin de 1923, il était muté à l'état-major du *Wehrkreiskommando II* à Stettin (Szczecin), puis à celui du *Wehrkreiskommando IV* à Dresde, là où il enseigna pendant trois ans la tactique et l'histoire militaire aux jeunes officiers appelés à servir dans les états-majors. D'une durée de trois ans, ce cours était, d'une manière déguisée, un substitut à la formation jadis dispensée à la *Kriegsakademie*, dont les activités avaient été interdites par le traité de Versailles. Après avoir été nommé major, en 1927, il servit pendant deux ans dans l'état-major de l'*Infanterieführer IV* à Magdebourg.

Le 1^{er} septembre 1929, il était affecté au ministère de la Reichswehr à Berlin. Il dirigea alors le Groupe 1 de la section T1 qui, en fait, correspondait à la section des opérations du *Truppenamt*, c'est-à-dire de l'état-major général. Sous le commandement de Manstein, le Groupe 1 supervisait les opérations de l'état-major du commandant en chef de l'armée de terre et distribuait des tâches à toutes les troupes. Il organisait aussi les *Kriegsspiele* (les jeux de guerre qui consistaient à effectuer des manœuvres sur cartes) et les tournées d'instruction qui faisaient partie de l'entraînement opérationnel des commandants de haut-rang et des officiers d'état-major. Au sein de l'état-major général de la Reichswehr, Manstein fit preuve d'une intelligence et de compétences nettement supérieures à celles de ses camarades. Ses propositions recueillaient souvent l'approbation de ses chefs, laissant ainsi dans l'ombre celles de collègues plus élevés en grade, comme le lieutenant-colonel Wilhelm Keitel, qui allait devenir le chef de l'état-major général du commandement suprême de la Wehrmacht de 1938 à 1945. À partir de ce moment-là, Keitel éprouva une

²⁸ Heuer, *Die deutschen Generalfeldmarschälle...*, p. 88 et 90 ; Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 232.

profonde jalousie pour l'ambitieux et talentueux Manstein, et leur relation en fut une de haine réciproque jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale²⁹.

Quoiqu'il en soit, la haute direction de la Reichswehr reconnaissait le talent de Manstein à un point tel qu'elle tenait de plus en plus compte de son opinion, en ce qui concerne les questions militaires déterminantes. Dans le deuxième tome de ses mémoires, Manstein évoqua la grande satisfaction qu'il éprouvait, à cette époque, de voir son talent reconnu à sa juste valeur : « Pour moi, ce succès avait pour effet secondaire qu'il donnait dorénavant un certain poids à mon avis, en tant que membre de la section des opérations »³⁰.

Dans ses fonctions de chef du Groupe 1, Manstein élaborait les premiers plans de mobilisation d'une Reichswehr de 100 000 hommes, à une époque où l'armée française pouvait mobiliser, dans un très court délai, une trentaine de divisions, l'armée polonaise, une vingtaine, et l'armée tchèque, une quinzaine. Pour faire face à la supériorité de tels ennemis, il proposa de tripler le nombre des divisions d'infanterie de 7 à 21. Pour cela, il proposa que tous les engagés, officiers ou non, fussent en mesure, grâce à une instruction poussée à l'extrême, d'assurer en temps de crise les fonctions de deux échelons supérieurs à leur rang. Toutefois, le principal problème d'une telle augmentation du nombre de divisions d'infanterie ne résultait pas de la formation des engagés, mais de l'insuffisance d'équipements et de matériels modernes, malgré un réarmement secret et limité amorcé au début des années vingt³¹.

Contrairement à ce que l'on a souvent affirmé, le réarmement allemand était une réalité longtemps avant l'arrivée de Hitler au pouvoir. Dès les premières années de la République de Weimar, la Reichswehr, sous le commandement de Seeckt, avait procédé à un réarmement discret, qui bénéficiait de la collaboration des politiques et des industriels allemands. La Reichswehr mettait au point des prototypes d'armes interdites par le traité de Versailles (chars d'assaut, avions de combat, artillerie lourde, etc.), à charge pour l'industrie allemande de s'équiper pour la production en série afin de fournir, le moment venu, les armements nécessaires. En outre, se développaient à l'étranger les fabrications de prototypes pour le compte de la Reichswehr, non seulement en URSS, mais aussi en Suède, en Suisse, en Espagne et aux Pays-Bas. D'ailleurs, le traité de Rapallo de 1922 avait mis au point les détails de l'accord militaire secret que les dirigeants de la Reichswehr avaient signé l'année précédente, avec leurs homologues de l'Armée rouge, à l'insu des autorités politiques allemandes. La restauration de la puissance militaire allemande, en tant que moyen pour faciliter la révision du traité de Versailles et le rétablissement de la position d'avant-guerre du Reich, était depuis le début des années vingt l'objectif premier des militaires et de plusieurs politiciens allemands. On envisageait même la guerre, en tant qu'instrument de politique étrangère, une fois que la Reichswehr aurait retrouvé sa capacité de mener des offensives et que les circonstances lui seraient favorables.

²⁹ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 180-181.

³⁰ Manstein, *Aus einem Soldatenleben...*, p. 115.

³¹ Mellenthin, *German Generals...*, p. 21.

Les officiers supérieurs de la Reichswehr considéraient que la guerre était légitime et qu'elle constituait une prérogative de la souveraineté des États. Ils rejetaient, par le fait même, le pacte Briand-Kellogg de 1928 qui condamnait le recours à la guerre en tant qu'instrument de politique nationale. Tout compte fait, la mentalité des généraux n'avait guère changé depuis l'époque du feld-maréchal Helmuth Graf von Moltke, chef de l'état-major général de l'armée prussienne de 1858 à 1888. En 1880, celui-ci décrivait sa vision du monde en ces termes : « La paix est un rêve [...] et la guerre est un élément dans l'ordre mondial de Dieu. Dans la guerre, on retrouve les plus grandes vertus de l'homme : le courage, le renoncement à soi-même, le devoir de loyauté et l'esprit de sacrifice. Sans la guerre, le monde succomberait au matérialisme ». Au début des années vingt, le colonel-général Seeckt, commandant en chef de l'armée de terre, dénonçait le pacifisme, la Société des Nations et le principe de la sécurité collective reposant sur un désarmement général pour garantir la paix. « Ma formation personnelle m'empêche de voir dans l'idée d'une paix éternelle autre chose qu'un rêve [...] ». Le lieutenant-général Ludwig Beck, qui allait devenir le chef de l'état-major général de l'armée de terre, après la prise du pouvoir par Hitler, faisait l'apologie de la guerre lorsqu'il écrivait à la fin des années trente : « Le dernier recours des États dans leurs relations mutuelles restera encore à l'avenir la puissance des armes ». De ce fait, il concluait logiquement : « Nous ne pouvons pas supprimer la guerre »³². Bref, pour les militaires allemands, la guerre était un fait de nature historique et si elle n'avait pas existé, il aurait fallu tout simplement l'inventer, car elle était indispensable pour toute politique se réclamant de la raison d'État.

Non seulement les officiers supérieurs de la Reichswehr considéraient qu'une autre guerre européenne était inévitable, mais ils la jugeaient nécessaire pour que l'Allemagne puisse mettre en lambeaux le traité de Versailles et retrouver sa véritable place en Europe. « L'armée ne peut avoir qu'une chose en vue, la guerre, et non la paix éternelle », déclarait, dès 1920, le colonel-général Seeckt³³. Dans un document secret du ministère de la Reichswehr, daté du mois d'avril 1923, il était indiqué que le Reich ne pourrait recouvrer sa liberté et son indépendance nationale, ainsi que sa puissance économique et politique, que par la guerre. En décembre 1923, le lieutenant-colonel Schleicher, chef du département politique au sein du *Truppenamt*, définissait les objectifs de la direction militaire : « 1) renforcer l'autorité de l'État ; 2) consolider l'économie ; 3) reconstruire la capacité militaire ; ce sont tous des conditions préalables pour une politique étrangère qui a pour but de créer une Grande Allemagne ». En mai 1925, un autre document secret du ministère de la Reichswehr stipulait carrément : « Que l'Allemagne aura à livrer une guerre dans l'avenir pour la continuation de son existence, en tant que peuple et État, est une certitude »³⁴. Dans un mémorandum du 6 mars 1926, le colonel Joachim von Stülpnagel, chef de la section des opérations du *Truppenamt*, soulignait l'importance de renforcer l'armée, instrument de l'expansionnisme chargé de récupérer les territoires que le Reich avait perdus par le traité de Versailles, de

³² Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 141-150 (p. 144-145 et 150 pour les citations).

³³ Edward W. Bennett, *German Rearmament and the West, 1932-1933*, Princeton, Princeton University Press, 1979, p. 506-507.

³⁴ Geoffrey P. Megargee, *Inside Hitler's High Command*, Kansas City, University Press of Kansas, 2000, p. 12.

rétablir la suprématie allemande en Europe, notamment aux dépens de la France, et de préparer le combat ultime pour la domination mondiale contre les puissances anglo-saxonnes³⁵.

De récentes recherches ont démontré que les généraux allemands avaient planifié et préparé une nouvelle guerre bien avant l'accession de Hitler à la direction de l'État allemand. En fait, la marche à la guerre a commencé dix ans avant la prise du pouvoir par les nationaux-socialistes. L'occupation de la Ruhr par les troupes franco-belges, en 1923, pour cause de non-paiement des réparations, marqua les esprits des dirigeants de la Reichswehr à un point tel qu'ils décidèrent dès lors d'élaborer un plan ambitieux visant à ériger une grande armée, plus grande encore que celle qui avait servi le Kaiser, en 1914. C'est Seeckt qui conçut ce plan secret dont l'objectif était la levée d'une armée aux capacités offensives de 2,8 millions d'hommes, répartis en 102 divisions, sous le commandement de 252 généraux. Or, au 1^{er} septembre 1939, lors du déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, l'armée allemande disposait effectivement de 2,8 millions d'hommes, répartis en 102 divisions, et d'au moins 252 généraux³⁶.

Lorsque ce plan secret fut esquissé par Seeckt, Hitler, faut-il le rappeler, purgeait une peine d'emprisonnement à la prison bavaroise de Landsberg et réfléchissait sur *Mein Kampf*. Jamais n'avait-il pensé, lorsqu'il arriva au pouvoir dix ans plus tard, que le haut commandement de la Reichswehr avait jeté les bases pour la création d'une puissante et Grande Allemagne. D'ailleurs, sans la préparation d'un plan de réarmement secret par les militaires, il est difficilement concevable que le III^e Reich eût pu parvenir, en l'espace de six ans seulement, à se doter du puissant instrument de guerre qui lui permit de dominer presque tout le continent lors des premières années de la guerre. Un mois avant le déclenchement de la campagne de Russie, soit le 26 mai 1941, un officier de la Wehrmacht tenait, de manière tout à fait juste, les propos suivants : « Lorsque Hitler est arrivé au pouvoir, il prit conscience que la Reichswehr avait déjà jeté les bases techniques nécessaires pour procéder à un réarmement d'envergure »³⁷. Il est donc faux de prétendre que les généraux allemands n'auraient voulu développer qu'une force militaire de nature défensive, mais que Hitler, une fois parvenu au pouvoir, les avait contraints à créer une machine de guerre pourvue de capacités offensives.

À l'époque, Manstein était conscient que la Reichswehr, en dépit de la qualité de l'entraînement et de la motivation des troupes, était non seulement incapable de soutenir un conflit contre la France, mais aussi d'assurer une guerre contre la Pologne ou la Tchécoslovaquie. L'insuffisance des armements et des matériels modernes en limitait le niveau professionnel. En raison du nombre restreint de ses effectifs et de la faiblesse de son équipement, l'armée allemande ne pouvait, à ce moment-là, que mener des combats

³⁵ Klaus-Jürgen Müller, « Deutsche Militär-Elite in der Vorgeschichte des Zweiten Weltkrieges », dans Martin Broszat et Klaus Schwabe (dir.), *Deutsche Eliten und der Weg in den Zweiten Weltkrieg*, Munich, C.H. Beck, 1989, 246-247. Voir aussi Messerschmidt, « Foreign Policy... », p. 558-559.

³⁶ Carl Dirks et Karl-Heinz Janßen, *Der Krieg der Generale. Hitler als Werkzeug der Wehrmacht*, Berlin, Propyläen, 1999, p. 11-14.

³⁷ *Ibid.*, p. 25.

retardateurs, avec des résultats inévitablement désastreux. Pour pallier ces lacunes, Manstein renforça les défenses frontalières, au moyen d'enchevêtrements de fils de fer barbelé, de fossés antichars et de blockhaus de béton aux murs épais³⁸.

Parlant déjà un bon français et ayant appris entre-temps la langue espagnole, Manstein tirait profit des crédits accordés à l'armée pour encourager les officiers à voyager à l'étranger³⁹. En 1931 et en 1932, il fit lui-même des voyages en Union soviétique. À l'automne 1931, il accompagna le chef du *Truppenamt*, le général Wilhelm Adam, et rencontra les commandants de l'Armée rouge à Moscou et à Leningrad, dont le commissaire du peuple et adjoint à la Défense, le général Mikhaïl Toukhatchevski. À l'été 1932, il se rendit de nouveau en URSS, cette fois-ci à titre de représentant officiel du général Adam, et assista à des manœuvres militaires en Ukraine et dans le Caucase. Ses visites en sol soviétique lui confirmèrent l'image que le corps des officiers allemands se faisait de la soi-disant « tyrannie despotique asiatique », incarnée notamment par les commissaires politiques de l'Armée rouge⁴⁰. En d'autres termes, elles confortèrent ses préjugés selon lesquels les cadres de l'Armée rouge et du parti communiste étaient pour la plupart des Juifs. Ainsi, au moment de la Deuxième Guerre mondiale, non seulement allait-il sous-estimer, à plus d'une occasion, le haut commandement soviétique, mais il allait cautionner la guerre d'extermination de l'Allemagne nazie contre l'ennemi « judéo-bolchevique ».

³⁸ Mellenthin, *German Generals...*, p. 22 ; Hillgruber, « In der Sicht... », p. 70.

³⁹ Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 232.

⁴⁰ Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », 144 ; Hillgruber, « In der Sicht... », p. 71.

CHAPITRE 2

LA WEHRMACHT : L'ARMÉE DU III^E REICH

À l'instar de la majorité de ses camarades du corps des officiers, Manstein accueillit avec enthousiasme la prise du pouvoir par Hitler, l'établissement de la dictature du parti national-socialiste et la fin de la République de Weimar. Si pour les officiers aristocrates comme Manstein, Hitler et les nazis n'étaient que des parvenus, ils partageaient néanmoins une vision du monde commune. Ce qui explique leur empressement à collaborer ensemble afin de réaliser leurs desseins communs : la mise sur pied d'une puissante armée dotée de forts moyens offensifs pour permettre à l'Allemagne de s'imposer en Europe.

Le corps des officiers et Hitler : une vision du monde commune ?

Au retour de son dernier voyage en URSS, Manstein était promu au grade de lieutenant-colonel. Au moment de la nomination de Hitler à la Chancellerie du Reich, le 30 janvier 1933, il était en charge du bataillon de chasseurs du 4^e régiment d'infanterie à Kolberg (Kolobrzeg), en Poméranie, depuis le 1^{er} octobre 1932. Pour l'aristocrate prussien conservateur, la prise du pouvoir par Hitler suscitait davantage d'espoirs que de soucis, car il voyait en lui l'homme idéal pour rétablir l'Allemagne au rang de grande puissance, statut qui reposerait évidemment sur une puissante armée. Après tout, Hitler n'était-il pas celui qui promettait de briser, une fois pour toutes, les chaînes du traité de Versailles qui maintenaient injustement le Reich dans un état de faiblesse vis-à-vis des puissances européennes ? En outre, Manstein n'avait-il pas eu à élaborer, avec les plus grands soucis qui soient, quelques années plus tôt, des plans de mobilisation d'une armée presque sans défense contre d'éventuelles attaques de voisins ennemis ? La chute de la République de Weimar fut donc, pour lui, une source de satisfaction, comme en témoigna le bilan qu'il fit des 14 années du régime : « Impuissance à l'extérieur, déchirement à l'intérieur »¹.

L'abolition de la démocratie et des libertés fondamentales, et la mise en place d'un régime totalitaire régi par le parti national-socialiste de Adolf Hitler ne furent pas saluées uniquement par Manstein, mais aussi par la grande majorité du corps des officiers. Force est d'admettre qu'entre Hitler et les officiers de la Reichswehr, hostiles à la démocratie parlementaire et au communisme, avides d'accélérer le réarmement de l'Allemagne et soucieux de préparer la prochaine guerre, il y avait une identité de vues et d'objectifs des plus frappantes, une fois surmontées les réserves à l'encontre du

¹ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 182.

« caporal de Bohême ». Le nouveau dirigeant allemand offrait, en outre, aux officiers des perspectives politiques en adéquation avec leurs ambitions personnelles et corporatistes².

L'armée allemande a souvent été présentée comme une organisation qui serait restée, en raison d'un soi-disant apolitisme, étrangère à l'idéologie national-socialiste. En fait, la position antilibérale et antidémocratique de l'armée n'a jamais été aussi marquée que pendant le III^e Reich. Déjà, avant 1933, le corps des officiers de la Reichswehr considérait la République de Weimar, son système politique libéral et démocratique, comme une anomalie, un corps étranger à la culture politique allemande, imposé par les vainqueurs de la Première Guerre mondiale et, de surcroît, marqué par l'« infâme » traité de Versailles. De ce fait, il rejetait le libéralisme, la démocratie et le pluralisme, valeurs politiques qui se trouvaient à la base de la République de Weimar, régime politique qu'il jugeait non seulement comme faible et décadent, mais également comme source de division nationale. Pour lui, le régime républicain ne devait être que passager, le temps pour l'Allemagne de recouvrer sa puissance militaire et de se libérer des entraves imposées à sa souveraineté par le traité de paix de 1919.

Considéré, bien avant les révolutions de 1848, comme le bastion de l'« Allemagne traditionnelle », le corps des officiers prônait un retour à un système politique autoritaire en Allemagne – pas nécessairement monarchiste, bien que ce fût le souhait d'une majorité d'entre eux – dans lequel l'armée retrouverait la place privilégiée qu'elle occupait au sein du Reich avant 1918, en tant que pilier du régime au pouvoir. Foncièrement réactionnaires, la plupart des officiers étaient contre les démocrates, les socialistes, les communistes, les pacifistes, les Juifs, la Pologne et la Tchécoslovaquie. En matière de politique étrangère, leur objectif ne se limitait pas à la simple révision du traité de Versailles, en vue d'un rétablissement des frontières allemandes de 1914, notamment celles de l'Est, mais à la constitution d'un puissant armement. Certains généraux aspiraient déjà à reprendre les territoires s'étendant en Europe de l'Est jusqu'à la ligne Narva-Rostov que le traité de Brest-Litovsk avait conférés, en mars 1918, au haut commandement de Hindenburg et de Ludendorff et qui feraient du Reich allemand une véritable puissance continentale autarcique.

Cette vision du monde, sur les plans de la politique intérieure et extérieure, était également celle de Hitler et de ses acolytes du parti national-socialiste. Il n'est donc guère étonnant que la vaste majorité des officiers de la Reichswehr aient accepté avec enthousiasme la prise du pouvoir par Hitler, l'établissement de la dictature du parti national-socialiste sur les cendres de la démocratie libérale pluraliste et la substitution du III^e Reich à la République de Weimar. Contrairement à une opinion apologétique qui a souvent été émise, l'armée ne fut donc pas, au sein du III^e Reich, un simple exécutant

² Solchany, « La lente dissipation d'une légende : La "Wehrmacht" sous le regard de l'histoire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 47, no. 2 (avril-juin 2000), p. 347. Voir aussi Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 151.

de la politique de Hitler. Elle s'associa sciemment à la définition de celle-ci³. Bien intégré dans le corps des officiers, Manstein participait tout à fait à l'état d'esprit dominant.

Dès le 3 février 1933, soit à peine quelques jours après sa prise du pouvoir, Hitler s'adressait aux responsables militaires, réunis secrètement au domicile du lieutenant-général Hammerstein-Equord, commandant en chef de l'armée de terre. D'emblée, il leur expliqua qu'il était là pour redonner à l'armée la puissance nécessaire au rétablissement du statut de grande puissance de l'Allemagne dans le monde. L'objectif politique général, déclara-t-il aux principaux chefs de ce qui était encore la Reichswehr, était de reconquérir le pouvoir politique. Pour cela, il fallait, sur le plan intérieur, en finir avec la situation présente et ne tolérer aucune opposition. Ainsi, il leur promettait d'extirper le marxisme de l'Allemagne. Les bases du redressement intérieur, proclama-t-il, devaient reposer sur un régime autoritaire des plus fermes par la suppression de la démocratie. Puis il en vint au sujet qui intéressait ses interlocuteurs au premier chef. Et ses propos ne pouvaient manquer de trouver un écho favorable dans l'auditoire. « La création de la Wehrmacht est la condition essentielle pour atteindre notre objectif, à savoir la reconquête du pouvoir politique ». Par conséquent, il fallait rétablir le service militaire obligatoire. Mais, auparavant, le mouvement national-socialiste devait veiller à éradiquer toute trace de pacifisme, de marxisme et de bolchevisme chez les futurs conscrits. Enfin, il indiqua de quelle manière il entendait user du pouvoir politique reconquis : « La conquête d'un nouvel espace vital à l'Est et la germanisation impitoyable de cet espace »⁴.

Le principal objectif de Hitler était de courtiser les officiers et de s'assurer le soutien de l'armée, indispensable à son maintien au pouvoir. Ce fut largement un succès. La plupart des officiers présents, confiait plus tard l'amiral Erich Raeder, commandant en chef de la marine depuis 1928, trouvèrent le discours de Hitler « extraordinairement satisfaisant »⁵. Cela ne surprenait guère, puisque le projet du chancelier de restaurer la puissance de l'armée et d'en faire la base de la domination et de l'expansionnisme de l'Allemagne s'accordait parfaitement avec les objectifs définis par ses chefs. Sa promesse de faire de l'armée le pilier d'une nation militarisée enthousiasmait au plus haut point les généraux. Depuis le début des années vingt, le réarmement et la reconstruction des forces armées, qui supposaient de briser les chaînes de Versailles, afin de rendre au Reich son rang de grande puissance expansionniste, au risque de provoquer la guerre, étaient restés l'objectif prioritaire des officiers supérieurs. Il allait de pair avec le principe suivant lequel la caste militaire devait retrouver dans l'État le rang et le pouvoir qui étaient traditionnellement les siens avant la révolution de novembre 1918 et la chute

³ Klaus-Jürgen Müller, « Deutsche Militär-Elite... », p. 257-260 ; Deist, *The Wehrmacht and German Rearmament*, Toronto, University of Toronto Press, 1981, p. 26 ; Manfred Messerschmidt, « German Military Effectiveness Between 1919 and 1939 », dans Allan R. Millett et Williamson Murray (dir.), *Military Effectiveness*, vol. 2 : *The Interwar Period*, Boston, Unwin Hyman, 1990, p. 229.

⁴ Thilo Vogelsang, « Neue Dokumente zur Geschichte der Reichswehr 1930-1933 », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, vol. 2 (1954), p. 397-436. Voir aussi Ian Kershaw, *Hitler. 1889-1936 : Hubris*, Paris, Flammarion, 1999, p. 426-428 ; Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 17 ; Deist, *The Wehrmacht...*, p. 26 ; Deist, « The Rearmament... », p. 401-402 et 408-409 ; Telford Taylor, *Sword and Swastika : Generals and Nazis in the Third Reich*, New York, Simon and Schuster, 1952, p. 79.

⁵ Kershaw, *Hitler 1889-1936...*, p. 628.

de la monarchie des Hohenzollern, mais que le marxisme et la démocratie avaient fortement minés depuis cette époque⁶. Même si la plupart des officiers songeaient à la reconstruction de l'hégémonie allemande en Europe centrale et orientale, tandis que Hitler rêvait d'un grand empire germanique de nation allemande, leurs aspirations se recoupaient largement. À tout le moins, l'alliance entre Hitler et les militaires conclue le 3 février 1933 se fondait sur une identité partielle des intérêts⁷.

Le jour même où Hitler s'était adressé à ses élites militaires, le lieutenant-général Werner von Blomberg, ministre de la Reichswehr, commandant en chef des forces armées dans le ministère de Hitler et sympathisant du national-socialisme⁸, se félicitait auprès des commandants de régions militaires de la formation du nouveau gouvernement qui, à ses yeux, représentait ce que le corps des officiers avait désiré depuis des années⁹. Son adjoint, le colonel Walther von Reichenau, également reconnu pour ses profondes convictions national-socialistes¹⁰, ne dissimulait guère sa satisfaction à la suite de l'allocution de Hitler aux principaux chefs de la Reichswehr. Il affirmait que « jamais encore les forces armées n'avaient été à ce point identiques à l'État », indiquant ainsi l'objectif clair, sinon la réalité de la situation au tout début du III^e Reich¹¹. Même s'ils n'étaient pas tous aussi bien disposés que Blomberg et Reichenau envers le national-socialisme et s'ils n'avaient pas appuyé activement Hitler dans sa tentative visant à s'emparer du pouvoir par la force, le 9 novembre 1923, les chefs de l'armée avaient mis à sa disposition l'institution la plus puissante de l'État, quelques jours seulement après sa nomination à titre de chancelier.

Manstein qui, à l'époque, avait approuvé la décision de ses supérieurs de laisser écraser le putsch tenté par Hitler à Munich, avec l'aide du général Ludendorff, pour les mêmes motifs que lors du putsch de Kapp, acceptait maintenant, sans aucune réserve, de servir le nouveau gouvernement légalement constitué. Le programme de Hitler qui consistait à éliminer le système démocratique parlementaire, à extirper le marxisme, à rétablir l'unité nationale par le ralliement des masses ouvrières et paysannes selon le concept de la communauté nationale (*Volksgemeinschaft*), à exalter le nationalisme, à donner la priorité absolue à l'armée, notamment en lui rendant la position de force qui lui revenait légitimement au sein de l'État, et à briser les chaînes du traité de Versailles pour que l'Allemagne recouvre son statut de grande puissance, n'était pas pour lui déplaire, bien au contraire¹².

⁶ *Ibid.*, p. 629 ; Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 151-152.

⁷ Klaus-Jürgen Müller, « Le réarmement allemand et le problème de la sécurité nationale face à la politique du révisionnisme (1933-1937) », *Guerres mondiales*, no. 154 (avril 1989), p. 63. Voir aussi Klaus-Jürgen Müller, *Armee, Politik und Gesellschaft in Deutschland 1933-1945*, Paderborn, Schöningh, 1979, p. 11-33 ; Michael Geyer, « Etudes in Political History : Reichswehr, NSDAP, and the Seizure of Power », dans Peter D. Stachura (dir.), *The Nazi Machtergreifung*, Londres, 1983, p. 101-123 ; Deist, « The Rearmament... », p. 401 et 521.

⁸ Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 18 ; Harold Charles Deutsch, *Hitler and His Generals : The Hidden Crisis of January to June 1938*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1968, p. 8-10 ; Robert O'Neil, *The German Army and the Nazi Party, 1933-1939*, Londres, Cassell, 1966, p. 19.

⁹ Vogelsang, « Neue Dokumente... », p. 432-434.

¹⁰ Que von Reichenau fût un nazi convaincu ne laisse aucun doute, compte tenu que son surnom dans l'armée était le « général nazi ». Below, *Als Hitlers Adjutant...*, p. 72-73 ; Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 20 et 27 ; Deutsch, *Hitler and His Generals...*, p. 9 ; Taylor, *Sword and Swastika...*, p. 78 ; Müller, *Das Heer und Hitler...*, p. 52-53.

¹¹ Kershaw, *Hitler 1889-1936...*, p. 629-630.

¹² Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 144. Voir aussi Hillgruber, « In der Sicht... », p. 71-73.

Le lieutenant-général Ludwig Beck, commandant en chef de la 1^{re} division de cavalerie et futur chef de l'état-major général de l'armée de terre, écrivait, peu après la prise du pouvoir par Hitler, que la nature du changement de régime politique survenue le 30 janvier 1933 était ce qu'il avait souhaité depuis des années et que, de ce fait, il était extrêmement heureux que ses espoirs n'eussent pas été déçus. « C'est le premier trait de lumière depuis 1918 », ajoutait-il¹³. À la même époque, le lieutenant-général Werner Freiherr von Fritsch, commandant en chef du *Wehrkreiskommando III* à Berlin, et futur commandant en chef de l'armée de terre, déclarait que « la pensée national-socialiste » était déjà « le seul véhicule de la vie intellectuelle allemande » et que la Wehrmacht devait devenir « l'un des principaux représentants et promoteurs du mouvement national-socialiste »¹⁴. Ces propos peuvent être considérés comme très représentatifs de la position de la caste militaire allemande et sans doute de Manstein lui-même, qui allait considérer Beck et Fritsch comme ses deux mentors durant les années où il travaillerait avec eux au haut commandement de l'armée de terre.

En somme, il y avait une communauté d'esprit toute naturelle entre les officiers supérieurs de la Reichswehr et les dirigeants du régime hitlérien, qui reposait sur la haine des Juifs, de la démocratie, du libéralisme, du marxisme, du socialisme et du bolchevisme. Elle reposait également sur la nécessité d'une militarisation de la société allemande et d'un réarmement à outrance des forces armées, indispensables pour mettre en branle une politique de puissance destinée à détruire le traité de Versailles et à entreprendre à l'Est la conquête d'un espace vital qui établirait alors l'hégémonie et la domination allemandes sur tout le continent européen¹⁵. Ainsi, le 30 janvier 1934, dans le cadre d'un discours soulignant l'anniversaire de sa prise du pouvoir, Hitler mettait en exergue la relation entre les forces armées et le régime national-socialiste, en déclarant que l'État était soutenu par deux piliers : l'un politique, représenté par la communauté nationale (*Volksgemeinschaft*), issue du mouvement national-socialiste ; l'autre militaire, incarné par la Wehrmacht. Cette thèse selon laquelle les forces armées constituaient l'un des deux piliers qui soutenaient l'État concordait parfaitement avec les aspirations des chefs militaires et du corps des officiers en général¹⁶.

Le 4 avril 1934, le ministre de la Reichswehr et commandant en chef des forces armées, le nouveau général Blomberg, exprimait, on ne peut plus clairement, cette communauté d'intérêts, en parlant de l'armée allemande en tant que « protectrice et gardienne de l'Allemagne national-socialiste et de son espace vital »¹⁷. En décembre 1938, Walther von Brauchitsch, alors colonel-général et commandant en chef de l'armée de terre, adressa un ordre du jour au corps des officiers dans lequel il mettait en évidence la vision du monde commune à la Wehrmacht, à Hitler et au national-socialisme : « La Wehrmacht et le

¹³ Messerschmidt, « The Wehrmacht and the Volksgemeinschaft », *Journal of Contemporary History*, no. 18, no. 4 (oct. 1983), p. 721.

¹⁴ *Ibid.*, p. 730-731.

¹⁵ *Ibid.*, p. 722 et 729. Voir aussi Messerschmidt, *Die Wehrmacht...*, p. 15 ; Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 151-152.

¹⁶ Deist, « The Rearmament... », p. 521 ; Müller, *Das Heer und Hitler...*, p. 67.

¹⁷ Messerschmidt, « The Wehrmacht... », p. 730.

national-socialisme proviennent des mêmes origines intellectuelles. Ils vont accomplir de grandes choses pour la nation s'ils suivent l'exemple et les enseignements du Führer, qui incarne en sa personne le soldat et le national-socialiste authentiques »¹⁸. Pour sa part, le grand-amiral Raeder, commandant en chef de la Kriegsmarine, déclarait, en mars 1939, que la « Wehrmacht et le parti sont devenus un tout indivisible, tant du point de vue de l'attitude que de celui de l'esprit »¹⁹. Bref, la conviction jadis exprimée par le colonel-général Fritsch, commandant en chef de l'armée de terre de 1934 à 1938, selon laquelle « la fondation d'une armée moderne doit reposer sur le national-socialisme », était largement partagée dans les rangs de l'armée²⁰.

Comme allaient en témoigner son comportement et son attitude durant la guerre, Manstein participait manifestement à cet état d'esprit, du moins en bonne partie. Les propos qu'il tint, après la guerre, prétendant que l'armée s'était montrée imperméable à l'idéologie nazie, en restant attachée à ses « conceptions traditionnelles de simplicité, d'honnêteté et d'honneur militaire », sont, pour le moins, fallacieux. C'est le cas du passage de ses mémoires où il écrivit, au sujet de la Wehrmacht : « Si Hitler ne pouvait accuser l'armée de manquer de loyauté envers l'État, il comprenait parfaitement qu'elle n'était pas disposée à jeter ses conceptions par-dessus bord pour adopter l'idéologie national-socialiste, et que cette attitude la rendait encore plus populaire dans une vaste partie du peuple »²¹.

L'introduction de la législation raciale dans l'armée et la protestation de Manstein

Manstein et ses camarades du corps des officiers se félicitaient de la prise du pouvoir par Hitler, de la dissolution du système républicain, de l'interdiction des partis politiques et des syndicats, de la transformation de la société pluraliste selon le « principe du Führer » (*Führerprinzip*) qui définissait la dictature national-socialiste, voire même de l'ostracisme des Juifs et de la privation de leurs droits ainsi que de la politisation du droit pénal²². Mais à la différence des rapports qu'ils avaient eus avec le pouvoir politique, à l'époque de Weimar, les chefs de la Reichswehr se ralliaient au nouveau régime sur une base tout à fait différente. Il est vrai que, durant les dernières années de la République, les chanceliers Heinrich Brüning, Franz von Papen et Kurt von Schleicher avaient impliqué de plus en plus profondément et directement l'armée dans les rouages politiques de l'État. Toutefois, cela n'avait rien à voir avec l'intégration pure et simple de l'armée au régime national-socialiste à laquelle on allait assister après l'accession de Hitler au pouvoir.

¹⁸ Messerschmidt, « Forward Defense : The "Memorandum of the Generals" for the Nuremberg Court », dans Hannes Heer et Klaus Naumann (dir.), *War of Extermination. The German Military in World War II, 1941-1944*, New York / Oxford, Berghahn Books, 2000, p. 383-384.

¹⁹ Deist, « The Rearmament... », p. 523 ; Messerschmidt, *Die Wehrmacht...*, p. 78-79.

²⁰ Deist, « The Rearmament... », p. 523 ; Müller, *Das Heer und Hitler...*, p. 143.

²¹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 73-74.

²² Messerschmidt, « Das Bild der Wehrmacht in Deutschland seit 1945 », dans Paul Létourneau (dir.), « Armée et démocratie... », p. 120.

Les principaux chefs militaires, Blomberg et son adjoint Reichenau ne tardèrent pas à mettre sous le boisseau l'axiome de Seeckt d'après lequel l'armée devait se tenir à l'écart de la vie politique, se placer au-dessus des partis politiques et former ainsi un État dans l'État. Ils furent donc les grands responsables de l'intégration de l'armée au régime hitlérien et de son endoctrinement par l'idéologie national-socialiste dans les années suivant la prise du pouvoir de Hitler. Selon eux, l'association de l'armée et de l'État devait reposer sur l'absence de compromissions entre les deux pouvoirs. Cette distinction était considérée comme bénéfique pour l'un et pour l'autre, à partir du moment où l'État s'était engagé à satisfaire les besoins de l'armée et à lui reconnaître la primauté dans la nation. Ainsi, non seulement Blomberg et Reichenau se réjouissaient-ils de la « mise au pas » (*Gleichschaltung*) de l'ensemble de la société selon les principes nationaux-socialistes, mais ils promurent les « clauses aryennes » et l'enseignement des doctrines nazies au sein de l'armée.

C'est presque sans la moindre opposition que la législation raciale fut appliquée dans l'armée par ses chefs²³. Dès l'arrivée au pouvoir de Hitler, des actions isolées, généralement dues à la SA, se multiplièrent contre les Juifs, attaques de personnes ou mesures de dissuasion contre les achats dans les magasins juifs. Le 1^{er} avril 1933, le régime national-socialiste décréta un boycott généralisé des magasins juifs. Puis, le 7 avril 1933, il rédigea la loi « pour le rétablissement de la fonction publique professionnelle » qui, sur la base du « paragraphe aryen » (*Arierparagraph*), écartait les Juifs de l'administration, en leur interdisant l'exercice des professions libérales. Une seule exception, consentie sur l'intervention du président du Reich, le vieux feld-maréchal Hindenburg, concernait les Juifs qui avaient servi au front ou ceux dont les pères ou les fils étaient morts au combat. Quatre jours plus tard, un décret supplémentaire à cette loi définissait comme non-aryen quiconque avait, soit trois ou quatre grands-parents juifs (*Volljude*), soit deux grands-parents juifs (*Halbjude*), soit même un seul grand-parent juif (*Vierteljude*)²⁴. Dans les deux derniers cas, cette personne était qualifiée de *Mischling* (métis).

Le 28 février 1934, le général Blomberg acceptait, de son propre chef et sans aucune insistance des dirigeants nazis, le « paragraphe aryen » pour le corps des officiers. Bien qu'il ne remît pas en question l'exemption des non-aryens ayant combattu lors de la Grande Guerre, sa décision entraînait néanmoins le renvoi immédiat de 70 gradés²⁵. Jusque-là, le ministre de la Reichswehr, peut-être en réponse aux réticences de quelques officiers à l'égard de la politisation de l'armée et de la perte de sa traditionnelle autonomie au sein de l'État, s'était contenté du renvoi des non-aryens du secteur civil dont l'emploi dépendait des forces armées, comme ceux travaillant dans les industries d'armement. Mais il était toutefois d'avis que la Reichswehr ne pouvait ignorer, pendant bien longtemps encore, la législation

²³ Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 77-78.

²⁴ Bryan Mark Rigg, *Hitler's Jewish Soldiers. The Untold Story of Nazi Racial Laws and Men of Jewish Descent in the German Military*, Kansas City, University Press of Kansas, 2002, p. 77-78.

²⁵ Klaus-Jürgen Müller, *Armee und Drittes Reich 1933-1939. Darstellung und Dokumentation*. Paderborn, Ferdinand Schöningh, 1989, p. 57-58 ; Müller, *Das Heer und Hitler...*, p. 598 ; Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 76-77 ; Kershaw, *Hitler 1889-1936...*, p. 713.

raciale en vigueur dans la fonction publique²⁶. Appelé à commenter, au début de l'année 1934, les rumeurs selon lesquelles des non-aryens servaient dans les forces armées, Blomberg décida alors d'appliquer dans cette institution la loi raciale, ouvrant du même coup une sévère brèche dans la tradition du corps des officiers²⁷.

En franchissant ce seuil, il signalait clairement que l'idéologie nazie servirait de principe directeur, autant dans la conception que dans l'élaboration de la politique militaire. De ce fait, il renonçait à la traditionnelle autonomie de la Reichswehr par rapport aux affaires politiques. À quelques reprises, au cours des mois précédents, il avait donné des signes quant à son intention de faire de l'armée un organe de l'appareil nazi. Le 19 septembre 1933, il ordonnait au personnel militaire de saluer les membres de la SA en uniforme²⁸. Il donnait aussi la permission au corps de musique de la Reichswehr de jouer des airs nationaux-socialistes²⁹. Le 25 février 1934, il décidait d'introduire l'emblème du parti national-socialiste dans l'armée, avec l'aigle aux ailes déployées qui tient dans ses serres un bouclier frappé de la croix gammée, et acceptait, trois jours plus tard, le « paragraphe aryen » pour le corps des officiers. Pour certains, il aurait adopté ces deux dernières mesures afin de gagner l'appui de Hitler contre la SA, perçue comme une grave menace par la Reichswehr et son monopole des armes au sein de la nation³⁰. S'il prit ces deux dispositions pour des motifs politiques, il ne sacrifia pas pour autant ses conceptions idéologiques profondes en procédant ainsi. « Que les troupes furent amenées à adopter la vision du monde (*Weltanschauung*) national-socialiste, cela était redevable à la compréhension et à la loyauté sans bornes du ministre de la Guerre », déclara plus tard Hitler au sujet de Blomberg³¹.

La législation raciale appliquée dans les rangs de la Reichswehr ne rencontra quasiment aucune opposition dans le corps des officiers, qui était imprégné par un profond antisémitisme depuis l'époque impériale, antisémitisme qui s'était radicalisé avec les années troubles de l'après-guerre. Nommé général et commandant en chef de l'armée de terre, le 1^{er} février 1934, Fritsch, que Manstein considérait comme l'un de ses mentors, était animé par un virulent antisémitisme qui était néanmoins très représentatif de la caste militaire allemande. Le 16 novembre 1924, alors lieutenant-colonel, il écrivit une lettre au général Karl-Heinrich von Stülpnagel, dans laquelle il exprimait son souhait de voir le colonel-général Seeckt établir une dictature militaire. En outre, il s'y lançait dans une longue diatribe virulente contre « Ebert, les pacifistes, les Juifs, les démocrates, le noir-rouge-or et les Français », qu'il accusait tous de « vouloir détruire l'Allemagne ». Fritsch rejetait ainsi la République de Weimar, malgré le serment qu'il avait prêté à la Constitution de ce régime politique. Social-démocrate, Friedrich Ebert était le président du Reich et le

²⁶ Rigg, *Hitler's Jewish Soldiers...*, p. 79-80.

²⁷ Messerschmidt, *Die Wehrmacht...*, p. 46-47 ; Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 75.

²⁸ Matthew Cooper, *The German Army 1933-1945. Its Political and Military Failure*, New York, Stein and Day, 1978, p. 28 ; Seaton, *The German Army...*, p. 44.

²⁹ Deist, « The Rearmament... », p. 522.

³⁰ Kershaw, *Hitler 1889-1936...*, p. 713 ; Müller, *Armee und Drittes Reich...*, p. 58 ; O'Neil, *The German Army...*, p. 38 ; Gordon A. Craig, *The Politics of the Prussian Army*, Oxford, Clarendon Press, 1955, p. 476 ; Cooper, *The German Army...*, p. 28-29.

³¹ Rigg, *Hitler's Jewish Soldiers...*, p. 81.

commandant suprême de la Reichswehr, alors que le noir-rouge-or représentait les couleurs du drapeau de la République de Weimar. Dans l'esprit de Fritsch, il n'y avait pas de doute que les pacifistes, les Juifs et les démocrates étaient les responsables de la défaite militaire de 1918 et de la chute du régime impérial, ayant donné un « coup de poignard dans le dos » de l'armée afin de favoriser l'avènement de la République de Weimar, un régime qu'il tenait pour faible et décadent, et à la merci des puissances garantes du traité de Versailles. Cette vision des choses de Fritsch était largement partagée par l'ensemble de ses camarades officiers. Une décennie plus tard, alors que les nazis étaient au pouvoir, Fritsch déclara, dans une directive du 21 décembre 1934, qu'il allait de soit qu'un officier allemand trouve femme parmi la race aryenne de la nation³². D'ailleurs, une loi, décrétée le 21 mai 1935, bannissait tous les mariages entre des membres de l'armée allemande et des femmes d'origine non-aryenne, et, le 15 juillet de la même année, Blomberg interdisait aux officiers et aux soldats de l'armée de faire des achats dans des commerces non-aryens³³.

En fait, de tous les officiers de la Reichswehr, un seul protesta contre l'introduction du « paragraphe aryen » dans les forces armées. Son nom : Erich von Manstein³⁴. Promu au grade de colonel, le 1^{er} décembre 1933, puis nommé chef d'état-major du *Wehrkreiskommando III* à Berlin, le 1^{er} février 1934, Manstein avait tenté de venir en aide, mais en vain, au lieutenant Klaus von Schmeling-Diringshofen, congédié de l'armée parce qu'il avait un grand-parent juif, ce qui faisait de lui un *Mischling* au sens de la législation raciale. Pour un officier comme Schmeling-Diringshofen, être licencié de l'armée était le pire déshonneur qu'il pouvait affronter, autant au point de vue professionnel que social. À l'instar de collègues officiers ayant subi le même sort que le sien, il ne pouvait comprendre tout à fait pourquoi il ne pouvait plus exercer la profession qu'il avait choisie et dans laquelle il s'était bien illustré. Il avait donc écrit à Manstein, son ancien commandant à Kolberg, pour lui faire savoir que l'Allemagne aurait peut-être besoin de lui et de son frère plus tard et que si cette éventualité devait se présenter, alors ils seraient là pour la servir de nouveau³⁵.

Le colonel Manstein prit les choses en mains et, le 21 avril 1934, il envoya un memorandum à son supérieur, le lieutenant-général Beck, chef du *Truppenamt*, c'est-à-dire de l'état-major général, depuis le 1^{er} octobre 1933, pour lui expliquer que le cas de Schmeling-Diringshofen l'avait amené à se pencher sur l'introduction de la législation raciale au sein de la Reichswehr :

« Il y a quelques jours, j'ai appris la nouvelle du départ prochain d'un officier du bataillon de chasseurs à Kolberg, en vertu du "paragraphe aryen". Il s'agit d'un jeune lieutenant pour lequel j'ai beaucoup d'estime, en particulier en raison de son caractère, de ses opinions et de son rendement. [...] Je sais que, *Herr* général, vous êtes en mesure de comprendre que, en ma qualité d'ancien commandant de ce jeune officier exceptionnel au destin tragique, je me sens poussé et

³² Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 88-89 ; Messerschmidt, « Forward Defense... », p. 383. Voir aussi Rigg, *Hitler's Jewish Soldiers...*, p. 89 ; O'Neil, *The German Army...*, p. 76.

³³ Rigg, *Hitler's Jewish Soldiers...*, p. 89.

³⁴ *Ibid.*, p. 84 ; Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 182.

³⁵ Rigg, *Hitler's Jewish Soldiers...*, p. 83 ; Breithaupt, *Zwischen Front und Widerstand...*, p. 123.

obligé de tout faire pour lui venir en aide. Le cas m'a amené à réfléchir profondément au sujet de l'application ultérieure du paragraphe aryen dans l'armée [...] ».

Après avoir assuré à son supérieur qu'il n'était pas dans ses intentions de critiquer la direction militaire ou bien de lui faire un reproche, il lui fit part de ses réflexions sur l'application du « paragraphe aryen » dans l'armée :

« Si le Reich était prêt à exiger d'un soldat le sacrifice de sa vie à toutes les heures pendant des années, alors il ne peut pas maintenant légalement lui dire : "tu n'es plus un véritable Allemand". Celui qui est devenu un soldat de son plein gré, qui est ainsi prêt à sacrifier sa vie à chaque heure pour le peuple allemand, est justement devenu, par sa bonne volonté, un Allemand. Il s'est révélé lui-même un aryen, peu importe si sa grand-mère était aryenne ou non ».

Cela dit, soulignait l'auteur de la lettre, « l'honneur de ces jeunes soldats d'après-guerre est une question d'honneur pour nous tous ».

Le colonel Manstein rassurait néanmoins le lieutenant-général Beck, notamment en ce qui concerne ses convictions national-socialistes et l'idéologie raciale : « Que nous tous approuvions le national-socialisme et l'idéologie raciale, il n'y a aucun doute. Mais, à mon avis, nous ne devons pas oublier l'honneur du soldat qui, jusqu'à présent, nous a tous liés inévitablement les uns aux autres ». Il admettait aussi que « les Allemands ne voulaient plus servir sous des non-aryens », même si cela n'avait jamais eu vraiment d'importance auparavant. Bien que les responsables du parti national-socialiste pussent ne pas apprécier ce qu'il allait avancer, Manstein déclarait qu'aucun officier ne demanderait à regarder l'arbre généalogique de son lieutenant tant et aussi longtemps que celui-ci s'attirerait le respect pour ses qualités de bon soldat. Manifestement, il voulait que l'armée conservât le droit de juger ses propres membres plutôt que d'abdiquer cette prérogative aux civils du parti national-socialiste. À cet effet, il considérait même le « paragraphe aryen » comme le fruit d'une campagne menée par certains éléments en vue de détruire le corps des officiers et de s'y substituer, faisant sans doute ici allusion aux ambitions de la SA de Ernst Röhm de se substituer à la Reichswehr³⁶.

Dans sa démarche contre l'introduction du « paragraphe aryen », Manstein fut appuyé par son commandant immédiat, le lieutenant-général Erwin von Witzleben. Après l'avoir lue, Beck envoya la lettre de Manstein au ministère de la Défense. Indigné par son contenu, le major-général Reichenau la transmit ensuite à son chef, le général Blomberg. Celui-ci fut mis dans une telle colère par la protestation écrite de Manstein, qui se révélait être, en outre, une ingérence d'un officier subalterne dans la sphère de compétences du commandant en chef des forces armées, qu'il ordonna au général Fritsch, en sa qualité de commandant en chef de l'armée de terre, de prendre sur-le-champ des mesures disciplinaires contre l'officier en question. Heureusement pour celui-ci, Fritsch n'entreprit rien en ce sens, évitant ainsi au colonel Manstein des conséquences qui auraient pu s'avérer fâcheuses pour l'avancement de sa carrière.

³⁶ MGFA / DZ : II H 1008 / 1. La lettre du colonel Manstein au lieutenant-général Beck, datée du 21 avril 1934, est également reproduite intégralement dans Müller, *Armee und Drittes Reich...*, p. 183-189 ; Müller, *Das Heer und Hitler...*, p. 593-598 ; Breithaupt, *Zwischen Front und Widerstand...*, p. 123-127. Pour des extraits et une analyse de la lettre, voir notamment Müller, *Das Heer und Hitler...*, p. 83-87 ; Rigg, *Hitler's Jewish Soldiers...*, p. 84-85 ; Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 78-79.

Malgré son virulent antisémitisme, Fritsch semble avoir été en accord avec la position de Manstein relativement à la nécessité de préserver l'autonomie de l'armée vis-à-vis du parti national-socialiste³⁷. La protestation écrite de Manstein n'en essuya pas moins une fin de non-recevoir. On ne sait toutefois pas l'écho qu'elle eût au sein du corps des officiers, ni si elle fut présentée à Hitler par Blomberg³⁸.

Bien que récalcitrant à l'application de la législation raciale dans l'armée, Manstein concéda néanmoins que l'influence juive devait être extirpée de la société. Cependant, au regard de sa lettre de protestation, on est en droit de se demander si, pour lui, la juiverie ne signifiait pas autre chose que ce que prétendait l'idéologie nazie. En effet, il semble avoir abordé la question juive selon l'aspect culturel plutôt que par celui de l'identité raciale. À ses yeux, un non-aryen qui avait acquis la culture allemande en servant dans l'armée devenait un Allemand. Cela dit, Manstein fut probablement incité à écrire à Beck une telle lettre, en raison du fait qu'il voulait venir en aide non seulement à l'officier subalterne Schmeling-Diringshofen, mais aussi à ses deux petits-neveux qui, tous les deux, étaient des soldats de la Reichswehr et des *Mischlinge*. Ceux-ci étaient les enfants de sa nièce, Frau von Preuschen, née von Lewinski³⁹.

D'ailleurs, il est à se demander jusqu'à quel point sa famille et, de ce fait, ses probables origines juives, le motivèrent à prendre position contre l'introduction du « paragraphe aryen » dans l'armée. De nombreuses suppositions ont circulé à propos d'un possible ancêtre juif de Manstein. Le fait qu'il fût né sous le nom de famille Lewinski et adopté ensuite par les Manstein a amené plusieurs auteurs à présumer qu'il avait une ascendance juive. Ils ont avancé que Lewinski pourrait être une variante de Levy, avec suffixe patronymique polonais. Manstein lui-même soupçonnait que son arrière-arrière-grand-père Lewi put être un chef rabbin à Varsovie, sans en être tout à fait certain cependant. C'est du moins ce que rapporta, dans ses mémoires, le lieutenant Alexander Stahlberg, qui fut son adjudant, durant la Deuxième Guerre mondiale, sur le front soviétique, et qui avait lui-aussi des ancêtres juifs⁴⁰. Le fils de Manstein, Rüdiger, affirma pour sa part que sa famille avait peut-être des origines juives, mais qu'il n'y avait toutefois aucune preuve pour confirmer cette supposition⁴¹. La SS mena une investigation sur les origines ancestrales de Manstein – qu'elle continua d'appeler Lewinski – en avril 1944, après son licenciement. Cependant, le dossier est incomplet et ce que la SS put trouver à son sujet reste inconnu⁴².

³⁷ Rigg, *Hitler's Jewish Soldiers...*, p. 98. Voir aussi Manstein, *Aus einem Soldatenleben...*, p. 210 ; O'Neil, *The German Army...*, p. 39 ; Cooper, *The German Army...*, p. 29 ; Mitcham, *Hitler's Field Marshals...*, p. 243.

³⁸ Syring, « Erich von Manstein... », p. 330.

³⁹ BA-MA, BMRS, dossier Rüdiger von Manstein, Manstein à Rigg, 21 juillet 2001 ; BA-MA, BMRS, entrevue de Rüdiger von Manstein, 17 novembre 1994, T-54. Voir aussi Rigg, *Hitler's Jewish Soldiers...*, p. 85 et 316 (note # 91).

⁴⁰ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 344-345. Voir aussi BA-MA, BMRS, entrevue de Alexander Stahlberg, 3 et 4 décembre 1994, T-68 ; Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 79-80.

⁴¹ BA-MA, BMRS, entrevue de Rüdiger von Manstein, 17 novembre 1994, T-54. Voir aussi Philippe Sarrasin, *L'évolution des perceptions concernant Erich von Manstein depuis la Deuxième Guerre mondiale*, M.A. (Histoire), Université de Montréal, 1999, p. 2.

⁴² BA-B, NS 19 / 2177. Voir aussi Rigg, *Hitler's Jewish Soldiers...*, p. 314 (note # 62). Selon Gerald Reitlinger, dans *The SS Alibi of a Nation 1922-1945*, Londres, Heinemann, 1956, p. 377, le Reichsführer-SS Heinrich Himmler aurait découvert que le feld-maréchal Manstein et le SS-Obergruppenführer Erich von dem Bach-Zelewski avaient eu, au XVI^e siècle, un ancêtre commun d'origine slave.

Tout en élevant une contestation sur le « paragraphe aryen » et son application dans l'armée, Manstein se montrait toutefois fort ambigu dans son mémorandum, notamment lorsqu'il témoignait de ses sympathies à l'égard du national-socialisme et de l'idéologie raciale. Pour cette raison, on ne peut pas vraiment parler d'un acte de résistance de sa part contre le régime nazi et ses principes fondamentaux. En fait, il ne protestait que contre une application rétroactive du licenciement des *Mischlinge* qui étaient déjà membres de la Reichswehr et non pas contre l'interdiction à l'avenir de toute admission de non-aryens dans les rangs de l'armée. En d'autres termes, il ne voulait pas que le « paragraphe aryen » ait des effets rétroactifs pour les *Mischlinge* qui servaient dans l'armée avant son introduction, son intention manifeste étant que Schmeling-Diringshofen, un officier subalterne pour qui il avait beaucoup de considération, et ses deux petits-neveux, pussent être maintenus dans la Reichswehr. Que l'introduction de la législation raciale dans l'armée interdît l'admission à l'avenir de tout nouveau *Mischling* dans ses rangs, ne lui posait aucun problème. De toute évidence, aucune réflexion politique ou humaine n'avait motivé son intervention. S'il s'était opposé au décret de Blomberg, c'est tout simplement parce que celui-ci allait à l'encontre du principe de l'esprit de camaraderie dans l'armée⁴³. Quoiqu'il en soit, on doit reconnaître qu'il fit montre d'un courage exceptionnel, en osant, sur cette question, mettre sa carrière en jeu⁴⁴. Ce fut cependant la dernière fois qu'il osa protester contre une politique initiée par le régime.

Lors de la Deuxième Guerre mondiale, il allait se faire le complice des crimes de guerre contre les populations juives de Pologne et d'URSS. Non seulement cautionna-t-il la guerre d'anéantissement et d'extermination conduite par la Wehrmacht en Europe de l'Est, mais il donna lui-même des ordres qui autorisèrent et incitèrent ses troupes à se montrer impitoyables à l'égard des Juifs des territoires occupés. Contrairement à son attitude à propos des *Mischlinge* de l'armée allemande qu'il considérait comme des compagnons d'armes, il adopta un comportement tout à fait différent envers les Juifs de la partie orientale de l'Europe, notamment ceux qui étaient communistes, slaves ou asiatiques. Les ambitions personnelles relativement à l'avancement de sa carrière dans l'armée et les préjugés qui avaient cours dans le corps des officiers quant à la soi-disant menace pour la survie du Reich que représentait le « judéo-bolchevisme » expliqueraient cet antisémitisme criminel affiché en Europe de l'Est.

Manstein n'était pas le seul à émettre des réserves au sujet de l'idéologie raciale du parti national-socialiste. Hermann Göring, bras droit de longue date du Führer et futur feld-maréchal du Reich, déclara un jour à son épouse qu'il ne croyait vraiment pas aux thèses de cette idéologie raciale. Il affirma que les Juifs étaient tout simplement comme les autres gens, peut-être même un peu plus intelligents, et qu'ils avaient leurs bons et leurs mauvais côtés, à l'instar des autres races. En tant que commandant en chef de la Luftwaffe créée en 1935, Göring allait permettre à des *Mischlinge* de servir dans les plus hautes fonctions

⁴³ Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 145. Voir aussi Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 182-183 ; Syring, « Erich von Manstein... », p. 329-330 ; Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie...*, p. 184-185 ; Müller, *Das Heer und Hitler...*, p. 84 ; Jürgen Förster, « Wehrmacht, Krieg und Holocaust », dans Rold-Dieter Müller et Hans-Erich Volkmann (dir.), *Die Wehrmacht...*, p. 950.

⁴⁴ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 27 ; Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 182.

du commandement de l'armée de l'air, alléguant qu'il pouvait dire s'ils étaient juifs ou non. Bien qu'il fût réputé pour son ambition de vouloir conserver entre les mains le plus de pouvoirs possibles sur les organisations qui se trouvaient sous son contrôle, seul Hitler pouvait toutefois lui dicter qui il pouvait ou non maintenir dans des postes d'autorité en fonction des origines raciales. D'un autre côté, Göring allait, durant la Deuxième Guerre mondiale, donner des ordres autorisant des actions en vue d'exterminer les Juifs. Pour lui, comme pour bien d'autres, les relations personnelles l'emportaient sur l'idéologie national-socialiste. Mais, en général, il appuya les politiques du régime, et cela importe plus que ses propos tenus en privé⁴⁵.

L'introduction du « paragraphe aryen » dans l'armée constituait une étape importante dans l'intégration étroite de cette organisation au sein du régime hitlérien. Elle marquait la fin d'une époque, celle de la traditionnelle autonomie de l'armée par rapport aux affaires politiques. Manifestement, il n'était désormais plus question d'un État dans l'État, comme cela avait été le cas durant la République de Weimar. Avec l'acceptation de l'application dans l'armée des principes raciaux du national-socialisme, on retrouvait les germes de la future complicité du corps des officiers dans la guerre d'extermination et d'anéantissement à caractère racial et idéologique menée en Russie bolchevique lors de la Deuxième Guerre mondiale⁴⁶.

La « Nuit des longs couteaux » et le serment de fidélité prêté au Führer

Après l'introduction de la législation raciale dans les rangs de la Reichswehr, l'alignement des forces armées sur l'idéologie nationale socialiste se poursuivit encore plus étroitement à la plus grande satisfaction de Hitler, mais aussi des haut-gradés de l'armée. Lorsque le dirigeant du parti national-socialiste sonda, le 11 avril 1934, les chefs de la Reichswehr pour savoir si celle-ci accepterait qu'il succédât au vieux feld-maréchal Hindenburg, qui se faisait mourant, et qu'il cumulât ainsi les deux fonctions de président et de chancelier du Reich, ils répondirent par l'affirmative. Mais les dirigeants militaires lui posèrent une condition : il devait leur garantir que la Reichswehr conserverait le monopole des armes, notamment en procédant à une diminution draconienne des effectifs de la SA, qui serait alors détournée des prétentions mises de l'avant par son chef, Ernst Röhm. Celui-ci voyait dans cette formation paramilitaire du mouvement nazi, forte de plus de trois millions d'hommes, le noyau de la future armée allemande, ce qui supposait la suppression des structures traditionnelles de la Reichswehr. Il voyait aussi dans sa milice le porte-étendard d'une « seconde révolution », qu'il plaçait sous le signe du socialisme. Le corps des officiers, auquel appartenait Manstein, s'inquiétait évidemment de ces ambitions et ne cessait, par l'entremise de ses chefs, de faire pression sur Hitler pour qu'il étouffât cette menace.

⁴⁵ Rigg, *Hitler's Jewish Soldiers...*, p. 85-86.

⁴⁶ Müller, *Armee und Drittes Reich...*, p. 57-60.

Hitler, qui se rendait bien compte qu'il n'aurait pas pu parvenir au pouvoir sans l'appui des généraux de la Reichswehr, ne pouvait faire autrement que satisfaire à la condition que ceux-ci lui posaient. Non seulement aurait-il besoin personnellement de la loyauté des chefs militaires au moment crucial, qui ne pouvait être bien éloigné, où Hindenburg, le président du Reich et le commandant en chef des forces armées, passerait de vie à trépas, mais aussi du corps des officiers, avec toutes ses traditions martiales et ses talents guerriers, pour réaliser son rêve de bâtir en peu de temps une puissante armée, à la fois bien organisée et disciplinée, destinée à établir l'hégémonie allemande en Europe par la conquête d'un espace vital à l'Est.

Le 1^{er} février 1934, Röhm avait adressé à Blomberg un mémorandum sur les relations entre l'armée et la SA. Dans celui-ci, il n'exigeait rien de moins que la concession de la défense nationale à la SA, la fonction des forces armées se résumant alors à lui fournir des hommes entraînés. Après en avoir révélé le contenu à ses commandants de district qui, comme il était prévisible, furent indignés, Blomberg demanda à Hitler de trancher. Afin de gagner son appui contre la SA, et sans aucune insistance des dirigeants nazis, il décida, de sa propre initiative, d'introduire l'emblème du parti national-socialiste dans l'armée et accepta le « paragraphe aryen » pour le corps des officiers. Sommé de choisir entre la Reichswehr, avec le soutien de Hindenburg, ou la formation paramilitaire de son parti, Hitler ne pouvait décider que dans un sens. Le 27 février, les chefs de la Reichswehr avaient élaboré leurs propres directives concernant les relations entre l'armée et la SA. Elles formaient la pierre angulaire du discours que Hitler prononça le lendemain et ils en avaient donc certainement convenu avec lui⁴⁷.

Le 28 février, à la réunion qui se déroula au ministère de la Défense et à laquelle participèrent les officiers supérieurs de la Reichswehr, dont le colonel Manstein, ainsi que les chefs de la SA et de la SS, Hitler rejeta catégoriquement les ambitions de Röhm à propos de la SA. Puis, il indiqua sa vision des choses. Malgré le fait que son parti avait résorbé le chômage, déclara-t-il, une crise économique avait toute chance de se produire dans huit ans, à moins qu'on n'ait conquis un espace vital à l'Est pour la population excédentaire. Et il en tira aussitôt les conséquences militaires : « Des coups brefs et décisifs contre l'Ouest, puis contre l'Est, pourraient bien se révéler nécessaires ». Or, pour cela, les milices que suggérait Röhm ne faisaient pas l'affaire, ne serait-ce que pour assurer une défense nationale minimale. Il était donc déterminé à construire une « armée populaire » (*Volksherr*) dans le cadre de la Reichswehr qui, équipée des armes les plus modernes, devait se préparer à se lancer dans une guerre d'agression d'ici à huit ans. En attendant la mise sur pied de la Wehrmacht prévue, il approuva Blomberg qui avait suggéré de confier à la SA la protection des frontières et la formation prémilitaire. En revanche, la « Wehrmacht devait être le seul porteur d'armes de la nation »⁴⁸.

⁴⁷ Immo von Fallois, *Kalkül und Illusion. Der Machtkampf zwischen Reichswehr und SA während der Röhm-Krise 1934*, Berlin, Ullstein, 1984, p. 105-108 et 117-118.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 118-119 ; Kershaw, *Hitler 1889-1936...*, p. 713-714.

Si Röhm sortit déçu de cette réunion, il n'en fut pas de même pour les chefs de la Reichswehr. La promesse de Hitler d'accorder à la Reichswehr le monopole des armes, de mettre sur pied une Wehrmacht puissamment armée et de conquérir un espace vital à l'Est, était douce aux oreilles des officiers supérieurs. En tenant un tel discours, Hitler fit une bonne impression à Manstein, d'autant plus qu'il incarnait, à ses yeux, la légitimité, comme le Kaiser autrefois⁴⁹. C'est du moins ce qu'il reconnut au terme de leur première rencontre : « Je ne peux pas nier qu'il m'a fait une forte impression »⁵⁰.

Mais alimentée par les ennemis de Röhm, à commencer par Blomberg, Reichenau, Göring et Himmler, le chef de la SS, la rumeur d'un putsch imminent de la SA décida Hitler à frapper, à éliminer Röhm et à réduire l'influence de la SA, auquel beaucoup de dirigeants demeuraient fidèles, notamment Viktor Lutze. La Reichswehr, qui avait regardé d'un œil de plus en plus soupçonneux les ambitions du chef de la SA, mit des armes, des munitions et des moyens de transport à la disposition de la SS qui, par ses modestes effectifs et sa limitation à un travail de police, ne représentait pas encore pour elle une menace. Tous les chefs de la Reichswehr, Blomberg et Reichenau les premiers, mais aussi Fritsch et Beck, se tenaient prêts à une action imminente contre Röhm⁵¹.

Au cours de la purge du 30 juin 1934, la tristement célèbre « Nuit des longs couteaux », furent assassinés non seulement Röhm et les principaux chefs de la SA, de même que les tenants d'une « seconde révolution », mais aussi tous ceux qui, aux yeux de Hitler, étaient susceptibles de conduire une quelconque opposition. Le chancelier profita de la même occasion pour régler de vieux comptes, en faisant exécuter tous ceux dont il n'avait pu pardonner les intrigues, en premier lieu Gregor Stasser, chef de file de la gauche nazie, le lieutenant-général Schleicher, ancien chancelier et ministre de la Reichswehr dans les derniers temps de la République de Weimar, et le major-général Ferdinand von Bredow, le bras droit de Schleicher. Au total, on comptait plus d'une centaine de victimes.

À l'issue de la « Nuit des longs couteaux », la SA fut placée sous les ordres de Lutze qui entreprit d'épurer les rangs de ses membres. En l'espace d'un an, la SA allait être réduite de plus de 40%⁵². À l'ombre de l'armée, elle n'avait plus que la mission d'assurer l'éducation politique et sportive des réservistes, ainsi que le recrutement des volontaires. En revanche, le port des armes lui était strictement interdit. La Reichswehr pouvait donc s'estimer satisfaite et encore plus Himmler qui, pour son rôle central dans la purge du 30 juin 1934, obtint l'autorisation de créer trois régiments motorisés, *Leibstandarte Adolf Hitler*, *Germania* et *Das Reich*. Hitler précisa qu'il ne s'agissait pas d'une infraction au monopole des armes, car les quatre unités motorisées de la SS ne constituaient qu'une garde prétorienne chargée de sa protection personnelle et du maintien de l'ordre intérieur. En réalité, ces régiments, à la faveur d'un État

⁴⁹ Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 144-145.

⁵⁰ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 183.

⁵¹ Fallois, *Kalkül und Illusion...*, p. 126-130, 135-136, 138-139 ; Müller, *Das Heer und Hitler...*, p. 113-118 ; Kershaw, *Hitler 1889-1936...*, p. 723-724 ; Deist, « The Rearmament... », p. 416.

⁵² Kershaw, *Hitler 1889-1936...*, p. 731.

SS de plus en plus tentaculaire, allaient constituer la base de la Waffen SS, qui devint une véritable rivale de l'armée dans les dernières années de la Deuxième Guerre mondiale⁵³.

En dépit de cela, la satisfaction du corps des officiers était manifeste. Dès le 1^{er} juillet, alors que la purge n'était pas terminée, le ministre de la Reichswehr, le général Blomberg, adressa un communiqué aux forces armées pour louer « la détermination de soldat et le courage exemplaire » dont le Führer avait fait montre, en attaquant et en écrasant les « traîtres et les mutins ». Les forces armées, ajouta-t-il, marqueraient leur reconnaissance par « le dévouement et la loyauté ». Le lendemain, le président du Reich, Hindenburg, adressa un télégramme à Hitler afin de l'assurer de sa « profonde gratitude pour son intervention résolue et la courageuse implication personnelle », qui avaient « sauvé le peuple allemand d'un grave danger »⁵⁴. C'est donc sans la moindre réserve que la Reichswehr cautionna le décret du conseil des ministres du 3 juillet, en vertu duquel les mesures prises les 30 juin, 1^{er} et 2 juillet 1934 pour combattre les tentatives de trahison envers la patrie étaient déclarées légales, pleinement justifiées par le droit de légitime défense de l'État. Elle reconnaissait ainsi à Hitler le droit d'assassiner dans l'intérêt de l'État⁵⁵.

À l'instar de ses pairs, l'officier Manstein salua l'action résolue de Hitler qui permit d'écraser la SA et d'éliminer, par le fait même, l'organisation qui non seulement déstabilisait sérieusement le régime, mais qui menaçait également les droits exclusifs de l'armée relativement au port des armes⁵⁶. Pour avoir épargné au peuple allemand une guerre civile, Hitler ne pouvait que lui inspirer le respect. Certes, Manstein fut indigné par l'assassinat de deux généraux, ce qui l'avait amené, en compagnie d'une poignée de collègues, à appuyer Fritsch dans ses démarches visant à ouvrir une enquête sur le sort de Schleicher et de Bredow. Mais Blomberg, qui se réjouissait encore de la liquidation de la SA et de l'appui donné par Hitler au pouvoir de l'armée au sein de l'État, avait refusé d'y donner suite⁵⁷. Au lieu de revenir à la charge, Manstein rejoignit alors la grande majorité du corps des officiers, entièrement occupée à sabler le champagne pour fêter la destruction de la SA. Que sa protestation contre le « paragraphe aryen » ait failli lui coûter une sanction disciplinaire qui aurait pu mettre en péril sa carrière, explique sans aucun doute son manque de détermination dans cette affaire. Ainsi, lorsque Blomberg interdit aux officiers d'assister aux obsèques de Schleicher, il ne s'en trouva qu'un seul, Hammerstein-Equord, pour désobéir, mais c'était sans grande importance. Son antipathie pour les nazis l'avait déjà conduit à quitter ses fonctions de commandant en chef de l'armée de terre, le 1^{er} février 1934. Il n'exerçait déjà plus d'influence au sein du corps des officiers⁵⁸.

⁵³ Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 42. Voir aussi Deist, « The Rearmament... », p. 524-526.

⁵⁴ Kershaw, *Hitler 1889-1936...*, p. 731-732.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 732-733.

⁵⁶ Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 144.

⁵⁷ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 183-184. Voir aussi Manstein, *Aus einem Soldatenleben...*, p. 193-197 ; Müller, *Armee und Drittes Reich...*, p. 69.

⁵⁸ Müller, *Das Heer und Hitler...*, p. 125-133.

En approuvant et en félicitant un gouvernement d'avoir perpétré un massacre sans précédent dans l'histoire allemande, au cours duquel deux de ses principaux membres, qualifiés de traîtres, avaient été assassinés de sang-froid, le corps des officiers entacha l'honneur de l'armée. En acquiesçant au meurtre brutal de deux de leurs camarades, les chefs de l'armée envoyaient un message clair au corps des officiers : la direction de l'armée se rangerait derrière le régime national-socialiste, même lorsque celui-ci prendrait des mesures contre certains membres du corps des officiers⁵⁹.

Pour la grande majorité des officiers de l'armée, le nazisme, quels que fussent ses défauts, était préférable au bolchevisme que Hitler avait réussi à présenter comme la seule autre solution. Et ce régime hitlérien leur apparaissait comme la meilleure solution pour l'Allemagne. La complicité de l'armée dans les événements du 30 juin 1934 l'avait liée encore plus étroitement à Hitler et à son régime. Mais, ce faisant, elle ouvrit grande la porte d'une extension cruciale du pouvoir de Hitler à la suite de la mort de Hindenburg, le 2 août 1934. La veille du décès du vieux feld-maréchal, le cabinet ministériel avait décidé que les fonctions de président et de chancelier du Reich seraient désormais confondues entre les mains de Hitler. Le titre de président était aboli ; Hitler serait désigné sous le titre de Führer et de chancelier du Reich. En sa qualité de ministre de la Reichswehr, Blomberg avait compté parmi les signataires de cette modification constitutionnelle. Suivant celle-ci, Hitler deviendrait automatiquement le commandant suprême des forces armées dès la mort de Hindenburg. Ainsi disparut pour la Reichswehr la possibilité d'en appeler au président du Reich et commandant suprême par-dessus la tête du gouvernement. Mais les dirigeants de la Reichswehr ne s'en soucièrent pas outre mesure. Au contraire, ils se félicitèrent du résultat du plébiscite du 19 août 1934, par lequel 89,9% de la population approuva l'octroi à Hitler de pouvoirs désormais sans limites. À l'issue de ce plébiscite, Blomberg adressa un ordre du jour à l'armée, exigeant des officiers et des soldats qu'ils s'adressent à Hitler en l'appelant *Mein Führer*⁶⁰.

En outre, les généraux Blomberg et Reichenau étaient résolus à aller davantage de l'avant. Ils voulaient tirer profit de la situation pour lier Hitler plus étroitement encore aux forces armées. C'est de leur propre initiative qu'ils rédigèrent le serment de loyauté inconditionnel à la personne du Führer, que chaque officier et soldat des forces armées dut prêter, le 2 août, lors de cérémonies organisées à travers le pays. Il se peut que Blomberg en ait discuté avec Hitler, peu avant le décès de Hindenburg. La rapidité et la coordination des cérémonies de prestation de serment à travers le pays nécessitaient manifestement des préparatifs. Reste que l'initiative vint des élites militaires et non pas de Hitler. C'est Reichenau qui dicta les termes du serment de fidélité. On ignorait simplement que le général Blomberg, en sa qualité de ministre de la Reichswehr, n'était aucunement habilité à modifier le serment prêté jusque-là à la Constitution et non pas à la personne du président⁶¹.

⁵⁹ Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 28-29.

⁶⁰ O'Neil, *The German Army...*, p. 58 ; Seaton, *The German Army...*, p. 52.

⁶¹ Heer, *Das Heer und Hitler...*, p. 134-135 ; Kershaw, *Hitler 1889-1936...*, p. 742-743 ; Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 29 ; Cooper, *The German Army...*, p. 30.

Comme tous ses camarades de la Reichswehr, le colonel Manstein prêta un serment de fidélité totalement dénué de toute ambiguïté : « Je prête devant Dieu ce serment sacré d'obéir sans condition à Adolf Hitler, Führer du Reich et du peuple allemand, commandant suprême des forces armées, et d'être prêt en brave soldat à risquer, à tout moment, ma vie pour respecter ce serment »⁶². Aux yeux de Manstein et de ses camarades officiers, le serment ne faisait que rétablir le genre de relation existant autrefois avec le Kaiser⁶³. Par ce serment de fidélité, ils se trouvaient dès lors liés à la personne du Führer, tout comme autrefois ils avaient été liés à celle de l'empereur d'Allemagne et roi de Prusse⁶⁴. Par cette manifestation personnalisée de loyauté, Blomberg et Reichenau espéraient cimenter avec Hitler des liens privilégiés qui consolideraient le rôle de l'armée comme deuxième pilier de l'État, aux côtés du parti. Évidemment, Hitler fut très heureux de cette démonstration de loyauté de la Reichswehr envers sa propre personne. Il écrivit d'ailleurs une lettre publique pour remercier Blomberg, dans laquelle il affirmait : « Compte tenu que les officiers et les soldats de la Wehrmacht se lient eux-mêmes au nouvel État par l'entremise de ma propre personne, je dois ainsi toujours considérer qu'il est de mon plus haut devoir de défendre l'existence et l'inviolabilité de la Wehrmacht dans l'accomplissement du testament de l'ancien feld-maréchal et, conformément à ma propre volonté, d'ancrer l'armée à la nation en tant que seule institution à porter les armes ». Manifestement, c'est exactement ce que Blomberg et Reichenau avaient recherché en proposant un serment de loyauté à Hitler : lier celui-ci à la Wehrmacht et vice versa⁶⁵.

« C'est au Führer du peuple allemand, non au chef du parti national-socialiste, que nous avons prêté serment sur le drapeau », faisait remarquer Blomberg⁶⁶. Le serment effaçait donc toute distinction entre la loyauté envers l'État et la loyauté envers Hitler. L'opposition devenait, de ce fait, plus difficile. Ce devait être un bon prétexte pour ceux qui, comme Manstein, hésitèrent ensuite à s'associer à une conjuration contre Hitler⁶⁷. Pourtant, ils n'avaient guère hésité lorsque vint le temps de briser leur serment de fidélité à l'égard de la République de Weimar pour en prêter immédiatement un autre à la personne du Führer⁶⁸. À vrai dire, c'était un serment qui devait plus tard poser des cas de conscience à un certain nombre d'officiers supérieurs, quand leur chef s'engagerait dans une direction dont ils savaient qu'elle ne pouvait conduire qu'à l'anéantissement de leur nation. Ce serment permettrait aussi à un nombre encore plus grand d'officiers de s'exonérer de toute responsabilité personnelle pour les crimes indicibles qu'ils

⁶² O'Neil, *The German Army...*, p. 55. Voir aussi Deutsch, *Hitler and His Generals...*, p. 19-22 ; Seaton, *The German Army...*, p. 51-52 ; Müller, *Armee und drittes Reich...*, p. 69-70 ; Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 29 ; Cooper, *The German Army...*, p. 30 ; Messerschmidt, *Die Wehrmacht...*, p. 51 ; Humble, *Hitler's Generals...*, p. 11.

⁶³ Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 153.

⁶⁴ Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie...*, p. 202-203.

⁶⁵ Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 29. Voir aussi Deutsch, *Hitler and His Generals...*, p. 22 ; Cooper, *The German Army...*, p. 32.

⁶⁶ Müller, *Das Heer und Hitler...*, p. 135.

⁶⁷ Kershaw, *Hitler 1889-1936...*, p. 743-744.

⁶⁸ Gerhard L. Weinberg, *A World at Arms. A Global History of World War II*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 481-482.

avaient perpétrés sur l'ordre d'un commandement suprême dont la véritable nature leur était apparue lors de la « Nuit des longs couteaux »⁶⁹.

La Wehrmacht et l'accélération du réarmement sous l'état-major général Fritsch-Beck-Manstein

L'accélération du réarmement, l'augmentation des effectifs du corps des officiers, l'avancement des carrières militaires, l'investissement de l'armée à titre de deuxième pilier de l'État aux côtés du parti national-socialiste et les premiers succès diplomatiques de Hitler favorisèrent l'adhésion des militaires au régime⁷⁰. Manstein, qui faisait partie du groupe des officiers supérieurs talentueux, fut donc grandement favorisé par la venue du régime hitlérien. Les investissements massifs et l'élargissement rapide des contingents accélèrent ses promotions, lui permettant ainsi de gravir rapidement les échelons de la hiérarchie militaire jusqu'au grade de feld-maréchal, en juillet 1942.

Malgré le fait qu'il ne disposait pas d'une formation d'officier d'état-major en bonne et due forme, n'ayant pu compléter ses études à la *Kriegsakademie* de Berlin, il occupa néanmoins des postes de premier plan dans l'état-major général de l'armée de terre. La rapidité de son ascension au sein de l'état-major général était, à maints égards, remarquable. Elle attestait du talent exceptionnel d'un officier qui, en 1939, ne figurait même pas dans la liste des 50 plus haut-gradés de l'armée allemande⁷¹.

Le 1^{er} juillet 1935, il était nommé chef de la branche opérationnelle de l'état-major général de l'armée de terre, un poste particulièrement prestigieux en raison de ses responsabilités. Le 1^{er} octobre 1936, il était promu au rang de major-général et, cinq jours plus tard, au poste de premier quartier-maître ou de chef de la section logistique, ce qui faisait de lui le sous-chef de l'état-major général de l'armée. Dans ses nouvelles fonctions, il était appelé à devenir le successeur du général Beck qui, en sa qualité de chef de l'état-major général de l'armée, n'était subordonné qu'au colonel-général Fritsch, le commandant en chef de l'armée⁷². En tant que sous-chef de l'état-major général, Manstein supervisait, outre le département des opérations de l'état-major général de l'armée, ceux de l'organisation, des forteresses, de la cartographie et du génie. De temps à autre, le suppléant du chef de l'état-major général organisait des *Kriegsspiele*, avec les différents groupes d'armées. Le major-général Manstein conserva ce poste-clef jusqu'au 4 février 1938, soit pendant une période importante durant laquelle le III^e Reich mit en lambeaux le traité de Versailles, en procédant à un réarmement accéléré, en réintroduisant le service militaire obligatoire et en remilitarisant la Rhénanie, parachevant ainsi la reconquête de la souveraineté nationale.

⁶⁹ Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 249.

⁷⁰ À titre d'exemple, le corps des officiers vit ses rangs croître de 3 724, en mai 1932, à 21 793, en octobre 1938. Bernhard R. Kroener, « Auf dem Weg zu einer "nationalsozialistischen Volksarmee". Die soziale Öffnung des Heeresoffizierkorps im Zweiten Weltkrieg », dans Martin Broszat, Klaus-Dietmar Henke et Hans Woller (dir.), *Von Stalingrad zur Währungsreform. Zur Sozialgeschichte des Umbruchs in Deutschland*, Munich, R. Oldenbourg Verlag, 1988, p. 652.

⁷¹ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 27-28.

⁷² Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 145 ; Syring, « Erich von Manstein... », p. 331 ; Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 233 ; Carver, « Manstein... », p. 225 ; Mellenthin, *German Generals...*, p. 22-23.

Contrairement à ce que prétendirent Manstein et d'autres généraux allemands après la guerre, il n'est pas vrai que les élites militaires allemandes n'ont cherché à développer qu'une armée de nature défensive⁷³. On a vu qu'elles avaient procédé à un réarmement secret dès le début des années vingt, dans l'intention de développer les potentialités de l'armée qui lui permettraient de redevenir l'ancienne armée impériale, et qu'elles avaient élaboré un plan pour la levée d'une armée qui serait plus grande encore que celle qui servit sous le Kaiser avant la Grande Guerre, et ce, au moment de l'occupation de la Ruhr par les troupes franco-belges, en 1923. Au tournant des années trente, les modifications de la conjoncture politique permirent de passer à la réalisation des virtualités mises en place par Seeckt, avec notamment le départ de la Commission militaire interalliée de contrôle du désarmement, en janvier 1927, et l'obtention, en décembre 1932, de l'égalité des droits à la Conférence du désarmement. Au printemps 1932, soit avant même la prise du pouvoir par Hitler, le ministre de la Reichswehr, l'ancien lieutenant-général Schleicher, mit au point un plan de transformation de l'armée allemande en cinq ans à partir du 1^{er} avril 1933, le plan *Umbau*. Approuvé par le lieutenant-général Hammerstein-Equord, alors commandant en chef de l'armée de terre, ce plan de mobilisation prévoyait de porter l'armée allemande de 7 à 21 divisions (de 100 000 à 300 000 hommes), ainsi que l'avait proposé Manstein du temps qu'il était à la tête du Groupe 1 du *Truppenamt*, et même de former des unités dotées d'un matériel interdit par le traité de Versailles (artillerie lourde, batteries antichars, bataillons de chars, etc.). Sans que le Reich eût dénoncé les clauses militaires du traité de paix, l'armée allemande était donc sortie des entraves que lui imposait la défaite.

Avec l'arrivée au pouvoir de Hitler et alors que Blomberg était le ministre de la Reichswehr, on assista à un changement de rythme dans la réalisation du plan *Umbau*. Il va sans dire que l'armement et la politique extérieure s'inscrivaient, dès le début, dans une logique militaire expansionniste acceptée sans aucune réserve par l'ensemble des généraux, y compris Manstein. Hitler et les haut-gradés de l'armée étaient en parfait accord sur les moyens à mettre en œuvre : la création et l'utilisation de la puissance militaire. Mais, contrairement à une légende apologétique, née après la Deuxième Guerre mondiale, la composition et l'importance de l'armement ne furent pas dictées par Hitler à ses chefs militaires. Le réarmement fut conçu et réalisé par l'état-major général de l'armée de terre, au sein duquel Manstein exerça des fonctions de la plus haute importance durant trois années déterminantes, de 1935 à 1938.

Les premiers pas vers une politique de puissance militaire furent entrepris en collaboration avec le commandement militaire, notamment dans le cadre du départ de l'Allemagne de la Conférence sur le désarmement à Genève et de la Société des Nations, le 14 octobre 1933. Dès l'instauration du régime national-socialiste, les généraux préconisèrent une politique de réarmement rapide, de grande envergure et non limitée par des accords. Une politique militaire unilatérale et autonome, telle fut la voie prônée en tout temps par le groupe des officiers supérieurs de l'armée autour du général Blomberg. Évidemment, ils ne voulaient ni d'une « armée de la SDN », ni d'une milice, mais d'une armée nationale, basée sur le service

⁷³ Messerschmidt, « Forward Defense... », p. 384.

militaire, qui ne serait soumise à aucun règlement limitatif par des traités internationaux. Une puissance militaire offensive était l'instrument essentiel pour la réalisation d'une politique révisionniste d'hégémonie en Europe⁷⁴.

Faut-il s'étonner que Blomberg, en sa qualité de ministre de la Reichswehr, se soit chargé de faire pression sur un Hitler hésitant pour qu'il se retire de la Conférence sur le désarmement à Genève et de la SDN, en octobre 1933, lorsque les généraux se mirent à craindre qu'un compromis en matière de limitation d'armement pût surgir à tout moment, ce qui aurait alors empêché l'Allemagne de réarmer à outrance ? Pour les militaires, une accélération du réarmement était essentielle afin que l'Allemagne pût se trouver en position de préparer et de conduire une guerre de conquête dans les plus brefs délais. Cela importait d'autant plus que, selon eux, un conflit majeur en Europe était de toute façon inévitable dans un avenir rapproché⁷⁵.

À la faveur du coup d'éclat du mois d'octobre 1933, les militaires, en accord avec la direction politique, purent amender le plan *Umbau*. Le 18 décembre 1933 était adopté un nouveau programme de réarmement qui ambitionnait de porter en 1939, donc en moins de six ans, les effectifs mobilisables de l'armée à 36 divisions en temps de paix et à 63 divisions en cas de guerre. Le réarmement, déjà commencé clandestinement durant la République de Weimar, devait être accéléré encore davantage afin de créer rapidement un instrument de puissance si important qu'une éventuelle intervention d'autres puissances entraînerait pour elles des risques incalculables. À la même époque, pour accentuer l'expansion de l'armée, les chefs militaires demandaient à Hitler d'introduire la conscription et de remilitariser la Rhénanie aussitôt que la situation internationale le permettrait⁷⁶.

Au printemps 1935, la conjoncture diplomatique aidant, l'Allemagne passa du réarmement clandestin au réarmement ouvert. À cette époque, son réarmement était déjà fort avancé. Après le retour de la Sarre au Reich, le 13 janvier 1935, à la suite d'un plébiscite au cours duquel 90% des habitants avaient voté pour le rattachement à l'Allemagne, s'évanouissait une menace de rétorsion de la part de la France. Comme Hitler l'avait prévu, les puissances occidentales se bornèrent à protester, sans prendre aucune mesure.

Le 10 mars 1935, Göring, le ministre de l'Air, annonça que le Reich allemand disposait désormais d'une aviation de guerre, la Luftwaffe. Puis, le 16 mars 1935, répudiant officiellement les clauses militaires du traité de Versailles, Hitler promulgua une loi sur la reconstruction de l'armée qui comportait trois points : 1) le service militaire obligatoire était rétabli ; 2) l'armée comprenait en temps de paix 36 divisions ; 3) une autre loi devait réorganiser la nouvelle armée. Cette dernière, publiée le 21 mai 1935,

⁷⁴ Müller, « Le réarmement allemand... », p. 63-64.

⁷⁵ Michael Geyer, « The Dynamics of Military Revisionism in the Interwar Years. Military Politics between Rearmament and Diplomacy », dans Wilhelm Deist (dir.), *The German Military in the Age of Total War*, Leamington spa, Berg, 1985, p. 109-110 et 121 ; Deist, *The Wehrmacht...*, p. 22-23 ; Deist, « The Rearmament... », p. 402-404.

⁷⁶ Kershaw, *Hitler 1889-1936...*, p. 775-776 ; Müller, « Le réarmement allemand... », p. 66-67 ; Deist, « The Rearmament... », p. 416-423.

abandonnait le terme de Reichswehr, qui avait servi à désigner une force de protection, pour celui de Wehrmacht, c'est-à-dire de forces armées, quoique ce dernier terme eût été largement répandu dans les cercles politiques et militaires du Reich depuis quelque temps. Le Führer justifia sa décision par les mesures de réarmement des autres États, au mépris des offres allemandes de désarmement sur un pied d'égalité, faisant ainsi allusion à la décision du gouvernement français de porter à deux ans la durée du service militaire qu'il interprétait comme une menace à la sécurité du Reich. Presque simultanément, encore en infraction aux clauses du traité de Versailles, Hitler annonça le rétablissement de l'état-major général de l'armée, ainsi que de la prestigieuse *Kriegsakademie* de Berlin, fondée par le général et grand réformateur de l'armée prussienne Gerhard von Scharnhorst, en 1810. Et, en juin 1935, il annonça la conclusion d'un traité naval avec la Grande-Bretagne permettant à l'Allemagne de se doter d'une flotte de guerre, la *Kriegsmarine*, équivalente à 35% de la Royal Navy.

Toutes ces mesures pour liquider le traité de Versailles, effacer la honte de la défaite et rétablir la position militaire de l'Allemagne, furent louées par les officiers supérieurs. Quant à la population allemande, l'humeur de la grande majorité tourna à l'euphorie lorsqu'il apparut que les puissances occidentales ne feraient rien. Le sentiment général qui prévalait était que le Reich avait le droit de réarmer puisque la France n'avait rien fait pour désarmer. Le Führer y gagna un immense prestige, d'autant plus qu'il avait réalisé ce que les autres n'avaient pas su faire en quatorze ans. Son cran et son audace étaient admirés par la population, et sa popularité monta en flèche. Le corps des officiers, auquel Manstein était bien intégré, ne faisait pas exception à la règle. Pour les militaires, Hitler incarnait les succès, les réalisations spectaculaires du régime. En moins de trois ans, c'est du moins ce que proclamait la propagande et croyait la majorité de la population, Hitler avait organisé la reprise économique, éliminé le fléau du chômage et rétabli l'ordre intérieur. Des généraux comme Manstein ne pouvaient que se montrer reconnaissants envers leur Führer pour avoir brisé les chaînes de Versailles, rendu à l'armée sa fierté et fait à nouveau de l'Allemagne une force avec laquelle il fallait compter sur la scène internationale. S'il n'y avait rien de particulièrement nazi dans ses succès et réalisations, tout patriote allemand pouvait néanmoins y trouver quelque chose à admirer⁷⁷

Sous l'autorité du Führer, la Wehrmacht, cette armée nationale recrutée par conscription, était dirigée par le colonel-général Blomberg, qui cumulait les fonctions de ministre de la Guerre et de commandant en chef des forces armées. Il n'était subordonné qu'au Führer et chancelier du Reich qui, par ses fonctions de chef d'État, était le commandant suprême. L'armée de terre, quant à elle, se trouvait toujours sous le commandement du colonel-général Fritsch, tandis que l'état-major général, tout nouvellement restauré, était dirigé par le général Beck, flanqué du major-général Manstein, à titre de chef du bureau des opérations, puis de suppléant du chef de l'état-major général, à partir du 6 octobre 1936.

⁷⁷ Kershaw, *Hitler 1889-1936...*, p. 780-781 et 813.

Le remplacement de la petite Reichswehr par la Wehrmacht et le rétablissement du service militaire obligatoire, qui conduisit à l'incorporation de 650 000 hommes, à l'automne 1935, et de 1 200 000, en 1936, s'effectuèrent, dans une large mesure, sous la supervision de Manstein et de ses supérieurs immédiats, Fritsch et Beck. Ces trois hommes étaient d'ardents défenseurs de la nouvelle politique militaire, tout à fait partisans du réarmement accéléré, sans souci des réactions extérieures qu'il incombait aux diplomates d'éviter⁷⁸. Dès décembre 1935, ils abandonnaient le concept de « défense stratégique » du plan *Umbau* à la faveur d'un concept de « défense offensive ». L'objectif était on ne peut plus clairement défini : renforcer les capacités militaires offensives de l'armée allemande⁷⁹. En juin 1936, après avoir porté le service militaire d'un à deux ans, ils prévoyaient être en mesure de mobiliser une armée de 2 680 936 hommes, en 1937-1938. Selon leurs estimations, le total des effectifs des forces armées devait s'élever, en 1940, à 3 612 673 hommes. À l'automne 1939, la Wehrmacht devait compter dans ses rangs 2 758 000 hommes, répartis en 102 divisions, soit des effectifs largement supérieurs à ceux de l'armée du Kaiser qui, à l'été 1914, comptait dans ses rangs 2 147 000 d'hommes répartis en 87 divisions. Et, au 1^{er} octobre 1939, cette puissante machine militaire devait se tenir prête à passer à l'action, car son seul objet était de conduire une guerre d'agression⁸⁰.

Évidemment, un tel programme de réarmement accéléré exerçait une pression extrême sur les ressources économiques du Reich. Les dépenses d'armement représentaient environ un quart des investissements publics en 1933 et près des trois quarts en 1938. L'Allemagne se trouvait confrontée à la possibilité de ne plus pouvoir suivre à long terme cette course générale aux armements qu'elle avait elle-même mise en route. En août 1936, le major-général Friedrich Fromm, chef du département général de l'armée de terre, attirait l'attention du général Fritsch sur le dilemme qui allait apparaître : « À partir de 1940, les dépenses militaires auront atteint des sommes telles qu'une armée de cette importance, prête à intervenir à tout moment, ne pourra plus être entretenue par l'Allemagne. Il faudra ou bien démanteler cette armée prête pour la guerre – ce qui révélerait l'aspect insensé de toute cette entreprise – ou bien ne pas tarder à utiliser la Wehrmacht après cette période »⁸¹. Mais l'état-major général de l'armée de terre, dans lequel Manstein occupait des fonctions de première importance, refusait catégoriquement de ralentir le réarmement, notamment en raison de la détérioration de la situation internationale, conséquence de sa propre politique qui avait incité les puissances occidentales à prendre des contre-mesures à long terme, c'est-à-dire à entamer leur propre réarmement. La seule issue qui s'offrait alors était d'utiliser la Wehrmacht prématurément⁸². D'ailleurs, le mémorandum du Führer concernant le « plan de quatre ans »,

⁷⁸ Müller, « Le réarmement allemand... », p. 72-73 ; Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 22-23.

⁷⁹ Deist, « The Rearmament... », p. 434-435.

⁸⁰ Deist, « The Rearmament... », p. 438-439 et 454 ; Messerschmidt, « Forward Defense... », p. 384 ; Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 30.

⁸¹ Müller, « Le réarmement allemand... », p. 76. Voir aussi Müller, « Deutsche Militär-Elite... », p. 267-268 ; Messerschmidt, « Forward Defense... », p. 384 ; Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 32 ; O'Neil, *The German Army...*, p. 92-93 ; Deist, *The Wehrmacht...*, p. 46-49.

⁸² Müller, « Deutsche Militär-Elite... », p. 270 ; Deist, *The Wehrmacht...*, p. 46.

rendu public à ce moment-là, devait être considéré en rapport avec ce dilemme que l'on percevait nettement au commandement de la Wehrmacht. Dans ce mémorandum, Hitler demanda que l'économie et la Wehrmacht fussent prêtes pour une guerre d'ici quatre ans⁸³.

À cet effet, sous la direction de Fritsch, de Beck et de Manstein, l'armée de terre adopta une nouvelle stratégie pour réhabiliter la guerre de mouvement opérationnelle : celle de l'engagement concentré de l'arme blindée et des forces aériennes selon les théories du major-général Heinz Guderian. Créateur de l'arme blindée allemande, Guderian prônait l'emploi des chars en formation massive dans le cadre de divisions blindées ou de Panzer (les *Panzerdivisionen*), soutenus directement par des unités aériennes. L'objectif était de prendre l'ennemi d'assaut, après avoir exploité l'effet de surprise, en engageant des troupes rapides, mécanisées et appuyées par l'armée de l'air. L'encercllement des armées adverses par des opérations d'enveloppement de grande envergure devait aboutir à une victoire décisive et rapide. Dans ce concept de la conduite des opérations, basé sur le mouvement et fondé sur la rapidité et la surprise, la rupture du front et son exploitation étaient ainsi confiées aux divisions de Panzer et aux escadrilles de la Luftwaffe, tandis que l'occupation du terrain revenait aux divisions d'infanterie. Indice de cette stratégie nouvelle, Fritsch, Beck et Manstein ajoutèrent aux 36 divisions classiques 3 divisions blindées dont le rôle était de servir de fer de lance aux offensives. Commandée par ces trois généraux, l'armée de terre se situait donc d'emblée dans le cadre d'une stratégie offensive et motorisée⁸⁴.

Dans le deuxième tome de ses mémoires, Manstein accordait à Guderian tout le crédit de la création et du développement des divisions de Panzer, mais il réfutait son accusation selon laquelle l'état-major général de l'armée de terre se serait initialement montré réticent à l'égard de sa doctrine de l'arme blindée. Selon Manstein, l'état-major général était accablé par la planification du réarmement et la question de l'arme blindée en était seulement une parmi d'autres qui se posaient à la direction militaire à cette époque. Compte tenu qu'elle n'avait pas encore véritablement fait ses preuves, aller de l'avant avec cette nouvelle arme comportait des risques, d'autant plus qu'elle était très dispendieuse, en requérant énormément de minerai de fer pour sa fabrication et en consommant de grandes quantités d'essence lors des manœuvres. L'état-major général en permit néanmoins le développement, en lui consacrant d'énormes ressources, et ce, sans pour autant négliger l'expérimentation d'autres armes⁸⁵.

À cet égard, Manstein apporta une contribution personnelle importante au développement des armes, en proposant, en 1935, le concept du « canon d'assaut » (*Sturmgeschütz*), un véhicule blindé sur chenilles doté d'un canon d'artillerie à courte portée de 75 mm tirant des obus à haute charge explosive et devant apporter un soutien direct et étroit à l'infanterie. À la différence du char d'assaut

⁸³ Müller, « Le réarmement allemand... », p. 76.

⁸⁴ Williamson Murray, « German Army Doctrine, 1918-1939, and the Post-1945 Theory of "Blitzkrieg Strategy" », dans Carole Fink, Isabel V. Hull et MacGregor Knox (dir.), *German Nationalism and the European Response, 1890-1945*, Norman, University of Oklahoma Press, 1985, p. 79-82 ; Deist, « The Rearmament... », p. 431-437.

⁸⁵ Guderian, *Panzer Leader...*, p. 21-22 ; Manstein, *Aus einem Soldatenleben...*, p. 240-243. Voir aussi Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 233.

ne possédait pas de tourelle. Ayant en mémoire les batailles sanglantes du front de l'Ouest de la Grande Guerre, Manstein était déterminé à rétablir la mobilité de l'infanterie, qui constituait le gros de l'armée allemande, en lui apportant un soutien blindé, nécessaire pour vaincre le feu de l'artillerie ou des mitrailleuses de l'ennemi. Ces véhicules blindés devaient se déplacer en étroite liaison avec l'infanterie d'assaut et engager le combat contre des unités ennemies d'infanterie, de mitrailleurs, d'artillerie ou de chars. Ils pouvaient ainsi procurer une couverture immédiate à l'infanterie par un feu qui accroissait celui de l'artillerie de campagne.

Initialement, l'idée de Manstein reçut un accueil plutôt froid de la part du commandant en chef de l'armée de terre et de son chef d'état-major général, tous deux des hommes qui provenaient de l'artillerie. De plus, l'arme blindée et l'artillerie antichars voyaient dans le canon d'assaut un concurrent potentiel, autant sur le plan du matériel que sur celui des fonds. L'infanterie, pour sa part, se montrait en faveur de cette nouvelle arme, mais tenait à avoir la main sur celle-ci. Finalement, Manstein parvint à rallier à sa cause Fritsch et Beck, qui firent du canon d'assaut une branche de l'artillerie. Le canon d'assaut s'avéra un tel succès qu'il détruisit, pendant la guerre 1939-1945, quelque 20 000 chars ennemis, incitant ainsi l'Armée rouge à le copier et à l'introduire en grand nombre dans ses rangs après 1943⁸⁶.

La remilitarisation de la Rhénanie et les plans de concentration de Manstein

En sa qualité de chef du bureau des opérations de l'état-major général, Manstein rédigea les ordres pour faire entrer des troupes de la Wehrmacht dans la zone démilitarisée de la Rhénanie. Le traité de Versailles avait interdit au Reich d'ériger des fortifications, de stationner des troupes ou d'entreprendre des préparatifs militaires sur la rive gauche du Rhin et dans une bande 50 de kilomètres de large sur la rive droite. Signé par l'Allemagne, le pacte de Locarno de 1925 avait confirmé par la suite le statut de la Rhénanie démilitarisée. En agissant de manière unilatérale, non seulement l'Allemagne bafouerait des traités internationaux, mais elle menacerait la base même de la sécurité occidentale que ces clauses s'étaient efforcées d'instaurer. Dans une perspective nationaliste allemande, le statut de la Rhénanie n'en était pas moins intolérable. Pour l'armée, la réoccupation et la remilitarisation de la Rhénanie étaient un élément essentiel des plans de réarmement mis en place en décembre 1933 et de la défense sur le front occidentale⁸⁷. C'est ainsi que, le 7 mars 1936, Hitler rétablit la souveraineté pleine et entière du Reich dans la zone démilitarisée de la Rhénanie. Pour justifier cette opération allant à l'encontre de traités internationaux, Hitler s'était saisi du prétexte de la ratification par la Chambre des députés à Paris du pacte franco-soviétique de 1935, jugé contraire à l'esprit de Locarno.

⁸⁶ Manstein, *Aus einem Soldatenleben...*, p. 243-250 ; Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 233-224 ; Seaton, *The German Army...*, p. 167-168 ; Carver, « Manstein... », p. 225-226 ; Cooper, *The German Army...*, p. 277-278.

⁸⁷ Deist, « The Rearmament... », p. 429-430.

Contrairement à une opinion parfois émise dans l'historiographie, l'opération ordonnée par Hitler ne s'effectua pas contre la volonté des dirigeants militaires. Ceux-ci avaient été informés des intentions du Führer de remilitariser la Rhénanie plusieurs semaines auparavant. Pour des raisons logistiques et par crainte d'une réaction instantanée et brutale de la France, ils avaient simplement insisté pour que la réoccupation prît au départ une allure symbolique et fut limitée à trois bataillons. Le débit des ponts ferroviaires sur le Rhin ne permettait pas un transfert rapide d'effectifs importants de l'armée allemande sur la rive gauche du fleuve. La force dépêchée par Manstein dans la zone démilitarisée ne comptait pas plus de 30 000 soldats de métier. À peine 3 000 hommes devaient s'enfoncer au cœur de la zone, les autres ayant pris position sur la rive est du Rhin. Les troupes avancées devaient être prêtes, dans l'éventualité d'un affrontement avec les Français, à se retirer et à mener des combats retardateurs, avant de livrer bataille derrière le Rhin⁸⁸. Même s'il s'agissait d'un énorme coup de poker et d'une atteinte extrêmement grave à la dernière garantie de sécurité collective de la France, ses dirigeants se contentèrent d'émettre une protestation par l'intermédiaire de la SDN. Ce n'en était pas moins la fin du traité de Versailles et du pacte de Locarno⁸⁹.

« Au bout de trois ans, il me semble aujourd'hui que la lutte pour l'égalité des droits de l'Allemagne peut-être considérée comme terminée »⁹⁰. Ce sont là les mots de Hitler prononcés à la Chancellerie du Reich, le 7 mars 1936, alors que les troupes allemandes, défiant les démocraties occidentales, pénétraient sur le territoire de la Rhénanie démilitarisée selon le plan d'opérations de Manstein. Même si le corps des officiers et, en particulier, Manstein lui-même, faisaient souvent la moue devant les parvenus qui dirigeaient maintenant le Reich, la Wehrmacht avait moins de raisons que quiconque d'être insatisfaite⁹¹. Les tensions avec la SA qui avaient préoccupé non seulement les chefs militaires, mais aussi la plupart des officiers de haut-rang, comme Manstein, dans la première année du régime national-socialiste, appartenaient de longue date au passé. L'assassinat politique de deux généraux, Schleicher et Bredow, au cours de la sinistre « Nuit des longs couteaux », leur était apparu comme un prix modeste à payer pour l'élimination de la menace que représentaient le chef de la SA, Ernst Röhm, et ses acolytes.

Parallèlement, Hitler les avait appuyés sans réserve dans l'objectif caressé depuis le début des années vingt de reconstruire une puissante Wehrmacht qui serait en mesure de récupérer les territoires perdus et d'asseoir la domination allemande en Europe⁹². En mars 1935, les officiers s'étaient félicités du rétablissement de la conscription, dans le cadre d'une armée fortement accrue et qui comptait 36 divisions en temps de paix, malgré l'interdiction du traité de Versailles. Conformément à la promesse que Hitler avait faite aux dirigeants de l'armée, en février 1933, le réarmement se poursuivait à un rythme accéléré.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 430-431 ; Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 29.

⁸⁹ Kershaw, *Hitler 1889-1936...*, p. 825-835.

⁹⁰ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 21.

⁹¹ Carver, « Manstein... », p. 223.

⁹² Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generäle...*, p. 11-14.

Avec la remilitarisation de la Rhénanie, qui mettait fin à la dernière entrave imposée à la souveraineté militaire de l'Allemagne par le traité de Versailles, il avait ensuite réalisé un désir cher aux chefs de l'armée bien avant qu'ils n'en eussent envisagé la possibilité. Décidément, il faisait tout ce qu'ils souhaitaient le voir faire, et même plus encore. Pour cette raison, ils n'avaient guère de raisons de se plaindre⁹³.

Quelques semaines après la remilitarisation de la Rhénanie, à la demande du général Beck, le major-général Manstein travailla sur des plans pour passer des 36 divisions envisagées, en mars 1935, lors du rétablissement du service militaire, à 41 divisions. Les projections élaborées par l'état-major général de l'armée de terre prévoyaient, en 1940, une armée plus importante que ne le fût l'armée de guerre du Kaiser, en 1914. Contrairement à une opinion généralement admise, les chefs de l'armée ne réagissaient pas à des pressions de Hitler. Ils suivaient leur propre ordre du jour. Ils savaient parfaitement que leur ambitieux réarmement coïncidait avec les objectifs politiques de Hitler. En pourvoyant à la puissance militaire de l'Allemagne par une accélération rapide et massive du programme d'armements, et ce, sans prêter la moindre considération aux conséquences inévitablement néfastes pour l'économie, le feld-maréchal Blomberg, ministre de la Guerre, le colonel-général Fritsch, commandant en chef de l'armée de terre, le colonel-général Beck, son chef d'état-major général, et le major-général Manstein, son sous-chef d'état-major général, ouvraient manifestement la voie à l'expansionnisme ultérieur⁹⁴.

Dans la perspective d'une guerre prochaine, Manstein, en sa qualité de chef de la section logistique de l'état-major général, s'attela à la conception de plans de concentration basés sur le rééquipement des forces armées de 1936. En effet, au début de l'été 1937, Blomberg avait donné aux commandants en chef des trois armes des indications sur les événements à venir et sur les préparatifs nécessaires pour y faire face dans une directive qui se lisait comme suit : « La situation politique en général justifie la supposition selon laquelle l'Allemagne n'a aucune attaque à redouter, de quelque côté que ce soit ». Ni les puissances occidentales, ni la Russie bolchevique, ajoutait le ministre de la Guerre et commandant en chef des forces armées, ne désiraient la guerre et elles n'y étaient d'ailleurs pas préparées. Puis, cette directive se poursuivait ainsi :

« Néanmoins, la situation mondiale, politiquement instable, qui n'exclut pas des incidents imprévus, oblige les forces armées allemandes à poursuivre sans répit leur préparation à la guerre, afin de rendre possible l'exploitation militaire d'occasions politiques favorables, au cas où il en surviendrait. Les préparatifs des forces armées en vue d'une guerre possible, au cours de la période de mobilisation 1937-1938, doivent être poursuivis dans cet esprit »⁹⁵.

Quelle était donc cette guerre possible, puisque le Reich n'avait pas à redouter d'attaque ? Blomberg précisait deux éventualités de guerre qui pouvaient se présenter, en vue desquelles des plans furent établis par Manstein relativement au déploiement des troupes de l'armée de terre.

⁹³ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 25.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 49-50.

⁹⁵ Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 332-333. Voir aussi Cooper, *The German Army...*, p. 50-51.

Le premier plan de Manstein, nommé « plan rouge » (*Fall Rot*), concernait la concentration stratégique des troupes allemandes dans l'éventualité d'une guerre sur deux fronts, les combats les plus importants ayant lieu à l'Ouest. Dans ce plan de nature purement défensive, on supposait que les Français pourraient lancer contre le Reich une attaque surprise, ce qui obligerait les Allemands à employer le gros de leurs forces à l'Ouest. Le deuxième plan de concentration stratégique de Manstein fut également élaboré dans la perspective d'une guerre sur deux fronts, mais, cette fois-ci, avec une lutte principale engagée dans le sud-est du continent européen, à la suite d'une attaque surprise de l'Allemagne contre la Tchécoslovaquie, afin de parer l'attaque imminente d'une coalition ennemie supérieure en nombre. Dans cette contingence, le « plan vert » (*Fall Grün*) envisageait donc l'utilisation du gros des forces allemandes contre la Tchécoslovaquie, dans l'intention d'éliminer toute possibilité de menaces sur les arrières du Reich durant une bataille décisive ultérieure contre l'armée française. Il était précisé que les conditions nécessaires pour justifier une action préventive contre la Tchécoslovaquie, autant au point de vue politique que du droit international, devaient être créées à l'avance. À la demande de Blomberg, des préparatifs furent aussi entrepris pour prévenir la restauration de la monarchie en Autriche par une marche sur Vienne. Ce plan de mobilisation, auquel participa Manstein, était le « plan Otto » (*Fall Otto*), du nom de l'héritier des Habsbourg, légitime prétendant au trône⁹⁶.

Le remaniement du haut commandement de la Wehrmacht : la fin d'un rêve pour Manstein

En 1938, commença la phase de réalisation des objectifs du Reich en tant que grande puissance mondiale à la recherche de l'hégémonie sur le continent européen. Si la décision de réaliser par la guerre ces objectifs expansionnistes était implicite dès l'origine du réarmement, elle fut néanmoins prise explicitement le 5 novembre 1937, lors d'une réunion secrète tenue à la Chancellerie du Reich à Berlin, et dont le contenu fut connu ensuite par le rapport de l'officier d'ordonnance du Führer, le colonel Friedrich Hoßbach. En présence du feld-maréchal Blomberg, ministre de la Guerre et commandant en chef des forces armées, du colonel-général Fritsch, commandant en chef de l'armée de terre, de l'amiral Raeder, commandant en chef de la Kriegsmarine, du colonel-général Göring, commandant en chef de la Luftwaffe, du ministre des Affaires étrangères du Reich, Konstantin von Neurath, et du colonel Hoßbach, son aide de camp militaire, Hitler avait révélé son intention d'entreprendre prochainement la conquête d'un espace vital à l'Est, en commençant d'abord par l'annexion de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie. Manstein dut être informé des propos du Führer par Fritsch ou bien par Beck, qui reçut, quelques jours plus tard, une copie des minutes de la réunion secrète par Hoßbach, ou encore par Blomberg qui, à peu près au même moment, se chargea de transmettre les souhaits de Hitler aux échelons supérieurs de la Wehrmacht⁹⁷.

⁹⁶ Mellenthin, *German Generals...*, p. 23 ; Deist, « The Rearmament... », p. 529 ; Cooper, *The German Army...*, p. 51-52.

⁹⁷ Klaus-Jürgen Müller, *General Ludwig Beck. Studien und Dokumente zur politisch-militärischen Vorstellungswelt und Tätigkeit des Generalstabschefs des deutschen Heeres 1933-1938*, Boppard, Harald Boldt, 1980, p. 249-253 ; Deutsch, *Hitler and his*

L'exposé du Führer alarma Blomberg, Fritsch et Neurath. Ce n'était pas l'objectif de l'expansion territoriale qui les préoccupait. Sur ce point, il n'y avait aucun désaccord avec Hitler. Son interprétation raciale bien connue d'un espace vital avait une tonalité propre, mais elle s'accordait parfaitement avec les intérêts militaro-stratégiques pour la suprématie de l'Allemagne en Europe centrale et orientale. L'annexion de l'Autriche et la destruction de la Tchécoslovaquie n'étaient pas faites non plus pour les consterner. Même Beck, qui critiqua vivement les propos de son Führer lorsqu'il en lut le compte rendu, quelques jours plus tard, ne contestait pas l'opportunité d'absorber l'Autriche et de liquider la Tchécoslovaquie, si l'occasion se présentait. Et encore moins Manstein, comme allait le démontrer son attitude belliqueuse au moment de la crise des Sudètes. En fait, ce qui heurtait Blomberg, Fritsch, Neurath et Beck, c'était la perspective d'un usage prématuré de la force et le danger que le Reich ne se laissât entraîner dans une guerre avec la Grande-Bretagne et la France⁹⁸.

Les craintes de ces personnalités de premier plan du Reich furent balayées lorsque Hitler, en février 1938, procéda à un remaniement du haut commandement de la Wehrmacht qui ne fut pas sans conséquence pour la suite de la carrière de Manstein en tant qu'officier d'état-major général de l'armée de terre. Alors que le feld-maréchal Blomberg venait de se remarier avec une secrétaire du ministère de la Guerre, un rapport précisait que la jeune femme était bien connue des services de police et fichée de longue date comme prostituée. Au même moment, sur la foi d'un témoignage en apparence irréfutable, le colonel-général Fritsch était accusé d'homosexualité, à la plus grande indignation de Manstein qui lui vouait un immense respect et le considérait comme « un homme d'une grande compétence qui, par son esprit clairvoyant, sa conduite de soldat et son esprit de camaraderie, avait gagné le cœur de la troupe »⁹⁹.

Si le premier rapport était exact, le second reposait sur un témoignage qui n'allait pas tarder à s'effondrer. Ce double scandale posait néanmoins aux dirigeants nazis un problème de relations publiques de première importance qui contraignit les deux chefs militaires à se retirer officiellement pour des raisons de santé. Ainsi, contrairement à une idée largement reçue suivant laquelle le renvoi de Blomberg et de Fritsch serait une conséquence des objections adressées à Hitler, lors de la réunion du 5 novembre 1937, et rapportées par Hoßbach, tout indique plutôt que les deux hauts chefs militaires auraient été destitués afin d'éviter que la révélation de leur histoire respective ne portât gravement atteinte au prestige du régime¹⁰⁰.

L'union du grand chef de l'armée allemande et d'une jeune femme issue du peuple et, de surcroît, fichée comme prostituée, provoquait l'indignation du très hautain et aristocratique corps des officiers qui exigeait sa démission. Dans cette affaire, le corps des officiers était d'accord avec Hitler sur la nécessité

Generals..., p. 59-69 ; Karl-Heinz Janßen et Fritz Tobias, *Der Sturz der Generäle : Hitler und die Blomberg-Fritsch-Krise 1938*, Munich, Beck, 1994, p. 9-12 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 108-109. Appelé à témoigner au procès de Nuremberg, Manstein déclara, sans toutefois parvenir à convaincre l'auditoire, n'avoir rien su de la conférence du 5 novembre 1937. TMIN, tome XX, p. 645.

⁹⁸ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 108-109. Voir aussi Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 38 ; Janßen et Tobias, *Der Sturz der Generäle...*, p. 13-20.

⁹⁹ Manstein, *Aus einem Soldatenleben...*, p. 281.

¹⁰⁰ Janßen et Tobias, *Der Sturz der Generäle...*, p. 9, 20-21 et 90 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945*, p. 110-124.

que Blomberg démissionnât de son poste et quittât la Wehrmacht. Le chef d'état-major général, le colonel-général Beck, affirmait que le corps des officiers « ne pouvait pas tolérer que le plus haut dignitaire de l'armée eût épousé une catin ». Tandis que certains généraux demandaient à Blomberg de répudier sa femme pour l'honneur du corps des officiers, d'autres allaient même jusqu'à lui conseiller de se suicider. Malgré la catastrophe qui le frappait, le feld-maréchal avait gardé le goût de la vie et était manifestement toujours amoureux de sa femme, en dépit de ce qui s'était passé. Quant aux fausses accusations d'homosexualité concernant Fritsch, elles atterraient le corps des officiers au point qu'il demandât que l'ancien commandant en chef pût se disculper devant un tribunal militaire¹⁰¹.

Afin de masquer toute cette histoire derrière un rideau de fumée, Hitler restructura entièrement la direction de la Wehrmacht, le 4 février 1938. En plus de Blomberg et de Fritsch, 12 généraux se retrouvèrent sur la touche et 46 autres postes changèrent de titulaires¹⁰². À la tête de l'armée de terre, Hitler nomma le colonel-général Walther von Brauchitsch, un pur représentant de la tradition prussienne et un national-socialiste convaincu qui jouissait d'une bonne réputation au sein du corps des officiers, ce qui n'était pas le cas pour le général Walther von Reichenau, son premier choix. Quant au poste de ministre de la Guerre et de commandant en chef des forces armées, Hitler décida d'en assumer lui-même les fonctions, dans le cadre de la création de l'*Oberkommando der Wehrmacht* (OKW) – le haut commandement des forces armées –, avec le général Wilhelm Keitel, comme chef d'état-major général, et le major-général Alfred Jodl, à titre de chef du bureau des opérations. L'un et l'autre se révéleraient des serviteurs exemplaires, d'une fidélité inconditionnelle au Führer et resteraient en poste jusqu'en 1945, fait exceptionnel parmi les grands chefs de la Wehrmacht.

Ces nominations reflétaient les compromis que l'on retrouve souvent dans les grandes organisations militaires. Ces généraux étaient de bons exécutants, mais pas nécessairement les plus brillants et les plus ambitieux de leur profession. En fait, dans l'armée allemande, il y avait une longue tradition qui consistait, pour des raisons pragmatiques, à éviter de concentrer tous les talents exceptionnels au niveau du haut commandement.

Avec la mise sur pied de l'OKW – qui coifferait moins les différentes armes qu'il n'entrerait en rivalité avec elles – un écran disparaissait, celui représenté par Blomberg, à la fois ministre de la Guerre et commandant en chef des forces armées. L'autorité du Führer s'exerçait maintenant directement et sans

¹⁰¹ Müller, *Das Heer und Hitler...*, p. 255-299 ; Taylor, *Sword and Swastika...*, p. 147-161 ; Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 340-348. Blomberg devait survivre à la guerre, persistant à vouer une grande admiration pour le Führer, mais déçu que celui-ci n'eût pas fait appel de nouveau à ses services. Il devait mourir, le 13 mars 1946, dans la prison de Nuremberg, ses anciens camarades de la Wehrmacht continuant de l'éviter jusqu'au bout. Quant à Fritsch, un tribunal militaire devait établir son innocence, le 18 mars 1938, le reconnaissant victime d'une confusion d'identité. Quoique blanchi, il n'obtint pas la réhabilitation qu'il avait escomptée, malgré sa persistance à se présenter comme un bon national-socialiste. Lors de la campagne de Pologne, il se porta volontaire pour commander son ancien régiment d'artillerie et trouva la mort dans les faubourgs de Varsovie, le 22 septembre 1939. Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 121.

¹⁰² Janßen et Tobias, *Der Sturz der Generäle...*, p. 149-152 ; Deutsch, *Hitler and His Generals...*, p. 261-262 ; Below, *Als Hitlers Adjutant...*, p. 74 ; Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 46.

partage sur l'ensemble de la Wehrmacht, avec ses trois composantes, l'*Oberkommando des Heeres* (OKH) – le haut commandement de l'armée de terre –, la Luftwaffe et la Kriegsmarine¹⁰³.

Dans ce grand remaniement, le major-général Manstein ne fut pas épargné. Le général Keitel, le nouveau chef de l'état-major général de l'OKW, jaloux du talent exceptionnel de Manstein depuis l'époque où ils avaient travaillé ensemble à la section des opérations du *Truppenamt* à la fin des années vingt, se débarrassa de ce concurrent qui lui portait ombrage en l'expédiant en Silésie. À Liegnitz (Legnica), la ville natale de son épouse, Manstein devait commander la 18^e division d'infanterie, une unité nouvellement créée. Présentée officiellement comme une promotion, cette affectation était en réalité une mise à l'écart¹⁰⁴. Dans le deuxième tome de ses mémoires, Manstein réfute une opinion parfois mise de l'avant selon laquelle Hitler lui-même aurait exercé des pressions pour le relever de son poste, à cause des relations étroites qu'il entretenait avec Fritsch, son principal mentor, ce qui l'aurait rendu suspect aux yeux du Führer. D'après Manstein, cela était peu probable, puisque Hitler le connaissait à peine à cette époque. En fait, selon lui, sa mise à l'écart était vraisemblablement due à une intrigue de Blomberg ou de Keitel, deux chefs de la Wehrmacht avec lesquels il était en mauvais termes. À cet effet, il mentionna que Beck aurait protesté auprès de Keitel, en lui faisant part de son indignation pour ne pas avoir été consulté préalablement au sujet de la mutation de son premier assistant¹⁰⁵.

Que Keitel ait joué un rôle dans la mise à l'écart de Manstein est une hypothèse plausible dans la mesure où l'on prend également en considération les débats tumultueux entre le ministère de la Guerre et l'état-major général de l'armée de terre, concernant la réforme de la structure du haut commandement de la Wehrmacht en temps de guerre. Si les chefs du ministère de la Guerre et de l'armée de terre étaient largement d'accord sur la nécessité de mettre sur pied un commandement suprême centralisé pour mieux diriger et coordonner les différentes armes en temps de paix, tant au point de vue de la planification que des opérations, ils divergeaient toutefois sur la nature de cette structure.

Le feld-maréchal Blomberg, à l'époque où il était ministre de la Guerre et commandant en chef des forces armées, et le général Keitel, à ce moment-là, son bras droit – et ce, depuis qu'il avait remplacé, en octobre 1935, le général Reichenau, à qui on avait accordé le commandement d'un corps d'armée –, étaient d'avis que le ministère de la Guerre devait devenir l'organisation centrale du système de commandement lors de la prochaine guerre. À leurs yeux, les trois armes devaient être sur un pied d'égalité, mais en étant chapeautées par un haut commandement central qui assurerait la planification et la coordination des opérations entre elles. En revanche, le colonel-général Fritsch, lorsqu'il était commandant en chef de l'armée de terre, le colonel-général Beck, chef de l'état-major général, et le major-général Manstein, alors premier quartier-maître, soutenaient que l'autorité centrale de la Wehrmacht devait être attribuée au haut commandement de l'armée de terre, tandis que le ministère de la

¹⁰³ Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 46-47 ; Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 41-45.

¹⁰⁴ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 184-185.

¹⁰⁵ Manstein, *Aus einem Soldatenleben...*, p. 317-318.

Guerre jouerait le rôle de courroie de transmission entre le régime national-socialiste et l'armée allemande durant la guerre. Pour faire valoir leur point de vue, ils insistaient sur le fait que l'armée de terre était l'arme décisive, ne serait-ce qu'en vertu des objectifs d'expansion territoriale de l'Allemagne sur le continent européen. Par conséquent, c'est le haut commandement de l'armée de terre qui assurerait la planification et la coordination des opérations entre les trois armes.

L'ambition et l'ego jouaient certainement un rôle dans ce débat, car Blomberg et Keitel provenaient de l'armée de terre et plaçaient eux aussi, à l'instar de Fritsch, de Beck et de Manstein, les intérêts de cette arme au-dessus de ceux de la Kriegsmarine et de la Luftwaffe. D'ailleurs, Jodl déclara à Manstein : « Toute cette affaire s'explique par le fait que les plus fortes personnalités se retrouvent à l'OKH. Si Fritsch, Beck et vous-même étiez à l'OKW, vous penseriez différemment ». Manstein approuva la remarque de Jodl et affirma que Fritsch, Beck et lui-même agiraient probablement ainsi si cela était effectivement le cas¹⁰⁶.

Quoiqu'il en soit, il est probable que le général Keitel tira profit de la crise Blomberg-Fritsch et de sa nomination à titre de chef de l'état-major général de l'OKW pour manigancer le départ de Manstein de l'OKH et ainsi assurer le primat du haut commandement des forces armées sur celui de l'armée de terre. Du même coup, il se débarrassa d'un général dont le talent de tacticien hors pair lui portait ombrage depuis de longues années au sein du corps des officiers¹⁰⁷.

En outre, le colonel-général Brauchitsch, affecté au poste de commandant en chef de l'OKH, à la suite de la crise Blomberg-Fritsch, ne fut certainement pas sans influence sur la mutation de Manstein, officier pour lequel il avait de l'aversion depuis leurs différends lors de *Kriegsspiele* dirigées par l'ancien sous-chef de l'état-major général de l'armée de terre en 1936-1937. Aux cours de ces exercices de manœuvres sur cartes, Manstein avait, à plusieurs reprises, contredit les solutions proposées par Brauchitsch, alors commandant en chef d'un groupe d'armées. Il se peut donc que Brauchitsch, une fois informé de sa nomination à titre de commandant en chef de l'OKH, ait manigancé le remplacement de Manstein, forte personnalité avec lequel il n'avait sûrement guère envie de travailler¹⁰⁸.

Nicolaus von Below, l'aide de camp de Hitler pour la Luftwaffe, avança dans ses mémoires une tout autre version des faits relativement à la nouvelle affectation de Manstein. D'après le major Below, Beck aurait lui-même œuvré, à la fin de janvier 1938, à ce que le poste de premier quartier-maître, c'est-à-dire de chef de la section logistique, fût libéré pour le général Franz Halder, sur qui il espérait pouvoir compter davantage que son prédécesseur, le major-général Manstein¹⁰⁹. Il est possible que Beck ait voulu se départir de son assistant qui, contrairement à lui, n'exprimait aucune réserve envers les intentions agressives de Hitler, notamment au sujet de la nécessité d'annexer l'Autriche et de détruire la

¹⁰⁶ Manstein, *Aus einem Soldatenleben...*, p. 291-292. Voir aussi Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 23-27 et 46-49 ; Deist, « The Rearmament... », p. 508-520.

¹⁰⁷ Syring, « Erich von Manstein... », p. 332-333.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 331 et 333.

¹⁰⁹ Below, *Als Hitlers Adjutant...*, p. 114.

Tchécoslovaquie, même si ces conquêtes devaient amener les puissances occidentales à déclarer la guerre à l'Allemagne¹¹⁰.

C'est avec amertume que Manstein dut laisser son poste à Halder, d'autant plus que sa mutation anéantissait ses espoirs de devenir un jour le chef de l'état-major général de l'armée de terre¹¹¹ :

« Mon parcours au sein de l'état-major général, qui me conduisit du poste de chef de la section opérationnelle à celui de premier quartier-maître et de remplaçant du chef d'état-major général, m'avait qualifié pour devenir le prochain chef d'état-major général. À cette époque-là, tout laissait croire que je serais le successeur du [colonel]-général Beck lorsque celui-ci libérerait un jour son poste. Le [colonel-] général von Hammerstein [-Equord] m'avait déjà laissé entendre cela et même le [colonel-] général Beck l'avait évoqué lors de son discours d'adieu. Mais cela était désormais du passé. L'objectif de chaque officier d'état-major général d'avoir le grand honneur de pouvoir occuper un jour la place jadis dévolue à un Moltke, à un Schlieffen et à un Beck, était pour moi enterré »¹¹².

Cette amertume était telle qu'en remettant la clef du coffre-fort qui contenait ses dossiers dans la main de son remplaçant, le général Halder, Manstein lui déclara abruptement : « Vous pouvez donc les lire. Au revoir ». Manstein retourna brusquement les talons, puis quitta la pièce, laissant derrière lui un Halder complètement éberlué¹¹³. À partir de ce moment, les deux généraux allaient nourrir l'un pour l'autre une haine implacable.

La déception ressentie par Manstein était d'autant plus grande qu'il devait quitter une fois de plus Berlin, sa ville natale. En dépit de plusieurs mutations au cours de sa carrière d'officier, il s'était toujours considéré comme berlinois. Pour lui, sa véritable patrie était le nord-est de l'Allemagne, plus précisément la Poméranie et la Prusse. Il appréciait tout particulièrement les paysages sauvages de cette région, ses forêts reculées, ses vastes plaines, ses lacs étendus et ses imposantes cathédrales en briques¹¹⁴. Après son affectation à l'état-major général de l'armée de terre, il avait compté s'établir dans la capitale du Reich pour de nombreuses années. À cet effet, il avait acheté, pour sa famille, une maison dans le quartier de Thielpark. Les Manstein s'y étaient bien établis, vivant en bon voisinage avec des familles distinguées de la haute bourgeoisie, appartenant notamment au monde des affaires et du cinéma. Mais cette idylle berlinoise fut de courte durée. C'est donc avec tristesse qu'il dut vendre sa maison de Berlin à un homme d'affaires¹¹⁵.

L'Anschluss : Manstein accouche d'un plan d'occupation à la onzième heure

Avant même que l'officier Manstein pût assumer ses nouvelles fonctions à Liegnitz, ses services furent requis une fois de plus à Berlin. Le 10 mars 1938, Hitler avait décidé l'occupation militaire de

¹¹⁰ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 31.

¹¹¹ Hillgruber, « In der Sicht... », p. 73.

¹¹² Manstein, *Aus einem Soldatenleben...*, p. 318-319.

¹¹³ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 185 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 33 ; Syring, « Erich von Manstein... », p. 333-334.

¹¹⁴ Hillgruber, « In der Sicht... », p. 66-67.

¹¹⁵ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 184-186.

l'Autriche afin de prendre de vitesse le chancelier de cet État, le Dr. Kurt von Schuschnigg, qui, la veille, avait ordonné un plébiscite pour le 13 mars et par lequel le peuple aurait à se prononcer sur l'indépendance de son pays. Schuschnigg savait pouvoir compter sur une majorité favorable à cette solution et espérait ainsi contrecarrer les plans de Hitler qui cherchait à réaliser l'*Anschluss*. Mais, pour que le plébiscite pût être empêché par la force, il fallait que l'armée allemande entrât en Autriche dès le 12 mars. Or, aucun plan n'était prévu pour une manœuvre aussi rapide. Il n'est guère étonnant que Hitler ait alors pris ses généraux par surprise en leur demandant un plan d'intervention militaire. À ce sujet, le dictateur nazi convoqua Keitel à la Chancellerie du Reich pour dix heures le matin du 10 mars. Toutefois, avant d'accourir chez le Führer, le chef d'état-major général de l'OKW conféra avec Jodl. Le chef de la section des opérations de l'OKW se rappela alors du « plan Otto », qui avait été établi par Manstein pour faire échec à une tentative de restauration des Habsbourg. Puisqu'il n'existait pas d'autre plan d'action militaire contre l'Autriche, Hitler décida que celui-ci ferait l'affaire et ordonna à Keitel de le mettre en branle.

Le général Keitel revint en toute hâte au quartier général de la Wehrmacht, sur la Bendlerstrasse, pour s'entretenir avec le colonel-général Beck. Quand il demanda des détails sur le « plan Otto », le chef d'état-major général de l'OKH répondit sur un ton désespéré : « Nous n'avons rien préparé, rien n'a été fait, rien du tout »¹¹⁶. Beck fut alors convoqué à son tour à la Chancellerie du Reich. Il alerta précipitamment le major-général Manstein, qui était sur le point de quitter Berlin pour assumer ses nouvelles fonctions en Silésie, et se rendit, avec lui, auprès du Führer. Après leur avoir exposé ses intentions, Hitler déclara que l'armée de terre devait être prête à entrer en Autriche, le 12 mars. Ni Beck ni Manstein ne soulevèrent la moindre objection contre ce projet d'agression armée. Un seul point inquiétait les deux généraux : la difficulté d'improviser une manœuvre militaire dans un délai aussi bref. Revenu à la Bendlerstrasse, Manstein se mit aussitôt à rédiger les ordres relatifs à l'action militaire prévue. À six heures du soir, il avait terminé, soit après cinq heures de travail. Les ordres de mobilisation furent aussitôt envoyés à trois corps d'armée et à la Luftwaffe. Et, le 12 mars, après que le Führer en eut promulgué l'ordre, les troupes allemandes entrèrent en Autriche, conformément aux directives du « plan Otto » mises à jour par Manstein¹¹⁷. Le lendemain, l'*Anchluss* était proclamée. Le même jour, Manstein s'envola pour Vienne afin de s'occuper de l'intégration des troupes autrichiennes dans la Wehrmacht. Ce fut sa dernière tâche à l'état-major général de l'armée de terre¹¹⁸.

Après la guerre, Manstein rapporta l'entretien qu'il avait eu avec le Führer le jour où il s'était rendu à la Chancellerie du Reich en compagnie de Beck. Selon Manstein, les arguments du Führer en faveur d'une occupation militaire de l'Autriche étaient logiques et convaincants, et ses pronostics

¹¹⁶ Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 365.

¹¹⁷ *Idem.* ; Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 186 ; Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 234 ; Mellenthin, *German Generals...*, p. 24.

¹¹⁸ Manstein, *Aus einem Soldatenleben...*, p. 326-332 ; Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 186.

essentiellement corrects. Sans doute, voulut-il justifier son rôle de premier plan dans les préparatifs relatifs à l'occupation militaire d'un pays.

« L'exposé sur la situation que Hitler nous avait présenté reposait sur des arguments tout à fait logiques et sur un ton parfaitement objectif. C'était la première fois que j'avais l'occasion d'être en face de lui, dans le cadre d'un petit groupe de personnes, devant lequel il parla non pas à titre d'orateur du peuple, mais en tant que politicien lucide. Je dois avouer que son exposé fut absolument convaincant, de même que ses pronostics, qui s'avèrent exacts »¹¹⁹.

La crise des Sudètes : Manstein va-t-en-guerre !

En avril 1938, Manstein se rendit finalement à Liegnitz pour prendre le poste de commandant en chef de la 18^e division d'infanterie. C'est de la Silésie qu'il assista à la crise tchécoslovaque qui se développa quelques semaines seulement après l'occupation militaire de l'Autriche et l'annexion de celle-ci par le III^e Reich. À cette époque, Hitler avait décidé de régler le sort de la Tchécoslovaquie. Son but n'était pas simplement d'intégrer les Sudètes – une région montagneuse de la Bohême où vivait une minorité de trois millions et demi d'Allemands – au Reich, mais de détruire l'État tchécoslovaque. En effet, prétextant que les Allemands des Sudètes étaient opprimés par les autorités tchèques, Hitler revendiquait le rattachement de cette région au Reich. Mais cela n'était qu'une ruse car il voulait, en fait, liquider toute la Tchécoslovaquie. Bien entendu, l'exécution de ce projet était synonyme d'une guerre avec la Tchécoslovaquie et, probablement, avec les puissances occidentales, d'autant plus que la politique étrangère du Führer allait, cette fois-ci, bien au-delà du révisionnisme et de l'intégration nationale.

Dès 1937, Manstein, alors chef de la section logistique de l'état-major général de l'armée de terre, avait mis au point un plan d'attaque préventive contre la Tchécoslovaquie, dit le « plan vert », pour empêcher les Tchèques d'intervenir par le sud-est si leurs alliés français attaquaient le Reich par l'ouest. La perspective d'une guerre avec les Français, prise très au sérieux au milieu des années trente, s'étant effacée, le « plan vert » avait été amendé quelques semaines après la « réunion Hoßbach », soit le 21 décembre 1937, sans que le Führer eût à donner le moindre ordre exprès, afin de tenir compte des circonstances probables dans lesquelles la Wehrmacht pourrait envahir la Tchécoslovaquie pour résoudre le problème de l'espace vital allemand. Dans la nouvelle directive figurait cette phrase qui faisait allusion non pas à une guerre préventive, mais à une guerre d'agression :

« Dès que l'Allemagne sera tout à fait prête pour la guerre dans tous les domaines, la base militaire aura été créée permettant de mener une guerre offensive contre la Tchécoslovaquie et, ce faisant, de donner au problème de l'espace allemand une conclusion triomphale, même si une grande puissance ou une autre intervient contre nous »¹²⁰.

Une confrontation armée avec les autres puissances européennes n'était donc pas écartée a priori. Tous les généraux de la Wehrmacht, y compris Manstein, comme allait en témoigner son attitude, au cours

¹¹⁹ Manstein, *Aus einem Soldatenleben...*, p. 323.

¹²⁰ Müller, *Das Heer und Hitler...*, p. 282 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 109-110 et 162-163.

de l'été 1938, approuvaient le texte du plan d'attaque contre la Tchécoslovaquie qui, à leurs yeux, était un État artificiel issu du traité de Versailles, enfoncé dangereusement dans le flanc du Reich. Derrière la politique militaire de l'état-major général, on reconnaissait les calculs d'un expansionnisme agressif, très clairement dirigé contre la Tchécoslovaquie dont le général Beck disait, à la fin de mai 1938 : « Dans sa forme actuelle, son existence est insupportable à l'Allemagne. Il faut trouver une solution pour la supprimer en tant que foyer de dangers pour l'Allemagne, si besoin est, par une guerre »¹²¹.

Seule la situation d'impréparation et les risques conjoncturels détournaient quelques-uns des généraux, en ce printemps 1938, de la perspective d'une guerre élargie au-delà d'une opération locale contre la Tchécoslovaquie. Parmi ceux-ci, on retrouvait le colonel-général Beck, le chef d'état-major général de l'OKH, pour qui la témérité du Führer pouvait conduire à la catastrophe, en prenant le risque d'une guerre contre les puissances occidentales que l'Allemagne, pensait-il, ne pouvait gagner, compte tenu de son état d'impréparation. Par conséquent, l'opposition de Beck ne portait pas sur l'usage de la guerre, que personne ne remettait en cause. Elle était essentiellement d'ordre technique, car il n'était pas moins prêt à travailler à une attaque armée contre la Tchécoslovaquie afin d'en assurer la réussite¹²².

Le 28 mai 1938, Hitler prenait la décision irrévocable d'écraser la Tchécoslovaquie par une action militaire dans un avenir proche, au plus tard le 1^{er} octobre 1938, même si l'Allemagne devait être entraînée dans une guerre contre la Grande-Bretagne et la France, quoiqu'il tînt cette éventualité comme peu probable. Deux jours plus tard, cette décision était entérinée dans le préambule de la nouvelle version du « plan vert », datée du 30 mai 1938. Celle-ci portait la marque de l'OKW et tenait compte de la situation créée par l'incorporation de l'Autriche dans le Reich allemand¹²³.

Face aux intentions du Führer, Beck répondit à Brauchitsch, les 5 et 30 mai, le 3 juin et le 16 juillet, par une série de mémorandums très critiques qui insistaient sur le fait qu'une attaque allemande contre la Tchécoslovaquie provoquerait une guerre européenne dans laquelle la Grande-Bretagne et la France se dresseraient contre une Allemagne qui, il en était persuadé, ne pourrait pas gagner une guerre longue en raison du manque de matières premières. Cependant, le colonel-général ne découvrit que peu à peu à quel point il s'était isolé au sein de l'armée allemande. La position personnelle du chef de l'état-major général de l'OKH et la force même de ses arguments se trouvèrent sensiblement affaiblis, à la mi-juin, lorsque les résultats de *Kriegsspiele* indiquèrent que, contrairement à ses sombres pronostics tablant sur une campagne d'au moins trois semaines, la Tchécoslovaquie serait probablement battue en onze jours, ce qui permettrait d'envoyer rapidement les troupes combattre sur le front occidental dans l'éventualité d'une entrée en guerre de la Grande-Bretagne et de la France¹²⁴.

¹²¹ Müller, « Le réarmement allemand... », p. 75.

¹²² Müller, *General Ludwig Beck...*, p. 289-297 et 521-535.

¹²³ Deist, « The Rearmament... », p. 532-533.

¹²⁴ Müller, *General Ludwig Beck...*, p. 298-300 ; Müller, *Das Heer und Hitler...*, p. 314 et 336 ; Deist, « The Rearmament... », p. 528.

Au sein même du haut commandement de l'armée de terre, Beck passait pour un Cassandre avec ses mises en garde excessives. De plus en plus isolé, il allait jusqu'à prôner, au cours de l'été, une démission collective des chefs militaires afin d'obliger Hitler à renoncer d'aller de l'avant avec ses intentions. Mais il échoua lamentablement dans sa tentative visant à rallier le colonel-général Brauchitsch, le commandant en chef de l'armée de terre, à l'idée d'un ultimatum des généraux à Hitler. En fait, la quasi-totalité des généraux, dont Manstein, refusaient tout simplement de se ranger derrière lui. S'ils étaient d'accord avec Beck sur le fait qu'une guerre européenne pourrait s'avérer désastreuse pour l'Allemagne, ils ne partageaient toutefois pas son opinion selon laquelle une invasion de la Tchécoslovaquie conduirait inévitablement à une confrontation avec les puissances occidentales. Certes, ils ne niaient pas la possibilité d'une telle confrontation, que Hitler lui-même admettait dans sa directive du 30 mai 1938. Mais en matière de politique étrangère, ils faisaient davantage confiance au jugement du Führer qu'à celui de leur chef d'état-major général. D'ailleurs, Hitler n'avait-il pas fait montre d'un flair politique exceptionnel dans les grandes questions internationales depuis qu'il était au pouvoir ?¹²⁵

L'opposition de Beck est intéressante en soi, puisqu'elle soulevait la question qui, par la suite, devait hanter tous les esprits, au cours des procès de Nuremberg : pour un officier, existait-il une plus haute autorité que celle du Führer ? À Nuremberg, les généraux allemands, comme Manstein, tentèrent d'excuser leurs crimes de guerre en répondant par la négative. En raison de leur devoir de soldat, ils devaient obéir aux ordres, dirent-ils. Mais, le 16 juillet 1938, Beck soutenait une opinion différente, qu'il allait chercher à imposer jusqu'à la fin de la guerre, mais presque toujours sans succès. Il existait, disait-il, des limites à l'obéissance due au commandement suprême, lorsque la conscience d'un soldat, sa connaissance de certains faits et le sentiment de sa responsabilité lui interdisaient d'exécuter un ordre. Les généraux de la Wehrmacht, estimait-il, avaient atteint ces limites. Si Hitler insistait pour faire la guerre, ils devaient lui refuser leurs services, en démissionnant en bloc. Dans ces conditions, ajoutait-il, le Führer ne pourrait pas déclencher une guerre, puisqu'il n'y aurait plus personne pour conduire les armées. En agissant ainsi, les généraux éviteraient le pire pour leur patrie, c'est-à-dire la défaite et la catastrophe. « Les temps exceptionnels », concluait-il, « exigent des actions exceptionnelles »¹²⁶.

Mais le major-général Manstein, commandant en chef de la 18^e division d'infanterie, ne se préoccupait outre mesure de ces questions d'ordre moral. Au contraire, il conseilla à Beck de se défaire du poids des responsabilités qui, en fait, incombaient aux autorités politiques, et de s'engager à plein pour assurer la réussite de l'attaque militaire contre la Tchécoslovaquie, État qui, selon lui, n'avait ni légitimité, ni raison d'être. En effet, le 21 juillet 1938, il écrivait une lettre à Beck dans laquelle il insistait sur la nécessité de faire disparaître la Tchécoslovaquie de la carte européenne et d'annexer le plus rapidement possible les Sudètes. Il avançait également qu'une telle décision relevait entièrement de la responsabilité

¹²⁵ Müller, *General Ludwig Beck...*, p. 304-311 ; Müller, « Deutsche Militär-Elite... », p. 282 ; Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 50 ; Deist, « The Rearmament... », p. 527-528.

¹²⁶ Müller, *General Ludwig Beck...*, p. 552. Voir aussi Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 399-400.

du Führer, qui était à même de juger si la situation internationale prescrivait au Reich d'intervenir en Tchécoslovaquie dans les plus brefs délais. Bien qu'il reconnût la possibilité que les puissances occidentales pussent se tenir aux côtés de leurs alliés tchèques, il affirmait qu'un soldat devait assumer les responsabilités relatives aux fonctions qui lui avaient été attribuées et, par conséquent, ne pas remettre en question le primat du politique sur le militaire. Dans les temps exceptionnels, répondait-il à Beck, on avait besoin d'hommes de sa trempe¹²⁷.

L'attitude belliqueuse manifestée par Manstein au cours de l'été 1938 n'était pas l'exception, mais la règle parmi ses pairs. Il s'était bien intégré dans le corps des officiers qui préparait la guerre et il participait manifestement à l'état d'esprit dominant. Une question reste toutefois en suspens : en adoptant une telle attitude, l'ambitieux officier Manstein espérait-il également trouver grâce devant Hitler afin que celui-ci lui accordât le poste de chef de l'état-major général de l'armée de terre, puisqu'il n'ignorait pas que Beck envisageait de se démettre de ses fonctions en guise de protestation à l'égard des postulats du Führer concernant une guerre contre la Tchécoslovaquie ? Cela dit, dans sa lettre adressée à Beck, Manstein exprimait un point de vue sur la relation entre le politique et le militaire typique de la pensée de Clausewitz et qu'il allait réitérer, à quelques reprises, durant la Deuxième Guerre mondiale, c'est-à-dire celui qui stipulait qu'un soldat était au service du politique et qu'il était de son devoir de se cantonner aux questions militaires. Cette façon de voir les choses allait d'ailleurs motiver sa décision de ne pas rejoindre les conspirateurs du 20 juillet 1944.

Personnage isolé parmi les responsables militaires en ce qui concerne la stratégie politique, ne parvenant pas à convaincre ses camarades de la nécessité de s'opposer aux desseins de Hitler, Beck finit par remettre sa démission le 18 août 1938. Ainsi qu'il le dit lui-même, plusieurs mois après sa démission : « Je mis en garde, et finalement je me retrouvai seul ». Paradoxalement, il avait, plus qu'aucun autre, contribué à donner à Hitler la puissance militaire dont celui-ci était impatient de se servir. Tout compte fait, il avait pris à la préparation de la guerre une part sans laquelle elle n'eût sans doute pas pu avoir lieu¹²⁸.

Le général Halder, qui le remplaça à titre de chef de l'état-major général de l'OKH le 1^{er} septembre 1938, participa à un projet de coup d'État en cas de guerre contre la Tchécoslovaquie. À l'instar de Beck, il reconnaissait l'obligation d'éliminer stratégiquement la Tchécoslovaquie, mais, pour le moment, il ne la tenait pas pour réalisable si les puissances occidentales entraient en guerre pour venir en aide à leur alliée attaquée. Les intrigues du nouveau chef d'état-major général ne dépassèrent pas les velléités et prirent fin avec les accords de Munich du 30 septembre 1938, par lesquels le Reich annexait

¹²⁷ BA-MA, H 08-28 / 4 (Nachlaß Beck). Voir aussi Müller, *Das Heer und Hitler...*, p. 335-337 et 656- 665.

¹²⁸ Müller, *General Ludwig Beck...*, p. 310-311 et 580.

les Sudètes. Halder était conscient qu'il ne serait pas suivi ni par ses troupes ni par la population tant que Hitler leur offrirait le succès¹²⁹.

Au plus fort de la crise des Sudètes, soit en septembre 1938, le major-général Manstein se fit octroyer le poste de chef d'état-major de la 12^e armée. Commandée par le général Wilhelm Ritter von Leeb, la 12^e armée était l'une des cinq appelées à envahir la Tchécoslovaquie. Au début du mois d'octobre, Manstein prenait donc part à l'occupation des Sudètes, à la suite des accords de Munich. Après s'être acquitté de ses fonctions au sein de l'état-major de la 12^e armée, il retourna à Liegnitz, pour reprendre le commandement de la 18^e division d'infanterie.

Le « plan vert » n'avait donc pas été appliqué. Et Hitler n'avait pas eu sa « petite guerre ». Devant l'étendue des concessions des puissances occidentales lors de la conférence de Munich, les 29 et 30 septembre 1938, il avait dû renoncer, du moins provisoirement, à la destruction complète de la Tchécoslovaquie. Mais ce n'était que partie remise. Le dernier acte allait intervenir le 15 mars 1939 avec « le coup de Prague », par lequel la Wehrmacht occupa la Bohême-Moravie et démembra ce qui restait de la Tchécoslovaquie au profit de la Hongrie et d'un État fantoche slovaque.

Déjà avec les accords de Munich, cet État n'existait plus en tant que puissance. Dans les Sudètes annexées se trouvaient toutes les importantes fortifications tchèques, qui constituaient jusqu'alors la ligne de défense la plus formidable d'Europe, à l'exception peut-être de la ligne Maginot protégeant la frontière orientale de la France. Pour avoir fait cette grande conquête sans tirer un coup de feu, Hitler vit son prestige atteindre de nouveaux sommets en Allemagne. En l'espace de six mois, il avait annexé l'Autriche et les Sudètes, enrichissant le III^e Reich de dix millions d'habitants et d'un vaste territoire géostratégique qui ouvrait la voie à la domination allemande en Europe de l'Est. Au soir des accords de Munich, Jodl exprimait dans son journal la joie ressentie par les généraux : « Le pacte de Munich est signé. En tant que puissance, la Tchécoslovaquie n'existe plus. Le génie du Führer et sa résolution de ne pas reculer, fût-ce devant la menace d'une guerre mondiale, ont une fois de plus obtenu la victoire sans le recours à la force »¹³⁰.

Appelés à témoigner au procès de Nuremberg, les généraux allemands déclarèrent avoir été soulagés que la guerre eût été évitée, à ce moment-là. Parmi ceux-ci, on retrouvait, entre autres, Manstein qui avait pourtant adopté une position très belliqueuse, durant l'été 1938. Ce général va-t-en guerre qui, à cette époque, n'avait aucunement remis en question la faisabilité d'une campagne contre la Tchécoslovaquie, répondit, à une question lui demandant si les entreprises contre l'Autriche et les Sudètes étaient considérées comme préliminaires d'une guerre :

« Non, certainement pas, car nos troupes n'étaient pas pleinement mobilisées. Cette mobilisation des corps lors de l'entrée en Autriche avait prouvé que rien n'était assez avancé pour que l'on pût raisonnablement exécuter une mobilisation, et que si la guerre avait éclaté, nous n'aurions pu

¹²⁹ Christian Hartmann, *Halder : Generalstabschef Hitlers 1938-1942*, Paderborn, Schöningh, 1991, p. 99-116. Voir aussi Müller, « Deutsche Militär-Elite... », p. 284.

¹³⁰ Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 457.

défendre efficacement ni notre frontière de l'Ouest, ni la frontière polonaise. Et, sans aucun doute, si la Tchécoslovaquie s'était défendue, nous serions restés accrochés à ses fortifications, car, pratiquement, nous n'avions pas les moyens de les forcer. Il ne pouvait donc pas être question d'une épreuve militaire, c'était plutôt une épreuve de nerf »¹³¹.

Évidemment, par une telle déposition, Manstein cherchait à éluder le rôle de premier plan joué par le haut commandement de l'armée allemande dans les préparatifs d'invasion de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, de même que son attitude belliqueuse à cette époque. De plus, il cherchait probablement à montrer que l'ensemble des généraux avaient appuyé Beck dans son opposition aux intentions de Hitler d'attaquer la Tchécoslovaquie. En fait, comme nous l'avons vu, Beck s'était trouvé isolé parmi les généraux, puisque la grande majorité d'entre eux étaient en faveur de la liquidation rapide de la Tchécoslovaquie, estimant que pour la Wehrmacht, une telle campagne ne serait qu'une promenade militaire, comme le confirmaient les *Kriegsspiele* de la mi-juin 1938. Ceux-ci indiquaient qu'une opération éclair contre la Tchécoslovaquie était parfaitement réalisable, ce qui permettrait de redéployer rapidement le gros des troupes sur le front de l'Ouest, advenant une entrée en guerre de la Grande-Bretagne et de la France. D'ailleurs, Beck ne contestait pas les pronostics d'une victoire rapide de la Wehrmacht contre la Tchécoslovaquie, pas plus que la nécessité de faire disparaître cet État de la carte européenne. Au contraire. En fait, ses réserves concernaient les chances de l'Allemagne de remporter une guerre longue contre les puissances occidentales dans l'éventualité où elles viendraient au secours de leur alliée.

Même Keitel, l'un de ceux qui faisaient partie de l'entourage de Hitler et qui lui accordèrent, du début jusqu'à la fin, le soutien le plus fanatique, se permit de déclarer, à Nuremberg, lorsqu'on lui demanda quelles avaient été les réactions des généraux allemands aux accords de Munich :

« Nous étions extrêmement heureux qu'on n'en soit pas venu à une solution militaire, car [...] nous avons toujours estimé que nos moyens d'attaque contre les fortifications de la frontière tchèque étaient insuffisants. D'un point de vue purement militaire, nous ne possédions pas les moyens nécessaires pour lancer une attaque qui nous eût permis de percer les défenses »¹³².

Ce n'est pourtant pas ce qu'indiquaient les résultats des *Kriegsspiele* de la mi-juin 1938 ou l'enthousiasme exprimé par Keitel à l'idée de liquider un « État artificiel » issu du traité de Versailles. À vrai dire, les tendances bellicistes d'un Keitel ou d'un Manstein étaient représentatives de l'attitude de l'ensemble du corps des officiers allemands et elles allaient être encore plus accentuées à l'occasion de la crise polonaise.

¹³¹ TMIN, tome XX, p. 647.

¹³² Cité par Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 458.

DEUXIÈME PARTIE

LA CAMPAGNE DE POLOGNE : GUERRE D'AGRESSION ET D'EXTERMINATION

CHAPITRE 3

DE LA PLANIFICATION À LA CONDUITE DE LA CAMPAGNE MILITAIRE

Le 1^{er} avril 1939, Manstein était promu au rang de lieutenant-général. Au même moment, il était affecté au poste de chef d'état-major de l'*Arbeitsstab Rundstedt* (l'état-major du colonel-général Gerd von Rundstedt), soit du groupe d'armées le plus important, avec celui du *Heeresgruppenkommando I* (le commandement du groupe d'armées I du colonel-général Fedor von Bock). Dans la perspective d'une guerre qu'il entendait déclencher contre la Pologne à la fin de l'été 1939, Hitler ne pouvait évidemment pas se passer du talent exceptionnel d'un Manstein et c'est pour cette raison qu'il fit appel à ses services à titre de chef d'état-major d'un groupe d'armées. Dès lors, l'officier en question s'attela à la tâche de planifier l'invasion de la Pologne¹. Bien que Manstein ait joué un rôle de premier plan dans les préparatifs et la conduite d'une guerre d'agression contre la Pologne, quasiment aucune des études historiques qui traitent de cet officier n'y fait allusion. Ainsi, nous apparaît-il opportun de faire ici la lumière sur son rôle dans la planification de cette guerre d'agression et sur son attitude par rapport à celle-ci, ainsi que sur sa contribution à la victoire foudroyante et expéditive de la Wehrmacht en Pologne.

Le « plan blanc » : le produit des réflexions de Manstein ?

Dans le premier tome de ses mémoires, Manstein affirme n'avoir été informé de l'existence du « plan blanc » (*Fall Weiß*), le plan d'opérations militaire offensif contre la Pologne préparé sur l'ordre de Hitler, qu'au milieu de l'été 1939. Selon ses propos, ce plan d'attaque n'existait pas encore au printemps précédent. « Bien au contraire », souligne-t-il, « puisque toutes les dispositions militaires à l'Est prévoyaient la défense ou le maintien de la sécurité de la frontière, en cas de conflit avec d'autres puissances »². L'OKH n'ayant jamais préparé de plan offensif contre la Pologne avant l'été 1939, la conception du « plan blanc » ne serait donc survenue, suivant son argumentation, que quelques semaines avant le début de l'attaque allemande. D'ailleurs, précise-t-il, le maintien d'un dispositif militaire défensif à l'Est, très tardivement avant le déclenchement des hostilités, était très significatif de la volonté manifestée par l'Allemagne de procéder avant tout à une révision pacifique de ses frontières avec la Pologne.

¹ Mellenthin, *German Generals...*, p. 24-25. Voir aussi Carver, « Manstein... », p. 226.

² Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 12.

Pour sa part, l'opinion exprimée, en 1922, par le colonel-général Seeckt, alors commandant en chef de l'armée de terre, selon laquelle l'existence de la Pologne était intolérable et incompatible avec les conditions essentielles de la vie de l'Allemagne, et qu'elle devait, par conséquent, disparaître de la carte de l'Europe, constituait, d'après Manstein, un point de vue dépassé en raison de l'évolution de la donne politique et militaire depuis les années vingt. La disparition de l'État polonais n'était plus désirable pour le Reich allemand, souligne-t-il, car elle aurait fait de la Russie bolchevique un voisin beaucoup plus dangereux et imprévisible. « Des rectifications de la frontière pouvaient être à l'avantage des deux pays, mais une disparition totale de la Pologne n'était pas désirable pour le Reich. Qu'elle nous plût ou non, il valait mieux l'avoir entre nous et l'Union soviétique. Nous espérons naturellement, avec tous nos compatriotes, qu'une révision pacifique rendrait au Reich des territoires incontestablement allemands », conclut-il³.

Malgré la fermeté affichée par Hitler au sujet de la question polonaise, notamment dans le cadre d'une conférence tenue devant les généraux de la Wehrmacht au Berghof – la résidence du Führer, située le flanc d'une des montagnes (l'Obersalzberg) des Alpes bavaroises, surplombant la ville de Berchtesgaden – le 22 août 1939, tout laissait croire à ces derniers, selon Manstein, qu'il recourait au bluff politique qui lui avait si bien servi lors de la crise des Sudètes. Pour appuyer cette affirmation, il signale que deux considérations conduisaient l'ensemble des dirigeants de l'armée à penser qu'un accord pacifique pourrait être ratifié au dernier moment, comme cela avait été le cas à Munich le 30 septembre 1938.

Premièrement, la conclusion du pacte de non-agression avec l'Union soviétique, le 23 août 1939, inciterait la Pologne à faire montre de plus de flexibilité envers Berlin. D'une part, la Grande-Bretagne et la France, ne voyant plus d'autre moyen d'aider leur alliée qu'en s'engageant dans une offensive sanglante à l'Ouest, exhorteraient sans doute Varsovie à céder aux revendications de Hitler relatives à la rétrocession de la ville de Dantzig et à la construction d'une voie de liaison routière et ferroviaire extra-territoriale à travers le corridor polonais afin de lier la Poméranie à la Prusse-Orientale. D'autre part, les Polonais « devraient désormais s'attendre, en faisant face aux Allemands, à une possible intervention des Soviétiques sur leurs arrières, désireux de satisfaire leurs anciennes revendications sur la partie orientale de leur pays ».

Deuxièmement, la convocation par Hitler de tous les chefs de la Wehrmacht au Berghof, au moment le plus aigu de la crise, fait qui ne pouvait évidemment pas passer inaperçu à l'étranger, était sans doute le point culminant d'une politique de bluff délibérée. Comme Manstein se le demandait, Hitler ne cherchait-il pas un accommodement, en dépit des propos belliqueux qu'il avait tenus au cours de cette conférence ? Celle-ci n'avait-elle pas pour objectif d'exercer une pression ultime sur la Pologne et ses

³ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 15-17 (p. 16 pour la citation).

alliés britanniques et français ?⁴ « En tout cas », déclare Manstein, « l'OKH avait supposé, jusqu'aux journées décisives de la fin d'août – comme nous, au groupe d'armées sud – que tout se résoudrait politiquement comme à Munich »⁵.

Appelé à témoigner après la guerre au procès de Nuremberg, Manstein avança devant le tribunal militaire international d'autres arguments pour justifier son impression qu'aucune guerre d'agression n'avait été envisagée par le Reich :

« Lors de la mobilisation, j'étais prévu pour la campagne de Pologne. Lorsqu'on m'a donné les plans de concentration, j'ai compris qu'il s'agissait d'un plan d'attaque. Cependant, plusieurs faits essentiels semblaient contredire des intentions agressives. D'abord, au printemps de 1939, et sur l'ordre de Hitler, on commença subitement à fortifier extrêmement toute la frontière orientale. [...] Cela permettait de conclure à toute autre chose qu'à des intentions agressives. D'autre part, l'instruction se poursuivit tout à fait selon la routine du temps de paix. [...] nous connaissions en outre le discours prononcé à la Chambre des communes par Chamberlain, par lequel il assurait à la Pologne l'assistance de la Grande-Bretagne, et Hitler, aussi longtemps que j'étais à l'OKH, ayant déclaré à qui voulait l'entendre que jamais il ne permettrait une guerre sur deux fronts, on ne pouvait admettre que, vu cette promesse, il se laisserait aller à pratiquer une politique aventureuse. [...] De la conférence à l'Obersalzberg, le 22 août, je n'ai pas remporté l'impression qu'on en viendrait absolument à une guerre, et cette opinion s'est confirmée en moi et chez le commandant en chef, le [feld-] maréchal von Rundstedt, jusque dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre, alors que, le 25 déjà, un ordre de départ avait été rapporté »⁶.

En nous proposant cette version de l'histoire relative aux préparatifs de la campagne de Pologne, il est évident que Manstein cherchait à dissimuler non seulement la responsabilité des hauts dignitaires de la Wehrmacht dans le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, mais également la sienne. En fait, il est très près d'attribuer un caractère accidentel à la conflagration qui allait embraser l'Europe en septembre 1939. À lire ses mémoires, Hitler se serait résolu à faire la guerre au tout dernier instant, après en être venu à la conclusion qu'il n'y avait plus aucun espoir de parvenir à un *modus vivendi* avec Varsovie. En ce qui concerne la planification de l'attaque contre la Pologne, Manstein en aurait été tenu à l'écart jusqu'à ce qu'il soit appelé, le 12 août 1939, pour remplir les fonctions de chef d'état-major du groupe d'armées sud, placé sous le commandement de Rundstedt. Il aurait alors eu la tâche de mettre au point les derniers détails de l'attaque du groupe d'armées auquel il avait été affecté. Le commandement ne devant être constitué qu'à la mobilisation, un petit état-major aurait été formé sur le terrain de manœuvre silésien à Neuhammer⁷.

En réalité, les préparatifs militaires, en vue de régler la question polonaise, débutèrent dès le printemps 1939. Dans une instruction strictement confidentielle datée du 25 mars et destinée au commandant en chef de l'OKH, le colonel-général Brauchitsch, Hitler faisait part de son intention de

⁴ *Ibid.*, p. 20-21 (p. 20 pour la citation).

⁵ *Ibid.*, p. 68.

⁶ TMIN, tome XX, p. 647-648.

⁷ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 12-14. Ce point de vue est également repris dans les ouvrages de Paget, *Manstein...*, p. 18-19, et de Palsokar, *Manstein...*, p. 20.

recourir à la force contre la Pologne, en cas d'échec diplomatique. Il lui ordonnait ainsi d'entamer dans les plus brefs délais les préparatifs pour une attaque militaire contre la Pologne⁸.

Pendant que l'OKH travaillait sur les détails opérationnels de l'offensive, l'OKW n'était pas en reste, car elle reçut pour instruction de rédiger les directives générales de la campagne de Pologne. Dès le 3 avril, le document portant sur les objectifs politiques et militaires du « plan blanc » était achevé et présenté à Hitler, qui le signa le 11 avril⁹. Ce document mentionnait les circonstances politiques dans lesquelles l'offensive pouvait être déclenchée et soulignait l'importance de limiter la guerre strictement à la Pologne. D'un point de vue stratégique, il se limitait à préciser vaguement la tâche de la Wehrmacht, qui était de détruire les forces armées polonaises par une attaque surprise. Les préparatifs, était-il stipulé en conclusion, devaient être menés de telle sorte que l'opération pût être déclenchée à tout moment à compter du 1^{er} septembre 1939¹⁰.

Dès le 26 ou le 27 avril, le colonel-général Brauchitsch, en tant que commandant en chef de l'armée de terre, présenta une première ébauche du plan d'opérations de l'OKH à Hitler, qui l'accepta sans proposer de changements majeurs. Ce plan préliminaire avait été conçu par le général Halder, chef de l'état-major général de l'OKH, et par ses adjoints, le général Otto von Stülpnagel, chef de la section logistique, et le colonel Hans von Greiffenberg, chef de la section des opérations.

Le 1^{er} mai, il fut soumis aux commentaires des états-majors des deux groupes d'armées qui devaient prendre part à la campagne de Pologne. Or, l'état-major du groupe d'armées sud était composé des membres de l'*Arbeitsstab Rundstedt*, dans lequel le commandant en chef était le colonel-général Rundstedt et le chef d'état-major, le lieutenant-général Manstein. Quant à l'état-major du groupe d'armées nord, il était formé du *Heeresgruppenkommando I*, avec le colonel-général Bock en tant que commandant en chef et le général Hans von Salmuth à titre de chef d'état-major. Ces deux états-majors devaient soumettre leur propre plan, et ce, à partir des directives générales proposées dans la première ébauche du plan de l'OKH. L'état-major du groupe d'armées sud présenta son plan d'opérations le 20 mai, tandis que celui du groupe d'armées nord soumit le sien le 27 mai¹¹. Après de multiples discussions concernant surtout le plan suggéré par le groupe d'armées nord, qui suscitait de nombreuses réticences, l'OKH émit finalement son plan d'opérations définitif le 15 juin.

Dans sa version définitive, le « plan blanc » reflétait largement les études du groupe d'armées sud. Le tableau de la situation qui constituait, en fait, le plan de conquête de la Pologne, était donc essentiellement le produit des idées du lieutenant-général Manstein. Non seulement était-il plein

⁸ Horst Rohde, « Hitler's First Blitzkrieg and its Consequences for North-Eastern Europe », dans Klaus A. Maier, Horst Rohde, Bernd Stegemann et Hans Umbreit (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 2 : *Germany's Initial Conquests...* p. 71-72.

⁹ *Ibid.*, p. 69. Voir aussi Warlimont, *Inside Hitler's Headquarters, 1939-1945*, Novato, Presidio Paperback, 1964, p. 19-20 ; Müller, *Das Heer und Hitler...*, p. 390-392.

¹⁰ Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 67-68. Voir aussi Rohde, « Hitler's First Blitzkrieg... », p. 81-82 ; Manfred Messerschmidt, « Foreign Policy and Preparation for War », dans Wilhelm Deist, Manfred Messerschmidt, Hans-Erich Volkmann et Wolfram Wette (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 1 : *The Build-Up...*, p. 688.

¹¹ Rohde, « Hitler's First Blitzkrieg... », p. 82.

d'imagination et d'audace, mais il fut ultérieurement suivi, à part quelques modifications de détail¹². On peut donc prétendre, à l'instar de certains auteurs, que le « plan blanc » était avant tout l'œuvre de Manstein¹³. Au sein de l'*Arbeitsstab Rundstedt*, Manstein avait bénéficié, pour la conception de son plan d'opérations, de l'aide inestimable de son sous-chef d'état-major, le colonel Günther Blumentritt, avec qui il avait toujours entretenu une belle complicité au travail.

Le plan d'opérations de Manstein visait à prendre l'armée polonaise en tenaille par la Prusse-Orientale au nord et la Poméranie au nord-ouest, ainsi que par la Silésie au sud-ouest et la Slovaquie au sud. Le tracé de la frontière permettait d'attaquer l'adversaire sur ses deux flancs, ce qui rendait plus facile l'opération d'enveloppement des principales forces armées polonaises, qui étaient regroupées près des frontières pour protéger les riches zones industrielles et agricoles de la Pologne. Réparties en deux groupes d'armées, l'un au nord et l'autre au sud, sur des ailes largement écartées, les forces armées allemandes devaient se rejoindre derrière la Vistule afin de prendre à revers le gros de l'armée polonaise déployée à l'ouest de ce fleuve. Pour effectuer cette opération, Manstein prenait le risque de laisser une large brèche au centre.

En toute logique, Manstein avait décidé que le choc principal viendrait de la Silésie. D'une part, parce que l'Allemagne y possédait un réseau ferroviaire et routier permettant une concentration plus rapide d'effectifs importants qu'en Poméranie ou en Prusse-Orientale. D'autre part, parce qu'une attaque suivant l'axe Poznan-Varsovie serait la moins efficace, puisqu'elle serait purement frontale. Par conséquent, le groupe d'armées sud serait plus puissant que le groupe nord.

Ce dernier, commandé par le colonel-général Bock, comprenait la 3^e armée du général Georg von Küchler en Prusse-Orientale et la 4^e armée du général Hans von Kluge en Poméranie. Ces deux armées englobaient 5 corps d'armée et un corps blindé, soit 17 divisions d'infanterie (9 d'active et 8 de formation récente), 2 divisions blindées, 2 divisions motorisées et une brigade de cavalerie, pour un total de 21 divisions.

Le groupe d'armées de Bock avait pour mission d'attaquer à revers le gros des forces armées de l'ennemi, stationné dans la grande boucle de la Vistule, dès qu'aurait été établie la liaison entre la 3^e armée, poussant vers le sud à partir de la Prusse-Orientale, et la 4^e armée, poussant vers l'est depuis la Poméranie. Après avoir éliminé les unités polonaises du corridor, les formations de Kluge devaient faire la jonction avec celles de Küchler, attaquer à travers la Narew en direction de Varsovie et envelopper le flanc droit polonais¹⁴.

Commandé par le colonel-général Rundstedt, le groupe d'armées sud était sensiblement plus puissant. Il se composait de la 14^e armée du colonel-général Wilhelm List, de la 10^e armée du colonel-général Walther von Reichenau et de la 8^e armée du colonel-général Johannes Blaskowitz. Ces trois

¹² Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 525-526.

¹³ Mellentin, *German Generals...*, p. 25 ; Mitcham, *Hitler's Field Marshals...*, p. 243.

¹⁴ Rohde, « Hitler's First Blitzkrieg... », p. 83.

armées disposaient de 8 corps d'armée et de 4 corps blindés, regroupant au total 23 divisions d'infanterie (15 d'active et 8 de formation récente), 4 divisions blindées, 4 divisions légères, 2 divisions motorisées et 3 divisions de montagne, soit un total de 36 divisions.

Le groupe d'armées de Rundstedt devait avancer avec la 14^e armée à travers la région industrielle de la Haute-Silésie, la partie orientale de la Moravie et la région occidentale de la Slovaquie en direction de Cracovie, avec la 10^e armée de la Haute-Silésie en direction de la Vistule de part et d'autre de la ville de Varsovie et avec la 8^e armée de la Silésie centrale en direction de Lodz. L'objectif était de battre les forces de l'ennemi dans le grand coude de la Vistule et en Galicie, de foncer ensuite sur Varsovie afin de s'emparer le plus rapidement possible des passages de la Vistule pour anéantir, en liaison avec le groupe d'armées nord, le reste de l'armée polonaise¹⁵.

Pour le lieutenant-général Manstein, il était impératif que, sur le front sud, les 10^e et 8^e armée débouchant de Silésie parvinssent à manœuvrer de manière à empêcher les forces ennemies de se dérober derrière la ligne Vistule-San. Pour cela, les unités blindées de la 10^e devaient foncer à vive allure afin de déstabiliser le dispositif défensif de l'adversaire, établi juste à l'arrière de la frontière, pour atteindre avant l'ennemi les passages sur la Vistule, entre Varsovie et Deblin. En outre, la 14^e armée, avançant à travers la Galicie, devait atteindre et traverser le San le plus rapidement possible. Si l'ennemi envisageait de n'offrir sa résistance définitive que derrière le San et la Vistule, Manstein entendait déjouer cette intention en ordonnant à la 14^e armée d'établir la jonction avec l'aile droite du groupe d'armées nord, sur l'arrière de l'adversaire, pour assurer la manœuvre d'enveloppement. Le groupe d'armées sud devait donc s'efforcer de contraindre la masse des forces adverses à livrer bataille en avant de la Vistule et de les détruire, tout en tenant compte, pour la prévenir, d'une éventuelle intention de l'adversaire de ne livrer une bataille décisive que derrière la ligne San-Vistule¹⁶.

Pour assurer à l'armée allemande une écrasante supériorité sur celle de la Pologne, l'OKH était disposé à prendre le risque de dégarnir considérablement le front de l'Ouest. Mais contrairement à une opinion trop souvent admise, les chefs militaires ne craignaient pas une guerre sur deux fronts¹⁷. Ils considéraient plutôt improbable la possibilité d'une offensive par les puissances occidentales sur le Rhin, du moins pendant la période que devait durer la campagne sur le front de l'Est¹⁸. Ils laissèrent ainsi leurs frontières occidentales peu protégées afin de jeter la grande masse de leurs forces armées contre la Pologne. Cependant, ils n'étaient pas moins anxieux d'éliminer celle-ci dans les plus brefs délais pour redéployer le plus rapidement possible la grande majorité de leurs forces armées sur le théâtre occidental. Une guerre plus longue que prévue à l'Est pourrait justement inciter les puissances occidentales à

¹⁵ *Ibid.*, p. 85-86. Voir aussi Seaton, *The German Army...*, p. 114.

¹⁶ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 37-38.

¹⁷ Voir par exemple Rohde, « Hitler's Blitzkrieg... », p. 82 ; Megargee, *Inside Hitler's Headquarter...*, p. 68.

¹⁸ Dans son journal, en date du 14 août 1939, Halder fit une estimation détaillée de la situation à l'Ouest advenant une attaque de la Pologne par le Reich. Il considérait une offensive française comme peu probable. Il était certain que l'armée française ne passerait pas à travers la Belgique, en raison de l'opposition de Bruxelles. Sa conclusion était que les Français resteraient sur la défensive. Cité par Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 675.

intervenir en Allemagne. Cela pourrait s'avérer catastrophique pour elle, étant donné que les travaux concernant le *Westwall* (le Mur de l'Ouest) n'étaient pas achevés et qu'il était, de surcroît, faiblement défendu.

L'OKH engagea 57 divisions dans la bataille contre la Pologne. De celles-ci, 42 étaient d'active. Elles comprenaient 24 divisions d'infanterie, 3 divisions de montagne, 6 divisions blindées, 4 divisions légères, 4 divisions motorisées et 1 brigade de cavalerie. À ces divisions d'active, s'ajoutaient 15 divisions constituées à la mobilisation, donc de plus faible valeur, et quelques régiments de la Waffen SS, notamment la *Leibstandarte Adolf Hitler*. Seulement 46 divisions dont 11 d'active étaient laissées à l'Ouest. Parmi celles-ci, on ne retrouvait aucune unité blindée ou motorisée¹⁹. Devant elles, 88 divisions françaises dont 51 d'active étaient en cours de mobilisation depuis le 21 août²⁰. De même, la masse des formations aériennes se retrouvait engagée au-dessus du sol polonais, soit deux des trois flottes. C'était donc 1 929 appareils de la Luftwaffe qui étaient appelés à participer à la campagne de Pologne. Leur tâche principale serait de faciliter l'avance des 3 600 véhicules blindés²¹.

Pour faire face au Reich, la Pologne ne disposait que de 30 divisions d'infanterie, de 11 brigades de cavalerie, d'une brigade de montagne et de deux brigades motorisées. Mais elle espérait pouvoir mobiliser dix divisions supplémentaires aussitôt les hostilités engagées. Elle possédait aussi une aviation d'environ 900 appareils, dont 500 de première ligne. L'équipement et l'armement de l'armée polonaise étaient toutefois datés et techniquement inférieurs à ceux de l'Allemagne²². Mal équipées pour une guerre moderne, les troupes polonaises ne possédaient que 750 véhicules blindés²³.

L'agression contre la Pologne : une guerre des généraux ?

Contrairement à ce que les généraux allemands ont prétendu après la guerre, Hitler a reçu un accueil chaleureux au sein de la Wehrmacht quant à son intention d'attaquer la Pologne. Les officiers supérieurs, dont Manstein, brûlaient d'en découdre avec les Polonais, manifestant même un esprit beaucoup plus belliqueux que vis-à-vis de la Tchécoslovaquie. Alors que quelques-uns parmi eux avaient craint une intervention des puissances occidentales au cours de la crise des Sudètes, plusieurs généraux plaidaient maintenant que l'Angleterre et la France, à la lumière de leur attitude à Munich, demeureraient inactives et qu'il fallait laisser tomber les négociations avec le gouvernement polonais à propos de Dantzig et du corridor au profit de mesures militaires. Une guerre contre la Pologne, soutenaient-ils, serait

¹⁹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 24-27. Voir aussi les chiffres quelques peu différents de Rohde, « Hitler's First Blitzkrieg... », p. 101 ; Seaton, *The German Army...*, p. 113-114. Généralement, les chiffres mentionnés doivent être pris sous toutes réserves, car il existe peu de registres officiels et les données de ceux-ci sont souvent interprétées de multiples façons. En outre, des critères différents sont parfois utilisés d'un rapport à un autre, ce qui ajoute à la complexité de leur étude.

²⁰ Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 266.

²¹ Umbreit, « Hitler's First Blitzkrieg... », p. 101.

²² Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 27-28. Voir aussi Rohde, « Hitler's First Blitzkrieg... », p. 101.

²³ *Idem.*

populaire aussi bien au sein de l'armée que dans la population allemande²⁴. De surcroît, les responsables des diverses branches des forces armées collaborèrent dès le départ plus étroitement à la préparation des opérations militaires en Pologne qu'ils ne l'avaient fait aux premiers stades de la crise des Sudètes. Malgré la garantie de l'indépendance polonaise, ils faisaient davantage confiance à l'instinct du Führer et redoutaient moins un engagement occidental²⁵.

Cet état d'esprit fut confirmé dans la deuxième moitié d'avril 1939, lorsque le chef d'état-major général de l'OKH, le général Halder, exposa à grands traits aux commandants d'armées et aux chefs d'état-major rassemblés à la *Kriegsakademie* de Berlin les objectifs de la future campagne militaire pour détruire la Pologne. Son allocution témoigne du rôle majeur joué par le haut commandement dans le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale. Parmi les officiers de haut-rang qui furent convoqués à cette conférence, se trouvait le lieutenant-général Manstein, le principal concepteur du plan d'attaque contre la Pologne.

Alors que la crise des Sudètes approchait de son dénouement, à l'automne 1938, tous les espoirs de l'opposition d'organiser un coup d'État afin de renverser Hitler avaient tourné autour d'Halder. À cette époque, ce dernier avait envisagé de faire assassiner le Führer. Cependant, à l'instar de bien d'autres chefs de l'armée, il ne s'opposait pas au recours à la guerre pour régler la question des Sudètes. Au contraire, il était disposé à travailler à la planification d'une attaque militaire contre la Tchécoslovaquie, dans le cadre d'une vaste entreprise visant à solutionner le problème de l'espace allemand. Mais la très forte possibilité d'une confrontation armée avec les autres puissances européennes, alors que la Wehrmacht se trouvait encore dans une situation d'impréparation militaire, l'avait incité à rejoindre les rangs de l'opposition inspirée essentiellement par Beck. Seule la perspective d'une guerre élargie bien au-delà d'une opération militaire locale contre la Tchécoslovaquie et la conviction de ne pouvoir la remporter expliquait l'opposition manifestée, à l'époque, par Halder et Beck à un Hitler décidé plus que jamais à recourir aux armes.

Et voici que, devant les officiers supérieurs de la Wehrmacht, convoqués à la *Kriegsakademie* de Berlin en ce printemps 1939, le même Halder prenait maintenant un plaisir évident à la perspective d'une victoire militaire facile et rapide contre la Pologne, et envisageait ensuite un conflit avec l'URSS et les puissances occidentales. À ses auditeurs, il déclara que la situation militaire en Europe centrale avait changé fondamentalement en faveur de l'Allemagne grâce à la remarquable politique du Führer et à son instinct exceptionnel. En effet, à la suite des annexions successives de l'Autriche, des Sudètes et de la Bohême-Moravie et après la mise sous tutelle de la Slovaquie, l'Allemagne s'était renforcée considérablement du point de vue géostratégique. À l'inverse, la position de la Pologne s'était significativement affaiblie. Il se disait aussi certain de parler pour une bonne partie de son auditoire en

²⁴ Donald Cameron Watt, *How War Came. The Immediate Origins of the Second World War, 1938-1939*, Londres, Mandarin Paperback, 1991, p. 69 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 256.

²⁵ Heer, *Das Heer und Hitler...*, p. 390-392.

ajoutant que la fin des relations amicales avec l'État polonais l'avait soulagé d'un énorme poids. La Pologne se retrouvait désormais dans le camp des ennemis de l'Allemagne, déclara-t-il fièrement. Non sans faire montre d'un mépris évident envers l'armée polonaise qui, à ses yeux, ne constituait aucunement un adversaire sérieux, il traita de la nécessité de détruire la Pologne en un temps record. Et même la garantie britannique n'empêcherait pas cela de se produire, insista-t-il.

Il exposa ensuite brièvement le caractère qu'allait prendre l'offensive allemande, évoquant une coopération étroite de l'armée avec les unités de la SS et l'occupation du pays par les forces paramilitaires du parti. Il ne laissa donc aucun doute quant au caractère idéologique que la campagne militaire en Pologne allait prendre. Celle-ci serait, en effet, conduite dans le plus pur esprit du national-socialisme. L'objectif primordial, répéta-t-il, était non seulement la destruction des forces armées polonaises, mais la liquidation complète de la Pologne, et cela même si la Grande-Bretagne et la France intervenaient à l'Ouest, intervention qui, somme toute, lui paraissait d'ailleurs peu probable.

Le chef d'état-major général de l'OKH termina son allocution en jetant un regard sur l'avenir, au-delà du conflit polonais : « Nous devons en finir avec la Pologne en trois semaines, si possible en quinze jours. Il appartiendra alors aux Russes de dire si le front de l'Est deviendra ou non le destin de l'Europe. En tout cas, une armée victorieuse, gonflée par l'esprit des gigantesques victoires obtenues, sera prête à affronter le bolchevisme ou [...] à se lancer contre l'Ouest »²⁶. Tout compte fait, Halder envisageait d'affronter non seulement la Pologne, en risquant un conflit armé avec les puissances occidentales, mais il était également disposé à attaquer la Russie bolchevique lors de la même offensive²⁷.

Les propos de Halder ne suscitèrent aucune opposition parmi les généraux présents à la conférence, pas même de la part de Manstein, ce qui était très révélateur de l'esprit belliqueux du corps des officiers et surtout de leur désir de faire disparaître la Pologne. Si quelques-uns demeuraient sceptiques quant à la non-intervention des puissances occidentales advenant une offensive allemande en Pologne, la plupart d'entre eux étaient convaincus néanmoins de la nécessité d'en finir une fois pour toutes avec la question polonaise. Il fallait poursuivre la politique expansionniste de Hitler destinée à régler le problème de l'espace allemand.

L'agression contre la Pologne recueillait donc l'approbation quasi-unanime de tous les officiers supérieurs contre un État et un peuple honnis depuis 1919. Après la guerre, Manstein évoqua ce que représentait cet État pour l'ensemble des officiers allemands : « La Pologne ne pouvait être pour nous qu'une source d'amertumes après s'être appropriée, grâce au traité de Versailles, des territoires allemands

²⁶ Christian Hartmann et Sergej Slutsch, « Franz Halder und die Kriegsvorbereitungen im Frühjahr 1939. Eine Ansprache des Generalstabschefs des Heeres », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, no. 45 (juillet 1997), p. 467-495 (pour la citation, p. 495).

²⁷ Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generäle...*, p. 136 ; Dirks et Janßen, « Plan Otto », *Die Zeit*, no. 38 (19 septembre 1997), p. 16. Après la guerre, Halder déclara s'être opposé à l'intention de Hitler d'attaquer la Pologne. Il avoua son impuissance et celle des autres généraux à l'en empêcher. Hartmann et Slutsch, « Franz Halder... », p. 471.

sur lesquels elle ne possédait aucun droit résultant de l'Histoire ou du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et pour nous, soldats, une source d'inquiétudes au temps de la faiblesse de l'Allemagne »²⁸.

Depuis l'époque de Seeckt, l'objectif des militaires concernant la Pologne avait toujours été le même : récupérer les anciens territoires à l'Est par la destruction militaire de l'État polonais dont l'existence était jugée incompatible avec le développement de l'Allemagne en tant que grande puissance en Europe. Mais, avec le recouvrement par celle-ci de sa puissance militaire et l'amélioration de sa position géostratégique en Europe depuis l'arrivée de Hitler au pouvoir, la conquête de la Pologne n'était plus qu'une étape dans la conquête d'un espace vital aux dépens de la Russie bolchevique. Par conséquent, dans l'optique de cette conquête d'un espace vital à l'Est, la Pologne se trouvait tout simplement sur le chemin vers l'Union soviétique. Pour Hitler comme pour les généraux de la Wehrmacht, l'annexion de Dantzig, de la Prusse-Occidentale et de la partie polonaise de la Haute-Silésie n'étaient pas une fin en soi, mais seulement un prétexte pour amorcer véritablement la conquête à l'Est de territoires jugés nécessaire pour assurer le développement du Reich allemand en tant que puissance continentale, voire même mondiale.

La détermination des généraux de la Wehrmacht d'attaquer la Pologne fut bien arrêtée à la suite du pacte Ribbentrop-Molotov, le 23 août 1939, du nom des ministres des Affaires étrangères allemand et soviétique qui l'avaient signé. En isolant la Pologne, ce pacte de non-agression épargnait au Reich allemand la perspective de se retrouver dans une guerre sur deux fronts. En d'autres termes, il offrait donc la possibilité d'attaquer la Pologne et, si nécessaire, les puissances occidentales sans craindre l'intervention soviétique. Mieux encore, il permettait à l'Allemagne, par les accords commerciaux qui le complétaient, de contrer un éventuel blocus économique des puissances occidentales par l'accès aux riches matières premières de l'Union soviétique. Enfin, le pacte de non-agression comportait un protocole secret de partage des sphères d'influence en Europe de l'Est. La Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Bessarabie roumaine et la portion de territoire polonais à l'est de la ligne Narew-Vistule-San se retrouvaient dans la sphère d'intérêts soviétique, alors que la Lituanie et la partie de la Pologne située à l'ouest de la dite ligne faisaient partie de celle de l'Allemagne.

La veille de la conclusion de ce pacte, Hitler avait convoqué au Berghof une cinquantaine d'officiers haut-gradés de la Wehrmacht, parmi lesquels on retrouvait Manstein, pour leur exposer ses intentions définitives quant à la question polonaise. À quelques jours de l'offensive allemande, qui avait été fixée au 26 août, le Führer tenait à s'assurer que ses généraux étaient toujours convaincus de la nécessité d'attaquer la Pologne²⁹. Hitler s'était chargé d'exciter l'ardeur au combat de ses généraux et de s'assurer que l'armée ferait son devoir. Selon lui, il était peu probable que les puissances occidentales entreraient en guerre, mais il fallait néanmoins en accepter le risque. Il exigea donc une résolution inébranlable de ses haut-gradés.

²⁸ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 14-15.

²⁹ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 207.

« Ne reculer devant rien. Que chacun ait la conviction que depuis le début nous avons été résolus à combattre les puissances occidentales. Une lutte à mort. [...] Une longue période de paix ne nous vaudrait rien. [...] Nous avons les meilleurs hommes. [...] Dans le camp adverse, ils sont plus faibles. [...] En 1918, la nation s'est effondrée parce que les conditions morales étaient défectueuses. Frédéric le Grand n'a tenu qu'en raison de sa force d'âme. La destruction de la Pologne a la priorité. Le but est d'éliminer les forces actives et non d'atteindre une certaine ligne. Même si la guerre éclate à l'Ouest, la destruction de la Pologne demeure l'objectif principal. Décision rapide, vu la saison. Je trouverai bien un quelconque motif de propagande pour déclencher les hostilités [...] peu importe qu'il soit ou non plausible. On ne demandera pas ensuite au vainqueur s'il a dit ou non la vérité. Dans le déclenchement et la conduite d'une guerre, ce n'est pas le droit qui importe, mais la victoire. Fermez vos cœurs à la pitié ! Agissez avec la brutalité ! Quatre-vingt millions de gens doivent obtenir justice. [...] La raison appartient au plus fort. Soyez durs et impitoyables »³⁰.

Que le Führer soit parvenu à convaincre tous ses auditeurs à propos d'une non-intervention de la Grande-Bretagne et de la France dans l'éventualité d'une agression militaire de l'Allemagne contre la Pologne, cela est probable. Après tout, les puissances victorieuses de la Première Guerre mondiale n'avaient-elles pas jusque-là fait montre d'une attitude conciliante en réaction aux coups de force de Hitler ? En mars 1935, allant à l'encontre des dispositions du traité de Versailles, il avait rétabli le service militaire ; les Alliés n'avaient réagi que mollement. En mars 1936, les troupes allemandes avaient avancé dans la zone démilitarisée de la Rhénanie ; les puissances occidentales n'avaient émis que de simples protestations. En mars 1938, il avait annexé l'Autriche au Reich ; encore une fois, la seule réaction de Londres et de Paris avait été une protestation diplomatique. En septembre 1938, à la conférence de Munich, il avait exigé le rattachement au Reich des Sudètes, ce territoire de la Tchécoslovaquie peuplé d'Allemands ; les Alliés avaient cédé. En mars 1939, la Wehrmacht avait envahi le reste de la Tchécoslovaquie et occupé la Bohême et la Moravie ; cette fois encore, les gouvernements britannique et français avaient reculé devant l'idée d'une riposte militaire. Alors, nombreux étaient les généraux à croire en l'« instinct quasi infallible » de Hitler, pour reprendre l'expression de Manstein dans ses mémoires. En outre, ce dernier rappelait que Hitler aurait déclaré « qu'il ne serait jamais aussi fou que les hommes d'État allemands de 1914, au point de déclencher une guerre sur deux fronts [...] »³¹.

Peu importaient les risques d'une guerre mondiale, le fait que l'attaque devait justement être menée contre la Pologne, ennemie traditionnelle de la Prusse et de l'Allemagne, et qu'elle avait été précédée, de surcroît, par la conclusion d'un pacte de non-agression avec la Russie, suffisait pour gagner à Hitler le soutien de la majorité de ses généraux, comme en témoignait l'absence totale d'objection de leur part au terme de sa conférence. En fait, la grande majorité des chefs de la Wehrmacht étaient convaincus de la nécessité de faire disparaître l'État polonais, dont l'existence était redevable à l'« abject » traité de Versailles, pour ainsi poursuivre la conquête d'un espace vital en Europe de l'Est, déjà entamée par l'*Anschluss* et le dépeçage de la Tchécoslovaquie.

³⁰ Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 566-570. Voir aussi Jeremy Noakes et Geoffrey Pridham, *Nazism, 1919-1945 : A Documentary Reader*, vol. 3 : *Foreign Policy, War, and Racial Extermination*, Exeter, University of Exeter, 1997, p. 739-743.

³¹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 14.

Le comportement du commandant en chef de l'armée de terre, le colonel-général Brauchitsch, est d'ailleurs très significatif du rôle décisif de la Wehrmacht dans le déclenchement de la guerre. À la suite de la signature du pacte Ribbentrop-Molotov, bon nombre de généraux se montraient pleinement satisfaits de la situation dans laquelle leur pays se retrouvait puisqu'ils étaient convaincus, à l'instar de Hitler, que les puissances de l'Ouest n'interviendraient pas pour secourir la Pologne advenant une attaque allemande contre celle-ci. Et si les puissances occidentales se résolvaient à intervenir quand même, le pacte de non-agression germano-soviétique éliminait tout au moins la menace d'un encerclement et d'une guerre sur deux fronts, en garantissant la neutralité soviétique³².

Cependant, la ratification soudaine et inattendue d'une alliance entre Londres et Varsovie, le 25 août 1939, incita Hitler à reculer. Il donna immédiatement à Brauchitsch l'ordre de retenir à la frontière les troupes de la Wehrmacht, prêtes à attaquer le 26 août. Le commandant en chef de l'OKH s'empressa aussitôt d'exécuter cet ordre qu'il accueillit avec enthousiasme, non par crainte d'une guerre sur deux fronts, mais pour des raisons purement logistiques. Le 26 août, l'attaque aurait commencé au premier jour de la mobilisation et la Wehrmacht n'aurait pas été pleinement opérationnelle. En revanche, en retardant l'offensive au septième jour de la mobilisation, soit le 1^{er} septembre, la Wehrmacht pouvait davantage être en mesure d'exécuter les opérations plus rapidement et plus efficacement. « Donnez-moi sept jours de plus pour réaliser méthodiquement la mobilisation et le déploiement, et je pourrai ainsi avoir à ma disposition plus de 100 divisions », dit-il à Hitler³³. Et c'est effectivement ce qui allait se produire.

Un tel délai pouvait s'avérer extrêmement bénéfique pour le Reich, compte tenu de la possibilité d'une guerre sur deux fronts. Pour parer à cette éventualité, la Wehrmacht devait absolument concentrer la masse de ses forces sur le front polonais afin d'y remporter le plus rapidement possible une décision militaire, et ce, même en prenant le risque de laisser ses arrières à peine protégés. Elle pourrait ensuite transférer le gros de ses forces du front de l'Est au front de l'Ouest et ainsi faire face aux armées franco-britanniques avant que celles-ci n'aient eu le temps de lancer une opération militaire sur le Rhin. Mais, le 25 août, la concentration des troupes à la frontière polonaise était loin d'être achevée pour mettre à exécution un tel plan³⁴.

Pour Brauchitsch, tout comme pour bien d'autres généraux de la Wehrmacht, si une guerre avec les puissances occidentales devait avoir lieu, il était préférable que cela survienne immédiatement, tandis qu'elles étaient encore faibles militairement. C'est pourquoi il souhaitait attaquer la Pologne comme prévu, soit le 1^{er} septembre 1939. Loin d'être effrayé par l'alliance anglo-polonaise, le commandant en chef de l'OKH exprimait plutôt son enthousiasme à l'idée du déclenchement de la guerre. Et ce fut

³² Avec le pacte Ribbentrop-Molotov, le Reich allemand renouait, en quelque sorte, avec l'esprit du traité de Rapallo de 1922 et des accords militaires secrets signés l'année précédente par les dirigeants de la Reichswehr et ceux de l'Armée rouge, qui désignaient la Pologne comme l'ennemi commun à liquider dans un avenir indéterminé. Dans la façon de régler la question polonaise, il y avait donc continuité au sein du haut commandement de l'armée allemande de Seeckt à Brauchitsch.

³³ Diks et Janßen, *Der Krieg der Generale...*, p. 71-72.

³⁴ Rohde, « Hitler's First Blitzkrieg... », p. 76-77.

essentiellement pour ces mêmes raisons que le Führer finit par se convaincre une fois de plus qu'il valait mieux entrer en guerre alors que la conjoncture militaire était favorable au Reich. Dans ce cas, aussi bien retarder l'offensive de sept jours, comme le demandait Brauchitsch, et permettre ainsi à la Wehrmacht d'achever complètement sa mobilisation et son déploiement sur le front de l'Est. Tandis que le nombre de divisions blindées disponibles pour l'offensive du 1^{er} septembre demeura le même qu'une semaine auparavant, la Wehrmacht put toutefois compter sur 21 divisions d'infanterie et 2 divisions motorisées de plus³⁵.

Pour les généraux, l'objectif suprême était de conquérir pour le peuple allemand un espace vital à l'Est, en dépeçant l'État soviétique et en repoussant la Russie le plus loin possible de l'Europe, par la mise en place d'États satellites placés sous le giron allemand. En quelque sorte, il s'agissait de reprendre ce que le traité de Brest-Litovsk avait conféré au haut commandement de Hindenburg et de Ludendorff, en mars 1918³⁶. Ce traité avait alors permis au Reich d'étendre son influence sur les pays baltes, la Russie blanche, l'Ukraine, la Crimée et même le Kouban. Avec la conquête des immenses espaces de l'Est, l'Allemagne pourrait ainsi disposer de produits alimentaires et de matières premières jugées inépuisables et nécessaires pour son développement comme grande puissance continentale, voire même mondiale. En devenant un empire continental autarcique à l'épreuve de tout blocus, elle pourrait alors étendre son hégémonie sur toute l'Europe. Il lui serait possible, par le fait même, de créer les États-Unis d'Europe en unifiant les diverses nations du continent sous sa domination. On songeait, en effet, à une Europe organisée suivant le modèle allemand de l'ancien Reich bismarckien, c'est-à-dire une Europe unifiée, constituée d'États, dont l'un, l'Allemagne national-socialiste en l'occurrence, jouerait un rôle prééminent, en exerçant la même fonction que naguère la Prusse à l'intérieur de l'Allemagne impériale. En d'autres termes, l'idée était d'établir une Europe allemande par la conquête d'un espace vital en Europe de l'Est.

D'ailleurs, à ce sujet, l'ancien chargé d'affaires américain à Berlin, Raymond H. Geist, se rappela, en décembre 1938, les propos que lui avait tenus Halder au cours d'une conversation qui avait eu lieu deux ans auparavant. Celui-ci lui avait alors fait connaître le programme expansionniste de l'Allemagne national-socialiste en Europe de l'Est, un programme qui, insistait-il, était définitif et irrévocable. De ce fait, le général allemand lui indiqua que les objectifs territoriaux du Reich allemand ne se limitaient pas seulement à la Pologne, mais qu'ils incluaient aussi la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Russie et, en particulier, l'Ukraine. Aux yeux de Halder, tous ces États d'Europe de l'Est étaient donc appelés à devenir des provinces allemandes³⁷. Et tout indique que cette soif de conquêtes à l'Est, grandement inspirée par les gains obtenus dans le cadre du traité de Brest-Litovsk en 1918, était également partagée par la plupart des autres généraux qui avaient combattu, à cette époque, sous le haut commandement de Hindenburg et de Ludendorff.

³⁵ *Ibid.*, p. 77.

³⁶ Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generale...*, p. 136 ; Dirks et Janßen, « Plan Otto... », p. 16.

³⁷ Hartmann et Slutsch, « Franz Halder... », p. 475.

Par conséquent, et à la lumière de la lettre qu'il avait envoyé au général Beck au moment de la crise des Sudètes, en y soulignant la nécessité de faire disparaître la Tchécoslovaquie de la carte de l'Europe, tout laisse croire que l'état d'esprit du lieutenant-général Manstein, à la veille de l'attaque contre la Pologne, ne fut guère différent de celui d'un Brauchitsch ou d'un Halder. Contrairement à ce qu'elle était à l'été 1938, la Wehrmacht se retrouvait, un an plus tard, dans une bien meilleure position sur le plan des préparatifs militaires pour se lancer dans une guerre européenne. Celui qui avait participé à la conception du « plan blanc » et qui avait insisté auprès de ses collègues sur le fait que sa réalisation ne poserait aucune difficulté à la Wehrmacht semble avoir partagé l'enthousiasme de la plupart des généraux à l'idée d'anéantir, une fois pour toutes, l'État polonais issu de l'« infâme » traité de Versailles.

Le retour à la guerre de mouvement : un succès redevable à Manstein ?

Le 1^{er} septembre 1939, lorsque les troupes allemandes franchirent la frontière polonaise, surprenant l'armée adverse en pleine mobilisation, l'état-major du groupe d'armées sud se trouvait à son poste à Neisse. Il avait établi un peu plus tôt ses quartiers dans le couvent de la Sainte-Croix (Heiligen-Kreuz-Stift). C'est de cet endroit que Manstein suivit de près les opérations de son groupe d'armées et donna ses directives en suivant l'évolution de la campagne. Cela dit, il s'agit ici de cerner la contribution générale de Manstein dans la victoire éclair de la Wehrmacht en Pologne, notamment en vertu de son plan d'attaque, le déroulement des opérations étant trop connu pour qu'on s'y attarde plus particulièrement.

Le Blitzkrieg allemand fut dévastateur pour l'adversaire. Les pertes de l'armée polonaise s'élevèrent à environ 70 000 tués, 133 000 blessés et 700 000 prisonniers, alors que la Wehrmacht ne compta guère que 11 000 tués, 30 000 blessés et 3 400 disparus³⁸. La vitesse et la puissance de destruction des opérations terrestres et aériennes menées par l'Allemagne contre la Pologne stupéfièrent les observateurs étrangers. En France, le choc fut particulièrement brutal. Ayant encore en mémoire les sanglantes batailles de tranchées de la Première Guerre mondiale, les dirigeants militaires français avaient compté sur une résistance polonaise jusqu'à l'hiver ou au printemps. Mais le Blitzkrieg avait permis de rétablir la guerre de mouvement, rendant ainsi possible une campagne militaire de courte durée.

La progression allemande en Pologne fut tellement foudroyante que le général Halder nota, dès le 5 septembre : « Ennemi pratiquement défait »³⁹. Il n'avait pas tort, car seulement deux jours après le début de l'offensive, l'aviation polonaise était anéantie, la plus grande partie des 500 appareils de première ligne ayant été détruits au sol par le bombardement allemand avant de pouvoir décoller. Le 3 septembre, lorsque la Grande-Bretagne et la France entrèrent en guerre, l'avance de la 4^e armée de Kluge avait coupé le corridor et atteint le cours inférieur de la Vistule, complétant la jonction avec la 3^e armée de Küchler qui exerçait, pour sa part, une pression sur la Narew. Le 6 septembre, la 10^e armée de Reichenau avait

³⁸ Rohde, « Hitler's First Blitzkrieg... », p. 124 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 367.

³⁹ Cité par *Ibid.*, p. 366.

progressé bien au-delà de la Warta, atteignant Lodz et Kielce. Ce même jour, Cracovie, la seconde ville de Pologne, était prise par la 14^e armée de List. Au soir, le gouvernement polonais quittait Varsovie pour se réfugier à Lublin. Dès le lendemain, Halder, estimant l'armée polonaise condamnée, préparait certains transferts de troupes sur le front de l'Ouest bien qu'on n'y détectât aucune activité. Pas plus tard que le 8 septembre, les unités avancées de Reichenau se trouvaient déjà aux portes de Varsovie après avoir traversé la Vistule au sud de la capitale. Elles avaient parcouru plus de 220 kilomètres au cours de la première semaine. Les troupes de List n'étaient pas en reste car elles arrivaient, à ce même moment, à Sandomierz, au confluent de la Vistule et de la San. Tandis que le corps blindé de Guderian, le fer de lance de l'armée de Küchler, contournait la ligne du Boug et progressait vers Brest-Litovsk, le corps blindé de Kleist, sur le front de List, franchissait la San et atteignait la ville de Lvov le 12 septembre. Deux semaines et demie après le début de l'offensive, soit le 17 septembre, les Panzer de Guderian faisaient leur jonction avec les patrouilles de la 14^e armée de List à Wlodawa, à 80 kilomètres au sud de Brest-Litovsk, refermant les griffes de la grande tenaille. L'ensemble de l'armée polonaise se trouvait alors encerclé par la Wehrmacht. Le 27 septembre, ses forces retranchées à Varsovie capitulaient⁴⁰.

La campagne prit fin lorsque les dernières troupes polonaises qui n'avaient pu passer en Roumanie déposèrent définitivement les armes le 6 octobre. Ainsi, la Pologne, comme l'Autriche et la Tchécoslovaquie avant elle, disparaissait de la carte de l'Europe. Mais, cette fois-ci, le Reich avait été aidé et encouragé par l'Union soviétique. C'était le quatrième partage de la Pologne par l'Allemagne et la Russie (l'Autriche avait participé aux autres) et, jusqu'au dernier jour, ce fut de loin le plus barbare et le plus impitoyable.

Ce partage intervint selon les termes de l'accord révisé des zones d'influence et signé par Ribbentrop et Molotov le 28 septembre 1939. En échange de la Galicie, c'est-à-dire des territoires polonais se trouvant entre la Vistule et le Boug, le Reich remit la Lituanie à l'URSS. Tandis que cette dernière annexait les régions polonaises situées à l'est de la ligne Narew-Boug-San, l'Allemagne incorporait le corridor polonais séparant la Prusse-Orientale de la Poméranie, Dantzig, et les voïvodies de Poznan, de Lodz, de Kielce, de Katowice, de Cracovie, de Varsovie et de Lublin. À la demande de Moscou, Berlin renonçait à maintenir une Pologne croupion et établissait son protectorat sur le gouvernement général de Varsovie. En fait, Hitler et Staline convenaient d'instituer en Pologne un régime de terreur, dans le dessein de supprimer brutalement la liberté, la civilisation et la vie nationale des Polonais.

L'Allemagne récupérait bien plus que sa frontière de 1914. Ses nouvelles frontières orientales fixées dans le courant du mois d'octobre englobaient des territoires qui n'avaient jamais fait partie des anciennes provinces prussiennes. Les frontières du Reich se trouvaient ainsi repoussées de quelque 150 à 200 kilomètres plus à l'est, les Allemands n'étant majoritaires que dans la région de Dantzig. Dans le reste

⁴⁰ Rohde, « Hitler's First Blitzkrieg... », p. 113-123 ; Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 667-668.

des territoires annexés, la proportion d'Allemands atteignait rarement plus de 10%⁴¹. Il ne s'agissait donc plus de révisionnisme, mais d'une conquête à la fois impérialiste et criminelle à laquelle les officiers supérieurs de la Wehrmacht avaient souscrit. Le colonel-général Fritsch, ancien commandant en chef de l'armée de terre, qui tomba au combat le 22 septembre, avait observé dans sa dernière lettre du front que la victoire, dans cette guerre, réunirait les « États unis d'Europe centrale en un solide bloc continental sous l'autorité de l'Allemagne »⁴². Cela reflétait bien la mentalité des nationalistes conservateurs – qui comptaient dans leurs rangs la majorité des officiers de l'armée, y compris Manstein – auxquels Hitler inspirait de profondes réserves, mais qui se réjouissaient des gains territoriaux qu'il avait permis.

La Wehrmacht avait appliqué en Pologne une doctrine militaire révolutionnaire reposant sur le tandem chars-avions lié par la radio, qui constituait une indiscutable innovation. Cette doctrine militaire allemande avait permis de rétablir la guerre de mouvement. Des ruptures avaient été ainsi obtenues sur des fronts étroits par des attaques massives de blindés opérant au sein de divisions autonomes. Les colonnes de blindés avaient exploité rapidement en profondeur ces ruptures afin de déborder sur les flancs des troupes ennemies et de réaliser leur encerclement. L'infanterie s'était chargée ensuite d'occuper et de nettoyer le terrain des poches de résistance. Les percées profondes et les manœuvres d'encerclement réalisées par les divisions de Panzer avaient été facilitées par le soutien de l'aviation qui bombardait sans relâche les lignes ennemies. Mais le rôle de la Luftwaffe s'était étendu très largement sur les arrières du front avec le bombardement des terrains d'aviation, des quartiers généraux, des lignes de communication, de transmission et de ravitaillement de l'ennemi. Pour ajouter à la désorganisation du commandement adverse, des unités de parachutistes avaient été également larguées derrière les lignes ennemies. En définitive, ce fut une éclatante démonstration de la nouvelle forme de guerre, annoncée par le colonel-général Seeckt dès les années vingt et appelée aussitôt Blitzkrieg par la presse occidentale⁴³.

Cette campagne fut sans conteste un succès personnel pour Guderian, le créateur des divisions de Panzer et le théoricien de la guerre mobile associant les forces blindées à celles de la Luftwaffe. Elle le fut aussi pour Manstein. Ce dernier eut le mérite d'avoir adhéré très tôt aux théories de Guderian et d'avoir contribué à ce qu'elles fussent acceptées comme doctrine officielle au sein du haut commandement de l'armée de terre.

Plus tard, Manstein attribua en partie le succès, si rapide et si écrasant, de la campagne de Pologne à l'emploi, complètement nouveau, de grandes formations blindées, opérant de façon indépendante, et à l'appui apporté par une aviation d'une supériorité écrasante.

« L'essentiel était pourtant que cette petite Reichswehr, méprisée par beaucoup de gens, ait su, à partir de la défaite de la Première Guerre mondiale, sauver et redonner vie à la grande tradition allemande du commandement et de la formation. La nouvelle Wehrmacht, en tant qu'enfant de cette Reichswehr, avait réussi – et elle était la seule à l'avoir fait – à échapper à la dégénérescence de la guerre de positions [...]. Dans la Wehrmacht, avec l'aide des nouveaux moyens de combat,

⁴¹ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 371.

⁴² Janßen et Tobias, *Der Sturz der Generäle...*, p. 247.

⁴³ Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 80.

on était parvenu à restaurer le véritable art du commandement dans la conduite mobile des opérations »⁴⁴.

Mais les succès foudroyants de la Wehrmacht en Pologne n'étaient pas seulement redevables à la forme de guerre à laquelle elle avait eu recours. Le plan d'opérations militaire allemand, essentiellement le produit des études de Manstein, y était aussi pour beaucoup. En effet, le stratège Manstein avait su exploiter au maximum la situation géostratégique défavorable de la Pologne qui exposait ses flancs à des offensives débouchant simultanément de la Prusse-Orientale, de la Poméranie, de la Haute-Silésie et de la Slovaquie. Suivant l'application de son plan, la Pologne devint un énorme saillant, pris en tenaille par la Wehrmacht. Manstein avait également anticipé parfaitement la stratégie défensive de l'adversaire qui consistait à livrer bataille juste derrière ses frontières afin de protéger les provinces occidentales les plus riches, les plus industrialisées et les plus peuplées de la Pologne. Puisque le gros des forces polonaises avait été déployé à l'ouest du pays, la manœuvre d'enveloppement de la Wehrmacht, par le nord, le nord-ouest, le sud-ouest et le sud, prit forme dès le début de l'offensive. L'encerclement avait été facilité aussi par la mobilisation incomplète de l'armée polonaise au moment où les soldats allemands franchirent la frontière. En effet, seul un tiers des unités polonaises de première ligne se trouvaient prêtes à affronter l'envahisseur le 1^{er} septembre⁴⁵.

La faiblesse de la position polonaise, à cause du tracé de la frontière, et l'infériorité des forces du pays auraient dû inciter le haut commandement à établir sa défense derrière la ligne Narew-Vistule-San. Mais cela aurait entraîné l'abandon de la plus grande partie de la principale zone industrielle qui se trouvait à l'ouest de la ligne tracée par ces cours d'eau⁴⁶. Dans ses mémoires, Manstein souligna cette considération sur le déploiement polonais :

« Du point de vue opérationnel, cette conception était la seule juste, car elle faisait disparaître toute possibilité d'enveloppement et opposait avec ces rivières un obstacle important aux formations blindées allemandes. [...] L'accepter aurait cependant entraîné l'abandon de toute la Pologne occidentale où se trouvaient les plus précieuses régions industrielles et agricoles du pays »⁴⁷.

C'était d'ailleurs la stratégie qu'avait proposée depuis longtemps le haut commandement français à l'état-major polonais⁴⁸. Mais celui-ci avait refusé d'abandonner d'emblée le tiers du territoire national. Les arguments économiques en faveur d'une tentative d'action de retardement de l'avance ennemie dans la principale zone industrielle du pays se trouvaient renforcés par l'orgueil national et une confiance excessive des chefs militaires, ainsi que par les illusions entretenues sur la capacité des Alliés occidentaux à réduire la pression des troupes allemandes⁴⁹.

⁴⁴ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 56-57.

⁴⁵ Rohde, « Hitler's First Blitzkrieg... », p. 99-100.

⁴⁶ Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale...*, p. 29-30.

⁴⁷ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 30.

⁴⁸ Philippe Masson, *Une guerre totale 1939-1945. Stratégies, moyens, controverses*, Paris, Tallandier, 1990, p. 104.

⁴⁹ Rohde, « Hitler's First Blitzkrieg... », p. 124-125 ; Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale...*, p. 29-30.

En voulant tout couvrir, y compris le corridor et la province avancée de Poznan, le commandant en chef de l'armée polonaise, le maréchal Edward Rydz-Smigly, ne pouvait conduire son armée qu'à la défaite. Le déploiement d'une armée de manière à couvrir tout le territoire et à ne rien abandonner de plein gré la rend faible partout et accélère sa défaite, encore plus si ses forces sont inférieures à celles de l'adversaire. Ce qui était justement le cas de la Pologne en 1939, devait l'être également pour l'Allemagne en 1943-1944, lorsque Hitler ordonnerait à Manstein de conserver à tout prix le bassin du Donets et la boucle du Dniepr.

En rassemblant le gros de ses forces à l'est de la ligne Narew-Vistule-San, l'état-major aurait été en mesure de mieux reconnaître l'axe principal de l'offensive allemande, même s'il pouvait facilement prévoir à l'avance que le fer de lance de l'attaque allemande viendrait de la Haute-Silésie pour les raisons énumérées précédemment. Par contre, on peut se demander si l'abandon de la portion occidentale à l'Allemagne n'aurait pas incité l'URSS à intervenir plus rapidement en Pologne orientale ? Quoi qu'il en soit, une résistance établie en arrière de la ligne Narew-Vistule-San aurait non seulement éliminé la menace d'un enveloppement par la Prusse-Orientale et la Poméranie au nord et par la Haute-Silésie et la Slovaquie au sud, mais elle aurait également fait gagner du temps à la Pologne. Il était de son intérêt de maintenir son armée en campagne le plus longtemps possible en espérant qu'une offensive occidentale obligerait l'Allemagne à retirer la grande masse de ses forces du théâtre d'opérations polonais. Il s'agissait d'ailleurs du seul espoir pour elle de reconquérir ultérieurement ses provinces occidentales sacrifiées⁵⁰.

Mais les puissances occidentales n'avaient jamais projeté sérieusement une attaque massive à l'Ouest afin de porter secours à leur allié polonais⁵¹. Sur le front occidental, rien, pour ainsi dire, ne s'était produit. À peine avait-on échangé quelques coups de feu. D'ailleurs, pour qualifier la guerre à l'Ouest, l'opinion publique en Allemagne commençait alors à parler de *Sitzkrieg* (guerre assise) par apposition à *Blitzkrieg* (guerre éclair). En France, elle fut vite baptisée « drôle de guerre », et en Angleterre, *Phoney War*. Après la guerre, ces expressions allaient devenir une façon de désigner cette période de la guerre qui s'étendit de l'effondrement de la Pologne, en septembre 1939, jusqu'au déclenchement de l'offensive allemande sur le front occidental, en mai 1940.

⁵⁰ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 31-33.

⁵¹ Si la garantie britannique à la Pologne était générale, celle de la France était spécifique. Dans la convention militaire franco-polonaise du 19 mai 1939, il était entendu que l'armée française « lancera progressivement des opérations offensives contre des objectifs limités vers le troisième jour qui suivra la mobilisation générale ». Il y était également entendu que, « dès que le principal effort allemand se sera porté contre la Pologne, la France jettera le gros de ses forces dans une offensive contre l'Allemagne qui débutera le quinzième jour après le premier jour de la mobilisation générale française ». Quand l'état-major polonais demanda, à ce moment-là, combien de troupes françaises seraient disponibles pour cette offensive d'envergure, le général Maurice Gamelin, commandant en chef des forces armées françaises, répondit que ce serait environ 35 à 38 divisions. Mais le 23 août, alors que l'attaque allemande contre la Pologne devint imminente, Gamelin déclara à son gouvernement qu'il n'avait pas la possibilité de monter une offensive sérieuse avant au moins deux ans, et ce, en supposant qu'à cette date la France pût compter sur l'aide des troupes britanniques et l'équipement américain. Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 676.

Une chance en or gaspillée par les Alliés de vaincre le Reich ?

La France et la Grande-Bretagne avaient-elles laissé passer une occasion unique de profiter de la faiblesse du dispositif défensif allemand à l'Ouest pour déclencher une offensive d'envergure dont les conséquences auraient pu être extrêmement graves pour le Reich ? C'est du moins ce que soutinrent, après la guerre, Manstein et plusieurs autres généraux allemands. Compte tenu de la faiblesse des moyens de la Wehrmacht à l'Ouest, une offensive alliée de grande ampleur, lancée à la mi-septembre, aurait pu apporter un soulagement à l'armée polonaise et obtenir tout au moins des résultats tangibles, comme l'occupation de la rive gauche du Rhin. En effet, la Wehrmacht n'avait laissé à l'Ouest que 46 divisions dont 11 d'active, privées de toutes unités blindées ou motorisées et de tout appui aérien de quelque importance⁵².

Dans ses mémoires, Manstein soulignait ainsi l'erreur des puissances occidentales qui n'avaient pas osé exploiter le risque très grave pris à l'Ouest par le haut commandement allemand pour obtenir la supériorité nécessaire à l'Est, et accourir à temps à l'aide des Polonais : « Les choses auraient pris incontestablement une tournure absolument différente si les Alliés occidentaux étaient passés à l'offensive le plus tôt possible »⁵³.

À Nuremberg, des généraux admirent rétrospectivement que, faute d'avoir attaqué à l'Ouest pendant la campagne de Pologne, les Alliés avaient laissé passer une occasion idéale de porter un coup sévère à l'Allemagne. À cet égard, Halder déclarait :

« La victoire en Pologne n'était possible qu'en découvrant presque complètement notre frontière ouest. Si les Français avaient vu la logique de la situation et avaient mis à profit l'engagement des forces allemandes en Pologne, ils auraient pu traverser le Rhin sans que nous puissions l'empêcher et ils auraient menacé la zone de la Ruhr, qui était pour l'Allemagne le facteur le plus décisif dans la conduite de la guerre ».

Jodl abondait dans le même sens que Halder : « Si nous ne nous sommes pas effondrés en 1939, dit-il, ce fut seulement grâce au fait que, pendant la campagne polonaise, les 110 (approximativement) divisions françaises et anglaises à l'Ouest étaient tenues dans une inactivité complète face aux 23 divisions allemandes »⁵⁴.

Il y avait dans ces affirmations une part d'illusion. Tout d'abord, la France ne disposait d'aucun plan offensif contre l'Allemagne. Depuis le milieu des années vingt, la stratégie de son armée était strictement défensive : elle ne visait, par conséquent, qu'à la défense de l'intégrité territoriale de l'Hexagone. Cette stratégie était consolidée par la ligne Maginot, véritable système fortifié sur la frontière nord-est, dont les travaux de construction avaient commencé dès la fin des années vingt. Ne possédant pas une armée entraînée pour mener des opérations au-delà de ses frontières, la France ne pouvait donc pas respecter les engagements d'assistance qu'elle avait contractés envers ses alliés. Même si elle s'était

⁵² À ce sujet, voir notamment Masson, *Histoire de l'armée française...*, p. 184.

⁵³ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 56.

⁵⁴ Étrangement, pour donner plus d'ampleur à ses propos, Jodl diminue ainsi presque de moitié le nombre de divisions allemandes mobilisées sur le front de l'Ouest. Les deux citations sont tirées de Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 666-667.

résignée à déclencher une offensive d'envergure, elle n'aurait rien pu changer au sort de la Pologne, étant donné la lenteur de la mobilisation et de la concentration de ses troupes de l'ordre de trois semaines au minimum. Compte tenu des fortifications de la ligne Siegfried, particulièrement denses sur la frontière nord-est, une telle offensive se serait probablement transformée rapidement en une bataille d'usure et, par surcroît, avec de lourdes pertes. D'ailleurs, il est à se demander comment la France aurait pu tenir dans de telles circonstances, sachant que ses munitions en artillerie lourde étaient limitées à seulement trois semaines d'opérations actives, suivant les normes de 1918 ?⁵⁵

Considérant le *Westwall* et la vallée du Rhin comme de puissants obstacles défensifs, le haut commandement français considérait qu'il n'était tout simplement pas en mesure de lancer une puissante offensive avant l'automne 1941, d'autant plus que ses services de renseignement accordaient à l'ennemi une écrasante supériorité numérique dans le domaine des armements, évaluant grossièrement le nombre de chars allemands de 3 500 à 4 500, répartis en 10 ou 12, voire même 14 divisions blindées⁵⁶. Ce à quoi il fallait ajouter la dégradation du moral et le relâchement de la discipline des troupes, le mauvais état de leur entraînement et parfois même de leurs équipements. En vertu de ces diverses raisons, la riposte du haut commandement français fut réduite à l'entrée d'une dizaine de divisions en territoire allemand devant la Sarre. Sans même atteindre les positions avancées de la ligne Siegfried, il mit un terme à cette simple démonstration en territoire allemand, en procédant à son évacuation dès la mi-octobre⁵⁷.

De son côté, la contribution britannique était beaucoup trop modeste pour changer quoi ce soit. Les quatre premières divisions du corps expéditionnaire n'arrivèrent en sol français que lors des deux premières semaines d'octobre. Cela dit, étant donné sa supériorité en hommes et en armes tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif, ainsi que sa situation initiale extrêmement favorable, la victoire de la Wehrmacht en Pologne était acquise d'avance.

⁵⁵ Masson, *Histoire de l'armée française...*, p. 184.

⁵⁶ Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 265-266 ; Masson, *Histoire de l'armée française...*, p. 188.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 184 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 107-108.

CHAPITRE 4

UN DEFERLEMENT D'ATROCITES EN POLOGNE

S'il y a une chose que les historiens ont peu relevé à propos de Manstein, c'est bien son indulgence à l'égard des crimes de la Wehrmacht en Pologne. Après la guerre, cet officier soutint, sans grande surprise, que l'armée n'avait jamais soupçonné Hitler d'avoir réellement pour intention de mener une politique d'extermination en Pologne. Au sujet de la conférence militaire tenue par Hitler, le 22 août 1939, il affirma :

« Ce que Hitler déclara au sujet d'une guerre éventuelle contre la Pologne ne pouvait, à mon avis, s'entendre au sens d'une politique d'extermination, comme l'accusation l'a soutenu à Nuremberg. S'il réclamait une destruction rapide et impitoyable des forces armées polonaises, il n'exprimait que le but de toute grande opération offensive. En tout cas, aucun de nous ne donna à ses paroles l'interprétation née de son comportement ultérieur envers ce pays »¹.

Or, les faits démontrent que non seulement les généraux de haut-rang, y compris Manstein, étaient parfaitement au courant de la politique d'extermination du régime nazi en Pologne, mais qu'ils y ont également participé de leur propre gré, impliquant ainsi la Wehrmacht dans des actions criminelles contre les Juifs, les prisonniers de guerre et les élites politiques, religieuses et intellectuelles de la Pologne.

La perversion de la discipline militaire allemande

Bien qu'ils n'eussent reçu aucune instruction explicite et formelle du Führer à propos de la cruelle politique d'exécutions sommaires et de déplacements de population menée par les *Einsatzgruppen*, groupes d'intervention du SD chargés des opérations de nettoyage ethnique dans les territoires occupés et qui avançaient dans le sillage de l'armée, les généraux de la Wehrmacht commandant sur place étaient parfaitement au courant du programme criminel nazi.

Le sort réservé à la population des territoires conquis était, en effet, sans précédent, pire encore que les assujettissements barbares des siècles passés. Dans la vision de ses nouveaux suzerains, l'ancienne Pologne n'était plus qu'un territoire colonial en Europe de l'Est dont on pouvait piller les ressources à sa guise, tandis que, grâce à des théories raciales modernes recouvrant les vieux préjugés, ses habitants

¹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 20.

étaient considérés comme les membres d'une race inférieure qu'on pouvait traiter aussi brutalement qu'on le jugeait utile².

La campagne de Pologne donna ainsi lieu à des actes de barbarie particulièrement féroces. Dans la partie occidentale, envahie par les Allemands, les *Einsatzgruppen* faisaient régner la terreur. Au nombre de cinq et rattachés à chacune des armées – en vertu d'un accord conclu entre le SD et l'OKH avant le début de la campagne – les *Einsatzgruppen* devaient liquider la noblesse, le clergé, l'intelligentsia et, surtout, les Juifs³. Cependant, ils interprétaient très librement leur mission de fusiller les ennemis du Reich pour châtier toute manifestation d'hostilité ou s'en prendre à des résistants, c'est-à-dire à tous ceux qui laissaient paraître le moindre signe d'une opposition active aux forces d'occupation⁴.

Ces atrocités s'expliquaient par le peu de cas que les dirigeants nazis faisaient des habitants de la Pologne, presque tous de race inférieure à leurs yeux. Plus systématiquement, elles résultaient d'un programme radical et planifié de nettoyage ethnique mis sur pied par les dirigeants SS, avec l'approbation de Hitler lui-même. Les SS avaient rapidement vu les occasions que pouvait donner à leur organisation l'expansion en Pologne. De nouvelles possibilités d'étendre les tentacules de l'État policier s'étaient ouvertes avec l'annexion de l'Autriche, où, pour la première fois, on avait vu à l'œuvre les *Einsatzgruppen*. On les avait ensuite retrouvés dans les territoires des Sudètes puis dans le restant de la Tchécoslovaquie, où un champ plus large encore s'offrait à la SS, par l'entremise du SD, pour éliminer les ennemis du Reich allemand. La voie était donc pavée pour poursuivre cette tâche en Pologne à une plus grande échelle⁵.

Les motifs de la campagne de Pologne ne se limitaient donc pas aux seuls objectifs militaires. Ils incluaient également des mesures d'ordre raciste et idéologique. Dans le but de sécuriser un espace vital en Europe de l'Est, la partie occidentale de la Pologne occupée devait être purifiée de ses éléments slaves et juifs, puis incorporée au Reich et repeuplée par des Allemands. Les élites polonaises, faisant partie de la noblesse, de la bourgeoisie, des professions libérales et du clergé, seraient exterminées afin de priver l'intelligentsia de toute chance de former une classe dirigeante. Les éléments polonais considérés comme « utiles » d'un point de vue racial seraient systématiquement germanisés. Les autres Polonais étaient appelés à devenir des esclaves non éduqués au service de la « race des seigneurs » allemands, en constituant une main-d'œuvre dans la partie orientale de la Pologne occupée, bientôt connue sous le nom de gouvernement général. Quant à la population juive, elle serait, pour une part, décimée et, pour une autre, évacuée dans des ghettos du gouvernement général⁶.

² Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 371.

³ Czesław Madajczyk, « Die Verantwortung der Wehrmacht für die Verbrechen während des Krieges mit Polen », dans Wolfram Wette et Gerd Rolf Ueberschär (dir.), *Kriegsverbrechen im 20. Jahrhundert*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2001, p. 114-115.

⁴ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 373.

⁵ *Idem*.

⁶ Bernd Boll, Hannes Heer et Walter Manoschek, « Prelude to a Crime : The German Army in the National Socialist State, 1933-1939 », dans The Hamburg Institute for Social Research (éd.), *The German Army and Genocide...*, p. 23.

Au sujet des atrocités commises en Pologne, la Wehrmacht était loin d'avoir les mains propres. En accord avec les directives de Hitler, elle conduisit, au contraire, une guerre brutale et impitoyable contre l'État polonais et sa population⁷. Ainsi, dès les premières semaines de combat, de nombreux rapports de l'armée faisaient état de pillages, d'exécutions arbitraires, de brutalités contre des personnes sans armes, de viols, de synagogues incendiées et de massacres de Juifs par les soldats allemands⁸. L'OKH était donc bien informé de tout ce qui se passait derrière le front, non seulement au sujet des activités de la police de sécurité et des *Einsatzgruppen*, mais également de la participation d'unités de la Wehrmacht à des pogroms et à des exécutions sommaires d'ennemis du Reich, en particulier les Juifs⁹. Les soldats allemands n'avaient donc pas livré « un combat purement militaire » inspiré par « un caractère chevaleresque », comme l'affirma Manstein après la guerre¹⁰.

En fait, la politique implacable de purification raciale poursuivie par les autorités nazies concordait parfaitement avec les attitudes anti-polonaises et antisémites de nombreux soldats et officiers de la Wehrmacht. Les commandants militaires présents sur le terrain en Pologne considéraient les atrocités commises par leurs troupes comme des effets secondaires, regrettables de leur point de vue, mais inévitables, de la conquête militaire d'un ennemi farouche et tenu pour un peuple de race inférieure.

Ainsi, les prisonniers de guerre polonais étaient parfois tués jusqu'au dernier : 222 furent exécutés à Cwiklice, 200 à Zambrow et des centaines d'autres dans de nombreux autres cas. Le traitement réservé par la Wehrmacht aux civils qui défendaient avec acharnement leurs villes contre les troupes allemandes était particulièrement brutal. Les ordres exigeaient qu'ils fussent fusillés immédiatement : 300 à Kleck, 200 à Zloczew et des centaines d'autres dans plusieurs autres localités. Des actes de violence étaient aussi commis par les unités combattantes à l'endroit de civils sans armes. Quelques jours seulement après le début de l'invasion de la Pologne, nombreux étaient les rapports faisant état de pillages, d'exécutions sommaires et de viols perpétrés par des soldats allemands¹¹.

La Wehrmacht, la police de sécurité et les *Einsatzgruppen* perpétrèrent ainsi, parfois séparément, d'autres fois ensemble, des actes criminels d'une barbarie des plus répugnantes. Sous prétexte de représailles pour sabotage, d'activités anti-allemandes, d'insurrection armée ou tout simplement parce que les victimes faisaient partie de l'intelligentsia polonaise, ces organisations commirent des massacres atroces contre la population civile. Jusqu'à la fin d'octobre, elles perpétrèrent 764 massacres au cours desquels environ 20 000 personnes furent tuées. À elle seule, la Wehrmacht fut responsable de 311 de ces massacres. De sa propre initiative, elle prit également part à plusieurs manifestations de violence contre les Juifs : humiliations, pillages, travaux forcés, expulsions et exécutions sommaires. Bien que la police de

⁷ Madajczyk, « Die Verantwortung der Wehrmacht... », p. 113.

⁸ Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges...*, p. 76-77 ; Bartov, *L'Armée d'Hitler...*, p. 95-105.

⁹ Madajczyk, « Die Verantwortung der Wehrmacht... », p. 117. Au début de la campagne, le général Halder déclara à son chef d'intendance, le lieutenant-général Eduard Wagner, qu'il « était dans l'intention du Führer et de Göring d'anéantir et d'exterminer le peuple polonais ». *Ibid.*, p. 114. Voir aussi Below, *Als Hitlers Adjutant...*, p. 144.

¹⁰ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 57.

¹¹ Boll, Heer et Manoschek, « Prelude to a Crime... », p. 25.

sécurité et les *Einsatzgruppen* fussent principalement responsables de la liquidation des Juifs, l'armée y prêta volontiers son concours. Au cours du seul mois de septembre 1939, les soldats de la Wehrmacht fusillèrent plus de 1 200 Juifs. Jusqu'à la fin de 1939, les autorités d'occupation allemandes, assistées par des unités de la Wehrmacht, exécutèrent environ 7 000 Juifs polonais¹².

Les actes de pillages, de brutalités contre des civils, de viols et de massacres de Juifs prirent de telles proportions au cours de la campagne que les chefs de l'armée furent contraints de prendre des mesures pour réduire les manquements à la discipline. En effet, des soldats à titre individuel ainsi que plusieurs unités avaient perpétré de leur propre chef des crimes barbares. La direction de la Wehrmacht s'efforça alors de punir ceux ayant perturbé la discipline au sein de la troupe en les traduisant devant les tribunaux militaires. Mais Hitler amnistia la plupart d'entre eux par un décret du 4 octobre justifiant les actions allemandes comme des mesures de représailles rendues nécessaires par les atrocités commises par les Polonais¹³. Se plaignant de l'incompréhension de l'armée face au combat racial, Hitler confia à Goebbels, quelques jours plus tard, qu'elle était en Pologne « trop molle et accommodante » et serait dès que possible remplacée par l'administration civile. « Seule la force est efficace avec les Polonais », ajouta-t-il. « L'Asie commence en Pologne »¹⁴. Il dénonça encore les « attitudes puérides » de la direction de l'armée : « On ne gagne pas la guerre avec les méthodes de l'Armée du Salut »¹⁵. Le 17 octobre, par une mesure qui contribua à étendre sensiblement l'autonomie de la SS et de la police de sécurité, Hitler décida de les soustraire à la juridiction de l'armée. Deux jours plus tard, un décret stipulait que l'administration militaire de la Pologne, jusque-là sous le commandement de l'état-major du colonel-général Brauchitsch, cesserait à compter du 25 octobre et laisserait la place à une autorité civile.

Que l'armée fût déchargée des responsabilités n'empêcha pas le colonel-général Blaskowitz, commandant en chef de l'armée de terre en Pologne, après la fin de l'administration militaire, de dénoncer les violences répugnantes et continues perpétrées par la SS. Dans un rapport écrit qu'il adressa, en date du 6 février 1940, au colonel-général Brauchitsch, le commandant en chef de l'OKH, il condamna les atrocités criminelles, les sévices et les pillages de la SS, de la police de sécurité et de l'administration, fustigeant les « instincts bestiaux et pathologiques » de la SS qui avaient entraîné le massacre de dizaines de milliers de Juifs et de Polonais :

« Il n'est pas juste d'abattre quelques dizaines de milliers de Juifs et Polonais, comme cela se fait en ce moment ; car cela ne fera pas disparaître l'idée d'un État polonais aux yeux de la masse de la population et n'éliminera pas non plus les Juifs. Au contraire, la nature et la forme de ces tueries aggravent et compliquent la situation et la rendent beaucoup plus dangereuse qu'elle ne l'aurait été si elle avait fait l'objet d'un traitement réfléchi et déterminé »¹⁶.

¹² *Ibid.*, p. 25-26. Voir aussi Madajczyk, « Die Verantwortung der Wehrmacht... », p. 117.

¹³ Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges...*, p. 77-78 et 82.

¹⁴ Cité par Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 382.

¹⁵ *Ibid.*, p. 384.

¹⁶ Bartov, *L'Armée d'Hitler...*, p. 102.

Cette déclaration n'était pas sans ambiguïté. Au lieu d'un appel à mettre un terme aux massacres, elle pouvait apparaître comme une invitation à commettre ces meurtres à une plus grande échelle et d'une façon plus organisée. Mais Blaskowitz, avant tout soucieux des conséquences militaires des massacres, soutenait qu'ils ne faisaient qu'alimenter la propagande ennemie, en forçant les Polonais à s'unir aux Juifs contre les Allemands. Le colonel-général avait compris que le rôle joué par la Wehrmacht dans ces crimes allait avoir, à long terme, les plus graves conséquences non seulement sur les soldats mais sur la société allemande dans son ensemble. Il redoutait, de ce fait, un « abrutissement illimité » et une « déchéance morale » si les coupables d'atrocités n'étaient pas traduits dans les plus brefs délais devant le commandement et la juridiction militaire. Telles étaient, pour lui, les conséquences d'une légalisation des crimes qui rendrait pratiquement vaine toute réaction contre des actes qui, selon les lois de la guerre, étaient à l'évidence criminels¹⁷.

En réalité, au lieu de faire comparaître les coupables devant le commandement et la juridiction militaires, les autorités modifièrent la loi martiale pour l'adapter à la conception nazie de la justice raciale et politique. Comme l'avait craint Blaskowitz, l'occupation de la Pologne n'était que le début d'un processus de « brutalisation » qui gagna rapidement tous les rangs de l'armée¹⁸. Certes, ce processus n'était pas inéluctable, comme en fit foi le déroulement, moins d'un an plus tard, de la campagne à l'Ouest. Là, les SS et les soldats allemands ne bénéficièrent pas de la même liberté qu'en Pologne, d'abord pour des raisons politiques et ensuite parce que les nations de l'Ouest de l'Europe étaient placées bien avant les Slaves de l'Est dans l'échelle national-socialiste des races¹⁹. À l'Ouest, non seulement les soldats de la Wehrmacht avaient moins de préjugés à l'encontre de peuples jugés plus civilisés, mais leurs officiers appliquèrent également des sanctions rigoureuses, voire brutales, en cas d'exactions²⁰.

Si la Wehrmacht veilla soigneusement à réserver un traitement correct aux populations civiles et aux prisonniers de guerre lors de la campagne de l'Ouest, cela était tout à fait impensable à l'Est. Car ces règles générales excluaient les catégories politiques et raciales qui, pour le régime hitlérien, et donc pour la Wehrmacht, ne méritaient pas d'être traitées selon les conventions traditionnelles de la guerre. La brutalité idéologiquement motivée, qui s'était manifestée en Pologne à l'automne 1939, devint donc la norme au moment de l'invasion de l'Union soviétique à l'été 1941²¹.

Déterminé par des critères biologiques et politiques, le statut de la population polonaise de la zone occupée n'avait donc rien à voir avec les règles du droit international et les pratiques habituelles des militaires. Pour éviter que les soldats et les officiers fussent envahis par le sentiment que les instructions des autorités nazies étaient en contradiction avec les valeurs traditionnelles de l'armée, Brauchitsch émit un ordre, le 25 octobre 1939, par lequel il leur interdisait explicitement toute critique des mesures émanant

¹⁷ *Ibid.*, p. 102-103.

¹⁸ Le terme est de Bartov, *L'Armée d'Hitler...*, p. 103-104.

¹⁹ Streit, *Keine Kameraden...*, p. 187-188.

²⁰ Bartov, *L'Armée d'Hitler...*, p. 104.

²¹ *Ibid.*, p. 95-96.

de la direction de l'État alors mises en œuvre en territoire occupé²². Le 7 février 1940, soit un jour après le rapport de Blaskowitz, le commandant en chef de l'armée de terre revint à la charge, en justifiant, à l'intention de ses troupes, la politique de purification raciale :

« L'exécution des tâches dictées par nos politiques raciales, nécessaires pour sécuriser l'espace vital allemand et ordonnées par le Führer, devait nécessairement conduire à des mesures rudes, par ailleurs inhabituelles, contre la population polonaise de la zone occupée. L'exécution nécessairement accélérée de ces tâches, du fait du combat décisif du peuple allemand, a naturellement engendré une nouvelle intensification de ces mesures »²³.

De ce fait, la réaction de Brauchitsch aux protestations de Blaskowitz qui, dans les faits, revenait à cautionner la politique criminelle de nettoyage ethnique autorisée par Hitler, compromit la position de l'armée et ouvrit la voie aux accommodements entre celle-ci et la SS sur les mesures d'extermination de masse qui devaient être appliquées, à partir de l'été 1941, en Union soviétique. Le 22 juillet 1940, le colonel-général Kùchler, le commandant en chef de la 18^e armée déployée en Pologne, émit un ordre qui ne fit que renforcer la complicité de la Wehrmacht avec la politique criminelle de nettoyage ethnique du régime hitlérien :

« J'insiste sur la nécessité que tous les soldats de l'armée, particulièrement les officiers, s'abstiennent de toute critique sur le combat contre la population du gouvernement général, par exemple, en ce qui concerne le traitement des minorités polonaises, des Juifs et des affaires de l'Église. La solution *völkisch* finale du conflit ethnique qui fait rage depuis des siècles sur la frontière orientale exige des mesures particulièrement sévères »²⁴.

Tout compte fait, le colonel-général Blaskowitz fut l'un des seuls – avec, entre autres, le général Ulex, commandant en chef de la section sud du front – à s'élever, bien que timidement, contre le traitement inhumain réservé à la population polonaise des territoires occupés par l'armée allemande²⁵. Cela allait néanmoins lui coûter cher, puisqu'il tomba en disgrâce et ne fut plus jamais promu jusqu'à la fin de la guerre²⁶. Le lieutenant-général Manstein – qui ne formula aucune critique à ce sujet – et la grande majorité de ses collègues officiers répondirent plutôt par un silence complice ou par une approbation ouverte. Mais une chose est sûre : ils ne pouvaient pas ignorer les nombreux crimes perpétrés derrière les lignes du front et encore moins ceux commis par des unités de la Wehrmacht, et Manstein moins qu'un autre, ne serait-ce qu'en raison de sa qualité de chef d'état-major du groupe d'armées sud.

²² *Ibid.*, p. 100-101.

²³ Boll, Heer et Manoschek, « Prelude to a Crime... », p. 24 ; Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges...*, p. 103-104.

²⁴ Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generäle...*, p. 135 ; Streit, *Keine Kameraden...*, p. 55-56.

²⁵ Klaus-Jürgen Müller, *Das Heer und Hitler...*, p. 437-450. Voir aussi Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges...*, p. 97-98, 102-103.

²⁶ Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 106. Le colonel-général Blaskowitz fut remplacé en mai 1940 par le général Curt Ludwig von Gienanth. Dans ses nouvelles fonctions, celui-ci se montra beaucoup plus souple que l'ancien commandant en chef de l'armée de terre en Pologne. En effet, il décida de ne pas donner suite à un rapport qu'il avait rédigé sur les actions criminelles de la police de sécurité et de la SS, en juillet 1940, après que le colonel-général Keitel lui eut simplement interdit de se mêler à l'avenir de ce type de questions. Madajczyk, « Die Verantwortung der Wehrmacht... », p. 120.

La compromission de Manstein dans les crimes de la Wehrmacht

Dans le cadre de ses fonctions, Manstein prit connaissance de plusieurs mémorandums adressés à son état-major et rapportant de nombreux cas de sévices graves exercés sur des Juifs et des civils polonais par la police de sécurité, la SS et des unités de la Wehrmacht. Dès les débuts de la campagne de Pologne, un mémorandum du colonel-général List, commandant en chef de la 14^e armée opérant sur le front du groupe d'armées sud, faisait état de « pillages, d'exécutions arbitraires, de mauvais traitements sur des personnes sans armes, de viols et de synagogues incendiées » par des soldats de la Wehrmacht²⁷. À la même époque, des mémorandums du colonel-général Blaskowitz, commandant en chef de la 8^e armée déployée dans le secteur du groupe d'armées sud, et du général Ulex, à la tête du 10^e corps d'armée rattaché à la 8^e armée, dressaient un constat analogue à celui de List, tout en condamnant cependant les atrocités commises par des unités de la Wehrmacht et la déchéance morale dans les rangs de celles-ci²⁸. Évidemment, Manstein ne pouvait pas ignorer la teneur de telles allégations venant de deux commandants d'armée et d'un dirigeant de corps d'armée appartenant au groupe sud dont il dirigeait les opérations²⁹.

Nombreux sont les rapports qui lui furent adressés et qui témoignaient de l'implication de l'armée allemande dans des actions criminelles commises à l'endroit de la population civile polonaise et, en particulier, des Juifs. Par exemple, le 8 septembre 1939, le major Rudolf Langhaeuser, un officier affecté au service de renseignements de l'état-major de Rundstedt, prépara un projet de lettre destiné aux commandants d'armée dans lequel il condamnait les pillages et les sévices des soldats de la Wehrmacht en Pologne, notamment aux dépens des prisonniers de guerre, qui contrevenaient à la discipline et à l'honneur de l'armée allemande. Pour parer aux pires excès, il prescrivait de prendre les mesures les plus sévères contre tout soldat de la Wehrmacht se livrant à de tels actes de violence. Mais le lieutenant-général Manstein, en sa qualité de chef d'état-major du groupe d'armées sud, refusa de donner suite à ce projet de lettre. Dans une note écrite à la main par le major Langhaeuser et se trouvant au bas de ce projet de lettre, on peut lire la mention selon laquelle Manstein avait refusé, en effet, de le transmettre au colonel-général Rundstedt pour qu'il le signât³⁰.

Sur un rapport concernant trois soldats qui avaient brutalisé un Juif, violé sa fille et commis un vol à main armée chez un commerçant juif, on trouve une note de Manstein posant la question suivante :

²⁷ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 216.

²⁸ *Ibid.*, p. 218 ; Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges*, p. 103.

²⁹ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 35.

³⁰ *Ibid.*, p. 218-219 ; Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges...*, p. 77 ; Madajczyk, « Die Verantwortung der Wehrmacht... », p. 122 (note # 21) ; Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 337. Lors du procès de Manstein à Hambourg en 1949, les avocats de celui-ci avancèrent un argument peu convainquant pour expliquer son refus d'avaliser le projet de lettre de Langhaeuser. Ils soutinrent que lorsque le projet de lettre fut présenté à leur client, celui-ci demanda à son auteur s'il avait des preuves que des soldats de la Wehrmacht avaient bel et bien commis des atrocités criminelles. Langhaeuser lui répondant qu'il n'avait entendu que des rumeurs, Manstein affirma alors qu'il ne pouvait approuver un tel projet de lettre tant qu'on ne lui aurait pas présenté des preuves concrètes. Paget, *Manstein...*, p. 129-130. Pourtant, il avait déjà reçu plusieurs mémorandums faisant état de nombreuses exactions perpétrées par des soldats de l'armée allemande à l'égard de civils, de Juifs et de prisonniers de guerre polonais.

« Combien de temps cela prendra-t-il avant que l'affaire soit enfin condamnée »?³¹ Ses déclarations d'après-guerre, notamment dans le cadre des procès de Nuremberg, selon lesquelles il n'avait jamais eu connaissance, à cette époque, de crimes perpétrés contre des Juifs ou autres civils polonais sont donc des plus mensongères³².

Un autre rapport porté à la connaissance de Manstein concernait le massacre de Blonie dans le secteur de la 10^e armée, commandée par le colonel-général Reichenau. Dans cette petite ville polonaise située à près de 20 kilomètres à l'ouest de Varsovie, un officier de la division SS *Leibstandarte Adolf Hitler* fit exécuter 50 Juifs durant la nuit du 18 au 19 septembre 1939. Après que le lieutenant-général Joachim Lemelsen, commandant de la 29^e division motorisée, eut recommandé l'arrestation du responsable de cette tuerie pour cause d'indiscipline, le colonel-général Rundstedt, à titre de commandant en chef du groupe d'armées sud, exigea sa condamnation dans une lettre adressée à Reichenau³³. Bien entendu, Manstein prit nécessairement connaissance de cette affaire, car la lettre de Rundstedt fut envoyée par l'entremise de son état-major³⁴.

Il fut également mis au courant du massacre qui avait eu lieu à Konskie, quelques jours auparavant, en étant déclenché en guise de représailles à la mort du général Wilhelm Roettig, chef de la police de sécurité allemande en Pologne. Celui-ci avait été tué dans des combats contre des troupes régulières de l'armée polonaise, mais les *Einsatzgruppen* déclarèrent cependant qu'il avait été sauvagement assassiné. Pour donner suite à cette déclaration, ils mirent aussitôt sur pied une commission d'enquête chargée de trouver les coupables qui, selon eux, se trouvaient probablement parmi les habitants de la ville de Konskie. Cela ne les empêcha toutefois pas de fusiller entre-temps 20 civils qui n'avaient pourtant rien à voir avec la mort du général Roettig. Pour faciliter néanmoins la recherche des coupables, le colonel-général Reichenau, commandant en chef de la 10^e armée déployée sur le front du groupe d'armées sud, ordonna de faire arrêter tous les hommes civils de 18 ans et plus à Konskie et dans les environs – soit quelque 5 000 personnes en tout – et de les amener dans un camp près de la ville pour être interrogés. Bien qu'elles n'étaient pas blessées, 120 personnes – des Juifs, des Polonais et des soldats polonais en tenue civile –, portaient des vêtements tachés de sang, ce qui les rendit immédiatement suspects, d'autant plus qu'elles se trouvaient en possession d'argent allemand. De fait, elles furent déclarées coupables sur-le-champ et fusillées aussitôt. De nombreux soldats de la Wehrmacht prirent part à ces exécutions sommaires, en étant appelés à former les divers pelotons d'exécution des condamnés³⁵. Les événements de Konskie ne correspondent donc aucunement à la version relatée par Manstein dans ses

³¹ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 219 ; Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges...*, p. 77.

³² Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 35 et 215. Il est d'ailleurs inexact de prétendre, comme le fait Enrico Syring, que rien ne permet d'établir avec certitude que Manstein aurait eu connaissance d'exécutions massives de Juifs et de civils polonais par les *Einsatzgruppen* ou le SD. Syring, « Erich von Manstein... », p. 334.

³³ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 219 ; Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges...*, p. 81.

³⁴ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 219.

³⁵ *Ibid.*, p. 318-320 ; Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges...*, p. 46-47.

mémoires. Celui-ci minimisa grossièrement l'ampleur du massacre, laissant plutôt croire à un simple incident comme il s'en produit lors de chaque guerre³⁶.

Loin de se contenter d'un silence complice, Manstein donna même une directive fâcheuse envers les Juifs, apportant ainsi sa propre contribution à cette guerre criminelle. Après que l'Union soviétique eut envahi la Pologne, l'OKH émit un ordre déplorable à l'égard des Juifs que le chef d'état-major du groupe d'armées sud s'empressa aussitôt de transmettre à ses commandants d'armées. Par cet ordre, la Wehrmacht devait interdire aux Juifs, qui avaient fui l'avance allemande et qui se trouvaient désormais dans la partie polonaise occupée par l'Armée rouge, de traverser la ligne de démarcation germano-soviétique pour revenir dans leur lieu d'origine. À l'attention de son groupe d'armées, Manstein ajouta à l'ordre de l'OKH la phrase suivante : « On doit empêcher par tous les moyens les réfugiés juifs de revenir en Haute-Silésie »³⁷. Comme si cette directive ne suffisait pas, le colonel-général Reichenau, le commandant en chef de la 10^e armée sur le front du groupe sud, compléta la phrase de Manstein par ces mots : « Au besoin, avec les armes »³⁸. De toute évidence, le sort des Juifs de Pologne semble avoir laissé Manstein complètement indifférent.

Les activités des *Einsatzgruppen* opérant sur les arrières des 8^e, 10^e et 14^e armées du groupe sud furent évidemment connues de Manstein³⁹. De même, les atrocités criminelles commises en Pologne après la campagne militaire vinrent à sa connaissance et à celles de ses collègues officiers déployés sur d'autres théâtres d'opérations. Ainsi, le 19 décembre 1939, dans une lettre écrite à Brauchitsch, le colonel-général Leeb, commandant en chef du groupe d'armées C sur le front de l'Ouest, qualifia la conduite de la police de sécurité et de la SS en Pologne d'« indigne d'un peuple civilisé »⁴⁰. Mais cette dénonciation fut la seule d'un commandant affecté à un secteur autre que celui de la Pologne.

Pour sa part, le lieutenant-général Manstein n'émit aucune protestation concernant les nombreuses exactions commises en Pologne, aussi bien avant qu'après le transfert de son état-major du front de l'Est au front de l'Ouest, le 25 octobre 1939. En refusant de s'opposer aux excès de l'armée allemande et en durcissant lui-même un ordre de l'OKH contre les réfugiés juifs, il s'était déjà largement compromis dans cette guerre criminelle. Il savait fort bien qu'il ne pouvait faire carrière dans un régime totalitaire sans se compromettre, à plus forte raison dans un régime qu'il avait décidé de soutenir en allié, même s'il n'en approuvait pas toutes les politiques. D'ailleurs, il n'oubliait sûrement pas que son opposition à l'application de la législation raciale dans la Wehrmacht, en 1934, avait failli lui coûter une sanction disciplinaire qui aurait pu nuire à l'avancement de sa carrière. Manifestement, il en avait retenu la leçon. Un officier brillant et énergique comme lui, dont l'ambition était de devenir chef d'état-major général ou

³⁶ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 43-44.

³⁷ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 219. Voir aussi Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 337.

³⁸ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 220.

³⁹ *Ibid.*, p. 219.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 218 ; Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges...*, p. 98.

commandant en chef de l'armée, ne pouvait pas se permettre une nouvelle fois de s'opposer aux objectifs politico-idéologiques du régime national-socialiste.

En approuvant le programme de liquidation qui se trouvait au cœur de la campagne barbare de purification ethnique en Pologne, les généraux de l'armée avaient franchi le Rubicon. En effet, en acceptant plus ou moins volontiers d'être complices des politiques criminelles du régime nazi, les dirigeants de la Wehrmacht se compromettaient tout autant que celui-ci. Ce qui se déroulait dans les territoires conquis était, certes, encore bien loin du génocide systématique perpétré lors de la campagne de Russie. Mais l'opération avait déjà des traits génocidaires. Ce fut, en quelque sorte, le terrain d'essai de ce qui allait suivre à plus grande échelle en Union soviétique, soit une guerre raciale et d'extermination⁴¹.

⁴¹ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 385. Voir aussi Madajczyk, « Die Verantwortung der Wehrmacht... », p. 114 ; Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 104-105.

TROISIÈME PARTIE

LA CAMPAGNE DE FRANCE OU LE « PLAN MANSTEIN »

CHAPITRE 5

UNE GUERRE À L'OUEST : MAIS AVEC QUEL PLAN D'OPÉRATIONS ?

Après la campagne de Pologne, Manstein allait jouer un rôle primordial dans la conception du plan d'opérations contre les Alliés occidentaux, un rôle qui est encore aujourd'hui sujet à bien des débats, notamment pour savoir s'il a été vraiment l'initiateur de l'idée du « coup de faucille » qui rendit possible la victoire foudroyante de la Wehrmacht à l'Ouest. La discussion de cette question est d'une importance primordiale, car il s'agit, en effet, de l'un des malentendus qui eurent le plus de conséquences dans l'histoire militaire allemande¹.

Une offensive à l'Ouest dès l'automne 1939 ?

Le 24 octobre 1939, l'état-major du colonel-général Rundstedt et du lieutenant-général Manstein était transféré sur le front de l'Ouest pour prendre le commandement du groupe d'armées A qui venait tout juste d'être formé. Celui-ci était composé de deux armées, la 12^e et la 16^e, dont les divisions étaient déployées devant la frontière méridionale de l'Allemagne avec la Belgique et le Luxembourg, avec des éléments d'arrière jusque sur la rive droite du Rhin. Le groupe d'armées A se trouvait à la gauche du groupe d'armées B – qui avait été confié au colonel-général Bock et qui était, en quelque sorte, l'ex-groupe d'armées nord ayant combattu en Pologne avant d'être transféré sur le front de l'Ouest, le 10 octobre –, et à la droite du groupe d'armées C du colonel-général Leeb, en place depuis le début de la guerre. C'est à Coblenz, à l'hôtel Riesen-Fürstenhof, situé au bord du Rhin, que l'état-major de Rundstedt et de Manstein avait installé ses quartiers généraux. Aussitôt transféré sur le front de l'Ouest, Manstein allait pouvoir jouer un rôle majeur dans la conception du plan d'opérations.

Le 21 octobre, il recevait l'ordre de se présenter à Zossen, là où se trouvait le quartier général de l'OKH, pour recevoir les instructions destinées à son groupe d'armées. Il fut alors informé du « plan jaune » (*Fall Gelb*) relatif à l'offensive à l'Ouest, ordonnée par Hitler dès la fin de la campagne de Pologne.

Hitler avait dévoilé son intention d'attaquer les Alliés immédiatement après la campagne de Pologne pour la première fois le 8 septembre au lieutenant-colonel Rudolf Schmundt, son principal aide

¹ À ce sujet, voir Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 85.

de camp². Le 25 septembre, il avait annoncé à l'OKH sa décision de déclencher à l'Ouest une offensive générale dès l'automne 1939, tandis que les armées franco-britanniques n'étaient pas encore prêtes³. Quant aux commandants en chef des trois armes de la Wehrmacht, il leur avait fait connaître sa décision le 27 septembre, jour de la capitulation de Varsovie, à la Chancellerie du Reich⁴. Il était donc résolu à lancer une offensive à l'Ouest bien avant de présenter une proposition de paix à la Grande-Bretagne et à la France, dans son discours du 6 octobre, à la Chancellerie du Reich.

Convaincu que l'Allemagne ne pouvait éviter la guerre à l'Ouest, il exigeait au moins la défaite de la France, ce qui pourrait amener l'Angleterre à négocier une paix séparée. Il comptait obtenir, en effet, un arrangement entre l'empire maritime britannique et l'empire continental allemand qui délimiterait, en quelque sorte, leurs sphères d'influence respectives. D'ailleurs, le 12 septembre, il avait confié à Schmundt qu'il pensait que la France serait vaincue rapidement et que l'Angleterre se verrait alors contrainte de négocier une paix de compromis⁵. Son idée était donc de faire sortir la Grande-Bretagne de la guerre en l'isolant après une défaite militaire de la France contre l'Allemagne⁶.

Le 10 octobre, Hitler convoqua de nouveau ses grands chefs militaires pour leur lire un long mémorandum sur ses intentions concernant la conduite de la guerre. Dans ce mémorandum, qui trouvait son expression dans une instruction de l'OKW adressée à l'attention de l'OKH en date du 9 octobre, le Führer présentait succinctement les motifs et les objectifs de l'offensive à l'Ouest dont, deux semaines plus tard, il devait fixer la date au 12 novembre.

D'emblée, il affirma qu'il fallait vaincre militairement les puissances occidentales qui avaient maintenu l'Allemagne en état de faiblesse et de division depuis le traité de Westphalie en 1648. Il était donc impératif de les écraser définitivement pour qu'elles n'eussent plus la capacité de s'opposer derechef à la consolidation et au développement de l'État allemand. En outre, la destruction de la prédominance occidentale était absolument nécessaire afin de faire place à l'expansion du peuple allemand en Europe de l'Est. Puisque le temps jouait en faveur de l'ennemi, dit-il, l'Allemagne devait frapper le plus rapidement possible, tandis qu'elle possédait encore un avantage au point de vue des armements. Ne serait-ce qu'en raison de l'hostilité des États-Unis ou du comportement incertain de l'URSS, le Reich avait d'ailleurs tout intérêt à exploiter sa supériorité militaire momentanée. D'autant plus que la Belgique et la Hollande pourraient être contraintes, par l'Angleterre et la France, à abandonner leur neutralité. Il s'agissait également de préserver l'influence de l'Allemagne sur les pays neutres, dont les fournitures en matières premières étaient indispensables pour son économie de guerre. De même, la Ruhr, le cœur économique et industriel du Reich, devait être préservée des bombardements alliés. Cela dit, il fallait défaire, selon lui, la

² Below, *Als Hitlers Adjutant...*, p. 210.

³ Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 76.

⁴ Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 232 ; Weinberg, *A World at Arms...*, p. 108 ; Jacobsen, *Fall Gelb...*, p. 8.

⁵ Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale...*, p. 59-60.

⁶ Andreas Hillgruber, *Hitlers Strategie. Politik und Kriegsführung 1940-1941*, Francfort-sur-le-Main, Bernard & Graefe Verlag, 1965, p. 41-45 et 48.

plus grande partie possible des forces armées françaises, aussi bien que les armées des Alliés luttant à ses côtés, et, en même temps, conquérir un maximum de territoires aux Pays-Bas, en Belgique et dans le nord de la France. La conquête de ces territoires devait servir de base à la conduite d'une guerre aérienne et navale efficace contre la Grande-Bretagne et de zone tampon contre les bombardements alliés sur la Ruhr. L'attaque pouvait être écartée advenant la conclusion d'une entente avec Londres et Paris, à condition que les gains en Pologne ne fussent pas compromis, conclut-il⁷.

Hitler n'avait donc pas attendu de voir comment les choses allaient tourner, à la suite de la destruction rapide et systématique de la Pologne, pour entreprendre les préparatifs d'une attaque à l'Ouest. Évidemment, il espérait, sans toutefois trop y croire, que les puissances occidentales, après avoir été les témoins de la puissance de la Wehrmacht en Pologne, se montreraient raisonnables et trouveraient un accommodement avec l'Allemagne. C'est dans cet état d'esprit qu'il fit des avances de paix, notamment lors de son discours du 6 octobre à la Chancellerie du Reich. Il y évoquait, en particulier, la perspective d'une conférence des grandes nations pour régler les problèmes européens de paix et de sécurité. Mais l'un des points de départ en était le caractère irrévocable de la partition de la Pologne entre l'Allemagne et l'Union soviétique. Il n'était donc pas question de recréer la Pologne du traité de Versailles. Il offrait la paix, mais à ses conditions : il n'abandonnerait pas les territoires qu'il avait conquis par la force. Compte tenu que, sur le plan militaire, les puissances occidentales n'étaient pas intervenues pour venir en aide à la Pologne, Hitler comptait sur la possibilité, si faible fut-elle, de les persuader de s'incliner devant le fait accompli, d'accepter de la part du vainqueur une paix relativement généreuse et de mettre fin à la guerre tout en lui laissant les mains libres à l'Est, comme il l'avait toujours réclamé. Mais il dut renoncer définitivement à l'espoir de trouver un arrangement avec l'Ouest dès que le premier ministre britannique Neville Chamberlain et le président du Conseil français Édouard Daladier eurent l'un et l'autre rejeté son offre de paix, les 11 et 12 octobre. Il n'y avait donc plus de temps à perdre, il fallait préparer une offensive à l'Ouest pour l'automne⁸.

Un esprit de fronde chez les généraux ?

Pour les chefs des forces armées allemandes, la décision unilatérale de Hitler d'attaquer les puissances occidentales, et qui plus est immédiatement après la campagne de Pologne, semblait irrationnelle. En fait, l'attitude des généraux allemands a rarement été aussi unanime que dans le rejet d'une telle offensive à l'Ouest, si ce n'est de l'exception du lieutenant-général Manstein dont les considérations à ce sujet seront analysées un peu plus loin. Le colonel-général Brauchitsch, commandant en chef de l'OKH, la considérait « comme une folie », le colonel-général Leeb, commandant en chef du

⁷ Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 232-234 ; Müller, *Das Heer und Hitler...*, p. 476 ; Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 686-688.

⁸ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 406-410.

groupe d'armées C opposé aux Français le long de la ligne Maginot, parlait d'une « attaque de folie », et le colonel-général Reichenau, reconnu pour ses profondes sympathies nazies et sa très grande admiration pour le Führer, disait de ce projet d'attaquer à l'Ouest qu'il était « tout simplement criminel ». Ce projet était considéré comme une folie à un point tel que le colonel-général Keitel, chef de l'état-major général de l'OKW et tellement soumis habituellement, offrit même à Hitler sa démission après avoir eu une altercation avec lui. Mais il n'y avait pas que ces généraux. Le feld-maréchal Göring, commandant en chef de la Luftwaffe, était aussi opposé à une offensive prématurée à l'Ouest⁹.

Brauchitsch et Halder soulignaient à Hitler, le 7 octobre, que, en dépit de son succès spectaculaire, la campagne de Pologne avait révélé de sérieuses lacunes, autant au niveau de l'équipement, de l'instruction que de la combativité des troupes. Les formations blindées avaient souffert d'un manque flagrant de chars lourds. La liaison entre les divisions de Panzer et celles d'infanterie non motorisées avait souvent été laborieuse. Cela dit, ils avançaient que la Wehrmacht n'allait pas rencontrer sur le théâtre occidental des conditions aussi favorables qu'en Pologne, là où elle s'était heurtée à une armée inférieure en hommes et en matériels, et, de surcroît, en pleine mobilisation. Rassemblée principalement dans la région de Poznan, dans une position géostratégique extrêmement défavorable, l'armée polonaise avait pu être facilement encerclée par une manœuvre en tenaille depuis la Prusse-orientale et la Poméranie au nord et la Haute-Silésie et la Slovaquie au sud. À l'Ouest, la Wehrmacht allait toutefois se heurter à des fronts étroits, à des positions fortifiées aussi bien en France qu'en Belgique, et à des adversaires totalement mobilisés et disposant de gros effectifs sur le plan des soldats et du matériel. En ayant toujours en mémoire les souvenirs de la Première Guerre mondiale, sa durée et ses batailles de tranchées meurtrières, Brauchitsch et Halder étaient convaincus de la solidité de l'armée française et de la qualité de ses chefs¹⁰.

Même les spécialistes de l'arme blindée, tels les généraux Guderian et Hoepner, ainsi que le colonel-général Reichenau, déconseillaient le déclenchement d'une offensive à l'approche de l'hiver qui risquait de s'enliser dans la boue automnale. Le feld-maréchal Göring lui-même estimait que les brouillards de novembre risquaient de paralyser l'action de la Luftwaffe, indépendamment de la brièveté des heures du jour¹¹. Le général Stülpnagel, chef de la section logistique de l'OKH, affirmait pour sa part que les divisions blindées et motorisées avaient été trop éprouvées par les durs combats en Pologne pour être employées encore dès l'automne. En raison du délai requis pour pallier les pertes en armement et en matériels, ainsi que pour parfaire la formation des unités, une attaque à l'Ouest n'était pas possible avant deux ans, considérait-il¹².

⁹ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 72-73.

¹⁰ Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 82-83. Voir aussi Frieser, « Der Westfeldzug... », p. 169. Au cours d'une rencontre à Paris en 1937, à l'occasion de l'exposition universelle, le commandant en chef de l'armée française, le général Gamelin, fit une très vive impression sur le général Halder. J. Benoist-Méchin, *Histoire de l'armée allemande*, vol. 1, Paris, Albin Michel, 1964, p. 40 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 74-75.

¹¹ Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 83.

¹² Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 236.

Bien que les principaux chefs de l'armée allemande eussent analysé à fond la campagne de Pologne et traduit aussitôt les expériences acquises en vue de l'instruction, ils ne la jugèrent pas susceptible de servir de point de comparaison pour un conflit avec les Alliés. Manifestement, le principal adversaire de la Première Guerre mondiale était encore tenu en très grand respect. Au sujet d'une offensive à l'Ouest, le colonel-général Leeb se montrait tout à fait pessimiste quant aux chances de victoire : « La surprise n'est pas possible. Nous allons avoir un nombre infini de victimes sans pouvoir venir à bout des Français. Une attaque contre la France ne pourra pas être menée comme l'attaque contre la Pologne, mais sera longue et provoquera des pertes énormes »¹³.

D'autres généraux allemands, à l'instar de Leeb, redoutaient encore une extension du conflit. La violation des neutralités belge et néerlandaise risquait de compromettre définitivement toute solution de règlement pacifique. Ils conseillaient donc d'attendre. La Wehrmacht devrait se cantonner sur la défensive, renforcer son potentiel militaire, renoncer à prendre l'initiative et se tenir prête à répondre à une offensive des Alliés en 1940 ou en 1941¹⁴. Cette idée d'une guerre défensive à l'Ouest était prônée, en particulier, par le général Halder et ses assistants de l'OKH¹⁵.

L'intention du Führer d'attaquer à l'Ouest aboutissait, en quelque sorte, à une fronde des généraux. En s'adressant à Keitel, qui était rentré dans le rang depuis son altercation avec Hitler, Brauchitsch critiqua la décision de lancer une attaque à l'Ouest, provoquant de profondes tensions entre l'OKW et l'OKH¹⁶. Le commandant en chef de l'armée de terre incita ensuite des généraux comme Rundstedt et Reichenau, qui avaient les faveurs du Führer, à essayer de le faire changer d'avis. En vain¹⁷.

Pour leur part, Halder et son fidèle adjoint Stülpnagel commencèrent à envisager l'idée d'un putsch à la fin du mois, après que Hitler eut confirmé son intention d'attaquer le 12 novembre¹⁸. En cela, ils rejoignaient le petit nombre des adversaires farouches du régime, aux Affaires étrangères, avec le secrétaire d'État Ernst von Weizsäcker et l'ancien ambassadeur à Rome Ulrich von Hassel, à l'Abwehr, avec l'amiral Wilhelm Canaris et le colonel Hans Oster, en liaison avec le colonel-général Ludwig Beck, en disponibilité, et l'ex-maire de Leipzig Carl Goerdeler, qui envisageaient désormais d'écarter Hitler. Le chef d'état-major général de l'OKH chargea son subalterne de sonder discrètement quelques généraux sur leur réaction probable à un coup d'État. Les résultats ne furent guère encourageants. Tout en étant opposés à une offensive, les commandants sur le front de l'Ouest rejetaient l'idée d'un putsch, d'une part par devoir d'obéissance, d'autre part par crainte que leurs troupes ne les suivissent pas. Même la tentative de Halder et de Stülpnagel de créer, pour agir contre Hitler, une coalition, avec les commandants en chef des trois groupes de l'armée de terre, échoua. Bien que Rundstedt et Bock eussent une appréciation similaire

¹³ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 33 ; Frieser, « Der Westfeldzug... », p. 169.

¹⁴ Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 83.

¹⁵ Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 76.

¹⁶ Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 236 ; Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 83.

¹⁷ Müller, *Das Heer und Hitler...*, p. 481.

¹⁸ *Ibid.*, p. 502, 507-508.

de la situation, ils ne pouvaient se résoudre à une résistance active. Seul Leeb eut été prêt à tout, de même que quelques généraux du front critiques à l'égard du régime, comme Erwin von Witzleben et Hoepner. De lui-même, Leeb essaya d'amener les commandants en chef des deux autres groupes d'armées à démissionner pour faire pression sur Hitler, mais sans aucun succès. Ne pouvant compter sur une majorité de généraux, Halder établit que la population allemande soutenait Hitler et n'était, par conséquent, pas prête à un putsch¹⁹.

Le 5 novembre, à l'instigation de ses commandants de groupe d'armées, le commandant en chef de l'armée de terre rencontra Hitler afin de le dissuader de déclencher l'attaque à l'automne. Accompagné de son chef d'état-major général, il reprit la liste des objections déjà présentées le 7 octobre, à laquelle il ajouta celle des généraux du front occidental : saison défavorable, solidité de l'armée française, nécessité de corriger les faiblesses des forces allemandes. Mais c'est avec véhémence qu'il se fit éconduire par un Hitler de glace qui demeurerait inébranlable. Si l'armée n'était pas prête, fulmina-t-il, c'était parce qu'elle ne voulait pas se battre. Quant au temps, ajouta-t-il, il serait encore mauvais au printemps et, de surcroît, mauvais également pour l'ennemi. Par conséquent, l'offensive serait déclenchée comme prévu à l'automne. Après avoir dénoncé vivement « l'esprit de Zossen » – où stationnait le haut commandement de l'armée de terre –, le défaitisme du grand quartier général de l'OKH, il confirma une fois de plus la date du 12 novembre pour le déclenchement de l'offensive²⁰. En fait, elle allait être ajournée à 29 reprises au cours de l'automne et de l'hiver essentiellement pour des raisons d'ordre météorologique²¹.

Quoiqu'il en soit, le fait que Hitler eût parlé de détruire « l'esprit de Zossen » laissa penser à Halder qu'il avait eu vent du complot pour l'évincer. Craignant que la Gestapo pût se présenter à Zossen à tout moment, il s'empressa, dès son retour à son quartier général, de détruire tous les documents relatifs à la conjuration, aidé en cela par Stülpnagel. Manifestement, la diatribe du Führer contre ses deux chefs de l'OKH avait éteint leurs velléités, certes bien timides, de le renverser. En effet, Halder et Stülpnagel se résignaient maintenant à accepter la responsabilité d'une offensive à l'Ouest à laquelle ils étaient pourtant opposés. De toute façon, ils étaient bien conscients que l'armée de terre était divisée. Si quelques généraux étaient hostiles à Hitler, la grande majorité le soutenaient, tout comme la majeure partie de la société. Alors, pour les chefs militaires, ce fut le début de la fuite en avant et ils se laissèrent complètement emporter dans la préparation de l'offensive. Si l'on ne pouvait empêcher une campagne militaire à l'Ouest, il fallait au moins la gagner²².

Quelles que fussent leurs réserves, les généraux feraient leur devoir. C'est ainsi qu'à la mi-novembre, Rundstedt s'adressa à ses généraux d'état-major, de corps d'armée, d'armée et de division pour dissiper toutes dissensions au sein de ses troupes. Tout en doutant toujours du succès de l'offensive, il leur

¹⁹ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 412-414 ; Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 74 ; Jacobsen, *Fall Gelb...*, p. 25-26 et 44-49 ; Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 237.

²⁰ Jacobsen, *Fall Gelb...*, p. 46-47 ; Müller, *Das Heer und Hitler...*, p. 520-521 ; Warlimont, *Inside Hitler's Headquarters...*, p. 58.

²¹ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 416.

²² *Ibid.*, p. 415-416 ; Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 74-75.

conseilla de mettre de côté leurs réserves : « L'armée a reçu sa tâche et elle remplira cette tâche, déclara-t-il »²³. De tels propos ne pouvaient que recevoir l'assentiment de Manstein, son chef d'état-major, convaincu de la nécessité pour l'Allemagne de passer à l'attaque afin de forcer la décision à l'Ouest, quoique pas avant le printemps 1940, et ce, pour des raisons climatiques et militaires²⁴.

En attendant le jour fatidique, le Führer convoqua quelque 200 officiers de haut-rang des forces armées mobilisées sur le front occidental, commandants en chef et officiers d'état-major, à la Chancellerie du Reich, le 23 novembre. Parmi ceux-ci, on retrouvait le lieutenant-général Manstein, chef d'état-major du groupe d'armée A. Hitler voulait amener ses généraux au degré d'exaltation qu'il jugeait indispensable à la veille des grandes batailles. Dans son discours, il reprit essentiellement les mêmes arguments énoncés dans son mémorandum du 9 octobre qu'il avait lu le lendemain aux chefs de l'OKW, de l'OKH, de la Luftwaffe et de la Kriegsmarine²⁵.

Pas un seul haut-gradé n'éleva la voix ni pour exprimer une quelconque objection quant aux motifs et aux objectifs du Führer concernant l'offensive à l'Ouest ni pour souligner l'immoralité d'une attaque contre la Belgique et les Pays-Bas, dont le gouvernement allemand avait solennellement garanti les frontières et la neutralité²⁶. « Les raisons données pour expliquer la nécessité fondamentale de mener l'offensive étaient bien réfléchies et, à mon avis, convaincantes (sauf quant à la question de la date) », écrivit Manstein dans ses mémoires²⁷. En fait, le corps des officiers était de plus en plus d'avis qu'une lutte armée avec les puissances occidentales était inévitable, car elles s'obstinaient à ne pas reconnaître le nouvel ordre européen instauré par l'Allemagne depuis sa campagne militaire victorieuse en Pologne. À certains égards, la perspective d'une opération militaire contre celles-ci commençait à lui paraître non seulement inévitable, mais nécessaire pour les contraindre à reconnaître le sort de la Pologne et à laisser définitivement à l'Allemagne les mains libres sur le continent. Cependant, il pensait que le moment d'en découdre une fois pour toutes avec les Alliés devait être repoussé encore quelque temps afin de permettre à la Wehrmacht de reconstituer ses forces. Il fallait d'abord que les préparatifs militaires fussent complétés et que la saison s'y prêtât. Mais l'automne était peu approprié pour déclencher une offensive d'envergure, d'autant plus que les préparatifs de la Wehrmacht exigeraient plusieurs mois.

Les considérations stratégiques de Manstein sur la poursuite de la guerre

Lors de visites faites à l'état-major du groupe d'armées A en octobre et au début novembre par le commandant en chef de l'OKH et son chef d'état-major général, Manstein souleva essentiellement les réserves déjà formulées par ceux-ci et les autres généraux sur le front occidental. Une offensive

²³ Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 693.

²⁴ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 85-89 ; Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 188.

²⁵ Voir Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 423-426 ; Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 698-700.

²⁶ *Ibid.*, p. 700.

²⁷ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 84.

déclenchée à la fin de l'automne, affirmait-il, n'avait aucune chance de remporter un succès décisif. La saison ne s'y prêtait tout simplement pas. Elle ne permettait guère à la Wehrmacht d'employer pleinement ses unités blindées et son aviation. En raison de la brièveté des heures diurnes, le rythme des opérations se verrait grandement ralenti. À cela, il ajoutait l'insuffisance de l'instruction des unités nouvellement formées. Seules les divisions d'active étaient véritablement en mesure de prendre part à une offensive d'envergure à l'automne 1939. Les autres manquaient encore de cohésion et d'entraînement. Il insistait également sur le fait que l'armée n'avait pas encore achevé la remise en état des divisions blindées depuis la conclusion de la campagne de Pologne. Pour mener une offensive à l'Ouest dès l'automne, il aurait fallu les retirer du front de l'Est beaucoup plus tôt. Qui plus est, l'aviation aussi nécessitait une remise en état avant d'entreprendre de nouvelles opérations. En somme, pour le chef d'état-major du groupe d'armées A, la Wehrmacht ne pouvait pas envisager d'attaquer sur le théâtre occidental avant le printemps 1940. Mais si, dans l'état des choses qui régnait alors, le printemps 1940 constituait le moment le plus rapproché, il représentait aussi le dernier auquel les dirigeants allemands pouvaient espérer lancer une offensive victorieuse²⁸.

À l'instar de ses collègues officiers, Manstein ne croyait pas que l'Allemagne parviendrait à s'entendre avec les puissances occidentales après sa victoire en Pologne²⁹. Il lui paraissait inconcevable que le Reich acceptât de rétablir l'État polonais, comme l'exigeaient la Grande-Bretagne et la France, alors qu'il venait justement de mener une campagne militaire victorieuse pour régler la question polonaise. De toute façon, il lui semblait impossible de rétablir la Pologne pour parvenir à s'entendre avec l'Ouest, après l'absorption de la moitié de ce pays par les Russes³⁰. Cela dit, Manstein et ses pairs se montraient tout à fait d'accord avec la proposition de compromis offerte par Hitler à la Chancellerie du Reich, le 6 octobre 1939. Son rejet par Chamberlain et Daladier ne les surprit donc pas outre mesure. Hitler s'y attendait aussi et il pouvait désormais rejeter la responsabilité de la poursuite de la guerre sur les épaules des Alliés.

Cependant, le chef d'état-major du groupe d'armées A ne partageait aucunement le point de vue de certains généraux de l'OKH, en particulier Halder, qui conseillaient l'attente. Selon cette stratégie, la Wehrmacht devait se cantonner sur la défensive, renforcer son potentiel, renoncer à prendre l'initiative et se tenir prête à répondre à une attaque alliée en 1940 ou en 1941. Dans ce scénario, on espérait que les puissances occidentales se décideraient à passer à l'attaque, procurant ainsi au haut commandement allemand l'occasion d'obtenir la décision par une contre-offensive. On voulait laisser l'ennemi s'engager dans une offensive contre le *Westwall* et assumer l'odieux d'une violation de la neutralité belge et luxembourgeoise, voire même néerlandaise.

²⁸ *Ibid.*, p. 79 et 89.

²⁹ Seul Leeb implorait Brauchitsch d'intervenir auprès du Führer pour qu'il cherchât une solution politique à la guerre. Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 237.

³⁰ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 86.

Mais rien ne garantissait, selon Manstein, que les puissances occidentales se décideraient à passer à l'attaque. En fait, une telle attaque lui paraissait plutôt improbable. Les Alliés n'ayant même pas osé attaquer au moment où la masse des forces allemandes combattait en Pologne, comment s'y résoudraient-ils alors que le gros des troupes de la Wehrmacht se trouvait maintenant déployé à l'Ouest ? Les objectifs des Alliés semblaient être plutôt d'assurer l'inviolabilité du territoire français et, bien entendu, de se porter au secours de la Belgique et des Pays-Bas s'ils étaient attaqués. En conséquence, on ne pouvait donner à la guerre une issue favorable en persistant dans la défensive. En aucun cas, le Reich ne pouvait se permettre d'attendre que ses adversaires parvinssent à combler leur retard dans le domaine des armements terrestres et aériens ou finissent par acquérir la supériorité militaire avec l'aide américaine, qu'il fallait d'ailleurs prévoir. Et encore moins en tenant compte du comportement imprévisible de la Russie bolchevique. Plus les puissances occidentales se renforceraient militairement, plus la situation de l'Allemagne deviendrait précaire avec le géant soviétique sur ses arrières, pensait le chef d'état-major du groupe d'armées A³¹.

Pour Manstein, le Reich n'avait tout simplement pas le choix, il devait passer à l'attaque afin de forcer la décision à l'Ouest. D'ailleurs, au procès de Nuremberg, il confirma le point de vue qu'il avait adopté, après la campagne de Pologne, au sujet de l'intention du Führer d'attaquer à l'Ouest : « À mon avis, lorsqu'il fut avéré qu'une union politique avec les puissances occidentales était irréalisable par des moyens pacifiques, il n'y eut plus d'autre issue que de mener une offensive à l'Ouest et de terminer ainsi la guerre »³². De ce fait, il se montrait, à cette époque, résolument plus belliqueux que les généraux de l'OKH qui proposaient l'adoption d'une stratégie défensive. Il était toutefois d'avis que la Wehrmacht, si elle voulait obtenir un succès décisif contre les puissances occidentales, devait absolument opter pour un autre plan d'opérations que celui qu'avait élaboré l'OKH.

Le plan d'opérations de l'OKH

En Pologne, Hitler s'était tenu à l'écart des opérations militaires, autant lors des préparatifs qu'au cours du déroulement de la campagne. Dans la préparation de l'offensive occidentale, il intervenait directement pour la première fois, créant ainsi un précédent³³. Le 9 octobre 1939, Hitler avait remis à l'OKH, par l'entremise de l'OKW, ses directives concernant l'offensive à l'Ouest. Elles soulignaient la nécessité de gagner le plus de terrain possible en Hollande, en Belgique et dans le nord de la France afin d'assurer la protection de la Ruhr contre l'aviation alliée et de permettre de mener une guerre aéronavale contre la Grande-Bretagne. Pour cela, il fallait détruire le gros des forces françaises et de celles des Alliés qui combattaient à leurs côtés par une attaque à travers la Hollande, la Belgique et le Luxembourg. En

³¹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 86-89.

³² TMIN, tome XX, p. 649.

³³ John Lukacs, *Le Duel Churchill-Hitler : 10 mai-31 juillet 1940*, Paris, Laffont, 1992, p. 36 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 439.

vertu de ces directives générales du Führer, l'OKH avait pour tâche de préparer un plan détaillé des opérations dans les plus brefs délais³⁴.

Dans la stratégie édictée par Hitler, on ne trouve aucune trace de l'idée d'une guerre éclair en tant que telle. Au lieu de tout jouer sur une carte dans le cadre d'une bataille décisive qui mettrait un terme à la guerre, cette stratégie ne visait que des objectifs partiels : il fallait détruire la plus grande part possible des armées alliées et conquérir le plus de terrain possible afin de constituer une base pour la suite de la guerre. Sans doute s'agissait-il, dans la pensée du commandant suprême des forces allemandes, empêtré dans un mode de pensée hérité de la Première Guerre mondiale, de gagner des ports et des aérodromes, condition préalable à la guerre d'usure à laquelle il fallait s'attendre par la suite, en tout premier lieu contre l'Angleterre³⁵.

Le plan d'opérations de l'OKH fut complété le 19 octobre. Supervisé par le commandant en chef de l'armée de terre, le colonel-général Brauchitsch, le plan était l'œuvre de son chef d'état-major général, le général Halder, ainsi que de ses adjoints, le général Stülpnagel, chef de la section logistique, et le colonel Greiffenberg, chef du bureau des opérations. Selon les directives générales données par Hitler le 9 octobre, l'OKH envisageait de déclencher une attaque par les Pays-Bas et le nord de la Belgique, avec une aile droite puissante pour détruire les forces néerlandaises et belges, ainsi que les forces franco-britanniques qui se porteraient à leur rescousse. C'était effectivement par l'aile droite que l'OKH espérait obtenir la victoire. Composée du détachement d'armée N et du groupe d'armée B, l'aile droite se concentrerait sur le cours inférieur du Rhin et dans la partie nord de l'Eifel. Tandis que le détachement N (3 divisions) avait pour mission de mettre hors combat les Pays-Bas par une action en direction d'Utrecht, le groupe d'armées B, articulé en trois armées (37 divisions dont 8 blindées et 2 motorisées), devait attaquer la Belgique par le nord et le sud de Liège en direction de Bruxelles, avec l'aide de ses unités blindées déployées en première ligne. Le groupe d'armées A, qui était composé de deux armées (27 divisions dont 1 blindée et 1 motorisée), devait couvrir au sud les opérations du groupe d'armées B, pendant que le groupe d'armées C, articulé en deux armées (25 divisions) assurerait la défense du *Westwall* vis-à-vis de la ligne Maginot³⁶.

Par ce plan d'opérations, l'objectif stratégique de l'OKH était la destruction de la plus grande partie possible des forces alliées et l'occupation simultanée des Pays-Bas, de la Belgique et du nord de la France. L'occupation de ces territoires servirait de tremplin pour une guerre aérienne et navale contre la

³⁴ Bien que le Führer, en sa qualité de commandant suprême, eût exposé les grandes lignes de la stratégie à adopter dans le cadre de la campagne de France, il ne s'occupait pas encore des détails techniques. Il n'en avait pas moins des idées claires quant aux desseins que la mise en application du « plan Jaune » devait réaliser. Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale...*, p. 60.

³⁵ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 78.

³⁶ BA-MA, RH 6 / 1. Voir aussi Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 93-96 ; Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 239 ; May, *Strange Victory...*, p. 227-228 ; Cooper, *The German Army...*, p. 196.

Grande-Bretagne en formant un vaste glacis en avant de la Ruhr. Pour assurer le succès de l'opération, le groupe d'armées B devait s'emparer le plus rapidement possible de la côte belge³⁷.

À la suite de l'insatisfaction manifestée par Hitler et certains hauts responsables militaires, notamment Keitel, à l'égard du plan d'opérations, l'OKH y apporta alors quelques modifications qui, dans l'ensemble, étaient relativement mineures³⁸. Le 29 octobre, il transmit au Führer et à l'OKW son deuxième plan d'attaque. Celui-ci, contrairement au premier, n'avait pas un axe d'effort unique, soit en direction de Bruxelles, mais deux points forts simultanés, l'un en direction de Bruxelles, l'autre en direction de Namur³⁹.

Dans ce deuxième ordre de déploiement, les Pays-Bas n'étaient plus concernés par l'offensive allemande. Le groupe d'armées B demeurait toujours le plus puissant, avec 30 divisions d'infanterie et la masse des unités rapides, c'est-à-dire 9 divisions blindées et 4 motorisées. Il s'agissait presque de la moitié des 102 divisions alors disponibles sur le front de l'Ouest. Constitué maintenant de quatre armées concentrées sur le cours inférieur du Rhin et dans la partie nord de l'Eifel, le groupe d'armées B devait attaquer en Belgique de part et d'autre de Liège, dans une double direction, vers Bruxelles et vers Namur, avec deux armées en première ligne, les 4^e et 6^e, et deux autres en deuxième ligne, les 2^e et 18^e (le détachement d'armée N renforcé). La conquête des Pays-Bas fut rétablie par la suite et confiée à la 18^e armée⁴⁰.

La mission du groupe d'armées A était de couvrir au sud le groupe d'armées B chargé d'obtenir la décision. Sa zone de concentration se trouvant dans la partie sud de l'Eifel et dans la région de l'Hunsrück (entre la Moselle et la Nahe), il devait avancer par le sud de la Belgique et le Luxembourg. Réparti en deux armées, les 12^e et 16^e, le groupe d'armées A comprenait 22 divisions d'infanterie, mais aucune unité rapide. Tandis que la 12^e armée couvrirait le flanc gauche du groupe d'armées B lors de sa progression, la 16^e armée bifurquerait au sud, après avoir traversé le Luxembourg, afin d'assurer la protection de l'ensemble de l'opération. Elle prendrait une position défensive sur une ligne s'étendant de l'extrémité occidentale de la ligne Maginot à l'est de Sedan, soit entre la Meuse et la Sarre.

Fort de deux armées et de 18 divisions d'infanterie, le groupe d'armées C devait assurer la sécurité du *Westwall*, entre les frontières du Luxembourg et de la Suisse. L'OKH laissait en réserve 17 divisions d'infanterie et 2 divisions rapides⁴¹.

³⁷ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 93-96 ; Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 239.

³⁸ *Ibid.*, p. 240 ; Jacobsen, *Fall Gelb...*, p. 66-67, 107-108, et 112-113.

³⁹ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 78-79.

⁴⁰ La conquête des Pays-Bas fut rétablie à la mi-novembre sur les insistances de la Luftwaffe. Celle-ci craignait que les Britanniques, en cas d'invasion allemande de la Belgique, transférasent des forces aériennes en Hollande, ce qui représenterait une menace directe pour la Ruhr. De ce fait, elle jugeait plus opportun que les Pays-Bas fussent occupés par l'Allemagne, d'autant plus que ses terrains pourraient servir de tremplin à des opérations contre l'Angleterre. Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 242 ; May, *Strange Victory...*, p. 230 ; Cooper, *The German Army...*, p. 198.

⁴¹ BA-MA, RH 6 / 2. Voir aussi Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 64-66 ; Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 241 ; May, *Strange Victory...*, p. 229-230 ; Cooper, *The German Army...*, p. 198.

Avec ce plan d'opérations révisé, l'OKH se fixait comme objectif stratégique la destruction de la plus grande partie possible des forces alliées aux Pays-Bas, en Belgique et dans le nord de la France afin de créer des conditions favorables à la poursuite de la guerre terrestre et aérienne contre l'Angleterre et la France. Pour assurer le succès de l'opération, le groupe d'armées B était chargé de détruire les forces des Alliés au nord de la Somme et de pousser jusqu'à la côte de la Manche. Bref, l'OKH espérait que l'aile droite, le fer de lance de l'armée allemande, mettrait hors de combat les forces néerlandaises et belges, ainsi que les forces franco-britanniques qu'il s'attendait à rencontrer en Belgique, pendant que l'aile gauche couvrirait l'ensemble de l'opération. L'objectif ultime était la conquête de la côte de la Manche. Cependant, il ne disait rien de ce qu'il faudrait entreprendre par la suite⁴².

Que ce soit dans le premier ou dans le second plan d'opérations, l'objectif de l'OKH demeurait limité. Dans la première phase de la campagne, les chefs de l'OKH n'envisageaient pas de mettre l'armée française hors de combat, mais de la contraindre à se replier au sud de la Somme, puis d'occuper les côtes de la Manche, coupant ainsi l'Angleterre de son allié français et s'assurant, en même temps, des bases aériennes et navales d'où ils pourraient harceler et bloquer les îles britanniques. C'était comme s'ils pensaient qu'à la suite d'une telle défaite, certes limitée, l'Angleterre et la France se montreraient disposées à traiter et à laisser le Reich libre de porter son attention de nouveau vers l'Est.

Les objections de Manstein concernant le « plan jaune »

Le lieutenant-général Manstein rejeta d'emblée le plan d'opérations de l'OKH. Sa première réaction était de le considérer comme une simple répétition du célèbre « plan Schlieffen », conçu en 1905 et utilisé par l'armée allemande en 1914. À l'instar de celui-ci, non seulement le point de concentration de l'offensive planifiée par l'OKH se trouvait à l'aile droite, mais l'axe principal devait également traverser la Belgique et le nord de la France. Même si la ressemblance entre les deux plans s'arrêtait là, Manstein ne considérait pas moins comme insatisfaisant le plan du général Halder, puisqu'il ne pouvait aucunement apporter une décision stratégique, contrairement au « plan Schlieffen » de jadis⁴³. En effet, si ce dernier recherchait une victoire stratégique totale, le « plan jaune » n'avait pour objectif qu'un succès partiel. Il est donc erroné de prétendre, comme certains le font parfois, que le « plan jaune » constituait une simple réédition du « plan Schlieffen »⁴⁴.

Dans son fameux plan de 1905, le feld-maréchal Alfred Graf von Schlieffen, qui fut chef d'état-major général de l'armée impériale de 1891 à 1906, escomptait battre l'armée française en une seule campagne militaire au moyen d'une très grande manœuvre d'enveloppement. Celle-ci devait être exécutée

⁴² Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 93-96 ; Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 241.

⁴³ Roth, « Operational Thinking in Schlieffen... », p. 23.

⁴⁴ Voir notamment Telford Taylor, *The March of Conquest : The German Victories in Western Europe, 1940*, New York, Simon & Schuster, 1958, p. 161.

en deux phases par une puissante aile droite. Dans un premier temps, un vaste mouvement tournant amènerait l'aile droite allemande à travers la Belgique et le nord de la France, bien au-delà de la Seine, à l'ouest de Paris. Dans un second temps, cette aile marchante, pivotant vers l'Est, au sud de Paris, encerclerait et détruirait les forces françaises restantes, acculées sur le front Metz-Vosges-frontière suisse. Pour obtenir cette décision totale et définitive sur l'ensemble de l'armée ennemie, Schlieffen espérait que les Français attaqueraient en Alsace-Lorraine, dès le début des hostilités, afin de reprendre cette région perdue à la suite de la guerre franco-prussienne de 1870-1871, ce qui ne manquerait pas de faciliter le succès de la manœuvre d'enveloppement par l'armée allemande. Il acceptait ainsi le risque de subir des échecs initiaux en Alsace-Lorraine, voire même de perdre temporairement cette province. D'ailleurs, il s'opposait à la construction d'une puissante ligne de fortifications à l'Ouest justement parce qu'il considérait qu'une avance française en Alsace-Lorraine était non seulement désirable, mais aussi tout à fait nécessaire. Dans l'esprit du feld-maréchal Schlieffen, l'Alsace-Lorraine devait servir à la fois d'appât et de trappe pour l'armée française⁴⁵.

Par contre, le plan du général Halder ne cherchait aucunement à obtenir une décision complète et définitive sur les forces ennemies. Il n'envisageait pas la perspective d'une victoire totale. Loin de la décision stratégique recherchée par Schlieffen, le chef d'état-major général de l'OKH ne se fixait pour objectif qu'un succès opérationnel partiel. En fait, il considérait la possibilité de remporter une décision totale et définitive sur le théâtre de l'Ouest comme inexistante. Son plan visait donc uniquement une victoire partielle sur les forces alliées rencontrées en Belgique et une conquête territoriale limitée à la côte de la Manche. L'acquisition de celle-ci devait procurer une base à la poursuite de la guerre contre l'Angleterre et la France. Se rappelant que l'armée allemande, après l'échec de son offensive en 1914, n'était pas parvenue à acquérir les bases nécessaires pour la conduite de la guerre sous-marine contre l'Angleterre, l'OKH accordait une priorité absolue à la conquête de la côte de la Manche. Toutefois, il voulait attendre, pour décider de la poursuite de l'offensive et de la forme à lui donner, d'avoir atteint ses premiers objectifs – victoire partielle sur les forces alliées en Belgique et conquête de la côte de la Manche⁴⁶.

Mais, à l'encontre de Schlieffen, Manstein ne croyait pas que l'armée française pouvait être complètement vaincue d'un seul coup. Une répétition du plan de 1914 était impossible, en raison de la modification de la situation, jugeait-il. Tout d'abord, si l'armée allemande avait pu escompter obtenir une surprise opérationnelle en 1914, elle ne le pouvait guère en 1939. Il lui était désormais impossible de dissimuler à l'ennemi la concentration de ses forces à l'aile septentrionale. Se fondant sur les souvenirs de 1914, l'état-major français devait, de toute façon, s'attendre à une reprise du « plan Schlieffen ». Il prévoyait sans doute que l'armée allemande allait contourner la ligne Maginot par la Belgique, tout comme elle avait contourné en 1914 par ce même pays le front fortifié Verdun-Toul-Nancy-Épinal.

⁴⁵ Roth, « Operational Thinking in Schlieffen... », p. 9, 12, 18-21.

⁴⁶ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 96-98.

Ensuite, soulignait-il, les Allemands ne pouvaient miser sur une initiative française au centre du dispositif général. Au contraire, ils devaient plutôt compter sur une vigoureuse contre-attaque dirigée contre le flanc méridional des forces engagées en Belgique. Nul doute que le haut commandement des armées alliées enverrait immédiatement des forces importantes en Belgique pour s'opposer à l'avance allemande. Ce n'était donc pas par une offensive reposant sur une puissante aile droite passant par les Pays-Bas et la Belgique que l'Allemagne pouvait espérer surprendre les puissances occidentales, concluait-il⁴⁷.

Le plan d'opérations de l'OKH comportait d'autres lacunes. Selon Manstein, si l'on désirait, après avoir obtenu le résultat partiel souhaité par l'OKH, poursuivre l'offensive en vue d'éliminer complètement les forces occidentales, il fallait mener la première opération en fonction de cet objectif final. Elle devait d'abord assurer la destruction totale de l'aile nord des forces ennemies afin de procurer une supériorité décisive qui permettrait d'anéantir ensuite le reste des armées alliées en France à partir d'une base opérationnelle de départ favorable à cette seconde opération. Mais le plan de l'OKH ne lui paraissait pas du tout remplir ces deux conditions essentielles pour la conduite d'une deuxième opération visant à remporter une décision totale et définitive sur l'adversaire. Ni le rapport de forces à l'aile droite ni le terrain en Belgique ne permettaient d'envisager une telle possibilité pour la Wehrmacht⁴⁸.

Le groupe d'armées B de l'armée allemande qui se trouvait à l'aile droite disposait d'un total de 43 divisions. Après son entrée en Belgique, il se heurterait à 20 divisions belges et à 10 divisions néerlandaises. Même si celles-ci étaient inférieures en valeur de combat aux formations allemandes, elles pourraient recourir à d'importantes fortifications et à de nombreux obstacles naturels pour résister à l'envahisseur. En effet, on retrouvait en Belgique de puissantes fortifications des deux côtés de Liège, le long du canal Albert jusqu'à la forteresse d'Anvers et le long de la Meuse avec Namur comme base centrale, et ce, sans compter les nombreux obstacles naturels en Hollande, tels les cours d'eau et les canaux.

Les troupes allemandes auraient à peine le temps de briser la résistance des forces belges et néerlandaises qu'elles seraient déjà confrontées aux armées franco-britanniques. Celles-ci, étant déployées le long de la frontière franco-belge justement parce que le haut commandement des forces alliées s'attendait à une attaque allemande par les Pays-Bas et la Belgique, pourraient venir s'opposer aux unités de la Wehrmacht en territoire belge dès les premiers jours de combats. Sur son aile droite, la Wehrmacht perdrait alors sa supériorité numérique. Ayant à poursuivre son attaque de front, devant un adversaire sensiblement de même force, peut-être même supérieur, elle n'aurait plus aucune possibilité de réaliser par surprise un enveloppement de grand style comme en 1914. Dans une situation de bataille frontale, l'armée allemande serait contrainte de rechercher une victoire par des manœuvres tactiques et non plus par l'orientation stratégique de l'offensive. Et cette victoire ne pourrait être que partielle, d'autant plus que l'ennemi, avec un commandement habile et énergique, pourrait éviter une défaite en Belgique. En effet,

⁴⁷ *Ibid.*, p. 96-97.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 98.

s'il se révélait incapable de se maintenir sur la ligne fortifiée Anvers-Liège-Meuse, il pourrait toujours replier ses unités encore en état de combattre derrière la Somme inférieure et établir, avec des formations de réserve, un nouveau front défensif⁴⁹.

Entre-temps, l'offensive allemande aurait déjà dépassé son point culminant. Le groupe d'armées B verrait sa progression stoppée par l'adversaire. Quant au groupe d'armées A, il ne serait pas en mesure, à cause de son déploiement et de ses forces, d'empêcher l'ennemi d'établir un nouveau front défensif s'étendant de la Somme inférieure à Sedan. L'armée allemande se retrouverait alors dans une situation analogue à celle de 1914 après la bataille de la Marne, c'est-à-dire dans une guerre de positions. Le seul avantage qu'elle aurait par rapport à l'époque du Kaiser serait de posséder sur la côte une base plus large pour la poursuite des opérations⁵⁰.

Un commandement ennemi audacieux et résolu pourrait également tirer profit des lacunes du plan de l'OKH non seulement pour arrêter l'offensive allemande en Belgique qu'il attendait, mais aussi pour lancer une contre-offensive contre le flanc sud de l'aile droite de la Wehrmacht. Même en envoyant en Belgique les forces destinées à secourir les troupes de ce pays et de la Hollande, il aurait suffisamment de réserves pour rassembler une cinquantaine de divisions pour une telle contre-attaque. Pour cela, il n'aurait qu'à retirer des unités de la ligne Maginot. Plus les formations du groupe d'armées B progresseraient en direction de la Manche ou de l'embouchure de la Somme, plus cette contre-attaque alliée serait efficace. Avec seulement 22 divisions, le groupe d'armées A ne serait d'ailleurs probablement pas en mesure de la contrer⁵¹.

Le chef d'état-major du groupe d'armées A en venait ainsi à la conclusion que le plan d'opérations de l'OKH entraînerait sans doute la Wehrmacht dans une bataille frontale à la suite de laquelle elle ne pourrait ni obtenir la destruction des forces alliées rencontrées en Belgique et, par conséquent, une supériorité suffisante pour garantir la décision, ni une base opérationnelle de départ favorable pour une deuxième opération destinée à détruire le restant des armées ennemies. L'opération conçue par l'OKH conduirait à un succès partiel et à rien de plus. Menacée par une contre-attaque sur le flanc sud de son aile septentrionale, la Wehrmacht se retrouverait probablement dans une guerre de positions comme lors de la Première Guerre mondiale⁵².

Le « plan Manstein » ou l'idée du « coup de faucille »

À la lumière de ces considérations, le lieutenant-général Manstein décida de transmettre ses objections à l'OKH concernant le plan d'opérations pour l'offensive à l'Ouest et de soumettre, par la

⁴⁹ Jacobsen, *Fall Gelb...*, p. 68 ; Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 81 ; Cooper, *The German Army...*, p. 199.

⁵⁰ Jacobsen, *Fall Gelb...*, p. 68 ; Roth, « The Campaign Plan "Case Yellow"... », p. 48.

⁵¹ Jacobsen, *Fall Gelb...*, p. 68 ; Friesen, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 81.

⁵² Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 97-100 ; Roth, « Operational Thinking in Schlieffen... », p. 23.

même occasion, un nouveau plan d'attaque. À ce moment-là, il ignorait complètement que le plan conçu par Halder et son état-major mécontentait le Führer. Il le considérait simplement comme une façon timorée d'aborder un problème stratégique que d'instinct il jugeait susceptible d'une solution plus hardie⁵³. Avec l'aide de son commandant en chef, le colonel-général Rundstedt, du chef de la section logistique, le colonel Blumentritt, et du chef du bureau des opérations, le lieutenant-colonel Henning von Tresckow, Manstein conçut ainsi un plan d'opérations à la fin du mois d'octobre 1939⁵⁴.

Le plan alternatif de Manstein suggérait de déplacer le point de concentration de l'offensive du groupe d'armées B au groupe d'armées A. Des forces blindées devaient mener l'assaut là où on l'attendait le moins, c'est-à-dire à travers les forêts des Ardennes, réputées infranchissables. Si elles réussissaient à traverser la Meuse à Sedan, lors d'une attaque surprise, elles pourraient avancer, dans le dos du front allié, jusqu'à l'embouchure de la Somme. Ainsi, les armées ennemies, qu'il fallait s'attendre à voir avancer en Belgique septentrionale, seraient enfermées par un gigantesque encerclement le long des côtes de la Manche. En même temps, la percée de Sedan permettrait à une armée du groupe A de s'enfoncer en direction du sud dans l'espace où l'on pouvait attendre une contre-attaque ennemie, et ce, avant même que celle-ci ne se mette en marche.

Dès le 31 octobre, Rundstedt envoya à l'OKH deux documents dans lesquels figuraient toutes les idées fondamentales de Manstein.

Le premier traitait de la question d'une offensive allemande dans la conjoncture actuelle. D'emblée, il soulignait que l'offensive planifiée par l'OKH dans ses directives du 19 et du 29 octobre ne pouvait procurer au Reich allemand une victoire complète et définitive sur les alliés occidentaux. Le rapport de forces ne permettait pas d'envisager une victoire d'anéantissement, surtout que l'engagement frontal n'offrait aucune possibilité de manœuvrer contre les flancs et les arrières de l'adversaire. L'offensive se terminerait probablement par une bataille de front sur la Somme et annoncerait le début d'une guerre de positions, comme cela avait été le cas à l'automne 1914.

En outre, une offensive à la fin de l'automne ou en hiver ne serait pas favorable à une action efficace des formations blindées et aériennes, les deux atouts de la Wehrmacht. Le temps pluvieux, le terrain boueux et la brièveté des heures diurnes, traits caractéristiques de ces deux saisons, ralentiraient le rythme des opérations, alors que le succès d'une offensive reposait, en grande partie, sur sa rapidité d'exécution, nécessaire pour prendre l'adversaire par surprise et créer chez lui la confusion. Par conséquent, il était préférable de retarder l'offensive au printemps, ce qui laisserait suffisamment de temps aux unités nouvellement constituées d'atteindre le degré d'entraînement et la cohésion interne nécessaires.

Quant aux objectifs territoriaux de l'offensive, ils ne devaient pas se limiter à la conquête d'une partie de la côte de la Manche. L'expérience de la Première Guerre mondiale avait démontré que cela ne suffisait pas. Il fallait contrôler toute la côte française, de la Manche jusqu'à l'Atlantique, afin de

⁵³ Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale...*, p. 62.

⁵⁴ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 92-93.

permettre à la Kriegsmarine et à la Luftwaffe de poursuivre la lutte contre les îles Britanniques à partir d'une base de départ favorable. Cela était d'autant plus indispensable que l'Allemagne ne pouvait espérer gagner la guerre contre ce pays du simple point de vue militaire que par une opération navale et aérienne.

Qui plus est, pour maintenir l'attitude amicale de l'Union soviétique, le Reich devait préserver la puissance offensive de son armée qui constituait pour elle un facteur décisif sur le continent. Elle ne pouvait envisager de la mettre en jeu à l'Ouest uniquement pour obtenir un succès opérationnel partiel, ne serait-ce qu'en considération de la Russie bolchevique. S'il fallait lancer une attaque, aussi bien prendre les mesures nécessaires pour obtenir une victoire décisive et définitive sur les Alliés qui maintiendrait le voisin de l'Est dans une position bienveillante à l'égard de l'Allemagne.

Certes, l'idée d'inciter les puissances occidentales à déclencher une offensive, en les soumettant à la pression d'une guerre aérienne, était attrayante. Non seulement on pouvait leur laisser l'odieux d'une violation de la neutralité belge et hollandaise, mais aussi leur faire supporter tout le poids d'une attaque contre les positions fortifiées allemandes. Cependant, rien ne pouvait garantir que ce moyen les contraindrait à lancer une offensive contre le *Westwall* et à accepter les pertes sanglantes qui en résulteraient. Le Reich ne pouvait pas se permettre d'attendre indéfiniment et encore moins jusqu'à ce que la Grande-Bretagne et la France eussent achevé l'une et l'autre leur réarmement et leurs préparatifs militaires.

En somme, le premier document se prononçait contre le plan d'opérations de l'OKH qui ne permettait pas d'envisager une décision totale et complète sur l'adversaire. Le but de l'offensive à l'Ouest devait être justement d'obtenir une décision définitive dans la guerre terrestre. Tout compte fait, l'objectif limité à un succès partiel que visait l'OKH dans son plan ne justifiait ni les implications politiques, comme la violation de la neutralité de trois pays, ni les moyens militaires mis en œuvre.

Le deuxième document complétait les considérations du premier par une proposition sur la façon dont devait être conduite l'offensive allemande. Le fer de lance de celle-ci devait se trouver à l'aile gauche et non à l'aile droite. L'action prévue par le groupe d'armées B dans le plan de l'OKH aboutirait sans doute en une bataille frontale avec un adversaire qui s'y attendait. Elle pouvait procurer un succès initial, mais le choc frontal conduirait tout au plus à une guerre de positions sur la Somme. En déplaçant le point de concentration de l'offensive du groupe d'armées B au groupe d'armées A, la Wehrmacht pouvait ainsi espérer créer surprise et confusion chez l'ennemi. Une avance du groupe d'armées A à travers les Ardennes, avec la masse des unités blindées et motorisées, ne manquerait pas de surprendre un ennemi qui considérait cette région boisée inadaptée pour une telle action, s'attendant plutôt à la rencontrer plus au nord en Belgique. Après la traversée des Ardennes, le groupe d'armées A franchirait la Meuse, entre Dinant et Sedan, puis se fixerait pour objectif d'atteindre la Somme inférieure afin de couper au nord de cette rivière la retraite des forces franco-britanniques envoyées en Belgique. Seule cette façon de faire pouvait anéantir l'aile nord de l'adversaire et créer une situation permettant d'espérer une victoire décisive en France.

Il était possible que l'ennemi, après avoir bien manœuvré, essayât d'éviter une décision catastrophique pour lui en Belgique, en se repliant derrière la Somme le cas échéant. Un haut commandement allié flexible et audacieux rassemblerait alors ses forces disponibles pour lancer une contre-offensive contre le flanc méridional allemand, en vue d'encercler le gros des forces de la Wehrmacht en Belgique ou en avant du Rhin inférieur. Si l'offensive allemande à travers la Belgique finissait par s'immobiliser sur la Somme inférieure, les puissances occidentales parviendraient à établir, avec leurs réserves opérationnelles, un front défensif partant de l'extrémité nord-ouest de la ligne Maginot, à l'est de Sedan, et allant jusqu'à la Manche, le long de l'Aisne et de l'Oise. Pour éviter ce scénario, l'armée allemande devait contrer immédiatement toute intervention de forces ennemies contre son flanc sud entre la Meuse et l'Oise. Dès le début de l'offensive, il était nécessaire pour la Wehrmacht de détruire la cohésion du front adverse dans cette région afin de créer la possibilité de prendre la ligne Maginot à revers.

Puisque le centre de gravité de toute l'opération était appelé à se trouver sur l'aile gauche et non sur l'aile droite, le groupe d'armées A devait se composer de trois armées au lieu de deux. Il devait aussi intégrer l'essentiel des unités rapides, blindées et motorisées, pour l'offensive à travers les Ardennes. La première des trois armées avancerait à travers la Belgique méridionale, en franchissant la Meuse, et foncerait ensuite en direction de la Somme inférieure, pour attaquer à revers les forces alliées engagées contre le groupe d'armées B en Belgique. La deuxième armée pousserait vers le sud-ouest, avec la mission de passer à l'attaque contre toutes les forces ennemies rassemblées dans l'intention de contre-attaquer le flanc méridional de l'armée allemande dans la région à l'ouest de la Meuse. La troisième armée aurait pour directives d'assurer défensivement la protection du flanc de l'opération générale au nord de la ligne Maginot, de Sierk à Mousson, soit à l'est de Sedan.

Le déplacement du point de concentration du groupe d'armées B au groupe d'armées A soulevait néanmoins un problème pour le déploiement des divisions : celui de l'espace. On pouvait introduire une nouvelle armée dans le groupe d'armées A seulement au cours du développement de l'offensive. Mais pour assurer la rapidité d'exécution de l'offensive, elle devait être prête dès le début⁵⁵.

Telles étaient les idées du « plan Manstein », baptisé plus tard « coup faucille » (*Sichelschnitt*), qui furent communiquées par l'état-major du groupe d'armées A à l'OKH.

Le plan de Manstein : un parachèvement de la pensée opérationnelle de Schlieffen ?

Le plan d'opérations de Manstein était à la fois brillant et audacieux. Il cherchait à obtenir une décision stratégique et non un simple succès opérationnel. Au lieu d'une offensive frontale en Belgique, il recommandait plutôt une manœuvre d'enveloppement de toutes les forces ennemies déployées au nord de

⁵⁵ BA-MA, RH 19 I / 26. Voir aussi Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 100-105 et 625-626.

la Somme. Pour cela, il déplaçait le centre de gravité de l'opération du groupe d'armées B, à l'aile nord, au groupe d'armées A, à l'aile sud. Fer de lance de l'offensive allemande, le groupe d'armées A devait traverser les Ardennes, avec le gros des unités rapides, blindées et motorisées, et franchir ensuite la Meuse entre Dinant et Sedan pour finalement foncer jusqu'à la côte de la Manche en suivant l'axe tracé par la Somme, soit d'Amiens à Abbeville. Au moyen d'une manœuvre d'enveloppement par le sud, le groupe d'armées A prendrait ainsi à revers les armées alliées du nord qu'il fallait s'attendre à voir avancer en Belgique septentrionale pour freiner la progression du groupe d'armées B dont la mission était, en quelque sorte, de servir d'appât. Certes, une manœuvre d'enveloppement contre le flanc méridional des formations alliées envoyées en Belgique était plus ambitieuse qu'une simple manœuvre frontale destinée à briser les forces ennemies. Elle avait cependant beaucoup plus de chances de prendre l'adversaire par surprise, de briser la cohésion de son front et de détruire le gros de ses forces.

Avec sa clairvoyance de stratège, Manstein avait déjà en tête la deuxième phase de la campagne à l'Ouest. Il considérait qu'il était illusoire de penser écraser la France et ses alliés lors d'une unique opération d'enveloppement. Cela s'était avéré fatal, en 1914, avec le « plan Schlieffen ». Il préférait se référer à Clausewitz qui avait expliqué que, lors d'une offensive, il ne fallait pas chercher à atteindre prématurément le « point culminant ». Il proposait ainsi de conduire la campagne en deux grandes opérations enchaînées immédiatement à partir du point de bifurcation de Sedan ; l'une après l'autre, chaque moitié du front des Alliés devait être encerclée et anéantie. La première opération, appelée le « plan jaune » (*Fall Gelb*), avait pour objectif d'encercler l'aile nord des armées ennemies par une offensive des blindés allant de Sedan aux côtes de la Manche. Dans la seconde opération, appelée le « plan rouge » (*Fall Rot*), il s'agissait ensuite d'encercler l'aile sud, de Sedan à la frontière suisse. Cette offensive devait se dérouler dans le sens du « plan Schlieffen » et obliger les Français à se battre à l'arrière de la ligne Maginot, avec un retournement des fronts⁵⁶.

Avec son plan d'attaque, le lieutenant-général Manstein parachevait non seulement la pensée opérationnelle du feld-maréchal Schlieffen, mais il la surpassait d'une certaine façon. À l'idée d'enveloppement proposée par l'ancien chef d'état-major général de l'armée impériale, il ajoutait la méthode de la percée rejetée par celui-ci. Le « plan Manstein » consistait en deux opérations partielles : la percée dans la région de Sedan et la manœuvre d'enveloppement jusqu'à la côte de la Manche⁵⁷. Dans ce cas, si l'on définit « l'école Schlieffen » par l'enveloppement et le refus de la percée, le « plan Manstein », qui misait sur la percée de la ligne de la Meuse à Sedan et sur la manœuvre d'enveloppement au nord de la Somme, n'appartenait décidément pas à la postérité de cette école de pensée. Eu égard à la puissance de destruction des armes à feu modernes, Schlieffen avait considéré les assauts frontaux comme sans issue et repoussé l'idée de la percée. En d'autres termes, il voulait éviter, à l'époque des armées de masse et de la

⁵⁶ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 91-92. Voir aussi Roth, « The Campaign Plan "Case Yellow"... », p. 48-50 ; Roth, « Operational Thinking in Schlieffen... », p. 25.

⁵⁷ *Idem.*

puissance de feu, qui conféraient à la défense une supériorité sur l'attaque, le choc direct qui entraînerait des pertes considérables sans résultat décisif. Il s'en tenait donc à la stratégie de l'attaque sur une aile, en quête du débordement, puis de l'enveloppement. Depuis, les possibilités offertes par le moteur, notamment le binôme chars-avions, permettaient à Manstein d'envisager la rupture tout en offrant une nouvelle méthode d'encerclement et d'anéantissement. Ainsi, son plan se divisait en deux opérations partielles : dans celle de la percée, la ligne de la Meuse devait être forcée de front à Sedan ; dans celle de l'enveloppement, on devait foncer par cette brèche et attaquer sur les arrières de l'ennemi⁵⁸.

Le constat des deux stratégies demeurait néanmoins le même : c'était la tactique de l'enveloppement de l'ennemi qui se transposait le mieux au niveau stratégique. Autrement dit, pour qu'une bataille donne des résultats décisifs, il fallait qu'elle se livre sur fronts renversés, que les lignes de retraite de l'ennemi soient coupées ou que le débordement ou la rupture du front provoque la désagrégation de l'armée adverse.

Manstein avait analysé le « plan Schlieffen » dans ses moindres détails et surtout cherché les raisons de son échec, dont il s'était inspiré pour élaborer son concept opérationnel. Tout laisse croire également qu'il avait étudié, dans un cadre plus général, la pensée de l'ancien chef d'état-major général de l'armée allemande pour qui le modèle par excellence d'une bataille d'anéantissement par le débordement des flancs et l'encerclement de l'ennemi était la bataille de Cannes remportée par Hannibal aux dépens de Terentius Varron en 216 av. J.-C. Le général carthaginois, avec quelque 50 000 hommes, y avait encerclé et anéanti une armée romaine forte de presque 80 000 hommes. Celle-ci avait été attirée par le retrait du centre vers l'entonnoir que les deux ailes carthagoises, en se rabattant, refermèrent sur les troupes de Terentius Varron. Selon Schlieffen, à l'exception de la guerre franco-prussienne de 1870, lors de laquelle le feld-maréchal Helmuth Graf von Moltke avait réussi à emporter une décision immédiate en cernant une armée de Napoléon III au cours de la bataille d'encerclement de Sedan, la bataille de « Cannes du XIX^e siècle », aucune autre « Cannes parfaite », avec encerclement complet de l'ennemi, n'avait plus été réussie⁵⁹.

À l'instar de Schlieffen, Manstein considérait qu'une victoire décisive à l'Ouest ne pouvait être remportée que par un encerclement complet des forces de l'ennemi. Et, tout comme lui, il avait pour objectif de répéter la bataille de Sedan de 1870, mais, cette fois, sur une plus grande échelle. D'ailleurs, pour faire accepter son plan d'opérations, c'est à maintes reprises qu'il citait Moltke, chef d'état-major général de l'armée prussienne de 1858 à 1890, dans ses notes adressées à l'OKH⁶⁰. Il partageait le point de

⁵⁸ Aron, *Penser la guerre, Clausewitz*, vol. 2 : *L'âge planétaire*, Paris, Éditions Gallimard, 1976, p. 88. Voir aussi Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 363-364.

⁵⁹ Roth, « Operational Thinking in Schlieffen... », p. 9-12. Voir aussi Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 96 et 362.

⁶⁰ BA-MA, RH 19 I / 26. Voir aussi Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 625-648 ; Roland G. Foerster, « Operational Thinking of the Elder Moltke and its Consequences », dans *Militärgeschichtliches Forschungsamt, Freiburg im Breisgau (éd.), Operational Thinking in Clausewitz...*, p. 27.

vue du célèbre feld-maréchal à l'effet que l'objectif ultime des opérations militaires était l'annihilation complète de l'armée ennemie :

« La victoire remportée lors d'une bataille décisive est le moment crucial dans une guerre. Seule la victoire brise la volonté de l'ennemi et le contraint à se soumettre à notre volonté. Ce n'est pas l'occupation d'une partie du territoire ou la conquête d'une place fortifiée, mais la destruction des forces armées de l'ennemi qui [...] apportera une décision. Celle-ci, par conséquent, est l'objectif principal des opérations »⁶¹.

Tout comme Schlieffen, il en venait donc à la recherche systématique du débordement ou de l'enveloppement, de l'attaque sur les flancs ou sur les arrières de l'ennemi. Il articulait ainsi sa pensée opérationnelle autour du concept de la manœuvre d'encerclement, qu'il considérait comme l'art ultime de la stratégie militaire, car elle était la plus susceptible d'apporter une victoire complète sur les forces armées ennemies. Mais, dans le cadre de son plan d'opérations, il fallait d'abord percer le front de l'ennemi pour pouvoir le prendre à revers, la rupture étant une condition *sine qua non* du débordement et de l'enveloppement de l'ennemi.

Cette manœuvre en tenaille de Manstein comportait une autre dissimilitude avec la pensée opérationnelle de Schlieffen. Pour ce dernier, une opération d'enveloppement n'était concevable que par une révolution complète de l'une des ailes de l'armée. Elle devait procéder à l'encerclement de toutes les forces de l'ennemi en une seule opération. Par contre, le chef d'état-major du groupe d'armées A envisageait une manœuvre d'enveloppement non pas de l'ensemble, mais de la plus grande partie des forces de l'ennemi. Pour cela, il prenait le risque d'exposer l'un des flancs de la Wehrmacht à une contre-attaque. Une fois cette manœuvre d'encerclement de grande ampleur réalisée, il entendait en mener une deuxième, cette fois de moindre envergure, destinée à détruire le restant des troupes ennemies.

Dans ses mémoires, Manstein soulignait le risque pris par Schlieffen dans son plan d'opérations : « [...] il avait accepté le risque de subir des échecs initiaux en Alsace tout en espérant que l'ennemi ferait de son mieux pour faciliter le succès de l'opération allemande en attaquant en Lorraine »⁶². Toutefois, le risque que prenait Manstein dans son plan d'opérations n'était pas tant celui de voir le groupe d'armées B subir des échecs initiaux en Belgique ou en Hollande, mais plutôt celui de subir une contre-attaque d'envergure contre le flanc méridional du groupe d'armées A. Car si les troupes franco-britanniques restaient stationnées à la frontière, elles pouvaient se retirer à temps derrière la Somme. Et si jamais elles faisaient une percée vers le sud, c'est l'aile d'enveloppement allemande qui risquait un « Cannes » le long des côtes de la Manche. Toutefois, le jugement de Manstein sur la situation ennemie allait se vérifier plus tard⁶³.

L'une des raisons de l'échec du plan de Schlieffen était que son successeur à la tête de l'état-major général, le général Helmuth von Moltke, dit le Jeune, le neveu du vainqueur de Sedan, ne s'était pas

⁶¹ *Idem.*

⁶² Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 97.

⁶³ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 100.

montré disposé à exposer l'aile gauche de l'armée allemande à une puissante attaque française et à accepter, par le fait même, le risque de perdre temporairement l'Alsace-Lorraine au moment du déclenchement de la Première Guerre mondiale. Chef d'état-major général de l'armée allemande de 1906 à 1914, Moltke le Jeune ne possédait pas l'audace de son prédécesseur qui s'était opposé à la construction d'une puissante ligne de fortifications à l'Ouest justement parce qu'il considérait une avancée des forces ennemies en Alsace-Lorraine comme étant absolument indispensable pour la réalisation de la manœuvre d'enveloppement par l'aile nord allemande.

La répartition prévue par le « plan Schlieffen » de 1905 était de 10 divisions à l'Est et de 62 à l'Ouest, dont 54 à l'aile droite entre Aix-la-Chapelle et Metz et 8 à l'aile gauche en Alsace-Lorraine. Le rapport de forces entre l'aile droite, mobile et offensive, et l'aile gauche, statique et défensive, était de 7 à 1. En 1914, Moltke le Jeune disposait de 8 divisions de plus que Schlieffen ne le prévoyait en 1905. Voulant réduire les risques d'une avance profonde des Français en Alsace-Lorraine, avance qui aurait menacé des régions économiquement importantes, il n'en engagea aucune à l'aile droite, préférant plutôt toutes les employer à l'aile gauche pour doubler le nombre de divisions qui s'y trouvaient en le faisant passer de 8 à 16. En agissant ainsi, il altéra malencontreusement le rapport de forces qui passait désormais de 3 à 1. L'armée française s'étant sensiblement renforcée depuis 1905, le « plan Schlieffen » perdit alors tout son avantage opérationnel⁶⁴.

En outre, lors des premiers jours de l'offensive allemande, en août 1914, juste avant la bataille de la Marne, Moltke le Jeune modifia à nouveau l'esprit originel du « plan Schlieffen ». Il retira deux corps d'armée de la 2^e armée, déployée à la gauche de la 1^{re} armée qui se trouvait à l'extrémité septentrionale de l'effort principal de l'aile marchante, pour les redéployer en Prusse-Orientale afin de renforcer le front de l'Est, alors qu'aucune demande de renforts n'avait été formulée à cet effet. Quand ils arrivèrent, la situation était déjà rétablie par la victoire de Tannenberg. Dans ses mémoires, le chef d'état-major général admettait que cette décision avait été sa plus grave erreur⁶⁵.

En renforçant les fronts de l'Alsace-Lorraine et de la Prusse-Orientale au lieu d'accorder le maximum de forces à son aile marchante en Belgique et au nord de la France, Moltke le Jeune priva celle-ci de divisions de seconde ligne qui lui auraient été absolument nécessaires pour prendre la relève des divisions de première ligne, une fois ces dernières parvenues à leur point culminant. Disposées en seconde ligne, ces divisions auraient pu constituer une seconde force de frappe et permettre la poursuite de l'offensive. Cette erreur stratégique conduisit à la défaite lors de la bataille de la Marne, après laquelle Moltke le Jeune fut relevé de son commandement. L'avancée de l'aile marchante en France prit aussitôt fin. Une guerre de positions se substitua alors à une guerre de mouvement.

Mais, en réalité, l'erreur décisive ne résidait pas tant dans l'affaiblissement de l'aile droite que dans le renforcement de l'aile gauche. En doublant le nombre de divisions à l'aile gauche, Moltke le Jeune

⁶⁴ Roth, « Operational Thinking in Schlieffen... », p. 17 ; Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 97-98 et 406 (note # 70).

⁶⁵ Cité par Roth, « Operational Thinking in Schlieffen... », p. 17-18. Voir aussi Aron, *Penser la guerre...*, p. 43-44.

enleva pratiquement à l'Alsace-Lorraine son rôle qui était de servir à la fois d'appât et de trappe pour les forces françaises, pourtant l'un des points essentiels à la réussite du « plan Schlieffen ». Les formations engagées à l'aile gauche avaient acquis une telle puissance de combat que l'attaquant français n'était plus en mesure, comme l'avait souhaité Schlieffen à l'époque, d'avancer assez profondément en Alsace-Lorraine. Au contraire, plutôt que d'attirer les troupes ennemies profondément en Alsace-Lorraine, en restant cantonnés sur la défensive, les Allemands de l'aile gauche lancèrent une contre-attaque spontanée qui parvint à repousser les Français, qui s'étaient précipités dans cette zone de leur plein gré afin de reconquérir les provinces perdues. Bien qu'elle prît fin sur les fortifications frontalières françaises, la contre-attaque de l'aile gauche allemande empêcha toutefois l'ennemi de tomber dans le piège prévu originellement par Schlieffen.

Cette contre-attaque était, en fait, en profonde contradiction avec le « plan Schlieffen ». Comment l'armée allemande pouvait-elle réaliser sa manœuvre d'enveloppement par le nord et l'ouest si au sud les forces françaises étaient repoussées de l'Alsace-Lorraine ? Moltke le Jeune ne semble pas avoir compris que celles-ci deviendraient alors disponibles pour une contre-offensive contre le flanc sud de l'aile droite de l'armée allemande. Il ne semble pas avoir compris également que l'ennemi ne pouvait reprendre l'Alsace-Lorraine que par une bataille frontale. Les pertes considérables qui auraient résulté d'une telle bataille l'auraient considérablement affaibli, ce qui aurait favorisé l'attaque sur ses arrières par l'aile droite allemande⁶⁶.

L'analyse des causes de l'échec du « plan Schlieffen » renforça davantage chez Manstein la conviction que la réussite de la manœuvre d'enveloppement de son propre plan d'opérations dépendait justement de la puissance du groupe d'armées chargé de cette mission et de l'efficacité du piège tendu aux forces ennemies. Mais, si son plan d'attaque était accepté par l'OKH, il importait de procéder à un renforcement massif du groupe d'armées A. Celui-ci ne devait pas seulement se contenter de mener à bien sa manœuvre d'enveloppement, mais aussi contrer toute contre-offensive sur son flanc méridional.

Un premier pas dans le sens des idées du « plan Manstein » ?

L'état-major du groupe d'armées A ne reçut aucune réponse de la part de l'OKH concernant les deux documents du plan d'opérations de Manstein envoyés le 31 octobre. Après en avoir pris connaissance le 1^{er} novembre, Halder déclara avec une certaine condescendance que ce plan ne contenait aucun élément positif⁶⁷. Mais une visite de Brauchitsch et de Halder au groupe d'armées A le 3 novembre allait fournir l'occasion à Manstein d'exposer plus en détail son plan par l'intermédiaire de Rundstedt. Si ce dernier promouvait le concept opérationnel de son chef d'état-major de toutes ses forces, ce n'était pas

⁶⁶ Roth, « Operational Thinking in Schlieffen... », p. 21.

⁶⁷ Stein, *Generalfeldmarshall Erich von Manstein...*, p. 36-37 et 87.

tant parce qu'il y croyait que parce que le plan en question attribuait à son groupe d'armées le rôle décisif dans l'offensive.

Le commandant en chef de l'OKH et son chef d'état-major général le rejetèrent toutefois sous prétexte qu'ils ne disposaient pas des forces nécessaires pour octroyer au groupe d'armées A une troisième armée et de puissantes forces blindées et motorisées. Aussi bien dire qu'ils s'opposaient tout simplement à l'idée de déplacer le point de concentration de l'offensive du groupe d'armées B au groupe d'armées A. Ils laissaient néanmoins entrevoir à Rundstedt la possibilité d'adjoindre aux unités placées sous son commandement une division blindée et deux régiments motorisés prélevés sur les réserves opérationnelles de l'OKH. Trois jours plus tard, le commandant en chef du groupe d'armées A utilisa une invitation de l'OKH à exposer ses intentions, dans le cadre des directives qui lui avaient été envoyées, pour renouveler les propositions de son chef d'état-major⁶⁸. Tout comme pour celle du 31 octobre, il ne reçut aucune réponse pour cette note datée du 6 novembre.

Le 11 novembre, à sa grande surprise, l'état-major du groupe d'armées A recevait un message de l'OKH lui annonçant l'attribution d'un corps blindé provenant du groupe d'armées B. Sur l'ordre du Führer, l'OKH octroyait au groupe d'armées A le 19^e corps blindé du général Guderian fort de deux divisions de Panzer (la 2^e et la 10^e), d'une division motorisée et de deux régiments d'élite (*Grossdeutschland* et *SS Leibstandarte Adolf Hitler*). Ce corps blindé avait pour directives de battre les unités mobiles ennemies engagées dans le sud de la Belgique et de faciliter ainsi la mission des 12^e et 16^e armées. Il avait également pour mission de s'emparer par surprise de la rive occidentale de la Meuse à Sedan après avoir franchi les Ardennes. Il se trouverait alors en mesure de créer des conditions favorables à la poursuite des opérations, au cas où les unités blindées des 4^e et 6^e armées du groupe d'armées B ne parviendraient pas à percer en Belgique septentrionale⁶⁹.

À l'instigation de Hitler, le nom fatidique de Sedan apparaissait ainsi pour la première fois dans le plan d'opérations, à la recherche d'une solution de rechange et d'une éventuelle rupture du centre français. Mais cela signifiait l'ajout d'un troisième axe d'effort aux deux qui avaient déjà été définis dans le deuxième ordre de déploiement, ce qui diminuait ainsi encore davantage la force de frappe de la Wehrmacht. Manifestement, Hitler n'osait pas tout jouer sur une seule carte et, de ce fait, enfreignait l'un des principes fondamentaux de la guerre éclair, celui de concentration des forces en un point précis. Pour justifier sa décision, le Führer expliquait que l'axe d'effort ne devait être constitué que durant l'opération, en appuyant le mouvement qui se développerait⁷⁰.

Comment Hitler en était-il venu à formuler cette directive à l'OKH qui constituait, somme toute, un premier pas, certes timide, dans le sens des idées proposées par Manstein ? Celui-ci souleva dans ses mémoires deux hypothèses. La première était que le Führer aurait été informé par le général Ernst Busch,

⁶⁸ BA-MA, RH 19 I / 26. Voir aussi Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 105.

⁶⁹ BA-MA, RH 6 / 3.

⁷⁰ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 79 et 93.

commandant en chef de la 16^e armée, des idées de Manstein qu'il connaissait très bien. Au cours d'une visite à Hitler faite peu de temps auparavant, Busch lui aurait alors exposé le désir de l'état-major du groupe d'armées A d'obtenir des formations blindées pour exécuter une poussée rapide à travers la région boisée des Ardennes. La deuxième hypothèse était que Hitler en serait venu lui-même à cette idée. Doué d'un certain flair pour les possibilités tactiques, il aurait reconnu qu'il serait peut-être plus facile de franchir la Meuse à Sedan que d'obtenir une percée dans le nord de la Belgique par les 4^e et 6^e armées, même s'il n'était pas encore prêt à tout jouer sur une seule carte⁷¹.

Déjà le 25 octobre, en présence des chefs de l'OKH, des commandants en chef des groupes d'armées et des armées du front de l'Ouest, il s'était demandé s'il n'était pas préférable de lancer l'assaut principal seulement au sud de Liège et de couper les armées alliées déployées en Belgique, en tournant, une fois à l'ouest de Namur, vers la côte de la Manche⁷². Après la guerre, Halder revendiqua d'avoir lui-même fait cette suggestion à Hitler, dès la fin du mois de septembre 1939. Mais cette assertion n'est corroborée par aucun document convaincant⁷³. Si cela avait été le cas, alors pourquoi, à cette occasion, ne fit-il aucun commentaire à l'égard de la proposition du Führer ? Que le chef d'état-major général de l'OKH eût lui-même proposé un tel concept opérationnel serait pour le moins surprenant, non seulement en raison de sa remarque condescendante du 1^{er} novembre à propos de la première note de Manstein, mais aussi en raison de celle qu'il allait faire, dans son journal, le 19 décembre 1939, au sujet de la 6^e note de Manstein – datée de la journée précédente – que lui avait remis le colonel Walter Buhle, aide de camp de Stülpnagel : « Buhle m'a apporté la proposition idiote du groupe d'armées A »⁷⁴. Loin d'être l'initiateur du « coup de faucille », tel qu'il l'a laissé entendre après la guerre, Halder en a d'abord été l'adversaire le plus résolu, avant de s'y rallier une fois qu'il lui fut imposé par Hitler à la mi-février 1940⁷⁵.

Cela dit, Hitler avait donné alors pour instruction aux généraux de l'OKH d'examiner cette idée. Mais ils jugèrent l'opération trop risquée, puisqu'elle obligeait à passer par le terrain difficile et boisé des Ardennes, avec des problèmes évidents pour les chars. Apparemment, Hitler ne s'était pas vraiment convaincu lui-même, car il n'en reparla plus. Dès le lendemain, il mentionna ne plus envisager pour le moment de changements majeurs dans le plan d'opérations en vigueur. L'effort principal de l'offensive allemande devait donc toujours s'effectuer au nord et au sud de Liège⁷⁶.

Il ne faut donc pas considérer cette idée d'une attaque principale au sud de Liège, émise par Hitler, le 25 octobre, sur le même plan que les réflexions mûrement réfléchies et rigoureusement fondées de Manstein dans sa note adressée à l'OKH, le 31 octobre. Il s'agissait bien plus d'une de ces intuitions subites du dictateur qui disparaissaient aussitôt. À ce propos, Halder disait : « C'était une "idée" typique

⁷¹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 105-107. Voir aussi Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 242.

⁷² Jacobsen, *Fall Gelb...*, p. 40 ; Cooper, *The German Army...*, p. 196 et 200.

⁷³ Jacobsen, *Fall Gelb...*, p. 32 et 273-274 ; Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 88.

⁷⁴ Cité par May, *Strange Victory...*, p. 238.

⁷⁵ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 88 et 92.

⁷⁶ Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 240-241. Voir aussi Downing, *The Devil's Virtuosos...*, p. 27.

de Hitler, sans doute même une bonne idée. Mais ses interventions au cours de l'opération, par la suite, montrent à quel point il était peu en mesure de penser cette idée sur le plan militaire »⁷⁷. Plus tard, le général Hoth affirma qu'il ne s'agissait là que de l'une des nombreuses « intuitions brutales » de Hitler. Il mit ainsi en garde contre la tentation de voir dans cette idée, lancée à la vite-vite le 25 octobre et abandonnée dès le lendemain, un prélude au « coup de faucille »⁷⁸.

L'adjonction d'un corps blindé ne satisfaisait pas vraiment le lieutenant-général Manstein. Elle ne pouvait entraîner, estimait-il, qu'une dispersion des forces cuirassées allemandes et rendre encore plus ardue la tâche de percer le front adverse. Le général Guderian partageait tout à fait l'avis de Manstein. D'après le spécialiste de l'arme blindée, il fallait plutôt donner un coup de bélier en un seul point avec l'ensemble des divisions de Panzer. Ainsi, lorsque Manstein lui exposa les grandes lignes de son plan et ses efforts pour obtenir le déplacement du point de concentration de l'aile nord à l'aile sud, en lui montrant l'objectif prometteur de prendre à revers l'adversaire à l'embouchure de la Somme, Guderian exprima avec empressement son enthousiasme. Comme le raconta Manstein après la guerre, Guderian fut d'emblée « tout feu tout flamme »⁷⁹. Le spécialiste de l'arme blindée, qui avait participé à la traversée des Ardennes en 1914, lui confirma que l'idée de mener une offensive à travers les Ardennes avec des formations blindées en première ligne était tout à fait possible en dépit du terrain accidenté. Guderian raconta la discussion qu'il eût à ce sujet avec Manstein, un jour de novembre 1939 :

« Manstein me demanda si des mouvements de chars étaient possibles à travers les Ardennes en direction de Sedan. Il m'expliqua son plan, dont l'objectif était de percer l'extension de la ligne Maginot près de Sedan afin d'éviter le vieux plan Schlieffen qui était familier à l'ennemi qui pouvait s'y attendre encore une fois. Je connaissais le terrain depuis la Première Guerre mondiale et après avoir étudié la carte, je le confirmai dans son opinion »⁸⁰.

À la fin de cette rencontre, Guderian insista sur la nécessité de mobiliser un nombre suffisant de divisions blindées et motorisées, et si possible leur totalité, pour assurer la réussite de ce plan audacieux⁸¹.

Cependant, Hitler avait ordonné l'affectation du 19^e corps blindé de Guderian non pour des considérations stratégiques mais tactiques. L'idée était de faciliter le franchissement de la Meuse par les armées du groupe de Rundstedt et rien de plus. De même, dans les directives envoyées par l'OKH à ses groupes d'armées A et B, à la suite du transfert du 19^e corps blindé, il n'apparaissait nulle part l'intention d'un changement de stratégie avec pour objectif d'obtenir la décision par un enveloppement des forces de l'ennemi par le groupe d'armées A à l'embouchure de la Somme.

Le 21 novembre, l'OKH convoqua une conférence à Coblenz réunissant les généraux des groupes d'armées A et B. Le colonel-général Brauchitsch désirait entendre des commandants de groupe d'armées et d'armée leurs intentions ou les dispositions qu'ils avaient prises relativement aux directives de

⁷⁷ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 93.

⁷⁸ Jacobsen, *Fall Gelb...*, p. 118.

⁷⁹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 107.

⁸⁰ Cité par Liddell Hart, *The Other Side of the Hill...*, p. 153.

⁸¹ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 82.

l'OKH. Or, lorsque vint le tour des généraux du groupe d'armées A de prendre la parole, après ceux du groupe d'armées B, Brauchitsch déclara qu'il lui suffisait d'entendre les commandants d'armée. Manifestement, il ne voulait pas accorder la possibilité à Rundstedt et à Manstein d'exposer leur conception divergente. Il ne leur restait donc plus qu'à la présenter de nouveau par écrit dans une troisième note adressée à l'OKH. Les idées qui y étaient exposées demeuraient essentiellement les mêmes que celles des deux premières notes⁸².

Un changement possible du point de concentration de l'offensive ?

Entre-temps, Hitler s'était apparemment occupé de l'adjonction du 19^e corps blindé au groupe d'armées A en se demandant s'il fallait lui ajouter éventuellement d'autres forces, au cas où la masse des chars concentrée sur le front du groupe d'armées B ne parviendrait pas à agir efficacement en Belgique et à obtenir, de ce fait, le succès rapide escompté. Le 20 novembre, il envoya des directives à l'OKH lui enjoignant de mettre au point les dispositions nécessaires à un déplacement rapide du point de concentration de l'opération au profit du groupe d'armées de Rundstedt dans l'éventualité où celui-ci obtiendrait des succès plus rapides et plus importants que le groupe d'armées de Bock⁸³. C'était manifestement en application de ces directives que l'OKH transféra, à la fin novembre, le 14^e corps motorisé sur la rive droite du Rhin, derrière la zone de concentration du groupe d'armées A. Ce corps demeura cependant en réserve de l'OKH car celui-ci voulait pouvoir l'affecter à l'un ou l'autre des deux groupes d'armées en fonction du développement de la situation.

À la suite de ces nouvelles directives du Führer, on ne peut que poser encore la même question. Était-il déjà au courant dès cette époque du plan de Manstein ou bien en était-il venu lui-même à l'idée d'un déplacement éventuel du point de concentration vers le groupe d'armées A ? Le 17 février 1940, lorsqu'il demanda à Manstein de lui exposer sa façon de concevoir l'offensive à l'Ouest, Hitler ne laissa en rien soupçonner qu'il avait déjà eu connaissance des idées de son plan d'opérations⁸⁴.

Il se peut que le Führer ait voulu, à la fin novembre, se procurer la possibilité d'effectuer un transfert du point de concentration du groupe d'armées B au groupe d'armées A au cours de l'offensive. Mais cela ne signifiait pas pour autant qu'il eût abandonné le plan de l'OKH alors en vigueur, ni adopté les grandes idées du concept opérationnel de Manstein. Au contraire, car toutes les directives données par l'OKH à ses commandants de groupe d'armées et d'armée demeuraient valables malgré le transfert du 14^e corps motorisé derrière la zone de rassemblement du groupe d'armées A en tant que réserve de l'OKH. Comme précédemment, le groupe d'armées B était investi de la mission de mener l'assaut principal de l'offensive, tandis que le groupe d'armées A se voyait conférer un rôle de couverture pour l'ensemble de

⁸² BA-MA, RH 19 I / 26. Voir aussi Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 107 et 627-631.

⁸³ Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 243 ; Cooper, *The German Army...*, p. 200-201.

⁸⁴ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 109.

l'opération. Mais si le succès n'atteignait pas l'ampleur désirée dans la zone des armées de Bock ou s'il paraissait être plus important dans celle des armées de Rundstedt, Hitler se réservait le pouvoir de changer le point de concentration de l'offensive.

Ceci ressortait clairement dans une réponse (la première) faite par Halder à une nouvelle note (la quatrième) de l'état-major du groupe d'armées A en date du 30 novembre, toujours relative au plan d'opérations à l'Ouest proposé par Manstein⁸⁵. Le chef d'état-major général de l'OKH confirmait qu'un deuxième point de concentration était effectivement prévu au groupe d'armées A. Si la percée à travers les Ardennes s'avérait une réussite, ce deuxième point de concentration conduirait à un élargissement de l'objectif et à une conduite générale des opérations dans le sens des propositions du groupe d'armées A. D'ailleurs, la plupart de celles-ci, soulignait Halder, cadraient tout à fait avec celles de l'OKH. Mais il avait reçu de Hitler l'ordre formel de maintenir le point de concentration au groupe d'armées B, tout en ménageant la possibilité de le déplacer au cours de l'offensive. C'était pour cette raison que les dispositions prises au sujet des 19^e corps blindé et 14^e corps motorisé ne créaient pas immédiatement ce deuxième point de concentration, mais offraient seulement la possibilité de le créer.

L'opposition opiniâtre de l'OKH au concept opérationnel de Manstein

Insatisfait de cette réponse, le chef d'état-major du groupe d'armées A fit adresser, le 6 décembre, une autre note au chef d'état-major général de l'OKH dans laquelle il exposait de nouveau toutes les considérations qui parlaient en faveur de son plan d'opérations⁸⁶. Le 15 décembre, n'ayant reçu aucune réponse, il téléphona au général Stülpnagel, l'adjoint du général Halder, pour lui demander si l'OKH avait l'intention de garder bien longtemps encore le silence au sujet de ses propositions. Apparemment embarrassé, Stülpnagel le mit aussitôt en communication avec son chef d'état-major général. Celui-ci s'empressa alors de l'assurer que ses idées étaient partagées par l'OKH, mais que le Führer lui avait donné l'ordre formel de maintenir le point de concentration au groupe d'armées B. Mais dans ce cas, rétorqua Manstein, pourquoi Hitler avait-il ordonné le transfert du corps blindé de Guderian ? Parce que le Führer, répondit Halder, voulait garder l'option de déplacer le point de concentration de l'offensive de l'aile nord à l'aile sud de l'armée si le déroulement de la campagne le justifiait⁸⁷.

À première vue, on peut donc supposer que l'OKH avait adopté les propositions de Manstein et les avait communiquées à Hitler sous une forme ou sous une autre. Ce dernier n'étant toutefois pas disposé à les accepter dans leur intégralité, l'OKH se voyait contraint de mettre en application le plan d'opérations en vigueur. Cependant, peu de temps après, Manstein apprit par le colonel Walter Warlimont, adjoint de Jodl à l'OKW, et par le lieutenant-colonel Bernhard von Loßberg, officier au bureau des

⁸⁵ BA-MA, RH 19 I / 26. Voir aussi Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 109-110 et 631-633.

⁸⁶ BA-MA, RH 19 I / 26. Voir aussi Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 110 et 633-637.

⁸⁷ Downing, *The Devil's Virtuosos...*, p. 26.

opérations de l'OKW, que l'OKH n'était jamais intervenu auprès de Hitler dans le sens de ses propositions⁸⁸. Non seulement Brauchitsch et Halder n'avaient-ils jamais fait part du concept opérationnel de Manstein à Hitler, mais ils ne l'avaient jamais pris en considération. En plus de le trouver trop risqué, ils n'y voyaient qu'une manœuvre du commandant en chef du groupe d'armées A et de son chef d'état-major pour se faire attribuer le premier rôle dans l'exécution du « plan jaune »⁸⁹. Il est vrai que dans la deuxième moitié de décembre, le plan d'opérations de Manstein fit l'objet d'études au sein de l'OKH⁹⁰. Mais rien ne laisse supposer que ses chefs en informèrent Hitler. Apparemment, Brauchitsch n'aurait transmis à Hitler aucune des notes dans lesquelles Manstein exposait son plan d'opérations⁹¹. Tout laisse ainsi croire que Hitler n'aurait été mis au courant des idées de Manstein concernant l'offensive à l'Ouest qu'au moment de leur rencontre du 17 février 1940 ou quelques jours auparavant, par l'entremise du lieutenant-colonel Schmudt, son principal officier d'ordonnance⁹².

L'idée de transférer le point de concentration de l'aile nord à l'aile sud seulement au cours de l'offensive ne répondait pas du tout au concept opérationnel de Manstein. Il ne pouvait être question d'attendre le déroulement des opérations afin de savoir s'il fallait transférer le point de concentration, car le plan du groupe d'armées A reposait avant tout sur l'idée de surprendre l'adversaire. Celui-ci ne s'attendrait probablement pas à voir déboucher de la région boisée des Ardennes de puissantes troupes mécanisées. Pour atteindre son objectif, la Somme inférieure, le groupe d'armées A devait pouvoir compter sur de puissantes forces blindées et motorisées indispensables pour parvenir à disloquer les divisions ennemies avancées au sud de la Belgique. Il lui fallait simultanément franchir la Meuse et mettre hors de combat les forces ennemies venues à sa rencontre en cette région pour espérer ensuite parvenir sur les arrières des unités engagées dans le nord de la Belgique contre le groupe d'armées B. La tentative pour détruire dans un premier temps la concentration de fortes réserves ennemies sur son flanc sud, plus précisément entre la Meuse et l'Oise, et dans un second temps les armées ennemies au nord de la Somme inférieure ne pouvait réussir que si le groupe d'armées A conservait la supériorité dans cette région.

Déplacer le point de concentration selon la tournure des événements, c'était laisser à l'adversaire une occasion en or d'attaquer le flanc sud de l'armée allemande avec ses puissantes réserves

⁸⁸ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 110.

⁸⁹ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 190 ; Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 94 ; Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 82.

⁹⁰ Umbreit, « The Battle for the Hegemony... », p. 245.

⁹¹ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 36-37 et 87 ; Taylor, *The March of Conquest...*, p. 165 ; Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 190-191 ; Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 82.

⁹² Selon Umbreit, le concept opérationnel de Manstein était connu de Hitler dès décembre 1939. Mais il ne dit pas de quelle manière il en fut informé. Umbreit, « The Battle for the Hegemony... », p. 245. Kershaw soutient que le Führer avait eu quelques échos des grandes lignes du plan élaboré par Manstein dans la seconde quinzaine de décembre. À l'instar de Umbreit, il ne précise toutefois pas comment il aurait eu vent des idées du chef d'état-major du groupe d'armées A. Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 440. Selon Liddell Hart, après la conversation qu'il eût avec Manstein à la mi-décembre, Warlimont aurait fait part des idées de celui-ci au lieutenant-général Jodl, chef d'état-major de l'OKW qui, à son tour, en aurait parlé à Hitler. Cependant, il est peu probable que le Führer eut vent de ces idées, ne serait-ce qu'en raison de la jalousie professionnelle éprouvée par Jodl envers Manstein. Liddell Hart, *Histoire de la Deuxième Guerre mondiale...*, p. 43. D'ailleurs, il n'avait guère montré d'intérêts pour le plan d'opérations du chef d'état-major du groupe d'armées A lorsqu'il en fut informé par Warlimont. À ce sujet, voir Liddell Hart, *The other Side of the Hill...*, p. 154.

opérationnelles. C'était en même temps renoncer à la possibilité de détruire les forces alliées du nord de la Belgique en les encerclant par le sud. Pour le chef d'état-major du groupe d'armées A, l'idée d'attendre pour déplacer le point de concentration relevait du principe du feld-maréchal Moltke selon lequel « une faute commise dans le déploiement initial ne peut plus être rattrapée ».

De toute façon, comment pouvait-on envisager que le point de concentration de l'offensive fût transféré du groupe d'armées B au groupe d'armées A si ce dernier devait remporter au préalable un succès aléatoire avec des moyens insuffisants ? Il ne fallait donc pas attendre de voir comment allait se développer l'offensive pour savoir si l'assaut massif du groupe d'armées B détruirait les forces ennemies en Belgique septentrionale ou bien si le 19^e corps blindé de Guderian, le fer de lance du groupe d'armées A, parviendrait jusqu'à Sedan. Si l'on acceptait les principes de son plan d'opérations, soutenait Manstein, il fallait à l'avance conférer à son groupe d'armées des forces blindées suffisantes et trois armées, même si on ne pouvait intercaler la troisième qu'en gagnant de l'espace par la progression des deux premières. En conséquence, il insistait dans sa note du 6 décembre sur la nécessité d'attribuer à son groupe d'armées non pas deux armées, avec 22 divisions d'infanterie et un seul corps blindé, mais trois armées, avec 40 divisions infanterie et deux corps rapides.

Malgré l'affectation par l'OKH, sur l'ordre de Hitler, quelque temps auparavant, du 19^e corps blindé et du 14^e corps motorisé, on ne pouvait envisager traverser les Ardennes, franchir la Meuse à Sedan et en aval de cette ville, et poursuivre vers la Somme inférieure sans rencontrer de problèmes. Pour assurer le succès d'une telle progression, il fallait absolument pouvoir compter sur une troisième armée pour agir offensivement contre une éventuelle concentration ennemie à l'ouest de la Meuse dirigée contre le flanc sud du groupe d'armées A. C'était donc par l'attribution de nouvelles forces à son groupe d'armées que Manstein espérait orienter l'offensive dans le sens qu'il préconisait, c'est-à-dire vers une décision définitive.

Évidemment, son plan d'opérations ne pouvait rien prévoir avec certitude, selon le principe de Moltke, au-delà de la première rencontre avec les forces principales de l'ennemi, surtout si l'attaque de son groupe d'armées, faute de forces suffisantes, s'arrêtait au stade initial. Mais à l'instar de l'ancien chef d'état-major général de l'armée allemande, il était d'avis que le haut commandement devait néanmoins garder le cap sur son objectif principal, même après cette première rencontre. Et cet objectif principal ne pouvait être, d'après sa conception, que la décision complète sur le continent. Pour cela, l'offensive allemande devait s'orienter dans ce sens dès le début, même si elle ne pouvait l'atteindre qu'en deux phases. « La recette de Napoléon, à laquelle se ramenait finalement le désir de Hitler de se réserver la possibilité de modifier le point de concentration, était peut-être excellente en d'autres circonstances, mais, pour nous, elle aurait équivalu à renoncer à la victoire totale », écrivait-il après la guerre⁹³.

⁹³ BA-MA, RH 19 I / 26. Voir aussi Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 110-112 et 633-637.

Sa note du 6 décembre n'ayant pas obtenu l'effet escompté, il présenta à Rundstedt, le 18 décembre, une nouvelle note qui, une fois approuvée, fut aussitôt envoyée à l'OKH. En exposant ses conceptions relatives à l'offensive à l'Ouest d'une manière plus concrète que précédemment, il espérait que l'OKH se résoudrait à les accepter⁹⁴. Mais cette sixième note connut le même sort que les précédentes, Brauchitsch et Halder refusant d'y donner suite.

Après avoir passé les fêtes de Noël chez lui à Liegnitz, il retourna à Coblenz non sans d'abord s'être arrêté au quartier général de Zossen. Il voulait savoir ce qu'il était advenu de ses propositions. Stülpnagel lui déclara que l'OKH était largement acquis à ses idées, mais qu'il se trouvait tenu par l'ordre du Führer, qui faisait dépendre le déplacement du point de concentration du déroulement de l'offensive. N'ayant pu savoir si Hitler avait été mis au courant de ses conceptions, Manstein décida à son retour de préparer une nouvelle note qui lui permettrait de résoudre cette question.

Le 12 janvier 1940, il envoya une septième et dernière note à l'attention de l'OKH dans laquelle il exposait derechef ses idées sur la conduite de l'offensive à l'Ouest⁹⁵. Mais il lui demanda en plus de bien vouloir les transmettre à Hitler. Signée par Rundstedt, cette note allait à l'encontre de la tradition militaire allemande. D'après celle-ci, seul le commandant en chef ou, en son lieu et place, le chef d'état-major général était qualifié pour présenter des propositions au chef suprême des forces armées. Cependant, si l'OKH était largement en accord avec les idées de Manstein, comme il le lui avait déjà affirmé à plusieurs reprises, il pouvait toujours prendre le plan de celui-ci à son propre compte et le présenter tel quel à Hitler. Peut-être parviendrait-il alors à convaincre ce dernier de renoncer à faire dépendre la décision relative au déplacement du point de concentration du déroulement de l'offensive, ce qui constituait l'obstacle principal à l'acceptation des conceptions de Manstein. Un plan qui n'envisageait pas seulement des objectifs partiels, mais d'entrée la possibilité d'obtenir la décision complète à l'Ouest n'avait-il pas toutes les chances de recevoir l'assentiment du Führer ?

Mais la réponse de l'OKH se révéla très décevante pour l'état-major du groupe d'armées A. Celui-ci se trompait, disait-elle, en supposant que l'OKH cherchait seulement des objectifs partiels. D'autres seraient fixés en temps et lieu. En outre, des dispositions avaient été prises pour adjoindre de nouvelles forces au groupe d'armées A. Le commandant en chef de l'OKH devait toutefois se réserver la décision relative au moment où cette adjonction se produirait effectivement. De même, la décision du Führer concernant le point de concentration serait prise sur proposition de l'OKH. Celui-ci partageait l'essentiel des vues exposées dans la note de l'état-major du groupe d'armées A, mais ne la transmettait pas à Hitler.

À la lumière de cette réponse, l'OKH n'était manifestement pas disposé à proposer une solution de rechange au plan en vigueur allant dans le sens des idées de Manstein. Il préférait continuer à chercher la décision en Belgique par une attaque frontale du groupe d'armées B où le point de concentration demeurait fixé, pour la première phase de l'offensive tout au moins. Son déplacement dépendait du

⁹⁴ BA-MA, RH 19 I / 26. Voir aussi Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 112-113 et 637-641.

⁹⁵ BA-MA, RH 19 I / 26. Voir aussi Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 113-114 et 641-648.

déroulement des opérations. L'OKH attribuait toujours au groupe d'armées A une mission purement défensive destinée à assurer la couverture des opérations du groupe d'armées B. Sa mission ne s'élargissait donc aucunement en direction de la Somme inférieure pour attaquer à revers les forces ennemies fixées par le groupe d'armées B.

Non sans regret, Manstein réalisait que l'OKH n'envisageait aucunement la possibilité d'affecter à l'avance au groupe d'armées A de nouvelles forces blindées, condition indispensable pour lui permettre de franchir les Ardennes et la Meuse par surprise et de poursuivre à vive allure sa progression vers la Somme inférieure. Il réalisait aussi que l'OKH ne considérait pas vraiment la possibilité d'octroyer une troisième armée au groupe d'armées A, nécessaire pour couvrir offensivement ses opérations contre la contre-offensive à prévoir sur son flanc sud de la part de l'ennemi⁹⁶.

Le « plan jaune » tombe entre les mains de l'ennemi

Entre-temps, un accident fâcheux se produisit pour le haut commandement de la Wehrmacht. Le 10 janvier, un avion de liaison fit un atterrissage forcé à Mechelen-sur-Meuse en Belgique. À son bord, se trouvaient le pilote et le sous-chef d'état-major de la 7^e division aérienne de la Luftwaffe qui transportait avec lui les documents du plan d'opérations de l'OKH. Parti de Münster, cet officier de liaison devait se rendre à Bonn pour discuter avec le commandement de l'armée de l'air de certains détails du plan d'invasion. Par un temps brumeux et venteux, le pilote perdit son chemin au-dessus du Rhin gelé et couvert de neige, et entra par mégarde en Belgique où il fut contraint de faire un atterrissage forcé. L'officier de liaison ne put brûler complètement les documents du « plan jaune », une partie se retrouvant entre les mains des Belges. L'attaché militaire allemand en Hollande apprit alors que les documents saisis étaient suffisants pour compromettre le secret des opérations du plan alors en vigueur⁹⁷.

Ce fâcheux contretemps exerça, d'après de nombreuses opinions émises après la guerre, une influence décisive sur la modification du plan d'attaque dans le sens proposé par Manstein. L'adjoint au chef d'état-major de l'OKW, le colonel Warlimont, soutint que le Führer décida de changer de plan d'attaque le 16 janvier et que cette décision fut principalement motivée par l'accident d'avion⁹⁸. Cependant, tout indique que cet épisode ne fit pas modifier ce plan, bien qu'on puisse supposer qu'il contribua à faire adopter ultérieurement les propositions de Manstein par Hitler.

À la conférence militaire du 25 janvier, la première depuis l'atterrissage forcé de l'avion de liaison, il ne fut nullement question d'apporter des changements significatifs au plan d'opérations en vigueur, car les trois points forts de l'attaque, ceux qui avaient été envisagés dès le 11 novembre 1939, étaient maintenus. Elle eut lieu à Coblenz et à Bad Godesberg et réunit les chefs de l'OKH, ceux des

⁹⁶ *Ibid.*, p. 114-116.

⁹⁷ Jacobsen, *Fall Gelb...*, p. 90, 93 et 94.

⁹⁸ Liddell Hart, *The other Side of the Hill...*, p. 155 ; Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale...*, p. 41.

groupes d'armées A et B, et leurs officiers de haut-rang. Seule la mission du groupe de Bock fut élargie, la 18^e armée étant désormais chargée d'occuper toute la Hollande et non plus seulement, comme jusque-là, la partie située en dehors de la « Forteresse Hollande ». Celle-ci était, en quelque sorte, un camp retranché derrière de formidables digues, qui comprenait La Haye, Amsterdam, Utrecht, Rotterdam et Leyde. Quant à la mission du groupe de Rundstedt, elle demeurait inchangée. Le 2^e corps d'armée était bien envoyé dans sa zone de concentration, mais il restait, à l'instar du 14^e corps motorisé, à la disposition de l'OKH. Ces quelques modifications furent transmises aux armées par le troisième plan d'opérations de l'OKH en date du 30 janvier⁹⁹.

Le lieutenant-général Manstein profita de l'occasion pour souligner au colonel-général Brauchitsch que l'engagement du seul 19^e corps blindé dans les Ardennes ne garantissait plus un succès à Sedan, l'adversaire ayant dans l'intervalle amené de nouvelles forces sur la Meuse. Mais le commandant en chef de l'OKH lui déclara qu'il lui était impossible de placer le 14^e corps motorisé et le 2^e corps d'armée sous le commandement de son groupe d'armées. Manifestement, cette réponse démontrait que l'OKH faisait toujours dépendre le déplacement du point de concentration du déroulement de l'offensive. À l'évidence, l'incident de l'atterrissage forcé en Belgique n'avait nullement incité le haut commandement de l'armée de terre à modifier significativement ses directives¹⁰⁰.

Mais la période de mauvais temps qui suivit allait donner l'occasion de revoir de fond en comble la planification des opérations. Hitler stigmatisait les plans d'opérations de l'OKH en disant qu'il s'agissait d'« idées d'élève-soldat ». Il déplorait l'absence d'idées neuves capables de produire un effet de surprise¹⁰¹. Toutes les solutions proposées jusque-là par le haut commandement de l'armée de terre ne pouvaient conduire qu'à des succès partiels tactiques ou, au mieux, opérationnels. Entre-temps, un officier, en marge de l'état-major général de l'OKH responsable de la planification des opérations, avait développé ces idées qui permettraient de produire un effet de surprise et d'arracher une victoire décisive. Mais Hitler n'en avait toujours pas été mis au courant.

La disgrâce de Manstein

Exaspérés par l'insistance dont faisait montre le lieutenant-général Manstein auprès d'eux pour faire adopter son plan d'opérations à la place du leur, le colonel-général Brauchitsch et le général Halder décidèrent de le muter de son poste de chef d'état-major du groupe d'armées A et de l'envoyer commander une unité d'infanterie où il serait moins encombrant et moins bien placé pour promouvoir ses idées. Avec l'approbation de Brauchitsch, Halder réussit ainsi à « mettre au placard » l'obstiné et indésirable officier par une manœuvre politique personnelle. Il avait su persuader le colonel-général

⁹⁹ BA-MA, RH 19 II / 21. Voir aussi Jacobsen, *Fall Gelb...*, p. 99-100.

¹⁰⁰ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 117.

¹⁰¹ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 80-81.

Rundstedt qu'il ne fallait pas oublier Manstein lorsqu'on procéderait à une promotion du personnel, car le lieutenant-général Georg-Hans Reinhardt, avec moins d'ancienneté, devait justement devenir commandant d'un corps blindé dans le groupe d'armées A. Halder suggéra d'attribuer aussi un corps d'armée à Manstein. Lorsque, le 27 janvier, celui-ci fut informé de sa nomination à titre de commandant du 38^e corps d'armée, en cours de formation à Stettin en Poméranie, ville fort éloignée du front de l'Ouest, il ne fut pas des plus réjouis. C'est le lieutenant-général Georg von Sodenstern qui le remplaça à titre de chef d'état-major du groupe d'armées A¹⁰².

Il s'agissait ainsi d'une façon élégante de se débarrasser d'un officier encombrant. En effet, par ce déplacement déguisé en promotion, Halder n'avait cherché qu'à l'écarter. Pour Manstein, cette nomination apparaissait comme une disgrâce, d'autant plus qu'il se trouvait désormais écarté du théâtre principal. Si la procédure pouvait paraître régulière, souligna-t-il plus tard, le changement d'un chef d'état-major à la veille d'une grande offensive n'en était pas moins suspect. Selon lui, la question d'ancienneté invoquée comme prétexte par l'OKH aurait pu être résolue d'une autre façon. Il n'y avait pas de doute dans son esprit que « l'OKH désirait se débarrasser d'un gêneur qui avait osé opposer un plan d'opérations au sien »¹⁰³. L'OKH lui refusa même le commandement d'un corps de Panzer sous prétexte qu'il manquait l'expérience nécessaire pour assumer une telle fonction, ce qui le mécontenta encore plus de son sort¹⁰⁴. Pour la deuxième fois de sa carrière, Manstein était mis sur la touche. En 1946, Halder affirmerait encore avec rancune : « Manstein a essayé et réussi à entrer en contact avec Hitler dans mon dos »¹⁰⁵.

Ancien rival de Halder pour accéder au poste de chef d'état-major général de l'OKH, Manstein éprouvait manifestement de l'antipathie que lui témoignait celui-ci depuis ce temps. Présomptueux et orgueilleux en raison notamment de la position qu'il occupait au sein de l'armée, Halder – et il en était de même pour Brauchitsch – ne voulait absolument pas qu'un officier subalterne lui portât ombrage et encore moins lorsque celui-ci était déjà reconnu comme l'un des meilleurs cerveaux opérationnels de la Wehrmacht. L'animosité dont il faisait montre à l'endroit de Manstein se doublait donc d'une jalousie à l'égard de son talent sur le plan opérationnel.

D'ailleurs, l'énorme prestige que le succès de la campagne de France allait conférer à Manstein exaspéra Halder et Brauchitsch à un point tel qu'ils cherchèrent alors à se débarrasser une fois de plus de celui qui leur portait ombrage au sein de la Wehrmacht. Pour cela, ils tentèrent de l'expédier sur un théâtre

¹⁰² *Ibid.*, p. 82-83.

¹⁰³ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 118. Cette opinion est acceptée par la quasi-totalité des auteurs. Voir par exemple Frieser, « Die deutschen Blitzkriege... », p. 186-188 ; Frieser, « Der Westfeldzug... », p. 172 ; Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 83 ; Roth, « The Campaign Plan "Case Yellow"... », p. 50 ; Syring, « Erich von Manstein... », p. 334 ; Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 192 ; May, *Strange Victory...*, p. 238 ; Liddell Hart, *The Other Side of the Hill...*, p. 95 et 155 ; Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale...*, p. 43 ; Downing, *The Devil's Virtuosos...*, p. 27 ; Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale...*, p. 63 ; Mellenthin, *German Generals...*, p. 26 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 272. Masson prétend qu'il ne s'agissait aucunement d'une mise à l'écart de la part de l'OKH, mais d'une affectation prévue depuis l'automne 1939. Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 96. Or, les pressions exercées par Manstein sur l'OKH pour que celui-ci acceptât son plan d'opérations avaient justement commencé à l'automne 1939. Stein abonde dans le même sens que Masson. Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 37-38.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 37. Liddell Hart, *The Other of the Hill...*, p. 95 ; Taylor, *The March of Conquest...*, p. 179.

¹⁰⁵ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 192.

des opérations secondaires, d'abord en Norvège, puis en Afrique. En février 1941, ils prirent la décision de lui confier, en effet, le commandement de l'*Afrika Korps*, le corps expéditionnaire allemand qui venait tout juste d'être créé afin de rétablir la situation en Afrique du Nord consécutivement aux insuccès des armées italiennes face à celles de la Grande-Bretagne dans la région. Seule l'intervention du Führer, qui préféra accorder la direction de l'*Afrika Korps* à Rommel, évita à Manstein d'exercer un commandement sur le front méditerranéen¹⁰⁶.

Dans le cercle des généraux allemands, à l'époque, Halder passait pour un officier exceptionnel sur le plan intellectuel. Cependant, en Manstein, plus jeune, ambitieux, recherchant les promotions, était apparu un rival dont bon nombre de généraux estimaient les compétences supérieures. Tout différenciait le Bavarois Halder du Prussien Manstein lorsque venait le temps de prendre des décisions, autant au point de vue de leur nature que de leur structure mentale. À cause de sa pensée méthodique et systématique, Halder ruminait pendant des nuits, envisageait toutes les possibilités et consultait beaucoup ses collaborateurs avant de prendre des décisions importantes. Inversement, Manstein était l'homme des décisions rapides, prises sans avis extérieur. Il se fiait plutôt à son intuition qu'à une quelconque pensée méthodique ou systématique. Ne serait-ce qu'en raison de la clairvoyance étonnante dont il faisait preuve dans le domaine de la stratégie, Manstein se distinguait nettement comme le général le plus brillant de la Wehrmacht.

Du temps qu'il était chef de l'état-major général de l'armée de terre, le colonel-général Beck s'était intéressé très vite à ce jeune prodige sur le plan opérationnel. C'est à son aide que celui-ci devait d'avoir été nommé chef de la section logistique à l'état-major général de l'armée de terre en octobre 1936. Ainsi, malgré son âge relativement jeune, Manstein était devenu le représentant de Beck en tant que chef de l'état-major général et, de ce fait, était considéré comme son successeur. Mais Beck, qui devait plus tard devenir l'un des chefs de file de la résistance militaire, n'était plus, à ce moment-là, en grâce auprès de Hitler. Par conséquent, à la suite de la crise Blomberg-Fritsch, ce n'est pas lui qui était devenu le commandant en chef de l'armée de terre – ce qui aurait fait presque automatiquement de Manstein le nouveau chef de l'état-major général –, mais Brauchitsch, jugé plus docile. En même temps, on avait envoyé Manstein à Liegnitz commander une division et on l'avait remplacé par Halder. Quelques mois plus tard, Beck démissionna pour protester contre l'intention de Hitler d'attaquer la Tchécoslovaquie. Le 1^{er} septembre 1938, Halder lui succéda. On peut comprendre les rapports tendus entre Halder et Manstein que si l'on prend en compte cet arrière-plan¹⁰⁷.

Dans cette rivalité, Halder disposait d'un double avantage aux dépens de Manstein. Général, il avait un grade plus élevé dans la hiérarchie militaire que Manstein, qui n'était que lieutenant-général. De

¹⁰⁶ Syring, « Erich von Manstein... », p. 335 ; Hillgruber, « In der Sicht... », p. 74. En août 1942, Hitler expliqua à l'ambassadeur italien Dino Alfieri les raisons qui l'avaient amené à confier le commandement de l'*Afrika Korps* à Rommel plutôt qu'à Manstein : « J'ai choisi Rommel parce qu'il est comme [le colonel-général Eduard] Dietl – il sait comment emporter la conviction de ses troupes, ce qui est absolument vital pour le commandant d'une armée combattant dans des conditions climatiques extrêmes, que ce soit en Afrique du Nord ou dans le Grand Nord ». Irving, *Hitler's War...*, p. 200.

¹⁰⁷ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 86-87.

plus, il était un véritable officier d'état-major de formation, ayant fait ses classes à l'école d'état-major bavaroise, tandis que Manstein n'avait pu compléter sa formation à la *Kriegsakademie* prussienne et ainsi obtenir son certificat d'officier d'état-major, du fait du déclenchement de la Première Guerre mondiale. Malgré cela, Manstein s'était vu assigner plusieurs affectations importantes au sein de divers états-majors depuis la Grande Guerre, accédant même à l'état-major général de l'armée de terre avant Halder. Au moment de son départ pour le commandement d'une division à Liegnitz, on racontait d'ailleurs au sein du corps des officiers que Beck avait imposé Halder à Brauchitsch. C'est, en quelque sorte, pour toutes ces raisons que Halder détestait profondément Manstein. Quant à Brauchitsch, il n'aimait pas beaucoup plus cet officier qui, de surcroît, était le protégé de Rundstedt, avec qui il n'était aucunement en bons termes depuis que celui-ci l'avait critiqué, en 1938, pour n'avoir rien fait en vue de réhabiliter Fritsch¹⁰⁸.

Manstein n'avait pas une haute opinion de Brauchitsch. Dans ses mémoires, il le décrivait ainsi :

« Le futur feld-maréchal von Brauchitsch était un soldat très capable. Sans doute n'appartenait-il pas à la très grande classe des chefs tels que von Fritsch, Beck, von Rundstedt, von Bock et von Leeb, mais il venait immédiatement après eux et il possédait, comme les événements l'ont montré, la capacité de conduire une armée. En ce qui concerne son caractère, la noblesse de sa conception de la vie demeure incontestable. Je ne lui dénierai pas non plus une certaine force de volonté bien que, à mon avis, elle s'exprimât souvent sous la forme négative de l'entêtement plutôt que sous la forme créatrice. Il se laissait imposer des décisions qui ne lui plaisaient pas ou qu'il n'approuvait pas. Plusieurs fois, il se défila, dans l'espoir d'éviter une lutte où il ne se sentait pas de force ».

Puis, il ajouta, à son sujet, ces propos fort sévères :

« Mais, de nature, il n'était nullement combatif. Il n'était pas l'homme à jeter sa personne dans la balance pour imposer sa volonté. [...] Sa personnalité manquant de cette combativité qui contraint l'adversaire à la réserve ou tout au moins à la prudence, elle ne produisait pas l'effet d'être créatrice, entraînant. Il exerçait généralement une action réfrigérante, paralysante [...]. Le général von Seeckt était, certes, froid, voire distant, mais on sentait en lui un feu intérieur, une volonté de fer qui en faisaient un chef. Le feld-maréchal von Brauchitsch n'avait aucune de ces deux qualités, ni cette affabilité insouciant qui – en plus de ses grandes capacités militaires – avait gagné le cœur des soldats au baron von Fritsch, son prédécesseur »¹⁰⁹.

En ce qui concerne Halder, il portait un jugement un peu moins sévère.

« Comme la plupart des officiers provenant de l'état-major général bavarois, Halder possédait au plus haut degré la technique de l'état-major. De plus, c'était un travailleur infatigable. On aurait pu lui appliquer la parole de Moltke : "Le génie c'est l'application", mais il n'avait pas ce feu sacré qui doit brûler dans la poitrine de tout véritable grand chef. Le fait qu'il fit préparer un plan d'opérations avant la campagne de Russie par des études demandées aux commandants de groupes d'armées et au général Paulus, le premier quartier-maître, parle en faveur de son sens élevé des responsabilités, mais la conception fondamentale d'un plan d'opérations doit naître dans la tête de celui qui sera appelé à l'appliquer. Sa présentation n'avait pas l'élégance de celle de von Brauchitsch »¹¹⁰.

¹⁰⁸ May, *Strange Victory...*, p. 230-231.

¹⁰⁹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 71-73.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 76.

La rencontre fatidique Hitler-Manstein

Le 7 février, deux jours avant le départ de Manstein de Coblenze pour Stettin, son plan d'opérations fit néanmoins l'objet d'un exercice sur la carte. C'est lui-même qui le dirigea. Présent à ce *Kriegsspiel*, le chef d'état-major général de l'OKH se montra sceptique sur la possibilité pour les divisions blindées et motorisées de traverser facilement les Ardennes et de franchir rapidement la Meuse. Avec leurs routes sinueuses, étroites et encaissées, disait-il, les forêts des Ardennes ne se prêtaient pas au passage de colonnes blindées et motorisées. Quant à la Meuse, ajoutait-il, elle constituait un puissant obstacle antichars, dont le franchissement semblait singulièrement aléatoire, surtout que des troupes françaises y étaient en position depuis septembre 1939. Consulté à ce propos, le général Guderian se faisait fort de franchir le fleuve dès le cinquième, voire même le quatrième jour de la campagne. Prétention que le général Halder jugeait insensée. En fait, d'après lui, une exploitation de la rupture du front adverse depuis la Meuse à la hauteur de Sedan n'était possible qu'au neuvième jour de l'offensive au plus tôt, et plus vraisemblablement le dixième jour¹¹¹.

Par une ironie de l'histoire, les conclusions de l'OKH étaient similaires à celles des cadres de l'état-major français, pour lesquels les Ardennes étaient impénétrables par les chars et la Meuse, infranchissable. En effet, les chefs de l'armée française avaient calculé que pour une offensive ennemie par les Ardennes, il fallait compter au minimum cinq jours, mais vraisemblablement neuf. Or, en réalité, les premiers chars allemands atteignirent la Meuse au bout de deux jours et demi. Les Français avaient cru aussi que l'attaquant aurait besoin d'environ sept jours de plus pour amener les pièces d'artillerie, empiler les munitions, etc. À leur grande surprise, à peine un jour plus tard, les troupes allemandes se livraient déjà à une attaque dans la foulée en vue de franchir la Meuse. En fait, exactement comme Guderian l'avait prévu, c'est dès le quatrième jour de l'attaque que les Allemands réussirent à franchir la Meuse à Sedan. Là, ils n'avaient pu devancer que de quelques heures les réserves françaises qui s'en approchaient¹¹².

Le « coup de faucille » ne pouvait réussir que si l'on misait tout sur une seule carte, l'arme blindée. La Meuse devait être franchie, au plus tard, le cinquième jour, faute de quoi les Français, dès qu'ils auraient vu clair dans la manœuvre du plan « coup de faucille », auraient encore le temps de déplacer leurs réserves près du fleuve. Après avoir traversé la Meuse, les divisions de Panzer devaient foncer vers l'embouchure de la Somme aussi rapidement que possible, sans se préoccuper de leurs flancs découverts, sinon les Alliés auraient encore le temps de sortir du piège qui leur était tendu. Cependant, à peine Manstein éloigné de son poste, l'état-major du groupe d'armées A, effrayé de sa propre hardiesse, voulait planifier un Blitzkrieg au ralenti, en faisant attaquer en tête, non pas les divisions blindées, mais les divisions d'infanterie. En fait, plusieurs des généraux du haut commandement du groupe d'armées A étaient sceptiques quant à la possibilité de franchir la Meuse avec des unités blindées.

¹¹¹ BA-MA, RH 19 I / 25.

¹¹² Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 89-90 et 152-153.

Par exemple, le lieutenant-général Sodenstern, le successeur du lieutenant-général Manstein au poste de chef d'état-major du groupe d'armées A, ne considérait pas qu'il était de l'ordre du possible de forcer le passage de la Meuse avec des chars :

« J'ai la conviction que nous ne pourrions pas forcer le passage de la Meuse avec des forces motorisées. Pour y parvenir, nous devrions plutôt recourir à l'infanterie. [...] Malgré toute l'estime que mérite le succès des blindés en Pologne, il faut bien reconnaître que face à une telle défense, on ne peut leur donner que peu de chances de succès ou pas de chances du tout »¹¹³.

Le colonel Blumentritt, responsable de la conduite des opérations à l'état-major du groupe d'armées A, affirmait : « [...] qu'on laisse les unités motorisées à l'arrière, qu'on mène le combat avec les divisions d'infanterie et que l'on ne mette en jeu l'arme blindée qu'une fois la brèche tactique effectuée et la liberté d'action opérationnelle acquise »¹¹⁴.

Le 9 février, Manstein quitta Coblenze pour rejoindre sa nouvelle affectation à Stettin. Malgré le poste auquel il avait été affecté, le lieutenant-général allait avoir l'occasion d'exposer ses idées au Führer. Le protocole exigeait de tous les nouveaux chefs de corps d'armée qu'ils présentent leurs respects au chef d'État. Le 17 février, Manstein fut ainsi convoqué à Berlin pour être présenté à Hitler, en même temps que tous les généraux nouvellement nommés à un poste de commandant de corps d'armée. La cérémonie aurait dû normalement être une simple formalité. Mais le colonel Schmundt, principal officier d'ordonnance de Hitler, avait organisé, pour cette occasion, une rencontre privée entre le nouveau commandant du 38^e corps d'armée et le Führer.

Le 30 janvier, Schmundt avait été envoyé à Coblenze pour vérifier par lui-même l'état des préparatifs militaires du groupe d'armées A. À son arrivée, il y rencontra tout d'abord deux proches collaborateurs de Manstein, le colonel Blumentritt et le major Tresckow, qu'il connaissait très bien depuis l'époque où ils avaient servi ensemble dans le 9^e régiment d'infanterie à Potsdam. Blumentritt et Tresckow avaient été choqués par la façon dont leur supérieur avait été mis à l'écart. Ainsi saisirent-ils l'occasion pour apprendre à Schmundt que leur groupe d'armées avait transmis au haut commandement de l'armée de terre un plan d'opérations conçu par Manstein. À leur avis, ce plan était supérieur à celui en vigueur, mais l'OKH n'y prêtait aucune considération, refusant même de le transmettre à l'OKW. Intrigué par ce qu'il venait d'entendre, Schmundt leur demanda d'être présenté aussitôt à Manstein pour qu'il lui exposât les grandes lignes de son plan. Il fut alors surpris de découvrir chez son interlocuteur, quoique dans une forme beaucoup plus élaborée et précise, une conception assez semblable à celle que le Führer avait déjà développée devant lui¹¹⁵.

Le 4 février 1940, le major Gerhard Engel, l'adjudant du Führer auprès de la Luftwaffe, notait dans son journal :

¹¹³ Frieser, « Der Westfeldzug... », p. 174 ; Jacobsen, *Fall Gelb...*, p. 131.

¹¹⁴ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 112.

¹¹⁵ Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale...*, p. 63 ; Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 95.

« Schmundt était allé à Coblenze et [...] revint très impressionné d'un assez long entretien qu'il avait eu avec Manstein. Celui-ci avait exprimé de fortes réserves contre le plan d'opérations proposé par le haut commandement de l'armée de terre. Schmundt, très excité, m'a raconté qu'il avait constaté chez Manstein les mêmes conceptions quant à l'effort principal des forces armées, que celles que le Führer exprimait sans arrêt, mais sous une forme nettement plus précise »¹¹⁶.

À la demande de Schmundt, Rundstedt lui envoya, quelques jours plus tard, une note rédigée par Manstein relativement à ses conceptions sur la conduite de l'offensive à l'Ouest. On ne sait pas avec certitude si elle fut montrée à Hitler ou seulement au chef d'état-major de l'OKW, le lieutenant-général Jodl. Tout laisse croire cependant que Hitler aurait bel et bien été informé par Schmundt du plan d'opérations de Manstein¹¹⁷. Car, dès le 13 février 1940, Hitler fit part à Jodl de son intention d'employer le gros des forces blindées et motorisées à l'aile sud, en direction de Sedan, là où l'adversaire ne s'attendrait pas à recevoir le choc principal de l'offensive allemande. Jodl en informa aussitôt l'OKH et l'invita à soumettre des propositions conséquentes¹¹⁸.

Cela dit, Schmundt avait été très impressionné par son entretien avec le chef d'état-major du groupe d'armées A. Considéré comme un fervent admirateur de Manstein, il trouvait que l'OKH s'était mal conduit à son égard¹¹⁹. C'est donc avec empressement qu'il avait accepté la demande de son ami Tresckow de créer une occasion permettant à Manstein d'exposer directement à Hitler ses idées sans pour autant éveiller les soupçons de Halder et de Brauchitsch. Cette rencontre allait avoir lieu à la Chancellerie du Reich à Berlin, le 17 février, à la suite de la cérémonie protocolaire.

Après le déjeuner qui suivit la présentation des nouveaux commandants de corps d'armée, Hitler demanda à Manstein, qui était sur le point de se retirer, de le suivre dans son bureau et l'invita à lui exposer ses idées sur l'offensive à l'Ouest. Ne prirent également part à cet entretien que le lieutenant-général Jodl et le colonel Schmundt. Pour commencer, Manstein déclara à Hitler que l'objectif de l'offensive devait être d'obtenir une victoire complète et décisive sur le théâtre des opérations terrestres. L'enjeu politique et militaire était beaucoup trop élevé pour se contenter des objectifs partiels prévus dans le plan en vigueur, comme la destruction du plus grand nombre possible de forces ennemies en Belgique et la conquête de la côte de la Manche. Pour cela, le point de concentration de l'offensive ne devait pas se trouver à l'aile droite, c'est-à-dire au groupe d'armées B, mais plutôt à l'aile gauche, plus précisément au groupe d'armées A. Dans les dispositions du plan en vigueur, on pouvait espérer tout au plus battre frontalement les forces franco-britanniques envoyées en Belgique et les rejeter sur la Somme où les opérations risquaient par la suite de s'immobiliser. Mais en déplaçant le point de concentration à l'aile gauche, le groupe d'armées A serait en mesure de traverser les Ardennes, de franchir la Meuse et de se diriger ensuite rapidement vers la Somme inférieure afin de couper et d'anéantir les forces ennemies refoulées frontalement en Belgique par le groupe d'armées B. Cette première opération serait suivie par

¹¹⁶ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 83-84 ; Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 191.

¹¹⁷ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 84 et 94. Voir aussi Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 191.

¹¹⁸ Hans Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 247 ; Irving, *Hitler's War...*, p. 81 ; Cooper, *The German Army...*, p. 201.

¹¹⁹ Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale...*, p. 43.

une seconde visant à détruire le reste des armées ennemies concentrées au sud de la Somme par une autre manœuvre d'enveloppement effectuée par une puissante aile droite.

Pour remplir cette mission, poursuivait Manstein, trois armées devaient être affectées au groupe d'armées A. À son aile nord, on pouvait introduire la 2^e armée provenant du groupe d'armées B, renforcée en éléments blindés et motorisés, pour assurer le passage de la Meuse entre Dinant et Fumay, et pousser sur la Somme inférieure afin de prendre à revers les forces ennemies qui se seraient portées à la rencontre de l'aile droite allemande en Belgique septentrionale. Au centre, une seconde armée (12^e) franchirait la Meuse, entre Fumay et Sedan, pour bifurquer ensuite vers le sud-ouest et s'opposer offensivement à toute tentative de concentration de troupes franco-britanniques à l'ouest de la Meuse en vue d'une contre-attaque. À son aile sud, une troisième armée (16^e) aurait pour directives de couvrir défensivement l'opération sur le flanc gauche entre la Meuse et la Moselle.

Manstein termina son exposé en insistant sur la nécessité de concentrer les forces blindées et motorisées en un seul point. Selon lui, le 19^e corps blindé, employé seul, ne pouvait parvenir à franchir la Meuse à Sedan si l'ennemi venait à sa rencontre avec des forces importantes. Le groupe d'armées A devait pouvoir compter sur au moins deux corps qui franchiraient la Meuse simultanément à Charleville et à Sedan, indépendamment des forces blindées engagées contre la Meuse à Givet par la 4^e armée. Le 14^e corps motorisé devait donc être engagé dès le début de l'opération aux côtés du corps blindé de Guderian et non plus être à la réserve de l'OKH pour agir en temps voulu, soit avec le groupe d'armées de Rundstedt, soit avec celui de Bock. Évidemment, pour faciliter le passage de la Meuse, il était essentiel que la Luftwaffe attaque et disperse dès le début de l'offensive toute concentration des unités franco-britanniques à l'ouest de cette rivière pour ainsi prévenir une contre-attaque¹²⁰.

Alors que Hitler avait la désagréable manie d'interrompre les exposés de ses généraux au bout d'un temps relativement court pour se lancer dans l'un de ses monologues interminables, cette fois, il avait écouté en silence les explications de Manstein. Il avait trouvé dans la façon de penser du lieutenant-général exactement les arguments qui lui avaient manqué et, en plus, formulés de façon remarquable. Impressionné par l'exposé de celui-ci, il était même parvenu à cacher l'aversion personnelle qu'il nourrissait d'ordinaire contre ce type de général, représentant typique de la caste d'officiers de la vieille Prusse qu'il rejetait, la trouvant réactionnaire. D'ailleurs, après l'entretien, Hitler aurait dit de Manstein : « Il a certainement un cerveau particulièrement intelligent et un grand talent opérationnel, mais je ne lui fais pas confiance »¹²¹. Cela dit, il sortit enthousiaste de son entretien avec Manstein et approuva ses conclusions, y compris la mise en jeu d'importantes forces blindées. Les dés étaient donc jetés et l'idée du « coup de faucille » allait être mise de l'avant.

Manstein ne savait pas si et jusqu'à quel point le Führer avait déjà été renseigné par son principal aide de camp. Quoi qu'il en soit, il fut surpris de la rapidité avec laquelle Hitler adhéra parfaitement à son

¹²⁰ BA-MA, RH 19 I / 41 ; BA-MA, RH 19 I / 26. Voir aussi Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 118-120.

¹²¹ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 192.

concept opérationnel qui jumelait audace et originalité. Celui-ci exultait d'entendre d'un stratège professionnel, développées en des termes précis, des idées qui correspondaient à certaines intuitions qu'il avait déjà eues¹²². Il avait enfin le plan de rechange qu'il envisageait depuis l'accident aérien du 10 janvier. Un plan qui, contrairement au précédent, avait tout pour surprendre et anéantir complètement l'adversaire.

Hitler fut conquis par les idées hardies et mêmes téméraires proposées par Manstein. À l'instar de celui-ci, il pensait que la seule chance de réussir était de prendre des risques¹²³. Des forces blindées lancées à travers les Ardennes atteindraient les Alliés là où ils s'y attendaient le moins, car leurs généraux, comme la plupart des généraux allemands, devaient probablement considérer cette région accidentée et boisée comme peu propice aux chars d'assaut. Une feinte de l'aile droite allemande amènerait sans doute les armées franco-britanniques à se précipiter en Belgique. Ainsi, en opérant une trouée dans le front allié entre Dinant et Sedan, et en se dirigeant vers la Manche, le long de la rive nord de la Somme, la Wehrmacht prendrait au piège le gros des forces alliées.

L'adoption du « plan Manstein » et le redéploiement des troupes sur le front de l'Ouest

Le 20 février, Hitler, appuyé par l'OKW, imposa à l'OKH une refonte totale du plan d'opérations selon les idées de Manstein. Le résultat en fut le quatrième ordre de déploiement présenté le 24 février 1940. Celui-ci transférait définitivement le point de concentration de l'aile droite à l'aile gauche. La rupture du front français interviendrait à la hauteur des Ardennes en dépit des difficultés présentées par un terrain boisé et accidenté, parcouru par des routes sinueuses et étroites, et d'une inconnue de taille, le franchissement de la Meuse qui constituait un excellent obstacle antichars. L'exploitation se ferait en direction de la Manche, de manière à prendre au piège les armées alliées entrées en Belgique.

En vertu de ce changement fondamental, le groupe d'armées A, à qui incombait la manœuvre principale, se retrouvait désormais avec 45 divisions, dont 7 blindées et 3 motorisées. Il avait pour mission de traverser les Ardennes, d'établir de solides têtes de pont afin de franchir la Meuse entre Dinant et Sedan, et de poursuivre à vive allure en direction d'Abbeville sur la Somme inférieure. Il devait ensuite couper la retraite derrière ce fleuve aux forces ennemies engagées dans le nord de la Belgique et reculant devant les armées du colonel-général Bock. De même, il devait s'opposer efficacement à toute contre-attaque dirigée contre son flanc sud.

Quant au groupe d'armées B, destiné à jouer un rôle secondaire, il se voyait ramené à 29 divisions, dont 3 blindées et 2 motorisées. Avec le concours des troupes aéroportées, il avait pour directives de briser la résistance hollandaise et de neutraliser les fortifications belges du canal Albert et de la Meuse. Une fois cette tâche accomplie, il devait exercer une poussée afin de refouler frontalement les

¹²² Roth, « The Campaign Plan "Case Yellow"... », p. 50.

¹²³ Martens, « La défaite française... », p. 407.

troupes ennemies venues à sa rencontre dans le nord de la Belgique et de faciliter, par le fait même, la manœuvre d'enveloppement des armées du colonel-général Rundstedt attaquant par le sud. Dans le dessein de monopoliser l'attention de l'adversaire pendant les premiers jours fatidiques de l'offensive et de permettre ainsi au groupe d'armées A de traverser les Ardennes et de franchir la Meuse le plus rapidement possible, le groupe d'armées B devait paraître à l'adversaire comme le fer de lance de l'armée allemande. Son objectif principal était donc de servir d'appât et d'attirer le maximum de troupes alliées en Belgique de manière à en préparer l'encerclement. Il avait encore pour objet de protéger le flanc droit du groupe d'armées A.

Pour sa part, le groupe d'armées C devait se cantonner dans une sorte de guerre de positions. Composé de seulement 17 divisions et privé d'unités blindées ou motorisées, il assurerait la sécurité du *Westwall* entre les frontières du Luxembourg et de la Suisse. Il avait aussi pour mandat de retenir le plus grand nombre de formations adverses sur le front de ce secteur, le long des fortifications de la ligne Maginot¹²⁴.

Cela dit, la stratégie du « coup de faucille » n'était ni plus ni moins que celle du marteau et de l'enclume ; le rôle du marteau étant joué par le groupe d'armées A, avec ses divisions blindées, et celui de l'enclume, par le groupe d'armées B, avec ses divisions d'infanterie. Plus les troupes ennemies s'avanceraient vers l'enclume, plus le coup de marteau sur leurs arrières serait violent. On peut aussi le comparer à une corrida. Le groupe d'armées B, sur l'aile droite, formait la cape rouge du torero qui devait provoquer l'ennemi pour qu'il se ruât, comme un taureau en colère, dans le piège. Agissant comme l'épée de celui-ci, le groupe d'armées A, sur l'aile gauche, pouvait alors enfoncer le flanc non protégé, les unités blindées représentant la pointe de cette épée¹²⁵.

Après d'ultimes hésitations, l'OKH finit par céder aux pressions venues non seulement du Führer mais aussi de Keitel et de Jodl, et modifia le plan d'opérations en vertu des directives du 20 février. Si Brauchitsch et Halder ne se convertirent qu'à contrecœur, ils travaillèrent néanmoins d'arrache-pied sur la nouvelle version du plan. Celle-ci fut donc complétée le 24 février et les généraux sur le front occidental reçurent l'ordre de redéployer leurs troupes le 7 mars.

Sur les 10 divisions blindées de la Wehrmacht, 7 étaient effectivement affectées au groupe d'armées A avec l'ensemble des chars lourds et moyens. À l'encontre des armées de Rundstedt, celles de Bock n'auraient guère à rencontrer de grosses formations de chars aux Pays-Bas et dans le nord de la Belgique. Par conséquent, les trois divisions de Panzer accordées au groupe B étaient constituées essentiellement d'engins légers. La grande majorité des divisions motorisées était également attribuée au groupe A, soit trois sur cinq.

Tel que proposé par Manstein, le 19^e corps blindé du général Guderian et le 14^e corps motorisé du général Wietersheim furent réunis en un groupe blindé, nouvellement créé, sous le commandement du

¹²⁴ BA-MA, RH 19 I / 38.

¹²⁵ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 100 et 119.

général Kleist. Mieux encore, on ajouta à ce groupe blindé un autre corps blindé, le 41^e du général Reinhardt. Par conséquent, le groupe de Panzer du général Kleist constituait le fer de lance du groupe d'armées A. Avec le 19^e corps blindé de Guderian et le 41^e corps blindé de Reinhardt, il regroupait 1 222 chars, c'est-à-dire la moitié des forces blindées de la Wehrmacht¹²⁶. De plus, la 2^e armée fut affectée au groupe du colonel-général Rundstedt et rassemblée avec d'autres unités pour constituer une troisième armée. Elle devait être insérée dès que la 16^e armée, en bifurquant vers le sud-ouest, élargirait le front d'attaque du groupe d'armées. Même la 4^e armée du groupe d'armées B fut subordonnée au groupe d'armées A pour procurer à celui-ci l'espace de mouvement nécessaire en direction de la Somme inférieure.

Le « plan Manstein » : un concept opérationnel à l'abri d'un échec majeur ?

Mécontent de son rôle secondaire, le colonel-général Bock soumit au chef d'état-major général de l'OKH une analyse critique de ce nouveau plan d'opérations qu'il jugeait inutilement risqué. Il le conjura de laisser tomber ce plan absurde et lui reprocha de jouer à quitte ou double avec le destin de l'Allemagne :

« Vous allez passer avec le flanc de la percée à 15 kilomètres de la ligne Maginot en essayant de vous cacher et vous espérez que les Français regarderont sans rien faire. Vous entassez la masse des blindés sur les routes étroites des monts ardennais, comme si les forces aériennes n'existaient pas ! Et après, vous espérez mener une opération jusqu'à la côte avec un flanc sud découvert sur une longueur de 320 km, avec la masse de l'armée française à côté. Cela dépasse les bornes de la raison ! »¹²⁷.

L'avertissement du commandant en chef du groupe d'armées B rappelait aux officiers de sa génération la dernière opération à flanc découvert de l'armée allemande, en 1914, qui avait pris fin par la bataille de la Marne. S'il avait raison de penser que la Wehrmacht risquait de s'enliser dans une guerre de positions à l'Ouest si le « plan Manstein » échouait, il avait cependant tort de supposer qu'il pourrait échouer à la manière du « plan Schlieffen ».

D'une part, contrairement à la ligne fortifiée Verdun-Toul-Nancy-Épinal de 1914, la ligne Maginot n'était pas une forteresse d'où il était possible de lancer inopinément une contre-attaque sur le flanc de l'ennemi. Elle avait été conçue de telle sorte que sa garnison se trouvait fixée à l'intérieur et réduite à une défense purement frontale contre une attaque frontale que la Wehrmacht n'était d'ailleurs pas chargée de livrer. D'autre part, les armées sous le commandement de Rundstedt n'allaient pas avancer le long de la ligne Maginot. Après avoir traversé les Ardennes et franchi la Meuse, elles progresseraient à une cadence de cinquante à soixante kilomètres par jour comme elles l'avaient fait en Pologne. Or, l'armée française ne possédait pas la mobilité nécessaire pour s'opposer à ce genre de manœuvre. Quant à

¹²⁶ Frieser, « Der Westfeldzug... », p. 174 ; Frieser, « The Execution of "Case Yellow"... », p. 59.

¹²⁷ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 111 ; Frieser, « Der Westfeldzug... », p. 172 ; Roth, « The Campaign Plan "Case Yellow"... », p. 52.

la force aérienne française, elle était très inférieure à la Luftwaffe, que ce soit sur le plan de la qualité ou sur celui de la tactique¹²⁸.

C'est du moins ce que la plupart des généraux pensaient. Ils étaient, en effet, de plus en plus nombreux à croire au succès de l'offensive, dont le caractère audacieux finissait même par les enthousiasmer. Même le colonel-général Brauchitsch et le général Halder étaient désormais convaincus du bien-fondé du « coup de faucille », et travaillaient fiévreusement à ses préparatifs. Après avoir été l'adversaire le plus résolu de ce plan, Halder répondit à Bock : « Même si l'opération n'avait que 10 pour cent de chances de réussir, j'y tiens. Car elle seule conduira à l'anéantissement de l'adversaire »¹²⁹.

Le 25 avril, le major-général Friedrich Fromm, commandant en chef de l'armée de réserve, se déclara convaincu d'une victoire expéditive à l'Ouest : « Nous traverserons la Hollande et la Belgique d'un seul trait et nous réglerons son affaire à la France en quinze jours ». Selon lui, les Français étaient appelés à subir le même sort que les Polonais, tandis que les Anglais, après avoir encore combattu quelque temps, finiraient par abandonner la lutte¹³⁰. Cette prédiction optimiste correspondait aux estimations de Hitler d'après lesquelles la France capitulerait au bout de six semaines, l'Angleterre se retirant alors d'une guerre dont la poursuite risquerait de lui faire perdre son empire¹³¹.

À l'encontre du « plan Schlieffen », le « plan Manstein » mettait l'armée allemande à l'abri d'un échec majeur au cours de l'opération initiale. Il prévoyait que les troupes franco-britanniques pénétreraient en Belgique, ce qui permettrait au gros des forces allemandes de les contourner en passant par les Ardennes. Même si les armées alliées n'avançaient pas en Belgique, la soudaineté de l'attaque allemande par les Ardennes, conduite par de puissantes forces blindées et motorisées, prendrait l'arrière-garde ennemie par surprise et déstabiliserait ses forces¹³².

À la lumière des événements qui suivirent le déclenchement de l'offensive en mai, il apparaît clairement que l'ancien plan d'opérations de l'OKH, celui conçu par Halder, n'aurait presque certainement pas pu amener l'effondrement militaire de la France. En fait, il aurait peut-être seulement réussi à repousser les forces alliées jusqu'à la frontière française, et encore là ce n'est pas sûr. Car l'attaque principale allemande se serait heurtée de front aux armées franco-britanniques les plus puissantes et les mieux équipées et elle aurait dû avancer dans un pays aux multitudes obstacles, fleuves, canaux et grandes villes. Cela aurait conduit exactement au résultat prédit par Manstein : point fort contre point fort. Les Ardennes pouvaient sembler un terrain encore plus difficile, mais si les unités allemandes pouvaient franchir cette ceinture de collines boisées de la Belgique méridionale avant que le haut commandement des Alliés ne s'aperçût du danger, les vastes plaines de la France septentrionale leur seraient ouvertes, constituant le terrain idéal pour une avance rapide des blindés. Tout compte fait, si l'ancien plan avait été

¹²⁸ Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale...*, p. 65.

¹²⁹ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 115.

¹³⁰ Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 97.

¹³¹ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 445.

¹³² Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale...*, p. 64.

conservé et avait, selon toute probabilité, débouché sur une impasse, tout le cours de la guerre aurait été changé. La France et l'Angleterre n'auraient vraisemblablement pas pu vaincre l'Allemagne à elles seules, mais un arrêt décisif de l'offensive allemande leur aurait peut-être donné le temps nécessaire pour développer leurs armements, en particulier dans le domaine des blindés et de l'aviation, et d'établir un équilibre de puissance dans le domaine de ces armes nouvelles¹³³.

Le « plan Dyle » : le plan d'opérations des Alliés

La confiance des généraux était renforcée par les informations transmises par le service de renseignements allemand qui était en mesure de décrypter les communications radio du ministère français de la Guerre avec les armées, les services de l'intérieur et même ceux d'Afrique du Nord et de Syrie. Ces interceptions permettaient au haut commandement allemand de prendre connaissance des lacunes de l'organisation militaire française, ce qui confirmait la perspicacité de Hitler, depuis longtemps sceptique sur la qualité de l'armée française. Elles permettaient aussi de suivre l'évolution de la stratégie franco-britannique qui prévoyait une entrée en Belgique¹³⁴, ce qui confirmait la prévision de Manstein concernant la manœuvre des forces franco-britanniques en réaction à une attaque allemande à l'Ouest.

De fait, la riposte alliée se résumait au « plan Dyle » adopté par le Conseil suprême allié réuni à Paris, le 17 novembre 1939. Selon ce plan, les 1^{re}, 2^e et 9^e armées françaises et le corps expéditionnaire britannique devaient avancer en Belgique, prendre position le long de la ligne Anvers-Dyle-Louvain-Wavre-Namur-Meuse et recueillir les divisions belges qui auraient retardé l'avancée allemande sur le canal Albert et la Meuse. Avec l'aide de la 7^e armée française, le plan prévoyait d'étendre la ligne de défense jusqu'à Breda, au sud des Pays-Bas, dans l'éventualité où ce pays serait également attaqué par l'Allemagne. Cette stratégie avait le mérite de garantir la sécurité des ports de la côte de la Manche, nécessaires à la liaison entre la Grande-Bretagne et la France, et des bases pour la British Air Force. Elle assurait aussi la protection de l'importante région industrielle du nord-est français¹³⁵.

Le concept du « plan Dyle » reposait sur la certitude d'une réédition du « plan Schlieffen » par l'armée allemande. En raison de l'existence de la ligne Maginot, les Français étaient convaincus que les Allemands allaient essayer de la contourner par la Belgique et peut-être aussi par les Pays-Bas. Véritable système fortifié sur la frontière nord-orientale, la ligne Maginot permettait de compenser l'infériorité numérique de l'armée française par rapport à la Wehrmacht et de protéger le potentiel économique et démographique de cette région. Astucieusement conçue comme un obstacle sur lequel s'appuyer afin de neutraliser l'avantage allemand en hommes et de gagner le temps nécessaire pour effectuer une contre-attaque en Belgique, cette fortification avait aussi pour objet d'épargner à la France les terribles saignées

¹³³ Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale...*, p. 43-44.

¹³⁴ Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 93 ; Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 101.

¹³⁵ Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 270-271.

de la guerre 14-18, et d'éviter que la région industrielle du Nord de la France ne devînt derechef le théâtre des affrontements¹³⁶.

Après la guerre, peu de commandants en chef ont fait l'objet de critiques aussi sévères que le général Maurice Gamelin pour la défaite de mai-juin 1940, consécutive à l'échec du « Plan Dyle ». Pourtant, de son point de vue, sa décision de marcher en Belgique en cas d'attaque allemande était à considérer comme juste et logique. Le flanc droit de la ligne de front française était protégée par la ligne Maginot, que les généraux français jugeaient tout simplement imprenable. Au centre, la Meuse et les Ardennes formaient un double verrou. « Les Ardennes sont imprenables aux chars et la Meuse est infranchissable ! », disait-on dans les états-majors français et britannique. Gamelin pouvait ainsi concentrer les meilleures unités sur l'aile gauche. Tout lui laissait donc croire que les Allemands attaqueraient de nouveau, selon le « plan Schlieffen », avec l'axe d'effort sur la droite, mais cette fois, avec les blindés. D'ailleurs, à l'origine, c'était exactement les intentions de l'état-major général de l'armée de terre allemande¹³⁷.

Ce postulat des Ardennes que les blindés ne pouvaient traverser et d'une Meuse infranchissable fut admis, après la Première Guerre mondiale, comme un dogme de plus en plus rigide dans les états-majors français et anglais. Le fait qu'une autorité comme le maréchal Philippe Pétain, le vainqueur de Verdun, eût qualifié les Ardennes d'« impénétrables », y avait certainement contribué. De la même façon, le commandant en chef français, le général Gamelin, avait estimé que la Meuse constituait « le meilleur obstacle antichars qui existe en Europe ». À vrai dire, le double obstacle géographique des Ardennes et de la Meuse apparaissait comme une barrière stratégique que l'on pouvait contourner, certes, mais qui était difficile à franchir par des unités blindées. Ainsi, comme le secteur de Sedan se trouvait à l'abri d'une attaque, on y avait négligé la construction de fortifications au profit d'autres secteurs du front et on n'y avait stationné que des troupes de deuxième catégorie. Par ailleurs, le haut commandement français croyait que, même en cas d'une grande offensive allemande par les Ardennes, il disposerait d'un temps suffisant pour y amener des renforts¹³⁸.

Durant l'entre-deux-guerres, les mises en garde n'avaient pourtant pas manqué, qui mettaient en question le mythe des Ardennes « impénétrables ». En 1928, le théoricien militaire britannique Basil Henry Liddell Hart avait visité cette région et s'était montré étonné de la croyance illusoire du haut commandement français voulant que les Ardennes fussent infranchissables pour les chars d'assaut. Quand le ministère de la Guerre britannique mit sur pied des formations cuirassées plus importantes, en 1933, son expertise, en tant que spécialiste de l'arme blindée, fut sollicitée. On voulait savoir comment, dans l'éventualité d'une guerre, on pouvait s'en servir le mieux. Il suggéra que le haut commandement allié

¹³⁶ Dennis E. Showalter, « Ce que l'armée française avait compris de la guerre moderne », dans Maurice Vaisse (dir.), *Mai-juin 1940. Défaite française, victoire allemande, sous l'œil des historiens étrangers*, Paris, Éditions Autrement, 2000, p. 29-58. Voir aussi Frieser, *Le mythe de la guerre éclair...*, p. 350.

¹³⁷ *Ibid.*, p. 105-106 et 152.

¹³⁸ *Ibid.*, p. 152-153.

lançât une contre-offensive à travers les Ardennes au moyen de puissantes forces blindées en cas d'une invasion allemande en France. On lui répondit que cette région boisée était infranchissable par les chars, ce à quoi il répliqua qu'à la lumière d'une étude personnelle du terrain, il considérait qu'il s'agissait là d'une illusion, comme il l'avait déjà souligné dans plusieurs livres depuis la fin de la Première Guerre mondiale¹³⁹.

Au sein de l'armée française, dans les années trente, on mena également des études pour déterminer la valeur effective de l'obstacle qu'opposaient les Ardennes. En mai-juin 1938, le général André Gaston Prételat, alors commandant en chef de la 2^e armée, dirigea un exercice sur cartes. Le scénario qui était décrit ressemblait étrangement à celui de l'offensive du corps blindé de Guderian, en mai 1940. À l'étonnement de ses supérieurs, Prételat en arrivait à la conclusion que les Allemands étaient en mesure d'atteindre la Meuse en 60 heures et de la traverser en un jour. En fait, il ne s'était trompé que de trois heures, car les premiers blindés allemands atteignirent la Meuse au bout de 57 heures. Informé du résultat alarmant de cet exercice, Gamelin accusa Prételat de « jouer le pire ». Pour avoir lui-même, en 1936, dirigé un exercice de carte analogue, il était convaincu que, même dans l'hypothèse d'une offensive allemande réussie avec franchissement de la Meuse, l'armée française serait tout à fait en mesure de résoudre la crise en engageant des réserves¹⁴⁰.

Pour le moment, à l'abri de la ligne Maginot, l'armée française s'estimait sûre de la victoire, comme l'atteste une déclaration de son commandant en chef, le général Gamelin. En février 1940, celui-ci affirmait que « si les Allemands lui faisaient vraiment le plaisir d'attaquer, il leur offrirait un milliard de francs »¹⁴¹. Et, le 10 mai 1940, au début de l'attaque allemande, le général Pierre Jacomet, contrôleur général de l'armée française, déclarait, plein de satisfaction : « Si vous aviez vu comme moi, ce matin, le large sourire du général Gamelin quand il m'apprit la direction de l'attaque ennemie, vous n'auriez aucune inquiétude. Les Allemands lui donnent l'occasion qu'il attendait »¹⁴².

Parce qu'il ne croyait pas à la possibilité d'une attaque massive par les Ardennes, Gamelin était d'avis qu'il ne valait pas la peine de se préparer en fonction d'une telle éventualité. La surprise ne serait que plus grande. Aussi folle qu'elle pût l'être, l'idée de lancer la masse des blindés, en plein milieu des Ardennes, rappelait, d'une certaine manière, la traversée des Alpes par les éléphants de Hannibal. La décision de Gamelin d'ordonner une contre-attaque en Belgique, c'est-à-dire au beau milieu du piège, créa ainsi la condition préalable à l'enveloppement allemand. En mettant en branle le « plan Dyle », il se conduisit comme le chef de guerre romain Terentius Varron au début de la bataille de Cannes. Le regard fixé sur les Flandres, il avait perdu la Meuse et les Ardennes de vue¹⁴³.

¹³⁹ Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale...*, p. 42.

¹⁴⁰ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 153-154 et 410 (note # 73).

¹⁴¹ *Ibid.*, p. 12.

¹⁴² *Ibid.*, p. 109.

¹⁴³ *Ibid.*, p. 108-109.

Or, l'accident d'avion du 10 janvier aurait dû inciter le haut commandement des Alliés à modifier son plan d'opérations ou, à tout le moins, à prendre des précautions pour faire face à la probabilité d'un déplacement du poids de l'attaque que le commandement suprême allemand n'aurait pas manqué de faire si les plans saisis étaient authentiques. Les documents dont l'officier d'état-major était porteur n'avaient pas tous brûlé de sorte que des fragments importants, révélant les grandes lignes du plan de l'offensive allemande à l'Ouest, s'étaient retrouvés entre les mains des Belges. Ceux-ci s'étaient aussitôt empressés d'envoyer des copies aux gouvernements français et britannique. Mais, plutôt que de tirer profit des renseignements qui étaient tombés en sa possession, le haut commandement des Alliés les considéra comme une tentative d'intoxication. Cette réaction était absurde, car cela aurait été une intoxication bien dangereuse que de courir le risque de mettre Bruxelles sur ses gardes et de pousser la Belgique à une collaboration plus étroite avec Paris et Londres. Le gouvernement belge aurait alors très bien pu décider d'ouvrir ses frontières aux armées franco-britanniques pour renforcer ses défenses avant que l'offensive allemande ne se mît en branle¹⁴⁴. Cette décision des dirigeants militaires franco-britanniques de n'accorder aucune valeur aux documents récupérés allait donc se révéler des plus néfastes pour leurs armées.

Le plan d'opérations des Alliés ne pouvait ainsi que faciliter davantage l'offensive allemande. Il répondait tout à fait aux souhaits de Manstein et s'adaptait parfaitement à son propre plan. Plus l'aile gauche des forces alliées s'avancerait en territoire belge, plus il serait facile aux colonnes blindées allemandes de la contourner par les Ardennes et de lui couper la retraite. Le brillant stratège allemand ne s'était aucunement trompé en ce qui concernait les intentions de l'adversaire. Son plan d'attaque à l'Ouest était le plus approprié pour encercler et détruire les forces ennemies et apporter une décision définitive sur le théâtre des opérations terrestres.

L'auteur du plan « coup de faucille » : Manstein ou Hitler ?

Manstein a été le concepteur mais aussi la première victime du plan « coup de faucille », puisque c'est à cause de cette idée soi-disant aberrante qu'il fut démis de son poste. Pourtant, son plan d'opérations a fini par être adopté, bien que la majorité des officiers généraux l'eût rejeté. En fait, il était parvenu à faire accepter par Hitler ses conceptions relatives à l'offensive à l'Ouest, malgré l'opposition initiale des deux chefs de l'OKH. Grâce à sa fonction de chef suprême de la Wehrmacht, le Führer était ensuite intervenu en ce sens dans les décisions du haut commandement de l'armée. Mais l'animosité personnelle et la jalousie professionnelle de Brauchitsch et de Halder à l'égard de Manstein les avaient amenés à le relever de son poste de chef d'état-major du groupe d'armées A pour le nommer commandant d'un corps d'armée.

¹⁴⁴ Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale...*, p. 44.

Que le concepteur de l'un des plans de guerre les plus astucieux et audacieux au point de vue stratégique n'ait joué qu'un rôle secondaire dans la mise en œuvre de celui-ci est certainement l'une des plus grandes ironies de l'histoire militaire. Que le plus doué des officiers de la Wehrmacht ait été tenu à l'arrière-plan de cette campagne militaire, alors que la victoire décisive et expéditive acquise lors de celle-ci lui était en grande partie redevable, demeure encore aujourd'hui remarquable en soi. En effet, ce n'est que lors de la deuxième opération de l'offensive, au moment où la victoire était assurée, que le plus brillant cerveau opérationnel de tous les officiers d'état-major de la Wehrmacht allait entrer en scène à titre de commandant d'un corps d'armée. Il était encore plus ironique qu'il se fût retrouvé à la tête d'un corps d'infanterie, alors qu'il comprenait mieux que quiconque, mis à part Guderian, comment exploiter tout le potentiel de l'arme blindée dans une guerre de mouvement.

Il était tout à fait caractéristique de Hitler qu'il eût affirmé avoir lui-même conçu le plan « coup de faucille » dès qu'il l'eut adopté¹⁴⁵. Il reconnut seulement à Manstein le mérite d'avoir été d'accord avec lui : « De tous les généraux auxquels j'ai parlé du nouveau plan d'attaque à l'Ouest, Manstein a été le seul qui m'ait compris »¹⁴⁶. Se considérant comme un génie militaire, le Führer finit par croire qu'il s'agissait de son propre plan. De toute façon, en partager le crédit avec Manstein serait revenu, en quelque sorte, à faire ombrage à sa prétention d'être le stratège suprême de la Wehrmacht. D'ailleurs, après la victoire militaire de l'Allemagne sur la France, la propagande allemande se chargea de présenter le Führer comme l'auteur du plan d'attaque à l'Ouest.

L'affirmation selon laquelle il aurait trouvé, de façon instinctive, à la suite de considérations intuitives, la même solution opérationnelle que Manstein qui, lui, s'appuyait sur des calculs du niveau de l'état-major, ne correspond pas du tout à la réalité¹⁴⁷. Et encore moins l'opinion selon laquelle il en serait l'auteur principal¹⁴⁸. Le plan « coup de faucille » était l'idée de Manstein et uniquement de ce dernier¹⁴⁹.

Pour s'en convaincre, il suffit de se demander si Hitler et Manstein pensaient réellement la même chose quand, le doigt sur la carte, ils montraient la direction de Sedan ? Or, la façon dont la campagne allait se dérouler par la suite montre bien que le dictateur ne fut pas capable de saisir la portée opérationnelle de cette idée. Pourtant, après la campagne victorieuse, son délire lui laissa croire qu'il était

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 43 ; Liddell Hart, *The Other Side of the Hill...*, p. 156 ; Mellenthin, *German Generals...*, p. 26.

¹⁴⁶ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 92. Voir aussi Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale...*, p. 43.

¹⁴⁷ Umbreit « The Battle for Hegemony... », p. 238-253 ; Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 92-97 ; Jacobsen, *Fall Gelb...*, p. 153 ; Humble, *Hitler's Generals...*, p. 43-47 ; Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale...*, p. 61-64 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 439-441.

¹⁴⁸ Cartier, « Hitler ou Manstein ?... », p. 52-55 ; Cartier, *Hitler et ses généraux...*, p. 119-120 ; Irving, *Hitler's War*, p. 81.

¹⁴⁹ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 77-115 ; Frieser, « Die deutschen Blitzkriege... », p. 191 ; Frieser, « Der Westfeldzug... », p. 169-172 ; Roth, « The Campaign Plan "Case Yellow"... », p. 41-56 ; Roth, « Operational Thinking... », p. 23-29 ; Martens, « La défaite française... », p. 406-407 ; May, *Strange Victory...*, p. 232-237 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 89 ; Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 190-192 et 194 ; Below, *Als Hitlers Adjutant...*, p. 222-223 ; Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale...*, p. 42-43 ; Mellenthin, *German Generals...*, p. 25-26 ; Downing, *The Devil's Virtuosos...*, p. 26-27 ; Carver, « Manstein... », p. 226-228 ; Mitcham, *Hitler's Field Marshals...*, p. 243 ; Brett-Smith, *Hitler's Generals...*, p. 222 ; Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 235 ; Seaton, *The German Army...*, p. 135-136 ; Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 759-760 ; Heuer, *Die deutschen Generalfeldmarschälle...*, p. 91 ; Guderian, *Panzer Leader...*, p. 90-91 ; Hillgruber, « In der Sicht... », p. 74.

bien l'auteur de ce plan, l'initiateur de l'idée du « coup de faucille », qui témoignait de tout son génie de chef suprême des forces armées allemandes¹⁵⁰.

Hitler avait certes jonglé avec l'idée de déplacer le point de concentration de l'offensive de l'aile droite à l'aile gauche. Mais ce n'était qu'une de ses idées intuitives et erratiques abandonnées dès le lendemain. Il avait effectivement pointé Sedan sur la carte. Mais ce n'était qu'un concept opérationnel tactique, visant seulement à franchir la Meuse, et non stratégique, avec l'objectif d'atteindre la Manche et de prendre ainsi à revers le fer de lance des armées franco-britanniques. Il n'avait jamais été question, pour lui, de déplacer totalement le centre de gravité vers le sud, sur la Meuse, entre Dinant et Sedan, et encore moins de poursuivre l'attaque vers la Manche en suivant l'axe Saint-Quentin-Amiens-Abbeville. La compréhension limitée qu'avait Hitler de la dimension opérationnelle de la guerre moderne ne lui avait pas permis d'élargir l'idée d'une opération tactique de percée sur la Meuse en opération stratégique afin qu'elle apportât une décision complète. Alors que pour Hitler, la percée devait s'arrêter sur la rive gauche de la Meuse, pour Manstein, elle devait plutôt se terminer à l'embouchure de la Somme¹⁵¹.

En d'autres termes, les idées que Hitler associait à Sedan étaient uniquement de nature tactique. Comme Manstein le lui concéda plus tard, il avait seulement reconnu « que c'est vers Sedan que l'on pourrait franchir la Meuse le plus facilement »¹⁵². Mais, autodidacte des questions militaires, il n'était pas en mesure de pousser cette idée jusqu'au bout. C'est la question stratégique, au contraire, qui occupait l'esprit de Manstein, cherchant comment obtenir une décision totale. Tandis que les réflexions de Hitler s'arrêtaient à la rive est de la Meuse, celles de Manstein allaient jusqu'aux côtes de la Manche. C'est là, dans le cours inférieur de la Somme, estimait-il, qu'une victoire totale était possible, mais à condition que l'on réussisse à avancer suffisamment vite pour encercler les armées alliées concentrées dans le nord. Quand les divisions de Panzer, après leur percée de Sedan, avancèrent à toute vitesse vers les côtes de la Manche, exactement comme Manstein l'avait voulu, Hitler fut pris de panique. Alors, comment le dictateur pouvait-il avoir pensé et planifié l'idée du « coup de faucille », quand, au moment où elle allait réussir, au bord de la crise de nerfs, il fit stopper les blindés ?¹⁵³

Ainsi, les réflexions sommaires de l'amateur ne rejoignaient que très partiellement les cogitations brillantes du stratège professionnel. À vrai dire, loin d'être le fruit d'une convergence de vues entre Hitler et Manstein, le plan « coup de faucille » était uniquement l'œuvre de ce dernier.

La contribution du Führer à la version finale du « plan jaune » fut, en effet, très erratique. Un jour seulement après avoir suggéré le transfert du point de concentration de l'offensive allemande de l'aile nord à l'aile sud afin de prendre à revers le gros des armées franco-britanniques, il en revint au concept stratégique initial de l'OKH d'une offensive de part et d'autre de Liège, déclarant ne pas vouloir tout jouer

¹⁵⁰ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 85.

¹⁵¹ Roth, « The Campaign Plan "Case Yellow".... », p. 54.

¹⁵² Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 106-107.

¹⁵³ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 92-95.

sur une seule carte. Par la suite, il se garda l'option de déplacer le centre de gravité de l'offensive du secteur de Liège à celui de Sedan dans l'éventualité où le groupe d'armées A obtiendrait des succès plus rapides et plus importants que les armées du groupe B. Mais avant qu'une telle opportunité pût s'offrir, le fer de lance de l'armée allemande se trouvait toujours concentré à l'aile nord. Ce n'est pas avant février 1940 que le Führer devint un ardent partisan d'une puissante offensive lancée depuis les Ardennes, soit après que des documents du « plan jaune » initial de l'OKH furent tombés entre les mains des Alliés à la suite d'un atterrissage forcé d'un appareil de liaison de la Luftwaffe à Mechelen-sur-Meuse en Belgique, et surtout après sa rencontre fatidique avec Manstein au cours de laquelle celui-ci lui exposa dans les moindres détails son concept opérationnel. Dans ces conditions, ce n'est pas de « plan Hitler », mais plutôt de « plan Manstein » que l'on doit parler en référence à la version définitive du « plan jaune »¹⁵⁴.

« L'idée directrice de la campagne provient de Manstein », affirma après la guerre le général Hoth, qui avait joué un rôle de premier plan lors de la campagne de France en tant que commandant en chef du 15^e corps blindé opérant au sein du groupe d'armées A. Puis il ajouta ces propos :

« Le rôle de Hitler dans la formulation du plan d'opérations est d'avoir été convaincu de la pertinence des idées de Manstein et d'avoir prescrit les directives appropriées au haut commandement de l'armée de terre. Le mérite de celui-ci est d'avoir appliqué les idées de Manstein dans ses directives de déploiement du 24 février 1940 »¹⁵⁵.

Devenu plus tard colonel-général, Johann Adolf Graf von Kielmansegg, capitaine et chef de la section logistique de la 1^{re} division de Panzer durant la campagne à l'Ouest, affirma sans équivoque à ce sujet : « L'idée est incontestablement de Manstein et entièrement de lui »¹⁵⁶. Par conséquent, seul le général Manstein doit être crédité du plan « coup de faucille ».

Au sein du corps des officiers de la Wehrmacht, on admettait généralement que l'auteur du plan de l'offensive à l'Ouest était bel et bien Manstein. On y retrouvait aussi des gens qui prétendaient que Manstein – à la suite de l'adoption de son concept opérationnel par Hitler – aurait dû en toute logique devenir le successeur de Halder. Après le franc succès de la campagne de France au printemps 1940, Manstein allait acquérir une réputation tout simplement légendaire, en particulier dans le cercle des officiers d'état-major¹⁵⁷. D'ailleurs, avec le triomphe éclatant de l'armée allemande à l'Ouest, qui témoignait de tout le génie de son plan d'opérations, il allait se voir attribuer le surnom honorable de « Schlieffen de la Deuxième Guerre mondiale »¹⁵⁸. Et cette réputation légendaire n'allait cesser par la suite de prendre de l'ampleur avec ses succès et prouesses militaires en URSS, en particulier dans la région baltique, en Crimée et en Ukraine.

¹⁵⁴ May, *Strange Victory...*, p. 236-237.

¹⁵⁵ Cité par Roth, « The Campaign Plan "Case Yellow".... », p. 54-55.

¹⁵⁶ Hartmann, *Halder...*, p. 182 ; Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 88.

¹⁵⁷ Syring, « Erich von Manstein... », p. 335.

¹⁵⁸ Moll, *Die deutschen Generalfeldmarschälle...*, p. 119.

Son extraordinaire sens de la stratégie et la tactique était redevable, entre autres, à une méthode de travail différente de celle de la plupart des autres officiers d'état-major. Le lieutenant-colonel Heusinger, sous-chef des opérations de l'OKH, en témoigna après la guerre :

« À partir des années trente, j'ai servi directement sous Manstein, Jodl et, puis pendant quatre ans, sous Halder. Les méthodes du Prussien [Manstein] et des deux Bavarois [Halder et Jodl] étaient fondamentalement différentes. Les décisions tactiques de Manstein étaient largement le fruit de l'intuition. La tâche de ses assistants était de déterminer dans quelle mesure cette intuition pouvait être mise en pratique. Halder et Jodl, pour leur part, passaient de longues heures à travailler durant la nuit sur les préparatifs militaires avant de parvenir à une décision »¹⁵⁹.

Manifestement, Manstein avait un sens inné de la stratégie.

¹⁵⁹ Mellenthin, *German Generals...*, p. 25.

CHAPITRE 6

UN SUCCÈS OPÉRATIONNEL OU STRAGÉGIQUE ?

Au cours de la campagne de l'Ouest, le concept opérationnel du « plan Manstein » ne fut pas appliqué par le haut commandement allemand dans toutes ses dimensions et implications. D'ailleurs, son adaptation timide et incohérente de l'idée hardie du « coup de faucille » aurait pu conduire à une sorte de « Blitzkrieg au ralenti ». Mais, grâce aux actions individuelles de quelques généraux, l'opération suivit un autre cours et finit par aboutir au succès escompté par Manstein. Toutefois, en ne prévenant pas le « miracle de Dunkerque », en raison de sa propre faute, la direction militaire allemande transforma la victoire stratégique visée par Manstein en une simple victoire opérationnelle.

Les forces en présence au début de l'offensive

Contrairement à une opinion généralement admise pour expliquer le succès du « plan Manstein », au moment du déclenchement de l'offensive, le 10 mai 1940, la Wehrmacht ne disposait d'aucune supériorité numérique terrestre sur ses adversaires, en termes de divisions, de pièces d'artillerie ou de chars de combats.

Sur le plan des effectifs, la Wehrmacht disposait d'une force totale d'environ 5,4 millions d'hommes. Sur ce chiffre, il en revenait 4,2 millions à l'armée de terre, 1 million à la Luftwaffe et 180 000 à la Kriegsmarine. Ces effectifs étaient toutefois considérablement diminués, car des troupes étaient restées à la frontière orientale et en Pologne, d'autres étaient engagées en Norvège et au Danemark. Pour la campagne de France, il avait été prévu de fournir à l'armée de terre quelque 3 millions de soldats, y compris les réserves dont on était encore en train de lever une partie dans l'arrière-pays¹.

Dès le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, en septembre 1939, les forces armées françaises pouvaient mobiliser un total de 6,1 millions d'hommes. Au printemps 1940, l'armée de terre comptait dans ses rangs environ 5,5 millions d'hommes, y compris les troupes coloniales. Au début de l'attaque allemande, environ 2 224 000 d'entre eux se trouvaient sur le front Nord-Est. En temps de paix, la Grande-Bretagne n'entretenait qu'une armée de métier. Après la mobilisation de septembre 1939, les effectifs de l'armée de terre étaient de 897 000 hommes et, en juin 1940, ils étaient passés à 1 650 000. L'armée britannique avait envoyé sur le continent, pour soutenir la France, un corps expéditionnaire qui,

¹ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 51 ; Jacobsen, *Fall Gelb...*, p. 258-259.

en mai 1940, comptait approximativement 500 000 hommes, y compris les réserves prêtes à s'embarquer immédiatement pour la France. Pour parer à une invasion allemande, la Belgique et les Pays-Bas avaient, eux-aussi, mobilisé leurs troupes. Sans tenir compte des réserves, les effectifs des armées de terre belge et néerlandaise s'élevaient respectivement à quelque 650 000 et 400 000 soldats².

En conséquence, au début de la campagne de l'Ouest, l'armée de terre allemande y engageait 3 millions d'hommes, y compris les réservistes. Face à elle, les forces de combat terrestres des Alliés rassemblaient près de 4 millions d'hommes.

En ce qui concerne le nombre de divisions, l'armée de terre allemande en comptait 157, le 10 mai 1940. De ce nombre, 135 étaient prévues pour l'offensive à l'Ouest, y compris 42 divisions de réserve. D'ailleurs, parmi celles-ci, quelques-unes venaient tout juste d'être levées et étaient à peine mises en place. Au début de la campagne, 93 divisions seulement participèrent à l'assaut. En face, l'armée française disposait de 117 divisions, dont 104 se trouvaient sur le front Nord-Est, y compris 11 divisions de réserve. Le jour de l'offensive allemande, le corps expéditionnaire britannique consistait en 13 divisions, dont 3 n'étaient d'ailleurs pas au complet. Deux autres divisions, dont la 1^{re} blindée, furent également amenées sur le continent jusqu'à la fin mai. À ce contingent des Alliés, il fallait ajouter 22 divisions belges et 10 néerlandaises³. En mai 1940, face aux 135 divisions allemandes, parmi lesquelles il y avait 42 divisions de réserve, se trouvait donc un total de 151 divisions alliées.

Sur le plan de l'artillerie, la supériorité des Alliés sur l'Allemagne était écrasante. À elle seule, la France disposait de plus de 10 700 canons, ce à quoi il fallait ajouter 1 280 pièces d'artillerie de l'armée britannique, 1 338 de l'armée belge et 656 de l'armée néerlandaise. Ainsi, les armées occidentales pouvaient mettre en jeu tout près de 14 000 pièces d'artillerie et la Wehrmacht seulement 7 378⁴.

Quant aux blindés, l'affirmation selon laquelle les armées des Alliés auraient été victimes de l'écrasante supériorité des blindés allemands n'est qu'une légende. En mai 1940, aux 2 439 chars de la Wehrmacht, faisaient face les 4 204 chars des forces occidentales. L'armée française comptait dans ses rangs 4 111 blindés, sans compter les 250 stationnés dans les colonies. Sur le front du Nord-Est, ce n'était pas moins de 3 254 chars qu'elle mettait en ligne le 10 mai 1940. Ce jour-là, le corps expéditionnaire britannique engageait 310 blindés sur le continent. Mais on doit aussi tenir compte des 330 chars d'assaut de la 1^{re} division blindée que l'on achemina de l'autre côté de la Manche et qui y arrivèrent jusqu'à la fin mai. L'armée belge disposait de quelque 270 chars, tandis que l'armée néerlandaise en mettait approximativement 40 en ligne⁵.

Si l'Allemagne avait une supériorité numérique, c'est uniquement sur le plan de l'aviation. Au début de l'offensive à l'Ouest, la Luftwaffe disposait de 5 446 appareils. Mais ce chiffre tombait à 3 864 si

² Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 51.

³ *Ibid.*, p. 52 ; Jacobsen, *Fall Gelb...*, p. 258-259 ; Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 279.

⁴ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 52 ; Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 279.

⁵ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 52-53.

on ne tenait compte que des avions de combat (bombardiers, stukas, avions d'assaut, chasseurs légers et chasseurs lourds). Parmi ceux-ci, seulement 2 756 étaient prêts à intervenir. En enlevant au minimum les contingents déployés contre la Norvège, il ne restait que 2 589 avions de combats prêts à intervenir sur un total de 3 578. À cette force, les Alliés ripostaient par 1 453 avions de combats (bombardiers et chasseurs) opérationnels au 10 mai 1940 sur le front de l'Ouest. Des 5 026 appareils dont la France disposait, seulement 3 562 étaient des avions de combat (chasseurs et bombardiers). Mais si on exclut ceux qui étaient déployés dans les colonies, quelque 3 097 étaient stationnés en France, dont 1 410 sur le front Nord-Est. De ceux-ci, seulement 879 étaient prêts à intervenir. Les forces de l'aviation britannique (bombardiers et chasseurs) engagées sur le continent s'élevaient à 1 150 appareils, dont 384 étaient concentrés sur le front Nord-Est français. La Belgique disposait de 118 bombardiers et chasseurs prêts à intervenir sur un total de 140, tandis que l'armée de l'air néerlandaise en comptait 72 sur des effectifs totaux de 82⁶.

Les armées alliées prises au piège

Tel que Manstein l'avait anticipé dans son plan d'opérations, le gros des armées alliées se déployèrent en Belgique selon le « plan Dyle » dès le début de l'offensive allemande. La ligne Maginot ne pouvant que vouer à l'échec toute opération d'attaque frontale, le haut commandement des Alliés s'attendait de la part de l'adversaire à une réédition de la manœuvre du « plan Schlieffen ». Les troupes franco-britanniques pénétrèrent donc massivement en Belgique pour se porter à la rencontre du groupe d'armées B. Croyant que la masse de manœuvre principale de la Wehrmacht se trouvait à l'aile droite, le haut commandement allié tomba dans le piège, puisqu'il exécuta justement le mouvement qui conditionnait la réussite de la manœuvre du « plan Manstein » par les Ardennes.

La répartition des forces alliées facilita grandement les chances de réussite de l'offensive allemande. À l'aile nord, le rapport de forces en termes de divisions était de 60 pour 29 à l'avantage des Alliés. Le groupe de Bock attaquait avec 2 armées, les 6^e et 18^e, et un total de 29 divisions, dont 3 des 10 divisions de Panzer. Face à lui, se trouvaient l'armée néerlandaise (10 divisions), l'armée belge (20 divisions), le corps expéditionnaire britannique (12 divisions, dont 3 n'étaient pas encore au complet) et les troupes d'élite de l'armée française : les 1^{re} et 7^e armées (comptant respectivement 8 et 7 divisions), ainsi que les 3 divisions cuirassées du corps de cavalerie Prioux. À l'aile sud, entre Namur et Longwy, à la frontière luxembourgeoise, le rapport de forces en termes de divisions s'élevait à 45 pour 18 à l'avantage des Allemands. Le groupe de Rundstedt attaquait avec 3 armées, les 4^e, 12^e et 16^e, ainsi que le groupe blindé de Kleist, c'est-à-dire, en tout, avec 45 divisions, dont 7 des 10 divisions de Panzer. On ne tient pas compte ici des 2^e et 9^e armées qui suivaient en deuxième échelon. Par ailleurs, la plupart des 42 divisions

⁶ *Ibid.*, p. 59-64 ; Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 279.

de réserve présentes le 10 mai étaient prévues en renforcement de ce groupe d'armées qui menait l'offensive au point fort. Les forêts des Ardennes n'étaient couvertes que par 2 divisions de l'armée belge et 16 divisions de l'armée française. Dans le secteur de la percée proprement dit, entre Dinant et Sedan, la Meuse était défendue par 7 divisions d'infanterie, dont une partie était de deuxième catégorie. Cette faiblesse procédait du dogme qui dominait la pensée des généraux français et selon lequel les Ardennes étaient imperméables aux chars et la Meuse, tout simplement infranchissable. Le long de la ligne Maginot, se trouvaient 36 divisions alliées (35 françaises et 1 britannique), dont 10 de forteresse qui y étaient concentrées. En revanche, le groupe d'armées de Leeb n'y entretenait que 19 divisions, totalement privées de chars de combat et de soutien aérien. À la différence de l'adversaire, le haut commandement français se révéla incapable d'utiliser le système de fortifications pour réaliser des économies d'effectifs⁷.

En suivant le « plan Manstein », l'attaque allemande commença par une opération aéroportée de grand style contre des points clefs de la défense des Pays-Bas et de la Belgique. Les troupes aéroportées s'emparèrent des ponts stratégiques pour la plupart laissés intacts, contrôlèrent l'aéroport de Rotterdam et neutralisèrent le fort d'Eben Emael qui défendait le canal Albert et commandait le cours de la Meuse. La route était dès lors ouverte aux armées commandées par le colonel-général Bock. Tandis que la 18^e armée du général Kùchler rejeta au-delà de l'Escaut la 7^e armée française venue prêter main-forte aux Hollandais dans la région de Breda, la 6^e armée du colonel-général Reichenau força le passage entre Maastricht et Liège. De ce fait, elle contraignit l'armée belge à abandonner sa position sur la ligne du Canal Albert et à se replier sur la Dyle d'Anvers à Louvain, épaulée par le corps expéditionnaire britannique déployé de la Wavre à Namur, et par les 1^{re}, 2^e et 9^e armées françaises positionnées sur la Meuse. Le 13 mai, les 3^e et 4^e divisions de Panzer du 16^e corps blindé du général Hoepner brisèrent, non sans avoir livré auparavant un combat sévère, la résistance de deux divisions légères mécanisées qui durent se replier sur la trouée de Grembloux.

Dans leur progression, les armées de Kùchler et de Reichenau bénéficièrent des opérations au sol de la Luftwaffe qui, lors des trois premiers jours, fut volontairement tenue à l'écart de la véritable direction de l'effort principal. Les Stukas bombardèrent sans arrêt les positions ennemies, les chemins de fer et les grands axes routiers, ainsi que les postes de commandement et les terrains d'aviation adverses. Ces succès rapides de l'aile droite allemande accaparèrent l'attention des Alliés et la détournèrent, pendant quelques jours, de l'attaque principale qui fut lancée à l'aile sud à travers les collines boisées des Ardennes, en direction des côtes de la Manche.

Toutes ces mesures de diversion eurent le résultat escompté : les généraux français et britanniques gardèrent les yeux rivés vers le nord. Ils ne virent pas le danger mortel qui les menaçait sur leur flanc droit. Tandis que les meilleures troupes alliées marchaient vers le nord, en direction de la Belgique, à côté d'elles, sur leur droite, les divisions de Panzer avançaient en sens inverse, vers le sud-ouest. Toutefois, ce

⁷ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 104-105. Voir aussi Masson, *Une guerre totale...*, p. 84-85.

ne fut pas sans créer un sérieux embouteillage que le groupe d'armées A du colonel-général Rundstedt traversa les Ardennes. Les colonnes blindées et motorisées ne se heurtèrent cependant qu'à une faible résistance de sorte que dès le 12 mai, en fin d'après-midi, les avant-gardes allemandes atteignaient déjà la Meuse à Dinant, Monthermé et Sedan.

L'apparition de troupes allemandes sur la Meuse ne provoqua pas d'émotion particulière au sein du haut commandement français, toujours convaincu que le centre de gravité de l'offensive se situait aux Pays-Bas et en Belgique, plus particulièrement entre Maastricht et Liège. La possibilité d'une opération d'envergure à travers les Ardennes, en direction de la Meuse et même au-delà sur un axe se prolongeant de Sedan jusqu'à Saint-Quentin, avait été évoquée par les services de renseignements de l'armée bien avant le 10 mai. En dépit des indices troublants fournis par la reconnaissance aérienne sur le déploiement et le mouvement des troupes allemandes, le haut commandement était demeuré sceptique. En fait, il persistait à croire que les Ardennes étaient infranchissables par les blindés et que la Meuse constituait un puissant obstacle antichars. Voilà pourquoi le secteur de Sedan était le plus faiblement défendu sur le front français⁸.

Le général Charles Huntziger, commandant en chef de la 2^e armée chargée de la défense du secteur de Sedan, considérait comme peu probable une offensive allemande majeure dans cette région. Si cette éventualité se concrétisait, il croyait avoir le temps nécessaire pour y déployer des réserves opérationnelles en conséquence. Pour traverser les Ardennes, les Allemands avaient besoin d'au moins cinq jours, jugeait-il. Incapable de s'affranchir des méthodes de la Première Guerre mondiale, il estimait que le franchissement de la Meuse par les Allemands ne pouvait s'effectuer qu'à la suite d'une imposante préparation d'artillerie, exigeant un délai d'au moins sept jours, le temps de réunir des batteries lourdes et de fortes réserves de munitions⁹.

Le franchissement de la Meuse et la « seconde bataille de Sedan »

Toutefois, la surprise intervint dès le 13 mai avec le franchissement de la Meuse, non pas après une puissante préparation d'artillerie, mais à la suite d'une intervention massive de la Luftwaffe, suivant le scénario imaginé par Manstein et Guderian lors du *Kriegsspiel* de Coblenz, tenu le 7 février 1940. Toute une Luftflotte, soit près de la moitié de l'aviation de combat disponible à l'Ouest, fut concentrée dans cette région. Si les attaques de Stukas ne causèrent à l'adversaire que des dégâts matériels limités, ces bombardiers en piqué dotés de sirènes, les fameuses « trompettes de Jéricho », n'en causèrent pas moins

⁸ Philippe Masson, *Histoire de l'armée française de 1914 à nos jours*, Paris, Perrin, 1999, p. 217-218. Voir aussi Martin S. Alexander, « Prophet without Honour ? The French High Command and Pierre Taittinger's Report on the Ardennes Defenses, March 1940 », *War and Society*, mai 1986, p. 57.

⁹ Frieser, « The Execution of "Case Yellow"... », p. 65. Voir aussi Frieser, « Der Westfeldzug... », p. 176.

un traumatisme considérable. Ils brisèrent la capacité de résistance des troupes ennemies, en provoquant la rupture du front et des lignes de ravitaillement, et en entraînant la panique sur les arrières.

Les premiers franchissements eurent lieu dès la fin de la journée du 12 mai à Dinant sur le front du 15^e corps blindé du général Hoth. Des unités d'infanterie de la 7^e division de Panzer du major-général Rommel traversèrent la Meuse et constituèrent aussitôt une tête de pont après avoir livré de durs combats contre des troupes établies depuis plusieurs mois sur des positions solides. Au milieu de la nuit du 13 mai, les premiers blindés passaient déjà sur la rive gauche. Le lendemain, la tête de pont se trouvait alors solidifiée sur une profondeur de plus d'une vingtaine de kilomètres, facilitant ainsi la traversée des chars de combat. Plus au sud, le 41^e corps blindé du général Reinhardt parvint à prendre pied sur la rive gauche de la Meuse à Monthermé grâce à la 6^e division de Panzer du général Werner Kempf. Mais sa progression fut néanmoins bloquée par la vive résistance française manifestée à cet endroit. Le franchissement le plus important se produisit à Sedan avec les 1^{re}, 2^e et 10^e divisions de Panzer du 19^e corps blindé du général Guderian. À l'infanterie qui ouvrit le passage de la Meuse le 13 mai, succédèrent les blindés dès le lendemain matin, une fois la tête de pont renforcée et sécurisée sur une profondeur de quelque vingt kilomètres¹⁰.

Dans l'après-midi du 14 mai, environ 570 chars d'assaut se retrouvaient déjà sur la rive gauche de la Meuse¹¹. En poussant en direction de Charleville-Mézières, les unités de Panzer de Guderian permirent à celles de Reinhardt de se dégager à Monthermé. Derrière les 19^e et 41^e corps blindés, suivait de près le 14^e corps motorisé de Wietersheim.

Au troisième jour de l'offensive, les colonnes blindées et motorisées bouchonnaient sur plus de 250 kilomètres depuis la Meuse jusqu'au Rhin, à travers les territoires français, belge, luxembourgeois et allemand. À lui seul, le groupe de Panzer de Kleist, composé des 19^e et 41^e corps blindés, ainsi que du 14^e corps motorisé, avec ses 41 120 véhicules et ses 1 222 chars d'assaut, se trouvait resserré dans un étroit corridor qui ne comprenait en tout et pour tout que quatre itinéraires, provoquant un bouchon monstre. Pour l'aviation alliée se présenta alors l'unique chance d'anéantir les blindés et véhicules motorisés allemands qui piétinaient depuis les Ardennes. Mais au grand étonnement des Allemands, ce jour-là, presque aucun avion français ou britannique n'apparut dans le ciel sans nuage. Les forces aériennes des Alliés intervenaient essentiellement dans le nord de la Belgique où la Luftwaffe s'était également engagée. À midi, celle-ci avait brusquement disparu pour concentrer la quasi-totalité de ses forces contre le secteur de Sedan, le véritable point de concentration de l'offensive allemande¹².

Prenant alors conscience que ce secteur du front représentait le talon d'Achille des Allemands, les Alliés improvisèrent à la hâte, le 14 mai, une opération destinée à détruire la tête de pont de Sedan. Des

¹⁰ Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 112-114 ; Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 284-285.

¹¹ Frieser, « The Execution of "Case Yellow"... », p. 67.

¹² Frieser, « Die deutschen Blitzkriege... », p. 188 ; Frieser, « Der Westfeldzug... », p. 176-177 ; Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 119, 132 et 157.

402 bombardiers et chasseurs alliés réunis pour cette mission, 167 furent abattus, soit une véritable hécatombe. Non seulement s'étaient-ils heurtés aux 1 470 bombardiers, Stukas et chasseurs de la Luftwaffe, mais aussi aux feux intenses des quelque 303 batteries antiaériennes rassemblées par Guderian dans ce secteur d'opérations¹³. Suivant le mot de ce général, la DCA allemande connaissait alors « son heure de gloire »¹⁴. L'échec fut complet dans le camp allié puisque les colonnes allemandes ne furent pratiquement pas inquiétées et purent poursuivre le passage du fleuve sans interruption. Après la bataille aérienne de Sedan du 14 mai, les Stukas continuèrent à pilonner les positions d'infanterie et les batteries d'artillerie françaises qui se trouvaient sur la rive gauche de la Meuse sans rencontrer la moindre opposition dans les airs.

Au soir du 14 mai, une brèche de 70 kilomètres se dessinait alors sur le front du groupe d'armées A. Une armada de Panzer, étalée sur trois colonnes et d'une importance sans précédent par la quantité, la concentration, la mobilité et la puissance de feu, mit en déroute les 2^e et 9^e armées françaises et se dirigea rapidement vers la Manche, sur les arrières des forces alliées engagées en Belgique. Cette phalange de feu et d'acier asséna un coup de bélier qui disloqua et décima les forces françaises au centre vital du front des Alliés. Celles qui n'étaient pas encerclées ou faites prisonnières battaient en retraite dans le plus grand désordre. Le gros des forces franco-britanniques au nord couraient le danger d'être coupées de toute communication avec l'arrière.

Il n'en fallut pas plus au général Gamelin, commandant en chef de l'armée française, pour annoncer à Édouard Daladier, ministre français de la Guerre, que la bataille était pratiquement perdue pour l'armée française. Le lendemain, le président du Conseil français, Paul Reynaud, appela son homologue britannique, Winston Churchill, pour l'informer de la rupture qui venait de se produire sur la Meuse à Sedan, théâtre de la capitulation de Napoléon III et de la chute du Second Empire. « Nous sommes battus », dit-il dans un état de choc. « Nous sommes vaincus, nous avons perdu la bataille », reprit-il. Son interlocuteur lui répondit : « Voyons, il est impossible que cela soit arrivé si vite ! ». Mais Reynaud répliqua : « Le front a été percé à Sedan, les Allemands affluent en masse avec des tanks et des véhicules blindés »¹⁵. Se rappelant les crises de 1918, le premier ministre britannique demeurait néanmoins sceptique quant à l'ampleur du drame. À quatre reprises, au printemps 1918, l'armée allemande était parvenue à rompre le front allié. À chaque fois, les armées franco-britanniques avaient réussi, au bout de quelques jours, à colmater la brèche, profitant de la fatigue et des difficultés logistiques de l'adversaire après une avance d'une soixantaine de kilomètres. Mais Churchill ne semblait pas comprendre qu'en 1918 une rupture s'exploitait au pas du fantassin, alors qu'en 1940 elle s'accomplissait au rythme du moteur¹⁶.

¹³ Frieser, « The Execution of "Case Yellow"... », p. 67 ; Frieser, « Der Westfeldzug... », p. 185 ; Freiser, *Le mythe de la guerre éclair...*, p. 174 et 194-196.

¹⁴ Masson, *Histoire de l'armée française...*, p. 219.

¹⁵ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 159 ; Frieser, « The Execution of "Case Yellow"... », p. 57.

¹⁶ Masson, *Histoire de l'armée française...*, p. 215.

Au cours de la bataille de rupture de Sedan, le corps blindé de Guderian avait essuyé des pertes relativement faibles : environ 120 morts et 400 blessés. Un chiffre aussi bas étonne forcément quand on le compare à celui des pertes entraînées par les batailles de rupture de la Grande Guerre qui, elles, avaient toutes échoué. Par exemple, en 1916, dans la bataille de la Somme, les Alliés avaient perdu 660 000 hommes et les Allemands 500 000. Malgré cette hécatombe, on n'était arrivé ni à une rupture du front ni même à une décision, pas plus que lors du carnage de la bataille de Verdun, qui s'était déroulé également en 1916 et qui avait coûté 362 000 hommes aux Français et 330 000 aux Allemands. En mai 1940, en revanche, les Allemands réussissaient à Sedan, quatre jours après le début de la campagne, ce qui avait été tenté en vain quatre années durant lors de la guerre 14-18, c'est-à-dire la percée opérationnelle décisive¹⁷.

L'opération du 19^e corps blindé ayant permis la rupture du front à Sedan, dans le cadre du plan « coup de faucille », est parfois appelée la « seconde bataille de Sedan », en référence à la célèbre bataille par encerclement de 1870, elle-même souvent appelée la « Cannes du XIX^e siècle ». Cependant, sur le plan de la dimension des opérations, une différence majeure existe entre la manœuvre d'enveloppement du feld-maréchal Moltke et celle du lieutenant-général Manstein. Tandis qu'en 1870, le point de rassemblement des deux armées qui formaient la tenaille se trouvait à 9 kilomètres de la colline d'Illly d'où Moltke exerçait ses fonctions de chef de l'état-major général, l'opération de 1940 représentait un mouvement d'encerclement gigantesque, d'une longueur de presque 400 kilomètres. Elle s'étirait en forme de faucille des Ardennes aux côtes de la Manche. Si, en 1870, les Allemands avaient réussi à encercler dans Sedan une armée française de 120 000 hommes, en 1940, ce furent environ 1,7 millions de soldats alliés qui tombèrent dans le piège mis au point par Manstein. Avec la rupture du front à Sedan par les unités de Panzer de Guderian, la défaite française devenait inévitable, puisque les armées alliées du nord se retrouvaient déjà en Belgique¹⁸. D'autant plus que le flux de réfugiés fuyant l'avancée allemande allait prendre des proportions considérables, s'élevant à la fin de la campagne jusqu'à dix millions de Français, soit un quart de la population du pays, bloquant ainsi les routes et gênant le haut commandement français, autant en ce qui concernait l'envoi au front de renforts que le repli stratégique de troupes¹⁹.

Une progression des unités de Panzer jusqu'à la Manche en un seul tenant ?

Durant la Première Guerre mondiale, l'armée du Kaiser avait tenté en vain de percer le front français pendant quatre ans. Cette fois, la percée de Sedan réussissait au bout de quatre jours à peine. Sans être inquiétés outre mesure, les Panzer allemands purent alors traverser le territoire français jusqu'aux

¹⁷ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 211-212.

¹⁸ Sur la comparaison entre les deux batailles de Sedan, voir Frieser, « The Execution of "Case Yellow"... », p. 69 ; Frieser, « Der Westfeldzug... », p. 182 ; Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 212-213.

¹⁹ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 117.

côtes de la Manche et enfermer l'aile nord des forces alliées en un gigantesque encerclement. Au bout de six semaines, la campagne était terminée.

Les percées à partir des têtes de pont de Dinant, de Monthermé et de Sedan relevaient avant tout de l'audace de commandants de corps blindés, comme le général Guderian, et de divisions blindées, tel que le major-général Rommel, qui avaient su se servir à la perfection du principe du « commandement de l'avant ». Ils s'étaient élancés vers les côtes de la Manche en outrepassant les ordres, ce qui avait mis non seulement les Alliés, mais également la direction militaire allemande devant le fait accompli. En fait, l'OKH n'avait pas adopté les conceptions opérationnelles du lieutenant-général Manstein dans toutes leurs dimensions et implications lorsqu'il avait procédé à la refonte de son plan offensif, le 24 février. Celui-ci n'était qu'une pâle imitation sans conviction de l'audacieux plan « coup de faucille ». Cette version édulcorée de la pensée originelle aurait d'ailleurs pu conduire à une sorte de « Blitzkrieg au ralenti ». C'est grâce aux actions individuelles de quelques généraux que l'opération suivit un autre cours et finit par aboutir au succès escompté par Manstein²⁰.

Conforté par l'approbation d'un spécialiste en blindés de la trempe de Guderian, Manstein avait conçu originellement la percée des Ardennes, le franchissement de la Meuse et la progression jusqu'à la Manche en un seul tenant. Les divisions de Panzer devaient foncer, sans s'arrêter et à grande vitesse, des Ardennes jusqu'aux côtes de la Manche. Sans cela, l'aile nord des armées alliées aurait le temps de se retirer derrière la Somme et d'échapper au piège tendu en Belgique par le groupe d'armées de Bock. Pour les unités blindées du groupe de Rundstedt, il s'agissait donc d'avancer sur les arrières de l'ennemi dans un isolement complet, sans se soucier de leurs flancs à découvert.

Hitler et plusieurs généraux de haut-rang, comme Rundstedt et Busch, le commandant en chef de la 16^e armée, étaient toutefois sceptiques quant à la possibilité de franchir rapidement la Meuse, en dépit des arguments fournis à cet effet par Manstein et Guderian. Ils l'étaient encore plus en ce qui a trait à la conception de Manstein, soutenue non seulement par Guderian, mais aussi par Halder, d'une opération en un seul tenant par les divisions blindées. Au lieu d'une avancée en un seul tenant jusqu'à la Manche, telle que proposée par les généraux « progressistes », les généraux « traditionalistes » ou de la « vieille école » avaient plutôt l'intention de faire une halte à Dinant, à Monthermé et à Sedan, soit à mi-chemin. Les unités de Panzer devaient se contenter d'établir de solides têtes de pont et attendre sur la rive gauche l'arrivée des divisions motorisées et d'infanterie. La véritable rupture et l'exploitation n'interviendraient que plusieurs jours après le passage de la Meuse, une fois que l'infanterie serait en mesure d'assurer les flancs des divisions blindées.

Guderian avait vivement protesté contre cette intention du Führer et de certains hauts dirigeants militaires, car une halte accorderait suffisamment de temps aux Alliés pour se replier derrière la Somme et construire une nouvelle ligne de défense à l'ouest de la Meuse. Selon lui, il fallait s'en tenir à l'idée de

²⁰ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 77 et 209 ; Frieser, « Die deutschen Blitzkriege... », p. 190.

Manstein et foncer à vive allure vers la Somme inférieure en suivant l'axe Saint-Quentin-Amiens-Abbeville sans même s'arrêter une seule fois après avoir traversé la Meuse. Faute de quoi, on courrait le danger de laisser passer la grande opportunité d'un encerclement complet de l'aile nord des Alliés, donc d'une victoire stratégique, et de n'obtenir qu'une victoire d'ordre opérationnel²¹.

C'est alors que l'un des épisodes les plus déterminants de la campagne de France se produisit. Au lieu d'ordonner à ses divisions de Panzer d'attendre encore quelques jours à l'emplacement des têtes de pont jusqu'à ce que les divisions motorisées et d'infanterie qui suivaient eurent pu également franchir la Meuse et assurer les flancs, le général Guderian lança ses 1^{re} et 2^e divisions blindées vers l'ouest, en direction de l'Oise et de Saint-Quentin, laissant à la 10^e division blindée et au régiment motorisé *Grossdeutschland* le soin d'assurer la protection de son flanc gauche. Ce faisant, il déclencha un phénomène d'avalanche, puisqu'il entraîna les autres divisions blindées avec lui. La progression vers l'ouest de deux de ses trois divisions de Panzer à partir de la tête de pont de Sedan convergea rapidement avec celle des deux divisions de Panzer de Reinhardt en provenance de Monthermé, de même qu'avec celle des deux divisions de Panzer de Hoth à partir des abords de Dinant²². L'opération gagna ainsi une dynamique propre, évoluant selon l'esprit de Manstein.

Le 15 mai, le succès de la manœuvre était largement acquis. Tandis que le 19^e corps blindé du général Guderian repoussait les contre-attaques de la 3^e division blindée et de la 3^e division motorisée, le 15^e corps blindé du général Hoth, composé des 5^e et 7^e divisions blindées, détruisit entièrement la 1^{re} division cuirassée. À elle seule, la 7^e division de Panzer du major-général Rommel effectua, en 48 heures, un bond de plus d'une centaine de kilomètres et atteignit le Cateau, près de Cambrai, jetant ainsi un désordre considérable dans les rangs de la 9^e armée, en état de décomposition. Malgré une panne radio, Rommel avait décidé de tirer profit de la confusion de l'ennemi et de poursuivre sa progression, au lieu d'attendre le rétablissement des communications radio et les nouvelles directives de ses supérieurs. Une telle attente aurait procuré à l'adversaire le temps nécessaire pour constituer une nouvelle ligne défensive. L'audace de Rommel se révéla fructueuse, car pour 40 tués et 75 blessés du côté de la 7^e division de Panzer, quelque 10 000 soldats français avaient été faits prisonniers. L'état d'inquiétude de Hitler et des généraux de l'OKH causé par la panne de radio n'en avait pas moins été extrême. D'ailleurs, pour avoir disparu, sans laisser de traces à ses supérieurs, Rommel valut à la 7^e division de Panzer d'être surnommée par les Français la « division fantôme »²³.

²¹ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 89-90 et 209 ; Frieser, « Die deutschen Blitzkriege... », p. 190 ; Frieser, « Der Westfeldzug... », p. 186 ; Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 247 et 286° ; Downing, *The Devil's Virtuosos...*, p. 28.

²² Frieser, « Die deutschen Blitzkriege... », p. 190-191 ; Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 209-210 et 225-226.

²³ Frieser, « The Execution of "Case Yellow"... », p. 71-72 ; Frieser, « Der Westfeldzug... », p. 189 ; Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 287-295.

Le premier « ordre d'arrêt »

Quand les divisions de Panzer eurent effectué la percée à Sedan, Hitler s'écria : « C'est un miracle, un véritable miracle ! »²⁴. Malgré l'euphorie du moment, le dictateur n'était pas moins paniqué devant l'époustouflante rapidité de l'avancée allemande. Craignant une contre-attaque imminente, il avait voulu stopper la progression de ses blindés. Plusieurs généraux qui avaient combattu avec acharnement le même ennemi des années durant restaient frappés de stupeur, incrédules devant la façon dont les choses s'étaient passées. Le colonel Blumentritt, qui avait participé à la planification et à la réalisation de l'offensive à l'Ouest dans l'état-major du groupe d'armées A, a même parlé d'un triple miracle : le premier s'était produit dans les forêts des Ardennes où les colonnes blindées et motorisées allemandes formaient des embouteillages longs de plusieurs dizaines de kilomètres sur d'étroits chemins. De façon inexplicable, les forces aériennes des Alliés avaient pourtant laissé passer cette chance extraordinaire. Le deuxième miracle semblait encore plus mystérieux à Blumentritt : il s'agissait de la percée de Sedan, qui s'était déroulée en quelques heures à peine. C'est alors que survint le troisième miracle : les unités blindées et motorisées avaient poussé à toute allure vers les côtes de la Manche sans se préoccuper provisoirement de leurs flancs à découvert. Et, pourtant, la contre-offensive alliée si redoutée n'eut pas lieu. Le général Guderian lui-même qui, plus que nul autre, avait cru fermement au succès de l'opération conçue par Manstein, fut surpris par l'évolution des choses à Sedan. Après la guerre, il écrivit : « La réussite de notre attaque m'est apparue [...] presque comme un miracle »²⁵.

Le 16 mai, le front français fut complètement rompu au centre. Les divisions de Panzer s'engouffrèrent dans une brèche de plus de 100 kilomètres. La manœuvre allemande se développa finalement comme Manstein l'avait prévue dans son plan d'opérations. Cependant, l'avancée des blindés prit la forme d'une faux effilée, en raison de l'absence de protection sur les flancs. De là vint le qualificatif forgé après la guerre de « coup de faucille » (*sickle cut*), dont l'auteur est Winston Churchill²⁶. Au sixième jour de l'offensive, la poussée vers l'ouest avait progressé de plus de 120 kilomètres, depuis la Meuse en direction de la Manche, et elle avait déjà atteint l'Oise.

À partir de ce moment, une autre occasion en or semblait se présenter aux Alliés. Une brèche parfaitement observée par l'aviation de reconnaissance française apparaissait entre les divisions blindées et celles de l'infanterie qui suivaient péniblement à marches forcées. Les Panzer progressaient dans un étroit couloir d'environ soixante kilomètres de large et les unités d'infanterie affichaient un retard de trois

²⁴ *Ibid.*, p. 12.

²⁵ *Ibid.*, p. 12-13.

²⁶ *Ibid.*, p. 77 et 212 ; Frieser, « Die deutschen Blitzkriege... », p. 191 ; Frieser, « Der Westfeldzug... », p. 192. Le terme « coup de faucille » n'était pas l'appellation contemporaine. D'après François Delpha, *La Ruse nazie. Dunkerque – 24 mai 1940*, Paris, France-Empire, 1997, p. 120 (notes # 30-31), on ne retrouve aucune occurrence de l'expression dans les documents de l'époque. Il l'attribue à Churchill qui, après la guerre, évoqua le « coup de faucille » allemand. Winston Churchill, *The Second World War*, vol 2 : *Their Finest Hour*, Londres, 1949, p. 74. Jacobsen, dans *Fall Gelb...*, aurait été le premier à l'employer dans la littérature spécialisée.

à quatre jours, soit une distance de 100 à 125 kilomètres. La 10^e division blindée, qui s'efforçait de rejoindre les 1^{re} et 2^e divisions blindées du corps de Guderian, s'allongeait déjà sur une centaine de kilomètres²⁷.

Cette situation suscitait la plus vive appréhension de Hitler, du colonel-général Rundstedt, commandant en chef du groupe d'armées A, et du général Kleist, chef du groupe de Panzer qui coiffait les 19^e et 41^e corps blindés de Guderian et de Reinhardt. L'avance des chars de Guderian était telle qu'ils redoutaient une contre-attaque française sur son flanc gauche. Dans les échelons supérieurs du haut commandement allemand, on vivait rien de moins que dans l'angoisse d'une réédition du « miracle de la Marne » qui avait conduit à l'échec du « plan Schlieffen » en septembre 1914. Ce vide qui ne cessait de se creuser entre les blindés et l'infanterie fut à l'origine de sérieuses tensions entre Guderian et ses chefs immédiats. Comme Hitler le soulignait au quartier général de Rundstedt à Bastogne, le 17 mai, la menace n'était pas uniquement militaire, mais politique et psychologique. « En aucun cas », déclarait-il, « il ne doit se produire un revers [...] qui relèverait de manière fatidique le moral de nos ennemis, non seulement de leur armée, mais aussi de leurs dirigeants politiques »²⁸.

Déjà le 15 mai, Kleist, inquiet de la poussée foudroyante du 19^e corps blindé à flancs découverts, avait ordonné à Guderian de faire une pause pour permettre à l'infanterie de rattraper ses unités de Panzer et, par le fait même, de faire face à une éventuelle contre-attaque française. Guderian avait refusé de se conformer à cet ordre qui, selon lui, revenait à renoncer à l'effet de surprise et à tous les succès initiaux. Après une discussion animée au téléphone, Kleist l'avait autorisé à poursuivre son avance pendant vingt-quatre heures, avant d'effectuer une pause pour permettre le regroupement des divisions d'infanterie dans la tête de pont de Sedan²⁹. Bien décidé à exploiter en profondeur la rupture du front ennemi, le commandant en chef du 19^e corps blindé avait poursuivi cependant son avance bien au-delà de ce qui lui était permis.

Mais les nerfs de Hitler finirent par lâcher. Le dictateur était convaincu que les Français montaient une importante contre-attaque depuis le sud pour couper les faibles pointes blindées de ses arrières. Lorsqu'ils s'entretinrent à l'aube du 17 mai, Rundstedt l'appuya en lui faisant part de ses craintes quant à une contre-attaque surprise des troupes françaises dans la région de Verdun et de Châlons-sur-Marne. Hitler lui demanda alors de mettre un frein à l'avance de Guderian qui avait déjà atteint l'Oise. Ce dernier fut donc invité à observer une pause de deux jours afin de permettre à l'infanterie de rejoindre ses unités blindées et d'assurer la protection de son flanc gauche le long de l'Aisne. Cet « ordre d'arrêt » (*Haltbefehl*), le premier de la campagne, auquel s'opposèrent énergiquement Brauchitsch et Halder, fut transmis à Guderian par Kleist, qui l'avait invité à se présenter à 7 heures à l'aérodrome de campagne de Montcornet. S'ensuivit entre les deux hommes une discussion extrêmement orageuse. Convaincu par des

²⁷ Masson, *Histoire de l'armée française...*, p. 223-225.

²⁸ Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 115.

²⁹ Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale...*, p. 77. Voir aussi Downing, *The Devil's Virtuosos...*, p. 39.

reconnaisances aériennes qu'aucune menace ne pesait sur son flanc gauche, Guderian brandit sur-le-champ sa démission que Kleist s'empressa d'accepter. Averti de l'affaire, Rundstedt s'empressa de trouver un compromis. Le lendemain soir, à 18 heures, Guderian réintégra son commandement et était autorisé à poursuivre vers la Manche une « reconnaissance en force », tout en laissant sur place son quartier général. Hitler ne s'était résolu à accepter ce compromis qu'en raison de l'assurance donnée par Halder que l'infanterie s'alignait progressivement sur l'Aisne pour former un bouclier³⁰.

Avant la campagne, Hitler avait affirmé à maintes reprises que la France s'écroulerait comme un château de cartes. Maintenant que cette prédiction se concrétisait, il avait du mal à y croire. Le 17 mai, Halder notait dans son journal : « Un jour bien désagréable. Le Führer est terriblement nerveux. Il est tracassé par ses propres succès, ne veut rien risquer et insiste pour nous retenir. Avance l'excuse que tout cela vient de son souci pour le flanc gauche [...] ». Hitler ne fut guère mieux disposé le lendemain, malgré les nombreuses nouvelles sur la débâcle française. Ce jour là, Halder rapportait dans son journal :

« Le Führer se fait du souci inexplicable au sujet du flanc sud. Il enrage et hurle que nous sommes en train de ruiner toute l'opération, que nous risquons une défaite. Il ne veut avoir aucune part dans la poursuite de l'avance vers l'ouest, abandonne le sud-ouest et s'accroche toujours à l'idée d'une poussée vers le nord-ouest. C'est le sujet d'une dispute fort déplaisante entre le Führer, d'une part, Brauchitsch et moi de l'autre »³¹.

Ce danger venant du flanc gauche, s'avéra être un fantôme. Aucun argument, même ceux de Halder s'appuyant sur les rapports clairs et précis du service de renseignements, ne parvinrent réellement à délivrer Hitler de sa peur instinctive des flancs ouverts. Comme Manstein le remarquait ironiquement, Hitler avait sous les yeux le « fantôme » d'une menace de revers. Dans la même foulée, il soulignait également le fait que c'était le dictateur qui portait la responsabilité de l'absurde interruption de l'opération³². Pourtant, Rundstedt et Kleist avaient eux aussi leur part de responsabilités dans cet « ordre d'arrêt » lourd de conséquences.

L'avancée des Panzer jusqu'à la Manche

Friedrich-Wilhelm von Mellenthin, futur lieutenant-général, a estimé que dans la campagne de l'Ouest, n'ont été commises que deux erreurs capitales : l'« ordre d'arrêt » de Montcornet et l'« ordre d'arrêt » de Dunkerque. Certains en déduisent même que si l'attaque allemande n'avait pas été freinée du 17 au 18 mai, le « miracle de Dunkerque » aurait eu peu de chance de se produire³³. Quoiqu'il en soit, Guderian avait eu raison de vouloir exploiter au maximum sa progression vers la mer, puisque les Alliés n'étaient aucunement en mesure de lancer une contre-offensive de grand style sur le flanc sud de son corps

³⁰ Masson, *Histoire de l'armée française...*, p. 225-226. Voir aussi Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 287 ; Downing, *The Devil's Virtuosos...*, p. 40.

³¹ Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale...*, p. 85-86 ; Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 768.

³² Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 122 et 127.

³³ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 275.

blindé. Halder aussi avait vu juste ; les Français n'avaient tout simplement pas les forces nécessaires pour monter une contre-attaque à partir du sud.

Le 16 mai, au cours d'une réunion à Paris, au Quai d'Orsay, en présence de Churchill, de Reynaud et de Daladier, le général Gamelin dut reconnaître qu'il lui était impossible d'ordonner une contre-attaque d'envergure sur le flanc sud du groupe d'armées de Rundstedt. À ce moment-là, les avant-gardes de celui-ci étaient à plus de 100 kilomètres à l'ouest de Sedan. Rien de bien sérieux ne se trouvait entre elles et Paris, ni entre elles et la Manche. « Où sont les réserves stratégiques ? », demanda Churchill à Gamelin, puis en français : « Où est la masse de manœuvre ? ». Le commandant en chef des armées françaises se tourna vers lui, hocha la tête, haussa les épaules et répondit : « Aucune, il n'y en a plus ! »³⁴. En fait, seule la 4^e division blindée du colonel Charles de Gaulle parvint à lancer des contre-attaques dans le secteur de Montcornet et de Crécy-sur-Serre, les 17 et 19 mai. Privées d'appui aérien, elles se soldèrent néanmoins par de flagrants échecs, refoulées, à chaque fois, par des forces blindées et l'intervention de la Luftwaffe. Ainsi, elles ne contrarièrent en rien l'exécution générale de la manœuvre allemande³⁵.

Guderian n'en demanda pas plus. Son corps blindé reprit sa progression ininterrompue vers la Manche. Le 18 mai, il traversa l'Oise et occupa Saint-Quentin. Deux jours plus tard, il s'empara d'Amiens et atteignit, le soir même, Abbeville aux abords de la mer, coupant définitivement les lignes de communication de l'aile gauche alliée en Belgique. L'objectif opérationnel visé par Manstein était ainsi atteint. Tout au long de son avancée fulgurante, le corps blindé de Guderian avait établi des têtes de pont sur la Somme, à Péronne, à Amiens et à Abbeville, que les Alliés, en dépit de l'emploi de moyens importants, n'avaient pu réduire. En fait, les attaques menées par les 2^e et 4^e divisions blindées françaises à Abbeville s'étaient brisées sur des champs de mines ou sur le barrage de canons de 88 mm utilisés, pour la première fois, en armes antichars. À l'abri, derrière une ligne de défense établie le long de l'Aisne et de la Somme, le 19^e corps blindé de Guderian remonta peu après vers le nord et investit Boulogne le 22 mai et Calais le lendemain.

Les autres corps blindés ne furent pas en reste, puisqu'ils remontèrent en direction de Cambrai et d'Arras, où la 7^e division blindée de Rommel, sous le commandement du 15^e corps blindé de Hoth, dut établir un barrage de canons de 88 mm pour briser l'assaut des chars britanniques qui tentaient de percer vers le sud. Aussitôt cette contre-attaque repoussée, les 15^e et 41^e corps blindés de Hoth et de Reinhardt purent poursuivre leur avancée en se dirigeant vers Lille. Les Panzer du groupe d'armées A se retrouvaient alors sur les arrières immédiats des forces franco-britanniques entrées en Belgique qui, à la suite de replis successifs derrière l'Escaut, étaient toujours durement pressées par les 6^e et 18^e armées de Reichenau et de Küchler.

La phase décisive de l'opération « coup de faucille » s'achevait ainsi sur un succès. Les chars d'assaut allemands avaient enfoncé un coin dans le front des Alliés et enfermé la totalité de l'aile nord

³⁴ Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 767-768.

³⁵ Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 115.

contre les côtes de la Manche. Dans cette gigantesque nasse, d'une longueur de 200 kilomètres et d'une profondeur allant jusqu'à 140 kilomètres, se trouvaient non seulement l'armée de terre belge, mais aussi le corps expéditionnaire britannique, les 1^{re} et 7^e armées françaises, ainsi que des éléments dispersés de la 9^e armée³⁶. Prise au piège, l'aile nord des Alliés semblait définitivement condamnée³⁷. Même le remplacement, le 19 mai, du général Gamelin par le général Maxime Weygand au poste de commandant en chef des armées françaises ne put rien changer au sort qui attendait les Alliés. Et encore moins la nomination du maréchal Philippe Pétain à titre de vice-président du Conseil, le jour précédent, à la suite du remaniement du gouvernement effectué par le président du Conseil Paul Reynaud.

Le second « ordre d'arrêt » et la bataille de Dunkerque : le premier revers allemand de la guerre

Le 24 mai, au matin, les Allemands n'étaient plus qu'à 15 kilomètres de Dunkerque, le dernier port sur la Manche encore disponible pour les Alliés. Les premières unités du corps blindé de Guderian avaient déjà franchi le canal de l'Aa, entre Gravelines et Saint-Omer, le dernier obstacle naturel, après avoir établi cinq têtes de pont. Entre les chars allemands et Dunkerque, il n'y avait plus aucune troupe ennemie d'importance notable. Ce n'était donc plus qu'une question d'heures pour que le seul port sur la Manche restant aux Alliés tombe entre les mains des Allemands. Dès que cette dernière issue serait verrouillée, environ un million de soldats belges, britanniques et français se trouveraient pris au piège. La majorité d'entre eux se trouvaient encore à quelque 100 kilomètres de Dunkerque. Aux prises avec le groupe d'armées B, ils n'avaient plus aucune chance de réagir à la menace mortelle qui se dessinait dans leur dos. C'est alors que se produisit l'un des épisodes les plus remarquables de l'histoire militaire : le « miracle de Dunkerque ». Les soldats alliés se rendirent compte avec étonnement que les redoutables chars allemands restaient immobiles.

Pourquoi cette décision de stopper les chars, alors qu'ils étaient sur le point d'obtenir la plus grande victoire allemande de la campagne ? Cet « ordre d'arrêt », le second de la campagne, est à l'origine d'interminables controverses depuis la fin de la guerre. Selon une légende tenace, le Führer aurait donné cet ordre pour des motifs avant tout politiques. Pour certains, en laissant échapper le corps expéditionnaire britannique, il aurait voulu épargner à la Grande-Bretagne une humiliation amère et l'amener ainsi, après la chute de la France, à conclure une paix de compromis. Une paix dans laquelle le gouvernement de Londres aurait évidemment reconnu la suprématie de l'Allemagne sur le continent européen, en la laissant libre de se tourner de nouveau vers l'Est, cette fois, contre la Russie bolchevique. En vertu de l'admiration qu'il éprouvait envers la Grande-Bretagne, Hitler aurait aussi voulu ménager sa puissance militaire pour assurer la pérennité de son empire, facteur important de l'équilibre mondial. Tout comme à l'époque où il avait écrit *Mein Kampf*, il se serait alors bercé une fois de plus de l'illusion d'une alliance entre une

³⁶ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 295-296.

³⁷ Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 115-116.

Allemagne dominant le continent européen et une Grande-Bretagne maîtresse des mers. Pour d'autres, il aurait simplement souhaité accorder un délai de réflexion à Londres et à Paris. En suspendant immédiatement les opérations et en entamant des négociations avec Berlin, les gouvernements britanniques et français auraient pu bénéficier de conditions de paix avantageuses³⁸.

En réalité, il semble que le Führer, à ce moment fatidique de la campagne, n'ait aucunement songé à une alliance avec la Grande-Bretagne ou à un accord sur leurs intérêts mutuels, d'autant plus que la victoire militaire qu'il était sur le point de remporter en France se révélait beaucoup plus expéditive et grandiose qu'il ne l'avait escompté en début de campagne. Il se serait alors mis à rêver d'une Allemagne dominant sans partage l'ensemble du continent européen. Certes, il souhaitait toujours parvenir à un arrangement politique avec l'Angleterre. Mais il est clair que la place qu'il entendait lui accorder dans le nouvel ordre européen en devenir n'aurait été que celle d'un partenaire subalterne. Il ne s'agissait donc plus de préserver et de consolider l'empire maritime britannique pendant que le III^e Reich poursuivrait son expansion terrestre en Europe de l'Est, mais de s'approprier certaines possessions coloniales anglaises qui pourraient convenir à une Allemagne désireuse de redevenir une puissance coloniale ou à un allié comme l'Italie de Mussolini. Dans la vision du monde du Führer, la Grande-Bretagne n'était rien de plus qu'un partenaire subalterne au service d'un grand Reich allemand dominant non seulement le continent européen mais également les mers et les océans. Il n'avait donc aucunement l'intention de laisser échapper le corps expéditionnaire britannique de la poche de Dunkerque. L'avantage politique que son annihilation pouvait lui procurer, que ce fût pour contraindre la Grande-Bretagne à demander la paix ou pour redéfinir les sphères d'influence, était beaucoup trop important pour être gaspillé³⁹. D'ailleurs, si l'on en croit son officier d'ordonnance de la Luftwaffe, le major Below, l'armée anglaise ne comptait aucunement pour lui lors de la bataille de Dunkerque⁴⁰.

D'après les études les plus solides, Hitler aurait donné cet ordre pour des raisons militaires et sur les conseils de ses principaux chefs militaires. Ainsi, il n'aurait fait que confirmer les directives de Rundstedt, de Keitel, de Jodl et de Göring. Sa décision aurait été inspirée principalement par trois motifs : le désir de conserver ses Panzer pour la seconde partie de l'offensive ; la crainte de leur enlèvement dans la Flandre marécageuse ; et les arguments de Göring en faveur de la Luftwaffe.

Dans la matinée du 24 mai, Hitler se rendit au quartier général du groupe d'armées A qui se trouvait alors à Charleville, à environ 100 kilomètres de la Manche, pour discuter avec Rundstedt de la situation militaire. Considérant la victoire acquise dans le nord de la France, Rundstedt, l'un des généraux en qui Hitler avait le plus confiance, proposa d'arrêter l'avance des divisions blindées sur l'Aa, à proximité de la poche de Dunkerque, jusqu'à ce qu'on ait amené davantage d'infanterie. Éprouvées par

³⁸ À ce sujet, voir notamment Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 293 ; Masson, *Histoire de l'armée française...*, p. 232 ; Weinberg, *A World at Arms...*, p. 130-131 ; Irving, *Hitler's War...*, p. 120-122 ; Lukacs, *Le Duel Churchill-Hitler...*, p. 118-124 ; Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 334-337.

³⁹ Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 294 ; Lukacs, *Le Duel Churchill-Hitler...*, p. 272.

⁴⁰ Below, *Als Hitlers Adjutant...*, p. 232.

une progression ininterrompue de deux semaines, les unités de Panzer avaient, estima-t-il, besoin d'un repos pour être remises en état. Il fallait aussi les tenir en réserve pour les regrouper dans la perspective d'une contre-attaque venant du sud et surtout de l'ultime offensive au sud de la Somme et de l'Aisne, dans le cadre du « plan rouge » conçu pour éliminer le restant des forces françaises.

Hitler approuva sur-le-champ les propos de Rundstedt, d'autant plus qu'ils renforçaient les conclusions auxquelles Keitel, Jodl et lui-même en étaient arrivés précédemment. Pour Hitler et les deux chefs de l'OKW, la nature du terrain ne se prêtait pas à une attaque des blindés, la Flandre étant une région marécageuse. De même, une telle attaque, en vue de réduire la poche de Dunkerque, entraînerait des pertes sévères en Panzer et affaiblirait l'offensive imminente dans le sud de la France.

En outre, Göring conforta Hitler dans sa décision de mettre un frein à la progression des chars. Il le persuada que sa Luftwaffe était capable, à elle seule, de porter le coup de grâce aux armées alliées encerclées dans la zone de Dunkerque, éliminant ainsi la nécessité d'employer les formations blindées pour cette opération. Voulant sans doute permettre à son aviation de livrer la bataille décisive et s'attribuer la gloire du succès, Göring fit valoir à Hitler l'avantage de liquider la poche sans sacrifier le moindre char et, par conséquent, sans retarder la seconde partie de l'offensive en France.

C'est à 12h45 que le célèbre « ordre d'arrêt » de Dunkerque fut promulgué. Il est clair que l'idée de Hitler, suggérée par les Rundstedt, Keitel, Jodl et Göring, mais énergiquement combattue par Brauchitsch et Halder, était de laisser la Luftwaffe et le groupe d'armées B éliminer les troupes ennemies prises dans la poche. Pour sa part, le groupe d'armées A, avec la masse des éléments blindés, resterait sur ses positions et maintiendrait l'encerclement, tout en assurant la protection du flanc sud⁴¹. Mais il n'y eut aucune magnanimité dans la décision de retenir les chars devant Dunkerque. Hitler, on l'a vu, voulait mettre à genoux la Grande-Bretagne pour l'obliger à accepter ses conditions de paix. Il n'avait aucun intérêt à laisser le corps expéditionnaire britannique échapper à la captivité ou à la destruction⁴². Pour s'en convaincre, on n'a qu'à jeter un coup d'œil sur sa directive du 24 mai : « Le prochain objectif des opérations est l'anéantissement des forces franco-belgo-anglaises enfermées en Artois et dans les Flandres [...]. La mission de la Luftwaffe sera de briser toute résistance hostile des éléments enfermés »⁴³.

Le lendemain, au matin du 25 mai, lorsque Brauchitsch demanda que les chars fussent engagés dans les plaines de Dunkerque, le Führer s'y opposa, lui expliquant que la région de la Flandre n'était pas propice aux unités blindées et que le risque était trop grand de manquer ensuite de chars pour l'offensive dans le sud. Il n'en laissa pas moins la décision finale à Rundstedt qui choisit de ne pas déployer les chars contre Dunkerque, parce qu'il avait besoin de les regrouper en vue de l'opération dans le sud. Brauchitsch

⁴¹ Umbreit, « The Battle For Hegemony... », p. 289-291 et 293-294 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 447-449 ; Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 116-118 ; Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale...*, p.86-89 ; Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 772-774 ; Cooper, *The German Army...*, p. 230-232.

⁴² Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 448-449.

⁴³ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 336.

et Halder en furent atterrés. Il leur fallait s'accommoder d'un chef suprême de la Wehrmacht qui intervenait de plus en plus directement dans la conduite des opérations.

Le chef de l'état-major général de l'OKH, en particulier, était l'un des seuls généraux, avec Guderian, à avoir compris les nécessités du concept opérationnel de Manstein⁴⁴. Initialement opposé au plan de celui-ci, il s'était néanmoins laissé convaincre de sa pertinence après que le Führer l'eut imposé à l'OKH à la mi-février. Ainsi, le 17 mai, Halder s'était-il opposé farouchement à l'arrêt des Panzer de Guderian ordonné par Hitler. À l'instar du chef du 19^e corps blindé, il était d'avis que les colonnes de chars du groupe d'armées A devaient atteindre le plus rapidement possible les côtes de la Manche, sans se soucier de leurs flancs ouverts, afin d'empêcher les armées alliées du nord de s'échapper du piège que leur avait tendu le groupe d'armées B en Belgique. C'est seulement le lendemain soir, après avoir été assuré que les divisions d'infanterie prenaient position sur l'Aisne, que Hitler s'était résolu à laisser les unités blindées de Guderian poursuivre leur avance. En réaction à l'« ordre d'arrêt » de Dunkerque, Halder expliquait, dans son journal, la raison de sa colère :

« J'avais conçu la bataille de la façon suivante : le groupe d'armées B intervenait pour une attaque puissante, frontalement, face à un ennemi qui, conformément au plan, était en train de décrocher ; il devait seulement immobiliser l'ennemi ; le groupe d'armées A, qui rencontrait un ennemi battu et s'élançait dans le dos de celui-ci, devait emporter la décision. Le moyen, pour cela, c'étaient les troupes rapides. [...] Il se produit donc un retournement total. Je voulais faire du groupe d'armées A un marteau, du groupe d'armées B une enclume. Maintenant, on fait du groupe d'armées B le marteau et du groupe d'armées A l'enclume. Comme le groupe d'armées B a en face de lui un front bien articulé, cela va coûter beaucoup de sang et durer très longtemps »⁴⁵.

À l'OKH, régnait une incompréhension des plus totales, comme en témoignent les propos du lieutenant-colonel Heusinger, chef de la section des opérations : « Qu'est-ce que cet ordre insensé d'arrêter les formations cuirassées au sud de Dunkerque ? Voulons-nous faciliter la tâche aux Anglais dont tout le corps expéditionnaire est groupé autour de Dunkerque ? Voulons-nous lui donner l'opportunité d'évacuer ses troupes ? C'est absurde ! »⁴⁶.

Des protestations s'élevèrent aussi parmi les généraux de la Luftwaffe, comme le major-général Wolfram von Richthofen et le général Albert Kesselring. Ils considéraient comme irréaliste l'affirmation du feld-maréchal Göring qui voulait liquider les troupes ennemies encerclées à Dunkerque avec la seule Luftwaffe. De même, pour le colonel-général Bock, il était incompréhensible que ce soit son groupe d'armées et ses divisions d'infanterie qui aient à mener l'assaut sur Dunkerque, distante de 75 kilomètres, alors que le groupe d'armées de Rundstedt et ses divisions de Panzer restaient immobiles à 15 kilomètres de la ville et dans le dos de l'ennemi. Quant au général Guderian, il resta muet, selon son propre témoignage, quand il apprit l'« ordre d'arrêt ». Plus tard, il parla d'une « intervention du commandement

⁴⁴ Roth, « The Campaign Plan "Case Yellow"... », p. 54 ; Frieser, « Der Westfeldzug... », p. 192.

⁴⁵ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 319. Voir aussi Cooper, *The German Army...*, p. 233-234.

⁴⁶ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 319.

suprême dans les opérations qui devait influencer le déroulement de toute la guerre de la façon la plus néfaste »⁴⁷.

Il s'avéra très vite que l'arrêt des divisions de Panzer avait été une erreur grotesque et lourde de conséquence. Ni la Luftwaffe de Göring ni le groupe d'armées de Bock ne se révélèrent capables d'exécuter leur mission. La Luftwaffe, qui ne disposait encore que de terrains éloignés, fut gênée par le mauvais temps et surtout par l'intervention massive des escadrilles de chasse britannique qui opéraient tout près du sud de l'Angleterre. Quant au groupe d'armées B, son avance était trop lente, faute d'éléments blindés et motorisés suffisants. Ce n'est que le 26 mai, alors qu'il était trop tard, que Rundstedt, peu à peu, se mit à douter de la justesse de l'« ordre d'arrêt ». Il alla sur le front voir Kleist et Hoth qui, tous deux, insistèrent avec véhémence pour que la liberté de mouvement leur soit redonnée. Il ne lui resta plus alors qu'à mettre Hitler au courant de la tournure des événements, à la suite de quoi celui-ci abrogea, à 13h30, l'« ordre d'arrêt ». Or, entre-temps, les formations blindées s'étaient mises au repos, étaient en cours de restructuration ou occupées à des travaux de réparation. Par conséquent, l'offensive ne put recommencer que le 27 mai, à 8 heures. Les divisions de Panzer étaient ainsi restées immobiles devant Dunkerque pendant trois jours et huit heures au total⁴⁸.

Durant ce délai, les Alliés avaient eu le temps de construire tout autour de Dunkerque une position défensive échelonnée en profondeur et de réunir à la hâte une flotte d'évacuation, dans le cadre de l'opération « Dynamo », afin de procéder à l'embarquement des soldats pour l'Angleterre. Le corps blindé de Guderian se heurta à une résistance bien organisée qu'il ne put enfoncer de manière significative. Privé d'un soutien massif régulier de la Luftwaffe, retenue au sol par le mauvais temps ou accaparée par l'opposition inattendue de l'aviation de chasse britannique, il dut assister, impuissant, au rembarquement des troupes alliées. L'opération « Dynamo », du 26 mai au 4 juin, dernier jour de la bataille de Dunkerque, permit aux Alliés de sauver 338 682 hommes en les envoyant en Angleterre. En tout, avec les quelque 28 000 soldats évacués auparavant de divers ports de la Manche et des quelque 4 000 Britanniques que l'on avait sauvés en les envoyant dans des ports français, le chiffre total atteint environ 370 000 hommes. Il y avait parmi eux approximativement 247 000 Britanniques et 123 000 Français⁴⁹.

Néanmoins, 80 000 soldats français n'avaient pu être évacués à temps de Dunkerque et il fallait leur ajouter la reddition de 35 000 hommes de ce qui restait de la 1^{re} armée encerclée dans la région de Lille. Malgré le revers qu'elle avait subi à Dunkerque, son premier depuis le début de la guerre, la Wehrmacht pouvait néanmoins revendiquer, en moins de trois semaines de combat, la capitulation des forces néerlandaises et belges, respectivement les 15 et 28 mai, la destruction de trois armées françaises et l'expulsion du continent du corps expéditionnaire britannique. La France avait déjà perdu 250 000 soldats provenant de ses meilleures troupes, 930 chars de combat et l'importante région économique et

⁴⁷ *Ibid.*, p. 319-320 et 333-334.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 323-324.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 325-326. Voir aussi Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 293.

industrielle du nord-est. Du côté de l'Angleterre, en dépit du rapatriement du corps expéditionnaire, les pertes étaient également sévères : 68 000 soldats et un peu plus de 100 blindés⁵⁰. Ses forces terrestres pouvaient néanmoins être considérées comme battues, puisque seule une division canadienne possédait des armes lourdes en sol britannique.

La première phase de la campagne : une victoire opérationnelle ou stratégique ?

Brauchitsch et Halder avaient peine à dissimuler leur colère. Selon eux, si le 19^e corps blindé de Guderian n'avait pas été contraint de faire une halte de plus de trois jours, il aurait pu liquider la poche et empêcher un rembarquement massif de troupes alliées vers l'Angleterre. Jamais celles-ci n'auraient eu le temps nécessaire pour établir une résistance bien organisée autour de Dunkerque.

Bien que le terrain de la région de la Flandre, sillonné de canaux, de fossés et de marais, ne convînt pas aux chars, le corps blindé de Guderian n'en avait pas moins établi cinq têtes de pont sur l'Aa, entre Gravelines et Saint-Omer, au moment de l'« ordre d'arrêt » du 24 mai⁵¹. Ce jour là, il n'y avait qu'un seul bataillon britannique pour tenir les quelque trente kilomètres de l'Aa, entre Gravelines et Saint-Omer. Les blindés allemands n'eurent donc aucune difficulté pour constituer des têtes de pont de l'autre côté du fleuve. D'ailleurs, celui-ci était, selon le général Lord Gort, commandant en chef du corps expéditionnaire britannique, le seul obstacle antichars des troupes alliées prises dans la poche de Dunkerque. Une fois l'Aa franchi, rien n'aurait pu arrêter les unités blindées de Guderian et les empêcher de barrer la ligne de retraite du corps expéditionnaire britannique, dont le gros des troupes n'était pas encore rassemblé au port⁵². Rien n'aurait pu les empêcher de porter le coup fatidique qui aurait martelé les armées alliées du nord sur l'enclume des 6^e et 18^e armées de Bock, arrivant du nord-est, et les empêcher également de les détruire en totalité, excepté l'ordre de Hitler leur imposant une halte.

Même si elle ne fut maintenue que trois jours, cette halte permit à Lord Gort de déployer contre les unités de Panzer de Guderian trois divisions d'infanterie avec un lourd soutien d'artillerie⁵³. Cela s'avéra suffisant. Dès qu'il se remit en marche, le 19^e corps blindé fut incapable de réaliser une quelconque percée importante dans le dispositif défensif ennemi établi autour de Dunkerque et encore moins d'empêcher le rembarquement de la plupart des troupes prises dans la poche. Par l'« ordre d'arrêt » des Panzer du 24 mai, Hitler avait compromis le succès de l'opération « coup de faucille ». Et cette bataille de « Cannes parfaite » qu'avait espéré reproduire l'école de Schlieffen n'eut pas lieu. Au contraire, l'embarquement pour l'Angleterre du corps expéditionnaire britannique ravala la victoire

⁵⁰ *Ibid.*, p. 294-295.

⁵¹ Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 772.

⁵² Liddell Hart, *Histoire de la Deuxième Guerre mondiale...*, p. 85.

⁵³ Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 776.

stratégique visée par Manstein à une simple victoire opérationnelle⁵⁴. Tout compte fait, la campagne de l'Ouest ne fut rien d'autre, pour faire référence au titre du premier tome des mémoires de Manstein, qu'une « victoire perdue »⁵⁵. En fait, c'était sa première « victoire perdue » de la Deuxième Guerre mondiale⁵⁶.

Le Führer possédait certes un instinct naturel pour juger des possibilités opérationnelles, comme l'avait démontré l'adoption du plan préconisé par Manstein pour l'offensive à l'Ouest. Cependant, il lui manquait la formation du véritable officier d'état-major qui permet d'accepter un risque provisoire afin de maintenir en vue l'objectif stratégique recherché. D'ailleurs, il arrêta à deux reprises l'avance des Panzer du groupe d'armées A : une première fois au cours de leur progression vers les côtes de la Manche ; et une deuxième fois devant Dunkerque. Tout comme Rundstedt, Keitel, Jodl et Kleist, Hitler avait été stupéfait par la facilité avec laquelle ses divisions blindées avaient franchi la Meuse, sans devoir faire face à la moindre contre-offensive d'envergure sur leur flanc sud. Il avait eu du mal à croire en cette chance. L'extraordinaire facilité de la progression vers la mer et l'absence de résistance rencontrée par ses unités de Panzer au cours de celle-ci avaient accentué son angoisse. Il n'y avait pas de doute que l'absence de Manstein au poste de chef d'état-major du groupe d'armées A s'était lourdement fait sentir lors de ces moments cruciaux.

Après la guerre, la plupart des généraux allemands, dont Manstein, Guderian et Halder, rejetèrent le blâme exclusivement sur Hitler. Même Rundstedt rejeta entièrement la faute sur Hitler, alors qu'il avait pourtant exercé une influence décisive dans la décision de celui-ci d'arrêter les Panzer devant Dunkerque⁵⁷. Sans doute pour préserver l'image d'un haut commandement militaire exceptionnel et remarquable sur le plan opérationnel, mais victime des incessantes interventions du Führer dans la conduite de la guerre, et donc des erreurs dues à son dilettantisme, Manstein, Guderian et Halder épargnèrent ainsi Rundstedt, Kleist, Keitel et Jodl.

Manstein dressa même un bilan exagéré des conséquences de Dunkerque : « [...] le fait d'avoir permis l'évacuation de Dunkerque constitua une des fautes les plus décisives de Hitler. Elle l'empêcha plus tard de tenter l'invasion de l'Angleterre et permit par la suite aux Britanniques de poursuivre la guerre en Afrique et en Italie »⁵⁸. Si le retrait du corps expéditionnaire britannique permit effectivement aux Anglais de poursuivre la guerre en Afrique du Nord après la chute de la France, il est faux cependant de prétendre, comme Manstein le fit dans ses mémoires, qu'il empêcha la Wehrmacht de tenter l'invasion de l'Angleterre. S'il n'y eut pas d'invasion, c'est tout simplement parce que l'OKH décida de se tourner

⁵⁴ Frieser, « Die deutschen Blitzkriege... », p. 191 ; Frieser, « The Execution of "Case Yellow"... », p. 80 ; Roth, « Operational Thinking in Schlieffen... », p. 40 ; Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 339. Voir aussi Heuer, *Die deutschen Generalfeldmarschälle...*, p. 91 ; Moll, *Die deutschen Generalfeldmarschälle...*, p. 120.

⁵⁵ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 339.

⁵⁶ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 193-194.

⁵⁷ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 122-124 et 126-128. Voir aussi Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 773.

⁵⁸ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 122.

de nouveau vers l'Est, cette fois, contre l'URSS. Et le résultat de la bataille d'Angleterre n'influença aucunement une décision prise avant son déclenchement.

Si Hitler n'avait pas ordonné l'arrêt de ses divisions blindées devant Dunkerque et que celles-ci avaient pu empêcher l'évacuation des troupes alliées prises dans la poche, procurant ainsi le succès stratégique recherché par Manstein, la Grande-Bretagne aurait-elle capitulé ? Pour certains, si le corps expéditionnaire britannique avait été perdu, il aurait été presque impossible pour Churchill de survivre aux pressions croissantes de ceux qui, en Grande-Bretagne, voulaient trouver un accommodement avec Hitler⁵⁹.

En tout état de cause, la bataille de Cannes (216 av. J.-C.) est un paradigme classique d'une victoire d'annihilation complète sur un champ de bataille qui n'apporta pas nécessairement une décision politique. Malgré une manœuvre d'enveloppement magistralement orchestrée aux dépens des Romains, la victoire d'annihilation remportée par Hannibal à Cannes n'entraîna pourtant pas de décision stratégique. Au contraire, car les gagnants de cette bataille allaient finalement perdre la deuxième guerre punique (218-201 av. J.-C.)⁶⁰.

Le 38^e corps d'armée de Manstein condamné à rester sur la défensive

Après avoir pris le commandement du 38^e corps d'armée, le lieutenant-général Manstein s'était occupé à organiser son état-major à Stettin et à superviser l'entraînement des divisions en cours de formation. Son brusque éloignement de l'état-major du groupe d'armées A, alors qu'il était pourtant le concepteur du plan d'opérations de la campagne de France, ne l'avait guère réjoui :

« Pendant que les autres mettaient au point les idées que j'avais si longtemps défendues, j'eus d'abord la tâche modeste d'organiser mon état-major à Stettin et d'inspecter de temps en temps les divisions en cours de formation en Poméranie et en Posnanie. Le 10 mai 1940, j'appris le début de l'offensive par la radio à Liegnitz, où je passais pour une permission de quarante-huit heures. Il va de soi qu'au cours des jours suivants toutes mes pensées et tous mes vœux accompagnèrent nos unités en marche dans les Ardennes. [...] Mais on comprendra aussi qu'il ne m'était pas précisément agréable de me trouver si loin à l'arrière, tandis que d'autres appliquaient le plan pour lequel je m'étais si longtemps et si farouchement battu »⁶¹.

Le 10 mai, au soir, il avait reçu l'ordre de transférer le quartier général de son corps d'armée de Stettin à Brunswick. Trois jours plus tard, le 38^e corps d'armée passait brièvement sous le commandement du groupe d'armées B avant d'être affecté, le 16 mai, au groupe d'armées A. Au sein de celui-ci, il devait s'incorporer à la 12^e armée, qui se trouvait entre la 4^e au nord et la 16^e au sud. La 12^e armée était chargée de poursuivre l'attaque vers l'ouest, c'est-à-dire vers la Somme inférieure, tandis que la 2^e, orientée face au sud-ouest, devait s'insérer entre la 12^e et la 16^e.

⁵⁹ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 328-329 ; Lukacs, *Le Duel Churchill-Hitler...*, p. 125-126.

⁶⁰ Roth, « Operational Thinking in Schlieffen... », p. 38 ; Frieser, « The Execution of "Case Yellow"... », p. 80.

⁶¹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 125-126.

Cependant, le 17 mai, la 12^e armée recevait pour instructions de s'orienter au sud-ouest, en se plaçant sur la défensive. La 2^e s'introduirait entre la 4^e et la 12^e pour continuer l'attaque en direction de l'ouest. Ces nouvelles directives provenaient de la décision du haut commandement, prise sur l'initiative de Hitler, avec le soutien de Rundstedt et de Kleist, d'arrêter l'avance du 19^e corps blindé de Guderian devant l'Oise. Il voulait éviter à tout prix un revers allemand, même passager, qui aurait pu ranimer le moral des troupes françaises déjà extrêmement ébranlé. En fait, il craignait un revers de cet ordre si la 12^e armée, poursuivant son avance en direction de la Somme inférieure, comme prévu, était assaillie sur son flanc sud à l'ouest de la Meuse. Mais les Alliés se montrèrent incapables de lancer une contre-attaque de grand style dans cette région.

Il était clair, d'une part, que l'arrêt du corps blindé de Guderian risquait de compromettre la victoire décisive sur les forces ennemies engagées en Belgique qu'il devait justement prendre à revers. D'autre part, l'ordre donné à la 12^e armée de se mettre sur la défensive équivalait à renoncer à l'initiative entre la Meuse et l'Oise ; en d'autres termes, il revenait à abandonner l'idée proposée par Manstein dans son plan d'opérations quant à une couverture du flanc sud par l'offensive. En se cantonnant sur la défensive, au lieu d'agir offensivement vers le sud-ouest entre la Meuse et l'Oise, la 12^e armée permit à l'adversaire d'établir un nouveau front sur l'Aisne qui ne put être percé que par de durs combats au cours du second acte de l'offensive. La 12^e armée perdit ainsi la possibilité d'empêcher, par une action offensive, l'établissement de ce front en ce point décisif. Cette action offensive constituait pourtant l'une des idées essentielles du « plan Manstein », en plus de l'encercllement des forces alliées engagées en Belgique⁶².

Cette décision du 17 mai révélait que ni Hitler ni Rundstedt et Kleist ne possédaient l'audace nécessaire pour accepter un risque provisoire sur le flanc sud. « Cet exemple montre une fois de plus qu'un plan d'opérations ne peut jamais être exécuté comme il a été conçu par son auteur, si l'exécution en incombe à d'autres que celui-ci, même s'il ne se présente aucune raison pour s'en écarter », déclarait Manstein après la guerre⁶³.

Dans ses mémoires, il reconnaissait que le Führer « possédait un certain instinct dans les questions stratégiques. Mais il lui manquait la formation du véritable officier chef de guerre qui permet à celui-ci d'accepter même un risque élevé au cours d'une opération en sachant qu'il pourra s'en rendre maître »⁶⁴. Dans le cadre de l'offensive à l'Ouest, il ajoutait :

« Hitler adopta bien l'idée du groupe d'armées A de couper les forces ennemies engagées dans le nord de la Belgique en attaquant à travers les Ardennes et en poussant jusqu'à la mer, et il l'a fidèlement suivie au moins jusque devant Dunkerque. Mais il n'a pas compris parfaitement l'autre idée consistant à créer par cette première phase une situation favorable à l'exécution de la seconde. Le commandement allemand s'est contenté, au cours de la progression des unités rapides du groupe d'armées A en direction de la côte, de couvrir ce mouvement contre une contre-offensive

⁶² *Ibid.*, p. 126-129 ; Frieser, *le mythe de la guerre-éclair...*, p. 91 et 341.

⁶³ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 128.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 123.

ennemie à prévoir des deux côtés de la Meuse, en étalant défensivement les divisions qui suivaient comme un collier de perles le long du flanc sud menacé. Il lui parut trop risqué de détruire d'avance toute tentative de l'adversaire pour lancer cette contre-offensive, en attaquant vers le sud à l'ouest de la Meuse afin d'enfoncer ainsi définitivement le front ennemi entre la Meuse et l'Oise »⁶⁵.

Se défiant de la conception téméraire de Manstein, Hitler préféra donc jouer de prudence et opter pour une couverture défensive du premier acte de l'offensive allemande en France.

Le 25 mai, l'état-major de Manstein recevait l'ordre de remplacer celui du 14^e corps motorisé que Kleist avait laissé, avec la 9^e division blindée et la 2^e division motorisée, dans le secteur Abbeville-Amiens pour couvrir les arrières de ses deux groupes de Panzer le long de la Somme inférieure. Le 27 mai, le 38^e corps d'armée prenait position et se bornait dès lors à surveiller le cours du fleuve. Sa mission consistait, plus précisément, à tenir les têtes de pont à Abbeville et à Amiens.

Le lieutenant-général Manstein suggéra au commandant en chef de la 4^e armée, le colonel-général Kluge, à qui son corps d'armée était désormais subordonné, d'essayer d'acquiescer l'initiative de la manœuvre dans cette région plutôt que de demeurer sur la défensive. La solution défensive prescrite à son corps d'armée offrirait sans doute à l'adversaire la possibilité d'établir solidement un nouveau front défensif. En outre, le maintien des deux têtes de pont deviendrait difficile s'il amenait de nouvelles forces dans l'intention de lancer une attaque contre celles-ci. En restant sur place, le 38^e corps d'armée et les deux divisions rapides qui lui avaient été affectées ne pourraient intervenir que si l'ennemi forçait ces têtes de pont et débouchait sur la rive nord de la Somme. Par conséquent, il fallait franchir le fleuve par surprise entre les deux têtes de pont, avec les deux divisions rapides, pour agir contre le flanc des forces attaquant Abbeville et Amiens, et pour les mettre en déroute. Ensuite, il était nécessaire d'engager le corps d'armée dans un combat mobile au sud de la Somme jusqu'à la fin de la bataille dans le nord de la Belgique et en attendant l'arrivée de l'aile nord allemande sur la Somme inférieure afin de maintenir celle-ci ouverte et d'empêcher l'adversaire d'y aménager un front continu. Tant qu'il restait seul au sud du fleuve, le 38^e corps d'armée pouvait se retrouver dans une situation hasardeuse. Mais il fallait accepter le risque dans l'intérêt de la deuxième partie de l'offensive pour ne pas à avoir à livrer de durs combats contre un front ennemi solidement établi dans l'intervalle.

Probablement à l'instigation de Hitler et de Rundstedt, Kluge rejeta la suggestion de Manstein, ce qui permit aux troupes alliées sur la rive sud de la Somme d'installer un front continu entre les têtes de pont d'Abbeville et d'Amiens. Le haut commandement désirait manifestement éviter tout risque jusqu'à la fin des opérations en Belgique, quand il pourrait alors concentrer toutes ses forces en face du front nouvellement formé. Après avoir précédemment abandonné l'initiative entre l'Oise et la Meuse, permettant ainsi l'établissement d'un front sur l'Aisne, il renonçait maintenant à conserver sa liberté de manœuvre au sud de la Somme, entraînant, cette fois-ci, la constitution d'un front au sud de ce fleuve. En

⁶⁵ *Ibid.*, p. 122-123.

fait, il laissait à l'adversaire le temps de constituer une ligne défensive de l'extrémité nord-ouest de la ligne Maginot à l'embouchure de la Somme⁶⁶.

Le seconde phase de la campagne : le « plan rouge »

Le 5 juin, le second acte de la bataille de France, prévu par le « plan rouge », débuta sur la Somme à partir des têtes de pont. L'effort incombait au groupe d'armées B du colonel-général Bock qui, à la suite d'un regroupement amorcé dès la fin mai, alignait 47 divisions réparties en quatre armées, dont six divisions blindées. Sur l'Aisne, le groupe d'armées A du colonel-général Rundstedt, qui devait passer à l'action seulement le 9 juin, disposait de 45 divisions réparties en trois armées, dont quatre divisions blindées. La puissance de la Wehrmacht demeurait pratiquement la même que ce qu'elle avait été au début de l'offensive, le 10 mai.

En revanche, l'armée française se retrouvait amputée de la moitié des forces qui étaient déployées le 10 mai. Elle ne pouvait désormais opposer à la Wehrmacht qu'une soixantaine de divisions, la plupart de second ordre, car les meilleures unités avaient été sacrifiées en Belgique, et quelque centaines de chars de combat et d'avions⁶⁷. Pour couvrir un front s'étendant de la Somme à l'Aisne, elle ne disposait que de 47 divisions. Le long de la ligne Maginot, il ne restait plus que 17 divisions⁶⁸. Les Britanniques ne pouvaient fournir qu'une division d'infanterie, qui se trouvait en Sarre, et les fragments d'une division blindée. Quant à la Royal Air Force, elle ne fournissait que quelques appareils pour la bataille, l'essentiel de son arsenal demeurant en Grande-Bretagne pour assurer la défense du pays⁶⁹.

Désormais, l'issue de la bataille ne pouvait plus faire de doute dans la mesure où l'armée allemande était quasiment intacte, galvanisée par la victoire et sûre de sa force, tandis que l'armée française, complètement déstabilisée et désorganisée, ne comptait plus que sur la moitié de ses unités. Les chefs militaires français communiquaient leur défaitisme à leurs troupes. La discipline s'effondrait en même temps que le moral. Suivant l'exemple des combattants, les civils fuyaient l'avance allemande, paralysant ainsi les grandes artères essentielles au transport et au ravitaillement des troupes.

Pour la seconde phase de la campagne, Manstein avait naguère proposé de faire pivoter l'aile nord des armées allemandes par l'ouest de Paris dans le sens du « plan Schlieffen ». À cette fin, la masse des forces blindées et motorisées devait contourner la capitale française par l'ouest afin de prendre à revers les troupes alliées restantes que l'on pouvait s'attendre à rencontrer à l'est de Paris, et de les acculer à la capitulation sur la ligne Maginot. Reprise par l'OKH dans son plan définitif du 24 février, avec l'assentiment de Hitler, cette idée fut par la suite rejetée. Désormais, le restant des armées françaises

⁶⁶ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 127-133. Voir aussi Moll, *Die deutschen Generalfeldmarschälle...*, p. 120.

⁶⁷ Masson, *Histoire de l'armée française...*, p. 235-236.

⁶⁸ Mellenthin, *German Generals...*, p. 28.

⁶⁹ Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 779.

devait être détruit par une poussée massive des forces blindées et motorisées à l'est de Paris et en direction du sud. Seule la 4^e armée avait pour directives d'attaquer à l'ouest de Paris, de franchir la Somme et puis la Seine. Mais, au lieu de bifurquer par la suite à l'est, elle devait plutôt poursuivre son avancée vers le sud. Les trois autres armées du groupe de Bock et le groupe d'armées de Rundstedt devaient attaquer par une manœuvre en éventail vers le sud-est. Franchir l'Aisne, encercler le gros des troupes françaises entre l'Oise et la Meuse, et prendre à revers la ligne Maginot, telles étaient leurs directives⁷⁰.

La marche vers la Seine et la Loire

C'est au cours de cette deuxième offensive que le lieutenant-général Manstein, promu le 1^{er} juin au grade de général d'infanterie, allait enfin jouer un rôle actif dans la campagne de France. Prenant part à l'attaque du 5 juin au sein de la 4^e armée du général Kluge, son 38^e corps d'armée avait pour mission de franchir la Somme à Picquigny, à une dizaine de kilomètres au nord-ouest d'Amiens. L'assaut initial devait être mené par les 27^e et 46^e divisions d'infanterie, alors que la 6^e division d'infanterie serait maintenue en deuxième ligne afin d'être engagée ultérieurement à travers les divisions avancées pour compléter la rupture. En face du corps d'armée de Manstein, se trouvaient deux divisions françaises. Celles-ci bénéficiaient d'un terrain favorable. La rive nord était formée en cet endroit par un plateau qui descendait légèrement vers la Somme, sans bois qui pussent offrir au 38^e corps d'armée un quelconque couvert. Par contre, la rive sud était très escarpée, offrant aux divisions françaises une vue très dégagée sur les troupes de Manstein. Ce dernier, par conséquent, ordonna à son infanterie de préparer les radeaux, les sacs flottants et les passerelles pour le franchissement de la Somme au cours de la nuit. Elle devait passer à l'action à l'aube du 5 juin, sans bénéficier au préalable d'une préparation de tirs d'artillerie. Cela était nécessaire afin d'assurer l'effet de surprise à l'attaque allemande.

Malgré des pertes importantes, le franchissement de la Somme par le 38^e corps d'armée fut un succès complet. Les hauteurs de la rive sud étaient déjà prises à la fin de la journée. L'artillerie française, en dépit de sa supériorité numérique, se révéla inefficace. Surtout formée pour la guerre de positions, elle ne possédait pas assez de souplesse pour pouvoir réaliser une concentration efficace de feu, avec la rapidité nécessaire dans une guerre de mouvement. Elle paya le prix de ne pas avoir développé suffisamment l'action en collaboration avec des détachements d'observation avancés.

Une fois la résistance ennemie brisée sur les hauteurs de la rive sud de la Somme, le 38^e corps d'armée poursuivit sa progression vers la Seine. La mission assignée par l'OKH à la 4^e armée était d'établir des têtes de pont au sud de ce fleuve. À lumière du déroulement des combats des jours précédents, il était clair que les troupes françaises ne pouvaient plus offrir d'opposition sérieuse. Tout indiquait qu'elles essaieraient d'établir un front défensif derrière la Seine en faisant appel à d'éventuelles

⁷⁰ Umbreit, « The Battle for Hegemony... », p. 296.

réserves. Les Allemands devaient donc forcer le passage du fleuve avant que les Français aient eu le temps de s'organiser.

Le 8 juin, à environ 70 kilomètres de la Seine, Manstein reçut l'ordre non seulement de l'atteindre le lendemain avec ses éléments motorisés, mais aussi de la franchir. L'infanterie et l'artillerie attelée suivraient à marches forcées pour y parvenir le jour suivant. Pour cela, il orienta les 6^e et 46^e divisions d'infanterie respectivement vers les Andelys et Vernon, deux positions clefs sur la Seine, entre Paris et Rouen. La 27^e division d'infanterie, quant à elle, fut ramenée en deuxième ligne. Le 9 juin, les deux divisions de première ligne de Manstein atteignirent le fleuve. Mais elles ne purent empêcher l'ennemi de détruire les ponts aux Andelys et à Vernon. Les unités de la 6^e furent néanmoins en mesure de franchir le fleuve dès le soir du 9 juin. Par contre, celles de la 46^e ne purent le faire que le lendemain matin. Le 38^e corps d'armée fut le premier contingent allemand à prendre pied au sud de la Seine⁷¹.

Convaincu de la nécessité de conserver l'initiative dans cette région pour ne pas laisser à l'adversaire le temps d'organiser sa défense ou de monter une contre-offensive, Manstein demanda à Kluge la permission d'attaquer dès que l'artillerie de son corps d'armée aurait franchi le fleuve, au lieu de s'en tenir à défendre comme prévu les têtes de pont établies aux Andelys et à Vernon. Entre-temps, celles-ci étaient élargies jusqu'à l'Eure. De plus, la 27^e division d'infanterie se trouvait également sur la rive sud de la Seine. La proposition de Manstein se heurta à un refus. La contre-attaque que dut repousser la 46^e division d'infanterie, les 11 et 12 juin, non sans subir des pertes importantes, confirma néanmoins le jugement du commandant en chef du 38^e corps d'armée sur la situation.

Pendant ce temps, la progression des autres formations allemandes s'effectuait également à un rythme extrêmement rapide. Elles dépassaient des colonnes de troupes françaises épuisées, démoralisées et, pour la plupart, désorganisées. Le 6 juin, le corps blindé de Hoth disloquait les positions de la 10^e armée française sur le front de la Somme. Dès le 9 juin, il atteignait la Seine, la 7^e division de Panzer de Rommel arrivant à Elbeuf et la 5^e de Hartlieb à Rouen. Ce même jour, débutait l'offensive du groupe d'armées de Rundstedt sur le front de l'Aisne. Le lendemain, date de la déclaration de guerre de l'Italie à la France, le corps blindé de Guderian traversait l'Aisne. Deux jours plus tard, la Marne était franchie par les Allemands qui occupaient Château-Thierry et Châlons-sur-Marne. Le 14 juin, la 18^e armée de Küchler faisait son entrée à Paris, dans une capitale abandonnée depuis le 10 par les autorités politiques qui avaient trouvé refuge successivement à Tours et à Bordeaux. Le 17 juin, Guderian atteignait la frontière suisse à Pontarlier, encerclant définitivement les forces françaises du nord-est. Rommel n'était pas en reste, puisqu'il traversait la Normandie, abordait le Cotentin et s'emparait de Cherbourg dès le 19 juin.

Peu avant, le 16 juin, Manstein avait reçu une instruction de Kluge lui assignant la direction Le Mans-Angers, au sud-ouest de Paris. Il devait cependant atteindre cet objectif sans la 46^e division d'infanterie qui était passée sous le commandement du 1^{er} corps d'armée, déployé à sa gauche. Le jour

⁷¹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 140 ; Liddell Hart, *The Other Side of the Hill...*, p. 95.

même, son corps d'armée s'était heurté de nouveau à une résistance organisée sur la ligne la Ferté-Vidame-Senonches-Châteauneuf qui fut brisée au cours de la soirée. Le 19 juin, il traversait Le Mans et, le 22 juin, les 6^e et 27^e divisions d'infanterie se trouvaient toutes deux sur la rive sud de la Loire, après l'avoir franchi dans le secteur d'Angers.

La campagne prenait fin cette même journée à la suite de la signature de l'armistice franco-allemand dans le wagon du maréchal Foch à Rethondes, là où l'armistice entre ces deux pays avait été conclu à la fin de la Première Guerre mondiale. Hitler avait choisi cet endroit pour dicter ses conditions à la France vaincue afin d'effacer de manière éclatante l'humiliation allemande du 11 novembre 1918.

À titre de commandant du 38^e corps d'armée, Manstein avait fait montre sur le terrain d'un grand sens tactique. La progression fulgurante de son corps d'armée sur près de 400 kilomètres depuis la Somme jusqu'à la Loire témoignait de son habilité à diriger et à manœuvrer ses divisions d'infanterie comme si elles étaient des troupes mobiles. Audacieux et imaginatif, il avait pris l'initiative lorsque la situation l'exigeait et il avait démontré beaucoup de flexibilité pour parer aux imprévus. À plus d'une occasion, il s'était rendu aux avant-postes de commandement pour mieux évaluer l'état de la situation. Bref, il avait démontré les qualités d'un véritable chef de guerre sur le terrain. D'ailleurs, la poussée fulgurante de son corps d'armée de la Somme jusqu'à la Loire en quatorze jours lui avait valu la croix de chevalier de l'ordre de la croix de fer⁷².

Le « plan Manstein » ou la guerre des six semaines

Le 3 août 1914, au moment du déclenchement de l'offensive à l'Ouest, le haut commandement allemand avait cru être en mesure de vaincre l'armée française en six semaines. Cependant, l'échec du « plan Schlieffen » s'était traduit par une guerre de positions de quatre longues années durant lesquelles l'armée du Kaiser ne parvint jamais à percer décisivement le front adverse. À la veille de l'offensive du 10 mai 1940, les chefs de l'OKH et de l'OKW avaient envisagé une victoire rapide sur le théâtre de l'Ouest. Mais jamais, même dans leurs rêves les plus fous, ils n'avaient sérieusement escompté une décision en six semaines et encore moins une rupture du front adverse en seulement trois jours. L'offensive avait progressé avec une rapidité stupéfiante qui laissa tout le monde pantois au sein de la Wehrmacht. Même Hitler n'avait guère osé espérer des succès d'une telle ampleur.

Pourtant, sorties des forêts des Ardennes, les colonnes blindées et motorisées exploitèrent dès le quatrième jour la brèche effectuée la journée précédente sur la Meuse, entre Sedan et Dinant, et roulèrent d'un seul trait sur les arrières du front ennemi en direction de la Manche, enfermant ainsi les armées alliées du nord dans une vaste opération d'encerclement. Dix jours après le déclenchement de l'offensive, les troupes allemandes avaient déjà parcouru 240 kilomètres et atteint les côtes de la Manche. Le « coup

⁷² Heuer, *Die deutschen Generalfeldmarschälle...*, p. 92.

de faucille » de Manstein avait marché parfaitement. Les forces alliées étaient coupées en deux ; une bonne partie d'entre elles se trouvaient alors prises entre la côte et les divisions allemandes qui arrivaient. En moins de deux semaines, la campagne de France avait été décidée. Là où le « plan Schlieffen » avait échoué, le « plan Manstein » avait réussi. Tout compte fait, l'opération « coup de faucille » représente l'opération d'enveloppement la plus gigantesque de l'histoire militaire.

En somme, la campagne de France s'était révélée un succès exceptionnel pour l'Allemagne. En seulement six semaines, la Wehrmacht avait obtenu la capitulation des armées néerlandaises et belges, chassé du continent le corps expéditionnaire britannique et mis en déroute les 104 divisions de l'armée française. Les divisions de Panzer et les escadrilles de la Luftwaffe avaient réhabilité la guerre de mouvement pratiquée par un Frédéric le Grand, un Napoléon ou bien un Moltke. La Wehrmacht venait de démontrer que les préceptes du Blitzkrieg étaient parfaitement applicables contre une armée française considérée encore comme l'une des premières au monde à la veille du 10 mai. Elle avait définitivement enterré le spectre de la guerre de positions, des batailles d'usure, des pertes sanglantes de Verdun, de la Somme ou des Flandres. Après tout, n'avait-elle pas mis hors de combat un adversaire qui, lors de la Grande Guerre, avait résisté quatre ans durant avant de l'emporter ?

Cette victoire décisive assurait au Reich allemand une position géostratégique dominante en Europe, avec notamment le contrôle d'une façade littorale continue depuis les côtes de la Prusse-Orientale sur la Baltique jusqu'à celles de la Gascogne sur l'Atlantique, près de la frontière espagnole. En plus d'abandonner au vainqueur un matériel considérable et près de deux millions de prisonniers, dont 1,5 millions furent transférés en Allemagne, la France comptait 92 000 soldats tués et 200 000 blessés. Aux pertes françaises, s'ajoutaient celles des autres alliés qui s'élevaient à 80 000 soldats tués, dont 70 000 Britanniques. Du côté de l'Allemagne, les pertes paraissaient légères : 27 000 soldats tués, 15 000 disparus et 111 000 blessés⁷³.

Après la campagne de l'Ouest, le général Manstein allait acquérir la réputation de génie militaire, accédant même à un statut de légende dans le cercle des officiers⁷⁴. En fait, sans son plan « coup de faucille », plein d'imagination et d'audace, un Blitzkrieg contre la France aurait été difficilement concevable et réalisable.

D'emblée, Manstein avait dénoncé les objectifs limités et l'absence de surprise du plan d'opérations initial de l'OKH. Au lieu du succès partiel recherché par l'OKH, il avait visé dès le début une victoire décisive sur le champ de bataille. Au lieu de la destruction du plus grand nombre possible d'armées alliées en Belgique et de la conquête des côtes de la Manche, il avait proposé l'anéantissement complet des armées alliées à l'Ouest et le contrôle de tout le littoral français, belge et hollandais sur l'Atlantique. Au lieu d'une offensive principale à travers la Belgique, comme dans le « plan Schlieffen »,

⁷³ Noakes et Pridham, *Nazism 1919-1945...*, p. 778. Voir aussi Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 450 ; Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 124.

⁷⁴ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 195.

à laquelle les Alliés s'attendaient, il avait suggéré une attaque massive à partir des Ardennes, considérées comme un terrain infranchissable pour les éléments blindés et motorisés. Au lieu de mener une offensive frontale en Belgique qui risquait de s'arrêter définitivement sur la Somme et de faire place à une guerre de positions analogue à celle de 1914-1918, il avait prôné une solution audacieuse qui consistait à foncer en direction de la Manche depuis Sedan et à prendre ainsi à revers l'essentiel des forces ennemies déployées en Belgique. Si cette conception de l'offensive à l'Ouest revenait entièrement à Manstein, Hitler avait néanmoins le mérite, grâce à sa fonction de chef suprême de la Wehrmacht, de l'avoir imposé à un haut commandement de l'armée récalcitrant.

Le résultat de la campagne était également redevable à Guderian et à ses théories sur le binôme chars-avions, auxquelles Manstein avait non seulement adhéré très tôt, mais qu'il avait contribué à faire adopter par le haut commandement de l'armée de terre. Leur conception tactique révolutionnaire faisait appel à la surprise, à l'effet de masse et à la vitesse. La traversée des Ardennes et le franchissement de la Meuse entre Sedan et Dinant par la masse des unités blindées et motorisées de l'armée allemande avaient permis la rupture du front à l'endroit où l'adversaire s'y attendait le moins, assurant ainsi la surprise stratégique. L'exploitation de cette rupture du centre en direction de la Manche s'était effectuée sous le signe de la rapidité des unités de Panzer et des formations motorisées, agissant en étroite liaison avec l'aviation.

À la vitesse, à l'esprit de manœuvre et à la concentration des forces de la Wehrmacht, les armées alliées n'avaient répondu que par la dispersion de leurs forces selon le concept du front continu, avec des progressions lentes et méthodiques. Au cours de cette bataille, le haut commandement allié n'avait pu s'affranchir d'une doctrine militaire périmée héritée du conflit précédent, nullement à la mesure de la nouvelle forme de guerre de mouvement imposée par l'état-major allemand. Le général Weygand qui, après le désastre de Sedan, tenta de sauver la France en tant que nouveau commandant en chef déclara : « Nous sommes partis à la guerre avec une armée de 1918 contre une armée allemande de 1939. C'est de la pure folie »⁷⁵.

La différence de l'emploi des armes entre la Wehrmacht et l'armée française était stupéfiante. Près de la moitié des chars français étaient dispersés sur l'ensemble du front, par bataillons de 35 à 45 engins au profit des corps d'armée. Le regroupement ne concernait que les trois divisions légères motorisées, dotées de chars moyens (le Renault R-35 de 11 tonnes avec un canon de 37 mm, et le Hotchkiss 39 de 12,5 tonnes avec un canon de 37 mm), et les trois divisions blindées, composées d'une forte proportion de chars lourds (le SOMUA de 20 tonnes avec un canon de 47 mm, et le Char B2 de 32 tonnes avec un canon de 47 mm). Une quatrième division blindée avait été constituée hâtivement en pleine bataille. Ces grandes unités blindées avaient essentiellement pour but d'assurer la couverture des divisions motorisées au cours de leur déploiement et de faciliter le colmatage de poches liées à des ruptures du front. Le concept du char

⁷⁵ Frieser, « Die deutschen Blitzkriege... », p. 196 ; Frieser, « Der Westfeldzug... », p. 198 ; Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 210.

français était donc essentiellement celui d'accompagnement de l'infanterie, qui demeurait le fer de lance de l'assaut. Dans le cadre de la notion du front continu, l'avance des chars s'effectuait en étroite liaison avec l'infanterie dans le champ d'action de l'artillerie. Après une progression d'une douzaine de kilomètres, les chars attendaient d'être rejoints par les batteries et l'avance ne reprenait qu'après une puissante préparation d'artillerie. La situation était à peu près semblable au sein du corps expéditionnaire britannique qui comportait une seule division blindée en mai 1940.

À l'inverse, tous les chars allemands étaient regroupés au sein de dix divisions de Panzer alignant chacune environ 250 engins. Ceux-ci, regroupés en trois bataillons, étaient associés à deux régiments d'infanterie motorisés. La division de Panzer comportait sa propre artillerie antichars et antiaérienne, et ses propres éléments de ravitaillement, d'entretien et de franchissement. Les chars allemands étaient non seulement regroupés en divisions, mais celles-ci étaient à leur tour intégrées au sein de corps blindés composés de deux ou de trois divisions de Panzer. Les offensives s'effectuaient sur des fronts étroits, chars lourds en tête (le Mark IV de 20 tonnes avec un canon de 75 mm), suivis par les chars moyens (le Mark III de 19,5 tonnes avec un canon de 37 mm) et légers (le Mark II de 8 tonnes avec un canon de 20 mm, de même que le modèle tchèque de 9,7 tonnes et avec un canon de 37 mm). Contrairement à l'armée française, la préparation d'artillerie n'était aucunement obligatoire dans la progression des chars allemands. En revanche, le soutien massif de l'aviation tactique était essentiel. Une fois la percée réalisée, l'avance des Panzer s'effectuait en profondeur sur les arrières des postes de commandement de l'ennemi. Le soin de réduire les poches de résistance et d'occuper le terrain revenait à l'infanterie. En outre, à la différence des unités françaises commandées depuis des états-majors statiques installés le plus souvent dans des châteaux, la manœuvre des blindés allemands s'exécutait à partir de postes de commande avancés. À l'instar des appareils de la Luftwaffe, les Panzer communiquaient en phonie, alors que les chars français en étaient encore le plus souvent aux battements d'ailes ou aux fanions⁷⁶.

Pourtant, l'armée française avait bénéficié d'une supériorité à la fois quantitative et qualitative dans le domaine de l'arme blindée. Pour la bataille, elle avait disposé de quelque 815 chars de plus que la Wehrmacht. En outre, celle-ci n'avait aligné, en grande partie, que des chars légers très inférieurs aux engins français, autant sur le plan de l'armement que du blindage. L'emploi tactique de l'arme blindée s'était donc révélé plus important que le nombre et la qualité, du moins au cours de cette campagne.

En ce qui concernait l'aviation, l'infériorité alliée ne tenait ni à la chasse ni à l'observation, mais à l'absence d'une véritable aviation de bombardement tactique. Plus grave encore, l'aviation était dispersée en fonction de la théorie du front continu. Les appareils de l'aviation alliée étaient ainsi disséminés au profit des corps d'armée depuis la Mer du Nord jusqu'à la frontière suisse. Ils ne pouvaient donc pas contester la supériorité aérienne de la Luftwaffe, dont les appareils étaient regroupés en deux flottes aériennes agissant en masse au-dessus de secteurs étroits. Grâce à ses Stukas, la Luftwaffe intervenait

⁷⁶ Masson, *Une guerre totale...*, p. 100-104.

directement dans la bataille terrestre en effectuant des bombardements sur les arrières de l'ennemi afin de couper ses lignes de communication et de ravitaillement. Elle avait également pour cibles les quartiers généraux, les terrains d'aviation, les grands axes routiers, les gares, et même les centres d'industrie aéronautique et d'armement. Tout comme en Pologne, elle effectuait des bombardements sur des agglomérations urbaines, de manière à semer la terreur parmi les populations civiles et à jeter des milliers de réfugiés sur les routes, paralysant ainsi les déplacements des troupes ennemies⁷⁷.

En somme, le Blitzkrieg reprenait certains éléments des grandes offensives du haut commandement de Hindenburg et de Ludendorff au printemps 1918 : la surprise, l'intensité, la concentration des forces, le soutien de l'aviation tactique, le débordement des centres de résistance. Le succès de la percée et de l'exploitation était toutefois assuré par les unités blindées qui démontraient une puissance et une rapidité infiniment supérieures à celles des divisions d'infanterie et qui rendaient le rétablissement des lignes de défense et de communication de l'ennemi beaucoup plus difficile⁷⁸.

Le décalage entre les doctrines militaires allemande et française était donc considérable. Comment se fait-il que le haut commandement français n'ait pas pris en considération les enseignements de la campagne de Pologne au cours de laquelle la Wehrmacht s'était livrée à une formidable démonstration de sa nouvelle Blitzkrieg ? En fait, les dirigeants français n'avaient pas voulu admettre que les méthodes allemandes appliquées en Pologne pouvaient avoir le même résultat sur le théâtre de l'Ouest, face à une armée aux effectifs importants, mobilisée de longue date et s'appuyant sur de solides fortifications. C'est ainsi que le président du Conseil Reynaud avait traité de simple « expédition » la campagne militaire allemande en Pologne⁷⁹. Pour les généraux français, le succès allemand à l'Est tenait à des circonstances particulières : la mobilisation incomplète de l'armée polonaise au moment du déclenchement de l'attaque allemande, son infériorité numérique, la situation géostratégique défavorable de la Pologne avec des flancs exposés à des offensives débouchant simultanément de Prusse-Orientale, de Poméranie, de Haute-Silésie et de Slovaquie⁸⁰.

La doctrine militaire de l'armée française étant celle de la « défense linéaire », ses généraux s'attendaient à voir se répéter les combats des tranchées de la Première Guerre mondiale. En l'occurrence, l'idée du « front fermé » était admise comme un sorte de dogme, tout comme celle du primat de la défense et de la supériorité du feu sur le mouvement. Ainsi, contrairement aux Allemands qui cherchaient à rétablir la « guerre de mouvement opérationnelle », les Français paraissaient vouloir éviter les batailles en rase campagne et se cacher derrière la ligne Maginot. Mais que celle-ci ait été conçue à l'origine comme

⁷⁷ *Ibid.*, p. 98-99.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 104.

⁷⁹ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 33.

⁸⁰ Masson, *Une guerre totale...*, p. 104. Le général Gamelin avait certes saisi quelque peu les enjeux de la guerre moderne et des méthodes mises en œuvre par les Allemands pour vaincre la Pologne. Il avait tiré profit de la « drôle de guerre » pour améliorer l'armée française en conséquence, en ordonnant notamment la création des premières divisions cuirassées. Cependant, il était déjà trop tard pour en assurer pleinement l'efficacité et la coordination avec les autres armes. Martin S. Alexander, « Gamelin et les leçons de la campagne de Pologne », dans Maurice Vaisse (dir.), *Mai-juin 1940...*, p. 59-74.

l'expression d'une stratégie purement défensive est une légende. Elle n'obligeait pas plus l'armée française à se cantonner dans une position défensive que le *Westwall* n'y forçait la Wehrmacht. Au contraire, car le renforcement de la ligne frontalière permettait aux chefs militaires français de libérer des troupes afin de les utiliser à des opérations en d'autres lieux. Cependant, ils n'aspiraient pas à une défense stratégique, ayant renoncé à une utilisation opérationnelle de l'arme cuirassée, comme l'avait demandé de Gaulle. Par conséquent, avec la ligne Maginot, l'armée française possédait bien un puissant bouclier, mais elle n'avait pas l'épée pour conduire une quelconque contre-attaque efficace⁸¹.

Les promotions et les dons du Führer ou le renforcement de l'alliance avec ses généraux

Dans l'euphorie de la victoire, certains généraux allemands reconnurent le rôle personnel de Hitler dans le succès de la Wehrmacht. À l'annonce de la demande d'armistice de la France, le colonel-général Keitel le proclama comme étant « le plus grand chef d'armée de tous les temps »⁸². Après la cessation définitive des hostilités, le colonel-général Brauchitsch en rajouta, le qualifiant de « premier soldat du Reich allemand », titre honorifique auquel les militaires se rallièrent avec enthousiasme⁸³. Pour les Allemands, qui avaient vécu l'éprouvante expérience de la Première Guerre mondiale et qui avaient subi l'humiliation de la défaite, la victoire sur la France représentait la fin de l'humiliation de novembre 1918. Cette honte insupportable que les militaires avaient cherché, pour une question d'honneur, à atténuer par la légende du « coup de poignard dans le dos ». Maintenant, l'armée allemande retrouvait l'honneur qu'elle avait jadis perdu. L'alliance entre les généraux et Hitler s'en trouvait davantage renforcée.

Bien plus, le 19 juillet, le Führer remettait, au cours d'une séance à la Chancellerie du Reich, le bâton de feld-maréchal à douze généraux et un bâton spécial, qui ressemblait à un sceptre, à Göring, promu au grade nouvellement créé de feld-maréchal du Reich (*Reichsmarschall*), ce qui le mettait, sur le plan de la hiérarchie militaire, au-dessus de tous les autres. Il était aussi promu grand-croix dans l'ordre de la croix de fer – la cinquième et suprême marque d'une dignité conférée par les rois de Prusse à Blücher, Moltke et Hindenburg –, et il fut le seul de toute la guerre. Parmi les douze généraux qui étaient promus au rang de feld-maréchal, neuf provenaient de l'armée de terre : les trois commandants de groupe d'armées, Bock, Leeb et Rundstedt, le commandant en chef de l'OKH, Brauchitsch, le commandant en chef de l'OKW, Keitel, quatre des généraux les plus réputés, Kluge, List, Reichenau et Witzleben ; et trois étaient issus de la Luftwaffe : Erhard Milch, Kesselring et Hugo Sperrle. Si la Kriegsmarine était oubliée, c'est parce que Raeder, son commandant en chef, avait déjà été promu grand-amiral – l'équivalent pour la marine du grade de feld-maréchal – le 1^{er} avril 1939. Halder, qui avait pourtant dirigé deux brillantes

⁸¹ Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 350-351.

⁸² Martens, « La défaite française... », p. 410.

⁸³ Jürgen Förster, « Hitler's Decision in Favour of War Against the Soviet Union », dans Horst Boog, Jürgen Förster, Joachim Hoffmann, Ernst Klink, Rolf-Dieter Müller et Gerd Rolf Ueberschär (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 4 : *The Attack on the Soviet Union...*, p. 13.

campagnes militaires à titre de chef d'état-major général de l'OKH, ne montait que d'un grade, de général à colonel-général. Quant à Manstein, le concepteur du plan d'opérations à l'Ouest et le principal auteur de celui en Pologne, il fut carrément oublié lors de cette cérémonie de promotions. Il restait donc au grade de général d'infanterie.

L'ampleur des promotions faisait conclure que le Führer considérait que la guerre était, pour ainsi dire, gagnée. Mais si l'attribution de tels honneurs à des chefs de guerre s'étant distingués lors d'une campagne ou d'une bataille était tout à fait naturelle, Manstein considérait néanmoins qu'ils étaient démesurés de par leur ampleur. C'est une opinion que, selon lui, partageaient ses compagnons d'armes. En faisant douze feld-maréchaux en plus d'un feld-maréchal du Reich, Hitler ne pouvait que diminuer la valeur de la plus haute dignité militaire en Allemagne, écrivait-il dans ses mémoires. Il expliquait son point de vue ainsi :

« Jusque-là, il fallait pour l'obtenir (en dehors de quelques feld-maréchaux nommés en temps de paix par l'empereur Guillaume II) avoir conduit indépendamment une campagne, gagné une bataille ou conquis une forteresse. Après la campagne de Pologne, où le commandant en chef de l'armée et les deux commandants de groupe d'armées avaient rempli ces conditions, Hitler n'avait pas jugé nécessaire d'exprimer ses remerciements en en faisant des feld-maréchaux. Or, il en créait maintenant une douzaine, dont, à côté du commandant en chef qui avait dirigé deux brillantes campagnes, le chef de l'OKW qui n'avait ni exercé un commandement, ni rempli les fonctions d'un chef d'état-major général, et le secrétaire d'État à l'Air qui – quels que pussent être ses mérites comme organisateur – ne pouvait être placé sur le même pied que le commandant en chef de l'armée »⁸⁴.

S'il est vrai que certaines promotions n'étaient pas justifiées, comme celles de Göring, de Keitel et de Milch, l'affirmation de Manstein selon laquelle seuls quelques feld-maréchaux avaient été promus à ce grade en temps de paix par l'empereur Guillaume II est toutefois non-fondée. Du temps du Kaiser, pas moins de 25 généraux avaient été nommés feld-maréchaux et la plupart d'entre eux en temps de paix. Le nombre de généraux qui avaient été élevés au rang de feld-maréchal par le passé est également plus important que ne le laissait sous-entendre Manstein : par Frédéric-Guillaume I^{er} : 10 ; Frédéric le Grand : 21 ; Frédéric-Guillaume II : 4 ; Frédéric-Guillaume III : 12 ; Frédéric-Guillaume IV : 5 ; Guillaume I^{er} : 8. En outre, ceux qui avaient reçu leur bâton de feld-maréchal lors de la Première Guerre mondiale, ne l'avaient pas tous mérité en satisfaisant à l'un des trois critères énoncés par Manstein⁸⁵. Faut-il en déduire que Manstein avait éprouvé de l'amertume, voire même de la jalousie, pour ne pas avoir été lui-même promu à la fin de la campagne de France, alors qu'il avait été l'auteur du plan d'opérations ? A-t-il voulu plutôt accorder davantage de mérite à sa propre nomination comme feld-maréchal qui eût lieu après sa conquête de la forteresse de Sébastopol, à l'été 1942 ?

Qui plus est, Manstein se disait outré par l'élévation de Göring à la dignité de feld-maréchal du Reich. Cette promotion plaçait ce dernier au-dessus des commandants en chef de l'armée de terre et de la marine, d'autant plus qu'il se trouvait le seul à être décoré grand-croix dans l'ordre de la croix de fer. « Le

⁸⁴ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 149-150.

⁸⁵ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 314-315.

geste », mentionnait Manstein, « ne pouvait être interprété que comme une rétrogradation délibérée du chef de l'armée et il traduisait bien l'état d'esprit de Hitler à l'égard de l'OKH »⁸⁶. En fait, Hitler entendait tout simplement remercier son vieux compagnon de route et fidèle complice depuis les tout débuts.

Par de si nombreuses promotions, il n'en dévaluait pas moins le plus haut grade militaire en Allemagne, surtout si l'on considère que le Kaiser n'avait nommé que cinq feld-maréchaux parmi les officiers de l'armée au cours de la Première Guerre mondiale et que Ludendorff n'avait même pas été promu à ce rang. En agissant ainsi, Hitler ne voulait pas seulement récompenser la contribution de ses principaux chefs de guerre, mais également renforcer son emprise sur eux en accroissant davantage leur loyauté. Dans son récit d'après-guerre, Joachim Wieder décrivait, en sa qualité de soldat de la Wehrmacht, ayant notamment combattu lors de la grande bataille de Stalingrad, la fidélité partisane, la soumission et l'obéissance inconditionnelle recherchées par Hitler par l'octroi de telles promotions à ses élites militaires : « Après la campagne de France, de nouvelles nominations de feld-maréchaux et d'innombrables promotions spectaculaires entretenirent une ambition supplémentaire et un dévouement prometteur de gloire chez les grands chefs de l'armée qui se sentirent particulièrement obligés vis-à-vis du Führer »⁸⁷.

La distribution d'honneurs ou de cadeaux par le pouvoir politique était déjà une pratique courante au Moyen-Âge. Le roi octroyait à ses élites des titres de noblesse, des domaines ou des terres en guise de remerciement pour service rendu lors d'une guerre victorieuse. En récompensant le sens du devoir et la loyauté de ses sujets envers le royaume, le roi cherchait évidemment à accroître davantage leur dépendance et leur fidélité à l'égard de sa propre personne. L'attribution de récompenses par le roi à ses élites s'était poursuivie au-delà du règne de Napoléon I^{er}. D'ailleurs, la pratique était courante sous le roi de Prusse et empereur d'Allemagne Guillaume I^{er} : le feld-maréchal Moltke et le chancelier du Reich Otto von Bismarck avaient reçu des sommes d'argent considérables pour l'époque, ainsi que des domaines et des titres de noblesse, pour avoir élevé la nation allemande au statut de grande puissance à la suite des guerres d'unification⁸⁸.

En accordant des promotions et des honneurs en abondance, Hitler ne faisait donc que poursuivre une vieille pratique consistant à corrompre les élites. Tout comme les rois ou les empereurs, il ne cherchait rien de moins qu'à accroître leur allégeance. Par ces actes de générosité, les généraux de haut-rang se trouvaient davantage liés, quelles que fussent leurs idées politiques, par leur serment de loyauté à l'égard de Hitler, à qui ils devaient ces promotions et ces honneurs⁸⁹. Le major Gerhard Engel, adjudant du Führer

⁸⁶ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 150.

⁸⁷ Wieder, *Stalingrad...*, p. 243.

⁸⁸ Gerd Rolf Ueberschär et Winfried Vogel (dir.), *Dienen und Verdienen. Hitlers Geschenke an seine Eliten*, Francfort-sur-le-Main, S. Fischer Verlag GmbH, 1999, p. 13-34.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 71-75. Voir aussi Winfried Vogel, « ... schlechthin unwürdig », *Die Zeit*, no. 14 (28 mars 1997), p. 44 ; Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 154-155.

auprès de l'armée de terre, expliquait, le 22 juillet 1940, les arrières-pensées de Hitler concernant la promotion de douze colonels-généraux au grade de feld-maréchaux :

« Il a fait cela consciemment et intentionnellement. Il a également appris de l'histoire. Déjà durant l'Antiquité, les rois et les césars accordaient des cadeaux importants à ceux qui avaient accompli quelque chose de particulier pour eux. Et, à cet égard, les rois de Prusse s'étaient aussi montrés très généreux. C'est une façon d'agir vraiment intelligente, car plus nous honorons quelqu'un pour un service ou un exploit, plus nous nous lions cette personne qui nous est redevable pour cet honneur [...] et qui se trouve davantage lié par son serment [de fidélité] »⁹⁰.

Lorsqu'il présenta ses douze feld-maréchaux avec leur bâton, dont la valeur totale s'élevait à 72 000 RM – celui de Göring, plus élaboré en raison de son grade de feld-maréchal du Reich, coûtait une somme additionnelle de 22 750 RM –, Hitler prit soin de souligner l'importance qu'il accordait à la loyauté inconditionnelle du commandement militaire. Le nouveau feld-maréchal Bock notait dans son journal : « Le Führer nous a présentés à la Chancellerie du Reich avec le bâton de feld-maréchal. Il a insisté sur la nécessité que le peuple allemand soit uni [...] et sur la nécessité absolue que la Wehrmacht se déclare en parfaite harmonie avec la pensée national-socialiste ». Au cours de cette cérémonie, le colonel-général Blaskowitz avait brillé par son absence. Ses protestations contre les atrocités allemandes commises dans les territoires occupés de Pologne lui avaient coûté, en mai 1940, le commandement de l'armée de terre qu'il exerçait dans ce pays depuis octobre 1939. Il était donc le seul colonel-général à ne pas avoir été promu au grade de feld-maréchal. Même si, par la suite, il allait assumer divers commandements sur le front de l'Ouest, il ne devait jamais plus être promu. Le message ne pouvait pas être plus clair. Les officiers supérieurs qui obéiraient aveuglément aux ordres seraient récompensés en conséquence, tandis que ceux qui feraient montre d'un esprit frondeur verraient leur carrière stagner⁹¹.

En plus d'accorder des promotions aux hauts dirigeants de la Wehrmacht, Hitler allait leur attribuer, à partir du 8 août 1940, par l'entremise de son ministre de la Chancellerie du Reich, Hans Heinrich Lammers, une prime mensuelle exonérée d'impôts – versée directement dans leur compte de banque –, mieux connue sous le nom d'*Aufwandsentschädigungen* (indemnités de dépenses). Dès lors, les feld-maréchaux et les grands-amiraux recevaient 4 000 RM par mois, tandis que les colonels-généraux et les amiraux se voyaient attribuer mensuellement 2 000 RM. À ces dons, il fallait ajouter un autre montant mensuel accordé en supplément aux généraux, depuis le 10 novembre 1939, selon le type de commandement qu'ils exerçaient : 250 RM pour celui d'un groupe d'armées ou d'une armée ; 150 RM pour celui d'un corps d'armée ; et 50 RM pour celui d'une division. Évidemment, Manstein, qui allait bénéficier de ces primes mensuelles exonérées d'impôts durant tout le reste de la guerre, n'en fit guère mention dans ses mémoires.

Tous ces montants versés en prime s'ajoutaient au salaire annuel. Du 1^{er} avril 1939 au 1^{er} avril 1942, les commandants en chef des trois armes et celui de l'OKW gagnaient 26 550 RM par année, tandis

⁹⁰ Ueberschär et Vogel, *Dienen und Verdienen...*, p. 72. Voir aussi Norman J. W. Goda, « Black Marks : Hitler's Bribery of His Senior Officers during World War II », *The Journal of Modern History*, no. 72 (juin 2000), p. 423.

⁹¹ *Ibid.*, p. 423-424.

que les feld-maréchaux, les grands-amiraux, les colonels-généraux et les amiraux recevaient annuellement 24 000 RM. Du 1^{er} avril 1942 jusqu'à la fin de la guerre, les commandants en chef des trois armes et celui de l'OKW, ainsi que les feld-maréchaux et les grands-amiraux recevaient un salaire annuel de 26 550 RM ; les colonels-généraux et les amiraux de 25 500 RM ; les généraux et les vices-amiraux de 24 000 RM. En recevant une prime mensuelle de 4 000 RM exonérée d'impôts, les feld-maréchaux et les grands-amiraux triplaient leur salaire annuel, tandis que les colonels-généraux et les amiraux, en encaissant à chaque mois une somme de 2 000 RM exonérée d'impôts, doublaient le leur. Par exemple, en 1943, Manstein, alors feld-maréchal, recevait ainsi un montant de 48 000 RM exempt d'impôts qui s'ajoutait à son salaire annuel de 26 550 RM, tandis que Guderian, alors colonel-général, additionnait à son salaire annuel de 25 500 RM un montant de 24 000 RM exempt d'impôts. Dans les deux cas, cela représentait une somme totale considérable, surtout si l'on tient compte du fait que le taux d'imposition normal, après 1939, s'élevait à un maximum de 65% pour tous les revenus dépassant 2 400 RM par année.

Les élites politiques de Hitler recevaient également des primes mensuelles exonérées d'impôts qui s'ajoutaient à leur salaire régulier. Les ministres du Reich et les secrétaires d'État bénéficiaient de ce système depuis avril 1936, les députés du Reich et les membres du conseil de l'État de la Prusse, depuis octobre 1937. La dernière liste datée d'avril 1945 révélait que le régime hitlérien versait mensuellement un total de 314 700 RM à 121 personnes civiles et militaires. Au sommet de ces bénéficiaires, on retrouvait le feld-maréchal du Reich Hermann Göring avec 20 000 RM, soit cinq fois le montant décerné aux autres feld-maréchaux, puis les ministres du Reich Hans Heinrich Lammers et Konstantin Freiherr von Neurath avec 8 000 RM, ainsi que Joseph Goebbels avec 7 400 RM. Avec 8 000 RM par mois, Lammers recevait un total de 96 000 RM par année. Cette somme exonérée d'impôts s'ajoutait aux 26 550 RM qu'il recevait annuellement à titre de ministre de la Chancellerie du Reich. Ces montants d'argent étaient tout à fait faramineux si on prend en considération que le salaire hebdomadaire d'un ouvrier spécialisé sous le III^e Reich était d'environ 28 RM, soit à peine 1 500 RM par an⁹².

La profonde méfiance qu'il éprouvait à l'égard de ses généraux explique pourquoi Hitler avait eu recours à un tel procédé alors que la guerre n'était pas encore terminée. En dépit du serment de fidélité que ses officiers supérieurs lui avaient prêté, en août 1934, ceux-ci ne lui inspiraient que de la défiance. Sa déclaration publique, en février 1938, selon laquelle la Wehrmacht était pleinement dévouée à l'État national-socialiste et lui témoignait une loyauté et une obéissance aveugles, cachait une réelle suspicion à l'égard du haut commandement militaire. En avril 1938, il déclarait que la plupart de ses généraux l'avaient rejeté. Deux mois plus tard, il affirmait que ses généraux ne comprenaient toujours pas la nouvelle époque dans laquelle ils vivaient. Après la crise des Sudètes, en octobre 1938, il qualifiait l'état-major général de l'armée de terre comme l'institution la plus anxieuse au sein du régime nazi. Selon lui, elle devrait, par conséquent, prendre exemple sur les Gauleiters (chefs de district issus du parti nazi), qui

⁹² Ueberschär et Vogel, *Dienen und Verdienen...*, p. 72, 98-99, 101-110 et 243-247 ; Goda, « Black Marks... », p. 421-423.

avaient le caractère que la direction de l'armée n'avait pas. En septembre 1939, il en rajoutait, en déclarant que le vieil esprit conservateur de la Reichswehr disparaîtrait lorsque tous les officiers proviendraient des Jeunesses hitlériennes (*Hitlerjugend*).

Une partie de cette défiance s'expliquait par la réticence des officiers conservateurs et aristocrates prussiens à accepter sans discussion les décisions stratégiques d'un homme que le feld-maréchal Rundstedt qualifiait encore en privé, en 1944, de « caporal bohémien ». Le renvoi du feld-maréchal Blomberg et du colonel-général Fritsch à l'hiver 1938, ainsi que la démission du colonel-général Beck à l'été de cette même année n'avaient fait qu'accroître la suspicion du Führer à l'égard de ses officiers supérieurs, tout comme la réaction négative de plusieurs d'entre eux à l'égard de son intention de lancer une offensive à l'Ouest dès l'automne 1939. Une autre partie de cette défiance s'expliquait par le refus de quelques généraux de cautionner la politique criminelle du régime nazi dans les territoires occupés depuis le début de la guerre. Les protestations du colonel-général Blaskowitz contre les atrocités allemandes commises en Pologne n'avaient pas manqué de provoquer la colère de Hitler. Sa conviction que Blaskowitz parlait au nom de ses camarades l'avait incité à dénoncer les « attitudes puérides » de la direction de l'armée et à affirmer qu'on ne pouvait pas gagner la guerre « avec les méthodes de l'Armée du Salut ». C'est donc dans ce contexte, où l'issue de la guerre était encore incertaine, que Hitler avait décidé de mettre en place un système de corruption reposant sur l'octroi de généreux dons afin de s'assurer une obéissance inconditionnelle et une loyauté à toute épreuve de ses élites militaires⁹³.

En acceptant les sommes d'argent qui leur étaient octroyées par l'entremise d'un système secret, car elles provenaient d'une caisse spéciale du Reich, les généraux de haut-rang se laissaient corrompre, devenant ainsi les complices de Hitler et de son régime criminel⁹⁴. D'ailleurs, le message aux officiers supérieurs qui recevaient ces montants d'argent était très clair : celui qui contesterait les politiques criminelles du régime national-socialiste, comme l'élimination des Juifs et de l'intelligentsia en Pologne qui avait cours depuis l'automne 1939, verrait sa prime mensuelle exonérée d'impôts prendre aussitôt fin⁹⁵. Engel rapporta ce que Hitler exigeait de ses généraux haut-gradés pour qu'ils eussent droit aux dons et distinctions :

« Il n'exige pas d'un général qu'il soit un national-socialiste, mais [...] qu'il se soumette totalement sur le plan politique à la direction de l'État et qu'il exécute aveuglément les ordres qui lui sont donnés par la direction politique. Cela est plus facile s'il reçoit, en dépit de ses convictions personnelles, une distinction appropriée du chef de l'État. Il se sent alors automatiquement redevable à celui-ci »⁹⁶

En atteignant le rang de colonel-général ou de feld-maréchal, l'officier entrait aussitôt en correspondance avec Lammers qui l'informait du montant d'argent exonéré d'impôts qu'il allait recevoir chaque mois. Les conditions des paiements lui étaient clairement expliquées : ils dépendaient d'un

⁹³ *Ibid.*, p. 418-421.

⁹⁴ Ueberschär et Vogel, *Dienen und Verdienen...*, p. 193-195.

⁹⁵ Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 126.

⁹⁶ Ueberschär et Vogel, *Dienen und Verdienen...*, p. 72-73. Voir aussi Goda, « Black Marks... », p. 423.

comportement exemplaire. À cet égard, le ministre de la Chancellerie du Reich lui indiquait que l'argent provenait de la caisse du Führer et non pas du budget militaire. Par conséquent, la prime mensuelle exonérée d'impôts pouvait être révoquée à tout moment. Ainsi les transferts dans le compte de banque du feld-maréchal Friedrich Paulus prirent fin en avril 1943, non pas à cause de sa capture à Stalingrad deux mois auparavant, mais en raison de rapports soviétiques selon lesquels il imputait à Hitler la responsabilité de la destruction de la 6^e armée. Il en fut évidemment de même pour le feld-maréchal Witzleben pour sa participation au complot du 20 juillet 1944 contre Hitler.

Toutefois, la prime mensuelle exonérée d'impôts qui était versée aux officiers des deux plus hauts rangs n'était pas réservée à ceux qui étaient actifs. En effet, un accord conclu en mars 1943 entre le ministre Lammers et le feld-maréchal Keitel stipulait que toute nouvelle affectation ou mise en disponibilité n'entraînerait pas un arrêt des paiements, ce qui n'était pas le cas d'une démission ou d'une mise à la retraite. Tous ceux qui allaient être relevés de leur commandement au cours de la guerre continuèrent donc de recevoir tous les mois leur prime mensuelle exonérée d'impôts. Par exemple, le futur feld-maréchal Manstein allait encaisser mensuellement un montant de 4 000 RM exonéré d'impôts d'avril 1944 à avril 1945, période durant laquelle il fut pourtant inactif, en raison de sa mise en disponibilité par Hitler, le 30 mars 1944.

S'il n'y a aucun document concernant la réaction des bénéficiaires, tout porte à croire cependant qu'ils acceptèrent avec empressement les chèques mensuels exonérés d'impôts du Führer, dont les conditions d'encaissement revenaient, en quelque sorte, à signer son nom sur ce qui pouvait apparaître comme un second serment de fidélité. À l'instar de la plupart de ses pairs, Manstein allait profiter de ce système sans éprouver le moindre remords de conscience. En fait, semble-t-il, les bénéficiaires considéraient ces sommes d'argent comme un paiement légitime qui allait de soi à tous les feld-maréchaux et colonels-généraux. Pourtant, le simple fait qu'elles étaient considérables pour l'époque et, de surcroît, exonérées d'impôts, et qu'elles leur étaient versées secrètement, et ce, en fonction de leur comportement, auraient dû suffire amplement à leur faire prendre conscience qu'elles n'étaient aucunement légitimes et encore moins une marque de gratitude du Führer pour les services rendus à l'Allemagne⁹⁷.

Bénéficiaire de la prime mensuelle exonérée d'impôts pour l'exercice du commandement d'un corps d'armée (150 RM par mois de février 1940 à septembre 1941), Manstein allait par la suite se faire attribuer les primes mensuelles exonérées d'impôts relatives aux grades de colonel-général (2 000 RM par mois de février 1942 à juin 1942) et de feld-maréchal (4 000 RM par mois de juillet 1942 à avril 1945), ainsi que celles concernant les commandements d'armée (250 RM par mois de septembre 1941 à novembre 1942) et de groupe d'armées (250 RM par mois de novembre 1942 à mars 1944). Après son licenciement, en mars 1944, il allait continuer à recevoir une prime mensuelle de 4 000 RM exonérée

⁹⁷ *Ibid.*, p. 424-426 et 446.

d'impôts en vertu de son grade de feld-maréchal jusqu'en avril 1945, le dernier mois où le système de dotations du Führer fut en vigueur⁹⁸.

Au printemps 1945, alors que l'état se resserrait de plus en plus autour de l'Allemagne et que des milliers de soldats allemands étaient fusillés pour désertion, des officiers supérieurs, dont la prime mensuelle exempte d'impôts était déposée jusque-là dans une banque située dans une région qui se retrouvait sous le feu de l'ennemi, transférèrent leur compte dans une banque d'une localité plus sécuritaire. Autrement dit, l'argent allait pouvoir retraiter, mais pas les troupes ! Parmi les noms de ces officiers, on retrouvait ceux des feld-maréchaux suivants : Erich von Manstein, Georg von Küchler, Wilhelm List et Maximilian von Weichs⁹⁹.

⁹⁸ Pour la liste des bénéficiaires d'avril 1945, voir Ueberschär et Vogel, *Dienen und Verdienen...*, p. 243-247.

⁹⁹ Goda, « Black Marks... », p. 429.

CHAPITRE 7

LE REICH DANS UNE IMPASSE STRATÉGIQUE ?

Le 19 juillet 1940, le général Manstein apprenait qu'une nouvelle affectation était prévue pour son état-major. Il allait être transféré sur la côte de la Manche pour préparer l'invasion de l'Angleterre. Deux divisions d'infanterie lui seraient subordonnées. Il devait s'installer au Touquet. Avant d'analyser les considérations stratégiques de Manstein sur la poursuite de la guerre, en particulier ses critiques virulentes concernant le plan de débarquement en Angleterre et les raisons qui conduisirent à l'abandonner, sans doute est-il opportun de présenter quelques observations générales sur la situation politique à la suite de la campagne de France.

L'opération « Lion de Mer » (Seelöwe)

En abattant la France, en la faisant sortir du conflit, Hitler espérait amener l'Angleterre à conclure une paix de compromis avec l'Allemagne pour ainsi se dégager d'un conflit à l'Ouest qu'il n'avait pas souhaité et qu'il avait cru éviter en signant un pacte de non-agression avec Staline. Le 25 juin 1940, au moment où l'armistice entra en vigueur, il confiait à son entourage son espoir de conclure une entente avec Londres et son intention de consolider ses conquêtes pour les dix prochaines années au moins avant d'entreprendre la conquête d'un espace vital en Russie soviétique :

« La guerre à l'Ouest est terminée. La France a été défaite et avec l'Angleterre je trouverai d'ici peu un terrain d'entente. Il nous restera alors à régler nos comptes avec l'Est. Mais c'est une tâche qui ouvre des problèmes planétaires, tels que les relations avec le Japon et le rapport de forces dans le Pacifique, des problèmes auxquels nous ne serons sans doute pas à même de nous attaquer avant dix ans. Maintenant, nous allons avoir les mains occupées, et ce, pour des années à digérer et à consolider ce que nous avons obtenu en Europe »¹.

Hitler était tellement convaincu de pouvoir mettre fin à la guerre prochainement, après avoir fait entendre raison à l'Angleterre pour qu'elle déposât définitivement les armes, qu'il avait tenu, à la fin juin, au général Halder, chef d'état-major général de l'OKH, et au colonel Warlimont, adjoint du lieutenant-général Jodl à l'OKW, des propos forts révélateurs à ce sujet : « Vous feriez bien de vous chercher un autre emploi, car il n'y aura bientôt plus d'armée »². Cette opinion du Führer selon laquelle la guerre était

¹ Lukacs, *Le duel Churchill-Hitler...*, p. 201.

² Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generäle...*, p. 128.

gagnée et presque terminée était également partagée par la majorité des militaires, notamment ceux de l'OKW, comme le colonel-général Keitel et le lieutenant-général Jodl³.

Dans la perspective d'une entente avec la Grande-Bretagne qui devait mettre un terme à la guerre, il avait déjà ordonné, à la fin mai, avant même la conclusion de la campagne de France, une réduction des forces terrestres. Celles-ci devaient diminuer de 35 grandes unités, soit de 155 à 120. Le nombre de divisions rapides devait néanmoins être doublé de 10 à 20 divisions de Panzer et de 5 à 10 divisions motorisées⁴.

Mais l'enthousiasme de Hitler sur les chances d'un accommodement fit rapidement place au scepticisme avec l'échec des sondages diplomatiques entrepris par l'intermédiaire de la Suède, de la Suisse et du Vatican. Son idée voulant que, à la suite d'une défaite française et de l'offre de conditions « raisonnables », la Grande-Bretagne se résignerait à l'inévitable dans son propre intérêt, se révéla erronée. Manifestement, il avait sous-estimé grossièrement la vague de résignation et d'idéalisme qui naquit en Grande-Bretagne à la suite de son entrée à Prague, au printemps 1939, et sur laquelle Churchill put compter pendant l'été 1940⁵.

Fidèle à sa tradition, l'Angleterre ne pouvait se résigner à une hégémonie allemande sur le continent, une situation qu'elle n'avait pas davantage voulu accepter au temps de Louis XIV, de Napoléon et de Guillaume II. Tant et aussi longtemps que sa marine demeurait intacte et que son espace aérien n'était pas dominé par la Luftwaffe, elle n'avait pas à craindre une invasion. Le soutien toujours plus important des États-Unis et la perspective d'un conflit germano-soviétique renforçaient également sa volonté de poursuivre la lutte⁶. De toute façon, accepter une paix de compromis reviendrait à renoncer aux valeurs fondamentales des démocraties occidentales au nom desquelles la Grande-Bretagne avait justement déclaré la guerre au III^e Reich et à laisser une large partie de la Pologne et des nations occupées d'Europe de l'Ouest sous la domination allemande⁷.

Le 19 juillet, sans toutefois trop y croire, Hitler annonça à la Chancellerie du Reich sa dernière proposition de paix à l'Angleterre dans l'intention de mettre fin à la guerre. En tant que vainqueur, il fit appel une fois de plus à la raison et au bon sens des Anglais afin d'éviter un prolongement inutile de la guerre qui, selon lui, ne pourrait se terminer que par la destruction de l'Empire britannique, qu'il n'avait pourtant jamais eu l'intention de détruire ni même d'affaiblir. S'il ne fit aucune suggestion concrète pour des conditions de paix, notamment en ce qui concerne le devenir des États européens vaincus et occupés, il est cependant clair qu'il revendiquait une liberté complète pour remodeler le continent européen à sa façon. En d'autres termes, il se montra prêt à ménager l'Empire britannique en autant que celui-ci acceptât

³ *Idem.* Voir aussi Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 799.

⁴ Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generäle...*, p. 128-129.

⁵ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 433-434.

⁶ Hans Umbreit, « Churchill's Determination to Continue War », dans Klaus A. Maier, Horst Rohde, Bernd Stegemann et Hans Umbreit (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 2 : *Germany's Initial Conquests...*, p. 363.

⁷ Heinz Magenheimer, *Hitler's War. Germany's Key Strategic Decisions 1940-1945. Could Germany Have Won World War Two ?* Londres, Arms and Armour, 1998, p. 25-26.

que le Reich eût les mains libres sur le continent. Malgré la réponse négative du ministre britannique des Affaires étrangères, Lord Halifax, à sa proposition de paix de compromis trois jours plus tard, Hitler ne fut pas surpris outre mesure, d'autant plus qu'il envisageait depuis peu un débarquement en Angleterre.

Déjà, le 30 juin, le lieutenant-général Jodl avait remis à Hitler un mémorandum intitulé « La poursuite de la guerre contre l'Angleterre » dans lequel il suggérait différentes mesures à adopter dans l'éventualité où celle-ci refuserait de conclure la paix avec l'Allemagne. Dans ce document, le chef d'état-major de l'OKW proposait trois étapes pour faire entendre raison à l'Angleterre : 1) intensification de la guerre aérienne et navale, d'une part contre l'aviation et la marine de l'ennemi pour anéantir sa puissance militaire et d'autre part contre ses importations maritimes, ses dépôts d'approvisionnement et ses usines d'armements afin de paralyser son économie de guerre ; 2) raids de terreur contre les grands centres de population pour briser la volonté du peuple britannique de résister ; 3) débarquement de troupes avec pour objectif l'occupation de l'Angleterre. Selon l'opinion de Jodl, le combat contre la Royal Air Force devait avoir toute la priorité, car seule l'élimination de celle-ci permettrait de faire efficacement le siège de l'Angleterre. Dans son esprit, une opération amphibie en Angleterre devait être conduite seulement en dernier ressort, lorsque son économie serait paralysée et sa force aérienne détruite, et seulement si la nécessité s'en faisait ressentir. Dans le dessein de porter ce coup de grâce, il était primordial que la Luftwaffe possédât la maîtrise des airs. Comme solution de rechange ou complémentaire, Jodl suggérait une stratégie indirecte menée à la périphérie avec l'assistance de pays ayant intérêt à participer à l'éclatement de l'Empire britannique. Il envisageait donc la capture de Gibraltar en coopération avec l'Espagne et la prise du canal de Suez avec le concours de l'Italie⁸. Cependant, pensait-il, tout cela pouvait ne pas être nécessaire : « Puisque l'Angleterre ne peut plus se battre pour la victoire, mais seulement pour sauvegarder ses possessions et son prestige mondial, elle pourrait, selon toutes prévisions, être amenée à faire la paix quand elle apprendra qu'elle peut encore l'obtenir à un prix relativement bas »⁹. C'était également ce que pensait Hitler à ce moment-là.

Pour donner suite à ce mémorandum, l'OKW avait émis, le 2 juillet, une directive qui enjoignait aux trois armes d'entamer dans les plus brefs délais les préparatifs en vue d'un débarquement. La directive soulignait qu'un débarquement n'était possible qu'à condition que la supériorité aérienne de la Luftwaffe pût être établie aux dépens de l'aviation de guerre britannique. Elle insistait également sur le fait que les préparatifs devaient être entrepris tout en tenant compte du fait que l'invasion était seulement un projet. La date n'était donc pas encore décidée. Cette directive reflétait la tiédeur de l'OKW vis-à-vis de l'opération et sa conviction qu'elle ne serait peut-être pas nécessaire¹⁰.

⁸ Umbreit, « Plans and Preparations for a Landing in England », dans Klaus A. Maier, Horst Rohde, Bernd Stegemann et Hans Umbreit (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 2 : *Germany's Initial Conquests...*, p. 367 ; Klaus A. Maier, « The Battle of Britain », dans Klaus A. Maier, Horst Rohde, Bernd Stegemann et Hans Umbreit (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 2 : *Germany's Initial Conquests...*, p. 374.

⁹ Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 799-800.

¹⁰ *Ibid.*, p. 791.

Le 13 juillet, les grands chefs militaires se présentèrent au Berghof pour discuter avec Hitler de l'Angleterre. Le colonel-général Halder nota, dans son journal, le soir même :

« Le Führer est très concerné par la question de savoir pourquoi l'Angleterre refuse de faire la paix. Il voit la réponse, comme nous tous, dans le fait que l'Angleterre met toujours ses espoirs en la Russie. Il estime donc nécessaire de contraindre par la force l'Angleterre à faire la paix. Mais il n'aime pas cette solution. La raison est que si nous écrasons la puissance militaire de l'Angleterre, l'Empire britannique s'écroulera et l'Allemagne n'en tirera aucun profit. Le sang allemand sera versé pour accomplir quelque chose dont seuls le Japon, l'Amérique et les autres tireront profit »¹¹.

Trois jours plus tard, le 16 juillet, Hitler ordonna finalement les préparatifs d'une opération de débarquement contre l'Angleterre. Le préambule de la directive en était ainsi formulé :

« Puisque l'Angleterre, en dépit de sa situation militaire désespérée, ne manifeste encore aucune intention d'en venir à un accommodement, j'ai résolu de préparer une opération de débarquement et, si besoin est, de l'exécuter. Le but de cette opération est d'éliminer la métropole anglaise en tant que base servant à la poursuite de la guerre contre l'Allemagne et, si ce devait être nécessaire, de l'occuper complètement »¹².

Dans ce dessein, la Royal Air Force devait être éliminée de sorte qu'elle ne pût gêner d'aucune manière le transport des troupes à travers la Manche. Le nom de code de l'opération était « Lion de Mer » (*Seelöwe*) et ses préparatifs devaient être terminés à la mi-août. Mais les formules du préambule – « si besoin est », « si ce devait être nécessaire » – indiquaient la tiédeur du Führer¹³.

Dès le lendemain, l'OKH mettait au point un plan détaillé de débarquement sur un vaste front de la côte sud de l'Angleterre. Il envoyait 13 divisions d'infanterie d'élite aux emplacements qui, sur la côte de la Manche, devaient servir de point de départ à la première vague d'invasion. À l'instar de la bataille de France, l'opération principale de l'invasion était confiée au feld-maréchal Rundstedt et à son groupe d'armées A, composé des 16^e et 9^e armées. Six divisions de la 16^e armée du colonel-général Busch devaient embarquer au Pas de Calais et atteindre les plages du sud-est de l'Angleterre entre Ramsgate et Bexhill. Quatre divisions de la 9^e armée du général Adolf Strauss traverseraient la Manche depuis les différents ports situés entre Caen et Dieppe, dans la région du Havre, et débarqueraient sur la côte sud anglaise entre Brighton et Portsmouth. Plus à l'ouest, le groupe d'armées B du feld-maréchal Bock, avec trois divisions de la 6^e armée du feld-maréchal Reichenau, appareillant de la presqu'île du Cotentin à Cherbourg, accosterait dans la baie de Lyme sur les côtes anglaises du sud-ouest de part et d'autre de Weymouth. En tout, 90 000 hommes devaient débarquer lors de cette première vague, dont le transport à travers la Manche demandait l'utilisation de 155 navires, représentant quelque 700 000 tonnes et plus de 3 000 embarcations de moindre tonnage (1 720 péniches, 470 remorqueurs et 1 160 vedettes)¹⁴.

La seconde vague de l'invasion serait constituée par une force mobile d'exploitation formée de 6 divisions blindées et de 3 divisions motorisées réparties en trois corps d'armée. Cette vague devait être

¹¹ Cité par Noakes et Pridham, *Nazism 1919-1945...*, p. 783.

¹² *Ibid.*, p. 783-784.

¹³ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 457.

¹⁴ Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 801 ; Liddell Hart, *Histoire de la Deuxième Guerre mondiale...*, p. 95.

suivie par une troisième de 17 divisions d'infanterie. Après cette troisième journée d'invasion, l'OKH prévoyait avoir débarqué un total de 260 000 hommes organisés en 39 divisions, dont 6 de Panzer et 3 motorisées, plus 2 divisions aéroportées.

Après s'être assuré des têtes de pont, le groupe d'armées A avancerait vers le premier objectif, une ligne décrivant un arc allant de l'estuaire de la Tamise jusqu'à Portsmouth. Pour sa part, le groupe d'armées B progresserait au nord vers Bristol, isolant le Devon et la Cornouailles. Le groupe de Rundstedt avancerait ensuite vers le second objectif : une ligne entre Maldon, sur la côte est au nord de l'estuaire de la Tamise, et l'estuaire de la Severn sur la côte ouest, tout près de Gloucester. Pour cela, la 16^e armée de Busch isolerait Londres à partir de l'ouest pendant que la 9^e armée de Strauss atteindrait l'estuaire de la Severn et bloquerait le Pays de Galles¹⁵.

L'OKH prévoyait compléter la campagne en quatre semaines tout au plus. Cet objectif correspondait parfaitement à celui du Führer qui insistait pour que l'opération principale fût terminée vers le 15 septembre. Les 41 divisions allemandes étaient jugées suffisantes pour briser la résistance ennemie en un mois. Au début de juillet, l'OKH estimait les forces anglaises de « valeur combattante » à 15 ou 20 divisions. En réalité, il y avait, à ce moment-là, 29 divisions en Angleterre, mais guère plus d'une demi-douzaine de « valeur combattante », car elles ne possédaient pratiquement ni char de combat ni artillerie lourde¹⁶.

Le 19 juillet, le général Manstein était informé que le 38^e corps d'armée qu'il commandait devait participer à la première vague d'invasion. Deux divisions d'infanterie, les 24^e et 36^e, lui seraient subordonnées¹⁷. Les quartiers de son état-major furent aussitôt établis dans la ville portuaire du Touquet, à quelque vingt kilomètres au sud de Boulogne. C'est à cet endroit qu'il devait mettre au point les derniers détails relatifs aux opérations d'invasion de son corps d'armée et superviser les exercices d'embarquement et de débarquement de ses troupes avec le concours de la marine. Placé sous le commandement de la 16^e armée de Busch, le corps d'armée de Manstein devait partir de Boulogne-Étaples et débarquer à Bexhill. Conscient des risques que comportait une telle opération, Manstein en n'était pas moins convaincu de son succès. C'était avec la plus grande ardeur qu'il en poussait les préparatifs.

Toutefois, le grand-amiral Raeder, commandant en chef de la Kriegsmarine, s'était montré sceptique dès le début. Il émettait de sérieuses objections concernant une opération d'une aussi grande ampleur à réaliser dans des délais extrêmement rapides. Tous les préparatifs devaient être terminés au milieu du mois d'août. Selon lui, une opération amphibie d'une telle envergure sur un si vaste front, qui

¹⁵ Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 801-802 ; Liddell Hart, *Histoire de la Deuxième Guerre mondiale...*, p. 94-95.

¹⁶ Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 802. Les renseignements anglais sur les plans allemands étaient erronés. Durant tout l'été, Churchill et ses conseillers militaires demeurèrent convaincus que l'armée allemande ferait sa principale tentative de débarquement sur la côte est. En conséquence, le gros des forces terrestres anglaises y fut concentré jusqu'en septembre.

¹⁷ Dans ses mémoires, Manstein mentionna que son corps d'armée devait regrouper trois divisions d'infanterie pour l'opération de débarquement en Angleterre. Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 150. Ce nombre est repris par Palsokar, *Manstein...*, p. 59-60. Cependant, Umbreit, dans sa répartition des forces de la première vague d'invasion, n'attribuait que deux divisions d'infanterie au 38^e corps d'armée. Umbreit, « Plans and Preparations... », p. 370.

s'étendait sur 300 kilomètres de Ramsgate à la baie de Lyme, dépassait les moyens de la marine allemande en convois et en protection. Devant la difficile tâche de transporter une forte armée de l'autre côté de la Manche, en face d'une marine britannique nettement plus forte et d'une aviation ennemie qui paraissait encore active et efficace, on ne devait envisager un débarquement qu'en dernier ressort, insistait-il. Et encore fallait-il que la Luftwaffe eût acquis la supériorité aérienne au-dessus de la Manche et du sud-est de l'Angleterre.

Les dirigeants de l'armée de terre, eux aussi, manifestaient beaucoup d'appréhension quant aux risques que couraient leurs troupes en traversant la mer du fait qu'elles n'étaient aucunement prêtes pour une invasion de l'Angleterre. L'OKH ne l'ayant ni envisagée ni étudiée avant ou pendant la campagne de France, les troupes n'avaient reçu aucun entraînement approprié et rien n'avait été fait pour construire la flotte de débarquement nécessaire. Si bien que, à défaut d'une flotte de débarquement composée de chalands adaptés au transport du personnel et du matériel, on devait rassembler dans les ports de la Manche une armada hétéroclite de remorqueurs, de caboteurs et de péniches de type rhénan, et faire pratiquer aux troupes des exercices d'embarquement et de débarquement. En outre, les chefs de l'OKH n'avaient guère confiance dans la capacité de la Kriegsmarine ou de la Luftwaffe à assurer la protection des convois. C'est pourquoi ils voulaient effectuer l'invasion sur un large front, de Ramsgate à la baie de Lyme, pour obliger l'adversaire à disperser ses forces et faciliter une exploitation rapide dans l'intérieur à partir de zones peu défendues.

L'Amirauté allemande ne s'estimait pas en mesure de fournir les bateaux nécessaires pour assurer le transport et la protection des troupes pour la traversée de la Manche dans le cadre de l'ambitieuse opération conçue par l'OKH, ni d'éviter l'intervention de la puissante flotte britannique. Il lui semblait tout à fait impossible de protéger le front très large réclamé par les généraux. Selon elle, la traversée devait être confinée dans un corridor relativement étroit avec des forces terrestres plus limitées. Celles-ci devaient bénéficier pour la traversée d'un soutien aérien massif et de la protection de batteries lourdes. L'opération devait aussi pouvoir compter sur une très forte DCA pour protéger les ports d'embarquement. De plus, la zone maritime conduisant aux plages de débarquement devait être nettoyée des mines adverses, tandis que sa protection sur les flancs serait assurée par deux barrages de mines particulièrement denses. En raison des faibles moyens de la Kriegsmarine, seule la Luftwaffe était à même d'effectuer les mouillages sur les flancs de la zone de débarquement. Le front devait donc être raccourci de 300 à 100 kilomètres et ne s'étendre que de Ramsgate à Eastbourne. Autant de réserves qui aggravaient les doutes des généraux et les différends entre l'armée et la marine¹⁸.

Tout compte fait, pour les hauts responsables de l'armée de terre comme pour ceux de la Kriegsmarine qui étudièrent la question, les difficultés logistiques paraissaient insurmontables étant donné la force de la marine britannique. Ils ne prirent donc pas vraiment au sérieux l'opération « Lion de Mer ».

¹⁸ Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 802-803. Voir aussi Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 141-142 ; Liddell Hart, *Histoire de la Deuxième Guerre mondiale...*, p. 95 ; Maier, « The Battle of Britain... », p. 369-371.

Contrairement à Manstein, son ancien chef d'état-major, Rundstedt ne croyait pas à ses chances de succès. Il ne se donna ainsi jamais la peine d'assister aux exercices de débarquement amphibies¹⁹. Après la guerre, le commandant en chef du groupe d'armées A fit part du scepticisme qui régnait au sein du haut commandement à l'égard du débarquement.

« L'invasion prévue de l'Angleterre était un non-sens, car les bateaux adéquats n'étaient pas disponibles. [...] Nous considérions toute l'affaire comme une sorte de jeu, car il était évident qu'une invasion était impossible dès lors que notre marine n'était pas en position de protéger la traversée de la Manche ni de transporter des renforts. L'aviation allemande n'était pas davantage capable de remplir ces missions si la marine échouait. [...] J'ai toujours été sceptique sur toute l'affaire. [...] J'ai l'impression que le Führer n'a jamais réellement voulu envahir l'Angleterre. Il n'a jamais eu le courage suffisant. [...] Il espérait que les Anglais feraient finalement la paix »²⁰.

Le 31 juillet, le grand-amiral Raeder était convoqué par Hitler au Berghof pour lui exposer définitivement ses vues sur l'opération. Le 15 septembre, déclarait-il, serait la date la plus proche possible pour entreprendre l'opération « Lion de Mer », et à condition qu'aucune « circonstance imprévue due au temps ou à l'ennemi ne se produise ». Sauf pendant la première quinzaine d'octobre, le temps, expliquait-il, était généralement mauvais sur la Manche, marqué par des brouillards légers au milieu du mois et épais à la fin. Mais cela n'était qu'une partie du problème, car l'opération ne pouvait être conduite que si la mer était calme. Si elle était forte, les chalands couleraient et même les gros bateaux seraient inutiles, puisqu'ils ne pourraient pas assurer le ravitaillement. Le grand-amiral se montrait plus pessimiste à mesure qu'il énumérait toutes les difficultés : « Même si la première vague réussit à traverser avec des conditions météorologiques favorables, il n'y a aucune garantie que ce temps favorable se prolonge pour les seconde et troisième vagues [...]. En réalité, nous devons admettre que pas un transport digne de ce nom ne pourra traverser pendant quelques jours, jusqu'à ce que certains ports puissent être utilisés ». En vertu des considérations reliées au temps et à la logistique, concluait-il, « la meilleure époque pour l'opération serait mai 1941 »²¹.

Mais Hitler ne voulait pas attendre si longtemps, ne serait-ce qu'en raison des conséquences que pourrait entraîner un tel ajournement. Au printemps 1941, la marine allemande ne serait pas plus forte que celle de la Grande-Bretagne. Avec un répit de huit à dix mois, l'armée de terre britannique bénéficierait d'assez de temps pour se reconstituer et aligner de 30 à 35 divisions, une force considérable, dans la zone de l'invasion projetée. Hitler décida donc de faire dépendre l'opération « Lion de Mer » du résultat de la bataille d'Angleterre fixée pour la mi-août. Si la Luftwaffe parvenait d'une part à éliminer complètement la Royal Air Force du ciel de la Manche et de la côte sud de l'Angleterre et d'autre part à neutraliser la marine britannique de la côte sud, une opération amphibie pourrait alors être exécutée à l'automne 1940. Autrement, elle serait retardée jusqu'en mai 1941²².

¹⁹ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 438.

²⁰ Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 800.

²¹ *Ibid.*, p. 803.

²² *Idem.*

Malgré cette décision, Hitler était de plus en plus réfractaire à l'idée d'aller de l'avant avec l'opération « Lion de Mer » qu'il considérait comme extrêmement risquée. En fait, ses pensées étaient maintenant réservées essentiellement au problème russe. Pressé depuis le 21 juillet par le feld-maréchal Brauchitsch et le colonel-général Halder d'entreprendre l'attaque contre la Russie bolchevique, moins pour anéantir le dernier espoir continental de l'Angleterre que pour mettre enfin la main sur un espace vital, Hitler se résolut à se retourner vers l'Est, le 29 juillet. L'exposé de Raeder sur les difficultés d'un débarquement en Angleterre, le 31 juillet, ne fit que le conforter dans sa décision. Même si l'offensive aérienne au-dessus de l'Angleterre devait toujours avoir lieu, c'était désormais la planification des opérations militaires contre l'URSS qui accaparait l'attention de Hitler et des chefs de l'OKH.

Le 17 septembre, Hitler ajourna *sine die* l'opération « Lion de Mer ». La Luftwaffe se révélait manifestement incapable d'acquérir de manière significative la supériorité aérienne aux dépens de l'aviation britannique dans le cadre de la bataille d'Angleterre qui avait cours depuis maintenant un mois. Qui plus est, 21 navires de transport de troupes et 214 chalands, soit environ 12% du total regroupé pour l'invasion, avaient déjà été coulés ou endommagés par les bombardements de l'aviation et de la marine britannique. Le 19 septembre, le Führer ordonna formellement de cesser le regroupement de la flotte d'invasion et de disperser les navires se trouvant dans les ports afin de les soustraire aux attaques aériennes et navales de l'ennemi. Depuis quelque temps déjà, les états-majors de la marine et de l'armée le pressaient de prendre la décision d'annuler définitivement l'opération « Lion de Mer », car le rassemblement sur la côte sud de la Manche de troupes et de matériels de guerre, soumis à de constantes attaques de l'ennemi, menait à des pertes continues.

Finalement, le 12 octobre, Hitler admit l'échec de la bataille d'Angleterre et remit l'invasion au printemps suivant. En fait, les préparatifs de l'invasion devaient être poursuivis uniquement dans le but de maintenir une pression politique et militaire sur l'Angleterre. L'armée et la marine reçurent l'ordre de libérer les formations affectées à l'opération « Lion de Mer » et de leur donner d'autres missions. Mais les soldats et les marins devaient camoufler leurs mouvements afin de faire croire aux Anglais qu'une invasion se préparait toujours sur un large front²³.

L'abandon de l'opération « Lion de Mer » suscita une amère déception chez le général Manstein qui représentait la fraction de l'armée qui croyait à la réussite de l'opération et poussait le plus vigoureusement les préparatifs²⁴. En fait, il aurait préféré régler le problème de l'Angleterre avant de s'attarder à celui de la Russie bolchevique. Selon lui, le haut commandement militaire aurait dû tout mettre en œuvre pour terminer dans les plus brefs délais la guerre avec la Grande-Bretagne. Ne serait-ce qu'en raison de la menace latente que l'Union soviétique faisait peser sur les arrières de l'Allemagne, il lui semblait plus que nécessaire d'obtenir sans tarder la décision à l'Ouest. Une fois l'Angleterre contrainte à

²³ *Idem.*, p. 811-813.

²⁴ Brett-Smith, *Hitler's Generals...*, p. 222.

la paix par la force, soutenait-il, Staline se serait retrouvé à la merci des bonnes volontés du Reich allemand, dont le front de l'Ouest aurait été définitivement sécurisé.

Après la guerre, il déplora l'absence de préparatifs préalables lorsque fut conçu le projet d'envahir l'Angleterre. La Wehrmacht ne put donc exploiter immédiatement la faiblesse momentanée de l'adversaire et dut laisser passer le moment le plus favorable pour effectuer le débarquement. « Ces préparatifs furent entrepris aussitôt, souligna-t-il, mais ils réclamaient tant de temps que la réussite d'un débarquement devint problématique du seul fait des conditions météorologiques »²⁵. En fait, seules la faiblesse et la désorganisation momentanées des forces britanniques, après la perte de la plupart de leurs armes et de leur équipement en France, auraient pu donner à une opération de débarquement aussi hâtive une chance de succès²⁶.

Les considérations stratégiques de Manstein sur la poursuite de la guerre

Selon Manstein, trois options auraient pu s'offrir à Hitler et au haut commandement militaire s'ils avaient été prêts à poursuivre jusqu'au bout la lutte contre l'Angleterre.

La première aurait consisté à couper les voies maritimes et, de ce fait, les importations de l'Angleterre afin de la contraindre à se rendre. De prime abord, soulignait-il, l'Allemagne bénéficiait des conditions les plus favorables pour mener à bien cette tâche. Elle disposait de tout le littoral de la Norvège, des Pays-Bas, de la Belgique et de la France pour installer ses bases aériennes et sous-marines. Cependant, il reconnaissait que les moyens navals et aériens lui faisaient cruellement défaut pour atteindre l'objectif. La Kriegsmarine ne possédait pas un nombre suffisant de sous-marins et encore moins de grands navires, en particulier de porte-avions, pour collaborer avec eux. Comme la bataille d'Angleterre l'avait démontré, la Luftwaffe n'était pas encore assez puissante pour acquérir la maîtrise de l'air, à tout le moins pour empêcher l'aviation britannique d'intervenir contre les sous-marins allemands. Étant donné le nombre encore limité de bombardiers et l'absence de chasseurs disposant d'un rayon d'action suffisant, il lui était tout simplement impossible d'éliminer rapidement la Royal Air Force et de détruire ses sources d'armement. N'étant pas capable de paralyser la plupart des ports en les détruisant, la Luftwaffe l'était encore moins de collaborer étroitement avec les sous-marins dans leur lutte contre la navigation maritime ennemie.

Selon Manstein, aller de l'avant avec cette option aurait exigé d'accroître considérablement les flottes maritime et aérienne pour en assurer le succès. Pour cela, il aurait été inévitable de réduire l'armée de terre pour libérer de la main-d'œuvre. Il aurait donc fallu se préparer à une lutte de longue durée. Mais, ajoutait-il, une réduction des effectifs terrestres et une fixation de la puissance aérienne devant la Grande-Bretagne pendant une longue période auraient pu inciter Moscou à exercer un chantage politique, voire

²⁵ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 157.

²⁶ Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale...*, p. 94.

même à entrer en guerre. Si on ne pouvait prédire avec certitude le comportement de l'URSS dans l'éventualité d'une telle guerre sans merci entre l'Allemagne et l'Angleterre, il était néanmoins fort probable, assurait-il, que les États-Unis seraient intervenus pour éviter la défaite de leur dernier allié en Europe. Ils en auraient eu au moins le temps, alors qu'en cas d'une invasion de l'Angleterre, ils seraient arrivés trop tard, déclarait-il.

Bien que ce ne fût pas la solution qu'il aurait préconisée, Manstein faisait part de la réflexion suivante :

« [L'Allemagne] aurait pu juger possible de s'engager dans cette voie avec de bonnes perspectives de succès, toujours hors le cas d'une intervention soviétique ou américaine, à condition de se borner strictement à réaliser la destruction de l'aviation britannique puis le blocus complet des communications maritimes. Toute entorse à cette règle, dans le vague espoir d'abattre le moral de la nation ennemie par des attaques contre ses villes ne pouvait que diminuer ces chances de succès »²⁷.

Judicieuse en soi, l'analyse que faisait Manstein des tenants et aboutissants de cette option stratégique démontrait toutefois une certaine propension à surestimer les capacités allemandes dans l'éventualité où la Wehrmacht aurait décidé de s'engager dans cette voie. Il n'y a pas de doute que le contrôle de la côte atlantique française offrait au Reich une plate-forme opérationnelle qui augmentait d'emblée les chances de succès d'un blocus des îles britanniques. Dans ce cas, il fallait absolument concentrer l'effort de guerre vers la marine et l'aviation afin d'accroître considérablement leur flotte respective.

Mais même si une telle concentration de l'effort de guerre en faveur de la Kriegsmarine et de la Luftwaffe avait été effectuée et qu'aucun théâtre de guerre secondaire n'avait surgi entre-temps, l'Allemagne n'aurait pu escompter faire le siège de la Grande-Bretagne avec succès avant 1942, voire même avant 1943, selon les dires de l'amiral Karl Dönitz²⁸. Encore fallait-il couler plus de bateaux qu'il n'en sortait des chantiers britanniques et prévenir, aussi longtemps que possible, l'entrée en guerre des États-Unis ou, du moins, restreindre au maximum le volume de leur aide à l'Angleterre. Le grand-amiral Raeder estima, pour sa part, qu'il fallait envoyer par le fond au moins un million de tonnes de navires de commerce par mois pour espérer que le siège conduisît à une conclusion décisive²⁹. Ce chiffre était considérable puisque le résultat record des U-Boot fut de 63 navires en octobre 1940, pour un total de 352 407 tonnes. Une guerre contre les lignes de communication britanniques ne pouvait donc pas garantir un succès immédiat et encore moins à long terme, car il est presque certain que les États-Unis auraient réagi par un effort accru pour éviter une défaite de l'Angleterre si elle s'était trouvée davantage menacée³⁰.

²⁷ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 159.

²⁸ Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 29-30.

²⁹ *Ibid.*, p. 30.

³⁰ *Idem.*

La seconde option aurait consisté à s'emparer des positions stratégiques de la Grande-Bretagne en Méditerranée. En coupant ses lignes de communication avec l'Inde et le Proche-Orient, la Wehrmacht aurait compromis gravement son ravitaillement, notamment en pétrole. Cependant, Manstein ne croyait pas que cela aurait été suffisant pour la contraindre à demander la paix. À son avis, il aurait toujours été possible d'atteindre l'Extrême et le Proche-Orient par la voie du cap de Bonne-Espérance qui ne pouvait être coupée, sauf par un étroit blocus des îles britanniques exercé par la Kriegsmarine et la Luftwaffe, ce qui ramenait à la première option. Mais ce blocus aurait absorbé tous les moyens de la marine et de l'aviation, et il n'en serait plus resté pour la bataille de la Méditerranée.

Pour expulser l'Angleterre du théâtre méditerranéen, relevait-il, il fallait enlever Gibraltar et Malte, et refouler ses troupes hors de l'Égypte et de la Grèce, au cas où elles s'y seraient installées. Manstein ne doutait pas que la Wehrmacht aurait été capable militairement d'accomplir cette tâche. Cependant, une importante partie de ses forces y aurait été absorbée. Pour enlever Gibraltar, il fallait soit l'accord de l'Espagne, qu'en fait Hitler n'avait pas été en mesure d'obtenir, soit exercer une pression sur ce pays, ce qui revenait en quelque sorte à l'occuper. Le Reich aurait dû alors, avec l'accord ou contre la volonté de Madrid et de Lisbonne, assurer la garde des côtes de la péninsule ibérique. Il lui aurait également été indispensable d'occuper l'Afrique du Nord pour empêcher la puissance maritime britannique de reprendre pied en Méditerranée.

Ne serait-ce qu'en raison de la nécessité de couper le ravitaillement en pétrole de l'Angleterre, la Wehrmacht aurait été contrainte de s'engager dans les pays du Proche-Orient. Il a souvent été dit que la possession d'une base dans le Proche-Orient aurait procuré deux avantages à l'Allemagne : d'une part, la possibilité de menacer l'Inde et, d'autre part, l'acquisition d'une position sur le flanc sud de l'URSS qui aurait retenu cette dernière d'attaquer le Reich. Pour Manstein, cette argumentation était tout à fait erronée. Sans tenir compte de l'effet que l'occupation allemande aurait exercé, à la longue, sur l'attitude des peuples du Proche-Orient, il faisait deux constations. En premier lieu, il arguait : « Rien que pour des considérations de ravitaillement, on n'aurait pu entreprendre des opérations contre l'Inde ou contre la Russie, à partir du Proche-Orient, avec des forces suffisantes pour leur assurer un succès véritable ». La puissance maritime britannique aurait pu alors se montrer fort gênante. De plus, ajoutait-il : « L'apparition de l'Allemagne dans le Proche-Orient n'aurait pas empêché l'Union soviétique de l'attaquer, mais l'aurait au contraire incitée à le faire »³¹.

Tout compte fait, expliquait-il, la perte des positions de la Grande-Bretagne sur le théâtre méditerranéen ne l'aurait probablement pas contrainte à la paix. Par contre, la bataille dans cette région aurait absorbé, à la longue, des forces allemandes si importantes que la tentation d'intervenir pour la Russie bolchevique eût été accrue pour protéger ses intérêts et les prétentions qu'elle avait dans les Balkans et surtout au Proche-Orient. Il tirait donc cette conclusion :

³¹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 161.

« Passer par la Méditerranée pour réduire l'Angleterre, c'était prendre une *voie détournée*, analogue à celle que Napoléon avait envisagée pour frapper mortellement l'Angleterre dans les Indes par l'Égypte. C'était, à longue échéance, engager les forces allemandes dans une direction non décisive, permettre ainsi à la métropole britannique de se réarmer, et offrir à l'Union soviétique sa meilleure chance contre le Reich. En réalité, c'eût été *se dérober* devant la décision qu'on ne se croyait pas capable d'obtenir en face de la métropole britannique »³².

Il n'avait probablement pas tort en affirmant que le Reich allemand n'aurait peut-être pas pu contraindre l'Angleterre à faire la paix dans l'éventualité où il serait parvenu à s'emparer de ses positions stratégiques en Méditerranée. Cependant, il ne semble pas avoir reconnu à sa juste valeur tous les avantages que son pays aurait pu retirer d'une offensive limitée sur le théâtre méditerranéen et de l'acquisition de positions stratégiques clefs comme Gibraltar, Malte et le canal de Suez. Les avantages étaient les suivants : sécuriser le flanc sud des puissances de l'Axe, considéré comme étant « le ventre mou de l'Europe » ; rendre impossible pour l'Angleterre toute tentative d'ouvrir un second front par une intervention dans les Balkans ou ailleurs sur le théâtre méditerranéen ; éviter une division subséquente des forces de la Wehrmacht ; obtenir un accès aux sources de pétroles de l'Irak et renforcer ainsi significativement l'économie de guerre allemande³³.

Cette stratégie était justement celle que préconisait le grand-amiral Raeder, le commandant en chef de la Kriegsmarine. En septembre 1940, il avait écrit deux mémorandums à l'attention de Hitler dans lesquels il prônait avec force une stratégie visant à détruire les forces britanniques en Méditerranée et au Proche-Orient. Selon Raeder, il fallait s'emparer de Gibraltar et du canal de Suez, avant de pousser vers la Palestine et la Syrie, jusqu'à la frontière turque. Des bases à Dakar, à Casablanca et dans les Açores consolideraient la présence du Reich dans l'Atlantique. Quant à la domination de la Méditerranée, elle priverait la Grande-Bretagne de son principal centre stratégique et la chasserait du Proche-Orient. En même temps, elle permettrait l'emprise italienne en Afrique orientale, tout en empêchant les États-Unis d'acquérir des bases en Afrique du Nord-Ouest avant d'entrer en guerre. L'Angleterre étant isolée et peut-être même contrainte de trouver un arrangement, l'Allemagne serait dans une telle position de force qu'elle n'aurait plus rien à craindre des États-Unis. Pour convaincre son Führer, Raeder avait ensuite joué sa dernière carte. La Turquie se trouvant sous l'influence allemande, la menace soviétique serait réduite. « Il serait alors douteux », concluait-il, « qu'il fût encore nécessaire d'attaquer les Russes par le nord »³⁴.

Il est très probable, en effet, que l'élimination des forces britanniques de cette région aurait renforcé considérablement la position géopolitique et géostratégique de l'Allemagne et accru ses options pour la poursuite de la guerre, non seulement contre la Grande-Bretagne, mais aussi dans la perspective d'une attaque contre l'Union soviétique. Cette dernière stratégie aurait toutefois été conditionnelle à la

³² *Ibid.*, p. 162.

³³ Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 30-31, 70 ; Bevin Alexander, *How Hitler could have won World War II : The Fatal Errors that led to Nazi Defeat*, New York, Three Rivers Press, 2000, p. 49-50.

³⁴ Hillgruber, *Hitlers Startegie...*, p. 188-192. Voir aussi Alexander, *How Hitler...*, p. 48-50 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 492-493.

conclusion des opérations sur le théâtre méditerranéen avant le printemps 1941, de manière à libérer le gros des forces qui y étaient engagées pour la campagne à l'Est³⁵.

Si, pour des raisons de ravitaillement et de logistique, une opération contre l'Inde ne pouvait être entreprise avec des forces suffisantes pour en assurer le succès, cela n'était pas nécessairement le cas pour une opération contre l'URSS par le Caucase. Avec un accès direct aux champs pétrolifères irakiens lui assurant de l'essence en quantité suffisante, quelques unités blindées et motorisées allemandes auraient pu progresser rapidement à travers le Caucase et faire jonction avec un groupe d'armées allemand débouchant de l'Ukraine. Le parcours de ce dernier en aurait été facilité par le fait que les troupes allemandes attaquant par le Caucase auraient retenu devant elles plusieurs divisions ennemies³⁶.

L'Allemagne se serait également retrouvée dans une position beaucoup plus favorable pour faire face aux développements politico-militaires dans les Balkans, au printemps 1941. Elle aurait peut-être ainsi évité l'ajournement de l'opération « Barbarossa », le plan d'attaque contre l'Union soviétique, du 10 mai au 22 juin 1941³⁷.

Dans le cas où Hitler et les chefs de la Wehrmacht auraient décidé de ne pas attaquer l'URSS, la seule présence de forces allemandes sur son flanc sud l'aurait incitée davantage à ne pas attaquer le Reich. À maints égards, cette deuxième option stratégique semble donc beaucoup plus judicieuse que ne le pensait jadis Manstein. S'il prétendait le contraire, c'est sans doute parce qu'il cherchait, comme nous le verrons plus loin, à justifier l'invasion de l'Union soviétique en invoquant l'argument selon lequel l'Allemagne aurait été contrainte de mener une guerre préventive du fait de la politique agressive de Staline et de la concentration de forces soviétiques menaçantes à la frontière orientale du Reich.

La troisième option évoquée par Manstein aurait consisté en un débarquement sur les côtes anglaises, tel qu'envisagé par l'opération « Lion de Mer ». Selon lui, « une invasion constituait le moyen *le plus rapide* d'abattre l'Angleterre », les deux autres options « ne pouvant agir qu'à *longue échéance* ». La conquête de la métropole anglaise aurait enlevé à l'adversaire la base qui lui était indispensable pour attaquer le continent européen par la mer. Même si le gouvernement Churchill décidait de poursuivre la lutte depuis le Canada et que les États-Unis finissaient par entrer en guerre, ils ne pourraient projeter une invasion du continent européen à travers l'Atlantique sans pouvoir se servir des îles Britanniques comme tremplin pour un débarquement. L'occupation de la Grande-Bretagne, qui aurait entraîné l'élimination de la Royal Air Force, le refoulement des restants de la flotte navale sur l'autre rive de l'Atlantique et la suppression du potentiel militaire de la métropole, aurait peut-être permis au Reich de régler rapidement la situation sur le théâtre méditerranéen. Du seul point de vue militaire, soulignait-il, « l'invasion de l'Angleterre, *si elle possédait des chances de réussir*, constituait incontestablement la solution juste »³⁸.

³⁵ Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 70.

³⁶ *Idem*. Voir aussi Alexander, *How Hitler...*, p. 50-52.

³⁷ Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 70.

³⁸ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 163-164.

Certes, Manstein ne méconnaissait pas l'énorme risque d'une telle opération militaire à travers la Manche. Toutefois, il la considérait quand même réalisable à l'été 1940. La comparaison avec les immenses moyens techniques mis en œuvre par les Alliés lors du débarquement de Normandie en juin 1944, arguait-il rétrospectivement, ne suffisait pas, à elle seule, à conclure prématurément qu'une tentative d'invasion exécutée avec des moyens de transport aussi peu adaptés que ceux dont disposaient les Allemands à l'été 1940 était nécessairement vouée à l'échec. Il en était de même en ce qui a trait à la maîtrise de l'espace aérien et maritime, quelle que fût son importance décisive en 1944.

À l'été 1940, l'Allemagne possédait un avantage majeur selon Manstein : elle n'avait pas, du moins dans l'immédiat, à compter « sur une défense organisée sur la côte britannique par des troupes suffisamment bien armées, entraînées et commandées ». En fait, expliquait-il, l'Angleterre se trouvait vulnérable à une invasion et l'aurait été encore plus « si Hitler n'avait pas laissé le corps expéditionnaire s'échapper à Dunkerque »³⁹.

À ses yeux, le succès d'un débarquement en Angleterre, à l'été 1940, dépendait de deux facteurs :

« 1) D'une exécution aussi rapide que possible pour trouver le pays encore dans l'incapacité de se défendre à terre et pour profiter des conditions météorologiques favorables. (La Manche fut presque constamment plate comme un miroir, devant nous, en juillet, août et début septembre) ; 2) De la possibilité d'empêcher, *dans une mesure suffisante*, l'aviation et la flotte britanniques d'intervenir dans la zone du débarquement pendant la durée du passage et le temps nécessaire après celui-ci »⁴⁰.

L'imprévisibilité du facteur météorologique et l'impossibilité d'assurer que la Luftwaffe serait en mesure d'acquérir la supériorité aérienne au-dessus de la Manche et du sud de l'Angleterre conféraient à l'opération « Lion de Mer » un degré de risque considérable. C'est justement à cause de ce risque que l'entreprise avait été envisagée dès le départ avec beaucoup de réserves par Hitler et ses chefs militaires.

D'après Manstein, le Führer avait renoncé finalement à l'idée d'entreprendre un débarquement essentiellement pour deux raisons. Premièrement, parce que les préparatifs se prolongèrent à un point tel que le passage de la première vague ne put être envisagé avant la fin septembre, c'est-à-dire à un moment où les Allemands n'avaient plus l'assurance de disposer d'une période de beau temps suffisamment longue pour mener successivement et sans intervalle les trois vagues d'invasion. Deuxièmement, la Luftwaffe ne fut pas en mesure, à cette date, d'acquérir la maîtrise aérienne au-dessus de la Manche et du sud de l'Angleterre. Il allait de soit que cette deuxième raison fut plus décisive que la première, insistait-il.

Selon lui, le premier écueil aurait pu être évité si un plan d'invasion avait déjà existé. Ainsi, une partie importante des préparatifs aurait pu être entreprise avant même la fin de la campagne de France. La date d'exécution n'aurait pas dû être repoussée jusqu'à l'automne si Hitler et les dirigeants de la Wehrmacht avaient pris la décision d'envahir l'Angleterre au plus tard à l'époque de la capitulation

³⁹ *Ibid.*, p. 165.

⁴⁰ *Idem.*

française, c'est-à-dire au milieu de juin et non pas au milieu de juillet. Prise quatre semaines plus tôt, cette décision aurait permis de fixer la date de l'opération dès le milieu d'août.

Quant à la deuxième raison, ajoutait-il, le haut commandement militaire avait commis une erreur de jugement dans son intention de conquérir la maîtrise de l'air au-dessus de la Manche et de l'Angleterre par une bataille aérienne isolée, débutant bien avant la première date prévue pour l'invasion. En obtenant la supériorité aérienne dans ce secteur avant le débarquement, la direction militaire avait manifestement voulu se créer une garantie de succès de l'opération. Cependant, elle avait abouti simplement à gaspiller les forces de la Luftwaffe dans des conditions qui lui étaient tout à fait défavorables.

La seule prise en considération du rapport de forces, selon Manstein, aurait dû amener le haut commandement militaire de la Luftwaffe à s'apercevoir que ses moyens n'étaient pas suffisants et appropriés pour obtenir le succès recherché aux dépens de l'aviation britannique et de ses centres d'armement. D'un côté, il sous-estimait la puissance de la chasse adverse ; de l'autre, il surestimait l'action de ses propres bombardiers. En outre, il fut surpris par l'existence d'un système de radars déjà en mesure de fonctionner efficacement. Il aurait dû savoir que le rayon d'action de ses bombardiers et surtout de ses chasseurs était insuffisant pour mener des opérations en profondeur. L'aviation ennemie put ainsi se soustraire aux combats dans lesquels il comptait l'anéantir. Il ne prit pas non plus en considération que les chasseurs allemands devraient combattre au-dessus d'un territoire dans des conditions beaucoup plus défavorables que la chasse aérienne adverse, pendant que les bombardiers se trouveraient dépourvus de toute couverture dès qu'ils sortiraient du rayon d'action de la chasse. Enfin, il commit la faute de modifier au cours de la bataille d'Angleterre l'objectif de l'offensive aérienne. Alors que sa Luftwaffe était sur le point d'acquiescer la maîtrise de l'air au-dessus du Kent et du Sussex à la suite d'attaques contre les industries aéronautiques et les terrains d'aviation, il déplaça le point de concentration de l'offensive sur Londres, objectif qui n'avait désormais plus aucun rapport opérationnel avec la préparation de l'invasion⁴¹.

En vertu de ces considérations, expliquait-il, l'état-major de Göring n'aurait dû chercher « la bataille décisive que dans des conditions d'égalité avec l'aviation britannique, c'est-à-dire au-dessus de la Manche ou de ses côtes, donc en liaison opérationnelle étroite avec le débarquement lui-même » :

« [...] Bien qu'il soit toujours désirable d'acquiescer la maîtrise de l'air avant même le début d'une opération de débarquement, un examen lucide de tous les éléments aurait dû conduire le commandement allemand à n'engager décisivement son aviation qu'en liaison étroite avec ce débarquement »⁴².

Manstein reconnaissait que la Luftwaffe aurait alors eu beaucoup de missions à remplir, telles que l'attaque des bases aériennes du sud de l'Angleterre, la protection de l'embarquement dans les ports français, la protection de la flotte de transport pendant la traversée de la Manche, le soutien des premières

⁴¹ *Ibid.*, p. 166-168.

⁴² *Ibid.*, p. 168.

vagues à leur arrivée sur les plages, et l'opposition à une intervention de la flotte anglaise en collaboration avec la Kriegsmarine et l'artillerie côtière. Mais, ces missions devant se succéder très rapidement, elle n'aurait cependant pas eu à les remplir toutes à la fois.

Selon lui, l'issue aurait probablement dépendu d'une bataille aérienne décisive livrée au-dessus de la Manche ou de l'Angleterre méridionale, à partir du moment où la Wehrmacht et la Kriegsmarine auraient commencé l'opération. Cependant, la Luftwaffe aurait trouvé des conditions sensiblement plus favorables dans cette bataille que dans ses attaques à l'intérieur du pays. Il était donc d'avis que cela « équivalait, évidemment, à tout jouer sur la même carte. C'était cependant le prix à payer si, dans les conjonctures du moment, on décidait de tenter l'invasion »⁴³.

Hitler s'était trouvé confronté à une entreprise militaire qui impliquait indubitablement de très gros risques et Manstein en fut bien conscient. Si l'invasion échouait, le Führer perdrait les forces de l'armée et de la marine engagées dans l'opération, ainsi qu'une partie de celles de l'aviation. Sans subir un dommage irréparable, du seul point de vue militaire, la Wehrmacht ne sortirait pas de cette bataille sans être durement éprouvée. Les conséquences politiques pourraient toutefois être beaucoup plus graves. Tout d'abord, la volonté de résistance des Britanniques s'en trouverait certainement renforcée ; ensuite, l'incitation des États-Unis et de l'URSS à entrer en guerre pourrait être plus grande que jamais. En dernier lieu, un tel échec ne manquerait pas de compromettre le prestige du dictateur, tant en Allemagne que sur la scène internationale.

Aux deux considérations militaires évoquées précédemment pour expliquer l'abandon du plan « Lion de Mer », Manstein en ajoutait une troisième de nature politique. Selon lui, Hitler avait toujours cherché à éviter une lutte avec la Grande-Bretagne et son empire à cause de ses conceptions politiques. À plus d'une occasion, il avait affirmé qu'il n'était pas dans l'intérêt du III^e Reich de détruire cet empire, car l'héritier ne pouvait être lui, mais les États-Unis, le Japon ou l'Union soviétique. Par conséquent, il n'avait ni voulu, ni prévu la guerre avec la Grande-Bretagne. Dans toute la mesure du possible, il avait souhaité éviter une lutte décisive avec un empire qu'il admirait comme réalisation politique.

Au lieu de vaincre cette puissance par les armes, il avait décidé de la convaincre de la nécessité d'une entente en abattant l'Union soviétique qui semblait être son dernier espoir sur le continent européen pour la poursuite de la lutte contre l'Allemagne. « Ce recul devant un risque militaire et politique certainement très élevé fit commettre à Hitler », déclarait Manstein, « *sa plus grande faute de jugement* ». S'il craignait de livrer la bataille décisive contre l'Angleterre au moment le plus favorable pour lui, « l'Allemagne devait se trouver tôt ou tard dans une situation intenable ». Plus la guerre avec la Grande-Bretagne se poursuivrait, plus l'attitude de l'URSS pourrait devenir menaçante pour le Reich. Mais s'il refusait finalement de porter le coup décisif à l'été 1940, en laissant filer une chance qui ne devait plus se représenter, poursuivait Manstein, Hitler ne pouvait pas pour autant se cantonner dans une position

⁴³ *Ibid.*, p. 169.

d'attente. « Il se trouvait contraint d'éliminer l'Union soviétique comme adversaire, par une *guerre préventive*, tant qu'il n'existait pas encore à l'Ouest, sur le continent, d'ennemi dangereux »⁴⁴.

L'abandon du projet d'invasion de l'Angleterre constitua donc pour Manstein une amère déception. Malgré ses risques élevés, il avait, selon lui, une véritable chance de succès pour autant qu'il fût exécuté à l'été 1940. Il croyait qu'il s'agissait de la meilleure solution à adopter pour la poursuite de la guerre, comme en témoigne cette remarque qu'il fit dans ses mémoires : « En réalité, Hitler se déroba devant le risque que comportait une invasion de l'Angleterre pour accepter celui beaucoup plus grand d'une guerre sur deux fronts »⁴⁵.

Que Manstein ait vu juste en affirmant qu'une invasion constituait le moyen le plus rapide pour acculer l'Angleterre à la défaite, il n'y a pas de doute. La conquête de la métropole anglaise aurait enlevé à l'adversaire la plate-forme qui lui était indispensable pour attaquer le continent européen par la mer. Même si le gouvernement Churchill décidait de poursuivre la lutte depuis le Canada et que les États-Unis finissaient par entrer en guerre pour l'épauler, ils ne pouvaient projeter une invasion du continent européen à travers l'Atlantique sans pouvoir se servir d'abord des îles Britanniques comme tremplin pour un débarquement. En outre, l'occupation de l'Angleterre aurait sans doute permis au Reich allemand de s'emparer rapidement de ses possessions stratégiques sur le théâtre méditerranéen et de contrôler, par le fait même, cette région entièrement. Sous domination allemande, le continent européen aurait alors été quasiment imprenable pour les puissances anglo-saxonnes⁴⁶.

Mais, en raison des risques extrêmement élevés d'une telle invasion, il semblait néanmoins judicieux de la part de Hitler et des dirigeants de la Wehrmacht d'avoir fait dépendre celle-ci du résultat de la bataille d'Angleterre⁴⁷. Pour l'opération « Lion de Mer », la Kriegsmarine ne disposait tout simplement pas de bâtiments en quantité suffisante pour assurer à la fois le transport des troupes et leur protection. Étant donné qu'elle ne possédait pas une flottille de débarquement appropriée, il aurait fallu des conditions météorologiques d'un calme et d'une durée exceptionnelles pour tenter l'invasion. Il fallait, en outre, que la Luftwaffe fût en mesure de neutraliser l'aviation ennemie au-dessus de la Manche et de la côte sud de l'Angleterre durant la traversée et le débarquement, tout en intervenant simultanément contre la flotte de guerre britannique pour compenser l'infériorité de la Kriegsmarine.

Qui plus est, la critique de Manstein selon laquelle le haut commandement fit preuve d'un manque de prévoyance en négligeant de préparer une invasion de l'Angleterre avant la fin de la campagne de

⁴⁴ *Ibid.*, p. 171. Appelé comme témoin à Nuremberg, Manstein tint un discours identique sur la manière dont il avait considéré la guerre contre la Russie : « J'ai considéré la guerre contre la Russie comme une guerre préventive de notre part. Il n'y avait d'ailleurs, à mon avis, pas d'autre moyen de tirer l'Allemagne de la situation où elle s'était mise en s'abstenant de risquer un débarquement en Angleterre, en automne 1940. Nous nous trouvions dans l'obligation, selon moi, de considérer l'Union soviétique, en 1940-1941, comme un danger extrêmement menaçant, qui aurait atteint son acuité dès que nous aurions définitivement engagé nos forces dans une lutte contre l'Angleterre. La seule chance d'y échapper eût été de risquer un débarquement dès l'automne 1940, et c'est ce que Hitler n'a pas osé faire ». TMIN, tome XX, p. 649.

⁴⁵ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 171.

⁴⁶ Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 32.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 28-29.

France était fortement exagérée. Non seulement une opération amphibie à travers la Manche représentait un risque considérable, mais la préparation de celle-ci avant la conclusion des opérations militaires en France aurait imposé un effort excessif aux forces de la Wehrmacht qui étaient encore déployées presque entièrement contre les forces françaises. À ce moment, il ne restait pas suffisamment de forces disponibles pour entreprendre les préparatifs d'une invasion de l'Angleterre⁴⁸. Même s'il était possible de rassembler tous les bateaux nécessaires, déclarait Raeder à Hitler, à l'été 1940, l'économie allemande en serait ruinée, car retirer tant de chalands et de remorqueurs détruirait tout le système de navigation fluviale intérieure du pays, dont la vie économique dépendait largement⁴⁹.

En plus de s'avérer extrêmement risquée, une invasion de l'Angleterre se révélait, pour ainsi dire, presque impossible à exécuter, et ce, même à la fin de la campagne de France. Avec le recul, l'option stratégique qui apparaît la plus juste était donc la deuxième, c'est-à-dire celle qui consistait à prendre les positions stratégiques de la Grande-Bretagne en Méditerranée. Des trois options, elle était celle qui pouvait être exécutée et réalisée le plus facilement, qui comportait le moins de risques et qui pouvait procurer des avantages géopolitiques, géostratégiques et économiques fort appréciables⁵⁰.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 23.

⁴⁹ Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 805.

⁵⁰ À ce sujet, voir Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 28-33, 69-71.

QUATRIÈME PARTIE

LA CAMPAGNE DE RUSSIE : GUERRE D'AGRESSION, DE DESTRUCTION ET D'EXTERMINATION

CHAPITRE 8

LA GUERRE À L'EST : CONSIDÉRATIONS STRATÉGIQUES OU IDÉOLOGIQUES ?

Après la guerre, Manstein justifia la décision de Hitler d'envahir la Russie bolchevique par des considérations stratégiques, parlant même de guerre préventive. Évidemment, en reprenant à son compte la rhétorique nazie sur cette guerre d'agression, il passa sous silence ses objectifs idéologiques, en particulier la destruction du système « judéo-bolchevique » et la liquidation de ses représentants, mission criminelle à laquelle la Wehrmacht devait contribuer avec toutes ses énergies.

Une guerre préventive ou d'agression ?

Malgré sa déception concernant l'abandon de l'opération « Lion de Mer », Manstein n'en justifiait pas moins la décision de Hitler d'attaquer l'Union soviétique. À plus d'une occasion dans ses mémoires, il souligna la menace latente que l'URSS constituait pour l'Allemagne, voire même pour l'Europe dans son ensemble. Il présenta la Russie bolchevique comme une puissance qui était « vouée à l'idée de révolution universelle » et qui cherchait à « exploiter les dissensions des peuples européens pour réaliser sa politique d'expansion ». Selon lui, l'Allemagne se trouvait d'autant plus sous la menace latente d'une intervention de celle-ci que « de menaçantes concentrations de forces soviétiques à la frontière orientale du Reich éveillaient fatalement des soupçons au sujet de l'attitude future du Kremlin ». Certes, déclara-t-il, on ne pouvait dire « si la décision d'attaquer l'Union soviétique n'était pas inévitable pour des raisons politiques. En tout cas, les concentrations de troupes sur nos frontières et sur celles de la Hongrie et de la Roumanie ne laissaient pas d'être menaçantes ». De ce fait, il ne pouvait dire si Staline s'apprêtait à attaquer Hitler dans un avenir rapproché : « À la vérité, l'Union soviétique – devenue la voisine du Reich – constituait un danger latent à l'Est malgré le traité de Moscou [le pacte Ribbentrop-Molotov], mais on ne pouvait supposer qu'elle prendrait une attitude agressive, *dans un avenir immédiat*, après les victoires allemandes sur la Pologne et sur la France »¹.

Cependant, en prenant position dans le débat visant à savoir si le déploiement soviétique était de caractère défensif ou offensif, au moment de l'offensive allemande du 22 juin 1941, il se contredit – sans probablement s'en rendre compte – sur la thèse de la guerre préventive qu'il venait pourtant d'évoquer pour justifier la décision du Führer d'attaquer l'URSS. Ne venait-il pas justement de souligner la menace

¹ Les citations sont tirées de Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 154-156, 170, 304 et 147.

latente que celle-ci représentait pour le Reich, en faisant part notamment « de menaçantes concentrations de forces soviétiques à la frontière orientale du Reich » ? Désormais, il parlait de « déploiement à toutes éventualités » du côté soviétique et de guerre préventive utilisée à titre de prétexte par Hitler pour justifier son attaque à l'Est. « À en juger par le nombre des unités rassemblées à l'ouest du pays et par la concentration massive de blindés dans la région de Bialystok comme autour de Lvov, on devait bien songer à nous attaquer tôt ou tard – idée qui servit en tout cas de prétexte à Hitler pour justifier son action. Toutefois, l'articulation des forces soviétiques, le 22 juin, ne trahissait aucune intention agressive *dans l'immédiat* »².

Lors de l'entrée des troupes allemandes en territoire soviétique, le 22 juin 1941, précisa-t-il, les forces de l'Armée rouge étaient déployées sur une telle profondeur qu'elles ne pouvaient mener, dans leurs positions du moment, qu'une bataille défensive. « On serrera sans doute la vérité de très près en déclarant que le dispositif, dans les régions très vastes annexées par les Russes en Pologne orientale, en Bessarabie et dans les pays baltes, constituait “un déploiement à toutes éventualités” ». Mais le dispositif défensif soviétique aurait pu prendre un caractère offensif très rapidement, soutint-il. « L'Armée rouge – dont chaque groupe d'armées était supérieur par l'effectif sinon par la valeur à son correspondant allemand – pouvait se concentrer dans un délai très bref pour passer à l'offensive. En fait, ce déploiement représentait une menace latente ». Et il fournit une raison supplémentaire qui revenait à défendre, quoiqu'en des termes très vagues, la thèse de la guerre préventive : « Assurément, à l'été de 1941, Staline aurait encore préféré éviter un conflit avec l'Allemagne. Mais si les développements de la situation avaient donné à penser, à la direction soviétique, qu'elle pouvait exercer une pression politique ou une menace militaire plus précise, le dispositif était à même de prendre un caractère agressif dans un délai très bref. C'était bien un “déploiement à toutes éventualités” »³.

À la différence des témoignages d'après-guerre de plusieurs autres généraux allemands, tels que Halder, Guderian, Keitel, Hoth et Loßberg, qui insistaient sans réserve sur la nature préventive de la guerre contre la Russie bolchevique, reprenant ainsi, consciemment ou non, la justification nazie de cette agression, Manstein y apportait des nuances. En fait, au lieu de parler comme les généraux susmentionnés de « dispositif militaire offensif » ou de « déploiement à caractère offensif », pour définir la nature de l'articulation des troupes de l'Armée rouge à la frontière orientale du Reich, Manstein préférait utiliser le terme « déploiement à toutes éventualités ». De défensif au moment de l'attaque allemande, le déploiement des forces soviétiques aurait pu cependant passer rapidement à offensif, jugeait-il. De cette manière, il s'approchait plus près de la réalité concernant le déploiement soviétique, tout en justifiant subtilement la thèse de la guerre préventive et de la menace latente représentée par l'Armée rouge.

² *Ibid.*, p. 179. Voir aussi Messerschmidt, « June 1941 seen through German Memoirs and Diaries », dans Joseph L. Wiczynski (dir.), *Operation Barbarossa. The German Attack on the Soviet Union. June 22, 1941*, Salt Lake City, Charles Schlacks Publisher, 1993, p. 220-221.

³ Les citations sont tirées de Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 179-180. Voir aussi Messerschmidt, « June 1941... », p. 220-221.

En réalité, les chefs de la Wehrmacht et Hitler n'ont jamais redouté d'être attaqués par l'Union soviétique. Il en allait de même pour les attachés militaires et diplomates allemands à Moscou. Non seulement jugeaient-ils les intentions du haut commandement soviétique comme purement défensives, mais la possibilité d'une attaque de l'Armée rouge leur paraissait plutôt improbable. Selon eux, si Staline avait ordonné une concentration massive de troupes près de la frontière occidentale de l'URSS, c'était tout simplement dans le but de sécuriser les territoires qu'il avait récemment annexés. En aucun cas, pensaient-ils, le chef d'État de l'Union soviétique ne prendrait le risque de lancer une attaque contre les positions du Reich alors que l'Armée rouge n'avait pas encore achevé ses réformes militaires et que la Wehrmacht semblait au sommet de son art. Au contraire, tout leur indiquait qu'il se montrerait même prêt à faire des sacrifices afin de préserver la paix, en laissant voir aux Allemands qu'ils n'auraient pas plus d'avantages à retirer d'une guerre contre la Russie. Staline allait donc poursuivre ses objectifs sans porter préjudice aux intérêts allemands, concluaient-ils⁴.

À aucun moment durant les préparatifs de l'opération « Barbarossa », le lieutenant-général Ernst Köstring, attaché militaire à Moscou depuis 1935, ne considéra une attaque soviétique comme étant dans l'ordre du possible. Le 9 avril 1941, soit presque deux mois avant le déclenchement des opérations militaires allemandes en Russie, son assistant, le colonel Hans Krebs, rapporta qu'il n'y avait absolument aucune indication pouvant démontrer que l'Armée rouge se préparait à attaquer le Reich prochainement. Deux semaines plus tard, il confirma les inquiétudes soviétiques à propos d'une éventuelle confrontation avec l'Allemagne, consécutivement à la campagne éclair menée par la Wehrmacht dans les Balkans⁵. Le chef d'état-major général de l'OKH jugea, pour sa part, que les Soviétiques n'avaient ni les moyens ni l'intention de lancer une offensive contre les positions allemandes. Les mesures militaires prises par l'Armée rouge près de sa frontière occidentale, souligna Halder, le 9 avril 1941, étaient purement défensives⁶. Cette évaluation devait rester valide jusqu'à l'invasion allemande du 22 juin 1941. Quant à Hitler, sa plus grande crainte était que Staline lui fit des concessions à la dernière minute, ce qui l'aurait empêché d'utiliser le prétexte d'une attaque préventive pour justifier son opération militaire en Russie⁷.

En fait, la thèse de la guerre préventive selon laquelle l'opération « Barbarossa » aurait été une offensive de nature préventive imposée à l'Allemagne par le dispositif militaire offensif et menaçant de l'Armée rouge a été mise de l'avant par Hitler et son ministre de la Propagande, Joseph Goebbels, au moment du déclenchement de l'attaque allemande pour justifier l'entreprise de la Wehrmacht contre une

⁴ À ce sujet, voir les rapports des attachés militaires et diplomates allemands à Moscou ainsi que les points de vue d'officiers d'états-majors de la Wehrmacht durant la période s'échelonnant de l'été 1940 au printemps 1941 : Ernst Klink, « The Military Concept of the War Against the Soviet Union », dans Horst Boog, Jürgen Förster, Joachim Hoffmann, Ernst Klink, Rolf-Dieter Müller et Gerd Rolf Ueberschär (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 4 : *The Attack on the Soviet Union...*, p. 225-325.

⁵ *Ibid.*, p. 231-239.

⁶ Hans-Erich Volkmann, « Die Legende vom Präventivkrieg », *Die Zeit*, 20 juin 1997.

⁷ Förster, « Operation Barbarossa in Historical Perspective », dans Horst Boog, Jürgen Förster, Joachim Hoffmann, Ernst Klink, Rolf-Dieter Müller et Gerd Rolf Ueberschär (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 4 : *The Attack on the Soviet Union...*, p. 1249.

soi disant « menace du bolchevisme ». Reprise ensuite par d'anciens officiers de la Wehrmacht aux lendemains de la guerre, cette thèse a été évoquée derechef par quelques historiens militaires, mais sans qu'ils puissent parvenir à convaincre la majorité de leurs collègues spécialistes.

À la lumière des contre-performances de son armée en Pologne et en Finlande, et des succès militaires allemands, la direction soviétique avait entrepris, après mai 1940, un travail gigantesque afin de faire de l'Armée rouge un puissant instrument de guerre moderne, autant du point de vue de l'armement et de l'équipement que de l'organisation du commandement. Au printemps 1941, de nombreuses unités avaient été effectivement déployées près de la frontière du Reich allemand, notamment dans les régions de Bialystok et de Lvov. Toutefois, les forces armées soviétiques n'étaient pas prêtes à entrer en guerre contre l'Allemagne. À vrai dire, Moscou ne projetait aucune agression militaire contre son puissant voisin occidental en 1941, et veillait à ne pas provoquer Berlin dans le but d'éviter la guerre avec l'Allemagne, bien que Staline ne rejetât pas la possibilité d'un conflit armé avec celle-ci pour l'année 1942⁸.

Des recherches récentes ayant bénéficié de l'ouverture des archives soviétiques après la fin de la guerre froide ont révélé néanmoins que le général et futur maréchal Georgi Joukov, chef d'état-major général de l'Armée rouge, et le maréchal Semion Timochenko, commissaire du peuple à la Défense, avaient esquissé le 15 mai 1941, soit cinq semaines avant le déclenchement de l'opération « Barbarossa », un plan d'attaque préventive par l'Armée rouge, en réponse au déploiement des troupes de la Wehrmacht sur la frontière orientale du Reich. Cependant, Staline en avait repoussé l'idée, craignant qu'elle ne précipitât l'attaque qu'il voulait justement éviter. Il préférerait poursuivre sa politique d'apaisement avec Hitler, convaincu que celui-ci ne prendrait jamais le risque d'une guerre sur deux fronts⁹.

Le « plan Otto » : un plan précurseur au « plan Barbarossa »

En imputant l'intention d'attaquer l'Union soviétique seulement à Hitler, Manstein semble une fois de plus avoir cherché à passer sous silence le rôle central joué par l'OKH dans les préparatifs de l'opération « Barbarossa ». L'étude récente de documents provenant des archives soviétiques a fait état de l'existence du « plan Otto », un précurseur du plan « Barbarossa ». À la lumière de cette découverte, l'OKH n'aurait apparemment pas hésité, après la campagne de France, à pousser un Führer hésitant à entreprendre l'attaque contre l'URSS.

Déjà, dès la fin de mai 1940, alors que la victoire de l'Allemagne sur la France ne laissait plus aucun doute, le général Halder, chef de l'état-major général de l'OKH, envisageait d'amorcer les

⁸ *Ibid.*, p. 1250-1251.

⁹ À ce sujet, voir notamment Gerd Rolf Ueberschär (dir.), *Der deutsche Überfall auf die Sowjetunion. Die Kontroverse um die Präventivkriegsthese*, Darmstadt, Primus, 1988, p. viii-ix, 59, 100-101, et pour le plan de Joukov et de Timochenko p. 186-193 ; Gabriel Gorodetsky, « Stalin und Hitlers Angriff auf die Sowjetunion. Eine Auseinandersetzung mit der Legende vom deutschen Präventivschlag », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, no. 37 (1989), p. 645-672 ; Bianka Pietrow, « Deutschland im Juni 1941 – ein Opfer sowjetischer Aggression ? Zur Kontroverse über die Präventivkriegsthese », *Geschichte und Gesellschaft*, no. 14 (1988), p. 116-135.

préparatifs pour une guerre à l'Est. À la mi-juin, avant même la conclusion de la campagne de France, il élaborait le « plan Otto » avec l'aide de quelques officiers d'état-major : le chef de la branche organisationnelle, le major-général Walter Buhle, le chef d'état-major de la 18^e armée, le major-général Erich Marcks, le chef du service des transports, le général Rudolf Gercke, ainsi que le chef de la section cartographique, le colonel Gerlach Hemmerich. Achievé le 19 juin, ce plan prévoyait une guerre éclair en URSS dès la fin de l'été 1940, avec 80 divisions et 400 000 hommes placés en réserve. Halder projetait une campagne militaire de neuf semaines tout au plus durant laquelle la Wehrmacht devait occuper, avant les premières boues automnales, les États baltes, la Russie blanche et l'Ukraine. Même s'il s'agissait d'une campagne limitée, le chef d'état-major général de l'armée de terre estimait toutefois que la Wehrmacht était en mesure de s'emparer de Moscou, de Leningrad et de Kharkov¹⁰.

À l'instigation de Halder, le colonel-général Brauchitsch, commandant en chef de l'OKH, entreprenait, le 25 juin, le redéploiement de la 18^e armée en Prusse-Orientale (Königsberg et Dantzig, aujourd'hui Kaliningrad et Gdansk) et dans la partie occidentale de la Pologne annexée (Posen et Breslau, aujourd'hui Poznan et Wroclaw). Avec 15 divisions d'infanterie d'active, réparties en six corps d'armée, la 18^e armée du général Kùchler était la plus puissante des armées de la Wehrmacht, d'autant plus que l'OKH avait placé à sa disposition le groupe de Panzer du général Guderian. Déployé en deux corps blindés dans les régions de Berlin et de Breslau, le groupe de Panzer de Guderian, qui comptait 6 divisions rapides, soit 4 blindées et 2 motorisées, était le plus redoutable de la Wehrmacht. À ces forces transférées à l'Est, il fallait ajouter les sept divisions d'infanterie que l'OKH avait maintenues en Pologne durant la campagne de France. Ainsi, le 4 juillet, l'état-major de Kùchler assumait déjà le commandement de la 18^e armée à Bydgoszcz en Pologne, tandis que le gros des formations prenaient position sur le front de l'Est dès la fin juillet. En tout, 600 000 hommes étaient déployés à l'Est ou se retrouvaient à la disposition immédiate de l'OKH dans le cadre du « plan Otto ». Deux groupes furent constitués : l'un devait attaquer en direction de Bialystok et l'autre en direction de Lvov. Pour éviter que ces mouvements et concentrations de troupes ne donnassent aux Soviétiques l'impression que l'Allemagne préparait une offensive à l'Est, l'attaché militaire allemand à Moscou justifia ce redéploiement comme un simple « retour à la maison »¹¹.

Ces lourds préparatifs d'une agression militaire dans le cadre du « plan Otto » avaient commencé à l'insu du Führer qui n'en fût informé que le 21 juillet, c'est-à-dire un peu plus d'un mois après la conception du plan et la mise en branle du déploiement de la 18^e armée¹². Le 25 juin, au moment de l'entrée en vigueur de l'armistice, Hitler n'avait-il pas confié à son entourage son espoir de parvenir à une entente avec l'Angleterre pour ainsi mettre un terme à la guerre ? N'avait-il pas ajouté qu'une guerre

¹⁰ Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generäle...*, p. 127, 131, 135-138 ; Dirks et Janßen, « Plan Otto... », p. 16.

¹¹ Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generäle...*, p. 129-131, 133-136 ; Dirks et Janßen, « Plan Otto... », p. 16. Pour le déploiement de la 18^e armée de Kùchler sur le front de l'Est au cours de l'été 1940, voir aussi Klink, « The Military Concept... », p. 240-257.

¹² Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generäle...*, p. 127-131, 135-136 ; Dirks et Janßen, « Plan Otto... », p. 16.

contre l'URSS ne serait probablement pas envisageable avant dix ans, le temps pour le Reich d'absorber et de consolider ses conquêtes en Europe ? Dans la perspective d'une paix de compromis avec les Britanniques et, conséquemment, de la fin définitive de la guerre, n'avait-il pas aussi ordonné, quelques semaines auparavant, une réduction des forces terrestres de 35 divisions ?

Le 21 juillet, Hitler convoquait à Berlin les commandants en chef des trois armes de la Wehrmacht pour faire le point sur les préparatifs de l'opération « Lion de Mer ». D'emblée, il reconnaissait les difficultés énormes que comportait une invasion de l'Angleterre, mais insistait néanmoins sur la nécessité de terminer la guerre aussi vite que possible. Cela dit, les préparatifs devaient être achevés comme prévu, soit à la mi-août, afin d'entreprendre aussitôt un débarquement sur la côte méridionale de l'Angleterre, avec pour objectif de terminer l'opération principale vers le 15 septembre. Cependant, la maîtrise de l'espace aérien au-dessus de la Manche et du sud de l'Angleterre était une condition *sine qua non* pour déclencher l'invasion. Si la Luftwaffe ne parvenait pas à accomplir cette mission, déclarait-il, il faudrait alors envisager un autre plan.

Le commandant en chef de l'OKH saisissait l'occasion pour informer Hitler de l'existence du « plan Otto ». Frappé de stupeur, Hitler apprenait alors de Brauchitsch que l'OKH avait déjà préparé une campagne militaire contre la Russie bolchevique en vertu du « plan Otto ». Selon le nouveau feld-maréchal, 80 divisions de première ligne et 20 divisions en réserve suffiraient pour l'opération. Les Russes, soutenait-il, ne possédaient que 50 à 75 bonnes divisions, comme en témoignaient les rapports du service de renseignements de l'OKH concernant l'Armée rouge. Pour l'instant, affirmait-il fièrement à Hitler, son chef d'état-major général disposait sur le front de l'Est d'effectifs qui pouvaient être accrus jusqu'à 60 divisions (42 d'infanterie et 18 rapides). Les préparatifs du déploiement ayant commencé le 19 juin, il mentionnait à Hitler que la Wehrmacht pourrait entreprendre une guerre éclair contre l'URSS dans quatre ou six semaines, c'est-à-dire vers la fin de l'été 1940. L'objectif des opérations militaires était de vaincre l'Armée rouge de manière à pouvoir occuper les Pays baltes, la Russie blanche et l'Ukraine avant les premières boues automnales. Il tablait donc sur une campagne expéditive de deux mois tout au plus. Ni Hitler, pourtant le commandant suprême des forces armées, ni le feld-maréchal Keitel, le chef d'état-major général de l'OKW, ni le général Jodl, le chef du bureau des opérations à l'OKW, et encore moins les dirigeants de la Luftwaffe et de la Kriegsmarine, n'avaient été informés de l'existence du « plan Otto » avant cette rencontre fatidique à Berlin du 21 juillet¹³.

Tant pour Halder que pour Brauchitsch, la guerre avec l'ennemi idéologique de toujours, la Russie bolchevique, devait avoir lieu tôt ou tard. Par conséquent, il était préférable de le frapper avant qu'il n'eût achevé ses réformes militaires. L'Armée rouge, estimaient-ils, n'était aucunement disposée à attaquer l'Allemagne en 1941, voire même en 1942. Sur la voie de devenir un puissant instrument de guerre

¹³ Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generäle...*, p. 135-137 ; Dirks et Janßen, « Plan Otto... », p. 16. D'ailleurs, on peut rappeler que Jodl, dans son mémorandum du 30 juin 1940, n'avait même pas considéré, parmi les moyens qu'il avait énoncés pour forcer la Grande-Bretagne à la paix, une attaque militaire contre l'Union soviétique. Klink, « The Military Concept... », p. 270.

moderne, notamment sur le plan des armements, elle n'était cependant pas encore capable de mener une guerre offensive de grande envergure, ne serait-ce qu'en raison de ses déficiences organisationnelles et de commandement. Pour cette raison, il fallait profiter de l'occasion tandis que toutes les mesures militaires de l'État soviétique étaient d'ordre défensif, que la Wehrmacht était supérieure sur le plan militaire et qu'il lui était encore possible d'attaquer à l'Est avec toutes ses forces. Cela confirme les allégations d'après-guerre de Curt Siewert, officier d'état-major à l'OKH, selon lesquelles Brauchitsch aurait fortement poussé un Hitler indécis à lancer une offensive sur l'Union soviétique aussi tôt que possible et à conquérir, de ce fait, un espace vital à l'Est¹⁴.

À cet égard, il est sans doute opportun de rappeler que déjà au printemps 1939 Halder avait non seulement envisagé d'affronter la Pologne en risquant la guerre avec les puissances occidentales, mais qu'il avait également été disposé à attaquer l'Union soviétique lors de la même offensive. C'est du moins ce qu'il avait lui-même déclaré, à cette époque, lors d'une conférence donnée à la *Kriegsakademie* de Berlin devant les officiers de haut-rang de la Wehrmacht, dont Manstein¹⁵.

D'ailleurs, le 28 juin 1940, soit quelques jours après la signature de l'armistice de Rethondes, le chef d'état-major général de l'OKH ne laissa aucun doute à son entourage quant à ses intentions pour la poursuite de la guerre. À ses collègues réunis à Versailles, il affirma que l'armée n'avait désormais plus de batailles à remporter à l'Ouest¹⁶. Il jugea donc le moment venu de se tourner de nouveau à l'Est et d'y constituer une « force de frappe »¹⁷. Le transfert de la 18^e armée de Küchler en Prusse-Orientale et en Pologne n'était, pour ainsi dire, que la première étape de la mise en place d'un dispositif militaire offensif dirigé contre l'Union soviétique. Le 3 juillet, il évoqua, avec le colonel Greiffenberg, chef de la planification des opérations à l'OKH, le caractère d'une intervention militaire en Russie pour obliger cette dernière à reconnaître définitivement la position dominante de l'Allemagne en Europe¹⁸. Toutes ces initiatives de Halder reçurent évidemment l'assentiment de Brauchitsch.

Il est très compréhensible que la débâcle de la France, le refoulement des forces britanniques par-delà la Manche et la perspective de l'effondrement imminent de l'Angleterre eussent amené Halder à jeter de nouveau son regard sur l'Europe orientale. Rendue libre à l'Ouest, du moins à court ou à moyen terme, la Wehrmacht se trouvait dès lors à même d'attaquer l'Union soviétique. L'occupation fulgurante des Pays baltes et de deux provinces roumaines par les troupes de l'Armée rouge, à la fin de la campagne de France, conforta sans doute le chef d'état-major général de l'OKH dans la décision qu'il avait prise dès la fin mai d'attaquer la Russie bolchevique.

¹⁴ Dirks et Janßen, « Plan Otto... », p. 16.

¹⁵ Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generäle...*, p. 136 ; Dirks et Janßen, « Plan Otto... », p. 16.

¹⁶ Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generäle...*, p. 128 ; Förster, « Hitler's Decision... », p. 20.

¹⁷ Klink, « The Military Concept... », p. 241 ; Förster, « Hitler's Decision... », p. 20.

¹⁸ Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generäle...*, p. 132 ; Förster, « Hitler's Decision... », p. 20-21 ; Klink, « The Military Concept... », p. 244-245, 251.

Pour Halder ou Brauchitsch, comme pour Hitler et un bon nombre de généraux de la Wehrmacht, l'objectif ultime était de conquérir pour le peuple allemand un espace vital à l'Est en démembrant l'État soviétique et en repoussant la Russie le plus loin possible du continent européen par la mise en place d'un cordon sanitaire constitué d'États satellites placés sous le giron allemand. L'attaque de l'Union soviétique s'intégrait dans la vieille politique allemande de « la marche vers l'Est » (*Drang nach Osten*) pratiquée dès le Moyen Âge par l'ordre religieux et militaire des chevaliers teutoniques. Politique appliquée à la fin de la Première Guerre mondiale par le haut commandement de Hindenburg et de Ludendorff, notamment avec le traité de Brest-Litovsk qui permit alors au Reich d'étendre son influence sur les États baltes, la Russie blanche, l'Ukraine, la Crimée et même le Kouban. Tout comme lors de la guerre 14-18, il s'agissait donc une fois de plus de créer, conformément à l'esprit du traité de Brest-Litovsk, une confédération d'États baltiques et des États biélorusse et ukrainien sous la domination allemande¹⁹. Avec la conquête des immenses espaces de l'Est, l'Allemagne pourrait ainsi disposer de produits alimentaires et de matières premières jugées inépuisables et nécessaires pour son développement comme grande puissance continentale, voire même mondiale. En devenant un empire continental autarcique à l'épreuve de tout blocus, elle pourrait alors étendre son hégémonie sur toute l'Europe. Il lui serait possible, en effet, de créer les États-Unis d'Europe, en unifiant les diverses nations du continent sous sa domination un peu comme la Prusse avait autrefois réalisé l'unité allemande selon ses propres intérêts, en créant un Reich allemand lui permettant d'exercer une hégémonie sur les autres États fédérés.

De plus, Halder et Brauchitsch, à l'instar de Hitler, expliquaient l'obstination de l'Angleterre à poursuivre la lutte par son espoir de voir, entre autres, la Russie bolchevique entrer en guerre contre le Reich. Ils espéraient ainsi que l'anéantissement de l'Union soviétique convaincrerait l'Angleterre de faire la paix et de reconnaître définitivement l'hégémonie allemande sur l'ensemble du continent européen. Tant et aussi longtemps que le dernier espoir continental des dirigeants de Londres reposerait sur l'URSS, l'Allemagne demeurerait toujours dépendante de la bonne volonté de Moscou à maintenir sa neutralité bienveillante et les livraisons de produits alimentaires et de matières premières, telles que convenues par les pactes Ribbentrop-Molotov des 23 août et 28 septembre 1939²⁰.

Et tout comme le Führer, les deux chefs de l'OKH furent irrités par le comportement de l'Union soviétique à la fin de la campagne de France. Staline avait alors procédé à l'annexion des États baltes, de la Bessarabie et de la Bucovine septentrionale. Si les deux premières annexions étaient conformes aux zones d'influence prévues par les pactes Ribbentrop-Molotov, la dernière, par contre, n'y avait pas été prévue et elle suscita ainsi la suspicion de Berlin. Bien que l'OKH ne redoutât aucune attaque militaire de

¹⁹ Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generäle...*, p. 136 ; Dirks et Janßen, « Plan Otto... », p. 16. Après la guerre, Halder soutint que l'objectif de la campagne de Russie était d'occuper militairement les États baltes, la Biélorussie et la partie occidentale de l'Ukraine afin d'obtenir une position géostratégique avantageuse pouvant servir de gage pour des négociations de paix. Qu'il n'eût pas fait allusion à l'idée de conquérir un espace vital aux dépens de l'Union soviétique n'était pas étonnant. Cité par Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generäle...*, p. 136-137.

²⁰ Förster, « Hitler's Decision... », p. 20-21.

la part de l'URSS à court ou à moyen terme, ces annexions n'en faisaient pas moins peser une certaine menace sur le Reich. À la suite des gains géostratégiques de la Russie soviétique, une menace pesait sur la Baltique, une mer d'un intérêt stratégique capital pour l'Allemagne, en raison des importations de minerai de fer suédois et pour l'entraînement des unités de la Kriegsmarine. Une seconde menace pesait sur le pétrole roumain et les centres industriels d'armement silésiens, à portée de l'aviation soviétique, et d'une importance vitale pour l'économie de guerre allemande. En éliminant l'URSS, Halder et Brauchitsch voulaient donc éliminer la menace latente qui pesait sur le Reich allemand et surtout libérer celui-ci de sa dépendance des livraisons de produits alimentaires et de matières premières par les Soviétiques²¹.

Après quelques jours de réflexion, Hitler se résolut à attaquer l'Union soviétique comme le feld-maréchal Brauchitsch le pressait de le faire. Le 29 juillet, au cours d'une conférence, le général Jodl informa ses collègues de l'OKW que Hitler avait décidé, une fois pour toutes, de débarrasser le monde du bolchevisme par une attaque surprise de la Russie soviétique, en mai suivant. Jodl leur expliqua que, de l'avis de Hitler, mieux valait livrer l'inévitable guerre contre le bolchevisme maintenant, alors que la puissance allemande était à son apogée. De même, à l'automne 1941, la victoire à l'Est permettrait un déploiement maximal de la Luftwaffe contre la Grande-Bretagne²². Antérieurement à cette conférence, Hitler avait consulté Jodl en privé pour lui annoncer son intention de déclencher les hostilités contre la Russie dès l'automne. Le chef de l'état-major général de l'OKW avait cependant exclu une telle possibilité pour des raisons pratiques²³.

Le 31 juillet, le Führer convoquait au Berghof les chefs de l'OKW, de l'OKH, de la Luftwaffe et de la Kriegsmarine pour leur annoncer officiellement sa décision d'attaquer l'URSS²⁴. Mais, à la campagne planifiée par Halder et limitée à 80 divisions de première ligne et à 20 divisions en réserve, Hitler préférait une opération militaire de grande envergure dans laquelle 120 divisions de première ligne et 20 divisions en réserve seraient affectées à l'ensemble des opérations sur le front de l'Est. Une quarantaine d'autres, maintenues sur le front occidental, assureraient sa défense. Mais pour des raisons logistiques et opérationnelles, à cause notamment des conditions défavorables de la saison automnale, de l'augmentation des effectifs de 100 à 140 divisions, des énormes difficultés de transfert du gros de l'armée du front de l'Ouest au front de l'Est et du mauvais état des voies de transport en Pologne, l'offensive projetée en Russie soviétique était donc remise au printemps 1941. Au lieu de neuf semaines, la Wehrmacht disposerait de neuf mois pour achever ses préparatifs²⁵. D'ici là, l'OKH devait lever 42

²¹ *Ibid.*, p. 20-21, 26-27 ; Klink, « The Military Concept... », p. 241-243 ; Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 160.

²² Warlimont, *Inside Hitler's Headquarters...*, p. 111-112.

²³ Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 834 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 464.

²⁴ Noakes et Pridham, *Nazism 1919-1945*, p. 790-791 ; Voir aussi Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 835.

²⁵ Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generale...*, p. 138-142. Voir aussi Dirks et Janßen, « Plan Otto... », p. 16. Il est toutefois stupéfiant, aux dires de Dirks et de Janßen, qu'aucun historien ne se soit demandé comment il est possible que la 18^e armée, dont les effectifs avaient été portés entre-temps à 35 divisions, fut déjà entièrement mobilisée sur le front de l'Est à la mi-septembre 1940, seulement cinq semaines après la directive de Hitler du 31 juillet 1940 visant à régler « le problème russe », sachant que le temps requis normalement pour le redéploiement d'une aussi grande armée du front de l'Ouest au front de l'Est (transport et

divisions pour en porter le nombre total à 180, car à la demande de Brauchitsch, Hitler avait décidé, le 13 juillet, de n'en démobiliser que 17 au lieu des 35 initialement prévues dans une directive qu'il avait émise, à la fin mai, pour réduire les forces armées de 155 à 120 divisions²⁶.

Les germes de l'échec de l'opération « Barbarossa » : la faute à Hitler ou aux chefs militaires ?

Il nous semble opportun de relater ici les études réalisées par les chefs militaires dans le cadre de la conception de l'opération « Barbarossa » pour mieux rejeter l'affirmation d'après-guerre de Manstein selon laquelle la faute d'une sous-estimation de la force du régime soviétique, des sources de puissance du pays et de la valeur de l'Armée rouge serait imputable uniquement à Hitler. Cette allégation est fallacieuse dans la mesure où le plan d'attaque final a été essentiellement le fruit des études de l'OKH et non pas des volontés du Führer, comme le laissa sous-entendre Manstein dans ses mémoires.

Une fois la réunion au Berghof du 31 juillet terminée, Halder, récemment promu colonel-général, s'attela avec entrain à la besogne, en compagnie des membres de son état-major général avec lesquels il révisa aussitôt son plan d'attaque selon les nouvelles directives du Führer. Bien qu'il eût prétendu, après la guerre, s'être posé en adversaire de cette attaque et l'avoir qualifié de démentielle, les notes relevées dans son journal, à cette époque, révèlent plutôt son enthousiasme devant sa nouvelle tâche. À aucun moment il ne fit part à ses plus proches collègues de travail du moindre doute quant à la pertinence ou à la faisabilité d'une opération militaire en Russie. En fait, il était allé au-devant des désirs de Hitler en travaillant, dès la mi-juin, sur les préparatifs d'une intervention militaire pour forcer les Russes à reconnaître la domination allemande²⁷.

Contrairement à l'automne 1939, où la décision de Hitler d'entreprendre une campagne militaire à l'Ouest avait suscité leur inquiétude, les hauts responsables de la Wehrmacht n'étaient guère effarés, à l'été 1940, de se lancer dans les préparatifs d'une guerre contre la Russie bolchevique. À l'instar de Hitler, ils sous-estimaient considérablement le potentiel militaire russe. Mais cette sous-estimation ne s'expliquait pas uniquement par le facteur militaire. Leur dédain des Slaves se mêlait facilement à leur mépris de ce que le bolchevisme représentait. Les généraux de l'Armée rouge, avec lesquels ils avaient été en contact lors du partage de la Pologne, ne leur avaient pas fait forte impression. Les déconvenues des forces soviétiques en Finlande, où, contre toute attente, l'armée finnoise sous-équipée avait infligé de lourdes

mobilisation) prenait au moins huit semaines. Cela prouve que Halder avait bien mis en application le « plan Otto » dès la fin de la campagne de France. Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generale...*, p. 141-142 ; Dirks et Janßen, « Plan Otto... », p. 16.

²⁶ Klink, « The Military Concept... », p. 254, 306-309.

²⁷ Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 836 ; Klink « The Military Concept... », p. 255. Dans une lettre qu'il écrivit en 1955 à l'historien Gerhard Ritter afin de faire la lumière sur son rôle dans la décision d'attaquer l'URSS, Halder en rejeta la responsabilité entièrement sur Hitler. Dès qu'ils en furent informés, mentionna-t-il, Brauchitsch et lui-même exprimèrent leur désaccord au Führer quant à son intention de lancer une offensive à l'Est et tentèrent, mais en vain, de l'en dissuader. Évidemment, il ne fit aucune référence au « plan Otto » dans cette lettre et encore moins dans ses mémoires publiés en 1949. Pourtant, cette affirmation contredit les propos qu'il tint dans ses mémoires à l'effet que le Führer aurait été contraint de mener une guerre préventive contre l'Union soviétique. Cité par Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generale...*, p. 142-143.

pertes aux Soviétiques dans les premiers temps de la guerre à l'hiver 1939-1940, n'avaient pas contribué à améliorer l'image de l'Armée rouge à leurs yeux²⁸. Et surtout, il y avait eu les purges staliniennes de 1937-1938 qui avaient décimé le corps des officiers soviétiques²⁹. Pour toutes ces raisons, les dirigeants militaires allemands jugeaient l'Armée rouge incapable de mener sur une grande échelle des opérations propres à une guerre de mouvement moderne reposant sur la liaison des formations blindées et aériennes³⁰. Alors qu'une invasion de l'Angleterre demeurait une entreprise hasardeuse, une offensive contre l'Union soviétique n'inspirait aucune crainte. On s'attendait à mener là-bas un véritable Blitzkrieg³¹.

Grisés par leur foudroyante victoire sur la France, « l'ennemi héréditaire » de l'Allemagne, ils en venaient à considérer la Wehrmacht comme invincible et à croire en l'inaffabilité de leur commandement. Convaincus de posséder un net avantage sur l'adversaire, aussi bien du point de vue de la qualité de l'armement et de la formation que du commandement ou encore de la doctrine militaire, ils étaient certains de pouvoir vaincre l'Armée rouge en deux ou trois mois tout au plus. En comparaison de l'armée française, que la Wehrmacht avait écrasée avec une relative facilité, l'Armée rouge semblait une proie facile. Pour la plupart des chefs militaires, la campagne de Russie ne devait être qu'un simple exercice militaire sur cartes – un *Kriegsspiel* –, comparativement à la campagne de France³². De ce fait, ils ne pouvaient qu'être d'accord avec les propos de leur Führer qui, dès l'époque de la capitulation française, avait déclaré à Jodl et à Keitel qu'une « campagne contre la Russie serait un jeu d'enfant » en comparaison de ce qui avait été accompli à l'Ouest³³.

Ainsi, dans l'esprit des généraux allemands, une victoire rapide de la Wehrmacht sur l'Armée rouge en une seule campagne ne faisait pas de doute, d'autant plus que leur conviction relative à la supériorité de la culture germanique sur celle du monde slave était profondément marquée par un anti-marxisme virulent et un antisémitisme latent³⁴. Il en était sans doute de même pour Manstein. Après la guerre, il laissa cependant entendre le contraire – comme il fallait d'ailleurs s'y attendre –, puisque le recul lui permettait de soutenir une telle position. En tenant compte du rapport de forces et de l'étendue du théâtre, déclara-t-il, le haut commandement aurait dû envisager d'avance « la possibilité de détruire les

²⁸ Klink, « The Military Concept... », p. 232-233.

²⁹ Pour compléter la purge du parti et de la police secrète (NKVD) qui lui avait assuré un pouvoir politique absolu, Staline avait accusé, condamné et exécuté la fine fleur du haut commandement de l'Armée rouge pour crime de haute trahison. Durant l'automne de 1938, l'hécatombe avait éliminé 3 maréchaux sur 5, 13 commandants d'armée sur 15, 110 commandants de division sur 195 et 186 commandants de brigades sur 406. Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale...*, p. 178. En tout, 36 671 officiers furent exécutés, emprisonnés ou démis de leurs fonctions. Des 706 officiers occupant un grade égal ou supérieur à celui de général de brigade, seulement 303 conservèrent leur poste. Beevor, *Stalingrad...*, p. 23. John Erickson estime qu'il y eut entre 20 000 et 25 000 officiers soviétiques exécutés dans le cadre des purges. John Erickson, *The Soviet High Command : A Military-Political History, 1918-1941*, Londres, Macmillan, 1962, p. 506.

³⁰ Klink, « The Military Concept... », p. 233.

³¹ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 466-467; Hillgruber, *Hitlers Strategie...*, p. 213-214.

³² Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 103. Durant la Première Guerre mondiale, le Reich allemand avait vaincu la Russie sur le front de l'Est, mais sans parvenir à battre la France sur le front de l'Ouest. Il était donc clair que sa victoire aux dépens de la France en 1940 laissait envisager une campagne militaire rapide contre l'URSS. Frieser, « Der Westfeldzug... », p. 195-196.

³³ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 461.

³⁴ Förster, « Hitler's Decision... », p. 26-27.

forces armées soviétiques en *deux* campagnes »³⁵. Pourtant, tout au long de la guerre à l'Est, il avait lui-même sous-estimé, à maintes reprises, le haut commandement soviétique, par exemple lors de la bataille de Koursk à l'été 1943.

Le 5 août, le chef d'état-major de la 18^e armée, le major-général Marcks, remettait à Halder, tel que demandé par ce dernier, un plan d'opérations préliminaire. Dans celui-ci, il estimait que seulement huit à onze semaines de combat suffiraient à la Wehrmacht pour s'emparer de Leningrad, de Moscou et de Kharkov, après quoi l'Armée rouge ne serait plus, à ses yeux, en mesure d'offrir une résistance organisée. Durant cette campagne, il jugeait qu'une pause de trois semaines serait cependant nécessaire après l'avance initiale pour des raisons logistiques. Il faudrait alors reconstituer les unités blindées et motorisées, de même que restaurer les lignes de communication routières et ferroviaires pour assurer l'approvisionnement des troupes au front en vivres et en munitions. Cela signifiait qu'une campagne militaire débutant le 22 juin se terminerait à la fin septembre au plus tard.

À partir des rapports du service de renseignements de l'OKH sur l'Armée rouge, Marcks estimait que celle-ci disposait, en août 1940, de 221 grandes unités, dont 151 étaient d'infanterie, 32 de cavalerie et 38 blindées et motorisées. De ce total, 96 divisions d'infanterie, 23 de cavalerie et 28 blindées et motorisées étaient déployées sur le front occidental. D'après ses calculs, les 143 divisions soviétiques devaient affronter une armée allemande de 147 divisions. Malgré la parité des forces, il demeurait confiant quant à l'issue de la campagne. L'Armée rouge, soulignait-il, ne possédait pas la mobilité nécessaire pour effectuer une retraite rapide et ordonnée à l'intérieur du pays. Contrairement à 1812, ajoutait-il, les Russes ne pourraient pas éviter la défaite, car la concentration de leurs industries en Russie européenne et en Ukraine occidentale les obligerait à défendre coûte que coûte ces régions. Selon lui, Moscou était la clef : il suffisait de s'emparer de ce centre névralgique pour que tout l'Empire soviétique s'effondre comme un château de cartes. Par conséquent, la Wehrmacht pourrait mener des batailles d'annihilation près de la frontière occidentale. De fait, il était tellement convaincu d'écraser l'adversaire en onze semaines tout au plus qu'il regrettait que l'Union soviétique n'accordât pas la faveur au Reich allemand d'attaquer la première³⁶.

Pendant ce temps, l'OKW ne fut pas en reste. Le général Jodl demanda au lieutenant-colonel Loßberg d'élaborer également un plan d'opérations préliminaire relatif à l'offensive à l'Est. Ce dernier le compléta le 15 septembre. Si le plan d'attaque de Loßberg comportait quelques différences avec celui de Marcks, les deux considéraient toutefois que la Wehrmacht devait détruire les forces soviétiques le plus à l'ouest possible afin qu'elles ne pussent retraiter à l'intérieur des terres du pays et ainsi prolonger la campagne. À aucun moment, lors du processus de planification des opérations, Loßberg ne souleva le moindre doute quant à la faisabilité d'une campagne militaire en Russie. À l'instar de Marcks, il soutenait que l'Armée rouge n'était pas en mesure de mener sur une grande échelle des opérations propres à une

³⁵ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 174.

³⁶ Klink, « The Military Concept... », p. 257-265 ; Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 104-105, 111-112.

guerre de mouvement moderne basée sur la coordination des formations blindées et aériennes et d'effectuer, par conséquent, des replis suffisamment rapides et méthodiques pour éviter l'encerclement et la destruction près de sa frontière occidentale.

Le lieutenant-général Friedrich Paulus, sous-chef d'état-major général de l'OKH depuis le 3 septembre, travailla ensuite sur les détails opérationnels du plan d'attaque préliminaire de Marcks et apporta les modifications nécessaires à la coordination des opérations selon les directives précises formulées à cet égard par Halder. Le 29 octobre, il remit à celui-ci une première version de son propre plan d'opérations basé sur les concepts développés par Marcks. Pour valider les études sur les forces allemandes nécessaires pour l'offensive, sur la meilleure conduite possible des opérations et sur la réaction présumée de l'ennemi, Paulus soumit ensuite son plan à une série de *Kriegsspiele*, en présence des officiers de l'OKH, lors des premiers jours de décembre. Le résultat dictait de nouveau une pause de trois semaines après l'avance initiale pour des raisons logistiques relatives à la restauration des véhicules blindés et motorisés, à la réfection des lignes de communication routières et ferroviaires, et à l'approvisionnement des unités au front. Au moment de faire cette pause, Paulus estimait que la Wehrmacht aurait parcouru plus des trois quarts du chemin vers Leningrad au nord, Smolensk au centre et Kiev au sud. Après la pause, précisait-il, le groupe d'armées centre entreprendrait l'assaut de Moscou, même si cela exigeait l'arrêt des groupes d'armées sur les flancs nord et sud pour l'étape ultime de l'offensive. Selon lui, la Wehrmacht serait capable d'atteindre sans problèmes les objectifs stratégiques énoncés par Hitler dans une période de huit à dix semaines, incluant les trois semaines de pause³⁷.

La version définitive du plan de l'OKH relatif à l'assaut contre la Russie bolchevique, résultant des travaux de Paulus et de Marcks, fut présentée à Hitler le 5 décembre par Brauchitsch et Halder. Après une étude détaillée, le Führer demanda qu'on y apportât une modification majeure touchant le principal objectif stratégique. Pour les représentants de l'OKH, celui-ci devait être Moscou. Cette ville était non seulement le siège du gouvernement soviétique, mais aussi un centre industriel et d'armement majeur, et un nœud ferroviaire et routier névralgique qui commandait toutes les communications de l'Union soviétique. Par conséquent, croyait l'OKH, les Soviétiques n'hésiteraient pas à engager l'essentiel de leurs dernières réserves opérationnelles pour la défendre. Sa capture assurerait ainsi la mise hors de combat de l'Armée rouge. En revanche, Hitler considérait Leningrad et l'Ukraine comme des objectifs stratégiques tout aussi valables. Berceau du bolchevisme, Leningrad était un centre industriel important et son port abritait le gros de la marine de guerre soviétique, alors que l'Ukraine, notamment le bassin du Donets, était une région agricole et industrielle extrêmement riche en produits alimentaires et en matières premières. Même si l'OKH accepta sans enthousiasme l'altération significative de l'objectif stratégique

³⁷ Klink, « The Military Concept... », p. 270-277 ; Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 104-105 et 124.

principal de son plan d'opérations, cette divergence d'opinions allait toutefois se révéler à l'origine d'un sérieux problème dans la conduite des opérations au cours de l'été 1941³⁸.

En vertu de ce plan, Hitler émettait, le 18 décembre, ses directives militaires pour l'invasion de l'Union soviétique, le nom de code de l'opération étant désormais « Barbarossa » et non plus « Otto ». Ce nouveau nom impérieux faisait allusion au puissant empereur du XII^e siècle qui, régnant sur le I^{er} Reich germanique, avait dominé l'Europe centrale et conduit une croisade contre les infidèles³⁹. Hitler était maintenant prêt à entreprendre sa propre croisade contre le « judéo-bolchevisme » :

« Les forces armées du Reich allemand doivent se disposer à écraser la Russie soviétique en une brève campagne avant la conclusion des hostilités contre l'Angleterre. Pour atteindre ce but, l'armée affectera à l'opération Barbarossa toutes ses forces disponibles, sous réserve du maintien à l'Ouest de forces suffisantes propres à assurer la sauvegarde des territoires occupés contre une éventuelle attaque brusquée. [...] Les préliminaires de l'opération devront être achevés le 15 mai 1941. Afin que leur objet ne puisse être décelé, il est essentiel d'observer la plus grande circonspection ».

Il précisa ensuite les objectifs principaux :

« En Russie occidentale, le gros de l'Armée rouge devra être détruit par d'audacieuses manœuvres comportant des trouées en profondeur exécutées par des unités blindées. Le repli des troupes ennemies intactes à travers les vastes espaces de la Russie sera empêché. [...] L'objectif ultime de cette opération est de créer une ligne de défense, contre la Russie asiatique, s'étendant de la Volga à Arkhangelsk⁴⁰.

Prévue initialement pour le 15 mai 1941, l'opération « Barbarossa » fut finalement déclenchée, après un nouvel ajournement, en raison de l'opération « Marita » – l'attaque allemande contre la Yougoslavie et la Grèce en avril 1941 –, le 22 juin 1941.

Manstein et le commandement du 56^e corps blindé

À la mi-février 1941, le général Manstein était rappelé en Allemagne pour prendre le commandement du 56^e corps blindé qui venait d'y être constitué. Son désir constant de commander un corps rapide se réalisait enfin⁴¹. Cependant, à l'encontre des campagnes de Pologne et de France, il ne put jouer, en raison de ses nouvelles fonctions, aucun rôle dans l'élaboration du plan d'opérations pour l'attaque contre l'Union soviétique. Ainsi, il ne reçut les instructions de concentration pour son corps blindé qu'en mai 1941, quelques semaines avant le déclenchement de l'attaque.

Par contre, il est difficile de croire qu'il n'aurait été informé des intentions du Führer d'attaquer son voisin de l'Est qu'au printemps 1941. Dans ses mémoires, il raconta à ce sujet :

³⁸ Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 131-132 ; Klink, « The Military Concept... », p. 275-285 ; Barry A. Leach, *German Strategy against Russia 1939-1941*, Oxford, Clarendon Press, 1973, p. 263-269.

³⁹ Jusqu'en décembre 1940, l'OKH utilisa le nom de code « Otto » pour désigner le plan d'opérations à l'Est. L'OKW retint, pour sa part, le nom de « Fritz ». Le 17 décembre, Hitler donna définitivement à la campagne de Russie le nom de code « Barbarossa ». Kershaw, *Hitler 1936-1945*, p. 505 et 1340 (note # 305).

⁴⁰ Noakes et Pridham, *Nazism 1919-1945*, p. 809-810 ; Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 848.

⁴¹ Moll, *Die deutschen Generalfeldmarschälle...*, p. 121 ; Mellenthin, *German Generals...*, p. 28.

« À la fin de septembre 1940, quand l'opération « Lion de Mer » fut annulée, le 38^e corps d'armée revint lui aussi à ses besognes d'entraînement ordinaires. Les moyens de transport rassemblés pour nous furent retirés des ports de la Manche, déjà menacés par l'aviation britannique. Mais rien ne transpirait des intentions de Hitler à l'égard de l'Union soviétique qu'il ne décida d'ailleurs d'attaquer que beaucoup plus tard. Les premières indications sur ce qui se préparait me vinrent seulement au printemps de 1941, lorsque je fus appelé à un nouveau poste [commandant en chef du 56^e corps blindé] »⁴².

Non seulement fut-il informé de l'opération « Barbarossa » bien avant sa nouvelle affectation, soit en novembre 1940 comme les autres généraux, mais il eut peut-être aussi connaissance du « plan Otto », quoique, dans ce cas, ce fut probablement sur le tard.

D'ailleurs, le colonel-général Guderian, dont le groupe de Panzer était le fer de lance de la 18^e armée au cours de l'été 1940, affirma dans ses mémoires n'avoir été mis au courant de l'intention du Führer d'attaquer l'URSS qu'à la mi-novembre 1940, et ce, par l'entremise de ses officiers d'état-major. Il précisa avoir alors réagi à cette nouvelle avec indignation, car cette décision de Hitler avait pour conséquence d'impliquer le Reich dans une guerre sur deux fronts. Pourtant, il avait reçu ses instructions de déploiement sur le front de l'Est dès la fin juin, dans le cadre du « plan Otto ». Son groupe de Panzer avait alors été placé à la disposition de la 18^e armée du colonel-général Kùchler et, à la fin juillet, il se trouvait entièrement mobilisé sur le front de l'Est. Guderian n'écrivit évidemment aucun mot dans ses mémoires à propos du « plan Otto » et encore moins au sujet de l'excitation que la campagne de Russie provoquait en lui. Le 30 juin 1940, il s'exprima sur la nouvelle tâche qui attendait ses troupes dans le cadre du « plan Otto », exigeant de celles-ci la même ardeur au combat que lors de la campagne de France afin de procurer la victoire définitive à la Grande Allemagne. Pour comble d'ironie, il avait lui-même défini, en juillet 1940, les objectifs opérationnels de son groupe de Panzer qui devait foncer sur Kiev et, de là, progresser le long du Dniepr jusqu'à Odessa en bordure de la mer Noire⁴³.

Pour la majorité des généraux, y compris Guderian et Manstein, comme en témoignent leurs propos d'après-guerre, l'antagonisme idéologique entre le national-socialisme et le communisme rendait une guerre entre l'Allemagne et l'Union soviétique non seulement inévitable mais nécessaire. L'urgence de conquérir un espace vital, indispensable à la survie et au développement du Reich allemand comme grande puissance, les convainquit davantage de la nécessité de passer à l'action dès que possible. Il fallait profiter de la supériorité militaire momentanée de l'Allemagne, tandis que l'Angleterre avait été rejetée hors du continent et que la Russie bolchevique n'avait pas achevé ses réformes militaires. Ainsi, non seulement considéraient-ils qu'un conflit germano-soviétique était inévitable, mais ils accueillirent assez favorablement une confrontation avec les ennemis slaves et bolcheviques du III^e Reich⁴⁴.

Les généraux de la Wehrmacht durent être fixés sur les intentions du Führer et de l'OKH dès le début de novembre 1940. À la veille de la visite de Molotov prévue pour le 12 novembre, Hitler annonça à

⁴² Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 171.

⁴³ Cité par Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generale...*, p. 133-134 ; Dirks et Janßen, « Plan Otto... », p. 16.

⁴⁴ Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale...*, p. 139.

ses généraux sa décision ferme d'attaquer la Russie bolchevique coûte que coûte : « Des entretiens politiques vont avoir lieu dans le dessein de tirer au clair l'attitude de l'Union soviétique. [...] Indépendamment de leurs résultats, les décisions que j'ai arrêtées à l'endroit de la Russie et déjà communiquées verbalement seront exécutées »⁴⁵. Le 11 novembre, il était donc clair que Hitler ne pourrait être dissuadé de lancer une offensive à l'Est, malgré l'attitude conciliante dont pouvait faire montre Molotov à l'égard de l'Allemagne.

Le plan d'opérations allemand

Même s'il ne participa pas à l'élaboration du plan d'opérations, Manstein s'exprima néanmoins dans ses mémoires sur les divergences entre Hitler et l'OKH à propos de la conception stratégique. Celles-ci surgirent non seulement pendant la préparation de la campagne, mais également lors de son exécution. Il mit ainsi en lumière le fait suivant :

« Les *objectifs* stratégiques de Hitler résultaient avant tout de considérations *politiques et économiques*. Ils consistaient, d'une part, à enlever *Leningrad*, qu'il considérait comme le berceau du bolchevisme et qui devait lui rapporter la liaison avec les Finlandais et la maîtrise de la Baltique, d'autre part à s'emparer de l'*Ukraine*, pays de matières premières, de la région industrielle du *Donets*, enfin, par la suite, des champs pétrolifères du *Caucase*. Il comptait ainsi paralyser l'économie de guerre des Soviétiques. Par contre, l'OKH soutenait avec juste raison que la conquête de ces régions, indubitablement de grande importance stratégique, impliquait une condition préalable : la mise hors de combat de l'Armée rouge. Or, c'était sur la route de *Moscou* qu'on devait trouver le gros de celle-ci (hypothèse qui ne fut cependant pas entièrement confirmée par la distribution des forces soviétiques), car cette ville représentait pour le régime un centre de puissance qu'il ne pouvait s'exposer à perdre, d'une part parce que – contrairement à la situation de 1812 – Moscou était la capitale politique, de l'autre parce que l'occupation de sa région industrielle exercerait des répercussions au moins très importantes sur l'économie de guerre du pays. Sa chute aurait pratiquement coupé en deux la résistance soviétique et placé le commandement russe dans l'incapacité d'organiser une opération d'ensemble. Du point de vue stratégique cette divergence peut s'exprimer ainsi : Hitler voulait chercher militairement la décision aux *deux ailes* (ce pour quoi les moyens allemands ne suffisaient pas à cause du rapport de forces et de l'étendue de l'espace), l'OKH la désirait au *centre* »⁴⁶.

Selon Manstein, l'OKH avait donc misé sur la bonne conception stratégique. Mais son choix fut gâché par Hitler qui chercha à lui imposer la sienne, dont les objectifs étaient tout simplement démesurés sur le plan opérationnel.

« C'est sur cette divergence de conception que le commandement allemand échoua finalement. [...] la dissension au sujet des objectifs opérationnels persista pendant toute la campagne. Il ne pouvait y avoir qu'un seul résultat : Hitler n'atteignit pas ses buts, d'ailleurs trop écartés l'un de l'autre, tout en gâchant la conception de l'OKH ».

Même si les extraordinaires succès militaires remportés par la Wehrmacht lors des premiers mois de la campagne mirent l'Armée rouge au bord de la défaite, ces formidables exploits, conclut-il, n'étaient que des expédients faute d'un plan d'opérations qui aurait été bien conçu dès le départ :

⁴⁵ *Ibid.*, p. 134.

⁴⁶ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 173-174.

« Mais cette recette ne pouvait nullement remplacer un plan d'opérations sur la conception et l'exécution duquel on aurait dû être unanimement d'accord à l'intérieur du haut commandement, plan d'opérations qui, tenant compte du rapport de forces et de l'étendue du théâtre, devait envisager par avance la possibilité de détruire les forces armées soviétiques en *deux campagnes* »⁴⁷.

Par contre, reconnut-il, Hitler « approuva la répartition des forces proposée par l'OKH, d'après laquelle la masse de l'armée devait être engagée en deux groupes au nord des marais du Pripet et en un groupe seulement au sud »⁴⁸. Le coup principal serait porté au nord des marais par deux groupes d'armées. Débouchant de Prusse-Orientale, le groupe d'armées nord foncerait vers Leningrad après avoir détruit les forces de l'Armée rouge déployées dans les Pays baltes. Le groupe d'armées centre, opérant depuis la Pologne, progresserait vers Minsk et Smolensk, sur la route de Moscou, avec pour objectif de détruire les concentrations soviétiques de Russie blanche. Puis, il obliquerait vers le nord pour réaliser sa jonction avec le premier groupe afin d'encercler les débris de l'Armée rouge essayant de battre en retraite depuis la Baltique. Au sud des marais, le groupe d'armées sud effectuerait une poussée à travers l'Ukraine avec deux ailes : l'une déboucherait de Pologne en direction de Kiev et s'efforcerait d'anéantir les forces de l'Armée rouge à l'ouest du Dniepr ; l'autre déboucherait de Roumanie et marcherait sur Odessa et, de là, le long de la mer Noire. Ensuite, le groupe d'armées sud s'emparerait du bassin du Donets, région où se trouvait concentrée l'industrie soviétique la plus importante. Alors seulement le groupe d'armées centre pourrait entreprendre l'assaut de Moscou⁴⁹.

L'opération « Barbarossa » visait ainsi la destruction du gros de l'Armée rouge à l'ouest de la Dvina et du Dniepr, ainsi que l'occupation des États baltes, de la Russie blanche et de l'Ukraine considérée comme le « grenier à blé de l'Europe ». Une fois cet objectif atteint, les opérations viseraient la capitale soviétique et une exploitation rapide en direction d'une ligne Arkhangelsk-Astrakhan.

En tout, l'opération « Barbarossa » mettait ainsi en jeu trois groupes d'armées. Sous le commandement du feld-maréchal Leeb, le groupe d'armées nord était composé de deux armées (la 18^e du colonel-général Kùchler et la 16^e du colonel-général Busch) et d'un groupe de Panzer (le 4^e du colonel-général Hoepner, auquel était rattaché le 56^e corps blindé de Manstein), pour un total de 26 divisions, desquelles 3 étaient blindées et 3 motorisées. Il était, en outre, appuyé par 14 divisions finlandaises qui s'efforceraient, dans un premier temps, de reprendre les territoires enlevés par l'URSS à l'hiver 1939-1940 et, dans un deuxième temps, de fixer le maximum de troupes soviétiques de part et d'autre du lac Ladoga afin de faciliter l'investissement et la prise de Leningrad. Le groupe d'armées centre, commandé par le feld-maréchal Bock, était de loin le plus puissant. Il regroupait deux armées (la 9^e du colonel-général Strauss et la 4^e du feld-maréchal Kluge) et deux groupes de Panzer (le 3^e du colonel-général Hoth et le 2^e du colonel-général Guderian), soit 50 divisions, dont 9 blindées et 6 motorisées. Quant au groupe

⁴⁷ *Ibid.*, p. 174.

⁴⁸ *Idem.*

⁴⁹ Klink, « The Military Concept... », p. 290-291.

d'armées sud, commandé par le feld-maréchal Rundstedt, il alignait trois armées (la 6^e du feld-maréchal Reichenau, la 17^e du général Stülpnagel et la 11^e du colonel-général Schobert), et un groupe de Panzer (le 1^{er} du colonel-général Kleist). Il disposait en tout de 41 divisions, dont 5 blindées et 4 motorisées, ainsi que l'équivalent de 14 brigades roumaines⁵⁰.

En tenant compte de la trentaine d'unités placées en réserve, la Wehrmacht engageait 153 divisions au moment du déclenchement de l'offensive, soit un total de 3 200 000 hommes. Elle alignait sur le front de l'Est 17 de ses 21 divisions de Panzer – deux se trouvaient en Libye et deux étaient en reconstitution – pour un total de 3 350 blindés, c'est-à-dire presque mille de plus que lors de la campagne de France, et de 250 canons d'assaut. Elle alignait aussi ses 13 divisions motorisées et ses 7 146 pièces d'artillerie. L'ensemble ne devait toutefois pas faire trop illusion. Avec 153 divisions, la Wehrmacht ne disposait que de 12 divisions de plus que pendant la campagne de France. Si elle comptait sur 7 divisions de Panzer et 7 divisions motorisées supplémentaires, elle devait cependant composer avec deux divisions d'infanterie en moins et avec un nombre d'avions considérablement inférieur. La Luftwaffe ne déployait que 2 510 appareils sur le front de l'Est, soit un peu moins que sur le front de l'Ouest un an auparavant⁵¹.

En outre, sur le plan qualitatif, l'armée allemande de juin 1941 n'était plus la même que celle de mai 1940. L'élargissement rapide de ses rangs de 140 divisions à 180, puis à 207 y était pour beaucoup. Par exemple, les divisions de Panzer, dont le nombre était passé de 10 à 21 en l'espace d'une année, n'alignaient plus que de 150 à 200 chars chacune au lieu de 250. La diminution du nombre d'engins était cependant compensée par l'accroissement de leur qualité et de leur puissance⁵².

La dispersion des forces était aussi responsable de la diminution qualitative des forces allemandes. Un tiers de l'armée allemande se trouvait mobilisée en France, en Belgique, en Hollande, au Danemark, en Norvège et en Afrique du Nord, ce qui représentait une soixantaine de divisions. La Luftwaffe devait également laisser un tiers de ses formations en Scandinavie, sur les côtes de la Manche et en Méditerranée, pour un total de 1 766 appareils. Dans son cas, l'amputation était d'autant plus grave que ses effectifs n'avaient pratiquement pas augmenté depuis l'année précédente⁵³. En somme, la proportion des forces déployées sur le front de l'Est par l'armée et l'aviation était respectivement de 74% (153 divisions sur un total de 207) et de 59% (2 510 appareils sur 4 276).

Sous-estimant énormément les effectifs de l'Armée rouge, l'OKH pensait disposer de forces amplement suffisantes pour vaincre l'adversaire en une seule campagne. À la veille de l'invasion, son service de renseignements évaluait les effectifs de l'Armée rouge déployés dans la partie européenne de l'Union soviétique à 226 divisions, desquelles 10 seraient blindées et 37 motorisées. De ces 226 grandes

⁵⁰ Noakes et Pridham, *Nazism 1919-1945...*, p. 817-818 ; David M. Glantz et Jonathan House, *When Titans Clashed. How the Red Army Stopped Hitler*, Kansas, University Press of Kansas, 1995, p. 31.

⁵¹ Noakes et Pridham, *Nazism 1919-1945...*, p. 817 ; Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 77 ; Harmut Schustereit, *Vabanque : Hitlers Angriff auf die Sowjetunion 1941 als Versuch, durch den Sieg im Osten den Westen zu bezwingen*, Herford, Verlag E.S. Mittler & Sohn, 1988, p. 30-41 ; Leach, *German Strategy...*, p. 192.

⁵² Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 130 ; Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 164.

⁵³ Noakes et Pridham, *Nazism 1919-1945...*, p. 817 ; Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 163.

unités, seules 187 seraient mobilisées, dont 8 blindées et 32 motorisées⁵⁴. En outre, il estimait à 10 000 le nombre de chars et à 8 000 le nombre d'avions que possédaient les Soviétiques⁵⁵.

En réalité, l'Armée rouge déployait 198 divisions dans la région occidentale de la Russie, y compris les 28 divisions placées en réserve, sur un total de 303 divisions. Si on ajoutait aux 198 divisions déployées sur le front de l'Ouest les 60 autres qui étaient en cours de mobilisation ou de transport sur ce front, c'était sur 258 divisions que pouvait compter le haut commandement soviétique pour contrer l'agression de la Wehrmacht lors des premières semaines de l'opération « Barbarossa ». Des 170 divisions de première ligne, 36 étaient blindées et 19 motorisées. Plusieurs autres étaient placées en réserve ou déployées en Asie, car l'URSS disposait de quelque 60 grandes unités blindées et de plus de 30 motorisées⁵⁶. En somme, l'Armée rouge alignait sur le front occidental 2,9 millions d'hommes sur des effectifs totaux de 5 millions, environ 15 000 blindés sur 24 000, quelque 9 000 avions sur 23 000 et près de 35 000 pièces d'artillerie sur 148 000⁵⁷. On reconnaît là la priorité accordée par le régime stalinien à son armée qui bénéficiait depuis 1928 d'un énorme effort d'armement dans le cadre des plans quinquennaux.

Que l'OKH eût sous-estimé les forces adverses à ce point ne tenait pas seulement à une vision du monde reposant sur une idéologie raciale, mais aussi à l'échec flagrant de son service de renseignements. D'ailleurs, l'attaché militaire allemand à Moscou, le lieutenant-général Köstring, avait souligné à plusieurs reprises au colonel-général Halder la quasi-impossibilité d'obtenir des informations fiables et adéquates sur l'Armée rouge, à cause d'un réseau de sécurité soviétique extrêmement efficace contre l'espionnage. Et, bien entendu, l'échec du service de renseignements de l'OKH n'avait pu être compensé par le travail de la reconnaissance aérienne du fait de l'immensité de l'espace russe⁵⁸.

Mais les Allemands ne furent pas les seuls à sous-estimer la puissance des forces armées soviétiques. Au moment où les soldats allemands foulèrent le sol soviétique le 22 juin, les autorités britanniques et américaines prévoyaient une victoire extrêmement facile de la Wehrmacht sur l'Armée rouge. Les évaluations qu'elles faisaient de la durée de la résistance soviétique variaient entre 10 jours et trois mois. Cela témoignait également de l'échec des services de renseignements des puissances occidentales à obtenir des informations solides sur l'Armée rouge⁵⁹.

⁵⁴ Klink, « The Military Concept... », p. 323-325.

⁵⁵ P. H. Vigor, *La théorie soviétique du Blitzkrieg*, Paris, Anthropos, 1985, p. 64.

⁵⁶ Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 76-80.

⁵⁷ Joachim Hoffmann, « The Soviet Union up to the Eve of the German Attack », dans Horst Boog, Jürgen Förster, Joachim Hoffmann, Ernst Klink, Rolf-Dieter Müller et Gerd Rolf Ueberschär (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 4 : *The Attack on the Soviet Union...*, p. 92-93 ; Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 79 ; Leach, *German Strategy...*, p. 192.

⁵⁸ Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 110-111.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 114.

La barbarie autorisée : les ordres criminels de la Wehrmacht

Selon Manstein, il n'était pas réaliste d'avoir cru pouvoir vaincre militairement la Russie bolchevique en une seule campagne. « Pour cela », soutint-il après la guerre, « il aurait fallu provoquer simultanément l'écroulement du régime par l'intérieur ». Or, ajouta-t-il, la politique brutale que Hitler fit appliquer dans les territoires occupés par la SS et le SD, contrairement aux aspirations des chefs militaires, ne pouvait produire que l'effet inverse. « Ainsi disparut l'unique chance de remporter une victoire rapide qui existât peut-être », conclut-il⁶⁰.

Pourtant, il se trouve que les chefs de la Wehrmacht se sont faits les complices du régime hitlérien dans sa politique d'extermination à l'Est, en participant de leur plein gré à la rédaction et à l'exécution d'ordres criminels visant à la liquidation des Juifs, des commissaires politiques de l'Armée rouge, des partisans et des prisonniers de guerre soviétiques. Manstein lui-même donna des ordres qui encouragèrent ses troupes à commettre des actions criminelles contre les représentants du « judéo-bolchevisme ». En fait, la conquête d'un espace vital à l'Est, l'exploitation économique des territoires conquis et l'extermination du « judéo-bolchevisme » formaient un tout indissociable, non seulement pour le haut commandement militaire, mais également pour la plupart des officiers supérieurs, y compris Manstein, comme nous le verrons plus loin. À cause des convictions idéologiques national-socialistes imprégnées par l'antibolchevisme, l'antisémitisme et l'antislavisme qu'ils partageaient à des degrés divers, la grande majorité des généraux ne pouvaient envisager une lutte contre l'URSS autrement que sous la forme d'une guerre de destruction et d'annihilation.

L'« ordre nouveau » que voulaient établir les dirigeants du régime national-socialiste obéissait à l'objectif principal suivant : une Europe gouvernée par l'Allemagne, dont les ressources seraient exploitées au profit du Reich, dont les habitants deviendraient les esclaves de la race allemande, race des Seigneurs par excellence, et dont les « éléments indésirables » – les Juifs en premier lieu, mais également un grand nombre de Slaves de l'Est, en particulier leurs élites politiques, intellectuelles et religieuses – seraient exterminés. Aux yeux des élites nazies, les Juifs et les peuples slaves n'étaient que des êtres inférieurs (*Untermenschen*). Par conséquent, ils n'avaient pas le droit de vivre, à l'exception de ceux, parmi les Slaves, dont on aurait besoin pour labourer les champs ou travailler dans les mines, comme de simples esclaves, pour le compte des maîtres allemands. Non seulement on raserait les grandes villes de l'Est, comme Moscou, Leningrad ou Varsovie, mais on détruirait la civilisation russe, polonaise et celle des autres nations slaves⁶¹.

Communauté raciale, le III^e Reich combattait ainsi des peuples racialement inférieurs dans le but de conquérir un espace vital à l'Est, d'en exploiter les ressources minières et agricoles, d'en réduire les populations en esclavage et d'y envoyer des Allemands le coloniser pour mieux le dominer, l'administrer

⁶⁰ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 173.

⁶¹ Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 965.

et l'exploiter. La substitution de l'État racial à l'État traditionnel, que Manstein ne semble jamais avoir compris pleinement, entraînait logiquement une conduite raciste de la guerre⁶². Par conséquent, la Wehrmacht allait mener en Union soviétique une guerre criminelle d'extermination et d'annihilation, enfreignant ainsi les règles les plus élémentaires du droit de la guerre.

La décision d'attaquer l'URSS procédait donc à la fois de considérations stratégiques, politiques, militaires, économiques et idéologiques. Le programme d'expansion à l'Est, la destruction du bolchevisme et l'extermination des Juifs étaient, en somme, des concepts liés de manière inextricable. L'impératif de détruire, une fois pour toutes, le « judéo-bolchevisme » résultait en même temps de la nécessité de procurer la sécurité nécessaire dans l'espace vital et d'assurer au III^e Reich la domination politique et militaire du continent européen. Mais ce n'est qu'en mars 1941 que le Führer commença à insister sur l'objectif idéologique prioritaire de l'opération « Barbarossa »⁶³.

Le rôle qui fût assigné à la Wehrmacht par Hitler au moment des préparatifs de l'opération « Barbarossa », au printemps 1941, ne laisse aucun doute quant à son implication étroite dans les crimes commis par l'Allemagne nazie. Le 3 mars, les propos du chef du bureau des opérations de l'OKW sur le projet des directives opérationnelles de l'opération « Barbarossa », qui lui avait été adressé par Hitler pour fins de révision, furent on ne peut plus clairs : « Tous les dirigeants ou commissaires bolcheviques doivent être immédiatement liquidés ». Le général Jodl apporta ainsi quelques retouches avant de soumettre le texte au Führer. Il résuma, en fait, les consignes de ce dernier qui, la semaine précédente, le 26 février, avait déclaré que l'un des premiers objectifs de la guerre contre l'Union soviétique était d'en finir le plus rapidement possible avec les dirigeants bolcheviques. On y lisait ainsi que la campagne en préparation était bien plus qu'un simple conflit armé, car elle conduisait aussi à l'affrontement de deux idéologies différentes. Pour mener à bien cette guerre, vaincre les forces armées de l'ennemi ne suffisait pas, compte tenu de l'immensité de l'espace russe. En outre, l'idéal socialiste ne pouvant plus être extirpé de l'Union soviétique, il était impératif de liquider l'intelligentsia « judéo-bolchevique » qui continuait à opprimer le peuple. Mais la tâche impliquée, concluait le texte, était si délicate qu'on ne pouvait la confier à la seule Wehrmacht⁶⁴. De ce fait, le 13 mars, la version remaniée que signa le feld-maréchal Keitel, en sa qualité de chef d'état-major général de l'OKW, indiquait que le Reichsführer-SS Himmler avait reçu du Führer certaines missions spéciales à l'intérieur de la zone d'opérations de l'armée de terre. Cette limitation de la juridiction militaire ne souleva aucune protestation au sein du haut commandement de l'armée de terre⁶⁵.

⁶² Aron, *Penser la guerre...*, p. 85.

⁶³ Messerschmidt, « Introduction », dans Horst Boog, Jürgen Förster, Joachim Hoffmann, Ernst Klink, Rolf-Dieter Müller et Gerd Rolf Ueberschär (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 4 : *The Attack on the Soviet Union...*, p. 1-9 ; Förster, « Hitler's Decision... », p. 13-38 ; Förster, « Operation Barbarossa in Historical Perspective... », p. 1245-1255 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 509-514 et 576-578.

⁶⁴ Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges...*, p. 115 ; Förster, « Operation Barbarossa as a War of Conquest and Annihilation », dans Horst Boog, Jürgen Förster, Joachim Hoffmann, Ernst Klink, Rolf-Dieter Müller et Gerd Rolf Ueberschär (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 4 : *The Attack on the Soviet Union...*, p. 482 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 527-528.

⁶⁵ Förster, « Operation Barbarossa as a War of Conquest... », p. 484.

En identifiant clairement l'intelligentsia « judéo-bolchevique » comme le germe à extirper afin de prévenir toute résistance à l'occupation des larges territoires de l'Union soviétique, Hitler et le haut commandement de la Wehrmacht témoignaient une fois de plus d'un dogmatisme national-socialiste fort rigide. D'ailleurs, la détermination de Hitler de conduire une guerre contre l'Union soviétique selon le principe d'une lutte entre deux idéologies antagonistes ne rencontra aucune opposition, autant au sein de l'OKW que de l'OKH⁶⁶. À la mi-mars, les discussions entre la SS et la direction de la Wehrmacht sur le sort à réserver à l'intelligentsia « judéo-bolchevique » ou aux dirigeants et commissaires politiques communistes avaient beaucoup avancées. Les généraux de haut-rang furent donc complice du fatal glissement du régime et de l'armée dans la politique de meurtres planifiée qui allait être menée en Union soviétique. Le 17 mars, le Führer explicita, au colonel-général Halder, les objectifs de l'imminente campagne militaire :

« L'intelligentsia mise en place par Staline doit être exterminée. L'appareil de contrôle de l'Empire russe doit être écrasé. [...] Il faut employer la force sous sa forme la plus brutale. Les attaches idéologiques qui maintiennent le peuple russe uni ne sont pas suffisamment fortes et la nation se disloquera dès que les fonctionnaires seront éliminés ».

Cette présomption idéologique ne fut aucunement contredite par le chef d'état-major général de l'OKH⁶⁷.

Deux ans plus tôt, les chefs de l'armée et la plupart des commandants de la campagne de Pologne avaient déjà accepté la politique d'extermination de la classe dirigeante polonaise. Compte tenu de l'antibolchevisme viscéral qui régnait au sein du corps des officiers, sans parler d'un antisémitisme bien présent, les généraux haut-gradés dont Manstein n'allaient avoir aucune difficulté à faire accepter la liquidation de l'intelligentsia « judéo-bolchevique »⁶⁸. Le 26 mars, le lieutenant-général Eduard Wagner, le chef de l'intendance au sein de l'OKH, et le SS-Gruppenführer Reinhard Heydrich, le chef de la police de sécurité et du SD, jetaient les bases de l'accord entre la Wehrmacht et le SD traçant la ligne de démarcation entre les domaines de responsabilité des deux organisations dans la liquidation des ennemis du national-socialisme⁶⁹. Le lendemain, le feld-maréchal Brauchitsch, s'adressant à ses commandants de la campagne de l'Est, attirait leur attention sur le caractère tout à fait particulier de la guerre contre l'Union soviétique : « Il faut qu'il soit bien clair pour les troupes que le combat sera livré de race à race et se mènera avec la sévérité nécessaire »⁷⁰. Dès ce moment, la Wehrmacht adhérait déjà pleinement aux objectifs idéologiques du régime nazi : extirper et anéantir sans pitié la base « judéo-bolchevique » du régime soviétique⁷¹.

À la suite de cette déclaration du commandant en chef de l'OKH, le général Manstein ne pouvait pas ignorer qu'il s'agissait d'une lutte entre deux idéologies, entre deux conceptions raciales, qui excluait

⁶⁶ *Ibid.*, p. 483.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 485.

⁶⁸ Streit, *Keine Kameraden...*, p. 31.

⁶⁹ Förster, « Operation Barbarossa as War of Conquest... », p. 491-492.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 485.

⁷¹ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 530.

toutes formes chevaleresques de la guerre. S'il avait néanmoins encore des doutes, ils ne purent qu'être dissipés par le discours du Führer prononcé à la Chancellerie du Reich, le 30 mars, et auquel il assista⁷². Devant plus de 250 officiers supérieurs placés à la tête des unités qui s'apprêtaient à envahir l'URSS, Hitler exposa, on ne peut plus clairement, sa vision de la guerre imminente avec l'ennemi « judéo-bolchevique » et expliqua ce qu'il attendait de la Wehrmacht. Il s'agissait non pas de parler de stratégie et de tactique, mais de présenter à ses généraux la nature du conflit dans lequel ils allaient s'engager, soit une guerre raciale et d'extermination. Ce discours est d'une importance historique majeure, car en cautionnant les propos qu'y tenait le Führer, c'est-à-dire en acceptant de préparer et de conduire une guerre raciale et d'anéantissement à l'Est, les généraux scellaient définitivement l'alliance idéologique entre Hitler et la Wehrmacht⁷³.

Les buts idéologiques de la guerre présentés par Hitler à ses généraux de haut-rang furent transcrits par Halder :

« *Choc de deux idéologies* : dénonciation cinglante du bolchevisme, identifié à une criminalité sociale. Le communisme est un danger considérable pour notre avenir. Nous devons oublier la notion de camaraderie entre soldats. Un communiste n'est un camarade ni avant ni après la bataille. C'est une guerre d'anéantissement. Si nous ne saisissons pas cela, nous battons quand même l'ennemi, mais trente ans plus tard nous aurons encore à combattre l'ennemi communiste. Nous ne faisons pas la guerre pour préserver l'ennemi. *Guerre contre la Russie* : extermination des commissaires bolcheviques et de l'intelligentsia communiste. [...] Nous devons combattre le poison de la désintégration. Ce n'est pas une tâche pour des tribunaux militaires. Les différents commandants de troupes doivent savoir quels en sont les enjeux. Ils doivent se porter à la tête de ce combat. [...] Les commissaires et les hommes de la Guépéou sont des criminels et c'est comme tels qu'il faut les traiter. [...] Les commandants doivent faire le sacrifice de surmonter tous leurs scrupules personnels »⁷⁴.

La guerre à l'Est devait donc être très différente de celle de l'Ouest.

Après ce discours du Führer et ses nombreuses autres remarques faites en privé associant le bolchevisme à la juiverie, après les mesures prises dans le Reich depuis 1933 contre ces ennemis du national-socialisme et surtout après les meurtres perpétrés sur une grande échelle en Pologne aux dépens de l'intelligentsia polonaise et des Juifs, il ne pouvait plus subsister aucun doute chez les généraux de la Wehrmacht, y compris Manstein, sur le fait que la classe dirigeante communiste et les Juifs des territoires soviétiques occupés seraient eux aussi exterminés⁷⁵.

De même, ces officiers supérieurs ne pouvaient avoir oublié le discours prononcé par Hitler à la Chancellerie du Reich, le 30 janvier 1939, pour le sixième anniversaire de la prise du pouvoir, dans lequel il avait révélé publiquement son association implicitement génocidaire entre la destruction des Juifs et la venue d'une nouvelle guerre. Certes, à cette époque encore, il n'avait aucune idée de la manière dont la

⁷² Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 189.

⁷³ Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 95.

⁷⁴ Förster, « Operation Barbarossa as a War of Conquest... », p. 497 ; Ueberschär et Wette (dir.), *Der deutsche Überfall...*, p. 248. Selon le témoignage d'après-guerre de Halder, Hitler aurait justifié sa guerre idéologique à l'Est avec l'argument que l'URSS n'avait pas signé la convention de Genève du 27 juillet 1928 sur le traitement des prisonniers de guerre. Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 1345 (note # 73). Voir aussi Streit, *Keine Kameraden...*, p. 36.

⁷⁵ Förster, « Operation Barbarossa as a War of Conquest... », p. 492.

guerre entraînerait l'extermination des Juifs. Mais il savait néanmoins qu'elle serait bien l'issue d'une nouvelle conflagration. « Si la juiverie financière internationale, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe, devait parvenir à plonger une fois de plus les nations dans une guerre mondiale, il en résulterait non pas la bolchevisation de la terre et donc la victoire de la juiverie, mais l'anéantissement de la race juive en Europe »⁷⁶.

Bien que sa notion d'une guerre idéologique contre le bolchevisme fût familière aux généraux depuis longtemps par ses nombreuses remarques publiques et privées, Hitler en appelait toutefois à des mesures spécifiques contre les représentants du bolchevisme, c'est-à-dire les fonctionnaires de l'État et du parti communiste, et les commissaires politiques de l'Armée rouge. Il déniait à ces derniers tout statut militaire et demandait à ce qu'ils fussent traités comme des criminels. Sa formule relative au « poison de la désintégration » évoquait sûrement parmi ses auditeurs les souvenirs de la désintégration de l'armée du Kaiser à l'automne 1918, que la propagande nazie attribuait à l'agitation bolchevique. Principale représentante du bolchevisme, la juiverie avait mis en place des conseils de soldats, le ferment de la révolution bolchevique, entraînant ainsi par la suite la désintégration des forces armées et le renversement du Reich bismarckien. Cette interprétation des causes de la chute de l'Allemagne impériale était à la fois largement acceptée et profondément intériorisée par les généraux, notamment par Manstein, comme nous l'avons vu plus haut. Il va sans dire que la corrélation entre l'ennemi intérieur du Reich d'alors et l'ennemi extérieur du nouveau Reich – en l'occurrence l'Union soviétique ou, dans sa forme la plus simpliste, le « judéo-bolchevisme » – tombait en terrain fertile. Ainsi, pour bon nombre d'officiers, il apparaissait normal que la guerre contre la classe dirigeante « judéo-bolchevique » ne fût pas conduite selon les règles du droit international et des traditions militaires. C'est pourquoi Hitler parvint à entraîner l'armée, au-delà de ses tâches strictement militaires, dans une guerre d'annihilation contre une idéologie et ses représentants⁷⁷.

Aux procès de Nuremberg, Brauchitsch prétendit avoir été rejoint par de nombreux généraux révoltés aussitôt que le Führer eut terminé son discours. Une analyse attentive des sources disponibles a toutefois révélé qu'il n'en fut rien⁷⁸. Si tel avait été le cas, alors pourquoi personne ne fit-il part de son indignation à Hitler ? Ou pourquoi Brauchitsch ne le fit-il pas en leur nom ? D'après Halder, le commandant en chef de l'OKH aurait promis aux généraux, outrés par de telles directives et venus le retrouver dès la fin de la conférence, de s'opposer à l'ordre du Führer, du moins dans la forme où il avait été donné. Peu après, il aurait informé par écrit l'OKW de la répugnance des officiers supérieurs en face de pareilles consignes, en affirmant qu'ils n'accepteraient jamais de s'y soumettre. Fit-il vraiment cette démarche ? Interrogé par les magistrats, Brauchitsch avoua s'être abstenu de protester personnellement

⁷⁶ Förster, « Hitler's Decision... », p. 35 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 251-252.

⁷⁷ Förster, « Operation Barbarossa as a War of Conquest... », p. 498.

⁷⁸ Streit, *Keine Kameraden...*, p. 35-49 ; Streit, « The German Army and the Policies of Genocide », dans Gerhard Hirschfeld (dir.), *The Policies of Genocide. Jews and Soviet Prisoners of War in Nazi Germany*, Londres / Boston / Sydney, Allen & Unwin, 1986, p. 3.

auprès du Führer « parce que rien ni personne au monde n'aurait pu le faire changer d'attitude ». De ce fait, il se serait alors contenté de rédiger à l'attention de ses officiers un ordre réitérant « l'obligation d'observer la stricte discipline de rigueur dans l'armée, ainsi que les principes et les règlements militaires en vigueur dans le passé ». À la question lui demandant s'il avait donné un ordre s'opposant directement aux directives de Hitler, il répondit par la négative, ajoutant qu'il lui « était impossible de désavouer ouvertement un ordre du Führer »⁷⁹. Il exprima donc l'idée que l'armée était la victime d'un régime totalitaire et qu'elle désapprouvait ses politiques criminelles.

Lorsqu'il fut appelé comme témoin dans un procès organisé seize ans plus tard, Warlimont déclara, pour expliquer le silence des généraux, que Hitler en avait convaincu certains que les commissaires politiques de l'Armée rouge n'étaient pas des soldats, mais des « criminels infâmes ». Les autres, dont lui-même, s'en étaient tenus, à l'en croire, au point de vue traditionnel des officiers : en tant que chef d'État et commandant suprême de la Wehrmacht, Hitler « ne pouvait rien faire d'illicite »⁸⁰. Cette réponse visait évidemment à disculper l'armée allemande autant que possible.

Car, dans les faits, la réalité fut tout autre. Dans les semaines qui suivirent le discours prononcé par Hitler, le 30 mars, les commandements suprêmes de la Wehrmacht et de l'armée de terre rédigèrent de plein gré et avec zèle des ordres qui étaient en étroite conformité avec l'orientation exterminatrice de la guerre à venir. Si l'inspiration venait de Hitler, la mise en œuvre de cette série d'ordres sur la conduite de la guerre à l'Est fut bien le fait des chefs militaires – et de leurs conseillers juridiques – tous empressés d'exaucer ses désirs. Ce furent donc des hommes comme le feld-maréchal Keitel, le général Jodl et le colonel Warlimont du côté de l'OKW, ainsi que le feld-maréchal Brauchitsch, le colonel-général Halder et le lieutenant-général Wagner du côté de l'OKH qui assurèrent une étroite coopération entre le pouvoir politique et l'armée au printemps 1941.

Le premier ordre à s'inscrire directement dans le cadre défini par Hitler dans son discours du 30 mars concernait le sort à réserver aux segments de la population soviétique rangés dans la catégorie des ennemis du Reich et la délimitation des champs de compétence respectifs de la SS et de l'armée allemande. L'entrevue qui se déroula, le 16 avril 1941, entre le lieutenant-général Wagner et le SS-Gruppenführer Heydrich se traduisit par un ordre rédigé par le feld-maréchal Brauchitsch, le 28 avril 1941, et ayant pour nom « Convention sur l'intervention de la police de sécurité et du SD dans les unités de l'armée » (*Regelung des Einsatzes der Sicherheitspolizei und des SD im Verbands des Heeres*). Il prescrivait aux officiers de la Wehrmacht de collaborer dans les domaines logistique et opérationnel avec les *Einsatzgruppen*, groupes d'intervention du SD chargés d'éliminer les Juifs et l'intelligentsia bolchevique derrière le front⁸¹.

⁷⁹ Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 868-869.

⁸⁰ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 531-532.

⁸¹ Bartov, *L'Armée d'Hitler...*, p. 108 ; Solchany, « La lente dissipation d'une légende... », p. 340 ; Ueberschär et Wette (dir.), *Der deutsche Überfall...*, p. 249.

D'ailleurs, un accord entre l'OKH et le SD fixait à quatre le nombre d'*Einsatzgruppen* qui entreraient en action et avanceraient dans le sillage de la Wehrmacht. L'*Einsatzgruppe A* était rattaché au groupe d'armées nord dans la région baltique ; l'*Einsatzgruppe B* au groupe d'armées centre en Biélorussie ; l'*Einsatzgruppe C* au groupe d'armées sud en Ukraine centrale et septentrionale ; et l'*Einsatzgruppe D* à la 11^e armée en Bessarabie, en Ukraine méridionale et en Crimée. À chaque groupe d'armées et à la 11^e armée devait donc être attaché un *Einsatzgruppe*. À son tour, le groupe d'armées ou la 11^e armée devait détacher des *Einsatzkommandos* ou *Sonderkommandos* – unités spéciales d'un *Einsatzgruppe* – auprès de ses armées (ou divisions dans le cas de la 11^e armée). En outre, l'accord stipulait que les trois groupes d'armées et la 11^e armée seraient responsables des mouvements et du ravitaillement des *Einsatzgruppen*, mais que les ordres concernant leurs activités viendraient des chefs du SD. Bien que ceux-ci eussent seuls le droit de donner des ordres aux *Einsatzgruppen* quant à leurs interventions, il existait une entente générale, aux termes de laquelle l'OKH avait aussi le droit de leur donner des directives si le cours des opérations l'exigeait⁸².

Le second ordre fut le « décret sur l'exercice de la juridiction de guerre dans la zone "Barbarossa" » (*Erlaß über die Ausübung des Kriegsgerichtsbarkeit im Gebiet « Barbarossa »*), plus communément appelé le « décret Barbarossa ». Rédigé par la branche juridique de l'OKW, le 13 mai 1941, il définissait l'application du code militaire dans le cadre de l'opération « Barbarossa ». Les actes répréhensibles commis par des civils étaient soustraits à la juridiction des tribunaux militaires. En d'autres termes, ce décret autorisait la troupe à se faire justice elle-même de tout acte hostile en lieu et place des tribunaux militaires. Ceux qui pratiquaient la guérilla devaient être fusillés sans autre forme de procès. Dans les cas où l'on ne parviendrait pas à identifier rapidement les coupables, des représailles collectives contre des communautés villageoises entières devaient être ordonnées. Quant aux crimes contre des civils ou des prisonniers ennemis, ils ne seraient poursuivis en cour martiale qu'en cas de rupture de la discipline militaire au combat⁸³.

Cette limitation du champ d'application de la loi martiale en URSS faisait suite, en quelque sorte, au décret d'amnistie du Führer en Pologne du 4 octobre 1939. On demandait aux officiers de prendre en considération que « l'effondrement de 1918, les souffrances subséquentes du peuple allemand et la lutte du national-socialisme » au prix d'énormes sacrifices en vies humaines « étaient essentiellement dus à l'influence bolchevique »⁸⁴. Cette formule avait, bien entendu, pour but de toucher une corde sensible au sein du corps des officiers qui tenait le bolchevisme responsable non seulement de la chute de l'Empire allemand en 1918, mais également de l'érosion de la discipline, tant au sein de l'armée que de la marine. Pour les officiers supérieurs, les conseils des soldats, germes de la révolution bolchevique, avaient causé

⁸² Förster, « Operation Barbarossa as a War of Conquest... », p. 491-496.

⁸³ Ueberschär et Wette (dir.), *Der deutsche Überfall...*, p. 252-253 ; Förster, « Operation Barbarossa as a War of Conquest... », p. 501-502 ; Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 99-100.

⁸⁴ Förster, « Operation Barbarossa as a War of Conquest... », p. 502.

la désintégration de l'armée impériale, aidés en cela par les Juifs, les principaux artisans de la propagande bolchevique⁸⁵.

Révélateurs de cet état d'esprit sont les propos tenus à la veille de l'opération « Barbarossa » par le général Joachim Lemelsen, commandant en chef du 47^e corps de Panzer. À ses troupes, il demanda de ne pas perdre de vue le contexte historique de la campagne contre l'Union soviétique : « Il faut maintenant briser l'Armée rouge et par là exterminer à tout jamais le bolchevisme, ennemi mortel du national-socialisme. Nous n'avons jamais oublié que c'est le bolchevisme qui a donné un coup de couteau dans le dos à notre armée pendant la [Première] Guerre mondiale et qui est responsable de tous les malheurs qu'a subis notre peuple au cours de l'après-guerre. Nous devons toujours y penser ! »⁸⁶.

L'exécution de civils soupçonnés d'activité de guérilla ou de sabotage était clairement illégale. Même l'accusation d'avoir menacé la sécurité des troupes ne pouvait servir de prétexte à l'abandon des droits humains les plus fondamentaux⁸⁷. De toute évidence, le « décret Barbarossa » conférait un véritable permis de tuer aux soldats allemands⁸⁸. Le feld-maréchal Bock, commandant en chef du groupe d'armées centre, n'avait pas tort d'affirmer que ce décret donnait à tout soldat le droit de fusiller tout civil qu'il soupçonnait d'activité de guérilla ou de sabotage⁸⁹. Le « décret Barbarossa » constituait ainsi non seulement une perversion incontestable des valeurs militaires traditionnelles, mais également une violation patente du droit de la guerre.

Mais l'inquiétude concernant la discipline des unités combattantes était beaucoup plus grande que les scrupules légitimes à propos de l'abolition de toute poursuite judiciaire obligatoire pour des actions criminelles commises par des membres de la Wehrmacht contre les populations civiles. En fait, les rares protestations provenant du corps des officiers étaient motivées non pas par des considérations morales reliées au droit de la guerre, mais par la crainte que la discipline de la troupe fût menacée. Lorsqu'il notifia le « décret Barbarossa » à ses troupes, le 24 mai, Brauchitsch prit donc soin d'ajouter deux appendices sur la nécessité de maintenir la discipline afin de prévenir la dégénération des troupes. Si la condamnation à mort était prescrite à titre de mesure exemplaire pour liquider les résistants et les saboteurs, et pour venger les crimes de civils hostiles contre la sécurité et la réputation de la Wehrmacht, elle l'était également afin de punir tout soldat ayant porté préjudice à la discipline militaire au combat⁹⁰.

Le « décret Barbarossa » fut suivi par les « directives sur la conduite des troupes en Russie » (*Richtlinien für das Verhalten der Truppe in Rußland*) rédigé par l'OKH, le 19 mai 1941. Elles présentaient le « judéo-bolchevisme » comme « l'ennemi mortel du peuple allemand national-socialiste » et exigeaient des « mesures énergiques et impitoyables contre les agitateurs bolcheviques, les partisans, les

⁸⁵ Förster, « Hitler's Decision... », p. 36.

⁸⁶ Bartov, *L'Armée d'Hitler...*, p. 187 ; Förster, « The German Army and the Ideological War Against the Soviet Union », dans Gerhard Hirschfeld (dir.), *The Policies of Genocide...*, p. 18.

⁸⁷ Förster, « Operation Barbarossa as a War of Conquest... », p. 503.

⁸⁸ Solchany, « La lente dissipation d'une légende... », p. 340.

⁸⁹ Förster, « Operation Barbarossa as a War of Conquest... », p. 504.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 503-504, 506-507.

saboteurs et les Juifs, ainsi que l'élimination totale de toute résistance active ou passive ». Bref, elles ordonnaient aux soldats d'agir brutalement et sans pitié contre les résistants et les Juifs⁹¹.

Enfin, les « directives pour le traitement des commissaires politiques » (*Richtlinien für die Behandlung politischer Kommissare*) du 6 juin 1941, plus communément appelées l'« ordre sur les commissaires » (*Kommissarbefehl*), déniaient aux commissaires politiques, pourtant membres à part entière de l'Armée rouge, le statut de combattant et, par conséquent, le droit de réclamer pour eux-mêmes les garanties de la convention de Genève. En fait, elles ordonnaient leur exécution immédiate sur le terrain au nom d'une vision idéologique du commissaire politique présenté comme une redoutable menace pour la sécurité de la Wehrmacht et la pacification des territoires occupés. Cet ordre procédait directement des précédents et c'est l'OKH qui en fut à la fois l'inspirateur et l'auteur⁹².

Notifiées aux troupes par Brauchitsch le 8 juin, les instructions sur le traitement des commissaires politiques commençaient ainsi :

« Dans la lutte contre le bolchevisme, nous ne devons pas supposer que la conduite de l'ennemi se conformera aux principes de l'humanité ou du droit international. De la part des commissaires politiques de tous grades, qui sont les vrais chefs de la résistance, il faut s'attendre au contraire à un traitement haineux, cruel et inhumain de nos hommes qui auront été faits prisonniers. [...] Témoigner de la considération à ces éléments au cours de cette lutte ou agir en accord avec les règles internationales de la guerre est une erreur et compromet à la fois notre sécurité et la pacification rapide des territoires conquis. [...] Les commissaires politiques ont mis en œuvre des méthodes de guerre asiatiques barbares ; en conséquence, il faut leur faire un sort immédiatement et avec une sévérité maximale. Par principe, ils seront fusillés sur-le-champ, qu'ils soient capturés au cours des opérations ou en résistant d'une façon ou d'une autre. Il est donc prescrit d'appliquer les règles suivantes. Premièrement, dans la zone des opérations, les commissaires politiques de tous grades, même s'ils ne sont seulement soupçonnés que d'activité de résistance ou de sabotage, doivent être traités selon le décret sur la juridiction. Deuxièmement, les commissaires de l'Armée rouge ne doivent pas être considérés comme des soldats ; par conséquent, ils doivent être séparés des prisonniers de guerre provenant du champ de bataille et fusillés aussitôt »⁹³.

Les commandements suprêmes de la Wehrmacht et de l'armée de terre réalisaient tous les deux que l'élimination systématique des cadres politiques de l'Armée rouge constituait une infraction flagrante au droit international, d'autant plus que les véritables motifs de leur exécution obligatoire reposaient moins sur de simples présuppositions d'activité de guérilla ou de résistance à la Wehrmacht que sur les fonctions officielles qu'ils occupaient au sein de l'appareil gouvernemental. C'est pour cette raison que, pour légitimer ces mesures sévères, ils insistèrent sur la nécessité de recourir, en quelque sorte, à des représailles préventives contre les représentants du bolchevisme au sein de l'Armée rouge qui, selon eux, n'étaient pas de véritables soldats et constituaient le plus grave danger pour la sécurité de la Wehrmacht et la pacification des territoires conquis et occupés⁹⁴. Déjà, le 12 mai 1941, ils justifiaient l'ordre de liquider

⁹¹ Ueberschär et Wette (dir.), *Der deutsche Überfall...*, p. 254 ; Solchany, « La lente dissipation d'une légende », p. 340 ; Förster, « The German Army... », p. 20 ; Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 99.

⁹² Streit, *Keine Kameraden...*, p. 50-51 ; Förster, « Operation Barbarossa as a War of Conquest... », p. 507-509 ; Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 99.

⁹³ Ueberschär et Wette (dir.), *Der deutsche Überfall...*, p. 259-260 ; Förster, « Operation Barbarossa as a War of Conquest... », p. 509-510.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 509, 512.

les fonctionnaires du régime politique par un édit formel qui stipulait que « les représentants et chefs politiques (commissaires) » représentaient un danger puisqu'ils avaient « clairement démontré par leur travail antérieur de subversion et de sédition qu'ils rejetaient en bloc la culture, la civilisation, la constitution et l'ordre de l'Europe ». En conséquence, il fallait « les éliminer »⁹⁵.

La complaisance et la complicité avec lesquelles les dirigeants militaires acceptèrent les directives de Hitler les invitant à une conduite criminelle de la guerre à l'Est n'avaient rien de surprenant, étant donné leur attitude en Pologne qui, un an et demi plus tôt, avait plongé carrément l'armée dans une dérive criminelle. Loin d'avoir été obligé d'imposer sa volonté à la Wehrmacht, Hitler put compter au contraire sur la collaboration enthousiaste des généraux de haut-rang. L'empressement de ceux-ci à traduire ses impératifs idéologiques en décrets opérationnels répondait, d'une part, au souci de montrer qu'ils étaient politiquement fiables et de ne pas perdre du terrain au profit de la SS, comme cela s'était fait au cours de la campagne polonaise, et, d'autre part, à la conviction qu'il fallait éradiquer le « judéo-bolchevisme » en tant que plus grande menace pour l'Allemagne national-socialiste.

Nombreux étaient les officiers supérieurs qui partageaient, en effet, l'opinion du Führer à l'effet que les commissaires politiques de l'Armée rouge étaient bel et bien des criminels et qu'il ne fallait pas les traiter en soldats, donc comme des camarades, comme on l'avait fait de l'ennemi du front occidental. Les commissaires se voyant dénier par la Wehrmacht la qualité de soldat et, par conséquent, le statut de combattant, Hitler put facilement légitimer leur exécution immédiate sans procès. Non seulement beaucoup de généraux haut-gradés acceptaient les conceptions idéologiques de la guerre à l'Est de Hitler, mais ils étaient même impatients à l'idée de partir en croisade contre le « judéo-bolchevisme ». La symbiose idéologique entre la Wehrmacht et le régime national-socialiste arrivait alors à des degrés jamais atteints jusque-là⁹⁶.

De surcroît, pour la plupart des officiers supérieurs, et cela incluait Manstein, l'Union soviétique – l'État de Lénine et de Staline – représentait une menace à l'hégémonie de l'Allemagne en Europe. Ils étaient d'accord avec les vues de Hitler selon lesquelles le développement de la nation allemande requérait absolument l'acquisition d'un espace vital pour que le Reich accédât au statut de grande puissance autarcique sur le plan économique. Ainsi, le slogan d'une guerre préventive inévitable à l'Est rencontrait une large approbation au sein du corps des officiers, non pas tant en raison des réformes militaires de l'Armée rouge qu'en vertu de la nécessité d'assurer la prédominance militaire et politique de l'Allemagne en Europe et dans le monde⁹⁷.

Deux exemples témoignent du niveau élevé de conformité et d'affinité des généraux avec les conceptions idéologiques du Führer. D'abord, le colonel-général Küchler, commandant en chef de la 18^e armée, définissait à ses subalternes, le 25 avril, les véritables enjeux de la guerre à l'Est. Il leur déclara

⁹⁵ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 532.

⁹⁶ Förster, « Operation Barbarossa as a War of Conquest... », p. 520.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 520-521.

d'emblée que la paix ne serait durablement acquise en Europe que si le peuple allemand occupait un territoire assurant ses approvisionnements en vivres et ceux des autres États européens. Mais cela n'était pas concevable sans affrontement avec l'Union soviétique. En des termes à peine différents de ceux prononcés par Hitler, lors de son discours du 30 mars, il poursuivit :

« Un fossé profond nous sépare de la Russie tant d'un point de vue idéologique que racial. Par l'étendue même de son territoire, la Russie est un État asiatique. [...] Si nous voulons que l'Allemagne vive en paix pour les prochaines générations et qu'elle se trouve à l'abri de toute menace dangereuse pouvant venir de l'Est, il ne saurait être question de repousser la Russie un tant soit peu ou même de plusieurs centaines de kilomètres. L'objectif doit être d'anéantir la Russie européenne, de dissoudre l'État européen russe. [...] Les commissaires politiques et les gens de la Guépéou sont des criminels. Ce sont les gens qui tyrannisent la population. [...] Il faut sur-le-champ les faire comparaître devant un tribunal de campagne et les condamner sur la foi du témoignage des gens. [...] Cela nous épargnera du sang allemand et nous avancerons plus vite »⁹⁸.

Ensuite, l'ordre opérationnel donné au 4^e groupe de Panzer – auquel était rattaché le 56^e corps blindé de Manstein – par son commandant en chef, le colonel-général Hoepner, le 2 mai, avant même la formulation de l'« ordre sur les commissaires », était encore plus catégorique :

« La guerre contre l'Union soviétique est un élément essentiel de la lutte pour l'existence du peuple allemand. C'est la vieille lutte des Germains contre les Slaves, la défense de la culture européenne contre l'invasion asiatico-moscovite, la résistance contre le judéo-bolchevisme. Cette lutte doit avoir pour but la destruction de la Russie actuelle et doit donc être menée avec une sévérité sans précédent. Dans sa conception comme dans son exécution, toute action militaire doit être conduite d'une main de fer, sans pitié et sans quartier afin d'anéantir l'ennemi. En particulier, il ne saurait être question d'épargner les représentants de l'actuel système russo-bolchevique »⁹⁹.

Fait significatif et lourd de sens, le général Manstein, commandant en chef du 56^e corps blindé, allait lui-même donner, avant le début de l'opération « Barbarossa », un ordre à ses troupes qui correspondait en tout point à l'esprit de la conception de la guerre (*Weltanschauungskrieg*) à l'Est que se faisait Hitler, et qui le rendait, par conséquent, complice d'une guerre criminelle. Le 12 juin 1941, il promulgua la directive suivante à ses hommes : « Cette lutte exige des mesures impitoyables et énergiques contre les agitateurs bolcheviques, les francs-tireurs, les partisans et les Juifs »¹⁰⁰. La nécessité d'anéantir l'ennemi « judéo-bolchevique » était ici on ne peut plus clairement exprimée.

En outre, à la lumière de ses faits et gestes sur le front de l'Est, le général Manstein semble avoir fait partie du cercle des officiers allemands qui ne considéraient pas les commissaires politiques de l'Armée rouge comme des officiers, mais plutôt comme des fonctionnaires politiques paramilitaires qui supervisaient le commandement des véritables officiers et stimulaient l'ardeur au combat des troupes. Évidemment, dans ses mémoires, il prit soin de nuancer son opinion concernant le statut des commissaires politiques de l'Armée rouge, le situant à mi-chemin entre celui des soldats et des non-combattants. Mais il n'en considérait pas moins ces commissaires comme des criminels, sans doute pour légitimer implicitement le traitement qui leur fut réservé par la Wehrmacht et ses propres troupes :

⁹⁸ Förster, « Hitler's Decision... », p. 37 ; Förster, « Operation Barbarossa as a War of Conquest... », p. 519-520.

⁹⁹ *Ibid.*, p. 520 ; Ueberschär et Wette (dir.), *Der deutsche Überfall...*, p. 251.

¹⁰⁰ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 238.

« On pouvait à bon droit nourrir des doutes sur le statut de ces commissaires en droit international. Ils n'étaient assurément pas des soldats, mais on ne pouvait non plus leur attribuer le statut de non-combattants [...]. Ils étaient, par ailleurs, sans être des soldats, des combattants fanatiques dont l'activité, au sens traditionnel, ne pouvait être considérée que comme illégale. Ils avaient pour rôle, non seulement de surveiller les chefs militaires du point de vue politique, mais d'insuffler la haine la plus violente à la lutte en lui donnant un caractère absolument contraire aux conceptions normales. En fait, ce furent eux qui, les premiers, portèrent la responsabilité de ces méthodes de combat et de traitement des prisonniers qui violaient si ouvertement les conventions de La Haye »¹⁰¹.

En fait, l'un des seuls à avoir émis des réserves à propos du non-respect du droit de la guerre fut le lieutenant-colonel Tresckow, chef d'état-major du groupe d'armées centre. « Si le droit international doit être bafoué », observa-t-il le 10 mai 1941, « c'est aux Russes de commencer, pas à nous »¹⁰². Comme sa remarque le prouve, il était évident que l'« ordre sur les commissaires » contrevenait incontestablement au droit international¹⁰³. Mais c'est justement parce que la grande majorité des autres officiers supérieurs ne partageaient pas le point de vue de Tresckow que le Führer put facilement suspendre les principes fondamentaux du droit de la guerre¹⁰⁴.

La complicité de la plupart des généraux était inscrite dans la manière même dont ils avaient été élevés et éduqués, dans leur façon de penser. Ils étaient favorables à la création d'un Grand Reich allemand en Europe centrale et orientale qui dominerait tout le continent. Le mépris des Slaves était profondément enraciné au sein du corps des officiers. La haine viscérale du bolchevisme sévissait dans l'ensemble des échelons supérieurs de la Wehrmacht, et l'antisémitisme y était aussi largement répandu, quoique rarement sous sa forme radicale hitlérienne. Cette parenté idéologique avec les dirigeants nazis explique ainsi un peu mieux pourquoi les généraux n'eurent aucun mal à impliquer leurs troupes dans une guerre de conquêtes et d'anéantissement à l'Est¹⁰⁵. On ne peut donc pas invoquer le devoir d'obéissance ou bien l'asservissement des officiers en guise d'explication à leur comportement en URSS¹⁰⁶.

Loin de s'être opposée au printemps 1941 à la mise en place dans les territoires soviétiques conquis d'un vaste dispositif « militaro-policier » à la finalité répressive, voire même exterminatrice, la Wehrmacht en constituait au contraire l'un des piliers, aux côtés du SD. Les premières versions de l'« ordre sur les commissaires » montraient d'ailleurs que le cercle des victimes initialement désignées allait bien au-delà des seuls commissaires politiques de l'Armée rouge et concernait l'ensemble des élites communistes de l'Union soviétique. Des considérations pratiques, avancées notamment par Alfred Rosenberg, responsable des questions concernant l'espace est-européen, conduisirent à limiter le champ d'application du décret aux seuls commissaires politiques, la liquidation des autres responsables du

¹⁰¹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 176.

¹⁰² Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 535 ; Förster, « Operation Barbarossa as a War of Conquest... », p. 520 ; Förster, « New Wine in Old Skins ? The Wehrmacht and the War of "Weltanschauungen", 1941 », dans Wilhelm Deist (dir.), *The German Military in the Age of Total War*, Leamington Spa, Berg Publishers Ltd., 1985, p. 311.

¹⁰³ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 535.

¹⁰⁴ Förster, « Operation Barbarossa as a War of Conquest... », p. 520.

¹⁰⁵ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 536.

¹⁰⁶ Förster, « Operation Barbarossa as a War of Conquest... », p. 519 ; Förster, « New Wine in Old Skins ?... », p. 312.

pouvoir politique soviétique étant laissée aux *Einsatzgruppen*. Les ordres criminels donnés par les chefs de la Wehrmacht à leurs troupes d'un côté, les directives transmises par les dirigeants du SD aux *Einsatzgruppen* de l'autre, apparaissaient comme les deux faces complémentaires et indispensables d'une même stratégie radicale de terreur, comme une simple répartition des tâches dans la guerre d'extermination et d'annihilation menée en commun par la police de sécurité et l'armée contre l'ennemi mortel du national-socialisme : le « judéo-bolchevisme »¹⁰⁷.

En traduisant les intentions idéologiques du Führer à l'Est en ordres militaires, les chefs de l'OKW et de l'OKH contribuaient ainsi à transformer la Wehrmacht en un instrument parfaitement adapté à la guerre d'annihilation du « judéo-bolchevisme » qui s'annonçait. Ils étaient entrés pleinement dans le jeu de Hitler qui consistait à reporter sur la Wehrmacht l'odieux de la folie assassine et incendiaire du régime national-socialiste. Mais ils n'en jugeaient pas moins la collaboration de leurs unités avec celles du SD comme étant indispensable pour exercer une emprise durable sur l'espace vital conquis. Pour cela, la Wehrmacht devait obligatoirement prêter main-forte aux *Einsatzgruppen* dans la lutte commune contre l'ennemi mortel « judéo-bolchevique », en liquidant les commissaires politiques de l'Armée rouge, les fonctionnaires du parti communiste, les Juifs, les partisans et tout civil soupçonné d'action de guérilla ou de sabotage. Le combat militaire pour la conquête d'un espace vital à l'Est, les mesures politiques criminelles pour sa pacification et son exploitation économique étaient donc les différentes facettes d'une grande guerre d'annihilation contre l'Union soviétique et sa population¹⁰⁸.

Contrairement à ce qu'ils prétendirent après la guerre, Manstein et ses camarades généraux n'étaient aucunement des soldats trompés ou des victimes de dirigeants politiques fanatiques. Ils étaient plutôt des complices à part entière du régime hitlérien et ils se rendirent pleinement coupables des actions contraires au droit de la guerre qu'ils ordonnèrent ou supportèrent plus ou moins activement. Il existait une communauté d'esprit toute naturelle entre les hauts responsables nazis et ceux de la Wehrmacht. Loin d'être de simples complices, ils formaient, en fait, une véritable alliance. Ils partageaient des préoccupations communes et avaient des visions du monde tout à fait compatibles, notamment en ce qui concerne les objectifs politiques, idéologiques et stratégiques à l'Est. Par conséquent, la Wehrmacht n'était pas une entité séparée de l'appareil nazi, mais bel et bien un instrument qui s'était mis volontiers au service du régime dans un dessein commun.

Cette conception du monde (*Weltanschauung*), que partageaient le parti national-socialiste et la Wehrmacht, avait notamment été explicitée, le 18 décembre 1938, par le commandant en chef de l'armée de terre. Dans le cadre d'une directive sur l'éducation des troupes, Brauchitsch, alors colonel-général, s'était exprimé en ces termes : « Le corps des officiers ne doit pas se permettre d'être surpassé par quiconque dans la pureté et l'authenticité de sa *Weltanschauung* national-socialiste. Il est le porte-étendard qui doit demeurer inébranlable si jamais quelque chose devait aller mal. Il va sans dire que l'officier doit

¹⁰⁷ Solchany, « La lente dissipation d'une légende... », p. 340-341.

¹⁰⁸ Förster, « Operation Barbarossa as a War of Conquest... », p. 518-519.

agir dans chaque situation conformément aux idées du Troisième Reich, même si celles-ci n'ont pas été stipulées en des termes légaux, décrets ou ordres officiels. Il doit aussi être un leader politique pour ses subordonnés. Cela ne signifie pas qu'il doit leur parler de la politique, mais qu'il doit maîtriser les grandes idées fondamentales du national-socialisme, autrement il ne serait pas en mesure de répondre aux questions qui lui seraient posées [...] conformément à ces idées »¹⁰⁹.

Cette directive avait fortement inspiré Hitler qui, quelques jours après, exigea du corps des officiers qu'il formât une garde prête à se battre jusqu'au bout pour réaliser les objectifs idéologiques du régime nazi. Dans un discours qu'il tint devant ses généraux, le 10 février 1939, il déclara que la prochaine guerre en serait une idéologique et raciale, et que, par conséquent, ses officiers devaient le reconnaître comme leur leader idéologique suprême. Au serment d'allégeance qu'ils lui prêtaient déjà en tant que commandant suprême de la Wehrmacht, ils devaient désormais lui faire acte d'allégeance en tant que leur Führer idéologique. Il conclut en affirmant que même si le reste du peuple allemand en venait à l'abandonner dans cette lutte idéologique et raciale, les soldats et l'ensemble du corps des officiers devaient rester à ses côtés jusqu'à la fin¹¹⁰.

La communauté d'intérêts à l'Est entre Hitler et ses généraux allait d'ailleurs rester intacte bien longtemps après que le point tournant, à partir duquel la guerre ne pouvait plus être gagnée par l'Allemagne, fut passé. Le 6 février 1943, soit quelques jours après la capitulation de la 6^e armée à Stalingrad, le colonel-général Richthofen, commandant en chef de la 4^e flotte aérienne et l'un des chefs militaires qui inspirait le plus de respect à Manstein et au corps des officiers, écrivit dans son journal : « Je relis le chapitre de "Kampf" [*Mein Kampf*] sur la Russie et la politique à l'Est. Toujours très intéressant et répond encore à presque toutes les questions concernant la situation présente. Veillerai à souligner ces explications plus fermement aux soldats de tout le secteur »¹¹¹.

Il n'est donc pas étonnant que les officiers impliqués dans le putsch du 20 juillet 1944 aient eu pour ambition, une fois le régime national-socialiste renversé, de conclure une paix de compromis avec l'Ouest afin de mieux poursuivre la lutte contre le bolchevisme à l'Est, et ce, d'autant plus qu'ils avaient presque tous ordonné ou appuyé, à des degrés divers, des mesures criminelles à l'endroit des Juifs, des prisonniers de guerre et des commissaires politiques de l'Armée rouge¹¹². Malgré la défaite inéluctable de la Wehrmacht sur tous les fronts, l'objectif des conspirateurs était demeuré le même : assurer au Reich une position prédominante en Europe centrale et orientale.

La guerre à l'Est, qui allait décider de l'avenir du continent européen, fut bien plus que la « guerre de Hitler ». Elle ne fut pas infligée par un dictateur tout-puissant à un pays récalcitrant. Loin de là. Toutes les classes de l'élite militaire allemande s'y rallièrent et souvent avec complaisance et empressement. À

¹⁰⁹ Förster, « New Wine in Old Skins ?... », p. 305.

¹¹⁰ *Idem.*

¹¹¹ Förster, « Hitler's Decision in Favour... », p. 38.

¹¹² Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generäle...*, p. 188.

l'instar des Allemands ordinaires, elles devaient faire leur le sens que la propagande nazie donnait au conflit : celui d'une « croisade contre le bolchevisme ». En effet, elles allaient accepter sans difficulté l'idée d'une guerre préventive pour éviter que des « hordes asiatico-bolcheviques » ne détruisent la culture occidentale. De ce fait, elles croyaient que jamais l'Europe ne serait libre tant que le « judéo-bolchevisme » n'aurait pas été entièrement extirpé. L'héritage de plus de deux décennies d'une haine viscérale, souvent fanatique, du bolchevisme et souvent profondément assortie d'antisémitisme, était sur le point de se manifester dans une guerre génocidaire, en particulier dans l'Holocauste des Juifs¹¹³.

¹¹³ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 578.

CHAPITRE 9

LA CAMPAGNE DE CRIMÉE

À titre de commandant en chef du 56^e corps de Panzer, le général Manstein s'illustra de manière singulière à l'été 1941, en progressant à l'intérieur du territoire soviétique plus rapidement que quiconque se trouvait à la tête d'une grande unité rapide et, de surcroît, dans une région peu propice à l'action des chars. Il démontra qu'il était, avec le colonel-général Guderian, celui qui comprenait le mieux les exigences de la guerre de mouvement à l'ère du moteur. Pour l'offensive, le 56^e corps blindé du général Manstein était incorporé au 4^e groupe de Panzer du colonel-général Hoepner déployé sur le théâtre des opérations du groupe d'armées nord du feld-maréchal Leeb. Le 26 juin 1941, les troupes de Manstein s'emparèrent de Dunabourg (Daugavpils). En quatre jours, elles avaient déjà parcouru 300 kilomètres à l'intérieur du territoire soviétique, soit une moyenne de 75 kilomètres par jour. Leningrad ne se trouvait plus alors qu'à environ 550 kilomètres de distance. Ce succès était dû au fait que Manstein n'avait pas hésité à foncer à vive allure avec les flancs découverts. D'ailleurs, le 41^e corps blindé et la 16^e armée du groupe d'armées nord se trouvaient encore à une distance de 100 à 150 kilomètres sur ses arrières. Pour éviter une attaque soviétique sur les flancs ouverts du corps blindé de Manstein, le haut commandement allemand lui imposa une halte de six jours, le temps requis par la 16^e armée et le 41^e corps blindé pour le rejoindre¹.

C'est avec déception qu'il reçut l'ordre d'attendre l'arrivée des autres formations. Sans négliger la possibilité d'une contre-attaque de l'adversaire, il pensait néanmoins que si on lui avait permis de poursuivre son avance, l'apparition de son corps blindé à une telle distance en arrière des lignes de l'ennemi aurait sans doute causé chez celui-ci une énorme confusion. Plus son corps avancerait, soutenait-il, moins l'adversaire serait en mesure d'amener systématiquement devant lui des forces supérieures. Il rappelait d'ailleurs sa conception de la situation : « Bien entendu, les risques croissaient à mesure que le corps ou le groupe blindé s'enfonçait dans l'espace russe. Mais la sécurité d'une grande unité rapide, opérant en arrière des lignes ennemies, repose avant tout sur sa mobilité. Si elle s'arrête, elle est immédiatement assaillie par les réserves adverses »².

¹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 182-183. Voir aussi Cooper, *The German Army...*, p. 290 et 300-301.

² Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 183-184. Voir aussi Cooper, *The German Army...*, p. 301.

Ces six jours de halte permirent cependant aux Soviétiques d'établir de nouvelles lignes de défense. N'eut été de cette halte, Manstein croyait qu'il aurait pu s'emparer rapidement de Leningrad³. Un raid aussi foudroyant provoque forcément la confusion et la panique à l'arrière, détruit les lignes de communication et met l'adversaire dans la quasi-impossibilité de réagir de façon coordonnée. Mais en s'arrêtant six jours sur la Dvina, soulignait-il, le 56^e corps blindé avait définitivement perdu cet avantage⁴.

Le 12 septembre, Manstein recevait l'ordre de l'OKH de se mettre immédiatement en route vers le groupe d'armées sud pour y prendre le commandement de la 11^e armée. C'est avec joie qu'il reçut l'annonce de ce commandement, une grande promotion dans sa carrière militaire. Le lendemain, il prenait congé des divisions placées sous ses ordres et de son état-major en leur exprimant ses remerciements pour tout ce qu'ils avaient accompli⁵. Sa nouvelle affectation était une indication du rôle de plus en plus prépondérant joué par Hitler dans les questions militaires, car n'étant pas dans les bonnes grâces de l'OKH, il n'est pas dit que sans une intervention du Führer, il aurait été désigné pour diriger la 11^e armée, et ce, malgré ses performances remarquables dans la région baltique⁶.

La campagne de Crimée allait permettre à Manstein de se distinguer en tant que commandant en chef d'une armée. Avec la conquête de la puissante forteresse de Sébastopol, il allait d'ailleurs recevoir son bâton de feld-maréchal, ce qui représentait, à ses yeux, le couronnement d'une grande carrière militaire. Aussi, il nous apparaît opportun de relater ici les principales opérations militaires qu'il a dirigées et qui ont conduit à la prise de Sébastopol afin de mieux évaluer la pertinence géostratégique de la conquête de la Crimée par la Wehrmacht dans le contexte plus général de la guerre à l'Est.

La situation à la prise du commandement de la 11^e armée par Manstein

Le 17 septembre, le général Manstein arrivait au quartier général de la 11^e armée installé dans le port militaire de Nikolaïev, à l'embouchure du Boug. Son prédécesseur, le colonel-général Eugen Ritter von Schobert, avait trouvé la mort, le 2 septembre, après que son avion eut atterri dans un champ de mines, au cours d'une de ses visites quotidiennes au front. L'état-major, qui devait rester avec lui pendant deux années et demie, était composé, entre autres, du colonel Otto Wöhler, le chef d'état-major, et du lieutenant-colonel Theodor Busse, le chef du bureau des opérations. Le 21 septembre, l'état-major établissait ses quartiers à Askanjïa Nova.

Le théâtre des opérations de la 11^e armée se situait dans la partie la plus méridionale du front. Plus précisément, il comprenait les steppes entre le Boug inférieur, la mer Noire et la mer d'Azov, et le coude du Dniepr au sud de Zaporojie, ainsi que la Crimée. La 11^e armée n'avait pas de contact direct avec le

³ Paget, *Manstein...*, p. 32.

⁴ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 185-186. Voir aussi Cooper, *The German Army...*, p. 302.

⁵ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 204-205.

⁶ Syring, « Erich von Manstein... », p. 335-336.

reste du groupe d'armées sud opérant au nord du Dniepr, ce qui lui donnait toute liberté d'action. Après les forêts et les marais du nord de la Russie bolchevique, Manstein se retrouvait maintenant à combattre dans l'immense steppe du sud. Si celle-ci n'offrait aucun obstacle naturel, elle ne procurait cependant aucun couvert. Elle constituait, certes, un terrain idéal pour les forces blindées, mais la 11^e armée n'en comptait malheureusement aucune.

Sous son commandement, le général Manstein disposait de deux corps d'armée, d'un corps de montagne et d'une armée roumaine, prêtée par le maréchal Ion Antonescu, chef de l'État roumain. À l'aile sud, le 30^e corps d'armée du général Hans von Salmuth regroupait les 22^e et 72^e divisions d'infanterie et la division motorisée SS *Leibstandarte Adolf Hitler*. Celle-ci était la seule unité mobile de la 11^e armée. À l'aile nord, le 49^e corps de montagne du général Ludwig Kübler était composé de la 170^e division d'infanterie, ainsi que des 1^{re} et 4^e divisions de montagne. Ces deux corps avaient poursuivi l'ennemi défait sur le Dniepr, et se rapprochaient de l'axe défini par Melitopol et le coude du Dniepr au sud de Zaporojie. Un autre corps d'armée, le 54^e du général Christian Hansen, avançait avec les 46^e et 73^e divisions d'infanterie vers l'isthme de Perekop. La 50^e division d'infanterie, en partie sous le commandement de la 4^e armée roumaine, demeurait devant Odessa et nettoyait la côte de la mer Noire. La 3^e armée roumaine, comprenant un corps de montagne (1^{re}, 2^e et 4^e brigades) et un corps de cavalerie (5^e, 6^e et 8^e brigades) se trouvait toujours à l'ouest du Dniepr⁷.

La valeur combative de cette armée roumaine n'équivalait en rien à celle des armées allemandes. L'instruction, l'entraînement et la formation des soldats, des sous-officiers et des officiers laissaient fort à désirer. Ils ne répondaient aucunement aux nécessités de la guerre moderne. Soumis à l'influence française depuis 1918, le commandement pensait encore dans les termes de la Première Guerre mondiale. En outre, l'armement était en partie désuet ou insuffisant, notamment en ce qui concernait la défense antichars. Tout cela conduisait à des pertes considérables parmi les troupes roumaines, ce qui ne manquait pas d'agir sur leur moral. Qui plus est, la Roumanie avait atteint son but de guerre dès les débuts de l'opération « Barbarossa », à savoir la reconquête de la Bessarabie qui lui avait été enlevée peu de temps auparavant. L'idée de pénétrer plus profondément dans le vaste territoire soviétique ne suscitait donc guère d'enthousiasme chez les soldats roumains. En vertu de toutes ces considérations, la 3^e armée roumaine ne pouvait être utilisée que défensivement.

L'OKH avait assigné à la 11^e armée une double mission qui devait la conduire dans deux directions opposées. Premièrement, avançant à l'aile droite du groupe d'armées sud, elle devait poursuivre les troupes ennemies en retraite vers l'est. Pour cela, il lui fallait longer la côte nord de la mer d'Azov et s'emparer de Rostov-sur-le-Don, point de passage vital près de l'embouchure du Don. Deuxièmement, elle devait prendre la Crimée et, en particulier, le port militaire de Sébastopol afin d'exercer une influence favorable sur l'attitude de la Turquie, d'éliminer les bases aériennes qui constituaient une menace pour les

⁷ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 215.

régions pétrolifères de la Roumanie, d'une importance vitale pour l'économie de guerre du Reich, et d'éliminer la menace qui existait sur le flanc droit de l'offensive allemande. Après la conquête de cette presqu'île, le corps de montagne franchirait le détroit de Kertch en direction du Caucase, manifestement pour poursuivre une offensive au-delà de Rostov-sur-le-Don⁸.

Pourtant, il apparaissait bien évident que la 11^e armée était incapable de remplir cette double mission avec les seules forces dont elle disposait. Elle ne pouvait accomplir qu'une mission à la fois. Mais laquelle des deux devait-elle privilégier ? Pour Manstein, la priorité devait être accordée à la Crimée. L'adversaire étant maître de la mer Noire, la presqu'île constituait un danger pour le flanc sud de la 11^e armée, sans parler de la menace aérienne sur les régions pétrolifères roumaines. Par conséquent, l'avance sur Rostov-sur-le-Don devait être tout simplement ajournée⁹.

Pour capturer la Crimée, le 54^e corps d'armée, dirigé sur Perekop, ne suffisait aucunement. Le service de renseignements allemand indiquait que l'adversaire était en mesure d'engager sur l'isthme six divisions, soit le double de ce que comptait dans ses rangs le 54^e corps d'armée, et ce, même en y ajoutant la 50^e division qui défendait Odessa. D'ailleurs, étant donné la nature du terrain, trois divisions suffisaient pour arrêter l'avance du corps du général Hansen ou, tout au moins, pour user ses forces.

La Crimée était séparée du continent par la mer de Sivach. Il s'agissait de marais infranchissables par l'infanterie et qui, à cause de leur manque de profondeur, s'avéraient un obstacle aux canots d'assaut. En fait, deux routes de terre seulement conduisaient à la Crimée : à l'ouest, l'isthme de Perekop ; à l'est, la Flèche d'Arabat. Mais celle-ci était trop étroite pour une quelconque offensive. Large de seulement sept kilomètres, l'isthme de Perekop ne permettait de mener qu'une attaque purement frontale à travers un terrain absolument sans couvert. Il n'offrait aucune possibilité de manœuvre d'enveloppement. De plus, une défense y était solidement organisée sur toute sa largeur. Après l'avoir franchi, on en rencontrerait un autre, l'isthme d'Ichoun, dont les lacs salés réduisaient la largeur entre trois et quatre kilomètres.

En prenant en considération la supériorité aérienne de l'ennemi, rien ne garantissait que le 54^e corps d'armée, après avoir pris éventuellement l'Isthme de Perekop, demeurerait assez puissant pour enlever celui d'Ichoun. Deux ou trois divisions ne pouvaient certainement pas suffire pour capturer la Crimée, y compris la forteresse de Sébastopol. Pour y parvenir rapidement, il fallait prélever des unités engagées dans la poursuite de l'ennemi aux environs de la ligne Melitopol-coude du Dniepr et remettre à plus tard l'avance sur Rostov-sur-le-Don. Manstein mit donc à la disposition du 54^e corps d'armée toute l'artillerie, le génie et la DCA de la 11^e armée. Il fit également appel à la 50^e division d'infanterie, encore loin sur l'arrière, pour le forçement de l'isthme d'Ichoun, et au 49^e corps de montagne pour la conquête rapide de la presqu'île après le passage des isthmes. D'après les ordres de l'OKH, ce corps devait de toute façon franchir le détroit de Kertch afin d'avancer vers le Caucase. Il serait d'une très grande utilité pour l'occupation de la partie méridionale de la Crimée qui était montagneuse. En outre, la division motorisée

⁸ *Ibid.*, p. 214-215.

⁹ *Ibid.*, p. 215-218.

SS *Leibstandarte Adolf Hitler* serait utilisée pour la capture de Sébastopol. Pour compenser l'affaiblissement du front est, la 3^e armée roumaine et la 22^e division d'infanterie étaient appelées à prendre la relève¹⁰.

Une bataille sur deux fronts : le forçement de l'isthme de Perekop et la bataille de la mer d'Azov

Le 24 septembre, le 54^e corps d'armée du général Hansen lança son attaque sur l'isthme de Perekop. L'adversaire y avait organisé ses défenses sur 15 kilomètres de profondeur et défendit avec acharnement chaque tranchée, chaque point d'appui. Le corps, repoussant de violentes contre-attaques, réussit néanmoins à prendre Perekop, le 26 septembre. Devant la sévérité des combats et la supériorité aérienne de l'ennemi, un commandant d'une des divisions allemandes impliquées dans la bataille demanda à Manstein de mettre un terme à l'opération. Celui-ci refusa et exigea un effort supplémentaire. Au bout de trois autres journées, le corps parvint à percer entièrement la zone fortifiée. L'ennemi fut contraint de se replier sur l'isthme d'Ichoun, après avoir subi des pertes sévères et laissé entre les mains des Allemands 10 000 prisonniers, 112 chars d'assaut et 135 pièces d'artillerie¹¹.

Mais le corps ne put tirer profit de la situation en perçant définitivement jusqu'à la Crimée, car le nombre de divisions qui lui étaient opposées avait été porté à six dans l'intervalle. Le rapport de forces et les pertes sévères qu'il avait lui-même subies l'empêchaient de toute évidence d'enlever l'isthme d'Ichoun immédiatement. L'intention de Manstein d'amener comme prévu des unités fraîches – le 49^e corps de montagne et la division motorisée SS *Leibstandarte Adolf Hitler* –, fut d'autre part déjouée par l'ennemi. Prévoyant la tentative de conquête rapide de la Crimée, il avait fait venir de nouvelles forces sur le front oriental de la 11^e armée entre la mer d'Azov et le Dniepr.

Le 26 septembre, les Soviétiques avaient lancé une contre-attaque avec deux armées, la 9^e et la 18^e, comprenant 12 divisions. Si elle fut repoussée dans le secteur du 30^e corps d'armée, il n'en fut pas de même dans celui de la 3^e armée roumaine, où les forces russes ouvrirent une brèche de 15 kilomètres et menacèrent de refouler les envahisseurs jusqu'au Dniepr. Le commandant en chef de la 11^e armée venait donc de perdre son pari : celui d'accepter le risque d'une contre-offensive soviétique sur le flanc est de ses troupes près de Melitopol, au nord de la mer d'Azov, afin de s'emparer rapidement de la Crimée par une concentration du plus grand nombre possible d'unités sur le front de Perekop.

Pour rétablir la situation, il n'avait pas le choix. Il devait ordonner au corps de montagne allemand de faire demi-tour, l'OKH lui ayant retiré sa seule unité rapide, la division motorisée SS *Leibstandarte Adolf Hitler*, pour l'employer en direction de Rostov-sur-le-Don. Contraint de la renvoyer sur le front est, il ne pouvait donc l'utiliser pour exploiter le succès de Perekop. Dans ce cas, aussi bien tirer avantage de l'opportunité offerte par l'adversaire qui, en raison de sa contre-attaque, ne devait plus disposer de

¹⁰ *Idem.*

¹¹ Mitcham, *Hitler's Field Marshals...*, p. 244.

réserves opérationnelles pour se couvrir contre un franchissement du Dniepr à Zaporojie et à Dniepropetrovsk d'où le 1^{er} groupe de Panzer du colonel-général Kleist pouvait intervenir sur son flanc nord et la 11^e armée sur son flanc sud. Le général Manstein proposa cette intervention conjointe au feld-maréchal Rundstedt, commandant en chef du groupe d'armées sud, et elle fut ordonnée le 1^{er} octobre.

La pression du groupe blindé se fit sentir rapidement, puisque, dès le lendemain, les unités russes battaient en retraite vers l'est. Le 30^e corps d'armée, le 49^e corps de montagne et la 3^e armée roumaine passèrent aussitôt à la poursuite de l'ennemi. Le 6 octobre, Melitopol fut prise et des éléments du 49^e corps de montagne et du 1^{er} groupe de Panzer firent leur jonction au sud de la ville d'Orechov, à mi-chemin entre Zaporojie et Melitopol. Au cours des quatre jours suivants, les 9^e et 18^e armées soviétiques furent encerclées puis détruites dans la zone Tokmak-Marioupol-Berdiansk par le 1^{er} groupe de Panzer, la division motorisée SS *Leibstandarte Adolf Hitler*, et des éléments du 30^e corps d'armée, du 49^e corps de montagne et de la 3^e armée roumaine¹².

À l'issue de la bataille d'Azov, qui prit fin le 10 octobre, la 11^e armée avait capturé 27 000 prisonniers, 64 chars d'assaut et 130 pièces d'artillerie. Les captures conjointes de la 11^e armée et du 1^{er} groupe de Panzer étaient de 106 362 prisonniers, 212 chars et 672 canons¹³.

Si cette bataille eut un coût élevé pour les Soviétiques, elle leur avait néanmoins permis de renforcer leurs défenses en Crimée, en retardant la poursuite des opérations allemandes dans l'isthme d'Ichoun. Mais ils auraient pu infliger davantage de pertes aux Allemands et un sérieux revers à la 11^e armée. Manstein lui-même jugeait que si le commandement ennemi s'était montré plus énergique et audacieux, et avait su tirer profit de la supériorité numérique de ses forces et de sa position initiale, il aurait pu repousser la 11^e armée jusqu'au Dniepr¹⁴.

La réorganisation de la 11^e armée et le forçement de l'isthme d'Ichoun

À la suite de la bataille de la mer d'Azov, l'OKH procéda à une réorganisation de l'aile sud du front oriental. Il avait manifestement reconnu qu'une seule armée ne pouvait conduire à la fois une opération vers Rostov-sur-le-Don et une autre en Crimée. La première fut donc confiée au 1^{er} groupe blindé de Kleist auquel la 11^e armée dut céder le 49^e corps de montagne et la division motorisée SS *Leibstandarte Adolf Hitler*. Sous son commandement, Manstein ne disposait désormais que de deux corps : le 30^e (22^e, 72^e et 170^e divisions d'infanterie) et le 54^e (46^e, 73^e et 50^e divisions d'infanterie, un tiers de cette dernière demeurant devant Odessa). Quant à la 3^e armée roumaine, qui repassait sous les ordres du maréchal et chef de l'État roumain Ion Antonescu, elle fut chargée d'assurer la protection du

¹² Porter Randall Blakemore, *Manstein in the Crimea : The Eleventh Army Campaign, 1941-1942*, Thèse de Ph.D. (Histoire), University of Georgia, 1978, p. 56-57 ; Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 218-223.

¹³ Blakemore, *Manstein in the Crimea...*, p. 58.

¹⁴ *Ibid.*, p. 58 et 235.

littoral de la mer Noire et de la mer d'Azov. À la demande de Manstein, Antonescu accepta toutefois de lui laisser le corps de montagne, avec une brigade de cavalerie et une autre de montagne pour garder la côte orientale de la Crimée.

Si la mission de la 11^e armée devenait unique, le haut commandement insistait cependant pour qu'elle envoyât le plus tôt possible un corps d'armée en direction du Kouban, après le franchissement du détroit de Kertch. Manstein fut obligé de préciser qu'il ne pouvait le faire sans avoir auparavant complètement nettoyé la Crimée. Tant que l'ennemi, qui possédait la maîtrise de la mer Noire, conservait un pied en Crimée, il ne pouvait être question d'envoyer au Kouban un des deux corps de la 11^e armée. Il profita de l'occasion pour réclamer un nouveau corps avec trois divisions. Impatient d'occuper le Kouban et de progresser ensuite dans le Caucase, Hitler acquiesça à sa demande. Dès la semaine suivante, la 11^e armée reçut de l'OKH le 42^e corps d'armée du lieutenant-général Hans Graf von Sponeck, avec les 24^e, 42^e et 132^e divisions d'infanterie.

Malgré ce renforcement de la 11^e armée, l'ennemi qui lui faisait face possédait encore la supériorité numérique. Aux neuf divisions d'infanterie allemandes, les Russes opposaient bientôt huit divisions de tirailleurs et quatre divisions de cavalerie, après avoir évacué Odessa, le 16 octobre, et transporté leurs unités en Crimée. En plus de batteries côtières, les Russes disposaient de blindés, dont la 11^e armée était totalement dépourvue. Cependant, l'artillerie allemande était supérieure à sa rivale¹⁵.

Exempté de la responsabilité de protéger son flanc oriental au nord de la mer d'Azov, depuis que l'avance vers Rostov-sur-le-Don avait été confiée au 1^{er} groupe de Panzer de Kleist, la 11^e armée de Manstein pouvait maintenant concentrer l'essentiel de ses forces pour la conquête de la Crimée. L'isthme de Perekop déjà franchi, l'étape suivante était de percer celui d'Ichoun. La nature du terrain ne permettait toutefois pas de tenter une manœuvre d'enveloppement ni d'attaquer l'ennemi de flanc. L'attaque ne pouvait qu'être frontale et s'effectuer le long de trois bandes de terres étroites, découpées par des lacs, avec le Golfe de Karkinit à l'ouest et la mer de Sivach à l'est. La largeur de ces bandes ne permettait d'engager au début que les trois divisions du 54^e corps d'armée ; celles du 30^e ne pourraient donc intervenir que lorsque les Allemands auraient gagné suffisamment d'espace vers le sud.

Compte tenu que la steppe ne procurait pas aux assaillants le moindre couvert, l'avance du 54^e corps fut pénible et ses pertes considérables, d'autant plus qu'il ne disposait d'aucune force blindée pour percer rapidement les puissantes défenses ennemies. Pour ajouter aux difficultés de son attaque, l'espace aérien était largement dominé par l'aviation soviétique. Devant la lenteur de la progression de ses troupes, visiblement épuisées par la sévérité des combats et l'importance des pertes, Manstein demanda au commandement du groupe d'armées sud un corps blindé — avec au moins deux divisions blindées et une division motorisée — pour forcer les défenses ennemies et des renforts aériens pour pouvoir contester la supériorité aérienne soviétique et réduire au silence les batteries d'artillerie adverses installées derrière de

¹⁵ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 223-225.

solides positions fortifiées. Mais n'ayant aucune formation blindée en réserve, le groupe d'armées sud ne put lui envoyer que des renforts aériens. Cela se révéla néanmoins suffisant. Le succès put être obtenu avec l'intervention massive d'unités du 4^e corps aérien du colonel Werner Mölders, qui avaient été prélevées d'autres secteurs du front du groupe d'armées sud. Le 28 octobre, au dixième jour de l'attaque, la résistance soviétique s'écroulait finalement et la 11^e armée passait aussitôt à la poursuite¹⁶.

À l'issue de cette bataille, les Allemands avaient capturé 15 700 prisonniers, 30 chars d'assaut et 109 pièces d'artillerie. Les pertes de la 11^e armée étaient faibles : 1 195 tués, 5 588 blessés et 249 disparus. Depuis l'attaque du 24 septembre contre l'isthme de Perekop, les troupes de Manstein avaient déjà capturé 53 175 prisonniers¹⁷.

La poursuite de l'ennemi en Crimée

L'ennemi se replia vers le sud en direction de Simféropol. Capitale de la presqu'île, cette ville constituait un carrefour des seules routes solides qui, au pied du versant nord des monts Iaïla, partaient vers Sébastopol ou vers la presqu'île de Kertch, ou qui traversaient ces monts pour rejoindre les ports de la côte sud de la Crimée. Par conséquent, les Russes pouvaient essayer de conserver la partie méridionale de la Crimée comme base pour leur flotte et leur aviation, et aussi comme point de départ d'une opération ultérieure. En faisant front sur le versant nord des monts Iaïla, ils tenteraient de barrer aux Allemands l'accès de Sébastopol, sur l'Alma, et celui de la presqu'île de Kertch, dans l'isthme de Parpatch. Ils pourraient également essayer de gagner Sébastopol avec une partie de leurs forces et de se retrancher avec une autre dans la presqu'île de Kertch pour attendre d'importants renforts par mer.

Pour Manstein, il était primordial de s'emparer le plus rapidement possible du contrôle de ces routes conduisant de Simféropol aux piliers stratégiques précités. Dans ce dessein, le 42^e corps d'armée fut lancé derrière les forces soviétiques, qui se retiraient dans la direction de Feodossia et de la presqu'île de Kertch, avec pour objectif de les devancer dans l'isthme de Parpatch et d'empêcher leur embarquement depuis les ports de Feodossia et de Kertch. Pour sa part, le 30^e corps d'armée se dirigea sur Simféropol dans l'intention de traverser rapidement les monts Iaïla pour obtenir le plus rapidement possible le contrôle de la route littorale Alouchta-Yalta-Sébastopol. Quant au 54^e corps d'armée, il devait progresser dans la direction Bakhtchisaraï-Sébastopol pour couper la route Simféropol-Sébastopol.

Il ne pouvait cependant être question d'enlever la forteresse par surprise. Pour cela, il aurait fallu une division blindée ou motorisée. « En nous l'accordant », précisa Manstein après la guerre, « on aurait épargné beaucoup de sang, de durs combats d'hiver et l'assaut ultérieur de la forteresse, et on aurait disposé très tôt d'une armée supplémentaire pour les autres opérations sur le front Est ». Tous ses efforts

¹⁶ Klink, « The Conduct of Operations », dans Horst Boog, Jürgen Förster, Joachim Hoffmann, Ernst Klink, Rolf-Dieter Müller et Gerd Rolf Ueberschär (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 4 : *The Attack on the Soviet Union...*, p. 612-613.

¹⁷ Blakemore, *Manstein in the Crimea...*, p. 78-79.

pour obtenir, en remplacement de la division motorisée SS *Leibstandarte Adolf Hitler*, la 60^e division d'infanterie motorisée, alors incorporée à la 1^{re} armée, furent vains, Hitler tenant à s'emparer le plus tôt possible de Rostov-sur-le-Don¹⁸.

Le 26 novembre, toute la presqu'île de la Crimée, à l'exception de la forteresse de Sébastopol, se retrouvait entre les mains des Allemands. Le 42^e corps avait empêché l'ennemi de prendre position dans l'isthme de Parpatch, enlevé Feodossia avant que des embarquements importants pussent y avoir lieu, et conquis Kertch, le 15 novembre. Seuls quelques effectifs étaient parvenus à franchir le détroit pour gagner la presqu'île de Taman. Le 30^e corps avait réussi à s'emparer de Simféropol dès le 1^{er} novembre et, en poussant hardiment jusqu'à Alouchta, à couper en deux les forces adverses en Crimée. Non seulement était-il parvenu à prendre le contrôle de la route Alouchta-Yalta-Sébastopol, mais il avait également pu conquérir Feodossia et le fort de Balaklava. Le 54^e corps avait saisi rapidement les passages de l'Alma et de la Katcha, sur la route de Sébastopol. Toutes les routes de retraite vers la forteresse de Sébastopol se trouvaient ainsi coupées¹⁹.

La 11^e armée avait presque anéanti l'ennemi en rase campagne. Elle avait défait deux armées comptant au total 12 divisions de tirailleurs et 4 de cavalerie. Sur un effectif d'environ 200 000 hommes, l'ennemi avait subi des pertes considérables : 25 000 tués, 100 000 prisonniers, 160 chars et 700 canons. Seuls des débris, sans armes lourdes, avaient pu franchir le détroit de Kertch ou rallier la forteresse de Sébastopol. Par des apports maritimes de personnel et de matériel, elles pouvaient toutefois être remises rapidement en état de combattre²⁰.

La première attaque contre la forteresse de Sébastopol

La 11^e armée reçut néanmoins pour instruction de s'emparer du dernier bastion ennemi en Crimée. Pour faire l'assaut de la forteresse de Sébastopol, elle devait agir le plus vite possible afin de priver l'adversaire du temps nécessaire pour s'organiser et monter une intervention par mer. Il lui fallait également concentrer toutes les forces qu'elle pourrait se procurer, quitte à permettre aux Russes de débarquer en n'importe quel point favorable de la côte insuffisamment défendue. Selon Manstein, il valait donc mieux accepter de très gros risques en dégarnissant le reste de la Crimée et, en particulier, la presqu'île de Kertch que de compromettre le succès de l'attaque, en l'exécutant avec des forces trop inférieures.

Pour amener la chute de la forteresse, jugeait le commandant en chef de la 11^e armée, il fallait s'emparer le plus rapidement possible du port qui se trouvait dans la baie de Severnaïa. Il s'agissait d'une condition *sine qua non* pour empêcher l'adversaire de faire venir du matériel, mais aussi du personnel afin

¹⁸ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 227-229

¹⁹ *Ibid.*, p. 229-231 ; Klink, « The Conduct of Operations... », p. 627.

²⁰ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 231.

de demeurer numériquement supérieur. Il était donc nécessaire d'attaquer par le nord et le nord-est en direction de la baie de Severnaïa, non pas la ville comme les troupes franco-britanniques en 1856, mais le port. Au nord, les fortifications étaient certes plus puissantes et plus nombreuses, mais au sud le réseau routier était complètement insuffisant et le terrain, composé de monts escarpés, présentait de plus grosses difficultés. Pour que l'ennemi ne pût se concentrer en un seul point, Manstein considérait néanmoins essentiel de mener l'assaut par plusieurs côtés. Il décida donc de fixer le point de concentration de l'attaque au nord et au nord-est, en se bornant, au sud, à une attaque secondaire de fixation et de diversion²¹.

En considération du temps requis pour le déploiement des troupes et de leur ravitaillement en munitions, la date du déclenchement des opérations fut arrêtée au 27 novembre. Mais l'hiver russe, qui freinait les éléments les plus avancés du groupe d'armées centre devant Moscou, se faisait également sentir en Crimée. Des pluies incessantes s'y abattaient, transformant en bourbiers infranchissables la plupart des routes et paralysant les convois de ravitaillement. Les préparatifs de l'attaque traînèrent en longueur à tel point que l'attaque ne put commencer que le 17 décembre. L'ennemi profita évidemment de ce délai de trois semaines pour renforcer ses défenses et préparer une intervention par mer.

L'attaque principale dans le secteur nord fut exécutée par le 54^e corps d'armée avec quatre divisions (les 22^e, 132^e et 50^e divisions d'infanterie, ainsi que la 24^e division d'infanterie nouvellement arrivée) et la masse de l'artillerie lourde. Celle menée dans le secteur sud fut confiée au 30^e corps d'armée disposant de trois divisions (les 72^e et 170^e divisions d'infanterie ramenées de Kertch, et la division de montagne roumaine). La 73^e division d'infanterie fut également rappelée de Kertch pour constituer une réserve dans le secteur nord. Le 42^e corps d'armée devait assurer l'occupation de la presqu'île de Kertch avec la seule 46^e division d'infanterie, tandis que la 4^e brigade de montage roumaine et la 8^e brigade de cavalerie roumaine devaient respectivement être engagées dans les monts Iaïla et sur le littoral. C'était assurément un très gros risque que prenait Manstein, car l'ennemi restait maître de la mer. Mais il lui paraissait acceptable si l'offensive se produisait assez rapidement pour que l'adversaire ne pût faire intervenir de nouvelles forces tirées du Kouban ou du Caucase.

À la fin de décembre, le 54^e corps se trouvait tout près de la baie de Severnaïa, mais il ne put l'atteindre, faute d'une unité fraîche, la 73^e division d'infanterie lui ayant été entre-temps enlevée par le groupe d'armées sud pour la bataille de Rostov-sur-le-Don. La tentative d'enlever Sébastopol prit définitivement fin à la suite des débarquements soviétiques à Kertch, le 26 décembre, et à Feodosia, trois jours plus tard. La situation devenait critique, alors que les forces de la 11^e armée étaient engagées contre Sébastopol à l'exception d'une division allemande et de deux brigades roumaines. La nécessité d'envoyer au plus vite des renforts aux points menacés était des plus urgentes²².

²¹ *Ibid.*, p. 235-237 ; Klink, « The Conduct of Operations... », p. 628-629.

²² Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 237-240.

L'échec de l'opération « Barbarossa » : le commandement de l'armée de terre à Manstein ?

Dans la tourmente de la crise de l'hiver 1941-1942, marquée par l'échec de l'opération « Barbarossa », plusieurs officiers de haut-rang furent relevés de leur commandement, en particulier le feld-maréchal Brauchitsch, le commandant en chef de l'armée de terre. Une chance pour le général Manstein de lui succéder se présentait, d'autant plus que certains généraux souhaitaient qu'il en soit ainsi. Mais encore fallait-il que le Führer veuille de lui pour occuper ce poste.

L'échec de l'opération « Barbarossa » fut consacré le 5 décembre. Alors que les Allemands croyaient que la résistance soviétique avait atteint son paroxysme, le général Joukov lança une puissante contre-attaque sur le front central, de part et d'autre de Moscou, avec 57 divisions d'infanterie et 17 divisions blindées²³. Celles-ci étaient composées de troupes fraîches ou déjà aguerries provenant pour la plupart de la Sibérie. Les Soviétiques, bien équipés et entraînés à combattre dans la neige par des températures polaires, avancèrent face à un ennemi diminué par l'effort, l'insuffisance en ravitaillement et le froid glacial. L'Armée rouge infligea ainsi à la Wehrmacht sa première grande défaite. Le mythe de l'invincibilité de l'armée allemande était renversé. Pour la première fois depuis le 1^{er} septembre 1939, la Wehrmacht se trouvait acculée à la défensive, l'initiative étant passée, pour un temps, dans le camp ennemi. Pris de panique, plusieurs généraux allemands ordonnèrent des replis qui s'effectuèrent dans les pires conditions avec l'abandon de la quasi-totalité du matériel lourd, chars, camions et artillerie, en panne d'essence ou en réparation. Le moral des troupes allemandes s'effondra. Le spectre de la débandade de la Grande Armée, en 1812, se profila alors devant les dirigeants militaires allemands.

Devant cette menace de décomposition, Hitler lança à ses troupes, le 16 décembre, son fameux *Haltbefehl*, c'est-à-dire l'« ordre de tenir sur place ». Bien que certains généraux l'eussent contesté, l'entêtement incroyable du Führer à exiger que ses troupes tinssent bon, au mépris du danger et des pertes, sauva sans doute l'armée allemande d'une véritable débâcle, en lui évitant de subir le sort de la Grande Armée de Napoléon, en 1812. Sa prise de conscience rapide des dangers d'un effondrement général du front et la détermination implacable avec laquelle il rejeta les demandes de retraite permirent incontestablement à la Wehrmacht de surmonter la crise de l'hiver qui, après des attaques soviétiques répétées, se termina par la stabilisation de l'ensemble du front en mars et en avril 1942²⁴. Sa décision avait certes exposé ses troupes à d'affreuses souffrances dans leurs positions avancées sur tout le front

²³ Noakes et Pridham, *Nazism 1919-1945*, p. 826.

²⁴ Masson, *Une guerre totale...*, p. 126 ; Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale...*, p. 172 ; Alan Clark, *Barbarossa : The Russian-German Conflict, 1941-1945*, New York, William Morrow, 1965, p. 182-183. Bien que Halder, après la guerre, eût condamné sans appel l'« ordre d'arrêt » de Hitler, d'autres généraux comme Blumentritt furent prêts à admettre que la détermination de tenir bon fut à la fois appropriée et décisive pour éviter un désastre plus grand encore. Cité par Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 668. Dans ses mémoires, Manstein n'y fait allusion qu'une seule fois, et ce, dans le cadre d'une critique concernant le refus du Führer d'abandonner volontairement la moindre parcelle de terrain : « Lorsque la contre-attaque russe de l'hiver 1941-1942 eut échoué devant la résistance de nos troupes, Hitler se persuada que seule son interdiction d'abandonner volontairement le moindre pouce de sol avait empêché l'armée de subir le sort de celle de Napoléon en 1812. Il fut renforcé dans cette conviction par son entourage et par certains chefs du front ». Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 309-310.

soviétique, car elles étaient épuisées et usées par plus de six mois de combats, et n'avaient ni l'habillement ni le matériel nécessaires à une campagne d'hiver en Russie. Mais si elles avaient entamé un mouvement de retraite générale, celui-ci aurait eu toutes les chances de dégénérer en déroute catastrophique²⁵.

Plusieurs généraux furent limogés pour des replis parfois même minimes. Dès le 30 novembre, le feld-maréchal Rundstedt fut relevé du commandement du groupe d'armées sud après l'abandon de Rostov-sur-le-Don, malgré l'ordre formel du Führer de ne pas évacuer la ville. Il fut remplacé par le feld-maréchal Reichenau, jusque-là à la tête de la 6^e armée. Le 18 décembre, le feld-maréchal Bock dut laisser la direction du groupe d'armées centre au feld-maréchal Kluge, commandant de la 4^e armée. Le 15 janvier, le feld-maréchal Leeb ne put éviter à son tour la série de purges qui frappaient le haut commandement. C'est le colonel-général Kùchler, commandant de la 16^e armée, qui lui succéda à la tête du groupe d'armées nord. Pour avoir ordonné tour à tour un repli de leur groupe de Panzer devant Moscou sans l'autorisation préalable du Führer, les colonels-généraux Guderian et Hoepner furent congédiés respectivement le 26 décembre et le 8 janvier.

Le limogeage le plus important intervint toutefois le 19 décembre. Ce jour là, Hitler accepta la démission du feld-maréchal Brauchitsch, au bord de l'effondrement psychologique et mal remis d'une crise cardiaque subie en novembre, et assumait lui-même le commandement de l'armée de terre. Il conserva néanmoins Halder comme chef d'état-major général de l'OKH. Ce dernier, qui aurait eu le plus à perdre de ce changement, semble apparemment s'en être félicité. Loin de s'insurger contre ce qui apparaissait être le coup final à l'indépendance de l'armée envers le pouvoir politique, il s'accommodait, au contraire, plutôt fort bien de cette nouvelle situation. Il s'était un temps enthousiasmé, pensant qu'il serait ainsi directement en contact avec Hitler pour prendre les décisions, ce qui lui permettrait d'exercer son influence sur ce dernier. Il croyait ainsi pouvoir mieux travailler avec Hitler que Brauchitsch²⁶.

Le feld-maréchal Brauchitsch ayant été de plus en plus mis sur la touche au fur et à mesure que la crise s'aggravait, le changement fut en un sens moins fondamental qu'il n'y semblait. Aux yeux de ceux qui voyaient avec quel mépris Hitler le traitait depuis quelques semaines, son limogeage ne fut guère surprenant. Le rendant largement responsable de la crise de l'hiver, Hitler ne témoignait que du mépris à l'égard de son ancien commandant en chef de l'armée de terre, qu'il traitait de poltron et d'incapable²⁷. Quant à ce dernier, il avait hâte de démissionner et il essaya de le faire sitôt après la contre-offensive soviétique, dans la première semaine de décembre, pensant au feld-maréchal Kluge ou au général Manstein pour lui succéder²⁸.

À l'époque, Hitler confia hypocritement à son entourage qu'il n'avait pas la moindre idée de qui pourrait remplacer Brauchitsch. Pourtant, les noms de Manstein et de Kesselring étaient évoqués depuis

²⁵ Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale...*, p. 172.

²⁶ Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 138-139 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 663.

²⁷ *Ibid.*, p. 662-664 et 1380 (note # 370).

²⁸ *Ibid.*, p. 662-663. Voir aussi Irving, *Hitler's War...*, p. 351.

un certain temps. Mais le Führer n'aimait pas le caractère indépendant de Manstein, si brillant commandant fût-il. Quant au feld-maréchal Kesselring, connu pour être un organisateur rude et capable, doublé d'un éternel optimiste, il venait à peine – soit le 2 décembre 1941 – d'être nommé commandant en chef du théâtre méditerranéen. Dans la nuit du 16 au 17 décembre, à l'instigation du colonel Schmudt, son principal aide de camp, Hitler prit finalement la décision d'assumer lui-même le commandement suprême de l'armée de terre. Au faite de la crise qui aboutit à l'« ordre de tenir bon », Hitler s'était alors convaincu que prendre en charge l'armée de terre n'était qu'une « petite affaire de commandement tactique [...] à la portée du premier venu »²⁹.

En outre, il avait le sentiment d'avoir été lâché par ses chefs militaires, alors que ceux-ci l'avaient pressé, à l'été 1940, d'entreprendre la conquête de l'URSS en l'assurant qu'elle serait vaincue en moins de trois mois. Il avait également le sentiment que ses commandants s'étaient montrés pusillanimes, qu'ils n'avaient pas été assez coriaces durant la crise de l'hiver et que seule la force de sa volonté et sa détermination avaient évité la catastrophe et sauvé son armée du sort des troupes de Napoléon.

Un peu plus tôt, dans la journée du 16 décembre, le général Jodl avait discuté de la situation critique sur le front de l'Est avec son vieil ami le lieutenant-colonel Loßberg. Ce dernier s'était montré d'emblée très critique à l'égard de la manière dont Hitler dirigeait les opérations. Il considérait, en particulier, son refus entêté de ne permettre aucun repli sur le front de l'Est comme une erreur. On devrait plutôt, déclarait-il, ériger un « mur de l'Est » le long d'une ligne de défense derrière laquelle les armées pourraient retraiter au besoin. Tout compte fait, poursuivait-il, la direction stratégique de la guerre devait être remise à un « soldat éminent » qui saurait se faire entendre auprès du Führer. Il suggéra alors à son interlocuteur le nom de Manstein. Jodl resta évasif. Il reconnaissait qu'un repli ordonné pourrait procurer certains avantages stratégiques. Mais il se rangeait à l'avis de Hitler selon lequel les dangers d'un tel repli seraient beaucoup trop considérables pour prendre un tel risque. S'il acquiesçait à l'idée qu'un général devait prendre le commandement et que Manstein était probablement le meilleur candidat, il maintenait cependant que jamais Hitler n'approuverait une telle nomination³⁰.

Nombreux étaient les généraux de l'armée allemande, notamment parmi les plus jeunes, qui espéraient justement voir Manstein succéder à Brauchitsch en tant que commandant en chef de l'OKH. Ils le considéraient tout simplement comme le meilleur stratège de la Wehrmacht. Mais Hitler voulait assumer lui-même ce poste. En revanche, il songea pendant un certain temps à le nommer chef d'état-major général de l'OKH. Mais il se ravisa au dernier moment, craignant que son caractère fût encore moins conciliant que celui de Halder³¹. À ses proches, il justifia d'ailleurs sa décision de ne pas confier à Manstein le poste de chef d'état-major général de l'armée de terre, en déclarant que celui-ci avait certes

²⁹ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 663. Voir aussi Irving, *Hitler's War...*, p. 351 et 359-360.

³⁰ Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 147.

³¹ Liddell Hart, *The Other Side of the Hill...*, p. 96.

« un cerveau de génie, mais un caractère trop indépendant »³². S'il lui reconnaissait un immense talent pour les questions opérationnelles, il ne lui faisait guère confiance.

Au sortir de cette période tumultueuse, pas moins de 35 généraux avaient été limogés. Comme il fallait s'y attendre, le Führer profita de l'occasion offerte par le remaniement du haut commandement pour jeter le blâme de la débâcle à l'Est sur Brauchitsch et l'OKH, ainsi que sur les commandants en chef des groupes d'armées et des armées. En agissant ainsi, il put se poser comme celui qui avait sauvé la situation in extremis³³. Il revendiqua, en effet, le mérite d'avoir stabilisé le front de l'Est, car il était clair à ses yeux que son intervention personnelle avait permis de conjurer le désastre et d'éviter la réédition d'une catastrophe comparable à celle de 1812. « Que nous ayons surmonté cet hiver et soyons aujourd'hui en position de continuer victorieusement [...] est exclusivement imputable à la bravoure des soldats sur le front et à ma ferme volonté de tenir, quoi qu'il en coûte ». Telle fut bien entendu la ligne qu'adoptèrent Goebbels et les autres dirigeants nationaux-socialistes, convaincus que le salut était venu du génie du Führer³⁴.

Hitler occupait désormais les fonctions de chef d'État, de commandant suprême de la Wehrmacht et de commandant en chef de l'armée de terre. Dans cette dernière fonction, il va sans dire qu'il allait prendre une part de plus en plus active dans la direction des opérations. Pendant la campagne de Pologne, il n'était pas intervenu dans la conduite de l'armée. Au cours de ses deux visites au groupe d'armées sud, il avait écouté avec attention le rapport de Rundstedt et de Manstein sur la situation et l'exposé de leurs intentions, et avait approuvé celles-ci sans essayer de faire des suggestions. Cela n'avait cependant plus été le cas lors des campagnes successives. Pour l'offensive à l'Ouest, il avait adopté le plan d'opérations de Manstein. Mais il avait transformé le succès stratégique recherché par son auteur en une simple victoire opérationnelle, en ordonnant malencontreusement l'arrêt des blindés de Guderian devant Dunkerque. Il avait également apporté des restrictions au plan qui trahissaient une certaine crainte du risque, notamment en optant pour une couverture défensive sur le flanc sud du groupe d'armées A lors du premier acte de l'offensive. En ce qui concernait l'opération « Barbarossa », il avait pris part à l'élaboration des objectifs stratégiques. Il s'était ensuite ingéré à plus d'une reprise dans la poursuite des opérations. Avec la démission de Brauchitsch, il entendait désormais prendre directement le commandement des opérations.

Loin de devenir un état-major général des questions opérationnelles indépendant de la sphère politique, du moins tel que l'avaient envisagé Fritsch, Beck et Manstein, l'OKH se trouvait désormais directement subordonné à Hitler et restreint au théâtre des seules opérations du front de l'Est, l'OKW se voyant attribuer la gestion des autres fronts. Le chef d'état-major général de l'OKH ne possédait pas la moindre influence sur la répartition des forces entre les divers théâtres d'opérations ni même, le plus souvent, une connaissance suffisante des effectifs et du matériel qui s'y trouvaient. Une opposition entre

³² Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 213.

³³ Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 138.

³⁴ *Ibid.*, p. 668.

l'OKW et l'OKH était inévitable dans ces conditions. Mais elle correspondait aux principes de Hitler, car elle lui donnait le dernier mot sur toutes les questions. Au lieu de réunifier les deux structures de commandement – l'OKH et l'OKW – pour en simplifier le fonctionnement, Hitler agissait donc dans la direction opposée³⁵.

Les débarquements soviétiques à Kertch et à Feodossia et l'affaire Sponeck

Mis à part son rôle dans les crimes de guerre de la 11^e armée en Crimée, peu de choses ont suscité autant de controverses dans la carrière militaire de Manstein que l'affaire Sponeck, du nom du lieutenant-général qui commandait la 46^e division d'infanterie dans la presqu'île de Kertch lors des débarquements soviétiques dans cette région et à Feodossia. Pour avoir évacué la presqu'île de Kertch afin de parer au danger qui menaçait son unité depuis les débarquements soviétiques en ces deux endroits, et ce, en dépit d'ordres formels du général Manstein le lui interdisant, Sponeck fut relevé de ses fonctions par celui-ci. Traduit ensuite en cour martiale pour désobéissance, sur les instances du feld-maréchal Reichenau et du Führer, il fut condamné à mort par le feld-maréchal du Reich Göring, en sa qualité de président de la cour – sentence commuée toutefois par Hitler en une peine d'emprisonnement de sept ans –, puis exécuté, en juillet 1944, par les hommes du Reichsführer-SS Himmler, à la suite du complot contre Hitler, auquel il n'avait aucunement participé. Le destin tragique de Sponeck, consécutif à sa destitution par le commandant en chef de la 11^e armée, est parfois imputé, du moins en partie, à Manstein.

Le 26 décembre, deux divisions soviétiques traversèrent le détroit et débarquèrent de part et d'autre de la ville de Kertch. Le commandant du 42^e corps d'armée, le lieutenant-général Sponeck, ne disposait que de la 46^e division d'infanterie. Il demanda donc à son supérieur l'autorisation d'évacuer la presqu'île de Kertch avec l'intention de la bloquer depuis l'isthme de Parpatch. Mais le général Manstein refusa catégoriquement. Si l'ennemi parvenait à prendre solidement pied à Kertch, lui expliqua-t-il, il en résulterait un second front et une situation extrêmement menaçante pour la 11^e armée, qui se retrouverait alors prise entre les forces de Sébastopol et celles de Kertch. Il lui ordonna donc de rejeter l'ennemi à la mer avant qu'il n'eût pu établir de solides têtes de pont. Afin de lui permettre d'employer toutes les forces de la 46^e division d'infanterie, il mit en route vers Feodossia la 4^e brigade de montagne roumaine, stationnée autour de Simféropol, et la 8^e brigade de cavalerie roumaine, qui assurait la défense de la côte est, pour empêcher un nouveau débarquement en ce point critique. De même, le dernier régiment de la 73^e division d'infanterie, alors en marche vers Rostov-sur-le-Don, fut ramené de Genitchek sur Feodossia. Au 28 décembre, la 46^e division d'infanterie avait effectivement réussi à réduire les débarquements du nord et du sud de Kertch à une petite tête de pont sur la côte septentrionale. Cependant, Sponeck demanda de nouveau à évacuer la presqu'île. Mais Manstein le lui interdit formellement.

³⁵ Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 139.

Le 29 décembre, six divisions soviétiques débarquèrent à Feodossia dans une épaisse nappe de brouillard. Les forces stationnées dans le port, limitées à un bataillon de génie et à quelques batteries côtières, ne purent s'y opposer (les deux brigades roumaines n'arrivèrent que le lendemain). Un message envoyé par radio provenant du 42^e corps d'armée informa l'état-major de Manstein que Sponeck avait ordonné l'évacuation immédiate de la presqu'île de Kertch par crainte d'un encerclement de ses troupes. Manstein s'empressa d'envoyer aussitôt un contre-ordre, mais il ne fut pas reçu par le corps d'armée qui, avant de battre en retraite, avait démantelé la station radio de son poste de commandement. Pour le commandant en chef de la 11^e armée, une retraite précipitée n'améliorerait en rien la situation, car l'ennemi, débarqué à Kertch, poursuivrait sans délai le 42^e corps d'armée qui, en arrivant à l'isthme de Parpatch, se trouverait pris entre deux feux, puisque confronté également aux troupes ayant débarqué à Feodossia.

Pour rétablir la situation, il ordonna aux deux brigades roumaines, arrivées à Feodossia, et au régiment allemand, qui était en cours de route vers cette ville, de rejeter à la mer l'ennemi qui venait d'y débarquer. Si l'on ne pouvait se faire d'illusion sur la puissance offensive des unités roumaines, les Soviétiques n'avaient pu encore mettre à terre que de faibles effectifs. Une réaction immédiate et énergique avait encore des chances de succès ou elle pouvait, à tout le moins, contenir l'ennemi dans une étroite tête de pont jusqu'à l'arrivée des forces allemandes. Non seulement les Roumains ne percèrent pas le front, mais ils furent refoulés jusqu'à Staryi Krym. Pendant ce temps, la 46^e division d'infanterie atteignit le détroit de Parpatch à marches forcées, non sans avoir abandonné derrière elle la plus grande partie de son artillerie. Elle se trouvait par surcroît complètement épuisée par cet effort³⁶. La situation était d'autant plus critique qu'au soir du 31 décembre, les Soviétiques avaient déjà débarqué dans la péninsule de Kertch et à Feodossia 40 519 hommes, 43 chars d'assaut et 236 canons³⁷.

Heureusement pour les Allemands, les Russes ne surent pas profiter de la chance en or qui leur était offerte. S'ils avaient exploité la situation en poursuivant la 46^e division d'infanterie et les deux brigades roumaines, la situation de la 11^e armée en Crimée aurait pu devenir extrêmement précaire. En poussant résolument sur Djankoï, ils auraient pu intercepter complètement le ravitaillement de la 11^e armée, en coupant la voie de chemin de fer Djankoï-Simféropol. Les forces allemandes prélevées devant Sébastopol, les 170^e et 132^e divisions d'infanterie, ne pouvaient intervenir avant deux semaines à l'ouest ou au sud-ouest de Feodossia. Au lieu de cela, les formations soviétiques se contentèrent d'avancer à l'ouest et au nord-ouest de Staryi Krym et de se mettre alors sur la défensive pour consolider leur tête de pont. Manifestement, elles ne cherchaient qu'un succès tactique dans la presqu'île, négligeant le but stratégique qu'aurait constitué l'interruption des communications de la 11^e armée³⁸.

³⁶ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 240-242.

³⁷ Blakemore, *Manstein in the Crimea...*, p. 140.

³⁸ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 242-243. Voir aussi Blakemore, *Manstein in the Crimea...*, p. 236.

Malgré cela, le lieutenant-général Sponeck fut démis de ses fonctions par le général Manstein. Pour ce dernier, l'évacuation de la péninsule de Kertch et la manière dont elle avait été conduite démontraient clairement que Sponeck n'était pas l'homme de la situation pour contrer la crise à laquelle faisait face son corps d'armée. Il le remplaça aussitôt par le lieutenant-général Franz Mattenklott qui, quelques jours auparavant, avait été nommé à la tête du 30^e corps d'armée³⁹.

Après la guerre, Manstein soutint avoir relevé Sponeck de son commandement parce qu'il ne le considérait pas en mesure de remédier à une situation aussi critique que celle qui existait à ce moment-là dans la péninsule de Kertch⁴⁰. Ainsi, en apparence, ce ne serait pas pour avoir désobéi à l'ordre formel de son commandant en chef lui interdisant tout repli que Sponeck aurait été révoqué. À la suite du débarquement soviétique à Kertch, le 26 décembre, Manstein lui avait interdit catégoriquement à deux reprises d'évacuer la péninsule de Kertch, malgré la situation critique dans laquelle son corps d'armée se retrouvait. Cependant, après le second débarquement soviétique à Feodossia, le 29 décembre, Sponeck avait jugé que la situation n'était plus tenable et qu'elle exigeait une réaction rapide. Sans obtenir l'autorisation préalable de Manstein, son supérieur, il avait ordonné un repli jusqu'à l'isthme de Parpatch, croyant que cette solution était la seule pouvant sauver la 46^e division d'infanterie. On se trouve ici en présence d'un conflit classique entre le devoir d'obéissance d'un officier et celui de sa conscience ou de son interprétation personnelle de l'évolution de la situation sur le champ de bataille⁴¹. Mais en relevant Sponeck de son commandement, Manstein donna clairement la préférence à l'obéissance⁴².

Selon Manstein, Sponeck connaissait les risques qu'il courait en agissant de la sorte. En annonçant au quartier général de la 11^e armée que l'évacuation avait déjà été ordonnée, le 42^e corps d'armée plaçait alors cette dernière devant un fait accompli, d'autant plus qu'il empêchait la possibilité de recevoir un contre-ordre en démantelant la station radio. En outre, la retraite fut tellement précipitée qu'elle sema la panique dans les rangs de la 46^e division d'infanterie, qui abandonna ainsi la plus grande partie de l'artillerie lourde derrière elle. Au moment où la division allemande atteignit les environs de Feodossia, le 31 décembre, ses troupes, au bord de l'épuisement, n'étaient déjà plus en état de lancer une attaque contre la tête de pont soviétique. Si l'ennemi débarqué à Feodossia s'était lancé sans retard à sa poursuite, souligna Manstein, il n'aurait eu aucun mal à briser sa résistance et, par le fait même, à couper la ligne de ravitaillement Djankoï-Simféropol, l'artère vitale de toute la 11^e armée en Crimée⁴³.

L'ordre donné par Sponeck à son corps d'armée d'évacuer la péninsule de Kertch, le 29 décembre 1941, créa pour la 11^e armée une situation de crise qui demeure encore aujourd'hui un sujet de controverse. Bien qu'elle eût influencé dramatiquement la suite de sa carrière, la destitution de Sponeck ne

³⁹ *Ibid.*, p. 129-130.

⁴⁰ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 244.

⁴¹ Blakemore, *Manstein in the Crimea...*, p. 130.

⁴² Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 198.

⁴³ Blakemore, *Manstein in the Crimea...*, p. 130-131.

doit être analysée a priori que dans ces circonstances. Ce qui lui arriva par la suite relève de circonstances tragiques, imprévisibles à l'hiver 1941-1942.

Après avoir été relevé du commandement du 42^e corps d'armée, Sponeck fut temporairement nommé à la tête du 30^e corps d'armée pour remplacer Mattenklott. Mais il n'eut jamais le temps d'assumer cette nouvelle fonction, car il fut aussitôt remplacé par le lieutenant-général Fretter-Pico. Se considérant victime d'un préjudice, il réclama alors l'ouverture d'une enquête afin de pouvoir faire valoir son point de vue sur les raisons qui l'avaient mené à évacuer la péninsule de Kertch. Accaparé de toutes parts par la crise à laquelle était confrontée la 11^e armée à ce moment-là, Manstein jugea cependant qu'il lui était impossible de conduire une investigation sur cette affaire⁴⁴.

Le 4 janvier, le feld-maréchal Reichenau, commandant en chef du groupe d'armées sud, fit part à Hitler de son indignation à propos de la retraite de la 46^e division d'infanterie. Selon lui, le lieutenant-général Sponeck devait être blâmé, car il n'y avait aucun doute que son insubordination constituait « un préjudice considérable et un danger pour la sécurité de l'Allemagne »⁴⁵. Considérant cette retraite comme une violation directe de son « ordre de tenir sur place » du 16 décembre, Hitler exigea aussitôt la tenue d'une cour martiale, à ses quartiers généraux en Prusse-Orientale, afin de juger Sponeck pour désobéissance aux ordres. Le procès eut lieu dès le début de février. Étant donné que Manstein ne put s'absenter du front pour comparaître à la cour, on utilisa son rapport initial au groupe d'armées sud sur la situation dans la péninsule de Kertch à titre de témoignage contre l'ancien commandant du 42^e corps d'armée. Présidée par le feld-maréchal du Reich Göring, la cour rendit un verdict le 16 février. Reconnu coupable d'indiscipline militaire, Sponeck fut condamné à mort, une sentence qui choqua non seulement le général Manstein, mais également le feld-maréchal Bock, devenu commandant en chef du groupe d'armées sud depuis le 19 janvier 1942, à la suite du décès du feld-maréchal Reichenau, victime deux jours auparavant d'un infarctus. En fait, il semble que la grande majorité du corps des officiers aurait été scandalisée par l'issue de cette affaire⁴⁶.

Dans ses mémoires, Manstein affirma que la sévérité du verdict ne pouvait s'expliquer que par la présence de Göring à titre de président de la cour martiale⁴⁷. Il n'avait probablement pas tort, parce que Göring et Sponeck éprouaient une haine mortelle l'un envers l'autre depuis que ce dernier avait accepté de comparaître volontairement à titre de témoin à décharge, lors du procès de l'ancien commandant en chef de l'armée de terre, le colonel-général Fritsch, tenu en 1938 et présidé justement par le dauphin de

⁴⁴ *Ibid.*, p. 131-132.

⁴⁵ Klink, « The Conduct of Operations... », p. 759.

⁴⁶ Blakemore, *Manstein in the Crimea...*, p. 132.

⁴⁷ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 245.

Hitler. La déposition de Sponeck devant le tribunal visant à préserver l'honneur de Fritsch avait été interrompue par Göring⁴⁸.

L'insubordination de Sponeck ne justifiait évidemment pas une condamnation aussi sévère, notamment en considération de son commandement exemplaire de la 22^e division d'infanterie à Rotterdam, pendant la campagne de France, et dans la tête de pont de Berislav sur le Dniepr, durant les premiers mois de l'opération « Barbarossa ». D'ailleurs, certains dirigeants militaires avaient cautionné l'initiative de Sponeck d'évacuer la péninsule de Kertch. Le 30 décembre 1941, dans un message à l'intention du groupe d'armées sud, le colonel-général Halder, chef d'état-major général de l'OKH, mentionnait que la situation critique engendrée par le débarquement soviétique à Feodossia ne pourrait pas être rétablie par la seule 46^e division d'infanterie, à moins qu'on ne lui envoyât des renforts immédiats. Selon lui, la décision du lieutenant-général Sponeck d'évacuer la péninsule de Kertch se trouvait donc largement justifiée⁴⁹. Le lendemain, le général Sodenstern, chef d'état-major du groupe d'armées sud, exprimait l'opinion selon laquelle la retraite du commandant du 42^e corps d'armée pouvait se justifier en raison du nombre important de formations soviétiques débarquées à Feodossia et de la difficulté de rétablir la situation advenant la perte de la 46^e division d'infanterie⁵⁰. Tout compte fait, à l'instar de Guderian et de Hoepner devant Moscou, Sponeck avait ordonné le repli de ses troupes après avoir considéré que la situation militaire du moment ne lui laissait guère le choix⁵¹.

À la réflexion, Manstein lui-même finit par se convaincre que Sponeck n'avait peut-être pas eu tort. Le 10 février 1942, dans un second rapport sur l'évacuation de la péninsule de Kertch destiné au groupe d'armées sud et transmis ensuite à l'OKH par Bock, le commandant en chef de la 11^e armée soutenait que la retraite de la 46^e division d'infanterie était justifiée pour trois raisons. Premièrement, l'effondrement des forces roumaines permettait aux troupes de l'Armée rouge débarquées à Feodossia de progresser vers le nord, d'autant plus que le mauvais temps empêchait les renforts de se porter à leur rencontre avant une semaine. Par conséquent, il aurait été impossible pour la 46^e division de tenir le front de Parpatch et d'éviter l'encerclement. Deuxièmement, les troupes de Sponeck, qui se trouvaient dans une situation critique au point de vue de l'approvisionnement, n'auraient pu tenir bon jusqu'à l'arrivée des renforts. Troisièmement, la Luftwaffe n'aurait pas pu refouler les formations soviétiques ou ravitailler la 46^e division en raison du mauvais temps. Dans ces circonstances, concluait Manstein, la décision de Sponeck d'évacuer la péninsule de Kertch était la bonne⁵². Mais cette intervention de Manstein en faveur de Sponeck se heurta au refus de Keitel⁵³.

⁴⁸ Blakemore, *Manstein in the Crimea...*, p. 132 ; Eberhard Einbeck, *Das Exempel Graf Sponeck. Ein Beitrag zum Thema Hitler und die Generale*, Bremen, Carl Schünemann Verlag, 1970, p. 8-10. Voir aussi Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 39-40.

⁴⁹ Blakemore, *Manstein in the Crimea...*, p. 133.

⁵⁰ Klink, « The Conduct of Operations... », p. 630-631.

⁵¹ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 40.

⁵² Blakemore, *Manstein in the Crimea...*, p. 133.

⁵³ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 198.

Quoiqu'il en soit, la condamnation à mort de Sponeck ne fut pas exécutée. Hitler commua la sentence en une simple peine d'emprisonnement de sept ans. En dépit des efforts répétés de Bock et de Manstein, Sponeck ne fut toutefois pas réhabilité. En fait, il allait connaître une fin tragique à la suite de l'attentat contre le Führer du 20 juillet 1944, étant exécuté par la SS sur l'ordre de Himmler. Pourtant, il n'avait participé aucunement de près ou de loin au complot dirigé contre Hitler. Il appert plutôt que le chef de la SS aurait agi à l'instigation de Göring⁵⁴. Non seulement Sponeck fut-il exécuté sur l'ordre de Himmler, en date du 22 juillet 1944, mais sa fortune fut confisquée et sa veuve envoyée dans un camp de concentration⁵⁵.

À la fin de la guerre, certains blâmèrent Manstein d'être responsable, du moins en partie, de la mort de Sponeck, notamment pour l'avoir relevé de son commandement. Cependant, il n'était pas dit que dans de telles circonstances, un autre commandant aurait agi de manière différente, comme en témoignaient les commentaires tenus par Reichenau à Hitler à ce sujet, en début janvier. D'ailleurs, si Sponeck n'avait pas réclamé une enquête sur la décision de Manstein, il aurait peut-être connu un destin différent⁵⁶. Cela dit, son exécution relevait de la responsabilité de Göring qui avait saisi l'occasion offerte par l'épuration du corps des officiers, ordonnée à Himmler par Hitler pour se venger du complot dont il avait été victime en juillet 1944, afin de régler ses comptes avec un vieil ennemi.

La destitution de Sponeck étant survenue peu de temps après le limogeage de Brauchitsch et l'« ordre de tenir sur place » de Hitler, il est tentant de la considérer, du moins en partie, comme une tentative de Manstein d'entrer dans les bonnes grâces du Führer. Dans un contexte plus général, l'affaire Sponeck constituait avant tout une punition exemplaire qui avait pour objectif de discipliner le corps des officiers ainsi que tous les membres de la Wehrmacht. Le régime nazi voulait impressionner les soldats en visant non seulement un général mais aussi sa famille. Ce type de mesure, arbitraire et cruelle, fit son effet et ne fut pas oublié durant le reste de la guerre.

La contre-attaque devant Feodosia

Avec ses seules forces, la 11^e armée ne pouvait guère espérer mener à bonne fin l'assaut de la forteresse de Sébastopol, tout en essayant simultanément de repousser à la mer les forces ennemies débarquées à Kertch et à Feodosia. L'attaque de Sébastopol devait donc être arrêtée temporairement. Le 30 décembre, Manstein donna ainsi l'ordre de suspendre temporairement l'attaque contre la forteresse, convaincu qu'il n'y avait plus aucun espoir de succès dans les circonstances. Ne pouvant compter sur des renforts significatifs de la part du groupe d'armées sud, il fut contraint de prélever le 30^e corps d'armée sur les forces qui assiégeaient la forteresse afin de l'envoyer dans le secteur du 42^e corps d'armée. Il était bien

⁵⁴ Blakemore, *Manstein in the Crimea...*, p. 134.

⁵⁵ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 41-42.

⁵⁶ Lord Carver, « Manstein... », p. 231. Voir aussi Brett-Smith, *Hitler's Generals...*, p. 224.

conscient que le lieutenant-général Mattenklott, le remplaçant de Sponeck, ne pouvait d'aucune manière nettoyer la partie orientale de la presqu'île de Crimée avec sa seule 46^e division d'infanterie, qui était non seulement épuisée, mais également dépourvue de ses armes lourdes qu'elle avait laissées à Kertch au moment de sa retraite⁵⁷.

Cependant, comme il avait un besoin urgent de remporter rapidement une grande victoire militaire pour redresser le moral des troupes de la Wehrmacht, fortement touché par l'hiver russe et les contre-offensives de l'Armée rouge en décembre, Hitler ordonna la poursuite de l'attaque contre Sébastopol, malgré la situation alarmante dans la péninsule de Kertch et à Feodosia. Par conséquent, il insista pour que les forces ennemies débarquées en ces deux points de la partie orientale de la Crimée fussent détruites par le seul 42^e corps d'armée. Mais devant l'insistance de Sodenstern, pour qui la Crimée et la 11^e armée pourraient être toutes les deux perdues si l'ennemi n'était pas arrêté sur les côtes de la péninsule, Hitler se résigna à différer la poursuite de l'attaque de Sébastopol afin de maîtriser dans les plus brefs délais la menace qui pesait sur la 11^e armée, consécutivement aux débarquements de Kertch et de Feodosia⁵⁸.

La 11^e armée n'eut même pas le temps de lancer sa contre-offensive envisagée à Kertch et à Feodosia avant que l'ennemi ne frappât un nouveau coup. Le 5 janvier, un autre débarquement, appuyé par des unités navales, eut lieu dans le port d'Eupatoria, à environ 75 kilomètres au nord de Sébastopol. Le général Manstein dut se résoudre à détourner sur Eupatoria le 105^e régiment d'infanterie, unité prélevée dans le secteur du groupe d'armées sud et qui était déjà en route pour Feodosia. Avec le détachement de reconnaissance de la 22^e division d'infanterie, quelques batteries d'artillerie et le 70^e bataillon du génie, qui y étaient déjà dirigés, le 105^e régiment d'infanterie réussit à reprendre Eupatoria le 7 janvier⁵⁹.

Pendant ce temps, le front de Feodosia s'était maintenu. Les Soviétiques y avaient débarqué d'autres troupes et en amenaient encore de Kertch. Les deux divisions allemandes venant de Sébastopol ne purent intervenir avant une semaine. Pour mener la contre-attaque envisagée sur cette ville, Manstein désigna le 30^e corps d'armée, dont, pourtant, il pouvait difficilement se passer devant la forteresse. Des attaques incessantes rendirent la situation très tendue sur le front d'investissement de Sébastopol, alors tenu par seulement quatre divisions allemandes et une brigade roumaine de montagne.

Le 15 janvier 1942, les 30^e et 42^e corps d'armée purent enfin passer à la contre-attaque devant Feodosia. En dépit du rapport de forces de trois contre un en faveur de l'ennemi (3 divisions allemandes et demie et une brigade roumaine de montagne contre désormais 8 divisions et 2 brigades soviétiques), la ville fut reprise dès le 17 janvier. Mais en raison de la faiblesse des forces dont il disposait, le commandant en chef de la 11^e armée ne put exploiter immédiatement le succès de Feodosia pour expulser complètement l'ennemi de la péninsule de Kertch. Il dut se contenter de le rejeter jusqu'à l'isthme de Parpatch. Les Soviétiques perdirent au cours de la bataille 6 700 tués, 10 655 prisonniers, 177 canons et 85

⁵⁷ Klink, «*The Conduct of Operations...*», p. 629-631.

⁵⁸ Klink, «*The Conduct of Operations...*», p. 629-631, 758-759.

⁵⁹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 248-249.

chars⁶⁰. En reconnaissance des succès obtenus par Manstein, Hitler le promut au rang de colonel-général le 1^{er} février⁶¹.

Mais, le 27 février, les Russes revinrent à la charge en lançant une grande offensive du nom de Staline. Devant la forteresse de Sébastopol, ils essayaient de percer dans le secteur du 54^e corps d'armée. Aux quatre divisions allemandes et à la brigade roumaine de montagne, ils opposaient sept divisions de tirailleurs, trois brigades et une division de cavalerie. L'attaque fut repoussée après de durs combats.

Sur le front de l'isthme de Parpatch, les 30^e et 42^e corps d'armée, soit trois divisions d'infanterie allemandes et une roumaine, réussirent à colmater une brèche opérée dans le secteur des Roumains, malgré l'énorme supériorité des assaillants. Ceux-ci disposaient alors de sept divisions de tirailleurs et de deux brigades blindées en première ligne et de sept divisions de tirailleurs, de deux brigades blindées et d'une division de cavalerie en deuxième ligne pour exploiter un succès éventuel. Les combats se poursuivirent jusqu'au 3 mars, l'épuisement imposant alors une pause aux deux camps.

Dix jours plus tard, l'ennemi reprit son attaque, cette fois avec huit divisions de tirailleurs et deux brigades blindées en première ligne. Après avoir réussi à repousser une nouvelle fois les assaillants, Manstein décida de lancer une contre-attaque avec le 42^e corps d'armée et la 22^e division blindée, de formation récente et mise à la disposition de la 11^e armée par l'OKH. La contre-attaque allemande, qui eut lieu le 20 mars, se solda par un cuisant échec et par de nombreuses pertes, notamment au sein de la 22^e division blindée. Manstein avait commis la faute de lancer une division blindée alors qu'elle manquait encore d'expérience. L'ennemi avait subi lui aussi des pertes très sévères de sorte qu'il ne put passer de nouveau à l'attaque que le 26 mars. Mais son assaut fut repoussé par le 42^e corps d'armée, tout comme celui du 9 avril. Ce fut le dernier effort des Soviétiques pour reconquérir la Crimée⁶².

La reconquête de la péninsule de Kertch : une bataille classique d'encerclement et d'annihilation

Au printemps 1942, l'OKH travailla d'arrache-pied aux préparatifs de la grande offensive d'été qu'il projetait dans la partie sud du front oriental. D'après ses instructions, l'opération « bleu » devait être déclenchée après l'expulsion définitive des forces russes de la Crimée, y compris de Sébastopol. À cet effet, Hitler convoqua Manstein à son quartier général de Rastenburg en Prusse-Orientale, le 16 avril, pour lui exposer ses intentions quant à la mission qui l'attendait. C'était la première fois que Manstein le rencontrait personnellement depuis le mois de février 1940, lorsqu'il lui avait présenté ses idées concernant l'offensive à l'Ouest. Selon le colonel-général, la 11^e armée devait d'abord reconquérir la péninsule de Kertch et détruire les forces ennemies qui y étaient stationnées avant de tenter une nouvelle fois la prise de Sébastopol. Si elle voulait pouvoir concentrer toutes ses forces pour la conquête de la

⁶⁰ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 249-250.

⁶¹ Blakemore, *Manstein in the Crimea...*, p. 149-150.

⁶² Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 250-253 ; Klink, « The Conduct of Operations... », p. 759.

forteresse, il lui fallait d'abord assurer la sécurité de ses arrières. Non seulement on ne pouvait prévoir le délai nécessaire à la prise de Sébastopol, mais la presqu'île de Kertch était l'endroit où l'adversaire pouvait amener des forces le plus rapidement, ce qui en faisait le point le plus dangereux pour la 11^e armée⁶³.

Dans ses mémoires, Manstein décrit ainsi cet entretien avec le Führer :

« C'était la première fois que je le rencontrais, en tant que commandant d'armée, depuis le mois de février 1940 où je lui avais présenté mes idées de l'offensive à l'Ouest. J'eus de nouveau l'impression qu'il était non seulement parfaitement renseigné sur tous les détails des combats antérieurs, mais qu'il montrait beaucoup de compréhension pour les projets qu'on lui exposait. Il m'écouta attentivement et approuva mes intentions pour les deux opérations. À aucun moment, il n'essaya de m'interrompre, ni de se lancer, comme si fréquemment par la suite, dans une interminable énumération de chiffres de production »⁶⁴.

Hitler approuva sans réserve les idées du colonel-général Manstein concernant les deux offensives successives qu'il projetait en Crimée. Manifestement, il avait pleinement confiance en celui qui était déjà réputé comme le général le plus doué sur le plan opérationnel, réputation qu'il considérait lui-même en privé comme tout à fait juste⁶⁵. Par la même occasion, il lui fit part formellement de son intention d'employer ensuite la 11^e armée au Kouban, une fois franchi le détroit de Kertch, pour couper la retraite aux forces ennemies refoulées du Don vers le Caucase ou pour constituer une réserve à l'aile méridionale⁶⁶. Intention à laquelle le commandant en chef de la 11^e armée ne s'opposa aucunement.

Le rapport de forces dans la presqu'île de Kertch était largement à l'avantage des Soviétiques. Ils disposaient des 44^e et 51^e armées, qui comptaient au total 17 divisions et 3 brigades de tirailleurs, 2 divisions de cavalerie et 4 brigades blindées. Sur ce front, la 11^e armée ne pouvait opposer que 5 divisions d'infanterie allemandes et la 22^e division blindée. Il fallait y ajouter le 7^e corps d'armée roumain qui regroupait les 10^e et 19^e divisions d'infanterie et la 8^e brigade de cavalerie. En tout, 6 divisions allemandes et 3 roumaines (en comptant grossièrement la brigade de cavalerie comme une division) faisaient face à 26 grandes unités soviétiques⁶⁷. Le rapport de forces était donc approximativement de trois contre un en faveur des Russes.

Selon Manstein, l'attaque à travers l'isthme de Parpatch devait forcément être frontale, car sa largeur de 18 kilomètres interdisait toute manœuvre d'encerclement. Cependant, l'objectif de détruire les deux armées soviétiques ne pouvait pas être atteint en les refoulant frontalement, ni même par une simple percée. Si elles parvenaient à faire front sur une position plus en arrière, tout serait à recommencer. Puisque la presqu'île s'élargissait de 18 à 40 kilomètres après l'isthme, les Soviétiques seraient alors en mesure de déployer toutes leurs forces et de faire valoir ainsi leur supériorité numérique. Il ne fallait donc

⁶³ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 254 et 256 ; Bernd Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 930.

⁶⁴ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 261.

⁶⁵ Joel Hayward, « A Case Study in Early Joint Warfare : An analysis of the Wehrmacht's Crimean Campaign of 1942 », *The Journal of Strategic Studies*, vol. 22, no. 4 (décembre 1999), p. 107.

⁶⁶ Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 237.

⁶⁷ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 254-255.

pas seulement crever le front de Parpatch et foncer ensuite en profondeur, mais détruire le gros des forces ennemies dès la première percée. La façon dont le commandement soviétique avait disposé ses forces offrait justement une chance à cet égard. D'après les reconnaissances allemandes, l'ennemi avait massé les deux tiers de ses forces dans le secteur nord, là où le terrain était le plus propice pour une attaque, et le reste dans le secteur sud. Le commandant en chef de la 11^e armée décida, en toute logique, de porter le coup décisif dans le secteur sud, le long de la côte de la mer Noire, c'est-à-dire là où l'adversaire s'y attendait le moins⁶⁸.

L'attaque principale incombait au 30^e corps d'armée avec la 22^e division blindée, la 28^e division légère récemment arrivée, et les 50^e et 132^e divisions d'infanterie. La 170^e division d'infanterie, qui resterait d'abord dans le secteur nord pour tromper l'adversaire, devait agir par la suite dans le secteur sud. Selon le plan d'opérations de Manstein, ce corps d'armée, avec trois divisions d'infanterie, crèverait la position de Parpatch et gagnerait d'abord de l'espace vers l'est, le long de la mer Noire, jusqu'au-delà des profonds fossés antichars, pour permettre aux blindés de franchir aisément ceux-ci. Ensuite, le corps obliquerait vers le nord-est, en direction de la mer d'Azov, avec la 22^e division blindée, puis vers le nord pour prendre de flanc et à revers la masse ennemie stationnée dans le secteur nord, et l'encercler, en liaison avec le 42^e corps d'armée et le 7^e corps roumain, pour l'acculer contre la côte. Ce mouvement serait couvert à l'est, contre des forces pouvant venir de Kertch, par la brigade Groddek, une unité mobile composée d'éléments motorisés allemands et roumains. Afin de faciliter la percée, une opération de canots d'assaut transporterait à l'aube, sur les arrières du front de Parpatch, un bataillon partant de Feodossia. Enfin, dans le secteur nord du front, le 42^e corps d'armée et le 7^e corps roumain exécuteraient une attaque de diversion pour fixer les forces ennemies, puis compléter leur encerclement amorcé par le 30^e corps d'armée⁶⁹.

Toute l'opération serait appuyée par une puissante artillerie et surtout par le 8^e corps aérien du général Richthofen, probablement le plus grand des chefs de la Luftwaffe pendant la Seconde Guerre mondiale. En raison de l'infériorité numérique de ses forces, le colonel-général Manstein estimait que le succès de l'opération reposait en partie sur l'étroite coopération des forces terrestres et aériennes allemandes, notamment pour la rupture du front et son exploitation en profondeur, conditions nécessaires pour couper les lignes de l'ennemi et prendre de flanc puis à revers ses forces. En fait, la coopération entre la 11^e armée de Manstein et le 8^e corps aérien de Richthofen allait se révéler, au niveau des commandements inter-armes, comme le produit d'une coordination rarement égalée durant la guerre⁷⁰.

Le succès de l'opération dépendait de la rapidité avec laquelle le 30^e corps d'armée et, plus particulièrement, la 22^e division blindée progresseraient vers l'est, puis vers le nord. Pour réaliser cette condition, la 11^e armée devait réussir à faire croire à l'ennemi que le coup décisif serait porté au nord du

⁶⁸ Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 931-932 ; Blakemore, *Manstein in the Crimea...*, p. 175.

⁶⁹ Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 932.

⁷⁰ Hayward, « A Case Study in Early Joint Warfare... », p. 115.

front de Parpatch, jusqu'à ce qu'il fût trop tard pour qu'il pût transporter ses réserves opérationnelles au sud ou se dérober. À cet effet, diverses ruses de camouflage étaient employées : trafic radio sur le mouvement des troupes, construction de fausses batteries au nord et reconnaissance aérienne intensive au-dessus de ce secteur. Elles obtinrent apparemment un plein succès, car les réserves soviétiques restèrent effectivement au nord jusqu'à ce qu'il fût trop tard⁷¹.

Prévue initialement le 5 mai, la bataille de la presqu'île de Kertch ne fut finalement déclenchée, en raison du mauvais temps, que trois jours plus tard. L'attaque se déroula néanmoins selon les grandes lignes du plan d'opérations de Manstein. Après quatre jours de durs combats, la masse des forces soviétiques dans le secteur nord se trouvait déjà encerclée et anéantie. Le 16 mai, Kertch fut prise. Mais cinq jours de combats supplémentaires furent nécessaires pour détruire les éléments ennemis parvenus à la côte est. La bataille s'acheva donc le 21 mai, après treize jours de combat. Le succès fut complet. Les 26 grandes unités soviétiques étaient anéanties. Les pertes soviétiques étaient considérables : 169 198 prisonniers, 1 133 pièces d'artillerie, 258 chars, 3 800 véhicules motorisés et 300 avions. Quant à celles des Allemands, elles ne s'élevaient qu'à 7 588 hommes. 120 000 Soviétiques avaient toutefois échappé à la capture, étant parvenus à franchir le détroit de Kertch et à gagner la péninsule de Taman⁷².

Menée avec le gros des forces allemandes profondément derrière les lignes de l'ennemi, au sud du front, à l'endroit le plus faiblement défendu, afin de prendre de flanc et à revers la masse des forces soviétiques concentrées au nord du front et fixées par l'assaillant avec quelques troupes de diversion, cette attaque est considérée encore aujourd'hui comme une bataille classique d'encercllement et d'annihilation⁷³. Ce succès décisif et foudroyant de la 11^e armée contre un ennemi largement supérieur en nombre était essentiellement redevable au talent opérationnel de son commandant en chef, le colonel-général Manstein. À l'inverse, il était aussi le résultat du mauvais déploiement de l'adversaire, incapable de déceler les réelles intentions allemandes. En fait, un commandement circonspect aurait échelonné ses défenses plus en profondeur de manière à pouvoir transporter à temps ses réserves opérationnelles à l'endroit même où le coup décisif était porté par l'assaillant. À défaut de briser l'attaque ennemie, l'Armée rouge aurait tout au moins freiné considérablement sa rapidité d'exécution⁷⁴.

La prise de la plus puissante forteresse au monde : Sébastopol

Il ne restait plus aux troupes du colonel-général Manstein qu'à capturer la forteresse de Sébastopol, reconnue comme la plus puissante au monde. Étant donné l'offensive projetée en direction de la Volga et du Caucase, était-il bien indiqué d'immobiliser la 11^e armée pour une durée indéterminée dans

⁷¹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 258-259 ; Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 932.

⁷² Blakemore, *Manstein in the Crimea...*, p. 197 ; Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 932 ; Brett-Smith, *Hitler's Generals...*, p. 224 ; Mitcham, *Hitler's Field Marshals...*, p. 245.

⁷³ Wallace P. Franz, « Operational Concepts », *Military Review*, vol. 64, no. 7 (1984), p. 2-15.

⁷⁴ Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 933.

l'attaque de Sébastopol, particulièrement lorsque la victoire de Kertch avait éliminé tout danger en Crimée ? Dans ses mémoires, Manstein mentionna que cette question de principe n'avait pas été évoquée au cours de sa rencontre avec Hitler, à la mi-avril, durant laquelle il lui avait exposé ses intentions concernant les offensives successives qu'il envisageait de déclencher dans la péninsule de Kertch et contre la forteresse de Sébastopol.

« Cette question relevait manifestement du haut commandement et non de nous. Pour ma part, j'étais alors convaincu, et je le suis encore aujourd'hui qu'il convenait de prendre tout d'abord Sébastopol. Même en se contentant de l'investir, il aurait fallu y laisser trois ou quatre divisions allemandes, c'est-à-dire la moitié de la 11^e armée, en plus des unités roumaines »⁷⁵.

La puissance de la forteresse résidait dans l'extraordinaire difficulté du terrain, coupé de ravins, de montagnes, de forêts et de rivières, et dans la multiplicité des positions fortifiées, des champs de mines, des réseaux de barbelés et des fossés antichars. Les défenseurs avaient aménagé trois lignes de résistance principales, dont les points d'appui les plus puissants étaient constitués par des ouvrages bétonnés munis de batteries que les Allemands avaient surnommés Staline, Volga, Donets, Gorki, Molotov, Guépéou, Sibérie, Oural, Tcheka, Lénine.

Pour renforcer leurs réseaux de fortifications à Sébastopol, les Soviétiques avaient bénéficié de cinq mois d'interruption de l'assaut de la 11^e armée contre la forteresse depuis la fin décembre. Durant cette période, ils avaient également fait appel à des renforts acheminés par la mer Noire – qui était toujours sous le contrôle de la marine de guerre soviétique – depuis le Kouban et le Caucase. De la mi-novembre 1941 au début de juin 1942, les effectifs dans la forteresse avaient doublé, passant de 52 000 à 106 625 hommes. L'Armée rouge disposait ainsi de sept divisions de tirailleurs, d'une division de cavalerie et de quatre brigades de marine. Elle possédait aussi 606 pièces d'artillerie, 2 000 mortiers, 38 blindés et 109 avions de chasse⁷⁶. Le colonel-général Manstein devait donc s'attendre à rencontrer une résistance encore plus acharnée que lors de l'hiver précédent. Ce qui compliquait davantage sa tâche de nettoyer la Crimée le plus rapidement possible afin de permettre le déclenchement de l'opération « bleu », dans les plus brefs délais.

Pour les mêmes raisons que pendant l'hiver précédent, le commandant en chef de la 11^e armée et son état-major en vinrent à la conclusion qu'il était préférable d'attaquer avec le gros des forces par le nord et le nord-est plutôt que par le sud. Si les défenses étaient plus puissantes et plus nombreuses dans la zone septentrionale, le terrain offrait moins de difficultés, d'autant plus que l'artillerie et l'aviation y pouvaient beaucoup mieux agir que dans les montagnes du sud. Cependant, il fallait aussi attaquer au sud, tout d'abord pour diviser les forces adverses et ensuite parce qu'on devait s'attendre à ce que l'ennemi, même après avoir perdu le secteur au nord de la baie de Severnaïa, essaie de se maintenir dans la ville et dans la presqu'île de Chersonèse. Mais, il n'était plus aussi primordial, que dans l'hiver précédent,

⁷⁵ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 262.

⁷⁶ Blakemore, *Manstein in the Crimea...*, p. 201-202 ; Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 935.

d'obtenir le contrôle du port le plus vite possible, car avec l'action du 8^e corps aérien, l'ennemi ne pouvait plus se ravitailler aussi librement par la mer⁷⁷.

L'offensive devait donc se déployer sur deux axes. Au nord, le 54^e corps d'armée, avec les 22^e, 24^e, 50^e et 132^e divisions d'infanterie et le 213^e régiment d'infanterie, attaquerait à partir de la vallée de Belbek en direction de la baie de Severnaïa. C'est là que s'exercerait l'effort principal. Au sud, le 30^e corps d'armée, avec les 72^e et 170^e divisions d'infanterie et la 28^e division légère, avancerait en direction du mont Sapoun et de la presqu'île de Chersonèse. Dans le secteur central du front dominé par la forêt, le corps de montagne roumain avait pour directives de fixer les forces soviétiques. Quelque 204 000 Allemands étaient ainsi déployés sur le front de Sébastopol d'une longueur de 35 kilomètres. La tâche d'assurer la sécurité de la presqu'île de Kertch et de la côte méridionale de la Crimée fut assignée au 42^e corps d'armée (46^e division d'infanterie) et au 7^e corps d'armée roumain (10^e et 19^e divisions d'infanterie, 4^e division de montagne et 8^e brigade de cavalerie). Quant à la 22^e division blindée, elle devait être rendue au groupe d'armées sud⁷⁸.

Pour faciliter l'avance de l'infanterie, Manstein ordonna à l'aviation et à l'artillerie d'entreprendre un bombardement intensif des positions adverses pendant les cinq jours précédant le déclenchement de l'attaque. Le 8^e corps aérien attaquerait sans répit la ville, le port, les installations d'armement, les chemins servant au ravitaillement, et les aérodromes, tandis que l'artillerie réduirait les batteries et les positions avancées de l'ennemi.

L'artillerie lourde comprenait des batteries de 190 mm et quelques-unes de 305, de 350 et de 420 mm. En outre, il y avait deux pièces de 600 mm et une autre, du nom de Dora, dont le calibre était de 800 mm. À l'origine, celle-ci avait été prévue pour agir contre la ligne Maginot. Le tube du canon atteignait une trentaine de mètres et l'affût, la hauteur d'une maison de deux étages. Le canon lançait des projectiles de 5 tonnes à 50 kilomètres de distance et de 7 tonnes à 40 kilomètres. Il fallait rien de moins que 60 locomotives pour l'amener en position sur des rails spéciaux. Deux bataillons de DCA assuraient sa protection en permanence. En outre, Manstein fit appel à plusieurs régiments de DCA du 8^e corps aérien pour le combat terrestre. Les canons antiaériens, dont le calibre était de 88 mm, pouvaient s'avérer efficaces contre les blockhaus et les emplacements d'armement. En tout, la 11^e armée alignait sur le front une puissante artillerie de 1 300 pièces, soit plus du double de celle de son adversaire retranché dans la forteresse⁷⁹.

À lui seul, le 54^e corps d'armée possédait 56 batteries lourdes, 41 légères, 18 de mortiers et 2 groupes d'artillerie automotrice. Le 30^e corps d'armée disposait de 25 batteries lourdes, de 25 légères et de 6 de mortiers. Le corps de montagne roumain avait reçu 12 batteries lourdes et 22 légères. Bref, aucune

⁷⁷ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 265-266.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 262 et 266-267 ; Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 935 ; Mellenthin, *German Generals...*, p. 33-34.

⁷⁹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 268-269 ; Brett-Smith, *Hitler's Generals...*, p. 224-225.

autre opération de la Wehrmacht au cours de la guerre ne réalisera pareille concentration d'artillerie. Sans compter les batteries de DCA, la 11^e armée disposait à Sébastopol de 208 batteries sur un front de 35 kilomètres, soit 6 par kilomètre, chiffre qui, évidemment, était beaucoup plus élevé dans le secteur nord, front principal de l'assaut. Cette concentration était néanmoins faible si l'on considère que les Russes, en 1945, utilisaient jusqu'à 250 pièces d'artillerie par kilomètre. Quoi qu'il en soit, affirma rétrospectivement Manstein, les résultats obtenus par le pilonnage de la forteresse ne justifiaient pas pleinement cet immense effort de concentration de batteries et encore moins le déploiement de Dora⁸⁰.

Le commandant en chef de la 11^e armée estimait que le deuxième assaut contre la forteresse de Sébastopol durerait un peu moins de deux semaines. En fait, il allait durer un mois⁸¹. L'attaque commença le 2 juin par un bombardement intensif de la Luftwaffe et de l'artillerie. L'objectif était de préparer l'assaut de l'infanterie qui devait être déclenché cinq jours plus tard. Malgré des dommages considérables, le pilonnage n'affaiblit pas pour autant les défenses ennemies. Par conséquent, l'infanterie ne réussit aucune percée significative. Sa progression fut lente et ses gains négligeables. Manstein songea alors à faire appel à la 46^e division d'infanterie, qui occupait la presque île de Kertch, pour renforcer sa force de frappe à Sébastopol. Mais le commandement du groupe d'armées sud s'y objecta, craignant un possible débarquement soviétique à l'est de la Crimée. Pressé par le temps, Hitler songea sérieusement à interrompre l'offensive pour se contenter de faire le siège de la ville. À un certain moment, il sembla même décidé à procéder ainsi, mais il se ravisa au tout dernier instant. Il insista alors sur la nécessité de conclure les opérations à Sébastopol le plus rapidement possible de manière à pouvoir libérer à temps le 8^e corps aérien de Richthofen pour le début de l'opération « bleu », prévu à la fin juin⁸².

Après deux semaines de violents combats, les assaillants parvinrent, non sans encaisser de très lourdes pertes, à enfoncer la zone fortifiée du secteur nord et à atteindre la côte septentrionale de la baie de Severnaïa, et à pénétrer dans les défenses du secteur sud, en avant des hauteurs du Sapoun. Le 26 juin, ils se trouvèrent en possession de presque toutes les avancées de la forteresse. L'ennemi avait été refoulé dans une zone délimitée par les falaises du sud de la baie de Severnaïa et par les hauteurs du Sapoun qui rejoignaient celles de Balaklava.

Dès lors, un double problème se posa à Manstein. Comment le 54^e corps pourrait-il franchir la baie de Severnaïa avec des canots d'assaut en face des hauteurs fortifiées de la rive sud ? Comment le 30^e corps pourrait-il percer les puissantes positions fortifiées du Sapoun avec les seules forces dont il disposait ? Il semblait donc indiqué de transférer le point de concentration de l'offensive de l'aile nord à l'aile sud. Mais cela s'avérait impossible. Rien que pour y transporter des divisions venant du nord, il faudrait plusieurs jours, délai qui donnerait un répit à l'adversaire et qui retarderait encore davantage le déclenchement de l'opération « bleu ». De plus, la seule route qui existait entre les deux secteurs ne se

⁸⁰ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 268-269 ; Voir aussi Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 940.

⁸¹ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 198.

⁸² Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 937.

prêtait aucunement au déplacement de l'artillerie. Le commandant en chef de la 11^e armée se résigna alors à accepter le risque que comportait une traversée de la baie de Severnaïa. C'était justement parce qu'une telle opération amphibie semblait n'avoir aucune chance de succès, pensa-t-il, qu'elle provoquerait une surprise qui risquait d'être la clef du succès. En dépit des objections émises par ses subordonnés, il s'en tint à son plan téméraire⁸³.

À l'aube du 29 juin, le 54^e corps d'armée franchissait la baie de Severnaïa au moment où le 30^e corps d'armée commençait l'assaut de la position du Sapoun. À bord de canots d'assaut, la première vague constituée par les 22^e et 24 divisions d'infanterie parvint à prendre pied sur la rive sud avant que la défense adverse eût même le temps d'entrer en action. Avec le soutien massif du 8^e corps aérien et de l'artillerie, le 54^e corps put s'emparer rapidement du plateau et prendre de flanc, par le fait même, la redoutable position du Sapoun. La percée du 30^e corps se trouva ainsi facilitée.

Une fois ce premier objectif atteint, les divisions du 54^e corps crevèrent au sud-est la ceinture de défense entourant la ville de Sébastopol et y pénétrèrent le 1^{er} juillet. Ainsi prit fin un siège qui avait duré 250 jours⁸⁴. Pour leur part, les divisions du 30^e corps se déployèrent en éventail à partir du tremplin que constituaient les hauteurs du Sapoun pour conquérir la presque île de Chersonèse. Celle-ci tomba entre leurs mains le 4 juillet. La Crimée se trouvait désormais entièrement en possession des Allemands. Au cours de cette dernière opération, la 11^e armée avait capturé 95 000 prisonniers et un imposant matériel de guerre : 467 pièces d'artillerie, 758 mortiers, 155 canons antiaériens, 26 chars d'assaut et 141 avions. Les pertes allemandes avaient également été importantes puisqu'elles s'élevaient approximativement à 24 000 hommes⁸⁵.

Le 1^{er} juillet, jour de la prise de la plus puissante forteresse de Russie, le colonel-général Manstein reçut du Führer le message suivant :

« Pour récompenser vos mérites particuliers lors des combats victorieux de Crimée, qui ont trouvé leur couronnement dans la bataille d'anéantissement de Kertch et la prise de la forteresse de Sébastopol, puissamment fortifiée par la Nature et l'art, je vous nomme feld-maréchal. Par cette promotion et en créant un écusson spécial pour tous les combattants de Crimée, je veux rendre hommage, devant tout le peuple allemand, aux héroïques exploits des troupes placées sous vos ordres »⁸⁶.

Ce bâton de feld-maréchal constituait indiscutablement le couronnement de sa carrière militaire.

Pour la conquête de la forteresse de Sébastopol, le 1^{er} juillet 1942, Manstein se vit ainsi décerner le grade de feld-maréchal, tout comme Rommel l'avait reçu pour la prise de la forteresse de Tobrouk, le 21 juin 1942. L'octroi d'un bâton de feld-maréchal pour la capture d'une forteresse ne se produisit d'ailleurs que trois fois dans l'histoire de l'armée allemande. Avant Rommel et Manstein, il n'y avait que

⁸³ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 277-278 ; Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 938.

⁸⁴ Mellenthin, *German Generals...*, p. 34.

⁸⁵ Mitcham, *Hitler's Field Marshals...*, p. 246 ; Brett-Smith, *Hitler's Generals...*, p. 225 ; Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 238 ; Blakemore, *Manstein in the Crimea...*, p. 220.

⁸⁶ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 283. L'année suivante, pour souligner l'anniversaire de la prise de Sébastopol, Hitler créa un écusson de la Crimée que tous les officiers et soldats de la 11^e armée ayant participé à cette campagne militaire portèrent sur leur manche gauche. Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 334.

le prince et colonel-général Friedrich-Karl von Preußen qui avait mérité cet honneur, lors de la guerre franco-prussienne de 1870, après s'être emparé de la forteresse de Metz⁸⁷.

En tant que commandant en chef de la 11^e armée en Crimée, Manstein avait dirigé les opérations avec un degré d'autonomie supérieur à celui de n'importe quel autre commandant en chef d'armée sur le front de l'Est. La situation géographique de la presqu'île en était l'explication. Bien que subordonnée au groupe d'armées sud, la 11^e armée n'avait pas été en contact direct avec les autres formations allemandes, sauf pendant la première moitié d'octobre 1941, au cours de laquelle elle avait mené, conjointement avec le 1^{er} groupe de Panzer de Kleist, une contre-attaque dans le secteur de Melitopol, au nord de la mer d'Azov. Certes, l'OKH et le Führer avaient suivi de près le déroulement de la campagne de Crimée, mais ils n'étaient jamais intervenus dans les décisions de Manstein. Hitler avait même approuvé sans réserve ses intentions de la mi-avril 1942 concernant les deux offensives qu'il projetait pour reconquérir la péninsule de Kertch et capturer la forteresse de Sébastopol.

Durant la campagne de Crimée, Manstein fit montre des qualités qui contribuèrent à sa réputation du plus brillant stratège et tacticien allemand de la guerre : énergie, flexibilité et imagination. La destruction des forces soviétiques dans la péninsule de Kertch, en mai 1942, fut conçue et exécutée de manière exceptionnelle. Désavantagé sur le plan des effectifs et du terrain, Manstein parvint néanmoins à tromper l'adversaire sur le point de concentration de son offensive et à réaliser ce qui constituait un exemple classique d'une bataille d'annihilation et de destruction. La planification et l'exécution de la traversée de la baie de Severnaïa par des canots d'assaut lors de l'offensive ultime contre Sébastopol démontra tout son sens de l'initiative et de l'audace. La chute de la forteresse fut finalement redevable à sa détermination, à sa ténacité et à sa volonté de vaincre à toute épreuve. Le crédit lui revint également pour avoir affronté les nombreuses crises qui affligèrent son armée tout au long de l'hiver. C'est avec un calme déconcertant qu'il déplaça habilement d'un point à l'autre ses forces pour contenir, puis éliminer chacune des offensives soviétiques⁸⁸.

La place de la campagne de Crimée dans la guerre à l'Est

La campagne de Crimée, qui dura neuf mois et demi, fut très coûteuse pour les Allemands. Il n'existe pas de données précises sur les pertes de la 11^e armée pour la période durant laquelle elle fut engagée en Crimée. Toutefois, un rapport du groupe d'armées sud, daté du 20 avril 1942, les chiffrait, entre le 22 juin 1941 et le 31 mars 1942, à 69 720 hommes. En outre, on estime qu'elle perdit environ 15 000 hommes avant son entrée en Crimée à la fin septembre 1941. Quant aux pertes subies lors de la reconquête de la péninsule de Kertch, en mai 1942, et de la capture de la forteresse de Sébastopol, en juin 1941, on sait qu'elles furent approximativement de 7 500 et de 24 000 hommes. On peut donc en déduire

⁸⁷ Heuer, *Die deutschen Generalfeldmarschälle...*, p. 92. Voir aussi Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 315.

⁸⁸ Blakemore, *Manstein in the Crimea...*, p. 232-233.

que la 11^e armée, sous les ordres du feld-maréchal Manstein, perdit quelque 85 000 hommes durant les neuf mois et demi qu'elle combattit en Crimée⁸⁹.

Bien qu'elles fussent considérables, ces pertes subies en Crimée furent toutefois largement inférieures à celles de l'Armée rouge qui laissa entre les mains des Allemands environ 450 000 prisonniers, sans compter plusieurs centaines de milliers de tués et un volume important de matériels de guerre⁹⁰. L'avantage de la Wehrmacht à ce chapitre fut donc incontestable.

La durée de la campagne joua cependant nettement en faveur de l'Union soviétique. Pendant neuf mois et demi, la 11^e armée fut retenue sur un théâtre d'opérations complètement isolé. Si elle fut trop faible pour s'emparer de la Crimée dès octobre ou novembre 1941, elle était toutefois trop forte pour que son maintien dans cette presque île n'eût pas de conséquences pour la poursuite de l'opération « Barbarossa ». Une conquête rapide de la Crimée, à l'automne 1941, lui aurait permis, après avoir franchi le détroit de Kertch, de prendre profondément à revers les forces soviétiques dans le Caucase et de progresser ensuite vers les gisements de pétrole de Maïkop, de Grozny et de Bakou. L'OKH aurait également pu la déployer dans d'autres secteurs du front oriental, à un moment où les réserves lui faisaient sérieusement défaut, notamment devant Moscou. Sans changer aucunement le résultat de la guerre sur le front de l'Est, la conquête de la Crimée par la 11^e armée, à l'automne 1941, avant l'emploi de cette dernière dans le Caucase ou ailleurs sur le front de l'Est, aurait placé sans doute la Wehrmacht dans une meilleure position pour affronter les difficiles mois de l'hiver⁹¹.

La 11^e armée ne possédait tout simplement pas assez de troupes pour mener à bien la mission qui lui incombait, c'est-à-dire occuper la Crimée dans les plus brefs délais. Tout au long des neuf mois et demi de la campagne, Manstein fut presque toujours aux prises avec deux fronts simultanés sans toutefois disposer de forces suffisantes pour faire face à cette situation. Seuls des renforts significatifs lui auraient permis de compléter la campagne de Crimée avant la fin de l'automne 1941. Si la 11^e armée avait été exemptée de la responsabilité de couvrir le flanc oriental de son armée au nord de la mer d'Azov, à la fin septembre, la tentative initiale visant à franchir coup sur coup les isthmes de Perekop et d'Ichoun aurait probablement été couronnée de succès. De même, la Crimée aurait vraisemblablement été conquise avant que le commandement soviétique n'eût le temps de renforcer ses défenses. Si l'OKH avait octroyé à Manstein une division d'infanterie motorisée pour exploiter la poursuite, après la percée jusqu'en Crimée, Sébastopol aurait pu être prise par un coup de main avant que le gros des forces soviétiques n'eût le temps de se replier derrière la forteresse. Si Manstein avait disposé de la 73^e division d'infanterie pour appuyer la 46^e, qui assurait seule la défense du secteur est de la Crimée lors de la première attaque contre Sébastopol,

⁸⁹ *Ibid.*, p. 228.

⁹⁰ *Idem.*

⁹¹ *Ibid.*, p. 228-229. Voir aussi Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 939.

à la mi-décembre, il aurait été sans doute en mesure de rejeter à la mer les troupes soviétiques débarquées à Kertch et à Feodossia, avant de poursuivre l'assaut de la forteresse⁹².

De la fin décembre 1941 à la fin avril 1942, la 11^e armée eut besoin de renforts, d'abord pour repousser les nombreuses et incessantes attaques soviétiques de l'hiver, ensuite pour reprendre l'initiative avant la fin du printemps. Si l'OKH lui avait envoyé ces renforts à l'automne 1941 plutôt qu'à l'hiver et au printemps 1942, la campagne aurait probablement pris fin en octobre ou en novembre, d'autant plus que la résistance soviétique était à ce moment-là beaucoup moins organisée. Cela aurait épargné de nombreuses vies, de durs combats d'hiver et l'assaut ultérieur de la forteresse. L'OKH aurait alors pu disposer très tôt d'une armée supplémentaire pour les autres opérations du front de l'Est.

Mais était-il vraiment nécessaire de capturer Sébastopol après la reconquête de la péninsule de Kertch ? L'offensive projetée dans la grande boucle du Don et dans le Caucase n'aurait-elle pas été mieux servie si la 11^e armée avait simplement assiégé la forteresse avec trois ou quatre divisions, c'est-à-dire la moitié de ses effectifs, en plus des unités roumaines, et employé le reste de ses formations pour l'opération « bleue » ? Puisque la mer Noire était contrôlée par l'Armée rouge, la forteresse de Sébastopol représentait une menace permanente pour le flanc sud de la Wehrmacht. Le commandement soviétique pouvait renforcer en tout temps par voie maritime les garnisons qui y étaient installées. Il pouvait aussi y acheminer des unités offensives dans l'intention de mener des opérations à l'intérieur de la Crimée pour couper les lignes de ravitaillement allemandes plus au nord. La forteresse constituait également une base aérienne qui pouvait sérieusement menacer les puits de pétrole allemands en Roumanie.

L'attaque de juin contre Sébastopol s'était certes révélée très coûteuse pour les Allemands sur le plan des pertes. Mais, contrairement à une opinion parfois exprimée, elle n'avait pas malgré tout retardé le déclenchement du « plan bleu »⁹³. Pour des raisons logistiques, le groupe d'armées sud n'aurait de toute évidence pas pu lancer son attaque plus tôt. En outre, le 8^e corps aérien et la 11^e armée étaient disponibles pour d'autres opérations dès le début juillet, bien avant que l'offensive en direction de la Volga et du Caucase ne se fut enlisée. Il appert, par conséquent, que le temps et les ressources déployées pour l'assaut final contre la forteresse de Sébastopol, au début de l'été 1942, n'avaient affecté en rien le déroulement des opérations, prévues par le « plan bleu »⁹⁴.

Après la forteresse de Sébastopol, au tour de celle de Leningrad ?

Dans le cadre du « plan bleu », nom de code de la campagne de l'été 1942, la 11^e armée du feld-maréchal Manstein, une fois la Crimée complètement conquise, devait franchir le détroit de Kertch et s'emparer du Kouban afin d'éliminer les principales bases navales soviétiques sur la côte orientale de la

⁹² Blakemore, *Manstein in the Crimea...*, p. 231-232.

⁹³ Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 940-941 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 757.

⁹⁴ Blakemore, *Manstein in the Crimea...*, p. 234.

mer Noire, comme celle de Novorossisk, et de couper la retraite aux forces ennemies refoulées du Don vers le Caucase ou bien de constituer une réserve pour le groupe d'armées A. Ensuite, elle devait progresser, en première ou seconde ligne de celui-ci, en direction du Caucase dans l'intention de capturer les riches gisements pétrolifères de la région dont celui de Maïkop. Mais Hitler qui, comme toujours, chassait plusieurs lièvres à la fois, renonça à l'idée originelle d'utiliser la 11^e armée dans ce cadre.

Pendant que son état-major préparait le franchissement du détroit de Kertch pour permettre à l'armée de participer à la grande offensive lancée dans l'intervalle, le feld-maréchal Manstein reçut de nouvelles instructions de l'OKH. Seul le 42^e corps d'armée, avec la 46^e division d'infanterie et quelques unités roumaines, traverserait le détroit. Quant au reste de la 11^e armée, c'est-à-dire les 54^e et 30^e corps d'armée, avec les 24^e, 132^e et 170^e divisions d'infanterie et la 28^e division légère, soit seulement quatre divisions, il devait participer à la prise de Leningrad, en étant suivi par la grosse artillerie lourde. Trois divisions d'infanterie étaient donc enlevées à la 11^e armée. La 50^e devait rester en Crimée pour assurer sa défense. La 22^e serait transformée en division aéroportée et envoyée en Crète, là où elle resterait jusqu'à la fin de la guerre. La 72^e était affectée au groupe d'armées centre pour colmater les brèches dans ce secteur⁹⁵.

La capture de Sébastopol, succès remarquable en soi en raison du terrain, de la puissance des fortifications et de la détermination de l'adversaire à se battre jusqu'au bout, avait incité Hitler à abandonner le plan initial relatif à l'utilisation de la 11^e armée au Kouban en faveur d'une nouvelle mission qui l'envoyait désormais au nord, avec pour objectif de s'emparer de Leningrad. Après la prise de Sébastopol, Hitler considérait le feld-maréchal Manstein comme un maître dans l'art de faire le siège d'une ville ou d'une forteresse, voire même comme une sorte d'« arme secrète » pour les missions précieuses. Il lui semblait donc tout désigné pour investir et prendre la place forte qu'était la ville de Leningrad⁹⁶. En cela, il était appuyé par Jodl, qui lui suggérait ardemment de confier l'assaut de Leningrad au feld-maréchal Manstein et non au feld-maréchal Kùchler, étant donné que celui-ci semblait manquer de force de caractère⁹⁷. Le 21 août, Hitler confia donc à Manstein la charge complète des opérations relatives à cette mission⁹⁸. Par le fait même, Manstein reléguait Kùchler, pourtant son supérieur en tant que commandant en chef du groupe d'armées nord, à un rôle subalterne.

L'importance de la capture de cette ville allait bien au-delà de la dimension opérationnelle de la guerre. Outre un plein contrôle de la mer Baltique, la chute de l'ancienne capitale russe et du berceau de la révolution d'octobre procurerait un succès incomparable en termes de prestige. Elle offrirait également l'opportunité aux forces allemandes d'établir la liaison avec celles de la Finlande, avant de progresser vers la mer Blanche afin de couper la voie ferrée de Mourmansk, par laquelle transitait environ 40% de

⁹⁵ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 290-291 ; Blakemore, *Manstein in the Crimea...*, p. 236-237.

⁹⁶ Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 238 ; Blakemore, *Manstein in the Crimea...*, p. 236 ; Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 203-204.

⁹⁷ Irving, *Hitler's War...*, p. 417.

⁹⁸ Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 993.

l'approvisionnement en équipement et en armement livré par les puissances occidentales à l'Union soviétique⁹⁹.

Pendant, pour Manstein, le moment n'était vraiment pas opportun pour enlever la 11^e armée à l'aile sud du front oriental afin de l'engager à l'aile nord pour la prise de Leningrad qui, somme toute, était un objectif d'une importance beaucoup moindre, puisque c'était dans la partie sud du front oriental que le haut commandement cherchait la décision. La Wehrmacht ne pouvait y être trop forte, d'autant plus que l'offensive, en vertu des buts poursuivis par Hitler, devait s'orienter dans deux directions – Stalingrad et le Caucase – et en progressant vers l'est, exposer de plus en plus son flanc nord. La présence de la 11^e armée à l'aile sud était donc tout indiquée, car en franchissant le détroit de Kertch, elle pouvait couper la retraite des forces soviétiques vers le Caucase ou bien constituer une réserve en arrière du groupe d'armées sud. Toutes les forces disponibles devaient donc être concentrées dans le secteur principal de l'offensive.

Il en discuta avec le colonel-général Halder lorsqu'il se rendit au quartier général de l'OKH à Vinnitsa en Ukraine pour étudier sa nouvelle mission. Le chef de l'état-major général ne lui dissimula pas qu'il désapprouvait Hitler de vouloir s'emparer de Leningrad pendant que l'offensive progressait au sud. Mais il n'avait pu lui faire changer d'avis. Halder croyait néanmoins être en mesure de se passer de la 11^e armée à l'aile sud, point sur lequel le commandant de cette armée demeurait sceptique¹⁰⁰. Le feld-maréchal Manstein n'avait donc plus qu'à s'atteler à sa nouvelle mission.

Investir Leningrad et laisser sa population mourir de faim

Le 27 août, après un voyage de près de 2 000 kilomètres depuis la Crimée, l'état-major de la 11^e armée arriva sur le front de Leningrad, en vue d'attaquer dans le secteur de la 18^e armée du général Georg Lindemann. Il était prévu que l'armée du feld-maréchal Manstein relèverait celle-ci dans la partie septentrionale de son front, en lui laissant la partie orientale, sur la Volkhov. Le front de la 11^e armée se situait dans le secteur de la Neva, allant du lac Ladoga jusqu'au sud-est de Leningrad. Celui de l'attaque se trouvait au sud de cette ville et s'étendait jusqu'à Oranienbaum, sur la côte sud du golfe de Finlande.

En plus de la grosse artillerie amenée de Sébastopol, dont une batterie de 800 mm, la fameuse Dora, deux de 600 mm, deux de 420 mm et six de 400 mm, Manstein devait disposer sous son commandement de 12 divisions, dont la « division bleue » espagnole, une blindée et une de montagne, ainsi que d'une brigade de SS. Mais deux d'entre elles demeureraient sur le front de la Neva et sur celui d'Oranienbaum, de sorte qu'il pourrait engager seulement dix divisions dans l'offensive. Dans la zone de Leningrad, l'ennemi possédait une armée de 19 divisions et une brigade de tirailleurs, une brigade de surveillance des frontières, et une à deux brigades blindées. Étant donné ce rapport de forces, une participation à l'attaque des forces finlandaises, qui barraient déjà l'isthme de Carélie au nord, aurait pu

⁹⁹ *Ibid.*, p. 991-992.

¹⁰⁰ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 291-292.

s'avérer bénéfique, tout au moins pour fixer les divisions soviétiques qu'elles avaient devant elles. Mais ayant déjà atteint son but de guerre lors de l'opération « Barbarossa », à savoir la reconquête des territoires qui lui avaient été enlevés par l'URSS à l'hiver 1939-1940, la Finlande ne montrait aucun intérêt pour l'attaque de Leningrad.

À l'instar du feld-maréchal Kùchler, commandant en chef du groupe d'armées nord, et du général Richthofen, commandant en chef du 8^e corps aérien chargé de participer aux opérations contre Leningrad, le feld-maréchal Manstein doutait, à la lumière de l'expérience de Sébastopol, que les bombardements par l'artillerie et l'aviation se révélassent aussi efficaces que le prévoyait Hitler, c'est-à-dire qu'ils pussent terroriser les Russes. En fait, il ne partageait pas l'opinion du Führer selon laquelle des attaques de terreur pourraient contraindre Leningrad à se rendre¹⁰¹. « Il serait préférable », déclarait-il à Kùchler, « d'encercler la ville et de laisser les défenseurs aussi bien que les habitants mourir de faim »¹⁰². Ainsi, notait-il dans son journal : « Je propose une attaque pour gagner l'embouchure de la Volkhov afin de réduire la ville à la famine et de laisser ainsi de côté la difficile attaque de la forteresse »¹⁰³.

À la lumière de cette affirmation, on pourrait croire, de prime abord, que les préoccupations des généraux responsables de la planification de l'assaut contre Leningrad semblaient se limiter avant tout aux aspects opérationnels. Or, Manstein, Kùchler, Halder, Keitel et Jodl ne s'objectaient aucunement à la demande de Hitler exigeant la destruction complète de l'ancienne capitale tsariste et de sa population¹⁰⁴. La décision du Führer de raser Leningrad – ainsi que Moscou – avait été exprimée à plusieurs reprises depuis le début de guerre contre la Russie bolchevique et, en particulier, au cours de longues conversations avec Kùchler et Manstein, les 23 et 24 août 1942. « L'attaque contre Leningrad », affirma Hitler à Kùchler, « doit être exécutée dans l'intention de détruire la ville. Il serait donc désirable d'inclure la destruction de la ville dans les préparatifs ». Les instructions données à Manstein n'étaient pas moins explicites : « Phase 1 : encercler Leningrad et faire la liaison avec les Finlandais ; Phase 2 : occuper Leningrad et la raser »¹⁰⁵.

Étant donné l'échec ultérieur de l'assaut contre Leningrad et, par le fait même, l'impossibilité d'appliquer les intentions monstrueuses des chefs militaires allemands concernant cette ville, jusqu'à quel point était-il réaliste d'espérer accomplir en 1942 ce qu'il avait été impossible d'effectuer l'année précédente dans des circonstances généralement plus favorables ? Après les terribles mois d'hiver, les conditions de vie à Leningrad s'étaient améliorées et les lignes de défense autour de la ville avaient été renforcées. Les autorités soviétiques étaient parvenues à ravitailler la ville en nourriture, en armement et

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 294 ; Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 993 ; Irving, *Hitler's War...*, p. 417.

¹⁰² BA-MA, RH 19 III / 185 ; Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 993 ; Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 147.

¹⁰³ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 204.

¹⁰⁴ Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 993 et 995. Seul le grand-amiral Raeder s'opposa à la destruction complète de Leningrad. Ses réserves étaient cependant d'ordre purement militaire, car tout ce qu'il souhaitait c'était de préserver les infrastructures portuaires vitales pour la Kriegsmarine. *Ibid.*, p. 995.

¹⁰⁵ *Idem.* Manstein ne fit évidemment pas allusion à cette conversation dans ses mémoires.

en essence, par un chemin de fer posé sur la glace du lac Ladoga en hiver et par bateaux en été. Certes, environ un demi-million de femmes, d'enfants, de vieillards et de malades avaient été évacués de la ville assiégée depuis l'hiver 1941-1942 et plus de 600 000 autres étaient morts de faim, de froid ou d'épidémies, amputant la population de Leningrad d'approximativement 1,1 millions d'habitants. Mais dans l'intervalle, plusieurs centaines de milliers d'hommes avaient été envoyés en renfort pour contribuer à la défense de la ville contre une éventuelle attaque¹⁰⁶.

La bataille du lac Ladoga

Le feld-maréchal Manstein se prépara néanmoins à remplir sa mission au nom de code « Aurore boréale » (*Nordlicht*). La ville était protégée par un système dense en fortifications de campagne. Pour cette raison, les unités allemandes ne devaient en aucun cas se laisser entraîner dans un combat à l'intérieur de la ville qui résulterait en lourdes pertes. Il fallait donc percer les défenses au sud de la ville, avec trois corps, l'appui massif de l'artillerie et de la Luftwaffe, mais s'arrêter ensuite à sa bordure. Pendant ce temps, deux autres corps interviendraient par l'est pour franchir la Neva par surprise au sud-est de Leningrad, détruire les forces stationnées entre la ville et le lac Ladoga, couper le ravitaillement par le lac, et investir étroitement la ville de ce côté. De cette façon, pensait Manstein, la 11^e armée obtiendrait la capitulation de la ville – tout comme celle de Varsovie naguère – assez rapidement et sans combats de rues difficiles¹⁰⁷.

Mais l'ennemi réussit à déjouer ses intentions. Le 27 août, il attaqua, sur le front de la Volkhov, la 18^e armée. Il s'agissait d'une attaque de grande envergure destinée à prévenir l'offensive allemande prévue pour le 14 septembre. Les forces soviétiques parvinrent à ouvrir une brèche large de 8 kilomètres et profonde de 12 kilomètres au sud du lac Ladoga. Le 4 septembre, mécontent de la défense menée jusque-là par Küchler, Hitler en confia la charge à Manstein¹⁰⁸. Une intervention immédiate, lui dit-il au téléphone, était indispensable sur le front de la Volkhov pour éviter une débâcle. Il lui fallait donc prendre prestement le commandement afin de rétablir la situation¹⁰⁹. Au lieu de l'attaque prévue contre Leningrad, Manstein s'engagea plutôt dans une bataille au sud du lac Ladoga.

Après de violents combats, la 11^e armée parvint à colmater la brèche au cours des jours suivants, puis elle passa ensuite à la contre-attaque. Dès le 21 septembre, elle réussit à couper l'adversaire de ses lignes de communication. Cependant, elle dut aussitôt repousser de puissantes attaques lancées par des unités fraîches pour dégager les forces encerclées, ainsi qu'une autre déclenchée par l'armée de Leningrad

¹⁰⁶ Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 995-996. D'autres auteurs estiment entre 850 000 et 950 000 le nombre de ceux qui succombèrent à la famine, au froid ou à la maladie. Par exemple, voir Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 1368 (note # 139).

¹⁰⁷ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 294.

¹⁰⁸ Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 998-999.

¹⁰⁹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 295.

avec 8 divisions. La bataille s'acheva, le 2 octobre, par la liquidation complète de la poche dans laquelle l'ennemi avait été pris au piège. En tout, sept divisions et six brigades de tirailleurs, ainsi que quatre brigades blindées, y furent anéanties. Le nombre de prisonniers s'élevait à 12 000. Plus de 300 pièces d'artillerie, 500 mortiers et 244 chars avaient été capturés ou détruits¹¹⁰. La bataille du lac Ladoga n'avait cependant pas été sans conséquence pour les Allemands qui, de leur côté, comptaient 26 000 tués et blessés¹¹¹.

Si la situation avait pu être rétablie, il n'y avait plus aucune possibilité de prendre Leningrad et de la raser. La dernière chance de le faire s'était définitivement envolée¹¹². Non seulement la 11^e armée avait-elle subi de lourdes pertes, mais elle avait consommé une partie importante des munitions prévues pour l'attaque de Leningrad. Hitler n'était pas disposé à en abandonner l'idée, mais il se montrait néanmoins prêt à en réduire l'objectif, ce à quoi Manstein s'objectait, car cela ne pouvait en aucun cas entraîner la disparition du front, l'objectif ultime. Ce dernier soutenait qu'aucune entreprise contre la ville ne devait être tentée sans un appoint de forces fraîches et surtout pas avec des forces insuffisantes. Les semaines suivantes furent donc occupées par cette discussion et par la préparation de nouveaux plans¹¹³.

Manstein et le commandement de la 11^e armée

Le 25 octobre, Manstein se rendit en avion au quartier général du Führer pour recevoir son bâton de feld-maréchal. Après l'avoir remercié pour les résultats obtenus par les soldats de la 11^e armée à la bataille du lac Ladoga, Hitler lui annonça son transfert au groupe d'armées centre, dans la région de Vitebsk où l'ennemi préparait une grande offensive. Pour contrer celle-ci, Manstein devait lancer une attaque préventive. Il devait également recevoir le commandement du groupe A que Hitler dirigeait lui-même depuis qu'il avait relevé le feld-maréchal List à cause d'une divergence d'opinion. Le Führer lui déclara ensuite qu'il projetait, l'année suivante, de franchir le Caucase, avec un groupe d'armées motorisé, et de pénétrer dans le Proche-Orient. Pour Manstein, cela démontrait « jusqu'à quel point il se leurrerait encore sur la situation générale et sur les possibilités opérationnelles »¹¹⁴.

Quelques jours plus tard, il se rendit au bord du lac Ilmen, pas très loin de son quartier général, afin d'assister aux funérailles de son fils Gero, « la plus dure bataille » de la guerre. Lieutenant au 51^e régiment motorisé, il était tombé au front sous les bombardements de l'ennemi, le 29 octobre, à l'âge de 19 ans. Après la guerre, son père lui rendit un témoignage qui célébrait sa mort héroïque pour la patrie allemande :

¹¹⁰ Mitcham, *Hitler's Field Marshals...*, p. 246.

¹¹¹ Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 1000.

¹¹² Irving, *Hitler's War...*, p. 416-418 ; Below, *Als Hitlers Adjutant...*, p. 314.

¹¹³ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 297.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 299-300.

« Gero Erich Sylvester von Manstein est mort en brave, devant l'ennemi, comme d'innombrables jeunes Allemands. Le métier d'officier était devenu sa vocation. [...] Tout était beau et bien dans son esprit et dans son âme. Il y avait en lui l'héritage de plusieurs générations de soldats. Il était non seulement un combattant admirable mais aussi un gentilhomme au plein sens de ce mot, un homme et un chrétien »¹¹⁵.

Le 20 novembre, après le transfert de la 11^e armée dans la région de Vitebsk, le feld-maréchal Manstein reçut l'ordre de prendre sans délai le commandement du groupe d'armées Don, en cours de formation dans le secteur de Stalingrad. Comme les conditions météorologiques ne permettaient pas d'utiliser l'avion, il dut partir de Vitebsk dans un train qui fut arrêté un certain temps par une mine. Le 24 novembre, jour de son 55^e anniversaire, il arriva à l'état-major du groupe d'armées B, qui exerçait encore le commandement sur son futur secteur.

En tant que commandant d'une armée, Manstein avait démontré à plus d'une occasion son génie opérationnel, comme en témoignait la capture de la Crimée et de la forteresse de Sébastopol avec des forces numériquement inférieures à celles de l'adversaire et sur un territoire où la nature du terrain avantageait nettement la défensive. Ces succès militaires avaient contribué à accroître considérablement sa popularité et sa renommée au sein de ses troupes, mais aussi dans toute la Wehrmacht et en Allemagne. Sa seule présence aux avant-postes du front suffisait à stimuler ses troupes, épuisées par de longs et durs combats, à donner l'effort supplémentaire nécessaire pour venir à bout de l'adversaire.

Comme la plupart des autres commandants, il lisait les rapports militaires le matin et le soir et se rendait au front l'après-midi pour visiter et inspecter ses troupes. S'il détestait la paperasse qui l'éloignait de ses troupes, il n'en conservait pas moins un contrôle ferme sur son état-major. D'ailleurs, dans les premiers temps après son arrivée à la tête de la 11^e armée, il avait été scruté à la loupe par ses subalternes et comparé sévèrement à son prédécesseur. Bavarois, complaisant et relativement cordial, le colonel-général Schobert était davantage un soldat qu'un homme d'état-major. Sous son commandement, il avait laissé la planification des opérations à son chef d'état-major, le colonel Wöhler, et à son sous-chef d'état-major, le colonel Busse. Prussien, sévère et plutôt froid, le feld-maréchal Manstein était un officier d'état-major qui aimait exercer un contrôle complet sur les opérations, au grand mécontentement de Wöhler et de Busse. Pour les troupes du sud de l'Allemagne qui formaient la majorité de la 11^e armée, Manstein représentait donc tout ce qu'il y avait de plus prussien chez un officier. Même s'il pouvait parfois être charmant, certains officiers de son état-major ne l'appréciaient guère, du moins au premier abord, en raison notamment de son caractère arrogant, vaniteux et prétentieux, et de son commandement très spartiate. Mais la plupart d'entre eux surent rapidement faire abstraction de ses défauts au fur et à mesure qu'ils purent apprécier ses grandes qualités de chef de guerre¹¹⁶.

Selon Friedrich Wilhelm von Mellenthin, officier d'état-major allemand durant la guerre, Manstein aurait été encore plus populaire au sein du corps des officiers s'il avait été plus décontracté et

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 301-302.

¹¹⁶ Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 236 ; Paget, *Manstein...*, p. 35.

cordial dans ses relations de travail avec ses collègues¹¹⁷. Aux officiers et soldats qui ne le connaissaient pas bien, Manstein donnait l'impression d'être un homme froid et distant. « Il n'avait pas l'air vraiment sociable », se souvint Hans-Adolf von Blumröder, officier qui servit dans l'état-major de Manstein en 1943 et 1944. Il était également perçu par ses pairs comme un officier imbu de lui-même, conscient de son immense talent. « Manstein aimait bien laisser voir aux autres qu'il était plus intelligent qu'eux », déclara Kielmansegg, officier d'état-major de la section des opérations de l'armée de terre. Sa fille Gisela expliqua la raison pour laquelle son père donnait aux autres une telle impression : « Il était de nature très taciturne, de même que réservé et timide. Il n'était pas un homme qui était fait pour les grandes assemblées. Mais avec les hommes qui le connaissaient bien, il était relâché et détendu ». En effet, il fut généralement en bons termes avec ses officiers d'état-major, développant même avec certains d'entre eux des relations d'amitié qui allaient se poursuivre bien au-delà de la guerre¹¹⁸.

¹¹⁷ Mellenthin, *German Generals...*, p. 30.

¹¹⁸ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 196.

CHAPITRE 10

MANSTEIN ET LA GUERRE GÉNOCIDAIRE EN RUSSIE

Appelé comme témoin à Nuremberg, en août 1946, le feld-maréchal Manstein se présenta à la barre comme le représentant d'une conception chevaleresque de la guerre, se faisant, par conséquent, un devoir de défendre l'honneur et l'intégrité de la Wehrmacht lors de la Deuxième Guerre mondiale. C'est avec véhémence qu'il récusait ainsi l'accusation selon laquelle le haut commandement militaire aurait été une organisation criminelle, au même titre que celles du régime hitlérien, tels que le parti national-socialiste, la SS ou le SD :

« J'ai été soldat pendant quarante ans. J'appartiens à une famille de soldats et j'ai été élevé dans la conception totale du devoir. L'exemple issu de ma plus proche parenté et qui m'est toujours resté devant les yeux, c'était le vieil Hindenburg. Jeunes officiers, nous avons naturellement considéré la gloire militaire comme quelque chose de grand. Je ne veux pas contester que j'étais fier de ce que, dans cette guerre, une armée me fût confiée. Mais notre idéal – et c'est aussi celui de mes camarades – ne réside pas dans la conduite de la guerre en soi, mais au contraire dans l'éducation de notre jeunesse, afin d'en faire des hommes d'honneur et de braves soldats. Et c'est cette jeunesse qui, par millions, a été vouée à la mort sous notre commandement ».

Et puis il ajouta un mot personnel :

« Mon fils aîné est tombé comme lieutenant d'infanterie à 19 ans ; deux de mes gendres, élevés dans ma maison, sont tombés comme jeunes officiers, mes meilleurs camarades au cours de cette guerre, mon jeune officier d'ordonnance et mon jeune chauffeur, presque tous les fils de mes frères et sœurs sont tombés. Que nous, vieux soldats, ayons entraîné notre jeunesse, qui nous tient à cœur, dans une guerre criminelle, voilà qui dépasse tout ce que l'imagination la plus folle peut supposer les hommes capables de commettre comme bassesse. Il est possible à un homme seul sans famille et sans tradition, et qui est possédé par une croyance fanatique en une mission d'ordre élevé, de dépasser les bornes de la justice humaine. Nous, soldats, du point de vue purement humain, aurions été dans l'impossibilité de le faire. Nous étions incapables de conduire notre jeunesse au crime »¹.

Pourtant, la réalité est toute autre. Non seulement Manstein eut-il connaissance de la nature criminelle de la guerre à l'Est conduite par la Wehrmacht, mais il y participa aussi de son plein gré. En tant que commandant en chef du 56^e corps blindé sur le front de la Baltique, puis de la 11^e armée en Crimée, sa responsabilité dans l'exécution de Juifs, de commissaires politiques et de prisonniers de guerre soviétiques, ainsi que dans la remise au SD, à la police de sécurité ou aux *Einsatzgruppen* d'« éléments jugés indésirables » par le régime national-socialiste, est patente². À l'instar de la grande majorité de ses collègues généraux, Manstein s'est livré à une véritable guerre criminelle en Russie bolchevique, se rendant ainsi coupable d'actions contraire au droit de la guerre.

¹ TMIN, tome XX, p. 668.

² Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 39 et 42-43.

La Wehrmacht et l'Holocauste

Que la guerre à l'Est eût conduit au génocide ne fut pas un hasard car l'invasion de l'Union soviétique fut délibérément conçue comme une guerre d'anéantissement du « judéo-bolchevisme », du système et de ses représentants. En fait, l'éradication du « judéo-bolchevisme » était un objectif central, indissociablement lié à la campagne militaire. En d'autres termes, la conquête d'un espace vital, l'extermination du bolchevisme et l'annihilation des Juifs étaient des objectifs inextricablement liés, des éléments d'une seule et même guerre d'anéantissement. La campagne de Russie était donc une guerre pour la conquête de territoires, un choc d'idéologies et une lutte raciale³. Dès les premiers jours de l'invasion, avec les opérations criminelles et meurtrières des *Einsatzgruppen*, épaulés efficacement et énergiquement par la Wehrmacht, le caractère génocidaire du conflit prenait déjà forme. Il allait très rapidement prendre les proportions d'un vaste programme génocidaire systématique⁴.

Sans commune mesure avec le précédent de la campagne de Pologne, l'étroite coopération entre la SS et la direction de l'armée de terre dans la préparation de l'opération « Barbarossa » permit à la barbarie des *Einsatzgruppen* de se déchaîner dans des proportions jamais connues auparavant. Les généraux de la Wehrmacht firent tout simplement leur l'objectif idéologique du combat contre le « judéo-bolchevisme ». Ils collaborèrent ainsi volontiers avec le SD, lui apportant une aide indispensable, sans laquelle les *Einsatzgruppen* n'auraient pu remplir leur mission avec efficacité sur une aussi grande échelle⁵. D'ailleurs, à l'été 1941, les rapports des différents *Einsatzgruppen*, au sujet de leurs relations avec la Wehrmacht, faisaient état d'une bonne harmonie et, en particulier, d'une excellente compréhension des généraux à l'égard de la nécessité de mesures impitoyables contre les Juifs⁶. « Par dessus tout », indiquait l'un d'entre eux, « on observe dans les cercles de la Wehrmacht un intérêt et une compréhension sans cesse croissants face aux tâches et aux activités de la sûreté [SD]. C'est particulièrement évident lors des exécutions »⁷.

En mars 1941, le SD du SS-Gruppenführer Heydrich avait déjà reçu le feu vert de Hitler pour envoyer les *Einsatzgruppen* dans le sillage des troupes de la Wehrmacht afin de « pacifier » les zones conquises en éliminant les « éléments subversifs ». À la même époque, Hitler avait spécifié qu'il fallait éradiquer l'intelligentsia « judéo-bolchevique ». Le 2 juillet 1941, Heydrich adressa une lettre aux quatre chefs suprêmes de la SS et de la police de sécurité qui venaient d'être désignés pour les zones conquises de l'URSS, dans laquelle il conférait aux *Einsatzgruppen* la mission de liquider, outre les fonctionnaires communistes et tout un éventail d'« éléments extrémistes », « tous les Juifs qui étaient au service du parti

³ Förster, « The German Army... », p. 15 ; Förster, « New Wine in Old Skins ?... », p. 304 et 319.

⁴ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 671-672.

⁵ Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges...*, p. 223-243 ; Streit, *Keine Kameraden...*, p. 109-127.

⁶ Förster, « Securing "Living-Space"... », p. 1205.

⁷ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 677.

et de l'État ». Cependant, Heydrich s'empressa de faire clairement comprendre qu'il convenait de donner l'interprétation la plus large à cette instruction⁸.

Les massacres ne se limitaient donc pas aux Juifs qui étaient cadres du parti communiste ou fonctionnaires. Dans les premières semaines de l'opération « Barbarossa », les actions entreprises par les *Einsatzgruppen* visèrent surtout les Juifs de sexe masculin. Mais à partir du mois d'août 1941, à la suite d'instructions verbales données par le Reichsführer-SS Himmler, chef de la SS, puis par les commandants des divers escadrons de tueurs, les femmes et les enfants furent généralement inclus dans les massacres sous le prétexte qu'ils pouvaient se livrer à de possibles actes de vengeance. Ainsi, l'*Einsatzkommando 3*, qui opérait au sein de l'*Einsatzgruppe A* dans le sillage du groupe d'armées nord, dans le cadre duquel combattait le 56^e corps blindé de Manstein à l'été 1941, liquida 4 239 Juifs dont 135 femmes en juillet, mais 26 243 femmes et 15 112 enfants sur un total de 56 459 Juifs assassinés en septembre 1941. Au total, les quatre *Einsatzgruppen* assassinèrent environ 50 000 Juifs avant la mi-août 1941. L'ampleur des tueries en Russie était déjà beaucoup plus considérable que celles commises en Pologne deux ans auparavant. Mais il ne s'agissait encore que d'un dixième des quelque 500 000 Juifs qui devaient trouver la mort au cours des quatre à sept mois suivants⁹. Durant la guerre, ce sont 2,2 millions de Juifs qui furent liquidés par les *Einsatzgruppen*, le SD et la police de sécurité¹⁰.

Si la plupart des actions meurtrières contre les Juifs des territoires soviétiques occupés étaient menées par les quatre *Einsatzgruppen* qui opéraient sur les arrières immédiats du front, la Wehrmacht se trouvait impliquée à différents niveaux. Non seulement les généraux étaient parfaitement informés des crimes commis par les escadrons de tueurs, mais ces derniers recevaient de l'armée un indispensable soutien logistique. Le nombre d'hommes initialement engagés dans les actions des *Einsatzgruppen*, soit environ 3 000 au total, aurait été insuffisant pour rassembler et puis pour exécuter des Juifs dans une aussi grande proportion, bref pour mettre en œuvre un programme génocidaire de grande ampleur, sans la coopération étroite des unités de la Wehrmacht¹¹.

L'exemple du terrible massacre de Babi Jar perpétré à la périphérie de Kiev, les 29 et 30 septembre 1941, au cours duquel 33 771 Juifs furent exécutés, est à cet égard révélateur. Selon les témoignages et les documents recueillis jusqu'à présent, il appert que les mesures préparant l'assassinat des Juifs de Kiev avaient été décidées en étroite collaboration par la SS et la Wehrmacht. Le commandant militaire de Kiev, le major-général Kurt Eberhard, avait non seulement approuvé l'opération, mais il avait lui-même

⁸ Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges...*, p. 164.

⁹ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 680-681. En avril 1942, les rapports des quatre *Einsatzgruppen* faisaient état de l'exécution d'au moins 461 500 Juifs soviétiques : 229 052 pour l'*Einsatzgruppe A* (en date de février 1942), 45 467 pour l'*Einsatzgruppe B* (en date du 14 novembre 1941), 95 000 pour l'*Einsatzgruppe C* (en date de décembre 1941), et 92 000 pour l'*Einsatzgruppe D* (en date du 4 avril 1942). Streit, « The German Army... », p. 7, 13-14 (note # 31).

¹⁰ Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges...*, p. 621 ; Förster, « The German Army... », p. 22.

¹¹ Pour assurer une plus grande « pacification » des territoires occupés, des bataillons de police supplémentaires furent mis sur pied à partir de la fin du mois de juillet 1941. À la fin de 1941, les membres des escadrons de tueurs étaient onze fois plus nombreux qu'au début de l'opération « Barbarossa ». En juin 1942, ces escadrons comptaient dans leurs rangs 165 000 membres ; en janvier 1943, les effectifs avaient atteint les 300 000. Christopher Browning, *The Path to Genocide. Essays on Launching the Final Solution*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 106.

demandé la mise en œuvre de mesures de représailles contre les Juifs soupçonnés d'être à l'origine d'une série d'explosions à Kiev ayant tué de nombreux soldats allemands, quelques jours auparavant, juste avant que la ville ne tombât devant l'offensive de la 6^e armée du feld-maréchal Reichenau. Avec le soutien énergique des unités de la Wehrmacht, le *Sonderkommando 4a*, attaché à l'*Einsatzgruppe C* en Ukraine, put rafler tous les Juifs de Kiev et les acheminer par petits groupes à la lisière de la ville, là où ils furent ensuite tous fusillés à tour de rôle par des pelotons d'exécution¹². Peu après l'opération, le commandant en chef de l'*Einsatzgruppe C*, le SS-Brigadeführer Dr. Otto Rasch, prodigua des louanges à la 6^e armée pour son étroite collaboration. De son côté, Reichenau rendit hommage au travail du *Sonderkommando 4a* avançant dans le sillage de son armée¹³.

L'application par la Wehrmacht des ordres criminels élaborés par l'OKW et l'OKH et son soutien aux *Einsatzgruppen* la rendait tout autant responsable que ces derniers de la mise en œuvre du génocide des Juifs de l'Europe de l'Est¹⁴. La stratégie de terreur exterminatrice contre la population juive était pleinement acceptée et même encouragée par les autorités militaires. Dès juillet 1941, les *Einsatzgruppen* faisaient l'objet de nombreuses sollicitations de la part de l'armée afin de mener des « actions de nettoyage », nécessaires à la pacification des territoires occupés. Loin d'avoir été ignorées ou réprouvées, les actions meurtrières des *Einsatzgruppen* étaient, au contraire, sollicitées et encouragées par la plupart des haut-gradés de l'armée de terre – y compris Manstein, comme nous le verrons plus loin –, satisfaits de disposer ainsi d'unités auxiliaires redoutablement efficaces dans la mise en œuvre de la répression à l'arrière du front¹⁵. D'ailleurs, le colonel-général Halder ne tarissait pas d'éloges envers les *Einsatzgruppen* : « Pour nous, ces gens valent de l'or »¹⁶.

Les prisonniers de guerre soviétiques

La déposition de Manstein à Nuremberg comportait un autre volet :

« En ce qui concerne le traitement des prisonniers de guerre, dans la mesure où ils relevaient de notre compétence, il faut que je précise avant tout que nous n'éprouvions, en tant que soldats, que du respect vis-à-vis de tout vaillant adversaire et que, par ailleurs, nous savions depuis la Première Guerre mondiale que tout mauvais traitement envers des prisonniers de guerre étrangers a ses répercussions, finalement, contre nos propres soldats. Nous avons donc, par principe, traité les prisonniers de guerre comme nous l'avions appris en tant que soldats, et comme nous devons le faire, ce qui signifie, selon les stipulations de la loi martiale »¹⁷.

¹² Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 115-128 ; Förster, « Securing "Living-Space"... », p. 1207-1208 ; Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges...*, p. 188-189 ; Solchany, « La lente dissipation d'une légende... », p. 342-343.

¹³ Ueberschär et Wette, *Der deutsche Überfall...*, p. 319 ; Streit, *Keine Kameraden...*, p. 110-115.

¹⁴ Hannes Heer, « Killing Fields : The Wehrmacht and the Holocaust in Belorussia, 1941-1942 », dans Hannes Heer et Klaus Naumann (dir.), *War of Extermination...*, p. 55-79, en particulier p. 72-73 ; Jürgen Förster, « Wehrmacht, Krieg und Holocaust », dans Rolf-Dieter Müller et Hans-Erich Volkamann (dir.), *Die Wehrmacht...*, p. 948-963, notamment p. 963 ; Streit, « The German Army... », p. 1-14, en particulier p. 10.

¹⁵ Solchany, « La lente dissipation d'une légende... », p. 343.

¹⁶ Timm C. Richter, « Die Wehrmacht und der Partisanenkrieg », dans Rolf-Dieter Müller et Hans-Erich Volkamann (dir.), *Die Wehrmacht...*, p. 846.

¹⁷ TMIN, tome XX, p. 652.

Bien entendu, cela ne correspondait aucunement à la réalité.

Le caractère inhumain de la Wehrmacht en guerre contre l'ennemi « judéo-bolchevique » s'était également manifesté dans le sort réservé aux prisonniers de guerre soviétiques. À l'exception des Juifs, les prisonniers de guerre soviétiques furent ceux qui subirent le pire destin parmi toutes les victimes de l'Allemagne nazie¹⁸. Au cours de la campagne de Russie, la Wehrmacht captura plus de 5,7 millions de soldats de l'Armée rouge dont 3,3 millions, soit 57,9%, moururent en captivité¹⁹. Des 3 350 000 Soviétiques faits prisonniers au cours de l'année 1941, 1,4 millions étaient déjà morts en décembre 1941. Au 1^{er} février 1942, 2 millions de ces 3 350 000 avaient péri, soit 600 000 depuis décembre 1941 seulement, pour un taux de mortalité d'environ 60%²⁰. Le caractère effroyable du destin des prisonniers de guerre soviétiques prend toute son ampleur lorsqu'on considère que, des 232 000 soldats anglais et américains tombés entre les mains des Allemands durant la guerre, seuls 8 348 périrent, soit 3,6%²¹. À vrai dire, à l'automne 1941, ce n'est pas moins de 8 348 prisonniers soviétiques qui mouraient à chaque jour.

Ce taux de mortalité sans précédent parmi les prisonniers de guerre soviétiques résultait des projets allemands de guerre d'anéantissement élaborés depuis mars 1941. Les soldats de l'Armée rouge capturés par la Wehrmacht n'étaient pas traités comme des camarades. Dans cette guerre à l'Est, les conventions de Genève étaient jugées inapplicables et les commissaires politiques étaient fusillés sans autre forme de procès, tandis que les populations civiles étaient soumises aux représailles les plus cruelles. La mort des soldats de l'Armée rouge faits prisonniers par la Wehrmacht s'expliquait donc par les conceptions idéologiques de la guerre d'anéantissement menée contre la Russie bolchevique.

Après la guerre, les officiers mis en accusation dans le cadre des procès de Nuremberg expliquèrent que cette effroyable hécatombe des prisonniers de guerre soviétiques était un drame regrettable mais inévitable. Selon eux, l'administration militaire aurait été débordée par l'arrivée de nombreuses vagues successives de prisonniers, consécutives aux gigantesques succès militaires allemands de l'été et de l'automne 1941. N'ayant pas prévu que les masses de prisonniers pussent prendre de telles proportions, il lui aurait été impossible de les nourrir convenablement, soutinrent-ils²². Appelé à témoigner à Nuremberg, Manstein déclara que lors des grandes batailles d'encerclement de 1941, il avait été impossible aux armées allemandes d'emporter avec elles les vivres nécessaires pour assurer la subsistance de plusieurs centaines de milliers de prisonniers²³.

¹⁸ Christian Streit, « Soviet Prisoners of War in the Hands of the Wehrmacht », dans Hannes Heer et Klaus Naumann (dir.), *War of Extermination...*, p. 80 ; Streit, *Keine Kameraden...*, p. 131.

¹⁹ Streit, « Soviet Prisoners of War... », p. 80-81 ; Streit, *Keine Kameraden...*, p. 10 ; Förster, « The German Army... », p. 21.

²⁰ Rolf-Dieter Müller, « The Failure of the Economic "Blitzkrieg" Strategy », dans Horst Boog, Jürgen Förster, Joachim Hoffmann, Ernst Klink, Rolf-Dieter Müller et Gerd Rolf Ueberschär (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 4 : *The Attack on the Soviet Union...*, p. 1173 et 1176-1177 ; Solchany, « La lente dissipation d'une légende... », p. 344.

²¹ Streit, « Soviet Prisoners of War... », p. 81 ; Streit, *Keine Kameraden...*, p. 293.

²² Streit, « Soviet Prisoners of War... », p. 81 ; Solchany, « La lente dissipation d'une légende... », p. 344.

²³ TMIN, tome XX, p. 652-653.

La prise en charge d'un nombre considérable de prisonniers était pourtant prévisible, ne serait-ce qu'en raison de la stratégie de guerre éclair mise en œuvre contre l'URSS. Mais les rations alimentaires accordées aux prisonniers étaient très en dessous du niveau minimum d'existence. Malgré la multiplication des rapports sur les conditions effroyables qui régnaient dans les camps de prisonniers, le lieutenant-général Eduard Wagner, chef de l'intendance de Halder, ordonna, le 21 octobre 1941, une diminution des rations attribuées aux prisonniers détenus dans les territoires occupés et contrôlés directement par la Wehrmacht. Les soldats soviétiques détenus par l'armée allemande étaient donc délibérément réduits à la famine et laissés en plein air, sans abri, condamnés à mourir, pendant le terrible hiver glacial et neigeux de 1941-1942. De fait, au terme d'épuisants transferts vers l'arrière, au cours desquels ils risquaient d'être abattus au bord de la route s'ils ne parvenaient pas à suivre ou bien de périr de froid lorsqu'ils étaient transportés sur des wagons à ciel ouvert en plein hiver, les prisonniers soviétiques étaient parqués dans des camps qui n'étaient la plupart du temps que de simples terrains à ciel ouvert entourés de barbelés. Sous-alimentés et exposés directement aux intempéries de l'automne, puis aux rigueurs de l'hiver, ils mouraient massivement de faim, de froid ou de maladies, telles que la dysenterie ou le typhus. Ce sort terrible était pourtant accepté sciemment par les dirigeants militaires²⁴.

Dire que la Wehrmacht n'était pas préparée à accueillir des masses de prisonniers dont elle n'avait pas prévu l'ampleur, c'est donc manquer l'essentiel. Si aucune disposition n'avait été prise en ce sens, c'était en raison d'un double choix : celui de donner la priorité absolue au ravitaillement du Reich et celui de ne pas utiliser, pour des raisons politiques et raciales, les prisonniers de l'Armée rouge dans l'économie allemande. Ce double choix condamnait à la mort une grande partie des captifs. Toutefois, la décision d'annuler le second choix, à la fin de l'automne 1941, le prolongement de la guerre rendant indispensable toute la main-d'œuvre disponible, accrut sensiblement les chances de survie des prisonniers de guerre aptes au travail²⁵. Il va sans dire néanmoins que ce traitement criminel réservé aux prisonniers de guerre soviétiques par la très grande majorité des unités de la Wehrmacht contribua sans conteste au développement de la situation dans laquelle la Solution Finale des Juifs devint possible²⁶.

L'« ordre sur les commissaires »

Une violation encore plus flagrante du droit international fut l'exécution des commissaires politiques de l'Armée rouge non pas parce qu'ils étaient soupçonnés d'actes de résistance, mais plutôt en raison de leurs fonctions de représentants du parti communiste dans les rangs de l'armée soviétique. Selon les études les plus exhaustives sur le sujet, non seulement l'« ordre sur les commissaires » n'aurait pas été ignoré, contrairement à ce que Manstein et bon nombre de ses camarades généraux ont laissé entendre

²⁴ Solchany, « La lente dissipation d'une légende... », p. 344-345. Voir aussi Streit, « Soviet Prisoners of War... », p. 81-83.

²⁵ *Ibid.*, p. 81-82, 87-88.

²⁶ Streit, « The German Army... », p. 2 ; Streit, « Soviet Prisoners of War... », p. 86.

après la guerre, mais il fut appliqué avec zèle par toutes les unités de la Wehrmacht²⁷. Manifestement, l'ensemble des officiers considérait comme le Führer que les commissaires politiques n'étaient pas de véritables soldats et qu'il fallait les liquider, parce qu'ils étaient les exécutants des volontés du parti communiste au sein de l'Armée rouge et, par conséquent, les représentants de la vision du monde « judéo-bolchevique ».

Reconnaissables par un insigne spécial sur leur uniforme, de nombreux commissaires politiques furent fusillés dans les premières semaines de l'opération « Barbarossa ». Après avoir été informés des mesures qui les visaient, les commissaires politiques eurent tôt fait d'enlever leur insigne. Le 17 juillet 1941, l'OKH autorisa les *Einsatzgruppen*, le SD et la police de sécurité à pénétrer dans les camps situés en Allemagne, en Pologne occupée et dans les territoires soviétiques conquis afin de sélectionner parmi les prisonniers les « éléments politiques intolérables » à exécuter. Élargie, trois mois plus tard, soit le 7 octobre, aux zones contrôlées par l'armée de terre, cette mesure avait pour objectif de faciliter l'identification des commissaires politiques. Cependant, les procédures de sélection dans les camps de prisonniers ne se limitaient pas aux seuls fonctionnaires du parti, mais concernaient également tous les Juifs²⁸. Il est donc probable que la plupart des commissaires politiques ne furent pas exécutés au front, mais dans les divers camps de prisonniers²⁹.

Entre juin 1941 et mai 1944, de 580 000 à 600 000 prisonniers furent remis immédiatement au SD, aux *Einsatzgruppen* ou à la police de sécurité et fusillés sur-le-champ³⁰. Ceux qui survécurent à la sélection initiale furent condamnés à succomber un peu plus tard à la faim, à l'épuisement, au froid et aux épidémies. Un nombre indéterminé, mais probablement considérable, de soldats de l'Armée rouge furent exécutés par les soldats de la Wehrmacht après leur capture, avant même d'avoir été comptabilisés comme prisonniers. À ces meurtres de prisonniers de guerre, s'ajouta l'exécution des ennemis politiques et biologiques du Reich, qualifiés pour la plupart de « partisans », sans grands efforts pour distinguer les véritables partisans des suspects politiques et des Juifs. Cet euphémisme servait, en fait, à couvrir de gigantesques massacres de militaires désarmés et de civils sans défense³¹.

L'écart considérable entre le nombre de « partisans », de « guérilleros », de « bandits », de « saboteurs » ou d'« hommes de l'Armée rouge » abattus et celui des pertes allemandes qui apparaît dans bien des rapports est la marque distinctive de la guerre sans pitié que les autorités allemandes, dont les

²⁷ S'appuyant sur le journal de Halder du 1^{er} août et du 21 septembre 1941, Streit soutient qu'une seule unité sur le front de l'Est n'aurait pas appliqué l'« ordre sur les commissaires », soit la 17^e division blindée du lieutenant-général Hans-Jürgen von Arnim. Streit, *Keine Kameraden...*, p. 83-87. Cependant, Förster et Krausnick affirment que des rapports de la 17^e division blindée concernant l'exécution de commissaires politiques en août et en septembre 1941 prouveraient bel et bien la culpabilité des troupes de Arnim dans l'application de l'« ordre sur les commissaires ». Förster, « Securing "Living-Space"... », p. 1226 ; Förster, « The German Army... », p. 23 ; Krausnick, « Kommissarbefehl... », p. 734-735, en particulier la note # 261 sur les rapports de la 17^e division blindée attestant l'exécution de quelques 26 commissaires politiques pour la période du 17 août au 26 septembre 1941.

²⁸ Förster, « Securing "Living-Space"... », p. 1228-1230 ; Förster, « The German Army... », p. 20-21 ; Solchany, « La lente dissipation d'une légende... », p. 345 ; Streit, « The German Army... », p. 4-7 ; Streit, « Soviet Prisoners of War... », p. 85-86.

²⁹ Krausnick, « Kommissarbefehl... », p. 736.

³⁰ Streit, *Keine Kameraden...*, p. 105 ; Streit, « The German Army... », p. 7 ; Bartov, *L'Armée d'Hitler...*, p. 126 ; Förster, « Securing "Living-Space"... », p. 1231 ; Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 337.

³¹ Bartov, *L'Armée d'Hitler...*, p. 126-127.

unités de la Wehrmacht, menaient contre les civils soupçonnés de représenter une menace pour l'occupant allemand. Par exemple, la 707^e division d'infanterie, sous le commandement de la Wehrmacht en Biélorussie, rapportait avoir fusillé 10 431 « prisonniers » sur 10 949 pris lors de « combats avec les partisans », et ce, en un seul mois, soit entre le 10 octobre et le 11 novembre 1941. Du côté allemand, l'opération avait coûté la vie à deux soldats seulement. Pour sa part, la 285^e division d'infanterie déclarait avoir abattu, entre le 22 juin et le 31 décembre 1941, environ 1 500 « partisans, civils ou hommes de l'Armée rouge ». Au terme de l'opération, ses propres pertes ne s'élevaient qu'à 7 morts³². Ces chiffres ne concernent que deux des nombreuses opérations « anti-partisans » qui, en réalité, étaient souvent de purs et simples massacres de civils désarmés. En mars 1942, les autorités militaires rapportaient l'exécution de 63 257 partisans depuis le début de la campagne pour 638 tués allemands. La faiblesse des pertes allemandes démontrait que la plupart des partisans étaient des civils et qu'ils n'avaient pas été tués au combat³³. Puisque le terme de « partisans » ne désignait pas uniquement les participants à la résistance, active ou passive, mais aussi tous les individus qui appartenaient aux catégories politiques et raciales « indésirables », la guerre à l'Est offrit aux responsables militaires allemands la possibilité de mettre en œuvre la politique d'élimination raciale et politique du régime nazi³⁴.

Il n'est guère étonnant que Manstein ait soutenu dans ses mémoires, à l'instar de plusieurs de ses compagnons d'armes, avoir refusé d'exécuter l'« ordre sur les commissaires » :

« Mais, si l'on pouvait avoir des doutes sur leur statut, il n'en répugnait pas moins aux sentiments de tout soldat de les fusiller sans autre forme de procès après les avoir capturés. Un tel ordre était contraire à l'esprit militaire. Non seulement son exécution entacherait l'honneur de la troupe, mais elle compromettrait aussi son moral. Je me vis donc contraint d'annoncer à mes supérieurs qu'il ne serait pas appliqué dans les limites de mon commandement. J'étais là-dessus parfaitement d'accord avec mes grands subordonnés et il ne le fut effectivement pas. Il va de soi que mes supérieurs partageaient mon sentiment »³⁵.

À Nuremberg, questionné à ce sujet, Manstein déclara ne pas avoir obéi à l'« ordre sur les commissaires » :

« Ce fut le premier cas de conflit entre l'obligation d'obéir et ma conception de soldat. J'aurais dû, en fait, obéir ; mais je me suis dit qu'en qualité de soldat, je ne pouvais coopérer à de tels actes. Et, aussi bien au commandant en chef du groupe d'armées, dont je relevais, qu'au chef du groupe de blindés, j'ai fait savoir que je n'exécuterais pas un tel ordre, contraire à l'honneur militaire. En pratique, l'ordre n'a pas été exécuté. Mes divisionnaires qui, indépendamment de moi, avaient reçu cet ordre du Reich, partageaient cette opinion avec moi »³⁶.

Pourtant, l'exécution de l'« ordre sur les commissaires » fut l'un des crimes dont Manstein, en tant que commandant en chef du 56^e corps blindé, puis de la 11^e armée, fut déclaré coupable à son procès. Très

³² Förster, « Securing "Living-Space"... », p. 1218.

³³ Hannes Heer, « The Logic of the War of Extermination : The Wehrmacht and the Anti-Partisan War », dans Hannes Heer et Klaus Naumann (dir.), *War of Extermination...*, p. 97.

³⁴ Bartov, *L'Armée d'Hitler...*, p. 127 et 139.

³⁵ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 176-177.

³⁶ TMIN, tome XX, p. 650. Lors de son procès à Hambourg, il réitéra avoir refusé d'appliquer l'« ordre sur les commissaires », en évoquant sensiblement les mêmes arguments. Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 341. Voir aussi Leverkuhn, *Verteidigung Manstein...*, p. 11-12, 25 et 31.

tôt, dès les premiers temps de l'opération « Barbarossa », Franz Walter Stahlecker, chef de l'*Einsatzgruppe A*, qui opérait dans le sillage du groupe d'armées nord du feld-maréchal Leeb, faisait état de ses « relations harmonieuses » avec le 4^e groupe de Panzer du colonel-général Hoepner, auquel étaient rattaché le 56^e corps blindé du général Manstein et le 41^e corps blindé du général Reinhardt³⁷. Le 10 juillet 1941, le 4^e groupe de Panzer rapportait l'exécution de 101 commissaires politiques pour la période du 22 juin au 8 juillet³⁸. Près de deux semaines plus tard, il annonçait avoir liquidé 172 commissaires politiques en date du 19 juillet, et ce, depuis le début de la campagne³⁹. D'autres rapports similaires suivirent au cours des semaines suivantes. D'ailleurs, l'application de l'« ordre sur les commissaires » par le groupe d'armées nord et, en particulier, par le 4^e groupe de Panzer, fut clairement démontrée à Nuremberg⁴⁰.

De toute évidence, le corps blindé de Manstein ne s'était pas comporté différemment des autres unités de la Wehrmacht. Et la situation ne changea guère après que Manstein eut pris le commandement de la 11^e armée en Crimée où l'exécution des commissaires politiques de l'Armée rouge se poursuivit⁴¹. Dans ses mémoires, il assura que l'« ordre sur les commissaires » ne fut pas appliqué par la 11^e armée durant la période où il en exerça le commandement. Cependant, il ressentit la nécessité d'apporter une précision : « Les quelques commissaires qui furent quand même fusillés, n'avaient pas été pris au combat, mais dans la zone de l'arrière où ils étaient chefs ou organisateurs de partisans. Ils furent alors traités selon le droit de la guerre »⁴². Bien entendu, cette affirmation relève de la pure fantaisie, car elle ne correspond aucunement à la réalité.

D'emblée, il est important de préciser que ni Manstein ni aucun autre commandant sur le front de l'Est ne pouvait réellement interdire à ses troupes l'exécution d'un ordre provenant directement du Führer. Certes, il pouvait exprimer au haut commandement son mécontentement au sujet d'une directive de Hitler et faire connaître à ses subordonnés son désir qu'elle ne fût pas appliquée, mais il ne pouvait guère l'interdire formellement. Par conséquent, qu'il fût d'accord ou pas avec l'« ordre sur les commissaires », Manstein était tenu de le transmettre à ses troupes.

Cela dit, tout indique qu'il fut totalement indifférent au sort des commissaires politiques, ne serait-ce qu'en raison de sa haine viscérale pour le système soviétique. Il savait fort bien qu'il ne pouvait faire carrière au sein d'un régime sans se compromettre avec ses politiques. Manifestement, le fait d'avoir satisfait à son devoir d'obéissance en transmettant cet ordre à ses soldats lui suffisait amplement, tandis

³⁷ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 200.

³⁸ NOKW 1674. Voir aussi Krausnick, « Kommissarbefehl... », p. 733 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 201 ; Jörg Friedrich, *Das Gesetz des Krieges. Das deutsche Heer in Rußland 1941 bis 1945. Der Prozeß gegen das Oberkommando der Wehrmacht*, Munich / Zürich, Piper, 1993, p. 600.

³⁹ Krausnick, « Kommissarbefehl... », p. 733 (note # 257).

⁴⁰ Friedrich, *Das Gesetz des Krieges...*, p. 596.

⁴¹ Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 340-341 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 205 ; Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 146 ; Friedrich, *Das Gesetz des Krieges...*, p. 596-601. Voir aussi Engert Jürgen, *Soldaten für Hitler*, Reinbeck, Rowohlt Taschenbuch Verlag, 1999, p. 158.

⁴² Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 177.

que les conséquences qui pouvaient en découler ne l'intéressaient guère⁴³. Par crainte d'être relevé de son poste, il préféra fermer les yeux sur la liquidation des commissaires politiques et s'occuper des questions purement militaires⁴⁴.

À Nuremberg, on demanda au général Wöhler, chef d'état-major de la 11^e armée, quelles avaient été les mesures prises par le feld-maréchal Manstein, son commandant en chef, pour empêcher l'application de l'« ordre sur les commissaires » par ses subalternes et les unités qui lui étaient subordonnées :

« Quelles mesures a-t-il prises, je ne le sais pas. À vrai dire, je n'ai rencontré aucune mesure dans ce domaine, car la question concernant l'« ordre sur les commissaires » est avant tout une affaire qui relève incontestablement du commandant en chef et non du chef [d'état-major]. Si j'ai été amené à faire quelque chose, dont je ne peux me rappeler, alors je l'ai fait sur l'ordre du commandant en chef. Mais je ne le sais plus »⁴⁵.

À la lumière de cette réponse de Wöhler, on peut avancer que Manstein ne prit effectivement aucune mesure pour empêcher l'exécution des commissaires politiques dans la zone opérationnelle relevant de son commandement. De toute façon, le principe de la hiérarchie militaire ne permettait pas le recours à des mesures pour interdire l'application d'un ordre venant d'échelons supérieurs. Sachant que le haut commandement de l'armée de terre était à la fois l'auteur et l'inspirateur de l'« ordre sur les commissaires » et que celui-ci recevait l'assentiment du chef suprême de la Wehrmacht, c'est-à-dire de Hitler lui-même, s'y opposer fermement pouvait valoir à un commandant sa destitution ou même sa mise à l'écart.

Manstein n'est pas le seul à avoir menti, après la guerre, au sujet de l'attitude qu'il avait adoptée à propos de l'« ordre sur les commissaires ». Le colonel-général Guderian, commandant en chef du 2^e groupe de Panzer dans le secteur central du front de l'Est, soutint dans ses mémoires n'avoir jamais reçu le sinistre « ordre sur les commissaires »⁴⁶. Pourtant, son groupe de Panzer rapporta, à la fin d'octobre 1941, avoir exécuté 183 commissaires politiques depuis le début de la campagne⁴⁷. Qui plus est, six jours après le déclenchement de l'opération « Barbarossa », le général Lemelsen, commandant en chef du 47^e corps de Panzer, qui appartenait au 2^e groupe de Panzer de Guderian, rappela à ses hommes les instructions criminelles de l'« ordre des commissaires » : « L'instruction du Führer appelle à des mesures impitoyables contre le bolchevisme (commissaires politiques) et les partisans quels qu'ils soient ! Ceux qui ont été, sans doute possible, identifiés comme tels doivent être sélectionnés et fusillés uniquement sur ordre d'un officier »⁴⁸. Voilà qui contredit l'affirmation de Guderian et en établit la fausseté.

⁴³ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 202, 207, 210 et 211.

⁴⁴ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 195.

⁴⁵ Friedrich, *Das Gesetz des Krieges...*, p. 597. Voir aussi Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 211.

⁴⁶ Guderian, *Panzer Leader...*, p. 152.

⁴⁷ Förster, « The German Army... », p. 23. Voir aussi Krausnick, « Kommissarbefehl... », p. 734.

⁴⁸ Bartov, *L'Armée d'Hitler...*, p. 130.

Les partisans et la « brutalisation » de la guerre à l'Est

L'invasion de l'URSS par la Wehrmacht, ayant pour but de mettre un espace vital à la disposition du peuple allemand, fut dès le début non seulement une guerre d'extermination, mais aussi une entreprise d'asservissement et de pillage sans précédent. Les autorités civiles et militaires allemandes organisèrent donc l'exploitation impitoyable des territoires occupés pour répondre aux besoins des troupes d'occupation et pour mettre les Allemands du Reich à l'abri de toute disette que pouvait provoquer la guerre⁴⁹. À la veille du conflit, il était donc clair aux yeux des responsables civils et militaires du III^e Reich que l'Union soviétique occupée était condamnée à la malnutrition car le pillage des ressources alimentaires des territoires conquis devait permettre de nourrir la Wehrmacht et la population allemande du Reich⁵⁰. Ils savaient que cette politique entraînerait la famine et la mort de millions de Russes⁵¹. Mais pour la plupart d'entre eux, ce n'était qu'un effet secondaire fort regrettable des mesures adoptées. Les formations combattantes de la Wehrmacht sur le front soviétique avaient ainsi reçu l'ordre de vivre sur les territoires occupés sans se soucier des conséquences de cette politique sur la vie des habitants. L'indifférence témoignée par Göring à l'égard des rapports sur la pénurie alimentaire était sans doute représentative de celle de nombreux commandants à qui il demandait de poursuivre l'exploitation brutale des territoires occupés : « Il m'est indifférent que vous me disiez que vos gens [les Russes] meurent de faim. Ils peuvent mourir, du moment qu'aucun Allemand ne meurt de faim »⁵².

Y eut-il un général allemand, un seul, pour protester contre cette condamnation à mort réfléchie et délibérée de millions d'être humains? Aucun document concernant la spoliation de l'Union soviétique ne mentionne une réaction quelconque de qui ce soit, et en tout cas pas de Manstein. Cependant, quelques-uns comprirent, avec le prolongement inattendu de la campagne de Russie, que cette politique ne laissait pas le choix aux civils soviétiques et les forçait à résister de toutes leurs forces face à un envahisseur qui ne leur apportait que la souffrance et la mort. Le développement des activités des partisans n'était donc que le corollaire logique de l'application d'une politique d'asservissement et de pillage aux conséquences extrêmement tragiques pour les populations soviétiques occupées⁵³. En mai 1942, l'« ordre des commissaires » allait finalement être annulé. Manifestement, les généraux semblaient avoir compris que les exécutions et les mauvais traitements infligés aux prisonniers de guerre renforçaient la résistance de l'ennemi et que l'Allemagne avait besoin de la main-d'œuvre russe. Mais, malgré son abrogation, il continua d'être appliqué sur le terrain, d'autant plus que les autres points du « décret Barbarossa » restèrent en vigueur jusqu'à la fin de la guerre. Cela s'explique sans doute par le conditionnement idéologique des

⁴⁹ *Ibid.*, p. 112.

⁵⁰ Solchany, « La lente dissipation d'une légende... », p. 344 ; Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 131-132.

⁵¹ Müller, « The Failure of the Economic... », p. 1177 ; Streit, « Soviet Prisoners of War... », p. 81-82.

⁵² Bartov, *L'Armée d'Hitler...*, p. 115.

⁵³ *Ibid.*, p. 112-113.

soldats et le manque de détermination des officiers à faire respecter leur volonté lorsqu'il s'agissait d'épargner des vies russes⁵⁴.

Cependant, les atrocités ne se limitaient pas aux actions de la Wehrmacht. Du côté soviétique, Staline se remit suffisamment du traumatisme de l'invasion allemande pour proclamer, le 3 juillet 1941, que le conflit n'était pas une guerre ordinaire, mais une « grande guerre patriotique » contre l'envahisseur. Il était nécessaire, déclara-t-il, de former des bandes de partisans pour organiser une résistance efficace dans le cadre d'une lutte sans merci⁵⁵. Il va sans dire que la peur réciproque d'être fait prisonnier eut tôt fait d'accroître les actes de barbarie sur le front de l'Est, même si elle ne fut pas la cause première de cette « brutalisation » de la guerre. La force motrice en fut la volonté des dirigeants du régime national-socialiste d'éradiquer brutalement et sauvagement le « judéo-bolchevisme ». La réaction de Hitler au discours de Staline était révélatrice. À son entourage, il confia que la proclamation d'une guerre de partisans avait l'avantage de permettre l'extermination de ceux qui se mettraient en travers du chemin⁵⁶. La guerre à l'Est fut donc exactement la lutte sauvage pour la survie qu'il avait annoncée. D'autant plus que le développement des activités des partisans entraîna des représailles de plus en plus barbares et aveugles de la Wehrmacht⁵⁷.

En réponse aux instructions de Staline de former des bandes de partisans, le feld-maréchal Brauchitsch, commandant en chef de l'OKH, donna, le 25 juillet 1941, un ordre sur « le traitement des ennemis civils et des prisonniers de guerre russes dans la zone arrière de l'armée ». Combinant des mesures préventives et punitives, cet ordre était fondé sur des motifs militaires et idéologiques. Il stipulait que la sécurité du soldat allemand se trouvait en danger, particulièrement dans les « régions purement russes », en raison de la vaste étendue de la zone des opérations, ainsi que de la « perfidie et de la particularité de l'ennemi bolchevique ». Une pacification rapide était essentielle pour pouvoir dominer et exploiter les territoires conquis. Mais pour l'accomplir, « toute forme de menace provenant de la population civile ennemie » devait être brutalement étouffée. Puisque les Russes avaient été habitués depuis longtemps à être dirigés brutalement par leurs autorités, tout comportement indulgent de la part des Allemands ne pouvait que leur apparaître comme une forme de faiblesse, ne manquant pas de compromettre la sécurité des troupes. Le feld-maréchal Brauchitsch appela à des mesures collectives draconiennes en guise de représailles à toute forme de résistance passive ou à des cas de sabotage dans lesquels les coupables n'auraient pas été identifiés immédiatement. Exécutions sommaires et destructions de localités, telles devaient être les mesures punitives à adopter.

En outre, les soldats soviétiques qui s'étaient retrouvés coupés de leur unité durant les combats devaient être considérés, qu'ils fussent en uniforme ou en tenue civile, comme une menace potentielle pour

⁵⁴ *Ibid.*, p. 131-133.

⁵⁵ Irving, *Hitler's War...*, p. 286-287 ; Förster, « Securing "Living-Space"... », p. 1196.

⁵⁶ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 582 ; Förster, « Securing "Living-Space"... », p. 1196-1197 ; Förster, « The German Army... », p. 24 ; Streit, « The German Army... », p. 9.

⁵⁷ Bartov, *L'Armée d'Hitler...*, p. 113.

la pacification du territoire occupé. Une annonce publique devait être émise afin de leur enjoindre de se rapporter à la Wehrmacht à une date déterminée. Une fois cette date expirée, ces traînants devaient être considérés comme des guérilleros et fusillés, même s'ils n'avaient pas pris part à des actes de sabotage. De plus, tout acte de soutien ou d'aide apporté aux partisans ou traînants par la population civile devait être puni de la mort. Enfin, tous les « éléments suspects » qui semblaient dangereux, tant par leur caractère que par leur attitude, devaient être remis aux *Einsatzgruppen*, au SD ou à la police de la sécurité, et ce, même s'ils n'avaient commis aucune offense⁵⁸.

Avec cet ordre, il ne faisait plus aucun doute que la guerre menée par la Wehrmacht en sol soviétique en était une d'extermination qui n'avait guère d'équivalent dans l'histoire de l'humanité. La nécessité de prendre des mesures collectives implacables contre des membres appartenant à des groupes spécifiques ou des innocents ne pouvait s'expliquer seulement par le besoin des troupes d'accroître leur sécurité à l'arrière de leur zone opérationnelle. En fait, il ne fait aucun doute que de telles mesures reposaient sur des considérations avant tout idéologiques, car les représailles allaient bien au-delà de ce qui était nécessaire. Bien qu'il soit compréhensible que les actes de sabotage provoquaient la colère des troupes, celles-ci n'avaient pas pour autant à se donner le droit d'infliger des représailles à des communautés entières simplement parce qu'elles se trouvaient à proximité de l'endroit où ces actes de sabotages s'étaient produits. Elles n'étaient justifiées à fusiller des civils que si leur culpabilité en tant que saboteurs reposait sur des preuves irréfutables⁵⁹.

L'ordre de Manstein du 20 novembre 1941 ou la nécessité d'éradiquer le « judéo-bolchevisme »

Au cours de l'opération « Barbarossa », plusieurs commandants d'armée de premier plan, tels que Reichenau, Hoth et Manstein, au lieu d'essayer de modérer la brutalité de leurs soldats, jugèrent qu'ils montraient trop de mansuétude à l'égard de l'ennemi. Ils s'efforcèrent donc de leur inculquer une meilleure compréhension de la politique de répression radicale, jugée essentielle à la victoire dans une guerre mettant aux prises deux idéologies antagonistes, et de les convaincre de la nécessité d'y participer activement. Pour cela, ils s'appliquèrent notamment à leur faire comprendre que les manifestations de résistance étaient essentiellement dues aux Juifs et aux bolcheviques, qu'il convenait de traiter avec la plus grande sévérité. En effet, selon eux, le développement des actions de partisans, pourtant la conséquence directe des ordres criminels de la Wehrmacht, requérait des mesures brutales et impitoyables contre les Juifs et les bolcheviques, qu'ils considéraient comme étant les principaux instigateurs de la résistance soviétique à l'égard de la Wehrmacht⁶⁰. Ainsi, durant les mois de l'automne 1941, ils é mirent des décrets qui se

⁵⁸ Förster, « Securing "Living-Space"... », p. 1198-1199.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 1201.

⁶⁰ Streit, « The German Army... », p. 8-9 ; Heer, « Killing Fields... », p. 64-68.

faisaient directement l'écho de l'ordre du Führer du 30 mars 1941 et qui témoignaient une fois de plus de l'alliance idéologique entre la direction de la Wehrmacht et le régime national-socialiste⁶¹.

Le 12 septembre 1941, le chef de l'état-major général de l'OKW, le feld-maréchal Keitel, donna la directive suivante : « La lutte contre le bolchevisme exige une action rigoureuse, implacable et énergique, surtout contre les Juifs, principaux fourriers du bolchevisme »⁶². D'autres hauts responsables militaires allèrent cependant encore plus loin dans leur exhortation, jugeant sans doute insuffisamment ferme la directive de Keitel.

Le 10 octobre 1941, le très nazi feld-maréchal Reichenau, commandant en chef de la 6^e armée, qui opérait sur le front du groupe d'armées sud, donna à ses troupes un ordre qui était libellé dans les termes suivants :

« Au sujet de la conduite de la troupe à l'égard du système bolchevique subsistent beaucoup d'idées confuses. Le but essentiel de la campagne contre le système judéo-bolchevique est la destruction totale de ses instruments de domination et l'élimination de l'influence asiatique sur la sphère européenne. Il en découle pour la troupe des devoirs qui vont au-delà du comportement militaire traditionnel au sens étroit. À l'Est, le soldat n'est pas seulement un combattant selon les règles de la guerre, mais aussi le représentant d'une idée nationale implacable et le vengeur de toutes les bestialités infligées au peuple allemand et à ceux qui lui sont apparentés. En conséquence, le soldat doit avoir une parfaite compréhension de la nécessité d'infliger un châtiment sévère mais juste aux sous-hommes juifs. Ce châtiment a aussi pour but d'étouffer dans l'œuf les rébellions à l'arrière de la Wehrmacht qui sont toujours préparées par les Juifs comme le prouve l'expérience ».

Et de conclure : « C'est seulement ainsi que nous accomplirons notre devoir historique qui est de libérer, une fois pour toutes, le peuple allemand de la menace judéo-asiatique »⁶³.

Loin d'être un cas isolé au sein du corps des officiers, le feld-maréchal Reichenau exprimait une vision idéologique de la guerre à l'Est qui était partagée par la plupart de ses camarades. D'ailleurs, nombreux furent les officiers supérieurs qui non seulement étaient d'accord avec lui à propos de son ordre, mais qui s'empressèrent de le transmettre aussitôt à leurs propres troupes⁶⁴. Ainsi, l'ordre du commandant en chef de la 6^e armée fut bientôt connu par toutes les unités déployées sur le front de l'Est. En outre, à peine une semaine après qu'il fût signé, le feld-maréchal Rundstedt, commandant en chef du groupe d'armées sud, diffusa l'ordre à la 11^e armée du général Manstein, à la 17^e armée du colonel-général Hoth, au 1^{er} groupe de Panzer du colonel-général Kleist et à toutes les unités de réserve à l'arrière des armées du groupe sud⁶⁵. Il y annexa une lettre d'accompagnement dans laquelle il suggérait à ses commandants de promulguer des directives analogues à celles de Reichenau qu'il approuvait entièrement⁶⁶. En effet, non seulement Rundstedt avait-il distribué l'ordre de Reichenau, mais il avait aussi écrit sur le document : « Je

⁶¹ Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 100.

⁶² Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 677.

⁶³ Streit, *Keine Kameraden...*, p. 115 ; Förster, « Securing "Living-Space"... », p. 1211-1212 ; Bartov, *L'Armée d'Hitler...*, p. 188 ; Ueberschär et Wette (dir.), *Der deutsche Überfall...*, p. 285.

⁶⁴ Förster, « Securing "Living-Space"... », p. 1212-1213.

⁶⁵ Streit, *Keine Kameraden...*, p. 115.

⁶⁶ Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges...*, p. 260.

souscrit pleinement à son contenu »⁶⁷. Le 28 octobre 1941, le chef de l'intendance au sein de l'OKH, le lieutenant-général Wagner, informa tous les commandants des groupes d'armées et d'armée de l'ordre de Reichenau et leur demanda d'émettre à leur tour des instructions similaires. L'ordre du commandant en chef de la 6^e armée servit ainsi de modèle à bien d'autres généraux de la Wehrmacht. Il fut également particulièrement apprécié par Hitler lui-même qui qualifia l'initiative de Reichenau d'« excellente »⁶⁸.

Au début de novembre 1941, une visite de Reichenau à ses unités le convainquit toutefois que son ordre concernant « la conduite des troupes à l'Est » n'était pas encore suffisamment clair pour ses hommes. Il chargea alors ses subalternes de s'assurer que tous les soldats comprennent bien de quoi il en retournait et qu'ils sachent tout particulièrement « pourquoi les mesures qui sont prises à l'Est ne sont pas applicables dans les pays civilisés »⁶⁹. Les historiens ont donc entièrement raison d'attirer l'attention sur les différences entre la conduite de la guerre à l'Est et à l'Ouest⁷⁰.

La détérioration de la situation opérationnelle de la Wehrmacht depuis le début de la campagne et l'accroissement des activités des groupes de partisans figurent parmi les raisons qui peuvent être avancées en guise d'explication de l'ordre donné par Reichenau à ses troupes. Mais le facteur décisif de la diffusion de cet ordre fut l'acceptation presque unanime au sein du corps des officiers du concept d'une guerre idéologique contre le « judéo-bolchevisme ». La destruction physique des Juifs de l'Europe de l'Est se justifiait ainsi comme une mesure de châtement. Dans ce contexte, le lien présumé entre la juiverie et les partisans fournissait simplement une justification supplémentaire⁷¹.

Ayant remplacé le général Stülpnagel à la tête de la 17^e armée, le 5 octobre 1941, le colonel-général Hoth était persuadé que la campagne à l'Est devait être menée à terme d'une manière très différente de celle qui avait régné contre la France. Dans un ordre sur « la conduite des soldats allemands à l'Est », donné le 17 novembre 1941, il allait encore plus loin que Reichenau, en présentant une analyse beaucoup plus détaillée du contexte historique et idéologique de la guerre. Il aboutissait toutefois à la même conclusion : ce n'est qu'en exterminant des ennemis de race inférieure et, de surcroît, « moralement dépravés » que la Wehrmacht sauverait la culture européenne et, en particulier, germanique, menacée par la « barbarie asiatique » incarnée par le « judéo-bolchevisme ».

Il parlait ainsi de deux idéologies par nature inconciliables :

« Il nous est apparu de plus en plus clairement cet été, qu'ici, à l'Est, s'affrontent des visions profondément inconciliables : le sentiment de l'honneur et de la race des Allemands, et une tradition militaire (*Soldatentum*) séculaire, contre un mode de pensée asiatique et des instincts primitifs, excités par un petit nombre d'intellectuels, juifs pour la plupart : la peur du knout, le mépris des valeurs morales, le nivellement par le bas, le dédain de la vie individuelle jugée sans

⁶⁷ Telford Taylor, *Procureur à Nuremberg*, Paris, Seuil, 1995, p. 536 (note # 13).

⁶⁸ Förster, « Securing "Living-Space"... », p. 1213 ; Streit, *Keine Kameraden...*, p. 115 ; Streit, « The German Army... », p. 7.

⁶⁹ Förster, « Securing "Living-Space"... », p. 1213.

⁷⁰ L'historien Ernst Nolte distingue « la guerre européenne normale » à l'Ouest de la guerre contre l'Union soviétique, qu'il qualifie de « la guerre de conquête, d'asservissement et d'annihilation la plus monstrueuse » des temps modernes. Ernst Nolte, *Der Faschismus in seiner Epoche : Die Aktion française. Der italienische Faschismus. Der Nationalsozialismus*, Munich / Zurich, Piper, 1979, p. 463.

⁷¹ Förster, « Securing "Living-Space"... », p. 1211.

valeur. Plus que jamais nous sommes habités par la pensée d'une ère nouvelle, dans laquelle la direction de l'Europe est confiée au peuple allemand en vertu de la supériorité de sa race et de ses accomplissements. Notre mission est évidente, c'est de sauver la culture européenne de l'avancée de la barbarie asiatique. Nous savons maintenant que nous devons nous battre contre un adversaire acharné et tenace. Ce combat ne peut se terminer que par la destruction de l'un ou de l'autre des combattants ; il n'y a pas de compromis ».

Il poursuivait en précisant que « l'Armée rouge avait bestialement assassiné des soldats allemands ». Par conséquent, toute « sympathie et indulgence à l'égard de la population étaient complètement déplacées ». De ce fait, il appelait les soldats à comprendre « la nécessité de mesures sévères contre les éléments étrangers à la nation et à la race ». D'une manière encore plus résolue que Reichenau, Hoth justifiait les mesures d'extermination des Juifs, en insistant sur leur culpabilité dans le sort de l'Allemagne après la Première Guerre mondiale. L'anéantissement des Juifs, que le commandant en chef de la 17^e armée décrivait comme le « support spirituel du bolchevisme, les représentants de leur organisation meurtrière, les auxiliaires des partisans », obéissait à la règle de « la préservation de soi-même ». Et il concluait finalement en ces termes : « La Russie n'est pas un État européen, mais asiatique. Chaque pas que nous faisons dans ce pays malheureux, réduit à la servitude, nous montre cette différence. L'Europe et, en particulier, l'Allemagne doivent être à jamais libérées de cette pression et des forces destructrices du bolchevisme »⁷².

Le 20 novembre 1941, le général Manstein, commandant en chef de la 11^e armée, ressentit également la nécessité d'expliquer plus en détail à ses troupes les objectifs de la guerre contre l'Union soviétique, ainsi que de leur annoncer sa position à l'égard de l'annihilation des Juifs de l'Europe de l'Est. Reprenant certaines des formules de Reichenau, il en donna une vision personnelle, mais cependant nettement plus radicale :

« Depuis le 22 juin, le peuple allemand mène une lutte à mort contre le système bolchevique. Cette guerre, à elle seule, contre la force armée soviétique, n'est pas menée selon la norme établie par les règles de la guerre européenne. Derrière le front aussi, la lutte continue et des partisans vêtus en civils, des francs-tireurs, attaquent les soldats isolés et les petites unités ; ils essaient de couper notre ravitaillement par les sabotages, les mines et les machines infernales ».

Il poursuivait en laissant sous-entendre que la responsabilité de la guerre d'anéantissement qui se déroulait à l'Est incombait à un régime soviétique dominé par les Juifs :

« La juiverie sert donc d'intermédiaire entre l'ennemi à l'arrière et le reste des forces de l'Armée rouge encore combattantes. Plus fortement encore qu'en Europe, elle occupe toutes les positions clés de la direction de la politique et de l'administration, du commerce et de l'artisanat, et forme le noyau de tous les troubles et des émeutes possibles ».

Il décrivait alors l'objectif de la guerre à l'Est :

« Il faut que le régime judéo-bolchevique soit extirpé une fois pour toutes. Il ne doit plus jamais intervenir dans notre espace vital européen. C'est pourquoi le soldat allemand a le devoir, non seulement d'écraser le potentiel militaire de ce régime, mais il doit aussi se poser en défenseur

⁷² Streit, *Keine Kameraden...*, p. 116-117 ; Förster, « Securing "Living-Space"... », p. 1214-1215 ; Bartov, *L'Armée d'Hitler...*, p. 189-190.

d'une conception raciale et en vengeur de toutes les cruautés qui ont été perpétrées contre lui et le peuple allemand ».

La double mission qu'il assignait à ses soldats était donc sensiblement la même que celle prescrite précédemment par Reichenau et Hoth à leurs troupes respectives.

Le commandant en chef de la 11^e armée critiquait ensuite ses troupes pour leur manque de fermeté, voire même leur négligence à l'égard de la lutte menée par les bolcheviques à l'arrière du front, de même que la distribution de denrées alimentaires à des Soviétiques qui ne s'étaient pas mis au service de la Wehrmacht :

« La lutte derrière les lignes n'a pas encore été menée assez sérieusement. La coopération active de tous les soldats doit être exigée pour désarmer la population, pour le contrôle et l'arrestation des rôdeurs, civils et militaires, et la disparition du symbole bolcheviste. Tout sabotage doit être puni immédiatement par les mesures les plus sévères et tous les indices en devront être dénoncés. La situation alimentaire de la patrie exige que la troupe tire sa subsistance, dans la plus large mesure, des ressources du pays et qu'en outre de larges approvisionnements puissent être mis à la disposition de la patrie. C'est surtout dans les villes ennemies qu'une large partie de la population devra souffrir de la faim. Malgré tout, rien de ce que la patrie donne, en se privant, ne devra être distribué à la population et aux prisonniers, à moins qu'ils ne soient au service de la Wehrmacht ».

Tout comme Reichenau et Hoth, Manstein exhortait ses soldats à comprendre la nécessité du sévère châtement infligé aux Juifs, représentant spirituel de la terreur bolchevique :

« Le soldat devra se montrer conscient de la dure expiation infligée au judaïsme, détenteur spirituel de la terreur bolchevique : elle est aussi indispensable pour étouffer dans l'œuf toutes les émeutes qui sont, pour la plupart, imputables aux Juifs. Il appartiendra aux chefs de tous grades de maintenir constamment vivante la signification de la lutte présente. Il y aura lieu d'éviter que, par manque d'idées, la lutte bolchevique soit facilitée en arrière du front ».

Enfin, il exigeait de ses troupes un traitement équitable des éléments non bolcheviques de la population. Cependant, si ceux-ci refusaient de prendre part à la lutte contre le bolchevisme, ils devaient y être contraints par des moyens appropriés :

« En ce qui concerne les Ukrainiens, les Russes et les Tartares qui ne sont pas bolcheviques, il faudra qu'ils se convertissent à l'ordre nouveau. La passivité de nombreux éléments soi-disant anti-bolcheviques doit faire place à une résolution non équivoque de collaboration active contre le bolchevisme. Si elle ne se manifeste pas, elle devra être obtenue de force par des mesures adéquates »⁷³.

Au titre de la lutte contre les partisans, Manstein et ses compagnons d'armes Reichenau et Hoth ont donc joué, de leur propre initiative, un rôle majeur dans la mise en œuvre du génocide des Juifs en Europe orientale. Un rôle majeur qui s'inscrivait dans le contexte plus général de la guerre d'anéantissement planifiée par l'État hitlérien et dont la Wehrmacht était partie prenante. Commandants de premier plan sur le front de l'Est, Manstein, Reichenau et Hoth invoquaient la guerre contre les partisans pour justifier le sort impitoyable réservé aux Juifs. En assimilant les Juifs aux partisans ou en voyant en eux leur principale source de soutien, ils enjoignaient ainsi à leurs soldats de recourir à des mesures

⁷³ BA-MA, RH 20-11 / 519. Voir aussi TMIN, tome XX, p. 684-685 ; Förster, « Securing "Living-Space"... », p. 1215-1216 ; Wallach, « Feldmarschall Erich von Manstein... », p. 462-464 ; Ueberschär et Wette (dir.), *Der deutsche Überfall...*, p. 289.

brutales et implacables contre ceux-ci⁷⁴. En d'autres termes, ils incitaient leurs troupes à liquider les Juifs des territoires occupés qu'ils tenaient responsables de toutes les manifestations de résistance. « Où il y a un partisan, il y a un Juif ; où il y a un Juif, il y a un partisan », disait-on tant dans la Wehrmacht qu'au SD pour légitimer l'extermination des Juifs des territoires occupés⁷⁵. Par conséquent, le terme « partisan » servait à désigner tous les civils jugés indignes de vivre par l'armée allemande, que ce fût en raison de leurs actes de résistance ou bien de leur appartenance politique ou raciale⁷⁶.

Le général Hans Röttiger, chef d'état-major de la 4^e armée, puis de la 4^e armée de Panzer sur le front de l'Est en 1942-1943, confirma cette affirmation en déclarant à Nuremberg, en novembre 1945, avoir finalement compris que la guerre contre les partisans dans les territoires occupés avait été utilisée par les autorités allemandes à titre de prétexte afin de favoriser « une liquidation impitoyable des Juifs et de tous les autres éléments indésirables »⁷⁷.

Ainsi, Manstein, Reichenau, Hoth et plusieurs autres officiers de haut-rang ne se contentèrent pas seulement de cautionner le programme d'élimination des individus qui appartenaient aux catégories politiques et raciales indésirables pour le Reich allemand, ils l'encouragèrent aussi avec énergie. L'élément central que l'on retrouvait dans l'argumentation de ces généraux était que l'attaque de la Russie bolchevique n'avait été qu'une mesure préventive destinée à contrecarrer l'invasion imminente de la « barbarie asiatique » menée par le « judéo-bolchevisme », dont l'objectif était de ravager l'Europe et de détruire sa civilisation. C'est en raison de cette terrible menace que les mesures les plus impitoyables devaient être prises pour extirper le pilier de l'ordre soviétique, c'est-à-dire les communistes et les Juifs. La logique de cette argumentation consistait donc à faire endosser la responsabilité de la politique criminelle de l'Allemagne à l'Est par ses victimes⁷⁸.

Il va sans dire que la croyance en une conjuration mondiale dirigée par les Juifs était fort répandue au sein du corps des officiers de la Wehrmacht et nombreux furent ceux qui manifestèrent des marques d'approbation à l'endroit du Führer qui avait su déclencher à temps le grand combat contre l'ennemi « judéo-bolchevique », accusé de menacer l'existence de l'Allemagne. Les décrets respectifs de Reichenau, de Hoth et de Manstein en sont de bons exemples. Jusqu'aux derniers mois de la guerre, Hitler semble avoir bénéficié d'un crédit important auprès de ses officiers supérieurs⁷⁹.

La haine des Juifs était déjà présente au sein de l'armée du Kaiser. En effet, le haut commandement impérial, dirigé par le feld-maréchal Hindenburg et le général Ludendorff, n'avait pas hésité à organiser, en octobre 1916, soit en pleine guerre mondiale, un recensement de tous les Juifs

⁷⁴ Streit, *Keine Kameraden...*, p. 125 ; Streit, « The German Army... », p. 9.

⁷⁵ Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges...*, p. 248. Voir aussi Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 130-131.

⁷⁶ Bartov, *L'Armée d'Hitler...*, p. 134-135 et 139.

⁷⁷ Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 205 ; Messerschmidt, « Forward Defense... », p. 382 ; Messerschmidt, « The Wehrmacht... », p. 736 ; Förster, « The German Army... », p. 23-24. À Nuremberg, lorsqu'on lui demanda s'il avait su que la guerre contre les partisans avait pour but d'exterminer les Juifs et les Slaves, Manstein répondit par un non catégorique. TMIN, tome XX, p. 656.

⁷⁸ Bartov, *L'Armée d'Hitler...*, p. 190.

⁷⁹ Solchany, « La lente dissipation d'une légende... », p. 351.

servant sous les drapeaux⁸⁰. Ensuite, il avait conçu certains plans, à la même époque, selon lesquels les Juifs devaient être déplacés (*verpflanzt*) et tenus à l'écart d'une large zone-frontière séparant la Russie polonaise du Reich allemand⁸¹

Pourtant, les études démontrent que les Juifs allemands n'avaient pas été des patriotes moins ardents que les autres Allemands. Dans les années 1914-1918, vivaient en Allemagne environ 500 000 citoyens juifs. De ceux-ci, quelque 100 000 combattirent dans les rangs de l'armée allemande, en tant que soldats, sous-officiers ou officiers, et 12 000 tombèrent au combat. Qu'ils firent preuve de bravoure, de courage et d'esprit de sacrifice, cela ne fait aucun doute, puisque 35 000 d'entre eux reçurent des décorations militaires, de la croix de fer à la plus haute des distinctions, soit celle de l'ordre Pour le Mérite. Qui plus est, plusieurs servirent dans l'armée en tant que volontaires. Malgré cela, l'antisémitisme demeurait profondément ancré dans l'armée et reposait sur des préjugés qui associaient les Juifs au pacifisme, au socialisme, au communisme et à l'internationalisme, éléments qui allaient évidemment à l'encontre de la vision du monde du corps des officiers prussiens, dont les fondements reposaient sur des valeurs antilibérales et antidémocratiques, celles de la monarchie prussienne, du militarisme, de l'autoritarisme et du nationalisme d'origine conservatrice⁸².

L'antisémitisme de bien des officiers s'était ensuite nourri du traumatisme des années troubles d'après-guerre au cours desquels l'imaginaire du « judéo-bolchevisme » avait acquis force de dogme. La défaite militaire, la chute de l'Empire des Hohenzollern, l'avènement de la République de Weimar et les révolutions communistes du mouvement spartakiste étaient autant d'événements attribués aux Juifs, conviction renforcée par la légende du « coup poignard dans le dos » qui aurait été asséné à l'armée et à l'Empire, entre autres, par les principaux représentants du bolchevisme, c'est-à-dire les Juifs⁸³. Que le Juif démocrate Matthias Erzberger eût signé au nom de son pays l'armistice de Rethondes, puis accepté le traité de Versailles, ne fit que consolider cette légende.

Violemment antisémite et croyant dur comme fer à la thèse d'une conspiration internationale juive aspirant à la domination mondiale au moyen de coups d'État révolutionnaires, comme en Russie en 1917, ou en Allemagne en 1918-1919, le général Ludendorff mettait en garde les Allemands, en 1919, contre « la pensée défaitiste, pacifiste et internationaliste de la juiverie et du Vatican », qui cherchait à « détruire l'héritage racial des Allemands et leur caractère national ». À cet égard, l'antisémitisme de Ludendorff n'était guère différent de celui affiché par Hitler. Aussi, ce n'est pas un hasard que l'ancien général en chef de la Première Guerre mondiale se soit joint à Hitler lorsque celui-ci tenta de renverser la République de Weimar, le 9 novembre 1923, par un putsch à Munich. Dans un livre qu'il publia cette même année sous le titre *La conduite de la guerre et la politique (Kriegführung und Politik)*, Ludendorff mentionnait que

⁸⁰ *Ibid.*, p. 348 ; Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 44-46.

⁸¹ Martin Kitchen, *The Silent Dictatorship. The Politics of the German High Command under Hindenburg and Ludendorff, 1916-1918*, Londres, Croom Helm, 1976, p. 142, 194 et 211.

⁸² Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 40-44.

⁸³ Heer, « Killing Fields... », p. 67.

l'Allemagne se devait d'être épurée de tous ses éléments juifs (*Judenrein*) avant d'entreprendre la prochaine guerre. La politique raciale hitlérienne des années 1933 à 1939 allait ainsi tout à fait dans le sens de la conception antisémite exposée par Ludendorff et partagée par un bon nombre d'officiers supérieurs de la Wehrmacht⁸⁴.

La politique antisémite du régime national-socialiste n'avait, de ce fait, guère suscité de réactions négatives au sein du corps des officiers, bien au contraire. Nombreux étaient les généraux qui se félicitaient de l'épuration des éléments juifs de l'armée. Que l'interdiction du mariage avec des femmes non-aryennes n'eût suscité que de rares protestations, montrait combien le développement de l'antisémitisme au sein de l'armée, après l'avènement de Hitler au pouvoir, était autant l'aboutissement d'un processus endogène que l'intériorisation des présupposés de la politique antisémite mise en œuvre par le régime hitlérien⁸⁵.

Un homme comme le colonel-général Fritsch, pour lequel Manstein et de nombreux autres officiers avaient énormément d'estime, était un antisémite fanatique dans la lignée d'un Ludendorff. Moins d'un an après avoir été destitué de ses fonctions de commandant en chef de l'armée de terre, en raison de basses calomnies, et quelques semaines seulement après le pogrome de la « Nuit de cristal », il pouvait écrire :

« Il est vraiment curieux que tant de gens considèrent l'avenir avec une inquiétude croissante, en dépit des succès indiscutables remportés par le Führer au cours des années passées [...]. Peu après la [Première] Guerre mondiale, j'arrivai à la conclusion qu'il nous fallait remporter trois batailles, si l'Allemagne devait retrouver sa puissance : 1) la bataille contre la classe ouvrière – Hitler l'a gagnée ; 2) contre l'Église catholique ou, pour dire peut-être mieux, contre l'ultramontanisme ; 3) et contre les Juifs. Nous sommes au beau milieu de ces batailles et celle contre les Juifs est la plus difficile. J'espère que tout le monde voit clairement les difficultés de cette entreprise »⁸⁶.

De tels propos auraient facilement obtenu l'assentiment de nombreux officiers et sans aucun doute de Manstein lui-même. De fait, Fritsch n'avait-il pas été, en quelque sorte, un père spirituel pour Manstein et bien d'autres officiers qui avaient servi directement sous ses ordres au sein du haut commandement de l'armée de terre ?

Plus intéressant encore, est le point de vue sur la position et l'importance des Juifs en Union soviétique que donna Manstein lors de son procès tenu à Hambourg en 1949. Il y justifiait les mesures préventives prises par la Wehrmacht contre les Juifs qu'il associait, comme dans la rhétorique nazie, aux bandes de partisans :

« J'étais d'avis qu'il y avait un lien direct entre le système bolchevique et la juiverie. On trouvait les Juifs en grand nombre dans les positions importantes, non seulement dans les milieux politiques et économiques. À l'occasion de mes visites rendues à l'Armée rouge en Russie, je me souviens d'avoir rencontré des Juifs dans les plus hauts rangs et postes de commandement. Les Juifs étaient nombreux à se trouver parmi les bandes de partisans et de saboteurs [...]. Je ne nie pas que la politique national-socialiste avait incité les Juifs à la révolte contre nous. Cependant, il était naturel

⁸⁴ Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 49-50.

⁸⁵ Solchany, « La lente dissipation d'une légende... », p. 348.

⁸⁶ Nicolas Reynold, « Der Fritsch-Brief vom 11. Dezember 1938 », *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, no. 28 (1980), p. 358-371, ici p. 362-363 et 370. Voir aussi Bartov, *L'Armée d'Hitler...*, p. 186.

pour nous de prendre des mesures préventives afin de les empêcher de pouvoir traduire leur haine en actes »⁸⁷.

Sans être aussi violemment antisémite que Blomberg, Fritsch, Brauchitsch, Halder, Kùchler, Hoepner ou Reichenau, par exemple, Manstein n'en était pas moins convaincu de la nécessité d'infliger un sévère châtement aux Juifs, comme représentant spirituel de la terreur bolchevique, soutien principal des partisans dans les territoires occupés et responsable de tous les malheurs subis par le peuple allemand dans l'après-guerre. Ainsi, tant dans son propre décret que dans celui de Reichenau ou de Hoth, on pouvait déceler le traumatisme national de la révolution de novembre 1918 dont le « judéo-bolchevisme » était tenu pour responsable⁸⁸. De toute évidence, Manstein était un produit du corps des officiers prussiens pour lesquels l'antiparlementarisme, l'antimarxisme, l'antislavisme et l'antisémitisme étaient au cœur de la vision du monde. Non seulement avait-il été toute sa vie au contact de cette vision du monde, mais il l'avait manifestement fait sienne.

Ce contexte fait mieux comprendre les motivations qui générèrent le comportement criminel de toute une caste militaire sur le front de l'Est. La multiplicité des ordres criminels formulés tant par l'OKH ou l'OKW qu'au niveau des armées ou des divisions étaient moins des concessions à l'air du temps que le reflet de convictions racistes, antislavistes, antisémites et antibolcheviques profondément enracinées. Le mépris racial de l'ennemi « judéo-bolchevique » était sans conteste le fondement de la vision du monde des officiers allemands en URSS⁸⁹. Il va sans dire que l'archaïsme des contrées traversées – routes non asphaltées, absence d'électricité, d'eau courante ou d'égouts, pauvreté extrême des campagnes – les confirmait davantage dans leurs préjugés raciaux selon lesquels les Slaves et les Juifs étaient des races de sous-hommes sales, bestiaux et inaptes à l'organisation sociale⁹⁰.

De même, les généraux de la Wehrmacht acceptaient pleinement la propagande national-socialiste concernant le peuple soviétique, en particulier sa rhétorique selon laquelle les Juifs étaient les principaux représentants du communisme, ainsi que les principaux responsables du développement de la résistance. Par conséquent, ils n'opposèrent aucune résistance à l'idée de mener une guerre raciale en Union soviétique, avec pour objectif l'annihilation de l'ennemi ou, à tout le moins, de ses cadres dirigeants⁹¹. Ainsi, pas un seul officier supérieur de l'armée allemande ne s'opposa à la liquidation des Juifs d'Europe de l'Est, d'autant plus qu'elle était considérée par Manstein et ses compagnons d'armes comme une mesure préventive visant à tuer dans l'œuf la formation de réservoirs de partisans avant même que ceux-ci ne deviennent actifs⁹².

⁸⁷ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 243. À ce propos, voir aussi Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 345 ; Friedrich, *Das Gesetz des Krieges...*, p. 656-657.

⁸⁸ Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 101.

⁸⁹ Solchany, « La lente dissipation d'une légende... », p. 348-349 ; Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 51-52.

⁹⁰ Solchany, « La lente dissipation d'une légende... », p. 351.

⁹¹ Wolfgang J. Mommsen, « Introduction », dans Gerhard J. Hirschfeld (dir.), *The Policies of Genocide...*, p. xii.

⁹² Irving, *Hitler's War...*, p. 326-327.

Pour ces diverses raisons, on ne peut que rejeter l'opinion de certains historiens selon laquelle les ordres criminels de Manstein, de Reichenau et de Hoth n'étaient en fait que de la pure propagande à laquelle leurs auteurs respectifs ne croyaient guère⁹³. Que ces ordres criminels n'aient eu pour but, selon d'autres interprétations, que de prévenir toute résistance des soldats au génocide des Juifs et de renforcer la collaboration étroite de leurs troupes avec le SD et les *Einsatzgruppen* dans l'intérêt commun de « pacifier » et de sécuriser les territoires occupés, ne diminue en rien la responsabilité de ces trois commandants d'armée dans la guerre criminelle à l'Est et, en particulier, dans l'Holocauste⁹⁴.

Les mesures impitoyables de Manstein, de Reichenau et de Hoth à l'égard des populations civiles de l'Union soviétique peuvent-elles s'expliquer également par une négation très rigide du droit des peuples à se soulever contre l'occupant ? Il est vrai que la tradition de la *Kriegsnotwendigkeit* (nécessité de guerre) héritée de l'armée impériale avait généré une vision stéréotypée des partisans considérés comme des criminels d'une rare fourberie, qu'il convenait de traiter avec la plus grande dureté. Cette vision répulsive des partisans, dont la constitution remontait aux conflits précédents, notamment en France en 1870-1871 et en Belgique en 1914, accentua sans conteste la portée de la vision idéologique et raciste des populations civiles soumises à l'occupation allemande qui fut à l'œuvre dès la conquête de la Pologne et prit toute sa dimension destructrice en Russie occupée⁹⁵. Nul doute que Manstein, Reichenau et Hoth cherchèrent par une politique de terreur à étouffer les germes de tout soulèvement contre l'occupant allemand⁹⁶. Mais cela ne justifiait en rien les mesures de représailles arbitraires auxquelles ils faisaient appel dans leur ordre criminel respectif et qui reposaient essentiellement sur l'argumentation idéologiquement raciste. Il va sans dire que ce prétexte n'avait évidemment pour but que de justifier leur extermination.

Il est cependant intéressant de noter qu'à l'instar de la plupart des officiers de haut-rang de la Wehrmacht, Manstein faisait une claire distinction entre les Juifs d'Europe de l'Est et les Allemands dont au moins un des grands-parents était juif, les *Mischlinge* (métis). D'ailleurs, en 1934, n'avait-il pas pris la défense des militaires allemands de descendance juive, s'opposant ainsi aux mesures aryennes introduites dans l'armée ? Bien qu'il fût un partisan déclaré du Führer, du régime national-socialiste et de ses politiques raciales, le feld-maréchal Reichenau n'en était pas moins lui aussi sympathique à la cause des *Mischlinge* servant au sein de l'armée allemande, venant même en aide à certains d'entre eux lors des années précédant le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale.

Tout comme la grande majorité des généraux haut-gradés, Manstein et Reichenau ne mettaient pas sur un pied d'égalité les *Mischlinge* et les Juifs. Pour eux, débarrasser l'Allemagne des Juifs, comme le disait le colonel-général Fritsch, en décembre 1938, était un objectif primordial. Toutefois, ils étaient disposés à faire des exceptions pour les *Mischlinge* qu'ils considéraient comme de simples compagnons

⁹³ Voir par exemple Friedrich, *Das Gesetz des Krieges...*, p. 425-430.

⁹⁴ Heer, « Killig Fields... », p. 65.

⁹⁵ Solchany, « La lente dissipation d'une légende... », p. 349.

⁹⁶ Friedrich, *Das Gesetz des Krieges...*, p. 427-430.

d'armes. Ni Manstein, après n'avoir reçu aucune réponse pour sa protestation de 1934 contre les mesures aryennes, ni Reichenau, après un dernier effort, en 1938, pour aider un *Mischling*, n'entreprirent d'autres démarches pour prévenir la persécution des *Mischlinge*. Au contraire, leurs décrets respectifs de l'automne 1941 contribuèrent plutôt à sanctionner la mort de milliers de Juifs innocents, diminuant, par le fait même, la portée de leurs actions bienveillantes pour quelques *Mischlinge* dans les années trente. S'ils étaient d'avis que certains *Mischlinge* devaient être sauvés, du moins ceux portant l'uniforme de l'armée allemande, ils étaient néanmoins d'accord sur le fait que les Juifs devaient être exterminés, notamment ceux de l'Europe de l'Est qui étaient communistes, slaves ou asiatiques. On ne doit pas perdre de vue que le Führer lui-même vint en aide à des *Mischlinge*, et ce, au moment même où il ordonnait l'extermination des Juifs. Après tout, quelque 150 000 *Mischlinge* servirent dans la Wehrmacht durant la guerre⁹⁷. Au sein des hauts commandements, ce ne sont pas moins de 77 officiers de haut-rang dont 25 généraux qui furent déclarés « aryens » par Hitler lui-même. Parmi eux, l'un des plus connus fut sans aucun doute le feld-maréchal Milch, inspecteur général et chef du développement de la Luftwaffe, considéré comme étant tout simplement indispensable⁹⁸.

Si les décrets de généraux de haut-rang, tels que ceux émis par Manstein, Reichenau et Hoth furent influents au sein des troupes, il y en eut d'autres. Même s'ils furent très rares et ne reçurent aucun appui dans l'armée, quelques commandants demandaient à ce que leurs soldats se montrassent davantage indulgents à l'égard de la population ennemie. L'un d'eux, le général Eberhard von Mackensen, commandant en chef du 3^e corps motorisé, donna, le 24 novembre 1941, un ordre significativement différent de ceux diffusés précédemment par Manstein, Reichenau et Hoth.

Il demandait lui aussi des mesures brutales et implacables à l'endroit des résistants, mais il spécifiait qu'il ne fallait pas pour autant considérer comme des ennemis tous ceux qui avaient l'air de bolcheviques. Il déclarait ensuite que le comportement de la Wehrmacht et des organismes du parti nazi à l'arrière du front avait contribué à renforcer l'hostilité de la population soviétique à l'égard de la présence allemande. Par conséquent, les civils et les prisonniers de guerre devaient être traités de manière juste et impartiale. Si les ressources du pays devaient être mises à la disposition de la Wehrmacht et du Reich allemand, il ne fallait pas néanmoins considérer la population comme un « objet d'exploitation ». Elle était au contraire un « membre nécessaire pour l'économie européenne ». Le soldat allemand devait alors se comporter à l'égard de l'ennemi de la même manière qu'il aimerait lui-même être traité par celui-ci dans l'éventualité où il se retrouverait dans la situation inverse. Seule une bonne attitude convaincrat « la population, qui est habituée à être mal traitée par l'Armée rouge, de la supériorité de notre armée et de notre population », concluait-il⁹⁹.

⁹⁷ Rigg, *Hitler's Jewish Soldiers...*, p. 268-269. Pour la distinction que faisait Manstein entre, d'une part, les Juifs étrangers et, d'autre part, les soldats et les officiers allemands d'origine juive, voir aussi Mitcham, *Hitler's Field Marshals...*, p. 250-251.

⁹⁸ Bryan Mark Rigg, « Riggs Liste. Warum gehorchten Soldaten jüdischer Herkunft einem Regime, das ihre Familien umbrachte » ? *Die Zeit*, no. 15 (4 avril 1997), p. 11. Voir aussi Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 86.

⁹⁹ Förster, « Securing "Living-Space"... », p. 1216.

Mackensen tenait à ce que la Wehrmacht ne se livrât pas à des actions criminelles arbitraires contre la population civile qui pourraient nuire gravement à sa réputation et, de ce fait, dresser encore davantage l'ennemi contre l'occupant. Si son ordre paraissait en retrait dans sa sévérité par rapport à ceux de Manstein, de Reichenau et de Hoth afin d'éviter les excès trop criants et de ne pas s'aliéner complètement la population des territoires occupés, la tonalité d'ensemble de la politique mise en œuvre demeurerait néanmoins fondamentalement répressive. L'action concrète de Mackensen resta le fait d'une minorité, de cas isolés car à aucun moment les échelons supérieurs de la hiérarchie militaire et la plupart des commandants sur le front de l'Est n'envisagèrent un quelconque adoucissement de la politique adoptée à l'encontre de la population civile occupée. La Wehrmacht et, tout particulièrement, ses instances dirigeantes – le cercle des hauts responsables de l'OKW et de l'OKH, ainsi que les officiers de rang élevé placés à la tête des armées allemandes – avaient bien été un élément moteur de la stratégie de terreur déployée en Russie occupée¹⁰⁰.

La conception idéologique et raciste de la guerre à l'Est mise de l'avant par Manstein dans son décret tend à faire de lui un véritable officier nazi, car rien ne l'aurait empêché d'émettre un ordre similaire à celui de Mackensen. L'argument selon lequel Manstein n'aurait pas eu le choix de promulguer un ordre intimant à ses troupes d'avoir recours aux mesures les plus rigoureuses contre les Juifs et les éléments bolcheviques, parce que l'OKH avait demandé à ses commandants du front de l'Est de donner des directives similaires à celles de Reichenau, ne tient donc pas la route¹⁰¹. D'autant plus que Mackensen ne fut pas sanctionné. Manstein ne pouvait ignorer que son ordre laissait à ses troupes carte blanche pour assassiner tous les éléments jugés indésirables par le Reich. Étant donné que des ordres analogues avaient déjà été émis par d'autres généraux de haut-rang, l'impression qu'avait le soldat allemand de disposer désormais d'un véritable permis de tuer arbitrairement ne pouvait qu'être renforcée.

À Nuremberg, lorsqu'on l'interrogea au sujet de l'ordre de Reichenau du 10 octobre 1941, Manstein donna cette version des faits : « Cet ordre, sur le désir de Hitler, nous a été envoyé pour ainsi dire comme modèle ; moi-même, je l'ai refusé et ne m'en suis jamais servi pour la transmission des miens. J'ignore si quelque autre commandant en chef l'a pris en considération ». On lui demanda ensuite ce qu'il avait fait lorsqu'il lui fut suggéré d'émettre un ordre analogue à celui de Reichenau. « On ne me l'a pas proposé, nous ne le reçûmes que comme émanant de Hitler, comme modèle. Je n'en ai tenu aucun compte et je considérais de tels ordres comme absolument déplacés. Je voulais continuer la lutte en soldat et pas autrement ». La poursuite présenta alors un document daté du 20 novembre 1941 et signé par Manstein lui-même qui prouvait hors de tout doute que celui-ci avait bel et bien distribué à ses troupes un manifeste antisémite très similaire à celui émis par Reichenau quelques semaines auparavant.

¹⁰⁰ Solchany, « La lente dissipation d'une légende... », p. 349-350 ; Streit, *Keine Kameraden...*, p. 119-121 ; Streit, « The German Army... », p. 6-7.

¹⁰¹ Paget, *Manstein...*, p. 165-167.

Manstein affirma sans conviction n'avoir aucun souvenir de ce document, mais reconnut qu'il portait sa signature. Sa crédibilité venait de voler en éclats : « Je dois dire que cet ordre m'était complètement sorti de la mémoire. D'après la signature [...], je dois admettre que l'ordre est exact et que c'est moi qui l'ai donné ». Il serait pour le moins étonnant qu'il eût oublié un ordre d'une telle importance, ne serait-ce qu'en raison de la très vaste mémoire dont il fit montre dans son autobiographie, notamment pour les événements pittoresques de la guerre¹⁰². « Mais je voudrais souligner que s'il est dit ici : "le régime doit être anéanti..." cela signifie l'extermination du système bolchevique et non celle des hommes ». On peut mettre en doute cependant que ses soldats eussent vraiment compris cette subtilité. Lorsqu'on lui demanda s'il n'était pas exact que son ordre fut rédigé dans l'intention que ses troupes l'accomplissent et qu'ils éprouvent de la sympathie pour la tâche des *Einsatzkommandos* chargés de l'extermination des Juifs, Manstein ne se fit guère plus convaincant : « Non, il n'est nullement question que j'aie jamais, même entre les lignes, voulu inciter ma troupe à coopérer à de telles méthodes »¹⁰³.

Au-delà de sa vision du monde et de la guerre à l'Est radicalement idéologique et raciste, il se peut aussi que son ordre du 20 novembre 1941 fut motivé, dans une certaine mesure, par le désir d'obtenir les faveurs du Führer. À cette époque, il savait fort bien que la guerre à l'Est se poursuivrait bien au-delà de 1941. De plus, il n'ignorait pas que les jours du feld-maréchal Brauchitsch en tant que commandant en chef de l'OKH étaient comptés, en raison de l'échec patent de l'opération « Barbarossa » et d'incessantes altercations avec le Führer au sujet de la conduite des opérations militaires. Il devait également soupçonner que le colonel-général Halder, chef d'état-major général de l'OKH, se retrouvait lui aussi, pour les mêmes raisons que Brauchitsch, dans une position très incertaine. Ainsi, en démontrant avec ardeur une vision du monde et de la guerre à l'Est des plus national-socialistes, il espérait peut-être que le Führer ferait appel à ses services à titre de commandant en chef ou bien de chef d'état-major général de l'armée de terre. C'est peut-être de cette façon qu'il espérait réaliser le rêve de toute sa carrière militaire, celui d'être nommé à la tête de l'armée allemande¹⁰⁴.

Manstein et les crimes de guerre de la 11^e armée en Crimée

Lors de son procès tenu à Hambourg, en 1949, Manstein fut déclaré non coupable relativement à la question de l'extermination des Juifs. Pourtant, son ordre du 20 novembre 1941 était suffisamment compromettant pour prouver sa culpabilité¹⁰⁵. En outre, les arguments qu'il présenta pour sa défense étaient grossièrement erronés. Par exemple, il déclara n'avoir pratiquement rien su, au cours de la guerre,

¹⁰² Par exemple, on trouve dans le chapitre sur la campagne de France une longue description détaillée d'un château dans lequel se trouvait la fabrique de liqueur de réputation mondiale Cointreau. Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 148-149.

¹⁰³ TMIN, tome XX, p. 683, 686 et 688.

¹⁰⁴ À ce sujet, voir notamment Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 199-200 ; Syring, « Erich von Manstein... », p. 337 ; Mitcham, *Hitler's Field Marshals...*, p. 251.

¹⁰⁵ Wallach, « Feldmarschall Erich von Manstein... », p. 464-465.

des *Einsatzgruppen*, si ce n'est qu'ils avaient une mission politique qui concernait, entre autres, la surveillance de la population des territoires occupés¹⁰⁶. Cette affirmation n'était guère différente de son témoignage à Nuremberg, trois ans auparavant, sur le même sujet :

« En ce qui concerne les tâches des *Einsatzgruppen* je savais seulement qu'elles étaient prévues pour préparer l'administration politique, c'est-à-dire en vue d'une surveillance politique de la population des territoires occupés de l'Est, qu'elles travaillaient d'après les instructions spéciales de Himmler et sous sa responsabilité. [...] Cette organisation des *Einsatzgruppen*, telle qu'elle m'apparaît aujourd'hui clairement, ne m'a pas été claire du tout à cette époque. Ses missions encore moins »¹⁰⁷.

En ce qui concerne l'intention et l'ordre d'exterminer les Juifs et d'autres éléments de la population, Manstein soutint n'en avoir jamais entendu parler, en répondant très brièvement : « Non, je ne l'ai pas su ». À la question lui demandant s'il n'avait jamais été avisé des exécutions des Juifs, il répondit de manière aussi catégorique : « Je n'ai reçu aucune nouvelle relative à des exécutions de Juifs. Je n'ai entendu parler que de bruits ». Lorsqu'on lui demanda à nouveau s'il prétendait devant le tribunal qu'il ne savait pas que l'une des plus importantes missions des *Einsatzgruppen* était d'exterminer les commissaires politiques et les Juifs, il demeura conséquent avec ses réponses précédentes : « Non, je ne le savais pas »¹⁰⁸.

Or, Manstein ne pouvait pas ne pas savoir ce qui se passait derrière le front et encore moins derrière la zone opérationnelle de l'armée qui relevait directement de son autorité. Il est tout à fait impossible qu'il ait ignoré la nature des activités des *Einsatzgruppen*. Selon l'accord du 26 mars 1941 conclu entre le lieutenant-général Wagner et le SS-Gruppenführer Heydrich, les *Einsatzgruppen* se trouvaient subordonnés aux armées en ce qui concerne leurs mouvements et leur approvisionnement, et se voyaient tenus, par surcroît, d'informer régulièrement les commandants en chef des armées de leurs opérations. Par conséquent, Manstein et tous les autres commandants d'armée du front de l'Est devaient, en toute logique, être informés des activités des *Einsatzgruppen*¹⁰⁹.

D'ailleurs, le SS-Obergruppenführer Erich von dem Bach-Zelewski affirma que tous les généraux du front de l'Est étaient parfaitement au courant de la véritable tâche des *Einsatzgruppen*. À la question qui lui fut posée à Nuremberg, à savoir si la direction de la Wehrmacht était informée des méthodes de combat qui étaient employées dans la lutte contre les partisans et dans l'extermination de la population juive, Bach-Zelewski répondit : « Les méthodes étaient connues en général, donc aussi par la direction militaire »¹¹⁰.

¹⁰⁶ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 212-213.

¹⁰⁷ TMIN, tome XX, p. 659.

¹⁰⁸ TMIN, tome XX, p. 659, 661 et 676. À l'effet que Manstein n'aurait eu vent que de rumeurs, voir aussi Breithaupt, *Zwischen Front und Widerstand...*, p. 102 ; Manstein et Fuchs, *Manstein...*, p. 196.

¹⁰⁹ Heer, « Killing Fields... », p. 59. Faut-il rappeler que Manstein avait déjà pris pleinement connaissance du rôle des *Einsatzgruppen* au cours de la campagne de Pologne. En tant que chef d'état-major général du groupe d'armées sud, il avait reçu plusieurs rapports faisant état de leurs actions criminelles à l'endroit de Juifs, de civils désarmés et de prisonniers de guerre.

¹¹⁰ Werner Maser, *Der Nürnberger Prozeß*, Cologne, Markus Verlagsgesellschaft, 1958, p. 419.

À Nuremberg, le SS-Oberführer Otto Ohlendorf, chef de l'*Einsatzgruppe D*, qui opérait dans le sillage de la 11^e armée dans le sud de l'Ukraine et plus tard en Crimée, présenta l'un des témoignages les plus éclairants en ce qui concerne la relation entre l'armée de terre et les *Einsatzgruppen*. Au procès des grands criminels de guerre, cet intellectuel dévoyé, diplômé universitaire à la fois en droit et en économie politique, et ancien professeur à l'Institut des sciences économiques appliquées, ne chercha aucunement à disculper les généraux de la Wehrmacht et encore moins lui-même. En effet, loin de s'efforcer de contester les faits pour lesquels les commandants du front de l'Est et lui-même étaient accusés, il s'en montra plutôt fier, ce qui renforçait d'autant plus la crédibilité de son témoignage¹¹¹.

Il mentionna d'abord que la zone d'action de l'*Einsatzgruppe* était déterminée du fait qu'il était affecté spécifiquement à un groupe d'armées ou à la 11^e armée et, par conséquent, marchait avec lui ou elle, tandis que les zones d'opérations des *Einsatzkommandos* étaient définies de leur côté par le groupe d'armées ou par la 11^e armée. Il rappela ensuite que si les chefs du SD et de la police de sécurité étaient les seuls habilités à donner des ordres aux *Einsatzgruppen* quant à leurs interventions, il existait cependant un accord aux termes duquel le groupe d'armées ou la 11^e armée avait le droit de donner des ordres à leur *Einsatzgruppe* si le cours des opérations l'exigeait. À cet effet, il y avait un agent de liaison entre le commandement du groupe d'armées ou de la 11^e armée et le SD¹¹².

Plus intéressante encore fut son affirmation selon laquelle les commandants en chef des groupes d'armées et des armées étaient non seulement informés des ordres de liquidation des Juifs et des fonctionnaires soviétiques, mais qu'ils avaient reçu l'ordre de prêter main-forte aux unités du SD dans leur zone d'opérations respective pour qu'elles pussent accomplir convenablement cette liquidation. D'ailleurs, sans cette instruction aux commandants de la Wehrmacht, « les activités des *Einsatzgruppen* n'auraient pas été possibles », précisa à juste titre Ohlendorf¹¹³.

Au sujet de la 11^e armée, le chef de l'*Einsatzgruppe D* déclara avoir reçu des instructions de marche du feld-maréchal Manstein et de son chef d'état-major : « [...] lors de la discussion des progressions, des entretiens personnels eurent lieu entre von Manstein, son chef d'état-major et moi-même ». En outre, il spécifia que Manstein était au courant des opérations de liquidation de l'*Einsatzgruppe D*. À la question lui demandant s'il pouvait dire de quelle façon le commandant en chef de la 11^e armée dirigeait ou surveillait l'*Einsatzgruppe D* dans l'exercice de ses activités de liquidation, Ohlendorf mit Manstein en cause : « À Nikolaïev, la 11^e armée envoya l'ordre de n'entreprendre cette liquidation que dans un rayon de 200 kilomètres autour du Quartier Général du commandant en chef ». Il se souvint ensuite d'un autre cas : « À Simferopol, le commandant de l'armée demanda aux *Einsatzkommandos* compétents de hâter la liquidation, parce que la famine était imminente et que le

¹¹¹ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 220-221.

¹¹² TMIN, tome IV, p. 321.

¹¹³ TMIN, tome IV, p. 323-324.

manque d'habitations se faisait lourdement sentir »¹¹⁴. Puis, lorsqu'on lui demanda s'il savait combien de personnes furent liquidées par l'*Einsatzgruppe D*, durant la période où il en assura le commandement de juin 1941 à juin 1942, dans le secteur situé tout au sud de l'Ukraine et rattaché à la 11^e armée, Ohlendorf, haussa les épaules et répondit, en marquant à peine une légère hésitation : « Dans l'année qui s'étend de juin 1941 à juin 1942, les *Einsatzkommandos* ont rendu compte de la liquidation d'environ 90 000 personnes »¹¹⁵.

Le témoignage de Ohlendorf ne laisse planer aucun doute sur le fait que Manstein était parfaitement au courant de la mission criminelle des *Einsatzgruppen* et, en particulier, de l'*Einsatzgruppe D* qui marchait dans le sillage de la 11^e armée qu'il commandait. Son affirmation selon laquelle il ne savait pas ce qui se passait à l'arrière du front était tout simplement invraisemblable¹¹⁶. Du temps où il se trouvait en Crimée, Manstein reçut de nombreuses informations sur les activités criminelles de l'*Einsatzgruppe D* qui fut soutenu activement par les unités de la 11^e armée. En effet, celle-ci plaça à la disposition de l'*Einsatzgruppe D* des troupes et du matériel pour faciliter sa tâche. La participation du feld-maréchal Manstein au génocide des Juifs ne fut donc pas seulement passive, mais aussi active. S'il ne semble pas avoir accordé beaucoup d'intérêt aux rapports et aux informations sur l'extermination des Juifs qui lui étaient adressés, il mit toutefois des unités de la 11^e armée à la disposition de l'*Einsatzgruppe D*, notamment à Simferopol où 11 000 Juifs furent exécutés¹¹⁷. Tout laisse donc croire que l'*Einsatzgruppe D* opérait dans la région militaire de la 11^e armée, en bénéficiant non seulement de l'accord de Manstein – qui était très bien informé de ses activités criminelles –, mais également de son appui¹¹⁸.

Du temps où le colonel-général Schobert commandait la 11^e armée, le SS-Oberführer Ohlendorf faisait état dans ses rapports d'une excellente relation entre cette armée et l'*Einsatzgruppe D*¹¹⁹. Loin de s'effriter avec le remplacement de Schobert par Manstein, la collaboration entre la 11^e armée et l'*Einsatzgruppe D* ne cessa, au contraire, de devenir plus étroite et harmonieuse. Et les activités de l'*Einsatzgruppe D* continuèrent d'être rapportées à la 11^e armée directement ou par l'entremise du commandement situé à l'arrière de la zone d'opérations de l'armée, mieux connu sous le nom de Korück 553¹²⁰. Au total, Ohlendorf qualifiait tout simplement d'« excellents » les rapports entre l'*Einsatzgruppe D* qu'il dirigeait et la 11^e armée que commandait Manstein¹²¹.

¹¹⁴ TMIN, tome IV, p. 325, 356 et 357 (p. 325 et 357 pour les citations).

¹¹⁵ TMIN, tome IV, p. 325.

¹¹⁶ Wallach, « Feldmarschall Erich von Manstein... », p. 469-470. Invité lors du procès de Nuremberg à préciser s'il avait eu personnellement affaire avec Ohlendorf durant la campagne de Crimée, Manstein se montra très évasif, affirmant l'avoir peut-être déjà vu, mais de ne pas s'en souvenir. TMIN, tome XX, p. 659-660.

¹¹⁷ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 214-215. Voir aussi Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 147 ; Knopp, *Hitlers Kriger...*, p. 200.

¹¹⁸ Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 342 ; Friedrich, *Das Gesetz des Krieges...*, p. 596 et 959.

¹¹⁹ NOKW 3234. Voir aussi Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 232 ; Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 342-343.

¹²⁰ NOKW 12. Voir aussi Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 232 ; Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 342-343.

¹²¹ Knopp, *Hitlers Kriger...*, p. 200.

Le nombre total de Juifs assassinés par l'*Einsatzgruppe D* dans le sud de l'Ukraine et en Crimée aurait dépassé les 100 000¹²². D'après l'un de ses rapports sur l'état de ses activités, l'*Einsatzgruppe D* aurait déjà exécuté 91 678 Juifs en date du 8 avril 1942¹²³. Quelques jours plus tard, il annonça que la Crimée était pratiquement nettoyée de ses éléments juifs¹²⁴. Pour la seule période du 11 novembre au 11 décembre 1941, soit en un mois, 17 645 Juifs, 2 504 *Krimtschaken* (groupe ethnique aux lointaines origines juives installé depuis longtemps en Crimée), 824 tziganes, 212 communistes et partisans furent fusillés¹²⁵. Le nombre total des exécutions en date du 11 décembre 1941 s'élevait à 75 881 depuis le début de la campagne, le 22 juin 1941¹²⁶. Durant le commandement de Manstein en Crimée, plus de 33 000 Juifs furent liquidés¹²⁷.

À Nuremberg, dans le cadre du procès contre les *Einsatzgruppen*, Ohlendorf fit la lumière sur le cadre juridique à l'intérieur duquel avait eu lieu ce génocide en Crimée. « Cette activité s'est déroulée sous la responsabilité du commandant en chef. Lui seul était détenteur de l'autorité exécutive et maître de la vie et de la mort. Et cette responsabilité n'a jamais été restreinte »¹²⁸. Cette déclaration faisait suite à une autre de Ohlendorf, tout aussi révélatrice, sur la responsabilité de Manstein dans le génocide des Juifs en Crimée :

« Les unités [de l'*Einsatzgruppe D*] relevaient de la compétence de l'armée en ce qui concerne l'intervention tactique. Elles étaient tenues de rendre compte respectivement à l'armée, aux corps [d'armée] et aux divisions de toutes les mesures prises. Dans tous les cas, mon activité en tant que chef de l'*Einsatzgruppe D* se trouvait à tout moment totalement sous la souveraineté de droit et sous la souveraineté de pouvoir du commandant en chef de mon armée. Et pour chaque activité, que j'avais à exécuter, je devais tenir compte de la souveraineté de pouvoir du commandant en chef »¹²⁹.

Ces propos du SS-Oberführer Ohlendorf, qui en disent long sur la responsabilité de Manstein dans la guerre d'anéantissement conduite par la Wehrmacht en Union soviétique, ont été confirmés par les documents. D'ailleurs, le jugement prononcé au procès des *Einsatzgruppen* avait conclu à une participation active de la 11^e armée au génocide des Juifs en Crimée¹³⁰. La 11^e armée n'était donc aucunement restée fidèle à la tradition chevaleresque allemande, comme le prétendit fallacieusement Manstein dans ses mémoires¹³¹.

¹²² Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 240.

¹²³ Raul Hilberg, *Die Vernichtung der europäischen Juden*, Francfort-sur-le-Main, S. Fischer Verlag, 1990, p. 1294 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 240. Voir aussi Syring, « Erich von Manstein... », p. 336 ; Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 200.

¹²⁴ NOKW 6281.

¹²⁵ NOKW 2834. Voir aussi Friedrich, *Das Gesetz des Krieges...*, p. 629 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 240 ; Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 343.

¹²⁶ NOKW 2834. Voir aussi Friedrich, *Das Gesetz des Krieges...*, p. 629 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 240.

¹²⁷ Friedrich, *Das Gesetz des Krieges...*, p. 665 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 240-241.

¹²⁸ Friedrich, *Das Gesetz des Krieges...*, p. 665.

¹²⁹ *Ibid.*, p. 634.

¹³⁰ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 241.

¹³¹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 283.

Cela dit, la remise des prisonniers de guerre soviétiques au SD dans la zone d'opérations de la 11^e armée s'effectuait sans accroc. Le triage des commissaires politiques et des Juifs parmi les prisonniers et leur exécution se déroulaient d'une manière des plus routinières. Aussitôt sélectionnés parmi les prisonniers rassemblés, les Juifs et les commissaires politiques étaient fusillés sur-le-champ¹³². De plus, la 11^e armée négligea de fournir les vivres et les vêtements nécessaires à ses prisonniers afin d'assurer leur subsistance. Plusieurs périrent ainsi de faim et de froid au cours de l'hiver 1941-1942¹³³. Entre décembre 1941 et août 1942, la 11^e armée remit 3 311 soldats de l'Armée rouge au SD. Durant la même période, 7 504 autres furent rapportés comme étant décédés ou exécutés par les services de garde de la Wehrmacht¹³⁴.

Nombreux sont les documents archivistiques qui attestent l'implication de la 11^e armée dans l'extermination des Juifs, que ce soit à l'époque où elle était commandée par Schobert ou par Manstein¹³⁵. Bien que certains rapports n'emploient que le terme « partisans », il ne faut néanmoins pas perdre de vue que les expressions « commissaires », « Juifs » et « partisans » étaient généralement employés au hasard, d'autant plus que les deux dernières étaient souvent confondues. Tel que mentionné plus haut, le mot d'ordre qui circulait tant au sein de la Wehrmacht que dans le SD pour justifier l'extermination des Juifs des territoires occupés était le suivant : « Où il y a un partisan, il y a un Juif ; où il y a un Juif, il y a un partisan »¹³⁶. Dans ce contexte, la lutte contre les partisans servait de prétexte pour justifier la remise des Juifs au SD et, subséquemment, leur exécution¹³⁷. Une analyse du choix des mots utilisés dans les ordres des officiers haut-gradés de la Wehrmacht et dans les rapports des *Einsatzgruppen* démontre clairement qu'une équation était ainsi faite entre les termes « bolcheviques », « partisans » et « Juifs »¹³⁸.

Dès le début de la campagne de Russie, une collaboration étroite s'installa entre la 11^e armée et l'*Einsatzgruppe D*. Le 3 juillet 1941, alors qu'elle se trouvait sous le commandement du colonel-général Schobert, la 11^e armée émit la directive suivante, signée par son chef d'état-major Otto Wöhler, à l'*Einsatzgruppe D* : « L'*Einsatzgruppe D* de la police de sécurité [...] d'une force d'environ 470 hommes, sera placé sous les ordres du haut commandement de la 11^e armée pour la marche, le logement et l'alimentation »¹³⁹. Le même jour, le chef d'état-major de la 11^e armée donna un ordre d'intervention au *Sonderkommando 11b*, attaché à l'*Einsatzgruppe D* :

« [...] la capture des éléments politiquement peu fiables à Kischinev sera attribuée à un *Sonderkommando* de la police de sécurité (motorisée) d'une force de 50 hommes [...]. Pour la

¹³² Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 257.

¹³³ Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 338.

¹³⁴ NOKW 1284 ; NOKW 1286 ; BA-MA, RH 23 / 69 ; RH 20-11 / 337. Voir aussi Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 147 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 257 ; Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 338-339 (l'auteur cite des chiffres différents pour la même période : 3 281 prisonniers remis au SD par la 11^e armée et 7 507 prisonniers rapportés comme étant décédés ou exécutés).

¹³⁵ BA-MA, RH 20-11 / 488 ; BA-MA, RH 20-11 / 341 ; BA-MA, RH 20-11 / 342 ; BA-MA, RH 23 / 72 ; BA-MA, RH 23 / 80 ; BA-MA, RH 23 / 86.

¹³⁶ Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges...*, p. 248.

¹³⁷ Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 347.

¹³⁸ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 264 (note # 585).

¹³⁹ BA-MA, RH 20-11 / 488.

marche, le logement et l'alimentation, le Sonderkommando sera placé sous les ordres [de la 11^e armée]. Le Sonderkommando travaille sur l'ordre du chef de la police de sécurité et sous sa propre responsabilité. Toutes les mesures prises doivent être signalées au haut commandement de la 11^e armée [...]. Après l'exécution de ses tâches, dans le cadre de l'unité à laquelle il a été affecté, le [Sonder]kommando sera de nouveau mis à la disposition de la 11^e armée et recevra d'elle d'autres directives »¹⁴⁰.

Le 9 juillet 1941, le chef de la police de sécurité et du SD informa le haut commandement du groupe d'armées sud de ses activités dans la région militaire de la 11^e armée :

« Le 8 de ce mois, une action importante a été menée au cours de laquelle la classe dirigeante juive a été intégralement arrêtée. Le jour suivant, environ 100 Juifs communistes [...] ont été exécutés. [...] En tout, plus de 500 Juifs ont été exécutés par la Wehrmacht et la police au cours du 8 et du 9 de ce mois »¹⁴¹.

Le 3 août 1941, le *Sonderkommando 10a* rapporta à l'*Einsatzgruppe D*, auquel il était rattaché, les informations suivantes :

« À Kodyma [...] le commandement du 30^e corps d'armée a mis 400 soldats à la disposition du [Sonder]kommando pour faire une razzia dans le quartier juif. À cette occasion, le recours à la force des armes a été nécessaire. [...] 97 Juifs ont été fusillés [...]. L'exécution [des Juifs] a été confiée, dans le cadre d'une intervention conjointe, à 24 hommes de la Wehrmacht et à 12 de la police de sécurité [...] »¹⁴².

Quatre jours plus tard, le haut commandement de la 11^e armée reçut un rapport de la police militaire secrète 647 l'avisant de l'exécution de 98 Juifs à Kodyma¹⁴³. À peu près à pareille date, il fut informé par le *Sonderkommando 11a*, unité détachée par l'*Einsatzgruppe D*, de ses activités à Kischinev. Celui-ci lui indiqua avoir exécuté 68 Juifs en raison d'activité communiste et 6 autres pour cause d'incendie criminel¹⁴⁴. Le 8 septembre 1941, le *Sonderkommando 11a* envoya à l'*Einsatzgruppe D* un rapport d'activité dans lequel il soulignait sa collaboration avec des unités de la 11^e armée dans des actions contre les éléments qualifiés d'indésirables par les autorités du Reich :

« En collaboration avec des unités de la Wehrmacht, le [Sonder]kommando a mis en branle quelques actions de recherches de Nikolaïev à Kherson qui se sont conclues par la capture de plusieurs partisans. [...] Lors de la marche sur Nikolaïev, 7 fonctionnaires politiques du parti communiste ont été identifiés et exécutés. [...] Les remarques et plaintes des autorités supérieures de la Wehrmacht, selon lesquelles les actes de violence des Juifs allaient se multiplier, ont été mises en évidence. [...] des mesures d'expiation auront lieu par l'exécution de 227 otages. [...] 122 Juifs seront exécutés à Kherson »¹⁴⁵.

Quelques jours à peine après avoir pris le commandement de la 11^e armée, Manstein, alors général, prenait connaissance de l'exécution des Juifs dans la zone militaire relevant de son autorité. Le 12 septembre 1941, l'*Einsatzgruppe D* envoya au haut commandement de la 11^e armée un rapport concernant les activités du *Sonderkommando 11a* à Kherson pour la période du 22 août au 10 septembre. Il fut reçu le

¹⁴⁰ BA-MA, RH 20-11 / 488. Voir aussi Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges...*, p. 212 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 226.

¹⁴¹ BA-MA, RH 20-11 / 488.

¹⁴² BA-MA, RH 20-11 / 488.

¹⁴³ BA-MA, RH 20-11 / 488.

¹⁴⁴ BA-MA, RH 20-11 / 488.

¹⁴⁵ BA-MA, RH 20-11 / 488.

14 septembre, soit trois jours avant la prise de commandement de la 11^e armée par Manstein. Le 26 septembre, il fut présenté à Manstein et signé par celui-ci. Ce rapport, qui constitua l'une des charges déposées contre Manstein lors de son procès, rendait compte de la situation dans les termes suivants :

« La question juive est, pour le moment, en partie résolue. Déjà le 23 août 1941, l'ordre a été donné pour l'enregistrement et le port de l'étoile jaune par un appel des Juifs. [...]. Le commando a mis en œuvre les exécutions suivantes : 400 Juifs et 10 Juives ont été fusillés en guise de mesure punitive pour actes de sabotage ou pour avoir été liés aux renseignements. [...]. Informé au sujet des événements, le commandant de la 72^e division d'infanterie a exprimé au commando sa reconnaissance et sa gratitude. L'armée avait placé à sa disposition des unités [...] »¹⁴⁶.

À son procès, Manstein dut expliquer pourquoi sa signature se retrouvait sur ce rapport concernant les activités de l'*Einsatzgruppe D* à Kherson. De manière peu crédible, Manstein affirma ne pas l'avoir lu, sinon il aurait exigé des explications sur son contenu. Il ajouta ensuite cette réponse tout à fait invraisemblable : « Je n'ai jamais reçu un rapport du SD dans lequel il était fait mention de l'exécution de Juifs »¹⁴⁷. Pourtant, dans le rapport en question, daté du 12 septembre 1941, l'*Einsatzgruppe D* indiquait justement avoir abattu 410 Juifs.

En octobre 1941, le *Sonderkommando 10a* commit un massacre en périphérie de la ville de Genitchesk, auquel assistèrent des soldats de la 22^e division d'infanterie appartenant à la 11^e armée. Dans une note du 6 octobre adressée à l'*Einsatzgruppe D*, le chef d'état-major de la 11^e armée indiquait que le *Sonderkommando 10a* se trouvait dans la zone de combat de la 22^e division d'infanterie lorsqu'il se livra à des exécutions massives : « Il aurait dû attendre que toutes les mesures, en particulier les exécutions publiques de la ville de Genitchesk [...], aient reçu, au préalable, l'accord de l'état-major de la division »¹⁴⁸.

Le 10 octobre 1941, le général Wöhler, en sa qualité de chef d'état-major de la 11^e armée, signa un ordre portant sur les activités des partisans : « [...] les groupes de partisans sont sans cesse renforcés par les Juifs. La troupe ainsi que la police et les organes de sécurité de l'armée (police militaire secrète, gendarmerie de campagne et police de sécurité du SD) seront utilisés »¹⁴⁹.

Trois jours plus tard, le commandant de Melitopol envoya à Korück 553 un rapport d'activités, dans lequel il était fait mention de l'exécution par le SD de 2 000 Juifs à Melitopol :

« Melitopol et les villages de Peschanov et de Kisejar, qui lui sont rattachés, comptaient environ 85 000 habitants. De ceux-ci, 45% étaient russes, 40% ukrainiens, 13% juifs et 2% allemands d'origine. Lors de l'occupation de la ville par la Wehrmacht, environ 40 000 habitants y étaient restés. Tous les Juifs (2 000) furent exécutés par le SD »¹⁵⁰.

¹⁴⁶ BA-MA, RH 20-11 / 488. À ce sujet, voir aussi Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 269-270 ; Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 342.

¹⁴⁷ *Ibid.*, p. 344-345.

¹⁴⁸ NOKW 641. Voir aussi Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 270 ; Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 343.

¹⁴⁹ BA-MA, RH 20-11 / 341.

¹⁵⁰ BA-MA, RH 23-72 ; NOKW 1632. Voir aussi Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 271 ; Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges...*, p. 271.

Le 28 octobre 1941, un rapport dressait un bilan de la situation à Melitopol depuis l'occupation de cette ville par l'armée allemande. Ce rapport confirmait le sort des 2 000 Juifs qui y vivaient. « L'administration et les organes du parti [communiste] se sont enfuis le 28 septembre 1941 ; 1 [soldat] de l'Armée rouge, 24 personnes suspectes et 2 000 Juifs ont été remis au SD »¹⁵¹.

Le 20 octobre 1941, le commandant de Kachowka adressa à Korück 553 un rapport faisant état des activités de nettoyage dans la ville : « 13 000 habitants, desquels 30% sont des Juifs. L'épuration de l'endroit des éléments juifs et communistes a déjà été mise en œuvre par la police de sécurité en liaison avec la milice ukrainienne »¹⁵². Le 29 octobre 1941, le commandant de Marioupol rapporta à Korück 553 l'opération s'étant déroulée dans la ville : « 8 000 Juifs ont été exécutés par le SD »¹⁵³. Le 30 novembre 1941, le commandant de Armjansk informa Korück 553 et la 11^e armée de l'exécution de 14 Juifs et Juives dans la ville en date du 26 novembre, mesures prises afin de renforcer la sécurité des unités combattantes¹⁵⁴.

Huit jours auparavant, soit le 22 novembre, le commandant de Kertch avait envoyé à Korück 553 le message suivant : « Le recensement de la population juive vivant à Kertch n'est pas encore achevé. La liquidation des Juifs sera mise en œuvre rapidement, à cause du tort occasionné par la situation alimentaire de la ville »¹⁵⁵. Le 7 décembre 1941, il transmet cette note au même destinataire : « L'exécution des Juifs, à peu près au nombre de 2 500, a eu lieu du 1^{er} au 3 décembre 1941. D'autres exécutions subséquentes sont à prévoir, car une partie de la population juive s'est enfuie ou se cache toujours [...] »¹⁵⁶.

Plus importante encore, fut l'opération conduite à Simferopol, à la mi-novembre 1941, et qui entraîna la mort de 11 000 Juifs. Exigeant que cette ville fût épurée de tous ses éléments juifs avant Noël, le haut commandement de la 11^e armée mit quelques-unes de ses unités à la disposition du SD¹⁵⁷. L'empressement de l'état-major de Manstein à procéder à la liquidation des Juifs de Simferopol avant le 25 décembre s'expliquait non pas pour des raisons religieuses, mais plutôt pour des motifs militaires liés à l'offensive prévue contre la forteresse de Sébastopol. Puisque la ville de Simferopol se trouvait au carrefour des voies de communication de la Crimée, il jugeait indispensable sa pacification pour assurer, en toute sécurité, le ravitaillement de la 11^e armée lorsque celle-ci entreprendrait son offensive contre Sébastopol. Pour cela, il en appelait à l'exécution des Juifs qu'il considérait comme les principaux instigateurs des activités de résistance. En d'autres termes, il demandait de procéder à une action ou à une vengeance préventive contre les Juifs de Simferopol afin de sécuriser les territoires occupés de la Crimée¹⁵⁸.

¹⁵¹ BA-MA, RH 23 / 69.

¹⁵² BA-MA, RH 23 / 72.

¹⁵³ NOKW 1529. Voir aussi Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges...*, p. 271.

¹⁵⁴ NOKW 1532. Voir aussi Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 272.

¹⁵⁵ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 272.

¹⁵⁶ BA-MA, RH 23 / 72 ; NOKW 1628. Voir aussi Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 272-273 ; Friedrich, *Das Gesetz des Krieges*, p. 631 et 657 ; Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 343.

¹⁵⁷ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 273 ; Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 342.

¹⁵⁸ Friedrich, *Das Gesetz des Krieges...*, p. 661-662.

À Nuremberg, Ohlendorf décrit les exigences du haut commandement de la 11^e armée jusque dans les moindres détails :

« Le haut commandement a exigé que la liquidation des Juifs à Simferopol soit mise en œuvre avant Noël. Cette directive de l'armée m'a été annoncée par l'agent de liaison. [Dr. Werner] Braune [chef du *Sonderkommando 11b*] a négocié par la suite avec l'armée, car nous ne disposions pas des conditions préalables afin de procéder à la liquidation. Ainsi, une fois l'accord conclu, l'armée s'est engagée à créer ces conditions préalables. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit et la liquidation a pu se faire avant Noël 1941. [...] L'armée a mis à notre disposition des camions pour le transport des Juifs, des chauffeurs, de l'essence, la gendarmerie de campagne pour le barrage ».

Il expliqua ensuite les raisons qui amenèrent l'état-major de Manstein à formuler cette demande : « À Simferopol, une demande d'accélérer la liquidation fut soumise par le haut commandement de l'armée aux *Einsatzkommandos* compétents selon la justification que cette région serait menacée de famine et d'un grand manque de logements ». À la question lui demandant si Manstein avait promulgué un ordre enjoignant la liquidation des Juifs de Simferopol, Ohlendorf mit de l'avant, encore une fois, la responsabilité du commandant en chef de la 11^e armée : « Non, je ne peux le dire [...] mais il est naturel, en vertu de l'organisation de l'armée, que le premier quartier-maître ne peut faire une telle chose sans l'accord de son commandant en chef »¹⁵⁹.

Dans un rapport du commandant de Simferopol, en date du 14 novembre 1941, et adressé à Korück 553, avec une copie également adressée au haut commandement de la 11^e armée, figurait la mention suivante :

« Simferopol comptait environ 156 000 habitants [...] à peu près 120 000 y sont restés. De ceux-ci, 70 000 étaient russes, 20 000 ukrainiens, 20 000 tartares, 20 000 juifs, le restant se répartissait entre différentes peuplades, dont à peine 100 Allemands d'origine [...]. Les 11 000 Juifs qui restent seront exécutés par le SD »¹⁶⁰.

Le concours apporté par des unités de la 11^e armée à l'*Einsatzgruppe D*, dans des actions contre les Juifs de Simferopol, est prouvé par de nombreux documents¹⁶¹. À Nuremberg, Manstein contesta le témoignage de Ohlendorf selon lequel des soldats de la Wehrmacht auraient participé à l'exécution des Juifs de Simferopol. Il fit une déclaration sur l'honneur de l'officier prussien qu'il était : « Que des soldats de mon armée aient participé à des exécutions de Juifs, je considère cela comme absolument impossible. [...] Si une unité ou un officier de mon armée avait participé à de tels actes, c'eût été sa fin »¹⁶².

Lors de son procès, le général Wöhler, chef d'état-major de Manstein, se fit demander, pour sa part, si les 50 hommes du *Sonderkommando 11b* avaient regroupé, conduit et exécuté les 11 000 Juifs de Simferopol seuls ou s'ils avaient reçu l'aide de la Wehrmacht. Sa réponse fut des plus évasives : « Je ne sais pas [...] comment ils ont fait. Je ne peux me l'expliquer ». À la question lui demandant s'il était possible que 50 hommes eussent pu rassembler, amener et fusiller 11 000 personnes, il répondit tout bonnement : « Je ne peux en juger, car je n'y ai pas réfléchi [...] ». Tenu d'expliquer ensuite comment il

¹⁵⁹ NOKW 1573. Voir aussi Friedrich, *Das Gesetz des Krieges...*, p. 660 et 664-665.

¹⁶⁰ BA-MA, RH 23 / 72 ; NOKW 1573.

¹⁶¹ BA-MA, RH 23 / 72 ; BA-MA, RH 23 / 80 ; BA-MA, RH 23 / 86.

¹⁶² TMIN, tome XX, p. 661.

avait pu être tenu dans l'ignorance au sujet de l'exécution de 11 000 Juifs à Simferopol, comme il le prétendait lui-même, alors que le quartier général de la 11^e armée se trouvait à ce moment-là à Sarabus, soit à 30 kilomètres de distance, il fit cette déclaration peu crédible : « Bien, je ne peux me l'expliquer. Je peux me l'expliquer avec les arguments ou les raisons que j'ai déjà donnés, c'est-à-dire à cause du caractère secret du SD »¹⁶³.

Il poussa même l'audace jusqu'à oser prétendre n'avoir rien su au sujet de l'extermination des Juifs : « Que le national-socialisme voulait fondamentalement tuer les Juifs parce qu'ils étaient Juifs, nous ne le savions pas ». Au sujet de cette réponse, le tribunal fit la remarque suivante :

« Le massacre de 90 000 personnes par ces unités de la police ne pouvait incontestablement pas s'être produit dans de telles circonstances sans que le chef d'état-major de cette armée en eût connaissance. Dans un tel cas, il se serait alors révélé exceptionnellement incompetent. En fait, le comportement de l'accusé ne nous a pas donné l'impression d'une incompetence de sa part et le jugement porté à son endroit par ses différents chefs réfute une telle hypothèse »¹⁶⁴.

L'antisémitisme de Wöhler ne faisait pourtant pas de doute. En tant que commandant en chef de la 8^e armée, il déclara, à la fin mai 1944 : « J'ai ordonné l'arrestation de ces créatures (Juifs). En résumé : les Juifs doivent disparaître »¹⁶⁵. Lorsqu'il apprit à la même époque que des soldats allemands entretenaient des relations avec des familles juives, il exprima sa colère ainsi : « [...] comportement indigne et impudent des soldats allemands [...]. Celui qui s'acoquine avec des Juifs [...] ne mérite pas d'être un soldat allemand »¹⁶⁶.

Durant son procès, le général Wöhler expliqua même les origines de l'animosité qu'il ressentait à l'égard des Juifs : « En Allemagne, nous avons subi suffisamment le système judéo-bolchevique dans les premières années après la Première Guerre mondiale. La chute de l'Empire des Hohenzollern, les conseils des soldats, le traité de paix, tout le tourment du corps des officiers abattu appelait un nom »¹⁶⁷. En des termes à peine voilés, il désignait ainsi les Juifs comme les responsables des malheurs vécus par l'Allemagne à la fin de la Grande Guerre et au début des années vingt. De ce fait, il lui paraissait juste de se venger d'eux, conformément à l'ordre du 20 novembre du feld-maréchal Manstein qui en appelait à un « sévère châtement infligé aux Juifs, représentants spirituels de la terreur bolchevique ». Pour le chef d'état-major de la 11^e armée, il fallait éviter par tous les moyens un second « coup de poignard dans le dos » des troupes allemandes. À cette fin, dans le sud de l'Ukraine et en Crimée, il pouvait compter sur l'*Einsatzgruppe D* du SS-Oberführer Ohlendorf¹⁶⁸.

À la suite de l'opération de Simferopol, l'*Einsatzgruppe D* présenta un bilan de ses activités depuis le début de la campagne de Russie : « Le nombre total des exécutions est de 75 881 ». Il brossa également un tableau de ses opérations de liquidation des « éléments indésirables » pour la période du 11 novembre

¹⁶³ Friedrich, *Das Gesetz des Krieges...*, p. 628-629 et 631.

¹⁶⁴ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 293-294 (note # 672).

¹⁶⁵ NOKW 3422. Voir aussi Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 282.

¹⁶⁶ NOKW 3439. Voir aussi Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 282.

¹⁶⁷ Friedrich, *Das Gesetz des Krieges...*, p. 632.

¹⁶⁸ *Idem.*

au 11 décembre 1941 : 17 645 Juifs, 2 504 *Krimtschaken*, 824 tsiganes, 212 communistes et partisans¹⁶⁹. En ce qui concerne ses actions entreprises par la suite dans les alentours de Simferopol, l'*Einsatzgruppe D* en présenta le résultat, le 9 janvier 1942 : « Le secteur d'activité des groupes de commandos, avant tout dans les petites localités, est épuré des Juifs (*judenfrei gemacht*). Dans un rapport [...] 3 176 Juifs, 85 partisans, 12 pillards et 122 fonctionnaires communistes furent fusillés »¹⁷⁰. Le lendemain, le commandant de Simferopol rapporta à Korück 553 et au haut commandement de la 11^e armée que des soldats avaient remis au SD 3 commissaires politiques qu'il s'était chargé aussitôt d'abattre, ainsi que 12 personnes arrêtées pour possession d'armes¹⁷¹.

Ce ne sont pas moins de 2 400 soldats de la Wehrmacht qui ont participé aux opérations génocidaires menées conjointement par la 11^e armée de Manstein et l'*Einsatzgruppe D* de Ohlendorf à Simferopol et dans ses alentours, entre la mi-novembre 1941 et la mi-janvier 1942¹⁷². Dans un ordre d'intervention du *Sonderkommando 11b*, signé par le SS-Sturmbannführer Dr. Braune, le 12 janvier 1942, on indiquait que plus de 2 300 soldats de la 11^e armée avaient été mis à la disposition du SD en vue d'une action contre les Juifs de Simferopol planifiée sur l'ordre du haut commandement de la 11^e armée :

« Sur l'ordre du haut commandement de la 11^e armée [...], une action brusque sera mise à exécution, le 12 janvier 1942, à 11 heures, pour arrêter les éléments peu fiables (partisans, saboteurs, éventuelles troupes ennemies, parachutistes en civil, Juifs, communistes de premier plan, etc.). Le haut commandement de la 11^e armée [...] a chargé l'*Einsatzgruppe D* – *Sonderkommando 11b* – la police de sécurité et le SD de passer au peigne fin [Simferopol]. [...] des forces de l'ordre de 2 300 hommes [de la Wehrmacht], ainsi que de 55 hommes de la gendarmerie de campagne et de 20 hommes de la police militaire secrète seront placées à la disposition du *Sonderkommando 11b* [...] »¹⁷³.

Après le massacre de Simferopol, la 11^e armée se trouva apparemment aux prises avec une pénurie de montres et exerça des pressions pour en pourvoir ses troupes afin de mieux coordonner les opérations à venir. À cet effet, un échange de lettres s'ensuivit entre Ohlendorf et Wöhler. L'une des lettres du chef de l'*Einsatzgruppe D* fut signée par le commandant en chef de la 11^e armée et son chef d'état-major. Les deux lettres sont datées du 12 février 1942.

La première, signée par Ohlendorf, concernait la réquisition des montres enlevées aux Juifs dans le cadre d'une opération de liquidation. Il y était demandé de mettre à la disposition des unités de la 11^e armée et de l'*Einsatzgruppe D* les montres dont la valeur était relativement peu élevée et d'envoyer à la caisse de l'État à Berlin – conformément aux règles relatives aux butins de guerre – celles de meilleure qualité, c'est-à-dire les montres fabriquées en or et en argent :

« Les montres réquisitionnées, à la suite d'une action contre les Juifs, sont en bon état. Les montres qui représentent des objets de valeur (montres en or ou en argent) seront envoyées,

¹⁶⁹ NOKW 2834. Voir aussi Friedrich, *Das Gesetz des Krieges...*, p. 629 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 275.

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 276-277.

¹⁷¹ BA-MA, RH 23 / 86.

¹⁷² Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 347 ; Friedrich, *Das Gesetz des Krieges...*, p. 652-653 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 275.

¹⁷³ BA-MA, RH 23 / 86 ; NOKW 3453.

conformément aux directives, à la caisse de l'État à Berlin. Les autres montres, dont la valeur est peu élevée [...] seront remises aux membres de la Wehrmacht (officiers et troupes) et aux membres de l'Einsatzgruppe D. [...] Comme l'expérience le prouve, presque seules les vieilles montres sont retrouvées et une grande partie est inutilisable. Pour le moment, il y a un nombre de montres remises en état qui sont encore disponibles et qui pourront être remises à l'état-major ci-haut indiqué »¹⁷⁴.

En haut de la seconde lettre également signée par Ohlendorf, figuraient aussi les signatures de Wöhler et de Manstein. Elle indiquait d'abord la demande du commandant en chef de la 11^e armée d'obtenir pour ses troupes les montres disponibles recueillies lors d'une action contre les Juifs. Elle attestait également que 120 montres allaient être remises à l'armée et environ 50 autres, après avoir été réparées, si le commandement de l'armée les réclamait également :

« À la suite d'un coup de téléphone du commandant de Simferopol, j'ai appris que *Herr* le commandant en chef avait demandé pour l'armée, à des fins professionnelles, les montres encore disponibles recueillies lors d'une action contre les Juifs. Je remets, par la présente, 120 montres à l'armée qui entre-temps sont devenues fonctionnelles après réparation. Il y a encore 50 autres montres qui sont en réparation, dont une partie pourra être remise en état. Si l'armée devait avoir besoin des autres montres, veuillez m'en informer »¹⁷⁵.

Pour avoir signé cette lettre de Ohlendorf, Manstein dut s'expliquer durant son procès. Comme il fallait s'y attendre, sa déclaration fut confuse :

« Oui, j'ai signé la lettre [...]. Je crois qu'il est facile d'expliquer l'affaire. J'ai demandé à l'officier responsable de me procurer plus de montres et de s'adresser au maire de Simferopol. Simferopol était la plus grande ville de la Crimée et il y avait naturellement des magasins de montres et des ateliers de réparation ».

On lui demanda ensuite s'il avait lu la lettre et il répondit que même s'il l'avait lue, il ne lui serait pas venu à l'idée que les montres avaient été dérobées à la suite d'une exécution de Juifs. Il est pourtant inconcevable qu'il n'ait pas lu le contenu de la lettre, longue de seulement quatre phrases¹⁷⁶.

Dans sa plaidoirie, lors du procès de Manstein à Hambourg, en 1949, l'avocat britannique Reginald Paget soutint que son client avait cru que les montres réquisitionnées étaient de fabrication suisse¹⁷⁷. Cette supposition voulant que les montres vendues dans les magasins de Simferopol pussent être originaires de Suisse, surtout à cette époque, était de la pure fantaisie¹⁷⁸. Pourtant, lorsqu'il avait été appelé à témoigner à Nuremberg trois ans plus tôt, Manstein avait tenu un tout autre discours. Il affirmait avoir cru que les montres étaient de fabrication allemande et qu'elles avaient été envoyées directement d'Allemagne¹⁷⁹. Une telle contradiction ne peut que nous laisser perplexe quant à la soi-disant ignorance par Manstein du fait que les montres appartenaient à des Juifs fusillés.

¹⁷⁴ BA-MA, RH 20-11 / 488.

¹⁷⁵ BA-MA, RH 20-11 / 488.

¹⁷⁶ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 277-280. Voir aussi Friedrich, *Das Gesetz des Krieges...*, p. 669-670 ; Wallach, « Feldmarschall Erich von Manstein... », p. 467-468.

¹⁷⁷ Leverkuehn *Verteidigung Manstein...*, p. 37.

¹⁷⁸ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 280 (note # 629).

¹⁷⁹ TMIN, tome XX, p. 662 ; TMIN, tome XXI, p. 9. À ce sujet, voir aussi Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 345 (note # 114).

Après la guerre, Wöhler essaya d'éluder sa propre responsabilité dans cette affaire, en accablant Manstein, son ancien supérieur. Il contesta avoir pris lui-même la décision de réquisitionner les montres dérobées aux Juifs. Selon ses propos, celle-ci n'aurait été prise que sur l'ordre du commandant en chef de la 11^e armée¹⁸⁰. À la question qui lui fut posée au tribunal lui demandant s'il savait que les montres réquisitionnées provenaient de Juifs assassinés, Wöhler tenta une nouvelle fois de se dérober, en répondant par la négative. Puis il ajouta que s'il l'avait su, il n'aurait jamais réclamé ces montres. Lorsqu'on lui demanda ensuite si les montres avaient réellement été remises à la 11^e armée, il répondit sans convaincre : « C'est possible »¹⁸¹.

Pour contrer les actes de sabotage ou les attentats contre l'occupant allemand, la 11^e armée recourut à des mesures brutales et arbitraires à l'endroit d'innocents. Le 16 novembre 1941, le commandant de Simferopol décrétait que, pour tout attentat ou acte de sabotage perpétré contre l'occupant allemand, 100 habitants de la région seraient exécutés en guise de mesures de représailles. Par exemple, le 29 novembre, 50 personnes furent fusillées à Simferopol pour venger un soldat allemand tué par une mine, le 22 novembre, et un sous-officier allemand abattu par un partisan dans la nuit du 27 au 28 novembre¹⁸². Bien que le nombre de personnes exécutées eût été deux fois moindre que ce que prescrivait le décret du 16 novembre, cela n'enlevait en rien à l'arbitraire de cet acte de vengeance.

Le 15 décembre 1941, le major Stephanus, responsable de la lutte contre les partisans au sein de l'état-major de la 11^e armée, donna une directive aux unités d'intervention contre les partisans qui stipulait que :

« [...] lorsqu'il existe le moindre soupçon à l'effet que la population ne s'oppose pas suffisamment avec énergie aux exigences des partisans [...] il faut procéder avec les moyens les plus sévères contre la population (exécuter des otages [...] incendier des villages) [...]. Les Juifs doivent être remis au SD [...]. Les partisans qui ont sévi doivent toutefois être pendus »¹⁸³.

Deux semaines auparavant, ce même Stephanus avait remis une note à Manstein, datée du 29 novembre, à propos des impératifs relatifs à la lutte contre les partisans :

« *L'anéantissement des nombreux groupes de partisans identifiés, la prévention de la formation d'autres bandes et la sécurisation des voies de ravitaillement constituent une condition importante pour l'épuration définitive [...] de la Crimée. Toutes les unités de la 11^e armée, en particulier les réserves et les troupes d'approvisionnement, doivent participer à cette tâche* »¹⁸⁴.

Le 3 décembre 1941, le major Stephanus fut ainsi en mesure d'annoncer les résultats d'une semaine de lutte contre les partisans, engagée de manière systématique dans le sud de la Crimée depuis le 25 novembre 1941 : « La lutte systématique contre les partisans en Crimée a procuré, jusqu'à présent, le

¹⁸⁰ Friedrich, *Das Gesetz des Krieges...*, p. 670-671.

¹⁸¹ NOKW 5905. Voir aussi Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 281-282.

¹⁸² NOKW 1259 et NOKW 1590. Voir aussi Friedrich, *Das Gesetz des Krieges...*, p. 658-660 ; Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 346.

¹⁸³ BA-MA, RH 20-11 / 341.

¹⁸⁴ BA-MA, RH 20-11 / 341.

succès suivant : 470 partisans tués, 490 arrêtés »¹⁸⁵. Ces chiffres correspondaient en tout point à ceux qu'avait dévoilés, la journée précédente, le major Hans Riesen, du département de l'*Abwehr*, au sein de l'état-major de la 11^e armée. En outre, dans son rapport, Riesen indiquait les pertes allemandes et roumaines provoquées par ces opérations dans le cadre de la lutte contre les partisans : 45 tués, 72 blessés et 1 disparu du côté allemand ; 29 tués, 30 blessés et 1 disparu du côté roumain. Enfin, il soulignait, en particulier, la contribution du 30^e corps d'armée et de la 132^e division d'infanterie dans ces opérations, ainsi que l'exécution de 62 Juifs et communistes par l'*Einsatzgruppe D*, en guise de représailles à un attentat contre des soldats de la Wehrmacht¹⁸⁶. Précédemment, le 24 novembre 1941, Riesen avait rapporté la participation de troupes de la 11^e armée dans la liquidation des éléments considérés comme indésirables par le Reich : « Le 22 novembre 1941, 17 Juifs qui, selon des témoignages de la population civile, étaient en relation avec des partisans, furent fusillés à Yalta par la 72^e division d'infanterie »¹⁸⁷.

Le 16 décembre 1941, Stephanus avisa ses supérieurs de l'état-major de la 11^e armée : « Jusqu'au 15 décembre 1941, 950 partisans furent tués et 641 faits prisonniers »¹⁸⁸. Ces chiffres furent corroborés par le rapport de Riesen du 15 décembre 1941, dans lequel figuraient également les pertes de la Wehrmacht dans la lutte contre les partisans : 80 tués, 126 blessés et 1 disparu du côté allemand ; 54 tués, 57 blessés et 1 disparu du côté roumain¹⁸⁹. Cinq semaines plus tard, le 23 janvier 1942, Stephanus dressait le bilan suivant : « Depuis le début de la lutte contre les partisans, le 25 novembre 1941, jusqu'à aujourd'hui, le 23 janvier 1942. [...] 748 partisans arrêtés, 1 435 partisans tués, 21 parachutistes tués »¹⁹⁰.

Toutefois, la lutte contre les partisans revêtit un caractère véritablement antisémite à Eupatoria. Le 5 janvier 1942, un débarquement de l'Armée rouge, appuyé par des unités navales, s'effectua dans le port d'Eupatoria. Simultanément, une révolte éclata dans la ville, à laquelle participa une partie de la population. Les faibles forces allemandes qui étaient déployées dans le secteur ne purent ni empêcher le débarquement, ni réprimer l'insurrection. Après l'envoi de quelques renforts, les Allemands réussirent à reprendre cette ville de la Crimée. Sur l'ordre de Manstein, l'occupant allemand exerça ensuite à Eupatoria une vengeance particulièrement terrible et gratuite : 1 200 civils, dont naturellement de nombreux Juifs, furent fusillés, le 7 janvier 1942¹⁹¹.

Cette vengeance se déroula sous la direction du major Riesen, officier de l'*Abwehr* au sein de l'état-major de la 11^e armée. Déjà bien avant le débarquement soviétique à Eupatoria, celui-ci était en charge de la lutte contre les partisans dans la zone d'opérations militaire, en vertu d'un ordre du haut commandement de la 11^e armée signé par le général Wöhler. Toutes les informations concernant les

¹⁸⁵ BA-MA, RH 20-11 / 341.

¹⁸⁶ BA-MA, RH 20-11 / 342.

¹⁸⁷ BA-MA, RH 20-11 / 342.

¹⁸⁸ BA-MA, RH 20-11 / 341.

¹⁸⁹ BA-MA, RH 20-11 / 342.

¹⁹⁰ BA-MA, RH 20-11 / 341.

¹⁹¹ BA-MA, RH 23 / 80 ; NOKW 1872. Voir aussi Friedrich, *Das Gesetz des Krieges...*, p. 647-649 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 283 ; Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 147.

partisans devaient être communiquées à Riesen qui, de surcroît, se voyait prescrit de faire appel à des unités de la 11^e armée pour épauler celles de l'*Einsatzgruppe D* lorsque le besoin s'en faisait sentir¹⁹². Le 11 janvier, Riesen faisait état des mesures de représailles à Eupatoria, dans un rapport adressé à ses supérieurs de la 11^e armée : « À titre de mesure d'expiation contre le comportement [...] de la population à Eupatoria, lors de la tentative de débarquement des Russes, à peu près 1 200 civils furent fusillés, le 7 janvier 1942 »¹⁹³.

Tant dans ses mémoires que lors de son procès, Manstein soutint laconiquement que les 1 200 personnes fusillées à Eupatoria étaient des partisans armés¹⁹⁴. Contraint de fournir davantage d'explications à ce sujet, il nia avoir donné un quelconque ordre à Riesen l'enjoignant de recourir à des mesures de représailles, tout comme avoir reçu des informations sur la nature des exécutions. D'ailleurs, il mentionna ne s'être guère soucié du contexte dans lequel s'étaient produites les exécutions :

« On ne m'a pas rapporté si ces partisans avaient été fusillés au combat avec leurs armes en mains ou s'ils avaient été arrêtés avec leurs armes en mains et puis ensuite fusillés. Cela ne faisait aucune différence à ce moment ; notre situation était beaucoup trop sérieuse pour penser à de petites différences comme celles-là »¹⁹⁵.

Pourtant, le major Riesen présenta à Nuremberg une tout autre version des faits à propos du massacre à Eupatoria. Il déclara avoir été chargé par Manstein lui-même d'exécuter, comme mesure de représailles, tous ceux qui étaient en état de porter des armes : « J'avais exécuté l'action de représailles sur l'ordre du commandant en chef. Le Dr. Braune était également présent [...] 1 184 hommes furent choisis et fusillés »¹⁹⁶. 90 soldats de la 11^e armée participèrent à cette tuerie. Apparemment, le major Riesen avait voulu confier l'opération au SS-Sturmbannführer Dr. Braune, mais le SS-Oberführer Ohlendorf s'y était objecté, irrité par le fait que, selon lui, les officiers de la Wehrmacht cherchaient constamment à refiler aux *Einsatzgruppen* les tâches militaires de ce genre¹⁹⁷. Le Dr. Braune révéla, pour sa part, que l'opération d'exécution massive à Eupatoria avait été ordonnée par Manstein lui-même, ce qui confirme les propos de Riesen quant à la responsabilité pleine et entière du commandant en chef de la 11^e armée dans le massacre de civils innocents¹⁹⁸. Même Ohlendorf corrobora les dires de Riesen et du Dr. Braune, assurant que c'était bel et bien Manstein qui avait exigé des mesures de représailles à Eupatoria, par l'exécution de tous ceux qui étaient en état de porter des armes¹⁹⁹.

Après les mesures de représailles menées à Eupatoria, de nombreuses actions de moindre envergure furent entreprises contre les Juifs dans les environs. Par exemple, le 17 janvier 1942, la 11^e

¹⁹² BA-MA, RH 20-11 / 341.

¹⁹³ BA-MA, RH 20-11 / 342.

¹⁹⁴ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 249 ; Leverkuehn, *Verteidigung Manstein...*, p. 5.

¹⁹⁵ Paget, *Manstein...*, p. 148-150 (p. 149-150 pour la citation).

¹⁹⁶ NOKW 584. Voir aussi Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 286.

¹⁹⁷ Friedrich, *Das Gesetz des Krieges...*, p. 648.

¹⁹⁸ Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 347.

¹⁹⁹ Friedrich, *Das Gesetz des Krieges...*, p. 654.

armée fut informée de l'exécution de 23 partisans et Juifs, à 15 kilomètres au nord-ouest d'Eupatoria²⁰⁰. Le 30 janvier 1942, dans la petite localité de Sarabus, où se trouvait le quartier général de Manstein, un document faisait état de l'arrestation de Juifs, de partisans et d'autres personnes suspectes, puis de leur exécution par le SD²⁰¹. Le 14 février 1942, un rapport du commandant de Karasubasar, adressé à Korück 553, indiquait que deux Juifs, qui se cachaient dans la ville, avaient été remis au SD²⁰². Or, l'*Einsatzgruppe D* avait déjà annoncé dans un rapport d'activités daté du 2 janvier 1942 que cette ville était complètement épurée de ses éléments juifs (*Karasubasar « judenfrei » war*) depuis la fin de l'année 1941²⁰³. Le 28 février 1942, Korück 553 rapporta la liquidation par le SD des 90 Juifs de la ville de Bachtschissaraj, opération qui s'était déroulée le 31 décembre 1941 : « À Bachtschissaraj, 90 Juifs. Le SD a exécuté les Juifs le 31 décembre 1941 »²⁰⁴. Toujours le 28 février 1942, le commandant de Bachtschissaraj adressait à Korück 553 la note suivante : « D'un point de vue politique, le calme règne dans la ville, qui est complètement épurée des Juifs (*ist vollkommen judenfrei*). Un mouvement de résistance de la population n'est pas à prévoir »²⁰⁵.

Plus important encore est le rapport de l'*Einsatzgruppe D* sur le bilan de ses activités dans le nord de la Crimée pour la période du 1^{er} au 15 février 1942 : « Du 1^{er} au 15 février, 1 451 personnes ont été exécutées, dont 920 Juifs, 45 partisans et 12 pilliers, saboteurs, asociaux, pour un total jusqu'à présent de 86 632 »²⁰⁶. Quant à la lutte que l'*Einsatzgruppe D* menait contre les bandes de partisans, le major Riesen fit état de la liquidation de 255 partisans pour la période du 4 au 24 février 1942²⁰⁷.

Selon un rapport concernant ses activités dans la ville de Feodossia, l'*Einsatzgruppe D* révélait, le 2 janvier 1942, avoir nettoyé celle-ci de tous ses éléments juifs (*Feodossia « judenfrei » gemacht*)²⁰⁸. Mais quelques Juifs avaient réussi à se cacher, comme l'atteste un rapport d'activités du commandant de la ville adressé à l'attention de Korück 553, le 28 février 1942. Dans ce rapport, il y était fait mention de la liquidation à Feodossia de Juifs, de membres du NKVD et de partisans, opération menée conjointement par des soldats de la 11^e armée et des membres du SD :

« Jusqu'au 15 février 1942, 36 Juifs, 16 membres du NKVD, 12 partisans et 12 jeunes furent fusillés par le Sonderkommando 10b. [...] Les 36 Juifs de sexe masculin s'étaient tenus cachés à Feodossia et furent trouvés par le [Sonderkommando 10b]. [...] les soldats allemands [...] travaillent en collaboration avec la police allemande »²⁰⁹.

Un autre rapport, daté cette fois du 27 mars 1942, mentionnait que la ville de Feodossia avait été passée au peigne fin par des unités de la Wehrmacht : « Les observations, qui avaient été faites à la suite

²⁰⁰ BA-MA, RH 23 / 80.

²⁰¹ NOKW 1283. Voir aussi Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 288.

²⁰² BA-MA, RH 23 / 75 ; BA-MA, RH 23 / 79.

²⁰³ BA-MA, RH 23 / 75.

²⁰⁴ BA-MA, RH 23 / 72.

²⁰⁵ BA-MA, RH 23 / 79.

²⁰⁶ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 289.

²⁰⁷ BA-MA, RH 20-11 / 342.

²⁰⁸ Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges...*, p. 204.

²⁰⁹ BA-MA, RH 23 / 79.

d'un travail de la police de sécurité du *Sonderkommando 10b*, laissaient conclure qu'il se trouvait encore beaucoup d'éléments peu fiables et hostiles dans la région de la ville de Feodossia. La première razzia prit place le 5 mars 1942. [...] Environ 380 soldats étaient à la disposition » du *Sonderkommando 10b* « pour passer au peigne fin » le premier district de la ville « et pour faire barrage » aux éléments peu fiables et hostiles :

« [...] 13 personnes dont 4 femmes furent incarcérées [...]. Les 13 personnes en état d'arrestation étaient les suivantes : 4 Juifs, desquels deux avaient de faux passeports [...]; 3 Juives, desquelles deux avaient de faux passeports [...]; 1 partisan ; 1 membre du NKVD ; 1 homme qui soignait et cachait illégalement des partisans ; 1 femme qui soignait et cachait illégalement des partisans ; 1 membre du parti communiste [...], 1 homme qui avait tué un soldat allemand [...]. En tout, 13 personnes furent exécutées plus tard. L'homme qui avait tué le soldat fut pendu en public sur la place du marché ».

« La deuxième razzia eut lieu le 9 mars 1942. [...] 360 membres de la Wehrmacht furent placés à la disposition » du *Sonderkommando 10b* « pour passer au peigne fin » le deuxième district de la ville :

« [...] 15 personnes dont 5 femmes [...] furent incarcérées. Les 15 personnes arrêtées étaient les suivantes : 6 Juifs, desquels 3 avaient de faux passeports du NKVD ; 3 Juives ; 1 femme qui avait pillé, dans une large mesure, des biens de la Wehrmacht ; 1 lieutenant de l'armée russe en civil (probablement un partisan égaré) ; 2 membres du NKVD ; 1 espionne [...] ; 1 membre du parti communiste [...]. Ces 15 personnes furent fusillées après un long interrogatoire ».

« La troisième razzia eut lieu le 13 mars 1942. [...] La razzia fut menée avec des unités de premier plan de la Wehrmacht [...]. Environ 350 hommes de la Wehrmacht étaient à la disposition » du *Sonderkommando 10b* pour passer au peigne fin le troisième district de la ville :

« [...] 17 personnes furent incarcérées [...]. Ces 17 personnes étaient les suivantes : 3 Juifs ; 8 Juives ; 1 Politruk (en tenue civile – égaré) ; 3 membres du NKVD ; 2 hommes qui se sont livrés au pillage. De ces 17 personnes, 15 furent exécutées plus tard et 2 furent relâchées, car il ne fut pas prouvé que celles-ci s'étaient livrées au pillage ».

« Le 20 mars 1942, le quatrième et dernier district fut passé au peigne fin » par le *Sonderkommando 10b* avec « environ 350 soldats. [...] 7 personnes furent incarcérées. Ces 7 personnes arrêtées étaient les suivantes : 3 Juifs ; 3 communistes [...] ; 1 membre de premier plan du NKVD. En tout, 7 personnes furent exécutées après de longs interrogatoires ». La tâche qui consistait « à passer au peigne fin la ville de Feodossia est terminée. Dans l'ensemble, le résultat peut être qualifié de satisfaisant »²¹⁰.

Dans un rapport d'activités pour la période du 16 au 30 avril 1942 adressé à Korück 553, le commandant de Feodossia annonçait : « Deux personnes soupçonnées d'actions hostiles ont été remises au SD, ainsi qu'un membre de l'Armée rouge et une Juive pour d'autres raisons ». Il apportait aussi cette précision : « Dans la seconde moitié d'avril 1942, 43 personnes ont été exécutées dont 22 Juifs »²¹¹.

Dans un autre rapport daté du 20 mars 1942, le major Riesen dressa un bilan de la lutte contre les partisans dans les environs de Karasubasar pour la période du 13 au 15 mars 1942 : 353 partisans tués, dont

²¹⁰ BA-MA, RH 20-11 / 488.

²¹¹ NOKW 1717. Voir aussi Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 290-291 ; Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges...*, p. 276.

3 commissaires politiques et 11 femmes²¹². Trois semaines plus tard, soit le 12 avril 1942, il rapporta, dans le cadre de la lutte contre les partisans, la liquidation de 491 personnes par l'*Einsatzgruppe D* pour la période s'échelonnant du 25 février au 31 mars 1942²¹³. Le 14 avril 1942, un rapport de la police militaire secrète 703 indiquait que 255 personnes provenant de bandes de partisans avaient été arrêtées, puis exécutées à Eupatoria, dont 51 en tant que partisans, 49 en tant qu'espions, 44 en tant que communistes et 5 en tant que Juifs²¹⁴.

Deux jours plus tard, soit le 16 avril 1942, l'*Einsatzgruppe D* informait le haut commandement de la 11^e armée, dans un rapport concernant ses activités depuis le 1^{er} février 1942, que les Juifs de la Crimée étaient tous éliminés : « *La Crimée est épurée des Juifs (Von Juden ist die Krim freigemacht)*. Seulement à l'occasion, il apparaît encore de petits groupes, en particulier dans les régions du nord. Là où ils peuvent se camoufler individuellement au moyen de fausses cartes d'identité, ils seront reconnus tôt ou tard, comme l'expérience l'a montré [...] »²¹⁵.

Tel que vu précédemment, un rapport de l'*Einsatzgruppe D* spécifiait que 91 678 Juifs avaient été exécutés en date du 8 avril 1942. Selon l'une des études les plus sérieuses sur le génocide des Juifs, le nombre total de personnes assassinées par l'*Einsatzgruppe D* dans le sillage de la 11^e armée en Ukraine méridionale et en Crimée dépasserait les 100 000²¹⁶. Du nombre total de Juifs exécutés par l'*Einsatzgruppe D*, environ 33 000 furent assassinés lorsque le feld-maréchal Manstein commandait la 11^e armée, ce qui signifie qu'approximativement les deux tiers perdirent la vie durant la période où la 11^e armée était dirigée par le colonel-général Schobert²¹⁷.

Les exécutions massives de Juifs, de commissaires politiques, de partisans et d'autres éléments jugés indésirables par les autorités politiques et militaires allemandes se poursuivirent au cours des mois suivants dans la zone militaire de la 11^e armée. Le 14 mai 1942, le major Riesen fit état des dernières opérations de l'*Einsatzgruppe D* contre les partisans : « Durant la période du 1^{er} au 30 avril 1942, 191 partisans [...] furent fusillés »²¹⁸. Treize jours plus tard, il brossa un tableau de la lutte menée par l'*Einsatzgruppe D* contre les partisans en Crimée pour la période du 15 novembre 1941 au 19 mai 1942 : 4 020 partisans tués et 1 290 incarcérés. Dans le cadre des opérations contre les partisans, les Allemands comptaient 150 tués et 148 blessés, tandis que les Roumains dénombraient 90 tués et 121 blessés²¹⁹. Le 19 juin 1942, Riesen rapporta la liquidation par l'*Einsatzgruppe D* de 278 partisans, entre le 1^{er} et le 30 mai 1942²²⁰.

²¹² BA-MA, RH 20-11 / 342 ; BA-MA, RH 23 / 91.

²¹³ BA-MA, RH 20-11 / 342.

²¹⁴ Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges...*, p. 276.

²¹⁵ BA-MA, RH 20-11 / 488.

²¹⁶ Hilberg, *Die Vernichtung der europäischen Juden...*, p. 1294. Voir aussi Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 240 et 296.

²¹⁷ Friedrich, *Das Gesetz des Krieges...*, p. 665 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 240-241 et 296.

²¹⁸ BA-MA, RH 20-11 / 342.

²¹⁹ BA-MA, RH 20-11 / 342.

²²⁰ BA-MA, RH 20-11 / 342.

Le 26 juin 1942, soit quelques jours avant la chute de Sébastopol, un rapport de la police militaire secrète 647 portant sur ses activités pour le mois de juin 1942 et adressé à l'attention du haut commandement de la 11^e armée, fit état de l'arrestation de 132 personnes, dont 58 furent abattues, essentiellement des partisans et des saboteurs²²¹. Le mois suivant, la police militaire secrète 647 fit de nouveau rapport au haut commandement de la 11^e armée de ses activités, cette fois-ci, pour le mois de juillet 1942. Elle l'informait avoir procédé à l'arrestation de 133 personnes et à l'exécution de 29 d'entre elles, essentiellement des partisans, mais aussi quelques Juifs et commissaires politiques²²². Dans son rapport d'activités du mois d'août 1942, adressé à l'attention du haut commandement de la 11^e armée, en date du 25 août 1942, la police militaire secrète 647 annonça l'arrestation de 238 personnes, parmi lesquelles 116 furent fusillées, essentiellement des partisans, mais également quelques Juifs et commissaires politiques²²³. Quatre jours plus tard, Riesen dressa un bilan de la lutte contre les partisans du 15 novembre 1941 au 25 août 1942 : 5 165 partisans tués et 1 329 incarcérés. Les pertes de la Wehrmacht dans le cadre des opérations contre les partisans étaient les suivantes : 170 tués et 163 blessés du côté allemand ; 135 tués et 201 blessés du côté roumain²²⁴. Enfin, le 26 septembre 1942, la police militaire secrète 647 envoya au haut commandement de la 11^e armée un rapport portant sur ses activités sur le front de Leningrad durant le mois de septembre 1942. Elle y indiquait avoir exécuté 12 personnes, essentiellement des partisans, mais aussi quelques Juifs, dans la zone d'opérations de la 11^e armée²²⁵.

La responsabilité de Manstein dans l'extermination des Juifs

Tous ces documents tirés des archives militaires donnent une image claire de l'activité très étendue de l'*Einsatzgruppe D* dans le sillage de la 11^e armée au sud de l'Ukraine et en Crimée. Ils contribuent aussi à définir la responsabilité du feld-maréchal Manstein en tant que commandant en chef de la 11^e armée déployée dans cette région des opérations militaires. Non seulement cautionna-t-il les opérations de liquidation des Juifs et des communistes dans la zone militaire qui relevait de son autorité, mais il mit parfois à la disposition de l'*Einsatzgruppe D* des unités de son armée lorsqu'elles étaient requises pour mener à bien la politique d'extermination des éléments jugés indésirables par le régime national-socialiste. Ainsi, en se portant garant de celui-ci et, en particulier, de sa politique d'anéantissement, il se fit le complice à part entière d'un régime criminel. Au moment où il en prit le commandement, la 11^e armée était déjà largement impliquée dans les activités criminelles des formations de l'*Einsatzgruppe D*. En prenant la direction de cette armée à la mi-septembre 1941, Manstein hérita donc des officiers d'état-major et des

²²¹ BA-MA, RH 20-11 / 337.

²²² BA-MA, RH 20-11 / 337.

²²³ BA-MA, RH 20-11 / 337.

²²⁴ BA-MA, RH 20-11 / 342.

²²⁵ BA-MA, RH 20-11 / 337.

commandants de corps d'armée et de division de Schobert qui combattaient dans le secteur méridional du front soviétique et collaboraient avec l'*Einsatzgruppe D*, depuis le début de l'opération « Barbarossa ».

Puisque l'autorité territoriale d'une armée incombe, selon la juridiction militaire de la Wehrmacht, au commandant en chef de la dite armée, la responsabilité de Manstein n'est donc guère à démontrer sur le théâtre des opérations de la 11^e armée²²⁶. À Nuremberg, Manstein prétendit que ses fonctions de commandant en chef de la 11^e armée ne lui avaient pas permis d'apprendre ce qui arrivait aux Juifs de la Crimée :

« Non, je n'étais pas exposé à l'apprendre, car au cours de l'année je me suis trouvé successivement à douze ou à treize postes de commandement toujours sur le terrain des opérations. [...] Il faut aussi tenir compte de ce que la situation était telle qu'un commandant en chef était tellement absorbé par les soucis de la lutte et qu'à juste titre, ne lui était communiqué que l'essentiel des faits accessoires ».

Il assura ensuite de n'avoir jamais toléré la moindre violation contre le droit martial :

« Dans mon secteur militaire, je n'ai pas toléré de choses semblables et ce qui se passait sur le plan idéologique à l'extérieur, nous n'en savions rien. Cela échappait à notre influence et à notre connaissance. Nous n'avions ni la puissance, ni le droit d'empêcher quoi que ce soit, abstraction faite de ce que nous n'avions jamais eu connaissance de toutes les atrocités qui se révélaient »²²⁷.

Le prétexte invoqué par le feld-maréchal selon lequel ses fonctions de commandant en chef d'une armée l'avaient empêché de prendre connaissance du sort des Juifs se trouvant dans les territoires occupés par ses troupes, notamment en raison des soucis et des préoccupations de la lutte, est totalement absurde dans la mesure où il passait la plus grande partie de ses soirées à jouer avec son aide de camp, le lieutenant Alexander Stahlberg, aux échecs ou au bridge, ses passe-temps préférés²²⁸. Selon ce dernier, ils auraient fait ensemble probablement plus de 1 000 parties d'échecs en moins de trois ans. Et cela ne tient pas compte, toujours selon Stahlberg, du temps que Manstein s'accordait pour écouter ses disques préférés sur un gramophone portable, principalement la musique de Mozart²²⁹.

À l'automne 1942, Manstein se rendit au quartier général de Hitler afin de recevoir le bâton de feld-maréchal que lui avait valu sa conquête de la forteresse de Sébastopol quelques mois auparavant. Au petit déjeuner, il demanda à son Führer ce qu'il allait advenir des Juifs. À cette époque, des centaines de milliers de Juifs avaient déjà été tués par les *Einsatzgruppen* et la Wehrmacht. De même, les chambres à gaz d'Auschwitz-Birkenau fonctionnaient à plein régime. Hitler répondit que l'Allemagne devait créer un État pour les Juifs. Il avait pensé d'abord à la Palestine, puis à l'île de Madagascar. Mais il avait réalisé qu'un État juif se devait d'être contrôlé par les Allemands. Par conséquent, il avait décidé que ce serait à l'intérieur du gouvernement polonais de Lublin que les Allemands contrôlèrent cet État juif. Hitler ne dit pas un seul mot sur l'extermination des Juifs. Le feld-maréchal, qui savait très bien que la tâche principale

²²⁶ Le commandant en chef d'une armée était le détenteur de l'autorité exécutive et le garant de l'ordre dans la zone militaire qui relevait de son autorité. Le destin de la population locale qui se trouvait dans cette zone militaire relevait ainsi de la responsabilité du commandant en chef en question. À ce sujet, voir NOKW 1878 ; Friedrich, *Das Gesetz des Krieges...*, p. 420-421 et 638-639.

²²⁷ TMIN, tome XX, p. 660-661 et 665.

²²⁸ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 262.

²²⁹ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 234-235.

des *Einsatzgruppen* consistait à liquider tous les Juifs et les cadres du parti communiste, se contenta de la réponse de son Führer et n'insista pas davantage²³⁰. Avait-il eu l'intention, avec cette conversation, de se créer un alibi, au cas où il aurait, plus tard, à répondre de ses actes ?²³¹

Lors de son procès tenu à Hambourg, les avocats de Manstein ne contestèrent pas que de nombreuses informations sur les activités criminelles de l'*Einsatzgruppe D* eussent pu être rapportées régulièrement au haut commandement de la 11^e armée, soit directement par celui-ci ou par l'entremise de Korück 553. Mais ils prétendirent que leur client n'eut en aucun moment le temps de les lire, d'autant plus que son état-major ne voulait absolument pas l'accabler avec de telles informations qui auraient pu l'inciter à abandonner son commandement²³².

Qu'il fût au courant ou non de toutes les activités criminelles de l'*Einsatzgruppe D*, cela ne diminue en rien sa responsabilité, car en raison de l'autorité qu'il exerçait dans sa zone militaire, en sa qualité de commandant en chef de la 11^e armée, il était de son devoir de s'informer de tout ce qui s'y passait. Évidemment, il ne pouvait aucunement interdire les activités de l'*Einsatzgruppe* qui était rattaché à son armée, mais il disposait néanmoins de l'autorité nécessaire pour s'informer autant que possible de l'étendue des opérations de celui-ci, voire même pour en limiter la portée. Cependant, en raison de son ambition démesurée de devenir un jour commandant en chef ou chef de l'état-major général de l'armée de terre, il préféra non seulement fermer les yeux sur les massacres horribles commis par l'*Einsatzgruppe D* à l'arrière du front de son armée, mais il consentit également à lui fournir des troupes lorsque le besoin s'en faisait sentir²³³.

On comprend ainsi mieux pourquoi le haut commandement de la 11^e armée, à propos du cas de Nikolaïev, donna des instructions à l'*Einsatzgruppe D* pour faire procéder aux liquidations des Juifs à 200 kilomètres au moins du quartier général du commandant en chef²³⁴. Toutefois, le SS-Oberführer Ohlendorf dérogea à cette règle, en deux occasions au moins, d'abord à Simferopol, où les exécutions se déroulèrent à 30 kilomètres du quartier général de Manstein établi à Sarabus, puis dans cette petite ville, où elles se firent pratiquement devant la porte du quartier général non insonorisé du feld-maréchal²³⁵. De toute évidence, le sort des Juifs des territoires occupés laissait Manstein complètement indifférent.

Lorsque son aide de camp, le lieutenant Stahlberg, lui parla, au printemps 1943, des rapports sur les exécutions massives de Juifs dans les territoires occupés que lui avait montrés son ami le colonel Oster, du service de renseignements à l'*Abwehr*, lors d'une visite au bureau de celui-ci à Berlin, Manstein, alors commandant en chef du groupe d'armées sud, resta silencieux, préférant ne faire aucun commentaire²³⁶.

²³⁰ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 199.

²³¹ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 263.

²³² Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 344.

²³³ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 292-294.

²³⁴ Friedrich, *Das Gesetz des Krieges...*, p. 630.

²³⁵ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 305-306 (note # 698) et 320 (note # 733).

²³⁶ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 314-315.

À l'automne 1943, Stahlberg rapporta aussi à Manstein une conversation qu'il avait eue en privé avec son ami le colonel Eberhard Finckh, premier quartier-maître au groupe d'armées sud. À cette occasion, Finckh l'avait informé des propos de deux officiers d'état-major qui avaient assisté, tout à fait par hasard, à une exécution massive de Juifs qui s'était déroulée dans une région boisée à l'arrière du front se trouvant sous la juridiction militaire du groupe d'armées sud. Perpétrée par des hommes qui portaient des uniformes de la SS ou du SD, la tuerie avait manifestement été bien organisée. Les deux témoins avaient aussi révélé à Finckh que, d'après un officier de la SS, le nombre de Juifs assassinés à cette occasion s'élevait à plus de 100 000.

La réaction de Manstein aux paroles de Finckh, que lui avait rapportées Stahlberg, fut vive et soudaine. À ses yeux, que 100 000 Juifs eussent été tués était quelque chose d'absolument incroyable. Si 100 000 Juifs avaient vraiment été exécutés dans une région boisée, comment avait-on pu alors faire disparaître leurs corps, se demanda-t-il ? Cette affirmation qu'il jugeait invraisemblable prouvait, selon lui, que Finckh et lui-même avaient été les victimes d'une sale propagande visant à saper le moral des Allemands. D'ailleurs, il avait déjà lui-même fait l'expérience de la propagande ennemie en tant que jeune officier, durant la Première Guerre mondiale, rappela-t-il. En conséquence, il était important de se prémunir contre les actions insidieuses ou contre toute intoxication par l'ennemi, ajouta-t-il. Ayant assisté tous les deux aux cérémonies d'ouverture des Jeux Olympiques de 1936 à Berlin, où plus de 100 000 personnes se trouvaient dans le stade, Manstein demanda à Stahlberg de visualiser une telle foule et de lui dire ensuite à quel endroit 100 000 corps juifs auraient pu être dissimulés. Sur ce, il lui suggéra alors de dire à son ami Finckh d'écarter de son esprit des histoires aussi fantaisistes²³⁷.

Dans les archives, il n'y a aucune indication qui confirmerait une exécution de masse de l'ordre de 100 000 Juifs en une seule journée dans une région boisée se situant à l'arrière de la zone des opérations du groupe d'armées sud. En 1987, Rüdiger von Manstein fit appel à l'expertise de l'Institut de l'Europe de l'Est à Munich (*Osteuropa-Institut in München*) pour se pencher sur la véracité de la teneur du témoignage en question. Après analyse, celui-ci conclut : « L'assassinat d'un aussi grand nombre d'habitants juifs de l'URSS dans un bois est à exclure avec certitude [...] ». Mais cela ne signifie pas pour autant que Manstein ne fut aucunement au courant du sort des Juifs. Il ne voulait tout simplement pas croire ce qui lui semblait inimaginable²³⁸.

Après la guerre, des témoins ont soutenu que Manstein avait assisté à une conférence donnée par de hautes autorités du régime national-socialiste à Posen, le 25 janvier 1944. Au cours de celle-ci, le Reichsführer-SS Himmler parla, pour la première fois, à 300 feld-maréchaux et généraux de la question de

²³⁷ *Ibid.*, p. 341-345.

²³⁸ Knopp, *Hitlers Kriger...*, p. 202. Dans un documentaire sur les soldats de Hitler, Stahlberg confirma la version de cet épisode relatée dans ses mémoires, puis ajouta au sujet de l'extermination des Juifs : « Il [Manstein] savait tout ». Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 259.

l'extermination des Juifs, évoquant même la liquidation de millions d'entre eux²³⁹. En fait, ce jour-là, aux dires de Stahlberg, Manstein n'était pas à Posen, mais à son quartier général de Proskurov. Le lendemain, il aurait quitté son quartier général pour Liegnitz afin de passer la journée avec sa famille, avant de se rendre au quartier général du Führer à Rastenburg, le 27 janvier, où ses camarades officiers de haut-rang et lui-même avaient été convoqués par un Hitler pressé de s'assurer une fois de plus de leur indéfectible loyauté²⁴⁰.

À l'époque où il était à la tête de la 11^e armée en Crimée, Manstein avait été informé par l'un de ses officiers d'état-major, le capitaine Ulrich Gunzert, d'une exécution massive de Juifs, à laquelle il avait assisté. Gunzert lui rapporta les événements suivants :

« Dans une fosse profonde, gisaient plusieurs couches de cadavres. Après chaque salve, les hommes du SD descendaient dans la fosse et abattaient d'une balle à la tête tous ceux qui vivaient encore. C'était un massacre collectif. Je n'oublierai jamais le visage de ces personnes qui, sur un remblai surplombant la fosse, attendaient d'être exécutées. Lorsque j'ai essayé d'intervenir contre cela, un homme de la SS m'en a empêché : "Fichez le camp, ça ne vous regarde pas" ! ».

La réaction de Manstein fut typique de son comportement à l'égard de la politique génocidaire du régime depuis la campagne de Pologne. À ce sujet, Gunzert écrit :

« J'ai offert à Manstein d'entreprendre quelque chose contre cela. Mais il a refusé, car il n'exerçait aucune influence dans la région située à l'arrière. Du reste, il avait bien d'autres soucis. Manstein s'est retiré derrière ses compétences militaires et m'a ordonné de ne pas parler de cela à d'autres personnes. Il s'agissait d'une fuite devant ses responsabilités, un échec moral »²⁴¹.

La déclaration de Manstein à son procès selon laquelle il n'avait reçu, durant la guerre, aucune information sur l'extermination des Juifs était donc un pur mensonge, d'autant plus qu'il avait même été mis au courant de ce qui se passait dans les camps de concentration par son aide de camp, le lieutenant Stahlberg. Lorsque, à l'automne 1943, celui-ci l'informa justement à propos des camps de concentration, notamment celui d'Auschwitz, Manstein resta d'abord silencieux, puis considéra les informations sur Auschwitz et les autres camps d'extermination comme étant si invraisemblables qu'il refusa d'y croire²⁴². Pourtant, à Nuremberg, il prétendit n'avoir jamais été mis au courant du génocide des Juifs qui se déroulait à l'intérieur des camps de concentration :

« [...] j'en savais aussi peu que le peuple allemand et même encore moins, car lorsqu'on est engagé dans un combat à un millier de kilomètres de l'Allemagne, on n'entend jamais parler de telles choses. J'ai appris avant la guerre l'existence de deux camps de concentration : Oranienburg et Dachau. Un officier qui avait été invité à visiter un tel camp m'a raconté qu'il y avait là une véritable collection de types de criminels, avec des détenus politiques, et qu'ils étaient d'ailleurs, d'après ce qu'il avait vu, sévèrement mais convenablement traités »²⁴³.

²³⁹ Rudolf-Christoph von Gersdorff, *Soldat im Untergang. Lebensbilder*. Francfort-sur-le-Main / Berlin, Ullstein, 1977, p. 145. Voir aussi Manfred Messerschmidt, « Das Verhältnis von Wehrmacht und NS-Staat und die Frage der Traditionsbildung », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, no. 17 (1981) p. 34 ; Messerschmidt, « The Wehrmacht... », p. 736.

²⁴⁰ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 354-356.

²⁴¹ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 203. Voir aussi Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 261.

²⁴² Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 351-353 et 376-378.

²⁴³ TMIN, tome XX, p. 656.

Qu'il fut totalement indifférent au sort des Juifs des territoires occupés, cela ne fait pas de doute. L'avancement de sa carrière, les promotions et les honneurs comptaient manifestement plus à ses yeux. Pour cela, il devait fermer les yeux sur les politiques criminelles du régime, voire y participer activement. Quand bien même il ne possédait aucunement un instinct criminel, Manstein n'en partageait pas moins les préjugés de ses contemporains à l'égard des Juifs, notamment ceux de l'Europe de l'Est. Et cela lui a suffi – de même qu'à ses camarades officiers – pour accepter de conduire une guerre d'anéantissement en Russie soviétique.

Lorsqu'il fut transféré de la région baltique à celle de la mer Noire, Manstein se retrouva dès lors dans un secteur habité par de nombreux Juifs. Pour des raisons raciales et idéologiques, elles-mêmes motivées par des considérations de sécurité et de pacification, il contribua à leur extermination. On peut donc se demander quel aurait été son destin s'il avait reçu le commandement de l'*Afrika Korps* à la place du feld-maréchal Rommel. Au moment de la création de l'*Afrika Korps*, Hitler avait jonglé avec l'idée d'en confier la direction à Manstein. Non seulement Manstein aurait obtenu au moins autant de succès que Rommel sur le plan militaire, mais il aurait été amené, à l'instar de celui-ci, à conduire une guerre « propre », répondant à des objectifs politico-militaires plus traditionnels²⁴⁴.

Le fait d'avoir sans doute des origines juives a-t-il pu influencer l'attitude de Manstein à l'égard du sort réservé aux Juifs par le III^e Reich ? Son comportement face à la question juive est-il le résultat délibéré ou inconscient d'un quelconque déni de ses possibles origines juives ? Pour certains, le fait de soupçonner qu'il avait probablement des ancêtres juifs doit certainement avoir influé sur son attitude envers le national-socialisme²⁴⁵. Manstein ne cachait aucunement à ses proches qu'il avait peut-être des origines juives et c'est d'ailleurs en tant que Juif qu'il était durement jugé par plusieurs membres éminents du régime nazi, comme le Reichsführer-SS Himmler et le ministre de la Propagande Goebbels. À l'instar de la plupart de ses camarades du corps des officiers, Manstein partageait tout simplement les préjugés antisémites qui circulaient autant au sein de l'armée que dans la société allemande depuis la fin de la Première Guerre mondiale et qui avaient été portés à leur extrême sous le Reich hitlérien, en particulier dans le contexte de la lutte raciale et idéologique sans merci conduite en Russie bolchevique.

²⁴⁴ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 294-295.

²⁴⁵ Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 143.

CHAPITRE 11

LE VENT DE LA BÉRÉZINA : LA TRAGÉDIE DE STALINGRAD

À la suite de l'encerclement de la 6^e armée allemande à Stalingrad, le feld-maréchal Manstein reçut l'ordre de prendre sans délai le commandement du groupe d'armée Don, en cours de constitution de part et d'autre de cette ville. Sa mission : arrêter les attaques de l'ennemi et reprendre le terrain perdu depuis le début de son offensive. Si cette tâche se révéla l'une des plus importantes de sa carrière en tant que commandant sur le front, c'est toutefois sa contre-attaque dans la région de Kharkov, à l'hiver 1943, qui devint l'une de ses plus belles opérations militaires. Quant à la destruction de la 6^e armée, Manstein doit-il en assumer une part de responsabilité, notamment pour ne pas avoir été en mesure de la dégager du front d'investissement soviétique ? Cet échec a-t-il été le résultat, du moins en partie, de sa décision d'accepter le sacrifice de la 6^e armée, qui retenait le gros des troupes soviétiques de la région, afin de faciliter la retraite stratégique de son groupe d'armées, lui-même menacé d'encerclement, tout au long de l'hiver 1942-1943 ? Avant d'aborder le commandement du groupe d'armées Don dans le contexte de la tragédie de Stalingrad, il nous apparaît opportun d'essayer de retracer d'abord le cours de celle-ci pour mieux évaluer, par la suite, les décisions militaires de Manstein dont certaines demeurent encore aujourd'hui très controversées.

L'analyse de Manstein sur les causes qui ont mené à la tragédie de Stalingrad

Après une glorification de l'héroïsme du soldat allemand sur la Volga, Manstein présenta, dans ses mémoires, une analyse pénétrante et une appréciation des opérations qui, depuis l'offensive de l'été 1942, conduisirent à l'encerclement de la 6^e armée et à la catastrophe de la fin de l'automne. Il jugea également la situation qu'il trouva lorsqu'il prit le commandement du groupe d'armées Don.

D'emblée, il attribua, à juste titre d'ailleurs – comme nous le verrons plus loin –, la responsabilité de la destruction de la 6^e armée à Hitler :

« La destruction de la 6^e armée est, bien entendu, imputable au refus de Hitler – inspiré avant tout par des considérations de prestige – d'évacuer volontairement Stalingrad. Mais si elle se trouva dans une telle situation, ce fut à cause des fautes opérationnelles commises par le haut commandement dans la préparation et la conduite de l'offensive de 1942, surtout dans la fixation de ses objectifs »¹.

¹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 322.

Il releva ensuite les points qui eurent une signification décisive sur le sort de la 6^e armée. Tout d'abord, à cause des objectifs dictés par des considérations d'économie de guerre, Hitler engagea l'offensive allemande en Russie méridionale sur deux grands axes d'attaque divergents : en direction de Stalingrad et vers le Caucase. Lorsqu'elle s'enraya, l'OKH hérita d'un front distendu que ses forces disponibles n'étaient pas en mesure de tenir. Après avoir transféré sur le front de Leningrad la 11^e armée, qui devait originellement franchir le détroit de Kertch pour aller épauler la 17^e armée, aussitôt la forteresse de Sébastopol conquise, il ne disposait plus d'aucune réserve opérationnelle dans les secteurs de Stalingrad et du Caucase. Selon Manstein, le haut commandement commit ainsi une erreur catastrophique en enlevant la 11^e armée, devenue libre en Crimée, après la conquête de la forteresse de Sébastopol, pour l'employer à Leningrad et au rapiéçage du reste du front. N'eût été de cette faute, soutint-il, la tragédie de Stalingrad aurait probablement été évitée :

« Si – comme c'était initialement prévu – on lui avait fait franchir le détroit de Kertch pour couper la retraite, dans le Kouban, aux forces ennemies refoulées du Don sur le Caucase par le groupe d'armées A ou, s'il était trop tard, pour lui faire jouer le rôle de réserve à l'aile méridionale, la tragédie de Stalingrad aurait été sans doute évitée »².

Il n'est effectivement pas exagéré de soutenir que le maintien de la 11^e armée dans le secteur méridional du front aurait prévenu ou, du moins, atténué grandement la tragédie de la 6^e armée à Stalingrad³.

Cela dit, « le groupe d'armées A se trouvait orienté au sud, entre la mer Noire et la mer Caspienne, tandis que le groupe d'armées B tenait, face à l'est et au nord-est, un front qui s'articulait sur la Volga au sud de Stalingrad, s'infléchissait vers le Don moyen au nord de la ville, et suivait ce fleuve jusqu'à Voronej ». Pour défendre des fronts aussi étendus, les deux groupes d'armées disposaient de forces insuffisantes, d'autant plus que l'aile sud des forces ennemies n'avait pas été vaincue de façon décisive et avait réussi à se soustraire à l'anéantissement. D'autre part, l'URSS possédait encore des réserves opérationnelles très importantes en arrière des autres secteurs du front et plus à l'intérieur du pays. Enfin, il existait entre les armées des groupes A et B une brèche de 300 kilomètres dans les steppes de Kalmouks, dont une seule division, la 16^e motorisée stationnée à Elista, assurait la couverture⁴.

Mis à part les erreurs commises dans la préparation et la conduite de l'offensive d'été, Manstein souligna trois autres fautes lourdes de conséquences qui devaient conduire la 6^e armée à sa situation désespérée de la fin de novembre 1942. La première fut la tentative de tenir coûte que coûte ce front trop étendu. La seconde, encore plus grave, fut l'ordre donné par le Führer au groupe d'armées B d'engager la 6^e armée et la 4^e armée de Panzer, c'est-à-dire l'essentiel de ses forces offensives, autour et dans Stalingrad. La sécurité du flanc septentrional de ce groupe, le long du Don, se trouvait alors confiée à trois armées satellites, la 3^e roumaine, la 8^e italienne et la 2^e hongroise, et dans le secteur de Voronej, à la 2^e armée allemande, aux effectifs trop faibles. Selon Manstein, Hitler aurait dû savoir que ces contingents

² *Ibid.*, p. 262 (pour la citation) et 322-323.

³ Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 153.

⁴ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 323.

alliés n'étaient aucunement en mesure de faire face, même derrière le Don, à une puissante contre-offensive soviétique. Et il fit la même remarque à propos de la 4^e armée roumaine, à qui Hitler avait confié la mission de couvrir le flanc droit, complètement ouvert, de la 4^e armée blindée allemande. La troisième faute fut l'organisation du commandement à l'aile méridionale allemande que Manstein qualifia de « vraiment ridicule », puisque le groupe d'armées A ne possédait pas de chef en propre, étant commandé indirectement par Hitler⁵.

Manstein reconnaissait que l'on doit parfois accepter des risques pour vaincre. Mais, selon lui, le haut commandement allemand n'aurait jamais dû accepter celui auquel il s'exposa, à la fin de l'automne 1942, en fixant les forces principales du groupe d'armées B dans le secteur de Stalingrad pendant une trop longue période de temps et en se contentant de défendre le front du Don avec des unités dont la combativité était relativement faible :

« Stalingrad n'ayant pu être que partiellement conquise dans le premier assaut, la décision de s'en emparer par une attaque en règle, afin de s'assurer la maîtrise de la Volga, se justifiait, à condition de se limiter à un espace de temps très court. Par contre, engager les forces principales du groupe d'armées B dans la ville, pendant plusieurs semaines, avec des flancs insuffisamment gardés, constituait une faute décisive. C'était abandonner l'initiative à l'adversaire, l'inviter formellement à saisir l'occasion d'encercler la 6^e armée qui lui était ainsi offerte »⁶.

Il termina son analyse en mentionnant le risque que le haut commandement allemand aurait dû accepter après que l'offensive de l'été eut procuré le gain d'un vaste territoire, mais non la défaite décisive de l'aile sud du front soviétique :

« Il aurait dû consister à *reprendre la guerre de mouvement* entre le Caucase et le cours moyen du Don, en profitant des possibilités opérationnelles offertes par la grande boucle du Don, afin de *ne pas abandonner l'initiative à l'adversaire*. Mais il n'était pas dans le caractère de Hitler de permuter ainsi les risques. Il ne tira pas les conséquences du fait que son offensive s'était enrayée sans produire de résultat décisif, et prépara ainsi la tragédie de Stalingrad »⁷.

Ce point de vue de Manstein témoignait manifestement d'une certaine surestimation des possibilités qui s'offraient à la Wehrmacht à cette époque. Avec la possibilité de prendre du recul, il est désormais évident qu'au début de septembre, la Wehrmacht avait déjà perdu l'initiative stratégique et opérationnelle sur le front oriental, et ce, même si la bataille de Stalingrad entraînait alors dans sa phase décisive. À ce moment, elle n'était plus en mesure d'atteindre les objectifs initiaux qu'elle s'était fixés sur le front du Caucase, notamment en ce qui concerne la capture des gisements de pétrole de Grozny. C'était seulement dans le secteur de Stalingrad qu'elle pouvait encore espérer remporter un succès partiel. Certes, la conquête de cette ville aurait libéré des réserves opérationnelles. Mais il est très douteux qu'elles eussent été suffisantes pour renforcer significativement les quelque 550 kilomètres du front s'étendant entre Voronej et Stalingrad, sur le Don supérieur, que tenaient les formations roumaines, italiennes et

⁵ *Ibid.*, p. 323-324.

⁶ *Ibid.*, p. 323 (pour la citation) et 325.

⁷ *Ibid.*, p. 325.

hongroises, dont la valeur combative ne soutenait pas la comparaison avec les unités allemandes, et sur lequel les Soviétiques avaient aménagé plusieurs têtes de pont⁸.

Il faut également signaler les problèmes de ravitaillement en essence et en armement qui accaparaient toute l'aile méridionale de l'armée allemande sur le front de l'Est. Les groupes d'armées A et B disposaient d'un seul passage sur le Dniepr : le pont ferroviaire de Dniepropetrovsk. Le génie allemand n'était pas parvenu à rétablir le pont de Zaporojie, ni la liaison entre l'Ukraine et la Crimée par Nikolaïev et Kherson, puis par le détroit de Kertch. Les lignes de communication nord-sud, en arrière du front, demeuraient également insuffisantes. Le haut commandement allemand se trouvait donc désavantagé par rapport à son adversaire en ce qui concernait la rapidité des transports de troupes, aussi bien pour l'arrivée de nouvelles unités que pour les rocares⁹.

Compte tenu du nombre restreint de réserves opérationnelles, de la faiblesse des contingents alliés et des problèmes d'approvisionnement en essence et en armement, il aurait été préférable de procéder à un repli stratégique en profondeur des deux groupes d'armées sur une ligne de front s'étendant de Voronej à Rostov-sur-le-Don ou, encore mieux, sur la ligne du 28 juin, à partir de laquelle avait été déclenchée l'opération « bleue ». En rétrécissant la ligne de front, on aurait ainsi pu libérer de nombreuses réserves opérationnelles nécessaires pour stabiliser les positions allemandes et repousser la contre-offensive de l'Armée rouge que l'on était en droit d'attendre pour le début de l'hiver. Certes, cela aurait signifié l'abandon des conquêtes stratégiques réalisées au cours de l'été, mais c'était le prix à payer pour éviter la tragédie de Stalingrad et l'écroulement de l'aile sud du front¹⁰.

Mais Hitler n'était aucunement disposé à consentir au moindre repli stratégique. D'ailleurs, au faite de l'opération « bleue », les frictions au sein du haut commandement devinrent de plus en plus fréquentes, en particulier entre Halder et Hitler. Le premier s'efforçait de faire comprendre au second que le groupe d'armées sud ne possédait plus la puissance nécessaire pour mener de front deux offensives de pareille envergure dans deux directions opposées. L'assaut contre Stalingrad suffisait amplement à absorber toutes les forces disponibles. Mais Hitler refusait d'entendre raison, convaincu que les Russes étaient finis. Pour le chef de l'état-major général de l'OKH, l'aveugle sous-estimation des ressources ennemies par le Führer et sa totale incapacité à embrasser la situation et ses conséquences accroissaient considérablement les risques d'une débâcle militaire. Halder tenait à être le cerveau opérationnel de l'armée. Cependant, Hitler insistait sur la supériorité de ses idées. Cette situation intenable conduisit au limogeage de Halder, le 24 septembre.

Lorsqu'il s'était rendu au quartier général de l'OKH pour recevoir ses instructions en vue de la capture de Leningrad, durant la troisième semaine d'août, Manstein avait pu constater avec stupéfaction

⁸ Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 156-157.

⁹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 325.

¹⁰ Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 159-161 et 281-282.

jusqu'à quel point les rapports entre Hitler et son chef d'état-major général s'étaient dégradés. Dans ses mémoires, il fit une description d'un épisode dont il fut témoin :

« Lors de la conférence sur la situation, on évoqua la crise survenue au groupe d'armées centre à la suite d'une offensive soviétique locale [...]. Hitler s'étant répandu en reproches sur les troupes combattant en cet endroit, le chef d'état-major général le contredit vigoureusement. La force de ces troupes, expliqua-t-il, était épuisée depuis longtemps, les pertes élevées en officiers et sous-officiers ne pouvaient demeurer sans conséquence. Halder exprima ces remarques sur un ton d'une correction parfaite mais elles déclenchèrent un véritable accès de rage chez Hitler, le seul, d'ailleurs, dont j'ai été témoin. Avec une parfaite grossièreté, il mit en doute leur bien-fondé, déclarant qu'il pouvait mieux juger parce qu'il avait été fantassin pendant la Première Guerre mondiale, ce qui n'était pas le cas pour Halder. La scène manquait tellement de dignité que je quittai ostensiblement la table des cartes pour n'y revenir que sur l'invitation de Hitler quand il se fut calmé. Je me sentis obligé d'en parler, à la sortie, avec le lieutenant-général Schmundt, chef de la direction du Personnel et, en même temps, officier de liaison de la Wehrmacht auprès de Hitler. De tels rapports entre le commandant suprême et le chef d'état-major général de l'armée étaient absolument inadmissibles, lui déclarai-je. Ou bien Hitler devait écouter son chef d'état-major et conserver envers lui une attitude correcte ou bien le second devait en tirer les conséquences. Il ne se produisit malheureusement rien de ce genre et la collaboration entre les deux hommes ne cessa que six semaines plus tard par le renvoi du colonel-général Halder »¹¹.

Ce dernier fut remplacé par le général Kurt Zeitzler, chef d'état-major du feld-maréchal Rundstedt, commandant en chef du front de l'Ouest. À 47 ans, il avait onze ans de moins que Halder et il était d'un rang relativement inférieur dans la hiérarchie militaire : major-général seulement depuis avril 1942, Hitler l'avait promu de deux rangs après l'avoir nommé chef d'état-major général de l'OKH. Reconnu comme un adepte fervent du Führer, il avait été recommandé par son ami personnel, le lieutenant-général Schmundt, agent de liaison de Hitler avec l'armée de terre, et par Göring¹². Hitler rejeta ainsi la proposition de Keitel selon laquelle Manstein ou Paulus seraient mieux qualifiés que Zeitzler pour assumer les fonctions de chef d'état-major général de l'OKH. Une fois de plus, Manstein voyait s'envoler son rêve de devenir le chef d'état-major général de l'armée de terre. Sa trop forte personnalité ne pouvait guère plaire à un homme comme Hitler qui préférait s'entourer d'officiers dociles¹³.

Hitler appréciait beaucoup plus Zeitzler pour sa croyance fanatique aux idées national-socialistes que pour son jugement de technicien¹⁴. Mais, si sa ferveur national-socialiste était beaucoup plus grande que celle de Halder, Zeitzler n'était guère plus complaisant. Keitel le mit d'ailleurs en garde : « Ne jamais contredire le Führer. Ne jamais lui rappeler qu'il a déjà pu penser différemment à propos de quelque chose. Ne jamais lui dire que les événements subséquents ont prouvé que vous avez eu raison et que lui a eu tort. Ne jamais lui rendre compte des pertes – vous devez épargner les nerfs de cet homme ». Zeitzler rétorqua : « Si un homme déclenche une guerre, il doit avoir les nerfs pour entendre les conséquences »¹⁵.

¹¹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 292

¹² Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 181-183 ; Warlimont, *Inside Hitler's Headquarters...*, p. 259-260 ; Below, *Als Hitlers Adjutant...*, p. 315.

¹³ Irving, *Hitler's War...*, p. 424 ; Cooper, *The German Army...*, p. 445.

¹⁴ Wieder, *Stalingrad...*, p. 30.

¹⁵ Irving, *Hitler's War...*, p. 425.

La situation à la prise du commandement du groupe d'armées Don par Manstein

Le télégramme que le feld-maréchal Manstein reçut dans la région de Vitebsk, le 21 novembre, lui prescrivait de prendre le commandement du groupe d'armées Don – composé de la 6^e armée, de la 4^e armée blindée et de la 3^e armée roumaine – afin d'assurer la coordination des opérations défensives au nord et au sud de Stalingrad. Il avait la mission, d'ailleurs inexécutable avec les forces et les réserves existantes, de rétablir la situation sur les fronts du Don et de la Volga. Il la définissait ainsi : « Arrêter les attaques de l'ennemi et reprendre le terrain perdu par nous depuis le début de son offensive »¹⁶. En fait, il se voyait attribuer, en quelque sorte, les responsabilités du colonel-général Weichs, commandant en chef du groupe d'armées B, un peu comme il s'était fait assigner celles du feld-maréchal Küchler dans le secteur de Leningrad quelques mois auparavant¹⁷. Pour assumer ses nouvelles fonctions, il était assisté du général Friedrich Schulz, son chef d'état-major et son plus proche collègue depuis la fin de la campagne de Crimée, ainsi que du colonel Theodor Busse, son sous-chef d'état-major depuis le jour où il avait pris le commandement de la 11^e armée en Crimée¹⁸.

L'expérience de Manstein faisait de lui un choix idéal pour assumer ce nouveau commandement créé spécifiquement pour rétablir la situation sur le front de Stalingrad. En tant qu'officier d'état-major, il avait démontré sa très large compréhension des possibilités opérationnelles et stratégiques selon la situation du moment. Son expérience acquise à la tête d'un corps d'infanterie et d'un corps blindé l'avait mis en contact direct avec les capacités des troupes allemandes. Quant à son commandement d'une armée, il avait démontré son aptitude à diriger de larges mouvements de troupes. Ces qualités expliquaient sans doute pourquoi Hitler l'avait choisi pour sauver la situation à l'aile sud du front. D'ailleurs, au moment de sa nomination, la réputation de Manstein était telle que la seule mention de son nom était suffisante pour inspirer les troupes allemandes¹⁹.

Le feld-maréchal ne put avoir une idée précise des événements survenus au cours des jours précédents et de la situation du moment que lorsqu'il arriva au quartier général du nouveau groupe d'armées B – formé de la 2^e armée allemande, de la 2^e armée hongroise et de la 8^e armée italienne – à Starobielsk, le 24 novembre 1942, jour de ses 55 ans. Montrant à Manstein la carte des opérations dûment remise à jour, le colonel-général Weichs et le général Sodenstern, son chef d'état-major, ne lui dissimulèrent pas la gravité de la situation dans laquelle il devait prendre le commandement du groupe d'armées Don.

Le 19 novembre 1942, les Soviétiques avaient déclenché à l'aube, sous les rafales de blizzard, l'opération « Uranus ». Elle concernait trois fronts soviétiques et couvrait un secteur de quelque 200

¹⁶ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 326 ; Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 1134 ; Cooper, *The German Army...*, p. 426.

¹⁷ Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 239.

¹⁸ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 231-232.

¹⁹ Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 12.

kilomètres : le front du sud-ouest du général Nikolai Vatoutine, le front du Don du colonel-général Konstantin Rokossovski et le front de Stalingrad du colonel-général Andreï Eremenko. L'Armée rouge engageait dans la bataille 1 000 500 hommes, 894 chars d'assaut, 13 542 pièces d'artillerie et 1 115 avions²⁰. En tout, elle déployait le quart de ses unités d'infanterie, la moitié de son aviation de combat et 60% de ses formations blindées, disposant ainsi d'une énorme supériorité quantitative et qualitative sur son adversaire²¹.

Après une préparation d'artillerie extrêmement puissante, les blindés soviétiques, en formation massive, percèrent les lignes de la 3^e armée roumaine au nord-ouest de Stalingrad, en fonçant en direction de la boucle du Don. Le lendemain, au sud de la ville, d'autres colonnes puissantes enfoncèrent la 4^e armée roumaine et s'élancèrent à leur tour en direction du Don. Les deux armées roumaines furent rapidement disloquées et de fortes unités blindées soviétiques s'élancèrent aussitôt dans les brèches. De sorte que, dès le 22 novembre, les deux branches de la tenaille opérèrent leur liaison à Kalatch, sur la boucle du Don, à 60 kilomètres à l'ouest de Stalingrad. Le piège s'était donc refermé autour de la 6^e armée du colonel-général Paulus et de fractions allemandes et roumaines de la 4^e armée de Panzer du colonel-général Hoth, soit 21 divisions allemandes et 2 roumaines, pour un total d'environ 250 000 hommes²². Pis encore, le pont de Kalatch, qui commandait le ravitaillement routier de la 6^e armée, tomba intact entre les mains des Soviétiques. Encerclées dans une poche de 40 à 50 kilomètres de côté, les troupes de Paulus ne pouvaient désormais être ravitaillées que par un pont aérien.

Dès que le général Zeitzler, chef de l'état-major général de l'OKH, réalisa que la manœuvre soviétique visait à isoler Stalingrad, il adjura Hitler d'ordonner le repli de la 6^e armée sur la boucle du Don où le front ébréché pouvait encore être reconstitué. Mais cet ordre, Hitler refusa de le donner. Selon lui, un repli reviendrait, en quelque sorte, à reconnaître l'échec de toute la campagne de 1942. Et il n'était pas prêt à faire cet aveu. Le 21 novembre, il ordonna lui-même au colonel-général Paulus de tenir bon et réitéra cet ordre formel le lendemain, après l'encerclement complet de la 6^e armée à Stalingrad. Le Führer croyait la situation remédiable. Selon lui, il était possible de dégager la 6^e armée au moyen d'une puissante contre-attaque de blindés. Une telle opération pourrait être tentée dans une dizaine de jours, le temps de réunir les renforts nécessaires. D'ici là, la Luftwaffe assurerait le ravitaillement par les airs des troupes de Paulus²³.

C'était un pari risqué. Mais Göring certifia à Hitler que c'était possible. Par l'intermédiaire de son chef d'état-major, le colonel-général Hans Jeschonnek, le feld-maréchal du Reich affirma que l'aviation allemande était en mesure de secourir la poche de Stalingrad et de lui fournir, en mobilisant tous les moyens, quelque 500 tonnes de ravitaillement par jour. Il étaya cet argument en invoquant les exemples de l'hiver précédent à Kholm et à Demyansk où la Luftwaffe avait pu ravitailler par les airs pendant des mois

²⁰ *Ibid.*, p. 6.

²¹ Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 227.

²² Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 163.

²³ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 786-787 ; Manfred Kehr, *Stalingrad. Analyse und Dokumentation einer Schlacht*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1974, p. 163 et 183 ; Below, *Als Hitlers Adjutant...*, p. 323-324.

plus de 100 000 hommes encerclés en leur faisant parvenir en moyenne 270 tonnes quotidiennement²⁴. Jeschonnek se garda de le contredire, malgré les protestations véhémentes de Zeitzler. Au sein même de la Luftwaffe, le colonel-général Richthofen, commandant en chef de la 4^e Luftflotte, éleva de vives objections en raison des conditions météorologiques hivernales et d'une quantité insuffisante d'appareils pour faire face à pareille tâche. Hitler choisit de croire son fidèle et loyal Göring²⁵.

Le 23 novembre, Paulus, avec le soutien de tous ses chefs de corps d'armée et de division, demanda l'autorisation de percer vers le sud-ouest, invoquant la faiblesse des réserves de vivres, d'équipement, de munitions et de carburant pour assurer la défense des positions de la 6^e armée. Weichs et Zeitzler l'approuvèrent sans réserve, y voyant la seule option réaliste. Hitler resta néanmoins inébranlable. Il maintint sa décision de ravitailler la 6^e armée de Paulus par les airs avant de pouvoir lui envoyer des renforts. Cette décision irrévocable du Führer allait sceller définitivement le destin de 250 000 hommes²⁶.

Le 24 novembre, la situation se présentait ainsi pour le feld-maréchal Manstein, commandant en chef du nouveau groupe d'armées Don :

La 6^e armée du colonel-général Paulus se trouvait encerclée autour de Stalingrad, dans une poche d'une cinquantaine de kilomètres d'est en ouest et d'une quarantaine du nord au sud, avec 21 divisions allemandes et deux roumaines. La 4^e armée blindée du colonel-général Hoth ne disposait plus, comme unité intacte, que de la 18^e division d'infanterie roumaine, à l'aile nord, et de la 16^e division motorisée allemande, étalée dans la steppe des Kalmouks de part et d'autre d'Elista, à plus de 250 kilomètres au sud de Stalingrad. Mais elle ne pouvait être retirée de la steppe où elle constituait l'unique couverture du flanc gauche du groupe d'armées A engagé profondément dans le Caucase. Ce qui restait de la 4^e armée roumaine avait été subordonnée au commandement de Hoth. De la 3^e armée roumaine, il ne subsistait pratiquement plus que trois divisions d'infanterie qui n'avaient pas été concernées par la contre-attaque soviétique et qui se trouvaient sur le Don, en liaison avec les contingents italiens.

Du côté de l'ennemi, 24 unités avaient pénétré par la brèche du sud et 24 autres par celle du nord, et étaient parvenues jusqu'à Kalatch. Plus à l'ouest, 23 unités étaient signalées, marchant au sud-ouest, vers le Tchir. Évidemment, il fallait y ajouter les forces de Stalingrad qui avaient tenu la 6^e armée en échec jusque-là et qui étaient renforcées à travers la Volga, et celles qui demeuraient sur le front nord, entre la Volga et le Don. Au total, l'Armée rouge pouvait opposer 143 grandes unités dès le 28 novembre au nouveau groupe d'armées Don²⁷.

Donc, en dehors de la 6^e armée, non disponible du point de vue opérationnel, le groupe d'armées Don ne disposait que de débris d'unités, ceux de la 4^e armée blindée et des deux armées roumaines, au sein desquelles seules une division motorisée allemande et quatre d'infanterie roumaines étaient encore

²⁴ Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 183-184, 230.

²⁵ Below, *Als Hitlers Adjutant...*, p. 324 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 787.

²⁶ Kehring, *Stalingrad...*, p. 219-220 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 787.

²⁷ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 328-330.

intactes. Évidemment, on ne pouvait pas se faire la moindre illusion sur leur capacité à enrayer la contre-offensive soviétique.

L'évaluation de la situation générale et les considérations stratégiques de Manstein

La première décision de Manstein fut de faire appel à des renforts auprès de l'OKH. Le 21 novembre, dans un message adressé au chef d'état-major général de l'OKH, le général Zeitzler, il exposa clairement l'impossibilité pour son groupe d'armées d'accomplir la mission qui lui incombait, étant donné les forces mises en jeu par l'ennemi. Pour rétablir la situation, il fallait des renforts atteignant l'ordre de grandeur d'une armée, capables de passer le plus rapidement possible à la contre-offensive après la fin de leur rassemblement. Le lendemain, il reçut une réponse de Zeitzler lui annonçant l'arrivée, pour le début de décembre, de la 3^e division de montagne, de la 306^e division d'infanterie et de la 17^e division blindée²⁸.

Mais à la différence de Paulus, de Weichs et de Zeitzler, Manstein n'était pas partisan d'une percée de la 6^e armée avant l'arrivée des renforts. Le 24 novembre, il exposa ses conceptions par téléphone à Zeitzler. D'un point de vue opérationnel, dit-il, il était préférable d'attendre l'intervention des troupes de secours prévues, à tout le moins tant et aussi longtemps que la 6^e armée pouvait être suffisamment ravitaillée par la voie aérienne. Une opération destinée à la dégager serait entreprise avec les forces parvenues sur les lieux au début décembre. Mais il était absolument nécessaire de les renforcer de manière continue afin de contrer les puissants renforts que l'ennemi devait recevoir lui-même dans l'intervalle. Une percée isolée de la 6^e armée ne pouvait devenir nécessaire que si la pression de l'ennemi empêchait le groupe d'armées Don de déployer ses nouvelles forces²⁹. En se voulant optimiste quant à la possibilité pour la Luftwaffe d'établir un pont aérien pour maintenir la résistance des troupes encerclées à Stalingrad, Manstein confortait ainsi Hitler dans sa décision de ne pas abandonner cette ville³⁰.

En fait, le feld-maréchal était d'avis que le moment favorable pour une percée de la 6^e armée était manifestement passé. Elle n'aurait pu éviter l'encerclement qu'en tentant, dès le début de la contre-offensive soviétique, de percer soit vers l'ouest, en franchissant le Don, soit vers le sud-ouest, en restant à l'est de ce fleuve. Certes, il appartenait au haut commandement de lui en donner l'ordre. Mais Paulus aurait dû prendre lui-même la décision de se retirer de Stalingrad, et ce, même s'il n'était pas autant renseigné que l'OKH sur la situation des armées voisines. Lorsqu'il proposa, le 23 novembre, de percer vers le sud-ouest, le moment décisif était alors définitivement passé³¹.

Une tentative de percée vers le sud-ouest, c'est-à-dire en direction des restes de la 4^e armée de Panzer à l'est du Don, qui se trouvaient à environ 120 kilomètres, comportait d'énormes risques. La 6^e

²⁸ Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 17.

²⁹ *Ibid.*, p. 17-18 ; Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 1136 ; Downing, *The Devil's Virtuosos...*, p. 121.

³⁰ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 787-788 ; Irving, *Hitler's War...*, p. 458.

³¹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 333.

armée ne pouvait compter, à ce moment, sur l'intervention d'aucune force allemande capable de lui apporter de l'aide, même si elle parvenait à rompre l'encerclement. Lorsqu'il lui faudrait franchir le Don, elle aurait sur les talons les forces soviétiques qui jusque-là lui faisaient face à l'est, au nord et à l'ouest. Elles la poursuivraient vers le sud pour l'empêcher de forcer le passage du fleuve. Abandonnée à ses seules forces, qui se limitaient à 150 blindés, la 6^e armée se retrouverait alors aux prises avec l'ennemi dans la steppe, sans munitions, sans carburant, sans approvisionnement. Si certaines fractions réussissaient néanmoins à s'échapper, les unités blindées en particulier, le reste serait probablement condamné sans rémission. Et une percée vers l'ouest, en direction de Kalatch, qui était à environ 70 kilomètres, avait encore moins de chance de réussir. Même si elle parvenait à briser l'étreinte autour de Stalingrad, la 6^e armée aurait à traverser le Don, avec ses munitions presque entièrement consommées, devant de puissantes forces soviétiques en marche vers le Tchir³².

Après la guerre, Manstein soutint que Paulus aurait dû savoir que le Führer n'accepterait jamais d'évacuer la ville. Il aurait tout simplement dû le mettre devant le fait accompli, chose d'autant plus facile que l'OKH n'émit aucune directive précise pendant les deux premiers jours de la contre-attaque soviétique. Mais Manstein reconnaissait que cela lui aurait probablement coûté son commandement :

« On ne peut cependant penser que ce fut cette considération qui empêcha Paulus d'agir comme il l'estimait juste. Ce fut sans doute sa loyauté envers Hitler qui l'amena à solliciter l'autorisation de percer, d'autant plus qu'il demeurait en liaison radiotélégraphique avec l'OKH. En outre, [...] il n'avait probablement pas une vue suffisamment précise de la situation générale. La décision d'agir indépendamment dut être encore rendue plus difficile à prendre du fait que, à ce moment, la 6^e armée courait plus de risques en essayant de percer qu'en restant accrochée autour de Stalingrad »³³.

De nombreux historiens ont donné l'impression que presque tous les officiers de la 6^e armée estimaient qu'une percée devait être tentée immédiatement pour essayer de rompre l'encerclement des troupes soviétiques. C'est là une vision trompeuse de la situation de l'époque. Certes, des commandants de corps d'armée ou de division, ainsi que des officiers d'état-major, étaient totalement en faveur d'un tel mouvement. Mais d'autres cependant, surtout dans l'infanterie, notamment au niveau du commandement des régiments et des bataillons, étaient beaucoup moins convaincus. Leurs troupes, en particulier celles qui s'étaient déjà enterrées dans des retranchements, ne tenaient pas à abandonner leurs positions et leurs armes lourdes pour s'en aller marcher dans la neige à découvert et se trouver exposées aux attaques ennemies. Elles étaient d'autant plus réticentes à bouger qu'elles croyaient aux promesses d'une contre-attaque venant les dégager de l'étreinte russe. L'ordre du jour de Paulus en date du 27 novembre se terminait par une formule qui allait se révéler fort efficace auprès des soldats : « Tenez bon ! Le Führer nous sortira de là ! »³⁴.

³² *Ibid.*, p. 335-336. Voir aussi Seaton « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 239 ; Downing, *The Devil's Virtuosos...*, p. 121.

³³ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 333-334.

³⁴ Beevor, *Stalingrad...*, p. 276.

Le 24 novembre, après une rencontre avec son chef et son sous-chef d'état-major, le général Schulz et le colonel Busse, le feld-maréchal Manstein en vint à la conclusion que l'Armée rouge allait tout mettre en œuvre pour détruire la 6^e armée encerclée. De plus, il envisagea la possibilité qu'elle essaierait probablement d'exploiter l'effondrement de la 3^e armée roumaine, en fonçant avec des unités rapides dans la grande boucle du Don, en direction de Rostov-sur-le-Don. Elle pourrait alors non seulement couper les lignes de communication du groupe d'armées Don, mais également celles du groupe d'armées A engagé dans le Caucase. Il croyait, en fait, que les forces dont elle disposait, et qu'elle accroîtrait encore très certainement par l'arrivée de renforts, lui permettraient de poursuivre ces deux objectifs simultanément³⁵.

Dès le 24 novembre, c'est-à-dire avant même d'arriver à son nouveau quartier général de Novotcherkassk le 27 novembre, jour où il prit le commandement effectif du groupe d'armées Don, Manstein avait déjà correctement évalué la situation stratégique à l'aile méridionale du front de l'Est. Il ne s'agissait pas du sort d'une seule armée, mais de celui de toute l'aile méridionale du front allemand en Russie et, finalement, du sort de ce front tout entier³⁶. Si l'Armée rouge parvenait à s'emparer de Rostov-sur-le-Don, elle couperait les lignes de communication des groupes d'armées Don et A, c'est-à-dire de la 4^e armée de Panzer, de la 1^{re} armée de Panzer, de la 17^e armée et des débris de la 4^e armée roumaine, qui comptaient en tout dans leurs rangs environ 1,5 millions d'hommes³⁷. Par conséquent, le désastre serait considérablement plus grand que celui de Stalingrad³⁸. Cette éventualité était d'autant plus envisageable que les forces soviétiques qui marchaient vers le Tchir n'étaient qu'à environ 300 kilomètres de Rostov-sur-le-Don, tandis que la 1^{re} armée de Panzer, qui constituait l'aile gauche du groupe d'armées A engagé dans le Caucase, se trouvait à quelque 600 kilomètres de cette ville³⁹.

D'ailleurs, ce ne devait pas être la dernière fois que Manstein anticiperait exactement les intentions soviétiques en tant que commandant en chef du groupe d'armées Don. Cette évaluation des enjeux stratégiques était aussi la première analyse rationnelle de la situation générale à l'aile sud du front depuis la contre-attaque soviétique du 19 novembre. Elle allait d'ailleurs motiver toutes les opérations subséquentes du groupe d'armées Don. En effet, de sa prise de commandement, à la fin novembre 1942, jusqu'à la contre-offensive de la 4^e armée de Panzer, à la fin février 1943, Manstein n'allait jamais perdre de vue que l'Armée rouge portait son effort principal contre le groupe d'armées Don, avec pour objectif de couper le flanc sud du reste du front. Toutes les décisions opérationnelles du feld-maréchal allaient reposer sur ce postulat, malgré les tentatives du haut commandement soviétique de le tromper quant à ses véritables intentions, en essayant notamment de détourner son attention vers d'autres endroits du front. C'est cette

³⁵ Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 18.

³⁶ *Idem.* Voir aussi Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 237.

³⁷ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 208-209.

³⁸ Mitcham, *Hitler's Field Marshals...*, p. 249. Voir aussi Brett-Smith, *Hitler's Generals...*, p. 226.

³⁹ Downing, *The Devil's Virtuosos*, p. 120.

capacité de Manstein à ne pas se laisser distraire par l'adversaire qui allait lui permettre de rétablir et de stabiliser la situation à l'aile méridionale du front⁴⁰.

Dans son analyse du 24 novembre, Manstein reconnaissait que pour rétablir et stabiliser la situation à l'aile méridionale du front, il était indispensable de dégager la 6^e armée encerclée à Stalingrad afin d'éviter son annihilation. Mais il fallait d'abord attendre les forces de secours pour assurer le succès de l'opération, car il était essentiel de la maintenir aussi intacte que possible. Sinon, les forces ennemies qu'elle fixait jusque-là redeviendraient libres d'agir. Il en résulterait probablement la destruction complète de l'aile sud du front de l'Est, y compris du groupe d'armées A, toujours déployée dans le Caucase. En outre, il aboutissait à la conclusion que si le haut commandement allemand avait laissé la 6^e armée effectuer immédiatement la tentative de percée vers le sud-ouest, seuls certains de ses éléments auraient pu rallier la 4^e armée de Panzer, soit les unités blindées et une fraction des divisions d'infanterie. Par contre, elle aurait sans doute perdu toute capacité opérationnelle, aggravant davantage la situation à l'aile sud du front. En conséquence, évaluait-il, toutes les forces d'encerclement soviétiques seraient devenues disponibles pour une attaque précipitée en direction de Rostov-sur-le-Don et alors, selon toute vraisemblance, le sort de toute l'aile méridionale du front, constituée par le groupe d'armées Don et le groupe d'armées A, aurait été scellé⁴¹.

Malgré la gravité de la situation, Manstein affichait un optimisme surprenant. Même la brèche de 250 kilomètres existant entre les troupes allemandes garnissant le flanc sud de la poche de Stalingrad et le groupe d'armées A engagé au Caucase ne le dissuada pas de choisir Novotcherkassk pour y installer son état-major. Cette ville, qui se trouvait à seulement quelque 300 kilomètres de Stalingrad, était la vieille capitale des Cosaques du Don. Manstein en fit d'ailleurs garder l'entrée principale par des Cosaques en uniformes de la Wehrmacht, mais coiffés du chapeau de fourrure traditionnel russe. « Quand nous entrions ou sortions », devait raconter son aide de camp, le lieutenant Stahlberg, « ils bombaient le torse et se tenaient au garde-à-vous comme pour Sa Majesté Impériale le Tsar »⁴².

Le 27 novembre, lorsque le feld-maréchal Manstein arriva enfin à son quartier général de Novotcherkassk, la situation apparue trois jours auparavant n'avait guère changé. L'ennemi, de toute évidence, consacrait ses forces principales à l'encerclement de la 6^e armée. Sur les 143 grandes unités signalées dans le secteur du groupe d'armées Don, une soixantaine environ étaient affectées à cette tâche, soit un total de sept armées⁴³.

La mission de Manstein revêtait un double caractère :

« Il fallait avant tout dégager et sauver la 6^e armée. C'était la tâche la plus pressante, la plus importante, non seulement du point de vue humain, mais aussi du point de vue opérationnel car, si elle n'était pas remplie, nous risquions de ne plus pouvoir rétablir la situation à l'aile sud et, par conséquent, de compromettre l'ensemble du front. Mais il fallait également ne pas perdre de vue

⁴⁰ Sadarananda, *Beyond Stalingrad*..., p. 18.

⁴¹ Manstein, *Verlorene Siege*..., p. 335-338. Voir aussi Downing, *The Devils's Virtuosos*..., p. 120-121.

⁴² Stahlberg, *Die verdammte Pflicht*..., p. 238-239. Voir aussi Beevor, *Stalingrad*..., p. 274.

⁴³ Brett-Smith, *Hitler's Generals*..., p. 227 ; Magenheimer, *Hitler's War*..., p. 166.

que toute l'aile sud du front oriental courait le danger d'être anéantie, événement qui, selon toute probabilité, aurait été décisif et aurait entraîné la perte de la guerre. Si les Russes parvenaient à déchirer le mince rideau de protection établi avec des moyens de fortune entre les arrières du groupe d'armées A et ce qui subsistait du front du Don, il faudrait non seulement abandonner tout espoir de sauver la 6^e armée, mais nourrir les pires craintes pour tout le groupe d'armées A »⁴⁴.

C'est aux éléments de la 4^e armée de Panzer et de la 3^e armée roumaine que revenait le mérite d'avoir réussi, en ces jours critiques de la fin novembre, à colmater cahin-caha les énormes brèches et à empêcher ainsi le haut commandement soviétique d'exploiter sans délai la situation. Si celui-ci était parvenu à lancer immédiatement ses unités rapides en direction de Rostov-sur-le-Don, le groupe d'armées Don et le groupe d'armées A auraient probablement été détruits, en plus de la 6^e armée. C'est tout le front allemand qui se serait alors effondré, entraînant avec lui sans doute la fin de la guerre.

Dès sa prise de commandement, le feld-maréchal Manstein s'entretint avec le colonel-général Richthofen, commandant en chef de la 4^e flotte aérienne chargée d'assurer le ravitaillement de la 6^e armée. Celui-ci le convainquit que, dans les conditions climatiques épouvantables du moment, un pont aérien suffisant était impossible. Même si le temps s'adoucissait, il serait impossible d'assurer pendant une période très longue un ravitaillement aérien⁴⁵. Il était donc patent que l'assurance donnée à Hitler par Göring le 22 novembre était fallacieuse. À cause de l'insuffisance et de la précarité du ravitaillement aérien, il importait donc de réunir au plus vite les forces de secours destinées à dégager les troupes de Paulus.

Le 27 novembre, Manstein reçut de l'OKH une réponse à son message du 24 dans lequel il avait exposé ses conceptions sur la situation générale à l'aile sud du front. Le Führer refusait d'abandonner Stalingrad, car tous les efforts et les sacrifices consentis pour sa conquête deviendraient alors vains. De plus, l'abandon de cette ville permettrait à l'Armée rouge de reconstituer ses lignes de communication sur la Volga. Par conséquent, il était déterminé à faire tout son possible pour rétablir la liaison avec la 6^e armée. Convaincu que les formations soviétiques dans le secteur de Stalingrad allaient bientôt être aux prises avec des difficultés logistiques pour assurer leur approvisionnement, il envisageait de lancer une contre-attaque visant à délivrer le plus rapidement possible la 6^e armée assiégée⁴⁶.

Le lendemain, le commandant en chef du groupe d'armées Don envoya à Hitler un rapport détaillé sur l'évaluation précise des forces ennemies, ainsi que sur la position et l'état de la 6^e armée. Il soulignait que celle-ci perdrait bientôt sa puissance de feu et sa mobilité, étant donné l'épuisement de ses munitions et de son essence. Compte tenu des renforts limités que l'OKH lui avait promis, tout ce qu'il pouvait espérer était d'ouvrir un couloir qui permettrait de réapprovisionner la 6^e armée en munitions et en carburant afin de lui rendre sa mobilité. Mais il faudrait aussitôt la faire sortir de la poche, ajoutait-il, car elle ne pourrait tenir pendant tout l'hiver dans la steppe. Enfin, insistait-il, il était stratégiquement

⁴⁴ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 341-342.

⁴⁵ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 788. Voir aussi Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 242-243.

⁴⁶ Kehring, *Stalingrad...*, p. 570.

dangereux de clouer les forces allemandes sur un espace restreint alors que l'ennemi conservait la liberté d'action sur un front de plusieurs centaines de kilomètres. La manœuvrabilité devait être reconquise à tout prix et dans les plus brefs délais⁴⁷.

La réponse lui parvint seulement le 3 décembre. Hitler se déclarait en accord avec la plupart de ses idées. Mais il ne voulait pas raccourcir le front au nord de Stalingrad afin de libérer des forces pour d'autres tâches⁴⁸. Manifestement, il n'envisageait aucunement la possibilité de retirer la 6^e armée de la poche de Stalingrad dans l'éventualité où le groupe d'armées Don parviendrait à rétablir la liaison avec elle, et encore moins de commander un repli général afin de rétablir et de stabiliser toute l'aile méridionale du front allemand. Quelques jours auparavant, le 29 ou le 30 novembre, Hitler avait d'ailleurs déclaré à Manstein, au cours d'une conversation téléphonique, qu'il ne pouvait acquiescer à sa proposition d'extirper la 6^e armée de la poche dans laquelle elle se trouvait prise à Stalingrad. « La 6^e armée va rester à Stalingrad », déclara-t-il. « Elle s'est retranchée sur mes ordres et va défendre cette forteresse ! »⁴⁹.

De toute évidence, il devenait clair une fois de plus, surtout depuis le 19 novembre, que les décisions fondamentales concernant les questions stratégiques et opérationnelles relevaient avant tout du Führer. Ses généraux semblaient être relégués, plus que jamais, à un rôle de simples exécutants. La conséquence indubitable de cette évolution du commandement militaire en une sorte de monopole du processus décisionnel accaparé par la seule personne du Führer, depuis la destitution du feld-maréchal Brauchitsch en décembre 1941, et encore plus depuis celle du colonel-général Halder en septembre 1942, était une diminution du sens des responsabilités chez les officiers supérieurs. Après presque dix ans de dictature national-socialiste, Hitler représentait auprès de la grande majorité de ses généraux de haut-rang, qu'ils fussent des sympathisants nazis ou non, la loi ultime ou, en d'autres termes, l'autorité suprême, non seulement sur le plan hiérarchique, mais également sur celui de la moralité. L'exemple le plus frappant de cette affirmation fut fourni par le feld-maréchal Manstein qui, dans sa réponse à la lettre du colonel-général Paulus du 26 novembre, le pressait de tenir bon à Stalingrad, en conformité avec l'ordre de Hitler du 24 novembre :

« L'ordre du Führer vous relève de toutes responsabilités autres que celles relatives à l'exécution la plus adéquate et la plus résolue possibles de l'ordre du Führer. Ce qui arrivera quand, en vertu de l'exécution de l'ordre du Führer, l'armée aura tiré sa dernière cartouche, ne relève aucunement de votre responsabilité »⁵⁰.

La question des renforts et le plan d'opérations pour dégager la 6^e armée

Entre-temps, l'OKH avait annoncé d'autres forces pour la mission du groupe d'armées Don. Deux divisions blindées (les 6^e et 23^e) et une de marche de la Luftwaffe (la 15^e) seraient affectées à la 4^e armée

⁴⁷ Sadarananda, *Beyon Stalingrad...*, p. 19. Voir aussi Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 243-244.

⁴⁸ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 351.

⁴⁹ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 245-249.

⁵⁰ Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 1139.

blindée du colonel-général Hoth, tandis que deux divisions blindées (les 11^e et 22^e), trois d'infanterie (les 62^e, 294^e et 336^e), et deux de marche de la Luftwaffe (les 7^e et 8^e) formeraient le détachement d'armée du général Karl Adolf Hollidt, nouvellement créé. Mais sur les sept divisions prévues pour celui-ci, une division blindée (la 22^e) et deux d'infanterie (les 62^e et 294^e) avaient dû être dépêchées d'urgence sur le front de la 3^e armée roumaine pour colmater les brèches. Qui plus est, des trois divisions promises le 22 novembre par l'OKH, aucune ne put être affectée au dégagement de la 6^e armée. La 3^e division de montagne n'arriva même pas. Ses unités avaient été dispersées entre le groupe d'armées A et le groupe d'armées centre pour parer à des crises locales. Quant à la 17^e division blindée et à la 306^e division d'infanterie, elles arrivèrent trop tard pour pouvoir intervenir au moment décisif. Si l'on prend en considération le fait que les divisions de marche de la Luftwaffe ne pouvaient être employées que pour des missions défensives, par exemple, la protection des flancs des groupes d'assaut, il ne restait alors plus à la 4^e armée de Panzer, pour l'opération de dégagement, que deux divisions blindées, et au détachement d'armée Hollidt, qu'une division blindée et une d'infanterie.

Compte tenu de l'insuffisance des forces, il se révéla impossible de réaliser la conception opérationnelle initiale du commandant en chef du groupe d'armées Don. Celle-ci consistait à mener une attaque à l'est du Don avec la 4^e armée de Panzer de Hoth, partant de la région de Kotelnikovo, et avec le détachement d'armée Hollidt, depuis le Tchir moyen, en direction de Kalatch. Étant donné la situation générale, seule la 4^e armée blindée avait une chance de réussir sa mission. Elle était certes plus loin de Stalingrad que le détachement d'armée Hollidt, mais elle n'avait pas à franchir l'obstacle du Don. En outre, l'ennemi ne semblait aucunement s'attendre à une offensive venant de cette direction, car il n'avait déployé que 5 divisions devant la 4^e armée blindée, comparativement à 15 sur le front du Tchir⁵¹.

Le 1^{er} décembre, Manstein émit ses directives concernant l'opération « Tempête d'hiver » (*Wintergewitter*). La 4^e armée de Panzer de Hoth attaquerait, avec le gros de ses forces, à partir de la région de Kotelnikovo, qui se trouvait à environ 120 kilomètres au sud-est de la 6^e armée encerclée à Stalingrad. Après avoir percé les défenses de l'ennemi, elle aurait pour tâche de prendre à revers ou de flanc le front d'investissement de Stalingrad, au sud ou à l'ouest. Pendant ce temps, le détachement d'armée Hollidt attaquerait, en partant de la tête de pont de Nijné Tchirskaya, sur le Tchir moyen, en direction de Kalatch, pour désorganiser les lignes de communication de l'adversaire et ouvrir le passage du Don à la 6^e armée. Celle-ci devait percer, à une date qui serait fixée ultérieurement en fonction des résultats obtenus par la 4^e armée blindée, au sud-ouest, en direction de la rivière Donskaïa Tsaritsa, pour entrer en liaison avec les Panzer de Hoth, et à l'ouest pour participer avec les divisions de Hollidt à la conquête du passage sur le Don, à Kalatch. Sur l'ordre formel du Führer, elle devait toutefois conserver ses positions dans la région de Stalingrad, rendant ainsi sa mission encore plus difficile. La couverture des flancs droit et gauche de l'attaque serait assurée respectivement par ce qui restait de la 4^e armée roumaine, intégrée à la 4^e armée

⁵¹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 351-352 ; Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 21-22 ; Cooper, *The German Army...*, p. 428-429.

blindée, et par la 3^e armée roumaine et certaines unités du détachement d'armée Hollidt. Que certaines de ces forces, chargées de couvrir l'offensive, se fussent déjà écroulées quelques semaines auparavant, lors de la puissante contre-attaque soviétique du 19 novembre, démontrait à quel point la situation était désespérée pour le groupe d'armées Don⁵².

Rostov-sur-le-Don à la portée des Soviétiques ?

Au début de décembre, l'Armée rouge lança des attaques non seulement contre la 6^e armée à Stalingrad, mais aussi sur le front du Tchir et dans la région de Kotelnikovo, c'est-à-dire dans les secteurs où l'action de dégagement devait être entreprise. Le feld-maréchal Manstein dut alors remettre la date du déclenchement de l'opération « Tempête d'hiver », fixée originellement au 3 décembre, d'abord au 8 et finalement au 12.

Le 2 décembre, les Soviétiques lancèrent une attaque contre Stalingrad. Elle fut durement repoussée par la 6^e armée, de même que ses répétitions du 4 et du 8. Le 3 décembre, ils assaillirent Kotelnikovo, mais furent rejetés par la 6^e division blindée. On signala néanmoins de puissants rassemblements au nord-est de la ville et la présence d'une nouvelle armée (la 51^e). Le lendemain, ils s'efforcèrent de percer le front du Tchir, en faisant intervenir d'importantes unités blindées. La situation devint rapidement critique. Or, il était impératif pour les Allemands de tenir bon sur ce front, car la tête de pont sur le Tchir et le Don, à Nijné Tchirskaïa, était indispensable pour l'opération de dégagement envisagée. Plus grave encore, en perçant le front du Tchir, l'ennemi verrait toute grande ouverte la route des bases aériennes de Morosovski et de Tajinskaïa, éloignées seulement de 40 et de 80 kilomètres et capitales pour le ravitaillement aérien de la 6^e armée, ainsi que le chemin le plus court pour atteindre Rostov-sur-le-Don et les passages sur le Donets. Pour rétablir la situation, le commandement du groupe d'armées Don fut donc contraint d'employer la 11^e division blindée et la 336^e division d'infanterie, retirant ainsi du détachement d'armée Hollidt les seules unités capables de mener des opérations offensives. Il comptait cependant pouvoir encore les utiliser en liaison avec la 4^e armée de Panzer dès que la situation le permettrait⁵³.

À la suite des attaques soviétiques dans les secteurs du Tchir et de Kotelnikovo, Manstein commença à craindre de plus en plus la possibilité d'une offensive de grand style contre les fronts de la 3^e armée roumaine et de la 4^e armée blindée, dont l'objectif serait manifestement d'atteindre Rostov-sur-le-Don. Par conséquent, il n'était désormais plus certain de la conduite des opérations à adopter une fois que la liaison avec la 6^e armée serait rétablie. Jusque-là, il avait toujours préconisé une percée de celle-ci, après l'ouverture d'un couloir, parce qu'elle était indispensable pour stabiliser la situation à l'aile méridionale du

⁵² Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 352-354 ; Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 22-24.

⁵³ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 354-355 ; Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 24-29. Voir aussi Cooper, *The German Army...*, p. 429.

front. Mais, maintenant, il se demandait s'il n'était pas préférable qu'elle se maintînt à Stalingrad, même si une opération de dégagement rétablissait la liaison avec elle. En d'autres termes, malgré un besoin urgent en troupes pour renforcer le groupe d'armées Don dans sa mission visant à rétablir la situation à l'aile sud du front allemand, Manstein croyait que la 6^e armée jouerait peut-être un rôle plus utile en fixant la masse des forces soviétiques autour de la poche de Stalingrad. Et une opération de dégagement contribuerait sans doute à en fixer davantage dans la région, ce qui faciliterait le rétablissement et la stabilisation de tout le front sud allemand en Russie. En revanche, pensait-il, si la 6^e armée parvenait à s'extirper de la poche de Stalingrad, les forces d'encerclement deviendraient aussitôt disponibles pour une offensive de grande envergure en direction de Rostov-sur-le-Don, avec l'intention de couper les lignes de communication des groupes d'armées Don et A. Il en résulterait alors la destruction de toute l'aile méridionale du front et la fin probable de la guerre⁵⁴. Il valait donc mieux que la 6^e armée demeurât à Stalingrad après l'arrivée des secours et qu'elle ne cherchât pas à s'en extirper.

Le 9 décembre, Manstein envisageait néanmoins l'opération « Tempête d'hiver » avec optimisme. Il annonça qu'elle serait déclenchée dans deux ou trois jours et que dès le 17 ou le 18 décembre, soit après cinq ou six jours de combat, la 4^e armée de Panzer de Hoth aurait établi le contact avec la 6^e armée de Paulus. Hitler se montrait également optimiste, espérant même pouvoir reconquérir les positions sur le Don détenues par l'armée allemande avant le 19 novembre⁵⁵. L'échec qu'ils allaient subir ne pouvait qu'accroître considérablement leur déception.

Les opérations « Tempête d'hiver » et « Coup de tonnerre »

Pendant que la 4^e armée de Panzer de Hoth achevait sa concentration à l'est du Don, autour de Kotelnikovo, l'Armée rouge attaqua de nouveau, à l'ouest du Don, le front du Tchir inférieur, à partir du 10 décembre. Tout espoir d'engager le détachement d'armée Hollidt, depuis la tête de pont de Nijné Tchirskaïa, sur le Tchir et le Don, en jonction avec la 4^e armée blindée, venait de se dissiper. Celle-ci allait devoir compter uniquement sur ses propres forces pour rétablir la liaison avec la 6^e armée. Mais elle ne pouvait manifestement pas atteindre la poche de Stalingrad avec deux divisions seulement (les 6^e et 23^e divisions blindées), pour un total de 232 chars d'assaut⁵⁶. Le commandant en chef du groupe d'armées Don réclama donc l'envoi immédiat du 3^e corps blindé de la 1^{re} armée de Panzer, engagée dans les montagnes caucasiennes, et de la 16^e division motorisée, déployée autour d'Elista. Hitler lui refusa le corps blindé, car le groupe d'armées A aurait alors été obligé d'évacuer une position très avancée dans le Caucase, et la division motorisée, qui constituait l'unique couverture de celui-ci⁵⁷.

⁵⁴ Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 30-31.

⁵⁵ Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 1145 ; Irving, *Hitler's War...*, p. 459.

⁵⁶ Noakes et Pridham, *Nazism 1919-1945*, p. 843 ; Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 165 ; Irving, *Hitler's War...*, p. 464 ; Cooper, *The German Army...*, p. 429.

⁵⁷ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 357-361.

L'opération « Tempête d'hiver » semblait ainsi vouée à l'échec dès le départ. C'était, au fond, une action désespérée qui, en considération de la puissance et de la mobilité opérationnelle maintenant prouvée de l'adversaire, portait en elle le germe de l'échec⁵⁸. D'autant plus que les Russes avaient accru de 143 à 185 le nombre de leurs grandes unités déployées sur le front du groupe d'armées Don entre le 28 novembre et le 9 décembre. À ce titre, l'opération « Tempête d'hiver » apparaissait comme une démonstration que tout avait été fait pour libérer la 6^e armée⁵⁹.

Le commandant en chef du groupe d'armées Don croyait néanmoins pouvoir assumer la responsabilité de cette entreprise discutable. C'était bien sûr l'effet de la confiance en soi, de la suffisance et du sentiment de supériorité du commandement allemand, grisé par les grandes victoires remportées depuis l'automne 1939. Mais, au-delà de justes connaissances techniques, une sous-estimation de l'adversaire, lourde de conséquences, entraînait probablement en jeu⁶⁰.

Le 12 décembre, après une préparation d'artillerie, les unités blindées de Hoth purent attaquer les forces du front de Stalingrad au point le plus faible de l'encercllement soviétique. En dépit de la faiblesse de ses moyens, la 4^e armée de Panzer parvint à bousculer la 51^e armée soviétique et à forcer le passage de la rivière Aksaï le 17 décembre. Le haut commandement soviétique rameuta aussitôt des éléments blindés et motorisés pour faire face à la menace qui venait du sud. Ne se bornant pas à la défensive, il lança constamment des contre-attaques pour essayer de reprendre le terrain conquis par l'armée blindée de Hoth ou d'encercler des fractions de celle-ci. Malgré la violence des combats, la progression de cette dernière se poursuivit et, le 19 décembre, elle atteignit la rivière Myshkoya, derrière laquelle la résistance soviétique se raidit encore davantage. La 4^e armée de Panzer ne se trouvait désormais plus qu'à 48 kilomètres du front d'investissement⁶¹.

À l'intérieur de la poche, à Stalingrad, les soldats de la 6^e armée écoutaient, pleins d'espoir, les bruits des combats qui se livraient au loin. Une grande clameur se faisait entendre dans les rangs de la 6^e armée : « Manstein arrive ! ». Pour les fidèles de Hitler, le bruit des canons et des fusils au loin était une preuve de plus que le Führer tenait toujours ses promesses. Il allait les tirer de là. Hitler, cependant, n'avait pas la moindre intention de retirer la 6^e armée de Stalingrad. Au cours d'un entretien avec le colonel-général Zeitzler, il déclara qu'il était impossible de se retirer de la ville, car cela reviendrait à nier « tout le sens de la campagne d'été ». Il ajouta que trop de sang avait été répandu pour qu'on pût renoncer à Stalingrad⁶².

Soldat au sein de la 6^e armée, Joachim Wieder raconta, après la guerre, l'espoir suscité par l'attaque de Manstein :

⁵⁸ Wieder, *Stalingrad...*, p. 154.

⁵⁹ Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 1143-1145.

⁶⁰ Wieder, *Stalingrad...*, p. 154.

⁶¹ Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 36-42 ; Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 360-362 et 366.

⁶² Beevor, *Stalingrad...*, p. 297-298.

« Au cours de la deuxième semaine de décembre, on sut, d'abord dans les états-majors, que le groupe d'armées du Don sous le commandement du feld-maréchal von Manstein, avait commencé l'opération de dégagement si longtemps espérée. Bientôt, la bonne nouvelle fut connue également dans la troupe. À la vitesse de l'éclair, la grande nouvelle se répandit, qui donna un nouveau moral [...]. "Manstein arrive" ! L'espoir flamba de nouveau. Nouvelle joie de vivre, joyeuse assurance, nouvel esprit d'entreprise commencèrent à se manifester. Ainsi, les souffrances et les sacrifices n'avaient pas été vains ! Maintenant, le salut nous faisait signe. Ce que le Führer avait promis, il devait bien sûr le tenir. Et cette parole donnée, il la tiendrait sûrement de façon généreuse. [...] À présent, l'aide extérieure approchait. "Le Führer nous tirera de là" ! On comptait fermement qu'il ne pouvait s'agir que d'une opération de libération de grande envergure dont le succès était pour ainsi dire certain. Le fait que la mission de libérer notre armée eût été justement confiée au feld-maréchal von Manstein, nous emplit d'une particulière satisfaction. Les capacités stratégiques remarquables de ce chef de guerre dont on ne parlait qu'avec le plus grand respect dans notre état-major, renforcèrent notre confiance et nous parurent garantir a priori l'heureuse issue de la future opération »⁶³.

Mais ces espoirs furent vains. Lorsque, après des combats d'une extrême violence et des pertes sévères, ses avant-gardes eurent conquis provisoirement une faible tête de pont, menacée de toutes parts dans le secteur de la Myshkoya, la 4^e armée de Panzer, épuisée, était déjà contrainte à la défensive et l'initiative appartenait aux forces supérieures de l'ennemi. L'opération de dégagement avait déjà échoué⁶⁴.

La situation s'était aggravée entre-temps à cause de nouvelles offensives de l'ennemi sur le Tchir. En effet, l'Armée rouge avait redoublé ses efforts sur la rive ouest du Don pour crever le front du Tchir et s'emparer de la tête de pont de Nijné Tchirskaja, tenue par les Allemands au confluent des deux cours d'eau. C'est donc contre celle-ci qu'elle lança son attaque à partir du 12 décembre. Deux jours plus tard, la tête de pont fut perdue, après avoir été détruite à la hâte par les Allemands afin d'empêcher l'effondrement complet du front du Tchir. Au même moment, un nouveau danger se manifesta à l'aile gauche du groupe d'armées Don.

Le 16 décembre, en effet, depuis la grande boucle du Don, les Soviétiques déclenchèrent une offensive de grand style contre ce front et enfoncèrent le détachement d'armée Hollidt, la 3^e armée roumaine et la 8^e armée italienne dans le secteur du groupe d'armées B. Devant l'effondrement de pans entiers du flanc gauche du groupe d'armées Don, le problème clef pour Manstein devenait la défense du bassin du Donets et du couloir de Rostov-sur-le-Don, seule voie de repli du groupe d'armées A encore engagé aux abords du Caucase. Manifestement, le haut commandement de l'Armée rouge venait de mettre en branle l'opération « Saturne ». Le détachement du groupe d'armée Hollidt parvint, tant bien que mal, à établir un nouveau front à la hauteur de celui de la 3^e armée roumaine pour en protéger le flanc et aussi pour couvrir à tout prix les bases aériennes de Morosovski et de Tajinskaïa, indispensables pour le ravitaillement de la 6^e armée. Mais il était bien évident qu'une telle situation ne pouvait se maintenir

⁶³ Wieder, *Stalingrad...*, p. 64.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 155.

pendant plusieurs jours, d'autant plus que les forces soviétiques occupaient désormais toute la rive gauche du Tchir⁶⁵.

Étant donné la situation critique sur le front du Tchir et à l'aile gauche du groupe d'armées Don, les Allemands ne pouvaient plus poursuivre que pendant un temps très limité la tentative de dégagement amorcée à l'est du Don. Manstein doutait fortement que la 4^e armée blindée pût atteindre la poche de Stalingrad, l'ennemi semblant lui opposer sans cesse de nouvelles forces. Tout compte fait, des renforts s'avéraient essentiels pour relancer l'attaque. Hitler se résolut enfin à octroyer à la 4^e armée de Panzer la 16^e division motorisée, celle-ci devant être relevée par des éléments du groupe d'armées A. Mais le mouvement demandait dix jours, un délai beaucoup trop long pour qu'elle pût intervenir au moment opportun. Or, le commandement du groupe d'armées Don l'avait réclamée justement dix jours auparavant. Quant au 3^e corps blindé de la 1^{re} armée de Panzer, le Führer refusait toujours qu'il fût prélevé de la région du Caucase. Ainsi, les forces de Hoth demeuraient toujours insuffisantes pour sauver la 6^e armée⁶⁶.

En conséquence, le 19 décembre, à midi, Manstein envoya un message à Hitler pour l'aviser que la 4^e armée de Panzer ne pourrait pas, selon toute probabilité, rétablir la liaison avec la 6^e armée et encore moins la maintenir. Pour cela, il faudrait que l'armée de Paulus tente une percée vers le sud-ouest afin d'opérer sa jonction avec les éléments blindés de Hoth venus à son secours. Dans ce cas, elle devrait toutefois transférer ses forces au sud-ouest de la poche, en abandonnant le secteur septentrional de la région de Stalingrad⁶⁷.

À 18 heures, aucune réponse ne lui étant parvenue, Manstein demanda alors à Paulus de se préparer à effectuer une tentative de percée désespérée dans la direction de la 4^e armée blindée qui, de son côté, tenterait un ultime effort⁶⁸. Son idée n'était pas tant l'évacuation progressive de la région de Stalingrad que l'élargissement de la poche vers le sud-ouest afin de permettre l'ouverture d'un couloir par lequel la 4^e armée de Panzer pourrait faire parvenir à la 6^e armée le carburant, les munitions et les approvisionnements nécessaires à la poursuite de sa résistance. Dans le cadre de l'opération « Tempête d'hiver », la 6^e armée avait déjà reçu l'ordre de préparer cette percée vers le sud-ouest, en direction de la rivière Donskaïa Tsaritsa, pour rétablir la liaison avec la 4^e armée de Panzer. Elle devait toutefois tenir les autres fronts autour de Stalingrad, conformément à l'ordre formel du Führer. Mais, dans l'état où elle se trouvait, il était matériellement impossible qu'elle pût tenir le front autour de Stalingrad, tout en exerçant son plein effort afin de percer vers le sud-ouest. Par conséquent, Manstein envisageait désormais, en vertu d'une instruction à Paulus, ayant pour nom de code « Coup de tonnerre » (*Donnerschlag*), l'abandon de quelques-unes des positions de la 6^e armée, du moins celles du nord, pour permettre d'élargir la poche vers le sud-ouest. En d'autres termes, il s'agissait pour celle-ci de déplacer progressivement le front

⁶⁵ Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 36-42 ; Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 361-363 ; Cooper, *The German Army...*, p. 429-430.

⁶⁶ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 376-379 ; Cooper, *The German Army...*, p. 430.

⁶⁷ Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 42-43.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 43.

d'investissement, en fonction des progrès réalisés dans la tentative de percée, afin de rétablir la liaison avec la 4^e armée blindée et de permettre le passage des convois de ravitaillement.

Le 19 décembre, le feld-maréchal Manstein envoya son officier de renseignements, le major Hans Eismann, dans la poche par la voie des airs. Le commandant en chef du groupe d'armées Don devait affirmer, après la guerre, que la mission du major consistait à demander au colonel-général Paulus et au major-général Arthur Schmidt, son chef d'état-major, de préparer la 6^e armée en vue de l'opération « Coup de tonnerre ». Différentes versions furent données de l'entretien et des propos tenus par les uns et par les autres de sorte qu'il est bien difficile de trancher entre elles. Ce qui est clair toutefois, c'est que Manstein refusait de prendre la responsabilité d'une désobéissance aux ordres du Führer. De toute évidence, il ne fit tenir au commandant en chef de la 6^e armée aucune instruction vraiment précise et se refusa, pour des raisons de sécurité parfaitement valables au demeurant, de se rendre lui-même dans la poche pour discuter de la situation face à face avec Paulus. Or, Manstein devait savoir depuis longtemps que Paulus, toujours respectueux de la voie hiérarchique, ne bougerait jamais sans un ordre formel venu du commandement suprême de l'armée de terre, c'est-à-dire de Hitler⁶⁹.

Le soir du 23 décembre, Manstein et Paulus discutèrent de la situation au cours d'une conférence menée par téléscripneur. Le commandant en chef du groupe d'armées Don souligna que la 4^e armée de Panzer s'était heurtée à une très forte opposition et que, sur le flanc nord, les troupes italiennes avaient cédé. Paulus demanda si la 6^e armée était maintenant autorisée à tenter une percée. Son interlocuteur répondit qu'il n'avait pas encore obtenu l'accord du commandement suprême. Le feld-maréchal crut alors bon de ne pas entrer dans les détails. Si le colonel-général avait bénéficié d'informations plus complètes, il aurait pu voir que la 6^e armée ne pouvait plus être secourue⁷⁰. Fit-il cette demande en désespoir de cause ? Se trouvant, à ce moment-là, dans l'antichambre, Stahlberg put entendre clairement cette conversation. « M. le feld-maréchal, implorait Paulus, je vous supplie de donner l'ordre pour la percée » ! La réponse de Manstein ne se fit guère attendre : « Paulus, je ne peux vous donner l'ordre. Mais si vous prenez la décision indépendamment, je vais faire tout ce qui est en mon pouvoir pour vous aider et pour justifier votre décision »⁷¹. Décidément, Manstein refusait d'aller de l'avant en prenant la responsabilité d'une action personnelle opposée à la volonté du Führer. Il craignait qu'une telle initiative pût amener celui-ci à contrer son ordre, puis à le relever de son commandement, ce qui mettrait fin, du même coup, à son rêve de devenir un jour commandant en chef de l'armée de terre ou chef d'état-major général de celle-ci⁷².

De toute façon, la 6^e armée n'était déjà plus en mesure d'accomplir une percée qui, somme toute, comportait des difficultés et des risques énormes. Elle avait besoin, estimait-elle, de six jours pour se préparer à percer, délai que Manstein jugeait beaucoup trop long. La crise survenue sur le front du Tchir et,

⁶⁹ Beevor, *Stalingrad...*, p. 299.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 302.

⁷¹ Stahlberg, *Die verdamnte Pflicht...*, p. 250.

⁷² Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 45 ; Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 208.

plus particulièrement, à l'aile gauche du groupe d'armées Don ne lui permettait plus d'attendre six jours. En outre, la forte diminution des effectifs de la 6^e armée et la réduction de la mobilité de ses unités, conséquence de la pénurie de carburant et de l'abattage de nombreux chevaux, rendaient encore plus difficile et périlleuse cette entreprise qui devait être exécutée dans les conditions d'un hiver rigoureux. La situation critique en essence était telle que les blindés de la 6^e armée, dont une centaine demeurait encore opérationnelle, ne pouvaient parcourir plus de 30 kilomètres. Pour entreprendre la percée, il fallait donc soit lui fournir une quantité suffisante de carburant, soit que les Panzer de Hoth se rapprochassent à trente kilomètres au plus de la poche de Stalingrad. Or, ceux-ci se trouvaient encore à 48 kilomètres. De même, le groupe d'armées Don ne pouvait absolument pas attendre que l'approvisionnement de la 6^e armée en essence eût été porté par le ravitaillement aérien au niveau nécessaire, soit 4 000 tonnes, pour exécuter la percée. C'était matériellement tout à fait impossible, d'autant plus que rien ne laissait présager une amélioration du ravitaillement par la voie des airs⁷³. Somme toute, le commandant en chef de la 6^e armée décrivait la tentative de percée, possiblement sans secours de l'extérieur, comme « une solution catastrophique »⁷⁴.

Hitler approuva une attaque de la 6^e armée en direction du sud-ouest pour rétablir la liaison avec la 4^e armée de Panzer. Mais il insista pour que la première fût absolument le front autour de Stalingrad. Il espérait toujours pouvoir ouvrir un corridor permettant de la ravitailler, mais sans devoir abandonner la moindre parcelle de terre de la région à l'ennemi. Il fit alors demander au commandant en chef de la 6^e armée jusqu'où il pensait pouvoir avancer vers le sud-ouest si les autres fronts devaient être tenus. La réponse fut claire : à cause de la question du carburant, il était impossible non seulement d'exécuter cette percée, mais même de s'y préparer. Sans tarder, Hitler décida de renoncer à cette idée. Le 21 décembre, Manstein fit pourtant un dernier effort afin de l'amener à approuver l'opération « Coup de tonnerre ». Le Führer lui répondit sur-le-champ qu'il n'y avait aucune possibilité pour la 6^e armée d'élargir la poche vers le sud-ouest, en raison d'une pénurie en carburant : « Que voulez-vous au juste ? Paulus n'a d'essence que pour 20 kilomètres, 30 tout au plus. Il ne peut pas percer, comme il le déclare lui-même »⁷⁵.

Cependant, il est probable qu'avec sa très grande intelligence, Manstein avait compris que toute tentative de percée était de toute évidence vouée à l'échec. Avant même que le gros de la 2^e armée de la Garde se fût déployée devant elle, la 4^e armée de Panzer de Hoth avait été bloquée sur la Myshkoya. La 6^e armée de Paulus, avec ses troupes épuisées et moins de 70 de chars presque à court de carburant, n'avait aucune chance de forcer le front d'investissement. Plus important encore, Manstein savait dès le 16 décembre que l'opération « Saturne », lançant trois armées russes supplémentaires sur ses arrières, venait de changer complètement la donne. Mais il avait probablement senti que, vis-à-vis de l'Histoire, comme

⁷³ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 369-370. Voir aussi Downing, *The Devil's Virtuosos...*, p. 127-129.

⁷⁴ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 789 ; Kehring, *Stalingrad...*, p. 407 ; Irving, *Hitler's War...*, p. 468 ; Wieder, *Stalingrad...*, p. 69 et 142.

⁷⁵ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 788-789 ; Kehring, *Stalingrad...*, p. 406-410 ; Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 43 ; Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 370-371.

vis-à-vis de ses camarades de la Wehrmacht, il devait apparaître comme un commandant ayant fait tout son possible, et ce, même s'il était convaincu que la seule chance de la 6^e armée de s'extirper de la poche s'était évanouie depuis près d'un mois. L'apparente mauvaise conscience dont il témoigna après la guerre était probablement due au fait que, étant donné le refus de Hitler de se retirer du Caucase, il avait également utilisé la 6^e armée pour fixer sept armées de l'Armée rouge qui l'encerclaient à Stalingrad. Et, par ailleurs, si Paulus avait pu briser le front d'investissement, il lui serait resté trop peu d'hommes et en trop piètre état pour être de la moindre utilité militaire ultérieurement⁷⁶.

Il est possible aussi qu'un génie opérationnel de la trempe d'un Manstein n'avait aucune confiance dans les capacités opérationnelles de Paulus pour conduire avec succès une percée. Celui-ci s'était fait prendre par l'ennemi à Stalingrad après y avoir engagé toutes les forces de la 6^e armée, négligeant ainsi de laisser sur ses arrières des réserves opérationnelles pour parer une contre-attaque à laquelle il pouvait pourtant s'attendre depuis plusieurs semaines, ne serait-ce qu'en raison des avertissements répétés à cet égard par le service de renseignements de l'OKH. Tout cela ne pouvait guère rassurer Manstein quant à son talent de commandant sur le front. Paulus n'aurait jamais dû accepter le risque de fixer toutes ses forces dans la ville pendant une trop longue période de temps, alors que le front du Don était défendu avec des unités dont la combativité était faible.

Dans son récit d'après-guerre, Manstein donna néanmoins l'impression que l'ordre décisif d'abandonner Stalingrad contre la volonté de Hitler avait été effectivement donné par le groupe d'armées Don, tandis que Paulus, à cause d'une étude par trop consciencieuse du risque et par obéissance au commandement suprême de la Wehrmacht, avait refusé de l'exécuter⁷⁷. Ainsi, il imputa à Paulus la responsabilité de ne pas avoir tenté une percée, malgré le fait qu'il lui en avait donné l'ordre.

Dans ses mémoires, il se montra très critique envers Paulus :

« Si j'ai exposé avec tant de détails les raisons qui conduisirent le chef de la 6^e armée à renoncer à la dernière chance de sauver celle-ci, c'est parce que je lui attribue la responsabilité de cette décision, sans tenir compte de sa personnalité ni de son attitude ultérieure. Ces raisons, comme je l'ai dit, ne pouvaient être balayées de la main. Mais, encore une fois, il s'agissait de la seule et dernière possibilité de salut. Ne pas la saisir – en acceptant les risques inévitables – c'était se résigner à la perte de l'armée. La saisir, cependant, c'était tout miser sur une carte unique. À notre avis, au commandement du groupe d'armées Don, il fallait le faire. Il est facile de critiquer l'attitude que le futur feld-maréchal Paulus eut en ces journées décisives. Mais, en tout cas, on ne l'explique pas en invoquant une obéissance aveugle à Hitler. Il connut assurément un grave conflit de conscience, l'opération devant le conduire à abandonner Stalingrad, contrairement à la volonté formellement exprimée par celui-ci. Cet abandon se justifiait cependant par la pression irrésistible de l'ennemi. D'autre part, le groupe [d'armées] Don l'ayant ordonné, en assumait toute la responsabilité. [...] Si le [colonel-] général Paulus ne saisit pas cette ultime chance, s'il hésita et, finalement, renonça à accepter les risques, ce fut très certainement dans le sentiment de la responsabilité qui pesait sur ses épaules, responsabilité que le commandement du groupe d'armées avait essayé de prendre, en donnant son ordre, mais dont Paulus ne crut pas pouvoir s'affranchir devant Hitler et devant lui-même »⁷⁸.

⁷⁶ Beevor, *Stalingrad...*, p. 309-310.

⁷⁷ Wieder, *Stalingrad...*, p. 143.

⁷⁸ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 371-372.

Mais Manstein avait-il effectivement donné l'ordre décisif de lancer l'opération « Coup de tonnerre », déchargeant par là Paulus de la responsabilité d'une action personnelle de désobéissance au commandement suprême de la Wehrmacht ? En fait, les registres réfutent une telle allégation⁷⁹. Des mémoires de Paulus, il ressort clairement que la 6^e armée n'a jamais reçu cet ordre. Comme nous l'avons vu plus haut, lorsque, au soir du 23 décembre 1942, Paulus le pressa de lancer l'opération « Coup de tonnerre », Manstein l'exhorta à la patience, en lui disant qu'il ne pouvait pas encore lui donner l'ordre⁸⁰. Ainsi, il n'est pas étonnant que Paulus ait formulé, après la guerre, une critique très acerbe à l'endroit de ce dernier : « Qui croyait à l'époque ne pas pouvoir me donner l'ordre ou l'autorisation d'une percée n'a pas le droit aujourd'hui d'écrire qu'il avait souhaité ma percée et l'avait couverte »⁸¹.

Quoiqu'il en soit, le 21 décembre 1942, Manstein ne pouvait plus ignorer la situation générale du groupe d'armées Don qui ne permettait pas de maintenir plus longtemps la 4^e armée de Panzer à l'est du Don, en particulier en raison de l'ampleur de l'offensive déclenchée par l'Armée rouge depuis le 16 décembre. Désormais, le sort de la 6^e armée n'était plus seul en cause. Celui du groupe d'armées Don et du groupe d'armées A l'était aussi, l'ennemi menaçant plus que jamais de couper leurs lignes de communication. En effet, il existait un danger de voir l'ennemi exploiter sa percée dans le secteur italien pour s'élancer, par les passages sur le Donets désormais ouverts devant lui, vers Rostov-sur-le-Don et l'artère vitale de toute l'aile méridionale du front allemand. L'ennemi avait manifestement l'intention de préparer un « super-Stalingrad » pour tout le front méridional allemand⁸². La priorité était maintenant de tenir le flanc gauche afin d'empêcher une catastrophe pire que celle de la 6^e armée. Manstein n'avait désormais plus le choix : s'il voulait éviter l'écroulement de toute l'aile méridionale du front allemand, il devait absolument sacrifier la 6^e armée⁸³. Le salut de l'*Ostheer* passait tout simplement par la sauvegarde des groupes d'armées Don et A, qui comptaient dans leurs rangs environ 1,5 millions d'hommes⁸⁴.

La crise dans le secteur du détachement d'armée Hollidt était alors à son comble. Des unités blindées et motorisées soviétiques s'étaient engouffrées profondément dans la brèche ouverte par la déroute de la 8^e armée italienne. Certaines approchaient déjà des terrains d'aviation de Morosovski et de Tajinskaïa, tandis que d'autres étaient parvenues sur les arrières des éléments du détachement Hollidt qui combattaient encore sur le cours moyen et supérieur du Tchir. Le 23 décembre, Manstein dut retirer la 11^e division blindée à la 3^e armée roumaine pour rétablir la situation à l'aile gauche. Pour compenser cette perte, il lui fallut ordonner à la 4^e armée de Panzer d'envoyer la 6^e division blindée sur le Tchir inférieur, sans quoi ce front n'aurait pu être maintenu. De ce fait, Hoth lui-même dut faire reculer son armée blindée affaiblie. À la veille de Noël, elle fut attaquée sur la Myshkoya, par des forces très largement supérieures

⁷⁹ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 45 et 135-136.

⁸⁰ Wieder, *Stalingrad...*, p. 150.

⁸¹ Cité par Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 209.

⁸² Wieder, *Stalingrad...*, p. 34.

⁸³ Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 46 ; Downing, *The Devil's Virtuosos...*, p. 129 ; Irving, *Hitler's War...*, p. 468.

⁸⁴ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 208-209.

en nombre qui ne cessaient de s'accroître, et elle se trouva refoulée sur l'Aksaï. Devant la supériorité numérique considérable de l'adversaire, qui avait jeté dans la bataille deux armées (la 51^e et la 2^e de la Garde) et son intention de l'envelopper par l'est et par l'ouest, la 4^e armée de Panzer dut se replier au cours des jours suivants sur Kotelnikovo, d'où elle avait lancé son offensive le 12 décembre⁸⁵. La tentative pour forcer le siège de Stalingrad avait donc lamentablement échoué. Le sort de la 6^e armée se trouva ainsi définitivement scellé.

Mourir en héros ? Le sacrifice de la 6^e armée

Dès lors, la 6^e armée entra en agonie. Après que Paulus eut rejeté, sur l'ordre du Führer, un appel à la reddition le 8 janvier, les Russes lancèrent leur dernière attaque pour détruire la 6^e armée deux jours plus tard. En dépit de l'inégalité des forces, les combats se poursuivirent durant plus de trois semaines. À bout de force, à court de munitions, affamés et transis de froid, les Allemands furent refoulés dans les ruines de Stalingrad. Par manque de vivres et de munitions, la capitulation devenait inéluctable. Pour mettre un terme aux souffrances indicibles de ses hommes, Paulus demanda à Hitler, le 22 janvier, l'autorisation de se rendre. Hitler refusa et ordonna, au contraire, de combattre jusqu'au bout. Le lendemain, la 6^e armée commença à se disloquer. Elle se retrouva coupée en deux par les troupes soviétiques du sud et de l'ouest de la ville qui avaient opéré leur jonction. Trois jours plus tard, la scission de la 6^e armée était complète. Le 31 janvier, Paulus était promu feld-maréchal, Hitler escomptant sans doute qu'il allait mourir en héros, car l'idée qu'une armée allemande pouvait capituler lui était intolérable. Néanmoins, le soir même, le nouveau feld-maréchal se rendit. Deux jours plus tard, le 2 février, ce fut au tour des derniers éléments retranchés dans la partie nord⁸⁶. La bataille de Stalingrad était terminée. Sur les 250 000 hommes de la 6^e armée, 25 000 avaient pu être évacués par avion, 112 000 avaient trouvé la mort et 113 000 étaient faits prisonniers⁸⁷. Du côté soviétique, les pertes encourues pour encercler les forces allemandes n'étaient pas moins sévères : 155 000 tués et 331 000 blessés⁸⁸.

La résistance n'en fut pas moins remarquable, étant donné que le pont aérien ne fournit, en presque deux mois et demi de siège, qu'environ 100 tonnes par jour en moyenne, au lieu des quelque 500 promises par Göring le 23 novembre 1942. Le temps capricieux de l'hiver n'était pas la seule explication de l'échec de la Luftwaffe. Malgré des moyens considérables, le 4^e corps aérien du colonel-général Richthofen avait dû non seulement assurer le ravitaillement de la 6^e armée, mais également la couverture tactique du groupe d'armées Don et du groupe d'armées B. Opérant à partir de terrains de fortune, les appareils allemands

⁸⁵ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 373-377.

⁸⁶ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 793-796.

⁸⁷ Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 167. L'étendue des pertes allemandes dans le secteur de Stalingrad constitua une surprise de taille pour le haut commandement de l'Armée rouge qui, à la fin novembre, avait estimé le nombre de soldats investis dans la poche à 85 000-90 000 seulement. *Ibid.*, p. 165.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 168 ; Eberhard Schwarz, *Die Stabilisierung der Ostfront nach Stalingrad. Mansteins Gegenschlag zwischen Donez und Dnjepr im Frühjahr 1943*, Göttingen, Münster-Schmidt Verlag, 1985, p. 234.

s'étaient heurtés aux réactions de la chasse aérienne soviétique, pourtant presque inexistante au cours de l'hiver précédent. En bordure de Stalingrad et avec la réduction progressive de la poche, les Soviétiques avaient installé une puissante DCA qui préleva un lourd tribut sur les avions allemands en phase d'approche. Ainsi, la Luftwaffe de Göring perdit-elle 488 appareils et environ 1 000 hommes, soit l'équivalent d'un corps aérien au complet. Au début de janvier, la Luftwaffe avait été contrainte d'abandonner tous les aérodromes de la boucle du Don et d'opérer à partir de terrains situés à l'ouest du Donets, ce qui allongeait les distances et diminuait les sorties. Alors qu'ils se trouvaient auparavant à moins de 200 kilomètres de la poche de Stalingrad, les appareils devaient désormais parcourir de 300 à 400 kilomètres. Le 22 janvier, la Luftwaffe perdit sa dernière piste de fortune au voisinage de Stalingrad. Faute d'aérodromes, le ravitaillement par la voie des airs ne s'effectuait plus que par conteneurs⁸⁹. Mais à cette date, le supplice de la 6^e armée tirait déjà à sa fin.

Après l'échec de l'entreprise de dégagement menée par la 4^e armée de Panzer, une capitulation immédiate de la 6^e armée aurait certainement pu diminuer ses pertes et abrégé ses souffrances. En combattant jusqu'au bout, elle priva toutefois l'adversaire de la victoire d'anéantissement sur l'aile méridionale allemande qui était à portée de sa main. En effet, si elle avait cessé de résister non pas au début de février, mais pendant les sept premières semaines de l'encerclement, c'est-à-dire dès que sa situation devint sans espoir, les Russes seraient probablement parvenus à encercler cette aile méridionale. Et l'Allemagne aurait alors connu un désastre militaire d'une plus grande envergure que celui de Stalingrad. Les forces du feld-maréchal Manstein n'auraient pas pu résister au flot soviétique qui aurait déferlé le long du Don jusqu'à Rostov-sur-le-Don, tandis que celles du Caucase auraient été isolées. Et les groupes d'armées Don et A auraient probablement été perdus si la 6^e armée avait réussi à rompre l'encerclement et à se replier vers l'ouest.

Bien que sa résistance au cours de la deuxième moitié de janvier ne fût pas assez énergique pour empêcher les Russes d'envoyer des forces importantes en direction de Rostov-sur-le-Don, la 6^e armée permit cependant de retenir une partie de leurs unités dans une proportion suffisante pour donner une chance aux armées du Caucase d'atteindre Rostov-sur-le-Don à temps pour s'esquiver. En somme, en luttant jusqu'à l'épuisement de ses moyens, la 6^e armée, par son sacrifice héroïque, contribua ainsi, de façon décisive, au rétablissement du front allemand⁹⁰. Hitler et Manstein n'avaient pas totalement tort lorsqu'ils déclarèrent, en guise de consolation, que le sacrifice de l'armée de Stalingrad avait donné au haut commandement allemand le temps et la possibilité de prendre des mesures dont dépendait le sort de tout le front de l'Est.

⁸⁹ Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 232-233 ; Masson, *Une guerre totale...*, p. 134 ; Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 1149-1151 ; Irving, *Hitler's War...*, p. 482.

⁹⁰ Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 166-167 ; Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 236 ; Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale...*, p. 482 ; Hillgruber, « In der Sicht... », p. 78.

Ainsi, lorsque le Führer somma Paulus de repousser l'offre de capitulation émise par le haut commandement soviétique le 8 janvier, Manstein se montra pleinement d'accord avec cette décision. À ce moment-là, il était d'avis que la résistance de la 6^e armée était encore une nécessité pour la survie de toute l'aile méridionale du front allemand. Après la guerre, il déclara à ce sujet :

« Je ne me place pas au point de vue purement militaire d'après lequel une armée ne doit jamais capituler tant qu'elle demeure en état de combattre. Abandonner ce principe, pourtant, serait mettre fin à l'esprit militaire. Tant qu'il y aura des soldats il sera maintenu. Même si la lutte paraît sans issue, cela ne justifie pas une capitulation. Si tous les chefs qui jugent leur situation désespérée, se mettaient à capituler, aucune guerre ne pourrait plus être gagnée. Il a été souvent possible de sortir de situation de ce genre. En tout cas, en ce qui concerne le [colonel-] général Paulus, repousser la capitulation constituait un devoir. Son armée avait encore un rôle capital à jouer dans le cadre de la situation générale. Elle devait fixer aussi longtemps que possible les forces ennemies qui se trouvaient devant elle ».

Dans la même foulée, il ajouta :

« L'armée devait toujours combattre, même si elle n'avait rien à en attendre pour elle-même. Chaque journée gagnée par elle prenait une importance décisive pour le sort de tout le front allemand. Qu'on n'aille pas dire que, la guerre ayant été finalement perdue, il aurait mieux valu en accélérer la fin pour épargner des souffrances inutiles. Ce serait de la sagesse tardive. À cette époque, il n'était nullement certain que l'Allemagne la perdrait, militairement. Une paix de compromis demeurerait dans le domaine des possibilités, mais pour cela, il fallait rétablir la situation sur cette partie du front, ce qui fut finalement fait. Pour atteindre ce résultat, il était indispensable que la 6^e armée continuât de fixer les forces ennemies devant elle aussi longtemps qu'elle le pourrait. La dure nécessité de la guerre obligeait le haut commandement à réclamer cet ultime sacrifice de la part des vaillantes troupes. Qu'il portât la responsabilité d'avoir conduit l'armée dans cette situation, est une autre question »⁹¹.

Il ne fait aucun doute que le sacrifice de la 6^e armée permit de sauver toute l'aile sud du front allemand en permettant au groupe d'armées Don et au groupe d'armées A d'échapper à l'encerclement. À la fin novembre, des 143 grandes unités soviétiques opposées au groupe d'armées Don, une soixantaine – soit pas moins de 7 armées – participait à l'investissement de la 6^e armée. L'offensive de la 4^e armée de Panzer obligea à en prélever une partie pendant un certain temps. Mais d'autres arrivèrent pour les remplacer de sorte que, à la mi-janvier, sur les 259 grandes unités déployées dans le secteur du groupe d'armées Don, 90 se trouvaient devant la 6^e armée⁹². Il est donc facile de prévoir ce qui se serait passé si celle-ci les avait libérées en acceptant de capituler le 8 janvier, étant donné le danger couru par toute l'aile méridionale du front allemand.

En effet, la situation générale s'était largement détériorée, dans l'intervalle, depuis que l'Armée rouge avait enfoncé le front dans le secteur tenu par la 2^e armée hongroise et, pour ainsi dire, mis en déroute le groupe d'armées B. Elle était ainsi parvenue à ouvrir une énorme brèche qui s'étendait de Vorochilovgrad, sur le Donets, à Voronej, sur le Don, c'est-à-dire sur une distance d'environ 320 kilomètres. L'existence même du groupe d'armées Don et celle du groupe d'armées A, dans la région du Caucase, se trouvaient alors compromises plus que jamais. Fondée sur la nécessité de fixer encore les

⁹¹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 383-385.

⁹² *Ibid.*, p. 384 ; Cooper, *The German Army...*, p. 439-440. Selon le service de renseignements de l'OKH, la 6^e armée aurait fixé autour de Stalingrad jusqu'à 107 grandes unités de l'Armée rouge dont 13 blindées. Irving, *Hitler's War...*, p. 482.

unités ennemies devant Stalingrad, la décision du Führer – confortée en cela par Manstein – de refuser la reddition de la 6^e armée était donc judicieuse en soi, malgré l'énorme sacrifice qu'elle exigeait de celle-ci.

En outre, malgré la perte de la 6^e armée, il n'était pas dit que la guerre sur le front de l'Est et, par conséquent, la guerre tout court, était irrémédiablement perdue. Loin de là. Une solution de compromis avec Staline pouvait paraître possible aux yeux des généraux allemands si Hitler la voulait et la cherchait. Mais ce n'était pas le cas. Dans sa guerre idéologique contre le « judéo-bolchevisme », le dictateur nazi était un jusqu'au-boutiste fanatique et acharné. Sur ce point, l'officier Manstein se berçait donc d'illusions.

Pourtant, il avait eu l'occasion d'apprécier pleinement la détermination de Hitler de combattre jusqu'au bout lorsque celui-ci refusa catégoriquement, le 22 janvier, la demande de Paulus de pouvoir engager des pourparlers en vue d'une capitulation. Ce même jour, Manstein pria le Führer d'autoriser la reddition de la 6^e armée, croyant qu'elle avait parfaitement rempli sa mission consistant à fixer le plus longtemps possible le gros des forces ennemies devant Stalingrad. Sa sollicitation se fondait sur le fait que, depuis quelques jours, la poche allemande s'était rétrécie à un point tel que la 6^e armée ne retenait plus autour d'elle qu'un nombre relativement faible de troupes ennemies. Mais, tout comme celle de Paulus, sa requête fut rejetée du revers de la main. Pour Hitler, il ne pouvait être question de capituler, car c'était un point d'honneur⁹³.

La perte de la 6^e armée : Manstein a-t-il une part de responsabilité ?

Lorsqu'il raconta la bataille de Stalingrad après la guerre, le feld-maréchal Manstein imputa la principale responsabilité de la débâcle à Hitler, mais aussi, dans une certaine mesure, à Göring, pour avoir assuré son Führer, de manière totalement irréaliste, que la Luftwaffe pourrait sauver la 6^e armée par les airs, et à Paulus, pour l'erreur de ne pas avoir tenté de percer le front d'investissement quand il en était encore temps. Quant à Hitler, sa direction désastreuse et sa culpabilité écrasante étaient indéniables. D'ailleurs, il reconnut lui-même sa responsabilité, au cours d'un entretien avec Manstein, le 6 février 1943 :

« Pour Stalingrad, c'est moi qui en porte, *seul*, la responsabilité. Peut-être pourrais-je dire que Göring m'a fait un tableau inexact des possibilités de la Luftwaffe en ce qui concerne le ravitaillement aérien, et qu'il me serait donc possible de rejeter sur lui une partie de cette responsabilité. Mais je l'ai désigné moi-même pour me succéder, je dois par conséquent la revendiquer entièrement pour moi »⁹⁴.

Pour certains, Manstein porterait aussi une partie de cette responsabilité, en particulier pour ne pas avoir préconisé une percée de la 6^e armée avant l'arrivée des renforts ou bien pour avoir entrepris trop tard,

⁹³ Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 1163 et 1171 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 795.

⁹⁴ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 395.

avec des forces insuffisantes, l'offensive de dégagement⁹⁵. Porter un tel jugement, c'est toutefois oublier que lorsqu'il prit le commandement effectif du groupe d'armées Don le 27 novembre, soit cinq jours après l'encerclement de la 6^e armée à Stalingrad, il était déjà trop tard pour que celle-ci pût tenter une percée isolée, sans secours de l'extérieur. Si elle s'y était néanmoins résolue, on est en droit de supposer que seuls quelques débris auraient pu rallier la 4^e armée de Panzer. Non seulement la 6^e armée aurait-elle perdu sa capacité opérationnelle, mais elle aurait libéré les forces soviétiques qu'elle fixait jusque-là. Il en aurait alors résulté fort probablement la destruction de toute l'aile méridionale du front allemand et, par le fait même, la fin de la guerre.

Quant à la critique suivant laquelle Manstein aurait entrepris trop tardivement, avec des forces insuffisantes, son entreprise de dégagement, comment pourrait-on le blâmer d'avoir tenté en désespoir de cause une opération visant à sauver ses compagnons d'armes ? S'il n'avait pu lancer sa contre-attaque plus tôt et avec des forces suffisantes, c'est en raison des pressions incessantes de l'ennemi en d'autres endroits du front méridional, qui menaçait de s'effondrer à tout moment, et de l'arrivée parcimonieuse et tardive de renforts à son groupe d'armées. Bref, les renforts que lui avait promis Hitler pour sa tentative de dégagement méritaient la formule : trop peu et trop tard.

D'autres encore lui ont reproché d'avoir lancé son opération de dégagement à partir de la région de Kotelnikovo, se situant approximativement à 120 kilomètres du front d'investissement de Stalingrad, au lieu du front du Tchir, à environ 70 kilomètres seulement. Ils ont prétendu que s'il avait rameuté les forces de la 4^e armée de Panzer dans ce secteur, il serait peut-être parvenu à dégager la 6^e armée. Les blindés de Hoth n'étaient-ils pas parvenus à quelque 50 kilomètres de la poche de Stalingrad, soit justement après une progression de 70 kilomètres⁹⁶ ? Avancer un tel argument, c'est toutefois oublier que les forces ennemies sur le front du Tchir étaient beaucoup plus puissantes que sur celui de Kotelnikovo et que le haut commandement ennemi s'attendait apparemment à une opération de dégagement depuis le secteur du Tchir. Manifestement, si l'armée blindée de Hoth avait obtenu quelques succès initiaux depuis son point de départ à Kotelnikovo, c'était en partie à cause de la faiblesse relative des forces ennemies qu'elle rencontra sur ce front, grâce à un certain effet de surprise. Le feld-maréchal Manstein ne doit donc pas être tenu responsable de la tragédie de Stalingrad.

⁹⁵ Par exemple, voir Wieder, *Stalingrad...*, p. 139-175 ; Beevor, *Stalingrad...*, p. 308-310 ; Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 1135-1139 ; Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 164.

⁹⁶ Voir notamment Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 239-240.

CHAPITRE 12

LES BATAILLES DE L'HIVER 1943

Après avoir échoué dans la mission de dégager la 6^e armée de la poche de Stalingrad, il ne restait plus au groupe d'armées Don qu'à sauver toute l'aile méridionale du front allemand. Celle-ci était non seulement le théâtre des opérations du groupe d'armées Don, mais également des groupes d'armées A et B. D'ailleurs, depuis le déclenchement de l'opération « Saturne » à la mi-décembre, la situation sur ce front s'était considérablement aggravée, notamment dans le secteur de la 8^e armée italienne. La question qui se posait alors était de savoir si l'Armée rouge allait parvenir à encercler l'aile méridionale de la Wehrmacht et à accomplir ainsi un pas décisif vers la victoire finale ou si le haut commandement allemand allait réussir à prévenir cette catastrophe. Les batailles de l'hiver 1943 allaient donc se révéler décisives pour la suite de la guerre. Et c'est en les menant que le feld-maréchal Manstein allait réaliser ses plus belles prouesses militaires, en parvenant à rétablir et à stabiliser le front de l'Est après sa contre-attaque dans le secteur de Kharkov, au moyen d'une rocade qui demeure encore aujourd'hui un classique du genre.

Le groupe d'armées du Caucase et la menace d'un second Stalingrad

Dès le 24 novembre 1942, le feld-maréchal Manstein avait compris que la puissante contre-attaque de l'Armée rouge du 19 novembre n'avait pas seulement pour objectif de détruire la 6^e armée encerclée à Stalingrad, mais également d'exploiter l'effondrement de la 3^e armée roumaine, en fonçant avec des unités rapides dans la grande boucle du Don, en direction de Rostov-sur-le-Don. Elle pourrait alors couper les lignes de communication du groupe d'armées Don et, par le fait même, du groupe d'armées A engagé dans le Caucase. L'encercllement et la destruction de ces deux groupes d'armées scelleraient ainsi le sort de tout le front oriental à plus ou moins longue échéance.

Pour saisir toute l'ampleur du danger qu'une telle situation présentait pour les Allemands et les opportunités qu'elle offrait aux Soviétiques, il suffisait de comprendre qu'entre le secteur où la 3^e armée roumaine avait été culbutée, le 19 novembre, et Rostov-sur-le-Don, il y avait un peu plus de 300 kilomètres. À Rostov-sur-le-Don passaient les lignes de communication de tout le groupe d'armées A, ainsi que celles de la 4^e armée roumaine et de la 4^e armée de Panzer. L'aile gauche du groupe d'armées A, dans la région caucasienne, se trouvait à quelque 600 kilomètres de cette ville, et la 4^e armée blindée,

déployée au sud de Stalingrad, à environ 400 kilomètres. Plus en arrière, les lignes de communication de l'aile méridionale de l'armée allemande franchissaient le Dniepr à Zaporojie et à Dniepropetrovsk. Or, ces points de passage essentiels étaient approximativement à 700 kilomètres de la 6^e armée à Stalingrad et à 900 kilomètres de la 1^{re} armée de Panzer dans le Caucase. Par contre, sur le cours moyen du Don, l'ennemi ne se trouvait qu'à 420 kilomètres.

Après la guerre, Manstein expliqua plus exactement de quoi il en retournait :

« Je savais trop bien, par ma propre expérience, ce qu'une telle situation pouvait signifier. À l'été de 1941, avec le 56^e corps blindé, j'avais parcouru en quatre jours 300 kilomètres séparant Tilsit de Dunabourg, contre une résistance bien supérieure à celle que les armées roumaine, italienne et hongroise du Don étaient capables d'offrir aux Russes. En outre, ceux-ci disposaient, en arrière de leur front, de réserves très supérieures à celles que nous possédions en cet hiver 1942 »¹.

Depuis le déclenchement de l'opération « Saturne » le 16 décembre, et la défaillance, entre autres, de la 8^e armée italienne, les Russes s'étaient dangereusement rapprochés de l'artère vitale alimentant l'aile méridionale du front allemand, c'est-à-dire de Rostov-sur-le-Don et des passages sur le Dniepr. Cette aile méridionale risquait donc d'être coupée de son ravitaillement, acculée à la mer d'Azov ou à la mer Noire et finalement détruite, d'autant plus que la marine de guerre soviétique demeurait capable d'empêcher le ravitaillement par mer.

Déjà, à la fin de novembre, cette menace stratégique résultant du fait que l'ennemi, largement supérieur en nombre et, à certains moments, complètement libre de ses mouvements à cause de la défaillance des contingents alliés, se trouvait de plus en plus près de Rostov-sur-le-Don, avait soulevé au sein de l'OKH l'idée d'un possible retrait du groupe d'armées A du Caucase. Pour le général Zeitzler, chef d'état-major général de l'OKH, il ne s'agissait pas seulement d'éviter un encerclement des deux armées de ce groupe – la 1^{re} armée de Panzer et la 17^e armée –, qui pourrait se produire advenant une poussée soviétique jusqu'à Rostov-sur-le-Don, mais également de libérer des forces, comme condition préalable pour regagner l'initiative stratégique et pour recourir à des opérations mobiles.

Mais Hitler n'était pas l'homme à s'engager dans une voie qui réclamait initialement l'abandon de gains obtenus à un prix fort élevé en vies humaines et en matériels de guerre. Et encore moins lorsqu'il s'agissait d'évacuer la région du Caucase, dont la capture des gisements pétrolifères constituait le premier objectif de la campagne d'été de 1942. De même, il ne pouvait être question pour lui de consentir à un retrait qui faisait craindre la démoralisation des troupes et l'abandon d'équipements qui en résulterait. Tout compte fait, le Führer misait encore sur les seules forces du groupe d'armées Don pour rétablir la situation à l'aile méridionale du front de l'Est. En dépit de ce refus, Zeitzler restait néanmoins en contact avec le colonel-général Kleist, le nouveau commandant en chef du groupe d'armées A, au cas où Hitler finirait par changer d'avis².

¹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 400.

² Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 1173.

Le 29 ou le 30 novembre 1942, au cours d'un entretien téléphonique, Manstein avait demandé à Hitler, à défaut de pouvoir faire sortir la 6^e armée de la poche, de placer le groupe d'armées A sous son commandement et de lui donner toute liberté opérationnelle pour les deux groupes d'armées. La réponse du Führer ne s'était guère fait attendre : « Ce n'est pas possible, feld-maréchal ! ». Loin de s'avouer vaincu, Manstein demanda qu'on lui donna au moins la 1^{re} armée de Panzer, l'une des deux armées du groupe d'armées A. Si celui-ci devait absolument conserver ses positions acquises dans le Caucase, dit-il, il pourrait le faire avec seulement l'une de ses deux armées, soit avec la 17^e armée. Mais Hitler demeura inflexible. Exaspéré, Manstein lui posa cette question cruciale : « Mon Führer, dites-moi s'il vous plaît ce que le groupe d'armées A est supposé faire dans le Caucase » ? Hitler répondit vivement : « C'est une question relative à la possession de Bakou, feld-maréchal. À moins que nous ne prenions le pétrole de Bakou, la guerre est perdue. [...] Si je ne peux plus vous procurer le pétrole pour vos opérations, feld-maréchal, vous serez incapable de faire quoi que ce soit ». Rétorquant n'avoir aucun doute au sujet de l'importance du pétrole de Bakou, Manstein affirma cependant que la priorité devait être accordée à la 6^e armée à Stalingrad et non au pétrole de Bakou. « Placez tout le groupe d'armées A sous mon commandement et donnez-moi toute liberté opérationnelle, et je vais livrer une bataille décisive dans le sud de la Russie, après laquelle vous allez pouvoir obtenir tout le pétrole que vous voulez ».

Le commandant en chef du groupe d'armées Don avait avancé ensuite d'autres arguments : les forces ennemies dans la région de Stalingrad, la supériorité numérique russe, les signes montrant clairement, selon lui, que les Russes cherchaient désormais à obtenir une victoire finale dans le sud de leur pays. « Mon Führer, les Russes ont appris de nous. Au lieu de simplement pousser tout droit, ils ont recours à la stratégie. Ils commencent à avoir confiance en eux ». Hitler ne réagit point. Après un silence, il termina la conversation abruptement :

« Feld-maréchal, je dois vous rappeler quelque chose que je vous ai déjà dit à maintes reprises : nous devons marcher sur le Caucase le printemps prochain. Et je pense vous remettre le commandement de l'offensive du printemps. Vous allez alors joindre en Palestine l'armée du feld-maréchal Rommel, qui va venir vous rencontrer depuis l'Égypte. Nous marcherons ensuite avec nos forces réunies vers l'Inde, où nous scellerons notre victoire finale sur l'Angleterre »³.

Peu de temps avant le déclenchement de l'opération « Tempête d'hiver », Manstein avait préconisé de nouveau un retrait des armées du Caucase, en demandant le transfert du 3^e corps blindé de la 1^{re} armée de Panzer à la 4^e armée de Panzer pour son attaque en direction du front d'investissement de Stalingrad⁴. À ses yeux, si la Wehrmacht ne parvenait pas à dégager la 6^e armée ou à rétablir la situation sur le front du Don, il ne pourrait plus alors être question de maintenir le groupe d'armées A dans le Caucase. En tout cas, dès que la brèche pratiquée à l'aile droite du groupe d'armées B eut ouvert aux Soviétiques la route de Rostov-sur-le-Don, il lui devint bien évident que le haut commandement allemand ne pouvait plus penser, d'aucune manière, à conserver le front du Caucase. Le 20 décembre, jour où la

³ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 245-249.

⁴ Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 304 (note # 89).

déroute de la 8^e armée italienne découvrit le flanc du détachement d'armée Hollidt et ouvrit à l'Armée rouge le chemin vers les passages du Donets, il signala à Zeitzler que l'ennemi foncerait probablement en direction de Rostov-sur-le-Don afin d'encercler le groupe d'armées Don et le groupe d'armées A, et d'obtenir ainsi la décision contre l'aile méridionale allemande⁵.

Le 24 décembre, il fit remarquer une fois de plus au chef d'état-major général de l'OKH que l'offensive soviétique dans le secteur du groupe d'armées B avait pour objectif, en suivant un axe de Millerovo à Rostov-sur-le-Don, de couper les lignes de communication du groupe d'armées Don et du groupe d'armées A. De même, il le pria de retirer ce dernier du Caucase et de renforcer le premier qui essayait, tant bien que mal, de dégager la 6^e armée et de rétablir l'aile nord de son front. Au vu de ces deux requêtes, Zeitzler lui demanda s'il n'était pas préférable de subordonner le groupe d'armées A au groupe d'armées Don. Le feld-maréchal se déclara d'accord avec cette proposition, du moment qu'il avait une liberté complète en ce qui concernait la conduite des opérations. Mais Hitler n'était pas disposé à accepter la condition qu'il avait posée à Zeitzler pour prendre la responsabilité des deux groupes d'armées. Le groupe d'armées A demeura donc indépendant. La crainte de Manstein que le Führer pût intervenir dans ses décisions n'était donc pas sans fondement. Trois jours plus tard, celui-ci ordonna au groupe d'armées de Kleist de repousser les attaques ennemies sans abandonner la moindre position⁶.

Pourtant, les deux derniers messages adressés par Manstein à l'OKH auraient dû inciter Hitler à consentir au moins à des préparatifs en vue d'un possible retrait du groupe d'armées A du Caucase. En attendant qu'il se décidât à abandonner cette région, Manstein était donc contraint de confier la couverture du flanc gauche de la 1^{re} armée de Panzer, engagée profondément dans le Caucase, à la 4^e armée de Panzer, l'exposant ainsi à être encerclée. Tant et aussi longtemps que l'armée blindée de Hoth était obligée de se maintenir au sud du Don pour couvrir le flanc gauche de la 1^{re} armée de Panzer, les autres unités du groupe d'armées Don se trouvaient elles-mêmes dans l'obligation de défendre des positions de plus en plus intenables. En tentant ainsi de maintenir le front dans la grande boucle du Don, elles s'exposaient également au risque d'un encerclement⁷.

Une rocade de l'est à l'ouest à défaut d'une manœuvre de repli suivie d'une attaque de flanc ?

Après que la situation eut pris une tournure si menaçante à cause de l'obstination de Hitler, il fallait trouver une issue aussi favorable que possible dans les circonstances. Pour Manstein, la solution idéale, après l'échec de l'opération de dégagement de la 6^e armée, était d'abandonner le terrain conquis au cours de l'offensive d'été, terrain qui ne pouvait plus être tenu de toute façon. Pour cela, il était nécessaire de replier les forces des groupes d'armées Don et A, d'abord en arrière du Don inférieur et du Donets, puis

⁵ Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 54 ; Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 409.

⁶ Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 1173-1174.

⁷ Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 53-54.

sur le Dniepr inférieur. Cette opération était sans doute la plus difficile à réaliser sans provoquer la déroute à une grande échelle. Entre-temps, il fallait rassembler, dans la région de Kharkov, le plus d'unités possibles, y compris celles des deux groupes d'armées devenues disponibles à la suite du raccourcissement du front, et leur donner pour mission d'attaquer de flanc l'ennemi qui poursuivait les deux groupes d'armées ou essayait de les couper des passages sur le Don. L'idée était donc de transformer une vaste opération de repli en une manœuvre d'enveloppement avec l'intention d'acculer l'adversaire lui-même à la mer et de l'y détruire⁸.

Le commandant en chef du groupe d'armées Don proposa cette solution à l'OKH, après la percée russe dans le secteur italien, quand il devint manifeste que le groupe d'armées de Kleist ne pouvait plus se maintenir dans le Caucase. Mais Hitler n'était aucunement disposé à cautionner une opération qui exigeait d'abord l'abandon des gains réalisés au cours de l'été 1942 et qui, incontestablement, comportait un risque opérationnel considérable. De toute façon, pour effectuer cette manœuvre de repli suivie d'une attaque de flanc, le commandement du groupe d'armées Don ne possédait pas l'autorité nécessaire. Il lui aurait fallu exercer le commandement de toute l'aile sud du front allemand, de Voronej au Caucase, et disposer librement des réserves opérationnelles de l'OKH⁹.

Pour le moment, il en était réduit, dans le cadre de ses attributions, à éviter une catastrophe encore plus grande que celle de la 6^e armée : l'encerclement de toute l'aile méridionale de l'armée allemande. Les réserves opérationnelles dont disposait l'OKH se révélaient néanmoins insuffisantes pour assurer la sécurité des lignes de communication de cette aile sur le Don inférieur et le Dniepr. Il était donc indispensable pour le groupe d'armées de Manstein de raccourcir son aile orientale et de regrouper les forces libérées à l'aile occidentale. Évidemment, cette opération devait s'effectuer le plus rapidement possible afin que les unités transférées pussent parer la manœuvre d'enveloppement de l'ennemi qui s'étendait de plus en plus vers l'ouest, mission d'autant plus difficile que le groupe d'armées B se trouvait sur le bord de l'effondrement en raison de la débandade des armées alliées. D'autre part, ce déplacement des forces ne pouvait atteindre l'ampleur suffisante sans prélever des unités dans le groupe d'armées A qui ne se trouvait pas sous le commandement de Manstein.

L'idée de parer la tentative d'enveloppement de l'ennemi en effectuant une rocade de l'est à l'ouest était la solution la plus simple à réaliser dans les circonstances. Pour qu'elle fût efficace, il fallait l'appliquer suffisamment tôt, c'est-à-dire à un moment où la menace d'encerclement n'était pas encore très critique. La seule façon d'effectuer immédiatement la rocade proposée par Manstein était de ramener d'un trait la 4^e armée de Panzer sur Rostov-sur-le-Don pour lui faire défendre le flanc sud et les lignes de communication vers l'ouest du groupe d'armées Don, et de replier sur le Donets le groupe Mieth – du nom du général qui avait pris le commandement de l'ancien secteur de la 3^e armée roumaine – et le détachement d'armée Hollidt, qui se battaient encore dans la grande boucle du Don.

⁸ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 402-403.

⁹ Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 54.

Cependant, l'obligation faite au groupe d'armées de Kleist de conserver ses positions dans le Caucase rendait cette solution impossible, car elle aurait complètement dégarni ses arrières. Or, le groupe d'armées de Manstein avait pour mission non seulement de couvrir les arrières des armées du Caucase, mais aussi d'assurer leur sécurité et leurs lignes de communication qui passaient par Rostov-sur-le-Don. L'idée de manœuvre consistant à transporter à l'ouest le centre de gravité des forces pour prévenir un encerclement de l'aile sud des armées allemandes n'était donc pas immédiatement exécutable. Malgré l'aggravation de la menace sur leur flanc ouest, les armées commandées par Manstein étaient contraintes de livrer une bataille désespérée pour protéger les arrières des armées du Caucase¹⁰. Hitler en restait toujours au principe de la conservation rigide du terrain, tandis que Manstein apercevait le moyen d'infliger un sévère revers à l'ennemi en recourant à des opérations mobiles.

Le début d'un retrait du Caucase ?

Le 28 décembre, contre toute attente, le général Zeitzler parvint à convaincre Hitler de la nécessité de replier le groupe d'armées A, après lui avoir longuement expliqué qu'il courait le risque d'un second Stalingrad, mais cette fois-ci sur une échelle beaucoup plus grande, s'il s'entêtait encore à le laisser immobile sur ses positions du Caucase¹¹. Après avoir obtenu le consentement de Hitler, l'OKH émit, le jour même, une directive qui prescrivait à la 1^{re} armée de Panzer, très exposée à l'aile orientale du groupe d'armées A, de se replier sur la Kouma, entre Piatigorsk et Praskoveïa, c'est-à-dire à environ 100 kilomètres de la position qu'elle tenait au sud de Mozdok.

Manifestement, Hitler ne pensait nullement à abandonner le front du Caucase. Tout au plus, espérait-il, par ce repli stratégique, permettre au groupe d'armées A de s'appuyer sur la Manytch, stabiliser la situation entre cette rivière et le Don, comme dans la grande boucle du Don et, simultanément, sécuriser les lignes de communication de l'aile méridionale du front, notamment le long du Dniepr inférieur. Il n'entendait donc pas supprimer, mais réduire le « balcon » qu'avait formé le front à l'automne en s'étendant jusqu'au Caucase et à la Volga et qui était à l'origine de la situation critique dans laquelle se trouvait la Wehrmacht depuis le 19 novembre 1942. Cette intention était utopique dans la mesure où l'OKH ne disposait pas de réserves pour compenser la disparition des deux armées roumaines, de l'armée italienne et, peu après, de l'armée hongroise. Par conséquent, Hitler devrait tôt ou tard se résoudre à évacuer tout le Caucase¹².

En principe, il y avait quatre options possibles qui s'offraient au groupe d'armées A : 1) se maintenir sur sa position de repli, en vertu de la directive du 28 décembre, c'est-à-dire sur la Kouma, entre Piatigorsk et Praskoveïa ; 2) se replier vers l'ouest, dans une large tête de pont, en avant de la péninsule de

¹⁰ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 403-408.

¹¹ Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 1174.

¹² Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 409-410.

Taman ; 3) se replier en direction de Rostov-sur-le-Don ; 4) une combinaison des options deux et trois, c'est-à-dire un repli par la péninsule de Taman et par Rostov-sur-le-Don. Non seulement le colonel-général Kleist considérait-il les deux premières options comme étant irréalistes, mais il ne montrait aucun intérêt pour la dernière. En fait, il plaidait énergiquement en faveur de la troisième option qui consistait en un retrait des forces du Caucase au-delà de Rostov-sur-le-Don afin qu'elles pussent intervenir le plus rapidement possible dans la bataille que livrait le groupe d'armées Don dans cette région. Cette option correspondait en tout point aux vues exprimées jusque-là par le feld-maréchal Manstein. Le commandant en chef du groupe d'armées A n'était toutefois disposé à un retrait d'une partie de ses forces par le détroit de Kertch que s'il devenait impossible de les replier entièrement au-delà du Don. Mais Hitler s'en tenait obstinément à la première option et refusait d'abandonner la région des gisements pétrolifères de Maïkop qui devait servir de tremplin pour une reprise de l'offensive dans le Caucase à l'été suivant¹³.

Mais, à cause d'un manque de carburant, la 1^{re} armée de Panzer ne put commencer son repli que le 2 janvier 1943. Le mouvement s'effectua avec une extrême lenteur afin de sauver le matériel. Conséquemment, aucune unité ne devint disponible. Finalement, ce n'est qu'au bout de vingt-cinq jours que l'armée atteignit, au complet, sa nouvelle position sur la Kouma¹⁴.

Le combat entre le Don et le Dniepr pour les lignes de communication de l'aile méridionale

Au lieu de parer la menace d'encerclement par un déplacement de son centre de gravité à l'ouest, comme le commandait la situation, le groupe d'armées de Manstein devait se battre dans des conditions de plus en plus critiques pour gagner du temps. Au sud du Don inférieur, il devait couvrir le flanc gauche du groupe d'armées A, tout en maintenant ouvertes ses lignes de communication qui passaient par Rostov-sur-le-Don. Dans la grande boucle du Don et en avant du Donets, le détachement d'armée Hollidt devait suffisamment ralentir la progression de l'ennemi au nord du Don inférieur pour l'empêcher de couper les lignes de communication de la 4^e armée de Panzer de Hoth ainsi que celles du groupe d'armées de Kleist. De même, il lui fallait interdire le franchissement du Donets dans le secteur de Vorochilovgrad et, par conséquent, l'approche de Rostov-sur-le-Don par le nord. Finalement, il devait trouver le moyen de maintenir ouvertes les lignes de communication avec l'ouest, le long du Dniepr inférieur.

Cette mission qui incombait au groupe d'armées Don était difficile à réaliser avec des troupes soumises depuis longtemps à des efforts excessifs et se trouvant en face d'un adversaire considérablement supérieur en effectifs. Mais, si ardue que fût cette tâche, le principal danger provenait du fait que le groupe d'armées A n'était pas en mesure de se retirer rapidement des abords du Caucase. La retraite ne pouvait s'effectuer que par étapes afin de permettre l'évacuation du matériel¹⁵.

¹³ Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 1175 ; Schwarz, *Die Stalilisierung...*, p. 32.

¹⁴ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 410-413.

¹⁵ *Idem.*

C'est la 4^e armée de Panzer qui était à même de remplir la mission de protéger les arrières du groupe d'armées A. D'une part, elle devait empêcher l'ennemi d'agir dans le dos de la 1^{re} armée de Panzer tant que celle-ci n'aurait pas occupé un front face à l'est. D'autre part, il lui fallait prévenir une percée de l'adversaire sur le cours inférieur du Don jusqu'à Rostov-sur-le-Don, où il couperait non seulement les lignes de communication du groupe d'armées A, mais aussi les siennes.

Il s'agissait d'une double mission que l'armée blindée de Hoth n'était manifestement pas en mesure de remplir, car elle ne disposait pas des forces suffisantes pour barrer tout l'espace entre le cours inférieur du Don et les premiers contreforts du Caucase, en face d'effectifs ennemis largement supérieurs en nombre. Après la disparition des Roumains, elle se composait du seul 57^e corps blindé, dont les deux divisions (17^e et 23^e) se trouvaient déjà considérablement affaiblies, et de la 15^e division de marche de la Luftwaffe qui n'était pas encore prête à s'engager. Les seuls renforts que l'OKH put lui envoyer furent la 16^e division motorisée et la division SS *Wiking*, libérées toutes les deux par le groupe d'armées A¹⁶.

Avant même de pouvoir reconstituer ses forces, la 4^e armée de Panzer avait été refoulée à l'ouest de Kotelnikovo par trois armées soviétiques (la 28^e, la 51^e et la 2^e de la Garde), dès le début de janvier. Le 9 de ce mois, elle livrait de difficiles combats entre le Manytch et le Sal, sur le cours du Kouberle. L'ennemi manifestait l'intention de l'envelopper par le nord et par le sud. La 2^e armée de la Garde se trouvait à Konstantinovsk, sur le Don, et avançait vers Proletarsk, au sud-est, pour parvenir sur les arrières des forces de Hoth, tandis que la 28^e armée, récemment sortie de la steppe des Kalmouks, essayait d'encercler celles-ci, le long du Manytch.

Au lieu d'essayer d'offrir une résistance insuffisante sur une ligne de front trop étirée, Manstein jugeait que la 4^e armée de Panzer devait garder ses forces concentrées, seule façon de présenter une résistance vraiment forte sur un point important. Pour cela, elle devait évacuer momentanément certains secteurs. De toute façon, les moyens dont elle disposait ne lui permettaient tout au plus que d'exécuter une seule de ses deux missions. Par conséquent, il décida d'accorder la priorité à la couverture de la 1^{re} armée blindée pendant que celle-ci effectuait son changement de front. Certes, cette décision aggravait la menace contre Rostov-sur-le-Don. Mais, si l'ennemi réussissait à encercler la 1^{re} armée de Panzer, tenir cette ville ne présenterait plus aucune utilité, le sort de tout le groupe d'armées A s'en trouvant alors scellé. Par contre, si la 1^{re} armée de Panzer réussissait son mouvement, la crise de Rostov-sur-le-Don pouvait toujours être conjurée.

Malgré les manœuvres d'enveloppement répétées des Russes, le colonel-général Hoth réussit à y soustraire son armée blindée, ainsi que celle du groupe d'armées A qui acheva son changement de front le 14 janvier. Avec son aile gauche, la 1^{re} armée blindée occupait désormais la ligne Tcherkessk-Petrovskoïé, face à l'est, ce qui lui permettait une certaine coordination opérationnelle avec la 4^e armée blindée. Celle-

¹⁶ *Ibid.*, p. 415-416.

ci avait donc rempli sa première mission. Il ne lui restait plus que la seconde : couvrir les lignes de communication du groupe d'armées de Kleist qui passaient par Rostov-sur-le-Don¹⁷.

Dans l'intervalle, le détachement d'armée Hollidt devait empêcher l'ennemi, descendant du nord, d'avancer sur le cours inférieur du Don, c'est-à-dire sur les arrières de la 4^e armée blindée, et surtout lui interdire une percée sur Rostov-sur-le-Don. De même, il devait défendre les passages sur le Donets dans le secteur de Vorochilovgrad. Pour accomplir cette double tâche, sur un front d'environ 200 kilomètres, s'étendant de Nijné Tchirskaya, sur le Don, à Kamensk-Chakhtinski, sur le Donets, il disposait, y compris le groupe Mieth, placé sous son autorité, de trois divisions blindées (6^e, 7^e et 11^e) et de quatre divisions d'infanterie (62^e, 294^e, 336^e, 387^e) déjà fortement épuisées par les combats précédents. Les deux divisions de marche de la Luftwaffe, placées sous son commandement, n'étaient pas encore prêtes au combat, tandis que la 22^e division blindée, trop éprouvée, dut être dissoute.

Le détachement d'armée Hollidt se trouva rapidement débordé par trois armées soviétiques (la 5^e de choc, la 5^e blindée et la 3^e de la Garde) sur ses deux flancs : à l'ouest, à la suite de la disparition de l'armée italienne, à la place de laquelle le groupe Fretter-Pico – du nom du lieutenant-général qui en avait pris le commandement – reculait lentement en combattant de Millerovo vers le Donets ; à l'est, après la défection des armées roumaines, plusieurs unités ennemies franchissaient le Don à Potemkinskaïa, puis à Tsymlianskaïa. Après de durs et violents combats, le détachement d'armée parvint finalement à arrêter la progression de l'adversaire sur le Donets et, par conséquent, à empêcher que les lignes de communication de la 4^e armée de Panzer et du groupe d'armées A ne fussent coupées¹⁸.

Entre le Don et le Donets, le groupe d'armées de Manstein était parvenu, jusque-là, à empêcher l'ennemi d'atteindre Rostov-sur-le-Don et de refermer ainsi la trappe sur les armées qui étaient déployées au sud du Don. Mais il était évident que ni le détachement d'armée Hollidt ni le groupe Fretter-Pico ne pouvaient interdire bien longtemps encore à l'adversaire le franchissement du Donets en amont de Kamensk-Chakhtinski. Dès qu'il aurait assez de forces pour s'étendre aussi à l'ouest, l'ennemi pourrait alors marcher sur Rostov-sur-le-Don par le nord-ouest ou atteindre la côte de la mer d'Azov. Cette éventualité semblait se confirmer avec l'effondrement de la 2^e armée hongroise, qui tenait un secteur sur le front du groupe d'armées B, ouvrant ainsi une vaste brèche au nord de Vorochilovgrad et, par le fait même, l'accès au cours du Donets. Pour Manstein, le moment était alors venu de prélever des forces importantes au sud du Don pour les transporter sur le cours moyen du Donets afin d'empêcher l'encerclement des groupes d'armées A et du Don.

Mais Hitler n'était pas encore disposé à abandonner définitivement le Caucase. Apparemment, il espérait toujours conserver dans cette région des positions qui lui assureraient la possession des puits de pétrole de Maïkop. Au minimum, il voulait maintenir une vaste tête de pont au Kouban pour reprendre, au début de l'été, la poussée vers les gisements pétrolifères. Cependant, laisser une partie du groupe d'armées

¹⁷ *Ibid.*, p. 416-419 ; Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 62-66.

¹⁸ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 419-421 ; Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 68-72.

A dans une tête de pont au Kouban, c'était sacrifier des effectifs importants pour la réalisation de la rocade vers le Donets envisagée par Manstein. Il est clair que le Führer ne réalisait pas encore pleinement ce qui allait forcément se produire si les Allemands ne se trouvaient pas rapidement en force dans le secteur névralgique de l'aile sud de leur front, c'est-à-dire entre le Donets et le Dniepr inférieur. Pour le moment, le groupe d'armées de Manstein se voyait obligé de livrer bataille des deux côtés du Don, pour permettre le repli méthodique du groupe d'armées A¹⁹.

À la mi-janvier, au moment où la 1^{re} armée blindée atteignit la ligne Tcherkessk-Petrovskoïé, établissant ainsi un front face à l'est, la situation s'aggrava sur le front du détachement d'armée Hollidt. L'ennemi réussit à percer en direction du Donets, avec des unités rapides, au sud de Millerovo, dans la zone du groupe Fretter-Pico. Son objectif était de franchir la rivière de part et d'autre de Kamensk-Chakhtinski. En même temps, d'autres unités rapides surgirent dans le secteur formé par le Sal, le Don et le Manytch, c'est-à-dire entre le détachement d'armée Hollidt et la 4^e armée blindée qui devait encore couvrir le flanc nord de la 1^{re} armée blindée, en avant de Salsk. Ces forces pouvaient franchir le Don, pour s'emparer de Rostov-sur-le-Don, ou bien prendre à revers le détachement d'armée Hollidt. Leur intention réelle se précisa le 20 janvier, lorsqu'elles attaquèrent sur le cours inférieur du Manytch, en direction de Rostov-sur-le-Don. Des éléments blindés atteignirent même l'aérodrome de cette ville. Simultanément, l'ennemi poursuivait ses assauts sur le front du détachement d'armée Hollidt dans le dessein bien évident de fixer celui-ci jusqu'au moment où la prise de Rostov-sur-le-Don lui permettrait de l'encercler.

Une fois de plus, le feld-maréchal Manstein dut décider quelle menace il fallait parer en premier. Le danger que courait Rostov-sur-le-Don lui paraissait beaucoup plus immédiat et pressant. Il ordonna ainsi un repli sur cette ville non seulement de la 4^e armée de Panzer, mais également de la 1^{re} armée de Panzer. C'était la seule solution. Sinon, il faudrait renoncer à l'espoir de transférer à l'ouest des forces suffisantes pour prévenir l'encercllement de toute l'aile méridionale du front allemand. Si Hitler était disposé à accorder la liberté de mouvement à la 4^e armée blindée, en la déchargeant de la couverture du flanc nord de la 1^{re} armée blindée, il se montrait néanmoins hésitant en ce qui concernait un repli de celle-ci sur Rostov-sur-le-Don²⁰.

En retardant sa décision au sujet de la rocade, Hitler favorisait évidemment l'adversaire. Depuis le 19 janvier, une brèche provoquée par la déroute de la 8^e armée italienne et puis par celle de la 2^e armée hongroise, survenue dans l'intervalle, s'ouvrait sur une distance d'environ 320 kilomètres depuis Vorochilovgrad, sur le Donets, jusqu'à Voronej, sur le Don. L'ennemi eut le temps d'exploiter la rupture des secteurs italien et hongrois et de détacher des forces importantes auxquelles le groupe d'armées Don n'avait, pour le moment, rien à opposer. De ce fait, il avait la possibilité de lancer directement ses unités sur Rostov-sur-le-Don ou d'envelopper l'aile occidentale du détachement d'armée Hollidt, par Vorochilovgrad. Au même moment, la résistance de la 6^e armée tirait à sa fin. Il fallait donc s'attendre à

¹⁹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 421-424.

²⁰ *Ibid.*, p. 424-426.

voir intervenir les unités, fixées jusque-là devant la 6^e armée, dans la région de Starobielsk, c'est-à-dire dans la vaste brèche entre les groupes d'armées B et Don.

Le 22 janvier, Hitler se décida enfin à replier tout au moins l'aile nord de la 1^{re} armée blindée sur Rostov-sur-le-Don, c'est-à-dire à l'endroit où se livrait la bataille décisive. Quant à son aile sud, elle serait incorporée à la 17^e armée qui devait se replier sur la tête de pont du Kouban²¹. Dès lors, il convenait de précipiter au maximum l'exécution du mouvement afin de pouvoir transférer la 4^e armée blindée à l'aile occidentale dans les plus brefs délais possibles. Deux jours plus tard, l'aile nord du groupe d'armées A se trouvait à Bielaia-Glina et, plus au sud, à l'est d'Armavir, c'est-à-dire à 150 et 250 kilomètres de Rostov-sur-le-Don. Tandis que la 4^e armée blindée luttait désespérément au sud-est et tout près de cette ville pour maintenir ouvert le passage sur le Don à la faveur de l'aile nord de la 1^{re} armée blindée, le détachement d'armée Hollidt défendait tant bien que mal le Donets. Mais il était évident que celui-ci ne pourrait contenir bien longtemps encore les forces ennemies considérablement supérieures²².

Le 27 janvier, Hitler confirmait sa décision prise cinq jours auparavant : seule l'aile nord de la 1^{re} armée de Panzer, qui passerait sous le commandement du groupe d'armées Don, se replierait par Rostov-sur-le-Don, tandis que le reste du groupe d'armées A, c'est-à-dire la 17^e armée – 20 divisions pour un total d'environ 400 000 hommes – se retirerait dans la tête de pont du Kouban²³. Cette disposition ne satisfaisait aucunement Manstein qui aurait préféré un retrait du gros des formations de Kleist par le nord du Don afin de pouvoir transférer le plus d'effectifs possibles à l'aile occidentale, sur le Donets, en amont de Vorochilovgrad, c'est-à-dire à l'endroit où se livrait la bataille décisive. D'autant plus que les craintes au sujet de Rostov-sur-le-Don s'étaient momentanément apaisées depuis que la 4^e armée de Panzer était parvenue, deux jours plus tôt, à repousser l'ennemi progressant sur le Manytch inférieur. En outre, aux yeux de Manstein, un repli sur la tête de pont du Kouban était une entreprise ardue et très risquée, le transport et le ravitaillement des troupes dans cette région, par le détroit de Kertch, et sous un ciel dominé par l'aviation ennemie, devant poser de graves problèmes²⁴.

À la fin du mois, le retrait du groupe d'armées A était, dans l'ensemble, complété. Le 29 janvier, la 1^{re} armée de Panzer opérait sa jonction avec la 4^e armée de Panzer et, trois jours plus tard, elle atteignait Rostov-sur-le-Don. Quant à la 17^e armée, elle prenait position sur la tête de pont du Kouban dès le 2 février. Après un repli à marches forcées de 500 à 600 kilomètres, dans des conditions climatiques hivernales parfois épouvantables, sans soutien aérien et en face d'un ennemi supérieur en nombre et en matériel, c'était rien de moins qu'une performance extraordinaire sur le plan opérationnel que venait de réaliser le groupe d'armées A. Cependant, ce n'était pas seulement le rêve de Hitler d'une opération

²¹ Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 1175-1176.

²² Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 394. Le 23 janvier, dans un entretien au téléphone, Manstein déclara à Zeitzler qu'il ne pouvait maintenir ouverte la route de Rostov-sur-le-Don que pendant quelques jours tout au plus. Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 1176.

²³ Schwarz, *Die Stabilisierung...*, p. 35.

²⁴ Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 1176-1177.

ultérieure dans le Moyen-Orient contre les positions britanniques qui venait de voler en éclats, mais aussi la raison d'être de toute la campagne de l'été 1942. En effet, celle-ci avait d'abord visé la conquête des gisements pétrolifères du Caucase et s'était donc avérée un véritable fiasco²⁵. Même si Hitler espérait lancer une nouvelle offensive à l'intérieur des terres du Caucase, à partir de la tête de pont du Kouban, à l'été 1943, rien ne garantissait qu'il en serait capable.

Évacuer le bassin du Donets ou bien le perdre en même temps que le groupe d'armées Don ?

Le 12 janvier 1943, le feld-maréchal Manstein avait transféré son quartier général à Taganrog, puis le 29 janvier, à Donetsk (Stalino), alors que le centre de gravité de ses forces se déplaçait du Don vers le Donets. Ayant réalisé avec succès sa deuxième mission, dont l'objectif immédiat était de couvrir l'évacuation du Caucase par le groupe d'armées A et de sauver toute l'aile méridionale du front allemand, la question qui se posait maintenant au groupe d'armées Don était de savoir s'il pouvait conserver le bassin du Donets.

Cette région avait joué un rôle primordial dans les considérations stratégiques de Hitler dès 1941. Il attachait une valeur décisive à la possession de cet espace compris entre le Dniepr, à l'ouest, le Donets, à l'est, la mer d'Azov, au sud, et Kharkov, au nord. D'une part, affirmait-il, le Reich allemand ne pouvait gagner la guerre économiquement sans les précieuses matières premières qu'il renfermait. D'autre part, la perte par la Wehrmacht de cette très riche région industrielle renforcerait considérablement l'effort de guerre soviétique, notamment pour la fabrication des chars d'assaut et des munitions. Par conséquent, il estimait que l'Allemagne ne pouvait perdre le bassin du Donets sous aucun prétexte. Or, sa possession se trouvait compromise depuis que l'Armée rouge avait enfoncé le front hongrois au sud de Voronej et foncé vers le Donets pour atteindre ensuite les passages sur le Dniepr ou la côte de la mer d'Azov.

La question se posa pour la première fois le 19 janvier, au cours d'une conversation téléphonique entre le commandant en chef du groupe d'armées Don et le chef d'état-major général de l'OKH. C'était le jour où une brèche s'était ouverte sur toute la longueur du front entre Vorochilovgrad et Voronej. Le seul moyen de conserver le bassin du Donets, déclara Manstein à son interlocuteur, c'était d'avancer vers l'est, au plus vite, avec des forces importantes, c'est-à-dire si possible en avant de Kharkov. Pour cela, l'aile méridionale de l'armée devait recevoir des renforts, car elle ne pouvait colmater la brèche avec ses seules forces, si elle demeurait sur le Don inférieur. Sinon, elle devait se retirer de cette région afin d'empêcher l'ennemi de l'encercler.

Le 31 janvier, dans un message destiné à l'OKH, Manstein exprima de nouveau ses vues sur la possibilité de conserver le bassin du Donets. Pour y parvenir, souligna-t-il, il fallait lancer à temps une contre-attaque en direction de Kharkov et battre l'ennemi au nord-est de cette ville, avant le début de la

²⁵ *Ibid.*, p. 1177.

période de dégel. Si cette action était impossible, il ne pouvait être question de conserver la région du Donets, du moins dans son secteur oriental. Les forces dont il disposait ne lui permettaient pas de conserver la région dans son intégralité, d'autant plus que l'ennemi amenait de nouvelles forces importantes, prélevées dans le Caucase et à Stalingrad²⁶.

La prévision de Manstein sur l'intention de l'ennemi d'enfoncer et d'envelopper simultanément le front nord du groupe d'armées Don, sur le Donets, fut rapidement confirmée. Le 2 février, il franchit le Donets et, du fait de la débandade des Italiens, parvint à l'est de Vorochilovgrad. Il avait ensuite pour objectif Rostov-sur-le-Don ou Taganrog.

Pour parer la menace imminente d'enveloppement du détachement d'armée Hollidt, le commandant en chef du groupe d'armées Don avait mis la 1^{re} armée blindée en marche vers le Donets moyen. Mais il lui fallait également obtenir l'autorisation de retirer la 4^e armée blindée du « balcon » où elle se trouvait sur le Don inférieur. C'était la seule façon d'empêcher l'adversaire de franchir la ligne Izioum-Slaviansk et de tenter de couper des passages sur le Dniepr. La 4^e armée blindée ne pouvait cependant être libérée sans un raccourcissement du front. Au lieu de tenir une ligne de front s'étendant de Rostov-sur-le-Don jusqu'à l'ouest de Vorochilovgrad, il fallait la ramener derrière le Mious, avec prolongement par le nord jusqu'au Donets moyen. C'était, en quelque sorte, la position où le front s'était arrêté après la première retraite de Rostov-sur-le-Don à la fin de l'automne 1941. Pour occuper cette position, il fallait évidemment évacuer la partie orientale du bassin minier du Donets²⁷.

Dans le dessein de faire approuver ce repli, Manstein exposa, dans un message adressé directement à Hitler, ses conceptions sur la façon de conduire les opérations à longue échéance. En raison de la faiblesse de ses forces, avançait-il, le groupe d'armées Don ne pourrait se maintenir très longtemps dans le bassin du Donets, même en se cantonnant dans une position purement défensive. Une tentative pour conserver à tout prix la totalité de cette région requerrait toutes ses forces disponibles, à cause du saillant constitué par ce front. Cela permettrait alors à l'ennemi de l'encercler en l'acculant à la mer d'Azov, entraînant, par le fait même, la perte du groupe d'armées A au Kouban.

D'autre part, ajoutait Manstein, si le haut commandement cherchait une décision par l'offensive, en 1943, il ne pourrait la conduire qu'à l'aile méridionale du front soviétique, mais pas en partant du saillant Don-Donets, à cause des difficultés de ravitaillement bien connues et des menaces d'être prise de flanc auxquelles toute offensive partant de ce « balcon » s'exposerait d'avance. Cette décision par l'offensive s'obtiendrait seulement en laissant l'ennemi s'avancer vers l'ouest, sur le Dniepr inférieur, puis en l'attaquant avec des forces puissantes, depuis la région de Kharkov, pour forcer le front au point de raccordement et réaliser son encerclement en l'acculant contre la côte de la mer d'Azov ou même contre celle de la mer Noire.

²⁶ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 429-433.

²⁷ *Ibid.*, p. 433-434 ; Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 1181-1182 ; Schwarz, *Die Stabilisierung...*, p. 124-125.

C'était d'ailleurs exactement ce qu'il avait en tête lorsqu'il proposa à Hitler de se replier derrière le Mious. Mais, comme il fallait s'y attendre, Hitler n'était aucunement disposé à accepter un concept opérationnel qui permettrait aux Soviétiques de réoccuper, ne serait-ce que temporairement, la région minière du Donets. Du point de vue économique, avait-il répondu, c'était tout simplement inacceptable, moins parce que l'Allemagne perdrait du charbon que parce qu'en retrouvant celui-ci l'ennemi pourrait accroître significativement sa production d'acier. Cette opinion était non fondée, car même sans le charbon du Donets, la production soviétique en chars d'assaut et en munitions ne diminua nullement en 1942 et en 1943. Comme expédient, Hitler envisageait plutôt d'attaquer, avec la division SS *Das Reich*, première des trois du corps blindé SS, alors arrivée dans les environs de Kharkov, sur les arrières des forces ennemies qui avançaient sur le front du Donets. Or, non seulement cette division ne pouvait suffire pour une opération offensive d'une aussi grande ampleur, mais il n'y avait rien pour la couvrir sur son flanc nord. De toute façon, elle n'était même plus disponible pour une action offensive. En raison de la rapidité de la progression soviétique dans le secteur du groupe d'armées B, l'OKH avait déjà dû l'engager dans un combat défensif à Voltchansk, au nord-est de Kharkov²⁸.

Quelle que fût l'importance, même économique, du bassin du Donets, la question qui semblait échapper à Hitler était de savoir s'il voulait évacuer cette région ou bien la perdre en même temps que le groupe d'armées Don. Il ignorait, décidément, les enjeux militaires de la situation qui prévalait. En obligeant Manstein à tenir bon sur le Donets et sur le Don inférieur, Hitler risquait, en effet, non seulement de perdre le charbon de la région, mais aussi d'assister à la destruction de l'aile méridionale du front allemand, dont la conséquence probable serait l'effondrement de tout le front oriental. Pour sa part, la proposition de Manstein offrait, à tout le moins, la possibilité de stabiliser l'aile sud du front allemand et de regagner l'initiative stratégique. Même si cela signifiait l'abandon de la région minière du Donets, le prix à payer était néanmoins relativement peu élevé compte tenu des enjeux mentionnés²⁹.

Pendant ce temps, l'ennemi profitait des indécisions du haut commandement allemand pour amener de nouvelles forces sur le front du groupe d'armées Don. De ce fait, il exerçait une pression plus forte sur l'aile droite de celui-ci et, en particulier, sur la 4^e armée blindée qui couvrait le déplacement de la 1^{re} armée blindée de Rostov-sur-le-Don vers le cours moyen du Donets. Il était à prévoir qu'il lancerait une attaque de grande envergure contre Rostov-sur-le-Don de part et d'autre de Novotcherkassk. À l'aile gauche du groupe d'armées Don, des unités russes avaient franchi le Donets sur un large front. L'ennemi se trouvait désormais devant Slaviansk et avait pris Izioum. Il cherchait manifestement à interdire le repli du détachement d'armée Hollidt sur la position du Mious. La menace d'un enveloppement de toute l'aile méridionale du front allemand se profilait de plus en plus à l'horizon.

²⁸ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 433-435 ; Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 89-90.

²⁹ Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 90.

Manstein : le commandant suprême à l'Est ?

Devant cette aggravation de la situation, Manstein fut appelé au quartier général du Führer à Rastenburg, en Prusse-Orientale, le 6 février 1943. Pour éviter la catastrophe qui menaçait toute l'aile méridionale du front allemand, la nécessité d'aboutir à une solution de compromis était plus urgente que jamais. La discussion s'engagea essentiellement sur deux points : la conduite des opérations dans le secteur du groupe d'armées Don et la question du haut commandement.

Hitler commença par déclarer qu'il portait seul la responsabilité de la fin tragique de la 6^e armée, survenue quelques jours auparavant. Même si la catastrophe de Stalingrad lui fournissait déjà un prétexte suffisant, le feld-maréchal Manstein tira profit de cette confiance pour remettre en cause le haut commandement lui-même, c'est-à-dire la façon dont Hitler l'exerçait depuis le départ du feld-maréchal Brauchitsch. Sachant fort bien qu'il était impossible à un dictateur comme Hitler d'abandonner le commandement sans y perdre la face, il essaya de lui rendre acceptable une solution qui n'entamait pas son prestige, mais assurait, pour la suite, une direction plus efficace des opérations militaires. Il lui proposa, tout en demeurant nominalement commandant suprême, de se choisir un chef d'état-major général des trois armes de la Wehrmacht jouissant de toute sa confiance, à qui il délèguerait ses pouvoirs et la responsabilité. En d'autres termes, il tenta de le persuader de renoncer au commandement de l'armée de terre et de nommer un chef suprême responsable qui, bénéficiant de toute sa confiance, exercerait une autorité pleine et entière dans la conduite des opérations sur tous les théâtres ou, à tout le moins, sur celui du front de l'Est.

Mais Hitler n'était manifestement pas disposé à prendre sérieusement en considération cette question. Il la replaçait constamment sur le terrain personnel, parlant des déceptions que lui avaient causées naguère le ministre de la Guerre et commandant en chef de la Wehrmacht, le feld-maréchal Blomberg, ainsi que le commandant en chef de l'OKH, le feld-maréchal Brauchitsch. Il n'était pas possible, ajouta-t-il, de désigner un chef d'état-major général auquel Göring serait pratiquement subordonné. Étant donné que ce dernier était son dauphin et le seul feld-maréchal du Reich en Allemagne, jamais il n'accepterait une telle subordination, même si le chef d'état-major général parlait au nom de Hitler. Jamais il n'accepterait de se soumettre à l'autorité de quelqu'un d'autre que la sienne et de n'être que l'égal des généraux de l'OKW ou de l'OKH³⁰. Le Führer avait peut-être raison à propos de la suffisance de Göring, mais il l'évoquait manifestement à titre de prétexte afin d'éviter d'aborder les véritables raisons qui motivaient son refus³¹.

Le feld-maréchal Manstein était le candidat naturel au poste de « commandant suprême à l'Est ». Il ne fait pas de doute que c'est à lui-même qu'il pensait lorsqu'il fit cette suggestion à Hitler. Non seulement se considérait-il le plus apte à occuper cette fonction, mais il espérait être celui qui serait

³⁰ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 437-438 ; Palsokar, *Manstein...*, p. 119.

³¹ Hayward, « A Case Study in Early Joint Warfare... », p. 105-106.

désigné par le Führer pour en assumer la charge³². En outre, il savait pertinemment que de nombreuses autorités de l'armée souhaitaient lui voir attribuer les fonctions de chef d'état-major des trois armes de la Wehrmacht ou de généralissime³³. Au sein même de la Luftwaffe, des officiers supérieurs de renom, tels que le colonel-général Richthofen et le feld-maréchal Milch, s'entendaient pour dire que le Führer devrait nommer un commandant en chef sur le front de l'Est, et que celui-ci devrait être le feld-maréchal Manstein³⁴. En fait, celui-ci était le premier choix de la majorité des généraux pour occuper le poste de commandant en chef du front de l'Est³⁵.

Mais Hitler n'en voulait pas, et ce, même s'il le considérait comme le meilleur de ses commandants. Il ne connaissait pas d'homme à qui confier un tel commandement, assura-t-il³⁶. Son point de vue était soutenu par Göring, extrêmement jaloux du prestige dont jouissait Manstein au sein du corps des officiers et auprès des troupes³⁷. Du reste, le colonel-général Guderian avait probablement raison de soupçonner que Manstein était trop indépendant d'esprit et avait trop de franc-parler aux yeux du Führer³⁸. Après les âpres conflits des mois précédents, celui-ci préférait la servilité d'un Keitel ou d'un Jodl aux objections véhémentes d'un Manstein, même si le résultat était d'affaiblir encore l'efficacité militaire de la Wehrmacht³⁹.

D'ailleurs, au cours des jours suivants, Hitler jongla même avec l'idée de relever Manstein de son commandement. Il était apparemment contrarié par les réserves exprimées par ce dernier envers la façon dont il exerçait le commandement suprême. Jusque-là, jamais personne ne lui avait exposé pareillement les insuffisances de sa manière de commander. S'il décida finalement de le maintenir dans ses fonctions, c'est probablement parce qu'il en vint à la conclusion que, dans ce moment extrêmement critique de la guerre, les compétences professionnelles du feld-maréchal lui étaient absolument indispensables pour rétablir et stabiliser la situation à l'aile méridionale du front allemand⁴⁰. Aux dires de Hitler, le feld-maréchal Manstein était tout simplement « le meilleur cerveau que l'état-major ait produit »⁴¹.

L'entretien demeurant infructueux sur ce point, les deux interlocuteurs discutèrent de la situation opérationnelle à l'aile méridionale du front allemand. Pour faire approuver ses conceptions, Manstein

³² Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 98.

³³ Hayward, « A Case Study in Early Joint Warfare... », p. 105-106.

³⁴ Irving, *Hitler's War...*, p. 483. Dans son journal en date du 11 février 1943, Richthofen raconta l'entretien qu'il eut avec Hitler à son quartier général : « Le Führer m'a demandé à brûle-pourpoint ce que je pensais de Manstein. Je lui ai dit qu'il est le meilleur tacticien et commandant sur le front que nous ayons [...] mais que Manstein, à l'instar des autres commandants d'armée, n'est seulement intéressé que par les opérations et la tactique ». Cité par Irving, *Hitler's War...*, p. 484.

³⁵ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 222-223.

³⁶ Below, *Als Hitlers Adjutant...*, p. 329.

³⁷ Irving, *Hitler's War...*, p. 483. Peu avant son entretien avec Manstein, Hitler avait été mis au courant par Göring des intentions du feld-maréchal de lui demander d'abandonner le commandement suprême de la Wehrmacht. *Idem*.

³⁸ Guderian, *Panzer Leader...*, p. 302.

³⁹ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 831-832. Au début du mois de janvier 1943, Hitler avait fait la sourde oreille au général Hans Hube, commandant du 14^e corps blindé de la 6^e armée encerclée à Stalingrad, lorsque celui-ci, invité à son quartier général pour lui faire un rapport détaillé sur la situation dans la poche, lui avait suggéré de confier le commandement suprême des opérations militaires sur le front oriental à un général qui exercerait ces fonctions à titre de commandant en chef du front de l'Est. Hitler l'avait immédiatement soupçonné de faire cette proposition au nom du feld-maréchal Manstein. Irving, *Hitler's War...*, p. 477.

⁴⁰ Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 1185. Voir aussi Cooper, *The German Army...*, p. 444.

⁴¹ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 235.

insista sur le fait que les forces du groupe d'armées Don ne suffisaient en aucun cas pour tenir le saillant Don-Donets. Quelle que fût l'importance de cette région, déclara-t-il, il s'agissait simplement de savoir s'il fallait essayer de la conserver en prenant le risque de la perdre en même temps que le groupe d'armées Don et, de ce fait, que le groupe d'armées A ou bien s'il convenait de la sacrifier en partie en temps utile afin d'échapper à la catastrophe. Selon lui, si le groupe d'armées Don demeurait dans le saillant, l'ennemi aurait la latitude d'encercler toute l'aile méridionale sur le Dniepr inférieur ou sur la côte de la mer d'Azov avec des forces importantes, compte tenu de l'élimination presque totale du groupe d'armées B. Et de la décision à l'aile méridionale du front allemand, dépendait le sort entier de la guerre à l'Est, souligna-t-il.

Pour réaliser l'encercllement de toute l'aile méridionale du front allemand, les Soviétiques pouvaient faire appel à de puissantes réserves opérationnelles, notamment celles devenues libres à Stalingrad. L'ennemi étant assez fort pour exécuter cette manœuvre de grand style, tout en assurant la couverture de son flanc, face à l'ouest, dans la région de Kharkov, une contre-attaque du corps blindé SS ne suffirait certainement pas pour la lui interdire, pas plus que l'ensemble des réserves opérationnelles disponibles. Il était donc essentiel, insista Manstein, de faire emboîter le pas à la 1^{re} armée blindée, en marche vers le Donets moyen, par la 4^e armée blindée, pour parer la menace d'enveloppement qui prenait forme à l'aile sud du front entre le Donets et le Dniepr. Si cette action était menée, il deviendrait alors possible, avec l'aide des renforts en cours d'acheminement, de rétablir la situation sur tout le front méridionale. Mais, pour cela, il fallait absolument retirer la 4^e armée de Panzer du Don inférieur, ce qui exigeait l'évacuation du saillant Don-Donets à la faveur d'un repli derrière le Mious. Il n'y avait cependant pas un jour à perdre, mentionna Manstein, car il n'était aucunement certain que le détachement d'armée Hollidt parviendrait encore à se retirer à temps sur le Mious. Le feld-maréchal se voyait donc contraint de demander l'autorisation d'abandonner toute la partie de la région du Donets située à l'est de cette rivière.

Hitler réitéra sa répugnance habituelle à abandonner volontairement un territoire chèrement conquis alors que, disait-il, rien ne garantissait que l'évacuation du bassin du Donets, même partielle, rétablirait nécessairement la situation. En fait, arguait-il constamment, raccourcir le front pour libérer des forces allemandes permettrait à l'ennemi d'en faire tout autant et de jeter les siennes dans la balance à l'endroit décisif.

S'il avait raison sur ce point, Manstein lui signala que le facteur déterminant était de savoir lequel des deux adversaires profiterait le plus de cet appoint de forces. Réalisé au bon moment, il pouvait permettre à la Wehrmacht de reprendre l'initiative au point capital et, par conséquent, de dicter sa loi à l'Armée rouge, même si celle-ci était la plus forte. Dans le cas du saillant du Don-Donets, le trop grand étirement du front faisait disparaître la supériorité que la défense possède naturellement sur l'attaque. Par conséquent, l'ennemi pouvait crever ce front trop étiré au point qu'il avait choisi, d'autant plus qu'il possédait des effectifs considérablement supérieurs à ceux du défenseur qui, de surcroît, manquait de

réerves. « C'est une bien vieille expérience qu'à la guerre on ne garde rien en voulant tout garder », ajouta Manstein.

Mais Hitler se montrait toujours intraitable. Il arguait, en outre, que si ses troupes se battaient pour chaque mètre de terrain, dans l'intention de causer de lourdes pertes à l'ennemi pour chacune de ses attaques, celui-ci finirait par s'épuiser. D'ailleurs, le jour où il se trouverait à bout de souffle ne devait pas être bien loin, car il attaquait sans relâche, au prix d'énormes sacrifices, depuis maintenant deux mois et demi. De même, comme il s'éloignait sans cesse de ses lignes de départ au fur et à mesure qu'il progressait, il serait bientôt confronté à d'énormes difficultés logistiques sur le plan du ravitaillement qui suffiraient à l'empêcher de mener à bien sa vaste manœuvre d'enveloppement.

Une fois encore, Hitler n'avait qu'en partie raison. Indiscutablement, les Russes avaient subi de très lourdes pertes dans des endroits névralgiques du front, rétorqua Manstein, mais ils avaient également remporté des succès faciles dans des secteurs faiblement défendus par les Allemands. La valeur combattive de leurs troupes avait certainement beaucoup baissé, sans quoi il aurait été impossible aux armées allemandes de tenir le front devant leur supériorité numérique écrasante. Mais des divisions fraîches remplaçaient constamment les plus éprouvées, ce qui n'était absolument pas le cas pour la Wehrmacht. Manquant de réserves pour colmater les brèches du front, celle-ci ne pouvait aucunement se battre pour chaque mètre de terrain. Quant au ravitaillement des troupes soviétiques, les terminus ferroviaires n'étaient pas assez éloignés de la mer d'Azov ou du Dniepr inférieur pour compromettre l'opération d'enveloppement. De toute façon, mentionnait Manstein, le haut commandement ne pouvait espérer voir l'ennemi arriver bientôt au bout du rouleau ou perdre sa liberté de mouvement, alors que ses propres forces approchaient elles aussi de l'épuisement.

C'était méconnaître l'obstination du Führer que de croire qu'il céderait à ces arguments. Il revint à la charge en exprimant l'avis qu'une attaque du corps blindé SS, partant de Kharkov en direction d'Izioum, ferait disparaître la menace d'enveloppement sur le Donets moyen. Toutefois, il fallait, pour cela, répliqua Manstein, que la première division SS *Das Reich* en eût fini avec ses adversaires, à Voltchansk, avant l'arrivée de la seconde, la *Leibstandarte Adolf Hitler* (la troisième ne devant venir que plus tard). Non seulement le Führer nourrissait une confiance exagérée dans la puissance de ce corps blindé SS de formation récente, mais il ne semblait pas se rendre compte du danger qui se présenterait lorsque les forces provenant de Stalingrad feraient leur apparition sur le champ de bataille. Cependant, son principal argument qu'il répétait sans cesse résidait dans l'impossibilité, à son avis, d'abandonner le bassin du Donets pour des raisons politiques et économiques. D'un côté, il redoutait des répercussions politiques en Turquie, car il y avait, en fait, quelques bataillons turcs qui combattaient au sein du groupe d'armées Don. De l'autre, il soulignait l'importance du charbon pour les économies de guerre allemande et soviétique. Si l'ennemi avait pu fabriquer suffisamment de blindés et de munitions jusque-là, affirmait-il, c'était en raison de ses réserves d'acier. Mais s'il ne récupérait pas le charbon du Donets, il ne pourrait maintenir sa production, ni, par conséquent, lancer de grandes offensives.

Certes, la perte de ce charbon et des grandes usines du bassin du Donets avait causé des difficultés aux Soviétiques, mais sans pour autant les empêcher de fabriquer des milliers de chars d'assaut et d'obus. Dans l'intention de convaincre Hitler que cette région n'était pas indispensable pour l'économie de guerre allemande, Manstein lui cita les propos du président du Consortium national du charbon, Paul Pleiger, selon lesquels le charbon extrait du bassin du Donets n'avait nullement une importance vitale, car il ne se prêtait pas à la production du coke et ne convenait pas aux chaudières des locomotives. Le Führer ne pouvait donc s'opposer à l'évacuation de cette région pour des raisons d'économie de guerre.

Fidèle à son tempérament, ce dernier chercha néanmoins un dernier argument dans les conditions météorologiques pour retarder quelque peu cette évacuation. En avance sur la saison, le temps s'était, en effet, très sensiblement adouci dans le sud de la Russie. Les routes qui passaient sur la glace dans la baie de Taganrog n'étaient plus sécuritaires. Le Don et le Donets restaient encore gelés, mais la glace finirait bientôt par fondre si ces conditions climatiques se maintenaient. Avec éloquence, Hitler exposa que la large dépression de la région constituerait alors un obstacle infranchissable qui arrêterait toutes les attaques de l'adversaire jusqu'au début de l'été. De même, ajouta-t-il, la 4^e armée blindée risquait de s'embourber en se déplaçant vers l'ouest. Il était donc préférable d'attendre.

Demeurant fermement sur sa position, Manstein lui expliqua qu'il ne pouvait tout de même pas jouer le sort du groupe d'armées Don sur l'espoir d'un dégel précoce. Décontenancé par la ténacité avec laquelle il s'accrochait à ses idées, Hitler lui donna finalement son accord pour le repli sur le Mious. Cet entretien, y compris la discussion sur le haut commandement, avait duré plus de 17 heures. Il témoignait bien de l'attitude du Führer et des difficultés que ses généraux rencontraient pour obtenir de lui ce qui ne répondait pas à ses désirs⁴².

D'ailleurs, tout au long de la période durant laquelle il exerça le commandement du groupe d'armées Don, Manstein dut constamment argumenter pour faire approuver ses idées opérationnelles, que ce fût directement avec Hitler ou par l'entremise de l'OKH. En outre, il recevait rarement une réponse à ses requêtes le jour même. La plupart du temps, il devait attendre deux ou trois jours avant de l'obtenir. Mais, à ce moment-là, il était presque toujours trop tard, son propos ayant déjà été devancé par le cours des événements. Non seulement l'initiative stratégique se retrouvait, le plus souvent, dans le camp adverse, mais Manstein ne pouvait prendre sur-le-champ les mesures qui s'imposaient à son groupe d'armées, faute d'une autorité suffisante⁴³.

⁴² Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 437-444 ; Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 98-101 ; Schwarz, *Die Stabilisierung...*, p. 69-73.

⁴³ Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 101.

Le repli derrière le Mious

Le 7 février, dès son retour au quartier général du groupe d'armées Don, le feld-maréchal Manstein ordonna au détachement d'armée Hollidt d'évacuer sa position dans la boucle du Donets et de se replier derrière le Mious afin d'y constituer une ligne de défense s'étendant de Taganrog, sur la côte de la mer d'Azov, jusqu'à Krasnyi Loutch, sur le Donets moyen. Mais, avant d'atteindre cette nouvelle position, il devait tout d'abord reculer sur la ligne Novotcherkassk-Kamensk-Chakhtinski, car, étant donné que l'ennemi se trouvait déjà au sud du Donets, à Vorochilovgrad, en arrière de son aile gauche, rien ne garantissait qu'il pouvait se replier d'un seul tenant sur la position du Mious, ni que la 1^{re} armée de Panzer pouvait tenir ou rétablir le front sur le Donets moyen. La situation se compliquait davantage avec l'effondrement imminent du front de Kharkov, dans le secteur du groupe d'armées B qui s'était, pour ainsi dire, volatilisé. Les Russes pourraient alors non seulement pousser sur Dniepropetrovsk et Zaporojie, les passages sur le Dniepr, et couper ainsi les lignes de communication du groupe d'armées Don et, par le fait même, du groupe d'armées A, mais aussi remonter le cours du fleuve, le franchir et prendre de revers toute l'aile méridionale du front allemand. De ce fait, la 4^e armée de Panzer se vit prescrire de « roquer » sans délai du flanc est au flanc ouest, mais à cause des distances et de l'état des routes, le mouvement réclamait environ deux semaines.

Malgré ces mesures, de nouvelles crises se produisirent à Rostov-sur-le-Don et à Vorochilovgrad, où les Russes firent irruption. La position critique dans laquelle se trouvait déjà le détachement d'armée Hollidt s'aggrava davantage par l'incapacité de la 1^{re} armée de Panzer à empêcher l'ennemi de franchir le Donets, de Lissichansk à Slaviansk. Le 9 février, des unités de l'Armée rouge s'emparèrent de Bielgorod et de Kursk, au nord de Kharkov, dans le secteur du groupe d'armées B. D'autres unités, partant de la boucle du Donets, à Izioum, avancèrent vers l'ouest. Pratiquement, seuls le détachement d'armée du général Hubert Lanz, nouvellement constitué autour de Kharkov, et la 2^e armée du groupe d'armées B, fortement usée, demeuraient dans la brèche entre le Dniepr et l'aile droite du groupe d'armées centre, qui commençait très au nord de Kursk.

Le haut commandement soviétique pouvait désormais exécuter une vaste manœuvre d'enveloppement aux dépens du groupe d'armées Don, en franchissant le Dniepr, en amont de Dniepropetrovsk. Dans ces circonstances, il devenait évident que, malgré le transfert de la 4^e armée de Panzer à l'ouest, le groupe d'armées Don ne serait plus capable de protéger ses lignes de communication. Dans un message adressé à Zeitzler, Manstein lui réclama de toute urgence l'envoi d'une armée forte de cinq ou six divisions au nord de Dniepropetrovsk et d'une autre derrière le front de la 2^e armée, c'est-à-dire à l'ouest de Kursk, pour attaquer en direction du sud. Mais la réponse du chef d'état-major général de l'OKH ne fut guère satisfaisante. Tout ce qu'il pouvait prélever sur les groupes d'armées centre et nord

se limitait à six divisions. Étant donné la largeur de la brèche, ces forces ne pouvaient tout au plus que parer aux plus graves dangers jusqu'à la période de dégel⁴⁴.

D'ici là, l'ennemi pouvait toujours atteindre la côte de la mer d'Azov ou même celle de la mer Noire s'il parvenait à exploiter habilement la situation dans le secteur du groupe d'armées B. Il ne restait plus à celui-ci que la 2^e armée, à l'ouest de Koursk, et le détachement d'armée Lanz autour de Kharkov, ce qui pouvait permettre à l'Armée rouge non seulement de couper les lignes de communication du groupe d'armées Don en occupant les passages du Dniepr, mais aussi de barrer les accès de la Crimée et le passage du Dniepr à Kherson, autrement dit d'encercler toute l'aile méridionale du front allemand.

D'autres inquiétudes se manifestèrent sur le front du groupe d'armées Don, où l'ennemi disposait de toute sa liberté de mouvement dans l'énorme brèche existant entre le flanc gauche de la 1^{re} armée de Panzer et la région de Kharkov. Cette crise résultait du retard entraîné par l'obligation de couvrir la retraite du groupe d'armées A. Tandis que la 4^e armée blindée du colonel-général Hoth était toujours en marche vers l'aile occidentale, la 1^{re} armée blindée du colonel-général Mackensen, qui avait pour mission de rejeter l'ennemi au-delà du Donets, se trouvait aux prises avec deux puissantes armées soviétiques. La première, la 3^e de la Garde, avait franchi le fleuve à Vorochilovgrad et essayait de gagner les arrières du détachement d'armée Hollidt qui retraitait vers le Mious. La seconde, la 1^{re} de la Garde, avait traversé le Donets, entre Lissichansk et Slaviansk, et exerçait son effort à son aile gauche. Les blindés de Mackensen risquaient donc un double enveloppement.

Le 12 février, le commandant en chef du groupe d'armées Don envoya à l'OKH un rapport sur la situation qui ne cessait de s'envenimer. Malgré l'arrivée d'une série de divisions, le rapport des forces demeurait de 8 à 1 en faveur de l'ennemi sur le théâtre des opérations des groupes d'armées Don et B, alors qu'il n'était que de 4 à 1 en faveur de l'adversaire sur celui des groupes centre et nord, et ce, bien que l'Armée rouge cherchât manifestement la décision en essayant de détruire l'aile méridionale du front. Pourtant, les groupes d'armées Don et B se battaient très durement et sans arrêt depuis plusieurs mois en rase campagne, ce qui n'était pas le cas pour les deux autres groupes qui repoussaient des attaques sporadiques à partir de retranchements creusés. Conséquemment, les armées de l'aile sud du front ne pouvaient être laissées plus longtemps dans une situation numérique aussi défavorable. Pour améliorer le rapport des forces à cette aile, il fallait consentir à des prélèvements en d'autres secteurs du front de l'Est ou sur d'autres théâtres.

Le feld-maréchal Manstein reçut une réponse de l'OKH le jour même. Le groupe d'armées Don, qui avait transféré son quartier général à Zaporojie pour se rapprocher de l'endroit où les combats décisifs allaient se livrer, reçut la dénomination de groupe d'armées sud. De plus, une nouvelle armée allait être déployée sur la ligne Poltava-Dniepropetrovsk, et une autre au sud-ouest d'Orel, c'est-à-dire en arrière de l'aile sud de la 2^e armée. L'objectif était de les engager dans la bataille dès la fin février. Mais ces

⁴⁴ *Ibid.*, p. 102-103 ; Manstein, *Verlorene Siege...*, 445-447.

dispositions ne furent pas suivies d'effet. La 2^e armée reçut bien quelques renforts, mais ils furent prélevés sur ceux déjà promis au groupe d'armées sud. Quant à l'armée qui devait prendre place sur la ligne Poltava-Dniepropetrovsk, elle se révéla finalement être le détachement d'armée Lanz, déjà fixé autour de Kharkov. Par la suite, elle fut subordonnée au groupe d'armées sud, en même temps que le secteur du groupe d'armées B jusqu'à Bielgorod. La 2^e armée fut incorporée au groupe d'armées centre, tandis que le groupe d'armées B disparut du commandement sur le front oriental⁴⁵. Sous son commandement, le feld-maréchal Manstein disposait désormais de 32 divisions déployées sur un front de 700 kilomètres s'étendant de la mer d'Azov à Bielgorod⁴⁶.

La suppression du groupe d'armées B procurait la possibilité à Manstein de commander seul et au point décisif sur toute l'aile méridionale du front allemand. Le secteur de Kharkov fut cependant une nouvelle source de soucis. Hitler avait ordonné au détachement d'armée Lanz de tenir cette ville coûte que coûte. En outre, le corps blindé SS, qui constituait son noyau, devait attaquer en direction de Lozovaïa pour dégager le flanc gauche du groupe d'armées sud. Étant donné que seules deux des trois divisions de ce corps blindé SS étaient arrivées, le détachement d'armée Lanz ne pouvait manifestement pas exécuter simultanément ces deux missions. Manstein suggéra alors à Hitler d'abandonner la ville afin d'éliminer les forces soviétiques (la 6^e armée) au sud de celle-ci et d'écarter le danger de les voir franchir le Dniepr de part et d'autre de Kremenchoug. Il proposa également d'arrêter les unités blindées soviétiques (la 25^e armée blindée et le 1^{er} corps blindé de la Garde) qui avançaient sur Zaporojie et Dniepropetrovsk par l'intervention de la 4^e armée de Panzer. Si le détachement d'armée Lanz battait l'ennemi au sud de Kharkov, il pourrait entreprendre la reconquête de la ville. Mais, fidèle à son habitude, Hitler n'était aucunement disposé à adopter une solution qui exigeait initialement l'abandon de territoires, en l'occurrence la ville de Kharkov.

Heureusement pour Manstein, les circonstances se montrèrent plus fortes que la volonté de Hitler de conserver à tout prix cette ville. Menacé de s'y trouver investi, le corps blindé SS évacua la ville le 15 février, contrairement aux ordres du général Lanz. Le commandant en chef du corps blindé, le lieutenant-général SS Paul Hausser, s'était montré plus énergique que le feld-maréchal Paulus qui, à la tête de la 6^e armée, s'était retrouvé dans une situation similaire à Stalingrad. Si l'abandon de Kharkov, prise par l'ennemi dès le lendemain, avait été ordonné par un général de l'armée, Hitler l'aurait probablement traduit en cour martiale, mais comme il s'agissait d'un officier SS, rien ne se produisit. D'ailleurs, cette initiative fut, après coup, approuvée par Manstein et Zeitzler. Le général Lanz fut cependant remplacé, quelques jours plus tard, sous prétexte qu'il était un spécialiste des troupes de montagne, par le général

⁴⁵ *Ibid.*, p. 447-451 ; Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 108 ; Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 1184.

⁴⁶ Moll, *Die deutschen Generalfeldmarschälle...*, p. 126.

Werner Kempf, un spécialiste des unités blindées⁴⁷. De même, Hitler songea une fois de plus à relever le feld-maréchal Manstein de son commandement, en raison justement de l'abandon de Kharkov par le corps blindé SS, malgré son ordre formel de tenir cette ville jusqu'au dernier soldat allemand⁴⁸. Mais, en raison de l'aggravation de la situation, il se ravisa, encore une fois, au dernier moment.

Le 16 février, comme Manstein s'y attendait depuis longtemps, des éléments avancés de la 6^e armée soviétique marchaient vers Pavlograd et Dniepropetrovsk. S'ils atteignaient le nœud ferroviaire de Lozovaïa ou bien de Pavlograd, la voie ferrée venant de Poltava serait alors coupée. La situation devint si critique que le Führer décida de se rendre au quartier général de Manstein à Zaporojie pour discuter des intentions de celui-ci afin de rétablir la situation.

La rocade de l'est à l'ouest et la contre-attaque entre le Dniepr et le Donets

Lorsque Hitler arriva le 17 février, Manstein s'empressa de lui exposer en détail la situation. Le détachement d'armée Hollidt avait atteint la position du Mious ce jour même, quoique poursuivi de près par l'ennemi. La 1^{re} armée de Panzer avait arrêté l'adversaire dans la région de Krasnoarmeïsk-Grichino, mais s'était révélée incapable de l'éliminer. Quant au détachement d'armée Lanz, il avait évacué Kharkov et s'était replié vers le sud-ouest, derrière la rivière Moch.

Le commandant en chef du groupe d'armées sud expliqua ensuite à son interlocuteur son intention de retirer complètement le corps blindé SS de la région de Kharkov, en n'y laissant que les autres éléments du détachement d'armée Lanz. Partant des environs de Krasnograd, le corps blindé SS attaquerait vers le sud-est, en direction de Pavlograd, pour établir la liaison avec la 4^e armée de Panzer venant du sud. Ces forces auraient pour mission commune de détruire l'ennemi s'étant engouffré dans la large brèche entre la 1^{re} armée de Panzer et le détachement d'armée Lanz. Ce résultat obtenu et le danger de voir encercler le détachement d'armée Hollidt et l'armée blindée de Mackensen ainsi écarté, il s'agirait ensuite de reconquérir Kharkov.

Comme il fallait s'y attendre, Hitler refusa de donner suite au concept opérationnel de Manstein. Non seulement il ne voulait pas croire à la présence de forces importantes entre la 1^{re} armée de Panzer et le détachement d'armée Hollidt, mais il craignait que le dégel n'arrêtât l'opération envisagée entre le Dniepr et le Donets, étant donné que l'hiver se trouvait déjà fort avancé. Cependant, le principal motif de son refus venait de son désir de reprendre Kharkov le plus rapidement possible, ce qu'il espérait voir se produire dès que le corps blindé SS aurait reçu sa troisième division.

⁴⁷ Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 1183-1184 ; Schwarz, *Die Stabilisierung...*, p. 110-120 ; Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 451-454 ; Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 108-109 ; Downing, *The Devil's Virtuosos...*, p. 143.

⁴⁸ Brett-Smith, *Hitler's Generals...*, p. 228 ; Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 240 ; Carver, « Manstein... », p. 237.

Ce qu'il ne semblait pas réaliser toutefois, c'était que l'élimination de la menace sur les passages du Dniepr constituait la condition primordiale d'une attaque sur Kharkov. La reconquête de cette ville ne serait d'aucune utilité si les lignes de communication de la 1^{re} armée de Panzer et du détachement d'armée Hollidt étaient coupées. En outre, la collaboration de la 4^e armée de Panzer demeurerait indispensable, car les seules forces du corps blindé SS ne pouvaient suffire pour une telle entreprise. Enfin, le dégel interromprait vraisemblablement les opérations entre le Donets et le Dniepr bien avant celles autour de Kharkov, plus au nord. Par conséquent, il était raisonnable d'espérer encore attaquer cette ville après avoir éliminé les forces soviétiques entre l'armée blindée de Mackensen et le détachement d'armée Lanz.

Du fait de l'obstination avec laquelle Hitler défendait toujours son point de vue, une autre discussion interminable s'engagea. Celle-ci prit fin quand Manstein parvint à lui faire comprendre que, de toute façon, le corps blindé SS devait d'abord se rassembler sur la route Kharkov-Krasnograd, ce qui ne pouvait se produire avant le 19 février. La décision de l'engager vers le nord ou vers le sud pourrait alors être prise à ce moment-là, lui dit-il. La 4^e armée de Panzer ne deviendrait disponible que le 19 février également, ce qui facilitait sa manœuvre dilatoire. En fait, il espérait que la suite des événements amènerait Hitler à se ranger à son avis.

Le lendemain, le 18 février, Hitler s'entretint de nouveau avec Manstein. L'ennemi avait attaqué et pénétré en plusieurs endroits le front du détachement d'armée Hollidt, établi le long du Mious. Bien que le 7^e corps de cavalerie soviétique, encerclé à Debaltsevo, en arrière de ce front, offrit encore une résistance acharnée, Manstein suggéra à Hitler de transférer les unités motorisées de cette région à l'aile occidentale afin d'éliminer les forces russes dans le secteur de Krasnoarmeïsk-Grichino qui accaparaient toujours la 1^{re} armée de Panzer. De même, il devenait manifeste que l'intention du haut commandement de l'Armée rouge était d'exploiter la vaste brèche de 160 kilomètres entre les blindés de Mackensen et le détachement d'armée Lanz afin de foncer vers les passages du Dniepr. D'ailleurs, des unités russes avaient été repérées au sud de Krasnograd, tandis que d'autres s'étaient emparées de Pavlograd.

Qui plus est, le général Lanz rapporta que les formations mobiles de la division SS *Totenkopf*, débarquées à Kiev, étaient embourbées entre cette ville et Poltava. Il devenait donc impossible d'attaquer Kharkov en premier, comme le voulait Hitler. Si le corps blindé SS n'avait pu conserver la ville sans cette division, il ne pouvait tenter de la reprendre avant qu'elle ne redevînt disponible. Selon Manstein, la seule opération possible était une attaque vers le sud-est, mais il fallait faire vite à cause de la proximité du dégel. Hitler tergiversa et puis se décida à approuver son intention d'engager immédiatement, en direction de Pavlograd, la division SS *Das Reich*. La division SS *Leibstandarte Adolf Hitler* couvrirait les opérations de l'armée blindée de Hoth contre l'adversaire qui essayait de pousser énergiquement vers le sud, en partant de Kharkov.

Une fois cette décision acquise, Manstein lui exposa ses idées sur la situation générale à l'aile méridionale du front allemand. Même si le groupe d'armées sud réussissait à tenir bon jusqu'au début de la période du dégel, la boue ne lui donnerait qu'un répit de quelques semaines. Il aurait alors à défendre un

front de 700 kilomètres avec seulement 32 divisions, y compris celles du détachement d'armée Lanz. Après cette période du dégel, l'ennemi exercerait probablement de nouveau son effort principal à l'aile sud du front de l'Est pour essayer de l'acculer à la mer Noire et de l'encercler. Même si elles ne soutenaient pas la comparaison avec celles de la Wehrmacht sur le plan qualitatif, 342 unités avaient été repérées devant le groupe d'armées sud. À cause de sa supériorité numérique écrasante, l'ennemi pouvait percer en n'importe quel endroit ce front de 700 kilomètres faiblement défendu. Non seulement le groupe d'armées sud ne pouvait-il pas espérer tenir un tel front avec si peu de forces, mais il ne pouvait demeurer statique sans risquer de voir l'ennemi rompre son front ou l'envelopper par le nord et l'acculer à la mer d'Azov ou à la mer Noire. Il ne pouvait rester sur ses positions actuelles que si l'OKH était en mesure de dégager, à temps, par une offensive, le front qui constituait toujours un saillant accusé vers l'est. L'objectif de Manstein était d'amener Hitler, pour une fois, à prévoir à longue échéance. Mais celui-ci ne voulait pas se lier, du moins pour le moment.

Le 19 février, des troupes russes atteignirent Sinelnikovo, coupant ainsi la principale voie de ravitaillement de l'aile centre et de l'aile droite du groupe d'armées sud. De même, elles ne se trouvaient plus qu'à 60 kilomètres de son quartier général, dans lequel se trouvait toujours le Führer. Manstein tira profit de l'aggravation de la tension pour le convaincre de la nécessité de disposer de presque toutes les divisions blindées du groupe d'armées sud pour lancer une contre-attaque à son aile occidentale afin de sécuriser ses lignes de communication. Après deux jours de discussions, Hitler parut enfin comprendre le danger d'encercllement que l'aile méridionale du front oriental courait à ce moment. Il semblait désormais enclin à accepter la contre-attaque envisagée par Manstein. De ce fait, il ordonna au groupe d'armées A de céder toutes les unités dont il pourrait faire l'économie. Manifestement, il avait alors renoncé à l'idée d'agir offensivement à partir de la tête de pont du Kouban. De plus, il consentit à la proposition de Manstein de déployer l'armée blindée de Hoth en vue d'une attaque contre les forces ennemies qui se trouvaient sur la ligne Perechtchépino-Pavlograd-Grichino⁴⁹.

Il fallait agir rapidement, car les Russes pressaient le détachement d'armée Hollidt sur la position du Mious, cherchant la rupture en trois points, et essayaient de percer le front encore très faible du détachement d'armée Kempf – du nom du général qui avait remplacé Lanz dans l'intervalle – au sud-ouest et à l'ouest de Kharkov, de l'envelopper sur son flanc nord-ouest et de le déborder par le nord. En dépit de cette situation désespérée, le feld-maréchal Manstein chercha à restaurer le front allemand et à regagner l'initiative stratégique par une action offensive. Son intention était d'exploiter la situation aventurée de l'Armée rouge en lançant une contre-attaque sur les colonnes blindées soviétiques, aux flancs peu protégés et démesurément allongés, qui fonçaient en direction de la grande boucle du Dniepr. Dans ce but, la 4^e armée de Panzer devait battre rapidement l'ennemi engagé entre la 1^{re} armée de Panzer et le détachement d'armée Kempf afin de maintenir les lignes de communication avec les passages sur le Dniepr. Ensuite, en

⁴⁹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 454-459 ; Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, 109-111 ; Schwarz, *Die Stabilisierung...*, p. 254-258 ; Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 1185 et 1188-1189.

liaison avec les blindés de Mackensen, ceux de Hoth attaquaient les forces soviétiques se trouvant dans le secteur Krasnoarmeïsk-Grichino. Pendant ce temps, le détachement d'armée Kempf se bornerait à offrir la résistance la plus farouche pour empêcher l'adversaire d'atteindre soit Dniepropetrovsk par Krasnograd, soit Krementchoug par Poltava, tandis que le détachement d'armée Hollidt tiendrait le front du Mious coûte que coûte.

Les jours suivants apportèrent le succès espéré de la contre-attaque exécutée par la 4^e armée de Panzer et redonnèrent ainsi l'initiative à la Wehrmacht. Pour sa contre-offensive, Manstein bénéficia du soutien du 4^e corps aérien de Richthofen qui, avec ses 950 appareils, effectua plus de 1 000 sorties par jour. La 4^e armée de Panzer, qui disposait du corps blindé SS, battit d'abord les forces ennemies qui avançaient vers les passages sur le Dniepr, autour de Pavlograd. Il s'agissait de quatre corps : deux blindés, un d'infanterie et un de cavalerie. Puis, en liaison avec la 1^{re} armée de Panzer, elle détruisit les quatre corps blindés ou motorisés arrêtés sur le front de cette dernière. Entre-temps, le front du Mious avait tenu. Le corps de cavalerie, encerclé depuis longtemps à Debaltsevo, fut enfin anéanti. De même, un corps blindé qui avait percé à Matvaïev Kougan fut enveloppé et condamné à se rendre⁵⁰.

Après cette victoire, Manstein décida de tirer avantage de l'initiative retrouvée pour passer à l'attaque du front de Voronej, c'est-à-dire des forces soviétiques établies autour de Kharkov qui faisaient face au détachement d'armée Kempf. Initialement, son intention était de prendre à revers l'ennemi qui pressait le détachement d'armée Kempf dans la région d'Achtyrka et de Poltava, pour lui livrer une bataille à fronts renversés. Pour cela, la 4^e armée de Panzer aurait dû franchir le Donets en aval de Kharkov puis obliquer ensuite vers l'ouest, pour parvenir sur les arrières des forces stationnées dans cette ville et à l'ouest de celle-ci. La glace était devenue cependant trop fragile. Cela était regrettable pour les Allemands, car s'ils avaient pu traverser le Donets rapidement et venir se placer sur les arrières des armées russes qui avançaient vers l'ouest, ils auraient probablement infligé aux Soviétiques un désastre comparable à celui qu'ils avaient eux-mêmes subi à Stalingrad⁵¹. Manstein choisit donc d'aborder les forces ennemies par leur flanc sud pour les refouler de Kharkov et les prendre ultérieurement à revers par le nord et le nord-est. L'objectif n'était pas tant de reprendre Kharkov que de détruire ces forces au sud-ouest de la ville avant qu'elles ne reçussent des renforts et que le dégel n'empêchât toute action offensive⁵².

Le 5 mars, la 4^e armée de Panzer et le corps blindé SS, dont la dernière division, la *Totenkopf* était arrivée dans l'intervalle, détruisirent les forces soviétiques installées sur la Berestovaïa, au sud-ouest de Kharkov, ce qui permit une attaque vers le nord en partant des environs de Krasnograd. Le détachement d'armée Kempf devait se joindre à cette offensive dès que l'adversaire commencerait à donner des signes

⁵⁰ Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 116-126 ; Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 1189-1190 et 1192 ; Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 459-464.

⁵¹ Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale...*, p. 485-486.

⁵² Wegner, « The War Against the Soviet Union 1942-1943... », p. 1190-1191.

de faiblesse sur son front. En coupant les forces ennemies se trouvant devant le détachement d'armée Kempf, Manstein espérait pouvoir enlever Kharkov par une sorte de coup de main. Mais il était bien décidé à éviter à tout prix que la ville se transformât en un second Stalingrad. C'est ainsi qu'il dut intervenir énergiquement pour empêcher le lieutenant-général SS Hausser d'exécuter une attaque frontale, de s'y fixer et de permettre aux éléments ennemis, demeurés à l'ouest de la ville, de s'échapper. Il réussit finalement à lui faire contourner Kharkov par le nord et le nord-est. Le 14 mars, la ville tomba aux mains de la division SS *Leibstandarte Adolf Hitler* qui parvint à couper la retraite vers le Donets à d'importantes fractions des forces soviétiques. Le détachement d'armée Kempf put alors poursuivre vigoureusement l'ennemi. Le 18 mars, la division SS *Leibstandarte Adolf Hitler* reprit la ville de Bielgorod, qui était tombée cinq semaines plus tôt, et atteignit le Donets moyen. Le 23 mars, la résistance soviétique à l'ouest de ce fleuve était définitivement éliminée⁵³.

L'offensive de Manstein pour reprendre Kharkov et atteindre le Donets avait été un succès extrêmement nécessaire. En un mois de combat, le groupe d'armées sud avait détruit trois armées soviétiques (la 6^e armée, la 3^e armée blindée et le groupe Popov) et en avait mis trois autres en déroute (la 1^{re} armée de la Garde, les 40^e et 60^e armées). Au total, l'Armée rouge comptait 46 000 tués, 14 000 prisonniers, 600 chars et 1 200 canons détruits ou capturés⁵⁴.

La reconquête de Kharkov et de Bielgorod mit fin à la seconde contre-attaque du groupe d'armées sud en février-mars 1943. Le dégel du sol ne permettait plus de poursuivre les opérations. Par conséquent, l'intention de Manstein de réduire le vaste saillant constitué autour de Koursk dans le front allemand ne put se réaliser, d'autant plus que le groupe d'armées centre s'estimait incapable d'apporter la collaboration indispensable. Il n'en tenait pas moins solidement tout le front de son groupe d'armées, depuis Bielgorod jusqu'à la mer d'Azov. C'était celui sur lequel les troupes allemandes avaient passé les terribles mois de l'hiver 1941-1942 et à partir duquel elles avaient déclenché l'opération « bleu » au début de l'été 1942⁵⁵.

En dépit des énormes sacrifices consentis dans le cadre de ses nombreuses offensives au cours de l'hiver 1942-1943, l'Armée rouge ne parvint pas à réaliser son objectif principal qui était d'encercler toute l'aile méridionale du front allemand en l'acculant à la mer d'Azov ou à la mer Noire. Dans l'euphorie de sa victoire à Stalingrad, elle avait manifestement surestimé ses capacités opérationnelles tout en sous-estimant la valeur combative de l'*Ostheer* et surtout le talent stratégique et opérationnel du feld-maréchal Manstein. S'attendant à la poursuite de la retraite allemande sur le Dniepr, elle fut complètement prise au dépourvu par les contre-offensives de Manstein en février-mars 1943, d'autant plus qu'elle avait commis la maladresse de disperser ses forces sur un large front et d'exposer ses flancs, mal protégés et démesurément allongés.

⁵³ Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 140-146 ; Wegner, « The War Against The Soviet Union 1942-1943... », p. 1190-1191.

⁵⁴ Sadarananda, *Beyond Stalingrad...*, p. 146. Voir aussi Schwarz, *Die Stabilisierung...*, p. 325-326 ; Below, *Als Hitlers Adjutant...*, p. 330-331 ; Guderian, *Panzer Leader...*, p. 302 ; Weinberg, *A World at Arms...*, p. 457-459.

⁵⁵ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 467 ; Humble, *Hitler's Generals...*, p. 110.

Toutefois, après l'épreuve du feu d'une première année de guerre marquée par de cuisants échecs, l'armement, l'instruction et le commandement soviétiques avaient été considérablement améliorés. Le haut commandement avait efficacement tiré profit des leçons de son ennemi en ce qui avait trait aux grandes opérations, à la mobilité, à l'esprit d'offensive et à l'emploi rationnel des forces aux centres de gravité choisis. Mais ce qu'il avait le plus appris depuis le début des hostilités concernait l'organisation et l'emploi des unités blindées. Les masses de chars, qu'il n'avait pas su engager de façon autonome en 1941, constituaient désormais des corps blindés redoutables, qui appliquaient la tactique allemande de la percée en profondeur et dont la progression était soutenue massivement par l'aviation.

L'emploi de cette doctrine n'avait cependant pas permis au haut commandement de l'Armée rouge d'envelopper toute l'aile méridionale du front allemand. Il avait été manifestement incapable d'arriver au point décisif suffisamment vite et avec assez de forces. Dans la première phase de la campagne d'hiver, il immobilisa des effectifs très élevés autour de la 6^e armée en voulant ne pas la laisser s'échapper, mais il renonça ainsi à la possibilité de couper l'aile méridionale allemande sur le Don. Pourtant, les forces allemandes engagées sur le front du Tchir étaient faibles et désorganisées. De même, après avoir enfoncé le front dans le secteur italien, il ne profita pas de l'occasion pour tout mettre en œuvre afin de franchir rapidement le Donets et d'atteindre Rostov-sur-le-Don. Apparemment, en poursuivant cet objectif, il craignait une contre-attaque sur son flanc droit. Mais son offensive suivante, dans le secteur hongrois, devait justement parer ce danger. Après la percée dans le secteur hongrois qui ouvrit une énorme brèche de Vorochilovgrad, sur le Donets, à Voronej, sur le Don, il ne sut pas, cette fois encore, exploiter la situation pour progresser avec la rapidité et les forces suffisantes dans la direction décisive, c'est-à-dire vers les points de passage du Dniepr. Au lieu de tout concentrer pour obtenir ce succès et de se contenter d'une protection offensive vers l'ouest, le commandement soviétique dispersa ses forces en les lançant dans des raids excentriques vers Kursk, Achtyrka, Poltava, Slaviansk, Lissichansk et Vorochilovgrad. Il permit ainsi non seulement au groupe d'armées de Kleist d'évacuer à temps le Caucase, mais également à celui de Manstein de livrer bataille à l'endroit décisif, grâce à la rocade de forces qu'il effectua de son aile orientale à son aile occidentale⁵⁶.

Pour l'Allemagne, les deux contre-attaques victorieuses entre le Dniepr et le Donets constituaient « une véritable victoire de la Marne »⁵⁷. Pour souligner cet exploit, Hitler décora le feld-maréchal Manstein en lui conférant la croix de chevalier avec feuilles de chêne⁵⁸. Le succès opérationnel du groupe d'armées de Manstein, qui contribua à rétablir et à stabiliser le secteur méridional du front de l'Est, fit réaliser à Staline que l'*Ostheer* disposait encore de réserves suffisantes pour lancer de puissantes contre-

⁵⁶ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 469-471. Voir aussi Cooper, *The German Army...*, p. 439.

⁵⁷ L'expression est de Masson, *Une guerre totale...*, p. 135. Pour sa part, Humble, dans *Hitler's Generals...*, p. 109, emploie l'expression « miracle de la Marne ».

⁵⁸ Mitcham, *Hitler's Field Marshals...*, p. 249 ; Irving, *Hitler's War...*, p. 497 ; Heuer, *Die deutschen Generalfeldmarschälle...*, p. 92 ; Boll, *Die deutschen Generalfeldmarschälle...*, p. 126.

attaques, même après sa défaite à Stalingrad⁵⁹. Mais même si l'*Ostheer* avait réussi à rétablir et à stabiliser le front, elle n'en avait pas moins perdu toutes ses conquêtes de l'été 1942. Elle avait certes retrouvé l'initiative stratégique en infligeant deux défaites à l'ennemi, mais ses pertes ne lui permettaient plus vraiment d'obtenir une décision militaire. Pour la seule année 1942, ses pertes – tués, blessés et disparus – totalisaient 1,9 millions d'hommes, chiffre auquel il fallait additionner plusieurs dizaines de milliers de victimes pour les deux premiers mois de 1943⁶⁰.

Hitler n'en avait pas moins repris confiance. Devant l'ampleur des pertes soviétiques de février-mars, il en avait déduit une fois de plus que les réserves de Staline devaient être en train de s'épuiser⁶¹. Comme l'évoqua le major-général Warlimont, sous-chef d'état-major de l'OKW, le Führer quitta, à la mi-mars, Vinnitsa pour regagner Rastenburg « avec des airs de chef de guerre victorieux, estimant manifestement que lui-même et sa conduite des opérations étaient le principal responsable du tour favorable des événements qui avaient temporairement arrêté le retrait après Stalingrad »⁶². À son chef de presse Otto Dietrich, Hitler déclara d'ailleurs : « J'ai reconquis Kharkov, pas *Herr* von Manstein » !⁶³ Aussitôt, il voulut reprendre l'offensive, dès que cela serait possible, tandis que l'Armée rouge était encore sous le coup du retournement de situation à Kharkov. Il lui semblait important de rétablir la confiance de la population allemande et des pays alliés, profondément aigris par Stalingrad⁶⁴.

Manstein : un maître dans l'art de l'« attaque en retour » ou de la « seconde frappe »

La reconquête de Kharkov et de Bielgorod et, de ce fait, le rétablissement du front du groupe d'armées sud sur le Donets moyen marquèrent la fin de la campagne de l'hiver 1942-1943. En quatre semaines, la contre-offensive du feld-maréchal Manstein avait donc accompli ce qui semblait pourtant inconcevable après l'encerclement de la 6^e armée à Stalingrad, le 22 novembre 1942 : elle avait empêché l'Armée rouge de réaliser un « gigantesque Stalingrad », c'est-à-dire l'encerclement de toute l'aile méridionale du front allemand. Elle apporta à Hitler sa dernière victoire à l'Est et à Manstein la certitude qu'il pouvait venir à bout de toutes les situations militaires extrêmement critiques en recourant, sur des champs de bataille à découvert, au concept de la guerre mobile⁶⁵.

Dès le 24 novembre, c'est-à-dire trois jours avant sa prise du commandement effectif du groupe d'armées Don qui venait d'être constitué et dont la mission était d'arrêter les attaques de l'ennemi de part et d'autre de Stalingrad et de reprendre le terrain perdu depuis le 19 novembre, Manstein reconnut que ce n'était pas le sort d'une seule armée qui était en jeu, mais celui de toute l'aile méridionale du front

⁵⁹ Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 284.

⁶⁰ Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 193.

⁶¹ Below, *Als Hitlers Adjutant...*, p. 332.

⁶² Warlimont, *Inside Hitler's Headquarters...*, p. 312.

⁶³ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 216.

⁶⁴ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 832.

⁶⁵ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 213.

allemand. Au même moment, il comprit qu'il était déjà trop tard pour demander à l'armée de Paulus de tenter une percée isolée, sans secours de l'extérieur. Si elle s'y décidait, pensa-t-il, seuls quelques débris pourrait rallier la 4^e armée de Panzer. Non seulement la 6^e armée perdrait ainsi sa capacité opérationnelle, mais elle libérerait également les forces soviétiques qu'elle fixait jusque-là. Il considéra néanmoins qu'une percée de celle-ci, après l'arrivée des secours, était indispensable pour stabiliser la situation à l'aile méridionale du front. Mais il se ravisa, dès le début décembre, en concluant qu'il serait préférable qu'elle se maintînt à Stalingrad, même si une opération de dégagement rétablissait la liaison avec elle. Malgré un besoin urgent de troupes pour renforcer le groupe d'armées Don dans sa mission visant à rétablir la situation à l'aile sud du front allemand, Manstein estima alors que la 6^e armée jouerait un rôle plus utile en fixant la masse des forces soviétiques autour de la poche de Stalingrad. Et une opération de dégagement contribuerait à en fixer davantage dans la région, ce qui faciliterait le rétablissement et la stabilisation de tout le front sud allemand en Russie.

À la mi-décembre, lorsque l'entreprise de dégagement tentée par l'armée blindée de Hoth échoua et qu'il devint évident que la 6^e armée était perdue, Manstein ne put que lui demander de fixer des effectifs ennemis aussi élevés et aussi longtemps que possible afin de permettre au groupe d'armées A d'évacuer le Caucase avant que l'adversaire ne réussît à percer jusqu'à Rostov-sur-le-Don, mission qu'elle remplit jusqu'au bout vaillamment, en se sacrifiant. Il fut ainsi possible de replier la 4^e armée de Panzer et l'aile septentrionale de la 1^{re} armée de Panzer au nord du Don, ainsi que l'aile méridionale de celle-ci et la 17^e armée dans la tête de pont du Kouban. Ces forces étaient essentielles pour parer une manœuvre d'enveloppement encore plus vaste qui s'étendait de plus en plus vers l'ouest, mission d'autant plus difficile que le groupe d'armées B, au nord, disparut graduellement du front à cause de l'anéantissement des armées alliées.

En effet, l'ennemi cherchait, de son côté, à couper les lignes de communication de toute l'aile méridionale du front allemand par l'occupation des passages sur le Dniepr, notamment ceux de Dniepropetrovsk et de Zaporojie. Son intention était ensuite de descendre le cours du Dniepr, de barrer les accès de la Crimée et le passage du Dniepr, à Kherson. De cette manière, il pourrait encercler toute l'aile méridionale du front allemand en l'acculant à la mer d'Azov ou, plus tard, à la mer Noire, et la détruire. Nul doute que cette destruction des groupes d'armées Don et A aurait scellé le sort de tout le front de l'Est à brève échéance.

Le concept opérationnel que cherchait alors à réaliser le haut commandement soviétique ressemblait beaucoup au plan « coup de faucille » de Manstein. Dans le cadre de l'offensive à l'Ouest, l'armée allemande avait exercé son effort principal en direction de l'embouchure de la Somme, avec pour objectif de prendre à revers les forces anglo-françaises au nord de ce fleuve et de les acculer à la Manche. En février 1943, le point de concentration de l'offensive soviétique était dirigé vers le cours inférieur du Dniepr afin d'encercler toute l'aile méridionale du front allemand et de l'acculer à la mer d'Azov ou à la mer Noire. Pris au piège, les groupes d'armées Don et A n'auraient pas pu répéter le miracle de

Dunkerque à partir de la péninsule de Crimée, ne serait-ce qu'en raison du faible nombre de navires allemands en mer Noire et du contrôle de celle-ci par la flotte de guerre soviétique⁶⁶.

Le feld-maréchal Manstein décida alors de transformer une vaste opération de repli en une brillante contre-attaque entre le Dniepr et le Donets afin de contrer une gigantesque manœuvre d'enveloppement exécutée par un adversaire dont la supériorité numérique était de l'ordre de 8 contre 1. Auteur du plan « coup de faucille », la manœuvre d'enveloppement la plus ingénieuse de la Deuxième Guerre mondiale, Manstein était également un maître dans l'art de l'« attaque en retour » ou de la « seconde frappe », c'est-à-dire de la contre-attaque à revers menée dans une situation de défense stratégique. En d'autres termes, cette tactique consistait à laisser délibérément l'ennemi avancer le plus profondément possible sur ses arrières afin de contre-attaquer, le moment venu, sur ses flancs trop étirés et, par conséquent, peu protégés. En février-mars 1943, il exploita donc la situation exposée de l'Armée rouge pour contre-attaquer les colonnes blindées soviétiques, aux flancs mal protégés et démesurément allongés, qui fondaient en direction de la grande boucle du Dniepr. Pour cela, il attendit d'abord que l'offensive soviétique eût atteint son point culminant, en vertu de l'un des principes de Clausewitz. L'idée était que plus les colonnes blindées ennemies progresseraient vers l'ouest, plus le piège tendu par Manstein se refermerait loin derrière elles⁶⁷.

Le plan opérationnel de Manstein reposait sur une aile orientale statique et sur une aile occidentale mobile. Comme il ne disposait pas de réserves opérationnelles suffisantes pour prévenir la manœuvre d'enveloppement de l'ennemi entre le Donets et le Dniepr, il préleva des forces à l'aile orientale du groupe d'armées sud pour les regrouper à l'aile occidentale, là où se déroulait la bataille décisive. Mais pour cela, il dut raccourcir le front de son groupe d'armées. En ordonnant l'évacuation du saillant Don-Donets pour un repli sur le Mious, il put alors faire suivre la 1^{re} armée de Panzer, en marche vers le Donets moyen, par la 4^e armée de Panzer. Il prescrivit ensuite au détachement d'armée Hollidt de tenir à tout prix le front du Mious, pendant que les blindés de Hoth attaquaient, en liaison avec ceux de Mackensen, l'ennemi engagé entre ces derniers et le détachement d'armée Kempf, afin de maintenir les lignes de communication avec les passages sur le Dniepr. Une fois que cette mission fut accomplie, Hoth put lancer une attaque en direction de Kharkov et repousser les forces soviétiques au-delà du Donets moyen. C'est donc en effectuant une rocade de l'est vers l'ouest que Manstein put réussir à transformer une vaste opération de repli en une brillante manœuvre en tenaille qui prit l'ennemi à revers par l'effet de surprise⁶⁸.

Au cours des batailles de l'hiver 1942-1943, Manstein fit ainsi montre de toutes les qualités d'un véritable génie guerrier : énergie, détermination, audace, clairvoyance et acceptation du risque. En effet, après une retraite de plus de 600 kilomètres en trois mois, il réussit à lui mettre un frein en lançant une

⁶⁶ Roth, « Operational Thinking in Schlieffen... », p. 31-33.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 33. Voir aussi Humble, *Hitler's Generals...*, p. 109-110.

⁶⁸ Dans ses mémoires, le maréchal Vassilevski, chef d'état-major général de l'Armée rouge, affirma que la contre-attaque du feld-maréchal Manstein avait représenté une véritable surprise pour le haut commandement soviétique, expliquant ainsi en partie la raison de son franc succès. Cité par Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 241.

contre-attaque qui permit d'éliminer de nombreuses forces soviétiques et de reconquérir un territoire considérable. Non seulement ne perdit-il jamais de vue que l'objectif premier du haut commandement de l'Armée rouge était d'encercler toute l'aile méridionale du front allemand, mais il parvint toujours à anticiper ses mouvements, ce qui lui permit de lancer, au bon endroit et au moment opportun, sa contre-attaque à revers que certains considèrent encore aujourd'hui comme un véritable chef-d'œuvre de la stratégie classique⁶⁹.

En évitant la destruction de toute l'aile méridionale du front allemand par une retraite ordonnée et méthodique et en réussissant à regagner l'initiative stratégique au moyen d'une puissante contre-attaque, il démontra que la guerre mobile était la tactique la plus appropriée contre un ennemi largement supérieur en nombre, sur un territoire aussi vaste que celui de l'Union soviétique. À l'instar du feld-maréchal Rommel dans le désert de la Cyrénaïque, il prouva qu'il était possible de transformer une opération de repli en une victoire militaire inattendue par une utilisation éclairée d'unités blindées et motorisées sur un terrain propice comme celui des steppes soviétiques. Il était donc manifeste que la volonté du Führer de se battre pour chaque mètre de terrain, dans le cadre d'une guerre statique visant à tenir le front à tout prix, ne pouvait être guère payante pour l'armée allemande⁷⁰.

Poursuivre la guerre à l'Est en vue de parvenir à une paix de compromis ?

Avec une étonnante naïveté, le feld-maréchal Manstein, établissant le bilan de la campagne de l'hiver 1942-1943, en tirait la conclusion suivante :

« À la fin de cette campagne d'hiver, l'initiative se retrouvait entre les mains des Allemands. Les deux défaites infligées par eux à leurs adversaires n'avaient pas, il est vrai, un caractère décisif, mais elles leur permettaient de stabiliser leur front et leur ouvraient la possibilité de poursuivre la guerre à l'Est en vue d'obtenir une paix de compromis. Tout espoir de lancer une offensive décisive pendant l'été de 1943 s'évanouissait. De toute évidence, le haut commandement aurait dû tirer la conclusion qu'il lui fallait, à tout prix, chercher à s'entendre au moins avec un des adversaires, et comprendre que désormais, sur le front oriental, il fallait poursuivre un seul objectif : épargner ses forces, éviter en particulier de perdre des armées entières comme à Stalingrad, en essayant d'épuiser la puissance offensive des Russes. Renonçant délibérément à tous les objectifs secondaires, il devait transférer sur ce front le centre de gravité des forces allemandes aussi longtemps que l'adversaire occidental n'était pas en mesure de débarquer en France ou de porter le coup décisif en partant de la Méditerranée »⁷¹.

S'il existait une chance pour l'Allemagne de conclure une paix de compromis avec un de ses adversaires, celle-ci se trouvait du côté de Moscou. De l'automne 1942 jusqu'à l'été 1943, le gouvernement soviétique se montra effectivement disposé à entreprendre des négociations en ce sens, en posant comme conditions un retour aux frontières du 22 juin 1941. Ses manœuvres diplomatiques destinées à savoir si le Reich allemand était prêt à signer une paix de compromis se multiplièrent au

⁶⁹ À ce sujet, voir notamment Humble, *Hitler's Generals...*, p. 109-110 ; Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 240.

⁷⁰ Mellethin, *German Generals...*, p. 36.

⁷¹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 468-469.

printemps 1943, à la suite de deux contrecoups politiques. Le 13 avril, les Allemands découvrirent dans la forêt de Katyn, près de Smolensk, des fosses communes contenant les corps de plus de 4 000 officiers polonais qui avaient été massacrés par les Soviétiques. Cette nouvelle contribua sérieusement à compliquer les relations de l'URSS avec la Grande-Bretagne et le gouvernement polonais en exil à Londres. De même, le 4 juin, Staline fut informé par Churchill et Roosevelt qu'il ne devait pas compter sur l'ouverture d'un second front en Europe avant mai 1944, ce qui exacerba davantage la tension au sein de la coalition anti-hitlérienne, car cela impliquait que l'URSS devait porter l'essentiel du fardeau de la guerre sur ses épaules pendant plus d'une année encore⁷².

Mais Hitler n'était aucunement disposé à abandonner tous les territoires occupés et à se replier sur les frontières du 22 juin 1941. Après deux ans d'efforts sanglants sur le front de l'Est, ces conditions lui apparaissaient inacceptables. De toute façon, en raison de son tempérament du « tout ou rien », il ne pouvait envisager l'idée d'une paix de compromis avec l'ennemi idéologique de toujours qu'il avait attaqué dans le dessein d'éradiquer le « judéo-bolchevisme » et de conquérir un espace vital nécessaire à la survie et au développement du Reich allemand comme puissance continentale, voire même mondiale.

D'ailleurs, dans le cadre d'un entretien avec Mussolini, à Salzbourg, dans la première quinzaine d'avril 1943, il lui déclara que le problème soviétique ne pouvait être réglé que par des moyens militaires. Il opposa donc une fin de non-recevoir au Duce qui l'implorait de conclure la paix avec Staline afin de ramener ses armées à l'Ouest pour créer avec les Italiens un nouveau front défensif, rendu nécessaire par la menace grandissante des forces anglo-américaines qui se déployaient en Méditerranée et qui s'assemblaient en Angleterre en vue d'une invasion par la Manche. Pour Hitler, une solution politique avec Staline risquait de s'identifier à une simple pause, en attendant une reprise du conflit. La Wehrmacht se trouverait obligée de maintenir des forces considérables sur une frontière orientale singulièrement repoussée vers l'ouest, tandis que l'Armée rouge pourrait profiter du répit qui lui serait alors alloué pour reconstituer ses forces. En outre, l'Allemagne ne pourrait plus exploiter les matières premières de l'Ukraine, vitales pour son économie de guerre. Hitler se trouverait donc à la merci de la bonne volonté de Staline, ce qu'il ne voulait guère.

Même la perspective de conclure un second traité de Brest-Litovsk, comme le Duce et le comte Galeazzo Ciano, son ministre des Affaires étrangères, l'avaient pressé de le faire à l'automne 1942, ne l'enchantait aucunement. Pourtant, un accord de ce genre lui aurait permis de se libérer du théâtre oriental, qui rongait les forces vives de la Wehrmacht, et de consacrer l'essentiel de ses moyens à la défense de l'Europe méditerranéenne et occidentale, tout en maintenant une présence allemande dans les États baltes, en Russie blanche et dans une partie de l'Ukraine. Mais Hitler ne pouvait se résoudre à l'idée d'engager

⁷² Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 197.

des négociations sur une paix de compromis qui seraient perçues, selon lui, comme un signe de faiblesse. Tout compromis était donc exclu⁷³.

Dans son discours à la « vieille garde » du parti, le 8 novembre 1942, il avait exclu publiquement toute perspective de paix négociée. Se référant à ses précédentes offres de paix, il déclara : « À compter de ce jour, il n'y aura plus d'offre de paix »⁷⁴. Cette déclaration constituait d'ailleurs une fin de non-recevoir à la suggestion de son ministre aux Affaires étrangères Ribbentrop qui, un peu plus tôt, l'avait prié de l'autoriser à effectuer des sondages de paix en direction de Staline via l'ambassade soviétique de Stockholm en proposant d'amples concessions à l'Est⁷⁵.

Le principe de la reddition sans condition adopté par Churchill et Roosevelt à la conférence de Casablanca, qui eut lieu du 14 au 24 janvier 1943, s'accordait donc parfaitement avec la mentalité du Walhalla caractéristique du Führer. Pour lui, cette décision ne faisait que confirmer une fois de plus qu'il avait raison d'être intransigent. Comme il le confia à son entourage, au début février, il se sentait désormais libéré de tous les efforts entrepris pour le persuader de rechercher un règlement de paix négocié. Ainsi qu'il l'avait toujours affirmé, ce serait la victoire ou la destruction⁷⁶. Par conséquent, Manstein s'illusionnait en pensant que le Führer pourrait être tenté de jouer la carte politique à l'Est.

Mais, à cette époque, il refusait d'écarter cette éventualité, préférant croire que le Führer se résoudrait tôt ou tard à une paix de compromis avec Staline, pour ouvrir au Reich la perspective d'une défense victorieuse sur le front de l'Ouest. En effet, le débarquement des puissances occidentales en Afrique du Nord, en novembre 1942, laissait prévoir la fin des opérations sur ce théâtre et l'ouverture d'un second front en Europe dans un avenir rapproché. Le délai accordé à l'Allemagne pour vaincre la Russie bolchevique avant que les Anglo-américains pussent porter un coup décisif en Europe paraissait effectivement écoulé. Selon Manstein, la déclaration de Casablanca ne laissait guère d'autre possibilité que de chercher à obtenir une solution de compromis à l'Est, car sur ce front, tout ce que pouvait espérer la Wehrmacht, sur le plan militaire, était d'aboutir à un match nul. Pour cela, elle devait cependant agir judicieusement. Il lui fallait asséner de nouveaux revers militaires à l'Armée rouge, condition nécessaire pour amener Staline à proposer une solution acceptable à Hitler.

Dans ses mémoires, Manstein tenta d'expliquer le raisonnement qu'il avait eu à l'époque :

« Il n'existait plus aucune possibilité d'agir décisivement contre les Occidentaux depuis que Hitler avait renoncé prématurément à son attaque contre l'Angleterre pour se retourner contre la Russie. Par ailleurs, la déclaration de Casablanca ne laissait subsister aucun doute quant à leur volonté de détruire non seulement Hitler et son régime, mais l'Allemagne elle-même. Il n'y avait aucun espoir de négocier une paix avec eux sauf – peut-être – après avoir repoussé un débarquement éventuel ou avoir battu les forces qui réussiraient à débarquer. Mais, dans les deux cas, il fallait, au préalable, prélever des forces importantes sur le front oriental. La première question à se poser était donc de savoir s'il était encore possible d'obtenir une solution acceptable à l'Est, à cette

⁷³ *Ibid.*, p. 195-199 et 283 ; Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 241-242.

⁷⁴ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 780.

⁷⁵ Below, *Als Hitlers Adjutant...*, p. 321-322.

⁷⁶ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 831 ; Below, *Als Hitlers Adjutant...*, p. 330 ; Weinberg, *A World at Arms...*, p. 482 ; Irving, *Hitler's War...*, p. 478 (note # 4).

époque. Évidemment pas dans le sens d'une victoire totale sur la puissance soviétique. Mais ne pouvait-on nourrir l'espoir d'aboutir à un compromis, ouvrant au Reich la perspective de se défendre victorieusement ? On peut dire, aujourd'hui, qu'il s'agissait là d'un rêve chimérique, mais il n'est pas sûr qu'il le fut dès cette époque. Un accord avec l'Union soviétique était-il politiquement possible au printemps 1943 ? Nous autres, soldats, ne pouvions en juger mais non plus écarter complètement cette éventualité – à condition, bien entendu, que Hitler y fût disposé ».

Puis, il poursuivit sa réflexion :

« Par contre, nous étions convaincus, au haut commandement du groupe d'armées Don (qui entre-temps fut nommé groupe d'armées sud), que, sur le plan militaire, nous pouvions aboutir à un match nul (*Remis*) sur le front oriental, en agissant judicieusement. L'ennemi, pour avancer de Stalingrad jusqu'au Donets, avait dû consentir de lourds sacrifices, sans atteindre son objectif stratégique. Nous avions reconquis l'initiative. La valeur de nos troupes et de leur commandement s'était affirmée de nouveau dans tous les combats de cette campagne d'hiver. Stalingrad, certes, nous avait coûté cher mais, d'après des estimations dignes de foi, faites à l'OKH, l'ennemi avait déjà perdu 11 millions d'hommes depuis le début de la guerre, en prisonniers, tués et blessés irrécupérables ! La puissance offensive russe finirait bien, elle aussi, par s'épuiser ! En tout cas, c'est ainsi que nous jugions la situation militaire au groupe d'armées sud, influencés peut-être par le fait que nous avions réussi "à fouler la défaite aux pieds". D'ailleurs, à quoi nous aurait-il servi d'estimer la guerre perdue de toute façon, à la manière de tant de critiques jugeant après coup ? Nous avions pour mission de tenir éloigné des frontières allemandes un ennemi que nous ne pouvions amener éventuellement à une solution de compromis qu'en lui assénant de nouveaux coups. D'autres part, la déclaration de Casablanca ne nous laissait guère d'autre possibilité que de chercher à obtenir une telle solution à l'Est »⁷⁷.

L'affirmation de Manstein selon laquelle la déclaration de Casablanca ne laissait subsister aucun doute quant à la volonté des Alliés occidentaux de détruire non seulement Hitler et son régime, mais aussi l'Allemagne elle-même, explique son raisonnement. Cependant, il passe sous silence le rôle déterminant des chefs de l'OKH dans la décision de renoncer à une invasion de l'Angleterre pour préférer une attaque contre l'URSS, en imputant la responsabilité de celle-ci à la seule personne de Hitler. Plus intéressant encore, est le fait que Manstein, en dépit de sa très grande intelligence des questions militaires, ne tenait compte que de l'étendue des pertes, en prisonniers, tués et blessés, pour juger de l'état des forces de l'ennemi, alors que ses réserves opérationnelles disponibles étaient pourtant un facteur beaucoup plus déterminant pour la poursuite de la guerre⁷⁸.

Pour parvenir à un match nul avec l'Union soviétique, il fallait remplir trois conditions selon Manstein. Premièrement, l'Allemagne ne devait laisser transparaître à l'ennemi aucun signe de faiblesse, notamment sur le plan de la politique intérieure. Deuxièmement, tout l'effort de guerre allemand devait être concentré temporairement sur le front soviétique, ce qui exigeait l'acceptation de risques sur les autres théâtres des opérations. Troisièmement, Hitler devait finir par entendre raison au sujet de la direction des opérations militaires en en laissant la responsabilité à un chef d'état-major général des trois armes de la Wehrmacht ou, à tout le moins, à un commandant en chef du front de l'Est⁷⁹.

⁷⁷ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 474-475.

⁷⁸ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 152-153.

⁷⁹ Syring, « Erich von Manstein... », p. 339.

Bien entendu, Manstein pensait qu'il était le meilleur candidat parmi tous les généraux allemands de haut-rang pour assumer les fonctions de chef d'état-major général de la Wehrmacht ou bien de commandant en chef du front de l'Est. Et il espérait bien être celui qui serait désigné par Hitler pour occuper de telles fonctions dans l'éventualité où celui-ci consentirait à abandonner la direction des opérations militaires. En outre, Manstein était convaincu que si le Führer lui laissait les mains libres dans la conduite de la guerre, il pourrait alors stabiliser la situation militaire sur l'ensemble du front de l'Est de manière à contraindre l'ennemi soviétique à s'asseoir à la table des négociations pour signer une paix de compromis⁸⁰.

⁸⁰ Hillgruber, « In der Sicht... », p. 78-79. Voir aussi Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 222-223.

CHAPITRE 13

LE CHOC DES TITANS : LA BATAILLE DE KOURSK

Le printemps et l'été 1943 furent placés sous le signe de l'opération « Citadelle », la dernière tentative de la Wehrmacht pour conserver l'initiative stratégique à l'Est et imposer sa volonté à l'Armée rouge. Quand elle s'acheva par un échec flagrant, l'initiative stratégique passa définitivement dans le camp soviétique pour le restant de la guerre. En ce sens, même si elle ne constituait pas le tournant décisif de la guerre, à partir duquel la Wehrmacht ne pouvait plus espérer remporter la victoire par les seuls moyens militaires, elle représentait néanmoins une étape majeure vers la défaite militaire complète du Reich à l'Est. Le feld-maréchal Manstein ayant joué un rôle de premier plan dans la préparation et la conduite de cette opération, il est opportun d'exposer ici les principes stratégiques qui le guidèrent, ainsi que les raisons de son insuccès final. Il s'agit aussi d'évaluer la part de responsabilité de Manstein dans cet échec militaire aux conséquences irréversibles pour le Reich afin de faire la lumière sur un moment de sa carrière militaire qui demeure encore aujourd'hui controversé.

Manstein et Hitler : deux conceptions stratégiques différentes de la conduite de la guerre ?

Depuis qu'il avait été nommé commandant en chef du groupe d'armées Don, le feld-maréchal Manstein avait eu maintes fois l'occasion d'apprécier l'exercice du commandement militaire par Hitler. En effet, sa nouvelle affectation l'avait fait passer, pour la première fois, sous les ordres directs du Führer, en sa qualité de commandant en chef de la Wehrmacht et de l'armée de terre. Il respectait, certes, son coup d'œil pour juger les possibilités opérationnelles, ainsi que ses connaissances et sa mémoire étonnante dans les questions techniques et les problèmes relatifs à l'armement. Mais il dénonçait sa propension à croire à la justesse de ses décisions, à la supériorité de son jugement et de son intuition, et à la puissance de sa volonté comme élément décisif. En plus de son dilettantisme, il condamnait ses interventions de plus en plus fréquentes dans l'action de ses subordonnés et son refus de réorganiser le haut commandement militaire dans l'intérêt d'une conduite plus rationnelle et plus efficace de la guerre¹.

Il est indéniable que le Führer possédait certaines des qualités essentielles du chef militaire : une volonté puissante, la maîtrise de ses nerfs dans les moments de crise, une intelligence incontestable et, en plus d'un certain talent dans le domaine des opérations, la faculté de reconnaître les possibilités créées par

¹ À ce sujet, voir notamment Carver, « Manstein... », p. 232.

la technique. Cependant, il lui manquait les compétences acquises par tout officier d'état-major de profession. À ce sujet, Manstein écrivit dans ses mémoires :

« Mais, à tout prendre, ce qui lui manquait, c'était *les capacités militaires fondées sur l'expérience* que son "intuition" ne pouvait nullement remplacer. S'il possédait [...] un certain "flair" pour les possibilités et les chances opérationnelles ou s'il les apercevait rapidement quand quelqu'un les lui montrait, il ne savait pas juger des conditions et des possibilités d'exécution. Il ne comprenait pas les relations qui peuvent exister entre l'objectif fixé, l'ampleur de l'opération, et les nécessités de temps et de forces à déployer. Il ne comprenait pas non plus toutes les contingences qui dérivent des questions de ravitaillement »².

Ainsi, il ne semblait pas tenir compte du fait que toute offensive à vaste objectif doit être constamment alimentée par de nouvelles forces qui s'ajoutent à celles qui sont nécessaires pour l'assaut initial, la percée et la poursuite. Sa conduite de l'offensive de l'été 1942 le montra de façon éclatante, de même que l'idée irréaliste, qu'il exprima à Manstein, en octobre 1942, de pousser, l'année suivante, après la conquête du Caucase, dans le Proche-Orient et jusqu'en Inde.

Ce qui lui manquait le plus, c'était une expérience militaire dans le domaine de l'organisation, du déploiement et de l'approvisionnement des armées. Non seulement était-il incapable de déterminer ce qui pouvait être accompli en fonction des ressources humaines et matérielles disponibles, mais il ne comprenait pas que le but stratégique de toute guerre doit être la destruction des forces armées de l'ennemi et que cela nécessite la concentration d'un maximum de forces au point décisif et non la dispersion de celles-ci dans la poursuite de plusieurs objectifs simultanés. La séparation des opérations de la campagne de l'été 1942 en deux offensives simultanées selon deux axes différents et le refus de dégarnir des fronts secondaires au profit de celui où la décision devait intervenir, en étaient la manifestation la plus évidente. En outre, il ne comprenait pas que seule la victoire permet d'atteindre les objectifs politiques et économiques fixés. L'anéantissement des forces militaires de l'ennemi permet l'occupation et la conservation d'un territoire, alors que l'inverse n'est pas nécessairement vrai.

Ces déficiences étaient encore plus patentes depuis que le Führer intervenait constamment aux divers échelons du commandement militaire. Le feld-maréchal Manstein n'en avait pas fait encore l'expérience que le feld-maréchal Kluge lui en donna un avant-goût au cours d'une discussion à la gare d'Orsha, sur le trajet Vitebsk-Rostov-sur-le-Don, le 21 novembre 1942. Le commandant en chef du groupe d'armées centre lui brossa un tableau sombre de la situation, depuis la contre-attaque soviétique sur le front de Stalingrad, et lui dit : « Vous ne pourrez engager aucune unité plus grande qu'un bataillon sans en avoir référé d'abord à Hitler »³. Prophétie qui, d'ailleurs, se révéla juste.

² Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 305-306.

³ Clark, *Barbarossa...*, p. 251. Dans ses mémoires, l'aide de camp du feld-maréchal Manstein, le lieutenant Stahlberg, rapporta une version quelque peu différente des propos tenus à cette occasion par le feld-maréchal Kluge. Celui-ci aurait confié à Manstein la fâcheuse habitude de Hitler de vouloir contrôler tous les mouvements de troupes, même à l'échelon du bataillon. Ainsi, lui aurait-il conseillé de faire échec dès le premier jour à toute tentative d'interférence du Führer dans la structure du commandement de son nouveau groupe d'armées afin d'éviter de se retrouver dans une position où il se trouverait rapidement dans l'impossibilité de prendre ses propres décisions opérationnelles. « Et ne vous faites pas d'illusion », ajouta Kluge, « le Führer attribue la survie de l'armée durant la grande crise de l'hiver dernier non pas au moral de nos soldats et à tout le dur travail que nous avons accompli, mais uniquement à son propre talent ». Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 233.

Depuis l'échec de l'opération « Barbarossa » à la fin de l'automne 1941, Hitler ne faisait plus confiance à ses généraux qui l'avaient pressé, à l'été 1940, d'entreprendre la conquête de l'Union soviétique, en l'assurant que celle-ci serait facilement vaincue en moins de trois mois. Depuis lors, il s'attribuait non seulement le mérite des victoires militaires des premières années, mais également celui d'avoir surmonté un triple handicap à l'hiver 1941-1942 : la puissance des contre-attaques de l'Armée rouge, le désarroi de son haut commandement et le spectre de la Grande Armée napoléonienne de 1812. Plus que jamais convaincu de son génie, Hitler n'écoutait presque plus personne. Pourtant, s'il avait été supérieur aux dirigeants politiques étrangers lorsqu'il mena une diplomatie dont les revendications se réclamaient de leurs idées, il fut manifestement inférieur à ses généraux, aux professionnels et aux produits du grand état-major, dès qu'il voulut combiner tous les pouvoirs d'un Frédéric le Grand ou d'un Napoléon et diriger les armées en même temps que la conduite de la guerre⁴.

Tandis que Staline avait tiré les leçons de 1941 en laissant de plus en plus les questions militaires aux spécialistes, la manie qu'avait Hitler de se mêler des détails tactiques aussi bien que de la grande stratégie, en raison de sa méfiance chronique de plus en plus vive à l'égard de ses généraux, avait des effets profondément dommageables. Directement responsable de la tactique aussi bien que de la grande stratégie, Hitler accumulait des responsabilités qui dépassaient largement ses compétences. D'ailleurs, aucun autre chef d'État en guerre ne devait s'impliquer à ce point dans le détail des affaires militaires. Pas même Staline qui, après les grandes défaites initiales, se retint d'intervenir directement dans la tactique de l'Armée rouge.

Après la guerre, Manstein tint un discours très sévère, mais néanmoins éclairé, sur le commandement militaire exercé par Hitler :

« Dans le domaine militaire [...] Hitler manquait du sens du réel. Son esprit, extrêmement actif, s'emparait de tout objectif qui lui paraissait séduisant, et il en résulta un éparpillement des forces allemandes qui furent engagées simultanément dans plusieurs directions ou sur divers théâtres d'opérations. Il n'accepta jamais réellement la règle selon laquelle on ne saurait être trop fort au point décisif, qu'il faut savoir renoncer à des fronts secondaires ou accepter le risque de les affaiblir momentanément pour obtenir des résultats capitaux. [...] En ce qui concernait ses objectifs – tout au moins dans la lutte contre l'Union soviétique – ceux-ci étaient avant tout déterminés par des considérations politiques et économiques. [...] Assurément de telles considérations, surtout les secondes, doivent jouer un rôle à notre époque. Mais ce qu'il ne voyait pas c'est que pour atteindre, et avant tout pour conserver, un objectif territorial, il faut vaincre de façon décisive les forces militaires ennemies. Tant que ce résultat n'est pas obtenu – comme le démontra la guerre contre la Russie – il devient problématique de conquérir des régions de grande importance économique, par conséquent d'atteindre des objectifs territoriaux, et impossible de les conserver à la longue ».

Il tira ensuite cette conclusion clausewitzienne : « Si la stratégie doit être la servante de la direction politique, celle-ci ne doit pas oublier, au point où le faisait Hitler, le but stratégique de toute guerre : briser la résistance militaire de l'ennemi. Seule la victoire ouvre la voie aux buts politiques et économiques ».

⁴ Aron, *Penser la guerre...*, p. 77.

Enfin, il dit de lui : « Il voulait être un Napoléon, qui n'aurait toléré que des aides et des organes d'exécution, sans en posséder la formation ni le génie »⁵.

Fidèle héritier de la pensée de Clausewitz en matière de stratégie militaire, Manstein – ainsi que la très grande majorité des généraux allemands – estimait que l'objectif prioritaire d'un combat était la destruction ou l'anéantissement des forces de l'ennemi. Dans le jargon militaire, ces deux mots n'impliquaient pas nécessairement le massacre des soldats, mais signifiaient la mise hors de combat des armées ennemies. De même, il considérait que seule la destruction ou l'anéantissement des forces armées de l'ennemi permettait d'occuper un territoire, pendant que l'inverse n'était pas vrai : l'occupation du terrain ne garantissait ni l'anéantissement des armées, ni la capitulation de l'État ennemi. Il préconisait donc la manœuvre d'enveloppement ou à fronts renversés dans la mesure où elle tendait à créer les conditions de la supériorité aux points importants et à livrer bataille dans des conditions telles qu'elle donnerait des résultats décisifs.

Malgré ces références aux grands principes stratégiques de Clausewitz, Manstein – et il en allait de même pour ses camarades du corps des officiers de la Wehrmacht – n'était guère influencé par sa pensée politique de la guerre, à l'exception du postulat qui stipule le primat du politique sur le militaire dans la conduite d'une guerre⁶. En effet, les généraux allemands étaient davantage imprégnés des écrits de Schlieffen. Après la guerre, le colonel-général Kleist en a fourni l'explication :

« Pour ma génération, les enseignements de Clausewitz étaient passés de mode, même au temps où j'étais à l'École de guerre et à l'état-major général. On le citait encore, mais on ne l'étudiait plus attentivement. Ses œuvres, pensait-on, procédaient plus de la philosophie militaire que de l'enseignement pratique. On s'intéressait beaucoup plus aux livres de Schlieffen qui paraissaient plus pratiques parce qu'ils étudiaient le problème suivant : comment une armée de puissance inférieure à celle de ses adversaires coalisés – ce qui était le cas de l'Allemagne – pouvait-elle vaincre ses adversaires sur deux fronts ? Cependant les réflexions de Clausewitz étaient toujours valables, spécialement sa doctrine : la guerre est une continuation de la politique par d'autres moyens. On sous-entendait par là que les facteurs politiques sont plus importants que les facteurs militaires. La faute de l'Allemagne fut de croire qu'un succès militaire pouvait résoudre ses problèmes politiques. À ce point que, sous les nazis, nous avons presque retourné la maxime de Clausewitz et en venions à considérer la paix comme une continuation de la guerre. Clausewitz avait également vu juste en prédisant la difficulté de conquérir la Russie »⁷.

En dépit d'une opinion trop souvent admise, les généraux allemands étaient devenus, dès avant 1914, des disciples de Schlieffen bien plus que de Clausewitz ou de Moltke⁸. Et tout laisse croire que Manstein ne faisait guère exception à cette règle. Comme le disait Kleist, les généraux allemands s'interrogeaient sur les moyens de vaincre décisivement une coalition disposant de ressources supérieures, grâce à la virtuosité opérationnelle. Et tout au long de son commandement du groupe d'armées sud, Manstein allait justement chercher à vaincre décisivement l'adversaire soviétique, qui disposait de ressources supérieures, grâce à la virtuosité opérationnelle.

⁵ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 306-307 et 313.

⁶ Hillgruber, « In der Sicht... », p. 82.

⁷ Cité par Aron, *Penser la guerre...*, p. 91-92.

⁸ *Ibid.*, p. 92.

Avant 1914, le fameux « plan Schlieffen », dans sa simplicité géniale du débordement et de l'enveloppement, avait représenté la solution à ce problème. Son échec avait amené le général Erich von Falkenhayn, qui remplaça le feld-maréchal Moltke le Jeune au poste de chef d'état-major général de l'armée impériale, après la bataille de la Marne, en septembre 1914, à renoncer non seulement à la manœuvre, mais à la percée. Il jugeait celles-ci impossibles sur le front occidental, contre un adversaire bien armé, résolu et aussi, voire plus nombreux que l'attaquant. Considérant que la guerre à l'Ouest ne pouvait plus être gagnée après l'échec sur la Marne, il avait adopté une guerre d'usure destinée à infliger à cet ennemi des pertes telles qu'il en vînt à perdre l'espoir de vaincre et se résignât à traiter. L'offensive de Verdun devint le symbole de cette stratégie qui échoua pour la simple raison que les pertes allemandes furent à peine inférieures aux pertes françaises.

En remplaçant Falkenhayn, en août 1916, à la suite de la bataille de Verdun, le feld-maréchal Hindenburg, et son assistant, le général Ludendorff, en étaient revenus à l'idée de la manœuvre et de la percée. Le passage d'une stratégie visant une paix de compromis à une stratégie de victoire totale reposait sur le concept selon lequel l'Allemagne devait triompher ou périr. Bien entendu, ils n'ignoraient pas que les troupes américaines assureraient progressivement aux Alliés une supériorité importante. De ce fait, ils s'étaient engagés dans une course contre la montre : vaincre décisivement l'ennemi avant le renversement du rapport de forces. Non seulement perdirent-ils leur pari, mais ils privèrent aussi, du même coup, l'Allemagne de tout moyen de négocier les termes de la paix.

À l'inverse, le feld-maréchal Manstein croyait, certes naïvement, qu'il y avait encore une chance, à l'issue de l'hiver 1942-1943, de poursuivre la guerre à l'Est dans l'intention de parvenir à une paix de compromis. Conscient que le rapport de forces ne permettait plus à l'*Ostheer* de lancer des offensives de grand style comme au cours des années précédentes, il prônait logiquement le recours à la défensive stratégique. Pour deux raisons, il ne pouvait accepter que l'Allemagne se prive des possibilités offertes par la guerre de mouvement.

Premièrement, personne ne pouvait dire, au printemps 1943 si l'Armée rouge allait reprendre l'offensive à la fin de la période de la boue. Elle pouvait fort bien rester dans l'expectative, en se renforçant jusqu'à ce que les puissances occidentales fussent parvenues à ouvrir un second front sur le continent. Une telle stratégie laisserait place, bien entendu, à de petites attaques localisées pour empêcher des prélèvements de forces allemandes sur le front oriental. Dans l'éventualité d'un tel scénario, la Wehrmacht aurait alors à se battre sur deux fronts contre des adversaires aux forces intactes. Pour cette raison, l'OKH ne pouvait recourir à la défensive statique, prenant sensiblement la forme d'une guerre de positions.

Deuxièmement, le nombre de divisions allemandes disponibles à l'Est ne permettait tout simplement pas d'adopter cette défensive statique. Le front, du golfe de Finlande à la mer d'Azov, était beaucoup trop long pour que l'*Ostheer* pût y offrir une résistance décisive. Cela était encore plus vrai sur le théâtre des opérations du groupe d'armées sud, où 32 divisions devaient défendre un front de 760

kilomètres, de Taganrog, sur la mer d'Azov, jusqu'au sud-est de Soumy. Étant donné le rapport de forces largement favorable aux Russes, ceux-ci auraient toujours la possibilité de réaliser des concentrations écrasantes en divers endroits du front pour ensuite le crever. Il en résulterait alors soit l'encerclement des secteurs où les troupes allemandes se maintiendraient, soit un repli.

Manstein prescrivait donc d'adopter non pas la défensive statique, mais la défensive stratégique, en faisant jouer les supériorités dont les Allemands disposaient encore sur l'ennemi : un commandement meilleur et plus souple, la valeur combative des troupes et leur plus grande mobilité. Il expliqua ainsi son point de vue :

« [...] il fallait asséner des *coups partiels* mais vigoureux non seulement pour infliger des pertes sanglantes à l'ennemi, mais aussi pour lui faire de nombreux prisonniers dans le but général de le disposer à accepter une paix de compromis. Nous devons encore, toujours dans le cadre de cette stratégie défensive, exécuter des opérations de mouvement où nous étions supérieurs, soit en profitant des possibilités que nous offraient les attaques de l'adversaire, soit en prenant l'initiative »⁹.

Il intervint dans ce sens, auprès de l'OKH et de Hitler lui-même, dès le début de février 1943.

La défense élastique proposée par Manstein relevait de la guerre de mouvement qui, à partir de 1943, n'était manifestement possible qu'en abandonnant volontairement, quoique passagèrement, des régions conquises. Mais le Führer s'en tenait à une défense rigide de chaque mètre de terrain, une conception héritée de la Grande Guerre. Après que les troupes allemandes furent parvenues à contenir l'ennemi au cours de l'hiver 1941-1942, Hitler se persuada que seule son interdiction d'abandonner volontairement le moindre mètre carré avait empêché la Wehrmacht de subir le sort de la Grande Armée de Napoléon en 1812. Lorsqu'il se retrouva devant une nouvelle crise, à la fin de l'automne 1942, à Stalingrad et dans le Caucase, il crut encore pouvoir remédier à la situation en ordonnant la résistance à tout prix. En dépit de la catastrophe de Stalingrad, il n'abandonna presque plus jamais ce principe, même si c'était à son contraire, celui de la mobilité, que l'armée allemande avait dû ses victoires de 1939 à 1941.

Selon la pensée clausewitzienne, la défense constitue la plus puissante forme de combat. Mais ce principe n'est vrai que si elle est organisée assez efficacement pour que l'adversaire s'use contre le front défensif. Pour cela, il ne faut absolument pas se trouver dans une situation d'infériorité numérique écrasante. Ce qui n'était pas le cas en Russie, où le nombre de divisions allemandes disponibles ne suffisait pas pour organiser une défense efficace. Disposant d'une énorme supériorité numérique, l'ennemi avait la possibilité, en massant ses forces en des points particuliers, d'effectuer des percées à travers un très long front faiblement défendu, certaines des unités allemandes ne pouvant alors échapper à des encerclements.

Plus tard, Hans-Georg Krebs, capitaine au sein de l'état-major de Manstein, décrit les longues et âpres discussions concernant la conduite de la guerre entre son commandant en chef et Hitler :

« Manstein exposait naturellement l'idée qu'il fallait se replier vers l'arrière, car si on voulait épargner les troupes et obtenir du succès, on devait mener des opérations mobiles. À ce moment-là, Hitler coupait fréquemment la parole à Manstein et disait : "Voulez-vous ne plus parler de cela" !

⁹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 476.

Ceci portait souvent fruit, car Manstein se taisait. Lorsqu'il se rendait compte qu'il n'allait pas récolter grand chose, il arrêta tout simplement de parler. Ce n'était pas dans l'intérêt de Manstein de ne rien dire lorsqu'il tenait quelqu'un pour irresponsable. Pour lui, Hitler était le caporal ignorant de la Première Guerre mondiale qui s'imaginait s'y connaître ».

Après une analyse de la situation au cours de laquelle Hitler avait une fois de plus imposé sa volonté, Krebs entendit Manstein s'exclamer : « Mon dieu, est-il idiot » !¹⁰ Malgré cela, Manstein ne démissionna jamais de son poste, se considérant comme indispensable à la Wehrmacht.

La valeur supérieure du commandement et des troupes allemandes était indéniable. Elle ne pouvait cependant jouer que dans des opérations mobiles, par lesquelles l'*Ostheer* serait peut-être en mesure de tenir l'ennemi en échec. En conséquence, la défensive stratégique prônée par Manstein s'avérait beaucoup plus appropriée que la défensive statique vantée par Hitler.

Mais l'idée de compenser l'infériorité numérique sur le plan des ressources humaines et matérielles par la supériorité au niveau opérationnel ne pouvait être, depuis l'échec du Blitzkrieg à l'automne 1941, qu'un expédient. À l'ère industrielle, pendant laquelle la guerre civile américaine et la Première Guerre mondiale avaient été gagnées de façon purement stratégique et avant tout sur les chaînes de montage des usines, Hitler et ses généraux espéraient pouvoir gagner la guerre d'une façon purement militaire, c'est-à-dire sur le champ de bataille. La comparaison numérique suivante suffit à montrer à quel point cette idée était illusoire, en tout cas après l'échec de l'opération « Barbarossa » où la supériorité économique des Alliés commença à se faire sentir, notamment dans le domaine de la production de chars. Du fait du manque de matières premières, au total, le Reich allemand ne put construire que 25 000 chars de combat. En revanche, les trois alliés les plus importants, les États-Unis, l'Union soviétique et la Grande-Bretagne, en produisirent 200 000. Contre des faits de cet ordre, une supériorité dans la conduite opérationnelle n'était d'aucun cours¹¹. Tout compte fait, dans le cadre d'une guerre de longue durée, l'Allemagne ne pouvait tout simplement pas espérer remporter la victoire.

Les succès du Blitzkrieg allemand en Pologne et en France avaient entretenu l'illusion de pouvoir remédier aux disparités stratégiques contre des puissances industrielles supérieures grâce à la mobilité, à l'effet de surprise, au débordement, à l'enveloppement et à l'anéantissement des forces armées de l'ennemi, en vue du succès décisif. La préparation de l'opération « Barbarossa » avait suivi ce postulat. Hitler et les dirigeants de la Wehrmacht croyaient pouvoir vaincre l'Union soviétique, ce « colosse aux pieds d'argile », en une seule campagne, en planifiant une guerre éclair de deux à trois mois. L'OKH avait prévu un « super Cannes » pour battre, dans une série de batailles d'encerclement, les armées soviétiques déployées le long de la frontière occidentale. En dépit d'énormes succès initiaux, consécutifs à des batailles d'encerclement qui permirent de faire 3 350 000 prisonniers soviétiques au cours des sept premiers mois, l'armée allemande finit néanmoins par s'essouffler sur le plan opérationnel, en raison

¹⁰ Cité par Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 217.

¹¹ Frieser, « Die deutschen Blitzkrieg... », p. 196 ; Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 383.

notamment de l'écrasante disparité des forces – en hommes, en armements et en équipements – à l'avantage de l'ennemi¹².

De ce fait, le concept allemand du Blitzkrieg était à la fois révolutionnaire et réactionnaire. D'un point de vue tactique, les généraux allemands recourraient aux doctrines opérationnelles les plus modernes. D'un point de vue stratégique, en revanche, ils s'engageaient dans une conception anachronique de la guerre. Ils n'avaient pas tenu compte du fait que la guerre civile américaine avait déjà démontré que les États du Sud, supérieurs sur le plan militaire, ne pouvaient espérer, à long terme, vaincre les États du Nord, qui les surclassaient économiquement. En somme, dans le cas d'une guerre de longue durée, c'était le facteur économique et non l'opérationnel qui était le plus décisif. À l'instar de la Première Guerre mondiale, la Deuxième Guerre mondiale se décida donc moins sur les champs de bataille que dans les usines¹³.

L'« attaque en retour » ou l'« attaque directe » ?

Les échanges d'idées au sein du haut commandement allemand sur la stratégie à adopter sur le front de l'Est, après la fin de la raspoutitsa, durèrent jusqu'à la fin de mars 1943. Dans l'ensemble, elles portaient sur une alternative. La Wehrmacht devait-elle essayer de conserver l'initiative et attaquer préventivement, avant que l'adversaire ne se fût pleinement remis des conséquences de la campagne hivernale ? Ou devait-elle laisser l'initiative à l'Armée rouge, attendre son attaque, puis, après avoir rétabli la situation et créé des conditions favorables, contre-attaquer à son tour ? La réponse dépendait évidemment des intentions prêtées à l'ennemi, la seconde solution de l'alternative n'étant possible que s'il reprenait l'offensive aussitôt après la période de la boue.

Sans exclure la possibilité que les Soviétiques pouvaient attendre passivement l'ouverture d'un second front par les Alliés occidentaux, Manstein et son état-major étaient toutefois d'avis qu'ils reprendraient l'offensive. La grande victoire à Stalingrad avait donné sans doute de l'assurance à leur commandement, pensaient-ils. Du point de vue psychologique, Staline ne pouvait guère se permettre de marquer une pause dans « la grande guerre patriotique » destinée à libérer le territoire russe. Il ne pouvait pas davantage s'y résoudre, s'il désirait parvenir avant les Alliés en Europe de l'Est, surtout dans les Balkans, une région sans cesse convoitée depuis l'époque tsariste. Cette conviction et les arguments qui l'appuyaient étaient partagés par l'OKH.

Dès lors, la supériorité numérique de l'ennemi lui ouvrait plusieurs possibilités. Il pouvait essayer de percer à l'aile méridionale du groupe d'armées nord pour la rabattre vers la côte baltique et l'encercler. Il pouvait également tenter de réduire le saillant constitué autour d'Orel par le front du groupe d'armées

¹² Frieser, « Die deutschen Blitzkrieg... », p. 192-193 ; Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 382-383.

¹³ Frieser, « Die deutschen Blitzkrieg... », p. 196 ; Frieser, « Der Westfeldzug... », p. 198 ; Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair...*, p. 383-385.

centre, en l'attaquant en tenaille. Cependant, c'était dans le secteur du groupe d'armées sud que s'offraient à lui les meilleures possibilités, tant du point de vue opérationnel que politique et économique. Le front allemand y prenait la forme d'un « balcon », débordant largement vers l'est. En attaquant à l'est, sur le Mious, et au nord, sur le Donets, il pouvait espérer acculer à la côte de la mer d'Azov ou de la mer Noire les armées qui s'y trouvaient et les y détruire. En complétant cette opération par une offensive dans la région de Kharkov, en direction du Dniepr en aval de Kiev, il pouvait encore atteindre l'objectif qui lui avait échappé au cours de l'hiver précédent, c'est-à-dire l'encerclement de toute l'aile méridionale du front allemand, comprenant non seulement le groupe d'armées sud, mais aussi le groupe d'armées A, demeuré dans la tête de pont du Kouban avec sa 17^e armée. Une victoire en ce point lui permettrait de récupérer le bassin métallurgique du Donets ainsi que le « grenier à blé » de l'Ukraine, et lui ouvrirait la route des Balkans et d'abord celle des gisements pétrolifères roumains. Enfin, elle ne demeurerait pas sans effet sur l'attitude politique du gouvernement de la Turquie.

Tout compte fait, la répartition de leurs forces ne laissait pas le moindre doute sur le fait que, si les Russes reprenaient l'offensive, le centre de gravité de leurs attaques se trouverait à l'aile sud du front oriental avec l'intention bien évidente de chercher la décision contre le groupe d'armées sud par une offensive à l'aile méridionale du groupe d'armées centre. Par conséquent, Manstein prévoyait une attaque de l'ennemi contre le « balcon » du Donets, sur le Mious et sur le Donets moyen, pour fixer les unités allemandes qui s'y trouvaient et, si possible, les refouler vers la côte. Cette attaque serait complétée par une offensive de grand style partant de la région de Kharkov, en direction du Dniepr moyen¹⁴. C'est exactement ce que fit le haut commandement de l'Armée rouge à l'été de 1943.

Ceci dit, Manstein expliqua à Hitler que l'armée allemande ne pouvait aucunement espérer contenir l'ennemi par une stratégie purement défensive. Ses forces étaient insuffisantes pour défendre un front aussi étendu, surtout face à un adversaire numériquement supérieur. Sa seule chance, lui déclara-t-il, était d'utiliser à bon escient la supériorité et la souplesse de son commandement ainsi que la plus grande valeur combative et la plus grande mobilité de ses troupes au moyen d'une stratégie défensive élastique¹⁵. Dans le cadre d'une telle stratégie, Manstein proposa deux solutions pour la conduite des opérations en 1943, après la fin de la période de la boue.

La première consistait à conserver l'initiative en lançant une offensive destinée à prévenir une attaque soviétique. Certes, il s'agissait d'une « attaque directe », mais elle s'inscrivait néanmoins dans le cadre de la défensive stratégique. Dans ce cas, elle devait être déclenchée le plus rapidement possible, c'est-à-dire immédiatement à la fin de la raspoutitsa, avant que l'Armée rouge n'ait eu le temps de reconstituer complètement ses forces, notamment ses unités blindées et motorisées. La reconstitution des forces allemandes devant, selon toute vraisemblance, s'achever plus tôt, une occasion extrêmement

¹⁴ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 477 et 479-480.

¹⁵ Liddell Hart, *The Other Side of the Hill...*, p. 318-319.

favorable s'offrait à la Wehrmacht. Et le saillant de Kursk paraissait tout indiqué pour infliger à l'ennemi une sévère défaite.

Si les deux victoires remportées par Manstein à la fin de la campagne d'hiver avaient permis de rétablir le front de Taganrog jusqu'à Bielgorod, le long du Mious et du Donets, il subsistait un saillant soviétique au nord de Bielgorod, c'est-à-dire entre les groupes d'armées des feld-maréchaux Kluge et Manstein. Formant un arc autour de Kursk, il s'étendait par Soumy et Rylsk, jusqu'au sud d'Orel, allongeant le front d'environ 500 kilomètres et fixant des forces considérables. En plus de couper les voies ferrées allant du secteur des armées de Kluge à Kharkov, il constituait une base de départ pour une attaque contre le flanc méridional du groupe d'armées centre et contre le flanc septentrional du groupe d'armées sud. En mars, Manstein avait eu l'idée d'attaquer le saillant de Kursk, après la reconquête de Kharkov. Mais le brusque dégel et l'incapacité du groupe d'armées centre d'apporter sa collaboration, pourtant indispensable, l'en avaient empêché.

Ce saillant représentait tout naturellement une cible invitante pour une attaque directe, avec l'espoir d'améliorer les positions défensives allemandes et la liaison entre les groupes d'armées de Manstein et de Kluge, ainsi que d'y encercler des forces relativement importantes et de libérer des effectifs allemands élevés. Afin de se maintenir dans ce secteur d'une grande importance opérationnelle pour lui, l'ennemi jetterait très certainement dans la bataille les réserves opérationnelles dont il disposait devant l'aile méridionale du groupe d'armées centre et devant l'aile septentrionale du groupe d'armées sud. Après avoir détruit ces réserves blindées, l'*Ostheer* serait en mesure d'attaquer de nouveau sur le front du Donets.

L'autre solution, la meilleure selon Manstein, consistait à laisser l'initiative aux Russes en leur permettant d'attaquer en premier, avant de contre-attaquer leurs armées trop aventurées pour leur infliger une défaite décisive. Déjà en février, il avait exposé à plusieurs reprises à Hitler cette idée d'une « attaque en retour », parfois appelée la « seconde frappe ». Devant la perspective fort probable d'une attaque soviétique dirigée contre l'aile méridionale du front allemand, dont l'intention serait d'encercler celle-ci après l'avoir acculée à la mer d'Azov ou à la mer Noire, et de l'y détruire, il s'agissait pour le groupe d'armées sud de se replier en combattant pour entraîner les armées assaillantes jusqu'aux environs de la ligne Méliopol-Dniepropetrovsk, tout en rassemblant des forces puissantes en arrière de son aile septentrionale. En laissant l'ennemi progresser jusqu'au Dniepr inférieur, les unités de Panzer concentrées dans la région de Kharkov pourraient alors lancer une puissante contre-attaque contre le flanc droit de l'offensive des Soviétiques puis, poussant vers le sud-est ou le sud, les refouler contre la côte pour les détruire. C'était, en quelque sorte, répéter le type de manœuvre exécuté par Manstein dans le cadre des contre-attaques de février-mars 1943.

Le principe de cette opération différait radicalement de celui de l'offensive allemande de l'été 1942, car il s'agissait d'attaquer en retour l'ennemi qui aurait largement engagé et dépensé ses forces d'assaut. Contrairement à l'opération « bleu », l'objectif n'était pas tant la conquête de territoires que la destruction de l'aile méridionale soviétique par un encerclement contre la côte. Pour l'empêcher de se

dérober vers l'est, comme à l'été 1942, les Allemands lui tendraient un appât auquel elle ne saurait résister : ils lui ouvriraient le chemin vers le Dniepr inférieur. Si l'opération s'avérait un franc succès, le groupe d'armées sud pourrait peut-être frapper un second coup, cette fois en direction du nord, dans le secteur central du front.

Une telle manœuvre aurait pu être tentée en d'autres secteurs, mais elle ne pouvait apporter une victoire aussi importante qu'à l'aile sud du front où l'adversaire chercherait manifestement la décision et où la mer faciliterait l'encerclement. Ce n'en était pas moins une opération fort audacieuse dont l'exécution réclamait deux conditions.

Premièrement, en vue d'assurer le succès de l'opération, il fallait renforcer significativement l'aile nord du groupe d'armées de Manstein chargée d'exécuter la manœuvre principale. Pour cela, il était absolument indispensable de dégarnir les théâtres secondaires, quitte à y provoquer des difficultés, et de prélever des éléments sur les groupes d'armées centre et nord ou, au minimum, d'y constituer des réserves opérationnelles en procédant à de nouvelles rectifications du front oriental, notamment en évacuant le saillant d'Orel, difficile à défendre. Deuxièmement, il fallait abandonner le bassin du Donets afin de s'assurer la liberté d'action nécessaire en exécutant un repli méthodique. Il s'agissait d'un abandon de territoire provisoire, car l'« attaque en retour » devait permettre sa reconquête.

Mais, comme il fallait s'y attendre, Hitler n'était disposé à remplir aucune de ces dispositions. En dépit de l'insistance avec laquelle Manstein lui avait exposé la nécessité d'exercer l'effort de guerre principal à l'Est et, plus particulièrement, à l'aile méridionale, il ne put se résoudre ni à transporter nettement au sud le centre de gravité des forces allemandes ni à céder le saillant d'Orel et encore moins le bassin du Donets, région à laquelle il attribuait une importance capitale pour l'économie de guerre allemande. Cela ne tenait pas seulement à sa répugnance à céder des territoires, ne serait-ce que provisoirement, et à accepter des risques en des endroits secondaires, mais aussi à son incapacité de prévoir l'action probable de l'ennemi. Le refus de Hitler de donner suite à cette idée d'« attaque en retour » eut pour résultat de priver complètement Manstein de la liberté d'action qui lui aurait été indispensable pour porter un coup sévère à l'adversaire, en l'empêchant de rassembler des forces suffisantes à l'aile nord de son groupe d'armées¹⁶.

Hitler n'était cependant pas le seul à montrer peu d'enthousiasme à l'égard de la solution préférée de Manstein qui, en quelque sorte, consistait à « faire un pas en arrière, deux pas en avant ». Le colonel-général Zeitzler s'y opposait lui aussi¹⁷. L'idée de battre définitivement l'aile méridionale soviétique par un recul volontaire au lieu d'une action purement offensive ne disait rien qui vaille aussi bien à Hitler qu'à Zeitzler. Ils préféraient tous les deux exploiter la faiblesse momentanée où se trouvait l'adversaire à la

¹⁶ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 480-484 ; Liddell Hart, *The Other Side of the Hill...*, p. 319 ; Downing, *The Devil's Virtuosos...*, p. 156-158 ; Paget, *Manstein...*, p. 57-58 ; Cooper, *The German Army...*, p. 456. Voir aussi Magenheimer qui qualifie cette solution comme étant la plus brillante. Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 207, 284 et 307 (note # 71).

¹⁷ Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 247.

suite de ses dernières défaites pour lui porter un dur coup avant qu'il eût pu reconstituer ses forces. De cette manière, ils n'auraient pas à évacuer le saillant d'Orel et le bassin du Donets.

La stratégie qui avait les préférences de Hitler et du chef d'état-major général de l'OKH était une opération impliquant l'enveloppement et la destruction du plus grand nombre possible de divisions soviétiques dans le saillant de Kursk. Cinq armées soviétiques se trouvaient dans le saillant, large de 200 kilomètres sur une profondeur de 120 kilomètres. Victorieuse, l'opération pourrait gravement affaiblir le potentiel offensif de l'ennemi¹⁸. En plus de la destruction d'environ 60 divisions soviétiques, elle permettrait de libérer des forces allemandes requises sur d'autres fronts ou théâtres d'opérations¹⁹.

L'opération « Citadelle »

Le champ limité de l'opération reflétait la réduction constante des ambitions allemandes à l'Est depuis juin 1941 : une seule frappe décisive sur un front de 200 kilomètres en comparaison des trois offensives sur un front de 2 000 kilomètres de l'opération « Barbarossa » et des deux attaques dans un secteur de 600 kilomètres de la campagne de l'été 1942. Manifestement, elle tenait compte des ressources limitées du Reich allemand, notamment sur le plan des effectifs. Bien que la Wehrmacht eût réussi à maintenir, voire même à accroître les effectifs des soldats sur le front oriental par la mobilisation des réservistes, cette évolution manifestait néanmoins la détérioration progressive de leur qualité sur le champ de bataille²⁰.

Malgré tout, une victoire tactique par l'anéantissement du saillant de Kursk aurait été d'une grande importance. Elle aurait permis de détruire le gros des armées et des réserves russes, et aurait conduit à une réédition de la bataille de Cannes considérée par toutes les écoles d'état-major allemandes comme un modèle insurpassable. Conséquemment, elle aurait pu vraisemblablement éliminer les risques d'une nouvelle offensive soviétique en 1943, tout en permettant un redéploiement des troupes allemandes sur le théâtre des opérations de plus en plus menaçant de la Méditerranée²¹. Enfin, elle aurait permis de rétablir la confiance des pays alliés, profondément ébranlée depuis Stalingrad, en amenant peut-être Staline à proposer une solution politique acceptable à Hitler²². Bref, contrairement à l'année précédente, il ne s'agissait pas de jouer de l'espace pour affaiblir l'adversaire et réduire son potentiel économique, mais de casser les reins de l'Armée rouge pour déboucher sur une solution politique – comme certains généraux l'espéraient, notamment le feld-maréchal Manstein – ou obtenir, à tout le moins, un répit permettant de faire face à la menace anglo-américaine qui montait en Méditerranée.

¹⁸ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 833 ; Guderian, *Panzer Leader...*, p. 306.

¹⁹ Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 207.

²⁰ Noakes et Pridham, *Nazism 1919-1945...*, p. 860-861.

²¹ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 833-834 ; Irving, *Hitler's War...*, p. 512.

²² Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 202.

Le 15 avril, Hitler confirma l'ordre, donné le 13 mars par l'OKH, de ce qui allait devenir l'opération « Citadelle » et qui prévoyait une attaque en tenaille du groupe d'armées de Manstein, depuis le sud, et du groupe d'armées de Kluge, par le nord, afin d'envelopper les troupes soviétiques dans le saillant de Koursk. Les détails opérationnels de ce plan furent élaborés par Zeitzler²³.

Sur le front du groupe centre, c'est à la 9^e armée du colonel-général Walter Model qu'incombait la mission d'exécuter l'attaque. Dans l'intention de percer en direction de Koursk, elle disposait de 3 corps blindés groupant au total 6 divisions blindées, 2 divisions motorisées et 7 divisions d'infanterie. Ces 3 corps attaquaient sur un front de 50 kilomètres, les deux placés sur les ailes assurant simultanément la protection des flancs. Toutefois, l'OKH espérait élargir ce front en engageant, si possible, 2 corps d'infanterie, de part et d'autre, pour assumer à leur tour la protection des flancs.

Dans le secteur du groupe sud, l'opération impliquait davantage de forces, soit 2 armées, comprenant au total 5 corps, soit 11 divisions blindées et 7 divisions d'infanterie, car il était escompté que l'ennemi engagerait aussitôt ses réserves opérationnelles, dont la destruction était considérée aussi importante que la réduction du saillant de Koursk. La 4^e armée de Panzer, sous le commandement du colonel-général Hoth, avait pour mission d'effectuer une percée proprement dite, en marchant à la rencontre de la 9^e armée, puis de détruire les forces encerclées à l'ouest de Koursk. Pour cela, elle disposait de deux corps blindés, comptant au total 6 divisions blindées et 1 division d'infanterie, tandis qu'un autre corps d'infanterie participerait à l'assaut sur son flanc occidental. Le détachement d'armée du général Kempf, avec un corps blindé et un corps d'infanterie, soit au total 3 divisions blindées et 3 divisions d'infanterie, devait couvrir offensivement l'opération de rupture en direction de Koursk, face à l'est et au nord-est. Un autre corps blindé, constitué de 2 divisions blindées, maintenu tout d'abord en réserve, serait mis à sa disposition dès qu'il aurait gagné suffisamment d'espace et de liberté de mouvement au nord-est. De plus, avec un corps d'infanterie, il devait assurer la défense du front sur le Donets, depuis le sud-est de Kharkov jusqu'à la hauteur de Voltchansk.

Enfin, la 2^e armée qui, avec 9 divisions d'infanterie affaiblies, occupait 200 kilomètres du saillant à l'ouest de Koursk, devait essayer de fixer les forces qui lui faisaient face pour assurer leur encerclement²⁴. Quant à la couverture aérienne de l'attaque, elle devait être attribuée aux 4^e et 6^e flottes aériennes²⁵. Opérant en masse, celles-ci devaient ouvrir la route aux blindés.

Différends entre les généraux sur le calendrier de l'offensive

L'attaque comportait toutefois un risque considérable pour les deux groupes d'armées. Dans le secteur de Kluge, elle devait partir du front sud du saillant d'Orel, qui avançait fortement vers l'est. Cela

²³ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 834 ; Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 151.

²⁴ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 485-488.

²⁵ Noakes et Pridham, *Nazism 1919-1945...*, p. 863.

offrait donc à l'ennemi la possibilité d'effectuer lui-même une manœuvre d'enveloppement qui, si elle réussissait, mettrait en péril les unités engagées dans l'opération « Citadelle ». Dans le secteur de Manstein, il existait un danger analogue, puisque le bassin du Donets devait être conservé à tout prix et que l'adversaire pouvait l'assaillir des deux côtés avec des forces supérieures. Pour parer cette menace, il était impératif du côté des Allemands de compléter le plus rapidement possible les préparatifs de leur offensive, car plus ils accorderaient du temps aux Russes pour reconstituer leurs unités, plus les risques s'accroîtraient²⁶.

Pour cette raison, il était prévu que l'opération « Citadelle » commencerait le plus tôt possible. Manstein et Kluge pressaient l'OKH de l'entreprendre au début mai, si la période de boue était alors terminée. En fait, son déclenchement avait été fixé à la mi-mai. Mais des retards significatifs allaient nuire à son succès. Ils résultèrent de différends sur le calendrier de l'offensive entre les principaux généraux concernés. Le 4 mai, Hitler les réunit à Munich pour discuter de l'opération en question.

Les feld-maréchaux Manstein et Kluge, et le colonel-général Jeschonnek, chef d'état-major général de la Luftwaffe, étaient partisans d'aller de l'avant au plus vite, au milieu ou, au plus tard, au deuxième tiers de mai. Selon eux, c'était la seule chance d'infliger de lourdes pertes à l'ennemi. Sans quoi, plaidaient-ils, mieux valait annuler l'opération « Citadelle ». Ils redoutaient vivement de perdre l'avantage de la surprise et de permettre aux Russes de renforcer leurs positions à l'intérieur du saillant de Koursk, en cas d'ajournement. À leurs yeux, les Russes auraient également le temps de renforcer leurs unités, encore fortement affaiblies par les pertes de la campagne d'hiver et atteintes dans leur moral par les défaites récemment subies. En outre, soulignaient-ils, tout retard accroîtrait considérablement les risques d'attaques soviétiques sur plusieurs secteurs du front, comme le saillant d'Orel ou de Kharkov, le moyen Donets, le Mious, et ce, d'autant plus que des réserves blindées avaient été signalées en arrière de tous ces points névralgiques. Si l'adversaire ne pouvait pas encore passer à l'offensive, il n'en serait pas nécessairement de même en juin, assuraient-ils. Dans un contexte plus général, ajoutait personnellement Manstein, le début de l'opération risquait de coïncider avec un débarquement ennemi sur le continent, si l'Allemagne devait perdre prochainement la Tunisie, ce qui la contraindrait à livrer une bataille décisive sur deux fronts.

En revanche, la lourde défaite de Stalingrad et la faiblesse de l'aile méridionale du front allemand dissuadaient les autres généraux de se lancer dans une offensive de grande envergure aussi rapidement. Pour rassembler les forces devant prendre part à l'offensive contre le saillant de Koursk, le groupe d'armées sud avait dû affaiblir à l'extrême le reste de son front, défendu seulement, désormais, par la 6^e armée du général Hollidt, sur le Mious, la 1^{re} armée de Panzer du colonel-général Mackensen et le corps d'aile droite du détachement Kempf, sur le Donets. En tout, 21 divisions avaient à tenir un front de 630 kilomètres, de Taganrog à Voltchansk. Comme réserves opérationnelles, le groupe d'armées sud conservait uniquement une division blindée, une division motorisée et une division d'infanterie.

²⁶ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 485.

Le colonel-général Model, reconnu comme un commandant particulièrement dur et capable, ce qui avait contribué à faire de lui l'un des favoris de Hitler pour rétablir la situation sur un front menacé ou chancelant, recommandait un ajournement jusqu'à ce que des renforts fussent disponibles. Soulignant les difficultés auxquelles son attaque allait se heurter à cause de la puissante organisation des lignes russes et, en particulier, de la consolidation de la défense antichars, il estimait indispensable de renforcer les unités blindées pour assurer la rupture. De ce fait, il faisait sienne la conviction du colonel-général Zeitzler, également très en faveur auprès de Hitler, que les chars des types Tigre (56 tonnes, canon de 88 mm) et Panthère (43 tonnes, canon de 75 mm), qui sortaient tout juste des chaînes de production, permettraient à la Wehrmacht d'opérer une percée rapide, nécessaire pour obtenir un grand succès d'encerclement. Hitler plaçait également de grands espoirs dans ces deux nouveaux chars et apporta son appui à Model. Il envisagea alors de presque doubler l'effectif des chars pour l'opération, ce qui pouvait être réalisé pour le 10 juin, selon son estimation.

Manstein tergiversa. L'appoint de chars qui était envisagé, déclarait-il, serait vraisemblablement compensé par l'afflux des blindés du côté soviétique. Kluge, pour sa part, se laissa convaincre par l'idée de renforcer les unités blindées. Le colonel-général Guderian, depuis peu inspecteur général des forces blindées, appuyé par Albert Speer à la tête de l'industrie des armements, émettait de fortes réserves sur l'emploi prématuré des nouveaux chars, tout en s'opposant au plan d'opérations de Zeitzler. Il faisait observer qu'il était impossible de remédier aux maladies de jeunesse du Panthère avant l'offensive et qu'il fallait ménager des réserves en vue de la nécessité prioritaire de repousser l'invasion qui ne manquerait pas de se produire l'année suivante à l'Ouest. Par conséquent, il affirmait qu'une offensive à l'Est était inutile en 1943²⁷.

Les objections de Guderian firent la plus forte impression sur Hitler qui, sans repousser le principe de l'opération, refusa de s'engager et de donner une date précise. Quelques jours plus tard, à Berlin, Guderian revint à la charge. Après avoir fait un rapport à Hitler sur la production des nouveaux chars, il lui posa cette question : « Pourquoi tenez-vous absolument à attaquer à l'Est cette année » ? Keitel intervint aussitôt dans la discussion : « Nous devons attaquer à l'Est pour des raisons politiques ». Guderian répliqua alors : « Combien de personnes pensez-vous savent où se trouve Kursk ? Que nous tenions Kursk ou non, est une question qui laisse le monde dans l'indifférence générale. Je répète ma question : Pourquoi tenez-vous absolument à attaquer à l'Est cette année » ? « Vous avez tout à fait raison », répondit Hitler. « Chaque fois que je pense à cette attaque », dit-il, « j'en ai mal au ventre »²⁸.

Pourtant, les hésitations du Führer se poursuivirent pendant plusieurs semaines. Il laissa ainsi passer la deuxième et la troisième semaine de mai, période considérée comme la plus favorable par

²⁷ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 834-835 ; Manstein, *Verlorene Siege...*, 488-491 ; Guderian, *Panzer Leader...*, p. 306-309. Dans ses mémoires, Guderian se déclara déçu de Manstein qui, lors de cette conférence, n'osa pas s'opposer à l'opération « Citadelle », alors que le simple bon sens réclamait une telle prise de position. Il affirma même à son sujet qu'il n'était jamais à son meilleur lorsqu'il se retrouvait devant le Führer. Guderian, *Panzer Leader...*, p. 306-307.

²⁸ *Ibid.*, p. 308-309.

Manstein et Kluge. Mais le mois de juin s'écoula aussi sans qu'il pût se résoudre à donner l'ordre de déclencher l'opération. Les raisons de cet ajournement ne manquaient pas. Hitler restait surtout préoccupé par la situation du théâtre méditerranéen depuis la perte de la Tunisie, le 13 mai, et craignait un débarquement en Italie ou dans les Balkans. Il tenait également à renforcer ses divisions de Panzer par l'adjonction d'un nombre élevé de chars Tigre et Panthère. Ceux-ci arrivèrent au front, mais pas à la date prévue. La longue attente de mai et de juin permit néanmoins de doubler la puissance des unités blindées²⁹.

Pendant ce temps, Manstein proposa une solution de rechange au plan d'opérations contre le saillant de Koursk, en faisant appel à une idée peu conforme aux principes traditionnels de la stratégie militaire. Il suggéra de réduire le saillant non pas par une attaque concentrique, c'est-à-dire par une manœuvre en tenaille, depuis le nord et le sud, destinée à prendre à revers puis à encercler les unités ennemies qui seraient restées à l'ouest de la poche, mais par une attaque là où l'adversaire s'y attendait le moins, soit directement à l'ouest. En effet, plutôt que d'attaquer les côtés nord et sud du saillant où il fallait s'attendre à rencontrer une défense bien organisée, il préconisa une attaque excentrique contre la face ouest qui, après avoir éventré le saillant, se scinderait en deux ailes, une bifurquant vers le nord-est, l'autre vers le sud-est, prenant à revers puis encerclant les forces ennemies qui seraient demeurées à l'ouest de la poche. Il s'agissait donc d'une manœuvre d'enveloppement excentrique et non d'une manœuvre classique d'enveloppement concentrique. Ce concept opérationnel audacieux suscita l'intérêt de Hitler, mais pas celui de Zeitzler qui, manifestement, préférait s'en tenir à son plan original. De toute façon, un redéploiement complet des unités en vertu du nouveau plan d'opérations de Manstein aurait exigé beaucoup trop de temps³⁰.

À la mi-juin, l'OKW recommanda carrément d'annuler l'opération « Citadelle ». Il était si tard qu'il y avait un risque énorme de collision avec l'offensive des Anglo-américains en Europe méditerranéenne. Selon le général Jodl, il était dangereux et téméraire d'engager la fine fleur des troupes allemandes à l'Est, au mieux en vue d'un succès limité, alors que la menace principale se trouvait ailleurs. Il fallait plutôt préserver les réserves opérationnelles dans l'éventualité d'un débarquement des Alliés en Italie ou dans les Balkans³¹. Le chef du bureau des opérations à l'OKW en revenait donc à la stratégie qu'il avait suggérée à Hitler, à la fin de la campagne d'hiver, et qui consistait à adopter un déploiement défensif sur tous les fronts afin de permettre une concentration et une mobilisation des ressources à travers l'Europe, en vue d'une grande offensive ultérieure³².

Le colonel-général Zeitzler, chef d'état-major général de l'OKH, directement responsable du front de l'Est, se plaignit de cette ingérence de l'OKW, chargé de tous les autres théâtres. Il se déclarait toujours partisan d'une offensive limitée en Union soviétique et affirmait que le danger d'une stratégie défensive

²⁹ Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 247-249.

³⁰ Roth, « Operational Thinking in Schlieffen... », p. 37 ; Downing, *The Devil's Virtuosos...*, p. 168.

³¹ Earl F. Ziemke, *Stalingrad to Berlin : The German Defeat in the East*, Washington, D.C., U.S. Army Center of Military History, 1987, p. 131-132 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 850 ; Liddell Hart, *The Other Side of the Hill...*, p. 320.

³² Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 833.

était la nécessité de maintenir d'énormes forces sur le front oriental tant et aussi longtemps que l'Armée rouge serait menaçante, au risque d'affaiblir les défenses ailleurs, notamment en Méditerranée et en Europe occidentale³³. La priorité était donc de stabiliser le front de l'Est. Pour ce faire, il fallait une offensive victorieuse contre le saillant de Koursk à l'intérieur duquel, pensait-il, les Soviétiques n'hésiteraient pas à envoyer leurs meilleures unités et le gros de leurs réserves opérationnelles. Les forces allemandes à l'Est étaient beaucoup trop faibles et les lignes de communication se trouvaient dans un trop mauvais état, disait-il, pour laisser à l'ennemi l'initiative d'attaquer à l'endroit et au moment qu'il choisirait. Hitler se laissa finalement convaincre par Zeitzler d'aller de l'avant. En tout état de cause, il rejeta les conseils de l'OKW³⁴. L'opération « Citadelle » fut alors fixée au 3 juillet, puis une dernière fois différée de deux jours³⁵.

Le 1^{er} juillet, Hitler convoqua à son quartier général de Rastenburg, en Prusse-Orientale, Manstein, Kluge et tous les commandants des grandes unités devant participer à l'offensive. Il leur expliqua que le retard de son déclenchement résultait, en partie, de la nécessité d'attendre les renforts de Panzer qui, affirma-t-il, leur assuraient désormais, pour la première fois, la supériorité sur les Russes, et, en partie, du danger d'un débarquement des puissances occidentales sur le littoral méditerranéen en réponse à une offensive prévue plus tôt. Mais ce moment critique était désormais passé, puisque les Allemands avaient consolidé dans l'intervalle leurs positions en Sardaigne, en Sicile, dans le Péloponnèse et en Crète. Le Führer justifia alors la décision d'aller de l'avant par la nécessité de prévenir une offensive soviétique ultérieure. De toute façon, précisa-t-il, le Reich ne pouvait attendre une offensive russe qui ne serait peut-être déclenchée qu'en hiver ou après l'ouverture d'un second front. Enfin, il attendait d'une victoire militaire un effet salutaire sur les partenaires de l'Axe et sur le moral à l'intérieur du pays³⁶. Quatre jours plus tard, la dernière offensive allemande sur le front de l'Est commençait enfin. Le résultat n'allait cependant pas être celui que Hitler escomptait.

Malgré ce retard, qui rendait l'attaque plus difficile et accroissait considérablement le danger dans le saillant d'Orel et sur le flanc sud, surtout dans le secteur formé par le « balcon » du Donets, Manstein demeurait néanmoins convaincu de la réussite de l'opération. Il s'était persuadé que l'Allemagne ne pouvait attendre indéfiniment une offensive russe qui interviendrait peut-être seulement en hiver ou après l'ouverture d'un second front. Après la guerre, il justifia sa prise de position :

« On peut incliner à croire, après coup, que nous aurions dû déclarer catégoriquement l'opération impossible, car elle était prévue pour exploiter la faiblesse momentanée de l'ennemi, faiblesse qui avait disparu après tous ces retards. Je ne l'ai pas fait (ce qui peut avoir été une erreur) pour les raisons suivantes. Premièrement, renoncer à « Citadelle » aurait entraîné une nouvelle attente avec tous les dangers que celle-ci comportait, eu égard à l'ouverture éventuelle d'un second front. On pouvait penser que les Russes attendraient effectivement celle-ci pour passer à l'offensive. Deuxièmement, nous étions convaincus du succès, en tout cas au haut commandement du groupe

³³ *Idem.*

³⁴ *Ibid.*, p. 850 ; Guderian, *Panzer Leader...*, p. 310-311 ; Liddell Hart, *The Other Side of the Hill...*, p. 320.

³⁵ Warlimont, *Inside Hitler's Headquarters...*, p. 333-334.

³⁶ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 851 ; Irving, *Hitler's War...*, p. 532-533.

d'armées sud, malgré les difficultés, alors que nous étions inquiets des conséquences d'une attaque soviétique dans la région du Donets. Une victoire à Koursk nous aurait permis de parer à une crise dans cette région, et peut-être même de remporter une victoire plus grande encore »³⁷.

Apparemment, il espérait, avec une certaine naïveté, que la destruction des meilleures armées et d'une fraction importante des réserves opérationnelles de l'ennemi dans le saillant de Koursk ouvrirait la voie à une solution de compromis, d'autant plus qu'elle permettrait également de maîtriser rapidement les crises qui pourraient surgir entre-temps sur le front du Donets. En outre, il croyait toujours à la possibilité, en cas de nécessité, d'un repli sur le Dniepr inférieur pour reprendre, après une victoire à Koursk, son ancienne idée d'une « attaque en retour ». « Une telle éventualité, évidemment, n'aurait pas rencontré l'approbation de Hitler, mais un succès lui aurait rendu le bassin du Donets », pensa-t-il³⁸.

À la veille de l'offensive, Zeitzler, Manstein, Kluge et Model s'estimaient en mesure d'enfoncer les défenses soviétiques, d'anéantir les meilleures unités ennemies et de briser les reins de l'Armée rouge. Si la percée s'avérait impossible, ils escomptaient néanmoins affaiblir suffisamment les troupes russes pour prévenir une grande offensive d'été. Dans ce cas, l'opération apporterait à la Wehrmacht un long répit qui permettrait de faire face à une crise en Méditerranée³⁹. Mais l'espoir naît souvent des occasions professionnelles. Les militaires les plus ardents, comme les généraux ci-dessus, avaient naturellement tendance à exprimer leur confiance dans une opération dont ils étaient chargés et à éviter d'exprimer des doutes qui affaibliraient la confiance qu'avait leur supérieur immédiat dans leurs capacités⁴⁰. En revanche, Guderian se montrait toujours pessimiste, n'ayant pu qu'accroître ses hésitations en déclarant que le char Panthère souffrait encore de graves déficiences et n'était pas encore prêt à intervenir sur le front⁴¹. Jodl était, lui aussi, rongé par un profond pessimisme, craignant une bataille longue et épuisante⁴². Mais les jeux étaient déjà faits : l'attaque aurait lieu le 5 juillet.

La plus grandiose bataille de chars de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale

Comme il fallait s'y attendre, l'Armée rouge tira profit des mois de mai et de juin pour masser une grande partie de ses forces d'élite blindées et mécanisées dans le saillant de Koursk, et y établir trois lignes principales de défense et les disposer parallèlement sur plus de 40 kilomètres de profondeur, en multipliant les champs de mines et les fossés antichars, et en fortifiant les villages⁴³. Elle y concentra également de nouveaux prototypes d'armes, comme le char T-34 / 85 (32 tonnes, canon de 85 mm) et le canon d'assaut SU-76 (29 tonnes, canon de 76 mm). C'était donc de pied ferme qu'elle attendait l'ennemi. En fait, dès le

³⁷ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 494-495.

³⁸ *Ibid.*, p. 488.

³⁹ Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 250.

⁴⁰ Liddell Hart, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale...*, p. 488.

⁴¹ Guderian, *Panzer Leader...*, p. 310.

⁴² Irving, *Hitler's War...*, p. 533.

⁴³ Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 208-209 ; Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 246.

12 avril, soit trois jours avant l'entérinement par Hitler de l'opération « Citadelle », son haut commandement en était venu à la conclusion que les Allemands attaqueraient probablement le saillant de Koursk par une manœuvre en tenaille depuis les secteurs d'Orel, au nord, et de Bielgorod, au sud. Qui plus est, peu après la conférence militaire du Führer du 1^{er} juillet, il fut averti par son service de renseignements de la date approximative de l'offensive : entre le 4 et le 6 juillet⁴⁴.

La bataille étant attendue et souhaitée par Staline et les maréchaux Joukov et Vassilevski, respectivement commandant en chef et chef de l'état-major général de l'Armée rouge, l'effet de surprise ne pouvait plus jouer. Leur plan était d'enliser l'attaque allemande dans un énorme réseau de positions défensives, avant de lancer les unités blindées à l'assaut d'un adversaire fatigué⁴⁵. Il était escompté que la supériorité d'effectifs et de moyens de l'ennemi sur les principaux axes d'effort serait compensée par l'échelonnement en profondeur des défenses. Le côté nord du saillant était défendu par les armées du colonel-général Rokossovski, le côté sud par celles du général Vatoutine. En tout, pas moins de 60 divisions soviétiques se trouvaient dans le saillant de Koursk⁴⁶.

Après la guerre, le maréchal Joukov déclara que l'Armée rouge, qui était au courant non seulement de la date de l'offensive allemande, mais aussi des intentions du haut commandement de la Wehrmacht, s'était extrêmement bien préparée pour repousser l'agresseur : « Nos préparatifs contre l'offensive attendue des Allemands avaient pris une ampleur titanesque. Nous étions parfaitement préparés, nous connaissions les intentions de l'ennemi, de même que la date de l'attaque. Le haut commandement allemand avait surestimé ses possibilités et sous-estimé les nôtres »⁴⁷.

À l'aube du 5 juillet, les batteries soviétiques ouvrirent le feu sur les concentrations de troupes allemandes, devançant la préparation d'artillerie de l'adversaire et retardant de quelques heures son offensive⁴⁸. Ce formidable barrage d'artillerie soviétique, qui ébranla les Allemands, donna un signe clair que l'Armée rouge avait été avertie du calendrier de l'opération « Citadelle »⁴⁹. Au moins 3 000 chars et canons d'assaut, et 2 900 avions avaient été mobilisés pour défendre Koursk. Face à eux, se trouvaient 2 700 Panzer et canons d'assaut de l'*Ostheer* et 1 800 appareils de la Luftwaffe. Environ 50% de toutes les forces blindées de l'Armée rouge et 64% de celles de la Wehrmacht étaient déployées dans le secteur de Koursk⁵⁰. Manifestement, c'était la plus vaste concentration de forces jamais vue sur le front de l'Est dans un espace aussi restreint. La plus grandiose bataille de chars de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale allait ainsi faire rage durant plus d'une semaine⁵¹.

⁴⁴ Noakes et Pridham, *Nazism 1919-1945...*, p. 862-863.

⁴⁵ Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 208-209.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 207 ; Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale...*, p. 458.

⁴⁷ Cité par Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 166.

⁴⁸ Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 246 ; Irving, *Hitler's War...*, p. 533.

⁴⁹ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 851 ; Below, *Als Hitlers Adjutant...*, p. 340.

⁵⁰ Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 209, 211-212, 308 (note # 80).

⁵¹ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 851-852.

Au nord, la 9^e armée de Model, avec 6 divisions blindées, 2 divisions motorisées et 7 divisions d'infanterie, devait percer les positions soviétiques en attaquant entre la route et la voie ferrée Orel-Koursk. En face, sur le front de Rokossovski, la 13^e armée devait supporter le choc des forces allemandes, mais elle était épaulée par la 2^e armée blindée. Au sud du saillant, la 4^e armée de Panzer de Hoth, ses 6 divisions blindées et 4 divisions d'infanterie, lancerait des attaques massives en direction de Koursk par Obojan, tandis que le détachement d'armée Kempf, avec 5 divisions blindées et 3 divisions d'infanterie, progresserait vers Korocha. Devant eux, sur le front de Vatoutine, se trouvaient la 40^e armée et les 6^e et 7^e armées de la Garde, renforcées par la 1^{re} armée blindée. En arrière, la 5^e armée blindée de la Garde, commandée par le général Ivan Koniev, constituait une réserve générale de chars susceptibles d'intervenir aux points critiques du champ de bataille.

Pour obtenir la rupture du front, Kluge et Model décidèrent d'employer l'infanterie, préférant ainsi conserver les divisions de Panzer pour l'exploitation de la brèche. En revanche, Manstein et ses deux subordonnés s'en tinrent à la doctrine militaire allemande qui avait cours depuis le début de la guerre, en confiant la rupture du front et son exploitation aux formations blindées, et en laissant aux unités d'infanterie le soin de réduire les poches de résistance et d'occuper le terrain⁵².

La 9^e armée de Model, avec ses 1 200 Panzer et canons d'assaut, ne parvint pas, malgré d'énormes sacrifices, à enfoncer le système de défense soviétique. Dès le lendemain, elle dut essuyer des contre-attaques de plus en plus violentes contre son front et ses flancs. Au prix de lourdes pertes, elle put néanmoins poursuivre sa progression en direction de Koursk, mais sur une largeur de 10 kilomètres seulement. Elle réussit à forcer la première ligne de résistance ennemie et même à entamer la seconde. Le 9 juillet, elle fut définitivement arrêtée, devant les hauteurs fortifiées des environs d'Olkhovatka, et puis refoulée en arrière par l'adversaire qui avait jeté dans la mêlée ses réserves opérationnelles. À ce moment, elle avait déjà épuisé sa capacité offensive. Sa pénétration n'avait pas dépassé une profondeur d'une dizaine de kilomètres. Model envisagea cependant de reprendre l'offensive, vers le 12 juillet, pour achever la percée après avoir repoussé les contre-attaques et déplacé le point de concentration de son effort, en engageant ses propres réserves opérationnelles. Mais il ne put réaliser cette intention. Le 12 juillet, les Russes attaquèrent par l'est et le nord-est la 2^e armée de Panzer qui tenait le saillant d'Orel et qui se trouvait, en fait, sur les arrières de la 9^e armée. Le développement de la situation obligea Kluge à arrêter la poussée de son armée pour y prélever des forces afin de les faire intervenir dans le secteur de la 2^e armée blindée.

Au sud, les résultats obtenus par les armées de Manstein furent plus encourageants, sans toutefois être décisifs. La 4^e armée de Panzer et le détachement d'armée Hollidt, avec un total de 1 500 chars et canons d'assaut, parvinrent à progresser respectivement d'une trentaine et d'une dizaine de kilomètres. Au prix d'énormes efforts, les Panzer de Hoth crevèrent les première et deuxième lignes ennemies, par de durs

⁵² Downing, *The Devil's Virtuosos...*, p. 170 et 172 ; Brett-Smith, *Hitler's Generals...*, p. 228 ; Christopher Chant, William Fowler, Richard Humble et Jerry Shaw, *Hitler's Generals and their Battles*, Londres, Salamander Book, 1977, p. 170.

combats, au cours des deux premiers jours. Le 7 juillet, ils réussirent même à enfoncer un coin dans les lignes de résistance soviétiques et à avancer en terrain libre, en direction d'Obojan, après avoir infligé des pertes sévères à l'ennemi. Mais ils durent aussitôt repousser de puissantes contre-attaques, lancées du nord-est, du nord et de l'ouest, ce qui ralentit considérablement leur allure. Le 12 juillet, ils furent de nouveau contre-attaqués, près de Prokhorovka, par la 5^e armée blindée de la Garde, tenue en réserve jusque-là. La bataille de chars qui s'ensuivit fut la plus grande de toute la guerre⁵³. Environ 900 blindés de chaque côté s'affrontèrent dans un combat sans merci qui fit rage toute la journée. Le soir, plus de 300 chars allemands, dont 70 des 100 Tigres, avaient été détruits. Plus de la moitié des chars soviétiques avaient subi le même sort⁵⁴. Considérablement affaiblie, l'offensive de Hoth se trouva alors momentanément arrêtée. Manstein n'en était pas moins résolu à poursuivre la lutte encore incertaine, convaincu d'avoir battu l'essentiel des réserves russes sur son front. Il disposait du 24^e corps blindé (2 divisions blindées) en réserve et, jouant son va-tout, il voulait l'engager pour relancer la bataille⁵⁵.

Mais, le 13 juillet, Hitler convoqua Manstein et Kluge, à son quartier général, afin d'évaluer la situation. Celle-ci, commença-t-il par leur déclarer, était devenue très sérieuse en Sicile où les Anglo-Américains avaient débarqué le 10 juillet. L'île serait probablement perdue et les Alliés occidentaux pourraient ensuite l'utiliser comme tremplin pour un débarquement en Italie méridionale ou dans les Balkans. Il était donc urgent de constituer de nouvelles armées dans ces régions. Pour cela, il fallait absolument prélever des forces sur le front oriental, et donc mettre un terme à l'opération « Citadelle »⁵⁶. C'était exactement ce que Manstein avait prévu à Munich, le 4 mai, si le haut commandement retardait l'offensive.

Kluge affirma que la 9^e armée était incapable de reprendre l'offensive, ayant déjà perdu plus de 20 000 hommes. En outre, il était obligé d'en retirer des unités rapides pour colmater les brèches profondes ouvertes sur le front de la 2^e armée de Panzer, dans le saillant d'Orel. Pour ces seules raisons, l'armée de Model devait interrompre son attaque en direction de Kursk et n'était pas en mesure de la reprendre.

Pour sa part, Manstein était partisan d'une poursuite de l'opération « Citadelle ». La bataille, argua-t-il à Hitler, avait atteint son point culminant et décisif. Considérant avoir détruit la presque totalité des réserves soviétiques, fait 24 000 prisonniers, détruit ou capturé 1 800 chars, 267 pièces d'artillerie et 1 080 canons antichars, il estimait que la victoire était à sa portée⁵⁷. Selon lui, la 9^e armée pouvait à tout le moins fixer les forces ennemies lui faisant face et reprendre éventuellement l'attaque par la suite, pendant que la 4^e armée de Panzer essaierait de battre décisivement celles, déjà fortement éprouvées, qui lui faisaient face. Aussitôt après, elle obliquerait vers le nord, franchirait le Psel, à l'est d'Obojan, puis se

⁵³ Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 251-255 ; Noakes et Pridham, *Nazism 1919-1945...*, p. 863-864 ; Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale...*, p. 458-460 ; Downing, *The Devil's Virtuosos...*, p. 169-177.

⁵⁴ Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale...*, p. 459-460.

⁵⁵ Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 255 ; Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 499-501.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 501.

⁵⁷ Irving, *Hitler's War...*, p. 535.

retournerait vers l'ouest pour contraindre les unités ennemies restées dans le saillant de Koursk à livrer une bataille à fronts renversés. Mais, pour cela, ajouta-t-il, il fallait adjoindre le plus rapidement possible le 24^e corps blindé au détachement d'armée Hollidt pour lui permettre de couvrir offensivement cette opération vers le nord et l'est. Si la 9^e armée n'était plus en mesure d'intervenir, même après le rétablissement de la situation dans le saillant d'Orel, il fallait néanmoins essayer d'éliminer les forces ennemies contre lesquelles les troupes de Hoth et de Hollidt étaient alors engagées. Sinon, assura-t-il, les Allemands pouvaient s'attendre à des crises dans le bassin du Donets et aussi dans le secteur de la bataille de Koursk.

Kluge tenant pour exclue une reprise de l'offensive par l'armée de Model et demandant même un repli de celle-ci sur ses positions de départ, le Führer mit une fin prématurée à l'opération « Citadelle » pour tenir compte des nouvelles nécessités nées sur le théâtre méditerranéen. Il refusa à Manstein la libre disposition du 24^e corps blindé à cause de la menace qui planait sur le front du Donets, mais autorisa la poursuite de l'effort de ses armées pour battre les forces qu'elles avaient devant elles afin de créer la possibilité de retirer des unités engagées dans l'opération « Citadelle »⁵⁸.

La reprise de l'offensive dans le secteur sud du saillant de Koursk ne devait toutefois pas se réaliser. Le 17 juillet, deux nouvelles décisions mirent fin définitivement à l'opération. L'OKH retira deux divisions blindées à la 4^e armée de Panzer pour les envoyer dans le saillant d'Orel. En même temps, il ordonna à Hoth de remettre le corps blindé de son armée à sa disposition afin de pouvoir l'employer en Italie. Devant cet affaiblissement de ses moyens, Manstein fut contraint d'abandonner ses intentions offensives, de rompre le combat, d'évacuer le terrain péniblement conquis et de replier ses armées sur leurs lignes de départ.

Le résultat de la bataille de Koursk fut une indiscutable victoire défensive pour l'Armée rouge. En une semaine et demi de combats, plus de 40 000 Allemands avaient été mis hors de combat. Dans les rangs des deux armées commandées par Manstein, les pertes étaient de 20 720 hommes dont 3 330 morts. Du côté de l'Union soviétique, le nombre des prisonniers s'élevait à 34 000, celui des morts à 17 000, de sorte qu'en comptant le double de blessés, l'ennemi avait dû perdre environ 85 000 hommes⁵⁹.

L'Armée rouge avait subi les pertes les plus importantes, mais celles-ci n'étaient pas suffisantes pour se voir imposer la volonté du haut commandement allemand. Sa capacité de récupération demeurait infiniment plus grande et rapide que celle de l'*Ostheer*. Son bassin de population étant plus grand que celui du Reich, l'URSS pouvait combler plus facilement ses pertes humaines. De plus, grâce au rendement de l'industrie lourde, les usines soviétiques transférées au-delà de l'Oural produisaient 2 000 chars et canons d'assaut par mois en 1943, c'est-à-dire suffisamment pour compléter les formations blindées, alors que la moyenne de production mensuelle de l'Allemagne se chiffrait à 1 000 chars et canons d'assaut. Ainsi, au cours de la seule année 1943, environ 24 000 chars et canons d'assaut, et 37 000 avions sortirent des

⁵⁸ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 501-503 ; Brett-Smith, *Hitler's Generals...*, p. 228-229 ; Below, *Als Hitlers Adjutant...*, p. 341 ; Weinberg, *A World at Arms...*, p. 603 ; Irving, *Hitler's War...*, p. 538.

⁵⁹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 504.

chaînes de montage soviétiques, contre 12 100 chars et canons d'assaut, et 25 200 avions pour le III^e Reich⁶⁰. La bataille de Koursk eut donc une importance capitale dans la poursuite de la guerre en ce sens qu'elle priva les Allemands des moyens de reprendre l'initiative stratégique⁶¹.

Manstein et sa part de responsabilité dans l'échec de la bataille de Koursk

La bataille voulue par Zeitzler, Manstein, Kluge et Model avait conduit à un échec militaire coûteux. Ces généraux avaient manifestement péché par excès de confiance et avaient sous-estimé la puissance de l'adversaire. Malgré les risques que faisait courir un report d'environ deux mois de l'offensive, ils étaient demeurés favorables à son déclenchement. Ils avaient même persuadé le Führer qu'ils ne pouvaient attendre indéfiniment une offensive soviétique qui n'interviendrait peut-être qu'en hiver ou après l'ouverture d'un second front en Europe. Dans ses mémoires, Manstein chercha à atténuer sa responsabilité : « Les Russes ayant attendu jusqu'au milieu de juillet pour passer à l'offensive, notre idée de prendre l'initiative ne fut en tout cas pas erronée »⁶². Il n'en demeure pas moins que l'offensive allemande s'était soldée par un échec patent. Si Manstein, Kluge, Zeitzler et Model avaient pris, en juin, la décision d'annuler l'opération « Citadelle », la Wehrmacht aurait pu préserver sur le front de l'Est l'essentiel des forces qu'elle venait à peine de remettre en état. Tout en conservant l'initiative face à l'Armée rouge, une partie importante des unités engagées dans l'offensive contre le saillant de Koursk serait alors devenue disponible pour intervenir sur d'autres fronts ou théâtres des opérations. Mais, en perdant la bataille dans laquelle elle avait jeté le gros de ses formations blindées, pourtant laborieusement reconstituées, l'initiative passa définitivement dans le camp ennemi⁶³.

C'est donc à juste titre que le Führer rejeta l'essentiel du blâme de la défaite sur ses généraux : « C'est la dernière fois que j'écoute les conseils de mon état-major général », déclara-t-il à ses collaborateurs après l'entrevue avec Manstein et Kluge qu'il avait convoqués, le 13 juillet, pour leur ordonner de mettre fin à l'opération⁶⁴. Par le terme état-major général, il ne visait évidemment pas seulement Zeitzler, mais aussi Manstein, Kluge et Model, les partisans d'aller de l'avant coûte que coûte, peu importe le retard.

En revanche, les appréhensions de Guderian furent justifiées. Il avait eu raison de mettre en garde contre les insuffisances des chars de types Panthère. La plupart d'entre eux étaient tombés en panne. Après une semaine de combats, il n'en restait que quelques-uns encore en action. Loin d'être facilitée, l'offensive allemande s'était trouvée entravée par ce char dont on avait attendu des miracles. Les chars de types Tigre firent également montre de graves lacunes sur le champ de bataille. Dépourvus de mitrailleuses, ils étaient

⁶⁰ Masson, *Une guerre totale...*, p. 426.

⁶¹ Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale...*, p. 460.

⁶² Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 506.

⁶³ Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 212 et 284-285 ; Seaton, *The German Army...*, p. 206.

⁶⁴ Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale...*, p. 460 ; Irving, *Hitler's War...*, p. 538.

mal équipés pour le combat rapproché et se révélèrent, par conséquent, incapables de neutraliser l'ennemi⁶⁵.

L'opération « Citadelle » avait clairement manqué sa cible. Les divisions de Panzer, difficilement reconstituées par Guderian, avaient été fortement éprouvées. Engagées d'une manière tout à fait aberrante, elles s'étaient usées contre les positions défensives avant de subir, le 12 juillet, le choc de la contre-attaque générale de l'ennemi. Le fer de lance de l'*Ostheer* était émoussé et la confiance s'en trouvait fortement ébranlée⁶⁶. Guderian résuma les choses ainsi : « Par l'échec de "Citadelle", nous avons essuyé une défaite décisive. Les formations blindées, réformées et rééquipées avec tant d'efforts avaient perdu beaucoup d'hommes et de matériel et seraient désormais inemployables avant longtemps »⁶⁷. Warlimont était du même avis : « L'opération Citadelle a été plus qu'une bataille perdue ; elle a donné l'initiative aux Russes et il nous a été impossible de la reprendre jusqu'à la fin de la guerre »⁶⁸.

L'échec de l'opération « Citadelle » était imputable à plusieurs raisons, dont la principale était sans doute qu'elle ne put créer un effet de surprise. Aucun camouflage ne pouvait tromper l'ennemi pendant si longtemps. En outre, en retardant le déclenchement de l'offensive de la mi-mai jusqu'au début de juillet, les Allemands permirent aux Russes d'accumuler des forces et des réserves à l'intérieur du saillant de Koursk ainsi que d'y bâtir en profondeur une série de lignes fortifiées. Du même coup, ils perdirent l'occasion de libérer à temps des réserves opérationnelles pour les redéployer en Europe méditerranéenne afin d'y repousser un débarquement des Alliés. Incapable d'obtenir la rupture du dispositif soviétique et une décision rapide aux dépens des armées ennemies concentrées dans le saillant de Koursk, l'OKH dut admettre l'échec de l'opération à la suite de la puissante contre-attaque de l'Armée rouge sur le front de la 2^e armée de Panzer dans le secteur d'Orel et après le débarquement des puissances anglo-saxonnes en Sicile⁶⁹.

Le résultat aurait-il été différent si l'offensive s'était produite en mai, comme l'avaient souhaité Manstein et Kluge ? C'est du moins ce que soutint Manstein après la guerre :

« En exécutant "Citadelle" à la fin mai ou, au plus tard, au début de juin, on avait la certitude qu'elle ne coïnciderait pas avec un débarquement des Occidentaux sur le continent, et on aurait frappé avant que l'ennemi eût le temps de reconstituer ses forces. Même en renonçant à augmenter le nombre de nos chars, nous aurions disposé d'une supériorité capable d'assurer la victoire. L'échec de "Citadelle" est donc imputable au fait que le commandement allemand essaya d'échapper à un risque qu'il aurait dû accepter pour garantir le succès de cette dernière de nos grandes opérations offensives sur le front oriental »⁷⁰.

De même, il prétendit que quelques divisions de plus auraient suffi pour assurer le succès de la 9^e armée, faciliter les premiers combats de rupture du groupe d'armées sud et accélérer la décision. Il aurait

⁶⁵ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 852 ; Guderian, *Panzer Leader...*, p. 311.

⁶⁶ Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 256.

⁶⁷ Guderian, *Panzer Leader...*, p. 312.

⁶⁸ Warlimont, *Inside Hitler's Headquarters...*, p. 334.

⁶⁹ Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 211-212 et 284-285. Voir aussi Seaton, *The German Army...*, p. 206.

⁷⁰ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 505-506.

également suffi, ajouta-t-il, de renforcer le front de la 2^e armée de Panzer pour que l'ennemi ne pût y remporter un succès rapide pour menacer la 9^e armée sur ses arrières. Selon lui, l'OKH aurait pu se procurer ces forces supplémentaires sur les théâtres d'opérations de l'OKW, mais en acceptant des risques considérables en Norvège, en France, dans les Balkans et en évacuant à temps l'Afrique du Nord, dont le ravitaillement ne pouvait plus être assuré⁷¹.

Cependant, rien ne permet de confirmer ces propos. En mai, les défenses des Russes étaient sans aucun doute plus faibles, leurs préparatifs moins avancés. Mais, à cette date, le groupe d'armées sud, par exemple, ne disposait que d'environ 850 blindés et canons d'assaut contre 1 500 deux mois plus tard, et il est certain que ce furent les nouveaux chars qui, en dépit de leurs insuffisances, permirent d'enfoncer localement les positions soviétiques. Une victoire allemande au printemps n'avait rien d'assuré. Rien n'empêchait le haut commandement de l'Armée rouge d'adopter une action retardatrice qui aurait quand même usé les forces blindées allemandes et conduit à un simple raccourcissement du front⁷².

En outre, Manstein exagérait quant il affirmait que Hitler interrompit la lutte prématurément, au seuil de la victoire décisive, et que s'il l'avait autorisé à engager le 24^e corps blindé dans la bataille, un succès décisif aurait pu être obtenu, tout au moins sur son front⁷³. Pourtant, la contre-offensive des Russes sur le front de la 2^e armée de Panzer dans le secteur d'Orel et le débarquement des Anglo-Américains en Sicile ne laissaient aucune autre option que celle de mettre fin à l'opération « Citadelle ». Il était alors impératif de retirer des unités blindées à la 4^e armée de Panzer pour les envoyer dans le saillant d'Orel et en Italie méridionale afin de parer le plus rapidement possible aux crises qui venaient de surgir dans ces deux régions. De toute façon, en raison de leur faiblesse numérique, les divisions d'infanterie allemandes s'étaient révélées incapables d'assurer efficacement la protection des flancs des unités blindées. Quant à celles-ci, elles n'avaient pas été en mesure de percer décisivement les lignes de défense ennemies profondément échelonnées. Dans cette bataille frontale, ce combat du fort au fort, c'est manifestement la supériorité numérique de l'Armée rouge en hommes et en matériel de guerre qui, en fin de compte, fut décisive sur le champ de bataille⁷⁴.

En dépit de l'optimisme de Manstein, un succès n'aurait vraisemblablement pas été possible. À cause de l'insuffisance des moyens, l'offensive ultime avait définitivement échoué. Après Moscou et Stalingrad, le Blitzkrieg allemand venait d'afficher encore une fois ses limites à Koursk. Mais, cette fois-ci, il devait avouer sa faillite irrémédiable. Désormais, l'Armée rouge conserverait l'initiative à l'Est, tandis que l'*Ostheer* se trouverait acculée à la défensive. Dorénavant, il ne pouvait plus être question d'une

⁷¹ *Ibid.*, p. 505.

⁷² Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 256.

⁷³ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 504.

⁷⁴ Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 213. Voir aussi Seaton, *The German Army...*, p. 205-206 ; Cooper, *The German Army...*, p. 458.

solution politique à l'Est, telle que l'avait cherchée Manstein⁷⁵. La défaite à Koursk avait, en effet, enterré la dernière chance d'une paix de compromis à l'Est⁷⁶.

Après l'interruption de l'opération « Citadelle », l'initiative stratégique passa donc définitivement dans le camp des Russes. Désormais, ils pouvaient attaquer à l'endroit et au moment qui leur conviendraient en faisant jouer leur écrasante supériorité numérique. En raison de son échec, l'offensive contre le saillant de Koursk n'apporta pas aux Allemands le répit espéré, puisqu'ils n'étaient parvenus ni à encercler des forces suffisamment importantes dans la poche ni à obtenir la décision contre les réserves opérationnelles jetées par l'adversaire dans la bataille. Malgré les pertes subies, le haut commandement soviétique possédait, en effet, des réserves opérationnelles suffisantes pour lui permettre de poursuivre ses préparatifs d'offensive sur l'ensemble du front. L'attaque contre le saillant d'Orel n'était pas une simple diversion destinée à soulager le front de Koursk, mais le point de départ d'une série d'offensives ininterrompues qui allaient se poursuivre pendant tout l'été, l'automne et même l'hiver, et conduire les forces russes des plaines de l'Ukraine jusqu'aux contreforts des Carpates. Comme il fallait s'y attendre, le commandant en chef de l'Armée rouge, le maréchal Joukov, et son chef d'état-major général, le maréchal Vassilevski, poursuivirent au cours de cette période l'objectif qui leur avait échappé à l'hiver 1942-1943 : la destruction de l'aile méridionale du front allemand. Le feld-maréchal Manstein allait cependant déjouer cette intention de l'ennemi, grâce à une retraite magistralement orchestrée, l'un des plus beaux faits d'armes de sa carrière, et retarder, par le fait même, l'issue de la guerre.

⁷⁵ Roth, « Operational Thinking in Schlieffen... », p. 37-38.

⁷⁶ Magenheimer, *Hitler's War...*, p. 213.

CHAPITRE 14

MANSTEIN ET LA RÉSISTANCE MILITAIRE À HITLER

La capitulation de la 6^e armée à Stalingrad eut pour résultat de relancer la conjuration contre Hitler et le régime national-socialiste. Le feld-maréchal Manstein refusa de prendre part de quelque manière que ce soit à la conspiration du colonel Claus Graf Schenk von Stauffenberg, qui mena au putsch raté du 20 juillet 1944. Étant donné que des 3 500 généraux et amiraux qui constituaient les rangs de la Wehrmacht, au soir du 20 juillet 1944, cinq seulement avaient appuyé énergiquement Stauffenberg dans son attentat contre le chef de l'État allemand et que 15 seulement avaient sympathisé de près ou de loin avec lui, alors on peut avancer que l'attitude du feld-maréchal Manstein à l'égard de la résistance militaire à Hitler fut la règle et non l'exception¹. Manifestement, à l'instar de la quasi-totalité des officiers de haut-rang, il était resté conséquent et loyal à l'alliance qui liait l'armée au régime, d'autant plus que le serment de fidélité que ses camarades officiers et lui-même avaient dû prêter à Hitler, à l'été 1934, était une forme de soumission choisie délibérément et suggérée au Führer par les chefs de la Wehrmacht de l'époque, les feld-maréchaux Blomberg et Reichenau. D'ailleurs, ceux qui, comme le feld-maréchal Manstein, s'étaient investis et engagés au sein d'un régime criminel et avaient brûlé leurs vaisseaux avec lui jugèrent peut-être qu'il était davantage dans leur intérêt de rester liés au Führer. En refusant de rejoindre la conjuration, ils se portaient cependant garants du régime nazi et de ses crimes.

L'attitude de Manstein à l'égard de la conspiration : la règle et non l'exception

Dans une lettre publiée le 10 janvier 1988 dans le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Rüdiger von Manstein, le fils du feld-maréchal, présenta de façon succincte les cinq arguments de son père contre un coup d'État : 1) Afin de sortir de l'impasse militaire, il fallait arracher sur le front de l'Est un constat de match nul, c'est-à-dire parvenir à une paix de compromis avec l'Union soviétique. Pour cela, il était essentiel que la direction politique ne fit preuve d'aucune faiblesse ni d'aucune division ; 2) Un coup d'État, dans la situation militaire précaire de 1943, aurait conduit à un effondrement à court terme ; 3) Hitler demeurait le seul homme qui jouissait de la confiance du peuple et des soldats, d'autant

¹ Dirks et Janßen, *Der Krieg der Generäle...*, p. 190 ; Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 228.

plus qu'ils croyaient en lui ; 4) Un dirigeant militaire responsable ne pouvait pas exiger, pendant des années, de ses soldats un maximum d'implication et de sacrifices, pour ensuite précipiter la défaite de sa propre main ; 5) Un coup d'État n'aurait rien changé aux exigences des Alliés occidentaux qui réclamaient la capitulation sans condition².

Le premier argument de Manstein est valable dans la mesure où la Wehrmacht ne pouvait plus espérer remporter une victoire militaire décisive sur le front de l'Est. Seule une solution politique avec l'URSS pouvait permettre au Reich allemand de se sortir d'une impasse militaire dans laquelle il était inexorablement condamné à la défaite à plus ou moins longue échéance, en raison de l'écrasante supériorité de l'Armée rouge sur le plan des effectifs et des armements. Cependant, Manstein ne semble pas avoir réalisé que le principal obstacle à une telle paix de compromis était bel et bien Hitler lui-même, un partisan de la guerre menée jusqu'au bout, dont l'issue ne pouvait être – selon les propres termes du dictateur nazi – que la victoire totale ou la destruction complète de l'Allemagne. En s'opposant à l'idée d'un coup d'État, Manstein ne pouvait ainsi contribuer qu'à éloigner davantage la perspective d'une paix de compromis.

De plus, l'occasion d'arracher un match nul à l'Est ne s'était présentée qu'au cours du printemps 1943. La contre-attaque victorieuse de Manstein dans le secteur de Kharkov avait alors permis à la Wehrmacht de rétablir et de stabiliser l'aile méridionale du front oriental menacée d'un effondrement complet, consécutivement à la catastrophe militaire de Stalingrad. Mais à la suite de l'échec de la bataille de Kursk à l'été 1943, il ne pouvait plus être question d'un match nul, mais seulement d'une paix de compromis qui serait favorable à l'ennemi, car l'armée allemande n'était alors plus en mesure de lancer de nouvelles offensives sur le front de l'Est, et ce, pour le reste de la guerre.

Or, à l'été 1943, après la contre-attaque de l'Armée rouge dans le secteur de Kursk et le débarquement anglo-américain en Sicile, Manstein s'obstinait encore à croire en la possibilité d'une solution nulle, non seulement sur le front oriental, mais aussi sur le théâtre méditerranéen. Dans ses mémoires, le lieutenant Stahlberg, aide de camp du feld-maréchal, rapporta une conversation qu'ils eurent tous les deux à ce sujet, au printemps 1943 :

« Je considérais l'idée d'un match nul plutôt irréaliste. [...] Si je comprenais correctement [...], commençais-je, il assumait que Hitler serait placé dans une situation où il pourrait s'asseoir à une table avec Staline, Churchill et Roosevelt pour négocier un grand compromis. Manstein inclina la tête en signe d'approbation. De façon simplifiée, c'était son opinion. Je répondis que c'était une illusion. On devait prendre en considération que dans les rassemblements publics du parti diffusés à la radio, Hitler avait qualifié Winston Churchill de « Whisky-pochard » et le président des États-Unis de « paralytique ». Ne serait-ce que pour cela, Hitler avait irrévocablement anéanti toutes les possibilités de dialogue politique. De plus, avant même le début de la guerre, Hitler avait violé des traités qu'il avait lui-même conclus seulement quelque temps auparavant. Pour cette raison, il n'était plus qualifié, à mes yeux, pour négocier, et encore moins pour conclure un traité. Et,

² Rüdiger von Manstein, « Mansteins Argumentation zum Staatsstreich », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 10 janvier 1988.

finalement, dans les territoires que nous occupions, des actes avaient été commis du côté allemand, depuis le début de la guerre, qui n'étaient pas compatibles avec le droit international ».

Après que Stahlberg lui eut présenté son opinion, Manstein ne fut guère convaincant en tentant de défendre son point de vue, notamment en avançant une fois de plus sa conception très étroite du rôle du soldat :

« Manstein me laissa parler sans me contredire. Mais, lorsque je fis une pause, il déclara que j'avais tort, bien qu'il ne contestât pas mes arguments. En politique, de tels arguments étaient insignifiants en dernière analyse. Et par-dessus tout, ce n'était pas la tâche des soldats d'argumenter à propos de la moralité politique. L'Allemagne détenait encore plusieurs bons atouts qui n'avaient pas encore été joués. Par exemple, pas un seul soldat allié n'avait débarqué jusqu'ici sur le continent européen. Certes, il envisageait maintenant que les Américains et les Britanniques débarqueraient, dans un avenir prévisible, en Italie, dans les Balkans ou sur la côte atlantique. À ce moment-là, nous, les Allemands, pourrions, si nécessaire, nous replier dans les Alpes, qui pourraient être défendues avec des forces très limitées. Nous disposions encore de réserves insoupçonnées. Mais les réserves n'étaient utiles que si elles étaient utilisées au bon endroit et que les plans stratégiques étaient développés au bon moment. [...] Il serait à l'avantage de Hitler de laisser la planification et les opérations à lui, Manstein. C'est seulement si les choses se déroulaient aussi misérablement que cela avait été le cas récemment que la situation pourrait devenir un jour critique. Mais nous n'avions pas encore atteint ce point »³.

L'argumentation de Manstein était extrêmement naïve. Comment pouvait-il croire en la possibilité d'une paix de compromis, à un moment où l'*Ostheer* battait en retraite devant l'Armée rouge, après la défaite subie à Koursk, et lorsque les troupes anglo-américaines débarquaient dans le sud de l'Italie, après avoir vaincu l'*Afrika Korps*, alors que Churchill avait refusé de négocier avec Hitler à l'été 1940, à une époque où la puissance militaire de l'Allemagne paraissait invincible, à la suite de sa victoire sur la France, et que l'Angleterre se retrouvait isolée plus que jamais ?⁴ Gardant cette illusion, il allait continuer à croire en la possibilité d'arracher un match nul, puis une paix de compromis, même après l'été 1944, c'est-à-dire après le succès de l'invasion alliée en Normandie, en juin 1944, la débâcle du groupe d'armées centre sur le front de l'Est, en juillet 1944, et le coup d'État contre Hitler, le 20 juillet 1944⁵.

Pour juger du deuxième argument de Manstein contre un coup d'État, il est tout à fait possible qu'un putsch couronné de succès, dans la situation militaire difficile de 1943, ait pu provoquer un effondrement du front. Toutefois, à ce moment-là, la guerre était déjà irrévocablement perdue pour la Wehrmacht et sa poursuite ne pouvait entraîner pour l'Allemagne que davantage de pertes en vies humaines et de destructions de villes. Les chiffres suivants sur les militaires et les civils allemands tués avant et après le 20 juillet 1944 démontrent bien l'aberration d'une lutte menée jusqu'au bout. Du 1^{er} septembre 1939 au 20 juillet 1944, 2 335 000 militaires et 500 000 civils perdirent la vie, pour un total de 2 835 000 personnes, soit une moyenne de 1 588 morts par jour. Du 20 juillet 1944 au 6 mai 1945, 1 976 000 militaires et 2 850 000 civils moururent, pour un total de 4 826 000 personnes, soit une

³ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 322-323.

⁴ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 61 (note # 106).

⁵ Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie...*, p. 197 ; Scheurig, *Spiegelbilder der Zeitgeschichte...*, p. 140.

moyenne de 16 641 morts par jour. Pour toute la période de la guerre, c'est-à-dire du 1^{er} septembre 1939 au 6 mai 1945, 4 311 000 militaires et 3 350 000 civils périrent, pour un total de 7 661 000 personnes, soit une moyenne de 3 692 morts par jour⁶. À cet égard, le quatrième argument de Manstein ne tient pas compte de la responsabilité de tout dirigeant militaire d'éviter des pertes inutiles lorsque la situation militaire est devenue sans espoir. Manifestement, le feld-maréchal semble avoir été indifférent aux pertes en vies humaines, qu'elles fussent militaires ou civiles⁷.

Dans ses souvenirs de guerre, Manstein ne montra d'ailleurs aucun regret pour les centaines de milliers de soldats allemands qui tombèrent sur le champ de bataille pour une cause désespérée. Au contraire, à ses yeux, « l'élément *décisif* fut le dévouement, la bravoure, la fidélité, le sens du devoir du *soldat* allemand, ainsi que l'amour des responsabilités et le savoir des *chefs* de tout grade. Eux seuls nous ont permis de faire face à l'écrasante supériorité de nos adversaires »⁸.

Le troisième argument concernant la confiance du peuple allemand en son Führer correspond sans aucun doute à la réalité. Par contre, l'histoire a souvent démontré que la population pouvait rapidement mettre fin à son allégeance à l'égard du chef de l'État ou du régime. Par exemple, l'annonce du renversement de Mussolini et de son régime fasciste, le 25 juillet 1943, déclencha l'euphorie dans presque toute l'Italie, lasse d'une guerre qui avait sonné le glas non seulement pour l'Allemagne hitlérienne, mais aussi pour l'Italie mussolinienne.

Enfin, le cinquième argument du feld-maréchal ne peut être plus juste. La plupart du temps, toute demande de reddition est formulée sans conditions, le vainqueur dictant ses propres exigences au vaincu qui est forcé de les accepter sous la menace d'une poursuite des combats⁹.

Malheureusement, dans le premier tome de son autobiographie portant sur les années de la guerre, Manstein n'aborda presque pas la question d'un changement par la force du régime national-socialiste ni celle de la tentative faite dans ce sens le 20 juillet 1944. Dans un passage, il fit ce bref commentaire :

« Je me bornerai à dire que je n'ai pas cru, en ma qualité de responsable et de chef militaire, devoir envisager l'idée d'un coup d'État qui, à mon avis, aurait entraîné un rapide écroulement du front et, vraisemblablement, conduit l'Allemagne au chaos. Sans parler, bien entendu, de la question du serment ni de la légitimité et du droit de commettre un meurtre pour des raisons politiques. Ainsi que je l'ai déclaré à mon procès : "On ne peut, en tant que chef militaire, réclamer à ses soldats, pendant des années, de sacrifier leur vie pour la victoire et amener la défaite de ses propres mains". D'autre part, il était déjà manifeste qu'un coup d'État n'aurait rien changé à la détermination des Alliés d'exiger de l'Allemagne une capitulation sans conditions. Au moment où j'exerçais mon commandement, nous n'en étions pas encore, à mon avis, au point où cette solution pouvait sembler la seule possible ».

⁶ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 457.

⁷ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 172 (note # 366), 300 et 315.

⁸ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 8.

⁹ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 172 (notes # 365 et 367).

Un peu plus loin, il fit une déclaration qui abondait dans le même sens : « Mais un chef militaire ne peut démissionner de ses fonctions comme un homme politique si les affaires tournent mal ou si la ligne du gouvernement ne lui plaît pas. C'est un soldat, il doit combattre là et comme on le lui a ordonné ». Enfin, plus loin, il résuma sa pensée sur cette question épineuse :

« Mais je compris également que toute tentative pour obtenir par la force les changements indispensables [à une refonte du haut commandement militaire] entraînerait l'écroulement du front. La pensée que les Russes envahiraient l'Allemagne, aussi bien que la demande de reddition inconditionnelle formulée par les Anglo-Saxons, excluaient, pour moi, le recours à cette voie »¹⁰.

La crainte qu'un coup d'État pût entraîner le chaos en Allemagne et amener les bolcheviques à s'emparer du pouvoir à Berlin était très présente chez la plupart des généraux et feld-maréchaux de la Wehrmacht. Elle pourrait d'ailleurs expliquer le refus de la plupart d'entre eux de participer à un attentat contre Hitler. C'est du moins ce que pensait le futur colonel-général Kielmansegg, qui servit dans la branche opérationnelle de l'OKH avant d'être arrêté par la Gestapo le 8 août 1944, puis emprisonné pour le restant de la guerre, pour complicité avec les hommes du 20 juillet. « Ils avaient peur du bolchevisme », dit-il plus tard. « La réflexion de Manstein était la suivante : si nous déclenchons maintenant une guerre civile contre Hitler, alors tout s'effondrera, et nous aurons les bolcheviques à Berlin »¹¹. Manstein et la plupart de ses camarades officiers se retrouvaient confrontés à une situation dans laquelle ils pensaient qu'il n'était que deux partis possibles : le national-socialisme ou le bolchevisme ; Hitler ou Staline. Craignant qu'un attentat contre le Führer pût résulter en une guerre civile qui amènerait la bolchevisation de l'Allemagne, ils ne voyaient pas d'autre solution que de poursuivre la guerre sous la direction de Hitler et du régime national-socialiste¹².

Dans le deuxième tome de ses mémoires relatant sa vie de 1887 à 1939, Manstein fournit une autre explication pour justifier son refus de participer à une action contre Hitler : « Les conditions pour un coup d'État auraient été [...] le soutien de toute la Wehrmacht et l'appui de la majorité de la population. Ces deux conditions n'existent ni pendant les années de paix du III^e Reich ni pendant la guerre (à l'exception peut-être des tous derniers mois) »¹³. Après la guerre, Guderian tint lui aussi des propos similaires pour expliquer sa décision de ne pas rejoindre les rangs de la conspiration lorsque la guerre semblait perdue : « À cette époque – le fait semble indiscutable –, la plus grande partie du peuple allemand croyait encore en Adolf Hitler et était convaincu qu'en le tuant son assassin aurait supprimé le seul homme encore capable d'amener la guerre à une conclusion favorable »¹⁴. Après la fin de la guerre, Blumentritt, qui n'avait pas participé à la conspiration, estima qu'au moins « la moitié de la population

¹⁰ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 318, 392 et 574.

¹¹ Propos cités par Jürgen, *Soldaten für Hitler...*, p. 162.

¹² Hillgruber, « In der Sicht... », p. 78-79 et 81.

¹³ Manstein, *Aus einem Soldatenleben...*, p. 353.

¹⁴ Guderian, *Panzer Leader...*, p. 276.

civile s'était indignée que les généraux allemands eussent pris part à une tentative de renverser Hitler et avait éprouvé une vive amertume à leur égard – et que l'armée manifestait le même sentiment »¹⁵.

En plus de cet argument, Manstein prétendit aussi que les généraux de la Wehrmacht avaient été empêchés de se rebeller parce que leur tradition était celle d'un « dévouement plein d'abnégation au service de l'État, du Reich et de la nation »¹⁶. Ils n'auraient fait alors que leur devoir en obéissant aux ordres, en vertu d'une soi-disant tradition apolitique de l'armée allemande. Ce mythe d'une tradition militaire excluant l'intervention dans les questions politiques fut d'ailleurs un leitmotiv présent dans de nombreux écrits apologétiques d'après-guerre pour justifier le comportement des officiers de la Wehrmacht à l'égard de Hitler et de son régime criminel. Toutefois, cet argument est inexact dans la mesure où la Reichswehr fut loin d'être apolitique, interférant plutôt fréquemment dans la politique afin de défendre ses propres intérêts. Les multiples concessions qu'elle fit à Hitler étaient, de ce fait, motivées par des calculs politiques, en vue d'exercer une plus grande influence au sein de l'État nazi. Pour obtenir le privilège d'être la seule organisation du Reich à avoir le droit de porter les armes, la Reichswehr se montra prête à abandonner certains principes fondamentaux de la tradition militaire allemande. Le silence complice des dirigeants militaires sur les assassinats de Röhm, de Schleicher et de Bredow lors de la « Nuit des longs couteaux » ou leur empressement à proposer à Hitler que tous les soldats de l'armée lui prêtent un serment de fidélité en sont des exemples¹⁷.

Il va sans dire que l'idée de conspirer contre Hitler déplaisait à de nombreux officiers. C'est un véritable dilemme moral qu'elle leur posait. Même pour ceux à qui Hitler inspirait une aversion évidente, rompre un serment de loyauté n'était pas une bagatelle. Les valeurs militaires prussiennes les plongeaient dans une certaine ambivalence : le sens profond de l'obéissance à l'autorité et du service de l'État se heurtait au sens tout aussi profond du devoir envers Dieu et envers sa patrie¹⁸. Par conséquent, la réponse à ce dilemme moral était avant tout une affaire de conscience et de jugement : respecter son serment de fidélité et accepter ainsi de continuer à servir le chef de l'État légitime ou, au contraire, rejeter cette allégeance au nom d'un bien supérieur, dès lors que le dit chef de l'État entraînait le pays à la ruine¹⁹.

Pour des raisons éthiques, les avis étaient profondément partagés sur le caractère moral d'un assassinat du chef de l'État au beau milieu d'un conflit contre un ennemi dont l'éventuelle victoire menaçait l'existence même de l'État allemand. Naturellement, toute entreprise visant à renverser le chef

¹⁵ Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 1112.

¹⁶ Manstein, *Aus einem Soldatenleben...*, p. 354. On retrouve les mêmes arguments dans Guderian, *Panzer Leader...*, p. 458-464 ; Albert Kesselring, *The Memoirs of Field-Marshal Kesselring*, Londres, Leventhal, 1988, p. 314-315 ; Karl Dönitz, *Memoirs : Ten Years and Twenty Days*, Londres, Greenhill, 1990, p. 299-314.

¹⁷ Joachim Fest, *Plotting Hitler's Death. The Story of the German Resistance*, New York, Henry Holt and Company, 1997, p. 331.

¹⁸ Hans Mommsen, « Preußentum und Nationalsozialismus », dans Wolfgang Benz, Hans Buchheim et Hans Mommsen (dir.), *Der Nationalsozialismus. Studien zur Ideologie und Herrschaft*, Francfort-sur-le-Main, Fischer, 1993, p. 37 et 41.

¹⁹ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 939. Voir aussi Peter Hoffmann, « Motive », dans Jürgen Schmädeke et Peter Steinbach (dir.), *Der Widerstand gegen den Nationalsozialismus : Die deutsche Gesellschaft und der Widerstand gegen Hitler*, Munich / Zurich, R. Piper, 1985, p. 1089-1096.

de l'État relevait de la haute trahison. S'il était mal, mais aussi méprisable et traître, d'affaiblir son pays en pleine guerre, c'était une question qui relevait évidemment du poids relatif attaché aux valeurs morales. En d'autres termes, c'était essentiellement une affaire de conviction personnelle²⁰. Quelques jours avant de placer la bombe dans le quartier général du Führer, le colonel Stauffenberg résuma ainsi le dilemme moral des conjurés : « Il est désormais temps de faire quelque chose. Mais l'homme qui a le courage de faire quelque chose doit le faire en sachant qu'il restera dans l'histoire de l'Allemagne comme un traître. S'il ne le fait pas, cependant, c'est sa conscience qu'il trahira »²¹. Comme ces propos le sous-entendent, la nécessité d'éviter de porter un second « coup de poignard dans le dos » était un poids et une inquiétude de tous les instants pour ceux qui avaient décidé que l'avenir de l'Allemagne reposait sur le renversement du pouvoir hitlérien et sur la recherche d'une paix de compromis par le nouveau gouvernement.

Les différences de génération jouèrent également un certain rôle. Les jeunes officiers, par exemple, étaient généralement plus enclins à envisager l'idée de participer activement à une tentative de coup d'État que ceux qui avaient déjà atteint les sommets de la hiérarchie militaire et ainsi reçu titres, décorations et cadeaux, c'est-à-dire les généraux et les feld-maréchaux. À ce sujet, Stauffenberg fit une remarque fort éloquente quelques mois avant l'attentat : « Puisque les généraux n'ont jusqu'à maintenant abouti à rien, c'est aux colonels de s'en occuper »²². D'ailleurs, comme nous l'avons souligné plus haut, sur les 3 500 généraux et amiraux qui constituaient les rangs de la Wehrmacht, au soir du 20 juillet 1944, ils n'avaient été que cinq seulement à appuyer résolument Stauffenberg dans sa tentative de coup d'État, ainsi que 15 seulement à sympathiser de près ou de loin avec lui.

Enfin, Manstein avança, dans le premier tome de ses mémoires, un autre argument pour expliquer son refus de se porter garant d'un coup d'État. C'était qu'il n'aurait pas eu connaissance des atrocités commises par le régime national-socialiste :

« Je me bornerai à dire – en ce qui concerne le caractère général de cette question – que, absorbé pendant des années par mes difficiles fonctions au front, je n'eus pas la possibilité de reconnaître le glissement du régime vers le pire, ni la véritable nature de Hitler, avec toute la clarté qui nous semble évidente aujourd'hui. Les rumeurs qui circulaient dans le pays ne parvenaient guère au front, et peut-être sur le nôtre encore moins qu'ailleurs. Les soucis et les préoccupations de la lutte ne nous laissaient pas de loisirs pour réfléchir aux questions générales. À cet égard, nous nous trouvions dans une situation radicalement différente de celle des soldats ou des hommes politiques séjournant dans notre patrie ou dans les pays occupés, où l'on ne se battait pas »²³.

Bien entendu, Manstein ne pouvait pas ne pas savoir ce qui se passait véritablement à l'arrière du front, les unités spéciales de la SS ou du SD et celles de la Wehrmacht ayant le plus souvent travaillé en étroite collaboration sur le front soviétique, notamment en Crimée, un secteur des opérations qui s'était

²⁰ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 939-941 ; Fest, *Plotting Hitler's Death...*, p. 332-334.

²¹ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 941.

²² *Ibid.*, p. 939.

²³ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 603.

trouvé directement sous sa responsabilité. D'ailleurs, comment aurait-il pu en être autrement, si on prend en considération son ordre du 20 novembre 1941, dans lequel il demandait à ses soldats de montrer de la compréhension pour le sévère châtement infligé aux Juifs, représentants spirituels de la terreur bolchevique²⁴. Évidemment, après la guerre, il soutint que ses camarades officiers et lui-même n'étaient pour rien dans les crimes nazis et que dans la mesure du possible ils s'étaient insurgés contre toutes les actions criminelles qui avaient été portées à leur attention. En fait, non seulement le haut commandement militaire était au courant pour avoir participé lui-même à l'élaboration des ordres criminels dans la guerre à l'Est, mais la plupart des officiers de haut-rang en poste sur ce front, dont le feld-maréchal Manstein, avaient également contribué à leur application, en fournissant au besoin à la SS ou au SD des troupes de la Wehrmacht.

D'un point de vue militaire, on peut se demander pourquoi Manstein s'était entêté à rester à son poste aussi longtemps, en dépit du fait que Hitler repoussait la plupart des propositions qu'il avait si souvent présentées et se refusait à reconnaître les nécessités les plus inéluctables ? Dans ses mémoires, il laissa sous-entendre que, plus que la volonté d'éviter un effondrement militaire encore plus rapide, c'était le souci de ne pas abandonner ses subordonnés, qui l'avait guidé :

« Du point de vue personnel, j'ai eu assez souvent le désir de déposer mes fonctions. J'ai dit fréquemment au chef d'état-major général que Hitler pouvait me chercher un remplaçant, quand celui-ci repoussait mes propositions ou essayait de s'ingérer dans l'exercice de mon commandement. Ce qui m'empêcha de me retirer – en plus des prières de mes collaborateurs directs – ne peut s'exprimer par la formule courante que j'ai voulu "éviter le pire". Ce fut plutôt la conviction qu'aucun autre état-major, soudé comme le nôtre par les plus dures expériences, ne serait en mesure de remplir les missions qui se présentaient dans notre secteur, le plus décisif. Mon départ aurait constitué plus qu'un changement de la personne du chef. Ce fut le sentiment que je ne pouvais abandonner des troupes qui me faisaient confiance, à moins que, justement, la demande d'être relevé de mes fonctions ne constituât l'ultime moyen d'obtenir de Hitler une mesure assurant leur salut »²⁵.

Malgré les nombreuses réserves et critiques qu'il pouvait avoir à l'égard de la conduite de la guerre par Hitler, le feld-maréchal Manstein décida de servir le III^e Reich jusqu'à la fin. Il demeura conséquent et fidèle à l'alliance qui liait la Wehrmacht au régime national-socialiste et il ne s'en détacha partiellement qu'après la guerre. Au service du politique, il était du devoir d'un soldat de se cantonner aux questions militaires, pensait-il. Non seulement choisit-il ainsi de respecter son serment de fidélité au Führer, mais il espéra, jusqu'à la fin de la guerre, que celui-ci se déciderait tôt ou tard à faire appel à ses services comme chef d'état-major général sur tous les théâtres d'opérations ou à titre de commandant en chef du front de l'Est, pour sauver l'Allemagne d'une catastrophe militaire devenue pourtant inévitable. Mais Hitler ne fut jamais disposé à réformer le haut commandement militaire et encore moins à confier la direction des opérations militaires à Manstein.

²⁴ Scheurig, *Spiegelbilder der Zeitgeschichte...*, p. 135.

²⁵ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 603-604.

Manstein appelé à jouer le rôle de Yorck von Wartenburg ?

Au paroxysme de la tragédie de Stalingrad, l'idée d'un coup d'État pour éliminer Hitler refit surface. Parmi les conjurés, on retrouvait toujours le noyau initial avec le colonel-général Ludwig Beck, ancien chef d'état-major général de l'armée de terre, Carl Goerdeler, ancien maire de Leipzig, Ulrich Hassell, ancien ambassadeur à Rome, ainsi que le colonel Hans Oster, chef du bureau central traitant des renseignements étrangers à l'Abwehr. À ce premier cercle de conjurés, s'ajoutaient Fritz-Dietlof Graf von der Schulenburg, ancien ambassadeur à Moscou, Johannes Popitz, ministre prussien des Finances, les juristes Helmuth James Graf von Moltke, Peter Graf Yorck von Wartenburg et Hans von Dohnanyi, ainsi que le pasteur Dietrich Bonhoeffer. Si l'amiral Wilhelm Canaris se refusait à participer directement au complot, il n'en couvrait pas moins les actions des comploteurs. Pour parvenir à leurs fins, ces conspirateurs regardaient vers la Wehrmacht, seule institution en Allemagne qui possédait une certaine autorité, si ses dirigeants pouvaient être persuadés de l'imposer, et seule institution qui commandait à des forces armées, nécessaires au renversement du régime.

Depuis l'échec de l'opération « Barbarossa », les relations du Führer avec ses généraux n'avaient cessé de se détériorer. Il annulait leurs décisions, ignorait leurs avis, les traitait de couards, les forçait à exécuter des ordres qu'ils jugeaient impossibles à exécuter, et les limogeait lorsqu'ils ne le faisaient pas. Ses critiques à l'égard du corps des officiers visaient son conservatisme et son attitude pessimiste, bref son manque d'ardeur national-socialiste au combat. Évidemment, pour Hitler, l'esprit combatif national-socialiste équivalait à l'empressement à exécuter ses ordres, sans hésiter et sans penser à ce qu'il en coûtait. Ceux qui gagnaient peu à peu ses faveurs étaient de fanatiques exécutants, comme les deux commandants qui remplacèrent Manstein et Kleist au printemps 1944, en l'occurrence Model et Schörner. Les deux menaient leurs troupes jusqu'à la limite de leurs forces et accordaient peu d'importance aux pertes en vies humaines et à la situation stratégique. Néanmoins, la grande majorité des généraux continuaient d'appliquer les ordres du Führer, de mener des batailles pour lui en dépit de ses interférences continues et d'accepter les titres, les décorations et les cadeaux qu'il leur accordait²⁶.

Cependant, il y avait un petit nombre d'officiers, la plupart au-dessous du grade de général, qui cherchaient à débarrasser l'Allemagne de Hitler qu'ils tenaient responsable de la situation militaire catastrophique dans laquelle se retrouvait leur pays. L'un des plus importants était le colonel Tresckow, le sous-chef d'état-major du groupe d'armées centre du feld-maréchal Kluge, qui utilisa sa position pour regrouper des officiers qui partageaient ses idées. Issu d'une vieille famille aristocratique prussienne de tradition militaire, Tresckow, comme beaucoup d'officiers qui rejoignirent la résistance, s'était d'abord

²⁶ Alan Bullock, *Hitler et Staline. Vies parallèles*, vol. 2, Paris, Albin Michel / Robert Laffont, 1994, p. 294-295.

montré enthousiaste pour le nouveau régime national-socialiste qui, à ses yeux, avait libéré l'Allemagne de la démocratie honnie, de la menace bolchevique et des contraintes du traité de Versailles. Dès 1930, trois ans avant la prise du pouvoir par Hitler, Tresckow révéla d'ailleurs ses convictions politiques en demandant que l'armée fût formée et éduquée dans le plus pur esprit du national-socialisme²⁷. Admirateur de Hitler aussi longtemps qu'il engrangeait succès sur succès avant la guerre, puis remportait des victoires éclair au début de celle-ci, il se transforma ensuite en opposant déterminé lorsqu'il prit conscience que sa direction des opérations militaires menait le Reich tout droit à la défaite. Il en vint même à mépriser l'état-major général de l'armée de terre pour sa plate soumission au Führer, mais il reconnaissait néanmoins que le corps des officiers demeurait le seul groupe capable de s'opposer au régime nazi²⁸.

Parmi ceux que Tresckow put faire venir au groupe d'armées centre, il y avait le capitaine Fabian von Schlabrendorff, qui devint son officier d'ordonnance, et le lieutenant-colonel Rudolf-Christoph Freiherr von Gersdorff, chef de la section de renseignements du groupe d'armées centre. Toutefois, ces officiers ne parvinrent pas à obtenir un engagement clair de Kluge. Soucieux de ménager la chèvre et le chou, le commandant en chef du groupe d'armées centre désirait ne se fermer aucune option pour pouvoir soutenir finalement la partie victorieuse : le régime ou les putschistes. S'il n'y avait rien à attendre de sa part, les membres de l'opposition conservèrent néanmoins l'illusion que le feld-maréchal était au fond de leur côté²⁹. Quant à l'espoir de voir Manstein rallier les rangs de la conspiration, il fut vite déçu.

Tresckow pensait qu'un coup d'État pourrait provoquer une réaction salutaire au sein de la Wehrmacht à condition qu'elle disposât, à une position-clef, d'un chef largement respecté. Le feld-maréchal Manstein bénéficiant à coup sûr du respect nécessaire, Tresckow, dès que l'occasion s'en présenta, lui fit affecter comme aide de camp son jeune cousin, le lieutenant Stahlberg qui, jusque-là, avait œuvré au sein de la 12^e division blindée sur le front de Leningrad et de la Volkhov. Celui-ci entra en fonction le 18 novembre 1942, trois jours avant que Manstein ne fût désigné par Hitler comme commandant en chef du nouveau groupe d'armées Don.

Si l'intelligence et les qualités militaires du feld-maréchal étaient indéniables, ses sentiments politiques étaient beaucoup plus difficiles à percer. Certes, il méprisait le feld-maréchal du Reich Göring et détestait Hitler, qu'il considérait comme un parvenu. Devant ceux en qui il avait entièrement confiance, il admettait même avoir des antécédents juifs. Il aimait également tourner Hitler en dérision : non seulement avait-il l'habitude, en privé, de l'appeler Effendi – ancien titre de dignitaires civils ou religieux turcs –, en présence de ses plus fidèles collaborateurs, mais il avait aussi dressé son chien Knirps à lever la patte au commandement de « Heil Hitler ! ». Son épouse, en revanche, était une grande admiratrice du

²⁷ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 174.

²⁸ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 942-943 ; Bullock, *Hitler et Staline...*, p. 295-296.

²⁹ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 954.

Führer et un membre du parti nazi très impliqué³⁰. Elle dut sûrement exercer une certaine influence sur l'attitude de son mari à l'égard des conspirateurs, d'autant plus que sa confiance en Hitler dura apparemment jusqu'à la toute fin de la guerre³¹.

Il fallut six jours de train pour traverser la campagne russe enneigée, du quartier général de la 11^e armée, à Vitebsk, au nouveau quartier général du groupe d'armées Don, à Novotcherkassk. Au cours de ce périple, Manstein et son nouvel aide de camp Stahlberg jouèrent aux échecs et au bridge, discutèrent musique, relations communes et littérature, mais n'abordèrent la politique que par allusions. Apprenant que le feld-maréchal Manstein était apparenté au défunt feld-maréchal et président du Reich Hindenburg, le lieutenant Stahlberg en profita pour lui demander, sans gêne, lequel des jeunes feld-maréchaux de cette nouvelle guerre pourrait devenir, selon lui, le « sauveur de la patrie » dans l'éventualité d'une défaite totale. « Certainement pas moi », répliqua vivement Manstein³². Il va sans dire que dans son esprit, il n'était absolument pas question de perdre la guerre.

Son optimisme n'était cependant pas partagé par le colonel-général Paulus, dont la 6^e armée était alors encerclée à Stalingrad. Les conspirateurs essayèrent de le gagner à leur cause, pensant qu'il devait sans doute éprouver une amère désillusion à l'égard du Führer qui avait rendu cette catastrophe possible. En fait, ils espéraient que Paulus allait se rebeller et déclencher ainsi une réaction dans toute l'armée. Pour l'inciter à agir ainsi, ils évoquaient l'attitude du général prussien Hans Graf Yorck von Wartenburg refusant à Tauroggen, le 30 décembre 1812, de continuer à combattre sous Napoléon et suscitant ainsi une vague de patriotisme dans tous les États allemands qui allait mener aux guerres de libération. Apparemment, le général Walther von Seydlitz-Kurzbach, commandant en chef du 51^e corps d'armée qui se trouvait encerclé à Stalingrad, en fit état au cours d'une conversation avec Paulus, en s'efforçant de convaincre celui-ci de tenter, malgré les ordres formels du Führer, une percée. Le colonel Herbert Selle, responsable du génie à la 6^e armée, fit de même. La réponse de Paulus à Selle fut non seulement négative, mais empreinte d'un incontestable fatalisme : « Je sais », lui dit-il, « que l'histoire de la guerre s'est déjà prononcée contre moi »³³.

De même, le commandant en chef de la 6^e armée n'avait pas tort de refuser la comparaison entre sa situation et celle de Yorck von Wartenburg à Tauroggen. Sans moyens de communication, ce dernier pouvait prétendre parler au nom du roi de Prusse et conserver son commandement. Mais à une époque où tout quartier général était en contact permanent par radio ou par téléphone avec le commandement suprême, le désaveu et l'ordre de mettre aux arrêts le chef rebelle auraient tôt fait d'arriver. En fait, comme l'avait déjà déterminé Tresckow, le seul acteur du drame capable de jouer le rôle de Yorck von

³⁰ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 224-227. Voir aussi Beevor, *Stalingrad...*, p. 273.

³¹ Seaton, *The German Army...*, p. 232.

³² Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 234. Voir aussi Beevor, *Stalingrad...*, p. 274.

³³ *Ibid.*, p. 275-276 (p. 276 pour la citation).

Wartenburg était Manstein. Mais il ne devait pas tarder à réaliser que celui-ci n'avait aucunement l'intention d'accepter un rôle aussi dangereux³⁴.

La rencontre Stauffenberg-Manstein

Appelé à devenir le chef de file de la conspiration contre Hitler, Stauffenberg était un officier d'état-major issu d'une famille aristocratique de Souabe. Comme bon nombre de jeunes officiers, il avait été séduit par le national-socialisme, notamment par son insistance sur la valeur de puissantes forces armées et sur une politique extérieure d'opposition au traité de Versailles. En revanche, il rejetait son antisémitisme racial. Toutefois, lorsqu'il avait servi en Pologne, il n'avait pas caché son mépris pour les Polonais et avait approuvé la colonisation du pays, tout en s'enthousiasmant pour la victoire du III^e Reich. Il s'était réjoui encore davantage après les succès stupéfiants de la campagne de France et ceux des premiers mois de l'opération « Barbarossa ». Mais, lorsqu'il se rendit compte que la guerre ne pouvait plus déboucher que sur une catastrophe, il se convainquit qu'il fallait agir avant qu'il ne fût trop tard³⁵.

Le 26 janvier 1943, soit quelques jours avant la capitulation de la 6^e armée à Stalingrad, Stauffenberg, alors major, fut envoyé par le colonel-général Zeitzler au quartier général du groupe d'armées Don à Taganrog afin d'y rencontrer le feld-maréchal Manstein. En sa qualité d'officier au sein de la section organisationnelle de l'OKH, Stauffenberg devait s'entretenir avec Manstein sur la levée d'unités de volontaires cosaques. Le feld-maréchal ne connaissait pas le major personnellement. Cependant, on lui avait annoncé sa venue, en prenant soin de lui dire qu'il était l'un des plus talentueux jeunes officiers de l'état-major général de l'armée de terre. Quant à Stauffenberg, cette rencontre avec le commandant en chef des armées du groupe Don se révélait une occasion en or pour le convaincre de rejoindre les rangs de la conspiration.

La discussion allait se dérouler en privé dans le bureau de Manstein. Son aide de camp, le lieutenant Stahlberg, y conduisit Stauffenberg et retourna aussitôt dans l'antichambre, là où se trouvait son propre bureau, en laissant entre-ouverte la porte qui communiquait avec le bureau du feld-maréchal, ce qui lui permit de rapporter l'essentiel de la conversation dans son autobiographie. Le fait n'avait cependant rien d'inhabituel, étant donné que l'essentiel de sa tâche était d'écouter et de noter les propos qu'il considérait importants³⁶. Malheureusement, Manstein n'a pas cru bon, en revanche, de relater dans ses mémoires cette conversation de quelque 45 minutes avec Stauffenberg³⁷.

³⁴ *Ibid.*, p. 276.

³⁵ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 955-957 ; Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 1056-1058 ; Bullock, *Hitler et Staline...*, p. 296-298.

³⁶ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 264-265.

³⁷ Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie...*, p. 190.

Après avoir terminé son exposé sur la création et la formation d'unités de volontaires cosaques, et abordé brièvement la situation militaire du groupe d'armées Don, avec la 6^e armée encerclée à Stalingrad, et du groupe d'armées A, qui n'avait toujours pas complété son retrait du Caucase, Stauffenberg demanda l'autorisation de poursuivre la conversation, ce à quoi le feld-maréchal consentit. Le major continua en affirmant qu'il ne pouvait pas accepter que la 6^e armée fût la victime de rien d'autre que de grossières erreurs stratégiques. En fait, à ses yeux, toute la campagne de Russie n'avait été qu'une série d'erreurs. Manstein fut d'accord, en partie, avec cette affirmation, en insistant sur le fait que l'offensive contre la Russie avait été une erreur depuis le début. Si on lui avait demandé de concevoir un plan d'opérations avant le déclenchement de l'attaque contre l'URSS, dit le feld-maréchal, il aurait été très différent de celui de l'OKH. Mais, ajouta-t-il, ce n'était pas le moment de discuter de ce qu'aurait été son propre plan pour une campagne à l'Est, sinon pour dire qu'il n'aurait pas entraîné cette dispersion constante des forces allemandes.

« On doit apprendre à traiter avec les faits tels qu'ils sont, dans le cas actuel avec le fait que la 6^e armée à Stalingrad est perdue », reprit Stauffenberg. Ce dernier poursuivit en mentionnant qu'il ne pouvait tout simplement pas se résigner à l'idée que des centaines de milliers de soldats allemands avaient été sacrifiés pour une bataille dont l'objet était inutile. La conversation entra alors dans une phase très tendue. Manstein expliqua à Stauffenberg que le devoir d'un officier en temps de guerre était aussi d'accepter de perdre une bataille, avant d'ajouter : « Nommez-moi une guerre victorieuse dans l'histoire militaire au cours de laquelle au moins une bataille n'a pas été perdue » ? La réplique du major ne se fit guère attendre :

« Cela ne me convainc pas. Jusqu'à maintenant, *Herr*, nous sommes d'accord à l'effet que la campagne de Russie [...] n'a été qu'une série d'erreurs du début jusqu'à la fin. Qui peut garantir que le même scénario ne se reproduira pas à l'avenir ? Depuis l'échec de notre offensive à l'automne 1941, nous sommes passés d'une crise à une autre ; plusieurs fois nos armées se sont trouvées au bord de l'effondrement. Et, maintenant, dans le sud de la Russie, je crois que nous devons uniquement à l'incroyable talent d'un certain feld-maréchal von Manstein le fait que le front ne se soit pas complètement effondré ».

À vrai dire, Stauffenberg ne partageait pas l'opinion de Manstein selon laquelle Stalingrad n'était, en fait, qu'une bataille perdue. Selon lui, Stalingrad pouvait se révéler le commencement de la fin d'une guerre perdue, à moins de se décider à remédier à la cause de toutes les erreurs. Or, celles-ci étaient avant tout l'œuvre du commandement suprême. Son interlocuteur acquiesça et souligna que des changements étaient nécessaires dans la structure du haut commandement militaire de l'armée de terre, et même de la Wehrmacht. D'après lui, il fallait un commandant en chef militairement qualifié pour assumer la direction des opérations sur le front de l'Est et, pour favoriser ce changement, il allait tout faire en son possible. Peu satisfait de cette réponse, Stauffenberg rétorqua qu'il était peu probable que le Führer décidât de renoncer à son commandement militaire. Il s'empressa ensuite d'ajouter ces mots : « *Herr*, vous êtes celui qui est

prédestiné, par son talent et son rang, à prendre le commandement militaire ». Compte tenu que c'était effectivement la fonction à laquelle il aspirait depuis fort longtemps, Manstein fut probablement flatté par cette affirmation.

D'une manière ou d'une autre, poursuivit le major, il fallait forcer le cours des choses dans cette direction. Toutefois, c'était un seuil que le feld-maréchal refusait de franchir. Il se déclara prêt à discuter de cette question du haut commandement avec le Führer dès la première occasion, mais affirma n'être aucunement disposé à prendre part, que ce fût directement ou indirectement, à une quelconque entreprise illégale. La réplique de Stauffenberg fut des plus vives : « Si personne ne prend l'initiative, tout se poursuivra comme avant, ce qui signifie que nous sombrerons éventuellement dans une catastrophe majeure ». C'est alors avec véhémence que Manstein réfuta ces propos, alléguant que ce n'était pas ses intentions, mais plutôt celles de Stauffenberg qui allaient conduire à une catastrophe, notamment à un effondrement des fronts et à une guerre civile. « Une guerre n'est pas perdue tant et aussi longtemps qu'elle n'est pas considérée comme étant perdue », souligna-t-il. À ses yeux, il se pouvait fort bien que le Reich n'eût pas encore surmonté sa plus grande crise militaire, mais si tel était le cas, alors le Führer ne saurait tarder à le réaliser et ferait ainsi appel à une personne militairement qualifiée pour restaurer la situation. D'ici-là, il fallait faire preuve de caractère et attendre.

Stauffenberg prononça alors le mot « Tauroggen ». Après une pause, Manstein vociféra avec indignation que Tauroggen n'avait absolument rien à voir avec la présente situation et le pria d'avoir l'obligeance de renoncer à mettre de l'avant de telles idées. Mais le major revint à la charge. Croyant que le feld-maréchal ne l'avait pas bien compris, il expliqua que son allusion à Tauroggen ne signifiait pas qu'il entendait par là un renversement des alliances avec les Russes, mais tout simplement la possibilité de créer un fait accompli. « Tauroggen implique aussi une extrême loyauté », déclara le major. La conversation prenant des allures de plus en plus passionnées, Manstein décida d'y mettre un terme, assurant à son interlocuteur avoir apprécié la conversation. « À quoi pourrait bien servir un état-major », demanda le feld-maréchal, « si les officiers d'état-major ne pouvaient plus se parler en toute liberté » ? Puis, il lança cette citation à l'improviste : « La critique est le sel de l'obéissance ». Sur cette lancée, il demanda au major s'il connaissait l'auteur de ces paroles. « Clausewitz ? Ou le vieux Moltke peut-être ? », répondit Stauffenberg. Manstein sourit et affirma ne pas le savoir lui non plus. Et ainsi prit fin la discussion entre les deux officiers. Au dîner, Manstein invita Stauffenberg à s'asseoir à côté de lui, mais les deux officiers n'entreprirent aucune véritable conversation³⁸.

La citation de Manstein était-elle venue spontanément à ses lèvres ? Peut-être avait-il voulu rassurer Stauffenberg, en lui faisant comprendre qu'il n'avait pas à craindre une dénonciation venant de sa

³⁸ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 262-270.

part ?³⁹ Cette conversation aurait pu lui causer de sérieux problèmes après le 20 juillet 1944. Mais, par esprit de camaraderie, il préféra mettre sous le boisseau la teneur de cette discussion et protéger ainsi celui que Zeitzler considérait comme l'un des plus doués, et peut-être même le plus talentueux de tous les jeunes officiers d'état-major qui travaillaient à ses côtés à l'OKH. À Stahlberg, qui lui demandait ses impressions sur Stauffenberg, Manstein répondit : « Il est très intelligent. Ce fut une conversation brillante et très intéressante. Mais il a essayé de me faire avaler que la guerre était perdue. Et cela, je ne l'ai pas pris »⁴⁰. À propos de sa rencontre avec Stauffenberg, Manstein écrivit à son épouse : « Je l'ai bien aimé. Il est agréable et intelligent. À vrai dire, il est tout simplement trop intelligent pour ces temps difficiles, car il voit les dangers [...] comme étant insurmontables. Moi aussi je les vois tous, mais je les surmonte »⁴¹.

Le lendemain, le 27 janvier 1943, au cours d'un entretien téléphonique, Zeitzler demanda à Manstein, une fois que leur discussion sur la situation militaire à l'aile sud du front de l'Est fut terminée, son opinion à propos de Stauffenberg. Étant donné qu'il envisageait de promouvoir la carrière de ce jeune officier talentueux, le chef d'état-major général de l'OKH entendait accorder une grande importance au point de vue de Manstein sur la personnalité de Stauffenberg. Le commandant en chef du groupe d'armées Don se déclara en accord avec le jugement de Zeitzler, affirmant même que Stauffenberg avait une « personnalité extraordinaire ». Selon lui, il n'y avait aucun doute que l'officier en question possédait toutes les qualités requises pour connaître une carrière militaire remarquable. Toutefois, il était clair, à ses yeux, que Stauffenberg avait passé beaucoup trop de temps à l'OKH, car il avait tendance à se faire du souci pour des problèmes qui ne le concernaient aucunement. De ce fait, Manstein pensait qu'il était temps de le transférer sur le front pendant une certaine période de temps. Après un silence, Zeitzler répondit : « Très bien feld-maréchal, je vais y penser »⁴².

Quelques jours plus tard, soit le 7 février 1943, le major Stauffenberg quittait l'OKH pour l'*Afrika Korps* du feld-maréchal Rommel. Affecté à la 10^e division blindée, il devait occuper les fonctions de sous-chef d'état-major. Puisque l'affectation temporaire d'un jeune officier d'état-major à une formation combattant au front était une décision qui était prise régulièrement, il se peut que celle de Stauffenberg ait été prévue depuis quelques temps. Il n'en demeure pas moins que Manstein recommanda à Zeitzler le transfert de Stauffenberg le 27 janvier 1943, c'est-à-dire onze jours avant qu'il se produisît⁴³.

De sa rencontre avec Manstein, Stauffenberg sortit manifestement extrêmement déçu et défait. À ses yeux, il était devenu clair que la résistance ne pourrait pas compter sur l'appui du plus doué des feld-

³⁹ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 185.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 186. Voir aussi Fest, *Plotting Hitler's Death...*, p. 201.

⁴¹ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 212.

⁴² Stahlberg, *Die verdamnte Pflicht...*, p. 262-263 et 270-272.

⁴³ *Ibid.*, p. 271. Voir aussi Scheurig, *Spiegelbilder der Zeitgeschichte...*, p. 137.

maréchaux de la Wehrmacht⁴⁴. À sa femme, il écrivit : « La réponse de Manstein n'a pas été celle d'un feld-maréchal ». Plus tard, il affirma même à un proche que Manstein aurait menacé de le faire arrêter sur-le-champ s'il ne renonçait pas immédiatement à l'idée de commettre un attentat contre Hitler. « Si vous n'arrêtez pas tout de suite avec ces choses, je vous fais arrêter », lui aurait déclaré Manstein⁴⁵. Cependant, une telle affirmation paraît invraisemblable, ne serait-ce qu'en raison des propos amicaux de Manstein à l'endroit de Stauffenberg à la fin de leur conversation, puis de l'invitation qu'il lui fit de venir dîner à ses côtés. En fait, la version d'après-guerre de Manstein à ce sujet semble beaucoup plus plausible :

« Que j'aie menacé Stauffenberg de le faire arrêter, est totalement inexact. Je me suis efforcé d'aider ce jeune camarade d'une grande valeur en écoutant ses soucis légitimes. Tout au plus, il serait possible que je lui aie conseillé, dans son intérêt, de faire preuve de prudence dans ses propos, car il était probablement peu de commandants en chef qui se montreraient, comme moi, disposés à entendre ses critiques à l'endroit du Führer »⁴⁶.

À l'encontre de la position de Manstein, la tradition militaire prussienne relative au concept de la loyauté ne devait pas, selon Stauffenberg, se réduire à une simple obéissance inconditionnelle. Ce dernier considérait, en fait, que la désobéissance pouvait révéler un sens du devoir tout à fait honorable si elle se produisait dans l'intention de servir l'intérêt commun. En ce sens, son allusion à l'insubordination du général prussien Yorck von Wartenburg était tout à fait appropriée. Si, à première vue, l'insubordination de celui-ci à Tauroggen, le 30 décembre 1812, pouvait apparaître comme un acte illégitime, elle n'en constituait pas moins une forme de loyauté au sens profond du terme ; Yorck von Wartenburg avait placé l'impératif de libérer le peuple allemand du joug napoléonien au-dessus de l'obligation de fidélité à l'égard du roi de Prusse. Par conséquent, le concept de l'obéissance absolue dans la tradition militaire prussienne dont Manstein et plusieurs autres généraux haut-gradés de la Wehrmacht se revendiquaient pour justifier leur refus de participer à un coup d'État contre Hitler n'était, pour ainsi dire, rien de moins qu'une perversion du « prussianisme »⁴⁷.

La rencontre Tresckow-Manstein

Quelques temps après l'épisode du major Stauffenberg, le colonel Tresckow rendit visite à son tour au feld-maréchal Manstein qui, en raison de la retraite de son groupe d'armées, avait transféré son quartier général de Taganrog à Donetsk (Stalino), le 29 janvier 1943. En sa qualité de sous-chef d'état-major du feld-maréchal Kluge, Tresckow téléphonait régulièrement au quartier général de Manstein, en considération notamment de la nécessité de coordonner les opérations militaires des groupes d'armées

⁴⁴ *Idem.*

⁴⁵ Peter Hoffmann, *Claus Schenk Graf von Stauffenberg und seine Brüder*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1992, p. 267.

⁴⁶ Explication de Manstein du 15 novembre 1962, cité par *Idem.*

⁴⁷ Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie...*, p. 191.

centre et Don. C'est Stahlberg qui, à titre d'officier d'ordonnance de Manstein, était le premier à prendre les appels, ce qui lui donnait parfois l'occasion de discuter avec son ami Tresckow. Un soir, au cours d'une conversation avec ce dernier, Stahlberg l'informa de la promotion prochaine du général Schulz à la tête d'une unité sur le front et de la possibilité de voir le colonel Busse, le sous-chef d'état-major, lui succéder. Son interlocuteur lui laissa aussitôt savoir qu'il allait essayer d'obtenir le poste de chef d'état-major du groupe d'armées Don, puisque aucune décision officielle n'avait encore été prise à ce sujet.

Une telle affectation aurait été logique dans la carrière de Tresckow, compte tenu qu'il avait déjà travaillé près de Manstein – en tant que chef du bureau des opérations pendant que ce dernier était chef d'état-major – au sein du groupe d'armées de Rundstedt, à l'automne 1939 et à l'hiver 1940. De leur collaboration fructueuse avait résulté, entre autres, le fameux plan d'opérations de la campagne de France⁴⁸. D'ailleurs, c'est aux liens d'amitiés de Tresckow avec Schmudt, le principal officier d'ordonnance du Führer, que Manstein devait sa rencontre fatidique avec celui-ci, à la mi-février 1940, au cours de laquelle il avait pu lui présenter son plan « coup de faucille ». Par la suite, lorsque Manstein était devenu commandant en chef, d'abord d'un corps blindé, puis d'une armée, il avait demandé Tresckow comme chef d'état-major. On le lui avait refusé, à chaque fois, sous le prétexte, pour le moins curieux, qu'il « n'avait pas besoin d'un chef d'état-major aussi intelligent »⁴⁹. Apparemment, Manstein aurait fait part, à maintes reprises, à Stahlberg de l'excellente relation de travail qu'il avait développée avec son cousin⁵⁰. Tout compte fait, entre Manstein et Tresckow, il existait une amitié et une camaraderie, ainsi qu'un respect réciproque, qui dataient de plusieurs années⁵¹.

Dès le lendemain de sa conversation avec Stahlberg, Tresckow s'envola de Smolensk pour Donetsk afin d'y rencontrer Manstein. La discussion entre les deux hommes ayant eu lieu derrière une porte fermée, Stahlberg ne put entendre la teneur des propos. Mais lorsqu'il dut pénétrer dans la pièce, à deux reprises, pour mettre à jour la carte des opérations, il trouva, à chacune de ces occasions, Manstein dans un état d'agitation qu'il n'avait jamais vu auparavant, pendant que Tresckow avait des larmes de désespoir dans ses yeux. Il eut alors l'impression que la conversation faisait suite à celle avec Stauffenberg à Taganrog, mais que cette fois-ci elle se déroulait de manière beaucoup plus orageuse⁵².

Il est regrettable que Manstein n'ait pas cru bon de rapporter cette conversation dans ses mémoires. Cependant, dans une lettre explicative d'après-guerre, il contesta avoir discuté de questions

⁴⁸ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 281.

⁴⁹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 62. Le talent d'officier d'état-major de Tresckow était reconnu de tous et, en particulier, par le colonel-général Halder qui voyait en lui un futur chef d'état-major général. Halder avait déclaré un jour : « Vous, Tresckow, vous allez devenir un jour chef d'état-major général ou finir sur l'échafaud en tant que révolutionnaire ». Stein, *Generalfeldmarschall Manstein...*, p. 174.

⁵⁰ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 281.

⁵¹ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 174.

⁵² Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 282. Voir aussi Scheurig, *Spiegelbilder der Zeitgeschichte...*, p. 137-138 ; Fabian von Schlabrendorff, *Offiziere gegen Hitler*, Berlin, Siedler, 1984, p. 159-160.

politiques avec Tresckow lors de cette rencontre⁵³. Que ce dernier n'ait pas fait allusion à ses intentions de renverser Hitler est très douteux, d'autant plus qu'il avait placé Stahlberg, quelques mois auparavant, dans l'état-major du feld-maréchal justement pour des motifs politiques⁵⁴.

D'ailleurs, quelque temps après sa conversation avec Manstein, Tresckow devait révéler à Stahlberg que le feld-maréchal avait refusé de le prendre comme chef d'état-major en raison de ses idées qu'il considérait trop consternantes. Ainsi, pour des motifs essentiellement politiques, Manstein aurait préféré accorder le poste à Busse. Certes, à l'instar de Tresckow, Busse était reconnu comme un officier énergique et capable qui possédait un talent le plaçant au-dessus de la plupart des officiers d'état-major de l'armée allemande. Mais à la différence du colonel, qui comptait parmi les opposants les plus critiques à l'égard du régime nazi, le nouveau chef d'état-major du groupe d'armées Don apparaissait comme un soldat apolitique, à une époque où le terme « apolitique » signifiait tout simplement une obéissance absolue envers l'autorité légale. Non seulement Manstein était-il accoutumé à la présence de Busse à ses côtés, mais il était certain que celui-ci ne lui poserait aucun problème, contrairement à Tresckow qui, à cause de son implication dans la résistance, aurait pu s'avérer un collègue fort peu accommodant. Qui plus est, Busse était le beau-frère du général Wilhelm Burgdorf, l'un des aides de camp de Hitler. Le premier avait, en effet, épousé la sœur de la femme du second. Généralement reconnu comme un national-socialiste engagé, Burgdorf se montrait, en effet, toujours prêt à s'exécuter pour le régime avec la meilleure grâce du monde⁵⁵. Par conséquent, Busse devenait un choix logique pour Manstein, soucieux de démontrer sa loyauté envers le Führer et de ne pas laisser croire qu'il avait pu être tenté de se ranger du côté des conspirateurs, dans l'éventualité où ceux-ci seraient arrêtés par la Gestapo, puis forcés de dévoiler toutes leurs activités, ainsi que les personnes avec lesquelles ils étaient entrés en contact.

Dans ses mémoires, Manstein se défendit de ne pas avoir choisi Tresckow comme chef d'état-major pour des raisons autres que militaires :

« Au printemps 1943, quand j'étais le chef d'un groupe d'armées, on me l'a offert, mais je ne pouvais alors me séparer du général Busse qui collaborait depuis longtemps avec moi [...]. On a alors répandu le bruit que je ne voulais pas de Tresckow parce qu'il n'était pas un bon national-socialiste. Quiconque me connaît, sait que je n'ai jamais choisi mes collaborateurs d'après semblable considération »⁵⁶.

Pourtant, dans une lettre adressée à son épouse, Manstein présenta une toute autre explication :

« Tresckow n'a pas pu reprendre l'avion hier et il est resté ici jusqu'en soirée. On peut toujours agréablement discuter avec lui. Par le passé, j'ai pensé, à quelques reprises, à le prendre comme chef [d'état-major]. Mais, maintenant, je ne crois pas que cela serait un choix judicieux. Même si je l'apprécie beaucoup et qu'il est [...] intelligent [...], il voit les difficultés et les dangers de manière beaucoup trop sévère et négative. Je les vois tous moi-même, mais je peux passer par-

⁵³ Au sujet de la lettre explicative du feld-maréchal, voir Manstein et Fuchs, *Manstein...*, p. 205-207.

⁵⁴ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 176-177 (note # 377).

⁵⁵ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 281-282.

⁵⁶ Manstein, *Velorene Siege...*, p. 62.

dessus. On a besoin de quelqu'un qui voit aussi tout cela clairement, mais qui ne perd pas pour autant son optimisme, car sinon il pourrait devenir un fardeau »⁵⁷.

Schlabrendorff soutient, dans ses mémoires, que Manstein avait confié à Schmudt, le principal officier d'ordonnance du Führer, avoir refusé Tresckow en raison de ses opinions négatives à l'égard du national-socialisme⁵⁸. Cette affirmation, qui a été contestée par plusieurs auteurs, paraît effectivement invraisemblable dans la mesure où une telle dénonciation de la part de Manstein aurait pu mettre un terme à la carrière militaire de Tresckow, officier pour lequel il avait beaucoup d'estime. En fait, non seulement ce dernier poursuivit-il, jusqu'à sa mort, sa belle carrière d'officier d'état-major, mais il fut même promu au grade de major-général et se vit attribuer le poste de chef d'état-major de la 2^e armée sur le front de l'Est⁵⁹. Dans une lettre adressée à Schlabrendorff après la guerre, Manstein donna sa version des faits :

« Mes relations avec Tresckow reposaient sur un profond respect mutuel et sur l'amitié, et ce, malgré de vieilles différences de caractère. J'aurais été un parfait imbécile de rejeter mon plus fidèle partisan pour une telle raison, car en dépit de son amitié avec Schmudt, elle n'aurait pas été sans conséquence pour lui »⁶⁰.

Si les propos de Manstein semblent crédibles, il est cependant douteux que Tresckow soit demeuré son plus fidèle partisan après leur rencontre au quartier général du groupe d'armées Don à Donetsk.

Malgré l'échec de sa demande, Tresckow était néanmoins parvenu à introduire auprès de Manstein, en tant que successeur à Busse au poste de sous-chef d'état-major, l'un de ses plus proches collègues et amis, et l'un des sympathisants à sa cause, le colonel Georg Schulze-Büttger⁶¹. La déception de Tresckow n'en était pas moins grande. Quelques semaines plus tard, lorsque Stahlberg lui fit part de la conviction qu'avait Manstein que Hitler finirait par lui remettre le commandement suprême, lorsqu'il réaliserait que c'était la seule solution pour éviter la défaite de l'Allemagne, Tresckow déclara : « C'est l'une des illusions typiques de Manstein. D'ailleurs, ce ne sera pas long avant que Manstein ne soit lui-même plus en mesure d'éviter le pire »⁶².

La rencontre Schulenburg-Manstein et la correspondance Beck-Manstein

Cet échec essuyé par Tresckow dans la tentative pour convaincre Manstein de se joindre à un mouvement visant à chasser Hitler du pouvoir s'ajoutait non seulement à celui de Stauffenberg, mais aussi à ceux du comte Schulenburg et du colonel-général Beck.

⁵⁷ Breithaupt, *Zwischen Front und Widerstand...*, p. 86.

⁵⁸ Schlabrendorff, *Offiziere gegen Hitler...*, p. 114.

⁵⁹ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 179.

⁶⁰ Breithaupt, *Zwischen Front und Widerstand...*, p. 84.

⁶¹ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 282-283.

⁶² *Ibid.*, p. 310.

Le premier des conjurés à avoir approché le feld-maréchal Manstein fut l'ex-ambassadeur à Moscou. Dès l'été 1942, le comte Schulenburg lui rendit visite dans la presqu'île de Crimée. Pour le gagner à sa cause, il sortit de sa poche des documents qui attestaient de crimes commis par Hitler. Le commandant en chef de la 11^e armée les repoussa, affirmant qu'il n'avait pas besoin d'en prendre connaissance, car il savait déjà que le Führer était un criminel. « Donc, pouvons-nous compter sur vous, Herr feld-maréchal » ? « Non, comte Schulenburg ». « Et pourquoi non » ? « Qui me donne l'assurance de la réussite » ? « Quoi » ? « Ne savez-vous donc pas que c'est une question de vie ou de mort pour moi et l'armée » ? Par cette réponse, Manstein démontrait une fois de plus que sa vision du monde restait celle du soldat au service du politique et confiné, par conséquent, aux seules questions militaires. Sa réponse est aussi la preuve qu'il a menti dans ses mémoires, en écrivant, par exemple, qu'il n'avait pas eu « la possibilité de reconnaître le glissement du régime vers le pire, ni la véritable nature de Hitler », en raison de ses difficiles fonctions au front⁶³.

En effet, dans son autobiographie, se dessine le portrait typique de l'officier apolitique, étranger au national-socialisme, qui n'aurait fait que son devoir de soldat, dans la discipline et le respect du pouvoir légal, soutenu par la grande majorité de la population. Ce n'est qu'au moment de la capitulation que les généraux auraient eu la terrible révélation du caractère criminel du régime hitlérien, avec les camps d'extermination et l'Holocauste. Auparavant, à suivre les propos de Manstein, l'envers du pouvoir national-socialiste n'aurait fait l'objet que de vagues rumeurs. En réalité, les dirigeants militaires se firent les complices de la prise du pouvoir par Hitler et de l'instauration d'un système totalitaire. En outre, la très grande majorité des généraux, y compris Manstein, répondirent par un silence complice ou par une approbation ouverte au déclenchement d'une guerre idéologique entre le national-socialisme et le bolchevisme, avec l'ordre de fusiller les commissaires politiques et les communistes, ainsi que d'éliminer les Juifs. Quant à l'existence des camps d'extermination, Manstein en avait été informé par plusieurs proches, à commencer par Stahlberg, son aide de camp.

Le second à avoir essayé de convaincre le feld-maréchal de rejoindre les rangs de la conspiration est l'ancien chef de l'état-major général de l'armée de terre. Alors que la bataille de Stalingrad n'en était pas encore à son dénouement, Beck écrivit une lettre au feld-maréchal dans laquelle il soulignait que la guerre était perdue et qu'il fallait absolument faire quelque chose pour éviter une catastrophe. À ses yeux, il était insensé de vouloir poursuivre la lutte. Tout ce qui comptait désormais, c'était d'assurer l'existence du Reich : « Il ne sera possible de sécuriser les frontières et de maintenir l'ordre intérieur qu'avec des troupes intactes ». Il fallait donc éviter de commettre une nouvelle fois l'erreur de 1918. Dans sa réponse adressée à son ancien mentor, Manstein répliqua qu'« une guerre n'est pas perdue tant qu'on ne la reconnaît pas

⁶³ Scheurig, *Spiegelbilder der Zeitgeschichte...*, p. 137.

soi-même comme perdue »⁶⁴. Cet échange de lettres ne fut malheureusement pas rapporté par Manstein dans ses mémoires. Après la guerre, le 5 février 1968, il écrivit néanmoins à l'éditeur du journal *Alte Kameraden* au sujet de son échange de lettres avec Beck. S'il confirma les propos qu'il avait tenus dans sa réponse, il nia toutefois, mais sans guère convaincre, que Beck ait fait allusion à un coup d'État dans sa lettre⁶⁵.

Les espoirs de voir Manstein rallier la cause des conjurés s'étaient presque tous envolés dès la fin de l'hiver 1943. Peu avant la capitulation de la 6^e armée à Stalingrad, le lieutenant-général Bernhard Klamroth avait averti le capitaine Winrich Behr de se montrer très prudent avec Manstein sur cette question. « Lorsqu'il est tranquillement à table », lui déclara-t-il, « Manstein se montre très hostile à Hitler, mais ce ne sont que de belles paroles. Si Hitler lui ordonnait de tourner à gauche ou de tourner à droite, il obéirait immédiatement »⁶⁶.

Les propos de Klamroth étaient tout à fait fondés. Malgré tout l'irrespect qu'il exprimait à l'égard du Führer en privé, notamment en présence des collaborateurs qui avaient sa confiance, Manstein ne voulait aucunement risquer de compromettre sa position, sa carrière et son ambition de devenir le chef d'état-major général de la Wehrmacht ou le commandant en chef du front oriental. À maintes reprises, il justifia son attitude en soutenant qu'un attentat contre Hitler entraînerait l'effondrement immédiat du front et le chaos à l'intérieur du pays. Manifestement, il faisait partie de cette génération d'officiers dont le sentiment anti-bolchevique avait été forgé à tout jamais par les mutineries et les révolutions de 1918-1919.

La crainte que lui inspirait Hitler devait se manifester assez rapidement. Les discussions entre ses officiers sur les responsabilités dans la tragédie de Stalingrad l'indisposèrent tellement par leur franchise qu'il adressa à son chef d'état-major une note déclarant que « les discussions sur les responsabilités des événements récents », devaient cesser, car elles ne pouvaient « changer en rien les faits et seulement saper la confiance ». Il était aussi strictement défendu aux officiers de discuter « des causes de la destruction de la 6^e armée » dans leur correspondance personnelle⁶⁷.

La rencontre Gersdorff-Manstein

Au printemps 1943, le colonel Tresckow poursuivit suffisamment ses efforts de persuasion auprès du feld-maréchal Kluge pour que celui-ci en vint à tolérer les activités des conjurés dans son entourage immédiat. Son quartier général de Smolensk allait vite devenir le foyer majeur de la conspiration. Au fur et à mesure que la situation militaire se dégradait, le feld-maréchal et commandant en chef du groupe

⁶⁴ *Ibid.*, p. 136 ; Schlabrendorff, *Offiziere gegen Hitler...*, p. 160.

⁶⁵ Cité par Manstein et Fuchs, *Manstein...*, p. 207-210. Voir aussi Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 315.

⁶⁶ Beevor, *Stalingrad...*, p. 347.

⁶⁷ *Idem.*

d'armées centre sembla davantage disposé à discuter de l'élimination du Führer et du renversement du régime. Lorsque Tresckow et Gersdorff lui soulignèrent, au cours d'une promenade autour du quartier général de Smolensk, l'urgence de passer à l'action le plus tôt possible, il répliqua qu'il était d'accord, mais qu'il ne pouvait toutefois pas se résoudre à commettre un meurtre. D'un ton déterminé, Tresckow le rassura aussitôt : « Feld-maréchal, derrière vous marche quelqu'un qui a tenté un attentat contre Hitler il n'y a pas si longtemps ». Médusé, Kluge s'arrêta, se retourna, prit Gersdorff par le bras et lui demanda dans un grand état d'agitation : « Pour l'amour de Dieu, qu'est-ce que vous avez fait » ? À Gersdorff qui lui répondait n'avoir fait que ce que la situation commandait, Kluge ouvrit les bras d'une manière très théâtrale et déclara : « Mes enfants, je suis à vous »⁶⁸.

Bien qu'il hésitât toujours à s'engager totalement dans la résistance, le feld-maréchal Kluge lui donnait désormais son accord tacite. Durant l'été 1943, il entra en contact avec Beck, Goerdeler et quelques autres chefs de file de l'opposition. À l'instigation du colonel Tresckow, il essaya même de gagner le soutien de commandants militaires, notamment en envoyant le lieutenant-colonel Gersdorff auprès du feld-maréchal Manstein dans l'espoir de persuader celui-ci de se joindre à la conjuration et d'assumer les fonctions de chef d'état-major général de la Wehrmacht, c'est-à-dire des trois armes combinées – l'armée de terre, la Luftwaffe et la Kriegsmarine –, à la suite d'un coup d'État réussi.

Le 8 août 1943, Gersdorff se rendit ainsi au quartier général du groupe d'armées sud à Zaporojie afin d'y rencontrer Manstein. Il apporta dans ses poches des lettres de Goerdeler et de Popitz à ne remettre au feld-maréchal que si la discussion s'avérait fructueuse, car elles ne devaient pas mettre en danger leurs auteurs. Tresckow ayant ses contacts à Zaporojie avec le colonel Schulze-Büttger, chef du bureau des opérations, et le lieutenant Stahlberg, officier d'ordonnance de Manstein, la rencontre entre ce dernier et Gersdorff put être bien préparée. Advenant la présence du major-général Busse, chef d'état-major, Gersdorff ne devait discuter que de questions militaires. Mais Manstein n'insista pas pour que son chef d'état-major fût présent, ce qui permit à Gersdorff de lui parler franchement⁶⁹. Si le feld-maréchal ne relata malheureusement pas dans ses mémoires sa conversation avec le lieutenant-colonel, celui-ci, en revanche, en rapporta l'essentiel dans son autobiographie.

D'emblée, Gersdorff déclara que le feld-Maréchal Kluge se faisait beaucoup de soucis pour la poursuite de la guerre. En raison de l'antagonisme entre l'OKW et l'OKH, ainsi que du dilettantisme toujours de plus en plus patent de Hitler en tant que commandant suprême de la Wehrmacht, l'effondrement du front de l'Est n'était plus qu'une question de temps. Pour cette raison, on devait faire

⁶⁸ Gersdorff, *Soldat im Untergang...*, p. 133. Voir aussi Fest, *Plotting Hitler's Death...*, p. 199.

⁶⁹ Gersdorff, *Soldat im Untergang...*, p. 133-134. Voir aussi Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 180-181 ; Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 318-319 ; Peter Hoffmann, *Widerstand-Staatsstreich-Attentat. Der Kampf der Opposition gegen Hitler*, Munich / Zürich, F. Piper, 1985, p. 340.

comprendre à Hitler qu'il conduisait l'Allemagne tout droit vers la catastrophe. Aux motifs d'inquiétude de Kluge, Manstein répondit :

« Je suis totalement d'accord. Mais je ne suis pas la bonne personne pour dire cela à Hitler. Bien que ce ne soit aucunement le cas, la propagande ennemie m'a décrit comme un homme avide de s'emparer du pouvoir de Hitler. Ce dernier est donc maintenant très méfiant à mon égard. Seuls Rundstedt et Kluge peuvent se charger d'une telle mission ».

Ce à quoi Gersdorff répliqua : « Peut-être que tous les feld-maréchaux devraient aller voir ensemble le Führer et brandir un pistolet en direction de sa poitrine ». Manifestement, ces propos ne plurent guère à Manstein qui s'empressa de répondre d'un ton ferme et résolu : « Les feld-maréchaux prussiens ne se mutinent pas ».

Frondeur, le lieutenant-colonel contesta l'affirmation du feld-maréchal :

« Dans l'histoire prussienne, il y a suffisamment d'exemples de généraux de haut-rang qui ont agi contre les volontés et les ordres de leur roi. Je me rappelle seulement de Seydlitz et de Yorck. En tout cas, les feld-maréchaux prussiens n'ont jamais été dans une position comme celle dans laquelle ils se retrouvent aujourd'hui. Des situations sans précédent requièrent des méthodes sans précédent. Mais, nous aussi, nous ne croyons plus qu'une action commune des feld-maréchaux aurait la moindre chance de succès. Au groupe d'armées centre, nous sommes convaincus depuis longtemps que tous les moyens doivent être pris afin de sauver l'Allemagne d'une catastrophe ».

Consterné par ce qu'il venait d'entendre, Manstein rétorqua prestement : « Vous voulez alors le tuer » ? « Oui, *Herr* feld-maréchal, comme un chien fou » ! Cette réponse de Gersdorff fit bondir de sa chaise le feld-maréchal qui se mit alors à marcher dans son bureau d'un pas nerveux, puis cria : « Ne comptez pas sur moi ! Cela va entraîner l'effondrement de l'armée » !

Gardant son calme, Gersdorff souligna la contradiction dans les propos de son interlocuteur : « *Herr* feld-maréchal, vous avez dit tout à l'heure que l'Allemagne s'effondrerait si rien n'était entrepris pour l'empêcher. Ce n'est pas l'armée, mais l'Allemagne et le peuple allemand qui sont les priorités ». Le feld-maréchal défendit alors sa vision des choses d'un point de vue strictement militaire :

« Je suis un soldat qui est en première ligne. Vous ne connaissez pas le front autant que moi. Tous les jours, je parle avec mes vieux et jeunes soldats, et avant tout avec mes jeunes officiers. Je vois dans leurs yeux l'enthousiasme avec lequel ils parlent du Führer. Ils ne comprendraient donc pas une action contre lui. Une telle chose entraînerait certainement une guerre civile à l'intérieur de l'armée ».

Le lieutenant-colonel revint aussitôt à la charge :

« Moi aussi je suis souvent au front et je parle avec de jeunes officiers. J'admets que la plupart sont toujours enthousiastes à l'égard de Hitler. Mais j'en connais aussi beaucoup d'autres qui ont un tout autre avis. J'ai la conviction avant tout que le corps des officiers et la troupe resteront derrière leurs dirigeants militaires selon le principe de l'obéissance absolue et que chaque ordre qui leur sera donné sera exécuté. Après la disparition de Hitler, il n'y aura vraisemblablement plus personne qui parlera de lui ».

Mais Manstein n'était pas du genre à se laisser convaincre aussi facilement. Fermement cantonné sur ses positions, il réaffirma son refus de prendre part à une entreprise qui, selon lui, ne pouvait

qu'entraîner l'effondrement de l'armée. Constatant qu'il ne pourrait réussir à le faire changer d'avis, Gersdorff décida alors de ne pas lui remettre les lettres de Goerdeler et de Popitz. Avant de mettre un terme à leur discussion, Gersdorff fit néanmoins part de la requête de Kluge : « Le feld-maréchal von Kluge m'a chargé de vous demander si vous seriez prêt à devenir le chef d'état-major général de la Wehrmacht après un coup d'État réussi » ? Manstein s'inclina légèrement, puis déclara : « Dites au feld-maréchal von Kluge que je le remercie pour la confiance qu'il me témoigne. Le feld-maréchal von Manstein sera toujours le serviteur loyal d'un gouvernement légalement constitué »⁷⁰.

Par cette réponse, Manstein s'en tenait à l'attitude traditionnelle selon laquelle le soldat devait se limiter exclusivement aux questions militaires. Loin de faire montre d'un quelconque caractère attentiste, il rappelait plutôt qu'il était un militaire apolitique, ayant servi loyalement chaque gouvernement légitime, du Reich bismarckien au III^e Reich en passant par la république de Weimar, et ce, sans se laisser influencer par ses propres opinions politiques⁷¹.

Cependant, même si son éducation militaire lui prescrivait d'obéir aux ordres, il ne pouvait pas ne pas se rendre compte que l'Allemagne se dirigeait tout droit vers une catastrophe militaire. Selon Beck, l'attitude de Manstein s'expliquait davantage par son caractère que par sa prétendue conviction selon laquelle tout devait être fait pour empêcher les Russes d'envahir l'Allemagne et que, dans l'éventualité d'un coup d'État, cela deviendrait encore plus difficile, sinon impossible. En fait, la manière la plus sûre d'amener les armées russes sur le territoire allemand était de prolonger la guerre. Et c'est justement ce qui se produirait si rien n'était fait pour renverser Hitler et le régime national-socialiste⁷².

Visiblement, la discussion entre Manstein et Gersdorff révélait deux conceptions du monde totalement divergentes quant au devoir du soldat en temps de guerre. Paradoxalement, les deux se réclamaient de la tradition militaire prussienne. Pour Manstein, ce qui lui importait au plus haut point, c'était l'intégrité de l'armée et la loyauté absolue à l'égard du commandant suprême de la Wehrmacht et du chef de l'État, en l'occurrence Hitler. Cette conception pouvait se résumer par ces quatre déclarations du feld-maréchal : « Les feld-maréchaux prussiens ne se mutinent pas » ; « Cela va entraîner l'effondrement de l'armée ! » ; « Je suis un soldat qui est en première ligne » ; « Le feld-maréchal von Manstein sera toujours le serviteur loyal d'un gouvernement légalement constitué ». Quant à Gersdorff, c'était plutôt la survie de l'Allemagne et du peuple allemand qui comptait plus que toute autre chose. Deux déclarations exprimaient bien cette conception du lieutenant-colonel : « [...] tous les moyens doivent être pris afin de sauver l'Allemagne d'une catastrophe » ; « Ce n'est pas l'armée, mais l'Allemagne et le peuple allemand qui sont les priorités ».

⁷⁰ Gersdorff, *Soldat im Untergang...*, p. 134-136.

⁷¹ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 169-170.

⁷² Hoffmann, *Widerstand...*, p. 340-341 ; Scheurig, *Spiegelbilder der Zeitgeschichte...*, p. 138 ; Schlabrendorff, *Offiziere gegen Hitler...*, p. 160.

À l'encontre de Gersdorff, Manstein réduisait donc le devoir du soldat aux seules questions militaires et portait à son extrême le postulat d'une division entre les sphères militaire et politique que le colonel-général Seeckt avait érigé en dogme dans les premières années de la République de Weimar. À la base de la tradition militaire prussienne, cette opposition entre les sphères militaire et politique était beaucoup plus présente dans l'esprit de Manstein que dans celui de Gersdorff. À vrai dire, elle se trouvait au cœur de la conception du monde du feld-maréchal, expliquant ainsi son attachement aveugle aux principes de l'obéissance absolue et de loyauté inconditionnelle envers le pouvoir légitime⁷³.

Le journal de Manstein ne mentionne nulle part que Gersdorff lui avait parlé d'un possible attentat contre Hitler. Il aurait été, de toute évidence, très dangereux pour lui et sa famille d'y laisser une note à ce sujet. Le risque que son journal pût un jour se retrouver entre les mains de la SS ou du SD était beaucoup trop grand. De sa conversation avec Gersdorff, il rapporta d'abord la question relative au haut commandement :

« Hitler ne devrait pas tout diriger lui-même. Il devrait travailler avec un chef d'état-major général de la Wehrmacht ou assumer le commandement en chef de la Luftwaffe et de la marine, et diriger avec les trois chefs d'état-major général. La tâche de Hitler en tant que Führer et commandant suprême consiste avant tout dans la direction politique du peuple, qui fait maintenant défaut, dans la conduite de la politique extérieure de la guerre, dont les régions occupées font partie, et dans la gestion de l'armement et de l'économie. Mais, sur le plan militaire, elle devrait se limiter seulement aux décisions politiques et militaires fondamentales. Kluge doit présenter tout cela à Hitler. Ce ne peut être moi, en raison de la propagande ennemie qui me fait passer pour un homme qui veut obtenir la direction ».

En ce qui concerne la paix, Manstein nota aussi qu'il avait laissé savoir à Gersdorff que toutes les possibilités de négociation devaient être utilisées, mais que cela relevait seulement de la compétence du Führer :

« L'armée n'a strictement rien à faire avec de telles affaires. Elle est fidèle à son drapeau et à son devoir d'obéissance, et demeurera l'institution [au sein du régime] qui restera toujours fidèle. Toute idée que la direction militaire devrait se mêler des questions de la direction politique reviendrait à dire qu'elle quitterait le principe de la subordination militaire, ce à quoi elle s'est constamment opposée ».

Manifestement, Manstein était un soldat et ne voulait être rien d'autre. Éduqué dans la plus pure tradition militaire du corps des officiers prussiens, il se voyait tenu à la loyauté et à l'obéissance vis-à-vis de la direction légale de l'État, aussi bien que vis-à-vis de Hitler, le seul homme qui, à ses yeux, jouissait de la confiance du peuple et des soldats allemands. Entre son devoir de conscience et d'obéissance, il avait donc choisi le deuxième⁷⁴.

⁷³ Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie...*, p. 192-195 et 199. Voir aussi Schneider, « Denkmal Manstein... », p. 406-407.

⁷⁴ Cité par Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 226-227.

L'entretien Rommel-Kluge-Manstein

Quelques semaines auparavant, soit le 13 juillet 1943, les feld-maréchaux Manstein, Kluge et Rommel avaient été convoqués par Hitler à son quartier général de Rastenburg en Prusse-Orientale. En compagnie du colonel-général Zeitzler, son chef d'état-major général de l'armée de terre, le Führer voulait faire le point, avec ses trois commandants en chef, sur l'opération « Citadelle », qu'il avait déclenchée le 5 juillet 1943, et sur le débarquement des Anglo-Américains en Sicile, qui avait eu lieu cinq jours plus tard.

Après la conférence militaire, Manstein, Kluge et Rommel se retrouvèrent dans le salon de la maison des hôtes pour manger et prendre un verre. Les trois feld-maréchaux discutèrent à nouveau de la situation militaire, mais ne s'entendirent pas sur les conséquences à tirer de la bataille de Koursk et de l'opération amphibie des Alliés en Italie. Contrairement à Kluge et à Rommel qui voyaient poindre à l'horizon la défaite militaire, Manstein croyait toujours en la possibilité d'obtenir un match nul sur le front de l'Est pour ainsi parer à une invasion de grande envergure des Anglo-Américains en Europe de l'Ouest.

Lorsque Kluge se leva pour aller dormir, il interpella Manstein : « Manstein, la fin sera désastreuse. Et je réitère ce que je vous ai déjà dit plus tôt, je suis prêt à servir sous vos ordres ». Courtois, Manstein le remercia gentiment pour ce qu'il considérait comme un charmant compliment, mais n'y donna pas suite⁷⁵.

Dans le salon, il ne resta plus alors que Rommel, Manstein et Stahlberg, son aide de camp. Terminant son verre de vin, Rommel lança soudainement à Manstein : « La fin de la guerre sera une catastrophe totale. Si les Alliés devaient également débarquer dans les Balkans et finalement sur la côte atlantique, alors toute la maison s'effondrera ». Mais Manstein répliqua qu'on n'était pas encore arrivé à ce point dramatique. En fait, il assura son interlocuteur que le Führer allait abandonner volontairement le commandement suprême des opérations militaires avant qu'il ne soit trop tard. D'esprit opiniâtre, Rommel rétorqua : « Il ne renoncera jamais volontairement au commandement suprême. Manifestement, je le connais beaucoup mieux que vous, *Herr* von Manstein ». Manstein se leva pour souhaiter bonne nuit à Rommel qui l'imita, avant d'ajouter : « Je suis également prêt à servir sous vos ordres ». « Bonne nuit », répondit Manstein en se dirigeant vers le hall d'entrée. Au même moment, Rommel saisit la manche de Stahlberg et lui déclara : « Votre feld-maréchal est un stratège génial. Je l'admire, mais il se berce d'illusions. Faites en sorte qu'il n'oublie pas ce que je viens juste de lui dire »⁷⁶.

Contrairement à Manstein, les conspirateurs et leurs sympathisants ne se faisaient pas d'illusions. Pour eux, la guerre était perdue depuis la défaite de la Wehrmacht devant Moscou en décembre 1941 ou, à

⁷⁵ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 338-339.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 339.

tout le moins, à Stalingrad à l'hiver 1942-1943, et jamais Hitler ne renoncerait volontairement au commandement suprême des opérations militaires et encore moins au pouvoir politique. L'attitude de Manstein ne s'expliquait pas seulement en raison de son optimisme quant à la possibilité d'obtenir un match nul sur le front de l'Est, mais aussi de la conception très étroite qu'il se faisait de son rôle au sein de la société. Pour lui, il était de son devoir de se cantonner aux questions militaires. Dans cette perspective, on comprend mieux son refus, à l'hiver 1943, d'accepter de suivre Stauffenberg et Tresckow, les chefs de file de la conspiration militaire, puis de considérer, à l'été 1943, l'invitation de Kluge et de Rommel, ainsi que celle de Gersdorff, de prendre la direction de la Wehrmacht à la suite d'un coup d'État qui aurait débarrassé l'Allemagne de Hitler et de son régime nazi. Que Kluge et Rommel, plus anciens en grade que Manstein, fussent prêts à servir sous les ordres de ce dernier est néanmoins très révélateur de la confiance qu'ils manifestaient à l'égard de son immense talent opérationnel.

Jusqu'à la toute fin de la guerre, Manstein allait espérer naïvement que Hitler ferait appel à ses services, en lui confiant l'entière responsabilité de la conduite des opérations militaires pour sauver l'Allemagne d'une défaite pourtant inéluctable. Que le Führer lui remît l'ensemble du commandement militaire était justement, selon lui, la condition *sine qua non* pour arracher aux mains de l'ennemi soviétique un match nul et conclure avec lui une paix de compromis. Cette ambition de devenir le sauveur de l'Allemagne et d'entrer à ce titre dans l'Histoire témoignait d'une énorme confiance en soi et d'un orgueil tout à fait exceptionnel de ses compétences en matière de tactique et de stratégie. Une assurance sans doute confortée par le fait que des feld-maréchaux de la trempe d'un Kluge ou d'un Rommel fussent prêts à servir sous ses ordres.

Dans ses mémoires, Stahlberg raconte une anecdote qui contribue à éclairer davantage la psychologie de Manstein. Au printemps 1944, quelque temps après son licenciement, le feld-maréchal fut invité par Herbert von Dirksen, ambassadeur allemand à Londres jusqu'au 3 septembre 1939, jour de la déclaration de guerre de la Grande-Bretagne au III^e Reich, à dîner à Gröditzberg, dans un magnifique château princier à l'architecture baroque qui, avec son fort en ruines, constituait une relique de la guerre de Trente Ans. Au cours de cette soirée, Stahlberg suivit la conversation entre les deux hommes avec beaucoup d'intérêt et il en tira cette conclusion :

« Dans une certaine mesure, les carrières de Manstein et de Dirksen étaient similaires : les deux avaient servi leur pays au sein de postes importants ; leur chute respective était attribuable à un dictateur qui respectait les règles protocolaires tant et aussi longtemps qu'elles lui convenaient ; les deux – à ce qu'il m'apparaissait – vivaient dans la "mauvaise" génération. Les deux n'étaient apparemment pas prêts à réaliser qu'il y avait tellement de choses du XIX^e siècle qui n'étaient plus valables au XX^e siècle. Manstein était encore d'avis que même si la guerre ne pouvait plus être gagnée, elle ne devait pas pour autant être considérée comme perdue. Dirksen laissait entendre que Staline était "approchable". À titre d'ambassadeur à Moscou, il avait eu plusieurs conversations avec lui sans interprète. Manstein tout autant que Dirksen attendaient encore leur heure » !⁷⁷

⁷⁷ *Ibid.*, p. 381-383.

Manstein : commandant suprême à l'Est ou généralissime de tous les théâtres d'opérations ?

Le feld-maréchal Rommel n'avait pas tort d'affirmer que le feld-maréchal Manstein se berçait d'illusions en pensant que le Führer se résoudrait tôt ou tard à renoncer volontairement au commandement suprême de la Wehrmacht. À deux reprises, à l'été 1943 et à l'hiver 1944, Manstein allait demander en vain à Hitler qu'il lui remît la conduite des opérations sur tous les fronts ou, à tout le moins, sur celui de l'Est. Malgré le refus catégorique exprimé par Hitler en chacune de ces occasions, il allait néanmoins continuer à espérer, avec une naïveté déconcertante, que celui-ci finirait par changer d'idée lorsque la situation militaire ne lui laisserait plus d'autres solutions.

Le 3 septembre 1943, à la suite de l'aggravation critique de la situation sur le front de l'Est, le feld-maréchal Manstein se rendit en avion, en compagnie du feld-maréchal Kluge, au quartier général de Prusse-Orientale afin de souligner à Hitler la nécessité de créer un haut commandement unique, qui ferait ainsi disparaître la dualité de l'OKW (fronts de l'Ouest, de la Scandinavie et de la Méditerranée) et de l'OKH (front de l'Est).

Dès l'arrivée à Rastenburg, Manstein, appuyé par Kluge, demanda à Hitler de confier la direction des opérations militaires sur tous les théâtres à un chef d'état-major général responsable devant lui et de nommer un commandant en chef particulier sur le front de l'Est. Même s'il devait demeurer, en vertu de cette proposition, nominalement commandant suprême, Hitler n'était guère disposé à créer un haut commandement unique qui serait exercé par un chef d'état-major général responsable. Il n'était pas du tout enclin à renoncer à la conduite directe des opérations, pas même sur le front oriental en y nommant un commandant en chef. En outre, il savait pertinemment que Manstein nourrissait l'ambition d'occuper lui-même les fonctions de chef d'état-major général sur tous les théâtres d'opérations ou de commandant en chef sur le front oriental, d'autant plus que de nombreux généraux désiraient ardemment le voir nommé à l'une ou l'autre de ces deux charges militaires. Mais il n'était décidément pas prêt à octroyer le titre de commandant suprême à l'Est ou de généralissime sur tous les théâtres d'opérations à une personnalité aussi forte et peu conciliante que celle de Manstein⁷⁸.

En essayant derechef de convaincre Hitler de la nécessité de remettre la conduite des opérations militaires à un général professionnel qualifié en la matière, Manstein n'avait, cette fois-ci, pas caché son ambition d'assumer de telles fonctions. Sans ambages, il se proposa lui-même en tant que candidat pour occuper le poste de commandant en chef du front de l'Est : « Mon Führer, si vous deviez penser à ma personne, je vous garantis que je vais [...] parvenir à stabiliser le front ». Hitler répondit que lui seul avait

⁷⁸ Ziemke, *Stalingrad to Berlin...*, p. 162-163 ; Mitcham, *Hitler's Field Marshals...*, p. 251 ; Brett-Smith, *Hitler's Generals...*, p. 229 ; Heuer, *Die deutschen Generalfeldmarschälle...*, p. 92 ; Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 524-525.

la détermination nécessaire pour surmonter une telle situation. Une fois de plus, le feld-maréchal éprouva une amère déception devant le refus de son Führer⁷⁹. Mais il ne se découragea pas pour autant.

Le 4 janvier 1944, lorsque Manstein se rendit au quartier général du Führer pour exposer la dégradation rapide de la situation du groupe d'armées sud, il demanda à Hitler de l'entretenir en la seule présence de Zeitzler, chef d'état-major général de l'armée de terre. À contrecœur, comme à chaque fois qu'il ne savait pas trop à quoi s'en tenir, Hitler accepta. Dès que la pièce se fut vidée, Manstein lui expliqua que la fâcheuse position de l'*Ostheer* ne résultait pas uniquement de l'incontestable supériorité de l'ennemi, mais aussi de la manière dont elle était dirigée. Déjà froid, Hitler eut tôt fait de devenir glacial, fixant le feld-maréchal d'un regard perçant. Persévérant sans se laisser intimider par l'atmosphère orageuse, Manstein déclara que la méthode de commandement de la Wehrmacht ne pouvait plus durer et qu'il fallait revenir à sa proposition, déjà formulée à deux reprises, selon laquelle le Führer avait besoin d'un chef d'état-major général véritablement responsable, sur les conseils duquel il s'appuierait pour la conduite des opérations militaires. En conséquence de quoi il devait nommer pour le front de l'Est, comme c'était déjà le cas pour l'Italie et l'Ouest, un commandant en chef disposant d'une autorité absolue dans le cadre de la conduite générale de la guerre⁸⁰.

Comme dans les deux requêtes qu'il avait déjà présentées à Hitler sur le même sujet, Manstein ne cachait pas son ambition d'être lui-même désigné commandant en chef du front oriental avec toute latitude d'action dans le cadre d'objectifs stratégiques généraux, comme le feld-maréchal Rundstedt à l'Ouest et le feld-maréchal Kesselring en Italie. Cela aurait obligé Hitler à abandonner *de facto* son commandement sur le théâtre de l'Est⁸¹. Investi de l'entière responsabilité des opérations militaires sur le front soviétique, Manstein espérait pouvoir manœuvrer de manière à arracher un match nul à l'ennemi, ce qui permettrait à Hitler de négocier par la suite une paix de compromis avec Staline. Pour cela, Hitler devait toutefois accepter, une fois pour toutes, de se départir de son commandement militaire pour le remettre à Manstein⁸².

Mais Hitler ne voulait pas en entendre parler. Il considérait qu'il était le seul à tenir en mains tous les moyens du Reich allemand et, de ce fait, à pouvoir conduire efficacement la guerre, même dans le domaine militaire. De même, il était le seul en mesure de fixer les forces à employer sur les différents théâtres d'opérations et de leur prescrire les manœuvres opérationnelles appropriées. D'autre part, il souligna que jamais Göring n'accepterait d'obéir aux ordres de quelqu'un d'autre⁸³. Quant à la question de la nomination d'un commandant en chef sur le front de l'Est, il répondit à Manstein, qu'il soupçonnait

⁷⁹ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 239.

⁸⁰ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 887-888 ; Irving, *Hitler's War...*, p. 595 ; Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 569-570 et 572-574 ; Carver, « Manstein... », p. 241.

⁸¹ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 888.

⁸² Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 354.

⁸³ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 573.

d'ailleurs de briguer ce poste, que personne ne jouirait de la même autorité que lui : « Je n'arrive même pas à me faire obéir des feld-maréchaux ! Vous imaginez peut-être qu'ils vous obéiraient plus volontiers » ? À la limite de l'insolence, Manstein rétorqua que, lui, jamais on ne désobéissait à ses ordres. Sur quoi Hitler, contenant sa colère, tout en prenant clairement acte de l'insubordination de son feld-maréchal, mit fin à l'entretien⁸⁴.

Une fois de plus, Manstein avait échoué dans sa tentative pour amener le Führer à modifier le système du haut commandement militaire sans porter atteinte à son prestige. Non seulement il n'avait aucune chance d'être nommé commandant en chef sur le théâtre des opérations à l'Est, mais son franc-parler et ses ambitions personnelles avaient éveillé des doutes dans l'esprit de Hitler sur la nécessité de le maintenir à la direction du groupe d'armées sud. En attendant, l'ordre de Hitler à Manstein était on ne peut plus clair : il n'était pas question de reculer.

Le colonel-général Guderian, qui avait fait partie du cercle des commandants préférés de Hitler, ne se conduisit pas mieux que Manstein lorsqu'il tenta à son tour au cours du même mois, à l'occasion d'une audience privée, de convaincre le Führer d'unifier le commandement militaire en nommant un général en qui il aurait toute confiance au poste de chef d'état-major général de la Wehrmacht. En d'autres termes, il lui demanda de déléguer ses pouvoirs à un généralissime qui exercerait la responsabilité de la conduite des opérations sur tous les théâtres. Destinée à remédier à l'inefficacité du commandement suprême de la Wehrmacht, cette mesure aurait abouti à l'abolition de la dualité OKW-OKH et, de ce fait, au renvoi du feld-maréchal Keitel et du colonel-général Jodl, les fidèles exécutants des directives stratégiques et opérationnelles du Führer. Évidemment, Hitler s'y refusa. Il comprit que la dissolution de l'OKW, cet organe de commandement qui servait presque exclusivement à entériner ses décisions, aurait aussi réduit ses propres pouvoirs au sein du commandement militaire. À l'instar de Manstein, Guderian se heurta à un mur inébranlable. Comme celles de Manstein, ses recommandations de retrait tactique se heurtèrent à une fin de non recevoir. « Ainsi donc », écrivit-il dans ses mémoires, « rien ne changea. On continua à disputer chaque mètre carré de terre »⁸⁵.

Manifestement, Hitler excluait toute retraite, quelle que fût la nécessité tactique ou même l'avantage qu'il pouvait en retirer. Puis, quand la retraite devenait inéluctable et finissait par se faire, c'était inmanquablement dans des conditions beaucoup moins favorables que la première fois où elle avait été proposée. Pour le Führer, la volonté de tenir à tout prix restait, comme toujours, la valeur suprême. Au cours de la crise de l'hiver 1941-1942, son refus de consentir à la moindre retraite avait probablement empêché un effondrement précipité du front allemand. Mais depuis lors, la progression

⁸⁴ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 888 ; Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 573 ; Irving, *Hitler's War...*, p. 595 ; Carver, « Manstein... », p. 241.

⁸⁵ Guderian, *Panzer Leader...*, p. 326-327 (p. 327 pour la citation).

implacable de l'Armée rouge, soutenue par une supériorité numérique écrasante sur le plan des effectifs et du matériel, avait imposé une stratégie défensive qui était étrangère à la nature de Hitler et qui exigeait plus qu'un appel répété à la volonté et à l'esprit combatif du soldat allemand pour qu'il tînt bon. Craignant que la propagande subversive diffusée depuis Moscou par l'organisation *Freies Deutschland* (Allemagne libre), ne parvînt à saper le moral des troupes allemandes, Hitler avait ordonné, le 23 décembre 1943, la création d'un corps d'officiers dirigeants nationaux-socialistes chargés d'insuffler l'esprit du mouvement nazi au sein de la Wehrmacht⁸⁶. En vérité, ce qu'il fallait, c'était davantage de compétence militaire et de souplesse stratégique et tactique que le commandant en chef de l'armée de terre n'en pouvait lui-même montrer. Dans ces conditions, l'obstination de Hitler à refuser tout repli stratégique et ses ingérences répétées dans les questions tactiques devaient créer des difficultés toujours plus grandes à ses commandants sur le terrain⁸⁷.

La dernière rencontre Tresckow- Manstein

Les conspirateurs ne purent attirer dans leurs rangs aucun des feld-maréchaux en activité. Certes, il y avait le feld-maréchal Witzleben, ancien commandant en chef en France et un des premiers conspirateurs, mais il était en disponibilité et n'avait pas de troupes sous ses ordres. Le feld-maréchal Rundstedt, commandant en chef du front de l'Ouest, fut invité à se joindre aux conjurés, mais il refusa de manquer à son serment de fidélité au Führer. À l'instar du feld-maréchal Kluge, le très populaire feld-maréchal Rommel prêta l'oreille aux conspirateurs, mais sans pour autant se rallier activement à eux. Quant à l'idée que le feld-maréchal Manstein pût s'engager dans la résistance, elle fut totalement anéantie à l'automne de 1943.

Le 25 novembre 1943, se rendant au quartier général de la 2^e armée, à laquelle il venait tout juste d'être affecté à titre de chef d'état-major, avec le grade de major-général, Tresckow en profita, en cours de route, pour rendre visite à Manstein. S'il ne pouvait guère compter sur une participation active du feld-maréchal au complot visant à renverser Hitler et son régime, il espérait néanmoins obtenir sa caution morale qu'il jugeait essentielle pour assurer l'ordre au sein des troupes, advenant la réussite du coup d'État. Mais Manstein ne se laissa aucunement convaincre. Selon lui, un coup d'État affaiblirait le moral des troupes et anéantirait toutes possibilités pour le Reich d'arracher une paix de compromis. Bref, un attentat ne pourrait que provoquer l'effondrement du front et l'occupation de l'Allemagne par les Russes.

⁸⁶ L'organisation *Freies Deutschland*, créée en septembre 1943, réunissait le *Nationalkomitee « Freies Deutschland »* (Comité nationale de l'« Allemagne libre »), mis en place en juillet 1943 par les dirigeants soviétiques et rassemblant en grande partie des émigrés communistes allemands et des prisonniers de guerre, et le *Bund Deutscher Offiziere* (Fédération des officiers allemands), dirigée par le général Walter von Seydlitz-Kurzbach, l'un des chefs de la 6^e armée capturés avec le feld-maréchal Paulus à Stalingrad. Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 1436-1437 (note # 22).

⁸⁷ *Ibid.*, p. 886-887.

Convaincu que le Führer lui céderait tôt ou tard la conduite des opérations à l'Est, il mit fin à la discussion en qualifiant Tresckow de défaitiste⁸⁸. Témoin de cette conversation, l'officier d'état-major Hans-Adolf von Blumröder aurait entendu Manstein dire à Tresckow : « Tresckow, laissez-moi enfin tranquille avec votre stupide politique de paix »⁸⁹.

Cette visite de Tresckow à Manstein, le 25 novembre 1943, fut la dernière tentative de la conspiration pour gagner à sa cause le commandant en chef du groupe d'armées sud. Le plus grand commandant de la Wehrmacht ne soutiendrait d'aucune manière un coup d'État. Même si elle s'était fait à l'idée depuis longtemps, la déception au sein des rangs de l'opposition était grande. Lorsque le feld-maréchal fut démis de ses fonctions par Hitler, le 30 mars 1944, le colonel-général Beck fit ce commentaire : « Bien que je l'aie estimé très longtemps, je ne regrette d'aucune manière la destitution de Manstein »⁹⁰.

Le cas de Manstein fut abordé une fois de plus au printemps 1944, lorsque le lieutenant Stahlberg rendit une visite de courtoisie à son ami le major-général Oster, sur la Bendlerstrasse à Berlin. Au cours de leur conversation, le chef du service de renseignements à l'Abwehr parla avec mépris des feld-maréchaux qui, selon lui, s'étaient asservis à un caporal, au détriment de leur jugement pourtant supérieur, par seul souci de leur carrière. Stahlberg ne voyait toutefois pas son chef de cette manière. À ses yeux, il était du tempérament d'un Moltke et ne pouvait se résigner à admettre que son expertise et son talent militaires avaient été abusés par Hitler. En fait, il attendait son heure, déclara son adjutant. Quand Oster lui demanda si le feld-maréchal avait été mis au courant de l'ampleur de l'extermination massive des Juifs, Stahlberg répondit qu'il considérait les informations sur Auschwitz et les autres camps d'extermination comme étant si invraisemblables qu'il refusait tout simplement d'y croire⁹¹.

Quelques jours plus tard, Stahlberg eut une discussion similaire avec le major-général Tresckow, en permission à son domicile de Babelsberg. Ils parlèrent de la loyauté et de l'obéissance de Manstein à l'égard de Hitler, ainsi que de son incapacité à reconnaître que ce dernier était non seulement un piètre stratège, mais aussi un homme complètement dépourvu de scrupules et de conscience. Lorsque Tresckow demanda à Stahlberg de quel côté Manstein se rangerait si Hitler était tué, il lui déclara que le feld-maréchal serait là où la loi le prescrirait. À l'instar de Oster, Tresckow lui demanda également si Manstein était bien informé de l'ampleur de l'extermination des Juifs, ce à quoi il répondit par l'affirmative, avant d'ajouter que son chef refusait de tenir compte d'informations qu'il considérait tout simplement comme invraisemblables⁹².

⁸⁸ Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie...*, p. 197 ; Scheurig, *Spiegelbilder der Zeitgeschichte...*, p. 138.

⁸⁹ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 228.

⁹⁰ *Idem.*

⁹¹ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 376-378.

⁹² *Ibid.*, p. 378-381.

« Il en sera donc ainsi, mon Führer » ! La déclaration de fidélité de Manstein à Hitler

Loin de se laisser séduire par les projets des conspirateurs, le feld-maréchal Manstein allait confirmer de nouveau sa fidélité inconditionnelle au Führer à deux reprises au cours de l'hiver 1944, la première fois, le 27 janvier, la seconde, le 19 mars.

Le 27 janvier, Hitler convoqua à son quartier général une centaine de ses chefs militaires, dont tous les commandants de groupes d'armées du front oriental. Il les entretint longuement de la nécessité d'inculquer l'esprit du national-socialisme à l'armée, tout en les assurant que jamais il ne pourrait y avoir la plus infime idée de capitulation. Il exigea donc de ses généraux non seulement leur loyauté, mais un soutien absolu. Au faite de sa péroraison, il déclara : « Si, en dernière extrémité, je devais jamais être abandonné en tant que chef suprême, je dois avoir autour de moi, comme dernière défense, le corps des officiers tout entier, sabre au clair, faisant bloc à mes côtés »⁹³. Sur ce, il fut interrompu, ce qui ne lui était pas arrivé depuis les brasseries de Munich. « Il en sera donc ainsi, mon Führer ! », s'exclama le feld-maréchal Manstein dans la toute première rangée⁹⁴. Visiblement décontenancé par cette réplique inattendue, Hitler perdit le fil de son propos. Il lui lança un regard glacial en commentant : « C'est bien. Si tel est le cas, nous ne pourrions jamais perdre cette guerre, jamais, quoi qu'il arrive. Car la nation entrera alors dans la guerre avec la vigueur qui est nécessaire. Je le note avec un vif plaisir, feld-maréchal von Manstein ! ». Il reprit aussitôt ses esprits, soulignant malgré tout la nécessité de parfaire l'éducation national-socialiste du corps des officiers⁹⁵.

Prise à la lettre, l'exclamation de Manstein pouvait être perçue comme une marque de soumission fanatique envers Hitler. Toutefois, comme le feld-maréchal lui-même l'indiqua après la guerre, son sens implicite était beaucoup plus critique à l'égard de Hitler. S'il s'était permis cette interpellation, avoua-t-il plus tard, c'était parce qu'il avait eu le sentiment que le Führer avait porté atteinte à son honneur et à celui de ses collègues officiers en insinuant que leur loyauté pouvait être mise en doute. « Cette exclamation n'avait naturellement rien à voir avec notre sentiment personnel au sujet de la formation national-

⁹³ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 889-890. Voir aussi la formulation différente et inexacte dans Manstein *Verlorene Siege...*, p. 579-580 : « Si la fin doit venir un jour, il faudra tout de même que les feld-maréchaux et les généraux restent fidèles au drapeau ! ».

⁹⁴ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 890. Voir aussi Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 580, avec une formulation différente : « Ils le resteront, soyez-en sûr, mon Führer ! ».

⁹⁵ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 890. Voir aussi Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 580, qui cita inexactement les propos du Führer par ces mots : « Je vous en remercie, feld-maréchal von Manstein », et déclara que Hitler termina assez brusquement son discours. En réalité, il n'en était alors qu'aux quatre-cinquièmes.

socialiste ou de Hitler lui-même », écrivit-il dans ses mémoires. « Elle voulait simplement montrer que nous n'avions pas à recevoir de leçon morale, même de lui »⁹⁶.

Hitler, pour sa part, espérait que le feld-maréchal avait voulu le rassurer sur sa loyauté. Mais Martin Bormann, chef de la Chancellerie du Reich, et ses adjudants lui dirent que les généraux l'avaient interprété autrement⁹⁷. Au pire, le Führer vit dans l'interruption de Manstein une manière de lui reprocher sa méfiance envers les généraux⁹⁸. L'entretien qu'il avait eu avec lui le 4 janvier lui restait encore sur le cœur. Il ne lui avait pas pardonné sa critique sur le haut commandement militaire et, par le fait même, sur sa manière de diriger les opérations. Il n'avait pas plus apprécié la note que lui avait envoyée par la suite le feld-maréchal et dans laquelle il ne mâchait pas ses mots à l'endroit de son commandement. Toujours interloqué, il avait fait venir Manstein, quelques minutes après son discours et, en présence du feld-maréchal Keitel, lui avait interdit de recommencer à l'avenir : « *Herr* feld-maréchal, je n'admets pas que vous puissiez m'interrompre quand je parle aux généraux. Vous ne le tolérez pas de la part d'un de vos subordonnés ». Manifestement très irrité, il ajouta une offense gratuite : « D'ailleurs, vous m'avez envoyé une note sur la situation, il y a quelques jours. Sans doute servira-t-elle, enregistrée dans les archives, à vous justifier plus tard devant l'Histoire ». Piqué au vif, le commandant en chef du groupe d'armées sud répliqua :

« Les lettres que je vous adresse personnellement ne sont, bien entendu, pas enregistrées dans nos archives. Cette note est parvenue par le courrier directement au chef d'état-major général. Par ailleurs, excusez-moi d'employer une expression anglaise. Devant l'interprétation à laquelle vous vous livrez, je me bornerai à répondre que *moi*, je suis un gentleman »⁹⁹.

Après un long silence, Hitler remercia son interlocuteur et leva l'audience sur cette note discordante. Les jours de Manstein étaient manifestement comptés¹⁰⁰.

Dans son journal, en date du 27 janvier 1944, le général Schmundt nota :

« Le Führer a prononcé une très sérieuse allocution devant ses feld-maréchaux et généraux des trois armes de la Wehrmacht, à la conclusion d'une réunion de dirigeants nationaux-socialistes. Durant l'allocution, le feld-maréchal von Manstein s'est permis d'intervenir. À la suite de cette interruption et des diverses tensions des derniers temps, la question de remplacer le feld-maréchal von Manstein en tant que commandant sera réévaluée »¹⁰¹.

Alors que la situation de la Wehrmacht sur le front oriental était critique, les feld-maréchaux appartenant à toutes les armes furent convoqués au Berghof à la fin de l'hiver. Parmi ceux-ci, on retrouvait Manstein, Kleist, Weichs, Busch et Rommel. Dans le cadre d'une étrange petite cérémonie, tenue le 19 mars, ceux-ci furent témoins de la présentation à Hitler par leur doyen, le feld-maréchal Rundstedt, d'une

⁹⁶ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 580. Voir aussi Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 890 ; Irving, *Hitler's War...*, p. 597-598 ; Mitcham, *Hitler's Field Marshals...*, p. 252 ; Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 357.

⁹⁷ Irving, *Hitler's War...*, p. 598.

⁹⁸ Below, *Als Hitlers Adjutant...*, p. 360.

⁹⁹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 580-581. Voir aussi Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 890-891.

¹⁰⁰ Irving, *Hitler's War...*, p. 598. Voir aussi Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 149.

¹⁰¹ Cité par Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 358.

déclaration de fidélité qu'ils avaient tous signés. C'est le général Schmundt, principal aide de camp du Führer pour la Wehrmacht, qui avait recueilli leurs signatures au cours d'une tournée sur les divers théâtres des opérations. L'idée de renforcer ainsi la confiance de Hitler dans la Wehrmacht était venue de Goebbels. Elle fut réalisée discrètement et à l'insu du Führer par Schmundt. Il y avait été incité par la propagande subversive diffusée depuis Moscou par le général Walther von Seydlitz-Kurzbach et d'autres officiers prisonniers tombés entre les mains des Russes à Stalingrad. Même si cette propagande n'avait qu'un effet limité, l'intention de Goebbels et de Schmundt était de dissiper la méfiance de Hitler envers ses feld-maréchaux et de réchauffer des relations, dont la conférence du 27 janvier, à Rastenberg, interrompue par Manstein, avait montré combien elles demeuraient glaciales. Qu'au plus fort de la guerre, les dirigeants militaires eussent cru bon de signer une déclaration de loyauté envers leur commandant suprême et chef d'État n'était pas seulement étonnant, mais remarquable en soi¹⁰².

Cette démarche n'en cachait pas moins un certain malaise. C'est probablement ce que pensait le feld-maréchal Manstein, le dernier à apposer sa signature sur le document en question. Comme il le dit à Schmundt, il avait le sentiment qu'une telle déclaration était tout à fait superflue de la part d'un soldat qui avait déjà prêté serment de fidélité au Führer, en août 1934, après la mort du vieux feld-maréchal Hindenburg. Mais les autres feld-maréchaux ayant signé, il ne lui restait plus qu'à les imiter, car un refus aurait équivalu à avouer de la sympathie pour la propagande de Seydlitz-Kurzbach¹⁰³. En tous cas, Hitler parut touché par la cérémonie et fut particulièrement satisfait de voir que Manstein, le plus critique de ses feld-maréchaux, avait signé la déclaration¹⁰⁴. Au sujet de cette déclaration de fidélité, Goebbels indiqua justement à son Führer qu'elle était « très catégorique, très explicite et totalement national-socialiste »¹⁰⁵. Ce fut manifestement l'un des rares moments d'harmonie dans les relations de Hitler avec ses plus hauts chefs militaires après l'été 1941.

À lui seul, le contenu de la déclaration de fidélité était suffisant pour réjouir le Führer et rétablir une certaine confiance entre lui et ses feld-maréchaux :

« Nous, les feld-maréchaux de l'armée, avons appris, à notre plus profonde désolation et inquiétude, les nouvelles selon lesquelles le général d'artillerie Walther von Seydlitz-Kurzbach commettrait une trahison indigne contre notre cause sacrée [...]. Il a perdu le droit de porter l'uniforme dans lequel près de 50 000 officiers de l'armée ont sacrifié leur vie dans cette guerre pour vous, vos idéaux et le peuple allemand uni derrière vous [...]. Il a foulé aux pieds la sacrosainte tradition de l'héroïsme allemand. Il a souillé la mémoire de tous ceux qui sont tombés dans cette guerre [...]. Il sera de notre devoir plus que jamais d'enraciner les hauts idéaux de votre philosophie au sein de l'armée afin que chaque soldat puisse devenir un guerrier plus fanatique pour l'avenir du national-socialisme et de notre peuple. Nous savons que seule une armée établie sur la base du national-socialisme résistera aux épreuves d'endurance qui nous séparent encore de

¹⁰² Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 903-904 ; Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 360-363.

¹⁰³ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 602. Voir aussi Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie...*, p. 196.

¹⁰⁴ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 903-904 et 1441 (note # 90).

¹⁰⁵ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 232.

la victoire. Veuillez accepter, mon Führer, cette déclaration par vos feld-maréchaux à titre de témoignage de notre loyauté inébranlable »¹⁰⁶.

La destitution de Manstein

Moins d'une semaine après, soit le 25 mars, le feld-maréchal Manstein était de retour au Berghof. La 1^{re} armée de Panzer était menacée d'encerclement par les troupes soviétiques qui avaient percé de Ternopol vers le Dniestr. Sa situation était tellement critique qu'une armée blindée russe avait coupé ses lignes de communication à l'ouest, tandis qu'une autre progressait déjà sur la rive occidentale du Dniestr. Pour le commandant en chef du groupe d'armées sud, la 1^{re} armée blindée devait percer vers l'ouest, rétablir ses lignes de communication et la liaison avec la 4^e armée blindée au nord des Carpates. Peut-être parviendrait-elle ainsi à couper le ravitaillement des deux armées blindées soviétiques qui opéraient sur ses arrières.

Mais il ne pouvait être question de la replier en direction du sud, par-delà le Dniestr, comme le suggérait le général Hans Valentin Hube, son commandant. Manstein reconnaissait que c'était la voie la plus facile à ce moment, car à l'ouest il lui faudrait s'ouvrir un chemin à travers deux armées blindées, tandis que vers le sud elle pouvait encore s'échapper sans rencontrer de résistance. Cependant, il considérait absolument indispensable qu'elle retrouvât la liaison, à l'ouest, avec la 4^e armée de Panzer. Autrement, l'ennemi pourrait percer vers la Galicie, au nord des Carpates. De plus, elle ne possédait pas le matériel nécessaire pour franchir le fleuve sur un large front. En essayant de passer sur les quelques ponts permanents qui existaient, elle perdrait la plus grande partie de son matériel lourd sous les attaques de l'aviation soviétique. Pour ces diverses raisons, Manstein suggérait donc de percer vers l'ouest. Mais pour que cette manœuvre réussît, la 4^e armée blindée devait marcher au-devant de la 1^{re} armée blindée et, par conséquent, être renforcée sans délai. Pour cela, l'accord du Führer lui était indispensable, car les renforts qu'il lui fallait pour assister la 1^{re} armée de Panzer ne pouvaient être prélevés que sur une autre section du front.

Mais Hitler refusa d'accéder à la demande de son feld-maréchal. Il lui était impossible, affirma-t-il, de prélever des unités sur les autres secteurs du front russe et encore moins à l'Ouest, tant et aussi longtemps que planait la menace d'un débarquement. Il lui était également impossible, pour des raisons politiques, de puiser dans les forces alors stationnées en Hongrie. Par ailleurs, déclara-t-il, si la 1^{re} armée de Panzer essayait de percer vers l'ouest, elle ne devait absolument pas abandonner le front qu'elle tenait face à l'est. Une vive discussion s'engagea alors entre les deux hommes lorsque le Führer tint Manstein pour personnellement responsable de la fâcheuse posture de son groupe d'armées. Si on lui avait attribué

¹⁰⁶ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 409 ; Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie...*, p. 195-196 ; Knopp, *Hitlers Krieger*, p. 232.

tout de suite les renforts qu'il réclamait depuis si longtemps pour son aile nord ou si on lui avait accordé toute liberté d'action à son aile sud, répliqua le feld-maréchal, son groupe d'armées ne se serait pas retrouvé dans cette situation défavorable. La conférence militaire de midi prit alors fin et la poursuite des délibérations fut reportée jusqu'à celle du soir. Exaspéré, Manstein fit part au général Schmudt, aide de camp du Führer, de son intention de démissionner de son commandement si Hitler n'approuvait pas ses propositions¹⁰⁷.

À la conférence militaire du soir, lorsque la discussion reprit, Hitler avait, contre toute attente, changé d'avis. Pour quelle raison ? Sous l'influence de qui ? Avait-il simplement ruminé la question avant de revenir sur sa décision ? Les choses ne sont pas claires¹⁰⁸. De toute manière, il approuva l'intention de Manstein en ce qui concernait la percée vers l'ouest de la 1^{re} armée de Panzer et décida, non sans regret, de donner à la 4^e armée de Panzer un corps blindé SS (les 9^e et 10^e divisions blindées SS), nouvellement constitué à l'Ouest, ainsi que la 100^e division de chasseurs et la 367^e division d'infanterie, prélevées en Hongrie. Le feld-maréchal repartit pour son quartier général momentanément satisfait¹⁰⁹. Ces unités fraîches lui permirent de surprendre Joukov et d'éviter le piège tendu par ce dernier qui aurait entraîné la destruction d'une vingtaine de divisions allemandes de qualité. La 1^{re} armée de Panzer échappa à l'étau qui se resserrait de plus en plus autour d'elle en inversant sa marche et en rééchelonnant ses unités de telle sorte qu'elle put rejoindre les renforts qui venaient à son secours à travers les arrières des forces soviétiques surprises par la brillante manœuvre. Sans le savoir, Manstein venait de remporter sa dernière « victoire perdue ». Hitler en avait plus qu'assez de collaborer avec ce militaire doué mais obstiné. Six jours plus tard, il allait le relever de son commandement¹¹⁰.

Hitler s'en voulait d'avoir fait des concessions, en particulier après son refus initial devant un large auditoire, à un commandant qui, de son point de vue, avait été au cours des semaines précédentes un fauteur de troubles et, de surcroît, inefficace dans la conduite des opérations. Mis à part les désastres de la guerre aérienne qui n'avaient pas affecté la position du feld-maréchal du Reich Göring, son vieil ami politique et commandant en chef de la Luftwaffe, Hitler réagissait invariablement à chaque grand revers militaire en en rejetant la responsabilité sur le commandant en place pour le remplacer par un autre susceptible de relever le moral des troupes et de revigorer leur volonté et leur esprit combatif. L'heure était donc venue pour lui de se séparer de Manstein, de même que d'un autre feld-maréchal, Kleist, qui, deux jours après son collègue, était venu à son tour au Berghof pour obtenir enfin l'autorisation de replier le groupe d'armées A du Boug, sur la côte de la mer Noire, vers le Dniestr inférieur.

¹⁰⁷ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 608-613 ; Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 234 ; Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 904-905.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 905.

¹⁰⁹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 612-614.

¹¹⁰ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 174 et 234.

Le 30 mars, l'avion personnel du Führer, le Condor, passa prendre les feld-maréchaux Manstein et Kleist pour les conduire au Berghof. À leur arrivée, ils s'entretenirent avec le colonel-général Zeitzler. Celui-ci leur apprit que le Führer voulait les relever de leur commandement. Il confia aussi à Manstein que, lors de récentes conversations au Berghof, Göring, Himmler et probablement Keitel avaient monté Hitler contre lui, ce qui avait certainement contribué à l'inciter à se départir non seulement de lui, mais aussi de Kleist. Il ajouta qu'en apprenant cette décision, il avait aussitôt demandé à être relevé lui aussi de ses fonctions de chef d'état-major général de l'OKH, parce qu'il avait toujours été d'accord avec Manstein et ne pouvait rester s'il partait. Mais sa requête avait été sommairement repoussée, de même que celle qu'il renouvela par écrit¹¹¹. « Un général ne peut pas démissionner », lui répondit Hitler¹¹².

Le général Schmudt avait veillé à ce que les deux feld-maréchaux fussent limogés avec dignité afin d'éviter qu'ils eussent de la rancœur contre Hitler. Manstein et Kleist furent remplacés respectivement par le colonel-général Model et le général Ferdinand Schörner, tous deux des commandants coriaces et énergiques, des favoris du Führer, qui les jugeait tout désignés pour réveiller l'ardeur des troupes et leur inculquer l'esprit rigoureux et combatif du national-socialisme¹¹³. Model, qui avait arrêté la déroute du groupe d'armées nord après la libération de Leningrad, et Schörner, qui était proche du parti et avait été recommandé par Himmler, étaient deux farouches nazis qui devaient consacrer l'essentiel de leurs capacités à ramener leurs soldats à une soumission servile aux ordres du Führer¹¹⁴. Par la même occasion, les groupes d'armées sud et A furent rebaptisés groupe d'armées d'Ukraine septentrionale et d'Ukraine méridionale. En réalité, l'Ukraine était déjà perdue. Aucune partie de ce territoire ne restait en possession des Allemands. L'objectif de cette appellation symbolique était manifestement de remonter le moral des troupes en laissant entendre que cette terre serait bientôt reconquise¹¹⁵.

Au cours de leur entretien, Hitler rendit hommage à Manstein en ajoutant les glaives à sa croix de chevalier. Mais il lui déclara qu'à l'Est le temps des opérations de grand style, auxquelles il excellait tout particulièrement, était désormais révolu. Ce qu'il fallait désormais, ce n'était plus un maître de la guerre mobile et des percées blindées, mais un nouveau commandant expert en stratégie défensive statique qui saurait fouetter l'ardeur de ses troupes au combat afin qu'elles pussent se battre efficacement et avec acharnement pour chaque mètre de terrain. Et, pour mener à bien cette tâche, c'était le colonel-général Model qui lui paraissait le mieux qualifié. Du même coup, il annonça à Manstein son intention de doter le groupe d'armées sud d'un nouveau nom. Il lui laissa néanmoins entendre qu'il ferait appel à ses services dans un proche avenir, c'est-à-dire aussitôt que l'armée allemande pourrait de nouveau lancer de grandes

¹¹¹ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 905 ; Irving, *Hitler's War...*, p. 616 ; Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 614-615.

¹¹² Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale...*, p. 468 ; Irving, *Hitler's War...*, p. 616.

¹¹³ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 905-906.

¹¹⁴ Bullock, *Hitler et Staline...*, p. 287 ; Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale...*, p. 487.

¹¹⁵ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 906 ; Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale...*, p. 468.

offensives, et qu'il devait rester, d'ici-là, à sa disposition. Il lui fit même miroiter la possibilité de le nommer commandant en chef du front de l'Ouest, un poste détenu encore par le feld-maréchal Rundstedt. Puis, il lui souhaita le meilleur pour son opération aux yeux et un prompt rétablissement. Tout au long de leur conversation, Hitler se montra courtois, voire même cordial, et assura Manstein qu'il n'y avait pas de discorde entre eux. Il ne voulait manifestement pas le compter parmi ses ennemis¹¹⁶.

Dans ses mémoires, Manstein raconta sa dernière rencontre avec Hitler, notamment les raisons évoquées par celui-ci pour justifier sa décision de le mettre de côté :

« Je me rendis chez le Führer dans la soirée. Après m'avoir conféré les glaives, il m'annonça sa résolution de placer quelqu'un d'autre (Model) à la tête du groupe d'armées. L'époque des opérations de grand style, auxquelles j'étais particulièrement apte, était révolue sur le front oriental. Il ne pouvait plus s'agir que d'une défense pied à pied. Cette nouvelle forme de guerre réclamait un nom nouveau et de nouveaux mots d'ordre. D'où le changement dans le commandement du groupe d'armées qui recevrait d'ailleurs une autre appellation. Il tenait à souligner expressément qu'il n'existait pas entre nous de méfiance, comme dans le cas d'autres feld-maréchaux (dont il me cita les noms). De même, il n'avait jamais eu de reproches à m'adresser et avait pleinement approuvé la façon dont j'avais exercé le commandement du groupe d'armées. D'autre part, le fardeau des responsabilités pesant sur moi depuis un an et demi, une détente était souhaitable. J'étais, il le savait, un de ses chefs les plus capables, aussi ferait-il de nouveau appel à moi dans un avenir prochain. Mais, pour le moment, il ne se présentait plus de mission pour moi à l'Est. Model, qui avait arrêté une retraite difficile du groupe d'armées nord, lui semblait particulièrement qualifié pour ce qui restait à faire. M'assurant une fois de plus qu'il n'existait aucune crise de confiance entre nous, le Führer me dit encore que, il ne l'oublierait jamais, j'avais été le seul à lui dire, avant la campagne de l'Ouest, qu'une percée à Sedan pouvait et devait non seulement donner une victoire, mais procurer aussi la décision générale à l'Ouest ».

Puis Manstein relata, entre autres, sa réaction :

« Bien entendu, répondis-je, je n'avais rien à objecter s'il estimait, dans les circonstances présentes, pouvoir mieux collaborer avec un autre chef et, par conséquent, s'il désirait un changement. Ce changement s'effectuerait sans dommage, croyais-je, le salut de la 1^{re} armée blindée étant désormais assuré, d'une part parce que lui-même (Hitler) avait décidé de faire venir le corps SS de France et d'autre part à cause de l'ordre, que j'avais donné à cette armée, de percer en direction de l'ouest, au nord du Dniestr. [...] L'essentiel de ma mission se trouvait ainsi rempli. Il ne restait plus qu'à venir en aide aux troupes et à soutenir leur moral. Model pouvait le faire aussi bien que moi. Le Führer approuva avec vivacité. Model lui semblait particulièrement apte à ce rôle. Il "revigorerait" toutes les divisions du groupe d'armées et tirerait des troupes tout ce qu'elles étaient capables de donner. Elles le donnaient déjà depuis longtemps, répliquai-je, et personne n'en tirerait davantage. Quoi que je pusse penser de ce que me dit Hitler au cours de cette dernière rencontre entre nous, il ne manqua pas de correction dans notre séparation. Ce fut dû en partie à une observation de Zeitzler : "Si Hitler voulait nous relever, le feld-maréchal von Kleist et moi, avait-il dit, il fallait qu'il nous l'annonçât personnellement, et nous en accordât les raisons" »¹¹⁷.

Au soir du 30 mars 1944, l'OKH envoya un télégramme au groupe d'armées sud pour lui annoncer que son commandant en chef, le feld-maréchal Erich von Manstein, était mis en disponibilité pour pouvoir

¹¹⁶ Carver, « Manstein... », p. 242 ; Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 242 ; Seaton, *The German Army...*, p. 216 ; Mellenthin, *German Generals...*, p. 38 ; Mitcham, *Hitler's Field Marshals...*, p. 253 ; Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 369-372 ; Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 174.

¹¹⁷ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 615-616.

rétablir sa santé. Il est vrai qu'il souffrait de la cataracte et qu'il repoussait depuis bien longtemps une opération aux yeux. Mais cette souffrance n'était pas devenue à ce point insupportable qu'il ne pouvait plus assumer ses fonctions. En fait, la véritable raison de sa mise à l'écart tenait à d'autres raisons, notamment à une série d'altercations avec Hitler concernant la conduite de la guerre¹¹⁸.

Manstein savait, certes, que Göring et Himmler travaillaient depuis longtemps à sa chute. Mais il imputa néanmoins la raison principale de sa destitution au fait que Hitler avait été obligé, le 25 mars, de lui concéder, devant une assistance nombreuse, ce qu'il lui avait refusé peu auparavant¹¹⁹. Ce à quoi il aurait pu ajouter l'épisode du 27 janvier 1944 au cours duquel il avait interrompu le Führer durant son discours¹²⁰. Tout compte fait, son renvoi était la conclusion logique d'une longue série de querelles. « Aucun autre n'est autant entré en conflit avec Hitler que Manstein », déclara après la guerre Kielmansegg¹²¹. Convaincu de la justesse de ses conceptions opérationnelles, le feld-maréchal n'hésitait parfois pas à qualifier celles du Führer de non-sens, même en présence de plusieurs autres officiers, lors de conférences militaires. Sa mise à l'écart tenait également au fait que Hitler affirmait plus que jamais que la Wehrmacht ne devait plus du tout reculer, ce qui exigeait un commandant qui ne manœuvrait pas, mais qui tenait le front coûte que coûte. Et, pour le Führer, les généraux ne manœuvraient que pour mieux retraiter¹²².

Que le Führer eût attendu aussi longtemps pour se départir des services de Manstein témoigne bien de sa haute opinion pour les capacités opérationnelles du feld-maréchal. En effet, c'est à de multiples reprises qu'il avait jonglé auparavant avec l'idée de le démettre de ses fonctions. Mais il s'était ravisé à chaque fois, ne se croyant pas en mesure de se passer de ses compétences militaires devant lesquelles il se montrait toujours profondément impressionné¹²³. Déjà, le 27 octobre 1943, Goebbels notait dans son journal : « Le Führer prévoit remédier d'urgence à une crise personnelle au groupe d'armées sud [...]. Il veut octroyer au colonel-général Model le poste du feld-maréchal Manstein et lui confier le commandement du groupe d'armées ». Deux mois plus tard, le même faisait part, toujours dans son journal, de son impatience grandissante parce que le Führer n'avait toujours pas relevé Manstein de son commandement. « Il s'appelle », écrivait Goebbels à propos de Manstein, « [...] le feld-maréchal en marche arrière »¹²⁴.

Mais Himmler, Göring et Goebbels, qui soupçonnaient depuis longtemps Manstein de vouloir prendre la direction de l'armée allemande, parvinrent sans doute à convaincre Hitler de s'en débarrasser

¹¹⁸ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 172.

¹¹⁹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 616 ; Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 172-173.

¹²⁰ Irving, *Hitler's War...*, p. 616.

¹²¹ Cité par Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 218.

¹²² Liddell Hart, *The Other Side of the Hill...*, p. 98 et 321.

¹²³ Syring, « Erich von Manstein... », p. 340. Voir aussi Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 172.

¹²⁴ *Ibid.*, p. 230.

une bonne fois pour toutes. D'ailleurs, ceux-ci craignaient que le Führer ne finît par acquiescer à la demande de Manstein, en lui accordant la responsabilité pleine et entière des opérations militaires, et de voir ainsi naître un nouveau centre de pouvoir militaire, mais également politique, qui rivaliserait avec celui qu'ils avaient eux-mêmes mis en place¹²⁵. Que le magazine américain *Time. The Weekly Newsmagazine* eût consacré sa page frontispice du 10 janvier 1944 à Manstein, ne pouvait qu'avoir attisé davantage leur jalousie et leur méfiance envers celui-ci¹²⁶.

Même s'il destitua son feld-maréchal, Hitler ne continua pas moins à avoir beaucoup d'estime pour son remarquable talent militaire, comme en fait foi cette remarque de Goebbels dans son journal du 18 avril 1944 :

« Le Führer n'a absolument rien contre Manstein, comme je l'avais initialement supposé. Certes, il ne le considère pas comme un chef d'armée enthousiaste qui peut entraîner avec lui la troupe, mais plutôt comme un tacticien finement intelligent. Et il envisage même d'avoir recours de nouveau à lui lorsque nous serons encore une fois en mesure de lancer des offensives. Mais il nous reste encore un bon moment avant d'en arriver là et lorsque cela arrivera, nous en dissuaderons alors le Führer »¹²⁷.

Au printemps 1944, Hitler exprima à Jodl sa propre opinion sur Manstein :

« À mes yeux, Manstein a un énorme talent pour les opérations. Il n'y a aucun doute à ce sujet. Et si j'avais une armée de 20 divisions, par exemple, à effectifs complets et en condition de temps de paix, je ne pourrais pas penser à un meilleur commandant pour celles-ci que Manstein. Il sait comment les manœuvrer et il va le faire admirablement. Il va les déplacer comme un éclair, mais toujours à la condition qu'il ait du matériel de première classe, du pétrole et assez de munitions. Mais si quelque chose ne tourne pas rond [...], il n'est pas en mesure de répondre à la situation. Si je reçois une autre armée aujourd'hui, je ne suis pas sûr du tout que je n'emploierai pas Manstein, car il est certainement l'un de nos officiers les plus compétents [...]. Il peut manœuvrer avec des divisions tant et aussi longtemps qu'elles sont en bonne condition. Mais si les divisions sont sévèrement malmenées, je dois les lui retirer à la hâte, car il ne sait pas comment s'y prendre dans une telle situation »¹²⁸.

Si les compliments formulés par Hitler à l'égard de Manstein étaient justifiés, il n'en allait cependant pas de même pour ses reproches. À vrai dire, à partir de novembre 1942, le feld-maréchal avait presque toujours eu à combattre sur le front de l'Est avec des formations dont les effectifs étaient incomplets, en infériorité numérique vis-à-vis de l'ennemi et souvent en mauvais état. En tenant de tels propos non fondés sur Manstein, Hitler semble avoir cherché à justifier sa décision de se départir de ses services.

Kleist fut reçu après Manstein et congédié de manière analogue. Lorsque les deux feld-maréchaux disgraciés quittèrent le Berghof, leurs successeurs, le colonel-général Model et le général Schörner, attendaient déjà à la porte. Le 2 avril, Manstein transmet à Model son commandement. Le dégagement de

¹²⁵ Syring, « Erich von Manstein... », p. 340. Voir aussi Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 220 et 230.

¹²⁶ *Ibid.*, p. 224.

¹²⁷ Cité par Syring, « Erich von Manstein... », p. 340.

¹²⁸ Brett-Smith, *Hitler's Generals...*, p. 234-235.

la 1^{re} armée de Panzer et son regroupement avec la 4^e armée de Panzer, entre les Carpates et les marais du Pripet, étaient assurés, bien qu'il fallût livrer encore de durs combats. Le 5 avril, les Panzer du général Erhard Raus purent passer à l'attaque et, le 9 avril, les unités blindées de Hube étaient libérées¹²⁹.

Assez vite, il devait cependant apparaître clairement que les changements de têtes et de nomenclature ne suffiraient pas à éviter la déroute allemande. Les nouveaux commandants ne se révélèrent pas plus capables d'arrêter l'inexorable progression de l'Armée rouge que ne l'avaient été Manstein et Kleist. Malgré les directives répétées du Führer selon lesquelles il fallait tenir le front à tout prix, les forces de Model furent rejetées sur la Galicie et les Carpates, tandis que celles de Schörner durent abandonner Odessa et puis la Crimée tout entière. Lorsque les combats s'achevèrent avec la raspoutitsa du printemps 1944, les Allemands avaient dû reculer, dans certains secteurs, de plus de 900 kilomètres depuis le début de l'année¹³⁰. Entre mars et la mi-avril, l'aile méridionale allemande s'était repliée sur une distance de 220 kilomètres¹³¹.

Lorsqu'il quitta son quartier général de Lemberg (Lvov), le 3 avril, Manstein ne pensait pas que sa carrière militaire venait de prendre fin pour de bon. À ce moment-là, il espérait toujours, certes avec une naïveté étonnante, que le Führer se résoudrait tôt ou tard à faire appel à ses services, en lui confiant la direction des opérations militaires sur tous les théâtres d'opérations ou, du moins, sur celui de la Russie bolchevique, pour épargner à l'Allemagne un effondrement militaire total qui, pourtant, était déjà inéluctable. Après une opération à l'œil droit, il allait d'ailleurs tout faire pour se rétablir le plus rapidement possible afin d'être fin prêt lorsque son Führer ferait appel à ses services¹³². Mais son rêve de devenir un jour chef d'état-major général ou commandant en chef ne devait pas se réaliser.

Durant les 16 mois où il avait commandé le groupe d'armées Don et le groupe d'armées sud, Manstein avait conduit une retraite ordonnée et méthodique de près de 1 300 kilomètres sur un front parfois large de quelque 800 kilomètres¹³³. En effet, des steppes du Don jusqu'à la Galicie, il avait su préserver la cohésion au sein de ses troupes¹³⁴. C'était un véritable exploit en soi. Et encore plus si l'on considère qu'il avait pu éviter à ses troupes le sort de Stalingrad, en luttant à la fois contre un ennemi largement supérieur en nombre et contre l'entêtement de Hitler dans l'idée de se battre pour chaque mètre de terrain. Contrairement à celui-ci qui croyait à la toute-puissance de sa volonté, non seulement pour maintenir ses armées à l'endroit où elles se trouvaient, mais encore pour arrêter l'ennemi, le feld-maréchal croyait – comme la plupart des autres chefs militaires allemands – que le succès ne pouvait être obtenu que par des opérations mobiles, seul domaine où la supériorité des officiers et des soldats allemands

¹²⁹ Ziemke, *Stalingrad to Berlin...*, p. 279-282.

¹³⁰ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 906.

¹³¹ Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale...*, p. 467.

¹³² Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 234.

¹³³ Palsokar, *Manstein...*, p. 154 ; Paget, *Manstein...*, p. 65.

¹³⁴ Seaton, « Field-Marshal Erich von Manstein... », p. 242-243.

pouvait jouer pleinement. S'il ne parvint pas, pour l'essentiel, à imposer sa manière de voir et si, en conséquence, ses espoirs d'en finir avec l'ennemi ne se réalisèrent pas, il obtint cependant un résultat positif. L'adversaire ne put, en effet, mener à bien l'encerclement de toute l'aile méridionale du front allemand, alors que la situation opérationnelle et son immense supériorité numérique lui donnaient tous les atouts à cet égard.

En somme, la série de succès défensifs de Manstein remportés à 1 contre 6 et parfois même à 1 contre 8, après l'encerclement de la 6^e armée de Paulus à Stalingrad, représentait un exploit remarquable. Elle montrait à quel point il aurait été possible pour l'*Ostheer* de faire durer la guerre et d'épuiser les Soviétiques si la stratégie défensive avait été à la hauteur de la tactique. Mais les chances furent compromises sur ce point par l'insistance de Hitler sur l'obligation de n'entreprendre aucun repli sans son autorisation, autorisation qu'il ne donnait qu'avec la plus extrême répugnance et souvent dans des conditions moins favorables que la première fois où la retraite lui avait été proposée. Les chefs d'armées qui prenaient une telle initiative sans l'autorisation préalable du Führer étaient menacés d'être traduits en cour martiale, même s'il s'agissait du repli d'un simple bataillon depuis une position dangereusement isolée. Le mot d'ordre de Hitler était toujours le même : il fallait tenir bon en se battant sur place. Ce principe rigide avait certes permis à la Wehrmacht de surmonter la crise du premier hiver russe, mais il devint fatal lorsque les troupes allemandes manquèrent de plus en plus de ressources pour tenir les espaces soviétiques et que l'ennemi améliora considérablement son commandement. Il priva les commandants allemands de la souplesse indispensable pour s'esquiver, se regrouper et appliquer la doctrine qui consistait à reculer pour mieux contre-attaquer. Les contre-offensives de Manstein en février-mars 1943, entre le Dniepr et le Donets, qui permirent de reprendre Kharkov et Bielgorod, et celles de novembre de la même année, dans le secteur de Kiev, qui rendirent possible la reconquête de Jitomir et de Korosten, avaient démontré à quel point cette doctrine pouvait se révéler extrêmement efficace et redoutable si elle était bien appliquée.

La conduite des opérations selon la stratégie de l'« attaque en retour » ou de la « seconde frappe », telle que Manstein l'avait proposée à maintes reprises à l'hiver et au printemps 1943 aurait obligé Hitler à accepter de gros risques sur d'autres théâtres et en d'autres secteurs du front oriental, ainsi que des désavantages politiques et économiques importants. C'était pourtant la seule façon de réussir à épuiser la puissance offensive des Russes en 1943 et d'ouvrir ainsi la voie à un compromis politique avec eux, voie dans laquelle, il est vrai, Hitler n'était aucunement disposé à s'engager.

Le putsch du 20 juillet 1944 : Manstein à la recherche d'un alibi

L'attentat à la bombe du 20 juillet 1944, perpétré contre la personne de Hitler par le colonel Stauffenberg, est trop connu pour qu'on y insiste. Toutefois, après qu'il s'en fût sorti presque indemne, le Führer, saisi d'une crise de fureur et d'une soif inextinguible de vengeance, chargea le Reichsführer-SS Himmler de traquer inlassablement tous ceux qui avaient osé, si peu que ce fût, comploter contre lui. Il demanda que l'action fût rapide et implacable. À ces traîtres, il n'était pas question d'accorder la mort honorable du soldat devant un peloton d'exécution. Ils seraient évincés de la Wehrmacht, puis traduits en justice en tant que civils et exécutés dans les deux heures suivant leur condamnation. Il donna ainsi l'ordre de mettre en place un tribunal d'honneur militaire pour chasser de l'armée tous ceux qui avaient trempé dans le complot. Quant à ceux que le tribunal du peuple condamnerait ensuite à mort, ils seraient pendus en prison sans pitié comme de vulgaires criminels¹³⁵.

Les enquêtes et les exécutions de la Gestapo se poursuivirent sans interruption jusqu'aux derniers jours de la guerre, et les séances du tribunal du peuple, présidé par le fanatique juge nazi Roland Freisler, durèrent pendant des mois. À quelques exceptions près, largement dues à la chance – qu'on pense au général Alexander Freiherr von Falkenhausen (gouverneur militaire de la Belgique), au lieutenant-général Hans Speidel (chef d'état-major du groupe d'armées B sur le front de l'Ouest), au lieutenant-colonel Gersdorff ou au capitaine Schlabrendorff –, tous ceux qui avaient participé de près ou de loin au complot, du côté civil comme du côté militaire, soit quelque 200 personnes en tout, furent arrêtés, torturés et exécutés. Le feld-maréchal Witzleben, le colonel-général Hoepner (privé d'emploi depuis que le Führer l'avait relevé du commandement du 4^e groupe de Panzer en janvier 1942), le général Erich Fellgiebel (chef des communications à l'OKW), le général Paul von Hase (commandant de Berlin), le colonel Schulze-Büttger, tout comme Goerdeler, Hassel, Schulenburg, Moltke, Wartenburg et Bonhoffen furent condamnés à mort et pendus. À la veille de la capitulation, l'amiral Canaris, victime de son comportement plus qu'ambigu, et le major-général Oster furent exécutés à leur tour dans leur camp d'internement. Pour avoir soufflé autant le chaud que le froid, le colonel-général Friedrich Fromm fut également exécuté sur l'ordre de Himmler, qui lui succéda aussitôt à la tête de l'armée de réserve.

D'autres officiers optèrent pour le suicide à l'exemple du colonel-général Beck ; ainsi le major-général Tresckow et le feld-maréchal Kluge. Ce dernier, s'il ne s'était pas suicidé, aurait été, de toute évidence, arrêté par la Gestapo, pour avoir prêté une oreille complaisante aux conjurés, d'autant plus qu'il avait été dénoncé par certains témoignages de conjurés arrachés par la torture. Pour sa part, le général Stülpnagel, gouverneur militaire de la France, fut pendu après sa tentative manquée de suicide. Enfin, le feld-maréchal Rommel, mis en cause tout comme Kluge par les aveux de certains conjurés, fut arrêté et

¹³⁵ Kershaw, *Hitler 1936-1945...*, p. 983.

accusé de haute trahison. Hitler permit néanmoins que l'un de ses feld-maréchaux favoris, l'un des plus populaires de toute l'Allemagne, pût se suicider. Il lui accorda même des funérailles nationales avec tous les honneurs militaires. Pour éviter un scandale en Allemagne, on cacha au public sa participation, bien que timorée, au complot, en mettant sa mort sur le compte des blessures infligées par l'aviation ennemie, le 17 juillet 1944¹³⁶.

Malgré le très petit nombre de généraux ayant participé au complot, le corps des officiers de l'armée allemande sortait humilié de cette purge. Il s'était vu obligé de demeurer passif pendant que certains de ses membres étaient jetés dans les prisons de la Gestapo et assassinés judiciairement après des semblants de procès devant le tribunal du peuple. Dans cette situation sans précédent, en dépit de ses traditions séculaires, ce corps des officiers ne serra pas les rangs. Au contraire, il chercha à regagner la confiance du Führer en se faisant le complice de cette purge. Le feld-maréchal Rundstedt accepta même de présider le tribunal d'honneur militaire créé par Hitler, le 2 août 1944, pour expulser de la Wehrmacht tous les officiers soupçonnés de complicité dans le putsch organisé contre lui, ce qui permettait de leur refuser la cour martiale et de les déférer au tribunal du peuple. N'ayant pas l'autorisation d'entendre un officier accusé présenter sa propre défense, ce tribunal d'honneur militaire se prononçait uniquement sur les soi-disant preuves fournies par la Gestapo. Cependant, Rundstedt ne protesta pas contre cette restriction, pas plus que les autres juges, tous des généraux, à commencer par le feld-maréchal Keitel et le colonel-général Guderian¹³⁷.

À Nuremberg, Jodl et Rundstedt, pour ne nommer que ces deux-là, considéraient encore le complot du 20 juillet 1944 comme un acte de trahison. En 1950, Guderian et Blumentritt, par exemple, soutenaient qu'à l'avenir, « seuls les hommes prêts à prêter un serment de loyauté devaient être pris en considération »¹³⁸. À la lumière de tels propos, on comprend ainsi mieux pourquoi la procédure du tribunal d'honneur militaire ne posait pas vraiment de problèmes de conscience à la plupart des généraux. D'ailleurs, au vu de son attitude à l'égard de la conspiration, tout laisse croire que Manstein, s'il avait été encore en activité à l'été 1944, n'aurait, lui non plus, soulevé aucune protestation contre la procédure du tribunal d'honneur militaire. De même, tout laisse croire que si les autorités nazies le lui avaient demandé, il aurait probablement accepté de siéger lui aussi au tribunal d'honneur militaire, à l'instar de ses camarades Rundstedt, Keitel et Guderian, tous aussi carriéristes que lui et plaçant avant tout la loyauté envers le gouvernement légalement constitué.

¹³⁶ Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 1099-1109.

¹³⁷ *Ibid.*, p. 1109-1110.

¹³⁸ G. Meyer, « Zur Situation der deutschen militärischen Führungsschicht im Vorfeld des westdeutschen Verteidigungsbeitrages 1945-1950 / 51 », dans Roland G. Foerster, Christian Greiner, Georg Meyer, Hans-Jürgen Rautenberg et Norbert Wiggershaus (dir.), *Anfängen westdeutscher Sicherheitspolitik 1945-1956*, vol. 1 : *Von der Kapitulation bis zum Plevan-Plan*, Munich, R. Oldenbourg, 1982, p. 662-669. Voir aussi Messerschmidt, « The Wehrmacht and the Volksgemeinschaft... », p. 740.

Guderian, qui avait remplacé le colonel-général Zeitzler au poste de chef d'état-major général de l'OKH le lendemain de l'attentat, confessa dans ses mémoires qu'il avait reçu l'ordre d'y siéger et qu'il le fit à contrecœur et aussi peu souvent que possible. Il évoqua même les problèmes de conscience engendrés par cette tâche déplaisante qui consistait à envoyer des dizaines de camarades à une exécution certaine, après les avoir dégradés en les rayant de l'armée¹³⁹. Pourtant, il fit plus encore. En sa qualité de chef d'état-major général de l'armée de terre, il rédigea deux ordres du jour retentissants pour exprimer au chef suprême des forces armées allemandes la fidélité inébranlable du corps des officiers.

Le premier, promulgué le 23 juillet 1944, accusait les conspirateurs d'être « un petit nombre d'officiers, dont certains de réserve, qui avaient perdu tout courage et, par lâcheté et faiblesse, avaient préféré s'engager sur le chemin de la honte plutôt que sur le seul chemin ouvert à un soldat digne de ce nom – celui du devoir et de l'honneur ». Sur quoi, il assurait solennellement son Führer de « l'unité des généraux, du corps des officiers et des soldats ».

Dans le second, qu'il émit le 29 juillet 1944, il avertissait tous les officiers de l'état-major général que dorénavant ils devaient donner l'exemple et devenir de bons nationaux-socialistes, loyaux et fidèles envers leur chef. « Chaque officier de l'état-major général doit être un officier national-socialiste, non seulement [...] par son attitude à l'égard des questions politiques, mais en coopérant activement à l'endoctrinement politique des officiers plus jeunes, conformément aux principes du Führer [...] »¹⁴⁰. Évidemment, Guderian ne fit aucune mention de ces ordres du jour dans ses mémoires.

Après la guerre, Guderian se présenta comme un génie militaire et un farouche opposant à Hitler. Avec Manstein, il fut peut-être l'un des généraux à avoir le mieux réussi à se donner l'image d'un antinazi. Dans les faits, le nouveau chef d'état-major général de l'OKH était l'un des plus fervents admirateurs du Führer, même s'il n'était pas toujours d'accord avec celui-ci sur la conduite des opérations militaires¹⁴¹.

Dans l'intervalle, les marques de dévouement et de fidélité s'étaient multipliées. Le feld-maréchal Brauchitsch, inactif depuis décembre 1941, s'empressa de condamner le putsch, de renouveler son serment de fidélité au Führer, puis de saluer la nomination du Reichsführer-SS Himmler – qui méprisait pourtant tous les généraux, Brauchitsch y compris – au poste de chef de l'armée de réserve¹⁴². Un autre officier limogé, le grand amiral Raeder, craignant d'être soupçonné de sympathie pour les conjurés, écrit

¹³⁹ Guderian, *Panzer Leader...*, p. 345-347.

¹⁴⁰ Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 1110.

¹⁴¹ Megargee, *Inside Hitler's High Command...*, p. 213.

¹⁴² Samuel W. Mitcham, Jr. et Gene Mueller, « Generalfeldmarschall Walther von Brauchitsch », dans Gerd Rolf Ueberschär (dir.), *Hitlers militärische Elite*, vol. 1 : *Von den Anfängen des Regimes bis Kriegsbeginn*, Darmstadt, Primus Verlag, 1998, p. 51. Dès la prise en charge de ses nouvelles fonctions de commandant en chef de l'armée de réserve, Himmler s'empressa d'interdire toute référence à la théorie selon laquelle l'État allemand reposait sur deux piliers égaux : le parti national-socialiste et l'armée. Il va sans dire que c'était une théorie à laquelle les feld-maréchaux Blomberg et Reichenau avaient accordé beaucoup d'importance. Désormais, expliquait Himmler, non seulement l'État allemand ne reposait plus sur deux piliers, mais l'armée n'était plus qu'une organisation au service du parti national-socialiste. Fest, *Plotting Hitler's Death...*, p. 332.

une lettre au Führer afin de l'assurer de sa loyauté¹⁴³. Le 24 juillet, le corps des officiers se déshonora encore plus en proposant de remplacer le salut militaire traditionnel par celui du parti national-socialiste « en signe de fidélité indéfectible de l'armée au Führer et de l'unité étroite existant entre l'armée et le parti »¹⁴⁴.

Le 20 juillet 1944, le feld-maréchal Manstein se trouvait depuis une semaine à Usedom, une presqu'île sur la côte de la Baltique, située à une cinquantaine de kilomètres au nord-ouest de Stettin, avec son épouse et son adjudant. Ce voyage entrepris pour se reposer s'avéra un heureux hasard, car il lui épargna, du moins dans l'immédiat, d'être soupçonné d'une quelconque participation au putsch. Si, ce jour-là, il était demeuré chez lui, à Liegnitz, là où il suivait, depuis sa destitution, la détérioration dramatique de la situation militaire sur tous les fronts ou, pis encore, s'il s'était rendu à Berlin pour s'informer de la situation militaire, comme il avait parfois l'habitude de le faire, il aurait fort probablement fait l'objet d'un interrogatoire de la part de la Gestapo, d'autant plus que son nom pouvait être mentionné dans certains documents compromettants¹⁴⁵.

Avant ces quelques jours de vacance à Usedom, sur l'autoroute entre Liegnitz et Breslau, Stahlberg avait annoncé à Manstein qu'on s'apprêtait à commettre un attentat contre Hitler. Dans ses mémoires, il consacra à l'épisode un passage fort intéressant :

« Herr feld-maréchal, je pense qu'il est de mon devoir de vous rapporter que le Führer sera tué aujourd'hui ou au cours des prochains jours. Une pause. Une longue pause. Aucune réponse. Après un temps qui m'a semblé une éternité, une réponse vint : "Dites-moi cela encore une fois" ! Je répétais mot pour mot. Une autre longue pause. [...] Après une autre "éternité", vint la question que j'attendais et à laquelle j'avais réfléchi de longues heures à la réponse la nuit précédente. "Qui vous a donné cette information ?" Je répondis tout de suite : "Le général Fellgiebel". Après une autre pause, il me fit répéter de nouveau ma réponse : "Le général Fellgiebel". Après un silence qui dura plusieurs kilomètres, j'ai pensé que le temps était venu de poser une question au feld-maréchal : "Herr feld-maréchal, j'aimerais vous demander s'il n'aurait pas été mieux de ne pas vous rapporter cette information ?" Sa réponse vint très rapidement : "Bien sûr que non ! Il était de votre devoir de me le dire !" Je respirai de nouveau. Après un autre long silence [...] le feld-maréchal brisa soudainement le silence et déclara : "Stahlberg, ce que nous savons tous les deux est vraiment quelque chose". [...] Sur le chemin du retour vers Liegnitz, Manstein ne me dit aucun mot. Lorsque nous sommes arrivés à sa maison, il s'en alla tout de suite à sa chambre à l'étage. [...] Durant le déjeuner, il me demanda soudainement si je connaissais une quelconque jolie maison sur le bord de la Baltique où nous pourrions tous prendre deux ou trois semaines de vacances. Je lui donnai le nom de l'hôtel et de la pension "Seeschloss" dans le Bansin sur l'île Usedom »¹⁴⁶.

Manifestement, il parut opportun à Manstein de partir en vacances au loin afin de se mettre à l'abri de tout soupçon, dans l'éventualité où il y aurait effectivement un coup d'État et que celui-ci échouerait.

¹⁴³ Kurt Fischer, « Großadmiral Dr. phil. h.c. Erich Raeder », dans Gerd Rolf Ueberschär (dir.), *Hitlers militärische Elite*, vol. 1 : *Von den Anfängen des Regimes...*, p. 193.

¹⁴⁴ Shirer, *Le III^e Reich...*, p. 1110. Voir aussi Masson, *Histoire de l'armée allemande...*, p. 402.

¹⁴⁵ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 170.

¹⁴⁶ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 391-392.

Le feld-maréchal ne demeura pas moins perturbé par l'établissement d'un tribunal d'honneur militaire dont la tâche était d'expulser de la Wehrmacht tous les officiers soupçonnés d'avoir participé au coup d'État contre Hitler ou d'avoir eu connaissance de sa préparation. Les suspects se voyaient alors refuser la cour martiale. Remis à la Gestapo, ils étaient aussitôt déférés au tribunal du peuple. Les dégradés étaient ensuite conduits à la prison de Plötzensee de Berlin, là où ils étaient exécutés par pendaison¹⁴⁷. Ayant été sollicité à plusieurs reprises par les conjurés, Manstein avait de quoi s'inquiéter, d'autant plus qu'il était un bon ami du général Fellgiebel. Sachant qu'il se tramait quelque chose contre Hitler depuis l'hiver 1942-1943, il pouvait être accusé de complicité. Mais, par esprit de camaraderie, il avait préféré ne pas dénoncer ses collègues officiers qui avaient tenté de le convaincre de se joindre à la conspiration¹⁴⁸. Il s'efforça alors de se constituer un solide alibi qui le mettrait à l'abri de tout soupçon. Un effort qui ne fut pas vain, car dans son enquête sur Manstein, la Gestapo ne put prouver une quelconque implication du feld-maréchal dans les activités des hommes du 20 juillet. Par conséquent, elle le laissa tranquille jusqu'à la fin de la guerre¹⁴⁹.

Même après la guerre, il chercha à diminuer l'importance de ce qu'il savait, à l'époque, au sujet du complot contre Hitler. À Nuremberg, lors du procès contre le haut commandement de la Wehrmacht, il prétendit même n'avoir jamais eu connaissance que le cercle des hommes du 20 juillet avait pris contact avec lui. C'était évidemment un mensonge flagrant. À ce sujet, il déclara au tribunal militaire :

« Je n'en ai pas eu connaissance. J'ai reçu une fois une lettre du [colonel-] général Beck, à l'hiver 1942, dans laquelle il exprimait son opinion sur la situation stratégique à propos de Stalingrad et était d'avis que la guerre pourrait difficilement être menée à bonne fin. Je lui ai répondu que je ne pouvais pas refuser son exposé, mais qu'une défaite n'était pas une raison de considérer la guerre comme perdue, qu'une guerre n'était vraiment perdue que si on la reconnaissait comme telle ; que le front me causait d'ailleurs de tels soucis que je ne pouvais me laisser entraîner à discuter longuement de ces choses. C'est maintenant, après coup, qu'il m'est devenu évident que différentes tentatives avaient été faites en vue de sonder, de connaître le fond de ma pensée. C'est ainsi qu'un jour le général von Gersdorff est venu me trouver, porteur – comme il me l'a révélé plus tard – de lettres de Goerdeler, je crois, et de Popitz, qu'il devait me montrer si j'avais été mûr pour un coup d'État. Comme j'ai toujours été d'avis que la disparition ou la suppression de Hitler ne pouvait, en pleine guerre, qu'amener le chaos, il ne m'a pas montré ces lettres. Que tout cela constituait des tentatives de sondage, c'est ce qui m'est apparu clairement par la suite. Je n'ai donc jamais donné mon consentement à qui que ce soit, de participer à une telle entreprise »¹⁵⁰.

Dans ses mémoires, Stahlberg relata la violente réaction de Manstein lorsqu'il lui apprit, après avoir écouté le discours du Führer, un peu après minuit, que c'était Stauffenberg qui avait commis l'attentat :

« Il n'était pas encore allé au lit et était assis à la table avec sa femme. Je l'informai que Hitler avait parlé et annoncé qu'il s'agissait de Stauffenberg. Pendant un moment, il me regarda comme s'il était stupéfait, puis il commença à crier comme je ne l'avais jamais encore entendu

¹⁴⁷ *Ibid.*, p. 400-401.

¹⁴⁸ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 301.

¹⁴⁹ Syring, « Erich von Manstein... », p. 342. Voir aussi Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 149.

¹⁵⁰ TMIN, tome XX, p. 667.

auparavant. Il ragea : “Est-il devenu fou ? Comment peut-il faire une chose pareille !”. Il répéta ces mots encore et encore. Lorsqu’il devint plus clame, je demandai s’il avait d’autres ordres pour moi. Ensuite, je lui souhaitai une bonne nuit »¹⁵¹.

Pour Manstein, l’attentat contre Hitler était tout simplement une trahison, un acte illégal contre la direction légale de l’État¹⁵².

La nomination du colonel-général Guderian au poste de chef d’état-major général de l’armée de terre, à la place du colonel-général Zeitzler, après le coup d’État du 20 juillet 1944, avait profondément affecté le feld-maréchal Manstein. Non seulement aspirait-il depuis fort longtemps à occuper de telles fonctions, mais il entendait profiter de ce poste pour amener Hitler à lui accorder une autorité pleine et entière dans la conduite des opérations militaires et, si possible, à lui confier la responsabilité des trois armes de la Wehrmacht. Mais avec la nouvelle affectation de Guderian, reconnu pour son dévouement indéfectible au Führer, il ne pouvait plus être question de créer un poste de chef d’état-major général de la Wehrmacht, comprenant les trois armes. Manstein avait été encore plus déçu lorsque le feld-maréchal Kluge s’était vu octroyer le commandement du front de l’Ouest, le 11 juillet 1944, en remplacement du feld-maréchal Rundstedt. Pourtant, au moment où Manstein avait été démis de ses fonctions le 30 mars 1944, Hitler lui avait laissé entendre qu’il ferait probablement appel à ses services à titre de commandant en chef du front de l’Ouest¹⁵³.

Manifestement, Hitler n’avait jamais eu l’intention de lui confier quoi que ce soit depuis cette journée-là, du moins pas tant que le Reich ne serait en mesure de lancer des offensives de grand style. En mars 1945, deux mois avant la capitulation de l’Allemagne, il allait tenir ces propos à son égard :

« Si j’avais 40 excellentes divisions offensives pour battre décisivement l’ennemi, alors seulement Manstein entrerait en ligne de compte pour commander ces troupes. Mais je ne peux l’employer dans la situation actuelle. Il lui manque la foi au national-socialisme. Il ne peut résister à la pression à laquelle est confronté un général en chef par la situation militaire actuelle »¹⁵⁴.

En août 1944, Manstein commençait à se rendre compte que la guerre était peut-être définitivement terminée pour lui. Il fit d’ailleurs part à Guderian de sa très grande déception de ne pas avoir été nommé commandant en chef du front de l’Ouest :

« Le poste de commandant en chef sur le front de l’Ouest a été récemment occupé à deux reprises et presque tous les groupes d’armées ont de nouveaux commandants en chef, et ce, sans qu’on n’ait fait appel à moi entre-temps. Je dois donc en tirer la conclusion que le Führer n’envisage aucunement à recourir à mes services. Vous savez à quel point cette inactivité est douloureuse pour moi »¹⁵⁵.

¹⁵¹ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 395.

¹⁵² Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 234.

¹⁵³ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 386 et 399.

¹⁵⁴ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 235.

¹⁵⁵ *Idem*.

Que Manstein se crût en mesure d'éviter le pire à l'Allemagne, en raison de la supériorité de son talent opérationnel par rapport à celui de ses camarades généraux, ne fait aucun doute. Après sa destitution au printemps 1944, il en fit de nouveau la preuve lorsqu'il aborda la question du théâtre des opérations militaires en Méditerranée avec le lieutenant Stahlberg, qui n'était plus officier d'ordonnance mais adjudant du feld-maréchal. S'il ne tenait pas en très haute estime son camarade Kesselring, commandant en chef des forces allemandes en Italie, Manstein avait encore moins de considération pour les commandants des forces alliées. À ce sujet, il déclara à Stahlberg :

« Ces messieurs en Italie commandent comme des foutriquets. Ils gaspillent leurs troupes. On ne devrait pas du tout faire la guerre en Italie avec des armes modernes, car on détruit les trésors artistiques et gaspille le sang des soldats. S'ils considèrent qu'ils doivent absolument combattre en Italie, ils devraient plutôt chercher une bataille décisive dans la vallée du Pô. Si j'étais commandant en chef des Alliés, je retiendrais les Allemands dans le sud de l'Italie avec un minimum de forces et débarquerais le gros de mes forces à Gênes afin de couper tout le groupe d'armées de Kesselring de sa base. Ainsi, l'Italie tomberait du ciel comme un fruit mûr ».

Lorsque Stahlberg lui demanda de quelle manière il conduirait la guerre en Italie s'il était responsable de ce théâtre des opérations, Manstein répondit qu'il ramènerait en Allemagne le gros des forces allemandes stationnées en sol italien, et ce, le plus rapidement possible pour que les Américains et les Anglais ne puissent les rattraper. Il pourrait ainsi défendre les passages alpins avec seulement quelques troupes. Quant aux unités mobiles du groupe d'armées de Kesselring, elles pourraient être reconstituées en Allemagne, puis préparées en vue d'une action offensive en tant que réserves stratégiques. Mais la conception étroitement militaire de Manstein se révéla une fois de plus quand Stahlberg lui demanda si dans l'éventualité de l'invasion alliée tant attendue sur les côtes normandes, il entendait accorder la priorité au front de l'Est ou de l'Ouest dans la défense stratégique du Reich : « C'est une décision politique et le soldat est au service du politique », dit le feld-maréchal. « Nous devons nous confiner aux discussions relevant des questions militaires et ne pas nous casser la tête sur des problèmes politiques », ajouta-t-il¹⁵⁶. Une réponse qui, manifestement, était très caractéristique de la personnalité de Manstein.

Un domaine à Manstein à titre de cadeau du Führer pour accroître sa loyauté ?

Bien qu'il fût constamment inquiet d'être arrêté par la Gestapo, puis traduit devant le tribunal d'honneur militaire, Manstein assigna à Stahlberg une tâche particulière. À l'automne 1944, il lui fit part de son intention d'acquérir une terre et une ferme, si possible en Poméranie orientale, là où il avait des amis, ce qui lui assurerait un voisinage agréable. La beauté de la Poméranie l'avait charmé depuis qu'il avait été commandant d'un bataillon à Kolberg. Lorsque son adjudant lui demanda s'il ne valait pas mieux chercher un domaine quelque part au Schleswig-Holstein ou en Westphalie, en raison d'un probable

¹⁵⁶ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 375-376.

déplacement vers l'ouest de la frontière polonaise, Manstein rétorqua que si la Poméranie était perdue, ils seraient tous perdus¹⁵⁷. Une telle réponse démontrait bien à quel point le feld-maréchal était un homme qui se nourrissait d'illusions sur l'issue de la guerre¹⁵⁸. Au même moment, des centaines de milliers d'Allemands étaient expulsés de la Prusse-Orientale et, bientôt, une grande partie de la Poméranie n'allait plus appartenir au Reich¹⁵⁹.

Stahlberg entra donc en contact avec le Dr. Albert Hagemann, un expert agronome de la Poméranie fort respecté, afin de dénicher dans la région un domaine correspondant aux goûts du feld-maréchal. Accompagné de Hagemann, avec qui ils prirent plusieurs rendez-vous, Manstein et Stahlberg traversèrent les campagnes de la Poméranie en automobile. Cependant, seuls les domaines en mauvaise santé financière étaient disponibles ; les propriétaires de fermes prospères n'étaient aucunement disposés à vendre¹⁶⁰.

Le 7 octobre 1944, après avoir assisté à la cérémonie d'État au Monument de Tannenberg en Prusse-Orientale, le feld-maréchal Manstein alla dîner avec son bon ami le colonel-général Guderian, le chef d'état-major général de l'OKH. Stahlberg avait réservé pour la soirée une table pour quatre personnes. Les deux officiers de haut-rang et leur adjudant respectif discutèrent avant tout de la situation militaire préoccupante : l'Armée rouge avait repoussé le groupe d'armées centre jusqu'à la frontière allemande de la Prusse-Orientale. Après le repas, la conversation devint plus détendue avec l'aide d'une ou deux bouteilles de vin. Puis, soudainement, Manstein demanda : « Dites-moi, Guderian, j'ai entendu dire que vous avez reçu un domaine à Posen. Comment avez-vous fait cela » ? Guderian lui dit tout bonnement qu'on lui avait remis une liste de beaux domaines polonais qu'il avait visités quelques jours auparavant, avant de choisir la propriété qui lui convenait le mieux. Manstein en fut interloqué et voulut savoir si les propriétaires polonais y vivaient encore à ce moment-là. Lorsque Guderian lui répondit par l'affirmative, Manstein demanda aussitôt ce qu'il était advenu d'eux. Le colonel-général rétorqua qu'il ne le savait pas. Quand il prit possession de son domaine, ajouta-t-il, les Polonais étaient déjà partis. Il n'avait donc pas la moindre idée de ce qui leur était arrivé. Le feld-maréchal était muet, stupéfié par ce qu'il venait d'entendre. « Son visage tiqua une ou deux fois. Je le connaissais trop bien pour ne pas savoir ce que cela voulait dire : cette procédure pour obtenir un domaine n'était pas du tout son style », raconta Stahlberg dans ses mémoires¹⁶¹.

Les démarches de Manstein pour obtenir un domaine démontraient néanmoins à quel point il était opportuniste. À l'instar de nombreux compagnons d'armes, il voulait tirer profit du système de dotations

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 401.

¹⁵⁸ Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie...*, p. 200.

¹⁵⁹ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 235.

¹⁶⁰ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 401-402.

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 402-405.

du Führer et obtenir sa part du gâteau. Au-delà des primes mensuelles exonérées d'impôts qu'il accordait aux colonels-généraux et aux feld-maréchaux, ainsi que celles récompensant les commandements de division, de corps d'armée, d'armée et de groupe d'armées, Hitler décernait d'autres cadeaux à ses élites militaires, notamment lors d'anniversaires de naissance, lorsque des haut-gradés atteignaient l'âge de 50, 55, 60, 65 ou 70 ans, pour souligner les services rendus à l'Allemagne national-socialiste. Ces dotations se faisaient le plus souvent sous la forme de montants d'argent exonérés d'impôts, parfois aussi sous celle de propriétés foncières ou de domaines ou encore d'objets d'art. La discrétion dans la remise des dons était jugée nécessaire pour ne pas susciter la jalousie ou le ressentiment. L'octroi de tels dons à des généraux de haut-rang de la Wehrmacht était une pratique courante, témoin d'un régime politique corrompu¹⁶².

Cette pratique existait bien avant l'Allemagne nazie. Mais il y avait quand même une différence fondamentale entre l'époque hitlérienne et celles qui l'avaient précédée. Du Moyen Âge au XIX^e siècle, les rois et les empereurs accordaient des dotations à leurs élites militaires et politiques à titre de récompense pour leur loyauté et les services rendus, souvent après une guerre victorieuse et, la plupart du temps, dans le cadre de cérémonies officielles. Par contre, sous le III^e Reich, Hitler octroyait des dons à ses élites militaires et politiques dans la plus grande discrétion, et ce, avant même que la guerre ne fût terminée et remportée. En agissant ainsi, Hitler cherchait moins à manifester sa gratitude à l'égard des récipiendaires qu'à accroître leur loyauté à son égard¹⁶³.

Rares furent ceux qui refusèrent de telles récompenses de la part du Führer. Parmi les exceptions, figurent notamment le feld-maréchal Rommel et le colonel-général Zeitzler. D'autres encore n'auraient jamais fait l'objet de dotations de la part du Führer, comme le colonel-général Halder. En fait, la très grande majorité des militaires acceptèrent les dons de Hitler, même s'ils étaient conscients que cela constituait une forme de corruption. Pour la plupart des dirigeants de la Wehrmacht, la carrière, les dons et le bâton de feld-maréchal étaient plus importants que les grands principes relatifs à l'intégrité morale ou à l'indépendance vis-à-vis du pouvoir politique. Étant donné que l'acceptation de dons allait à l'encontre des vertus de la tradition militaire prussienne, comme la modestie, l'intégrité morale, le dévouement, le sens du devoir et de l'honneur, on comprend pourquoi les généraux de haut-rang, tels que Manstein, Keitel ou Raeder, firent le silence à ce sujet dans leurs mémoires¹⁶⁴.

À l'occasion de son 65^e anniversaire, le 24 avril 1941, le grand-amiral Raeder, commandant en chef de la Kriegsmarine, reçut un chèque d'un montant de 250 000 RM pour couvrir les frais de construction d'une maison privée. De plus, pour souligner ses 50 ans de carrière militaire, il se fit

¹⁶² Ueberschär et Vogel, *Dienen und Verdienen...*, p. 74-83.

¹⁶³ *Ibid.*, p. 33-34 ; Goda, « Black Marks... », p. 429-430. Voir aussi Seaton, *The German Army...*, p. 144.

¹⁶⁴ Ueberschär et Vogel, *Dienen und Verdienen...*, p. 74, 87-88 et 146-148. Voir aussi Goda, « Black Marks... », p. 447.

octroyer, en avril 1944, une peinture d'un maître néerlandais du XVII^e siècle d'une valeur de 37 793 RM, alors qu'il n'était plus en service depuis janvier 1943.

Le 5 septembre 1941, le feld-maréchal Leeb, qui commandait le groupe d'armées nord sur le front soviétique, reçut une somme de 250 000 RM pour son 65^e anniversaire. Après avoir été démis de ses fonctions en janvier 1942, il entreprit des démarches pour acquérir une propriété foncière en Bavière avec les 250 000 RM qu'il avait reçu du Führer en cadeau. En juillet 1944, Hitler décida toutefois de payer la totalité du prix du domaine d'une superficie de 211 hectares sur lequel Leeb avait jeté son dévolu et qui avait une valeur de 638 000 RM.

En l'honneur de son 60^e anniversaire, le feld-maréchal Brauchitsch, commandant en chef de l'armée de terre jusqu'en décembre 1941, se fit donner une peinture de Wilhelm Dietz d'une valeur de 12 000 RM, le 4 octobre 1941. Le feld-maréchal Rundstedt encaissa un chèque de 250 000 RM, le 12 décembre 1941, pour son 65^e anniversaire, malgré le fait qu'il eût été relevé du commandement du groupe d'armées sud en Ukraine quelques jours plus tôt, soit le 1^{er} décembre 1941. À l'occasion de leur 50^e anniversaire, le feld-maréchal Milch, inspecteur général de la Luftwaffe, toucha la somme de 250 000 RM, le 30 mars 1942, tandis que le SS-Obergruppenführer Sepp Dietrich, commandant de la *Leibstandarte Adolf Hitler* et plus tard de la 6^e armée de Panzer SS, reçut 100 000 RM, le 28 mai 1942.

Le 22 septembre 1942, pour son 60^e anniversaire, le feld-maréchal Keitel, chef d'état-major général de l'OKW, reçut un chèque de 250 000 RM. En octobre 1944, il se fit octroyer un montant substantiel de 764 331 RM pour couvrir les frais relatifs à l'acquisition de 246 hectares de terres, afin d'agrandir la superficie de son domaine qui se situait tout près de Brunswick, dans la région de Hanovre, et qui s'étendait déjà sur quelque 229 hectares.

Commandant de la division SS *Totenkopf*, le SS-Obergruppenführer Theodor Eicke reçut, pour son 50^e anniversaire, une somme de 50 000 RM, le 17 octobre 1942. Pour son 60^e anniversaire, le feld-maréchal Kluge, commandant en chef du groupe d'armées centre à l'Est depuis janvier 1942, puis du front de l'Ouest à partir de juillet 1944, reçut un don de 250 000 RM, le 30 octobre 1942. Pour sa part, le colonel-général Kleist, commandant en chef du groupe d'armées A au Caucase, se vit accorder, le 27 octobre 1942, à l'occasion de son 60^e anniversaire, la somme de 192 300 RM pour couvrir les frais encourus pour l'agrandissement de la superficie de son domaine de 100 hectares, situé en Silésie.

Enfin, en octobre 1943, Hitler exauça les vœux du colonel-général Guderian, commandant de la 2^e armée de Panzer sur le front de l'Est jusqu'à sa mise à l'écart en janvier 1942, inspecteur général des forces blindées à partir de février 1943 (avant de devenir chef d'état-major général de l'OKH après le coup d'État du 20 juillet 1944), en lui accordant un vaste domaine à Posen d'une superficie de 947 hectares et d'une valeur de 1 240 000 RM. Contrairement aux cas précédents, cette dotation ne soulignait cependant aucun anniversaire de naissance ou de service au sein de l'armée allemande.

Il est intéressant de noter que Hitler ne fit pas de cadeaux à plusieurs éléments de ses élites militaires qui lui étaient pourtant entièrement dévoués. Des officiers de haut-rang, reconnus pour leurs profondes convictions national-socialistes et comme étant des favoris du Führer, tels que le feld-maréchal Model, le grand-amiral Dönitz et le colonel-général Schörner, ne reçurent aucune dotation à l'occasion de leur 50^e anniversaire (le 24 janvier 1941 pour Model, le 16 septembre 1941 pour Dönitz et le 12 juin 1942 pour Schörner). Du moins, aucun registre n'atteste qu'ils auraient reçu quoi que ce soit à cette occasion. Manifestement, les cadeaux octroyés par le Führer à ses généraux allaient de pair avec la servitude, en ce sens qu'ils avaient pour objectif de renforcer les principes de loyauté, de dévouement et d'obéissance inconditionnelle des militaires à l'égard du commandant suprême de la Wehrmacht et chef de l'État, Adolf Hitler¹⁶⁵.

Le feld-maréchal Manstein, qui comptait parmi les plus grands critiques de Hitler en ce qui concernait les questions relatives à la conduite des opérations militaires et à la structure du haut commandement de la Wehrmacht, n'avait reçu aucune dotation pour son 55^e anniversaire, le 24 novembre 1942. Du moins, il n'y a rien à ce sujet dans les archives. À Nuremberg, lorsqu'on lui demanda s'il avait reçu une dotation, il répondit par la négative¹⁶⁶. Toutefois, certains contemporains prétendirent qu'il avait bel et bien reçu de Hitler un vaste domaine à l'automne 1944¹⁶⁷. Mais cette affirmation n'a toujours pas été prouvée. En fait, cette question demeure encore aujourd'hui une véritable énigme. Il est tout à fait possible que Manstein se soit mis à la recherche d'un domaine sans avoir reçu auparavant une dotation du Führer. En outre, il est fort probable que les donations de domaines dont bénéficièrent Kleist, en octobre 1942, Guderian, en octobre 1943, Leeb, en juillet 1944, et Keitel, en octobre 1944, aient incité Manstein à entreprendre des démarches auprès de Hitler en vue d'en acquérir un à son tour.

Il existe un document dans lequel il est indiqué que le Führer aurait confié à Herbert Backe, ministre du Reich, la tâche de procurer un domaine à Manstein. En effet, Backe, qui était à la tête du ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture, écrivit au feld-maréchal Manstein le 17 octobre 1944 pour lui faire part du « souhait du Führer de l'aider dans la recherche d'une propriété foncière convenable ». Le choix des mots employés par Backe laisse sous-entendre que Manstein avait peut-être reçu un don auparavant, car Hitler s'était souvent montré prêt, à la lumière de ce type de formulation, à aider ceux qui, après l'obtention d'un don en argent, voulaient l'utiliser pour acquérir une propriété foncière ou un domaine. Quoi qu'il en soit, Backe recommanda à Manstein, « en vertu de considérations sérieuses et de

¹⁶⁵ Ueberschär et Vogel, *Dienen und Verdienen...*, p. 150-174 ; Goda, « Black Marks... », p. 432-440.

¹⁶⁶ TMIN, tome XX, p. 667.

¹⁶⁷ Kunrat Freiherr von Hammerstein, *Spähtrupp*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1963, p. 140 ; Rolf-Dieter Müller, *Hitlers Ostkrieg und die deutsche Siedlungspolitik. Die Zusammenarbeit von Wehrmacht, Wirtschaft und SS*, Francfort-sur-le-Main, S. Fischer Verlag, 1991, p. 35 ; Irving, *Hitler's War...*, p. 616 et 729 ; Mitcham, *Hitler's Field Marshals...*, p. 253.

ses intérêts particuliers », de regarder plutôt du côté de l'achat d'un domaine boisé¹⁶⁸. Rien ne permet toutefois de savoir si les efforts du feld-maréchal furent couronnés de succès. Il se peut que le ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture fût contraint d'écarter toutes les demandes relatives à l'acquisition d'un domaine dans les provinces orientales du Reich, en raison de la détérioration de la situation militaire sur le front de l'Est. À l'été 1944, le secrétaire d'État de Backe, Werner Willikens, lui proposa d'ailleurs de remettre après la fin de la guerre toute dotation de domaines à l'Est et au moins d'attendre que la Wehrmacht eut repoussé l'Armée rouge de la partie orientale du Reich¹⁶⁹.

Après la guerre, Otto John, qui faisait office de conseiller en droit allemand pour la partie plaignante, confirma les démarches entreprises par Manstein auprès du Führer en vue d'obtenir un domaine. Il rapporta une conversation qu'il avait eue, quelques années auparavant, avec l'agent immobilier Schlange-Schöningen. Ce dernier lui aurait raconté que Manstein avait bel et bien reçu une dotation et qu'il avait eu l'intention de l'utiliser, en janvier 1945, afin d'acquérir un domaine. À Manstein, Schlange-Schöningen aurait répondu : « Mais *Herr* feld-maréchal, les Russes seront probablement là la semaine prochaine ». La réponse de Manstein, s'il faut en croire ce témoignage, démontrerait encore une fois à quel point il se berçait d'illusions sur l'issue de la guerre : « Ils seront de nouveau repoussés par le Führer très bientôt »¹⁷⁰.

De toute façon, l'âge d'or des chèques et des domaines distribués à l'occasion d'anniversaires de naissance avait commencé à prendre fin au cours de l'année 1943, du moins en ce qui concernait les officiers supérieurs de la Wehrmacht, car les ministres du Reich, les secrétaires d'État et les membres du parti nazi continuèrent à recevoir des cadeaux extravagants du Führer jusqu'à la fin de la guerre. Les revers de la Wehrmacht sur le front de l'Est, qui, selon Hitler, résultaient d'un manque de dévouement de ses généraux à son égard, le conduisirent sans doute à devenir soudainement beaucoup moins généreux envers ces derniers. D'ailleurs, les récriminations des dirigeants militaires contre les décisions du Führer durant la débâcle de Stalingrad étaient connues de Goebbels, de Göring et de Hitler lui-même.

« Il est admis [dans les quartiers généraux de l'armée de terre] », écrivit Goebbels dans son journal du 7 janvier 1943, « que le Führer poursuit une stratégie militaire qui ne peut fonctionner ». Un mois plus tard, toujours dans son journal, il critiqua les généraux de la Wehrmacht : « Ils sont encore pleinement imprégnés de l'esprit de l'époque de Schleicher. Ils appartiennent à la Reichswehr et non pas à la Wehrmacht national-socialiste ». Plus troublante pour le ministre de la Propagande, était la manière dont les officiers de la 6^e armée, depuis leur capture à Stalingrad, blâmaient publiquement Hitler pour le

¹⁶⁸ BA-B, NS 19 / 909 : lettre de Backe à Manstein, 17 octobre 1944. Voir aussi Ueberschär et Vogel, *Dienen und Verdienen...*, p. 180-181 et 238 (pour une copie de la lettre de Backe adressée à Manstein le 17 octobre 1944). Voir aussi Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 149.

¹⁶⁹ Ueberschär et Vogel, *Dienen und Verdienen...*, p. 181

¹⁷⁰ Cité par Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 48.

désastre, ce qui l'amenait à croire, à la fin février 1943, que cette opinion était partagée par la plupart des autres officiers de l'armée allemande¹⁷¹.

Pour sa part, Göring était préoccupé par les plaisanteries que faisait Jodl sur Hitler dans son dos et par le fait que Manstein avait demandé à Hitler de renoncer à ses fonctions de commandant en chef de l'armée de terre, poste qu'il occupait depuis qu'il s'était départi des services de Brauchitsch, en décembre 1941. Depuis les événements de l'hiver 1941-1942, affirmait Göring, il existait une « crise de confiance » (*Vertrauenskrise*) entre Hitler et ses généraux, qui manifestaient de la déférence en sa présence, mais une complète indifférence lorsqu'il n'était pas dans les environs. D'après le feld-maréchal du Reich, Hitler faisait beaucoup trop confiance à ses généraux. Ce point de vue de Göring était partagé par Goebbels. Le 2 mars 1943, ce dernier nota dans son journal : « Le Führer avait, en fait, l'intention, lors de son voyage sur le front du Sud, de remplacer Manstein. Mais, pour l'instant, il n'a pas réalisé cette intention. En tous cas, nous devons nous méfier des vieux généraux de la Wehrmacht / Reichswehr. Nous avons seulement quelques bons amis parmi eux »¹⁷². Le 11 mars 1944, le ministre de la Propagande écrivit dans son journal : « Le Führer ne semble pas du tout savoir de quelle manière odieuse Manstein s'est comporté vis-à-vis de lui »¹⁷³.

Bien entendu, Hitler brossait un tableau analogue à ceux de Goebbels et de Göring au sujet du manque de loyauté au sein du commandement militaire. En janvier 1943, il se plaignait en privé à Goebbels que sa confiance dans la direction du parti était contrée par un manque de loyauté de la part de ses officiers de haut-rang. « L'opinion du Führer à l'égard des généraux de la Wehrmacht », nota Goebbels, « est plus que jamais négative. Son jugement négatif sur eux n'a pas changé. En gros, [...] ils ne croient plus en lui. Je pense [...] dans l'ensemble [...] que le Führer [...] ne peut gagner la véritable confiance des généraux de l'armée ». Cette opinion devint plus forte avec le temps, alors que le Führer constatait avec amertume que ses généraux prenaient son argent sans montrer dans leur comportement qu'ils lui en étaient redevables. En mars 1943, Goebbels écrivit que Hitler se plaignait, en privé, que ses généraux « lui escroquaient tout ce qu'ils pouvaient. [...] Ils sont également peu reconnaissants. [Hitler] n'a donc aucune confiance en eux ». En mai, il transcrivit des propos du Führer selon lesquels « tous les généraux sont perfides, tous les généraux sont contre le national-socialisme, tous les généraux sont réactionnaires ». Après la guerre, ajouta-t-il, il remplacerait avec joie son veston militaire gris par un veston civil brun et il n'aurait plus rien à voir avec les généraux¹⁷⁴.

Le problème relatif à une soi-disant perfidie des généraux n'en continua pas moins de se poser. Lorsque Goebbels, Göring et Himmler exercèrent des pressions sur lui, en février et en mars 1943, pour

¹⁷¹ Goda, « Black Marks... », p. 441.

¹⁷² *Idem.*

¹⁷³ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 224.

¹⁷⁴ Goda, « Black Marks... », p. 441-442.

obtenir le limogeage de Manstein, Hitler se retint d'aller en ce sens, craignant que le départ de son commandant le plus doué n'envenimât davantage la situation militaire. En octobre 1943, Hitler partageait la méfiance presque pathologique qu'éprouvaient Goebbels et Himmler à l'égard de Manstein après l'échec de celui-ci dans la tentative d'établir une ligne défensive solide sur le Dniepr. Et, pour Hitler, cet échec était imputable essentiellement au manque d'orientation politique ou de vision du monde (*Weltanschauung*) du feld-maréchal – et non pas à la fatigue des troupes, aux ordres contradictoires du Führer ou à l'insuffisance de matériel de guerre et surtout de pétrole. Toutefois, Manstein ne fut pas relevé du commandement du groupe d'armées sud. Le 19 octobre, Goebbels nota que Manstein « est tout sauf un partisan du régime national-socialiste. Mais, pour le moment, nous ne pouvons rien entreprendre contre lui, c'est du moins ce que le Führer prétend »¹⁷⁵.

En outre, selon Goebbels, Hitler commençait à évoquer, en des termes élogieux, les purges opérées par Staline dans les rangs de ses officiers. « Notre erreur tragique », confiait-il à Goebbels à la fin d'octobre, « fut de croire que Staline avait fait montre de faiblesse lorsqu'il avait fait fusiller [le maréchal Mikhaïl] Toukhatchevski et ses camarades. En vérité, il s'était débarrassé de toute opposition. C'est dommage que nous n'ayons pas procédé de la sorte. Nous n'aurions pas autant de difficultés aujourd'hui ». En fait, Hitler en vint même à considérer l'affectation par Staline de commissaires politiques dans les unités de l'Armée rouge comme une idée géniale. À ses yeux, la Wehrmacht avait besoin du même ralliement aux vues du national-socialisme que l'Armée rouge à celles de Staline. D'ailleurs, il était d'avis que si les formations de la Waffen-SS s'étaient bien battues, c'était en raison de leur totale adhésion à la *Weltanschauung* national-socialiste. « Si nous avions formé l'ensemble de la Wehrmacht allemande de la même manière que les unités de la SS », regrettait Hitler, « alors la lutte à l'Est se serait déroulée sûrement autrement ».

En même temps, quelque chose devait être fait pour freiner le défaitisme qui s'était installé au sein du corps des officiers. Si, pour cela, il fallait continuer à verser mensuellement les *Aufwansentschädigungen*, il n'y aurait cependant plus de grandioses cadeaux octroyés aux officiers supérieurs. À la place, suivant l'exemple de Staline, des officiers aux convictions politiques nazies allaient être affectés aux unités de la Wehrmacht à la fin de 1943, ce que les dirigeants militaires avaient réussi à empêcher jusque-là¹⁷⁶.

Que Hitler eût néanmoins cherché à accroître la loyauté de ses élites militaires en distribuant des sommes d'argent faramineuses, des propriétés foncières, des grands domaines ou des objets d'art, il n'y a

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 443. À l'automne 1943, Hitler, dans un excès de rage, aurait vociféré que si Manstein ne se montrait guère plus accommodant, alors ce ne serait pas très compliqué de le faire « disparaître de la surface de la terre » par un quelconque accident. Lorsque ces propos du Führer lui furent rapportés par les conspirateurs du 20 juillet 1944, Manstein déclara ne pas y croire du tout. Toutefois, les membres de son état-major notèrent qu'il avait pris des mesures immédiates et énergiques pour accroître sa sécurité personnelle. Seaton, *The German Army...*, p. 211.

¹⁷⁶ Goda, « Black Marks... », p. 441-444.

pas de doute. Cependant, on peut s'interroger sur l'importance de tels cadeaux dans la décision des généraux de haut-rang de ne pas joindre les rangs de la conspiration visant à éliminer Hitler et à renverser le régime nazi. Après la guerre, Manstein et ses camarades du haut commandement de la Wehrmacht donnèrent les raisons suivantes à leur refus de participer à un coup d'État : le serment de fidélité qu'ils avaient prêté à la personne de Hitler, commandant suprême des forces armées et chef de l'État ; leur tradition apolitique qui limitait leur sens du devoir aux seules questions militaires ; la nature perfide, selon eux, d'une mutinerie, particulièrement en temps de guerre ; leur crainte qu'un putsch pût provoquer une guerre civile, l'effondrement des fronts et le chaos en Allemagne. Il est néanmoins intéressant de rappeler une fois de plus qu'au soir du 20 juillet 1944, des 3 500 généraux et amiraux qui constituaient les cadres de la Wehrmacht, seuls cinq avaient appuyé énergiquement Stauffenberg dans sa tentative de coup d'État et que seulement 15 avaient sympathisé de près ou de loin avec lui.

En cette occasion, cette loyauté quasi-générale des élites militaires allemandes à l'égard de Hitler peut-elle s'expliquer par les dons qu'elles se voyaient octroyer par le Führer ? Les *Aufwandsentschädigungen*, ces primes mensuelles exonérées d'impôts, étaient versées aux officiers des deux plus hauts rangs, c'est-à-dire les colonels-généraux ou les amiraux, et les feld-maréchaux ou les grands-amiraux. Les sommes d'argent, les propriétés foncières, les domaines et les objets d'art accordés à l'occasion d'anniversaires, ne concernaient que des colonels-généraux, des amiraux, des feld-maréchaux et des grands-amiraux. Or, un seul feld-maréchal participa activement à la conspiration : Witzleben. Toutefois, ce dernier était en disponibilité et n'avait pas de troupes sous ses ordres. Quant aux feld-maréchaux Kluge et Rommel, ils furent avant tout soucieux de ménager la chèvre et le chou, dans l'intention manifeste de soutenir le camp victorieux. Certes, ils saluaient les efforts visant à renverser Hitler, mais ils n'étaient pas prêts à s'y impliquer personnellement. Des deux, seul Kluge avait reçu un montant d'argent substantiel exonéré d'impôts, soit 250 000 RM pour son 60^e anniversaire, en septembre 1942, montant qui s'ajouta à ses primes mensuelles exonérées d'impôts et à son salaire régulier. Quant aux colonels-généraux, seul Beck joua un rôle actif dans la conspiration, mais il n'était plus en service depuis la fin de l'été 1938, tandis que Fromm et Hoepner soufflèrent autant le chaud et le froid, ce qui fit en sorte que les conjurés ne purent compter sur eux. En respectant le serment de fidélité qu'il avait prêté à Hitler, Manstein se comporta donc comme la quasi-totalité de ses camarades feld-maréchaux et colonels-généraux.

Le sens du devoir ou le serment de fidélité comme facteur explicatif de l'inaction des généraux de haut-rang doit être remis en perspective. Si la nécessité de rétablir l'honneur de l'armée allemande, souillé par sa participation aux actions criminelles du régime national-socialiste, et l'urgence de prévenir une défaite militaire, devenue pourtant inéluctable, avaient incité les quelques généraux membres de la conjuration à renverser Hitler, malgré leur serment de fidélité, alors pour quelles raisons de grands

commandants, tels que Manstein, Rundstedt ou Guderian, qui faisaient également référence au concept de l'honneur de la Wehrmacht pour justifier leur comportement et qui reconnaissaient tout aussi bien l'imminence de la défaite, n'avaient-ils pas tiré les mêmes conclusions ?

Comme Gersdorff l'avait souligné à Manstein, des feld-maréchaux prussiens s'étaient déjà mutinés par le passé dans certaines circonstances. D'ailleurs, les officiers supérieurs de la Wehrmacht, dont Manstein, étaient suffisamment âgés pour se rappeler qu'ils avaient jadis eux-mêmes prêté un serment de fidélité pour protéger la Constitution de la République de Weimar, avant de le rompre lors de l'avènement de la dictature national-socialiste. Est-ce que leur référence au concept d'honneur masquerait l'intention de trouver une excuse pour leur comportement et de fournir une justification pour s'être prêté à la corruption ? Si, comme l'avait laissé entendre Manstein à Gersdorff, aucun feld-maréchal prussien ne s'était mutiné, on peut également dire qu'aucun feld-maréchal prussien ne s'était comporté comme les officiers supérieurs de Hitler qu'on avait gavés de larges sommes d'argent.

Le capitaine Hermann Kaiser qui, grâce à ses fonctions au sein de l'armée de réserve, agissait à titre d'agent de liaison entre Goerdeler, l'un des principaux chefs de file de la résistance, et les officiers avec qui celui-ci voulait entrer en contact, aborda la question de la corruption des généraux dans son journal. Selon lui, la corruption avait un double effet : les bénéficiaires de dons perdaient leur honneur et se sentaient redevables à Hitler pour cette marque de gratitude, d'autant plus qu'ils pouvaient s'attendre à en obtenir toujours davantage. Au printemps 1943, l'octroi par le Führer de chèques d'un montant de 250 000 RM à Rundstedt et à Kluge, pour souligner leurs 65^e et 60^e anniversaires de naissance, fut porté à la connaissance des conjurés. À ce sujet, Kaiser écrivit dans son journal : « Imaginez Scharnhorst ou Gneisenau et vous allez voir la différence avec les officiers d'aujourd'hui » ! Il réfutait ainsi l'assertion de Manstein selon laquelle il y avait une continuité dans le corps des officiers prussiens. Puis, réfléchissant sur les généraux de la Wehrmacht, il en vint à cette conclusion : « Aucun de ces hommes n'a le moindre caractère [...] ils désirent servir seulement leurs propres intérêts [...]. Quel genre d'hommes sont-ils » ?¹⁷⁷.

« Manstein, sauve l'Allemagne » !

À la fin de janvier 1945, la Silésie devenant le théâtre de combats, le feld-maréchal Manstein décida de quitter Liegnitz pour Achterberg, un manoir situé à l'ouest de la région d'entraînement militaire de Bergen, pas très loin de Celle, dans les Landes de Lunebourg. C'est avec sa famille et Stahlberg qu'il s'établit dans cette résidence qui n'était plus habitée depuis quelques années. En fait, la dernière personne à y avoir vécu était l'ancien commandant en chef de l'armée de terre, le colonel-général Fritsch, mort lors

¹⁷⁷ Cité par *ibid.*, p. 449-451.

de la campagne de Pologne, en septembre 1939. Le 25 janvier, le feld-maréchal, sa famille et Stahlberg quittèrent ainsi Liegnitz pour Achterberg. En raison des bombardements aériens alliés, ils durent faire un détour par Berlin et Hanovre. Le 29 janvier, Manstein, qui était à Berlin depuis deux jours, en profita pour se rendre à la Chancellerie du Reich afin d'y rencontrer le Führer. Espérait-il le convaincre de lui remettre la conduite des opérations militaires pour sauver l'Allemagne d'une catastrophe qui était pourtant inévitable ? Aspirait-il à devenir le sauveur de la patrie et de la nation allemande, bien qu'il eût déjà déclaré le contraire à Stahlberg ? Avec la défaite qui se profilait à l'horizon, Manstein semblait, en effet, vouloir entrer dans l'Histoire comme le sauveur de l'Allemagne et de la Wehrmacht face à l'Armée rouge et au bolchevisme¹⁷⁸. « Lorsqu'il aura de l'eau jusqu'au cou, il fera appel à moi », confia-t-il, à maintes reprises, à Stahlberg en parlant de Hitler¹⁷⁹. Malgré cette heure tardive, Manstein était encore convaincu que le Führer ne pourrait pas indéfiniment se passer de lui, de loin le meilleur commandant de l'armée allemande¹⁸⁰.

Que Hitler eût confié, quelques mois auparavant, l'offensive des Ardennes au feld-maréchal Rundstedt, l'avait probablement piqué au vif. Déclenchée le 16 décembre 1944, cette dernière offensive allemande de la Deuxième Guerre mondiale échoua en moins de dix jours, faute de réserves. Bien que le concept opérationnel de cette offensive ressemblât étrangement au plan « coup de faucille », Hitler n'avait pas jugé bon de faire appel aux services de Manstein pour la conduire, et ce, malgré le fait qu'il lui avait fait part, le 30 mars 1944, de son intention de lui confier de nouvelles tâches dès que la Wehrmacht serait de nouveau en mesure de mener des offensives. À la fin de l'année 1944, il avait même refusé à Rundstedt les services de Manstein, de Leeb ou de Kleist pour l'aider dans la conduite des opérations sur le front de l'Ouest¹⁸¹.

Ceci dit, lorsque Manstein entra dans la Chancellerie du Reich, accompagné de son adjudant, deux hommes de la SS assis à une table se levèrent et le saluèrent. Manstein répondit en levant son bâton de feld-maréchal : « Je suis le feld-maréchal von Manstein. Veuillez s'il vous plaît m'annoncer au Führer ». L'un des deux SS demanda : « Avez-vous un rendez-vous, *Herr* feld-maréchal » ? Le feld-maréchal déclara ne pas en avoir, mais qu'il était venu pour une affaire importante. On lui demanda, ainsi qu'à son adjudant, de s'asseoir et d'attendre dans l'antichambre, pendant que l'un des deux SS quitta la pièce. Après une demi-heure, ce dernier revint et déclara : « J'ai pour ordre de vous informer que le Führer ne reçoit pas ». Ayant de la difficulté à contenir sa colère, Manstein demanda alors : « Avez-vous dit au Führer ou à l'un de ses adjudants qui je suis » ? « Je l'ai fait, *Herr* feld-maréchal » ! « Je veux alors parler à l'un des adjudants ». « Je regrette, *Herr* feld-maréchal, j'ai pour ordre de ne laisser entrer personne ».

¹⁷⁸ Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 149.

¹⁷⁹ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 423.

¹⁸⁰ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 234.

¹⁸¹ Irving, *Hitler's War...*, p. 729.

Manstein se leva brusquement et quitta la pièce sans saluer. Que pas un seul des adjudants du Führer ne fût disposé à le recevoir, lui fit l'effet d'une véritable insulte¹⁸². Il devait se rendre à l'évidence : le commandement suprême n'avait pas d'emploi pour « le plus dangereux ennemi des alliés »¹⁸³. De même, il devait se faire à l'idée qu'il n'aurait pas la chance de sauver le Reich allemand.

Le 1^{er} mai 1945, lorsque Stahlberg apprit, à la radio, la mort du Führer, qui s'était suicidé dans son bunker le jour précédent, il accourut aussitôt auprès de Manstein pour lui annoncer la nouvelle. Le feld-maréchal était assis à une table avec son épouse et lisait un livre. « *Herr* feld-maréchal », s'exclama Stahlberg, « le Führer est mort ». Le feld-maréchal le regarda pendant plusieurs secondes sans rien dire, muet de stupéfaction. Puis vint un cri de son épouse, grande admiratrice du Führer et membre très impliqué du parti nazi : « Non ! Cela ne peut pas être vrai » ! Pendant que Manstein s'empressait de consoler sa femme, Stahlberg rapporta la nomination du grand-amiral Dönitz pour succéder au Führer comme chef d'État¹⁸⁴.

À la mi-avril, le feld-maréchal Manstein s'était établi à Weißenhaus, une propriété proche de Bad Oldesloe, une petite ville du Schleswig-Holstein, afin d'éviter d'être fait prisonnier avant la capitulation du Reich. Un autre de ses compagnons d'armes inactif, le feld-maréchal Bock, s'était également établi dans cette région du nord de l'Allemagne, à Lensahn. À la fin du mois d'avril, tous les deux s'efforcèrent d'entrer en contact avec le commandant en chef du groupe d'armées du Nord de l'Allemagne, le feld-maréchal Busch, pour lui recommander de joindre ses forces à celles du front de l'Ouest, dans le but de sauver les troupes du front de l'Est et la population civile des provinces est-allemandes¹⁸⁵. Ils rendirent aussi visite au grand-amiral Dönitz, commandant en chef de la Kriegsmarine et nouveau chef du III^e Reich, qui avait transféré son quartier général de Berlin à Plön, dans le Schleswig-Holstein. Ils lui recommandèrent de replier progressivement les armées du front de l'Est à proximité des fronts américain et britannique. Toutefois, ils ne prononcèrent pas un mot sur la nécessité de mettre fin à la guerre. Apparemment, Manstein et Bock spéculaient sur une éventuelle dislocation de l'alliance de guerre entre les ennemis qui offrirait peut-être à l'Allemagne de nouvelles possibilités de négociations¹⁸⁶.

Sur le chemin du retour, au carrefour de Lübeck et de Weißenhaus, une patrouille militaire arrêta la voiture de Manstein et le pria de repartir immédiatement pour le quartier général de Dönitz. Ce dernier lui demandait de venir le rencontrer de nouveau à son quartier général de Plön. Il voulait le nommer commandant en chef de l'OKW, à la place du feld-maréchal Keitel, et le charger de négocier les conditions relatives à la capitulation militaire de l'Allemagne. Manifestement, Dönitz espérait que

¹⁸² Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 423-425.

¹⁸³ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 236.

¹⁸⁴ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 434-435.

¹⁸⁵ Manstein et Fuchs, *Manstein...*, p. 213.

¹⁸⁶ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 236.

Manstein, en sa qualité de nouveau commandant en chef de l'OKW et grâce à l'énorme prestige dont il jouissait, atténuerait les conditions d'armistice des puissances alliées et, peut-être même, éviterait à une grande partie des soldats de l'*Ostheer* d'être captifs des Soviétiques¹⁸⁷.

Mais peu avant son arrivée à Plön, Manstein croisa la voiture du Reichsführer-SS Himmler. Le chef de la SS, de la Gestapo et de l'armée de réserve venait tout juste de s'entretenir avec Dönitz et l'avait dissuadé d'accorder à Manstein le commandement de la Wehrmacht. Ainsi, quand Manstein arriva à Plön, des officiers l'informèrent aussitôt qu'il était trop tard pour qu'il pût assumer les fonctions de commandant en chef de l'OKW. Par conséquent, il ne put rencontrer Dönitz. Il était effectivement trop tard pour qu'il pût changer quoi que ce soit à l'issue des combats. D'ailleurs, Manstein ne trouvait pas très alléchante l'idée de figurer maintenant parmi les fossoyeurs du Reich¹⁸⁸. Qu'il ait été sollicité de prendre le commandement suprême de l'armée allemande non seulement par les conjurés du 20 juillet, mais aussi par le nouveau chef du III^e Reich, est très révélateur de l'admiration pour son immense talent opérationnel que lui témoignaient ses camarades de la Wehrmacht¹⁸⁹. D'ailleurs, dans les derniers jours de la guerre, un bon nombre d'officiers allemands plaçaient encore leurs derniers espoirs en lui¹⁹⁰.

Après la guerre, Dönitz soutint qu'un problème de communication avait empêché Manstein de prendre le commandement des forces armées allemandes lors des derniers jours de la guerre :

« Dans les derniers jours d'avril, les feld-maréchaux von Bock et von Manstein sont venus chez moi. Nous avons discuté de la situation militaire. À cette occasion, Manstein avait insisté sur la nécessité de replier progressivement les armées du front de l'Est à proximité des fronts américain et anglais. Cela concordait tout à fait avec mes intentions. Le 1^{er} mai, j'ordonnai alors d'entrer en contact avec Manstein. Je voulais lui offrir de prendre la direction du haut commandement de la Wehrmacht à la place de Keitel. Mais on n'est pas parvenu à rejoindre Manstein. La direction de l'OKW demeura donc entre les mains de Keitel et Jodl »¹⁹¹.

Il semble néanmoins plus probable que la véritable raison tenait davantage aux pressions de Himmler qu'à un soi-disant problème de communication¹⁹².

Le 3 mai 1945, le feld-maréchal Bock se rendit à Weißenhaus afin d'y rencontrer le feld-maréchal Manstein. Au cours de son trajet de Lensahn à Weißenhaus, la voiture de Bock fut mitraillée par un chasseur britannique. Le feld-maréchal fut gravement blessé et transporté dans un hôpital à Oldenburg. Son épouse et sa fille furent tuées. Aussitôt informés de la tragédie, Manstein et Stahlberg se rendirent à l'hôpital. Bock gisait dans un lit, emmaillotté de bandages. Lorsque le médecin annonça au patient l'identité de ceux qui se trouvaient au pied de son lit, celui-ci ne put dire que quelques mots, les derniers

¹⁸⁷ Hillgruber, « In der Sicht... », p. 81 ; Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 236. Voir aussi Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 149.

¹⁸⁸ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p.435 ; Manstein et Fuchs, *Manstein...*, p. 213-214.

¹⁸⁹ Schneider, « Denkmal Manstein... », p. 402.

¹⁹⁰ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 236.

¹⁹¹ Dönitz, *Memoirs...*, p. 447. Voir aussi Manstein et Fuchs, *Manstein...*, p. 213 ; Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 149.

¹⁹² Manstein et Fuchs, *Manstein...*, p. 213-214.

qu'il devait prononcer avant de mourir : « Manstein, sauve l'Allemagne » ! Bock était le troisième feld-maréchal, après Kluge et Rommel, à considérer Manstein, pourtant plus jeune en grade, comme le « *primus inter pares* »¹⁹³. Il était cependant trop tard pour qu'il pût sauver l'Allemagne qui capitula le 8 mai 1945.

Pour le feld-maréchal Manstein, cette capitulation, qu'il avait cru pouvoir éviter dans l'éventualité où Hitler se serait résolu à lui remettre la responsabilité pleine et entière des opérations militaires, était une véritable catastrophe. Le 8 mai, jour de la capitulation, il chargea Stahlberg d'informer le maréchal britannique Bernard Montgomery de l'endroit où il séjournait. Non seulement il ne voulait pas se cacher comme un criminel, mais il se persuadait qu'on aurait peut-être besoin de lui, advenant une dislocation de l'alliance de circonstance entre les Alliés occidentaux et l'URSS¹⁹⁴. Bien entendu, il se faisait encore une fois des illusions. Le 26 août 1945, il fut plutôt emprisonné par l'armée britannique, une captivité qui allait durer jusqu'au 7 mai 1953¹⁹⁵.

¹⁹³ Stahlberg, *Die verdammte Pflicht...*, p. 435-436. Voir aussi Manstein et Fuchs, *Manstein...*, p. 215.

¹⁹⁴ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 236-237.

¹⁹⁵ Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 149-150.

CINQUIÈME PARTIE

MANSTEIN ET LA LÉGENDE D'UNE « WEHRMACHT HONORABLE ET INTÈGRE »

CHAPITRE 15

LE PROCÈS DE MANSTEIN POUR CRIMES DE GUERRE

Reconnu pour son apolitisme, le feld-maréchal Manstein était resté loyal à Hitler jusqu'à la toute fin de la guerre, même s'il lui avait tenu tête à l'occasion au sujet de la conduite des opérations. C'est seulement après l'effondrement le plus complet du III^e Reich qu'il prit ses distances avec Hitler, en protestant énergiquement de son innocence et en insistant pour que l'on ne voie en lui qu'un soldat qui n'avait fait que son devoir. Plus que n'importe lequel de ses camarades du corps des officiers, Manstein contribua, après la guerre, par ses témoignages et ses mémoires, à la formation des mythes selon lesquels l'armée allemande n'aurait été qu'une victime de la politique expansionniste nazie, que les généraux n'auraient fait que leur devoir en obéissant aux ordres, que Hitler aurait été le seul responsable de la défaite militaire du Reich et que la Wehrmacht n'aurait jamais pris part aux actions criminelles du régime.

Lors du procès des grands criminels de guerre devant le Tribunal militaire international de Nuremberg, les observateurs furent nombreux à prétendre que Manstein s'était illustré « comme le plus brillant » témoin à prendre fait et cause pour la Wehrmacht¹. Son témoignage, joint à celui de plusieurs autres anciens combattants, contribua fortement à influencer les chercheurs qui s'en inspirèrent. Manstein devint ainsi, après 1945, l'une des principales cautions morales de l'intégrité de la Wehrmacht, ce qui explique qu'il fut l'un de ceux qui, à la demande du chancelier Adenauer, participèrent à la supervision de la reconstruction de l'armée allemande en 1956.

Pourtant, auparavant, il avait été condamné à Hambourg, le 23 août 1949, par un tribunal militaire britannique à 18 ans de prison pour la responsabilité qu'il devait assumer en tant que commandant en chef de la 11^e armée en Crimée, des actions contraires au droit de la guerre commises par ses soldats. Il fut ensuite relâché, le 7 mai 1953, un an après avoir reçu un congé pour raisons médicales. D'aucuns en Allemagne de l'Ouest pensaient alors qu'il n'avait été qu'une victime de la « justice des vainqueurs », purgeant une peine collective et non celle d'un simple criminel de guerre. Or, le feld-maréchal s'était porté garant de la Wehrmacht et de ses actions, se plaçant ainsi lui-même à l'ombre de l'image que l'on en retient.

¹ Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie...*, p. 178.

Manstein ou le devoir de défendre l'honneur et l'intégrité de la Wehrmacht à Nuremberg

Dans le but de punir les responsables du déclenchement de la guerre et des crimes d'une violence inégalée qui y avaient été perpétrés, un tribunal interallié d'exception s'était réuni à Nuremberg du 20 novembre 1945 au 30 septembre 1946. Certes, il s'agissait d'établir la responsabilité de l'Allemagne national-socialiste dans le déclenchement du conflit, mais il fallait surtout juger les actes de barbarie pratiqués sur une grande échelle à l'endroit des populations civiles et le génocide organisé de groupes humains entiers. Composé de magistrats des quatre puissances victorieuses, le tribunal retint quatre chefs d'accusation contre 22 hauts dignitaires nazis : le plan concerté ou complot visant à la domination du continent européen au moyen d'une guerre d'agression ; les crimes contre la paix définis par la violation de traités internationaux ; les crimes de guerre ayant entraîné pillages, esclavages et assassinats ; et les crimes contre l'humanité caractérisés par la persécution et l'extermination systématique d'adversaires politiques et de minorités raciales et religieuses. Si seul le dernier chef d'accusation était une nouvelle notion juridique, le jugement de six grands organismes du III^e Reich (parti national-socialiste, cabinet du Reich, SS, SA, Gestapo et SD, état-major général et haut commandement militaire) accusés de crimes constituait aussi une innovation.

À l'exception d'Adolf Hitler, de Joseph Goebbels, Heinrich Himmler et Robert Ley (patron du Front allemand du travail) qui s'étaient suicidés, et de Martin Bormann (chef de la Chancellerie du Reich), disparu et jugé par contumace, les principaux hiérarques du régime national-socialiste furent appelés à comparaître. Parmi ceux-ci, on retrouvait cinq militaires : Hermann Göring, feld-maréchal du Reich et commandant en chef de la Luftwaffe ; Wilhelm Keitel, feld-maréchal et chef de l'état-major général à l'OKW ; Alfred Jodl, colonel-général, chef du département des opérations à l'OKW ; Erich Raeder, grand-amiral et commandant en chef de la Kriegsmarine jusqu'en 1943 ; et Karl Dönitz, grand-amiral, commandant en chef de la Kriegsmarine de 1943 jusqu'à la fin de la guerre et dernier chef du Reich à la suite de la mort de Hitler.

Le 1^{er} octobre 1946, Göring, Keitel et Jodl furent condamnés à mort, tandis que Raeder et Dönitz furent condamnés respectivement à la prison à vie et à dix ans de détention. Quant à l'état-major général et au haut commandement, accusés d'avoir formé une organisation criminelle, Sir Geoffrey Lawrence, président du Tribunal militaire international à Nuremberg, déclara immédiatement après avoir lu les attendus : « Le tribunal estime qu'une déclaration de criminalité ne doit pas être faite en ce qui concerne l'état-major général et le haut commandement ». Il évoqua ensuite le même motif pour le cabinet du Reich, que rien n'avait permis de déclarer comme une organisation criminelle : « Bien que le nombre de personnes ici visées soit plus élevé que dans le cas du cabinet du Reich, il est suffisamment restreint pour que des procès individuels de ces officiers constituent une procédure plus opportune qu'une déclaration

générale de criminalité ». Il ajouta toutefois : « Un motif plus important résulte du fait que, selon l'avis du tribunal, l'état-major général et le haut commandement ne constituent ni une "organisation", ni un "groupe" au sens de l'article 9 du statut ». Les attendus du tribunal reprenaient la description du prétendu « groupe » donné par l'acte d'accusation et expliquaient ensuite les raisons pour lesquelles l'état-major général et le haut commandement ne pouvaient être considérés comme un « groupe » au sens du statut :

« Cette prétendue organisation criminelle possède une caractéristique déterminante qui la distingue nettement des cinq autres organisations mises en accusation. Lorsqu'un individu entrait dans les SS [...], il savait certainement qu'il adhérerait à une organisation quelconque. Dans le cas de l'état-major général et du haut commandement, il ne pouvait cependant pas savoir qu'il entrait dans un groupe ou une association, puisque cette association n'a pas existé jusqu'à sa création par l'acte d'accusation. Il savait seulement qu'il était parvenu à un certain rang élevé dans l'une des trois armes et ne pouvait se rendre compte qu'il devenait membre de quelque chose d'aussi tangible qu'un "groupement", dans le sens où l'on emploie couramment ce terme »².

Pour plusieurs observateurs, cet acquittement était dû, dans une large mesure, au témoignage d'un feld-maréchal du nom de Erich von Manstein, commandant en chef du groupe d'armées sud jusqu'au 31 mars 1944. Appelé à la barre en tant que témoin à décharge, celui-ci se fit fort de défendre l'honneur et l'intégrité de l'armée allemande. En raison de son prestige en tant que commandant de campagne le plus talentueux de la Wehrmacht, il contribua fortement à disculper l'état-major général et le haut commandement des accusations d'avoir formé une organisation criminelle au même titre que le parti national-socialiste, la SS, le SD et la Gestapo. Il se vit ainsi attribuer le qualificatif de « cerveau stratégique » (*strategische Kopf*) de la défense³. Selon le général Siegfried Westphal, « l'âme de notre défense fut le feld-maréchal von Manstein, le plus doué de nos dirigeants militaires. Inventif, toujours courageux au combat, l'acquittement de l'état-major général, en octobre 1946, est largement redevable à son activité inlassable et intelligente »⁴. Pour d'autres encore, Manstein fut tout simplement le « sauveur de l'état-major général et de l'honneur du soldat allemand »⁵.

En fait, il se fit le porte-parole d'un groupe d'officiers supérieurs dont faisaient également partie le feld-maréchal Walther von Brauchitsch, commandant en chef de l'OKH jusqu'au 19 décembre 1941, le colonel-général Franz Halder, chef d'état-major général de l'OKH jusqu'au 24 septembre 1942, le général Walter Warlimont, adjoint de Jodl au département des opérations à l'OKW jusqu'au 6 septembre 1944, et le général Siegfried Westphal, chef de l'état-major du commandement suprême à l'Ouest jusqu'au 7 mai 1945. Dans sa déposition à Nuremberg, Manstein reprit *grosso modo* les arguments du mémorandum qu'il

² Taylor, *Procureur à Nuremberg...*, p. 599-601 (p. 601 pour les citations). Voir aussi Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 208-209.

³ Syring, « Erich von Manstein... », p. 342-343. À ce sujet, voir aussi Krausnick et Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges...*, p. 598 ; Friedrich, *Das Gesetz des Krieges*, p. 635 ; Hillgruber, « In der Sicht... », p. 81.

⁴ Siegfried Westphal, *Der deutsche Generalstab auf der Anklagebank. Nürnberg 1945-1948*, Mayence, Hase & Koehler Verlag, 1978, p. 92. Voir aussi Manstein et Fuchs, *Manstein...*, p. 226-227 ; Schneider, « Denkmal Manstein... », p. 403.

⁵ *Ibid.*, p. 415.

avait justement rédigé, à l'automne 1945, en collaboration avec Brauchitsch, Halder, Warlimont et Westphal, et qui avait servi aux avocats de la défense pour leur plaidoirie.

Mieux connu sous le nom de « mémorandum des généraux », cette déposition intitulée *L'armée allemande de 1920 à 1945 (Das Deutsche Heer von 1920-1945)*, datée du 19 novembre 1945 et destinée au Tribunal militaire international de Nuremberg, déchargeait les officiers et les soldats de la Wehrmacht de toute responsabilité dans les faits relatifs aux quatre chefs d'accusation. Il ressortait de ce mémorandum que les généraux n'avaient fait que leur devoir de soldats, en obéissant aux ordres et en se limitant exclusivement aux questions militaires, et qu'ils avaient été empêchés de se rebeller, en raison d'une tradition militaire apolitique qui était celle d'un dévouement plein d'abnégation au service de l'État, du Reich et de la nation. Selon le mémorandum, la Wehrmacht avait été une institution distincte de l'appareil nazi et elle s'était montrée imperméable à l'idéologie national-socialiste, en demeurant fidèle aux valeurs chevaleresques d'une longue tradition militaire prussienne. Non seulement avait-elle été hostile au parti national-socialiste et à la SS, mais elle s'était également opposée à presque toutes les décisions importantes de Hitler, que ce fût celle du déclenchement de la guerre ou de l'application des ordres criminels sur le front de l'Est. Aux dires des auteurs du document en question, l'armée allemande avait pris ses distances face aux actions criminelles commises par les unités de la SS et du SD, s'y opposant même lorsque cela avait été possible, bien qu'elle ignorât, en général, ce qui se passait à l'arrière du front et, par conséquent, la véritable nature et la réelle ampleur des massacres perpétrés à l'Est⁶.

Manifestement, aucun des auteurs n'acceptait d'assumer la responsabilité de ses actions. Il n'en demeure pas moins que ce « mémorandum des généraux » est l'un des documents les plus importants visant à minimiser autant que possible la responsabilité de l'OKW et de l'OKH dans le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, dans les préparatifs et la conduite de guerres d'agression, et dans l'élaboration et l'exécution d'ordres criminels⁷. À vrai dire, ce « mémorandum des généraux » contribua largement à la naissance de la légende d'une « Wehrmacht honorable et intègre »⁸. Le fait justement qu'il fût écrit par des généraux de premier plan assura sans doute la diffusion de cette version apologétique du rôle de la Wehrmacht sous le III^e Reich auprès des opinions publiques occidentales durant les décennies suivantes⁹. Il va sans dire que le jugement du Tribunal militaire interallié selon lequel l'état-major général et le haut commandement n'avaient pas formé une organisation criminelle consolida énormément cette légende d'une « Wehrmacht sans reproche »¹⁰.

⁶ Westphal, *Der deutsche Generalstab...*, p. 28-87. Voir aussi Manstein et Fuchs, *Manstein...*, p. 219-226.

⁷ Messerschmidt, « Forward Defense... », p. 381-399.

⁸ Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 205-207.

⁹ Georg Meyer, « Zur Situation der deutschen militärischen Führungsschicht... », p. 577-726, en particulier p. 672. Voir aussi Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 149-150.

¹⁰ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 50.

Pourtant, avant même le procès de Nuremberg, les puissances victorieuses n'avaient aucun doute quant à la complicité des dirigeants militaires avec le pouvoir national-socialiste. Sans eux, Hitler n'aurait pas eu les moyens de ses ambitions expansionnistes de nature agressive et ses mesures criminelles n'auraient pas pu être appliquées sur une aussi grande échelle. Après tout, Hitler n'avait-il pas déjà qualifié la Wehrmacht de deuxième pilier du régime, aux côtés du parti nazi ? En dépit des nombreuses preuves matérielles les incriminant présentées à Nuremberg, l'état-major général et le haut commandement furent néanmoins acquittés des charges pesant contre eux. Si l'on prend en considération que 20 millions d'Allemands combattirent ou servirent dans l'armée allemande à un moment ou à un autre durant la Deuxième Guerre mondiale et que, de ce nombre, 13 millions exécutèrent leur service sur le front de l'Est, la condamnation de l'état-major général et du haut commandement, en l'occurrence de la Wehrmacht, aurait eu comme signification de jeter, en quelque sorte, l'anathème sur une partie considérable de la société allemande. Une amnistie générale serait alors devenue nécessaire pour légitimer la reconstruction de la nation allemande sur les cendres du III^e Reich¹¹.

Après avoir présenté le réquisitoire contre l'état-major général et le haut commandement, le brigadier-général Telford Taylor, avocat américain de la poursuite à Nuremberg, s'était efforcé d'attirer l'attention du tribunal sur la manière dont des témoins comme Manstein et Rundstedt voyaient le présent et l'avenir :

« Les premiers pas vers la renaissance du militarisme allemand ont été faits ici même dans cette salle d'audience. L'état-major général allemand a eu largement le temps de penser depuis le printemps 1945 et il sait bien ce qui est en jeu ici. Les militaristes allemands savent que leur force future dépend du rétablissement de la foi du peuple allemand dans leurs exploits militaires et de leur dissociation des atrocités qu'ils ont commises au service du III^e Reich. [...] Les documents et les dépositions montrent que ce sont là des contrefaçons manifestes. Mais ici, à l'état embryonnaire, résident les mythes et légendes que les militaristes allemands chercheront à propager dans l'esprit allemand. Ces mensonges doivent être marqués et étiquetés pour ce qu'ils sont, maintenant que la preuve est fraîche ».

Il avait poursuivi son allocution en affirmant que la guerre était ancrée en certains généraux allemands. Pour étayer son propos, il avait déclaré à juste titre que Manstein « considérait la gloire de la guerre comme quelque chose de grand ». Selon Taylor, Manstein ne devait pas penser différemment de Jodl qui, dans un mémorandum formulant l'« opinion réfléchie » de l'OKW, avait écrit en 1939 :

« Malgré toutes les tentatives faites pour la prescrire, la guerre reste une loi de la nature qui peut être contestée, mais pas éliminée. Elle sert à perpétuer la race et l'État et à assurer son avenir historique. Ce but hautement moral donne à la guerre tout son caractère et sa justification morale ».

Taylor avait conclu par une condamnation du militarisme, insistant sur ses conséquences destructrices à l'échelle mondiale :

¹¹ Omer Bartov, « German Soldiers and the Holocaust. Historiography, Research and Implications », *History & Memory*, vol. 9, nos. 1-2 (1997), p. 163.

« La vérité est établie dans le dossier devant nous et tout ce que nous avons à faire est de déclarer simplement la vérité. Les militaires allemands ont réuni leurs forces à Hitler et, avec lui, ont créé le III^e Reich ; avec lui, ils ont délibérément fait un monde dans lequel la puissance était tout ce qui importait ; avec lui, ils ont plongé le monde dans la guerre et répandu la terreur et la dévastation sur le continent européen. Ils ont porté un coup à l'humanité ; un coup si sauvage et si infâme que la conscience du monde en sera ébranlée pendant des années. Ce ne fut pas une guerre, ce fut un crime. Ce ne furent pas des combats de soldats, ce fut de la sauvagerie. Ces choses doivent être dites. Nous ne pourrions pas ici refaire l'histoire, mais nous pourrions veiller à ce qu'elle soit écrite conformément à la vérité »¹².

Il était à craindre qu'on prît à tort l'avis du Tribunal militaire international pour un acquittement de la hiérarchie militaire allemande. En sa qualité de président du tribunal, Lawrence prit soin de bien mettre en exergue la responsabilité des dirigeants militaires allemands. Il voulait s'assurer que la conclusion du tribunal n'empêcherait pas de poursuivre individuellement des généraux ou des officiers de grade moins élevé, dont les actions criminelles étaient prouvées, en faisant cette déclaration :

« Bien que le tribunal estime que le terme de "groupement" figurant dans l'article 9 doit signifier quelque chose de plus que cette réunion d'officiers de l'armée, il a entendu de très nombreux témoignages sur la participation de ces officiers à la préparation et à la conduite de la guerre d'agression, ainsi qu'à l'accomplissement de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Pour nombre d'entre eux, ces témoignages sont nets et convaincants. Ils sont largement responsables des malheurs et des souffrances de millions d'êtres humains. Ils ont discrédité l'honorable métier militaire. [...] Bien qu'ils n'aient pas constitué un groupe aux termes du statut, ils ont sûrement formé une caste militaire impitoyable. Le monde doit savoir que beaucoup de ces hommes ont tourné en dérision le serment de soldat. Ils devaient obéir, disent-ils maintenant, lorsque cela convient à leur défense ; ils ont désobéi, disent-ils maintenant, lorsqu'ils s'avèrent qu'ils étaient au courant des crimes brutaux de Hitler. Là où les faits justifient cette procédure, ces hommes devraient être individuellement poursuivis, afin que ceux d'entre eux qui sont coupables de ces crimes n'échappent pas au châtement »¹³.

Après la décision du Tribunal militaire international de ne pas incriminer l'état-major général et le haut commandement comme une organisation criminelle, les autorités américaines en Allemagne décidèrent de procéder par cas individuels dans leur zone d'occupation. En d'autres termes, au lieu de faire porter une responsabilité à l'armée allemande dans son ensemble, ils préférèrent traduire devant la justice de hauts dirigeants militaires accusés de crimes contre la paix, de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité et qui n'avaient pas été jugés par le Tribunal militaire international de Nuremberg. Des douze procès qui allaient donner suite à l'action du Tribunal militaire international, trois impliquaient des militaires : le procès de Milch (cas # 2), le procès des généraux du Sud-Est (cas # 7) et le procès de l'OKW (cas # 12).

Si le procès des généraux du Sud-Est concernait un théâtre des opérations bien précis, celui des Balkans, le procès de l'OKW, pour sa part, visait aussi bien les représentants du commandement suprême de la Wehrmacht que les principaux commandants de l'armées de terre, de la Luftwaffe et de la

¹² Taylor, *Procureur à Nuremberg...*, p. 545-546.

¹³ *Ibid.*, p. 601-602.

Kriegsmarine. En fait, seuls trois des quatorze généraux de haut-rang accusés avaient servi à l'OKW : le colonel-général Rudolf Lehmann, le général Hermann Reinecke et le général Walter Warlimont. Les autres étaient les suivants : le feld-maréchal Wilhelm Ritter von Leeb, le feld-maréchal Hugo Sperrle, le feld-maréchal Georg von Küchler, le colonel-général Johannes Blaskowitz, le colonel-général Hermann Hoth, le colonel-général Hans Reinhardt, le colonel-général Hans von Salmuth, le colonel-général Karl Hollidt, l'amiral Otto Schniewind, le général Karl von Rocques et le général Otto Wöhler.

Le procès de l'OKW se déroula du 30 décembre 1947 au 29 octobre 1948. Blaskowitz s'étant suicidé dès la première journée d'audience, le 5 février 1948, treize accusés furent finalement jugés pour crimes contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Les deux derniers chefs d'accusation étaient les plus importants, compte tenu du traitement brutal et indigne réservé par la Wehrmacht aux prisonniers de guerre soviétiques, aux commissaires politiques de l'Armée rouge, ainsi qu'aux populations civiles et aux Juifs d'Europe de l'Est. Comme il fallait s'y attendre, les accusés refusèrent d'assumer la moindre responsabilité personnelle, se retranchant derrière le traditionnel argument qu'ils avaient été contraints d'obéir aux ordres ou feignant d'ignorer le véritable caractère et l'ampleur des crimes commis par le régime national-socialiste.

Pour le chef d'accusation relatif à la préparation d'une guerre d'agression ou plus communément appelé crimes contre la paix, ils furent déclarés non-coupables. Bien que certains d'entre eux eussent participé aux préparatifs des guerres d'agression de Hitler, le tribunal jugea qu'ils n'occupaient pas de fonctions au niveau de la direction politique. Pourtant, Keitel et Raeder avaient été condamnés pour crimes contre la paix par le Tribunal militaire international. Sur les chefs d'accusation de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, onze des accusés furent condamnés : la prison à vie pour les généraux Warlimont et Reinecke ; vingt ans d'emprisonnement pour le feld-maréchal Küchler, le colonel-général Salmuth et le général Rocques ; quinze ans de prison pour les colonels-généraux Reinhardt et Hoth ; entre cinq et huit ans de détention carcérale pour les colonels-généraux Lehmann et Hollidt, ainsi que pour le général Wöhler. Le feld-maréchal Leeb fut condamné à trois ans de prison, peine qui, au moment de la proclamation du jugement, avaient déjà été purgée. Quant au feld-maréchal Sperrle et à l'amiral Schniewind, ils furent déclarés non-coupables¹⁴.

Prenait ainsi fin l'avant-dernier procès jugé à Nuremberg, le dernier étant celui de l'ancien secrétaire d'État du Reich, Ernst von Weizsäcker, qui dura jusqu'en avril 1949. Mais les procès contre les généraux de la Wehrmacht n'étaient pas pour autant terminés. Le plus médiatisé allait se dérouler au cours de l'année 1949 dans la zone d'occupation britannique, soit celui du feld-maréchal Erich von Manstein.

¹⁴ Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 208, 212-216. Voir aussi Georg Meyer, « Soldaten ohne Arme. Berufssoldaten im Kampf um Standesehre und Versorgung », dans Martin Broszat, Klaus-Dietmar Henke et Hans Woller (dir.), *Von Stalingrad zur Währungsreform...*, p. 709-710 ; Meyer, « Zur Situation der deutschen militärischen Führungsschicht... », p. 621-624.

Juger Manstein pour crimes de guerre ? Une décision politique embarrassante pour Londres

Plus de deux ans après la capitulation de la Wehrmacht et plus d'un an après que le Tribunal militaire international eut rendu son verdict à Nuremberg, le gouvernement britannique se trouvait toujours confronté avec la question de juger ou non pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité des officiers supérieurs allemands qu'il maintenait en captivité depuis la fin de la guerre. Cette question n'était pas banale en soi, car elle concernait quatre militaires de haut-rang de la Wehrmacht : le feld-maréchal Erich von Manstein, le feld-maréchal Walther von Brauchitsch, le feld-maréchal Gerd von Rundstedt et le colonel-général Adolf Strauß, tous détenus en captivité par les autorités britanniques depuis l'été 1945.

Durant l'été 1947, le brigadier-général Taylord, qui avait succédé à Robert H. Jackson au poste de procureur général des États-Unis pour les crimes de guerre, préparait le procès de l'OKW pour juger les principaux dirigeants de la Wehrmacht, emprisonnés par les autorités américaines, et qui n'avaient pas été traduits devant le Tribunal militaire international. Au cours des recherches sur les quatorze accusés, dont certains étaient des acteurs majeurs comme les feld-maréchaux Leeb et Kùchler, l'équipe de chercheurs de Taylor avait amassé un nombre important de preuves incriminant Manstein, Brauchitsch, Rundstedt et Strauß.

Le 6 août 1947, Taylor transmet ces preuves à Sir Hartley Shawcross, le procureur général de la Grande-Bretagne, sous la forme d'un long mémorandum. Les charges principales réunies contre les quatre haut-gradés cités dans le document étaient les suivantes : 1) liquidation de commissaires politiques soviétiques, en vertu de l'« ordre sur les commissaires » ; 2) exécution de prisonniers de guerre et mauvais traitements infligés à ceux-ci ; 3) exécution d'otages, représailles excessives, déportation de civils pour rassembler une main-d'œuvre d'esclaves, et extermination de Slaves, de Juifs et de communistes. Dans le mémorandum, Taylor suggéra à Shawcross et aux Britanniques de suivre l'exemple des Américains. À cette fin, il soumit les procédures judiciaires à suivre pour entreprendre une telle action¹⁵.

Dans son jugement sur le haut commandement de la Wehrmacht, le Tribunal militaire international avait statué qu'il ne faisait aucun doute que plusieurs officiers allemands de haut-rang avaient participé à la planification et à la conduite de guerres d'agression, et qu'ils avaient commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, et que, par conséquent, ils devaient être traduits devant un tribunal. En outre, en décembre 1945, le Conseil de contrôle allié avait autorisé les autorités des zones

¹⁵ Telford Taylor, *Final Report to the Secretary of the Army on the Nuremberg War Crimes Trials under Control Council Law No. 10*, Washington, D.C., U.S. Government Print. Off., 1949, p. 80-83. Voir aussi J. H. Hoffman, « German Field Marshals as War Criminals ? A British Embarrassment », *Journal of Contemporary History*, vol. 23, no. 1 (janvier 1988), p. 17-18 et 32 (note # 3) ; Wrochem, « Rehabilitation oder Strafverfolgung... », p. 26.

d'occupation à poursuivre les criminels de guerre qui n'avaient pas été inculpés par le Tribunal militaire international. Ce faisant, il avait établi une procédure judiciaire uniforme pour intenter de tels procès¹⁶.

Le mémorandum de Taylor laissait plutôt perplexes les autorités britanniques, notamment quand il les incitait à juger leurs prisonniers de guerre de la Wehrmacht, à l'instar des Américains qui, à ce moment-là, se préparaient à engager des procédures judiciaires contre les généraux maintenus en captivité dans leur zone d'occupation. Shawcross, qui avait été le procureur en chef de la Grande-Bretagne lors du Tribunal militaire international de Nuremberg, soumit le mémorandum de Taylor au ministère de la Guerre, car l'affaire relevait principalement de sa juridiction, et suggéra que le ministère des Affaires étrangères fût consulté sur ce dossier.

Après avoir lu le mémorandum, Frederick Bellenger, ministre de la Guerre, écrivit, le 3 octobre 1947, à Ernest Bevin, ministre des Affaires étrangères, que les preuves réunies par Taylor contre Manstein, Brauchitsch, Rundstedt et Strauß constituaient une affaire recevable qui, malheureusement, ne pouvait pas être ignorée. « Nous avons tous espéré qu'il n'y aurait plus de ces procès contre des généraux allemands », ajouta-t-il amèrement. Cependant, Bellenger mentionna à Bevin que l'armée ne pouvait pas ouvrir un tel procès, car il n'avait pas à sa disposition d'officiers ayant l'expertise et l'expérience juridiques requises, ainsi que les qualifications linguistiques nécessaires pour interroger les accusés, ni l'équipe de chercheurs qualifiés pour dépouiller les nombreux documents allemands afin de préparer judicieusement la cause. « Pour ces raisons », conclut Bellenger, « je ne recommande pas que nous nous chargions de ce procès ». Selon lui, la meilleure solution était de remettre les quatre généraux aux Polonais ou aux Russes, les premiers concernés par leurs crimes, ou bien de demander aux Américains de les inclure dans le procès de l'OKW qu'ils préparaient à Nuremberg contre les hauts dirigeants de la Wehrmacht, détenus en captivité dans leur zone d'occupation¹⁷.

Le mémorandum de Taylor soulevait des problèmes qui dépassaient largement le cadre des difficultés administratives du ministère de la Guerre. À cause de la stature des officiers concernés et de leurs crimes durant la guerre, le mémorandum avait aussi des implications d'ordre de politique internationale. De ce fait, Bellenger remit cette affaire à son collègue du ministère des Affaires étrangères. Bevin ne tarda pas à prendre la situation en main. Dès le 10 octobre 1947, il recevait à son bureau Elwyn Jones, le secrétaire parlementaire privé du procureur général de la Grande-Bretagne, qui avait été l'un des procureurs britanniques au Tribunal militaire international. À la fin de septembre 1947, Jones avait été invité à Nuremberg par Taylor afin de regarder les preuves de première main. Bevin voulait donc s'enquérir de ses impressions. Impressionné par ce qu'il avait vu, Jones lui avait affirmé que les preuves

¹⁶ Hoffman, « German Field Marshals as War Criminals ?... », p. 18.

¹⁷ Tom Bower, *The Pledge Betrayed. America and Britain and the Denazification of Postwar Germany*, Garden City, Doubleday & Company, Inc., 1982, p. 227.

étaient convaincantes et que, par conséquent, il y avait matière à procès contre les quatre commandants de la Wehrmacht.

Cinq jours plus tard, le grand chancelier d'Angleterre, William Allen Jowitt, rassembla un groupe d'experts, incluant Jones, pour discuter de la possibilité d'engager un procès contre Manstein, Brauchitsch, Rundstedt et Strauß. Bien qu'il n'eût pas d'opinion bien arrêtée sur cette question, il fit part à Bevin de ses réticences à envoyer un juge britannique pour juger ces militaires conjointement avec les Américains. S'il fallait néanmoins tenter un procès, ajouta-t-il, il devrait absolument se dérouler devant un tribunal militaire britannique. Mais puisque Bellenger avait déjà indiqué les difficultés qu'impliquerait un tel procès, Jowitt admit néanmoins que la meilleure solution serait de remettre les quatre officiers allemands aux Américains. Les conseillers de Bevin étaient également arrivés à cette conclusion. Par ailleurs, ils lui avaient signalé que l'opinion publique en Angleterre se montrerait probablement très critique à l'égard d'un procès contre des généraux allemands. Le ministre des Affaires étrangères prit note de ces arguments. D'autre part, tout comme Jowitt, il s'opposait à l'idée d'un procès mené conjointement avec les Américains, craignant que cela donne l'apparence d'un bloc anglo-américain, ce qui ne serait pas sans conséquences pour les relations anglo-russes¹⁸.

Avant d'aborder la question au cabinet dans l'intention de prendre une décision, Bevin voulut s'informer de ce que les Américains pensaient de la ligne de conduite proposée par les Britanniques. Le 15 octobre 1947, le ministère des Affaires étrangères télégraphia au maréchal Sir Sholdo Douglas, le gouverneur militaire de la zone d'occupation britannique. Il l'invita à demander à son homologue américain, le général Lucius Clay, si les Américains seraient disposés à inclure les feld-maréchaux Manstein, Brauchitsch, Rundstedt et le colonel-général Strauß dans le procès de l'OKW qui devait s'ouvrir prochainement afin de juger quatorze dirigeants militaires de haut-rang, accusés d'avoir commis des offenses similaires.

Durant huit jours, Douglas ne donna pas suite à ce télégraphe. L'indignation de l'armée britannique à l'égard du jugement rendu contre le feld-maréchal Albert Kesselring n'était sans doute pas étrangère à son inertie. Jugé à Venise par un tribunal militaire britannique au printemps 1947, Kesselring avait été condamné à mort. Mais les protestations dans le cercle des militaires britanniques avaient été telles que la sentence fut ensuite commuée à la prison à vie. Le maréchal Harold George Alexander avait été l'un des nombreux officiers britanniques à écrire au premier ministre, le travailliste Clement Attlee, à propos du comportement sans reproche de Kesselring, expliquant que les représailles auxquelles il avait eu recours en Italie, en sa qualité de commandant en chef de ce théâtre des opérations, étaient des mesures malheureuses, mais compréhensibles en temps de guerre.

¹⁸ Hoffman, « German Field Marshals as War Criminals ?... », p. 19.

Apparemment, Douglas était convaincu que la comparution d'autres généraux allemands devant un tribunal militaire britannique provoquerait des protestations aussi vives dans l'armée britannique. Avant de consulter le général Clay sur cette affaire, il voulait d'abord s'assurer que la proposition avait été mûrement considérée. De toute évidence, il avait de sérieuses réserves et les exprima en des termes on ne peut plus clairs dans un télégraphe adressé au ministère des Affaires étrangères, en date du 23 octobre 1947 :

« Nous ne souhaitons apparemment pas être concernés par ces procès, parce que nous savons que l'opinion publique en Angleterre sera révoltée. Nous savons que les Américains vont se servir de beaucoup de preuves de nature très douteuse. Jusqu'ici, nous sommes apparemment prêts à remettre ces hommes, dont l'un est âgé de soixante-treize ans, aux Américains pour que ceux-ci les jugent. Je n'aime franchement pas cela. Je pense que si les Américains veulent se montrer critiques à l'égard de notre inaction concernant le jugement de criminels de guerre, je préférerais qu'ils continuent à critiquer plutôt de nous voir commettre une injustice afin d'éviter leurs critiques »¹⁹.

Il va sans dire que Douglas avait lu le mémorandum de Taylor, comme en témoignait sa remarque très personnelle voulant que les preuves réunies contre les quatre haut-gradés de la Wehrmacht étaient de « nature très douteuse ». Manifestement, elle avait pour objectif de discréditer toute entreprise visant à les traduire devant un tribunal.

Ces quatre militaires étaient effectivement des hommes âgés. Toutefois, le simple fait de comparaître devant un tribunal ne pouvait pas être aussi éprouvant physiquement que les diverses fonctions militaires qu'ils avaient occupées durant la guerre. Âgé de 60 ans, le feld-maréchal Manstein avait été commandant en chef du groupe d'armées sud jusqu'en mars 1944. Malgré ses 73 ans, le feld-maréchal Rundstedt avait été investi du titre de commandant en chef du théâtre des opérations à l'Ouest jusqu'en mars 1945, soit quelques semaines avant la capitulation de la Wehrmacht sur tous les fronts. Le feld-maréchal Brauchitsch, âgé de 66 ans, n'avait pas occupé de fonctions militaires depuis son licenciement en tant que commandant en chef de l'armée de terre, en décembre 1941. Le colonel-général Strauß, qui avait 69 ans, n'avait également pas reçu de nouvelle affectation après avoir été relevé du commandement de la 9^e armée sur le front russe, en janvier 1942.

Quant aux critiques américaines à l'égard de l'inaction britannique, elles étaient tout à fait justifiées. Taylor supervisait une équipe de 1 500 juristes américains et allemands pour tenir douze procès à Nuremberg, qui impliquaient 185 accusés provenant des principales institutions allemandes du III^e Reich : la Wehrmacht, les banques, les industries, la bureaucratie. Cette entreprise américaine, certes ambitieuse, avait du moins le mérite de vouloir juger les principaux dignitaires du régime national-socialiste accusés de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité, et qui n'avaient pas été jugés par le

¹⁹ Bower, *The Pledge Betrayed...*, p. 227-228.

Tribunal militaire international. Pour leur part, les Britanniques avaient refusé d'ouvrir le moindre procès supplémentaire sous prétexte d'un manque de ressources humaines et financières.

Le maréchal Douglas chargea toutefois son adjoint à Berlin, le lieutenant-général Sir Brian Robertson, de parler de ce dossier épineux au général Clay. Ce dernier lui déclara qu'il était peu disposé à accepter la proposition britannique, car les actes d'accusation avaient été menés à terme et le procès de l'OKW était sur le point de commencer. En fait, Clay avait déjà rejeté une proposition similaire que lui avait faite le brigadier-général Taylor quelques mois auparavant. En tant que procureur général des États-Unis, Taylor avait suggéré au gouverneur militaire de la zone d'occupation américaine de demander aux autorités britanniques de lui remettre les quatre généraux allemands afin qu'il pût les inclure dans le procès de l'OKW qui se préparait à Nuremberg. Clay s'y était opposé, arguant que les Britanniques devaient également faire leur part dans le jugement des criminels de guerre, car il ne voulait que l'opinion publique pense que seuls les Américains poursuivaient les criminels de guerre. Clay aurait même laissé sous-entendre à Robertson que non seulement il ne voulait pas prendre les quatre généraux et les traduire devant le tribunal, mais qu'il espérait que les Britanniques en viendraient à la conclusion qu'il était préférable de ne pas les juger. Ce commentaire amena Robertson à assurer le ministère britannique des Affaires étrangères qu'il n'y aurait aucune critique de la part des Américains si la décision était prise d'abandonner l'idée d'ouvrir un procès contre Manstein, Brauchitsch, Rundstedt et Strauß. En privé, il déclara : « Je suis certain que nous serions bien avisés d'agir ainsi »²⁰.

Cependant, pour Bevin, ce n'était pas une solution envisageable, d'autant plus que Taylor faisait de plus en plus pression sur les Britanniques pour les faire accepter sa requête. À vrai dire, le ministre des Affaires étrangères se trouvait dans une situation très délicate. Si le gouvernement britannique choisissait de ne rien faire et que, par malheur, les preuves rassemblées contre les quatre généraux allemands finissaient par être connues de l'opinion internationale, il va sans dire qu'il s'attirerait automatiquement les foudres de celle-ci pour abriter et protéger des criminels de guerre. D'un autre côté, il ne pouvait être question de les remettre à l'URSS ou à la Pologne, alors qu'un rideau de fer s'abattait sur le centre de l'Europe dans un contexte international de guerre froide entre le bloc occidental et le bloc soviétique.

Le 3 décembre 1947, Bevin en vint à la conclusion qu'il n'y avait pas d'autre solution pour les autorités britanniques que de les juger : « Nous avons jugé les caporaux, maintenant les généraux seront aussi jugés »²¹. Mais dès qu'il l'apprit, Jowitt s'opposa immédiatement à cette décision. Il écrivit à Bevin pour l'informer qu'il avait parlé récemment à Robertson, qui se trouvait à Londres pour une conférence des ministres des Affaires étrangères des quatre puissances victorieuses, dont l'objet était de parvenir à un

²⁰ Hoffman, « German Field Marshals as War Criminals ?... », p. 20 ; Bower, *The Pledge Betrayed...*, p. 228-229 ; Taylor, *Final Report...*, p. 82 ; Wrochem, « Rehabilitation oder Strafverfolgung... », p. 27.

²¹ Bower, *The Pledge Betrayed...*, p. 230.

règlement définitif de la question allemande, et que celui-ci l'avait assuré que les preuves contre les quatre chefs militaires allemands n'étaient guère convaincantes. Accompagné de Shawcross, Bevin rencontra alors Jowitt et lui montra le mémorandum. Après en avoir pris connaissance, le grand chancelier reconnut qu'il y avait effectivement matière à procès contre les feld-maréchaux Manstein, Brauchitsch et Rundstedt, ainsi que contre le colonel-général Strauß.

Robertson espérait néanmoins convaincre Emanuel Shinwell, qui avait succédé à Bellenger au poste de ministre de la Guerre, que la mise en jugement de généraux ou de tout autre dignitaire du III^e Reich devait prendre fin. Au ministère de la Guerre, le 13 décembre 1947, Robertson affirma à Shinwell qu'il était ridicule d'engager des procédures judiciaires pour punir des hommes de crimes qu'ils auraient commis plus de deux ans auparavant. La réconciliation avec l'Allemagne lui semblait beaucoup plus importante que la poursuite judiciaire de ses anciens dirigeants militaires. À ses yeux, le soutien des dirigeants ouest-allemands dans le combat contre le communisme, dans le contexte de la guerre froide, dépendait justement de l'arrêt de tels procès. Mais, à l'instar de Bevin, Shinwell demeurait convaincu que les accusations contre les quatre généraux étaient recevables et qu'il fallait aller de l'avant avec cette affaire.

Quelques jours plus tard, Robertson revint à la charge, écrivant une lettre à Shinwell dans laquelle il exposa de nouveaux arguments pour plaider sa cause. Selon lui, ceux qui avaient commis des crimes, l'avaient fait parce que, d'une part, ils étaient obligés d'obéir aux ordres et que, d'autre part, ils craignaient terriblement les conséquences qu'ils auraient encourues s'ils avaient désobéi aux dirigeants nazis. Pour ces raisons, il fallait renoncer à l'idée de juger les quatre généraux allemands. D'autant plus qu'un procès contre eux serait considéré comme une simple entreprise revancharde de la part des vainqueurs²².

En fait, plus que les raisons évoquées par Robertson, ce fut le rapport de l'examen médical des quatre généraux qui allait inciter Shinwell à changer son fusil d'épaule. Au début de l'année 1948, le ministère de la Guerre fit effectivement passer un examen médical aux quatre prisonniers de guerre afin de déterminer si, en raison de leur âge, leur état de santé leur permettait d'endurer un procès. Les trois médecins de l'armée britannique, qui avaient fait passer l'examen médical aux quatre commandants de la Wehrmacht, déclarèrent unanimement qu'ils étaient inaptes à subir un procès. Shinwell déclara alors à Bevin qu'il serait préférable de rapatrier ces quatre prisonniers de guerre en Allemagne.

Toutefois, le procureur général Shawcross s'opposa à les laisser partir sur la foi d'un rapport médical qu'il considérait plus que douteux, compte tenu qu'il était l'oeuvre d'une commission médicale de l'armée. Par conséquent, il exigea un nouvel examen médical des accusés et, cette fois, par des médecins des prisons du ministère de l'Intérieur selon les critères de la cour criminelle anglaise. Le 22

²² *Ibid.*, p. 222, 230-231.

mars 1948, Bevin, Shinwell, Shawcross et Jowitt s'entendirent pour demander ce nouvel examen médical et laisser au cabinet le soin de décider si les quatre officiers devaient être jugés ou non. D'après le nouveau rapport médical, seuls Manstein, Rundstedt et Strauß étaient considérés suffisamment en santé pour supporter un long procès, tandis que Brauchitsch était jugé trop malade. En dépit de l'accord du 22 mars, Shinwell déclara qu'il fallait, soit juger les quatre officiers, soit n'en juger aucun. Exaspéré par cette condition unilatérale, Bevin rétorqua : « Je ne vois pas comment nous pourrions renoncer à agir dans trois cas au regard des engagements que nous avons pris avec les autres. Ils doivent être jugés. Nous ne pouvons faire autrement – c'est une question de preuves »²³.

Pendant ce temps, alors que la pression pour aboutir à une décision se faisait de plus en plus sentir, le problème auquel se trouvaient confrontés les ministres britanniques se compliqua davantage en raison des interventions russes et américaines dans cette affaire forte embarrassante. Le 11 mars 1948, l'administration militaire soviétique en Allemagne demanda que les feld-maréchaux Manstein et Rundstedt lui fussent remis dans l'intention de les juger pour crimes de guerre commis contre des citoyens soviétiques. À peine un mois plus tard, le procureur général des États-Unis pour les crimes de guerre réclama aussi ces hommes, ainsi que Brauchitsch, en tant que témoins de la défense dans le procès de l'OKW à Nuremberg contre Leeb, Kùchler et douze autres officiers supérieurs de la Wehrmacht.

À la requête du maréchal Vassili Sokolovsky, gouverneur militaire de la zone d'occupation soviétique, d'extrader Manstein et Rundstedt, le lieutenant-général Robertson répondit négativement, évoquant la nécessité de les détenir en Angleterre pour des raisons similaires à celles formulées par son vis-à-vis. Si, toutefois, les quatre généraux devaient être rapatriés en Allemagne comme le suggérait Shinwell, ils feraient sans doute l'objet d'une nouvelle demande d'extradition. Robertson s'opposa donc à leur retour en Allemagne. Une solution à ce dilemme fut trouvée avec la décision prise par Londres, le 12 avril 1948, de mettre fin à toutes les procédures judiciaires contre les criminels de guerre allemands à partir du 1^{er} septembre 1948 et de ne plus considérer les demandes d'extradition présentées après cette date que pour des cas exceptionnels.

Quant à la requête du brigadier-général Taylor, elle posait également un sérieux problème. S'ils devaient être appelés à la barre en tant que témoins de la défense, Manstein et Rundstedt feraient nécessairement face à un contre-interrogatoire de la poursuite, ce qui les impliquerait vraisemblablement tout autant que les accusés. Même si on leur permettait de ne pas répondre aux questions qui pouvaient les incriminer, leur seule présence à Nuremberg suffirait à mettre dans l'embarras le gouvernement britannique ou à l'amener à précipiter sa décision quant à son intention de les juger ou non. De ce fait, les raisons médicales ne pourraient plus être invoquées pour justifier la décision de ne pas les traduire devant

²³ Hoffman, « German Field Marshals as War Criminals?... », p. 22. Voir aussi Wrochem, « Rehabilitation oder Strafverfolgung... », p. 27.

un tribunal. Par conséquent, la réponse à la requête américaine devait être différée jusqu'à la décision du cabinet concernant cette affaire épineuse²⁴.

Pour préparer cette décision, le ministre de la Guerre présenta un rapport dans lequel il faisait valoir ses principaux arguments. Selon Shinwell, seul Rundstedt représentait un intérêt particulier pour l'Angleterre, en raison de sa responsabilité pour le massacre d'une unité de commandos de l'armée de l'air britannique à la fin de la guerre. Mais étant donné le grave état de santé de Brauchitsch, souligna-t-il, il ne valait pas la peine de s'engager dans une entreprise coûteuse en temps, en énergie et en argent, dans le seul but de mener à terme le jugement des trois autres généraux. À cause de la date butoir du 1^{er} septembre 1948, à partir de laquelle il ne serait plus possible d'engager des procédures judiciaires contre les criminels de guerre allemands, il recommanda tout simplement de relâcher les quatre officiers prisonniers et de les rapatrier en Allemagne, dans la zone d'occupation britannique. En d'autres termes, les délais et les coûts qui étaient à prévoir pour l'ouverture d'un procès, et le fait que toute l'affaire ne concernait qu'un petit nombre de victimes britanniques, amenaient Shinwell à proposer la mise en liberté des quatre prisonniers de guerre allemands.

Avant que le cabinet n'eût le temps de prendre sa décision, le procureur général lui soumit son propre rapport dans lequel il critiquait les conclusions du ministre de la Guerre. Aux yeux de Shawcross, le ministère de la Guerre était le seul à blâmer pour les délais : « Je suis moi-même amplement écœuré de ces procès pour crimes de guerre, mais les longs délais inexcusables, qui sont maintenant utilisés à titre de prétexte pour ne rien faire, sont de la faute de l'armée et du ministère de la Guerre ». Exaspéré par ce qu'il considérait comme du sabotage, Shawcross dénonçait même « la répugnance des officiers britanniques de permettre que des membres hauts placés de la profession des armes soient soumis à l'indignité », que constituerait leur comparution devant un tribunal pour crimes de guerre, « en raison du fait que, pour la plupart, les victimes n'étaient, après tout, que des Russes ou des Polonais ». Pour que la Grande-Bretagne fit montre de sa bonne volonté autant sur le plan national qu'international, concluait-il, elle devait se résoudre à juger Manstein, Rundstedt et Strauß, ainsi qu'à envoyer les deux premiers à Nuremberg en vertu de la requête américaine.

Lorsque le cabinet se pencha finalement sur la question, le 5 juillet 1948, Shawcross obtint gain de cause aux dépens de Shinwell, notamment grâce à l'argument de Bevin, selon lequel la Grande-Bretagne prêterait le flanc à la critique internationale dans l'éventualité où elle déciderait de ne pas juger ses quatre prisonniers de guerre. La crainte d'une perte de prestige sur la scène internationale incita donc le cabinet à ouvrir un autre procès qui se tiendrait à Hambourg aussitôt que ses préparatifs auraient été achevés. Shinwell était invité à engager des poursuites judiciaires contre les quatre généraux. Le cas de Brauchitsch devait être réévalué à la lumière de sa santé, advenant que les preuves réunies contre lui justifieraient un

²⁴ Hoffman, « German Field Marshals as War Criminals ?... », p. 22-23.

procès. Pendant ce temps, Manstein et Rundstedt seraient mis à la disposition des autorités américaines pour qu'ils pussent comparaître à Nuremberg en tant que témoins pour la défense dans le cadre du procès de l'OKW²⁵.

Le 14 juillet 1948, le feld-maréchal Brauchitsch et le colonel-général Strauß étaient transférés à l'hôpital de Münsterlager à Hambourg, là où les feld-maréchaux Manstein et Rundstedt les rejoignirent quelques jours plus tard, après leur refus, sur les conseils des avocats de la défense, de témoigner au procès de Leeb. Pendant que la poursuite préparait leurs procès respectifs, les quatre hommes étaient placés dans leur chambre d'hôpital sous la surveillance permanente de gardiens pour prévenir toute tentative de suicide. Quant au sort qui les attendait, ils furent tenus dans l'ignorance la plus complète jusqu'à l'arrivée du nouvel an. Trois d'entre eux, en l'occurrence Manstein, Rundstedt et Strauß, furent informés alors qu'ils seraient inculpés de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Quant à Brauchitsch, il était entre-temps décédé d'une thrombose, le 18 octobre 1948.

La décision du cabinet de transférer les quatre haut-gradés de la Wehrmacht à l'hôpital de Münsterlager à Hambourg avait été prise dans la plus grande discrétion, si bien que le lieutenant-général Robertson ne l'apprit que par des membres de son entourage au début du mois d'août 1948. Furieux de ne pas avoir été consulté ni informé directement, alors que la décision n'était pas sans importance pour le gouverneur militaire en Allemagne, Robertson rédigea une protestation à l'attention de Bevin. Faisant référence implicitement aux craintes et aux difficultés soulevées par la guerre froide, à un moment où celle-ci atteignait son paroxysme avec le blocus de Berlin instauré par les forces d'occupation soviétiques, il arguait qu'un nouveau procès pour crimes de guerre à une date aussi tardive et aussi cruciale pour l'Allemagne occidentale ne provoquerait qu'indignations et ressentiments au sein de la population allemande, et violerait, du même coup, la décision prise antérieurement de mettre fin, une fois pour toutes, à de tels procès à compter du 1^{er} septembre 1948. Comme il fallait s'y attendre, Bevin rejeta la protestation de Robertson, expliquant que la décision du cabinet était nécessaire autant pour des raisons d'ordre moral que politique. L'assurant qu'il avait pris en considération son point de vue, il lui affirma toutefois qu'il n'avait aucunement l'intention de reconsidérer toute cette affaire relative au jugement des quatre généraux allemands²⁶.

Robertson s'était également plaint des conditions dans lesquelles les quatre officiers de haut-rang étaient détenus à l'hôpital. Afin d'éviter de soulever un tollé de protestation en Grande-Bretagne, le gouvernement avait décidé de ne pas aviser les quatre hommes qu'ils allaient être traduits devant un tribunal et jugés en tant que criminels de guerre. Placés sous la surveillance permanente de gardiens de sécurité, ils ne pouvaient même pas se rendre aux toilettes sans être accompagnés par l'un d'eux. De ce

²⁵ *Ibid.*, p. 23-24 ; Bower, *The Pledge Betrayed...*, p. 235-236 ; Wrochem, « Rehabilitation oder Strafverfolgung... », p. 27-28.

²⁶ Hoffman, « German Field Marshals as War Criminals ?... », p. 24-25.

fait, Robertson qualifiait d'humiliantes et d'injustes les conditions draconiennes qui leur étaient imposées. Mais toute cette affaire n'allait pas tarder à être connue du public.

On avait délibérément autorisé Manstein à écrire à son nouvel ami, l'historien militaire britannique Basil Henry Liddell Hart, à qui, durant sa captivité en Angleterre, il avait relaté ses nombreux faits d'armes. Il lui écrivit une lettre, publiée plus tard dans *The Manchester Guardian*, qui relatait sa souffrance. Il y décrivait, en fait, ce qu'il appelait son « tourment » et son « supplice ». Son épouse pouvait seulement lui rendre visite une heure par jour, tandis que ses enfants ne le pouvaient absolument pas. Maintenu dans l'ignorance à propos du sort qui lui serait réservé, il se plaignait d'humiliations sans fin : « Nous sommes confinés comme des criminels », écrivait-il²⁷.

La publication de la lettre eut l'effet désiré. Elle souleva une vague de protestations et d'indignation au sein de l'opinion publique britannique contre le soi-disant traitement indigne qui était réservé aux quatre prisonniers de guerre, de même qu'un flot de sympathies à leur égard. Cependant, lorsque Winston Churchill, le chef de l'opposition, menança de protester publiquement aux Communes dans l'éventualité où le gouvernement annoncerait sa décision de juger les quatre généraux allemands, Bevin resta froid et imperturbable. À ses conseillers politiques qui, à la lumière du tollé général provoqué par toute cette affaire, lui demandaient s'il n'était pas préférable de faire marche arrière, le ministre des Affaires étrangères répondit promptement : « Nous avons jugé les caporaux, maintenant c'est au tour des généraux ». Après avoir jugé ceux qui avaient exécuté des ordres criminels, déclara Bevin, on ne pouvait maintenant que faire la même chose avec ceux qui les avaient donnés.

Mais l'ampleur des protestations l'avait manifestement pris au dépourvu. D'ailleurs, à la suite du refus de Shinwell d'annoncer publiquement aux Communes qu'un procès serait bel et bien engagé contre les quatre haut-gradés de la Wehrmacht, Bevin insista sur la nécessité de réunir de nouveau le cabinet afin de réaffirmer la décision qu'il avait prise antérieurement et d'approuver unanimement la déclaration qu'il était prêt à prononcer aux Communes, le 22 septembre 1948. Cette proclamation avait été minutieusement révisée par Shawcross qui, à la lumière des protestations, tira cette conclusion fort pertinente : « C'est seulement lorsque des officiers de haut-rang sont impliqués que la sympathie [pour la cause des militaires] est attisée ». Le procureur général suggéra ainsi à Bevin de mettre l'accent sur le fait que la Grande-Bretagne était liée par ses obligations internationales et devait soit remettre les quatre hommes aux Russes ou aux Polonais, soit les juger elle-même. En outre, il dressa sommairement la liste de leurs crimes de guerre : les meurtres épouvantables de plusieurs centaines de milliers de civils et la destruction délibérée de l'Europe de l'Est et de la Russie. Soucieux de la réaction de l'opinion publique à la déclaration de Bevin, Shawcross enleva avec soin le plus de dates possibles :

²⁷ Cité par Bower, *The Pledge Betrayed...*, p. 237.

« Je pense que mieux vaut ne pas parler des dates, parce que je considère [...] que nous aurons beaucoup de difficultés à justifier le retard qui a été pris. Le ministère de la Guerre savait que ces généraux, lorsqu'ils ont été capturés, se trouvaient déjà sur la liste des criminels de guerre, et ce, [...] immédiatement après le jugement du tribunal de Nuremberg en octobre 1946 [...] ils auraient dû avoir pris les mesures nécessaires pour vérifier quelles preuves étaient disponibles à Nuremberg »²⁸.

Malgré les efforts de Shawcross, la réaction des Communes à la déclaration de Bevin fut résolument hostile. Aucune voix ne se fit entendre pour appuyer la décision du gouvernement. Parmi les chefs de file qui critiquaient cette décision sur les bancs de la Chambre, on retrouvait, outre Churchill, les députés Reginald Paget et Richard Stokes. Ce dernier était surnommé le « député du parlement de Hambourg », en raison de ses critiques persistantes contre la politique allemande des Alliés qu'il considérait négative. Durant la guerre, il avait d'ailleurs mené une campagne, conjointement avec Paget, contre les bombardements des villes du Reich et de la population civile allemande, affirmant qu'ils constituaient un crime de guerre, car ils ne servaient aucun objectif militaire. À l'annonce de la décision du gouvernement de traduire devant le tribunal les feld-maréchaux Manstein, Brauchitsch et Rundstedt, ainsi que le colonel-général Strauß, les députés Paget et Stokes furent parmi ceux qui se levèrent d'un bond aux Communes pour exprimer leur indignation. Que parmi les membres du Parlement dénonçant la décision de juger des généraux « vieux et malades » un peu plus de trois années après la fin de la guerre, il y en eut même certains qui avaient souffert durant celle-ci, était assez révélateur de l'ampleur de l'opposition.

La grogne gagna également les rangs de la Chambre des Lords, notamment en la personne de Bell, l'évêque de Chichester qui, au cours de la guerre, avait été l'un des principaux porte-parole contre les bombardements de la population civile et des villes en Allemagne. Dans sa croisade qu'il menait contre la décision du gouvernement de juger les quatre généraux de la Wehrmacht, il était appuyé par le vicomte De L'Isle, le vicomte Maugham qui, jusqu'en 1945, avait été le principal critique du gouvernement pour son laxisme dans les préparatifs des procès pour crimes de guerre, Lord Hankey, ancien secrétaire au cabinet, ainsi que par un grand nombre de collègues conservateurs, parmi lesquels plusieurs étaient d'anciens partisans de la politique d'apaisement.

À l'extérieur du Parlement, le militant le plus en vue était l'éditeur juif Victor Gollancz, un philanthrope qui soutenait que la réconciliation était d'une importance capitale²⁹. Ce pacifiste radical et résolument socialiste dénonçait la politique des procès pour crimes de guerre comme un « mélange abominable d'hypocrisie, de péremption et de soif revancharde ». Il ajoutait cette critique : « Si ces feld-maréchaux ont vraiment enfreint les règles de la guerre, alors on les aurait déjà traduits depuis longtemps

²⁸ *Ibid.*, p. 238.

²⁹ *Ibid.*, p. 233 et 238. Voir aussi Jörg Friedrich, *Die kalte Amnestie. NS-Täter in der Bundesrepublik*, Francfort-sur-le-Main, Fischer Taschenbuch Verlag, 1984, p. 132.

devant un tribunal. En tout cas, des accusations auraient été portées contre eux dans des délais raisonnables ». Gollancz protestait également contre les conditions de détention que vivaient les quatre généraux et qu'il qualifiait de dégradantes, citant même, pour appuyer ses propos, la lettre que Manstein avait adressée à Liddell Hart³⁰.

Ces opposants affirmaient tous que la notion de justice avait été pervertie par la vengeance des vainqueurs et que le principe de culpabilité collective était une aberration, parce que les Allemands n'auraient pas soutenu Hitler s'ils avaient su que celui-ci voulait déclencher une guerre. À cause de leur erreur, les Allemands avaient suffisamment souffert et plus que n'importe quel autre peuple. L'argument le plus controversé des opposants était qu'il ne pouvait être question, dans une guerre totale, d'un tel concept de crimes de guerre³¹.

Si la plus grande partie du mouvement de protestation provenait de la droite politique et de l'opinion publique d'allégeance conservatrice, il n'épargnait toutefois pas les milieux libéraux et de gauche dans lesquels règnait un virulent anticommunisme, nourri par le contexte de la guerre froide. Quelques-uns, issus de l'échiquier politique du centre et de la gauche, préféraient que ces anciens dignitaires de la Wehrmacht ne fussent pas jugés afin de ménager les Allemands de l'Ouest, dont ils espéraient la participation à une alliance militaire transatlantique pour assurer la défense de l'Europe occidentale face au bloc soviétique, à un moment où la guerre froide était à son paroxysme. Pour atteindre cet objectif politique, plusieurs Britanniques étaient prêts, en effet, à mettre sous le boisseau les crimes de guerre commis par les anciens généraux allemands et à présenter une image tout à fait honorable de la Wehrmacht. À leurs yeux, celle-ci ne s'était pas comportée différemment des autres armées. Elle avait mené une « guerre propre » et ses soldats avaient mérité le respect et la dignité en combattant selon un code d'honneur chevaleresque³².

Loin de s'estomper avec le temps, les critiques prirent de l'ampleur, notamment avec les débats à la Chambre des communes qui se tinrent au cours des semaines suivantes. Les critiques portèrent, entre autres, sur l'opportunité d'ouvrir un tel procès, sur les raisons du cabinet de l'entreprendre et sur les conditions de détention des accusés, en particulier depuis leur retour en Allemagne. Le 10 octobre 1948, au nom de l'opposition, Churchill condamna la décision du gouvernement comme étant « une entreprise défavorable et mauvaise » pour des raisons « militaires, humaines et juridiques ». Il la qualifia même de « stupide », d'« insensée » et de « folle ». À ses yeux, elle n'était ni plus ni moins que le résultat d'une soif de vengeance des vainqueurs³³. Deux semaines plus tard, il revint à la charge : « La persécution vengeresse est de toutes les politiques la plus pernicieuse [...] la politique britannique devrait plutôt passer

³⁰ Meyer, « Zur Situation der deutschen militärischen Führungsschicht... », p. 625.

³¹ Bower, *The Pledge Betrayed...*, p. 233.

³² Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 221. Voir aussi Wrochem, « Rehabilitation oder Strafverfolgung... », p. 30.

³³ Meyer, « Zur Situation der deutscher militärischen Führungsschicht... », p. 624.

l'éponge sur le passé – aussi difficile que cela puisse paraître – et regarder vers l'avenir pour l'amour de notre salut »³⁴.

« Il n'y a personne en ce pays qui accorde autant d'importance que moi à une prompt justice », déclara le vicomte Simon à la Chambre des Lords, le 2 novembre 1948, lorsque ses membres débattirent de la décision du gouvernement de mettre en place un tribunal. « Mais je doute fortement que la poursuite de ce procès puisse apporter quelque chose de bon », ajouta-t-il. Compte tenu que, lors de la guerre, il s'était fait le champion de la tenue de procès pour crimes de guerre, son opposition à un procès contre les anciens commandants allemands contribuait, dans une certaine mesure, à discréditer la position du gouvernement³⁵.

Malgré ces critiques véhémentes, le gouvernement décida de procéder, comme ses membres l'avaient décidé, à la préparation du procès. L'achèvement des actes d'accusation exigeait un travail colossal d'interrogation de témoins en Allemagne et d'étude de documents allemands conservés à Nuremberg, à Berlin, à Londres et à Washington. En mars 1949, alors que les préparatifs allaient bon train, arrivèrent des nouvelles inquiétantes au sujet de l'état de santé de Rundstedt et de Strauß. Le ministre de la Guerre avait ordonné un autre examen médical des trois officiers survivants par une commission médicale, issue de l'armée et du ministère de l'Intérieur. Les quatre médecins militaires et civils qui la composaient en étaient venus unanimement à la conclusion que seul Manstein demeurait apte à subir un procès.

Pour Shinwell, le rapport médical soulevait la question de savoir s'il fallait mettre un terme aux procédures judiciaires contre Rundstedt et Strauß, et, en ce cas, s'il fallait poursuivre le procès contre le seul Manstein. Le deuxième problème était étroitement lié au premier, car une partie du procès contre Manstein concernait les opérations de la Wehrmacht en Pologne, campagne militaire au cours de laquelle il avait servi directement sous les ordres de Rundstedt, en tant que chef d'état-major de son groupe d'armées. Comme le mentionnait le ministre de la Guerre, une telle situation pourrait inciter Manstein à rejeter sur Rundstedt toutes les responsabilités. Mais le cabinet n'était pas prêt à faire marche arrière. Il voulait traduire Manstein devant le tribunal aussi rapidement que possible.

Avant d'aller plus loin, le cabinet demanda toutefois à Jowitt et à Shawcross de faire passer un autre examen médical aux trois officiers supérieurs et de lui présenter les résultats en moins d'une semaine. Le 1^{er} mai 1949, avec l'aide de Sir Henry Cohen, éminent professeur de médecine à l'Université de Liverpool, les deux interviewèrent les quatre médecins militaires et civils de la commission médicale, issue de l'armée et du ministère de l'Intérieur, qui avaient examiné les accusés précédemment. Ils en vinrent encore une fois unanimement à la conclusion que seul Manstein était suffisamment en santé pour

³⁴ Bower, *The Pledge Betrayed...*, p. 239.

³⁵ *Ibid.*, p. 238-239.

endurer un procès. Dans leur rapport, daté du 3 mai 1949, Jowitt et Shawcross se rangèrent à l'avis de Shinwell, qui estimait que la responsabilité de la décision finale revenait au cabinet. Le 5 mai 1949, le cabinet accepta cette recommandation et remit en liberté Rundstedt et Strauß pour raisons de santé. Quant aux accusations portées contre Manstein, il comptait les annoncer prochainement. En fait, c'est le 24 mai 1949 qu'il allait informer Manstein des charges retenues contre lui³⁶. Cette décision de le traduire devant un tribunal allait soulever un tollé de protestations aussi bien en Allemagne de l'Ouest qu'en Grande-Bretagne³⁷.

Vague de sympathie pour Manstein : considérations politiques dues au contexte international ?

The Manchester Guardian qualifia l'annonce du gouvernement de juger Manstein pour crimes de guerre comme « une décision honteuse ». Son éditorial continuait en ces termes : « Dieu est las des mots trompeurs que les États et les Royaumes prononcent lorsqu'ils parlent de vérité et de justice »³⁸. Pour l'hebdomadaire *The Economist*, le jugement « de l'un des plus doués des commandants allemands de la guerre en Russie et en Pologne serait plutôt incompatible avec le ralliement de l'Allemagne à la cause de l'Ouest dans la guerre froide [...]. Le prolongement du délai [...] a probablement été dû à la répugnance pour un procès d'une telle importance dont toutes les preuves proviennent de l'autre côté du rideau de fer »³⁹.

Parmi ceux qui proposaient de tirer un trait définitif sur toute entreprise visant à juger les généraux allemands pour crimes de guerre, il y avait notamment le philosophe Bertrand Russell qui, dans le *Hamburger Abendblatt*, soutenait que Manstein avait déjà amplement purgé sa peine depuis toutes ces années où il était détenu par l'armée britannique. Selon lui, aller de l'avant avec le procès contre Manstein risquerait d'attiser en Allemagne des sympathies pour le national-socialisme, d'autant plus que les criminels de guerre des puissances victorieuses n'avaient, pour leur part, aucunement été punis. Non seulement fallait-il éviter de ranimer le nationalisme allemand, mais il importait avant tout de se concilier l'Allemagne de l'Ouest comme un partenaire fiable pour lutter contre le communisme, dans le contexte de la guerre froide qui faisait alors rage⁴⁰.

L'évêque de Chichester, qui prônait depuis longtemps l'adoption d'une politique modérée à l'égard des « bons Allemands » par opposition aux nazis, dénonçait la décision du gouvernement pour des « questions de justice, d'humanité et de sagesse politique ». Très critique envers la charte du Tribunal

³⁶ Hoffman, « German Field Marshals as War Criminals ?... », p. 26-28 et 35 (note # 52) ; Leverkuehn, *Verteidigung Manstein*, p. 9 ; Wrochem, « Rehabilitation oder Strafverfolgung... », p. 28.

³⁷ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 50.

³⁸ Cité par Bower, *The Pledge Betrayed...*, p. 240.

³⁹ Cité par Wrochem, « Rehabilitation oder Strafverfolgung... », p. 29.

⁴⁰ Cité par *idem*.

militaire international, en particulier pour l'exclusion de toute défense s'appuyant sur l'argument de l'obéissance à des ordres supérieurs, l'évêque Bell plaidait pour une amnistie générale, de même que pour la libération inconditionnelle des commandants de la Wehrmacht. « Après tout ce temps, après un tel intervalle depuis la Déclaration de Moscou, après quatre ans d'emprisonnement, laissez-les partir », déclarait-il.

Ce point de vue était également partagé par ceux qui, tout en appuyant cette motion, mettaient l'accent sur d'autres aspects du débat. Le vicomte Simon, par exemple, remettait en question les fondements politiques de la décision du gouvernement, en indiquant que le concept britannique des procès pour crimes de guerre, à l'élaboration duquel il avait lui-même contribué, avait pour objectif d'établir la loi et la justice par un petit nombre d'exemples. Il se demandait donc quel avantage de plus le gouvernement pouvait retirer en faisant un autre exemple, cette fois-ci avec Manstein. D'autres encore parlaient d'un précédent dangereux, de la confusion du concept de justice avec celui de la vengeance, et de l'adhésion aveugle à des accords internationaux qui avaient déjà été violés par les Soviétiques⁴¹.

Cette sympathie envers Manstein prit rapidement de l'ampleur dans l'opinion publique britannique, et ce, d'autant plus que la majorité des Britanniques ne saisissaient pas encore, à cette époque, toute l'ampleur et la véritable signification de la politique d'extermination des Juifs d'Europe mise sur pied par le régime national-socialiste⁴². Pour leur part, les officiers supérieurs des forces armées britanniques refusaient de voir en Manstein autre chose que l'incarnation des traditionnelles vertus militaires chevaleresques prussiennes. En fait, tant pour l'opinion publique que pour les officiers britanniques, Manstein était tout simplement un officier issu de la vieille caste militaire prussienne et le représentant de la plus pure tradition militaire qui fut⁴³.

Il va sans dire que les officiers supérieurs britanniques éprouvaient forcément un esprit de camaraderie pour leur ancien ennemi. Ayant en mémoire la campagne militaire « propre » menée en Afrique du Nord par Rommel, un feld-maréchal auquel ils témoignaient un immense respect, les élites militaires britanniques ne pouvaient croire que les autres feld-maréchaux ou généraux allemands, dont les faits d'armes avaient été accomplis essentiellement en territoire soviétique, eussent pu se comporter de manière différente. En outre, la création prochaine de l'OTAN, cette alliance militaire transatlantique destinée à endiguer la menace soviétique de l'autre côté du rideau de fer, et les pourparlers qui avaient lieu dans le camp occidental sur la nécessité d'y faire participer une Allemagne de l'Ouest remilitarisée, n'étaient certainement pas étrangers à cette de sympathie envers Manstein. En effet, les dirigeants militaires britanniques considéraient qu'il était dans l'intérêt de leur pays de faire preuve de clémence

⁴¹ Hoffman, « German Field Marshals as War Criminals ?... », p. 28-29.

⁴² Friedrich, *Die kalte Amnestie...*, p. 131.

⁴³ Wallach, « Feldmarschall Erich von Manstein... », p. 471.

envers le feld-maréchal allemand afin de ne pas compromettre le réarmement de la République fédérale d'Allemagne et son adhésion au sein de l'OTAN. Appelée à devenir le bastion de l'Occident contre la menace soviétique, en raison de sa situation géostratégique en Europe, la RFA était considérée comme un partenaire indispensable pour contrer efficacement et avec crédibilité la propagation du communisme⁴⁴.

Cette vague de sympathie était-elle aussi le produit de la pitié que certains éprouvent parfois envers le perdant ou l'opprimé ? À vrai dire, certains s'opposaient tout simplement à l'idée elle-même de poursuites judiciaires contre des criminels de guerre. D'autres encore étaient d'avis qu'il n'était pas nécessaire pour l'Angleterre, dans le contexte de la crise internationale du moment engendrée par le blocus de Berlin, de poursuivre en justice des Allemands pour des crimes de guerre qu'ils auraient commis contre des Russes et des Polonais, alors que ceux-ci, dans la conjoncture plus générale de la guerre froide et de la confrontation Est-Ouest qui en résultait, se trouvaient dans le bloc idéologique ennemi. La décision de traduire Manstein devant un tribunal pour crimes de guerre apparaissait d'autant plus politique que les criminels de guerre des puissances victorieuses n'étaient pas poursuivis⁴⁵.

C'était une situation qui allait être brillamment exploitée par les Dr. Paul Leverkuehn et Hans Latenser, les deux avocats allemands désignés pour défendre Manstein à son procès. Pendant plusieurs mois, ils avaient tenté de convaincre le ministère des Affaires étrangères britannique que Manstein devrait pouvoir compter sur un avocat britannique pour assurer sa défense et que celui-ci devrait être payé à même les fonds du gouvernement de Londres, car le feld-maréchal n'avait pas de ressources en Grande-Bretagne. À l'instar de ses compagnons d'armes, sa pension avait été suspendue et sa fortune confisquée. Mais le ministère des Affaires étrangères avait rejeté cette proposition⁴⁶.

Le 11 juillet 1949, avec l'aide du vicomte De L'Isle, Leverkuehn adressa une lettre au journal *The Times* afin d'obtenir un avocat britannique pour la défense de son client, déclarant que les avocats allemands se trouvaient désavantagés au point de vue de la langue anglaise et du droit anglais, reconnaissant tout bonnement leur ignorance d'un droit étranger, en l'occurrence le *Common Law*, et des techniques de la procédure des tribunaux anglo-saxons :

« C'est l'opinion de mes collègues et de moi-même que sans l'aide d'un avocat britannique, nous ne pouvons assurer que von Manstein recevra une défense adéquate. Le tribunal est un tribunal britannique composé d'officiers britanniques qui agissent conformément à la procédure britannique et aux règles britanniques relatives à la preuve, avec lesquelles nous ne sommes pas familiers. Le principe britannique du contre-interrogatoire est quelque chose d'assez étranger aux avocats continentaux. En outre, à notre avis, seuls les avocats britanniques (et de préférence les avocats britanniques qui ont servi dans les forces britanniques) sont pleinement compétents pour comprendre la psychologie d'un tribunal de cette nature »⁴⁷.

⁴⁴ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 51 ; Wrochem, « Rehabilitation oder Strafverfolgung... », p. 26-28.

⁴⁵ Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 223.

⁴⁶ Bower, *The Pledge Betrayed...*, p. 241.

⁴⁷ Cité par Paget, *Manstein...*, p. 71-72.

Pourtant, les deux avocats allemands avaient passé, en fait, les quatre dernières années à plaider de façon remarquable devant des juges britanniques et américains à Nuremberg, à Dachau, à Hambourg et à Venise. C'est d'ailleurs Laternser qui avait été le principal avocat de la défense de l'état-major général et du haut commandement devant le Tribunal militaire international de Nuremberg et qui, au cours de ce procès, avait interrogé le feld-maréchal Manstein à titre de témoin de la défense. Il avait également défendu la cause du feld-maréchal Leeb devant un tribunal militaire américain à Nuremberg, dans le cadre du procès de l'OKW, ainsi que celle du feld-maréchal Kesselring devant un tribunal militaire britannique à Venise. Si Laternser comprenait la langue anglaise, il ne pouvait cependant pas le parler, contrairement à Leverkuehn qui connaissait très bien l'Angleterre et l'Amérique pour y avoir déjà vécu et qui maîtrisait parfaitement la langue anglaise, la parlant même sans le moindre accent allemand⁴⁸.

La lettre remporta néanmoins un immense succès. Deux jours plus tard, Lord Bridgeman et les vicomtes De L'Isle et Dudley organisèrent une collecte publique de fonds pour défrayer les coûts de la défense. Churchill, qui dénonça « un procès tardif d'un général allemand âgé », fut l'un des premiers à y contribuer, en faisant un don de £ 25. Au total, la collecte pour assurer adéquatement la défense de Manstein allait recueillir la somme de £ 2 000⁴⁹.

Bien qu'ils fussent clairement enchantés par le soutien d'une personnalité aussi éminente que celle de Churchill, les Allemands demeuraient néanmoins perplexes devant la sympathie éprouvée par de nombreux Britanniques pour Manstein. Parmi ses supporters, on retrouvait même le très grand poète, critique et auteur dramatique T.S. Eliot. Plusieurs Allemands interprétaient cette vague de sympathie pour Manstein non pas comme un geste d'amende honorable ni comme le résultat de la conviction qu'il était aberrant de poursuivre judiciairement les criminels de guerre, mais plutôt comme une preuve accablante de la volonté des Britanniques de profiter des connaissances d'un officier allemand hors pair de la trempe de Manstein, dont les principaux faits d'armes s'étaient déroulés sur le front de l'Est, et de les mettre à profit contre les Russes dans le contexte de la guerre froide. Les dirigeants soviétiques interprétaient d'ailleurs de la même façon cette bienveillance que les Britanniques témoignaient à Manstein, accusant même Churchill d'être « le belliciste no. 1 ». La proposition de l'ambassade britannique à Moscou en vue d'obtenir la collaboration des Russes dans ce dossier fut alors rejetée formellement⁵⁰.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 71-72, 74-75.

⁴⁹ Bower, *The Pledge Betrayed...*, p. 241 ; Wrochem, « Rehabilitation oder Srafverfolgung... », p. 29-30. Voir aussi Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 238.

⁵⁰ Bower, *The Pledge Betrayed...*, p. 241.

Le procès de Manstein ou la défense de l'honneur de la Wehrmacht sur fond de guerre froide

Le procès de Manstein se tint devant un tribunal militaire britannique à Hambourg, dans la Maison Curio, du 24 août au 19 décembre 1949. Les murs de la salle de tribunal étaient recouverts de cartes qui montraient à quel endroit se trouvaient les armées de Manstein au fur et à mesure du déroulement de la guerre à l'Est. Dans les coulisses, on racontait que si Manstein s'était rendu aux Polonais, il aurait été pendu, alors que s'il s'était livré aux Russes, il aurait été placé à la tête d'un groupe d'armées, pendant que les Britanniques avaient du mal à choisir laquelle de ces deux perspectives ils aimaient le moins⁵¹.

Pour assurer sa défense, Manstein avait à sa disposition, outre les avocats allemands Leverkuehn et Laternser, les avocats britanniques Reginald Paget et Samuel C. Silkin, tous deux députés du parti travailliste qui formait le gouvernement à Londres. Avocat de la couronne et ancien officier de la Royal Navy, Paget avait accepté l'invitation de Leverkuehn de prendre en charge la défense de Manstein, mais avait refusé de recevoir des honoraires pour ses services. Pour l'assister dans sa tâche, il avait fait appel à Silkin, un Juif qui avait atteint le grade de lieutenant-colonel dans l'armée de terre britannique⁵². Les propagandistes allemands n'allaient d'ailleurs pas tarder à révéler que Silkin, qui avait également refusé de recevoir des honoraires pour son travail, était juif⁵³. Il va sans dire que le fait qu'un Juif se fût investi dans la défense d'un feld-maréchal de la Wehrmacht causa un grand émoi en Allemagne. L'opinion publique en fut profondément impressionnée, de même que les journaux qui y virent la preuve de l'innocence de Manstein⁵⁴.

Au cours du procès, un troisième avocat britannique du nom de Bill Croome, spécialiste de la défense, allait se joindre à l'équipe rassemblée autour de Manstein. Le général Busse, ancien chef d'état-major de Manstein, et trois secrétaires se dévouèrent également corps et âme pour la défense du feld-maréchal⁵⁵.

Le principal avocat de la couronne était Sir Arthur Comyns-Carr, qui avait été procureur général de la Grande-Bretagne au procès des crimes de guerre à Tokyo. Il était secondé par Elwyn Jones, le secrétaire parlementaire privé du procureur général de la Grande-Bretagne et l'un des procureurs britanniques au Tribunal militaire international à Nuremberg, ainsi que par le colonel Gerald Draper. La présidence du tribunal était assurée par le lieutenant-général Sir Frank Simpson. Le juge Justice

⁵¹ Paget, *Manstein...*, p. 132-133.

⁵² Wrochem, « Rehabilitation oder Strafverfolgung... », p. 29-31 ; Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 221-222 ; Friedrich, *Die kalte Amnestie...*, p. 131-132 ; Paget, *Manstein...*, p. 71-75.

⁵³ Bower, *The Pledge Betrayed...*, p. 241.

⁵⁴ Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 332 ; Wrochem, « Rehabilitation oder Strafverfolgung... », p. 30. Voir aussi Wallach, « Feldmarschall Erich von Manstein... », p. 471.

⁵⁵ Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 332 ; Paget, *Manstein...*, p. 74 et 107.

Collingwood siégeait à ses côtés, en sa qualité de conseiller juridique et d'assesseur du président du tribunal⁵⁶.

Jusqu'à la fin de mai 1949, l'accusé Manstein s'était vu refusé le droit de connaître les chefs d'accusation retenus contre lui, ainsi que la preuve présentée contre lui. On lui avait également dénié le droit de contester la juridiction de la cour ou de s'objecter à l'un ou l'autre de ses membres, de même que d'en appeler du jugement. Paget et son équipe d'avocats n'avaient donc pu préparer convenablement la défense avant l'ouverture du procès, car ils ne connurent que sur le tard les charges qui allaient être retenues contre leur client. Cela constituait une entorse majeure à la pratique anglaise du droit, s'insurgeait Paget. C'est d'ailleurs pour toutes ces raisons, s'il faut en croire ses propos, qu'il avait accepté de prendre en charge la défense du feld-maréchal. Lors de leur première rencontre à l'hôpital Münsterlager, Paget avait expliqué à Manstein que s'il était venu à Hambourg, c'était pour la seule et unique raison qu'il considérait contraire à l'honneur de son pays qu'un accusé se vît empêcher d'obtenir une défense convenable.

Manstein avait répondu avoir suivi ses activités à la Chambre des communes et avoir été très impressionné par ce qu'il considérait être une attitude honorable envers les vaincus. Il lui en avait exprimé toute sa gratitude. Puis, il lui avait déclaré que tout ce qui comptait à ses yeux, dans le cadre de son procès, c'était de préserver l'honneur de l'armée allemande :

« Je ne suis pas particulièrement préoccupé par ce qu'il va m'arriver. De toute façon, ma vie est terminée. Je suis plutôt préoccupé par mon honneur et celui de l'armée allemande que j'ai commandée. Vos soldats, qui nous ont livré bataille, savent que nous avons combattu comme des soldats honorables. Mais la propagande bolchevique vous a convaincu que nous avons combattu comme des sauvages en Russie. C'est faux. Dans une guerre terriblement dure, nous avons maintenu une ferme discipline et avons combattu honorablement. Je suis déterminé à défendre l'honneur de l'armée allemande »⁵⁷.

Tout comme à Nuremberg, trois ans auparavant, Manstein s'investissait de la mission de préserver l'honneur de l'armée allemande, honneur qu'elle avait pourtant elle-même souillé en étant partie prenante du régime national-socialiste et de ses politiques criminelles.

Le 24 août 1949, Comyns-Carr, l'avocat de la poursuite, ouvrit le procès en citant le jugement du président du Tribunal militaire international de Nuremberg sur la conduite de l'état-major général et du haut commandement. Ce jugement de Lawrence incriminait les officiers supérieurs de la Wehrmacht de leur participation à la préparation et à la conduite de la guerre d'agression, ainsi qu'à l'accomplissement de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. De plus, il invitait, là où les faits justifiaient cette procédure, à poursuivre individuellement ces hommes, afin que ceux d'entre eux qui étaient coupables de ces crimes ne pussent échapper au châtement. Ensuite, Comyns-Carr énonça les chefs d'accusation retenus

⁵⁶ Bower, *The Pledge Betrayed...*, p. 242 ; Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 334.

⁵⁷ Paget, *Manstein...*, p. 69-70 et 75-76 (p. 75-76 pour la citation).

contre le feld-maréchal Manstein. Ceux-ci reposaient sur l'allégation selon laquelle il aurait commis des actes enfreignant les lois et les coutumes de la guerre définis par la convention de La Haye de 1907. Les chefs d'accusation étaient au nombre de dix-sept.

Les trois premières charges concernaient la campagne de Pologne au cours de laquelle Manstein avait été le chef d'état-major de Rundstedt, commandant en chef du groupe d'armées sud. Elles mettaient en exergue plusieurs incidents dans lesquels des civils et des soldats polonais avaient été assassinés. Ces meurtres avaient été commis, dans certains cas, par des soldats de l'armée et, dans d'autres, par des membres des *Einsatzgruppen*, de la SS, du SD et de la police de sécurité, alors que ces organisations paramilitaires nazies se trouvaient directement sous contrôle militaire. La responsabilité de Manstein était établie en raison de ses fonctions de chef d'état-major d'un groupe d'armées, qui lui conféraient la possibilité, s'il l'avait voulu, de prévenir ou, du moins, de s'opposer à de tels crimes, et du fait qu'il connaissait très bien la politique criminelle qu'entendait mener en Pologne la machine de guerre nazie, ayant été informé de celle-ci par Hitler lui-même lors de la conférence militaire que ce dernier avait donnée au Berghof, le 22 août 1939, devant les généraux de la Wehrmacht.

La quatrième charge était relative au traitement des prisonniers de guerre en Crimée, à un moment où Manstein était le commandant en chef de la 11^e armée. Il était allégué que le feld-maréchal, en tant que commandant en chef de cette armée, avait négligé, de manière délibérée et insouciance, son devoir d'assurer un traitement humain aux prisonniers de guerre soviétiques détenus par les forces placées sous son commandement. Par conséquent, plusieurs d'entre eux étaient morts de froid, de faim ou de sévices. D'autres encore avaient été tués ou bien remis par ses troupes à l'*Einsatzgruppe D*, aux unités de la SS, du SD ou de la police de sécurité qui opéraient dans cette région militaire se trouvant directement sous son commandement, pour être abattus sur-le-champ. On reprochait ainsi à Manstein d'avoir consenti à l'élimination de certains groupes de prisonniers de guerre, en premier lieu les communistes et les Juifs, pour des raisons idéologiques et raciales exprimées par le régime national-socialiste. En l'espace de neuf mois en Crimée, ses troupes avaient remis aux organisations paramilitaires nazies quelque 3 300 prisonniers de guerre considérés comme étant des éléments indésirables.

Les trois charges suivantes traitaient également de la question des prisonniers de guerre soviétiques. Il était retenu que ceux-ci avaient été traités illégalement comme des partisans et que, par conséquent, plusieurs d'entre eux avaient été tués sans procès par les soldats de la 11^e armée, conformément aux ordres criminels donnés par le haut commandement de l'armée et par Manstein lui-même. Il était également mentionné que les Allemands avaient incorporé de force des prisonniers de guerre soviétiques dans l'armée allemande et que Manstein n'avait pas dérogé à cette pratique. D'autre part, il était allégué que des prisonniers de guerre soviétiques avaient été utilisés par les Allemands pour des tâches prohibées et dangereuses. À ce titre, la poursuite se rapportait aux clauses de la convention de

La Haye de 1907 qui stipulaient que les prisonniers de guerre pouvaient être utilisés pour des travaux, mais en autant que ceux-ci n'étaient pas excessifs ni reliés aux opérations militaires. Selon la poursuite, Manstein s'était servi de prisonniers de guerre en Russie dans quatre situations qui contrevenaient à ces clauses : 1) l'entretien des troupes de combat allemandes ; 2) la construction et l'entretien des ponts, des routes et des chemins de fer ; 3) le déminage ; 4) et la construction de fortifications. Qui plus est, ces prisonniers étaient régulièrement employés dans des zones du front où ils se trouvaient sous le feu de leurs propres troupes.

La huitième charge se rapportait à l'« ordre sur les commissaires », qui enjoignait aux troupes de la Wehrmacht d'exécuter sommairement tous les cadres du parti communiste affectés à l'Armée rouge, à titre de mesure visant à extirper la terreur bolchevique. La poursuite avançait que Manstein avait reçu cet ordre peu avant l'invasion de l'URSS et qu'il avait été appliqué au cours des trois principaux commandement que l'accusé avait exercés en Russie soviétique durant la guerre. En outre, il était allégué que la directive de Manstein du 20 novembre 1941, donnée en sa qualité de commandant en chef de la 11^e armée en Crimée, correspondait tout à fait à l'esprit de l'« ordre sur les commissaires ». D'après la poursuite, cette directive de Manstein avait pour objectif d'inciter davantage ses troupes à exécuter sur-le-champ les commissaires politiques qui leur tombaient sous la main ou à les remettre aussitôt que possible à l'*Einsatzgruppe D*, à la SS, au SD ou à la police de sécurité, pour les mêmes fins. La directive du 20 novembre 1941 était donc invoquée à titre de preuve pour démontrer que le commandant en chef de la 11^e armée avait bel et bien fait exécuter par ses troupes l'« ordre sur les commissaires » qu'il approuvait pleinement.

Appelés « charges anti-juives », les quatre chefs d'accusation suivants abordaient la question de l'extermination des Juifs, en se référant aux activités de l'*Einsatzgruppe D* sur les arrières de la 11^e armée dans le sud de l'Ukraine et dans la presqu'île de Crimée. Ils imputaient à Manstein la responsabilité de 33 000 des quelque 100 000 Juifs assassinés dans cette région méridionale de la Russie bolchevique. Plus précisément, Manstein était accusé d'avoir autorisé des exécutions de Juifs sur une grande échelle, voire même de les avoir encouragées par la distribution à ses troupes de son ordre du 20 novembre 1941. Non seulement était-il accusé d'avoir incité ses troupes à se conduire avec brutalité contre les Juifs, mais aussi de leur avoir ordonné de remettre les Juifs capturés dans les territoires occupés aux unités de l'*Einsatzgruppe D*, sachant très bien que cela conduirait à leur assassinat. Pour ces raisons, on lui reprochait, en tant que commandant en chef d'une armée, d'avoir négligé, de manière délibérée et insouciant, son devoir d'assurer l'ordre et la sécurité publique, ainsi que celui de respecter les droits et l'honneur de la famille, et la vie individuelle. En outre, on l'incriminait de n'avoir rien fait pour empêcher l'*Einsatzgruppe D* de mener à bonne fin ses tâches, alors qu'il était responsable des mouvements et du ravitaillement de cette organisation qui se trouvait directement rattachée à son armée. Bien que les ordres

relatifs à ses activités fussent du ressort du chef du SD ou de la police de sécurité, le commandant en chef de l'armée avait aussi le droit de lui en donner si le cours des opérations l'exigeait. Selon la poursuite, Manstein était donc bien informé des activités de l'*Einsatzgruppe* qui était rattachée à son armée, d'autant plus que ses troupes l'avaient assisté dans sa mission visant à liquider tous les Juifs de la région.

Les treizième et la quatorzième charges concernaient le « décret Barbarossa », selon lequel les crimes commis contre des civils ou des prisonniers ennemis ne seraient poursuivis en cour martiale qu'en cas de rupture de la discipline militaire au combat. De ce fait, elles accusaient Manstein d'avoir donné des ordres enjoignant à ses troupes d'exécuter des otages en guise de représailles à des actes de guérilla contre des soldats allemands ou de sabotage contre les infrastructures militaires allemandes. Les otages étaient choisis au hasard parmi la population civile de la localité où la résistance s'était manifestée. On lui reprochait ainsi d'avoir fait exécuter sans procès des civils innocents pour des offenses commises par d'autres. Il était également allégué que les mesures de représailles étaient démesurément disproportionnées par rapport aux offenses commises, la plupart du temps 50 civils étant exécutés pour tout soldat allemand tué. Comme si cela n'était pas suffisant, le 16 novembre 1941, l'état-major de la 11^e armée avait décrété que pour tout attentat ou acte de sabotage perpétré contre l'occupant allemand, 100 habitants seraient exécutés en mesures de représailles, ce qui témoignait d'un arbitraire incontestable. Qui plus est, Manstein était accusé d'avoir ordonné à ses troupes l'exécution sans procès de civils simplement soupçonnés d'appartenir à des bandes de partisans. Plusieurs milliers de civils innocents avaient ainsi été assassinés sous le prétexte qu'ils étaient des partisans, des guérilleros ou des bandits.

Les trois dernières charges se rapportaient à la période de la guerre durant laquelle l'armée allemande se retirait des vastes territoires de l'Union soviétique qu'elle avait occupés précédemment. La poursuite s'y référait en les nommant « charges des travaux forcés ». Elles accusaient Manstein d'avoir donné à ses troupes un certain nombre de directives relatives au travail forcé de civils soviétiques, à la suite desquelles plusieurs milliers de ces derniers avaient été employés à la construction de fortifications et à bien d'autres travaux militaires. Elles alléguaient que ces travaux avaient été menés, dans plusieurs cas, très près de la ligne de front et qu'ils impliquaient parfois des femmes enceintes, des enfants et des vieillards. La poursuite invoquait un ordre de l'OKH daté de février 1943 qui décrétait que tous les habitants de la zone des opérations, âgés de 14 à 64 ans et aptes au travail, étaient assujettis à des travaux forcés pour les forces allemandes. Manstein était également accusé d'avoir donné divers ordres pour la déportation forcée de civils soviétiques des territoires occupés vers l'Allemagne, là où ils furent contraints de travailler pour les industries d'armements et de munitions, dans le cadre du programme nazi de travail obligatoire dirigé par Fritz Sauckel. On lui reprochait donc d'avoir coopéré à l'enlèvement d'hommes, de femmes et d'enfants qui furent expédiés en Allemagne pour travailler comme des esclaves. De toute façon, seule l'entière coopération de la Wehrmacht avait rendu possible la déportation forcée en

Allemagne de quelque 3 millions de civils russes contraints à y travailler dans les usines de guerre. Enfin, Manstein était accusé d'avoir donné des ordres pour prendre le bétail et les denrées alimentaires, détruire les maisons et les fabriques, et déporter les civils aptes à travailler. On l'incriminait ici de s'être livré à la politique dite de « la terre brûlée » adoptée par la Wehrmacht au cours de sa retraite⁵⁸.

Avec l'aide de Latenser et de Leverkuehn, Paget et Silkin préparèrent leurs plaidoyers selon les grandes lignes du « mémorandum des généraux » rédigé en novembre 1945 par Manstein, Brauchitsch, Halder, Warlimont et Westphal. La défense se lança dans une « croisade » visant à dénoncer l'humiliation infligée par les Alliés aux généraux allemands et, de ce fait, à sauver l'honneur de la Wehrmacht. Bien entendu, elle minimisa la guerre d'anéantissement menée par la Wehrmacht à l'Est, en particulier ses objectifs politiques et idéologiques de conquête, ainsi que sa participation à l'extermination des Juifs, des commissaires politiques et des prisonniers de guerre soviétiques, qu'elle attribua au contexte de la lutte contre les partisans. De même, elle éluda la contribution des élites militaires à la planification et la conduite de cette guerre d'agression à la fois criminelle et barbare. Qui plus est, elle mit sur le compte de la propagande soviétique les allégations selon lesquelles la Wehrmacht aurait commis des atrocités en Europe de l'Est.

En somme, aux dires de la défense, loin d'enfreindre les principes de la convention de La Haye de 1907, Manstein aurait maintenu l'ordre et la discipline au sein de ses troupes. Celles-ci auraient tout simplement livré un combat honorable et chevaleresque, en traitant convenablement leurs prisonniers de guerre et les populations civiles des territoires qu'elles occupaient. En outre, Manstein aurait refusé d'exécuter les ordres criminels promulgués par ses supérieurs, comme l'« ordre sur les commissaires », et n'aurait pas eu connaissance de l'extermination des Juifs par les unités du SD ou de la SS, ayant été trop accaparé par les questions militaires dues à ses responsabilités de commandant sur le front⁵⁹. Si tout cela était bien la vérité, alors pourquoi la défense ressentit-elle le besoin d'avancer, dès l'ouverture du procès, l'argument très contestable selon lequel la convention de La Haye ne s'appliquait pas à la campagne de Russie ? En effet, celle-ci ne figurait alors pas parmi les puissances signataires. Par conséquent, l'Allemagne n'était pas tenue de s'y conformer, même si elle y avait souscrit.

Pour le major B. Acht, le représentant du gouvernement polonais qui assistait au procès, les arguments avancés par la défense étaient choquants et scandaleux. Le 10 novembre 1949, il écrivit au lieutenant-général Simpson, le président du tribunal, pour lui indiquer qu'il se retirait du procès :

« La défense avance la thèse que ce n'est pas le meurtrier, mais la victime qui est coupable. Elle ose plaider ouvertement une justification des meurtres pour des raisons morales et légales [...] ».

⁵⁸ Leverkuehn, *Verteidigung Manstein...*, p. 10-16 ; Paget, *Manstein...*, p. 88-104 ; Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 335-349 ; Wrochem, « Rehabilitation oder Strafverfolgung... », p. 28-29.

⁵⁹ Leverkuehn, *Verteidigung Manstein...*, p. 33-35. Voir aussi Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 221-222 ; Wrochem, « Rehabilitation oder Strafverfolgung... », p. 31-33 ; Bower, *The Pledge Betrayed...*, p. 243.

Des crimes indiscutables sont glorifiés par l'avocat de la défense qui essaie de camoufler des crimes en invoquant la discipline militaire »⁶⁰.

Il est quand même étonnant qu'un homme comme Manstein, reconnu pour ses exceptionnelles capacités intellectuelles sur le plan militaire et pour sa mémoire remarquable des moindres détails, ait été maladroit dans son témoignage, se contredisant à maintes reprises⁶¹. Il se défendit en avançant l'argument selon lequel il avait été contraint, par son devoir de soldat, d'obéir aux ordres de ses supérieurs. Or, c'était un argument que le jugement rendu par le Tribunal militaire international de Nuremberg avait carrément rejeté. Venant d'un feld-maréchal qui s'enorgueillissait d'avoir confronté Hitler, à quelques occasions, sur des questions ayant trait à la conduite des opérations militaires, cet argument n'était guère conforme à l'image héroïque de l'officier prussien que plusieurs lui prêtaient. S'il avait été accepté, cela aurait signifié que, en dehors de Hitler et des principaux dignitaires du régime nazi, très peu d'Allemands, sur une population de près de 70 millions d'habitants, auraient pu être tenus responsables de quoi que ce soit. En se prévalant des critiques qu'il avait adressées à Hitler pour sa conduite des opérations militaires, Manstein laissait sous-entendre, sans s'en rendre compte, qu'il avait accepté tout ce qu'il n'avait pas critiqué, comme la politique du régime d'anéantissement à l'Est, c'est-à-dire l'extermination des Juifs, la liquidation des commissaires politiques, les sévices infligés aux prisonniers de guerre et aux populations civiles, ainsi que l'exploitation brutale des territoires occupés⁶².

À la conclusion du procès, Paget prononça un plaidoyer dans lequel il résuma ses principaux arguments visant à disculper Manstein des dix-sept accusations prononcées contre lui. Ceux-ci reposaient essentiellement sur trois points principaux : 1) le devoir d'un général était d'obéir aux ordres que lui donnait son gouvernement ; 2) la convention de La Haye ne pouvait s'appliquer à la guerre en Russie bolchevique, car celle-ci n'y avait pas adhéré ; 3) Manstein n'était impliqué en rien dans les crimes de guerre du régime national-socialiste, y compris ceux relatifs à l'extermination des Juifs.

C'est en dénonçant l'objectif politique du procès qu'il conclut son plaidoyer :

« On a essayé de ternir la réputation de l'armée allemande et de son plus grand commandant. [...] Lorsque nous avons livré bataille à la Wehrmacht en Afrique, en Italie et en France, elle a toujours combattu honorablement. En raison de la propagande russe que nous avons beaucoup entendue, nous pensons que les Allemands ont combattu comme des sauvages à l'Est. [...] Cela n'a pas été prouvé par les documents qui nous ont été présentés ici. Selon mon avis, ils ont démontré que la Wehrmacht a fait montre, dans une large mesure, de retenue et de discipline, et cela, dans des circonstances de cruautés inimaginables ».

Faisant ensuite implicitement allusion au contexte de la guerre froide qui prévalait à l'époque du procès et, en particulier, aux impératifs liés à la défense de l'Europe de l'Ouest face au bloc soviétique,

⁶⁰ *Idem.*

⁶¹ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 52.

⁶² Bower, *The Pledge Betrayed...*, p. 224 et 244.

notamment au réarmement envisagé de l'Allemagne de l'Ouest, Paget demanda la réhabilitation de Manstein :

« J'espère que nous deviendrons tous des camarades à l'avenir. Si l'Europe de l'Ouest doit vraiment être défendue, alors nous devons être des camarades. Je ne crois pas [...] qu'il est du droit des vainqueurs, qu'il soit de notre droit, de ternir la réputation des vaincus. Pour l'Allemagne, Manstein ne sera jamais un criminel de guerre. Il est un héros pour son peuple et le demeurera. Il a été l'architecte de la victoire allemande et le Hector dans la défaite de l'Allemagne, l'homme qui a commandé la grande retraite alors que dans son cœur et dans son âme il savait que Troie allait tomber. Et, ici, devant ce tribunal, il a maintenant livré courageusement sa dernière bataille pour l'honneur des hommes qu'il a dirigés et qui sont tombés au combat sous son commandement ».

Paget poursuivit son allocution en déclarant que si le tribunal prenait la décision de condamner Manstein, alors on ne tarderait pas à le considérer comme une victime de la « justice des vainqueurs », issue d'un esprit revanchard :

« Si nous le condamnons, alors nous ferons du tort non pas à sa réputation, mais à la nôtre. Les vainqueurs n'ont pas le droit de nuire à la réputation des vaincus. César a condamné Vercingétorix. L'Histoire a oublié les colons romains qui furent massacrés par les Gaulois insurgés. Elle se souvient seulement du noble gaulois qui mourut du triomphe du vainqueur. Seuls la réputation de César et l'honneur de Rome furent entachés. Il a toujours été facile de condamner les vaincus comme des criminels de guerre. Après la guerre sud-africaine, nous aurions pu condamner les généraux boers qui avaient fusillé les prisonniers cafres. Nous avons plutôt pris un chemin plus noble et intelligent. Il y a 500 ans, nous avons condamné une dirigeante militaire ennemie. Nous avons alors agi pour des raisons politiques. Nous voulions la dénoncer comme une sorcière, mais nous en avons fait une sainte. J'espère [...], que la décision de ce tribunal va marquer un retour en Europe à un style de vie généreux et plus civilisé ».

Paget termina son plaidoyer en demandant l'acquittement de Manstein qui, à ses yeux, était un honorable feld-maréchal qui n'avait fait que son devoir de soldat en obéissant aux ordres que lui avaient donnés ses supérieurs :

« Je ne crois pas qu'il y en ait un parmi vous qui, ne serait-ce que pendant une seule seconde, ose imaginer que Manstein est un mauvais homme. Il était apprécié par son état-major et ses soldats. C'est du moins ce qui a été clairement démontré. Personne ne met en doute qu'il possédait toutes les qualités morales traditionnelles. [...] L'accusation qui est portée contre lui est qu'il a exécuté la volonté de son commandant en chef, mais c'est le crime de l'Allemagne. [...] Selon mon avis [...], il est au plus haut point injuste et de fond en comble totalitaire de condamner une personne qui n'a fait rien de plus que d'exécuter la volonté de son gouvernement. Par conséquent, une telle expiation symbolique est une négation de l'individu. [...] Je demande l'acquittement de Manstein parce que je crois que son acquittement sera honorable pour mon pays »⁶³.

Ce plaidoyer faisait l'apologie d'un criminel de guerre. Le passage où Paget déclara que Manstein avait été « l'architecte de la victoire allemande » et non pas « des victoires allemandes » est très frappant, car il constituait une interprétation de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale qui n'était pas sans arrière-pensée. Celle-ci était très claire : il s'agissait de souligner implicitement la contribution de Manstein à la lutte contre le bolchevisme et de laisser sous-entendre que, sans ses exploits militaires en

⁶³ Leverkusen, *Verteidigung Manstein...*, p. 45-46.

Russie soviétique, l'Europe de l'Ouest aurait probablement été « bolchevisée » tout comme l'Europe de l'Est. Dans le contexte de la guerre froide de l'époque, de la division de l'Allemagne et du continent européen en deux blocs antagonistes, et de la création d'une communauté de l'Europe de l'Ouest et de l'OTAN pour parer la menace du bolchevisme, une telle allusion ne pouvait laisser indifférents les membres du tribunal. De plus, la comparaison avec Troie réveillait le mythe d'une Allemagne qui n'aurait pas été vaincue sur le champ de bataille, mais seulement par la ruse. Elle suggérait même que l'Allemagne aurait mené une guerre défensive, alors qu'en réalité c'est elle qui avait déclenché la guerre et envahi la plupart des pays du continent européen. Enfin, la comparaison avec Hector faisait de Manstein le plus grand défenseur de l'Allemagne, celui qui, de surcroît, avait résisté à un ennemi largement supérieur en nombre. Bref, les rôles de l'assaillant et du défenseur avaient été inversés : l'Allemagne et Manstein étaient les victimes, tandis que la Russie bolchevique était l'agresseur⁶⁴.

Dans son plaidoyer de clôture du procès, Comyns-Carr résuma les preuves qu'il avait réunies à propos de chacun des chefs d'accusation retenus contre Manstein. Selon l'avocat de la poursuite, le feld-maréchal était coupable d'avoir soutenu par conviction la guerre criminelle menée par Hitler aussi bien en Pologne qu'en URSS, comme en témoignait notamment son attitude par rapport à l'extermination des Juifs ou à la liquidation des commissaires politiques. S'il l'avait voulu, ajouta Comyns-Carr, il aurait pu empêcher ou, tout au moins, s'opposer aux actions criminelles qui eurent lieu dans la région militaire placée sous son commandement sans courir de risques pour sa propre personne. Il termina son allocution par ces mots : « Je vous demande d'ignorer les considérations politiques [de la défense] et de déclarer que cet accusé est coupable des charges pour lesquelles il a été inculpé »⁶⁵.

Après les plaidoyers, le tribunal ajourna ses séances pendant trois semaines pour permettre à Collingwood, le conseiller juridique et l'assesseur de Simpson, de préparer un résumé récapitulatif du procès. Celui-ci recommandait d'abord au tribunal d'adopter la justice de Nuremberg pour rendre son jugement. Par conséquent, ni les ordres donnés par des supérieurs ni les lois adoptées par l'État ne pouvaient être revendiqués par la défense comme motifs susceptibles de disculper son client pour des actions criminelles qu'il aurait commises. En outre, l'exécution de prisonniers de guerre, à titre de représailles, était déclarée une action illégale en toutes circonstances. Il était aussi précisé que les principes de la convention de La Haye s'appliquaient à la guerre contre l'Union soviétique, que celle-ci les eût respectés ou pas, et que le concept relatif à la nécessité de guerre était valable seulement dans les cas prévus expressément par la convention de La Haye. Enfin, il était mentionné que Manstein était responsable de l'exercice du pouvoir exécutif dans la région placée sous son commandement militaire et

⁶⁴ Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen... », p. 350.

⁶⁵ *Idem.*

que l'ignorance ou la violation de ses prérogatives militaires n'était pas une excuse. Collingwood présenta ensuite un résumé récapitulatif des arguments de la poursuite et de la défense.

Le 19 décembre 1949, le tribunal rendait finalement son verdict. Le feld-maréchal Manstein était acquitté de huit charges et reconnu coupable de neuf autres. Après avoir prononcé le jugement devant l'accusé, le président du tribunal, le lieutenant-général Simpson, ajouta cette remarque toute personnelle : « J'ai dû agir pour la première fois de ma vie à l'encontre de mes convictions. Si j'avais été dans la situation du feld-maréchal, je n'aurais pas agi différemment de lui. Mais je devais le condamner en raison des dispositions en vigueur »⁶⁶.

Bien que sa culpabilité ne fit aucun doute, Manstein était déclaré non-coupable pour les trois chefs d'accusation concernant la Pologne, le tribunal avançant l'argument que ses fonctions de chef d'état-major d'un groupe d'armées ne le rendaient en rien responsable des crimes qui avaient été commis lors de cette campagne militaire. Malgré les faits exposés devant le tribunal, il était aussi reconnu non-coupable de l'accusation d'avoir procédé au recrutement forcé de prisonniers de guerre soviétiques pour la Wehrmacht. Le tribunal le déclara toutefois coupable d'avoir utilisé des prisonniers de guerre soviétiques pour le déminage et la construction de fortifications militaires, et d'avoir déporté de force des civils de sa zone de commandement militaire vers l'Allemagne afin qu'ils y constituassent une main-d'œuvre servile.

Contre toute attente, il était acquitté pour les trois charges ayant trait à l'extermination des Juifs, en dépit des preuves accablantes présentées au tribunal qui l'incriminaient hors de tout doute, notamment celle relative à son ordre du 20 novembre 1941. Le tribunal estima que la poursuite n'avait pas prouvé avec certitude que Manstein avait approuvé l'extermination des Juifs et qu'il y avait activement participé, que ce fût en incitant ou en autorisant ses troupes à exécuter des Juifs ou à les remettre aux unités du SD ou de la SS pour les mêmes fins. Cependant, pour ces trois charges, on le condamnait pour avoir négligé son devoir d'assurer, en tant que commandant de campagne, l'ordre et la sécurité publique, ainsi que le respect des droits et de l'honneur de la famille, et de la vie individuelle dans la région militaire placée sous son commandement, en conséquence de quoi un nombre considérable de Juifs avaient été exterminés. Mais le tribunal déclara qu'il ne s'agissait pas d'une négligence délibérée ou insouciance, comme le disait la poursuite. Cette condamnation mettait pourtant en évidence la responsabilité effective de Manstein dans les crimes de guerre qui s'étaient déroulés dans la région des opérations relevant de son commandement militaire.

Fait plutôt surprenant, Manstein était disculpé par le tribunal pour les exécutions massives de civils qualifiés de partisans, alors que ses compagnons d'armes avaient été condamnés auparavant pour ce même chef d'accusation lors du procès de l'OKW. En fait, le tribunal jugea que Manstein n'avait aucune part de responsabilités dans l'application du « décret Barbarossa ». Quant aux charges portant sur les

⁶⁶ Meyer, « Zur Situation der deutschen militärischen Führungsschicht... », p. 628 ; Manstein et Fuchs, *Manstein...*, p. 302.

ravages causés par l'armée allemande lors de sa retraite, Manstein n'était pas condamné. Mais on le tint responsable des mauvais traitements infligés aux prisonniers de guerre soviétiques, de l'exécution de plusieurs d'entre eux, de leur remise aux unités du SD ou de la SS, et de l'exécution des commissaires politiques de l'Armée rouge. Le tribunal considéra sans doute que l'exécution de commissaires était un plus grand crime que l'exécution de civils qualifiés de partisans et qu'il méritait d'être sanctionné, contrairement au second. Enfin, Manstein était reconnu coupable de l'exécution de civils en guise de représailles, ainsi que pour les actions de ses officiers subalternes en vertu des ordres donnés par l'OKH, mais non pas de ceux qu'il avait lui-même promulgués, stipula le tribunal⁶⁷.

Le tribunal condamna le feld-maréchal Manstein à 18 ans de prison. À la lumière des recherches historiques actuelles sur la responsabilité de la Wehrmacht dans l'extermination des Juifs en Europe de l'Est et en ce qui concerne l'exécution massive des commissaires politiques et des prisonniers de guerre soviétiques, ainsi que par rapport aux mauvais traitements infligés aux populations civiles de cette région du continent européen, cette sentence paraît bien insignifiante. L'ordre du 20 novembre 1941 donné par Manstein à ses troupes suffisait pourtant amplement à prouver son consentement et sa participation à l'Holocauste des Juifs⁶⁸.

Cette sentence provoqua un tollé autant en Allemagne qu'en Grande-Bretagne. En fait, elle allait faire de Manstein rien de moins qu'un véritable martyr⁶⁹. D'aucuns en Allemagne de l'Ouest pensaient alors qu'il n'avait été qu'une victime de la « justice des vainqueurs », subissant une punition collective plutôt que de purger une peine individuelle à titre de criminel de guerre. Le simple fait qu'il eut été jugé était perçu comme une entrave faite à l'honneur du soldat allemand, car il était considéré comme étant au-dessus de tout soupçon. Les responsables de la politique allemande craignaient que cette sentence remît tout simplement en question l'ancrage à l'Ouest de la RFA. Du côté britannique, l'opinion publique exprimait *grosso modo* les mêmes sentiments, redoutant l'émergence d'un nouveau nationalisme en République fédérale d'Allemagne qui affaiblirait l'intégration de celle-ci dans la communauté des démocraties occidentales⁷⁰.

Dans le *Hamburger Allgemeine Zeitung*, un journal très libéral et de tradition antimilitariste, la condamnation de Manstein fut dénoncée comme un jugement politique :

« Tout comme les procès de Nuremberg, ce procès contre le feld-maréchal von Manstein était avant tout un procès politique. Un procès qui ne fut pas engagé contre un quelconque officier allemand de haut-rang, mais contre un homme qui était considéré par les critiques militaires britanniques comme le plus remarquable des commandants de l'armée allemande de la Seconde Guerre mondiale. Comme tel, il était un membre de la Wehrmacht dont l'honneur est identique à l'honneur de tous ces Allemands qui, dans le sens de ce mot, se considèrent comme des soldats.

⁶⁷ Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen », p. 351-352.

⁶⁸ Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 52.

⁶⁹ Friedrich, *Die kalte Amnestie...*, p. 131.

⁷⁰ Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen », p. 352.

Des millions d'entre eux sont morts pour cet honneur, mais des millions de survivants, bien qu'ils aient déposé les armes, demeurent attachés pour toujours à l'idée d'un honneur du soldat allemand. Après les précédents de Nuremberg, un acquittement honorable de Manstein pouvait difficilement être envisagé, mais tous les Allemands qui suivirent le procès de Manstein à chacune de ses étapes espéraient un jugement tempéré. Le geste politique d'un tel jugement aurait certainement reçu un accueil chaleureux. Que ce geste n'ait pas été fait, est quelque chose à quoi nous devons nous faire. Mais c'est aussi un facteur que l'opinion politique allemande, homme ou femme, ne sera pas en mesure d'oublier »⁷¹.

Dans *The Times*, le célèbre auteur militaire Liddell Hart fit part de sa profonde indignation au sujet de la sentence prononcée contre Manstein :

« Il est clair [...] que Manstein n'a jamais initié une quelconque politique de brutalité [...]. Bien que la guerre de Russie devint une lutte barbare, le corps [d'armée] de Manstein s'est abstenu de se soumettre aux ordres draconiens du haut commandement. Aucun délit n'a été trouvé jusqu'à ce qu'il soit affecté au commandement d'une armée dans une région où ces ordres étaient déjà appliqués. Il est absurde d'assumer qu'un simple commandant d'armée, nouvellement arrivé et un parmi plusieurs dans la région, pouvait annuler publiquement des ordres qui étaient déjà connus de ses nouveaux subordonnés et des SS des environs. Pourtant, il y a plusieurs preuves selon lesquelles il a atténué leur sévérité. Plus significative encore est une note dans le journal de Goebbels, qui avertissait fréquemment Hitler de l'opposition de Manstein à ses ordres : "Manstein et Kleist ont introduit un traitement plus humain pour les habitants des régions qui sont tombées sous l'administration militaire à la suite de notre retraite." (28/4/43) Il est évident que Manstein a pris l'initiative d'atténuer les mesures inhumaines. Nous pouvons espérer, du moins pour la réputation de notre pays, que nous soyons amenés à faire montre d'un sens d'humanité similaire en réduisant la sentence sauvage qui lui a été imposée. J'ai étudié les rapports de guerre suffisamment longtemps pour réaliser à quel point peu d'hommes, qui ont commandé des armées dans une dure bataille, auraient pu se tirer d'une épreuve aussi rigoureuse par leurs faits et paroles aussi bien que Manstein l'a fait. Sa condamnation apparaît comme un exemple flagrant d'une ignorance grossière ou bien d'une hypocrisie grossière »⁷².

Manstein fut incarcéré dans la prison des criminels de guerre de Werl, tout près de Dortmund, en Westphalie. On mit à sa disposition un secrétaire pour l'assister dans la rédaction de ses mémoires. Il convient de noter que pas un seul des 632 criminels de guerre exécutés après leur condamnation par des tribunaux britanniques et américains n'était un général. Ceux qui furent exécutés étaient tous des subordonnés qui, dans leur procès, avaient invoqué l'obligation d'obéir aux ordres donnés par leurs supérieurs⁷³.

Après un long débat interne, consécutif au tollé déclenché par la condamnation du feld-maréchal, sa peine d'emprisonnement fut réduite à douze ans, en février 1950. Cela ne mit toutefois pas un terme aux protestations. En effet, de nombreux groupes d'intérêt menèrent une campagne afin de faire libérer Manstein, provoquant du même coup un débat beaucoup plus général sur les criminels de guerre allemands incarcérés dans les prisons des Alliés occidentaux en RFA. L'intérêt public pour le destin de

⁷¹ Cité par Paget, *Manstein...*, p. 195-196.

⁷² Cité par *idem.*, p. 196-199.

⁷³ Bower, *The Pledge Betrayed...*, p. 247.

Manstein allait ainsi accélérer la recherche d'une solution à la question de la remise en liberté des anciennes élites militaires allemandes emprisonnées pour crimes de guerre.

La libération du feld-maréchal Manstein, ainsi que celle du feld-maréchal Kesselring, furent négociées au plus haut niveau par le conservateur Winston Churchill, de nouveau premier ministre (1951-1955), et par Konrad Adenauer, le chancelier chrétien-démocrate ouest-allemand (1949-1963). Cette question avait d'ailleurs fait l'objet de maintes réflexions dans les officines britanniques. Du fait de la guerre froide, la Grande-Bretagne et la République fédérale étaient devenues des alliées de circonstance. Il était donc dans l'intérêt de la première de ne pas froisser la seconde pour ne pas risquer d'affaiblir son ancrage à l'Ouest. Comme le déclarait le lieutenant-général Robertson, l'un des militants les plus en vue en Angleterre pour faire libérer Manstein, il fallait non seulement éviter que celui-ci ne devînt un martyr pour les Allemands, mais également prévenir l'émergence d'un nouveau nationalisme en RFA⁷⁴. Bien que la libération des criminels de guerre allemands incarcérés dans des prisons britanniques ne se fit pas sans contestations, ils allaient néanmoins être relâchés avant la fin de leur peine. Dans le cas de Manstein, cela se produisit le 7 mai 1953, après qu'il eut reçu l'année précédente un congé pour raisons médicales. Pour sa part, le feld-maréchal Kesselring avait été relâché un peu plus tôt, soit au cours de l'année 1952, également pour raisons médicales⁷⁵.

Outre une sérieuse opération aux yeux, les protestations de personnalités de renom, tels que l'homme d'État Churchill, le maréchal Montgomery ou bien le réputé auteur militaire Liddell Hart, furent pour beaucoup dans sa libération prématurée⁷⁶.

Déjà à l'époque du procès de Manstein, Bevin avait entrepris des démarches afin d'éviter que son gouvernement ne fût une fois de plus confronté à une situation aussi embarrassante et explosive. Des discussions eurent ainsi lieu entre Londres, Paris et Washington pour définir une politique générale concernant le dossier épineux des criminels de guerre allemands. En conclusion de celles-ci, il fut convenu que la Grande-Bretagne cesserait, après le procès de Manstein, de juger quiconque était accusé de crimes de guerre. Les cas de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité seraient jugés seulement devant des tribunaux allemands et selon les procédures judiciaires propres à la loi criminelle allemande. Si la politique britannique de poursuivre tous ceux qui étaient accusés de crimes contre la paix demeurait en vigueur, l'extradition de personnes accusées de meurtres dans les pays qui en faisaient la demande restait possible, en autant que les requêtes d'extradition incluaient une preuve suffisamment recevable pour faire

⁷⁴ Wrochem, « Rehabilitation oder Strafverfolgung... », p. 35.

⁷⁵ Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen », p. 352. Voir aussi Wrochem, « Rehabilitation oder Strafverfolgung... », p. 33-36.

⁷⁶ Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie...*, p. 179.

exception à la date butoir du 1^{er} septembre 1948⁷⁷. Le procès de Manstein fut donc le dernier procès britannique engagé contre un criminel de guerre allemand en Allemagne⁷⁸.

Les mémoires, la guerre froide et la légende d'une Wehrmacht « sans reproche »

En 1951, Paget publia un ouvrage dans lequel il exposait ses vues pour le moins apologétiques sur la conduite de la guerre par Manstein, de même que sur son procès, ouvrage qui allait paraître en langue allemande l'année suivante. En qualifiant de « justice des vainqueurs » le verdict rendu contre Manstein par le tribunal militaire britannique à Hambourg, il contribua ainsi, autant en Grande-Bretagne qu'en Allemagne, à l'émergence de la légende d'une Wehrmacht « sans reproche ». Par conséquent, on doit garder en mémoire que cette légende du soi-disant « bouclier non sali » de la Wehrmacht ne fut pas propagée seulement par les généraux allemands, mais aussi par des personnalités éminentes provenant de pays autrefois ennemis, tels que Churchill, Liddell Hart et Paget⁷⁹.

Les généraux de la Wehrmacht renforcèrent ce mythe d'une Wehrmacht « propre » en publiant leurs mémoires au cours des années cinquante. Celles-ci, marquées par la reconstruction, la prospérité économique et la stabilité politique, avaient pour toile de fond la guerre froide et l'anticommunisme. Dans ce contexte, la consolidation de l'image d'une Wehrmacht soi-disant victime de la politique nazie s'en trouva facilitée. Elle ne manqua d'influencer les chercheurs. Parmi les mémoires les plus importants, il y eut ceux de Halder (*Hitler als Feldherr*, 1949), Guderian (*Erinnerungen eines Soldaten*, 1951), Kesselring (*Soldat bis zum letzten Tag*, 1953) et Dönitz (*Zehn Jahre und zwanzig Tage*, 1958), ainsi que ceux de Manstein, publiés en deux volumes, le premier sous le titre de *Verlorene Siege* (1955), le second sous celui de *Aus einem Soldatenleben 1887-1939* (1958).

De ces mémoires, il ressortait que les officiers de la Wehrmacht n'avaient fait que leur devoir de soldat, c'est-à-dire obéir aux ordres, et qu'ils avaient été empêchés de se rebeller en raison de leur tradition militaire apolitique qui leur prescrivait de se cantonner aux seules questions militaires et de servir, à titre de soldats-techniciens, le gouvernement légalement constitué. En prenant sans équivoque la défense des militaires, ces officiers de haut-rang contribuaient fortement au mythe selon lequel Hitler avait été le seul responsable de la défaite militaire de l'Allemagne par ses incessantes interventions dans la planification et l'exécution de la conduite de la guerre, ainsi que le laissait sous-entendre le titre du premier tome des mémoires de Manstein. Ils insistaient également sur la nature préventive de la guerre contre la Russie bolchevique, reprenant ainsi la justification nazie de cette agression, comme sur les faits

⁷⁷ Hoffman, « German Field Marshals as War Criminals ?... », p. 30.

⁷⁸ Wrochem, « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachtsverbrechen », p. 329 ; Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 150.

⁷⁹ Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 222-223.

d'armes et les sacrifices des soldats durant la guerre. Leurs mémoires ne faisaient évidemment aucunement mention des actions criminelles, des massacres collectifs et autres atrocités de la guerre d'extermination à l'Est dans laquelle la Wehrmacht avait pourtant joué un rôle fort actif.

Ces mémoires influencèrent fortement les premières recherches sur la Wehrmacht et la Deuxième Guerre mondiale, qu'elles aient été ouest-allemandes ou anglo-saxonnes, d'autant plus que ces études adoptaient une approche tout à fait traditionnelle de l'histoire militaire centrée sur la stratégie et le déroulement des batailles, en laissant de côté l'aspect idéologique de la guerre. Plusieurs historiens militaires de renommée, tel que l'influent auteur militaire britannique Liddell Hart, allaient reprendre l'argumentation selon laquelle la Wehrmacht n'aurait été qu'une organisation professionnelle au service de l'Allemagne, qui se serait battue pour la patrie avec une efficacité sans égale mesure et une ténacité remarquable, et qui serait demeurée, en raison de sa tradition apolitique, étrangère à l'idéologie et aux politiques criminelles du régime national-socialiste.

Il est vrai que la guerre froide et, plus particulièrement, les tensions entre l'Union soviétique et les États-Unis contribuèrent à l'occultation du rôle et de la responsabilité des membres du haut commandement de l'armée allemande dans la planification et la conduite de guerres d'agression, ainsi que dans les actions criminelles commises à l'Est. Le besoin de légitimer le réarmement de la RFA et la nécessité de faire appel à d'anciens officiers, sous-officiers et soldats de la Wehrmacht pour constituer les rangs de la Bundeswehr, qui fut intégrée à l'OTAN en 1955, exigeaient le maintien d'une image positive de l'armée allemande durant la période du III^e Reich. Les déclarations du président américain Dwight D. Eisenhower sur l'honneur des soldats allemands de la Deuxième Guerre mondiale, le 23 janvier 1951, et du chancelier ouest-allemand Konrad Adenauer, le 5 avril 1951, allaient en ce sens. D'ailleurs, d'anciens officiers avaient fait dépendre de ces déclarations leur collaboration à la levée des nouvelles forces armées de l'Allemagne de l'Ouest. Ce fut Adenauer lui-même qui intervint en faveur de Manstein auprès du général Eisenhower afin que ce dernier prononçât une déclaration sur l'honneur des soldats allemands ayant combattu durant la guerre 1939-1945.

La libération des prisonniers de guerre devint également l'une des conditions d'adhésion à l'OTAN formulées par le gouvernement ouest-allemand. La fermeture de la dernière prison militaire, celle de Landsberg, en 1958, faisait disparaître le fardeau moral qui pesait sur la population allemande et, plus encore, sur les anciens membres de la Wehrmacht. Elle consolidait le mythe selon lequel les officiers de la Wehrmacht avaient été incarcérés injustement et que la guerre à l'Est s'était déroulée dans les normes de la plus pure tradition militaire. En effet, selon l'opinion publique allemande et anglo-saxonne, il était inimaginable que des soldats allemands pussent avoir osé outrepasser le code d'honneur et d'éthique de la

tradition militaire prussienne. L'armée allemande, pensait-elle, ne pouvait pas s'être comportée de manière pire que les autres⁸⁰.

C'est dans ce contexte que Manstein fut invité par le gouvernement Adenauer à participer, à titre de conseiller, à la création de la Bundeswehr. D'ailleurs, il fut le seul des feld-maréchaux de Hitler à être consulté par le gouvernement Adenauer au sujet de la levée d'une armée ouest-allemande⁸¹. Mais son influence sur les études et les réflexions relatives à la construction de la Bundeswehr a été parfois surestimée dans la littérature. Sa compréhension insuffisante de la situation politique de l'époque conduisit à des discussions répétées avec le général Heusinger, à la tête du département militaire du service Blank et ancien chef des opérations de l'OKH⁸². Il n'en fut pas moins l'objet de plusieurs hommages rendus par la Bundeswehr pour lui avoir apporté son expertise, notamment lors de ses 80^e et 85^e anniversaires⁸³.

Le 10 juin 1973, Manstein mourut d'une attaque d'apoplexie, à l'âge de 85 ans, à Irschenhausen, près de Munich, là où il vivait depuis sa libération, en mai 1953. Il fut inhumé, le 15 juin 1973, avec les honneurs militaires, à Dorfmark, près de Soltau, dans les Landes de Lunebourg. Jusqu'à sa mort, il avait démontré un vif intérêt pour les discussions et les études portant sur sa propre personne, participant même parfois à quelques-unes d'entre elles⁸⁴. Plus d'un quart de siècle après la fin de la guerre, il se faisait encore un devoir de défendre l'honneur du soldat allemand ayant combattu sous le III^e Reich.

⁸⁰ Voir Norbert Frei, « Das ganz normale Grauen », *Der Spiegel*, no. 16 (14 avril 1997), p. 64-67 ; Wette, *Die Wehrmacht...*, p. 232-234.

⁸¹ Heuer, *Die deutschen Generalfeldmarschälle...*, p. 92.

⁸² Stein, *Generalfeldmarschall Erich von Manstein...*, p. 52. Voir aussi Syring, « Erich von Manstein... », p. 343.

⁸³ Boll, « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski... », p. 150 ; Syring, « Erich von Manstein... », p. 344.

⁸⁴ *Idem*.

CONCLUSION : L'HOMME ET LE SOLDAT

Dans le premier tome de ses mémoires, Manstein présenta et expliqua la guerre du seul point de vue stratégique. En dépit des diverses hautes fonctions qu'il avait exercées dans la Wehrmacht, il omit ainsi de poser la question de la responsabilité morale et politique. Dans la préface, il explicita les raisons de ce silence :

« Le présent livre apporte les souvenirs d'un *soldat*. Je me suis donc délibérément abstenu de parler des problèmes politiques comme de tout ce qui n'était pas dans un rapport direct et immédiat avec les événements militaires. Qu'on se rappelle les paroles de l'écrivain militaire britannique Liddell Hart : "Les généraux allemands de cette guerre ont été plus que partout ailleurs les produits accomplis de leur profession. Ils auraient pu être meilleurs encore avec un horizon plus large et une compréhension plus profonde. *Mais s'ils étaient devenus des philosophes, ils auraient, par le fait même, cessé d'être des soldats*" »¹.

Cette réflexion de Liddell Hart sur les généraux de la Wehrmacht est remarquablement pertinente pour comprendre Manstein, aussi bien l'homme que le soldat. En fait, elle décrit à merveille le caractère et la vision du monde d'un officier qui était le produit le plus accompli de la caste militaire prussienne de son époque et qui en était donc extrêmement représentatif. À travers lui, se profile tout simplement le destin de la grande majorité de ses camarades du corps des officiers allemands.

En s'en tenant ainsi aux seuls aspects militaires du conflit mondial, Manstein évitait d'aborder, sans doute en toute connaissance de cause, la question de la responsabilité morale et politique des conséquences catastrophiques de la guerre, de ses millions de morts et de son caractère criminel. De même, en citant cette réflexion de Liddell Hart sur les généraux de l'armée de Hitler, il justifiait son affirmation selon laquelle il n'aurait été qu'un simple soldat au service du politique. À cet égard, l'écrivain militaire britannique n'avait pas tort de prétendre que la plupart des généraux allemands étaient essentiellement des techniciens, absorbés par leur emploi professionnel et très peu intéressés par les choses qui ne concernaient pas directement leurs tâches ou leurs fonctions².

Le feld-maréchal Manstein raconta le déroulement de la Deuxième Guerre mondiale, notamment la campagne de Russie, ainsi que le rôle de première importance qu'il y joua, avec une étonnante absence de rapports avec la politique, d'autant plus qu'il ne souleva pas la question du sens des événements et de sa part de responsabilité dans ceux-ci. À ce titre, Joachim Wiedner, qui fut témoin de la tragédie de Stalingrad en sa qualité de soldat de la 6^e armée, fit part, après la guerre, de ses réflexions, à vrai dire tout à fait pertinentes, sur l'homme et le soldat Manstein :

« Le succès militaire des grandes opérations où il était passé maître lui tenait visiblement plus à cœur que le souci de la morale politique. Même s'il fut honnêtement convaincu par fidélité à ses

¹ Manstein, *Verlorene Siege...*, p. 7. Pour les propos de Liddell Hart, voir son ouvrage *The Other Side of the Hill...*, p. 471.

² *Ibid.*, p. 7-8.

soldats de servir seulement le peuple allemand, il fut et restera – et c'est là qu'est son drame – celui que l'on a appelé fort justement "le plus inconfortable général du Diable". Les capacités de virtuose de la stratégie de Manstein ont peut-être contribué à prolonger la fatalité qui planait sur l'Allemagne. Ce fut une des grandes déceptions de l'ancien chef d'état-major général, Ludwig Beck, de constater que même les événements catastrophiques liés à la tragédie de Stalingrad ne suffisaient pas à ouvrir les yeux des grands chefs militaires devant les signes fatidiques de la menace de l'effondrement allemand ».

Wieder poursuivit son analyse du comportement et de l'attitude de Manstein durant la guerre en citant le colonel-général Beck qui, dans son testament militaire écrit en 1938, en prévision du malheur qui allait s'abattre sur l'Allemagne, avait énoncé les critères suivant lesquels devaient être jugés les chefs de guerre :

« C'est un manque de grandeur et de connaissance de sa mission pour un soldat de haut grade dans une pareille époque de voir ses devoirs et ses tâches dans le cadre limité de ses missions militaires, sans prendre conscience de ses hautes responsabilités devant tout le peuple. Les époques exceptionnelles exigent des actions exceptionnelles ! »³.

Bien sûr, Manstein exprima, dans ses souvenirs de guerre, sa conviction qu'un rétablissement militaire, condition d'un redressement politique, aurait été possible après Stalingrad, voire même après Koursk. Ses propres idées opérationnelles en auraient offert la chance. Mais, après que Hitler les eut toutes écartées du revers de la main, la défaite militaire était devenue inévitable. Ces conceptions de Manstein laissent supposer une surestimation du pouvoir de la stratégie sur le champ de bataille, alors qu'il n'est plus le même dans la guerre totale moderne et, de plus, une complète méconnaissance des faits psychologiques, politiques et idéologiques liés à la personne de Hitler. Le feld-maréchal semble avoir considéré le champ de bataille comme une sorte de territoire autonome sur lequel la maîtrise et la conduite en virtuose des opérations militaires seraient d'une importance décisive à l'issue de la guerre. Devant une mise en valeur aussi exagérée de la seule dimension militaire et du seul point de vue stratégique, il suffit de rappeler les propos du colonel-général Beck, écrits en 1938 : « La conception actuelle, que l'on remarque chez beaucoup de gens, qu'une grande guerre ne peut être gagnée que par la victoire des armes est erronée, néfaste et, à une époque où, devant le monde entier, on ne parle que de la prétendue "guerre totale", absolument incompréhensible »⁴.

Même après l'avancée irrésistible de l'Armée rouge vers les provinces orientales du Reich, le débarquement anglo-américain sur les côtes de la Normandie et le putsch manqué contre Hitler, le feld-maréchal Manstein ne considérait pas encore la guerre comme perdue et croyait possible un rétablissement de la situation militaire et, par le fait même, politique. Cependant, il n'a jamais exposé de manière convaincante et en détail comment une telle évolution pouvait se produire sous le pouvoir de Hitler, notamment après tous les crimes commis par l'Allemagne. Il est, en effet, difficile de comprendre comment une personnalité comme Manstein, exerçant de si hautes fonctions et d'un tel niveau d'intelligence, n'ait jamais reconnu à sa juste valeur la gravité des fatalités politiques et militaires.

³ Wieder, *Stalingrad...*, p. 175.

⁴ Cité par *ibid.*, p. 171.

Pourtant, dès la catastrophe de Stalingrad, certains officiers supérieurs ressentait, comme un poids sur leur conscience, l'impossibilité d'une issue favorable de la guerre. Pour des raisons bien fondées, un bon nombre d'entre eux tenaient même la guerre comme perdue. Dans le mouvement de résistance allemande de tendance conservatrice, il y avait des hommes qui s'efforçaient de mettre fin à une guerre sans espoir et d'épargner au peuple allemand les effroyables sacrifices qui le menaçaient. Parmi ces hommes, il y avait le colonel-général Beck que l'historien Friedrich Meinecke décrivit comme « un de ces trop peu nombreux officiers de haut grade qui peuvent être considérés comme les authentiques héritiers de Scharnhorst, non seulement comme des soldats inflexibles et énergiques, mais aussi comme des patriotes hautement cultivés et sachant voir loin »⁵. Manifestement, Manstein ne faisaient pas partie de ces officiers qui savaient voir loin.

Dans son analyse de Manstein, Wieder mit également en exergue la question de la responsabilité morale et politique de la guerre :

« Les souvenirs de Manstein peuvent être considérés comme représentatifs de la grande majorité des textes et des mémoires écrits par les principaux généraux allemands de l'époque hitlérienne pour se justifier. Une vue d'ensemble de cette littérature, qui reste tout de même une source éloquent de l'histoire contemporaine, nous montre une somme effrayante d'inébranlable confiance en soi, d'impénitence et de manque de jugement. L'écrivain militaire anglais Liddell Hart a décrit de façon percutante l'officier allemand du passé hitlérien, exclusivement attaché à sa sphère professionnelle, technique et militaire, obéissant sans discuter et que les difficiles problèmes de la responsabilité politique ne préoccupaient aucunement. Il lui apparaît, dit-il, comme un moderne Ponce Pilate qui se lave les mains de toute responsabilité concernant les ordres qu'il doit exécuter. Il n'est presque jamais question, dans ce genre de mémoires, de défaillance personnelle ou de l'ordre supérieur de la conscience. On n'y voit presque jamais l'ensemble de la conduite de la guerre et on n'y pose jamais la question des arrière-plans politiques de l'événement ».

En imputant à Hitler la responsabilité de tous les malheurs, ajouta-t-il, on « passe sous silence toute la hiérarchie des responsabilités qui va du chef suprême aux grades les plus inférieurs en passant par les commandants du front »⁶.

Après la guerre, certains allaient reprocher à Manstein d'avoir voulu créer un « mythe des feld-maréchaux allemands » par la publication de ses mémoires et d'avoir voulu devenir, par le fait même, un « second Hindenburg »⁷. Le titre du premier tome de ses mémoires, *Verlorene Siege (Victoires perdues)*, laisse, en effet, sous-entendre que les généraux n'ont perdu la guerre qu'à cause de Hitler. Au-delà du titre, Manstein présenta, à l'intérieur de son livre, l'image d'un haut commandement militaire exceptionnel, tant du point stratégique que tactique, mais qui aurait été victime du dilettantisme du Führer et de ses incessantes interférences dans la conduite des opérations. Ainsi, si Hitler avait laissé les mains libres à ses généraux, ceux-ci n'auraient pas perdu la guerre. Par cette argumentation, Manstein contribua, en quelque sorte, à l'émergence d'une nouvelle « légende du coup de poignard dans le dos »⁸. L'énorme succès en librairie de son autobiographie et le fait qu'il fût même pressenti pour être le successeur du président de la

⁵ Cité par *ibid.*, p. 169.

⁶ *Ibid.*, p. 249.

⁷ Syring, « Erich von Manstein... », p. 344.

⁸ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 240.

République fédérale d'Allemagne, Theodor Heuss, démontrent à quel point il était vénéré par l'opinion publique⁹. Bien d'autres généraux ou feld-maréchaux s'attirèrent un respect considérable auprès de l'opinion publique, une déférence qui ne fit que prendre de l'ampleur avec la publication de leurs mémoires respectifs. Il suffit de penser, par exemple, à Guderian ou à Kesselring.

En 1956, dans un article intitulé « Manstein » et publié dans le *Frankfurter Hefte*, Konrad von Hammerstein, le fils de l'ancien commandant en chef de l'armée de terre, le colonel-général Kurt Freiherr von Hammerstein-Equord, s'en prit au culte dont faisaient l'objet certains feld-maréchaux de la Wehrmacht, à commencer par Manstein :

« Les chefs de l'armée de la Deuxième Guerre mondiale, qui n'étaient pas des nationaux-socialistes pour la plupart d'entre eux, portent une très lourde responsabilité dans le destin de leur peuple dont ils ne peuvent se décharger sur Hitler, en raison de leur connaissance étendue de la situation, de leur éducation et de leur fonction. C'est pourquoi on ne peut inventer un mythe des chefs de l'armée en promouvant justement la mise sur pied d'une nouvelle Wehrmacht »¹⁰.

Ces propos avaient le mérite de soulever une question fort intéressante : peut-on absoudre les généraux de la Wehrmacht de toute responsabilité dans la situation politique issue de la guerre qu'ils faisaient en Europe ? À l'occasion de la mort de Manstein, en juin 1973, dans un article commémoratif publié dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Jürgen Busche répondait justement à cette question :

« La perfection dans l'art de faire la guerre [...] devient ridicule lorsqu'une mentalité criminelle domine aussi largement la direction politique, surtout quand l'officier, par sa haute compétence, prolonge alors la boucherie de la guerre. C'est en Allemagne, lors de ce siècle, que ce dilemme s'est présenté le plus clairement en la personne et dans le destin du feld-maréchal Erich von Lewinski, nommé von Manstein. [...] les victoires, que Manstein a décrites comme "perdues" dans son autobiographie, ont accru la misère au lieu d'y mettre fin. La compétence militaire a ainsi dégénéré en une contribution à la poursuite de l'inhumanité »¹¹.

En 1967, à l'occasion du 80^e anniversaire de Manstein, l'inspecteur militaire de la Bundeswehr à l'époque, le lieutenant-général Ernst Ferber, invita les jeunes soldats allemands à ne pas mythifier le plus brillant feld-maréchal de la Wehrmacht. À ses yeux, la jeune génération de soldats de la Bundeswehr devait plutôt voir dans le feld-maréchal Manstein une tragédie de son époque¹². Il va sans dire que pour la direction de la Bundeswehr, il était important d'inculquer aux jeunes soldats allemands une toute nouvelle conception du devoir de servir sous les armes. Du temps de la Wehrmacht, la valeur suprême du soldat était l'obéissance inconditionnelle au commandant suprême des forces armées et chef de l'État, c'est-à-dire à Hitler. À l'époque de la Bundeswehr, en revanche, la priorité du soldat devait être de servir l'Allemagne et le peuple allemand.

Ce changement de philosophie nous renvoie à la rencontre entre le lieutenant-colonel Gersdorff et le feld-maréchal Manstein, au quartier général de ce dernier à Zaporojie, le 8 août 1943. Lorsque

⁹ Syring, « Erich von Manstein... », p. 344.

¹⁰ Konrad von Hammerstein, « Mainstein », *Frankfurter Hefte*, vol. 11 (1956), p. 449-454 (p. 454 pour la citation).

¹¹ *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 13 juillet 1973. Cité par Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie...*, p. 180.

¹² Propos du lieutenant-général Ernst Feber, le 24 novembre 1967, cités par Joachim Engelmann, *Manstein. Strategie und Truppenführer. Ein Lebensrict in Bildern*, Friedberg, Podzun-Pallas-Verlag, 1981, p. 175.

Gersdorff, qui tentait de le convaincre de rejoindre les rangs de la résistance militaire, lui fit part de son intention d'assassiner le Führer afin d'éviter une catastrophe pour l'Allemagne, le feld-maréchal déclara : « Ne comptez pas sur moi ! Cela va entraîner l'effondrement de l'armée » ! Le lieutenant-général souleva alors la contradiction des propos de son interlocuteur : « *Herr* feld-maréchal, vous avez dit tout à l'heure que l'Allemagne s'effondrerait si rien n'était entrepris pour empêcher cela. Ce n'est pas l'armée, mais l'Allemagne et le peuple allemand qui sont les priorités ». Mais le feld-maréchal défendit sa vision des choses d'un point de vue strictement militaire : « Je suis un soldat qui est en première ligne ». Ainsi, à la priorité de Manstein qui était l'intégrité de l'armée et la loyauté absolue, Gersdorff opposait celle de la survie de l'Allemagne et de son peuple¹³.

En somme, la conception du monde de Manstein juxtaposait deux sphères : celle du soldat et du militaire d'une part, celle du civil et du politique de l'autre. Pour lui, un soldat était au service du politique et il était de son devoir de se cantonner aux seules questions militaires. En d'autres termes, le soldat était un technicien qui devait obéir aux ordres et accomplir ses tâches le mieux possible, et ce, sans interférer dans les décisions relevant du pouvoir politique. Apolitique, le soldat devait ainsi faire preuve d'une loyauté absolue à l'égard du régime légalement constitué. À l'instar de la plupart de ses camarades officiers, Manstein afficha donc de préférence ce qu'il appelait son apolitisme, considérant, de ce fait, que l'armée devait, autant que possible, former un État dans l'État. À cet égard, Manstein – de même que les feld-maréchaux et généraux de sa génération – était imprégné de l'esprit de Moltke, d'autant plus qu'il avait reçu son éducation militaire sous le régime impérial bismarckien et qu'il avait servi au sein de l'état-major général de la Reichswehr à la fin de la Première Guerre mondiale¹⁴.

La relation harmonieuse entre la Reichswehr et le régime impérial, c'est-à-dire entre la sphère militaire et la sphère politique, qui se trouvait à la base de la conception du monde de Manstein, fut rompue soudainement en novembre 1918, alors qu'il était un capitaine âgé seulement de 31 ans. Dans le deuxième tome de son autobiographie *Aus einem Soldatenleben 1887-1939 (D'une vie de soldat 1887-1939)*, il en expliqua les conséquences morales pour les soldats allemands :

« Lorsque, le 9 novembre 1918, l'empereur et roi renonça à ses couronnes et s'enfuit en Hollande, cela ne constitua pas seulement pour les soldats un simple changement de régime, comme pour les citoyens. Cela provoqua – du moins pour [les soldats de] l'armée prussienne – l'effondrement de leur monde. Cette armée était devenue “royale”, c'est-à-dire qu'elle était liée inconditionnellement à la personne du roi. Un lien qui, par le serment de fidélité au roi, allait bien au-delà d'un serment de fidélité au drapeau et d'une quelconque éthique politique [...]. Sans roi, cette armée n'était plus concevable. [...] Pour l'armée, c'était le roi qui était le point de cristallisation de la fidélité et du sens du devoir, et non pas le concept abstrait de l'“État” ou du “peuple”. Personne dans l'armée ne parlait d'un “service de l'État”. On connaissait seulement le concept du “service royal”. En même temps, il était sans importance que l'individu à la tête de la monarchie fût plus ou moins critiqué. On ne servait pas Guillaume II, mais “le roi”. Les rois avaient créé l'armée, une institution qui était marquée par l'esprit de la royauté. Dans aucune autre monarchie, il n'y a eu une relation si étroite entre la couronne et les forces armées »¹⁵.

¹³ Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie...*, p. 180 et 192. Voir aussi Schneider, « Denkmal Manstein... », p. 414-415.

¹⁴ Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie...*, p. 201.

¹⁵ Manstein, *Aus einem Soldatenleben...*, p. 51-52.

Conséquemment, la République de Weimar demeura étrangère à Manstein – et il en fut de même pour la très grande majorité des officiers de la Reichswehr. Il la considérait comme un produit de la défaite et un corps étranger à la nation allemande imposé par les vainqueurs de la Grande Guerre et marqué, de surcroît, par l'« infâme » traité de Versailles. Tout comme ses camarades qui avaient servi pour le Kaiser, il resta nostalgique de la monarchie prussienne et de la place centrale détenue par l'armée au sein du régime impérial bismarckien. Il rejetait donc le libéralisme, la démocratie et le pluralisme, valeurs politiques qui se trouvaient à la base de la République de Weimar, régime politique que la quasi-totalité des officiers de la Reichswehr tenaient pour faible et décadent. Pour Manstein et ses camarades de l'armée, le système républicain ne devait être que passager, le temps pour l'Allemagne de retrouver sa puissance militaire et de se libérer des entraves imposées à sa souveraineté par le traité de paix de 1919. Considéré bien avant les révolutions de 1848 comme le bastion de l'« Allemagne traditionnelle », le corps des officiers prônait le retour à un système politique autoritaire en Allemagne – pas nécessairement monarchique, bien que ce fût le souhait d'une majorité d'officiers – dans lequel l'armée retrouverait la place privilégiée qu'elle occupait au sein du Reich avant 1918 en tant que pilier du régime en place.

Il n'est donc guère étonnant que la vaste majorité des officiers de la Reichswehr aient accepté avec enthousiasme la prise du pouvoir par Hitler, l'établissement de la dictature du parti national-socialiste sur les cendres de la démocratie libérale pluraliste et la substitution du III^e Reich à la République de Weimar. L'accélération du réarmement, l'augmentation des effectifs du corps des officiers, l'avancement des carrières militaires, l'installation de l'armée à titre de deuxième pilier de l'État aux côtés du parti national-socialiste et les premiers succès diplomatiques de Hitler favorisèrent l'adhésion des militaires au régime. Il va sans dire que pour Manstein et bien d'autres de ses camarades, le serment de fidélité que tous les militaires devaient prêter à la personne de Hitler rappelait, en quelque sorte, celui qu'ils avaient jadis prêté à la personne du Kaiser. Par ce serment de fidélité, ils se trouvaient dès lors liés à la personne du Führer, tout comme autrefois ils avaient été liés à celle de l'empereur d'Allemagne et roi de Prusse. Pour sa part, Manstein ne dérogea jamais à son serment de fidélité envers Hitler. Après l'avoir servi jusqu'au 30 mars 1944, il demeura ensuite à sa disposition jusqu'à la toute fin de la guerre, souhaitant ardemment être rappelé par son Führer¹⁶.

Au lieu de la rébellion, Manstein, le plus talentueux des feld-maréchaux de la Wehrmacht, choisit la subordination¹⁷. Jusqu'à la toute fin de la guerre, il resta ainsi fidèle au Führer et au régime nazi. Mais en refusant de rallier les rangs de la résistance militaire, Manstein n'avait pas agi différemment des autres généraux. En fait, sa position à l'égard du mouvement d'opposition fut la règle et non l'exception. Si des figures de proue comme Rommel et Kluge avaient salué un coup d'État, elles avaient toutefois refusé d'y prendre part. La résistance du soldat apolitique que fut Manstein envers Hitler, s'il y en a eu une, se limita

¹⁶ Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie...*, p. 202-203.

¹⁷ Scheurig, *Spiegelbilder der Zeitgeschichte...*, p. 142.

au domaine des opérations militaires¹⁸. « [...] l'opposition de Manstein à Hitler », raconta à juste titre Wieder dans ses réflexions d'après-guerre, « fut celle du technicien militaire à la supériorité souveraine contre le dilettante. Elle eut lieu principalement du point de vue de ses fonctions militaires et non pour des raisons d'éthique d'ordre supérieur »¹⁹.

Les vertus militaires traditionnelles prussiennes, incarnées dans le sens du devoir, l'obéissance et la loyauté, empêchèrent le soldat Manstein de tirer les conséquences qui s'imposaient pour épargner à son pays une défaite militaire totale pourtant inévitable : quitter son poste de commandant en chef du groupe d'armées sud en guise de protestation contre la conduite de la guerre par le Führer ou soutenir activement la conspiration en vue d'assurer le succès d'un coup d'État contre le régime national-socialiste. En tant que soldat apolitique, il considérait devoir obéissance et loyauté à Hitler qui incarnait l'autorité légale. Il respecta ainsi l'un des principes majeurs qu'on lui avait appris dans le corps des cadets à l'époque de l'Allemagne impériale. En sa qualité de soldat, il aura donc rempli son devoir. Mais rien d'autre. À Manstein, on peut d'ailleurs appliquer cette phrase de Bertolt Brecht : « D'abord vient l'obéissance, puis la morale »²⁰.

Au sujet de la position de Manstein à l'égard de la résistance, Guido Knopp tint ces propos forts révélateurs : « Il était un soldat – pas moins, mais pas plus »²¹. En outre, les deux documents autobiographiques de Manstein sont très évocateurs à ce propos, car ils ne traitent justement que de sa vie de soldat. Le premier, *Verlorene Siege*, paru en 1955, couvre la période de la campagne de Pologne jusqu'à son renvoi du commandement du groupe d'armées sud, le 30 mars 1944. Quant au deuxième, *Aus einem Soldatenleben 1887-1939*, publié trois ans plus tard, il relate sa carrière militaire jusqu'à l'été 1939. Manifestement, pour Manstein, être soldat n'était pas un métier, mais plutôt une raison d'être et de vivre intimement liée à sa vision du monde²².

Dans ses mémoires, Gersdorff présenta une analyse des plus intéressantes sur le caractère des plus hauts généraux de la Wehrmacht :

« J'ai l'intime conviction que les commandants en chef des groupes d'armées et d'armée de la Première Guerre mondiale ne pouvaient aucunement se mesurer à des stratèges aussi géniaux que l'étaient, par exemple, les feld-maréchaux von Bock, von Manstein et von Rundstedt. Mais ils étaient supérieurs au point de vue du caractère aux commandants de la Deuxième Guerre mondiale. Je ne méconnais toutefois pas qu'il était plus facile pour les généraux qui oeuvraient au sein des hautes sphères du système monarchique de préserver leur caractère, car ils pouvaient compter sur le fait qu'il n'y aurait pas d'ordres donnés par leur direction politique et militaire qui remettraient en cause l'honneur du soldat. D'après le souvenir que j'ai de mon père et de plusieurs de mes anciens officiers de la vieille armée, je suis convaincu que le corps des officiers de l'Allemagne impériale aurait réagi, dans un tel cas, d'une manière beaucoup plus tranchante, résolue et ferme que le corps des officiers de la Wehrmacht. Au contraire de bien d'autres opinions, je crois que l'idée de résistance, donc de l'obligation d'outrepasser parfois le devoir d'obéissance, était plus profondément ancrée dans les temps anciens et même encore à l'époque de l'Allemagne impériale

¹⁸ Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 228-229.

¹⁹ Wieder, *Stalingrad...*, p. 175.

²⁰ Cité par Knopp, *Hitlers Krieger...*, p. 176.

²¹ *Ibid.*, p. 226 et 241.

²² Schneider, « Denkmal Manstein... », p. 402-403.

que durant le III^e Reich. À elle seule, l'histoire prussienne comporte plusieurs exemples où on a effectivement recouru à une telle résistance. Les divers serments prêtés à répétition – à l'empereur et au roi, à Ebert, à Hindenburg, puis finalement à Hitler – ont peut-être influencé négativement le sens des valeurs et le caractère des plus hauts généraux de la Wehrmacht »²³.

Manifestement, Stahlberg voyait juste en affirmant que Manstein vivait dans la « mauvaise » génération. En transposant tout bonnement les valeurs fondamentales de la tradition militaire prussienne, relatives au sens du devoir, de l'époque du Reich impérial dans celle de l'État hitlérien, le feld-maréchal se retrouvait dans une situation où il devait obéir aux ordres. Pour cette raison, il lui apparaissait donc inconcevable ou, du moins, il ne pouvait pas admettre qu'il pût servir sous les ordres d'un criminel ou, à tout le moins, pour une cause injuste. Ce qui explique son attitude passive à l'égard de la politique et des actions criminelles de la Wehrmacht en Europe de l'Est, de même qu'à propos des rapports concernant l'Holocauste²⁴.

Le sens des responsabilités de Manstein a toujours été terni par son indifférence politique et ses ambitions personnelles, ce qui l'amena à cautionner les guerres d'agression de Hitler, notamment celles de destruction et d'extermination à caractère racial et idéologique conduites en Europe de l'Est, en contradiction absolue avec les traditions militaires chevaleresques prussiennes et allemandes. À l'instar de la grande majorité des officiers de haut-rang, Manstein accepta ou, du moins, ne fit rien pour empêcher la participation de la Wehrmacht aux forfaits et aux crimes des *Einsatzgruppen*, de la SS et du SD. L'armée allemande était largement intégrée dans le programme démentiel d'exploitation et d'extermination de Hitler visant à l'établissement d'un espace vital, à l'exploitation des ressources économiques de l'Union soviétique, aux déportations d'ouvriers transformés en esclaves et à la liquidation des Juifs et des cadres du parti communiste.

Comme l'affirma Raymond Aron, si Manstein était un « grand soldat », il était cependant un « piètre politique ». En outre, ajouta Aron, il fut l'« un des plus indulgents des généraux allemands à l'égard de Hitler », et ne parvint jamais à prendre « conscience de la contradiction entre les buts visés et les moyens appliqués par Hitler », ainsi qu'à comprendre pleinement « la substitution de l'État "racial" à l'État traditionnel »²⁵. Lorsqu'on analyse Manstein, aussi bien l'homme que le soldat, on ne peut que se rappeler la description succincte que fit Jehuda L. Wallach du feld-maréchal : « [...] von Manstein était vraisemblablement un bon technicien et un bon expert, mais il était incontestablement un petit homme »²⁶.

²³ Gersdorff, *Soldat im Untergang...*, p. 137.

²⁴ Kosthorst, *Die Geburt der Tragödie...*, p. 204.

²⁵ Aron, *Penser la guerre...*, p. 85.

²⁶ Wallach, « Feldmarschall Erich von Manstein... », p. 472.

SÉLECTION BIBLIOGRAPHIQUE

Monographies :

- ALEXANDER, Bevin. *How Hitler Could Have Won World War II. The Fatal Errors that led to Nazi Defeat*. New York, Three Rivers Press, 2000.
- ARON, Raymond. *Penser la guerre, Clausewitz*. Vol. 1 : *L'âge européen*. Paris, Éditions Gallimard, 1976.
- _____. *Penser la guerre, Clausewitz*. Vol. II : *L'âge planétaire*. Paris, Éditions Gallimard, 1976.
- BALD, Detlef. *Der deutsche Offizier : Sozial – und Bildungsgeschichte des deutschen Offizierkorps im 20. Jahrhundert*. Munich, Bernard & Graefe, 1982.
- BARNETT, Correlli. *Hitler's Generals*. Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1989.
- BARTOV, Omer. *The Eastern Front, 1941-1945 : German Troops and the Barbarisation of Warfare*. Basingstoke / Hampshire, Macmillan in Association with St. Anthony's College, 1985.
- _____. *L'Armée d'Hitler. La Wehrmacht, les nazis et la guerre*. Paris, Hachette Littératures, 1999.
- BEEVOR, Anthony. *Stalingrad. The Fateful Siege : 1942-1943*. New York, Viking, 1998.
- BELOW, Nicolaus von. *Als Hitlers Adjutant 1937-1945*. Mayence, Hase & Koehler Verlag, 1980.
- BENZ, Wolfgang, Hans BUCHHEIM et Hans MOMMSEN (dir.). *Der Nationalsozialismus. Herrschaft und Gesellschaft im Nationalsozialistischen Staat : Studien zur Struktur – und Mentalitätsgeschichte*. Francfort-sur-le-Main, Fischer Taschenbuch, 1990.
- BLAKEMORE, Porter Randall. *Manstein in the Crimea : The Eleventh Army Campaign, 1941-1942*. University of Georgia, Ph.D., 1978.
- BOWER, Tom. *The Pledge Betrayed. America and Britain and the Denazification of Postwar Germany*. Garden City, Doubleday & Company, Inc., 1982.
- BREITHAUPT, Hans. *Zwischen Front und Widerstand. Ein Beitrag zur Diskussion um den Feldmarschall von Manstein*. Bonn, Bernard & Graefe Verlag, 1994.
- BRETT-SMITH, Richard. *Hitler's Generals*. Londres, Osprey, 1976.
- BULLOCK, Alan. *Hitler et Staline. Vies parallèles*. 2 vol. Paris, Albin Michel / Robert Laffont, 1994.
- CARSTEN, Francis. L. *The Reichswehr and Politics 1918-1933*. Oxford, Clarendon Press, 1966.
- CARTIER, R. *Hitler et ses généraux. Les secrets de la guerre*. Paris, Fayard, 1962.
- CARVER, Michael (dir.). *The War Lords : Military Commanders of the Twentieth Century*. Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1976.

- CHANT, Christopher, William FOWLER, Richard HUMBLE et Jerry SHAW. *Hitler's Generals and their Battles*. Londres, Salamander Books Ltd., 1977.
- CLARK, Alan. *Barbarossa : The Russian-German Conflict, 1941-1945*. New York, W. Morrow, 1965.
- COOPER, Matthew. *The German Army, 1933-1945 : Its Political and Military Failure*. New York, Stein and Day, 1978.
- CRAIG, Gordon A. *The Politics of the Prussian Army*. Oxford, Clarendon Press, 1955.
- DALLIN, Alexander. *German Rule in Russia 1941-1945 : A Study in Occupation Policies*. Boulder, Westview Press, 1981.
- DEIST, Wilhelm. *The Wehrmacht and German Rearmament*. Toronto, University of Toronto Press, 1981.
- _____. *Militär, Staat und Gesellschaft : Studien zur preussisch-deutschen militärgeschichte*. Munich, Oldenbourg, 1991.
- DEMETER, Karl. *The German Officer Corps in Society and State, 1650-1945*. New York, Praeger, 1965.
- DEUTSCH, Harold Charles. *Hitler and his Generals : The Hidden Crisis of January to June 1938*. Minneapolis, University of Minnesota Press, 1975.
- DIRKS, Carl et Karl-Heinz JANßEN. *Der Krieg der Generäle. Hitler als Werkzeug der Wehrmacht*. Berlin, Propyläen, 1999.
- DÖNTZ, Karl. *Memoirs : Ten Years and Twenty Days*. Londres, Greenhill, 1990.
- DOWNING, David. *The Devil's Virtuosos : German Generals at War, 1940-1945*. New York, St. Martin's Press, 1977.
- ENGELMANN, Joachim. *Manstein : Stratege und Truppenführer : Eine Lebensbericht in Bildern*. Friedberg, Podzun-Pallas-Verlag, 1981.
- ENGERT, Jürgen. *Soldaten für Hitler*. Reinbek, Rowohlt Taschenbuch Verlag, 1999.
- ERICKSON, John. *Stalin's War with Germany*. Vol. I : *The Road to Stalingrad*. Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1975.
- _____. *Stalin's War with Germany*. Vol. II : *The Road to Berlin*. Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1983.
- FALLOIS, Immo von. *Kalkül und Illusion. Der Machtkampf zwischen Reichswehr und SA während der Röhm-Krise 1934*, Berlin, Ullstein, 1984.
- FEST, Joachim C. *Plotting Hitler's Death : The Story of German Resistance*. New York, Henry Holt and Company, Inc., 1997.
- FREI, Norbert. *Vergangenheitspolitik. Die Anfänge der Bundesrepublik und die NS-Vergangenheit*. Munich, Beck, 1996.
- FRIESER, Karl-Heinz. *Le mythe de la guerre-éclair. La campagne de l'Ouest de 1940*. Paris, Belin, 2003.

- FRIEDRICH, Jörg. *Die kalte Amnestie. NS-Täter in der Bundesrepublik*. Francfort-sur-le-Main, Fischer Taschenbuch Verlag, 1984.
- _____. *Das Gesetz des Krieges. Das deutsche Heer in Rußland 1941-1945. Der Prozess gegen das Oberkommando der Wehrmacht*. Munich, Piper, 1995.
- GERSDORFF, Rudolf-Christoph Freiheer von. *Soldat im Untergang. Lebensbilder*. Francfort-sur-le-Main / Berlin, Ullstein, 1977.
- GEYER, Michael. *Aufrüstung oder Sicherheit. Die Reichswehr in der Krise der Machtpolitik 1924-1936*. Wiesbaden, Steiner, 1980.
- GLANTZ, David M. *From the Don to the Dnepr : Soviet Offensive Operations, December 1942-August 1943*. Londres / Portland, F. Cass, 1991.
- GÖRLITZ, Walter. *History of the German General Staff, 1657-1945*. New York, Praeger, 1953.
- GUDERIAN, Heinz. *Panzer Leader*. New York, Da Capo Press, 1996.
- HARTMANN, Christian. *Halder, Generalstabschef Hitlers 1938-1942*. Paderborn, F. Schöningh, 1991.
- HEER, Hannes et Klaus NAUMANN (dir.). *Vernichtungskrieg. Verbrechen der Wehrmacht, 1941 bis 1944*. Hambourg, Hamburger Edition, 1995.
- HEUER, Gerd F. *Die deutschen Generalfeldmarschälle und Grossadmirale*. Rastatt / Baden, E. Pabel, 1978.
- HILDEBRAND, Klaus. *Deutsche Aussenpolitik, 1933-1945. Kalkül oder Dogma*. Stuttgart, W. Kohlhammer, 1971.
- HILLGRUBER, Andreas. *Hitlers Strategie. Politik und Kriegführung, 1940-1941*. Francfort-sur-le-Main, Bernard & Graefe Verlag, 1965.
- _____. *Der Zweite Weltkrieg 1939-1945. Kriegsziele und Strategie der Großen Mächte*. Stuttgart, Kohlhammer, 1982.
- HIRSCHFELD, Gerhard (dir.). *The Policies of Genocide. Jews and Soviet Prisoners of War in the Nazi Germany*. Boston, Allen & Unwin, 1986.
- HOFFMANN, Peter. *Widerstand-Staatsstreich-Attentat. Der Kampf der Opposition gegen Hitler*. Munich / Zürich, R. Piper, 1985.
- _____. *Claus Schenk Graf von Stauffenberg und seine Brüder*. Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1992.
- HOFMANN, Hans-Hubert (dir.). *Das deutsche Offizierkorps 1860-1960*. Boppard-sur-le-Rhein, Boldt, 1980.
- HORNE, Alistar. *To lose a Battle. France 1940*. Boston, Little, Brown & Company, 1969.
- HUMBLE, Richard. *Hitler's Generals*. Londres, Arthur Barker Limited, 1974.

- IRVING, David John Cawdell. *Hitler's War*. New York, Viking Press, 1977.
- JACOBSEN, Hans-Adolf. *Fall Gelb : Der Kampf um den deutschen Operationsplan zur Westoffensive 1940*. Wiesbaden, F. Steiner, 1957.
- JANßEN, Karl-Heinz et Fritz TOBIAS. *Der Sturz der Generäle : Hitler und die Blomberg-Fritsch-Krise 1938*. Munich, Beck, 1994.
- KEEGAN, John. *La Deuxième Guerre mondiale*. Paris, Perrin, 1990.
- KEHRING, Manfred. *Stalingrad : Analyse und Dokumentation einer Schlacht*. Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1974.
- KERSHAW, Ian. *Hitler. 1889-1936 : Hubris*. Paris, Flammarion, 1999.
- _____. *Hitler. 1936-1945 : Nemesis*. Paris, Flammarion, 2000.
- KITCHEN, Martin. *The German Officer Corps, 1890-1914*. Oxford, Clarendon Press, 1968.
- _____. *The Silent Dictatorship. The Politics in the German High Command under Hindenburg and Ludendorff, 1916-1918*. New York, Holmes & Meier Publishers, 1976.
- KNOPP, Guido. *Hitlers Krieger*. Munich, Goldmann, 2000.
- KOSTHORST, Erich. *Die Geburt der Tragödie aus dem Geist des Gehorsams. Deutschlands Generäle und Hitler – Erfahrungen und Reflexionen eines Frontoffiziers*. Bonn, Bouvier Verlag, 1998.
- KRAUSNICK, Helmut et Hans-Heinrich WILHELM. *Die Truppe des Weltanschauungskrieges : Die Einsatzgruppen der Sicherheitspolizei und des SD 1938-1942*. Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1981.
- LIDDELL HART, Basil Henry. *The Other Side of the Hill. Germany's Generals, their Rise and Fall, with their own Account of Military Events, 1939-1945*. Londres, Cassel, 1951.
- _____. *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*. Paris, Fayard, 1973.
- LEVERKUEHN, Paul. *Verteidigung Manstein*. Hambourg, H.H. Nölke Verlag, 1950.
- MAGENHEIMER, Heinz. *Hitler's War. Germany's Key Strategic Decisions 1940-1945. Could Germany have won World War Two ?* Londres, Arms & Armour, 1988.
- MANSTEIN, Erich von. *Aus Einem Soldatenleben. 1887-1939*. Bonn, Athenäum-Verlag, 1958.
- _____. *Verlorene Siege*. Bonn, Bernard & Graefe, 2000.
- MANSTEIN, Rüdiger von et Theodor FUCHS. *Manstein. Soldat im 20. Jahrhundert. Militärisch-politische Nachlese*. Munich, Bernard & Graefe Verlag, 1981.
- MASSON, Philippe. *Une guerre totale, 1939-1945. Stratégies, moyens, controverses*. Paris, Éditions Tallandier, 1990.
- _____. *Histoire de l'armée allemande, 1939-1945*. Paris, Librairie Académique Perrin, 1994.

- MAY, Ernest R. *Strange Victory. Hitler's Conquest of France*. New York, Hill and Wang, 2000.
- MEGARGEE, Geoffrey P. *Inside Hitler's High Command*. Kansas City, University Press of Kansas, 2000.
- MELLENTHIN, F.W. von. *German Generals of World War Two as I Saw Them*. Norman, University of Oklahoma Press, 1977.
- MESSERSCHMIDT, Manfred. *Die Wehrmacht im NS-Staat : Zeit der Indoktrination*. Hambourg, R.v. Decker, 1969.
- MITCHAM, Samuel W. *Hitler's Field Marshals and their Battles*. Londres, Grafton, 1988.
- MOLL, Otto E. *Die deutschen Generalfeldmarschälle 1935-1945*. Rastatt / Baden, Erich Pabel Verlag, 1961.
- MÜLLER, Klaus-Jürgen. *Das Heer und Hitler : Armee und nationalsozialistisches Regime 1933-1940*. Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1969.
- _____. *Armee, Politik und Gesellschaft in Deutschland 1933-1945 : Studien zum Verhältnis von Armee und NS-System*. Paderborn, Schöningh, 1979.
- _____. *General Ludwig Beck : Studien und Dokumente zur politisch-militärischen Vorstellungswelt und Tätigkeit des Generalstabschefs des deutschen Heeres 1933-1938*. Boppard, Harald Boldt, 1980.
- _____. *Armee und Drittes Reich, 1933-1939 : Darstellung und Dokumentation*. Paderborn, F. Schöningh, 1987.
- MÜLLER, Rolf-Dieter et Gerd Rolf UEBERSCHÄR. *Hitler's War in the East, 1941-1945. A Critical Assessment*. Providence / Oxford, Berghahn Books, 1997.
- MÜLLER, Rolf-Dieter et Hans-Erich VOLKMANN (dir.). *Die Wehrmacht. Mythos und Realität*. Munich, Oldenbourg, 1999.
- NAUMANN, Gert. *Lauscher bei "Florian" : Unter der Generalfeldmarschällen von Manstein, Model und Schörner – als Verbindungs-offizier zwischen Luftflotte und Panzer Einheit, 1943-1945*. Leoni am Starnberger See, Druffel-Verlag, 1983.
- NOAKES, Jeremy et Geoffrey PRIDHAM. *Nazism 1919-1945 : A Documentary Reader. Vol. 3 : Foreign Policy, War, and Racial Extermination*. Exeter, University of Exeter, 1997.
- O'NEILL, Robert J. *The German Army and the Nazi Party, 1933-1939*. Londres, Cassell, 1966.
- PAGET, Reginald Thomas. *Manstein : His Campaigns and His Trial*. Londres, Collins, 1951.
- PALSOKAR, R. D. *Manstein : The Master General*. Poona, The Beg Press, 1970.
- RIGG, Bryan Mark. *Hitler's Jewish Soldiers. The Untold Story of Nazi Racial Laws and Men of Jewish Descent in the German Military*. Kansas City, University Press of Kansas, 2002.
- SADARANANDA, Dana V. *Beyond Stalingrad. Manstein and the Operations of Army Group Don*. New York, Praeger, 1990.

- SARRASIN, Philippe. *L'évolution des perceptions concernant Erich von Manstein depuis la Deuxième Guerre mondiale*. M.A. (Histoire), Université de Montréal, 1999.
- SCHEURIG, Bodo. *Spiegelbilder der Zeitgeschichte*. Oldenburg / Hambourg, Verlag Gerhard Stalling AG, 1978.
- SCHLABRENDORFF, Fabian von. *Offiziere gegen Hitler*. Berlin, Siedler, 1984.
- SCHMÄDEKE, Jürgen et Peter STEINBACH (dir.). *Der Widerstand gegen NZ : die deutsche Gesellschaft und der Widerstand gegen Hitler*. Munich / Zürich, R. Piper, 1985.
- SCHULTE, Theo J. *The German Army and Nazi Policies in Occupied Russia*. Oxford, Berg, 1989.
- SCHUSTEREIT, Hartmut. *Vabanque : Hitlers Angriff auf die Sowjetunion 1941 als Versuch, durch den Sieg im Osten den Westen zu bezwingen*. Herford, Verlag E.S. Mittler & Sohn, 1988.
- SCHWARZ, Eberhard. *Die Stabilisierung der Ostfront nach Stalingrad. Mansteins Gegenschlag zwischen Donez und Dnjepr im Frühjahr 1943*. Göttingen, Münster-Schmidt Verlag, 1985.
- SEATON, Albert. *The German Army 1933-1945*. Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1982.
- SERTL, Hans-Peter. *Generalfeldmarschall Erich von Manstein*. Rastatt, Der Landser : Ritterkreuzträger, 1961.
- SHIRER, William L. *Le III^e Reich*. Paris, Stock, 1990.
- SMELSER, Ronald et Enrico Syring (dir.). *Die Militärelite des Dritten Reiches*, Berlin / Francfort-sur-le-Main, Ullstein, 1997.
- STAHLBERG, Alexander. *Die verdamnte Pflicht. Erinnerungen 1932 bis 1945*. Berlin, Ullstein, 1994.
- STEIN, Marcel. *Generalfeldmarschall Erich von Manstein. Kritische Betrachtung des Soldaten und Menschen*. Mayence, V. Hase & Koehler, 2002.
- STREIT, Christian. *Keine Kameraden : Die Wehrmacht und die sowjetischen Kriegsgefangenen 1941-1945*. Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1978.
- STUMPF, Reinhard. *Die Wehrmacht-Elite. Rang – und Herkunftsstruktur der deutschen Generale und Admirale 1933-1945*. Boppard-sur-le-Rhein, Harald Boldt Verlag, 1982.
- TAYLOR, Telford. *Sword and Swastika : Generals and Nazis in the Third Reich*. New York, Simon and Schuster, 1952.
- _____. *Procureur à Nuremberg*. Paris, Seuil, 1995.
- THE HAMBURG INSTITUTE FOR SOCIAL RESEARCH (éd.). *The German Army and Genocide. Crimes Against War Prisoners, Jews, and Other Civilians, 1939-1944*. New York, The New Press, 1999.
- UEBERSCHÄR, Gerd Rolf et Wolfram WETTE (dir.). « Unternehmen Barbarossa ». *Der deutsche Überfall auf die Sowjetunion 1941. Berichte, Analysen, Dokumente*. Paderborn, F. Schöningh, 1984.

UEBERSCHÄR, Gerd Rolf. *Der deutsche Angriff auf die Sowjetunion 1941 : Die Kontroverse um die Präventivkriegsthese*. Darmstadt, Primus, 1998. 290 p.

_____. (dir.). *Hitlers militärische Elite. Von den Anfängen des Regimes bis Kriegsbeginn*. Darmstadt, Primus Verlag, 1998.

_____. (dir.). *Hitlers militärische Elite. Vom Kriegsbeginn bis zum Weltkriegsende*. Darmstadt, Primus Verlag, 1998.

_____ et Winfried VOGEL. *Dienen und Verdienen*. Francfort-sur-le-Main, S. Fischer Verlag, 1999.

VIGOR, P. H. *La théorie soviétique du Blitzkrieg*. Paris, Anthropos, 1985.

WARLIMONT, Walter. *Inside Hitler's Headquarters 1939-1945*. New York, Praeger, 1964.

WEINBERG, Gerhard L. *A World at Arms. A Global History of World War II*. Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

WETTE, Wolfram et Gerd-Rold UEBERSCHÄR (dir.). *Kriegsverbrechen im 20. Jahrhundert*. Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2001.

WETTE, Wolfram. *Die Wehrmacht. Feinbilder. Vernichtungskrieg. Legenden*. Francfort-sur-le-Main, S. Fischer, 2002.

WESTPHAL, Siegfried. *Der deutsche Generalstab auf der Anklagebank. Nürnberg 1945-1948*. Mayence, Hase & Koehler Verlag, 1978.

WHEELER-BENNETT, John W. *The Nemesis of Power : The German Army in Politics 1918-1945*. Londres, Macmillan, 1953.

WIEDER, Joachim. *Stalingrad ou la responsabilité du soldat*. Paris. Albin Michel, 1983.

WILHELM, Hans-Heinrich. *Rassenpolitik und Kriegführung. Sicherheitspolizei und Wehrmacht in Polen und in der Sowjetunion, 1939-1942*. Passau, R. Rothe, 1991.

ZIEMKE, Earl F. *Stalingrad to Berlin : The German Defeat in the East*. Washington, D.C., U.S. Army Center of Military History, 1987.

Articles :

BARTOV, Omer. « Historians on the Eastern Front : Andreas Hillgruber and Germany's Tragedy ». *Tel Aviver Jahrbuch für deutsche Geschichte*, no. 16 (1987), p. 325-345.

_____. « Wem gehört die Geschichte ? Wehrmacht und Geschichtswissenschaft », dans Hannes Heer et Klaus Naumann (dir.), *Vernichtungskrieg Verbrechen der Wehrmacht, 1941 bis 1944*, Hambourg, Hamburger Edition, 1995, p. 601-619.

_____. « German Soldiers and the Holocaust. Historiography, Research and Implications ». *History & Memory*, vol. 9, nos. 1-2 (1997), p. 162-188.

- BOLL, Bernd. « Generalfeldmarschall Erich von Lewinski, gen. von Manstein », dans Gerd Rolf Ueberschär (dir.), *Hitlers militärische Elite*, vol. 2 : *Vom Kriegsbeginn bis zum Weltkriegsende*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1998, p. 143-153.
- CARVER, Lord. « Manstein », dans Correlli Barnett (dir.), *Hitler's Generals*, Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1989, p. 221-246.
- DEIST, Wilhelm. « The Rearmament of the Wehrmacht », dans Wilhelm Deist, Manfred Messerschmidt, Hans-Erich Volkmann et Wolfram Wette (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 1 : *The Build-up of German Aggression*, Oxford, Clarendon Press, 1990, p. 373-540.
- DIRKS, Carl et Karl-Heinz JANßEN. « Plan Otto ». *Die Zeit*, 19 septembre 1997, p. 16.
- FÖRSTER, Jürgen. « New Wine in Old Skins ? The Wehrmacht and the War of "Weltanschauungen", 1941 », dans Wilhelm Deist (dir.), *The German Military in the Age of Total War*, Leamington Spa, Berg Publishers, 1985, p. 304-322.
- _____. « The German Army and the Ideological War against the Soviet Union », dans Gerhard Hirschfeld (dir.), *The Policies of Genocide : Jews and Soviet Prisoners of War in Nazi Germany*, Boston, Allen & Unwin, 1986, p. 15-29.
- _____. « Hitler's Decision in Favour of War Against the Soviet Union », p. 13-51 ; « Operation Barbarossa as a War of Conquest and Annihilation », p. 481-521 ; « Securing "Living-Space" », p. 1189-1244 ; « Operation Barbarossa in Historical Perspective », p. 1245-1255 ; dans Horst Boog, Jürgen Förster, Joachim Hoffmann, Ernst Klink, Rolf-Dieter Müller, Gerd Rolf Ueberschär (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 4 : *The Attack on the Soviet Union*, Oxford, Clarendon Press, 1998.
- _____. « Wehrmacht, Krieg und Holocaust », dans Rolf-Dieter Müller et Hans-Erich Volkmann (dir.), *Die Wehrmacht. Mythos und Realität*. Munich, R. Oldenbourg Verlag, 1999, p. 948-963.
- FRANZ, Wallace P. « Operational Concepts ». *Military Review*, vol. 64, no. 7 (1984), p. 2-15.
- FREI, Norbert. « Das ganz Normale Grauen ». *Der Spiegel*, 14 avril 1997, p. 64-67.
- FRIESER, Karl-Heinz. « The Execution of "Case Yellow" ("Sickle Cut") Exemplified by Panzer Group Kleist (10-21 May 1940) », dans Militärgeschichtliches Forschungsamt, Freiburg im Breisgau (éd.), *Operational Thinking in Clausewitz, Moltke, Schlieffen and Manstein*, Bonn / Herford, Verlag E.S. Mittler & Sohn, 1988, p. 57- 82.
- _____. « Der Westfeldzug und die "Blitzkrieg" – Legende », dans Militärgeschichtliches Forschungsamt, Freiburg im Breisgau (éd.), *Ideen und Strategien 1940. Ausgewählte Operationen und deren militärgeschichtliche Aufarbeitung*, Bonn / Herford, Verlag E.S. Mittler & Sohn, 1990, p. 159-204.
- _____. « Die deutschen Blitzkriege : Operativer Triumph – strategische Tragödie », dans Rolf-Dieter Müller et Hans-Erich Volkmann (dir.), *Die Wehrmacht. Mythos und Realität*. Munich, R. Oldenbourg Verlag, 1999, p. 182-196.
- GERLACH, Christian. « Männer des 20. Juli und der Krieg gegen die Sowjetunion », dans Hannes Heer et Klaus Naumann (dir.), *Vernichtungskrieg Verbrechen der Wehrmacht, 1941 bis 1944*, Hamburg, Hamburger Edition, 1995, p. 427-446.

- GERSTENBERGER, Friedrich. « Strategische Erinnerungen. Die Memoiren deutscher Offiziere », dans Hannes Heer et Klaus Naumann (dir.), *Vernichtungskrieg Verbrechen der Wehrmacht, 1941 bis 1944*, Hambourg, Hamburger Edition, 1995, p. 620-629.
- GEYER, Michael. « Etudes in Political History : Reichswehr, NSDAP, and the Seizure of Power », dans Peter D. Stachura (dir.), *The Nazi Machtergreifung*, Londres / Boston, Allen & Unwin, 1983, p. 101-123.
- _____. « The Dynamics of Military Revisionism in the Interwar Years. Military Politics between Rearmament and Diplomacy », dans Wilhelm Deist (dir.), *The German Military in the Age of Total War*, Leamington Spa, Berg Publishers, 1985, p. 100-151.
- _____. « German Strategy in the Age of Machine Warfare, 1914-1945 », dans Peter Paret (dir.), *Makers of Modern Strategy fom Machiavelli to the Nuclear Age*, Princeton, Princeton University Press, 1986. p. 527-597.
- GODA, Norman J.W. « Black Marks : Hitler's Bribery of His Senior Officers during World War II ». *The Journal of Modern History*, no. 72 (juin 2000), p. 413-452.
- HAYWARD, Joel. « A Case Study in Early Joint Warfare : An Analasys of the Wehrmacht's Crimean Campaign of 1942 ». *The Journal of Strategic Studies*, vol. 22, no. 4 (décembre 1999), p. 103-130.
- HARTMANN, Christian et Sergej SLUTSCH. « Franz Halder und die Kriegsvorbereitungen im Frühjahr 1939. Dokumentation ». *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, vol. 45, no. 3 (juillet 1997), p. 467-495.
- HEER, Hannes. « Killing Fields. Die Wehrmacht und der Holocaust », p. 57-77 ; « Die Logik des Vernichtungskrieges. Wehrmacht und Partisanenkampf », p. 104-137 ; dans Hannes Heer et Klaus Naumann (dir.), *Vernichtungskrieg Verbrechen der Wehrmacht, 1941 bis 1944*, Hambourg, Hamburger Edition, 1995.
- HILLGRUBER, Andreas. « In der Sicht des Kritischen Historikers », dans *Nie ausser Dienst. Zum achtzigsten Geburtstag von Generalfeldmarschall Erich von Manstein*, Cologne, Greven & Bechtold, 1967, p. 65-84.
- HOFFMAN, J. H. « German Field Marshals as War Criminals ? A British Embarrassment. *Journal of Contemporary History*, vol. 23, no. 1 (janvier 1988), p. 17-35.
- HOFFMANN, Joachim. « The Soviet Union up to the Eve of the German Attack », p. 52-117 ; « The Conduct of the War through Soviet Eyes », p. 833-940 ; dans Horst Boog, Jürgen Förster, Joachim Hoffmann, Ernst Klink, Rolf-Dieter Müller, Gerd Rolf Ueberschär (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 4 : *The Attack on the Soviet Union*, Oxford, Clarendon Press, 1998.
- KLINK, Ernst. « The Military Concept of the War Against the Soviet Union », p. 225-325 ; « The Conduct of Operations », p. 525-763 ; dans Horst Boog, Jürgen Förster, Joachim Hoffmann, Ernst Klink, Rolf-Dieter Müller, Gerd Rolf Ueberschär (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 4 : *The Attack on the Soviet Union*, Oxford, Clarendon Press, 1998.
- KRAUSNICK, Helmut. « Kommissarbefehl und "Gerichtsbarkeitserlaß Barbarossa" in neuer Sicht ». *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, vol. 25 (1977), p. 682-738.
- KROENER, Bernhard R. « Auf dem Weg zu einer "nationalsozialistischen Volksarmee". Die soziale Öffnung des Heeresoffizierkorps im Zweiten Weltkrieg », dans Martin Broszat, Klaus-Dietmar

Henke et Hans Woller (dir.), *Von Stalingrad zur Währungsreform. Zur Sozialgeschichte des Umbruchs in Deutschland*, Munich, Oldenbourg, 1988, p. 651-682.

LÉTOURNEAU, Paul. « Le maréchal Erich von Manstein : à l'ombre de l'image de la Wehrmacht », dans Paul Létourneau (dir.), « Armée et démocratie en Allemagne », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, vol. 30, no. 2 (avril-juin 1998), p. 127-135.

MADAJCZYK, Czeslaw. « Die Verantwortung der Wehrmacht für die Verbrechen während des Krieges mit Polen », dans Wolfram Wette et Gerd Rolf Ueberschär (dir.), *Kriegsverbrechen im 20. Jahrhundert*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2001, p. 113-122.

MANSTEIN, Rüdiger von. « Mansteins Argumentation zum Staatsstreich ». *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 10 janvier 1988.

MARTENS, Stefan. « La défaite française : une heureuse surprise allemande ? », dans Christine Levisse-Touzé (dir.), *La campagne de 1940. Actes du colloque : 16 au 18 novembre 2000*, Paris, Éditions Tallandier, 2001, p. 403-415.

MEYER, Georg. « Zur Situation der deutschen militärischen Führungsschicht im Vorfeld des westdeutschen Verteidigungsbeitrages 1945-1950 / 51 », dans Roland G. Foerster, Christian Greiner, Georg Meyer, Hans-Jürgen Rautenberg et Norbert Wiggershaus (dir.), *Anfänge westdeutscher Sicherheitspolitik 1945-1956*, vol. 1 : *Von der Kapitulation bis zum Plevan-Plan*, Munich, R. Oldenbourg, 1982, p. 577-726.

_____. « Soldaten ohne Armee. Berufssoldaten im Kampf um Standesehre und Versorgung », dans Martin Broszat, Klaus-Dietmar Henke et Hans Woller (dir.), *Von Stalingrad zur Währungsreform. Zur Sozialgeschichte des Umbruchs in Deutschland*, Munich, Oldenbourg, 1988, p. 683-750.

MESSERSCHMIDT, Manfred. « Das Verhältnis von Wehrmacht und NS-Staat und die Frage der Traditionsbildung ». *Aus Politik und Zeitgeschichte*, no. 34 (1981), p. 43-45.

_____. « Ein Nachwort zum Beitrag ». *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 22 août 1981.

_____. « The Wehrmacht and the Volksgemeinschaft ». *Journal of Contemporary History*, vol. 18, no. 4 (octobre 1983), p. 719-740.

_____. « German Staff Officers' Education since the Beginning of the 19th Century : Innovations and Traditions ». *Militärhistorisk Tidskrift*, no. 187 (1983), p. 9-19.

_____. « German Military Law in the Second World War », dans Wilhelm Deist (dir.), *The German Military in the Age of Total War*, Leamington Spa, Berg Publishers, 1985, p. 323-335.

_____. « Foreign Policy and Preparation for War », dans Wilhelm Deist, Manfred Messerschmidt, Hans-Erich Volkmann et Wolfram Wette (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 1 : *The Build-up of German Aggression*, Oxford, Clarendon Press, 1990, p. 541-717.

_____. « German Military Effectiveness Between 1919 and 1939 », dans Allan R. Millett et Williamson Murray (dir.), *Military Effectiveness*, vol. 2 : *The Interwar Period*, Boston, Unwin Hyman, 1990, p. 218-255.

_____. « June 1941 Seen Through German Memoirs and Diaries », dans Joseph L. Wiczyński (dir.), *Operation Barbarossa. The German Attack on the Soviet Union. June 22, 1941*, Salt Lake City, Charles, Schlacks Publisher, 1993, p. 214-227.

- _____. « Vorwärtsverteidigung : Die “Denkschrift der Generäle” für den Nürnberger Gerichtshof », dans Hannes Heer et Klaus Naumann (dir.), *Vernichtungskrieg Verbrechen der Wehrmacht, 1941 bis 1944*, Hambourg, Hamburger Edition, 1995, p. 531-550.
- _____. « Introduction », dans Horst Boog, Jürgen Förster, Joachim Hoffmann, Ernst Klink, Rolf-Dieter Müller, Gerd Rolf Ueberschär (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 4 : *The Attack on the Soviet Union*, Oxford, Clarendon Press, 1998, p. 1-9.
- _____. « Das Bild der Wehrmacht in Deutschland seit 1945 », dans Paul Létourneau (dir.), « Armée et démocratie en Allemagne », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, vol. 30, no. 2 (avril-juin 1998), p. 117-125.
- MÜLLER, Klaus-Jürgen. « Deutsche Militär-Elite in der Vorgeschichte des Zweiten Weltkrieges », dans Martin Broszat et Kaus Schwabe (dir.), *Die deutschen Eliten und der Weg in den Zweiten Weltkrieg*, Munich, C.H. Beck, 1989, p. 226-290.
- _____. « Le réarmement allemand et le problème de la sécurité nationale face à la politique du révisionnisme (1933-1937) ». *Guerres mondiales*, no. 154 (avril 1989), p. 63-77.
- MÜLLER, Rolf-Dieter. « From Economic Alliance to a War of Colonial Exploitation », p. 118-224 ; « The Failure of the Economic “Blitzkrieg Strategy” », p. 1081-1188 ; dans Horst Boog, Jürgen Förster, Joachim Hoffmann, Ernst Klink, Rolf-Dieter Müller, Gerd Rolf Ueberschär (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 4 : *The Attack on the Soviet Union*, Oxford, Clarendon Press, 1998, p. 1-9.
- RATLEY, Lonnie Otis. « Von Manstein, “Fall Gelb” and NATO Options ». *Journal of the Royal United Services Institute for Defence Studies*, vol. 124, no. 1 (1979), p. 61-65.
- RIGG, Bryan Mark. Warum gehorchten Soldaten jüdischer Herkunft einem Regime, das ihre Familien umbrachte ? *Die Zeit*, no. 15 (avril 1997), p. 7.
- ROHDE, Horst. « Hitler’s First Blitzkrieg and its Consequences for North-eastern Europe », dans Klaus A. Maier, Horst Rohde, Bernd Stegemann et Hans Umbreit (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 2 : *Germany’s Initial Conquests in Europe*, Oxford, Clarendon Press, 1991, p. 67-150.
- ROTH, Günther. « The Campaign Plan « Case Yellow » for the German Offensive in the West in 1940 », dans Militärgeschichtliches Forschungsamt, Freiburg im Breisgau (éd.), *Operational Thinking in Clausewitz, Moltke, Schlieffen and Manstein*, Herford / Bonn, Verlag E.S. Mittler & Sohn GmbH, 1988, p. 41-56.
- _____. « Operational Thinking in Schlieffen and Manstein », dans Militärgeschichtliches Forschungsamt, Freiburg im Breisgau (éd.), *Development, Planning and Realization of Operational Conceptions in World Wars I and II*, Herford / Bonn, Verlag E.S. Mittler & Sohn GmbH, 1989, p. 7-44.
- SCHNEIDER, Christian. « Denkmal Manstein. Psychogramm eines Befehlshabers », dans Hannes Heer et Klaus Naumann (dir.), *Vernichtungskrieg Verbrechen der Wehrmacht, 1941 bis 1944*, Hambourg, Hamburger Edition, 1995, p. 402-417.
- SEATON, Albert. « Field-Marshal Erich von Manstein », dans Michael Carver (dir.), *Military Commanders of the Twentieth Century. The War Lords*, Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1976, p. 231-243.

- SOLCHANY, Jean. « La lente dissipation d'une légende : la "Wehrmacht" sous le regard de l'Histoire ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 47, no. 2 (avril-juin 2000), p. 323-353.
- STREIT, Christian. « The German Army and the Policies of Genocide », dans Gerhard Hirschfeld (dir.), *The Politics of Genocide : Jews and Soviet Prisoners of War in Nazi Germany*, Boston, Allen & Unwin, 1986, p. 1-14.
- _____. « Das Schicksal der verwundeten sowjetischen Kriegsgefangenen », dans Hannes Heer et Klaus Naumann (dir.), *Vernichtungskrieg Verbrechen der Wehrmacht, 1941 bis 1944*, Hambourg, Hamburger Edition, 1995, p. 78-91.
- SYRING, Enrico. « Erich von Manstein – Das operative Genie », dans Ronald Smeler et Enrico Syring (dir.), *Die Militärelite des Dritten Reiches*, Berlin / Francfort-sur-le-Main, Ullstein, 1997, p. 325-348.
- UMBREIT, Hans. « The Battle for Hegemony in Western Europe », p. 227-326 ; « Churchill's Determination to Continue War », p. 363-365 ; « Plans and Preparations for a Landing in England », p. 366-373 ; dans Klaus A. Maier, Horst Rohde, Bernd Stegemann et Hans Umbreit (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 2 : *Germany's Initial Conquests in Europe*, Oxford, Clarendon Press, 1991.
- WALLACH, Jehuda L. « Feldmarschall Erich von Manstein und die deutsche Judenausrottung in Rußland ». *Jahrbuch des Instituts für Deutsche Geschichte*, vol. 4 (1975), p. 457-472.
- WEGNER, Bernd. « The War Against the Soviet Union 1942-43 », dans Horst Boog, Werner Rahn, Reinhard Stumpf et Bernd Wegner (dir.), *Germany and the Second World War*, vol. 6 : *The Global War. Widening of the Conflict into a World War and the Shift of the Initiative 1941-1943*, Oxford, Clarendon Press, 2001, p. 843-1216.
- WROCHEM, Oliver von. « Rehabilitation oder Strafverfolgung. Kriegsverbrecherprozeß gegen Generalfeldmarschall Erich von Manstein im Widerstreit britischer Interessen ». *Mittelweg* 36, vol. 6, no. 3 (1997), p. 26-36.
- _____. « Die Auseinandersetzung mit Wehrmachts-Verbrechen in Prozess gegen den Generalfeldmarschall Erich von Manstein 1949 ». *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, vol. 46, no. 4 (1998), p. 329-353.

